

Agrippa d'Aubigné

et le Parti Protestant

Contribution à l'Histoire de la Réforme en France

TOMES II ET III

*Thèse pour le doctorat ès lettres
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris*

PAR

ARMAND GARNIER

AGRÉGÉ DE L'UNIVERSITÉ, PROFESSEUR AU LYCÉE HENRY IV
ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE



PARIS
LIBRAIRIE FISCHBACHER

(Société Anonyme)

33, RUE DE SEINE, 33

1928



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553023_0035

Agrippa d'Aubigné

et le Parti Protestant

Agrippa d'Aubigné

et le Parti Protestant

Contribution à l'Histoire de la Réforme en France

TOME DEUXIÈME

*Thèse pour le doctorat ès lettres
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris*

PAR

ARMAND GARNIER

AGRÉGÉ DE L'UNIVERSITÉ, PROFESSEUR AU LYCÉE HENRY IV
ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE



PARIS
LIBRAIRIE FISCHBACHER

(Société Anonyme)

33, RUE DE SEINE, 33.

—
1928

*17805



AGRIPPA D'AUBIGNÉ

ET LE PARTI PROTESTANT

DEUXIÈME VOLUME

CHAPITRE VIII

LES PROTESTANTS AU SECOURS DE LA ROYAUTÉ L'ASSASSINAT D'HENRI III ET L'AVÈNEMENT D'HENRI IV

§ 1. — Les opérations victorieuses du Roi de Navarre. — D'Aubigné gouverneur de Maillezais (1^{er} janvier 1589). — La marche sur Tours et la réconciliation des deux rois (avril 1589). — La marche sur Paris (juin-juillet).

Pour le moment, la guerre continuait. Le duc de Nevers bombardait la Garnache; les Protestants faisaient une diversion en attaquant *Niort*, où se trouvait Malicorne, le gouverneur du Poitou. Nous les avons laissés à proximité de la place, dans la nuit du 27 au 28 décembre, nuit glaciale et claire. Il fallut attendre dans les pierrières le coucher de la lune. Alors, à la faveur des ténèbres, on put appliquer deux échelles de 44 pieds de haut dans une retraite de muraille, du côté de la porte Saint-Gelais. Dix-huit hommes, commandés par Arambure, montèrent sans encombre et allèrent surprendre le prochain corps de garde. Mais un coup d'arquebuse tiré par un des soldats de la ville donna l'alarme. En même temps jouaient les pétards des assaillants qui faisaient sauter les portes, par où devait pénétrer le gros. La première, celle du bastion avancé, qui couvrait la porte Saint-Gelais, tomba facilement, le pétard ayant été appliqué au bon endroit. Il n'en fut pas de même à la porte de la ville, où l'ouverture produite laissait à peine pénétrer un homme. On dut l'élargir en arrachant les bandes. Perte de temps qui faillit faire

manquer l'entreprise. Car la défense s'organisait et les camarades qui avaient escaladé le rempart avec Arambure avaient beau se battre courageusement, ils risquaient de refaire le saut en sens inverse. Enfin on put pénétrer à flots, d'Aubigné à la tête de la première troupe. Par une fatale méprise, due à l'obscurité, Arambure les prit pour des adversaires, et les deux groupes se battirent ensemble. Il paya cher son erreur : et là « se perdit l'œil de son grand ami », dit d'Aubigné, en rappelant avec une émotion douloureuse ce triste souvenir¹. La résistance ennemie fléchit vite ; les défenseurs se réfugièrent dans le château, avec Malicorne. Quand on somma le Gouverneur de se rendre, il ne voulut, paraît-il, parlementer qu'avec d'Aubigné, qui avait eu à se louer de lui pendant sa captivité. Il est vrai que ni de Thou, ni les *Mémoires de la Ligue* ne mentionnent ce détail de la capitulation². Mais ce n'est pas une raison pour qu'il soit faux. On comprend que d'Aubigné rapporte une circonstance honorable pour lui, et qu'elle ait été négligée ailleurs. Si les choses se sont passées comme il le dit, il fit preuve à l'égard de Malicorne d'une générosité où il entraînait du reste de l'habileté :

« Ce vieillard lui dit à l'abordée qu'il se rendoit à sa discrétion. Aubigné ne voulut pas abuser de cet effroi, mais ménageant l'âge, la qualité et l'obligation, lui fit une capitulation qu'il n'osoit demander, à savoir que la capitulation de la place se faisoit dès l'heure. Pour foi de quoi il choisit quatre ostages et les envoya en la ville, mais arresta que la reddition de la personne et de la place ne s'accompliroit qu'entre les mains du roi de Navarre, disant qu'un gouverneur de province estoit un morceau de roi. Par ce moyen, il osta ceux du chasteau du danger de l'insolence et laissoit à son maistre quelque part à la curée³. »

Le Roi de Navarre arriva le lendemain (29 décembre 1588) et ratifia tout ce qui s'était fait. Il nomma Saint-Gelais gouverneur de la ville, et Parabère commandant du château. C'était eux qui, avec d'Aubigné, avaient tout conduit. Lui aussi reçut sa récompense, mais ailleurs, à *Maillezais*, dont il alla s'emparer presque sans coup férir, aussitôt après la prise de Niort (dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} jan-

1. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 65).

2. Voir leur récit de la prise de Niort : DE THOU, t. X, p. 493-96 ; *Mémoires de la Ligue*, t. III, p. 152 et sq.

3. *Histoire*, t. VIII, p. 7-8.

vier), et dont il demeura gouverneur « au regret de son Maistre, prétend-il, qui luy ordonna le plus misérable estat qu'il peut, pour le faire desmordre : mais il estoit trop las de courir ¹ ».

Toujours la fameuse jalousie du Roi de Navarre ! Quoi qu'il en soit, il avait satisfaction, et il dut éprouver une grande joie. C'était la revanche de la perte d'Oléron. Désormais il avait une place à lui : « qui commençoit d'estre bonne comme fortifiée par les deux partis », et j'ajoute protégée par la nature, car elle est située dans une île que forment la Sèvre Niortaise et les deux bras de l'Autize, donc facilement défendable. Il allait s'y installer de plus en plus solidement et s'y maintenir pendant trente ans, jusqu'à son exil à Genève, sous la Régence. Son rêve seigneurial était enfin réalisé !

Une sorte de stupeur semblait avoir frappé les places catholiques. Saint-Maixent tomba le même jour que Maillezaïs ².

Pour compléter ces succès il aurait fallu sauver la Garnache, qui tenait toujours, et qui repoussa un assaut général, le 4 janvier. Mais les assiégés étaient épuisés et le duc de Nevers de son côté, fort impatient d'en finir, car il n'avait plus son armée dans la main depuis la tragédie de Blois, ceux des gens de guerre qui étaient passionnés pour la Ligue reniant maintenant le service du Roi, et ne demandant qu'à fausser compagnie. Aussi accepta-t-il l'entremise d'un gentilhomme du pays qui remontra au gouverneur le Plessis-Gesté que les intérêts des Protestants et des Royalistes devenaient solidaires contre la Ligue. L'argument porta. Une capitulation honorable fut signée le 6 janvier, avec délai de huit jours pour la reddition ou pour le secours. Le Roi de Navarre averti voulut profiter de cette clause et s'achemina à grandes journées. Mais l'hiver était rigoureux. Il fut brusquement arrêté en route (9 janvier), au Champ-Saint-Père ³, par une pleurésie grave. Il pensa mourir. Dans le Parti on eut grand'peur, et l'on sentit quelle perte irréparable on ferait. De tous côtés les larmes coulaient, et les prières montaient vers Dieu. A la Rochelle notamment les temples ne désenplissaient pas le jour ni la

1. *Mémoire* (Réaume, t. I, p. 65). Cf. *Histoire*, t. VIII, p. 9-11.

2. Cf. Lettre du Roi de Navarre à la comtesse de Grammont du 1^{er} janvier 1589 : « Ne vous manderay-je jamais que prises de villes et forts ? Anuit se sont rendus à moy Saint-Maixent et Maillesaye, et espère, devant la fin de ce mois, que vous oirés parler de moy. » *Lettres-Missives*, t. II, p. 416.

3. Vendée, entre Luçon et la Roche-sur-Yon.

nuit. Même à la Cour de France l'émotion fut profonde à la nouvelle de cette maladie, car les Royalistes patriotes mettaient leur espoir en lui pour tirer le pays de l'anarchie. Enfin il en réchappa et sa robuste constitution triompha du mal. Dès le 18, il entra en convalescence.

Mais la Garnache était perdue. Le délai de secours expirait le 14. Il avait bien tenté *in extremis* d'y dépêcher Châtillon, trop tard selon d'Aubigné qui avait prédit l'échec. Il connaissait mieux que personne la région pour l'avoir parcourue en tous sens pendant la guerre de 1580, et savait la difficulté des chemins et l'impossibilité d'arriver à temps. Le fait est que quand la nuit tomba, le soir du 14, on était encore à plusieurs kilomètres de la Garnache ¹. La retraite fut pénible :

« Monsieur de Chastillon ayant fait sa desmarche contre le conseil d'Aubigné, il mit en route [déroute] luy mesme son armée à la nuict, et une partie s'en perdoit sans les ralliemens d'Aubigné ². »

Celui-ci retrouva son maître au château de la Mothe-Frelon, près du Champ-Saint-Père, où il l'avait laissé alité. Il allait mieux, et sa gaité revenait ³, comme en témoigne une amusante anecdote que j'ai déjà rapportée au début de cet ouvrage, à propos de la date de naissance de d'Aubigné, parce qu'en la racontant il y fait mention de son âge. C'est le faux avis que chacun donna à l'autre d'une entreprise menaçant Maillezais, le Roi, afin de l'alarmer, lui, pour obtenir congé d'aller revoir les siens. On se rappelle peut-être que ce récit se termine ainsi : « Ceste retraite faite en riant fut le premier repos, ou plustost le premier intervalle de labeurs que cest homme eust essayé depuis l'aage de quinze ans jusques à trente sept ou environ qu'il avoit lors, pouvant dire avec vérité que, hormis les temps des maladies et des blessures, il ne s'estoit point veu quatre jours de suite sans courvée ⁴. »

1. A Saint-Christophe-de-Lignerou (Vendée).

2. Cf. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 65), et *Histoire*, t. VIII, p. 11-16. Voir aussi pour la fin du siège de la Garnache, DE THOU, t. X, p. 496-499, les *Mémoires de la Ligue*, t. II, p. 540 et sq., et les *Mémoires de Nevers*, t. I, 1^{re} partie, p. 881 et sq. (édit. 1665).

3. Cf. sa lettre du 20 janvier à M. de Scorbiac, conseiller au Parlement de Toulouse, pour rassurer le Midi où avaient couru des bruits sinistres, « J'ay esté proche du sépulcre par une pluresie, mais à présent, Dieu mercy, je commence à me mieux porter » (*Lettres-Missives*, t. II, p. 428-429). Huit jours après il allait déjà à la chasse (Cf. lettre du 28 janvier à d'Épernon, t. II, p. 429).

4. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 65-66).

Retiré dans sa place de Maillezais pendant la fin de l'hiver, d'Aubigné ne prit donc pas part à la marche victorieuse du Roi de Navarre qui, en trois semaines, l'amena de la Rochelle, où il avait achevé sa convalescence, jusqu'aux abords de Tours, où se trouvait Henri III. Il enleva en courant, lui-même ou par ses lieutenants, Loudun, Thouars, Montreuil-Bellay, Châtellerault, l'Ile-Bouchard¹, sans compter quelques autres petites villes du Poitou². Il est vrai qu'il n'avait plus devant lui l'armée du duc de Nevers, qui s'était disloquée par la defection des Ligueurs, après la capitulation de la Garnache, et n'était pas encore reconstituée³. Le 8 mars, il était à Montbazon, presque aux portes de Tours. Cette approche était une invite au Roi, et en même temps une menace pour forcer ses hésitations coutumières. Opération politique autant que militaire. L'intention ressort clairement des lettres de Duplessis-Mornay qui en fut le conseiller⁴. Au reste Henri III, acculé dans ses derniers retranchements et inquiété jusque dans Tours par les Ligueurs de Paris, n'avait plus guère le choix. Aussi avait-il déjà fait partir sa tante, la duchesse d'Angoulême, au-devant du Béarnais, pour examiner les possibilités et les conditions d'un accord. Elle avait contribué à le faire entrer à Châtellerault (2 mars), grâce à des intelligences qu'elle avait dans la place, qui fut le quartier général du Roi de Navarre pendant tout le mois de mars.

Ainsi les Royaux se faisaient presque les complices de ses succès et lui ouvraient la voie. Du moins n'opposaient-ils plus guère de résistance. Mot d'ordre ? Peut-être, mais plutôt signe de l'état d'esprit qui va aboutir à la réunion des deux rois. On pressentait, on souhaitait l'événement par un sûr instinct de conservation nationale. A Montbazon les deux armées s'étaient trouvées en contact, et loin de se témoigner de l'hostilité elles s'étaient mises à fraterniser.

« Nos gens de guerre se rencontrent, écrit le Béarnais à la comtesse de Gram-

1. Conquêtes mentionnées dans une lettre du 5 mars à M. de Saveyilles. Cf. *Lettres-Missives*, t. II, p. 459 : Thouars (Deux-Sèvres), Montreuil-Bellay (Maine-et-Loire), Loudun, Châtellerault (Vienne), l'Ile-Bouchard (Indre-et-Loire).

2. Vivonne et Mirebeau dans la Vienne.

3. Cf. *Histoire*, t. VIII, p. 16, note 4.

4. Cf. ses lettres des 11 et 20 février à MM. de Morlas et des Réaux. *Mémoires Duplessis-Mornay*, t. IV, p. 313 et 319.

mont, et s'embrassent au lieu de se frapper, sans qu'il y ait trefve ny commandement exprès de ce faire¹. »

A cette heure de péril si grave, où la France se disloquait et risquait de sombrer avec la Royauté, ils se sentaient de nouveau compatriotes.

Les négociations une fois amorcées entre les deux rois par la duchesse d'Angoulême, c'est Duplessis qui alla les poursuivre à Tours. Il fut le bon génie de son maître pendant toute cette période. Il inspira, s'il ne le rédigea pas, le beau *Manifeste aux Trois Etats de ce Royaume*², daté de Châtellerault, 4 mars, si habile et si français, appel émouvant à la raison, à la concorde, à la paix bienfaisante qui guérira la grande « pitié » du royaume de France. Nous savons que c'étaient bien là les vrais sentiments du Roi de Navarre; il était en pleine communion de pensée avec son conseiller. Il ne faisait pas la guerre pour son plaisir, mais par nécessité, afin de ne pas laisser opprimer les consciences, les biens, la vie de ceux dont il avait la charge; mais il était toujours prêt à mettre bas les armes si tout cela lui était garanti. Pour réaliser ce vœu de la paix « sacrée », qui était au fond de tant de cœurs et que personne n'avait osé formuler aux États de Blois, lui se déclarait prêt à embrasser tous les Français, même les Ligueurs, et à pratiquer à la lettre le pardon chrétien des injures. Et de nouveau il offrait la solution d'un libre Concile pour régler le différend religieux, mais se refusait, aujourd'hui comme hier, à laisser ployer par la force sa conscience et celle des siens. En somme il n'interdisait pas au pays catholique l'espoir de sa conversion, et il semblait faire de sa résistance actuelle une question de dignité plus encore que de conviction.

C'est pour cela sans doute que d'Aubigné ne souffle mot de ce manifeste dans son *Histoire*. Tant de modération, tant de largeur d'esprit et de cœur, ce zèle national en un mot, étaient bien faits pour choquer sa passion partisane. Il n'y voyait rien que tiédeur pour la Cause et pour Dieu. C'est toujours la même opposition entre ces deux hommes, l'un de tendances toutes modernes, l'autre roidement figé dans une forme de pensée biblique qui considère la guerre de Religion comme une guerre sainte. Comment dès lors auraient-ils pu se comprendre et s'entendre?

1. Cf. *Lettres-Missives*, t. II, p. 460, lettre du 8 mars.

2. Cf. *Lettres-Missives*, t. II, p. 443 à 458. Il figure dans les *Mémoires de Duplessis-Mornay*, t. IV, p. 322 à 340.

Il fallait toute la solidité des liens qui les unissaient, tant de souvenirs communs, tant de périls affrontés ensemble, et aussi l'attrait réciproque de leur bonne humeur, pour maintenir entre eux, malgré des divergences d'idées si profondes, un indissoluble attachement.

Cette divergence d'idées se montre encore au sujet de *la réconciliation des deux rois*. D'Aubigné blâme. Il ne veut pas admettre les raisons impérieuses qui imposaient cette solution. Henri III est un félon, qui a trahi les Guises après avoir trahi les Protestants : on ne traite pas avec un félon. Il ne sort pas de là. Pour un homme à principes, c'était un homme à principes ; et je ne disconviens pas qu'il y a une noblesse morale dans cette intransigeance, mais elle manque évidemment d'esprit politique.

« Bien que les défiances des réformez fussent grandes, dit-il, et que les mutations escrites aux livres passez, jointes à la foi de Blois, leur rendissent odieuses et les affaires et la personne du roi, le roi de Navarre, qui avoit des conclusions à part, presta l'oreille et le cœur aux négociations de la duchesse d'Angoulesme, ne communiquant ce traité qu'aux serviteurs du successeur¹. »

Appellation dédaigneuse dans sa bouche, et qui semble viser particulièrement Duplessis-Mornay, le négociateur du traité². Cependant d'Aubigné ne précise pas son rôle, et paraît dire ou croire que tout fut réglé par l'entremise de la duchesse d'Angoulême. Est-ce ignorance de sa part, ou envie à l'égard d'un conseiller mieux écouté que lui ?

La trêve fut signée le 3 avril, par du Plessis et le représentant d'Henri III, mais elle resta secrète jusqu'à la publication des *Déclarations des deux rois* (24 et 26 avril), qui avaient pour objet de l'expliquer et de la faire accepter dans les deux camps, et surtout par les Catholiques. Car il suffit de les lire pour se rendre compte qu'elles ont été concertées et que, dans l'une comme dans l'autre, un voile discret est intentionnellement jeté sur les concessions faites aux Réformés. D'Aubigné a reproduit ces deux Déclarations à la fin du livre XII de son *Histoire*³, et il

1. *Histoire*, t. VIII, p. 38.

2. Duplessis eut au moins deux entrevues secrètes avec Henri III à Tours, la seconde le 23 mars. V. dans ses *Mémoires* les lettres où il en rend compte au Roi de Navarre, et les réponses de celui-ci, t. IV, p. 343-350.

3. Livre XIII de l'édition Ruble : c'était le livre II du t. III dans les éditions données par d'Aubigné lui-même.

les a fait suivre d'un bref commentaire où il ne modifie pas son jugement sur la légitimité ou la moralité de cet accord, mais il est bien obligé d'en reconnaître l'efficacité : « Cette tresve, qui encor n'estoit que d'un an, sans l'autorité des provinces, par la seule direction du roi de Navarre et avis de ceux qui estoient près de lui, eut telle vigueur que nulle paix n'a jamais apporté un tel calme '... »

Elle fut donc scrupuleusement observée des deux côtés. N'est-ce pas avouer sa bienfaisance et en tout cas la bonne foi des contractants ? Et, dès lors que ses défiances n'étaient pas fondées, la valeur de ses critiques n'en est-elle pas diminuée ?

Il se garde de spécifier les avantages — réels cependant — que les Protestants retirèrent de cette trêve. Je ne parle pas de l'avantage moral qu'ils s'acquéraient en venant au secours de la Royauté, mais il y avait des bénéfices plus tangibles. Pour la Religion réformée d'abord. Alors qu'elle était proscrite depuis l'Edit de juillet 1585 et effectivement interdite partout où les armes du Parti ne dominaient pas, désormais elle recommencerait à être tolérée dans une ville par baillage ou sénéchaussée parmi celles que les Protestants conquerraient, les autres devant être remises au Roi. Le culte serait libre également là où se trouverait le Roi de Navarre, et dans le lieu de passage concédé sur la Loire. Ce lieu de passage fut, en fait, une pierre d'achoppement pendant les négociations. C'était un des points les plus importants du traité ; il lui donnait son véritable caractère, et le marquait du sceau de l'alliance, en ouvrant aux Protestants les provinces au nord du fleuve pour venir y aider les Royalistes contre la Ligue. Henri III hésitait, proposait des places militaires faibles, ou trop excentriques par rapport à l'ouest protestant. Le Roi de Navarre finit par l'emporter et par obtenir Saumur, qui lui fut remis le 17 avril, et où il installa Duplessis-Mornay comme gouverneur. C'était bien le moins qu'ayant été à la peine il fût à l'honneur. Puis il inspirait même confiance des deux côtés.

Désormais le sort en était jeté. Henri III était lié. Mais jusqu'au dernier

1. *Histoire*, t. VIII, p. 146. Le texte des deux *Déclarations* occupe les chapitres xxx et xxxi du livre XII de l'édition Ruble, p. 133 à 145. Celle d'Henri III est d'ailleurs donnée sous un titre erroné : « Tresve faite entre le roi et le roi de Navarre », comme si c'étaient les articles mêmes de la trêve — qu'on peut lire ailleurs, dans les *Mémoires de Duplessis-Mornay*, t. IV, p. 351-356. Quant aux deux manifestes, ils sont également dans les *Mémoires de la Ligue*, t. III, p. 300 et sq.

moment il avait essayé d'éloigner ce calice : l'union avec les hérétiques ! Même après la signature de la trêve, et dans l'intervalle qui s'écoula jusqu'à sa publication¹, il tenta encore un accommodement avec Mayenne par l'entremise du Légat². Faut-il voir seulement de la duplicité dans ces tractations contradictoires ? Ce serait la justification des défiances de d'Aubigné. Mais c'est bien plutôt, semble-t-il, le débat d'une âme partagée entre des sentiments et des raisons opposés. Ses scrupules religieux étaient sincères, et il répugnait vraiment à cette alliance. Surtout il savait combien elle serait exploitée contre lui par la Ligue. S'il s'y résigna finalement, c'est parce qu'il ne vit pas le moyen de faire autrement. Il avait cru se libérer en supprimant Guise, et redevenir le maître de la situation. L'effet fut tout contraire à celui qu'il attendait. Le sang des « martyrs » de la Ligue cria vengeance par des milliers de bouches, la rébellion gagna la plupart des villes et des provinces demeurées fidèles jusque-là. C'est alors, en constatant la ruine de toutes ses illusions, qu'il se décida à prendre la main que le Roi de Navarre lui tendait.

Les événements allaient précipiter leur rencontre. Après être retourné de Châtellerault à la Rochelle, le Roi de Navarre était reparti pour Saumur, où Duplessis se trouvait déjà. Le 18 avril, il y faisait son entrée et en prenait officiellement possession. Son intention n'était pas de s'y arrêter longtemps, mais de traverser la Loire et d'aller donner la chasse aux Ligueurs « qui dégastoient son Vendômois³ ». Je crois que dès ce moment d'Aubigné l'avait rejoint, quoiqu'il dise dans ses *Mémoires* qu'il « arriva au combat de Tours⁴ » (8 mai). Mais la plupart des corps protestants et le Roi de Navarre lui-même étaient absents, comme nous le verrons, au début de cette affaire, et ne survinrent que pendant le combat. La formule de d'Aubigné ne signifie peut-être pas qu'il arrivait de chez lui, et qu'il reprenait seulement son service après le congé dont il avait bénéficié. Il y a doute. Dès lors j'inclinerais assez à placer à cette époque, *avant le passage de la Loire*, un incident qu'il relate dans l'appendice de son *Histoire*, à pro-

1. Elle fut enregistrée au Parlement de Tours le 29 avril 1589.

2. Cf. DE THOU, t. X, p. 591-593.

3. *Histoire*, t. VIII, p. 39.

4. *Mémoires* (Réaume), t. I, p. 66.

pos de la mort d'Henri IV, parce qu'il y vit — après coup — une sorte d'avertissement céleste. L'anecdote n'est pas datée, mais il semble dire que le Roi de Navarre quittait définitivement le Poitou. A quel moment de sa carrière pourrait-on dire cela plus justement qu'au temps où nous sommes, quand sa Fortune prenait une direction toute nouvelle, et allait, en effet, l'éloigner pour longtemps, sinon pour toujours, de l'Ouest protestant ?

« Henri le grand..., prenant congé du Poictou, et son logis à *Moncontour*, trouva sur le bord du petit pont *le juge du lieu*, grand vieillard sec, le visage long, très ridé, les yeux haves, la barbe blanche et longue, un vestement sale et tout plumeux. Cet homme s'estant présenté pour haranguer, *on nous fit approcher*, plus pour avoir part à la risée, commune aux courtisans, qu'à l'admiration. Adonc l'orateur, avec une triste assurance, parla ainsi¹. »

Suit un discours de paysan du Danube, qui aurait fait le voyage du Jourdain, et en aurait rapporté l'allure et le ton des prophètes juifs. Ce discours est évidemment de la façon de d'Aubigné, mais à moins de douter complètement de son témoignage, nous devons penser qu'il en a respecté le fond. C'est un étrange compliment qu'adresse au Roi ce « juge » d'Israël ; en fait c'est une leçon rude, bourrue, menaçante même, pour le cas où ses conseils de justice et de clémence ne seraient pas suivis. Il tire argument surtout du souvenir de Moncontour (3 octobre 1569) dont le champ de bataille est proche, et où l'ire de Dieu a frappé tant de généreuse noblesse pour punir les puissants de ce monde des calamités que leurs ambitions et leurs discordes apportaient au peuple meurtri : « Dieu demandera les vies à milliers de la main de ceux qui les ont fait tomber sous leurs auspices. Et cependant peu de ces grands vont la gorge sèche au tombeau, pour ce que le grand justicier dès ce monde exerce jugement². »

Voilà *la parole fatidique* qui donna le frisson à Henri, et qu'il rappelait souvent à ses familiers. Il avait quitté la Rochelle le 5 avril. Le 15, il passait à Thouars, dans le voisinage de Moncontour. Il avait pu s'y trouver la veille le 14 avril.

De Saumur, au moment où il passait la Loire (21 avril), il lança un *Manifeste*

1. *Histoire*, t. IX, p. 461-462.

2. *Histoire*, t. IX, p. 463.

rédigé par Duplessis, pour expliquer son entrée en campagne au service du Roi, faisant appel au bon sens, à l'intérêt, au patriotisme de tous les ordres, qui souffraient également de la guerre et sur qui retomberait la ruine de l'État. Il invite les sujets loyaux à redoubler de dévouement, les égarés à se rallier autour du trône, dont l'écroulement serait la fin de tout, et n'amènerait qu'une interminable anarchie ; car jamais les prétentions dynastiques ni l'usurpation de Mayenne ne seront acceptées de la vraie Noblesse française. A tous les bons Français il déclare la paix, même aux serviteurs de la douzième heure qui reconnaîtront tardivement leur erreur ; il ne combat que les Ligueurs irréductibles¹.

C'était Mayenne en personne qui mettait à sac le Vendomois, domaine particulier de la maison de Bourbon. Il était sorti de Paris le 8 avril, après avoir régularisé, autant que possible, la commune révolutionnaire qui s'y était constituée à la nouvelle de l'assassinat de Guise. La terreur régnait dans la ville ; le Parlement avait été épuré et converti de force au nouveau régime ; les Comités des Seize quartiers surveillaient les suspects et rançonnaient les riches, les prédicateurs forts en gueule ameutaient les fidèles en pleine église contre les tièdes ou *politiques* et excitaient les passions fanatiques de la foule par des processions sans cesse renouvelées. Dans ces conditions, le Conseil général de l'union, que Mayenne installa au sommet de l'organisation ligueuse, pouvait paraître une institution modératrice. Il avait hérité de la popularité de son frère disparu, et dans l'émotion de cette mort qui dévouait les Parisiens à sa famille, il pouvait pour le moment exercer réellement l'autorité de « lieutenant général de l'État et couronne de France », qu'on venait de lui conférer.

De Paris il marcha sur Vendôme, qui lui fut livré par la trahison du gouverneur Maillé Benhart. Il allait s'attaquer à Château-Renault quand il apprit l'approche du Roi de Navarre ; alors il changea de direction et vint surprendre à Saint-Ouen, au nord d'Amboise, la cavalerie de d'Épernon qui était sous le commandement de son beau-frère le comte de Brienne. Les hommes, débandés dans les villages environnants, furent pris ou s'enfuirent. Le Comte se réfugia, avec une partie de sa troupe, dans le château du lieu, qui appartenait au fameux trésorier

1. Cf. *Mémoires de Duplessis-Mornay*, t. IV, p. 356-357.

de l'Épargne Molan, dont la Ligue avait pillé la maison et les richesses à Paris. Mais ce château n'avait ni fossé, ni retranchements et ne pouvait tenir longtemps. Le Roi de Navarre, averti par un message d'Henri III de la situation critique des assiégés, fit une traite de vingt-deux heures pour les secourir. Mais il arriva trop tard, et fut informé à Maillé, à deux lieues de Tours, qu'ils avaient capitulé (28 ou 29 avril)¹. Alors il s'arrêta au château de Maillé, et c'est de là qu'Henri III le manda pour venir le trouver au Plessis-lès-Tours.

Il ne fit pas de difficulté de se rendre à cette invitation, malgré les appréhensions de son entourage, qui ne pouvait chasser le souvenir de la trahison de Blois, et qui voulait surtout l'empêcher de passer la Loire (il était au nord du fleuve) et d'aller se livrer en quelque sorte à la merci du Roi « comme en une isle entre les deux rivières de Cher et de Loire² ». Mais lui, jugeant que l'importance politique de cette rencontre valait le risque, ayant foi dans son étoile et dans la protection divine : « Dieu me dit que je passe et que je voise ; il n'est en la puissance de l'homme de m'en garder³ » ; lui donc, « en secouant la teste secouait aussi ces advis⁴ » craintifs, et marchait vers le Roi. Il ne refusa d'ailleurs pas de prendre des précautions élémentaires, et de faire traverser d'abord sa noblesse et sa garde, qui occupa une des portes du *château du Plessis*, où *devait avoir lieu l'entrevue*. Les deux Rois s'avancèrent l'un vers l'autre dans le parc, mais furent un grand quart d'heure avant de pouvoir se joindre, tant la foule était dense « qui crioit à grande force et exultation : Vive le Roy ! Vive le Roy de Navarre, vivent les Rois ! » Les bourgeois de la ville étaient venus, en effet, se mêler à la Cour pour fêter cette heureuse réconciliation ; et ces manifestations d'allégresse, en même temps que la joie de retrouver les bonnes grâces de son souverain, émurent à tel point le Roi de Navarre qu'il en pleurait des larmes « grosses comme poix⁵ » (dimanche 30 avril 1589).

Aussi, étant retourné coucher au faubourg Saint-Symphorien (faubourg de Tours) sur l'autre rive de la Loire, il revint dès le lendemain matin surprendre

1. Cf. DE THOU, t. X, p. 617-618, et L'ESTOILE, t. III, p. 285.

2. PALMA-CATET, *Chronologie novenaire*. Édit. Michau et Poujoulat, p. 127, col. 2.

3. *Journal de L'Estoile*, t. III, p. 278.

4. AUBIGNÉ, *Histoire*, t. VIII, p. 40.

5. Cf. L'ESTOILE, t. III, p. 277-278.

Henri III au lit, suivi cette fois d'un seul page pour montrer sa confiance¹.

Il éprouvait vraiment un grand contentement, et ce n'était pas une attitude qu'il se donnait pour flatter le Roi. Sa correspondance confidentielle en fait foi². Un tel revirement dans sa situation qui, de proscrit, le faisait tout à coup l'ami et l'allié de son Roi, et le soutien du trône, lui donnait une légitime fierté et répondait à ses plus constants désirs. C'était le couronnement de la politique habile et loyale qu'il avait suivie à l'égard de Henri III depuis qu'il était devenu héritier présomptif.

Il avait fait sa course en Vendômois avec peu de monde : « trois cents salades et sept cents arquebusiers à cheval³ ». Maintenant, de partout, il appelait les troupes protestantes pour assister le Roi. Mayenne savait que quand elles seraient rassemblées il n'y aurait plus rien à tenter. Il voulut profiter du court délai qu'il avait, et essayer par un coup d'audace de forcer la retraite royale à Tours même. C'est ainsi qu'il *parut le matin du 8 mai au haut du coteau qui descend au faubourg Saint-Symphorien*. Il savait par des espions que le Roi de Navarre n'était plus là et qu'il s'était momentanément absenté avec ses Huguenots. D'Aubigné donne de ce fait une explication malveillante, « les capitaines refformez faisans, dit-il, de grandes difficultez de se mesler parmi ceux qui avoyent leurs espées rouillées de leur sang, qu'aux dangers ils auroyent à l'eschine, et au visage celles des ennemis⁴ ». L'entraîn avec lequel, d'après son récit même, ils accourent au combat dément les craintes qu'il leur prête, où l'on perçoit trop le son de ses propres paroles et l'écho de ses sentiments personnels.

Le choc fut donc soutenu d'abord par les Royalistes seuls, qui défendirent pied à pied le terrain, les avenues, les forts⁵. Malgré une résistance acharnée ils furent peu à peu refoulés. Mais *sur le soir on vit paraître les premières écharpes*

1. Cf. DE THOU, t. X, p. 622, et P. CAYET, *Chronologie novenaire*, loc. cit.

2. Cf. le billet qu'il écrivait à Duplessis, resté à Saumur, le soir même de l'entrevue, en revenant à son quartier de Saint-Symphorien (*Lettres-Missives*, t. II, p. 477, et *Mémoires de Mornay*, t. IV, p. 355). Voir aussi la lettre à la comtesse de Grammont du 18 mai, t. II, p. 487 des *Lettres-Missives*.

3. D'AUBIGNÉ, *Histoire*, t. VIII, p. 39.

4. *Histoire*, t. VIII, p. 42.

5. Voir le récit de de Thou (t. X, p. 622-628) qui fait surtout ressortir les exploits des Royalistes. Il était présent au combat, ce qui donne à son récit, comme à celui de d'Aubigné, la valeur d'un témoignage personnel.

blanches, les Protestants de Châtillon, La Trémoille, La Rochefoucauld qui s'avancèrent froidement, au petit pas, sur le pont balayé par la mitraille des Ligueurs. Il était trop tard pour sauver le faubourg, mais le pont fut conservé et barré par un retranchement, en même temps qu'on occupait une île au milieu du fleuve pour couvrir la ville.

Alors se passa *une scène curieuse*, dont d'Aubigné fut le témoin, et qu'il rapporte crûment. En voyant dans l'île des écharpes blanches, les Ligueurs, dépités de cette intervention des Protestants qui arrêtait leur progression, leur criaient bien haut : « Braves hugueuots, gens d'honneur, ce n'est pas à vous à qui nous en voulons, c'est à ce perfide, à ce coyon, qui vous a tant de fois trahis, et qui vous trahira encore. — Parmi cela, d'autres voix confuses d'opprobres et d'infamies, outre le commun, nommans des noms auxquels les courtisans sourioient. Tout cela n'eut réponse qu'*harquebusades* ¹. »

La nuit fut une veillée d'armes dans le camp royal ; les renforts protestants continuaient d'arriver. Du côté ligueur ce fut une nuit d'orgie. Le chevalier d'Aumale lâcha la bride aux instincts sanguinaires ou lubriques de ses soldats. Des atrocités furent commises dans les maisons, dans les rues, jusque dans les Églises ². Lorsque, le lendemain, le Roi de Navarre, accouru de Chinon où il se trouvait, visita le faubourg avec Henri III, et qu'on lui raconta toutes les ignominies qui s'y étaient déroulées, il jura « son ventre Saint-Grise que s'il y eust esté, il en fust allé autrement ³ ». Mayenne avait décampé au point du jour (9 mai) sans l'attendre. Henri III, pour témoigner sa reconnaissance aux Protestants, prit l'écharpe blanche. Cette manifestation déplut à quelques-uns de ses gentilshommes, mais d'autres approuvaient pleinement, et le maréchal d'Aumont disait « qu'il n'y avoit que les bougres qui ne vouloyent pas souffrir les huguenots ⁴ ». Le fait est que l'alerte avait été chaude en cette journée du 8 mai, et sans leur entrée en ligne au moment critique, Dieu sait comment l'affaire aurait tourné !

Les Royalistes avaient pu apprécier la valeur de leur concours. Les Ligueurs

1. D'AUBIGNÉ, *Histoire*, t. VIII, p. 44. L'Estoile relate aussi dans son *Journal* cet incident, mais en atténuant les propos injurieux pour Henri III (t. III, p. 289).

2. Cf. DE THOU, t. X, p. 626-627, et L'ESTOILE, t. III, p. 287.

3. L'ESTOILE, *ibid.*

4. D'AUBIGNÉ, *Histoire*, t. VIII, p. 45.

en avaient senti le poids. En venant briser contre leurs solides bandes un succès qu'ils croyaient gagné, ils s'étaient aperçus que la situation se retournait. Déjà la confiance et la fortune semblaient changer de camp. De grandes villes leur échappaient¹. Ils essuyaient, en ce même mois de mai, deux défaites sérieuses et sanglantes, l'une sous les murs de Senlis, que les Parisiens et les Picards essayaient de reprendre (17 mai)², l'autre à Bonneval, le lendemain, où le gouverneur de Chartres et l'élite de la noblesse de Picardie étaient taillés en pièce par Châtillon³.

C'est sous ces heureux auspices qu'Henri III se décida à suivre l'étoile du Roi de Navarre et à entreprendre *la marche sur Paris*. En recevant les drapeaux pris à Bonneval, il promit « son partement de Tours⁴ ». Ce n'avait pas été chose facile, si l'on en croit d'Aubigné, de vaincre sa mollesse naturelle et une certaine « peur moins de lui que des siens⁵ ». Il avait fallu que le Béarnais vint tout exprès de Châteaudun pour faire une démarche pressante auprès de lui. « Il le trouva entouré de gens qui n'avoient pas appris les labeurs qui se présentoyent ni fondé leur espérance aux périls. Il fallut donc laisser la vie oisive pour l'active, et promettre le délogement avec un dessein d'assiéger Gergeo⁶ » (Jargeau).

Ce que d'Aubigné ne nous dit pas, et ce qui faisait trembler Henri III beaucoup plus que « toutes les forces et canons de la Ligue⁷ », c'étaient les foudres pontificales, et l'excommunication dont il venait d'être frappé pour le meurtre d'un prince de l'Église (le cardinal de Guise) à Blois. Il avait tout fait pour parer le coup et usé à cet effet de toutes les influences et missions diplomatiques à Rome⁸.

1. A Bordeaux, le mouvement ligueur avait échoué (1^{er} avril), grâce aux mesures promptes et énergiques prises par le maréchal de Matignon. Le même jour, le maréchal d'Aumont reprenait Angers. Le 5 avril, Monbarot, gouverneur de Rennes, chassé par la rébellion, y rentrait victorieux. Le 26, Senlis, aux portes de Paris, était surpris par Montmorency-Thoré.

2. Cf. d'AUBIGNÉ, *Histoire*, t. VIII, p. 47-50, et DE THOU, t. X, p. 638-640.

3. Bonneval (Eure-et-Loir). Voir d'AUBIGNÉ, *Histoire*, t. VIII, p. 51-54, et DE THOU, t. X, p. 640-643.

4. D'AUBIGNÉ, *Histoire*, t. VIII, p. 54.

5. *Ibid.*

6. *Histoire*, t. VIII, p. 61-62. Le journal des déplacements du Roi de Navarre nous le montre à Tours le 1^{er} et le 2 juin. C'est le moment de cette intervention. Cf. l'itinéraire à la fin du tome II des *Lettres-Missives*, p. 614.

7. Cf. *Journal de L'Estoile*, t. III, p. 340 (dans les Variantes de l'édition de 1621).

8. Voir dans de Thou la longue histoire de cette excommunication, t. X, p. 530 à 550 et 603 à 614. C'est le 5 mai 1589 qu'elle fut prononcée dans un consistoire qui ne fut rendu public à Rome que le 24 mai. Elle laissait au Roi un délai de dix jours pour venir se justifier en personne, ou par procureur.

Mais la Ligue agissait de son côté. Avouons-le, quand on sait comment le fanatisme catholique, surchauffé par les excitations du clergé, finit par produire le régicide de frère Jacques Clément, on a moins envie de rire des appréhensions d'Henri III. Le Roi de Navarre, qui était excommunié depuis longtemps et qui ne s'en portait pas plus mal, lui représentait « qu'il n'y avoit qu'un remède à cela, qui étoit de vaincre, car il seroit incontinent absous, et qu'il n'en doutât point; mais s'ils étoient vaincus et battus, qu'ils demeureroient excommuniés, voire aggravés et réaggravés plus que jamais ¹ ».

La première opération militaire résolue entre les deux rois était, on l'a vu, l'attaque de Jargeau, à l'est d'Orléans. Elle avait pour objet, comme la reprise de Châteaudun au nord-ouest effectuée depuis le 25 mai, d'entourer cette grande ville ligueuse de postes de surveillance et de paralyser ses moyens, puisqu'on était obligé de la laisser derrière soi, et de ne pas perdre de temps à un siège de cette importance. Le Roi de Navarre avait bien essayé de réveiller les sentiments français chez les Orléanais et les souvenirs de Jeanne d'Arc dans un beau *Manifeste du 23 mai*²; mais ç'avait été sans résultat. Même ils eurent l'audace d'envoyer leur cavalerie « taper son logis » à Illiers³, où il se préparait à l'expédition de Jargeau. Mal en prit à ces téméraires. « Ce prince, à la première allarme, ayant sauté sur un courtaut, mena *les plus proches de sa maison* pour coureurs, et, le reste venant à suivre qui peut, il fit donner si brusquement dans le retraite de ceste cavalerie qu'il y demeura dix gentilshommes de ceux qui la faisoient⁴ ». Il me paraît évident que d'Aubigné se désigne parmi « les plus proches de la maison » et qu'il faisait partie de cette chasse.

Nous le retrouvons peu après *sous les murs de Jargeau*, aux côtés de son maître, à un endroit dangereux. Les deux rois étaient arrivés presque ensemble devant la place, à un jour d'intervalle (18 et 19 juin). Le Roi de Navarre voulut visiter les approches, et le duc d'Epéron, qui commandait l'armée, le mena « en pourpoint » si près du feu ennemi, que quatre personnes de leur suite furent tuées. « Ce prince et le duc ayant gagné le couvert d'une porte de jardin, Frontenac et un

1. Cf. L'ESTOILE, t. III, p. 342 (dans une variante de l'édition de 1744).

2. Cf. *Lettres-Missives d'Henri IV*, t. II, p. 489-495.

3. Eure-et-Loir.

4. *Histoire*, t. VIII, p. 62.

autre [c'était d'Aubigné]¹ demeurèrent en la place et convièrent le duc à y retourner, qui s'y en alloit, et peut-estre les rengager à pis... mais le roi de Navarre le retint la main sur le colet² ». Le bruit courut que d'Épernon avait voulu le faire tuer, et Henri III aurait eu des doutes. D'Aubigné proteste et n'accuse que la « vanité courtisane... qui nomme la témérité valeur³ ». Le reproche retombe sur lui-même. Ces bravades étaient jeux de braves ; elles n'en étaient pas moins condamnables.

Les canons une fois mis en batterie, Jargeau capitula ; mais elle fut châtiée, pillée, et la garnison massacrée⁴. Il en fut de même à *Pluviers* (*Pithiviers*) qui se rendit le 23 juin, et où les chefs de la Ligue furent pendus⁵. On voulait faire des exemples et hâter la soumission par la frayeur. De là *Etampes* fut investi (1^{er} juillet). Pendant que Châtillon enlevait les faubourgs, le Roi de Navarre poussa une *pointe jusqu'aux abords de la capitale*, avec un corps de cavalerie. D'Aubigné l'accompagnait et menait les coureurs avec Arambure, qui donna jusque *dans le faubourg Saint-Jacques* à la poursuite des cheveu-légers du chevalier du guet⁶.

Le fait est mentionné dans le Journal de L'Estoile :

« Ce jour [premier juillet] Congi, chevalier du guet, aveq vingt-cinq ou trente cuirasses, sortist par la *porte Saint-Jaques* sur le soir, pour aller voir vers le Bourg-la-Roine quelle contenance faisoient les ennemis, par lesquels il fut chargé et battu de façon qu'il n'en ramena à Paris que cinq ou six de sa compagnie⁷. »

Dès lors ce fut la panique autour de Paris, et l'alarme continuelle dans la ville même. Les paysans des villages environnants vinrent s'y réfugier avec leur bétail, et les bourgeois furent commandés de garde aux tranchées, en même temps que les soldats « auxquels seuls on ne s'osoit fier⁸ ».

1. Cf. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 66).

2. *Histoire*, t. VIII, p. 62-63.

3. *Ibid.*, p. 63.

4. D'Aubigné atténue les choses, mais de Thou ne mâche pas la vérité. Cf. t. X, p. 660-661.

5. Cf. DE THOU, t. X, p. 661.

6. Cf. *Histoire*, t. VIII, p. 65-66, et *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 66).

7. *Journal de L'Estoile*, t. III, p. 297.

8. *Ibid.*

Le Roi de Navarre n'avait donc pas perdu son temps en faisant cette randonnée vers Paris, et d'Aubigné pouvait se vanter d'avoir pris part à une belle aventure. Quand ils revinrent, Étampes était déjà emporté par escalade, et les deux rois y firent leur entrée ensemble, le 3 juillet. Là aussi le traitement fut dur, la ville saccagée, quelques capitaines et gens de robe pendus¹.

Dès lors l'avance est irrésistible, et les événements se précipitent. Rendez-vous est donné à Poissy à toutes les troupes qui s'amassaient partout pour rejoindre l'armée royale, en Normandie, Picardie et autres provinces proches. Sancy amenait de Suisse dix mille hommes, ayant réussi ce tour de force de les recruter sans argent. En attendant le rassemblement, on alla assiéger Pontoise. Le Roi de Navarre fit traverser la Seine à ses Huguenots, à *Poissy*, le 12 juillet, sous les yeux d'Henri III, et le 14 il écrivait fièrement à la comtesse de Grammont « Devanthier je fis voir mes troupes au Roy passant sur le pont de Poissy. Je luy monstray douze cens maistres et quatre mille arquebusiers². »

Pontoise, bien défendue, résista jusqu'au 25 juillet. Le Roi de Navarre n'avait pas été d'avis de l'attaquer et croyait qu'on n'en viendrait pas à bout³. En quoi il fut mauvais prophète. Le récit du siège, dans d'Aubigné, plein de détails curieux⁴, est évidemment d'un témoin, bien qu'il ne se mette pas en scène. Le Roi de Navarre faillit être tué devant cette place. Il était appuyé sur un de ses plus valeureux maîtres de camp Cherbonnières quand celui-ci eut les deux bras brisés par une arquebusade et en mourut⁵.

Les assiégés obtinrent une capitulation honorable (25 juillet) et demandèrent à être escortés à leur sortie par des troupes protestantes « disans assez licentieusement qu'ils ne trouvoient foi que de ce costé-là⁶ ». Le Roi de Navarre fit, en effet,

1. D'AUBIGNÉ, *Histoire*, t. VIII, p. 65.

2. *Lettres-Missives*, t. II, p. 502. Le sieur de La Force, qui arrivait de Basse-Guyenne, nous dit dans ses Mémoires qu'il reçut les félicitations de Leurs Majestés pour la bonne tenue de sa compagnie, qui apparut « la mieux montée et armée qui fût en toute l'armée ». *Mémoires de Czumont La Force*, édition du marquis de La Grange, 1843, t. I, p. 62.

3. Voir le début de sa lettre du 14 juillet à la comtesse de Grammont. *Lettres-Missives*, t. II, p. 501.

4. *Histoire*, t. VIII, p. 67-69.

5. *Ibid.*, p. 70.

6. *Ibid.*, p. 69. C'est La Force qui les escorta jusqu'à Saint-Denis (*Mémoires de La Force*, loc. cit., p. 62).

respecter scrupuleusement la capitulation, sans vouloir se souvenir des injures qu'on lui avait lancées du haut des murailles¹.

§ 2. — L'armée des deux Rois devant Paris et le premier régicide (1^{er} août 1589). —

Un prouesse singulière d'Agrippa d'Aubigné qui fait l'admiration du Roi blessé.

— Le rôle important qu'il s'attribue dans l'avènement d'Henri IV.

La veille même de la capitulation de Pontoise², Sancy avait rejoint l'armée avec les contingents étrangers, et ce renfort la portait à trente mille hommes « frais, sains et bien armés³ », gros chiffre pour l'époque. On avait maintenant les moyens d'attaquer Paris. Cependant, il y avait encore des hésitations, si l'on en croit d'Aubigné, dans l'entourage timoré d'Henri III et l'on commençait à s'y effrayer malgré les succès remportés, de la hardiesse de cette opération où le Béarnais avait entraîné les Royalistes. Aussi le Roi aurait tenu conseil et « demandé à part aux siens leur jugement pour assiéger Paris ». D'après la suite du récit, c'est le matin du jour où il devait venir prendre « son funeste logis à Saint-Cloud », donc le 30 juillet, qu'eut lieu cette délibération. Il est probable que cela se passa à Saint-Germain, où le Roi de Navarre coucha le 29 et demeura toute la matinée du 30⁴. C'est lui qui, comme au départ de Tours, aurait par son ardeur et sa confiance, vaincu les avis timides, et forcé l'adhésion de son souverain. C'est assez vraisemblable pour en croire d'Aubigné sur parole, mais sans penser qu'il nous rapporte les propos exacts du Roi de Navarre. La brève et pittoresque harangue qu'il lui prête, et qui met les arguments en images, ou les enfile en sentences et en déductions superposées, sent trop l'artifice pour n'avoir pas été refaite après coup. Du moins contient-elle une comparaison gauloise qui ne disconvient pas à la verdeur habituelle du langage du Roi de Navarre, et qui peut bien être de son invention. Les Royalistes objectaient — sauf Givry — qu'on risquait de compromettre dans une entreprise difficile et hasardeuse le prestige acquis par les derniers combats,

1. Cf. *Journal de L'Estoile*, t. III, p. 301-302.

2. Cf. DE THOU, t. X, p. 666.

3. Cf. D'AUBIGNÉ, *Histoire*, t. VIII, p. 70-71.

4. Voir le tableau des séjours et déplacements d'Henri IV à la fin du t. II des *Lettres-Missives*, p. 616.

et la réputation militaire des deux rois. Et le Béarnais répondait du tac au tac :

« J'avoue, disoit-il, qu'il y va du royaume à bon escient d'estre venu baiser ceste belle ville, et ne lui mettre pas la main au sein ; qu'il n'y avoit point d'aimant pour attirer tout le fer de la France en l'armée royale que la gloire d'assiéger Paris, que l'audace estoit mère de la créance, la créance de la force, elle des victoires et partant des seuretez¹. »

Henri III, se laissa convaincre et les mouvements de troupes pour prendre position devant Paris commencèrent immédiatement. On avait tout intérêt à brusquer l'attaque pour décontenancer l'adversaire. L'armée royale s'avança dans la journée jusqu'à Saint-Cloud, dont le pont était occupé par les Ligueurs. Quelques volées de canons le leur firent quitter, et le soir même le Roi couchait dans le château que sa mère avait donné à l'évêque de Paris, Gerôme de Gondi. Son beau-frère, avec les Protestants, avait poussé plus loin et gagné Meudon (30 au soir)². Il « coule le long de la rivière, relate d'Aubigné, et, soustenu d'un régiment de Suisses, emplit tous les villages du bord jusques à Vaugirart, où Chastillon fit la teste, à laquelle se passèrent de froides escarmouches contre la cavalerie légère des liguez³ ». Bien que d'Aubigné ne précise pas la durée de ces opérations de refoulement, elles durent durer deux jours, et s'achever seulement dans la journée du 31. Car c'est « le lendemain au matin » — après leur terminaison — qu'il place le combat dont nous allons parler et qui a date certaine, puisque ce fut le jour même de l'assassinat de Henri III, donc le 1^{er} août. Tous les témoignages concordent à ce sujet. Les *Mémoires de La Force* nous apprennent que le Roi était descendu la veille de sa mort dans la plaine de Vaugirard pour examiner la situation, et que voyant les Parisiens sortir « à la faveur de leurs bastions », il avait eu l'idée de leur tendre un piège le lendemain en les attirant par une escarmouche, et en démasquant tout à coup de l'artillerie pour jeter le trouble dans leurs rangs et essayer de rentrer pêle-mêle avec eux dans le faubourg⁴. C'est le Roi de Navarre

1. D'AUBIGNÉ, *Histoire*, t. VIII, p. 71, et pour la conclusion de la délibération, p. 72.

2. Cf. Itinéraire et séjours à la fin du t. II des *Lettres-Missives*, p. 616.

3. *Histoire*, t. VIII, p. 72.

4. Cf. *Mémoires de Caumont La Force*. Éd. du marquis de la Grange, 1843, t. I, p. 63. La Force était de garde avec sa compagnie du côté de Vaugirard, et Henri III pendant son inspection s'était entretenu assez longuement avec lui.

qui devait engager l'action et faire office de provocateur. Voilà ce que d'Aubigné n'explique pas. Il nous laisse ignorer qu'il y avait un plan concerté avec Henri III, peut-être parce que la catastrophe qui survint en empêcha ou arrêta l'exécution. Dans son récit, toute l'initiative appartient au Roi de Navarre, et il s'agit seulement de « taster le poux de l'armée assiégée » — formule assez vague. A cet effet, le Prince vient donc, le matin du premier août, avec huit cents chevaux « se mettre en bataille à la vue de la ville aux carrières de Vaugirart, plaçant lui memes ses vedettes de gens bien choisis, pour pouvoir donner un avis digéré; et leur permit de se promener aux harquebusades des retranchemens. Ces refformez estoyent ravis de joye d'ouyr siffler les balles de Paris, conférant ceste condition avec celle où ils s'estoyent veus depuis peu, quand ils contemployent de la Rochelle le meurtre et le feu de Croichapeau. C'estoit à qui demanderoit le coup de pistolet¹ ».

Rosny (Sully) se signala parmi les plus téméraires, et s'aventura même si imprudemment que son maître dut le rappeler². D'Aubigné se piqua d'honneur et voulut faire encore mieux que les autres. Cette noblesse, pour se distinguer, risquait sa vie avec une légèreté admirable ou impardonnable. Mais n'est-ce pas le caractère français? D'Aubigné en tient, de cette vanité chevaleresque, plus que quiconque. Aurait-on le courage de l'en blâmer quand elle est chez lui un principe d'héroïsme toujours prêt? Voici donc ce qu'il fit en cette circonstance, à quoi il a fait seulement une allusion dans son *Histoire*³ par une modestie méritoire, mais il se rattrape dans ses *Mémoires*, et s'y étend complaisamment sur ce bel et inutile exploit.

Il était au nombre des vedettes placées de la main du Roi de Navarre, et pendant sa faction il avait provoqué à un combat singulier, un des ennemis, Sagonne. Il n'avait pas eu de réponse. Dès qu'il fut relevé, voulant renouveler son défi, il « se desroba seul vers le Pré aux Clercs, où appelant le Chevalier le plus avancé qui se nommoit l'Éronnière, Mareschal des logis du Conte de Tonnerre, cestui-ci ne respondit qu'injures et reniements, le desfiant au combat, lequel il pensoit

1. D'AUBIGNÉ, *Histoire*, t. VIII, p. 72.

2. Cf. *Œconomies royales* dans la collection Michaud et Poujoulat, t. I, des *Mémoires de Sully*, p. 70 col. 2.

3. *Histoires*, t. VIII, p. 72-73.

pourtant impossible, à cause d'un fossé hors de toutes mesures qui estoit entre deux. Aubigné qui vit à cest homme des armes argentées, se résolut de le voir de plus près, mais à cause de l'Orge qui estoit entre deux, il n'avoit pas reconnu le fossé, bien estonné, quand il s'en veit sur le bord, de si près que, vousist ou non, il luy falut donner de l'esperon, et hasarder tout. Bien luy servit d'avoir un cheval grand sauteur. L'autre le receut sur le bord d'un coup de pistolet, mais tout aussi tost il sentit celuy de son ennemi au défaut de la gorge, qui luy fit demander vie et se rendre de tout point, quoy que huit ou dix chevaux s'avançassent à son secours, il fut amené vif au Prince de Conti et à Monsieur de Chastillon, qui n'estoyent point plus près que Vaugirard¹... »

Je suppose que d'Aubigné n'a pas ramené son prisonnier par le même chemin ; le saut à deux aurait été encore plus compliqué et plus risqué. C'est un détail qu'il a négligé de préciser. Quoi qu'il en soit, le bruit de cette prouesse se répandit vite dans l'armée, et cela jusqu'à Saint-Cloud. Mais *pendant que les Protestants se livraient à ces jeux hasardeux de la guerre, Henri III était assassiné*². « Toutes ces gayetes furent esteintes par Roquelaure, qui, en venant changer les gardes, conta aux compagnons comment le roi venoit de recevoir un coup de couteau dans le petit ventre des mains d'un jacobin qui lui avoit esté présenté par La Guesle, procureur général³. »

Tous les dirigeants de la Ligue étaient complices de l'assassinat, au moins moralement, surtout le clergé parisien, dont les violences dégoûtantes contre le « tyran » avaient déshonoré les chaires des églises, et qui avait soumis la population à un régime affolant d'excitations fanatiques par ses prédications, par les cérémonies funèbres en l'honneur des fameux « martyrs » de Blois, par les proces-

1. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 66).

2. Au mois, jour et logis, à la chambre et au lieu
Ou à mort il jugea la famille de Dieu.

(*Tragiques*, éd. Réaume, t. X, p. 232). D'Aubigné a répété cette assertion dans l'*Histoire* « Quelques curieux ont remarqué qu'il receut le coup de la mort en la mesme maison, chambre et place et au mesme mois que, dix-sept années auparavant, il avoit consulté violemment, sollicité et résolu le massacre de la Saint-Barthélemi » (t. VIII, p. 78). Cette coïncidence n'est qu'une légende (Cf. note Ruble, n° 2 de la p. 78).

3. *Histoire*, t. VIII, p. 73. La Guesle a rédigé une relation de l'assassinat et des circonstances qui le précédèrent. C'est un document très précieux. Il est reproduit dans les Pièces additionnelles au t. III du *Journal de L'Estoile*, éd. Brunet-Champollion, etc., p. 376 à 381.

sions théâtrales enfin, constamment renouvelées de jour et de nuit. A cette action religieuse s'ajoutait la propagande par les écrits ou les gravures, libelles, placards, caricatures du Valois, toutes les injures, toutes les dérisions de la Majesté royale, étalées à tous les coins de rues ou criées par les « camelots » de Mme de Montpensier, la reine de la Ligue. L'Estoile avait soigneusement collectionné toutes ces manifestations du « journalisme » ligueur. Des cinq tomes qu'il avait ainsi constitués il ne reste que le recueil des *Belles Figures de la Ligue*¹. Pour avoir une idée de la vie de Paris à cette époque, dans les mois qui suivirent le drame de Blois, il faut feuilleter ce recueil, mais aussi et surtout lire le tome III du *Journal de L'Estoile*².

On comprend quel effet put produire dans un milieu ainsi surchauffé l'approche des deux armées royales, la crainte d'un siège et du châtimement. Ce fut comme une crise anticipée de fièvre obsidionale, qui acheva de détraquer les esprits³. *L'acte de Jacques Clément* est la résultante de toutes ces causes, et il n'est pas besoin pour l'expliquer des sorcelleries de « la chambre des méditations » dont d'Aubigné nous parle, sans d'ailleurs se porter garant du fait⁴. L'idée d'un crime devait pousser naturellement dans cette atmosphère empoisonnée, et elle trouva un terrain propice dans le cerveau faible de ce rustre, que sa foi grossière rendait accessible à toutes les impulsions du fanatisme.

1. Contenant, outre des placards (affiches), toutes sortes de gravures, avec leurs légendes ou commentaires satiriques. Cf. ce que dit L'Estoile de sa collection au t. III, p. 279. « Desquels [libelles] j'ai esté curieux jusques là d'en ramasser jusques à plus de trois cens tout divers, tous imprimés à Paris et criés publiquement par les rues, contenant quatre gros tomes que j'ai fait relier en parchemins et éthiqueté de ma main, sans [sans compter] un grand in-folio plein de figures et placards diffamatoires de toutes sortes, que j'eusse baillés en garde au feu, comme ils en sont dignes, n'estoit qu'ils servent plus que quelque chose de bon à monstrier et descouvrir les abus, impostures, vanités et fureurs de ce grand monstre de la Ligue ». L'in-folio des *Belles Figures de la Ligue*, seul conservé, est aujourd'hui à la Bibliothèque Nationale (département des Imprimés. La 25/6). Dans l'édition Brunet-Champollion du *Journal de L'Estoile*, aut. IV, se trouvent seulement reproduits les placards, et le texte qui accompagnait les estampes.

2. *Passim*, et en particulier, t. III, p. 230 (le sermon et le serment du curé Lincestre à l'église Saint-Barthélemy); p. 242 (ordonnances évangéliques de la Sorbonne, qui déliaient les sujets du serment de fidélité, et fruits des sermons des prédicateurs); p. 243 (les services pour les Guisards faits à Paris); p. 246 (le baptême du Dauphin à Paris, fils posthume du duc de Guise); p. 243 et 244, 247 à 249 (les processions); p. 278 et sq. (les pamphlets après la réunion des deux rois à Tours). Voir aussi à l'appendice du t. III, des variantes et additions curieuses de l'édition de 1621 : l'envoûtement du Roi par des figures de cire (p. 338), les sermons et propos pleins de charité chrétienne des curés Boucher et Lincestre (p. 339-340).

3. Cf. DE THOU, t. X, p. 666.

4. Cf. *Histoire*, t. VIII, p. 73-74.

Faut-il aller plus loin et croire qu'il fut un simple instrument, qu'il tua par ordre et approbation de ses supérieurs religieux et de chefs de la Ligue ? Question difficile à résoudre et que ce n'est pas le lieu de traiter ici. Mais il y a des faits troublants. D'Aubigné paraît insinuer que le prieur de son couvent, Bourgoing (Bourgoing), fut l'instigateur ¹. De Thou ne le nomme pas, mais le désigne clairement ². Notons en tous cas qu'on dut relever contre lui des charges suffisantes, puisque, fait prisonnier plus tard par Henri IV (en novembre 1589), il sera exécuté à Tours, le 26 janvier 1590 ³. L'entrevue de Jacques Clément avec Mayenne au faubourg Saint-Martin, à Saint-Lazare, avant de sortir de Paris, si elle était certaine, apparaîtrait comme une preuve de complicité effective ⁴. Enfin il y a un autre indice, l'arrestation de royalistes notables à Paris, le jour même où Clément en sortit (31 juillet), coïncidence au moins étrange et qui permet de supposer qu'on en voulait faire des otages pour garantir la vie du « missionnaire ⁵ ».

Quoi qu'il en soit des responsabilités, le Roi était frappé mortellement. On se fit des illusions au début, ou l'on chercha à s'en faire sur la foi des médecins, dont le pronostic, après le premier examen de la plaie, fut optimiste : « On ne cognoissoit pas qu'il fust en danger... ils espéroient, avec l'aide de Dieu, que dans dix jours au plus tard, il monteroit à cheval ⁶. » Alors on s'adonna à l'espérance. Pour rassurer les siens et se rassurer lui-même, Henri III voulut qu'on le vit bien en vie encore. Il avait mandé son beau-frère, qui quitta aussitôt la partie engagée aux carrières de Vaugirard, et accourut à Saint-Cloud avec Rosny (Sully) et quelques gentilshommes. Ils trouvèrent « le Roy dans le lit en assez bonne disposition apparemment : car on lui avait donné un clistère qu'il avoit bien rendu sans sang ni douleur. Les médecins en avoient assez bonne opinion et luy mesme dit au roy de Navarre qu'il espéroit que ce ne seroit rien, et que Dieu le préser-

1. *Histoire*, t. VIII, p. 73.

2. Cf. DE THOU, t. X, p. 668-669.

3. Note de Ruble à l'*Histoire* de D'AUBIGNÉ, t. VIII, p. 73, note n° 4.

4. Entrevue rapportée par de Thou, t. X, p. 670.

5. C'est l'opinion de L'Estoile (cf. t. III, p. 302, *Politiques emprisonnés à Paris pour gages du Jacobin*) et de de Thou (t. X, p. 670) qui sont plus catégoriques sur ce point que d'Aubigné lui-même.

6. *Extrait du Certificat des seigneurs qui assistèrent le Roi depuis l'instant de sa blessure jusqu'à son décès*, reproduit parmi les Pièces additionnelles à la fin du t. III du *Journal de L'Estoile*, p. 372 à 375.

veroit encore pour luy faire paraistre combien il l'aymoit ; sur cela il prit congé et s'en retourna à son quartier de Meudon¹. »

D'Aubigné qui ne semble pas avoir accompagné son maître à Saint-Cloud dans cette première visite au blessé, mais qui connut ses impressions dès son retour, donne à l'entrevue une physionomie presque gaie, animée, au moins autant que les circonstances pouvaient le comporter. Le mot d'ordre à cette heure, dans l'entourage du Roi, après la consultation des médecins, était la confiance. Chacun l'avait ou l'affectait. Des missives officielles avaient été expédiées dans toutes les directions « pour avertir comment sa playe estoit sans danger de mort ». Il avait envoyé « quérir plusieurs gentilshommes, devisoit avec eux, et mesmes, ayant sceu le duel fait au pré aux Cleres, estima ce coup et s'en resjouit, pria le roi de Navarre de lui envoyer celui qui l'avoit fait avec son prisonnier² ». Mais d'Aubigné se déroba à cet honneur pour ne pas « faire le charlatan³ ». N'empêche qu'il dut être flatté de cette marque d'intérêt en un pareil moment. Qui sait ? De telles attentions auraient bien été capables de le conquérir avec le temps. Mais il n'eut pas à subir cette épreuve.

Son récit, comme on le voit, corrobore celui de Sully et le complète. Tous deux suffiraient à établir que le *Roi de Navarre vint bien à Saint-Cloud aussitôt après l'accident, et avant l'aggravation de l'état de Henri III*. On en a douté parce que le fait n'est pas mentionné dans certaines relations contemporaines⁴. Mais omission n'est pas dénégation. Et il y a mieux encore que le témoignage de d'Aubigné et de Sully, c'est celui d'Henri IV en personne. De Saint-Cloud même, le 1^{er} août, il dicta une *lettre à M. de Souvré*, respirant le même optimisme officiel que les missives royales ; et c'est seulement le soir, à Meudon, qu'au reçu des dernières nouvelles il ajouta de sa main un post-scriptum alarmant. Ainsi on peut suivre par ce document *les étapes de sa journée jusqu'au second départ pour Saint-Cloud dans la nuit*, et l'évolution du mal. Le matin, quand la lettre est écrite, on croit le Roi sauvé. Il ne souffre pas et ce calme semble confirmer le diagnostic médical.

1. *Œconomies royales*, éd. citée p. 71, col. 1.

2. *Histoire universelle*, t. VIII, p. 76-77.

3. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 66-67).

4. Cf. note de Ruble à la p. 76 du t. VIII de l'*Histoire de D'AUBIGNÉ*, note 4.

— la situation ne changea, en effet, et les douleurs ne survinrent qu'à la fin de la journée¹. Aussi le Roi de Navarre dit-il à M. de Souvré : « Dieu a préservé Sa Majesté miraculeusement... La résolution de cest hypocrite caphard s'est exécutée ; le coup s'est donné, mais il n'a pas porté comme il espéroit ; tellement que nous sommes assurés de la guérison. Vous pouvez penser quel ennuy ce nous a esté du commencement. J'estois près les faulxbourgs Saint-Germain quand le Roy m'a mandé que je le vinsse treuver. Estant arrivé, il m'a commandé de tenir le conseil². »

Je me demande comment, après cela, on peut conserver encore des doutes sur la réalité de cette visite matinale, et comment on peut écrire que l'état d'Henri III « était désespéré, quand le roi de Navarre, accouru de Meudon, arriva. Le mourant l'embrassa, le bénit et le reconnut pour son successeur, mais il l'engagea à se faire catholique³ ».

C'est Palma Cayet, dans sa *Chronologie novenaire*, qui me paraît avoir acéré-dité cette version erronée. Encore ne représente-t-il pas le Roi comme mourant lors de la visite de son beau-frère, mais il a dramatisé leur entrevue, et l'on reconnaît facilement, dans la scène théâtrale qu'il décrit, un arrangement du récit de Sully, je veux dire des circonstances de ce récit :

« Le Roi de Navarre s'étant mis à genoux, les yeux pleins de chaudes larmes, et le cœur de gros sanglots, ne lui put dire un seul mot, et ayant pris les mains du Roy, les baisa. Sa Majesté voyant qu'il ne lui pouvoit répondre à cause de ses larmes, l'embrassa par la tête, et l'ayant baisé lui donna sa bénédiction⁴. »

Le tableau est impressionnant, mais il fait l'effet d'avoir été retouché. Que le Roi de Navarre ait éprouvé de l'émotion au chevet et à la vue du blessé, c'est naturel et tout à son honneur ; mais il dut avoir assez de tact ou d'empire sur lui-même pour ne pas la manifester avec tant de trouble, afin de ne pas l'alarmer. L'attitude que Palma Cayet lui prête ne répond pas d'ailleurs à la situation réelle du moment, ni aux espoirs qu'on avait alors dans la guérison. La vérité, c'est qu'il

1. Cf. le *Certificat des Seigneurs*, déjà cité, *Journal de L'Estoile*, t. III, Pièces additionnelles, p. 374.

2. *Lettres-Missives d'Henri IV*, t. II, p. 503.

3. De M. Mariéjol dans le t. VI, vol. I de l'*Histoire de France* de LAVISSE, p. 300.

4. *Chronologie novenaire*. Éd. Michaud et Poujoulat, p. 150, col. 1.

était reparti pour Meudon relativement rassuré, ainsi que le montre sa lettre à M. de Souvré, même en faisant la part de l'optimisme de commande, qui pouvait exagérer la confiance pour des raisons de politique assez claires : afin de contrebalancer les mauvais bruits répandus par les Ligueurs, et de prévenir toute agitation dans les provinces et les villes demeurées fidèles au Roi, mais non ralliées à l'idée d'un successeur huguenot. Cette préoccupation fut certainement pour quelque chose — ou pour beaucoup — dans la hâte qu'on mit à annoncer partout que la blessure n'était pas grave. Il suffit de comparer, en effet, la lettre à M. de Souvré avec celles que l'on fit signer à Henri III, pour deviner un mot d'ordre concerté¹.

On s'était trop pressé, en effet, de lancer ces bonnes nouvelles, car, après un répit de quelques heures — pendant lesquelles l'hémorragie interne faisait son œuvre — les symptômes inquiétants apparurent brusquement, l'état du Roi empira vite et se révéla bientôt désespéré². Un des médecins qui le soignaient, M. d'Orthoman, expédia un messenger à Meudon pour mander au Roi de Navarre « qu'il se diligente de venir à Saint-Cloud, s'il veut trouver le Roy en vie³ ».

Le courrier pour M. de Souvré n'était pas encore parti. C'est alors que le Roi de Navarre ajouta à sa lettre son *post-scriptum autographe* : « L'avis que j'ay eu de la disposition du Roy, depuis la présente escrite, me fait maintenant changer de style, estans les chirurgiens en grand doute de sa guérison. S'il en advient faute (que Dieu ne veuille!) je te pryé, mon amy, de me vouloir estre tel que je me suis tousjours promis. Je m'asseure qu'un bon cueur n'aimera jamais la Ligue, ayant fait un si malheureux acte. Croyez Lambert de ce qu'il vous dira de ma part, et que n'aurés jamais un meilleur amy que moy⁴. »

A cette heure grave, au moment de recueillir une succession difficile, qui lui serait contestée pour sa religion, il sentit le besoin, avant de retourner à Saint-

1. Voir par exemple, comme spécimen, la dépêche d'Henri III à Duplessis-Mornay, gouverneur de Saumur, qui se termine par ce *post-scriptum* : « Je vous pryé d'avertir promptement les gentilshommes et villes voisines de ce que dessus, afin que les bruiets que font courir mes ennemis ne portent aulcung préjudice à mon service. » *Mémoires de Mornay*, t. IV, p. 379 à 381.

2. Cf. le *Certificat des Seigneurs* déjà cité, L'ESTOILE, t. III, p. 374-375.

3. *Œconomies royales*, éd. citée, p. 71, col. 1.

4. *Lettres-Missives d'Henri IV*, t. II, p. 504-505.

Cloud, de conférer avec des amis dévoués et il les fit appeler à son logis. D'Aubigné était du nombre :

« Le soir venu, le roi de Navarre estant adverti de l'estat où estoit le roi, envoie promptement quérir *huict* de ses serviteurs plus confidens, avec lesquels ils consultent de ses affaires nouvelles, leur commande de prendre des cuirassines sous le pourpoint, et, s'estant accompagné en outre de quelques vingt cinq gentilshommes, part avant le jour du logis et arrive en la chambre du roi au mesme temps qu'il achevoit d'expirer¹. »

Dans les *Œconomies Royales*, rédigées par les secrétaires de Sully, il n'est fait mention que de la consultation avec celui-ci. Ce n'est pas une raison de penser qu'elle ait été limitée à lui seul, contrairement aux dires de d'Aubigné². Pour les autres circonstances du récit il y a concordance. Les Mémoires de Sully précisent seulement que c'est en traversant une petite rue, pour aller au château, que le Roi de Navarre apprit le décès par un pauvre homme qui se lamentait³. D'Aubigné nous dit qu'avant de mourir, Henri III avait reconnu le Roi de Navarre pour son successeur. Ce ne fut donc pas en sa présence, mais en s'adressant aux seigneurs catholiques qui l'assistèrent jusqu'à la fin⁴.

« Ses derniers propos, rapporte-t-il, furent, au commencement, des regrets de sa vie, des vengeances de sa mort, et commanda l'union des siens près la personne du roi son beau-frère, qu'il déclara son successeur, non par une harangue continue,

1. *Histoire universelle*, t. VIII, p. 77.

2. De Thou semble placer cette délibération un peu plus tard, dans la matinée du 2 août, et cependant encore à Meudon, où le Roi de Navarre serait donc rentré une seconde fois ? Les *Mémoires d'Angoulême* (coll. Michaud et Poujoulat, t. XI, p. 67 A) ne le font, en effet, arriver (définitivement ?) au camp de Saint-Cloud que le 2, à 10 heures du matin. Version suivie par Poirson (*Henri IV*, t. I, p. 18). L'objet de la délibération de Meudon d'après de Thou (t. XI, p. 3 à 5) aurait été d'examiner l'opportunité d'une retraite du nouveau Roi sur la Loire. Guilty aurait énergiquement combattu ce recul, et le Roi de Navarre se serait rallié à son point de vue. De Thou désigne comme ayant participé à ce débat, outre Guilty, Beauvais la Nocle, Ségur, et quelques autres des plus zélés serviteurs du Roi de Navarre. D'Aubigné pouvait donc en être. Et comme il ne donne aucun renseignement sur ce qui se passa dans le conseil des huit dont il parle, et qui se serait tenu avant le départ nocturne pour Saint-Cloud, il est bien possible que les deux délibérations n'en fassent qu'une. Mais alors c'est lui qui doit avoir raison pour le moment où il la place, puisqu'il rapporte des souvenirs personnels.

3. Cf. *Œconomies royales*, éd. citée, p. 71, col. 1.

4. Il est vrai qu'il n'en est pas question dans le *Certificat des Seigneurs* qui assistèrent le Roi (L'EsTOILE, t. III, p. 372-375). Mais ce certificat est surtout une attestation de « mort édifiante » pour répondre aux calomnies de la Ligue, qui contestaient la sincérité religieuse d'Henri III. Les questions politiques n'y tiennent pas de place.

comme on lui attribue, mais par mots entrecoupez de gémissements et de sanglots, le tout en bons termes pourtant¹. »

D'Aubigné paraît viser ici un long discours en bonne forme, mis par de Thou dans la bouche d'Henri III à cette heure suprême : plaidoyer pour lui-même et apologie de son successeur². C'est évidemment invraisemblable, et c'est un morceau composé après coup, soit par de Thou, soit par quelque autre, à qui il l'a emprunté. Henri III était « bien disant » de sa nature, mais quand la vie s'en va, on n'a ni la liberté d'esprit ni la force de faire de savants discours.

L'oraison funèbre de d'Aubigné est brève mais d'un relief saisissant. Elle contraste heureusement avec les invectives des *Tragiques*³. Il a su s'élever, pour juger honorablement un Roi de France, quelles que fussent ses fautes, à l'impartialité de l'historien, presque à l'indulgence. Ne lui faisons pas l'injure de supposer que c'est l'admiration montrée par le Roi blessé pour sa prouesse du Pré-aux-Clers qui a adouci sa sévérité :

« Voilà, dit-il, la fin de Henri troisièsmes, prince d'agréable conversation avec les siens, amateur des lettres, libéral par-delà tous les rois, courageux en jeunesse et lors désiré de tous ; en vieillesse aimé de peu, qui avoit de grandes parties de roi, souhaité pour l'estre avant qu'il le fust, et digne du royaume s'il n'eust point régné ; c'est ce qu'on peut dire un bon François⁴. »

En France, comme l'observe Sully, quand il s'agit de succession royale, « le mort saisit le vif sans aucune formalité ny cérémonie⁵ ». En principe donc, Henri IV devait succéder automatiquement à Henri III. « Le Roi est mort, vive le Roi ! » C'est le cri dont on saluait l'avènement d'un nouveau règne. Mais les circonstances étaient exceptionnelles, et une partie du pays s'était précisément soulevée d'avance contre cette éventualité d'un roi huguenot. L'événement se produisant, l'opposition ligueuse ne pouvait être que renforcée : avec elle pas d'accommodement possible,

1. *Histoire universelle*, t. VIII, p. 78.

2. Cf. DE THOU, t. X, p. 671-673. Il est vrai que cette partie de l'*Histoire de de Thou* n'était pas encore publiée. Mais il y eut des communications entre les deux historiens. [Voir mon chapitre XI, § 2, p. 179 du présent vol. II et la lettre de d'Aubigné au pasteur Goulart, à Genève, en 1616, Réaume, t. II, p. 474.]

3. Notamment dans le second livre (*Princes*) voir sur l'assassinat la tirade :

Aigle né dans le haut des plus superbes aires.

Dégénéré Henry, hypocrite bigot (Réaume, t. IV, p. 100).

4. *Histoire*, t. VIII, p. 78-79,

5. *Œconomies royales*, éd. cit., p. 71, col. 1.

il n'y avait d'autre solution que la décision par les armes. Mais même parmi les catholiques royaux, Henri IV n'allait-il pas rencontrer des résistances ? Obéiraient-ils au mot d'ordre du Roi défunt, et reconnaîtraient-ils sans conditions son successeur légitime ?

Quand Henri pénétra dans le château de Saint-Cloud, en ce matin blanchissant du 2 août, la garde écossaise se jeta à ses pieds : « Ha sire ! Vous estes à présent nostre Roy et nostre maistre ¹ ». Il monta à *la chambre mortuaire*, et là l'accueil fut différent. D'Aubigné, qui l'accompagnait, nous a laissé un tableau brossé de main de maître du curieux et dramatique spectacle qui s'offrit à eux : sur le lit le corps du Roi, au pied « deux minimes avec des cierges, faisans leur liturgies », à la tête Clermont d'Entraques « tenant le menton ». Voilà pour la décence et le respect de la mort. Mais le reste de l'assistance ne contenait pas les sentiments violents qui l'agitaient et dont la signification fut tout de suite claire pour les nouveau-venus. Ils virent plusieurs de ces seigneurs catholiques « parmi les hurlemens, enfonsans leurs chapeaux ou les jettans par terre, fermans le poing, complottans, se touchans à la main, faisans des vœux et promesses, desquelles on oyoit pour conclusion : *plustost mourir de mille morts !* Les compagnons du bourlet² esclatent leurs lamentations. Mais d'O, Manon son frère, Antragues, Chasteau-Vieux murmurent, et à dix pas du roi il leur eschape de se rendre plustost à toutes sortes d'ennemis que de souffrir un roi huguenot ³ ».

Henri fut troublé par ces démonstrations d'hostilité, quoiqu'elles n'émanassent en somme que d'une minorité⁴, mais il ne pouvait encore le savoir ; et, dans la situation incertaine où il se trouvait, « demi-assis sur un trosne tremblant », il dut voir là un mauvais présage dont il s'effraya. Les fatigues et les émotions d'une journée épuisante s'y ajoutant, il aurait eu, si l'on en croit d'Aubigné, un moment de dépression et ce fut son écuyer qui, d'un vigoureux redressement, le remit en équilibre normal. Le rôle qu'il s'attribue en cette circonstance aurait été capital et décisif, non seulement parce qu'il insuffla à son maître sa

1. *Œconomies royales*, loc. cit. (p. 71, col. 1).

2. Bourrelet à bassin, le bourrelet de la chaise percée, c'est-à-dire les intimes de défunt.

3. *Histoire universelle*, t. VIII, p. 79-80.

4. Sur les diverses opinions qui partageaient alors le camp catholique à Saint-Cloud dans la question de la reconnaissance d'Henri IV, cf. DE THOU, t. XI, p. 1 à 3 et 8 à 9.

propre énergie, mais parce qu'il lui aurait inspiré la plupart des mesures qui furent prises, en effet, pour obtenir ou forcer les adhésions. S'il a eu ce mérite, il a le droit d'en être glorieux. Mais n'exagère-t-il pas un peu la portée de son intervention ? Il en est seul garant en tout cas ; il est vrai que les conditions dans lesquelles elle se serait produite — sans témoins qu'un tiers — expliqueraient le silence des contemporains à ce sujet.

Henri était sorti de la chambre funèbre en le prenant par la main, ainsi que La Force pour les emmener dans une garde-robe, et consulter avec eux sur la conduite à tenir¹. Il semble qu'alors on devrait trouver aussi dans les *Mémoires de La Force* le récit de cet entretien secret. Le fait est qu'il n'en est rien. Mais il y a peut-être à cela une raison. La Force, d'après d'Aubigné, joua le personnage muet, ce qui n'a rien de particulièrement flatteur, et il n'a sans doute pas éprouvé le besoin d'en faire part à la postérité. Fût-ce par embarras, ne sachant quel conseil donner, qu'il s'excusa « de dire son avis sur la présente perplexité », ou recula-t-il devant la responsabilité ? Quel que soit le sentiment auquel il ait obéi, si vraiment il se tut et laissa parler d'Aubigné, on comprend qu'il ait usé de la même discrétion dans ses *mémoires*. Mais alors, puisqu'il apparaît naturel que *le conciliabule de la garde-robe* ne nous ait été révélé que par d'Aubigné, ne tirons pas argument contre lui du fait que son témoignage est unique, et, lui faisant crédit, examinons ce témoignage en lui-même.

Le Discours qu'il aurait tenu au Roi à ce grave moment, et qu'il nous rapporte dans son *Histoire*², était bien en situation. C'est un langage ferme, même un peu rude, pour lui donner du cœur — mais on sait que c'était la manière de d'Aubigné, et l'élévation de son maître n'était pas susceptible de l'en faire changer — puis cette rudesse recouvre un dévouement si manifeste que le Roi ne pouvait s'en formaliser.

« Sire, vous avez plus de besoin de conseil que de consolation. Ce que vous ferez dans une heure donnera bon ou mauvais branle à tout le reste de votre vie, et vous fera roi ou rien... Sérénisez votre visage, usez de l'esprit et du courage que

1. Cf. *Histoire universelle*, t. VIII, p. 80-81, où il se désigne seulement sous le titre de « un gentil-homme des siens », mais dans les *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 67) il se nomme.

2. Cf. *Histoire*, t. VIII, p. 81-83.

Dieu vous a donné ; voici une occasion digne de vous ; mettez la main à la besongne. »

Tout a ce ton, cet accent, cet entrain intrépide. Il affirme avec une confiance et un optimisme peut-être prématurés, que la majorité des catholiques royaux, par crainte de la Ligue, ne demande qu'à se rallier au nouveau Roi, et qu'il suffit pour les y décider de repousser l'assaut des intransigeants, qui voudraient faire pression sur sa conscience et l'amener à renier sa religion, avant même qu'il n'ait mis la couronne sur sa tête. Contre ceux-là « plus attachés au Pape qu'à leur Roi » il n'a que mépris, et l'indignation le rend injuste. Certes il a raison de recommander la résistance à leurs exigences inadmissibles ; une défaillance à cette heure critique aurait compromis non seulement la dignité du Roi, mais l'avenir en supprimant le respect. Mais pourquoi ne supposer, comme il le fait, à ces catholiques trop pressés que de vilains sentiments : la peur de la guerre, et la recherche d'un prétexte pour se dérober et ne pas se battre contre la Ligue ? Que certains aient fait ce calcul, c'est possible, mais les autres pouvaient fort bien obéir à des scrupules religieux sincères. D'Aubigné ne veut pas admettre que cette noblesse catholique répugnait à subir un roi protestant ; et, plutôt que de reconnaître cette simple et évidente vérité, il préfère lui prêter des mobiles inavouables et l'accuser de lâcheté. Il y a là un parti pris et une offense imméritée qu'on a le droit de lui reprocher. Comme toujours, quand il s'agit de religion, la passion l'aveugle, il ne voit plus clair ; et il fait preuve ici d'un manque de compréhension psychologique et politique.

Et voici le mot de la fin, un trait de hâblerie gasconne, qui a de l'allure, mais qui n'ajoute rien à la substance de la harangue, au contraire. Il discréditerait plutôt ce qu'elle renferme de solide :

« N'ignorez pas que vous estes le plus fort ici ; voilà plus de deux cents gentilshommes de vostre cornette dans ce jardin, tous glorieux d'estre au roi. Si vostre douceur accoustumée et bien séante à la dignité royale et les affaires présentes n'y contredisoient, d'un clin d'œil vous feriez sauter par les fenestres tous ceux qui ne vous regardent point comme leur roi ¹. »

Heureusement qu'il avait préconisé des moyens moins radicaux et plus adroits

1. *Histoire*, t. VIII, *loc. cit.*, *in fine*.

d'intimider les opposants et d'influencer les hésitants. La première chose était d'obtenir l'adhésion des régiments suisses, et à cela il fallait employer le maréchal de Biron; puis on dépêcherait aux divers corps de noblesse de l'armée des intermédiaires bien vus, Givry à ceux de l'Ile de France et de Brie, Humières aux Picards, etc...

« Le roi approuva la plupart de cet avis ¹. »

Ce sont, en effet, les mesures qui furent adoptées et qui réussirent ². Sancy, qui avait amené les Suisses en France, avait d'ailleurs pris l'initiative, sans attendre d'en être sollicité, d'agir auprès d'eux et de les convaincre qu'il y allait de leur honneur et de leur intérêt de ne pas abandonner le nouveau Roi dans son besoin. A lui revient tout le mérite de ce premier ralliement qui entraîna les autres ³. D'Aubigné ne dit rien de son intervention. Comme il ne pouvait ignorer le fait quand il rédigea son *Histoire*, on peut considérer cette omission comme volontaire, et l'attribuer à sa haine connue contre Sancy. La pamphlétaire ici a dominé l'historien.

Ceci doit nous mettre un peu en défiance contre sa prétention d'avoir été l'inspireur de toutes ces démarches opportunes. Qu'il en ait eu l'idée et qu'il les ait suggérées au Roi, c'est bien possible; mais il ne fut sans doute pas le seul; sans compter que le Roi lui-même avait dû y songer. Somme toute, il est permis de penser qu'écrivant longtemps après les événements et connaissant leur suite, qui lui aurait donné raison, il grandit de très bonne foi la part qu'il y prit, par une illusion d'optique et d'amour-propre assez naturelle.

Ce serait aussitôt après son ardente admonestation — trois heures après la mort d'Henri III, nous dit-il ⁴ — que d'O aurait demandé audience et présenté au Roi *une délégation de seigneurs catholiques*, qui désiraient avoir des assurances sur la question religieuse. *C'est d'O qui porta la parole*. Le langage que lui prête d'Aubigné ⁵ est offensant, sinon dans la forme même, au moins par la brutale

1. *Histoire*, t. VIII, p. 83.

2. Cf. POIRSON, *Histoire du Règne de Henri IV*, Paris, Colas, 1856 (2 tomes en 3 vol. 8°) au t. I, p. 20. Il ajoute aux intermédiaires nommés par d'Aubigné le maréchal d'Aumont, qui alla trouver la Noblesse de Champagne. C'est Sully qui était venu l'en prier au nom du Roi. (Cf. *Œconomies royales*, édit., citée p. 71, col. 2).

3. Cf. DE THOU, t. XI, p. 5-8.

4. *Histoire*, t. VIII, p. 85 dans la réponse du Roi.

5. Cf. *Histoire*, t. VIII, p. 83 à 85.

sommatum qu'il apportait. Il avait beau la justifier par des considérations exactes, à savoir qu'Henri IV ne pouvait espérer régner vraiment dans un pays où l'immense majorité était foncièrement catholique, du haut en bas de la société, s'il n'apaisait les alarmes de ses sujets; il n'en reste pas moins qu'exiger une « mutation » immédiate, ou une promesse de conversion à terme fixe, c'était ou violenter la conscience du souverain, ou supposer qu'il n'avait pas de convictions. Et dans les deux cas c'était lui faire injure. Et il y a pis, et il est étonnant que des Royalistes ne l'aient pas compris, et que les passions religieuses aient à ce point obscurci le sens politique : subordonner la reconnaissance à l'abjuration, mettre une condition à la succession légitime, n'était-ce pas ébranler le fondement même du droit monarchique en France ?

Mais d'O a-t-il réellement prononcé les paroles que d'Aubigné met dans sa bouche ? On sait qu'il ne s'impose pas pour loi, pas plus qu'aucun historien ancien, de reproduire les termes exacts d'un discours. Au reste, quand bien même il aurait rendu ici l'argumentation et la conclusion plus catégoriques qu'elles ne le furent, cela ne changerait pas grand'chose au fond de l'affaire. Car la pression exercée sur le nouveau Roi ne peut guère être contestée, puisqu'il dut signer, pour rassurer ses sujets catholiques, et leur donner des garanties, la fameuse *Déclaration du 4 août*. Or dès le 2 août, c'est-à-dire le jour même où d'Aubigné place la requête impérative de d'O, les bases de la Déclaration, sinon sa teneur définitive, furent arrêtées, comme en témoignent les *Lettres-Missives* de ce jour adressées par Henri IV « aux principales villes du royaume », aux Parlements, et à divers grands personnages pour leur annoncer la mort de son prédécesseur¹.

Dès lors il devient assez invraisemblable que le Roi ait pu faire à d'O la réponse hautaine que d'Aubigné rapporte². Car ce n'est rien de moins qu'un refus cassant d'entrer en discussion, et un congé dédaigneux à ceux qui venaient lui mettre le marché à la main. Ainsi lui-même aurait provoqué la rupture, et rejeté une partie de sa noblesse dans le camp ennemi ? On a le droit de douter qu'il ait eu une attitude aussi intransigeante à l'heure où il avait besoin de tous les concours. Qu'il se soit révolté à l'idée qu'on voulait le « prendre à la gorge sur le premier

1. Cf. *Lettres-Missives*, t. III, p. 1 à 10.

2. Cf. *Histoire*, t. VIII, p. 85-86.

pas de son avènement » pour lui arracher son consentement immédiat à une apostasie, fort bien ! Son indignation était légitime, et il a pu lui donner libre cours. Mais il a dû atténuer son refus d'abjurer en ne fermant pas la porte à toute espérance pour l'avenir, et en proclamant de suite sa volonté de respecter et de maintenir la Religion catholique « sans y rien innover », comme il le dira dans sa Déclaration, et comme il l'annonce déjà dans ses lettres du 2. D'Aubigné m'a tout l'air d'avoir relevé le ton de la riposte du Roi, pour la mettre mieux en harmonie avec son propre discours de la garde-robe et avec les conseils qu'il y avait donnés. Mais le dénouement de la crise ne répond pas à ces prémisses, et puisque ce dénouement fut en vue dès cette première journée, il faut croire que l'influence de d'Aubigné n'y fut pas aussi grande qu'il se l'imagine, et que le discours du Roi à la délégation catholique ne fut pas un simple écho de celui que lui-même avait soufflé aux oreilles royales¹.

Au reste, sa déception est assez visible dans le fait qu'il ne mentionne même pas la Déclaration du 4 août, conclusion logique des pourparlers entamés dès le premier jour avec les Catholiques royaux. C'est la désapprobation par le silence, la désapprobation muette. Il se borne à faire allusion à la contre-partie de cette Déclaration, à l'hommage rendu — *sous conditions* — au nouveau Roi par les Seigneurs catholiques². On comprend la mauvaise humeur des Protestants devant cet accord fait à leurs dépens. Toutes les garanties étaient pour leurs adversaires. Eux étaient maintenus au régime sec — au régime strict de la trêve de Plessis-lès-Tours. Rien de plus, rien de moins. La Religion réformée ne pouvait être pratiquée que dans les lieux où elle l'était déjà ; toutes les places conquises seraient confiées à des catholiques, sauf une par baillage ou sénéchaussée, conformément aux stipulations de la trêve. Leur situation n'était donc pas améliorée par l'ascension au trône de leur Protecteur. Mais ils étaient sans doute trop pressés en escomptant si

1. De Thou a composé aussi un discours d'Henri IV pour protester contre la contrainte qu'on voulait exercer sur sa conscience, et donner congé à ceux qui lui faisaient cet affront (t. XI, p. 11-14). Mais si le fond est le même que dans d'Aubigné, la matière y est abondamment délayée, comme toujours chez de Thou. Puis les circonstances ne sont pas identiques. C'est postérieurement à la Déclaration du 4 août, donc après l'accord conclu avec les Catholiques royaux qu'Henri IV tient ce langage à ceux qui, imitant d'Epernon déjà parti, se préparaient à faire défection. Ce n'était qu'une minorité, et il n'y avait plus le même intérêt à la ménager.

2. Cf. *Histoire*, t. VIII, p. 89-90.

vite un changement; il fallait tenir compte des difficultés où se trouvait le Roi, en butte aux défiances et à l'hostilité des Catholiques. Ce qui était plus inquiétant, c'était la promesse qu'il faisait de réunir dans un délai de six mois un « bon, légitime, et libre concile général ou national » pour examiner les différends des deux Religions, et de se laisser « instruire » par lui. Cela n'équivalait-il pas à promettre sa conversion à terme, comme d'O le lui avait demandé ? Car après avoir donné cette espérance à la nation catholique, serait-il libre de la décevoir sous prétexte qu'on ne l'aurait pas suffisamment éclairé ou convaincu ? Il est vrai que ce projet de Concile était ancien, et qu'il l'avait proposé bien des fois à Henri III depuis qu'il était devenu héritier présomptif, sans qu'il y fût jamais donné suite. Mais le moyen qu'il offrait pouvait paraître alors une simple échappatoire, quand le Roi le pressait de se faire catholique. Ses coreligionnaires n'avaient pas grande raison de s'en alarmer. Maintenant qu'il était le maître de le réaliser, c'était autrement grave de s'y engager.

Si fort fut le ressentiment des Protestants zélés comme d'Aubigné, devant ces concessions faites aux exigences catholiques, qu'il se produisit dans leurs rangs des défections — au moins momentanées :

« La noblesse de Guiene, de Poictou et des lieux plus esloignez, qui avoit desjà demandé son congé sur la prise de Pontoise, lors le pressa et le prit; les réformez ayans appris de d'O mesme qu'il n'y avoit ni secours ni bienfaits pour eux, et les catholiques plus passionnez, pour les haster d'aller, leur ayans fait sçavoir entre les clauses promises celle qui les privoit des bienfaits et honneurs du royaume¹. »

D'Aubigné dut être de ces mécontents qui repartirent avec La Trémoille, car il n'assista pas aux combats d'Arques, en septembre.

1. *Histoire*, t. VIII, p. 152.

CHAPITRE IX

DE L'AVÈNEMENT A L'ABJURATION (25 JUILLET 1593)

§ 1. — La détention du Roi de la Ligue à Maillezais (6 septembre-15 oct. 1589). Arques (sept. 1589), Ivry (14 mars 1590). — D'Aubigné au siège de Paris (été de 1590).

Il n'arriva à *Arques* que quand tout était terminé, et le Roi le « conduisit par la main en tous les endroits remarquables pour les combats, bien quelors il n'y eust aucune délibération d'escire ceste histoire¹ ».

C'est donc un récit « de première main », si j'ose dire, qu'il nous a laissé de ces combats², bien qu'il n'en ait pas été le témoin; et, à ce titre, son rapport est une source précieuse qui mérite d'être consultée à côté des relations de Rosny, de La Force et du duc d'Angoulême (le fils naturel de Charles IX) qui eux étaient présents³. En effet, ce sont *les explications du Roi lui-même données sur le terrain* qu'il nous transmet, au moins pour la journée capitale, celle du 21 septembre 1589, où la lutte fut si disputée et la situation un moment si critique. Henri IV,

1. *Histoire*, t. VIII, p. 165.

2. Au tome VIII, de la page 156 à la page 165. C'est le chapitre II du livre XIII (dans l'édition Ruble) intitulé : *Ce qui se passa à Arques et vers Dieppe*.

3. Voir : les *OEconomies royales* dans la collection Michaud et Poujoulat, 2^e série, t. I des *Mémoires de Sully*, chap. XXVIII, p. 72-73 ; les *Mémoires de La Force*, édition du Marquis de la Grange, 1843, t. I, p. 68 à 95 ; les *Mémoires d'Angoulême*, au t. XI de la collection Michaud et Poujoulat, 1^{re} série, p. 73 à 84.

après cette affaire annonçait des « mémoires » à plusieurs correspondants¹. Ce pourraient bien être les comptes rendus d'allure officielle qui sont insérés dans Duplessis-Mornay, et qui se retrouvent ailleurs². Les communications faites à d'Aubigné viennent les compléter, et permettent de mieux comprendre comment se produisit la surprise qui faillit tout perdre, cette irruption des lansquenets ennemis derrière les retranchements royaux, qu'ils avaient tournés en s'avancant sous bois. La version accréditée, qui les fait accueillir bénévolement dans le camp comme des transfuges, est moins vraisemblable, car elle suppose de la part des royalistes un excès de crédulité et d'imprudence. En tous cas ils ne tardèrent pas à leur tirer dans le dos. Il faut donc savoir que d'Aubigné est une autorité pour l'éclaircissement de cette journée fameuse, qui présente encore, il faut l'avouer, bien des points obscurs.

Il avait dû rejoindre le Roi avant le 21 octobre, date extrême du séjour de celui-ci à Dieppe³, où il s'était attardé après la retraite de Mayenne (6 octobre) pour festoyer les contingents écossais et anglais envoyés à son secours par sa « bonne sœur » Élisabeth⁴. Mais d'autre part, il n'y a guère possibilité que d'Aubigné ait quitté Maillezais avant le 15 octobre, car *jusque-là il y avait été retenu par une lourde responsabilité, la garde d'un prisonnier de marque*, qui n'était autre que « le roi de la Ligue », Charles X, confié par Henri IV à sa fidélité. Et cela prouve qu'il ne lui tenait pas rigueur de son éloignement momentané, non plus que des brouilles antérieures. D'Aubigné en fait la remarque dans ses *Mémoires*, non sans fierté, et certainement aussi avec reconnaissance :

« Les colères que le Roy prenoit de telles choses n'empescherent point qu'estant mis sur le bureau où on logerait le Cardinal de Bourbon, le Roy déclaré de la Ligue, et qui battoit monaye en France, sous le tiltre de Charles

1. Cf. *Lettres-Missives*, t. III, p. 42 à M. de Vivans, du 23 septembre, et p. 48 à M. de Lestelle, du 28 septembre.

2. Cf. *Mémoires de Duplessis-Mornay*, t. IV, p. 419-425, et t. V, p. 1 à 35. Ce second document est également inséré dans les *Mémoires de la Ligue* (édition d'Amsterdam, 1758) au t. IV, p. 48 à 73 sous le titre *Vrai Discours de ce qui s'est passé en l'armée conduite par S. M. très chrétienne, depuis son avènement à la couronne jusqu'à la fin de 1589*.

3. Cf. *Lettres-Missives*, t. III, p. 42 et la note.

4. Débarquement des Écossais le 30 septembre, des Anglais le 2 octobre. Cf. *Lettres-Missives*, t. III, p. 53, précisions fournies par Henri IV dans une lettre à M. de Saint-Aulaire.

dixième, qu'on ne l'ostast de Chinon à M. de Chavigny pour le mener à Maillezaïs. Et comme Monsieur du Plessis-Mornay alléqua les grands mécontentements d'Aubigné et les perpétuelles riottes avec son Maistre, luy fut respondu que sa parole, prise comme il faut, estoit suffisant remede à tout cela ¹. »

Il raconte ensuite les tentatives faites par les Ligueurs, pendant le séjour du Cardinal à Maillezaïs, pour corrompre l'incorruptible geôlier qu'il était. Avant d'indiquer ces tentatives, il ne sera pas inutile de rappeler les circonstances dans lesquelles avait eu lieu ce transfert du roi de la Ligue, de Chinon à Maillezaïs. On comprendra mieux la responsabilité qui pesait sur d'Aubigné.

L'éditeur des Lettres-Missives d'Henri IV, Berger de Xivrey, avait eu l'imprudence naguère (en 1846) de contester la détention de Charles X à Maillezaïs, et de taxer d'invention et de hablerie tout ce qu'en dit d'Aubigné². C'est Duplessis-Mornay, observe-t-il, qui retira de Chinon le prisonnier — et cela est vrai — mais il ajoute que ce fut pour le remettre au gouverneur de Fontenay-le-Comte, M. de la Boulaye, des mains de qui il ne sortit plus jusqu'à sa mort; et cela est faux. Les témoignages mêmes qu'invoquait Berger de Xivrey, à savoir les deux biographies de Duplessis-Mornay, celle écrite par sa femme, et celle que composa David de Licques³, confirment au contraire la véracité de d'Aubigné. Entre Chinon et Fontenay, le Cardinal a passé par Maillezaïs, et d'Aubigné en eut bien la garde pendant quelques semaines. Ce point d'histoire a été parfaitement élucidé et établi dans une étude de la *Revue du Bas-Poitou*, parue en 1896 sous la signature de M. E. Bourloton⁴. Ce ne sont pas, en effet, les documents qui manquent sur la détention du roi de la Ligue à Maillezaïs. En dehors des deux biographies consacrées à Duplessis, dont je viens de parler, elle est prouvée par les *Mémoires* mêmes de Duplessis-Mornay, par un *manuscrit* de la Bibliothèque de Poitiers (le *mémoire inédit* de B. Aubery, seigneur du Maurier⁵) qui relate le transfert dans

1. *Mémoires*, éd. Réaume, t. I, p. 71-72.

2. Cf. *Lettres-Missives d'Henri IV*, t. III, p. 28, note 2.

3. Le récit que Mme de Mornay (Charlotte Arbaleste) a laissé de la vie de son mari, occupe le premier volume des *Mémoires de Duplessis-Mornay*, dans l'édition de 1824 (Treuttel et Würtz). Quant à David de Licques, il n'a pas signé son *Histoire de la vie de Messire Philippe de Mornay* (Leyde, 1647, in-4°).

4. E. BOURLOTON, *le Roi de la Ligue à Maillezaïs* (6 septembre-15 octobre 1589), *Revue du Bas-Poitou*, t. IX, 1896.

5. Bibliothèque de la ville de Poitiers, ms. n° 250.

la place de d'Aubigné ; enfin on a des détails sur le séjour que le Cardinal y fit dans le récit de sa vie, publié peu après sa mort par le *bénédictin Dom Jacques du Breul*¹.

D'Aubigné ne s'est donc pas vanté en s'attribuant l'honneur de cette charge, et de cette marque de confiance que lui donna son maître. Quelles raisons avait eues Henri IV de ne pas laisser Charles X à Chinon, dans quelles conditions fut-il amené à Maillezais, et comment y fut-il traité ? C'est ce que nous allons exposer succinctement.

Le cardinal de Bourbon avait été proclamé roi par le parlement ligueur de Paris, toutes chambres réunies, le 7 août 1589, en « y observant les promulgations et cérémonies les plus authentiques et autorisantes qu'ils pouvoient inventer. La Cour des monnoyes fit forger des pièces d'or et d'argent sous le nom de Charles X, et les arrests de la Cour travailloyent à ce mesme titre, commençans par : Charles, par la grâce de Dieu, roi de France, etc. De mesme style toutes les commissions avec un caractère de son nom imprimé ² ».

On comprend qu'on ait tenu aux formes, afin de donner une apparence de réalité à cette royauté fictive, à cette royauté en peinture, dont on voulait faire un épouvantail pour les légitimistes qui suivaient Henri IV. Mais le roi de la Ligue n'était qu'un fantôme de roi, puisqu'il était en prison, aux mains de ses adversaires, et tant qu'il y resterait. C'est Henri III qui l'avait mis à l'ombre, dès le 23 décembre 1588, le jour de l'assassinat du duc de Guise, en le traitant de « marotte, vieil fol, et sotte teste ³ » parce qu'il faisait déjà acte de prétendant, depuis que la disparition de François de Valois ouvrait l'accès du trône à un successeur huguenot. En fait, ce Bourbon médiocre et honnête n'avait pas d'ambition personnelle, et n'était que le jouet ou l'instrument de celle des autres. Lui-même se serait volontiers contenté de demeurer un Prince de l'Église, et de continuer à jouir des agrè-

1. *La vie de Mgr l'illustrissime Prince et révérendissime Cardinal Charles de Bourbon*. Paris, P. Chevalier, 1612, plaquette in-4° de 15 pages.

2. *Histoire*, t. VIII, p. 149 et note 3. Pour ce qui est des monnaies frappées au nom de Charles X, on trouve de curieuses précisions dans l'étude de E. Bourlouton, dues à une communication d'un numismate, M. Farcinet : on frappa à l'effigie de Charles X deux variétés d'écus et un demi-écu d'or, deux variétés de francs, des quarts d'écu et des huitièmes d'écu en argent, des doubles sols parisis, des douzains et des liards en billon, des doubles tournois et des deniers tournois en cuivre. Cette frappe fut continuée à Nantes jusqu'en 1598, bien longtemps après la mort du cardinal de Bourbon.

3. Cf. *Histoire de d'Aubigné*, t. VII, p. 393, note 4.

ments de son archevêché de Rouen et de sa villégiature seigneuriale de Gaillon¹. Dans ses prisons successives il en conserva toujours, le pauvre homme, un souvenir nostalgique.

Il avait été enfermé d'abord au château d'Amboise et assez maltraité. Il passa ensuite, après deux étapes ou stations intermédiaires, à Chinon, sous la garde de François le Roy de Chavigny.² Mais celui-ci se faisait déjà vieux, il était devenu aveugle quelques mois avant l'avènement d'Henri IV, mauvaise condition pour exercer une surveillance vigilante. Il est vrai que Mme de Chavigny, encore jeune, avait des yeux pour son mari, et c'était elle le véritable gouverneur de la place. Mais elle était intrigante et offrait peu de garanties. Très sollicitée par tous ceux qui avaient un intérêt politique (les Ligueurs³) ou familial (les neveux du Cardinal⁴) à l'élargissement du prisonnier, elle était bien capable de céder au plus fort enchérisseur. Henri IV résolut de la soustraire à cette tentation en lui retirant le gage dont elle appréciait trop la valeur, et il chargea Duplessis de négocier avec elle la remise du prisonnier. Nous voyons par les *Mémoires* de celui-ci que, dès le 11 août, il s'y employait activement : « Nous devons empêcher autel contre autel, disait-il. Il y va de tout⁵. »

Quoique malade d'une fièvre tierce qui lui dura quatre mois⁶, il se fit porter par eau dans une île de la Loire, à Montsoreau, et il y eut une entrevue secrète avec Mme de Chavigny, en présence de la duchesse d'Angoulême⁷, la fille naturelle d'Henri II. Les conditions du marché furent arrêtées, il fallut y mettre le prix pour « désintéresser » Mme de Chavigny. Elle ne demanda pas moins de vingt-deux mille écus de dédommagement, partie comptant, partie à terme⁸.

1. Sur la Seine (Eure), la maison de campagne des archevêques de Rouen.

2. Cf. *Histoire universelle*, t. VIII, p. 149, note 5.

3. Voir l'article de E. Bourloton : le gouverneur du Berry, La Châtre, lui offrait en leur nom une forte somme.

4. Voir dans les *Mémoires de Duplessis-Mornay* (t. IV, p. 517-518), la reproduction d'une lettre adressée de Tours le 6 août 1589 à M. de Chavigny par les neveux du cardinal de Bourbon, le cardinal de Vendôme et le comte de Soissons.

5. Lettre à M. du Pin, t. IV, p. 399.

6. Cf. sa *Vie* par Mme de Mornay, p. 176 et 181 des *Mémoires de Duplessis*, t. I.

7. La première négociatrice du « traité des deux rois » en 1589.

8. Cf. DAVID DE LICQUES, *Histoire de Duplessis-Mornay* (Leyde, 1647, 4°, p. 139-140 et *Mémoires de Mme de Mornay*, t. I des *Mémoires de Duplessis*, p. 180. Quoi qu'en dise Bourloton dans son article, les chiffres donnés par Mme de Mornay sont parfaitement d'accord avec ceux que fournit une lettre de Duplessis lui-même,

Cette entrevue de Montsoreau, dont ni Mme de Mornay, ni David de Licques, n'indiquent la date, est probablement antérieure au 24 août, jour où Henri IV écrit à Duplessis :

« J'envoie par le sr de Montbazin au sr de Chavigny sa descharge pour mon oncle le cardinal de Bourbon, et le prie de vous le deslibvrer. S'il est besoing que vous y aillés en personne, comme je pense qu'il ne le voudra pas faire aultrement, vous y irés¹... »

Pour en prendre livraison, non pour traiter des conditions de la remise, car il semble que tout soit réglé déjà et l'accord réalisé. Cependant quelques difficultés durent subsister jusqu'au 1^{er} septembre, dont on trouve l'écho dans deux lettres de ce jour, l'une du Roi, l'autre de Duplessis, et qui se croisèrent².

Du Plessis vint lui-même chercher le prisonnier le jour convenu, le 3 septembre. Il avait pris des précautions militaires extraordinaires pour parer à toute tentative d'enlèvement par les Ligueurs. MM. de la Boulaye (lieutenant du roi en bas Poitou), de Parabère (gouverneur du château de Niort) et de Chouppes étaient en bataille en face de Chinon, de l'autre côté de la Vienne « avec de belles forces ». Le Cardinal essaya de moyens dilatoires, alléguant « qu'il n'avoit pas sa littière, ses muletz, son carrosse ». Rien n'y fit. Duplessis avait tout prévu et pourvu à tout. Il fallut « partir dans demy heure ». Mais à la première étape, à Loudun, où l'on parvint le soir même, Duplessis se sentit incapable d'aller plus loin. Il avait déployé en toute cette affaire une activité et une énergie épuisantes dans l'état de

écrite longtemps après à Louis XIII, le 20 janvier 1622, pour faire valoir ses services passés (Bibliot. Nat., *Départ. des ms. collection Dupuy*, t. 349, f° 61 verso). Il n'y grossit pas pour les besoins de la cause les sommes dont il s'était porté personnellement garant envers M. de Chavigny.

1. *Lettres-Missives*, t. III, p. 28-29.

2. Cf. *Lettres-Missives d'Henri IV*, t. III, p. 35, et *Mémoires de Duplessis-Mornay*, t. IV, p. 405-408, qui reproduisent aussi la lettre du Roi. Les éditeurs des *Mémoires* concluent d'une phrase de cette lettre que la négociation de Duplessis avec M. de Chavigny ne devait pas encore être commencée, parce que Henri IV parle du retour près de lui — à Darnétal (Rouen), où il était — de M. de Manon (frère du surintendant d'AO), qui lui avait rapporté des Mémoires de M. de Chavigny « auxquels, dit-il, je pourvoiray ; ce pendant je vous prie de traicter avec luy — et faire en sorte que nous tirions cest homme de là, à quoy ne faut rien espargner ». Ça ne prouve pas que l'entrevue de Montsoreau n'ait eu lieu qu'après réception de cette lettre, car alors la remise du prisonnier aurait été plus tardive qu'elle ne le fut — mais on peut en induire peut-être que quand M. de Manon avait quitté Chinon, Duplessis ne s'était pas encore rencontré avec Mme de Chavigny. Ni elle, ni son mari n'avaient « rien voulu faire » avec M. de Manon, comme nous l'apprend Mme de Mornay (*Vie de Duplessis*, t. I des *Mémoires*, p. 180).

santé où il était. Il dut s'arrêter et confier à MM. de La Boulaye et de Parabère le soin d'achever sa mission, et de conduire le prisonnier à Maillezais ¹.

Le procès-verbal de la remise du Cardinal entre leurs mains se trouve dans les papiers de Duplessis. Le voici :

« Nous soubsignés, sieurs de la Boulaye et de Parabère, déclarons et reconnaissons par ces présentes, que le sieur Duplessis ayant reçu monseigneur le cardinal de Bourbon le dimanche, 3^e de septembre, des mains du sieur de Chavigny par le commandement du roy, et icelui conduit avec nous du chasteau de Chinon, jusques en cette ville de Loudun, où il seroit demeuré malade sans pouvoir passer plus oultre, nous aurait à ceste occasion remis icelui seigneur cardinal, *pour le conduire jusques au lieu de Maillezais*, comme il auroit esté advisé d'ung commun advis, pour plus grande seureté, de laquelle conduite nous nous sommes chargés, pour le désir qu'avons de servir sa majesté en une occasion si urgente et si importante. En témoing de ce, nous avons signé la présente à Loudun.

Du 4 septembre 1589.

Ainsi signé, La Boulaye, Parabère ²».

Charles X arriva à Maillezais le 6 septembre, et y eut pour prison la salle voûtée de l'évêché, la seule partie de l'ancien palais épiscopal qui subsiste encore avec les sous-sols ³. Il ne devait être l'« hôte » de d'Aubigné que pendant cinq semaines ou guère plus, puisque dès le 15 octobre on le soulagea de ce dépôt encombrant. Il ne semble pas que le pauvre roi de la Ligue, si l'on en croit son biographe, Dom Jacques du Breul, ait eu à se plaindre de son geôlier, qui se montra pour lui plein de courtoisie : « Mon dit Seigneur, rapporte le bénédictin, se louoit plus du traictement qu'il avoit reçu du Gouverneur de Maillezais, nommé Monsieur d'Aubigny, gentilhomme sçavant et instruit aux langues, et du sieur de la Boulaye, que de celui qu'il avoit eu à Chinon. Estant chose bien congneue que, cessant la Reli-

1. Cf. *Vie de Duplessis*, par Mme de Mornay, p. 181-182 du t. I des *Mémoires*. On trouve des confirmations plus ou moins détaillées de toutes ces circonstances dans *David de Licques*, dans le ms. Aubery de la Bibliothèque de la ville de Poitiers (n° 250) et dans la *Vie du Cardinal*, par Dom Jacques de Breul (cf. références et citations dans l'étude de Bourloton).

2. Cf. *Mémoires de Mornay*, t. IV, p. 408-409.

3. Cf. BOURLOTON, *loc. cit.*

gion, les gentilshommes et gens de guerre de Poictou portèrent tout le respect à mondit Seigneur qu'il eust pu désirer en l'estat où il estoit¹. »

D'Aubigné était galant homme ; il voulait distraire son prisonnier, il allait s'entretenir avec lui dans sa chambre. Beau parleur, brillant, spirituel, il savait sans doute que sa conversation serait agréable. Il mettait d'ailleurs dans cette amabilité un peu de malice. Puisque la Fortune lui livrait un Prince de l'Église, il n'était pas fâché d'aller jouter avec lui sur des points de religion. On connaît son goût pour cette escrime. Il y apportait ses qualités militaires, la fougue, la présence d'esprit, jointes à l'érudition d'un ministre de l'Évangile. Le Cardinal avait affaire à un rude adversaire, et lui-même était peu redoutable. D'Aubigné devait remporter des victoires faciles. Pourtant, si nous en croyons le bon moine, tout confit d'admiration pour le saint prélat, celui-ci se tirait fort bien de ces discussions :

« Le sieur d'Aubigny et autres gentilshommes huguenots qui estoient en sa chambre, peuvent rendre témoignage des beaux discours qu'ils luy ont ouy faire quand il s'offroit occasion de parler de points de Religion discordables entre les Catholiques et eux². »

Au dehors cependant on s'agitait pour la délivrance de Charles X³. Mayenne encourageait officiellement ces tentatives, mais je doute qu'il désirât beaucoup leur succès. La détention du roi de la Ligue accommodait fort bien ses affaires⁴ et il aurait dû en savoir gré à Henri IV. Elle lui permettait de tenir l'emploi à sa place, quitte à lui rendre le facile hommage de mettre sous son nom les actes publics et de faire graver son effigie sur les monnaies de la Ligue. Mais tous les Ligueurs ne partageaient pas la résignation intéressée de Mayenne. Il y avait des fidèles qui prenaient au sérieux cette majesté fictive, et qui s'indignaient de la savoir sous les verrous ; il y avait des habiles qui auraient voulu contre-balancer l'autorité de Mayenne. Les uns et les autres considéraient comme un devoir de tout mettre en œuvre pour la libération du prisonnier. On avait espéré obtenir cette libération de la complaisance de M. de Chavigny ; mais Henri IV avait mis la forte somme pour

1. *La vie du Cardinal*, par Jacques du Breul, p. 7 et 8.

2. Cf. la page 11 du récit de du Breul.

3. En octobre 1589, on imprima sans nom d'auteur une « Exhortation dernière à la Noblesse pour la délivrance de notre Roy très chrétien ». Cf. Bourlonton.

4. C'est l'opinion de d'Aubigné. Cf. *Histoire universelle*, t. VIII, p. 150.

affermir sa loyauté, et le coup avait raté. Maintenant on cherchait à l'enlever à son nouveau gardien. On essaya successivement de corrompre la fidélité de d'Aubigné et de tromper sa vigilance. C'était mal le connaître. On ne força pas plus sa conscience que la porte de son donjon. La duchesse de Retz, parente de sa femme, lui envoya pour négocier « un gentilhomme italien, qui, ayant pris sauf-conduit à deux lieues de Maillezais, porta cette lettre [de la duchesse] au gouverneur :

« *Mon cousin, je vous prie recevoir par ce porteur en bonne part les témoignages que nous vous pouvons rendre, Monsieur le Mareschal et moy, de l'amitié parfaite et du soin cordial que nous avons de vostre eslèvement, et du bien de nos cousins vos enfans. Montrez à ce coup que vous estes sensible aux injures, en ayant chère l'occasion par laquelle je désire me prouver vostre, etc.*

« L'Italien ayant exposé sa charge qui estoit de deux cents mille ducats content, pour fermer les yeux à laisser sauver le prisonnier, ou bien du Gouvernement de Belle-Isle avec cent cinquante mille escus, la responce sans escrire fut : Que le second offre me seroit plus commode pour manger en paix et en seureté le pain de mon infidélité; mais pource que ma conscience me suit de si près qu'elle s'embarqueroit avec moy quand je passerois en l'Isle, retournez-vous en, tout asseuré que sans ma promesse je vous enverrois au Roy¹. »

Voilà une réponse digne de Plutarque. D'Aubigné s'y drape un peu à l'antique, mais le vêtement est à sa taille. De telles paroles sonnent bien dans sa bouche. Elles sont d'accord avec le caractère que nous lui connaissons.

Il n'y avait donc pas d'espoir d'amadouer cet incorruptible Cerbère. Alors, on eut recours à d'autres moyens; on complota pour lui arracher son prisonnier. Du moins l'affirme-t-il dans ses *Mémoires* : « Les Ligués faisoient force entreprises sur Maillezais pour sauver leur Roy. » Il est vrai qu'il le dit à propos de la démarche louche d'un certain capitaine Daufin, moitié soldat, moitié bandit, « qui exersoit une grande pyratie dans les marais de Poitou et Xaintonge » et qui, prétendant avoir à se plaindre du comte de Brissac, gouverneur ligueur de Poitiers, avait demandé une entrevue à d'Aubigné pour machiner une vengeance contre lui². Si tel était le prétexte, d'Aubigné fait une confusion d'époques, et cette aventure n'est

1. *Mémoires*, t. I de l'édition de Réaume, p. 72. Le maréchal de Retz était marquis de Belle-Isle.

2. Cf. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 72-73).

pas contemporaine, comme il le croit et le dit, de la détention du Cardinal à Maillezais. Car Brissac, nommé gouverneur de Poitiers par Mayenne après la mort tragique du vicomte de la Guierche (fév. 1592), ne vint prendre possession de son poste qu'en septembre¹. Il y avait beau temps que le roi de la Ligue avait quitté Maillezais — et même ce monde, puisqu'il mourut à Fontenay-le-Comte le 9 mai 1590. Cette erreur n'est évidemment pas une raison de mettre en doute les autres entreprises qui auraient pu être faites pour enlever le Cardinal, mais d'Aubigné ne nous renseigne sur aucune d'elles².

A moins que le médecin dont il est question dans l'*Histoire*, et qui se présenta pour donner des soins au prisonnier, n'ait été qu'un émissaire des conspirateurs. Bourloton le suppose, mais d'Aubigné ne le spécifie pas, ni même à vrai dire ne le laisse entendre :

« Je dirai en passant, conte-t-il, que ce vieil prince estant envoyé par le roi prisonnier à Maillezais, quelques hommes ayans affaire à lui, et entre ceux-là un excellent médecin de Poitiers, nommé Lommeau, ayant dit au corps de garde de la porte de l'Isle qu'ils vouloyent parler au roi, et ceux de la garde leur refusant l'entrée s'ils n'ostoyent ce tiltre au cardinal de Bourbon, aimèrent mieux s'en retourner que de l'appeller autrement que le roi³. »

Il faut avouer que cet entêtement et ces susceptibilités protocolaires seraient étranges de la part de conspirateurs qui auraient eu bien envie de pénétrer dans la place.

Quoi qu'il en soit de toutes ces intrigues, d'Aubigné vécut en perpétuelle alerte tant qu'il eut la responsabilité du roi de la Ligue. C'est lui qui était le prisonnier de son prisonnier. Aussi dut-il éprouver une grande satisfaction à en être débar-

1. Cf. OUVRE, *la Ligue à Poitiers*, dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 1^{re} série, t. XXI, 1854, et LEDAIN, *Étude sur les maires de Poitiers*, *ibid.*, 2^e série. t. XX, 1897.

2. Je ne pense pas qu'il faille compter parmi ces entreprises « deux faites par le comte de Brissac sur Maillezais, la première par intelligence, découverte par les soupçons du gouverneur, l'autre par escalade du costé du marais ». (Cf. *Histoire universelle*, t. VIII, p. 241.) Si c'est bien Brissac qui les inspirait, elles sont très postérieures comme l'affaire du capitaine Daufin. Mais d'Aubigné nous ayant montré, à propos de cette affaire, qu'il a fini par confondre et brouiller dans sa mémoire les tentatives faites contre sa place aux deux époques, pendant la détention du Cardinal et pendant que Brissac était gouverneur de Poitiers, on ne peut être tout à fait certain que les deux attribuées à Brissac dans ce passage de l'*Histoire* n'appartiennent pas à la première période.

3. *Histoire universelle*, t. VIII, p. 149-150.

rassé. La Boulaye et Parabère, qui l'avaient reçu en charge de Duplessis-Mornay, et en avaient répondu, jugèrent qu'il serait plus en sûreté dans une grande ville fortifiée comme Fontenay-le-Comte, où La Boulaye, gouverneur de la province, avait sa principale résidence. Aussi y fut-il transporté¹. C'est là qu'il devait mourir de la gravelle, quelques mois après. Nous ne l'y suivrons pas.

C'est sans doute pour rendre compte de la garde du Cardinal que d'Aubigné alla trouver son maître à Dieppe. En apprenant ce qui s'était passé et le péril auquel le Roi avait été exposé contre les forces très supérieures de Mayenne, il dut regretter son absence. Le fait est que cette campagne de Normandie, avec une armée très diminuée par les départs de catholiques ou de protestants, était risquée. Des voix prudentes avaient conseillé à Henri IV de se retirer plutôt sur la Loire ; d'autres, plus alarmés ou plus alarmistes encore, l'engageaient à passer en Angleterre et à se mettre sous la protection de la Reine Élisabeth. L'essentiel, observait le maréchal de Biron, était de conserver sa personne. Henri IV n'avait rien voulu entendre à ces conseils timides, alléguant le proverbe que « qui quitte la partie la perd », et déclarant qu'au surplus il ne pouvait abandonner ses serviteurs du nord de la Loire qui lui demeuraient fidèles².

L'événement lui avait donné raison. Maintenant, il avait le droit de se gausser avec son compère d'Aubigné de la hablerie de Mayenne, annonçant aux Parisiens qu'il allait jeter le Béarnais à la mer, ou le leur ramener « lié et garrotté » ; si bien qu'on louait déjà des fenêtres rue Saint-Antoine pour le voir passer et conduire à la Bastille³. Ils le virent bien venir, en effet, mais pas tout à fait dans la posture

1. Parabère rendit compte de ce nouveau et dernier transfert dans une lettre au Roi (reproduite par Bourloton d'après un *manuscrit inédit* de la Bibliot. Nat., *Collect. Dupuy*, t. LXI, folio 62) qui paraît contenir des insinuations malveillantes à l'égard de d'Aubigné, comme s'il avait été capable, à l'imitation de Chavigny, de spéculer sur son précieux otage, et de ne pas le rendre à toute réquisition. Il est vrai qu'en revanche Benjamin Fillon, très hostile aux Huguenots, déclare que d'Aubigné inventa des conspirations imaginaires pour en être délivré. Le même Benjamin Fillon accuse Henri IV d'avoir confiné son rival dans le climat malsain du marais, afin de le supprimer plus rapidement (Cf. *Recherches historiques et archéologiques sur Fontenay*, 1846. Fontenay, Nairière-Fontaine). Par contre, La Fontenelle de Vaudoré, dans sa *Chronique Fontenaisienne des trois Henri, dite chronique de Longon* (1841, p. 471) considère que c'est par sollicitude pour sa santé que le Cardinal fut transféré de Maillezais à Fontenay. Il n'y a donc pas lieu de s'arrêter à de misérables calomnies. On trouve dans J. du Breul des détails circonstanciés sur sa mort édifiante.

2. Cf. *Mémoires de La Force*, t. I, chap. III, p. 66-68. Voir aussi DE THOU, t. XI, p. 3-5, qui attribue surtout à Guित्रy l'honneur de la résolution royale.

3. Cf. *Journal de Lestoile*, t. V, p. 248 (Variante de l'édition 1719). Voir aussi DE THOU, t. XI, p. LEGRAIN, *Décade du Roi Henry le Grand* (1614), livre V, p. 395 dans l'édition de 1633, 4^e (Rouen).

qu'ils attendaient. *Le premier novembre, jour de la Toussaint*, il leur offrit une aubade de sa façon en attaquant à l'improviste les faubourgs de la rive gauche. Les Royalistes arrivèrent jusqu'à la Seine, La Noue essaya même de la traverser au pied de la tour de Nesle et faillit se noyer. Les détails précis, et personnels, semble-t-il, que d'Aubigné donne de cet incident dramatique, comme sur la mort héroïque du Piémontais Saint-Sevrin, qui défendait l'abbaye de Saint-Germain, font croire qu'il avait suivi l'armée jusqu'à Paris¹; mais ses devoirs de gouverneur durent le rappeler ensuite à Maillezais et il est peu probable qu'il ait participé à cette *merveilleuse campagne d'hiver*, qui, en trois mois, fit tomber aux mains du Roi une multitude de places et finalement le ramena à la mer par un circuit triomphal à travers l'Orléanais, l'Anjou, le Maine et la Normandie.

« Je fais bien du chemin, écrivait-il de Falaise, le 8 janvier 1590, à la comtesse de Grammont, et vay comme Dieu me conduict; car je ne sçay jamais ce que je doibs faire au bout; cependant mes faicts sont des miracles: aussy sont-ils conduicts du grand Maistre². »

Il avait raison, ses succès tenaient du prodige, et, à cette aurore du règne, la confiance dans son étoile, le prestige de son nom et de sa gloire le rendaient irrésistible. D'Aubigné a écrit une intéressante relation de cette émouvante randonnée, mais rien n'y décele sa présence d'une façon évidente³.

Faut-il en dire autant pour *la bataille d'Ivry* (14 mars 1590), où l'on ignore s'il se trouva, car il n'en fait mention nulle part, ni dans son récit de l'*Histoire*, ni ailleurs? On en est donc réduit aux conjectures tirées de ce récit même, mais il me semble qu'elles suffisent et permettent de conclure affirmativement. Sans doute il

1. Cf. *Histoire*, t. VIII, p. 170-173. Ruble dit dans une note, p. 170, qu'il s'est inspiré comme de Thou, d'une relation du temps, imprimée dans les *Mémoires de la Ligue* (c'est celle que nous avons signalée plus haut : *le Vrai Discours* des opérations du Roi depuis son avènement jusqu'à la fin de 1589, au t. IV, p. 48-73). Mais il n'y est pas question de la tentative de traversée de la Seine, ni de Saint-Sevrin. De Thou parle du premier fait, mais ne dit pas que La Noue ait été en danger.

2. *Lettres-Missives*, t. III, p. 116.

3. Cf. *Histoire*, t. VIII, p. 173-179. Il y a cependant çà et là des détails originaux qui ne sont ni dans de Thou, ni dans une relation des *Mémoires de la Ligue* faisant suite à la précédente (t. IV, p. 73-86). Ainsi la mésaventure des deux Seize de Paris, faits prisonniers à l'attaque des faubourgs et pendus à Vendôme avec toutes sortes d'égards du reste, et « d'honnestetez » de la part du Grand Prévôt, juste au moment où l'on apportait leur rançon... mais aussi la nouvelle d'exécutions de royalistes à Paris. Ainsi encore les précisions sur l'habileté des commissaires de l'artillerie, notamment dans la destruction par un tir nocturne, de la chaussée qui retenait les eaux dans le fossé autour du château d'Alençon (p. 178-179).

paraît un peu surprenant au premier abord, s'il a assisté à cette mémorable journée, qu'il ait consenti à rester dans l'ombre, et renoncé ainsi à sa part légitime de la fierté de la victoire. Mais il a donné d'autres exemples de cette modestie méritoire, quand il ne s'était pas signalé spécialement, et on ne s'expliquerait guère, à moins d'un empêchement absolu, qu'il ne soit pas revenu avec ses coreligionnaires du Poitou, avec La Trémoille et Parabère¹, à l'appel du Roi, qui avait recherché cette rencontre et qui y conviait tous les siens². Et lorsqu'on lit le chapitre de son *Histoire* qui y est consacré³, on a bien l'impression à plusieurs reprises qu'il raconte des « choses vues » de ses yeux — et qu'il est parfois seul à relater. C'est le cas du tableau émouvant qu'il nous fait de la veillée d'armes dans le camp royal, où Henri IV dit lui-même les prières protestantes pendant que les Catholiques allaient à leurs dévotions particulières⁴.

On ne voit pas non plus ailleurs le spectacle comique qu'il nous décrit sur la ligne ennemie, avant que l'action ne s'engage au matin du 14 :

« *Encore n'oublierai-je* [cela a bien l'air d'un souvenir] qu'à la teste des Wallons y avoit un moine en habits sacerdotaux, qui portoit une grande croix en forme qu'ils appellent de Saint-André, de laquelle il faisoit de grands signes que toute l'armée voyoit, ayant promis à ses compagnons de maudire tellement les hérétiques, comme il disoit, qu'il les feroit rendre sans combat. Et fit cette contenance jusques à la charge, où il jetta la croix par terre pour se sauver⁵. »

1. Cf. DE THOU, t. XI, p. 115.

2. Voir par exemple sa lettre à Duplessis-Mornay du 31 janvier 1590 (*Lettres-Missives*, t. III, p. 136).

3. Le chapitre vi du livre XIII dans l'édition de Ruble, t. VIII, p. 182-194.

4. Cf. *Histoire*, t. VIII, p. 184. Il n'est pas question de ces prières nocturnes dans les autres relations qui font rester le Roi à cheval une partie de la nuit pour aller aux avant-postes. C'est à d'autres moments au matin du 13 et du 14 — car il croyait déjà à la bataille la veille — qu'il aurait prononcé des prières et des harangues. Cf. *Mémoires de la Ligue*, t. IV, p. 235-252, *Discours véritable sur la bataille d'Ivry*; DE THOU, t. XI, p. 116 et sq.; P. CAYET, *Chronologie novenaire* dans la collection Michaud et Poujoulat, au t. XII de la première série, p. 213 et sq. L'analogie de ces trois récits prouve que la source est la même.

Duplessis-Mornay qui était venu de Saumur avec sa compagnie, et qui a rédigé un *Journal* personnel de cette campagne (t. IV, p. 473-477) ne dit rien de la veillée d'armes. Sully non plus, mais pour une bonne raison, c'est qu'ayant été retenu par une menace ligueuse dans sa place de Pacy-sur-Eure, il n'arriva à Ivry qu'au dernier moment. Il sortit de la mêlée couvert de blessures, mais aussi avec l'honneur de prisonniers de bonne volonté et du plus glorieux trophée, la cornette même du général ennemi. Son récit à la fois sincère et avantageux est tout à fait pittoresque. (Cf. t. I des *Œconomies royales* dans la collection Michaud et Poujoulat, 2^e série, p. 75-80.)

5. *Histoire*, t. VIII, p. 187.

Sa protestation contre les longs discours *in extremis* attribués au Roi avant de charger, donc à une heure bien inopportune ¹, a l'accent d'une attestation personnelle : « En cet endroit, les derniers qui ont escrit donnent au roi une harangue à laquelle il ne pensa jamais ; et puis lui font faire une prière, en laquelle ils n'ont pas observé le langage de Canaan qui estoit lors en la bouche de ce prince. Car ils le font parler à Dieu par vous, ce qui lors lui estoit grandement ridicule, ayant appris de s'adresser à un dieu comme à un père. Je laisse ces choses pour me contenter de ce qui en est. »

Ce qui en est, ce sont les paroles fameuses qu'il prononça « d'un visage riant » avant de mettre son casque : « Mes compagnons, Dieu est pour nous, voici ses ennemis et les nôtres, voici vostre roi. A eux ! si vos cornettes vous manquent, ralliez-vous à mon panache blanc, vous le trouverez au chemin de la victoire et de l'honneur. ² »

Enfin je crois qu'il est seul à noter le danger un moment couru par le Roi, quand il eut enfoncé le corps de Mayenne, et qu'emporté par son élan assez loin de ses gens, il vit venir à lui qui n'avait pas vingt gentilshommes à ses côtés, trois cornettes fraîches de Wallons ennemis ³.

Certes il ne serait pas impossible qu'il ait connu ces particularités par des témoins sans avoir été présent lui-même. Ruble constate qu'il a utilisé, ainsi que de Thou, la relation de la bataille qui se trouve dans les *Mémoires de la Ligue* ⁴.

Mais les rapprochements et comparaisons que j'ai faits dans les notes montrent qu'il y a chez lui beaucoup d'inédit qui ne vient pas de cette source.

En tout cas, avec ou sans sa participation, si complète était la défaite des

1. Cf. en particulier DE THOU, t. XI, p. 121-123. Il est vrai que cette partie de l'Histoire de de Thou n'était pas encore publiée lorsque d'Aubigné rédigeait son 3^e tome (qui a paru en 1620). Mais elle le fut précisément en 1620 à Genève, posthume (tout ce qui est postérieur à 1584). D'Aubigné a donc pu s'y référer, au dernier moment, et viser son récit.

2. *Histoire*, t. VIII, 189. P. Cayet (édit. citée p. 216-217) et de Thou (t. XI, p. 125-126), parlent de ce signe de ralliement, soit le panache que portait le cheval du Roi, soit l'aigrette blanche de son casque mais ils ne citent pas textuellement, comme d'Aubigné, les paroles qui s'y rapportent.

3. Cf. *Histoire*, t. VIII, p. 190. Cet épisode est relaté dans les *Mémoires de la Ligue* (t. IV, p. 245), mais il y a un autre aspect. C'est le Roi qui attaque ce parti ennemi rencontré à son retour, et rien n'indique qu'il ait été plus exposé à ce moment qu'à un autre. De même dans P. Cayet, édit. citée, p. 217.

4. La note de Ruble est à la page 191.

Ligueurs et si grande fut l'émotion à Paris quand on reçut la nouvelle, que si le Roi n'avait pas laissé le temps à ses adversaires de se ressaisir, il aurait pu, du coup, reconquérir la capitale, à ce qu'affirme L'Estoile, qui tâta le pouls de ses concitoyens en cette circonstance et le sentit faiblir ¹. Henri IV aurait donc renouvelé la faute d'Annibal après Cannes. D'Aubigné, qui est cependant porté à la critique, ne lui adresse pas le même reproche. C'est que L'Estoile ne voyait qu'un côté de la situation, le côté parisien ; d'Aubigné connaissait l'autre et les difficultés qui retardèrent l'avance de l'armée royale ; difficultés d'ordre technique et d'ordre moral, car tout le monde n'était pas si pressé de pousser le char du triomphateur. Les catholiques ardents voulaient que l'abjuration précédât l'entrée à Paris, de peur qu'autrement elle fût renvoyée à la Trinité... ou aux Calendes grecques ².

Le retard fit qu'au lieu d'une attaque brusquée de Paris, pour profiter d'un moment de désarroi et d'effroi, il fallut y substituer une opération lente d'investissement méthodique, qui commença par la saisie de places commandant les voies fluviales autour de la capitale, afin de gêner son ravitaillement et de lui trancher, comme dit pittoresquement d'Aubigné, « les veines de ses rivières par tous les endroits ³ ». Ces préparatifs demandèrent du temps, et *l'armée ne parut devant Paris que le 7 mai* ⁴. C'était le début de ce *siège de quatre mois*, resté fameux par les horreurs de la famine, et qui épuisa toutes les ressources, toute la substance des Parisiens, tout le fond de la misère humaine, sans venir à bout de la résistance fanatisée par les prédicateurs. D'Aubigné est un de ceux qui nous ont laissé de leurs épreuves les tableaux les plus précis et les plus impressionnants ⁵. Il a pu et dû recueillir ces renseignements sur place, car nous ne sommes plus, comme pour Ivry, réduits à des conjectures sur sa présence ; il la signale à plusieurs endroits, mais pas avant juillet, semble-t-il, et même fin juillet. Je suppose donc

1. Cf. L'ESTOILE, t. V, p. 19.

2. Cf. *Œconomies royales de Sully*, dans l'édit. Michaud et Poujoulat, 2^e série, t. I de ses *Mémoires*, p. 86, col. 1.

3. Cf. *Histoire*, t. VIII, p. 195.

4. Cf. L'ESTOILE, t. V, p. 22.

5. Tous les détails dramatiques qu'il donne sur la famine (cf. surtout t. VIII, p. 197-198 et 201) sont confirmés par le *Journal de L'Estoile* qui subit le siège à Paris (*Journal et Supplément de 1736*). Ils sont d'accord avec plusieurs pièces imprimées dans les *Mémoires de la Ligue*, t. IV, p. 276 à 317. L'une est faite par un Ligueur et tend à atténuer les choses ; les deux autres au contraire sont l'œuvre d'antiligueurs : là, c'est l'horreur mise à nu.

qu'il est arrivé au siège à cette époque avec tous les renforts de province qui y affluèrent alors ¹.

Ce qui me confirme dans cette hypothèse, ce sont les lacunes ou les insuffisances de son récit pour la période antérieure. Pas un mot de l'attaque du faubourg Saint-Martin, le 12 mai, chaude affaire pourtant où La Noue fut blessé ²; il n'indique même pas que c'est de ce côté que l'assaillant poussait sa pointe, et non plus à l'ouest de Paris, comme dans les tentatives de l'année précédente (en août et en novembre), le Roi ayant établi son quartier au nord-est ³ afin d'être en mesure de surveiller et de barrer l'approche possible de secours espagnols. C'est ainsi que dès la première quinzaine de juin, il alla avec une petite troupe de cavalerie donner la chasse à Mayenne qui ramenait de Flandre des renforts, et qui se hâta de se dérober dans Laon. A peine si d'Aubigné fait mention de cette « grande courvée ⁴ » sans s'y arrêter. Gageons que s'il en avait pris sa part, et s'il avait fourni avec le Roi cette traite endiablée de dix-huit lieues, il en dirait davantage ⁵. On s'étonne aussi qu'il ne parle pas de l'entrée en scène, vers le milieu de juin, des batteries placées « sur le mont des Martyrs de Montmartre ⁶ », et plus encore qu'il oublie de nous montrer les moissons sanglantes des Parisiens en juillet, quand, pressés par la faim, ils sortaient pour aller couper les blés mûrs, s'exposant à être taillés en pièces par les cavaliers royaux qui battaient l'estrade, ou mitraillés par la mousqueterie et l'artillerie ⁷. Mais toutes ces omissions de faits qui l'auraient frappé s'il avait été sur les lieux deviennent très explicables au cas où, comme

1. Cf. L'ESTOILE, t. V, p. 279 (supplément de 1736) et relation de Duplessis-Mornay, t. IV de ses *Mémoires*, p. 468. Il semble bien qu'au moment de la mort du cardinal de Bourbon (9 mai 1590) d'Aubigné était à Maillezais, et qu'il vint saluer sa dépouille mortelle à Fontenay-le-Comte (Cf. la plaquette de J. du Breul, p. 10 et 11).

2. Cf. *Mémoires de la Ligue*, t. IV, p. 282.

3. A Chelles d'abord, puis à Gonesse, enfin à Aubervilliers, pour être à portée à la fois de Paris et de Saint-Denis qu'il assiégeait en même temps.

4. *Histoire*, t. VIII, p. 204.

5. Voir des détails sur cette hardie chevauchée dans la relation de DUPLESSIS-MORNAY, t. IV, p. 464-465 et dans DE THOU, t. XI, p. 156-157. A son retour le Roi écrivit une lettre aux manants et habitants de sa ville de Paris (datée du 15 juin, du camp d'Aubervilliers). Cf. *Lettres-Missives*, t. III, p. 203.

6. Cf. L'ESTOILE, t. V, p. 77 et 276 (*Supplément*); DUPLESSIS, t. IV, p. 466; *Mémoires de la Ligue*, t. IV, p. 284.

7. Cf. L'ESTOILE, t. V, p. 38 et 281 (*Supplément*); DUPLESSIS, t. IV, p. 466-67; DE THOU, t. XI, p. 166-167; *Mémoires de la Ligue*, t. IV, p. 288-289.

nous l'admettons, il ne serait venu prendre son poste de combat à l'armée assiégée que vers la fin du mois de juillet.

C'est alors que se passa un événement qu'il décrit comme *un rare spectacle* auquel il a dû assister, bien qu'il ne le spécifie pas formellement, mais il n'est pas probable qu'il nous offrirait une vision aussi nette et aussi pittoresque, s'il en parlait seulement par ouï dire. Il s'agit de *l'assaut nocturne donné à tous les faubourgs de Paris* en même temps (27 juillet), à la lueur seulement des coups de feu qui éclataient, comme des fusées d'artifice, sur tout le pourtour de l'enceinte.

« Le roi voulut estre au bout de la galerie de Montmartre pour voir brusler l'amorce de toutes les parts de ceste grande ville ; ce qui fut un tableau non commun. Car ceste rondeur de la ville, quand Chastillon eut commencé vers Saint-Marceau, fut esprise de bluettes de feu ; toutesfois peu au regard de tant de gens qui se devoient retirer en combatans et les courtines qui devoient faire feu pour les favoriser. Nulle partie n'opiniastra plus que l'autre, et furent toutes les portes bloquées en une heure de temps, horsmis celle de Saint-Antoine... Paris fut donc bouclé de près ¹. »

D'Aubigné était sans doute aux côtés du Roi sur l'observatoire de Montmartre, pour jouir de cette féerie militaire ².

Désormais la contrebande des vivres qui se faisait de nuit par les faubourgs allait devenir beaucoup plus malaisée. Ce resserrement du blocus effraya la population, déjà déprimée par les privations et par la vaine attente du secours sans cesse annoncé et qui ne survenait jamais. « Les chaudières d'Espagne » où bouillait la soupe des pauvres payée par l'ambassadeur, et les « marmites de chair de cheval, asne et mulet » — voire de chien et de chat — qu'on distribuait au coin des rues ³, ne suffisaient plus à calmer les estomacs, ni les impatiences. Une agitation inquié-

1. Cf. *Histoire universelle*, t. VIII, p. 200.

2. Comme Sully, qui était assis à la même fenêtre que le Roi, et qui nous fait une description également précise, quoique avec moins d'art. (Édit. Michaud et Poujoulat, t. I des *Mémoires*, p. 81.) Quand on compare avec le récit pourtant circonstancié de de Thou, mais qui est manifestement de seconde main (cf. t. XI, p. 174-175), on sent la différence. L'Estoile, sans doute réveillé par le bruit au milieu de la nuit, n'a pas dû voir grand'chose, car il se borne à enregistrer le fait de la perte des faubourgs, et à en marquer l'importance (t. V, p. 32). Ainsi font aussi les *Mémoires de la Ligue* (t. IV, p. 291) et P. Cayet (édit. Michaud et Poujoulat, p. 240).

3. Cf. L'ESTOILE, t. V, p. 32, et *Mémoires de la Ligue*, t. IV, p. 307-308.

tante se manifestait, qui décida le Conseil de la Ligue à donner aux malheureux habitants une satisfaction illusoire par une *apparence de négociation* avec le Roi. L'évêque de Paris (Gondi) et l'archevêque de Lyon (Pierre d'Espinac) allèrent le trouver le 6 août, à l'Abbaye de Saint-Antoine-des-Champs hors des murs ¹. Il y était venu accompagné de douze cents gentilshommes, qui se pressaient autour de lui dans le cloître, et voici que parmi eux s'esquisse, si nous y regardons bien, la figure narquoise d'Agrippa d'Aubigné. Pendant que le Roi avait emmené les deux prélats pour s'entretenir en particulier avec eux, deux autres dignitaires ecclésiastiques, qui s'étaient joints à eux à leur sortie de Paris, étaient demeurés avec son escorte et cherchaient à l'édifier par des sermons de circonstances sur l'esprit de charité et de sacrifice. C'étaient les auxiliaires mêmes du Légat du Pape, Caëtano. L'un des auditeurs se permit une contradiction. L'incident, tel que le rapporte d'Aubigné, est amusant :

« Là se trouvèrent Bellarmin et Panigarole, préparez pour tenir des propos notables à ceux qui n'estoyent pas de la conférence non plus qu'eux. Ce grand docteur [Bellarmin] disant que l'affliction où estoit Paris estoit une marque de la vraie Église, *quelqu'un* lui dit : Je vous tire par une de vos robes pour vous faire souvenir qu'en vostre traité de l'Église militante, entre vos quinze marques de l'Église, vous y avez logé la prospérité ². »

Ce *quelqu'un* est un anonyme dont nous n'avons pas de peine à lever l'incognito. On sait que d'Aubigné use volontiers dans son *Histoire* de ces moyens discrets de se découvrir à moitié seulement. Au reste, cette boutade théologique lui ressemble trop pour qu'on s'y trompe. D'autant que ces deux docteurs italiens ³ étaient pour lui de vieilles connaissances, leurs ouvrages au moins, et l'on ne s'étonne pas de

1. Cf. L'ESTOILE, t. V, p. 42 et surtout le *Supplément de 1736* (qui place d'ailleurs l'entrevue la veille, le 5 août), p. 284-285. Il y a un compte rendu de ces conférences dans les *Mémoires de la Ligue*, t. IV, p. 317-323. De Thou s'en inspire (t. XI, p. 178-182), Palma-Cayet également, édition Michaud et Poujoulat p. 241-243.

2. *Histoire universelle*, t. VIII, p. 199.

3. Ils étaient venus en France avec le Légat du Pape, Caëtano, pour soutenir le moral ligueur. Bellarmin, le célèbre et savant théologien jésuite, avait publié en 1587 ses *Disputationes de Controversiis fidei*. Il deviendra cardinal en 1598, et archevêque de Capoue en 1601. — Panigarole appartenait à l'ordre des Cordeliers, il était depuis peu évêque d'Asti : fameux prédicateur, dont d'Aubigné a souvent raillé les hardiesses trop profanes (Voir dans Sancy, livre II, chapitre IV, *Examen de quelques livres de ce temps*, l'anecdote sur ses prétendus sermons amoureux, Réaume, t. II, p. 344, reprise dans Faeneste, t. II, p. 590).

le trouver si ferré à leur sujet. Nous nous rappelons qu'il en avait fait une étude spéciale quelques années auparavant, quand il eut des vellétés de quitter le Protestantisme, dans le dépit de la « vendition » de son gouvernement d'Oléron ¹.

Donc pas de doute, c'est bien lui qui intervient ici, et il était à l'armée assiégeante à ce moment. Nous allons en avoir d'ailleurs la confirmation.

La Conférence de Saint-Antoine n'aboutit pas, c'était fatal. Ce que le Roi voulait, c'était la reddition de la ville ². Les dirigeants de la Ligue ne cherchaient, eux, qu'à gagner du temps pour attendre l'arrivée du duc de Parme qui préparait une expédition de secours. Cependant la *misère* devint si grande à Paris et la *famine* si terrible — on mangeait jusqu'aux charognes, on donnait la chasse aux chiens, même aux petits enfants ³ — qu'Henri IV eut pitié, et « aimant mieux faillir aux règles de la guerre qu'à celles de la nature », il autorisa les plus faibles, surtout les femmes et les enfants, à quitter la ville assiégée (20 août) ⁴.

Beaucoup de ces réfugiés étaient si épuisés qu'ils ne purent aller plus loin, et qu'on dût les héberger dans les cantonnements de l'armée. C'est à cette occasion que d'Aubigné cesse enfin, dans son récit du siège, de garder l'incognito, non pas pour mettre en lumière une de ses bonnes actions, car bien d'autres sans doute firent comme lui, mais pour attester l'état de délabrement où étaient ces malheureux :

« Le premier accident, dit-il, qui incommoda l'armée du roi, fut la peste, esmeue en partie par les puits empoisonnez, comme aussi pour la grande multitude des vieillars, femmes et enfans, desquels les assiégez se deschargeoyent dans l'armée

1. Voir *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 59) et mon chapitre VII, § 2, t. I, p. 362.

2. Il proposa en dernier ressort une capitulation à terme de huit jours pour laisser la possibilité d'un secours *in extremis*. Cf. *Mémoires de la Ligue*, t. IV, p. 321.

3. Cf. d'AUBIGNÉ, *Histoire universelle*, t. VIII, p. 197, « quelques enfans dévorent ». Le fait est confirmé par L'ESTOILE, qui attribue cette barbarie aux lansquenets (t. V, p. 52). On se souvient que dans les *Tragiques* d'Aubigné en a rapporté et décrit une autre plus monstrueuse encore : les mères dévorant leurs enfants (Réaume, t. IV, p. 44-46). Le *Supplément au Journal de L'Estoile* (t. V, p. 281), cite seulement le cas d'une grand-mère qui aurait salé deux petits-enfants morts pour s'en nourrir avec sa servante.

4. Cf. L'ESTOILE, t. V, p. 50-52, qui estime que cette généreuse bonté du Roi — doublée d'ailleurs d'une vraie faiblesse, car il fit ravitailler particulièrement les princes et princesses de la Ligue — fut une des principales causes de l'échec du siège. Il dut se justifier auprès de la Reine Élisabeth, qui ne voyait que sottise dans tant d'humanité. (Cf. *Lettres-Missives*, t. III, p. 284-285, à M. de Beauvoir, ambassadeur à Londres.)

par le moyen de leur cognoissance et pour leurs commoditez. Le roi, sollicité et conseillé par quelques principaux capitaines de repousser ce pauvre peuple à mousquetades, ne put digérer ceste inhumanité. *Il me souvient* qu'ayant retiré en une partie de mon logis quatre femmes et dix-huit petits enfans beaux et plaisans, comme enfans de Paris, au retour d'une cavalcade, nous trouvâmes tout mort et quatre corps incognus qui servoyent de porte au logis. Tous les matins nous avions de tels huissiers à monceaux ¹. »

Paris était donc à bout de souffle. Quelques jours encore ² et il succombait, il allait être obligé d'ouvrir ses portes quand l'*intervention du Prince de Parme* le sauva. Il descendait de Flandre avec une belle armée à laquelle se joignirent les troupes de Mayenne. Il approchait rapidement. Déjà il était à Meaux. Le Roi jugea imprudent de l'attendre avec des forces dispersées tout autour de la ville ; il se décida à lever le siège et à aller lui présenter la bataille. De Thou prétend que ce fut l'avis de tous les capitaines, y compris les chefs protestants ³. D'Aubigné fait entendre une autre cloche ⁴. Il ne formule pas son opinion personnelle, mais il oppose La Noue à Biron : La Noue était persuadé qu'on pouvait maintenir le blocus jusqu'à la reddition de la place, tout en contenant l'ennemi et en harcelant sa marche. Turenne qui, sur ces entrefaites, arriva de Gascogne avec des renforts, lui donna raison. Mais Henri IV céda aux arguments et à l'autorité du maréchal de Biron. Et c'est ainsi que dans la nuit du 29 au 30 les postes furent retirés des faubourgs, et toute l'armée rassemblée le lendemain sur la rive droite, dans la plaine de Bondy. L'Estoile, qui savait et voyait à quelle extrémité était réduite la capitale, ne peut comprendre pareille aberration :

« En quoi nous pouvons remarquer que les providences des hommes, et mesmes celles des plus grands rois et princes, sont fort incertaines, et qu'elles despendent de ceste grande de là-haut, qui tient les conseils et les événemens en sa main ⁵. »

Henri IV, il faut bien le dire, n'obéit pas seulement aux conseils de la prudence qui, après tout, avaient leur valeur, mais à l'attrait d'une bataille contre un

1. *Histoire universelle*, t. VIII, p. 201.

2. Deux ou trois, d'après les *Mémoires de la Ligue* (t. IV, p. 300), 4 jours selon DE THOU, t. XI, p. 186.

3. *Ibid*, t. XI, p. 186.

4. *Histoire universelle*, t. VIII, p. 205-206.

5. *Journal de L'Estoile*, t. V, p. 50.

des plus renommés capitaines du temps. Mais celui-ci, rassasié de gloire et indifférent à la gloriole, n'avait d'autre objectif que de faire lever le siège et de ravitailler Paris. Il se montra plus habile manœuvrier que le Roi, et sut esquiver le combat. La Noue avait prédit ce résultat et lui avait annoncé « qu'il perdrait Paris, qu'il tenoit en ses mains, et si [pourtant] ne donneroit point de bataille¹ ». Le duc de Parme avait répondu à peu près la même chose à un trompette du Roi qui lui avait apporté le défi de son adversaire. Il avait déclaré qu'il « prendrait une ville sous la moustache du roi² ». Et il tint parole. Il réalisa, en effet, ce tour de force de demeurer inexpugnable dans son camp retranché sur un coteau de la rive droite de la Marne, et de garder assez de liberté de mouvements pour s'emparer de Lagny, de l'autre côté de la rivière. D'Aubigné a son mot à dire dans cette affaire. Car, s'il s'était déjà signalé dans les escarmouches des jours précédents, où l'on avait essayé vainement de provoquer l'ennemi au combat³, il eut l'honneur, *le matin du 7 septembre*, d'accompagner seul le Roi et Biron, qui, avertis tardivement de l'attaque de Lagny, passaient l'eau pour aller reconnaître la situation :

« Ils virent la fumée de la batterie, et pour chose notable contoyent les amorces sans ouyr un seul coup, quoiqu'il ne fit aucune haleine de vent et qu'il n'y eust qu'une lieue de prairie, où quelquesfois les arquebusades s'entendent de trois⁴. »

Dans une lettre de ce jour au duc de Montpensier Henri IV explique que le vent portait dans la direction opposée⁵. C'est ce qui fait qu'on n'avait rien entendu du bombardement de Lagny, bien qu'il fût commencé depuis la veille. Le duc de Parme avait fait traverser des troupes sur un pont de bateaux. La brèche ouverte, elles donnèrent l'assaut. Le faible secours envoyé par le Roi, en voulant relever, au

1. *Journal de L'Estoile*, t. V, p. 51.

2. D'Aubigné, *Histoire universelle*, t. VIII, p. 208.

3. Le 31 août, le logis de Chelles avait été disputé entre les deux avant-gardes. Le soir « le Roy commanda à Aubigné de lever les vedettes qui avoyent servi le jour : les Carabins espagnols le prenant pour homme de commandement l'engagèrent en une escarmouche, où il falut se mesler en la desmeslant ». (*Mémoires*, Réaume, t. I, p. 67.) Le lendemain, on se battit en avant du marais qui couvrait le camp espagnol. Quelques gentilshommes de la Cornette blanche, trouvant l'escarmouche trop froide, se dérobèrent de leur corps pour aller la réchauffer. D'Aubigné en était. (Cf. *Histoire universelle*, t. VIII, p. 208 et *Mémoires*, Réaume, t. I, p. 67.)

4. *Histoire universelle*, t. VIII, p. 209.

5. Cf. *Lettres-Missives*, t. III, p. 245 et sq. Elle y est datée par hypothèse et par erreur du 5 septembre. La date exacte se trouve dans Duplessis-Mornay où elle est reproduite (*Mémoires*, t. IV, p. 481).

cours même du combat, les défenseurs fatigués, ne fit guère qu'amener du désordre dont l'ennemi profita; et la ville fut prise. Ainsi se vérifia le pronostic de d'Aubigné qui avait soutenu contre le Roi et contre Biron « que ce qu'on jettoit dans Lagni estoit ce qu'il falloit pour perdre et non pour secourir ». Lui était d'avis de faire passer la Marne à toute l'armée. Le Roi ne voulut pas la déplacer pour ne pas ouvrir au duc de Parme la route de Paris ¹.

Depuis huit jours que le siège était levé, les paysans de la Beauce et du pays chartrain avaient apporté des vivres ². Bientôt, les convois de ravitaillement pourront descendre librement le cours de la Marne et celui de la Seine, que Parme allait débloquent aussi en amont de Paris, en s'emparant de Corbeil et du pont de Charenton. Ainsi s'évanouissaient à la fois deux grandes espérances, la reprise de la capitale et la victoire escomptée sur l'Espagnol. La noblesse, qu'avaient attirée de toutes les parties de la France ces deux brillantes perspectives, ne résista pas à cette double déception. Elle demanda son congé sous prétexte que les bourses étaient épuisées. Après une suprême et inutile tentative pour surprendre le rempart, au faubourg Saint-Antoine, dans la nuit du 9 au 10 septembre, le Roi se décida à la laisser repartir. *La dislocation fut décidée au Conseil de guerre de Gonesse* (11 septembre), où avait apparu dans une triste évidence la mauvaise disposition morale de l'armée ³. Henri IV dissimula ses impressions pénibles; mais, un mois après, dans une lettre à Montmorency, gouverneur du Languedoc, il épanchait son amertume et se plaignait que « ceste noblesse, qui estoit si courageusement accouree [n'y] eust voulu un peu s'arrester et tenir ferme davantage; mais le même excès qui fut en l'ardeur de venir, il fust aussy tost en l'impatience de s'en retourner. C'est une humeur que je ne suis pas de ceste heure à recognoistre, m'estant aperceu assez de fois que de telles résolutions prises ils n'en reviennent jamais, et ne sert de rien de les y contredire; de sorte qu'il est encore meilleur de s'y accommoder, car le leur permettant volontairement, je m'asseure qu'à la première occasion qu'il se présentera ils s'y retrouveront tous ⁴. »

1. *Histoire universelle*, t. VIII, p. 209-210.

2. Cf. DE THOU, t. XI, p. 188-189; PALMA-CAYET, édit. Michaud et Poujoulat, p. 247.

3. Cf. *Histoire universelle*, t. VIII, p. 211.

4. Cf. *Lettres-Missives*, t. III, p. 265-266.

En attendant, l'effet de cette débandade avant même que Parme n'eût été reconduit à la frontière (il ne le sera qu'à la fin de novembre), fut déplorable ¹. Il est vrai que les provinces avaient aussi besoin d'être défendues. La Ligue faisait partout appel à l'étranger : les Espagnols avaient envahi le Languedoc ; ils allaient débarquer en Bretagne ; le duc de Savoie, leur allié, cherchait à conquérir la Provence. La fortune du Roi subissait une éclipse. Son entrée à Paris aurait eu un retentissement considérable, elle aurait sans doute découragé bien des résistances et abrégé la lutte. Maintenant tout était remis en question.

Il est probable que d'Aubigné profita du licenciement de Gonesse pour aller veiller sur sa place de Maillezais, car, de ce côté aussi, Royalistes et Ligueurs étaient aux prises. Nous le retrouverons près du Roi, à Saint-Denis, à la fin de décembre. Mais il prit part dans l'intervalle, comme nous allons le voir, à des opérations en Bas-Poitou.

§ 2. — La petite guerre en Bas-Poitou (1590). — Les Edits de Mantes (4 juillet 1591).
D'Aubigné au siège de Rouen (novembre 1591 à mai 1592).

C'est La Boulaye qui commandait en Bas-Poitou, avec le titre de lieutenant-général. Il déployait beaucoup d'activité contre la Ligue locale, qui n'était pas très redoutable, mais qui bénéficiait du voisinage et de l'appui des Ligueurs bretons. Dans un chapitre de son *Histoire* ², qui est un vrai pot-pourri, où il a mêlé et brouillé des événements poitevins de plusieurs années (1590, 1591, 1592), d'Aubigné nous raconte *deux expéditions en Bas-Poitou*, où il accompagna La Boulaye. La seconde est contemporaine du débarquement des Espagnols à Blavet, en Bretagne, où les avait appelés Mercœur (début d'octobre 1590) ³. Or, d'Aubigné place ce « second voyage », comme il dit, « à quelque temps » seulement du premier. On peut donc admettre que la première expédition eut lieu avant sa venue au siège de Paris, et l'autre à son retour.

Dans la première, il se signala surtout à *la prise de la Boucherie*, petite

1. Cf. DE THOU, t. XI, p. 192.

2. Livre XIII, chapitre XI, dans l'édition Ruble, au tome VIII, p. 227 et sq.

3. Cf. DE THOU, t. XI, p. 212.

place située à l'ouest de la Roche-sur-Yon, et qui fut enlevée sans canon, l'état des chemins n'ayant pas permis d'amener l'artillerie, et le temps pressant à cause de l'approche de Mercœur. Alors il fallut bien payer d'audace. « Le mareschal de camp de ces troupes s'estant fait enlever par des soldats au haut de la muraille, et de là s'estant jetté au bas, accompagné d'un gentilhomme seulement au commencement, donna heureusement aux basses-cours, mesla ceux qui se retiroient au chasteau et entra dedans avec eux ¹. »

Les *Mémoires* précisent que ce maréchal de camp intrépide n'était autre que lui-même ².

De là on alla au-devant de Mercœur vers le pays de Retz ³.

« *Le second voyage* », en septembre 1590, porta également La Boulaye vers le nord de la province, où tendait toujours à s'infiltrer la Ligue bretonne, mais il opéra un peu plus à l'est et s'empara de la Rocheservière, près de Montaigu ⁴, et de la Séguinière, près de Cholet ⁵. A d'Aubigné revient tout le mérite de cette dernière prise, non plus par un acte de témérité comme à la Boucherie, mais grâce à son flair, qui lui fit découvrir et utiliser les intelligences d'un de ses capitaines avec les défenseurs de la place. Il en usa, il faut le dire, d'une façon cruelle, qu'autorisaient peut-être les lois de la guerre, mais qui nous choque. Pendant que le capitaine Caesar, un beau nom, était de garde aux tranchées, il avait comploté avec l'ennemi de le laisser évader, avant l'arrivée des canons, contre une bonne somme d'argent. D'Aubigné en faisant une ronde surprit quelques mots, et obligea le traître à achever le marché sous son contrôle, en prenant un mousquet et en se dissimulant sous le manteau d'une simple sentinelle. Et quand la garnison sortit, elle fut massacrée ⁶.

J'ai dit qu'à la fin de décembre de cette année nous retrouvions d'Aubigné auprès du Roi à Saint-Denis ⁷. Il nous fait assister, en effet, à une séance du

1. *Histoire*, t. VIII, p. 228.

2. *Mémoires*, édit. Réaume, t. I, p. 67.

3. Territoire de Mâchecoul (Loire-Inférieure), au sud de Nantes.

4. Nord du département de la Vendée.

5. Maine-et-Loire.

6. Cf. *Histoire*, t. VIII, p. 229-230.

7. Cf. dans le Recueil des *Lettres-Missives*, deux lettres d'Henri IV au duc de Nevers, datées du camp de Saint-Denis, 28 et 29 décembre 1590, t. III, p. 312-313.

Conseil qu'il raconte avec une savoureuse ironie. Lesdiguières venait de reprendre Grenoble aux Ligueurs du Dauphiné (22 décembre). Il avait dépêché un de ses officiers, Saint-Julien, « tant pour porter la nouvelle de la prise d'un Parlement que pour en demander le gouvernement ». Requête embarrassante. Lesdiguières était un grand général, et il fallait craindre de le mécontenter, mais d'autre part la Déclaration du 4 août contraignait le Roi à ne nommer que des catholiques au gouvernement des places conquises. C'est pourquoi « d'O se leva en fureur, de quoi un réformé osoit demander un gouvernement de telle estofo. Ses partisans ne faillirent pas à le seconder et à jeter au loin telles prétentions. Le mareschal [de Biron] qui eust esté d'autre opinion, fit un grand discours à Saint-Julien, premièrement des grandes obligations que le roi et le royaume avoyent à son maistre, et du désir de reconnoistre ses mérites ; mais il exposa la conséquence de mettre un Parlement entre les mains d'un réformé. Tout cela avec un discours fidèle, et comme s'il eust esté de l'opinion du plus de voix. Le petit secrétaire fit une révérence et s'en va. *Et comme nous considérions le roi pensif et triste là-dessus*, Saint-Julien vint frapper à la porte, et estant admis dict : Messieurs, vostre résolution inespérée m'a fait oublier un mot : c'est qu'il vous plaise, puisque vos prudences ont refusé Granoble à mon maistre, aviser aussi aux moyens de le lui oster. — Cela dict, et s'estant retiré de bonne grâce, le mareschal, d'un visage plus gay, reprit le propos disant : Le petit homme vous dit vrai, et faut y aviser. Il jetta de ce coup une œillade au roi, qui lui rendit un ris de contentement, et avant partir de là l'avis fut de dépescher les lettres du gouvernement qu'emporta Saint-Julien ¹. »

En effet, en dépit de l'intransigeance de certains Catholiques royaux, il n'était pas possible de prolonger indéfiniment cette sorte d'ostracisme des Protestants fidèles, et de les écarter des charges et des honneurs mérités ; car on avait besoin d'eux. Les ménagements d'Henri IV pour le Catholicisme n'avaient pas désarmé l'hostilité des Ligueurs, ni des puissances catholiques, Espagne, Rome, Savoie. On le combattait avec toutes les armes et par tous les moyens. Le nouveau Pape, Grégoire XIV, beaucoup plus ardent que Sixte-Quint qui avait fini par se dégoûter de la Ligue anarchique, lança des bulles d'excommunication contre le roi hérétique

1. Cf. *Histoire*, t. VIII, p. 313-315.

et ses partisans (mars 1591). Elles allaient être affichées à Notre-Dame le 3 juin et soulever les protestations gallicanes des Parlements loyalistes ¹ et du Clergé rallié ². Le Pontife ne se contenta pas de fulminer ces foudres ecclésiastiques, il leva un corps de neuf mille hommes, qu'il envoya en France sous le commandement de son neveu Montemarciano. Déjà, on le sait, les soldats de Philippe II et de ses alliés envahissaient de toutes parts le royaume, en Provence, en Languedoc, en Bretagne. Et, au nord, le duc de Parme était toujours prêt à déboucher des Pays-Bas pour venir donner un coup de main aux Ligueurs en cas de besoin. Il avait profité des alarmes des Parisiens, après le siège et l'alerte de la *Journée des Farines* (20 janvier 1591) ³, pour mettre garnison à Paris, puis bientôt à Meaux et à la Fère : ainsi la route de la capitale, jalonnée de postes espagnols, lui était toujours ouverte. Contre cette coalition catholique soutenant la rébellion intérieure, il fallait bien qu'Henri IV cherchât un point d'appui dans le groupe opposé des puissances protestantes. Il avait envoyé Turenne en Angleterre solliciter des secours et recruter des hommes. La contre-partie du service qu'il demandait aux coreligionnaires des Réformés français était évidemment de pratiquer envers ceux-ci une politique de bienveillance, à laquelle le portaient d'ailleurs ses sentiments personnels. Aussi saisit-il l'occasion que lui fournissaient la maladresse de la Papauté, par ses bulles intempestives, et la réaction nationale qu'elles déterminèrent dans les cœurs vraiment français, pour rendre son *double Édit de Mantes* (4 juillet 1591) — sorte de dyptique symbolique de son esprit de tolérance et de la balance qu'il voulait tenir égale dans la mesure du possible entre les deux partis : le premier Édit renouvelait les assurances données à la Religion catholique lors de son avènement, et sa promesse de se laisser instruire par un Concile libre, l'autre mettait fin au régime provisoire de la trêve de Plessis-lès-Tours et rétablissait en faveur des Protestants les Édits de pacification d'Henri III (Édit de Poitiers de 1577 avec ses compléments de Nérac, 1579, et de Fleix, 1580). Ils méritaient bien ce beau titre, puisqu'ils avaient assuré la paix du royaume d'une façon presque con-

1. Condamnation des Bulles par la Chambre du Parlement siégeant à Châlons le 10 juin 1591, par celle de Tours le 5 août.

2. Déclaration de l'Église royaliste à Chartres, le 21 septembre.

3. Où des soldats d'Henri IV, déguisés en paysans et chargés de sacs de farine, avaient essayé de s'introduire par la Porte Saint-Honoré.

tinue, pendant 8 ans (de 1577 à 1585). Désormais, en attendant mieux, c'est-à-dire l'Édit de Nantes, dont celui de Mantes était comme l'annonciateur, les Protestants français allaient retrouver tous les droits et la situation honorable dont ils s'étaient contentés sous un Roi qui ne leur offrait pas, tant s'en faut, autant de garanties. Je veux croire qu'ils apprécieraient cette amélioration — quoique d'Aubigné se borne à enregistrer le fait sans aucun commentaire ¹.

Le siège de Rouen fut la manifestation la plus claire de cet appui prêté au Roi par les puissances étrangères. L'importance d'une telle conquête n'échappait à personne. Déjà la prise de Chartres au printemps (19 avril), un des greniers de la Capitale, avait en partie effacé l'impression produite par l'échec du siège de Paris. Toutes les places voisines sur les rivières, que le duc de Parme avait délivrées, étaient vite retombées aux mains des Royaux, et ils en avaient enlevé d'autres, comme Noyon. En Normandie, le duc de Montpensier et les deux Biron, père et fils, réduisaient méthodiquement les dernières résistances. De cette belle et riche province il ne restait plus guère aux mains des Ligueurs que le Havre et Rouen, deux gros morceaux il est vrai, et qui leur assuraient le cours de la Basse-Seine : grande gêne pour le commerce britannique. Aussi Élisabeth qui, en bonne Anglaise, s'intéressait fort à nos ports, envoya au Roi six mille soldats, dont beaucoup de pionniers, pour prendre Rouen. Les Hollandais, pour les mêmes raisons à la fois religieuses et mercantiles, l'aidèrent par une armée navale de quarante-cinq vaisseaux, garnis de trois mille hommes. Turenne, de son côté, lui amena quatorze cents Allemands que le Roi passa en revue le 19 septembre 1591, dans la plaine de Wandy près Vouziers. Il avait encore six mille Suisses et quatre mille fantassins français ; plus la cavalerie des gentilshommes, revenus avec empressement à son appel comme il l'avait escompté, car la noblesse était toujours tout feu tout flamme au début des entreprises, mais il ne fallait pas mettre sa patience trop longtemps à l'épreuve. *D'Aubigné vint au siège de Rouen et y resta vraisemblablement jusqu'à la fin*. Il faisait partie de la Cornette blanche, la compagnie d'élite de la cavalerie royale ².

1. *Histoire*, f. VIII, p. 248.

2. Tous les chiffres donnés sur la composition de l'armée lui sont empruntés. Cf. *Histoire*, t. VIII, p. 250-251. — Ils sont un peu différents dans Sully (*Œconomies royales*, t. I, dans la collection Michaud et Poujoulat, p. 88, col. 2).

Le maréchal de Biron avait commencé l'investissement le 11 novembre 1591, le Roi le rejoignit au camp le 24. Sous ses yeux une émulation s'établit vite entre tous ces corps de provenance diverse, et l'on rivalisa d'entrain dans les travaux d'approche de la citadelle de Sainte-Catherine, qui, élevée sur une colline de la rive droite de la Seine, en amont de Rouen, dominait la vallée et la ville, et aurait permis de la réduire à merci par le feu de l'artillerie... si l'on avait pu s'en emparer. Mais elle se défendit bien sous la direction d'un énergique capitaine, Bois-Rosé. Certains prétendaient que le maréchal de Biron jouait sciemment la difficulté, en essayant de prendre d'abord cette forteresse, au lieu de s'attaquer directement à la ville ; cela, afin de retarder la victoire définitive des armes d'Henri IV, et de prolonger son commandement personnel.

D'Aubigné nous a conté par le menu l'âpre lutte qui s'engagea pour la possession de la contrescarpe ¹ et du fossé du fort de Sainte-Catherine. Le Roi y donna de sa personne, car, pour prêcher d'exemple, il venait lui-même prendre son tour de garde aux tranchées, une nuit sur quatre, avec ses gentilshommes ². C'est ainsi que, dans un brusque assaut nocturne, il emporta la crête de la contrescarpe. Mais le lendemain les Anglais la reperdirent. A la garde suivante le Roi la reprit : les Anglais avaient voulu être de la partie, et tenir « compagnie à la noblesse pour regagner ce qu'ils avaient perdu ». Quatre jours après on nettoya le fossé : « Le mareschal de Biron prit la charge du milieu, celle du coin de gauche fut donnée à un autre [d'Aubigné] qui dans deux heures alla joindre le baron [de Biron, le fils] par le fonds du fossé ³. »

Pour dégager Sainte-Catherine et inquiéter les Royaux, Villars-Brancas, le gouverneur de Rouen, faisait des sorties. Dans ces occasions aussi, le Roi s'exposait avec une imprudente témérité, comme un simple capitaine. Un jour qu'il était

1. Pente du mur extérieur du fossé.

2. Il avait son logis à Darnétal, dans la vallée entre la colline de Sainte-Catherine et Rouen. Sully était, comme d'Aubigné, au nombre des gentilshommes qui l'accompagnaient aux tranchées, et lui aussi prit part à tous ces combats (Cf. *Œconomies royales*, édit. Michaud et Poujoulat, t. I, p. 89-90).

3. *Histoire*, t. VIII, p. 253-254. Ces combats eurent lieu dans la seconde quinzaine de décembre, car le 17 Henri IV écrivait au duc de Nevers : « Le siège s'avance fort, nous serons demain logez sur la contrescarpe du fort de Sainte-Catherine » (*Lettres-Missives*, t. III, p. 525). La lettre est sans doute écrite la veille de la première attaque. Les *Œconomies royales* précisent qu'il faisait grand froid, et qu'on devait être en décembre (édit. Michaud et Poujoulat, t. I, p. 89, col. 2).

sur le coteau de la citadelle avec d'Aubigné et le général anglais Roger Willems, il entend la mousquetade et le cri d'alarme dans la plaine de Darnétal. Il galope jusqu'au bord du coteau pour se rendre compte de ce qui se passait, et voit qu'il n'y a qu'une poignée d'hommes, surtout des Anglais, en face des trois cents salades (cavaliers) de Villars et de ses dix-huit cents arquebusiers. Alors, entraînant ses compagnons, il dévale la pente abrupte à cheval, au risque de se rompre le cou; et, arrivé au bas, il pousse sa monture « à grande force sur un bardeau ou bastardeau fait à travers la rivière ¹ pour retenir l'eau. Cet excellent cheval, que du ventre, que des pieds, passe le roi delà. *Nous, ne l'osans suivre*, avoue d'Aubigné, destournasmes de cent pas, où nous vismes traverser un valet. Ici, je me nomme, pour donner gloire à mon maistre aux despens d'un des plus vaillans hommes du monde, et aux miens ² ». Cette apparition inopinée du Roi et son intrépidité exaltèrent le courage de ses soldats et intimidèrent les assaillants qui battirent en retraite.

Mais bientôt il dut quitter Rouen pour aller *au-devant du duc de Parme*, qui voulait renouveler le coup de Paris. Cette fois, averti par ce précédent, Henri IV ne retomba pas dans la même faute de lever prématurément le siège ³. Il laissa Biron avec l'infanterie pour le continuer et n'emmena que la cavalerie (six mille hommes). Le Duc avait fait ses conditions avant de prêter de nouveau son concours aux chefs de la Ligue. Dans des conférences tenues à la Fère et à Lihons-Sainto en janvier 1592, ses représentants avaient formulé nettement la prétention de Philippe II de faire reconnaître sa fille Isabelle-Claire-Eugénie, petite-fille d'Henri II, comme Reine de France, au mépris de la loi salique. Mayenne, qui ne pouvait se maintenir qu'avec les subsides espagnols, dut s'engager à faire agréer cette solution aux Princes français et aux États-Généraux, — qu'au fond il n'était pas pressé de convoquer, préférant exercer son pouvoir sans contrôle. Aussi espérait-il que les circonstances lui permettraient d'éluder sa promesse. Chaque partie comptait jouer l'autre. Mais le jeu était dangereux et coupable de la part de Français.

C'est à *Folleville*, près Montdidier, le 29 janvier 1592, qu'eut lieu la première

1. L'Aubette, qui coule dans la vallée de Darnétal.

2. *Histoire*, t. VIII, p. 254-255.

3. Voir dans les *Œconomies royales* (édit. Michaud et Poujoulat, t. I, p. 90-91) les considérations qu'il développe à ce sujet dans un entretien confidentiel avec Sully.

rencontre des Royaux avec l'avant-garde espagnole. Le Roi avait détaché quelques groupes d'éclaireurs ; l'un avait été prélevé sur sa Cornette blanche et confié à Laverdin. C'est ainsi que d'Aubigné eut l'honneur du premier combat. Laverdin, qui avait pris la tête en chargeant, tomba avec son cheval. Ses compagnons (ils étaient vingt) arrivèrent juste à temps pour le sauver de cinquante à soixante ennemis, qui de leurs épées lui cherchaient le défaut de la cuirasse. « L'ambassadeur d'Angleterre Edmont se déroba du roi pour taster ceste meslée et en fut repris par lui ¹. »

Ce n'était là en somme qu'une assez vive escarmouche, une prise de contact un peu rude avec l'adversaire. *L'affaire d'Aumale*, quelques jours après (5 février), fut autrement sérieuse. On sait que le Roi, entraîné par sa témérité hasardeuse, qui faisait trembler tous les siens et irritait son alliée la Reine Elisabeth ², alla se jeter ce jour-là, loin du gros de ses forces, avec une poignée d'hommes, en pleine armée ennemie. Peu s'en fallut qu'il ne fût pris ou tué ; et s'il s'en tira avec une légère blessure, il le dut sans doute aux prodiges de valeur que lui-même et sa troupe firent en ce péril, mais aussi à sa chance, et elle pouvait être une protectrice capricieuse : il eût été imprudent de toujours compter sur elle. On se doute bien que d'Aubigné ne le céda à personne en vaillance dans cette journée difficile.

C'est sur le plateau qui domine Aumale, de l'autre côté de la rivière (la Bresle), qu'Henri IV était allé chercher aventure de bon matin, avec un escadron trié dans toutes les compagnies. Il n'y avait pas d'autre programme arrêté que de « faire quelque chose de gaillard à la teste de l'armée. » Il fut fort bien réalisé. Ce qu'ils firent fut, en effet, tout à fait gaillard, un peu plus même sans doute qu'ils ne l'auraient désiré.

1. Cf. *Histoire*, t. VIII, p. 256-257, et *Mémoires*, édit. Réaume, t. I, p. 67. En fait, Thomas Edmonds n'était que l'agent de l'ambassadeur anglais, qui était le chevalier Henry Unton. D'après Sully (édit. Michaud et Poujoulat, t. I, p. 92, col. 2) les choses ne se passèrent pas tout à fait de cette façon, car le Roi lui-même serait venu au secours des siens.

2. Voir les remontrances qu'elle lui avait fait transmettre à ce sujet par Duplessis-Mornay, qui était en mission en Angleterre au mois de janvier 1592 (*Mémoires de Mornay*, t. V, p. 172-173), et aussi la lettre émue de Duplessis au Roi en débarquant à Dieppe le 6 février (t. V, p. 190-191). Sully lui faisait souvent des observations sur son imprudence. Cf. *Œconomies royales*, édit. Michaud et Poujoulat, t. I, p. 90 et 95, col. 1).

Ils avaient couru quatre lieues quand ils tombèrent sur l'armée ennemie, marchant dans un ordre de bataille « excellent » et à vrai dire invulnérable. Elle faisait masse compacte « en forme trapéside ¹ » expose d'Aubigné, composée de seize mille hommes de pied et de près de cinq mille chevaux ; elle avoit à sa teste et à chacun des angles de derrière une ouverture pour sortir au combat, celle du devant fermée par l'escadron, sur la confiance duquel le duc entreprenoit toutes choses ; les deux de derrière estoient remplies des premières troupes de cavalerie qui devoient aller à la charge ; les deux lates [côtés, de *latus*] clos d'une file de chariots et près d'eux les régimens de pied par ordre. Hors de cela, la cavalerie légère et les carabins faisoient des ailes les mieux composées qu'on ait jamais vu. Le duc, dans le milieu de tout cela, dans un petit chariot desouvert, des pantoufles dans les pieds, ne changea point de posture pour ce que vous entendrez ² ».

Il n'y avait pas à penser « mordre » avec quelques centaines de cavaliers sur cette forteresse ambulante. La retraite s'imposait, mais il fallut la faire sur un terrain difficile, par échelons, chacun payant à tour de rôle pour couvrir le reste. Et le Roi paya plus que quiconque.

Les endroits les plus critiques furent le rebord du plateau, où l'on essaya de s'accrocher un peu, puis la pente du coteau dévalant sur le marais qui précède la rivière, surtout le passage de la chaussée jetée sur le marais, et par laquelle on accède au petit pont d'Aumale. Ce passage fut très disputé. C'est là que le Roi « reçut une harquebusade dans sa ceinture » heureusement à bout de portée et qui ne fit qu'effleurer les reins. Givri le dégagea par une charge furieuse, mais le flot ennemi revenait plus pressé, en dépit des efforts héroïques des compagnons du Roi. D'Aubigné, précipité au bas de la chaussée, était perdu sans le secours de son grand ami Arambure, celui-là même à qui, par une fatale méprise, il avait fait perdre un œil dans l'attaque nocturne de Niort ³. Mais le pauvre n'en avait pas gardé rancune, et il le lui montra bien à cette heure. Admirable fraternité d'armes, qui est la grâce et

1. Palma-Cayet nous fait bien comprendre le sens de cette expression. Il y avait trois gros d'infanterie, les deux premiers marchaient de front avec un large intervalle entre eux, le troisième en arrière dans l'axe de cet intervalle, suffisant pour qu'il y vienne prendre place au besoin (Cf. *Chronologie nouvelle* dans la collection Michaud et Poujoulat, 1^{re} série, t. XII, p. 361, col. 1).

2. *Histoire universelle*, t. VIII, p. 258-259.

3. Nuit du 27 au 28 décembre 1588. Cf. *Histoire*, t. VIII, p. 6, et *Mémoires*, édit. Réaume, t. I, p. 65).

comme la fleur de la bravoure française. Ne la respire-t-on pas dans cette page ?

« Laverdin blessé à l'entrée de la chaussée, les plus opiniâtres, qui ne la vou-lurent pas enfilez sans donner encores un coup d'espée, furent contraints à coups de lance d'en prendre le chemin. Arambure, voyant *quelqu'un*¹ de ses amis poussé de deux lanciers au bas de la chaussée et ne la pouvant regagner à l'endroit où il estoit, rallie Moraise, le lieutenant du grand escuyer et celui de Laverdin. Avec ces quatre, il fait quitter l'embouchure de la chaussée, quoique desjà on y eust fait jetter à pied plusieurs carrabins, qui apuyèrent deux coups dans son estomac. Et puis, ayant donné loisir à son ami de regagner le passage, il fit à bon escient Horace le borgne². Il se retire le dernier, ayant à tous coups l'espée dans les dents des plus pressants ; il trouve une barrière abandonnée par les harquebussiers, il les rappelle en vain ; il se jette à terre et la ferme, et l'escuyer de Laverdin qui lui sauvait quelques coups lui est tué sur les espauls. A cent pas de là, il fait de mesme au petit pont le plus près de la ville³... »

Enfin les camarades restés à Aumale viennent à la rescousse et aident les pourchassés à rentrer. « Le roi ne perdit à tout cela que soixante hommes, pas un grand, mais tous vaillants⁴. »

Ce sont là, en effet, des exploits dignes des paladins de nos chansons de gestes : la tradition ne s'en est pas perdue.

D'Aubigné était-il de *la partie de Bures*⁵, où Henri IV, une fois qu'il fut guéri de sa blessure et put monter à cheval, prit sa revanche de la « retraite » d'Aumale, en venant fondre à l'improviste sur le « logis » du duc de Guise, occupé par onze cornettes de cavalerie et cinq régiments de gens de pied ? Ce fut une brillante opération, sur laquelle le Roi s'étend complaisamment et fièrement dans une de ses lettres⁶, et dont Duplessis-Mornay nous a laissé aussi une relation⁷. D'Au-

1. Les *Mémoires* de d'Aubigné précisent qu'il s'agit bien de lui. « Encore ce qui est dit d'un qu'Aram-bure sauva. » Réaume, t. I, p. 67.

2. Horatius Coclius.

3. *Histoire*, t. VIII, p. 260-261.

4. *Ibid.* Voir aussi le récit de Sully, édit. Michaud et Poujoulat, t. I, p. 94-96.

5. Village sur la Béthune, entre Neufchâtel et Dieppe (Seine-Inférieure).

6. A. M. Ancel, son résident à Vienne. *Lettres-Missives*, t. III, p. 569-571.

7. Cf. *Mémoires de Mornay*, t. V, p. 199-201.

bigné est sec à côté¹ et ne rapporte guère qu'un épisode préliminaire, la rencontre des premiers coureurs du Roi avec ceux du comte de Chaligny, dont peu échappèrent et allèrent porter l'alarme au quartier de Guise. Chaligny, prince de la Maison de Lorraine, frère de Mercœur, fut fait prisonnier par le bouffon Chicot et ne se consola pas de cette mortification. Si curieux que soit cet incident, il n'est qu'un lever de rideau. Or, d'Aubigné s'en tient là, ce qui fait supposer qu'il n'assistait pas à l'affaire. Elle se termina par l'enlèvement du logis de Guise, défendu mollement et qui fut pillé : « Il y fut tué, dit le Roi à M. Ancel près de trois à quatre cents hommes tant de cheval que de pied, quatre cents chevaux buttèrent leur bagage, vaisselle d'argent et habillemens, jusques à la valeur de plus de cinquante mille escus, et la cornette du duc de Guise, qui estoit allé ce matin là au quartier du duc de Parme². »

Mais à Rouen, en l'absence du Roi, les choses se gâtaient. La discipline et la surveillance s'étaient relâchées. Il y avait des communications entre la ville et le camp. Les espions de Villars circulaient librement³. C'est ainsi qu'il fut renseigné sur les habitudes et les négligences du service de garde aux tranchées de Sainte-Catherine, et que *le matin du 24 février*, profitant du brouillard, il put surprendre les Royaux par une sortie combinée de sa garnison et de celle de la citadelle. Les lansquenets allemands surtout firent peu de résistance et abandonnèrent le parc d'artillerie. Dans les tranchées tout fut bouleversé, les travaux détruits, les mines étouffées. Toute l'œuvre de plusieurs mois était annihilée, sans compter les pertes en hommes fort importantes.

La nouvelle de ce désastre atteignit Henri IV, toujours en campagne, au camp de Clères⁴ le 27 février, et s'il essaye, dans sa lettre à Montmorency⁵ datée de ce jour, d'en atténuer la gravité, d'Aubigné témoigne que la consternation fut profonde à l'armée⁶. Ce qui paraît l'avoir le plus ému, lui, dans les rapports qui parvenaient, c'est *l'héroïsme de deux jeunes huguenots*, qui, ne voulant pas fuir

1. Cf. *Histoire*, t. VIII, p. 257-258.

2. *Lettres-Missives*, t. III, p. 570.

3. Cf. DE THOU, t. XI, p. 470 et sq.

4. Clères, entre Rouen et Neufchâtel (Seine-Inférieure).

5. Cf. *Lettres-Missives*, t. III, p. 574.

6. Sully aussi, et il ajoute que les Catholiques en prenaient prétexte pour déclarer que, tant que le Roi serait Huguenot, on ne verrait que des malheurs (*Œconomies royales*, édit. Michaud et Poujoulat, t. II, p. 96).

comme les autres, « se dévouèrent » pour sauver l'honneur. L'épisode a dans son récit la beauté d'une légende antique :

« Tout ce qui estoit dans les tranchées avoit pris l'effroi et la fuite, horsmis *les deux frères Piles*, qui, n'ayans point encor de barbe, prindrent la résolution de la mort plus tost que de quitter leur devoir. Eux, ayans rallié quinze ou seize hommes, la plus part de commandement, se firent assommer en un monceau ; plusieurs fois sommez de se rendre à promesse de la vie, ce qu'ils refusèrent de si bonne grace que, parmi la multitude qui les accabloit, force honnestes gens ont tesmoigné y avoir mis la main à regret¹. »

Malgré la grandeur de leur sacrifice, la passion religieuse persécuta leurs cadavres, et des catholiques s'opposèrent à leur inhumation au cimetière du quartier royal à Darnétal. Ce qui contrista fort le Roi quand il l'apprit².

Il semble que le duc de Parme aurait dû profiter de ce renversement momentané de la situation à Rouen pour essayer de passer malgré Henri IV, et d'aller donner la main aux assiégés. Au contraire il recula sur la Somme, comme si le danger de la ville était écarté. Étrange détermination. De Thou prétend qu'elle fut inspirée par Mayenne, qui ne tenait pas à l'attirer jusqu'à Rouen, à moins de nécessité absolue, de peur qu'il ne s'en rendit maître³. Il est possible que ce soit la vraie raison de ce mouvement de retraite en apparence inopportun. L'explication vaut toujours mieux que celle de d'Aubigné, qui repose sur *une singulière bévue chronologique* :

« C'estoit au point, dit-il, de la penderie de Paris, dont nous avons parlé et pour laquelle le duc de Mayenne avoit esté contraint d'y faire une course. Le duc de Parme, ne voulant rien faire sans lui et ayant quelques compagnies à recevoir, fit semblant de passer la Somme pour s'en retourner. Le roi se met sur ses pas⁴... »

La « penderie de Paris » c'était déjà de l'histoire ancienne à cette heure. Il s'agit de l'attentat révolutionnaire des Seize contre le Premier Président du Parlement Brisson et les conseillers Larcher et Tardif (15-16 novembre 1591). Mayenne

1. *Histoire*, t. VIII, p. 263-264.

2. *Ibid.*, p. 264.

3. Cf. DE THOU, t. XI, p. 470 et 473.

4. *Histoire*, t. VIII, p. 262.

vint à Paris réprimer le mouvement, du 4 au 10 décembre 1591. Le duc de Parme n'était pas entré encore en France à ce moment.

Il n'y a qu'une chose à retenir dans la version de d'Aubigné, c'est que *le duc de Parme aurait fait une fausse sortie* du Royaume. Ce fut, en effet, la conviction ultérieure d'Henri IV, éclairé par la suite des événements et par des lettres interceptées¹. Mais au premier moment il n'en eut pas l'idée, et fut tout à la joie de voir disparaître cette menace qui planait sur le siège de Rouen, et de donner *la chasse à l'armée en retraite. D'Aubigné dut en être*. Il paraît bien en particulier s'être trouvé à *Pont-de-Remy*², sur la Somme, jusqu'où le Roi harcela l'ennemi (7 mars)³, et nous rapporter *de visu* ce qui s'y passa :

« Le lendemain, le roi, avec deux mille chevaux, arriva à vue du Pont de Remi, au passage duquel il cuidoît monstrier aux Espagnols qu'il falloît pousser plus chaudement à Aumale ; mais un grand logement d'Espagnols et de Suisses dans la vallée de main gauche et à la droite un gros de quatre mille chevaux, qui fit ferme sur le costau, tout cela fit qu'après une bonne et ferme escarmouche, pour couvrir les reconnoisseurs, il falut retourner à Blangi et de là à Claires⁴. »

Puis à *Rouen* où nous trouvons Henri IV, revenu le 16 mars⁵, résolu à poursuivre le siège avec vigueur et à serrer le blocus. Mais à peine de retour, la noblesse déçue de n'avoir pas eu bataille demande son congé comme elle l'avait fait dans des circonstances analogues au moment du siège de Paris. Et cette fois encore le Roi céda, se flattant de l'espoir qu'il la rallierait rapidement en cas de besoin⁶. Mais quand *un mois après, l'armée espagnole redescendit de la Somme à marches forcées*⁷, il eut beau sonner le rappel, quelque diligence que chacun fit, le rassem-

1. Cf. ce qu'il en dira dans ses lettres du 28 mars à l'ambassadeur d'Angleterre Unton, aux États-Généraux des Pays-Bas, et à M. de Góville. *Lettres-Missives*, t. III, p. 596-599.

2. Au-dessus d'Abbeville (Somme).

3. Cf. sa lettre au duc de Nevers du 6 mars avec le P. S. *Lettres-Missives*, t. III, p. 576-577.

4. *Histoire*, t. VIII, p. 262. C'est à ce retour à Clères, où l'on avait passé à l'aller, que d'Aubigné place la venue du courrier annonçant le désastre des tranchées de Sainte-Catherine du 24 février. Mais c'est une erreur. Ce fut bien à l'aller, comme le prouve une lettre d'Henri IV à Montmorency du 27 février (Cf. t. III des *Lettres-Missives*, p. 574).

5. Cf. *Lettres-Missives*, t. III, p. 579, 1^{re} lettre datée du camp de Darnétal.

6. Voir sa lettre du 26 mars à Montmorency, *Lettres-Missives*, t. III, p. 591 et sq. (à la page 593).

7. Villars-Brancas, le gouverneur de Rouen, avait prévenu Parme qu'il ne pourrait tenir au delà du 20 avril.

blement ne put s'effectuer à temps ; et, n'ayant plus sa cavalerie mobile pour couvrir l'armée assiégeante, il dut se résigner à lâcher Rouen, comme il avait lâché Paris (20 avril). Ainsi à deux reprises et à si peu d'intervalle, la même défaillance, la même impatience de la noblesse française fit perdre le bénéfice d'un long effort et d'un succès presque acquis.

Je ne pense pas que d'Aubigné fût reparti, car c'était surtout ceux des provinces voisines qui avaient reçu la permission d'aller faire un tour chez eux¹. Mais le récit assez confus qu'il fait des escarmouches d'Yvetot², où le duc de Parme avait établi un camp retranché après la délivrance de Rouen, ne contient pas d'indices suffisants pour être assuré qu'il y prit part. S'il était présent, il ne fut sans doute pas plus perspicace que les autres sur les intentions de Parmesan, et sur ses préparatifs d'évasion en traversant la Seine de nuit, puisqu'il déclare que le Roi ni son Conseil ne pouvaient estimer faisable un pont de bateaux « à travers un bras de mer si tempestueux et si large³ » comme est le fleuve à Caudebec. Le Duc affirma de nouveau sa supériorité militaire en esquivant encore la bataille qu'on voulait lui imposer, et que la fatigue de ses troupes, les pertes déjà subies, enfin l'état de sa santé — car il avait été blessé au siège de Caudebec — ne lui permettaient pas d'accepter. Son habileté de manœuvrier l'emportait décidément sur la fougue du Roi des braves.

Dès qu'il se fut dérobé (16 mai) le Roi, après avoir pris Caudebec (le lendemain) congédia, nous dit d'Aubigné, « les plus incommodez de son armée⁴ ». En admettant donc qu'il fût resté jusque-là, il dut rentrer au plus tard en juin dans le Poitou, où nous allons, en effet, le voir se battre dès juillet. Il ne perdait pas de temps.

Le plus « incommodé » — j'entends d'argent — c'était le Roi lui-même. Faute de ressources il dut licencier aussi les auxiliaires étrangers que Turenne reconduisit à la frontière (en juillet). Les Hollandais rappelèrent leurs contingents. *Ce fut la fin des grandes opérations contre la Ligue*. Le Roi avait prouvé qu'on ne

1. Cf. la lettre du 26 mars à Montmorency, *loc. cit.*

2. Cf. *Histoire*, t. VIII, p. 267-268. Il est d'ailleurs assez facile d'éclaircir ce récit par des rapprochements avec les lettres du Roi.

3. *Histoire*, t. VIII, p. 268.

4. *Histoire*, t. VIII, p. 269.

pouvait pas l'abattre, mais la Ligue avait montré sa résistance, et qu'on n'en viendrait pas à bout seulement par la force. *La solution de l'abjuration va s'imposer.*

§ 3. — La guerre en Poitou (1592-1593). — Une suprême tentative d'Agrippa d'Aubigné pour empêcher l'abjuration du Roi (juin 1593). — La nécessité et les effets de l'abjuration.

A peine de retour chez lui, d'Aubigné qui ne pouvait tenir en place refit la petite guerre, car la lutte continuait dans la région entre Ligueurs et Royalistes, malgré la disparition de l'actif et entreprenant gouverneur ligueur de Poitiers, le vicomte de la Guierche, noyé au combat de l'Isle¹ le 6 février 1592.

Mayenne lui avait donné pour successeur le comte de Brissac, le héros des Barricades, qui ne vint prendre possession de son poste qu'en septembre². Dans l'intervalle, le gouverneur royaliste du Poitou, Malicorne, s'efforçait de prendre de nouveaux avantages et de compléter les succès remportés par le prince de Conti dans sa campagne de mai à octobre 1591.

C'est ainsi qu'il vint s'attaquer, en juillet 1592, à Montreuil-Bonnin « assez bon chateau » à deux pas de Poitiers³, avec l'assistance de Parabère (gouverneur du château de Niort) et de d'Aubigné. C'est à d'Aubigné que fut due la réussite, le canon ayant fait une brèche mal placée et incomplète par où l'escalade était difficile et périlleuse, car la zone était battue par deux fauconneaux d'une galerie et par le tir de la grosse tour. Mais il observa qu'on pouvait se défiler « au rond de la tour » et de plus que le parapet nouveau, refait en arrière par les assiégés pour boucher la brèche, était trop large, si bien « qu'il s'en falloir quatre pieds que les fers des piques le peussent passer ». Profitant habilement de cette circonstance, il lança les siens au bon moment et au bon endroit : « Et cela bien suivi emporta

1. Cf. sur cet événement, qui fit sensation, l'article de A. Barbier dans les *Mémoires des antiquaires de l'Ouest*, 2^e série, t. XVIII, année 1895. Voir encore dans la même collection, 1^{re} série, t. XXI, année 1854, OUVRÉ, *la Ligue à Poitiers* ; et 2^e série, t. XX, 1897, LEDAIN, *les Maires de Poitiers*.

2. Cf. OUVRÉ et LEDAIN, *Ibid.*

3. Sur la Boivre, à l'Ouest.

la place, où La Pierrière et La Taupane, qui y commandoyent, furent pendus avec vingt-deux soldats ; ce qui se sauva estoit fort peu ¹ ».

Quand Brissac fut arrivé à Poitiers (28 septembre 1592) ² il donna un regain à la Ligue poitevine, et alla porter l'offensive chez ses adversaires. D'Aubigné fut particulièrement visé. Il y eut *deux entreprises sur Maillezais* « faites par le comte de Brissac... la première par intelligence, découverte par les soupçons du gouverneur ; l'autre par escalade du costé du marais. Celle-là faillie pour ce que Favrière, qui la menoit, trouva plus de difficultez à entrer dans la forêt qu'il n'avoit estimé ³ ».

Mais Brissac avait beau faire et se démener, il n'était plus en mesure d'inquiéter les autres ; *la Ligue poitvine touchait à sa fin* ; elle allait avoir à se défendre dans *sa dernière citadelle, Poitiers*. En juin 1593 Malicorne vint investir la ville, avec des forces importantes ⁴ où figuraient la plupart des gouverneurs et gentilshommes royalistes de la Province. *Le blocus* devait durer deux mois, jusqu'à la publication de la Trêve générale signée à la Villette, le 31 juillet, entre les représentants du Roi et les délégués des États généraux de la Ligue. Elle fut proclamée à Poitiers, le 14 août, et Malicorne leva le siège le 15. Nous reviendrons sur les incidents et les combats de ce siège où d'Aubigné parut.

Mais ce ne fut sans doute qu'assez tardivement, car *des motifs impérieux le décidèrent au mois de juin à aller trouver le Roi à Dreux*, dont il faisait le siège ⁵. L'heure était grave. Chacun devait prendre ses responsabilités. *Il n'était bruit partout que de la prochaine conversion d'Henri IV au catholicisme*. On

1. *Histoire*, t. VIII, p. 232-233. Il ne s'y désigne que sous l'indice anonyme *quelque capitaine* mais dans les *Mémoires* il se nomme, t. I, de l'édition Réaume, p. 67.

2. Cf. OUVRE et LEDAIN, articles cités.

3. *Histoire*, t. VIII, p. 241. — Il est probable qu'il faut, comme je l'ai dit plus haut, dans le § 1, sur la détention du roi de la Ligue à Maillezais (p. 45-46) rattacher aussi à cette période et à ces entreprises de Brissac contre Maillezais, l'étrange affaire du capitaine Daufin (Cf. *Mémoires*, éd. Réaume, t. I, p. 72-73) quoique d'Aubigné la rapporte à l'époque où le Cardinal était son prisonnier ; mais ce doit être une erreur, puisque, d'après son récit même, ce Daufin aurait été un instrument de Brissac, cherchant à l'attirer dans un piège, ou au contraire un traître à Brissac, voulant se venger de lui pour quelque offense, et escomptant le concours de d'Aubigné.

4. Cf. OUVRE et LEDAIN, *op. cit.*

5. Commencement du siège le 8 juin, prise de la ville le 19, capitulation de la citadelle le 5 juillet à terme de 3 jours, reddition le 8. Cf. DE THOU, t. XII, p. 1 à 7. Le Roi vint au siège au milieu de juin et y resta jusqu'à la fin.

conçoit les alarmes des Protestants et l'indignation de d'Aubigné. Il accourait dans l'espoir qu'il était encore temps, avec sa rude franchise, de disputer le Roi à de mauvaises influences, de sauver sa religion, et de le garder au Parti. N'était-ce pas lui qui avait réveillé sa conscience endormie en 1576, qui l'avait fait évader de la Cour des Valois, et l'avait rendu au Protestantisme ? Il venait défendre son œuvre de salut — pour le Prince, comme pour la Cause. Mais les circonstances n'étaient plus les mêmes : Henri IV ne pouvait plus s'évader de la Cour, il était prisonnier de ses devoirs de Roi, et d'Aubigné arrivait trop tard.

Jamais, on le sait, Henri IV n'avait voulu désespérer ses sujets catholiques en faisant montre d'intransigeance sur la question religieuse. Déjà comme héritier présomptif il proposait de soumettre à un Concile le débat entre les deux Religions, pour parvenir à un accord. Dans la Déclaration du 4 août 1589, au moment de son avènement, il promettait formellement de « se laisser instruire » par un « libre concile général ou national » et fixait le terme de six mois pour sa réunion. Il y avait longtemps que ce délai était passé, mais le Roi avait l'excuse de la guerre que les Ligueurs l'avaient obligé à faire sans interruption. Sa dignité et son honneur lui interdisaient d'ailleurs de subir l'apparence même d'une contrainte dans une affaire de conscience. Il aurait donc eu des raisons de temporiser encore, si la réunion des États généraux ligueurs n'avait amené le conflit entre la Royauté et la Ligue à un point critique, où une solution immédiate s'imposa.

L'objet des États généraux de la Ligue, si longtemps retardés par l'obstruction de Mayenne, qui n'était pas pressé de passer ses pouvoirs à un autre, n'était rien de moins que *l'élection d'un Roi Catholique* pour remplacer l'héritier naturel, déchu de ses droits par l'hérésie¹.

Les États s'étaient ouverts le 26 janvier 1593, au Louvre. Les intrigues s'y croisaient, la couronne qui brillait entre les mains des députés excitant naturellement d'ardentes convoitises. Philippe II voulait la faire poser sur la tête de sa fille l'Infante Isabelle-Claire-Eugénie, petite-fille d'Henri II et de Catherine de Médicis par sa mère Élisabeth de France. Il est vrai que si la succession par les femmes était

1. Un bref du Pape Clément VIII adressé le 15 avril 1592 à son Légat en France, le cardinal de Plaisance, avait renouvelé la condamnation lancée contre Henri IV par Grégoire XIV dans ses bulles du 28 mars 1591. Cf. Ruble, t. VIII, p. 302, note n° 2.

admise, la Maison de Lorraine pouvait invoquer un degré plus proche encore, le duc régnant Charles étant le mari d'une autre fille de Henri II, Claude de Valois.

L'obstacle à ces candidatures était *la Loi salique*, expression et garantie de l'indépendance nationale, puisqu'elle écartait du trône toute domination étrangère amenée par le mariage des princesses françaises. Philippe II ne comprenait pas ce sentiment et ne voyait dans cette loi qu'une vaine tradition. Le subtil juriste qu'il avait envoyé aux États, Don Inigo de Mendoza, comptait démontrer qu'elle ne remontait pas au delà de Louis X le Hutin, et qu'elle ne pouvait donc être invoquée en faveur de la branche des Bourbons, qui s'était détachée de la souche royale plus tôt, avant que cette prétendue loi fondamentale de la Couronne existât.

La branche cadette de Lorraine ne s'embarrassait pas de ces difficultés. S'appuyant sur la popularité du nom de Guise, elle attendait tous ses droits de l'élection. Mais la famille était divisée contre elle-même. Mayenne, fort des services rendus et de la situation prééminente qu'il occupait, entendait bien ne travailler que pour lui, ou pour l'un de ses fils, sous le nom duquel il aurait continué à gouverner. Mais il n'avait pas les qualités qui séduisent les foules, et son « morveux » de neveu, comme l'appelait dédaigneusement sa femme, Mme du Maine, le jeune duc de Guise, était bien plus capable d'émouvoir, par le souvenir de son père le Balafré, l'attendrissement du peuple de Paris.

Toutes ces compétitions opposées se nuisaient évidemment, mais on ne peut pas dire qu'elles se neutralisaient, et le danger était grand pour Henri IV de voir finalement sortir de ces tractations ténébreuses un rival consacré par une apparence d'élection régulière. C'est l'Espagne qui semblait avoir le plus de chances d'emporter le vote, parce qu'elle disposait de la force et de l'argent, et que la Ligue ne pouvait subsister sans elle. Il lui aurait suffi pour réussir de ménager le sentiment national et de désigner à temps au choix des États le prince *français* auquel Philippe II destinait la main de sa fille, l'Infante Isabelle-Claire-Eugénie. On ne pouvait prévoir qu'il commettrait orgueilleusement la maladresse de vouloir d'abord imposer un prince étranger, l'archiduc Ernest d'Autriche ; ensuite de réclamer l'élection préalable de sa fille comme Reine avant de désigner l'époux français qu'il lui donnerait et qui prenait ainsi figure d'un simple prince consort.

Aussi Henri IV, pour parer au péril, avait-il devancé ses adversaires. La can-

didature de l'Infante ne fut produite aux États que le 28 mai ; les deux propositions relatives à son mariage, que je viens d'indiquer, sont du 13 et du 21 juin. Or, dès le 17 mai, Henri IV avait fait annoncer officiellement sa prochaine conversion. C'est lui qui menait le jeu, l'Espagne ne faisait plus que riposter.

Voici à quelle occasion il avait pris cet avantage, et porté ce coup droit aux intrigues de ses adversaires : c'est Mayenne qui, sans le vouloir, lui avait procuré cette occasion. Habitué pour se maintenir en place, à pratiquer une politique de bascule et d'équilibre savant entre l'Espagne et le Parti royaliste, il n'avait pas renoncé, on le conçoit, au moment critique des débats sur l'élection, à cette diplomatie de maquignon. Dans un Manifeste justificatif de la Ligue et des États, publié le 5 janvier 1593, avant l'ouverture de la session, il avait offert aux Catholiques royaux d'entrer en pourparlers avec les États pour aviser en commun au salut de la religion et du royaume. C'était sans doute une amorce qu'il leur tendait, dans l'espoir de les détacher du Roi hérétique, et de constituer ainsi un faisceau de catholiques français, capable de faire contre-poids à l'Espagne. Mais c'était aussi un pont jeté entre Henri IV et lui, à toutes fins utiles, et suivant la tournure des événements.

Le Roi en profita. Avec son consentement, les Catholiques royaux acceptèrent les conversations proposées (Déclaration du 27 janvier 1593). Les États en délibérèrent en février, et donnèrent leur adhésion, annoncée dans une Lettre-manifeste de Mayenne, du 4 mars. *La Conférence commença le 29 avril à Suresnes*, entre douze délégués des États et huit royalistes.

Or, nous voyons par la correspondance d'Henri IV que dès ce moment, pour rendre la paix à son peuple et mettre fin aux menées de l'Espagne, son parti était près de se convertir ; mais pour que ce fût librement, il ne voulait encore le faire qu'*après* être arrivé à une entente avec les dirigeants de la Ligue. N'était-ce pas un cercle vicieux, si la conversion était précisément la condition de cet accord ? Voici ce qu'il écrivait, le 26 avril, au Grand Duc de Toscane, son allié, qui employait ses bons offices à le réconcilier avec Rome :

« Non seulement je vous veux confirmer ce que je vous ay mandé par ledict s^r cardinal de Gondy, touchant ma conversion, mais j'ay voulu et veux de plus vous promettre, comme je fais, en foy et parole de Roy, par la présente escripte et

signée de ma main, de faire déclaration et profession publique de la religion catholique selon les constitutions de l'Eglise (comme ont fait les rois de France mes prédécesseurs) dans deux mois après que mon cousin le duc de Lorraine [Mayenne] sera tombé d'accord avec moy par juste et convenable composition ¹. »

Jamais il n'avait donné d'assurances aussi catégoriques, mais elles étaient encore à terme. Les premiers entretiens de Suresnes allaient l'amener à faire un pas de plus, le pas décisif. Quand on eut réglé, en effet, la question préliminaire d'une trêve temporaire et locale ² pendant les négociations, et qu'on eut abordé, le 5 mai, la discussion générale sur les moyens de rétablir la paix, les représentants du Roi s'aperçurent que leurs adversaires, tout en lui opposant sa religion, ne demandaient qu'à l'y maintenir, afin de garder ce prétexte pour le repousser et poursuivre leur machination d'élection. Ils le renvoyaient au Pape, en effet, sachant bien qu'il était tout inféodé à l'Espagne, et que la bonne volonté du Roi se heurterait aux portes closes de Saint-Pierre.

Une lettre d'Henri IV au prince de Conti, du 10 mai, expose clairement cette tactique des chefs ligueurs ³. Pour la déjouer, il se résigna à ne plus différer sa conversion, et à y procéder entre les mains de prélats français sans attendre le résultat des pourparlers engagés avec la Ligue. Telle fut la *résolution adoptée par le Conseil du Roi dans les séances tenues à Mantes les 15 et 16 mai*. On y arrêta même la forme de l'instruction à laquelle il se prêterait. Deux avis étaient en présence : les uns la voulaient contradictoire, afin qu'il pût se dire éclairé par un débat

1. *Lettres-Missives*, t. III, p. 763.

2. Trêve de 10 jours — renouvelable — dans un rayon de 4 lieues autour de Paris et Suresnes.

3. Cf. *Lettres-Missives*, t. III, p. 769.

« Vous sçavés, mon Cousin, que la proposition de la dicte conférence fut introduicte parmy des délibérations où l'on voulait faire tomber l'assemblée de Paris, de procéder à l'élection d'un roy. Il se cognoit que ce moyen a suspendu les esprits de plusieurs de la dicte assemblée, qui ne voudroient tomber sous la domination de l'Espagnol, à laquelle ils voyent qu'on les veut soubmettre, et à personnes du tout dependantes d'eux ; et ceste crainte, jointe à la nécessité qu'ils sentent de la longueur de la guerre, leur a engendré un désir de s'accommoder avec moy, si j'estois de leur religion. Ceux qui ont aultre intention, qui sont les chefs... en faisant semblant d'adhérer à la mesme opinion des autres, la traictent avec termes qu'ils sont bien asseurez y former une impossibilité, quand ils seroient pris au mot de ma conversion, la renvoyans comme ils font, au Pape, qu'ils sçavent n'avoir en cela mandement ny volonté que celle du roy d'Espagne,.... pensant tirer du refus que j'en ferois, ou de la difficulté que j'y trouverois quand je le voudrois tenter, une grande confirmation de leur prétexte et crédit envers le peuple, et par là le faire plus facilement condescendre à ce qu'ils désirent. »

théologique entre représentants des deux Religions ; les autres repoussaient cette discussion, comme paraissant mettre en doute la vérité catholique, et parce que ce serait laisser encore planer une incertitude sur sa décision finale. Leur opinion prévalut, et il fut convenu que l'instruction du Roi serait faite seulement par les Prélats et Docteurs catholiques appelés à Mantes en juillet. Mais, en revanche, on y convoquerait en même temps une Assemblée *politique* mixte, où des Protestants seraient conviés, pour rechercher ensemble les moyens de pacifier le royaume. Et dès maintenant, pour prévenir les justes inquiétudes du Protestantisme, à la veille de l'abjuration du Roi, *les Catholiques royaux* lui fournirent une assurance *par leur Déclaration du 16 mai* où ils s'engageaient à ne rien consentir aux conférences de Suresnes, qui pût porter atteinte aux Édits de tolérance ¹.

Les résolutions prises dans ces deux journées capitales furent publiées sans délai, le Roi tenant à en avoir de suite le bénéfice politique auprès des Catholiques. Dès le lendemain 17 mai, l'archevêque de Bourges annonçait officiellement sa conversion prochaine aux délégués des États à Suresnes. Puis la nouvelle était envoyée dans toutes les directions, notamment aux personnes invitées à l'une et l'autre Assemblée de Mantes en juillet². Nos ambassadeurs en Italie étaient informés, et prenaient soin que le Pape le fût ³.

Ainsi Henri IV avait coupé les ponts derrière lui ; il ne pouvait plus reculer. Il n'y songeait d'ailleurs pas. Qu'il souffrit de quitter ses anciens coreligionnaires, on est en droit de le supposer — à son honneur ; mais l'hésitation était passée, car il en avait reconnu la nécessité. Il essaya de la leur expliquer, et de la leur faire accepter en leur dépêchant deux missionnaires de sa pensée, *MM. de Viçose et de Beauchamps*, l'un envoyé aux Églises de l'Ouest et du Sud-Ouest, l'autre en Languedoc et Dauphiné⁴.

1. Sur ce qui se passa à Mantes les 15 et 16 mai, cf. les commentaires attristés de Duplessis-Mornay dans ses lettres au Roi et à Bouillon datées de Saumur 25 mai (*Mémoire de Mornay*, t. V, p. 426-429). Cf. aussi les « faire part » du Roi, tant aux Catholiques qu'aux Protestants, qui seront mentionnés dans les notes suivantes.

2. Cf. Spécimens de ces convocations, *Lettres-Missives*, t. III, p. 771-774.

3. *Ibid.*, p. 770, note 1.

4. Les lettres et instructions qui leur furent remises, datées de Mantes, 25 et 26 mai, se trouvent dans les *Mémoires de Duplessis-Mornay*, t. V, p. 431-437. La lettre dont était porteur M. de Viçose est reproduite, d'après Duplessis, dans les *Lettres-Missives*, t. III, p. 779-780.

Ce sont sans doute les nouvelles apportées par M. de Viçose en Poitou, qui déterminèrent d'Aubigné à partir pour Dreux. Il jugeait donc encore possible d'empêcher l'inévitable. D'où lui venait cette illusion ? Il était persuadé que le Roi était circonvenu par une vaste conspiration, où entraient des Protestants infidèles, et qui l'effrayait de périls imaginaires ou démesurément grossis, s'il refusait d'abjurer. Les deux épouvantails dont on jouait étaient le Tiers-Parti, qui l'aurait menacé dans son propre camp de la défection des Catholiques royaux, et l'élection en suspens aux États généraux de Paris. Or, d'Aubigné ne prend pas ces deux dangers au sérieux. Le Tiers-Parti n'est pas à craindre, car il n'est que la protestation de gens fatigués par les labeurs de la guerre. Il manque de nerf et de force ; c'est un invalide. Il a son origine dans la mollesse des compagnons d'Henri III, habitués au bien-être sans peine et aux récompenses sans mérite, et qui ne peuvent se faire au service d'un Roi toujours en campagne, et chiche de ses bienfaits ¹. Quant à l'élection, elle n'est pas encore faite, elle suscite trop de rivalités.

C'est donc à tort qu'on alarme l'esprit du Roi, et par un dessein calculé, pour l'obliger à céder. D'Aubigné connaît tous les dessous de cette intrigue diabolique, et il prétend nous les révéler dans un curieux chapitre de son *Histoire* ², où l'on voit se profiler toutes sortes de figures louches. Le metteur en scène de la pièce est l'évêque d'Évreux Duperron, renégat de sa naissance protestante, habile homme « monstrueux en savoir ». Il a pour compères des pasteurs faméliques et ambitieux, qui ont flairé dans la conversion du Roi, s'ils y aidaient, un bon moyen de parvenir, et qui offrent à l'évêque, dans des discussions théologiques truquées, des triomphes faciles ; autour, quelques associés de meilleure réputation, et dont la bande s'est peu à peu grossie. Mais le coup de maître a été de recruter finalement une alliée irrésistible, la belle Gabrielle, d'abord hostile, et qu'on est parvenu à gagner en faisant miroiter devant ses yeux l'espérance d'un mariage avec le Roi, le jour où le Pape aurait annulé le précédent ³.

Peut-être y a-t-il du vrai dans ces révélations. D'Aubigné est évidemment

1. D'Aubigné ne tient pas compte du mobile religieux, et le Tiers-Parti était plus redoutable qu'il ne le prétend. Cf. L'ESTOILE, t. V, p. 211, et *Supplément*, 1736, t. VI, p. 289.

2. C'est le chapitre intitulé « Du Tiers Parti et changement du Roi », t. VIII, p. 331 et sq. de l'édition Ruble.

3. Avec Marguerite de Valois.

convaincu de tout ce qu'il rapporte. Mais elles nous renvoient trop un écho de la *Confession de Sancy*¹, et cela les rend suspectes. L'Histoire ne doit pas ressembler à un pamphlet. On admet fort bien que, dans un drame à la fois individuel et national, tel que fut la conversion d'Henri IV, tous ceux qui y jouèrent un rôle n'aient pas obéi qu'à des considérations désintéressées et patriotiques. Les cœurs des hommes sont troubles ; des sentiments et des mobiles complexes s'y agitent, surtout dans les crises publiques. Mais, chez des adversaires, d'Aubigné ne veut voir que le mal ; il ne croit jamais à leur sincérité ; et sa passion aveugle lui fait accueillir avec la même crédulité les bruits qui courent et les certitudes.

C'est dans cet état d'esprit qu'il arrivait à Dreux, pour se faire auprès du Roi l'avocat de Dieu ; et comme si sa résolution était encore en balance, il nous le montre soupirant « en ses perplexitez » et écoutant tour à tour — sinon le même jour, du moins à peu d'intervalle — *deux voix*², la première qui est celle des conspirateurs, dont *le surintendant d'O* « ennuyé d'estre financier sans argent » se fait le porte-parole ; la seconde qui est une réplique venant de « *quelque gentil-homme* » où l'on reconnaîtrait aisément d'Aubigné, même s'il n'avait pas pris la précaution de nous avertir dans ses *Mémoires*³.

Ces deux discours sont forts — celui d'O est même brutal — mais il paraît douteux qu'ils aient pu être prononcés tels quels au moment du siège de Dreux, car ils supposent encore en discussion la question de la conversion, et nous savons qu'elle était déjà décidée et annoncée partout. Quel besoin avait donc d'O de livrer un prétendu assaut aux dernières « perplexités » du Roi, et comment de son côté d'Aubigné pouvait-il s'imaginer qu'Henri IV était encore libre de repousser le Démon tentateur lui offrant de régner sur une France pacifiée au prix d'une abjuration ? On est donc fondé à croire qu'il a un peu arrangé les choses, et que sans trop se soucier de l'ordre des temps, ni des circonstances exactes, il a résumé dans ce débat pathétique les arguments que chaque partie pouvait faire valoir.

Sous cette réserve, il vaut la peine de les reproduire. Voici donc la scène ou

1. L'histoire de toute cette machination pour obtenir la conversion du Roi, de la *Ruse de Mantes* comme d'Aubigné l'appelle, tient une grande place dans le *Sancy*. Voir mon chapitre XI, § 4.

2. Cf. *Histoire*, t. VIII, p. 336-340.

3. Cf. Réaume, t. I, p. 67 : « Au chapitre XXII [1^{re} édition], la harangue qui suit celle d'O est de sa façon. »

la double scène, si elle fut coupée par un court entr'acte entre les deux harangues :

« Cettui-ci [d'O] pour esbranler ou pour le moins taster les résolutions de son maistre, *un jour auprès de Dreux*, l'oyant souspirer en ses perplexitez, le vint accoster pour lui tenir ce langage en ces termes et que je n'ai point voulu adoucir :

« Sire, il ne faut plus tortignonner (et puis adjoutant un mot honteux et un jurement du nom de Dieu à sa façon), vous avez dans huict jours un roi esleu en France, le parti des princes catholiques, le pape, le roi d'Espagne, l'empereur, le duc de Savoye et tout ce que vous aviez déjà d'ennemis sur les bras. Et vous faut soustenir tout cela avec vos misérables huguenots, si vous ne prenez une prompte et galante résolution d'ouyr une messe. Vous y estes obligé, non seulement par vostre conscience, car c'est enfin l'Eglise et la voye du salut, et vous voyez ce que vos ministres ont laissé aller devant vous ¹, mais encore vous le devez par le serment que vous nous fistes à Saint-Maur. Que pouvons-nous espérer de vous si vous nous faussez vostre foi, et si vous voulez nous mettre tous à l'hospital ou à la mort, pour une opiniastreté sans fondement? Si vous estiez quelque prince fort dévotieux, je craindrois de vous tenir ce langage; mais vous vivez trop en bon compagnon, pour que nous vous soupçonnions de faire tout par conscience. Craignez-vous d'offenser les huguenots, qui sont toujours assez contens des rois quand ils ont liberté de conscience, et qui, quand vous leur feriez du mal, vous mettront en leurs prières? Avisez à choisir, ou de complaire à vos prophètes de Gascongne et retourner courir le guildrou, en nous faisant jouer à sauve qui peut, ou à vaincre la Ligue, qui ne craint rien de vous tant que vostre conversion, pour estouffer le tiers parti à sa naissance et estre dans un mois roi absolu de toute la France, gagnant plus en une heure de messe que vous ne feriez en vingt batailles gagnées et en vingt ans de périls et de labeurs ².

« Le roi respond à cette harangue (que j'ai rapportée à son naturel, hors l'es-

1. C'est-à-dire qu'ils se sont laissés aller à avouer que cela est vrai.

2. L'Estoile rapporte l'intervention de d'O, mais la met en juillet, encore plus tard; cf. t. VI, p. 73-74. Il lui fait tenir un langage analogue, mais toute l'argumentation y est tirée du péril du Tiers-Parti. Chez d'Aubigné comme on le voit d'O embrasse la situation davantage dans son ensemble.

pargne des juremens) qu'il le remercioit et lui donneroit bientôt contentement ; cela diet en serrant la main.

« *En ces jours quelque gentilhomme*, n'y ayant pour tiers qu'un valet de chambre, tous deux réformez, jettent devant les yeux de cet esprit qui balançoit les bénédictions de Dieu, qu'il avoit receues, et les malédictions que l'ingratitude tiroit après soi ; qu'il lui valoit mieux estre roi d'un coin de la France en servant à Dieu et estre assisté de personnes d'amour et fidélité esprouvées, que de régner précairement, ayant sur sa teste les pieds et la domination du pape, qui commanderoit insolemment, comme ayant vaincu ; à un de ses costez les liguez réconciliez, se vantans de l'avoir amené par force ; et à l'autre, ceux qui ont triomphé, par inductions et menaces de choses qui ne sont point¹ ; les uns et les autres voulant partager le royaume, duquel ils ont conquis le roi. Quant au peuple qui sera sous les pieds, les révoltes que la crainte empesche seront-elles point fréquentes par mespris ? — Je veux, disoit cettui-ci, que la voye de la vertu soit plus dure et plus longue pour vous faire roi absolu ; mais l'autre qu'on vous montre ne peut jamais vous rendre souverain. Les craintes d'Italie et de Rome sont de vous voir affermi par vos victoires, sachans bien qu'un roi de France, qui auroit secoué le joug de Rome, qui pourroit employer l'inutile à la seurté, donner ce qui va aux moines pour les soldats, sans toucher à l'ecclésiastique, où il y a ce qu'ils appellent charge d'âmes, tel prince, selon le calcul bien fait, pourroit entretenir trois armées de chacune cent mille hommes et cent canons, ses garnisons fournies, ses officiers bien payez, le tiers des tailles osté et un million d'or mis tous les ans en thrésor. Cette fable d'un tiers parti et la communication qu'ils ont depuis peu de jours avec les Parisiens et l'importunité qui de là² et d'ici vous pressent plus que de coustume, tout cela ne vient que de leurs confusions et de la difficulté qu'ils ont à faire un roi. Car il n'y a pas un des pretendans qui ne face dire par ses émissaires que, s'il n'est nommé, il sera dès le lendemain vostre serviteur ; et ainsi vous feriez la guerre au mari de l'infante, avec tous ses rivaux³. Ils savent de plus que Paris n'a plus

1. Il s'agit du Tiers-Parti.

2. C'est-à-dire de Paris.

3. On peut induire de ce passage que d'Aubigné parle après la proposition espagnole du 21 juin qui ne précisait plus comme celle du 13 juin l'époux désigné (l'archiduc Ernest), mais réservait le choix de Philippe II parmi les princes français ou lorrains.

d'oreilles que pour ouïr parler de vostre pitoyable bonté ni de bouche que pour demander pardon, hormis ceux qui sont irréconciliables. Le clergé leur est en risée depuis qu'on a fait la monstre générale, qu'ils appellent *la Drôlerie*¹ et de laquelle mesme ils font faire des tableaux contre les défenses du légat. La vérité est bien qu'en déclarant le désir de se rendre à vous, ils y adjoustent la clause de vostre changement; mais c'est en disant : « S'il se pouvoit », et n'espèrent point cela que sur les leçons qu'ils reçoivent d'ici. Le duc de Nemours dit, il y a quelques jours, à un des Seize qui parloit du roi de Navarre : « Il n'y a plus que les sots qui ne voyent bien comment il faut oster cette queue² », et cela en sortant d'un conseil où on avoit estimé les conditions du fils aîné de Lorraine. Vitri en sortant du mesme conseil, en jurant et despitant la causerie : « Il vaut bien mieux, dit-il, servir le brave huguenot ». Cettui-là et La Chastre, son oncle, sont prests de tendre les mains. Fermez-vous³, Sire, à voir les fruicts de leur confusion, l'élection d'un roi de paille, et, avec ceux qu'ils jetteront dans vostre parti, laissez amasser tout le venin dans une teste, pour en elle trencher tous vos ennemis; et employez le grand jugement que Dieu vous a donné à voir la différence qu'il y a d'estre roi par la victoire ou par la soumission.

« Les architectes de ce changement trouvèrent le roi y pancher moins que de coustume, et mesme, recherchant d'eux la vérité des revenus ecclésiastiques pour avérer la proposition susdite. »

Que d'Aubigné ait tenu ce langage, ou un langage analogue, c'est très vraisemblable. Il est trop conforme à ses idées et à ses sentiments pour que nous en doutions. Notons cependant que quand il rédigea son chapitre de l'*Histoire* sur le « Changement du Roi » il connaissait l'issue des États de la Ligue; et cette connaissance a pu — ou dû — réagir sur le souvenir qu'il avait gardé des propos tenus par lui à Dreux, en donnant à son opinion sur ce sujet une forme plus catégorique. En fait, il était bien difficile alors d'être aussi sûr du résultat. Il y eut en vérité *un mois d'anxiété* réelle et justifiée dans l'entourage du Roi⁴, depuis le 28 mai, où

1. C'est la fameuse procession inaugurale des États du 17 janvier 1593 qui est tournée en ridicule au début de la *Satyre Ménippée*.

2. C'est-à-dire l'addition Navarre, pour dire simplement le Roi.

3. C'est-à-dire affermissez-vous.

4. Cf. un témoignage de cette anxiété dans une lettre d'Henri IV à Duplessis du 25 juin : l'accord

fut présentée officiellement aux États la candidature de l'Infante, jusqu'au 28 juin, où fut rendu le fameux *Arrêt du Parlement de Paris* contre toute mainmise étrangère sur la Couronne. Cet arrêt éclata comme le veto même de la nation. Alors, en effet, le moment le plus critique était passé; mais si d'Aubigné ne parla qu'après cette date, il n'y avait plus grand mérite à prévoir l'échec des États.

Et s'il pense tirer argument de cet échec contre la conversion, il commet un cercle vicieux. Car rien ne contribua plus que son annonce opportune à déranger toute la machination espagnole, en offrant aux adversaires de bonne foi la perspective d'une solution nationale, au lieu de jeter le pays dans l'aventure, peut-être mortelle, d'une sorte de schisme monarchique. Sans cela rien ne dit qu'on n'aurait pas fini par s'entendre, entre Ligueurs et Espagnols, sur le compromis final imprudemment proposé par les États : Philippe II donnerait sa fille au Roi élu par eux, — et convenu d'avance sans doute, mais non imposé par l'Espagne.

Qui sait si dans ce cas les Catholiques royaux, par lassitude d'une lutte dont on n'aurait plus vu le terme, et pour ne pas aller tous « à l'hospital ou à la mort », comme dit d'O¹, ne se seraient pas ralliés à l'Élu? D'Aubigné méprise trop le danger du Tiers-Parti, comme celui de l'élection.

Quant à ses pronostics sur le règne d'Henri IV, suivant qu'il aurait abjuré ou non, les uns ont subi le contrôle des faits et ont été démentis par l'événement, les autres restent dans le domaine des hypothèses. Nous savons ce qu'il est advenu de la conversion; nous ignorons ce qui se serait passé si le Roi s'était « opiniâtre » à la refuser.

D'Aubigné lui annonce les pires calamités s'il se soumet, et son asservissement durable aux puissances qui l'auront fait céder : Papauté, Ligue, Tiers-État. Ici l'Histoire répond. Jusque-là, malgré ses succès militaires, il n'avait pas été capable d'entamer sérieusement la Ligue, il n'avait pas réussi à prendre Paris ni

serait fait entre l'Espagne et la Ligue. Ce n'était d'ailleurs qu'un faux bruit qui anticipait sur les propositions espagnoles : « Mons^r du Plessis, la conférence [de Suresnes transportée à la Villette depuis le 11 juin] est rompue, et les Espagnols ont fait des offres sy grandes que les ennemis ont presté l'oreille. Ils ne demandent seulement, sinon que l'on eslise le duc de Guise, et qu'il espouse la fille d'Espagne, de quoy le duc de Mayenne semble avoir quelque jalousie » (*Lettres-Missives*, t. III, p. 810, et *Mémoires Mornay*, t. V, 465-466).

1. Cf. *Histoire*, t. VIII, p. 337.

Rouen ; après l'abjuration, au contraire, l'établissement de son pouvoir fut relativement aisé et rapide.

D'Aubigné est convaincu que par l'autre voie, celle de la résistance, il serait arrivé plus lentement sans doute, mais avec plus de gloire et de sûreté, à se rendre maître absolu, en libérant pour jamais la Couronne du joug de Rome ; et, son imagination aidant, il entrevoyait déjà, dans une fantasmagorie de calculs mirifiques, tous les profits que le Roi en tirerait par la suppression des couvents et la confiscation de leurs biens : c'est le milliard des Congrégations.

Il n'oublie qu'une chose dans tous ses raisonnements — et ainsi ils pèchent par la base — c'est la Nation. Il ne tient pas compte de ce fait que, dans son immense majorité, elle était alors foncièrement attachée à la religion catholique traditionnelle, et répugnait de façon irrémédiable à accepter un roi huguenot. C'est cet instinct populaire, c'est ce sentiment religieux de la masse, qui constituèrent les états solides de la Ligue, sans lesquels les chefs ambitieux n'auraient jamais pu asseoir ni maintenir si longtemps leur domination.

Voilà la vérité, que le protestantisme un peu borné de d'Aubigné l'empêche d'apercevoir ou de reconnaître, et qui avait fini par s'imposer avec évidence à l'esprit plus libre d'Henri IV. C'est pourquoi l'appel suprême de son vieux compagnon d'armes et d'épreuves, s'il trouva un écho dans son cœur, ne pouvait rien changer à sa résolution. Car il savait qu'il avait raison, et l'avenir lui a donné raison.

D'Aubigné avait fait une tentative en vérité désespérée. Il dut le reconnaître lui-même, et quand il n'en douta plus, il partit pour ne pas être au moins spectateur de la grande « abomination », qui l'aurait fait pleurer sur le Roi plus encore que s'indigner.

Il s'en vint — ou revint — *au siège de Poitiers*, où il put tromper sa tristesse et dépenser sa colère en se battant. On était à la seconde période du siège — celle du blocus après les approches — suivant la division qui ressort clairement de son récit¹, source capitale en l'absence des registres du corps de ville pendant le majorat de Pierre Pidoux². Je ne sais s'il avait pris part aux opérations de la

1. Cf. *Histoire*, t. VIII, p. 235 et sq., *Blocus de Poitiers*.

2. Cf. LEDAIN, *Étude déjà citée sur les Maires de Poitiers. Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 2^e série, t. XX, 1897.

première période, au début de juin, avant de se rendre à Dreux ; mais c'est possible, ou même probable, car il donne sur *l'affaire principale* des détails tout à fait circonstanciés, que les autres relations se bornent à reproduire. Arrêtons-nous y un instant.

Malicorne préparait alors l'investissement de la place, et son armée était campée au nord de Poitiers, dans la vallée du Clain, à Chasseneuil et à Jaulnay où était le quartier général. Brissac, le gouverneur ligueur, piqué par les brocards des Poitevins qui se moquaient de ses inutiles sorties, bonnes seulement à « gaster les bleds », résolut de venir tâter le logis de Chasseneuil. Et c'est ainsi que s'engagea, sur les bords de l'Auxance, un furieux combat où les Royaoux, commandés par Parabère, forcèrent le passage de la rivière sous les arquebusades ennemies, et malgré la destruction d'une partie du pont, pour venir à la charge sur l'autre rive, avec une fougue irrésistible. Le comte de Brissac les reçut valeureusement et « opiniastra la meslée » aussi longtemps qu'il put, démentant par là les méchantes langues qui le taxaient de poltronnerie. Mais il fut enfin ramené jusque dans les faubourgs de la ville, et perdit beaucoup de monde¹.

On place en général cette sortie de Brissac le 10 août, sur la foi de d'Aubigné² ; mais cette date paraît être sous sa plume un simple lapsus — à moins que ce ne soit une erreur de lecture de l'imprimeur³ — car quelques lignes avant, parlant évidemment de la même affaire, et indiquant, en manière d'introduction à son récit, les mobiles qui poussèrent Brissac à attaquer, c'est au mois de *juin* qu'il rapporte cette tentative, peu après l'apparition de Malicorne⁴.

1. Cf. *Histoire*, t. VIII, p. 236-239.

2. « *Ce dixiesme d'aoust*, ceux de Poitiers ayant dès avant le jour arcelé les gardes des royaoux..., etc. » p. 237.

3. En tout cas le texte est le même dans l'édition princeps (t. III, 1620 p. 252), que dans l'édition de 1626, reproduite par Ruble.

4. Cf. *Histoire*, t. VIII, p. 236 : « *Au commencement de juin* Malicorne, ayant mis ensemble les régimens de la Tronche, la Forest, la Courba, Nesde, quatre compagnies de gens d'armes, six de chevaux-légers, huit d'arquebusiers à cheval, fit de cela deux logis, l'un à Jonai pour le général et l'autre à Chasseneuil. *Le dixiesme*, le comte de Brissac se résolut à venir aux mains avec ses assiégeans... » Ledain résout la contradiction en supposant deux affaires distinctes, une du 10 juin, l'autre du 10 août ; mais comme d'Aubigné dans ce cas ne nous apprendrait rien de ce qui se passa le dix juin, il y supplée en prenant à une autre journée la matière de celle-ci, et en y mettant une *petite sortie* qui se heurta à une montre générale des Royaoux et n'insista pas (cf. t. VIII, p. 237) ; mais cela aurait eu lieu, suivant d'Aubigné, « *trois jours devant le combat qui se présente* » et qu'il va raconter, c'est-à-dire la *grande sortie* du dix (juin ou août, donc le 7 juin ou août) et, d'après l'interprétation de Ledain, le 7 août.

C'est beaucoup plus vraisemblable, car le 10 août on est à la fin des hostilités devant Poitiers, la Trêve générale de la Villette (31 juillet) y ayant été proclamée le 14 août ainsi que je l'ai noté plus haut, et le siège levé le 15. Comme d'autre part, la *grande sortie* de Brissac se produisit, d'après la relation de d'Aubigné, *avant le blocus*, et pour l'empêcher, quel temps restera-t-il pour le blocus et les divers incidents et combats dont il fut marqué? Cette disposition des faits est donc de tous points inadmissible¹.

C'est l'échec de la sortie de Brissac² qui permit à Malicorne de procéder librement à *l'investissement de la ville* — d'une façon incomplète d'ailleurs. Il répartit ses trois mille hommes en trois corps, « l'un à Ausance, l'autre à Croutelles, l'autre à l'abbaye de Nuaillé³ ». Lui-même avait son quartier général sur l'Auxance, Parabère commandait à Croutelles, et Abin à Nouaillé; mais les mailles du filet étaient trop larges et l'ennemi passait comme il voulait :

« Ces blocus, estans trop peu et trop loin, n'empeschoyent point ceux de Poitiers de voir souvent Saint-Jean [d'Angély], le faubourg de Niort et Fontenai, et chercher diverses occasions de combats entre les quartiers⁴. »

Un jour, après le retour de d'Aubigné, Abin et Parabère se rendant à un conseil de guerre au quartier de Malicorne, virent sortir par la *Porte de la Tranchée* un parti ennemi qui voulait leur barrer le chemin. Heureusement un *mareschal de camp* leur avait amené fort à propos « cent chevaux sur la doute du passage ». Grâce à ce renfort, qui tint l'adversaire en respect, ils purent s'esquiver, « promettans à ceux de Poitiers de les voir de plus près au retour; à quoi ils ne faillirent pas ». C'est donc une sorte de *cartel*, auquel l'honneur ne permet pas de se dérober; et l'on se retrouve, en effet, le soir à la « rencontre des trois chemins de Croutelles, de Lusignan et de Sansai » (Sanxay), où la mêlée s'engage gaillardement entre les deux groupes, cent chevaux de part et d'autre. Finalement les Royaux ont l'avantage, et les autres sont ramenés, ou se laissent ramener vers la ville, à portée du

1. Aussi Ledain renverse-t-il l'ordre et place avant la sortie tout ce que d'Aubigné raconte et situe manifestement après. Mais cette reconstruction n'est que de l'arbitraire.

2. Échec honorable d'ailleurs, et auquel Brantôme a consacré un éloge dans ses *Grands Capitaines* (t. VI de l'édition de la *Société d'Histoire de France*, p. 147-148, *Discours sur les Couronnels François*). Il n'indique pas la date : l'éditeur Lalanne la fixe au 10 août, d'après d'Aubigné, auquel il renvoie.

3. La rivière d'Auxance au nord de la ville, Croutelle au sud-ouest, Nouaillé au sud-est.

4. *Histoire*, t. VIII, p. 240

tir de leurs gens de pied et du canon des remparts. L'ardeur de la poursuite risquait de coûter cher aux vainqueurs :

« Ceux de la ville furent assez difficiles à estre remis en chemin ; mais comme leurs capitaines eurent crié « Gagnons nos arquebusiers », ils vinrent faire une pause auprès de la chapelle ; là, vivement chargés par Abin et par son fils qui avoyent chacun vingt chevaux. Une troupe d'arquebusiers de la ville ne leur fit pas grand mal, pource qu'à la vue de la première charge elle avoit repassé les chemins. Et ainsi, la cavalerie estant congnee vivement jusques à cent pas de la porte, Abin et son fils, qui se retiroient les derniers, eurent leurs deux chevaux tuez d'un mesme coup de canon ¹. »

On a deviné d'Aubigné dans le *mareschal de camp* qui intervint si opportunément le matin pour protéger le passage d'Abin et de Parabère. On pense bien qu'il ne manqua pas le combat du soir. C'est ce que confirment les *Mémoires* dans un passage assez peu clair d'ailleurs pour ce qui est de l'incident qu'il relate :

« A quoy faut adjouster que à l'escarmouche devant Poitiers ayant reconnu Pluzeau, il le reprit de trotter aux arquebusades : de quoy il fut payé d'une grande musquetade que son cheval reçut à l'espaule droite, et qui sortit près la cuisse derrière, sans perdre courage ; c'estoit le mesme cheval qui avoit sauté le fossé du Pré-aux-Clercs, appelé le *Passeport* ². »

Pluzeau est-il un compagnon de d'Aubigné, qui s'expose imprudemment au feu des arquebusades ? Mais tous les poursuivants en font autant. Et puisqu'il y a « reconnaissance » entre les deux hommes, il est vraisemblable qu'ils ne se sont pas vus depuis un certain temps. Je crois donc qu'il est du parti adverse, et que d'Aubigné lui fait ironiquement la leçon, comme s'il y avait grande témérité de sa part à trotter — non dans le champ de tir — mais sous la protection des balles de la ville. Il est vrai qu'une balle perdue... Celle que reçut le cheval de d'Aubigné en tous cas ne manqua pas son but.

Il n'indique pas la date de cette escarmouche vers la Porte de la Tranchée. Elle aurait eu lieu le 8 juillet ³.

1. Cf. *Histoire*, t. VIII, p. 240-241.

2. Cf. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 67-68).

3. Cf. LEDAIN, *op. cit.* Il infère cette date d'un court pasquil en vers, bien mauvais, inséré dans le

La *Trêve générale*, en arrêtant la lutte, laissait Poitiers aux Ligueurs — pas pour longtemps, car *les conséquences de l'abjuration* d'Henri IV (25 juillet 1593) se firent sentir là comme partout. Elle lui rallia peu à peu tous ceux qui n'étaient pas irréconciliables pour s'être trop compromis. Ni l'opposition de l'évêque, ni celle du nouveau gouverneur, le duc d'Elbeuf, ne purent empêcher le Corps de ville d'entamer quelques mois plus tard des pourparlers avec le Roi, et de lui envoyer une députation pour traiter ¹. Et moins d'un an après la trêve, la Capitale du Poitou aura fait sa soumission, imitant Meaux, Lyon, Orléans, Bourges, Paris, Rouen, le Havre, Troyes, Sens, pour ne parler que des plus grandes villes, et sans énumérer celles des Provinces qui revenaient au Roi presque en bloc, comme la Provence, la Picardie, la Bourgogne ².

C'était un mouvement irrésistible. Il ne fera que s'amplifier et se précipiter à mesure de son progrès même, l'exemple de Paris surtout étant contagieux et entraînant le reste. La résistance de certains chefs ligueurs défendant âprement leurs intérêts particuliers, et craignant de les voir sacrifiés s'ils cédaient trop vite à ce mouvement qui les emportait malgré eux et les débordait, pourra bien le retarder ici et là, mais non l'arrêter... Les peuples étaient las de la guerre, et jugeant la religion sauvée par la conversion du Roi, ils se jetaient vers l'espoir de paix, d'ordre et de restauration sous toutes ses formes. Ils avaient trop souffert pour ne pas saluer avec joie et confiance, comme l'étoile du matin brillant après la tourmente, l'aurore du nouveau règne devenu enfin légitime par son retour au catholicisme national.

Devant ce spectacle, quels pouvaient être *les sentiments des Huguenots* ? La surprise, la consternation et l'effroi. Toutes leurs attentes étaient déçues. D'Au-

Registre 159 de la Paroisse de Saint Jean-Baptiste de Poitiers (cf. *Archives Historiques du Poitou*, t. XV, p. 344-345). La poésie — même inférieure — a des dispenses de précision, mais il faut avouer qu'ici le rapport est bien vague avec le combat décrit par d'Aubigné.

1. A sa tête était Scévole de Sainte-Marthe. Les députés partirent de Poitiers le 25 mai 1594; l'accord fut enregistré dans l'édit du 4 juillet. Cf. OUVRÉ et LEDAIN, *op. cit.*

2. Vitry rendit Meaux le 23 décembre 1593. Lyon se souleva contre la Ligue le 7 février 1594. Dans le même mois, remise d'Orléans et Bourges par La Châtre, un des quatre maréchaux de la Ligue. Paris ouvrit ses portes à Henri IV le 22 mars. Villars-Brancas traita le 27 mars pour Rouen, le Havre et autres places de Normandie. Troyes chassa le prince de Joinville le 5 avril. Sens reconnut Henri IV le 16. La Provence avait fait sa soumission par un arrêt du Parlement d'Aix du 5 janvier 1594. Les villes de Picardie et de Bourgogne se détachèrent successivement de la Ligue dans les premiers mois de 1594.

bigné s'était trompé en prophétisant au Roi qu'il se mettrait dans les pires difficultés, s'il donnait à tous les partis cette preuve de faiblesse de soumettre sa conscience. Mais Duplessis, plus pondéré et clairvoyant d'ordinaire, avait commis la même erreur d'appréciation, et auguré de la même façon du résultat de l'abjuration. Témoin cette lettre douloureuse qu'il écrivait quelques jours après, le 11 août, à M. de Loménie :

« Quant à ce que m'escrivés, je plains et pleure au fond de mon âme la gehenne de sa majesté, que certes je n'ignore point, et vous pryé là-dessus de lui dire que, s'il lui prend jamais envie de sortir de ceste captivité et spirituelle et temporelle, je ne puis croistre de fidélité à son service ; mais bien y doublerai-je de courage, pour la juste douleur que j'en ressens. Ils ne lui donnent point la paix de l'estat, et lui ostent la paix de la conscience. Ils ne lui réconcilient point les rebelles, et lui refroidissent ses plus fidèles. Ils ne lui rendent point son royaume ; car c'est à Dieu et non au diable à le donner, et lui font renoncer autant qu'en eulx est le royaume des cieulx. Je endure de le voir ainsi servi, *ainsi trompé, ainsi trahi*, et ne vois homme de bien, mesmes, entre les catholiques de deçà, qui n'en die de mesmes ¹. »

C'était là prendre des désirs pour des réalités, et des politesses de catholiques pour l'expression de leur véritable pensée. Si quelques prêtres fanatiques trouvèrent dans la dérision de la « simulée conversion » un thème facile à exploiter, si ce fut un mot d'ordre ligueur de la rendre suspecte au peuple, le succès de la manœuvre ne fut ni étendu ni durable. Certes, Henri IV ne reçut pas dans la basilique de Saint-Denis une sorte de baguette magique qui lui permit de recouvrer son royaume comme par enchantement ; et l'on sait assez qu'il dut encore se battre, négocier, et... payer pour en redevenir maître, mais il disposait désormais d'un talisman sûr pour ouvrir le cœur de ses sujets récalcitrants.

Plus cette vérité apparut avec évidence, plus le trouble grandit parmi les Réformés. Ils se voyaient isolés dans le pays ; ils avaient l'impression non seulement d'être abandonnés par leur ancien Protecteur, mais trahis par lui. Les négociations qui se poursuivaient avec la Ligue après la Trêve générale, celles que le

1. DUPLESSIS-MORNAY, *Mémoires*, t. V, p. 511.

Roi menait à Rome pour obtenir l'absolution pontificale, leur semblaient dirigées contre eux. On s'entendrait à leurs dépens : voilà la crainte générale. Tous les bruits alarmants trouvaient créance. On disait que Bellegarde, le Grand Écuyer, partait pour Rome, et que la Ligue y envoyait de son côté l'archevêque de Lyon. Deux compères, pensait Duplessis, sinon au départ, au moins à l'arrivée :

« Ils s'accorderont entre ci et le mont Cenis ; car ils ont mesme but. Si le pape refuse l'absolution, ce sera ung schisme ; mais il ne le fera pas, quand on lui représentera la conquête d'ung roy de France, et l'honneur que ce lui est à son pontificat. Il l'acceptera donc... et pour pénitence lui enjoindra secrètement la guerre contre la religion. Reste le contentement du roy d'Espagne, lequel sera de marier sa fille au roy, moyennant quoi les deux droicts soient confondeus ¹. »

Quand on connaît la suite, et la déclaration de guerre d'Henri IV à l'Espagne, on juge que c'étaient là des terreurs paniques. Mais elles sont révélatrices de l'état d'esprit qui régnait dans le Parti.

Bouillon annonce à Duplessis que c'est le duc de Nevers qui va à Rome pour le Roi, mais il n'en est pas plus rassuré : « Monsieur de Nevers va en Italie, et suis assuré que son dessein de lui est de nous faire tout tomber sur nous, et se réunir par là ². »

Ces alarmes exagérées s'expliquent en partie par le sentiment qu'on avait d'être désarmé, si les temps d'épreuves revenaient pour le Protestantisme. Car on avait renoncé depuis l'avènement d'Henri IV, — on s'était laissé persuader de renoncer comme si cet avènement résolvait tout et garantissait tout, — à l'organisation politique qui avait fait la force de résistance du Parti : plus d'assemblées ³, plus de tribunaux spéciaux, plus de finances distinctes. Les places de sûreté même n'en donnaient plus guère, leurs garnisons s'étiolant faute de paiements réguliers. Comment les pessimistes n'auraient-ils pas vu, dans toutes ces circonstances, un plan savamment combiné pour détruire les Églises ? La situation était en vérité

1. *Mémoires de Mornay*, t. V, p. 509, lettre du 10 août au duc de Bouillon.

2. *Ibid.*, p. 513, lettre du 12 août (Bouillon à Duplessis).

3. Sauf en Languedoc d'après d'Aubigné, où les Réformés avaient gardé « la possession des assemblées par forme d'Estats (*Hist.*, t. IX, p. 86), c'est-à-dire que, se trouvant réunis aux Etats provinciaux, ils pouvaient se concerter.

paradoxe, alors que le Roi « faisant profession de la religion romaine demeurait seul protecteur de la Réforme ¹ ».

Dans cette crise le Parti risquait de se dissoudre : les malins songeaient à fausser compagnie et à imiter la défection du Roi, ou tout au moins l'excusaient et reparlaient d'accommodements entre les deux Religions ; les tièdes se résignaient, chassant l'anxiété de l'avenir par la satisfaction de la paix revenue. Ceux-là « qui voyoyent rendre tant de villes, et par là rentroyent en leurs maisons, laissoient échapper ces mots : Voilà bonne messe, puisqu'elle nous met chez nous ² ». Les grands étaient accessibles aux tentations de la Cour ³. Mais les convaincus, comme d'Aubigné, secouaient rudement ces hommes de peu de foi, et prétendaient retremper dans le danger présent l'énergie défaillante de leurs coreligionnaires.

Il nous a peint ce désarroi moral du Parti après l'abjuration, avec une intensité de vie singulière, dans *un chapitre de l'Histoire* où il récapitule « *l'Estat des Réformez depuis la conjunction des deux rois [trêve de Plessis-lès-Tours] jusques en l'an 1595⁴* » ; et si l'on peut le soupçonner de pousser le tableau un peu au noir pour grandir son rôle dans le redressement qui suivit, il y a là des pages de psychologie trop vraisemblable, pour qu'elles ne renferment pas beaucoup de vérité. En tous cas lui-même, par le langage qu'il tenait et qu'il rapporte sans se nommer — mais il est clair que nous entendons l'écho de sa propre voix — est un témoin des griefs et des craintes qui agitaient alors le Parti, qui ne vont cesser de grandir et de se formuler de plus en plus haut, jusqu'à ce que l'Édit de Nantes leur apporte un remède.

Voici donc quelques-uns de ses propos :

« La mesme suite d'affaires, les mesmes impressions, promesses et menaces qui avoyent poussé le roi au panchant et puis au précipice de sa conscience le pousseroient aussi au panchant des promesses et puis au précipice de la persécution ⁵. »

En regard de ce péril il montrait la faiblesse et l'iniquité de leur condition :

1. Cf. d'AUBIGNÉ, *Hist.*, t. IX, p. 81.

2. *Ibid.*

3. *Histoire*, t. IX, p. 82 bas.

4 Cf. t. IX, p. 76 à 86. C'est le *xr* chapitre du livre quatorzième dans l'édition Ruble.

5. Cf. t. IX, p. 81-82.

« Nous voilà au plus misérable estat que nous ayons esté depuis les feux, car nous n'avions point encore esté sans protecteur ou sans l'usage de nos assemblées pour nos affaires et leur direction. A cette fois, nous voyons que nostre protecteur est demeuré à la porte du temple de Saint-Denis. Celle de tous bienfaits et de tous honneurs nous est fermée; la clef en est attachée avec celle de Rome. Nous nous ruinons entièrement aux guerres pour le service du roi, et n'y a point pour nous ni d'utilité pour nos labeurs ni d'honneurs pour nos périls, qui sont les deux monnoyes de la sueur et du sang. Nous vivons sous le bénéfice d'une trefve, trefve qui présuppose différence de parti, et que ceux, avec lesquels nous l'avons, sont nos ennemis. Et cependant nous n'avons aucune voix pour parler en corps, rentrer en amitié et demander la paix ¹. »

D'Aubigné prétend que « plusieurs tenoyent ce langage ² ». Cela prouve à quel point les esprits étaient aigris. On se jugeait sacrifié, rejeté par celui qui aurait dû embrasser les Réformés comme ses meilleurs et plus dévoués serviteurs. Là gisait la gravité du malentendu : le cœur offensé y était intéressé. Ils n'avaient plus confiance dans leur ancien chef — en quoi ils avaient tort — ils voulaient donc des garanties nouvelles, contre lui-même, contre la faiblesse dont ils l'accusaient à l'égard de leurs ennemis. Mais lui, dont la bienveillance au fond n'avait pas changé, n'en voyait pas la nécessité. Ainsi se heurtaient les deux points de vue. Il faudra du temps pour les concilier sans recourir à la force, qui eût paru odieuse, d'un côté comme de l'autre.

1. Cf. *Histoire*, t. IX, p. 82.

2. Cf. dans Duplessis-Mornay un mémoire adressé au Roi après la conversion (t. V, p. 535-544) qui expose les mêmes plaintes et appréhensions que nous trouvons dans d'Aubigné, en les délayant d'une façon d'ailleurs éloquente, et en insistant surtout sur la crainte qu'une faiblesse en entraînant une autre, Henri IV ne se laisse arracher par la Ligue et par le Pape la promesse de faire la guerre à l'hérésie.

CHAPITRE X

DE L'ABJURATION (25 JUILLET 1593) A L'ÉDIT DE NANTES (AVRIL 1598). LA FIN DES GUERRES ET LA RETRAITE D'AGRIPPA D'AUBIGNÉ

§ 1. — La réaction du Parti réformé après l'abjuration, et la part qui en revient à d'Aubigné. — Lemalheur le rapproche du Roi; il va le trouver, après la mort de sa femme, au siège de la Fère (novembre 1595-mai 1596).

D'Aubigné s'attribue le mérite d'avoir donné la première impulsion au redressement du Parti protestant, qui suivit l'abjuration. Son action aurait même commencé avant. C'est à un *synode provincial tenu à Saint-Maixent* (le 28 avril 1593) qu'il se serait attaché, avec quelques hommes énergiques comme lui, à relever « les affaires toutes perdues, en commençant par un souper de table ronde ¹ ». Il nous raconte, en effet, dans l'*Histoire* ² que, se rendant à Saint-Maixent, il fit en chemin la rencontre du ministre Esnard, de Fontenay-le-Comte, et « après plusieurs propos sur la ruine du parti et la difficulté de donner aux remèdes leur premier mouvement, ils se touchent à la main et se vouent d'y faire un effort, non sans avoir bien espluché leur impuissance; mais ils s'échauffèrent par leurs mutuels souspirs. Ces deux ayans choisi en la compagnie huict des plus avisez et hardis,

1. *Mémoires*, édit. Réaume, t. I, p. 70.

2. Il y garde l'anonymat, et ne met en scène qu'un *gentilhomme du pays*, mais les *Mémoires* révèlent que c'est bien lui.

le gentilhomme leur donne à souper en une chambre secrette; et, leur repas ayant esté plein de propos sur leurs nécessitez, ils s'enferment pour taster les remèdes. Après la prière faite, deux ministres et un autre se séparent, ayans remonstré premièrement la périlleuse besongne à laquelle ils s'atachoyent, et le peu d'apparence que la France fut esmeüe par personnes de si peu d'autorité. Les cinq qui demeurèrent, assavoir deux gentilshommes dont l'un estoit La Valière, les ministres Esnart et L'Oiseau et Chalmot, président des élus de la Rochelle, se touchent à la main et résolvent premierement de mesnager, parmi les plus fermes de l'assemblée, que la province envoiroit vers les autres de la France, les prier de faire une députation vers le roi, à temps qu'ils leur nommoyent [ou nommeroyent?], pour demander à Sa Majesté l'ordre qu'il lui piairoit estre observé parmi eux en leur façon de vivre; qu'il lui pleust leur ordonner de se trouver ensemble pour recevoir cet ordre tout à la fois, et, pour le tiers, qu'il pleust aussi à Sa Majesté de changer leur trefve en une paix ¹. »

Il y a là, en substance et en gros, le programme des revendications qui triompheront par la suite : demander un « ordre » nouveau « en leur façon de vivre », c'est demander la reconstitution, la réorganisation politique du Parti, qui a cessé pratiquement d'exister ou de fonctionner depuis l'avènement d'Henri IV ²; requérir une assemblée « pour recevoir cet ordre tout à la fois », c'est prétendre le débattre en corps avec le Roi, et y rétablir d'avance, par le fait accompli, le droit de tenir des assemblées politiques, comme au temps où l'on formait un État dans l'État pour se défendre contre le pouvoir hostile; enfin « changer la trêve en une paix », qu'est-ce sinon consacrer dans et par un nouvel Édit les droits et privilèges qui seraient ainsi accordés? Ce qui revient à dire qu'on ne se contente pas des Édits de pacification antérieurs (l'Édit de Poitiers de 1577 avec ses compléments

1. *Histoire universelle*, t. IX, p. 83-84.

2. Même avant, si l'on en croit d'Aubigné, dès la trêve de Plessis-lès-Tours et la réconciliation des deux rois : « Ce fut lors que le roi de Navarre depescha du Fay, petit-fils du chancelier de l'Hospital, lequel, montrant pour toutes commissions la clef des sceaux de Navarre en une course qui fit [qu'il fit] par la Guienne et environs, cassa les chambres de justice et l'ordre des finances et mesmes quelques garnisons du parti réformé, leur fit prendre la tresve pour une paix et abolir parmi eux tous les vocables de différences, hormis ceux de religion. » *Histoire*, p. 78 du t. IX.

de Nérac, 1579, et de Fleix, 1580) qu'Henri IV avait fait revivre ¹ sans vouloir jusqu'alors accorder davantage.

Si c'est bien au synode de Saint-Maixent — fût-ce dans la coulisse — que ce programme a été élaboré, on ne saurait contester l'importance de ce conciliabule, auquel nous fait assister d'Aubigné, et l'on comprend qu'il soit fier d'en avoir été l'inspirateur. On comprendrait aussi que le Roi lui en ait su fort mauvais gré, s'il en fut informé, comme on peut l'inférer d'un passage des *Mémoires* ²; car, une fois le branle donné, toute la campagne politique menée par le Parti, et qui aboutit à l'Édit de Nantes, c'est-à-dire toute la succession des assemblées protestantes, qui donnèrent tant de tracasseries à Henri IV, aurait été la conséquence de cette impulsion première. Mais d'Aubigné ne s'en exagère-t-il pas un peu la portée, et le mérite qui lui en revient ?

On a une *relation* du synode de Saint-Maixent. Elle est conservée aux Archives départementales des Deux-Sèvres, et a été publiée dans le *Bulletin de la Société d'Histoire du Protestantisme français* (N° de janvier-février 1914), avec un commentaire introductif, par M. H. Gelin. On y retrouve tous les noms que cite d'Aubigné, sauf celui de l'autre gentilhomme, La Valière. Mais M. Gelin remarque que la liste des Églises représentées, et de leurs mandataires, qui figure en tête du document, doit être incomplète, car il est invraisemblable, par exemple, que celle de Saint-Maixent, siège du synode, n'y ait pas participé. Or il n'en est pas fait mention. D'Aubigné y avait été délégué en qualité d'*Ancien* de l'Église de Maillezais. Le ministre Esnard, qui présida, était le pasteur de Fontenay-le-Comte. L'Oiseau (François Oyzeau), envoyé par l'Église de Thouars, était le chapelain du duc de La Trémoille, dont on sait la conformité d'idées et d'opinions avec d'Aubigné. On ne s'étonne donc pas qu'elle s'affirme de nouveau ici — par intermédiaire. Enfin le président Chalmot, de la Rochelle, qui ne fait pas partie du Poitou, avait été délégué par le colloque d'Aunis pour assister au synode de la province voisine, suivant une coutume ordinaire.

1. Par l'Édit de Nantes du 4 juillet 1591.

2. Cf. tome I de l'édition Réaume, p. 70 : « Vous avez ouï que les colères du Roy s'estoyent esmeües pour les affaires de la Religion. Sachez donc que quelques mois auparavant, à un synode de Saint Maixent..., etc. »

Le compte rendu relate seulement les délibérations officielles, qui ne portèrent, comme il était naturel, que sur des questions d'ordre religieux ou de discipline. Tout ce qui s'est passé, ou a pu se passer en marge du synode, dans les entretiens privés, à plus forte raison dans une réunion secrète comme celle dont parle d'Aubigné, ne saurait donc trouver place, ni laisser de trace dans le procès-verbal. De ce silence on ne peut rien induire, ni pour ni contre son récit.

Il le termine ainsi :

« Cela réussit si bien [cela, c'est-à-dire le plan d'action concerté et les incitations aux provinces] que les députés se trouvèrent tous à la fois près du roi à Mante¹... »

Autant dire que, sans l'initiative qu'il a prise à Saint-Maixent, avec le ministre Esnard, il n'y aurait pas eu d'*Assemblée de Mantes* — la première assemblée politique des Réformés qui ait été autorisée sous le règne d'Henri IV, le commencement de toute une série qui va se dérouler presque sans interruption. Que penser de cette prétention ?

Il semble que la première idée — gouvernementale — de l'Assemblée de Mantes, au moins d'une certaine forme d'assemblée protestante, remonte à ce fameux conseil de Mantes (des 15 et 16 mai 1593) qui avait décidé l'annonce de la conversion prochaine d'Henri IV, et en avait réglé d'avance la procédure.

On se rappelle qu'à côté de la conférence d'instruction du Roi — non contradictoire, réservée aux seuls Docteurs catholiques — il devait y avoir une autre conférence, mixte celle-là, où des représentants des deux Religions rechercheraient les moyens de pacifier les esprits et le royaume. Ce projet fut abandonné, mais il se transforma, et il donna naissance à l'Assemblée purement protestante de Mantes, destinée à fournir des apaisements aux Réformés, inquiets de l'abjuration. Elle fut d'ailleurs l'occasion, nous le verrons bientôt, d'une amorce au moins de débat théologique contradictoire — reste et souvenir du projet primitif.

Quelle fut la part du gouvernement royal, quelle fut celle des sollicitations protestantes dans ce changement de programme ? C'est là, dans cet intervalle de temps, que put bien intervenir l'action déclenchée, au dire de d'Aubigné, par les

1. *Histoire universelle*, t. IX, p. 84.

résolutions prises autour de la table ronde du souper de Saint-Maixent. Remarquons que la chronologie ne s'oppose pas à sa version. Le synode est antérieur de plus de quinze jours au *Conseil* de Mantes. A plus forte raison eut-on le temps d'agir après pour faire modifier son projet de conférence mixte, et obtenir qu'une assemblée régulière protestante fût convoquée. Henri IV avait une prévention contre les Assemblées politiques de ses coreligionnaires ; il les avait vues à l'œuvre. Il est douteux qu'il aurait consenti à les faire revivre sans une pression suffisante du Parti.

La preuve, c'est qu'après s'être laissé arracher son consentement, il essaya de temporiser et de retarder la réunion des députés, sous prétexte de ne pas porter ombrage à Rome, au moment où il y adressait le duc de Nevers pour solliciter son absolution¹. C'est Duplessis qui réussit à vaincre ses hésitations, et sa tâche fut d'autant plus délicate qu'il rencontrait une résistance auprès d'un des grands chefs du Protestantisme, le duc de Bouillon, qui n'était pas plus pressé que le Roi — pour d'autres raisons — de voir s'ouvrir l'Assemblée. Il aurait préféré attendre que l'émotion et l'indignation provoquées dans le Parti par l'abjuration se fussent un peu calmées, et il redoutait un conseil de têtes échauffées, capables de faire plus de mal que de bien à la Religion réformée. Il avait peur, en particulier, des incartades de La Trémoille, l'ami de d'Aubigné². Voilà une opinion autorisée qui est de nature à nous rendre sceptiques sur l'opportunité des initiatives que d'Aubigné s'attribue au synode de Saint-Maixent. En tout cas il n'est que juste d'ajouter à leur effet — incontrôlable pour nous — l'influence personnelle de Duplessis, qui s'employa de tout son pouvoir, comme cela ressort de sa correspondance, à éviter un retardement trop prolongé de l'Assemblée.

1. Cf. les lettres inquiètes de Duplessis à Bouillon des 6 et 18 septembre 1593, *Mémoires de Mornay*, t. V, p. 547 à 560. Le Roi lui écrivait d'ailleurs lui-même le 14 septembre (cf. p. 556) de retenir provisoirement les députés à Saumur, où était le lieu de rassemblement avant de gagner Mantes.

2. Voir la lettre de Bouillon à Duplessis du 12 août : « Je ne sçais s'il est à propos que les églises renvoient des députés, que premièrement nous n'ayons rompu la glace... » et toute la suite, sur la prudence nécessaire pour ne pas donner au Roi une mauvaise impression de leurs dispositions. Puis il ajoute : « Tout le monde crie après M. de la Trémoille ; conseillez-le, et le tancés. » *Mémoires de Mornay*, t. V, p. 513-514. Un mois après, il n'avait pas changé d'avis, malgré l'insistance de Duplessis, comme en témoigne une information transmise de la Cour par un protestant, M. de Montigny : « Hier, il [le Roy] avoit pris résolution de les contremander [les députés], suivant l'avis de M. de Bouillon et de quelques-uns qui sont ici pour les raisons que je vous ai mandées. Vos lettres sont venues à propos. » Lettre à Duplessis du 14 septembre. *Mémoires de Mornay*, t. V, p. 558.

Elle put enfin s'ouvrir à Mantes, le 8 novembre 1593, et siégea jusqu'au 23 janvier 1594. Il est peu probable que d'Aubigné y ait assisté. Il n'en fait pas mention, et son nom ne paraît pas dans le procès-verbal ¹, où beaucoup de députés sont cités. Mais ce fut le ministre Esnart, de Fontenay-le-Comte, qui fut élu président, celui-là même avec qui d'Aubigné aurait combiné à Saint-Maixent le plan de redressement du Parti. Son esprit fut donc présent à Mantes, à défaut de lui-même. L'Assemblée insista surtout dans ses demandes sur le libre et plein exercice de la Religion, sur l'entretien des pasteurs, les garanties judiciaires, et l'admission aux charges publiques. Ce n'était pas tout le programme de Saint-Maixent, mais cela pouvait être un acheminement vers sa réalisation. Le Conseil du Roi ne contesta pas la légitimité de ces requêtes, mais il les déclara incompatibles avec la situation présente : il fallait attendre que l'autorité du Roi fût mieux établie, que la négociation de Rome pour l'absolution eût abouti. Bref, les Réformés devaient se contenter de l'Édit de 1577 (avec ses compléments) déjà remis en vigueur depuis deux ans, théoriquement au moins. Mais Henri IV promettait cette fois de le faire vraiment appliquer, malgré l'opposition des Parlements (notamment pour l'admission aux charges), de l'interpréter libéralement, et même de l'élargir un peu dans la pratique sur certains points (en particulier pour la liberté du culte). Mais il refusa de prendre à ce sujet aucun engagement écrit dans ses réponses aux Cahiers.

Duplessis avait été d'avis, comme Bouillon — et même La Trémoille — d'accepter ces propositions. Cependant il n'était pas sans appréhensions : « Je prévois, écrit-il, le 19 février à M. de Buzenval, ambassadeur du Roi aux Pays-Bas, que la vérification ès courts de parlement en sera difficile, l'exécution encore plus, sinon en tant que l'auctorité du roy, vivement employée, corrigera les animosités ; car, certes, nous remarquons évidemment qu'elles ne se veulent encores amortir. Cependant il n'y a pas peu de peine à retenir nos hommes, impatiens de souffrir ce dur traictement sous celui qui a esté leur protecteur, qu'ils n'eussent toléré sous les roys qui les persecutoient ; et contre ces indignités les raisons des meilleurs ont peu de force ². »

1. Cf. *Actes des Assemblées politiques des Réformés*, Bibliothèque Mazarine, ms. in-folio 2604.

2. DUPLESSIS-MORNAY, *Mémoires*, t. VI, p. 10.

Si d'Aubigné n'a pas été à Mantes, il fut renseigné sur tout ce qui s'y passa, et il nous rapporte une curieuse anecdote, malveillante pour l'un des députés, selon sa bonne habitude.

« A Mante... Rotan se fit députer et choisir pour une dispute notable contre du Perron. Or avoit-il promis de faire une prévarication subtile, de laquelle estant sur le point, il avint que quelque gloire ou quelque crainte le fit tellement chanceler qu'il aima mieux feindre une maladie. Fut mis en sa place le ministre Béraud, de Montauban. Leur dispute fut aiguë, d'une part et d'autre, sur la suffisance ou insuffisance de l'Ecriture et les termes de l'épistre à Timothée. Sur ce point, cette conférence fut rompuë par la défense des ecclésiastiques¹. »

Voilà l'essai de controverse théologique, dont je parlais. Il ne fut pas poussé. Cette tentative avortée, c'est tout ce qui rappela le dessein qu'avait eu d'abord le Roi de profiter de sa conversion pour faire conférer ensemble des Docteurs catholiques et protestants sur les différends des deux confessions. En fait le moment était mal choisi, je ne dis pas pour un rapprochement, mais même pour une simple confrontation courtoise de points de vue. Le Catholicisme, qui venait de triompher d'une conscience royale, ne pouvait puiser dans ce succès que plus d'intransigeance doctrinale, et les Protestants étaient plus que jamais en défiance contre lui, contre les habiletés de casuistique ou d'intrigue qu'ils lui supposaient, comme autant de pièges toujours tendus.

Ils furent un peu rassurés à la fin de l'année par l'échec de la mission du duc de Nevers à Rome² et par la dénonciation de la Trêve générale conclue entre les Royalistes et les Ligueurs. Mais ces satisfactions furent éphémères. La négociation de Rome rebondit bientôt entre les mains d'autres intermédiaires, et *la reddition de Paris* (22 mars 1594) fut le signal de toute une série de capitulations signées par les villes ligueuses, et dont le culte réformé faisait les frais : elles stipulaient, en effet, son interdiction dans leurs murs³.

1. *Histoire universelle*, t. IX, p. 84-85. Voir mon chapitre XI, § 4, sur la place que tient la « machination de Mantes » dans la *Confession de Sancy*.

2. Découragé par l'intransigeance papale, il quitta Rome le 14 janvier 1594.

3. C'est ainsi qu'à Poitiers, pour la région de d'Aubigné, l'édit, concédé par le Roi le 4 juillet 1594,

Aussi l'agitation ne cessa pas. Sous prétexte de rendre compte de leur mandat, les députés de Mantes provoquèrent, à leur retour, des réunions d'assemblées provinciales. En réalité, il s'agissait de préparer une nouvelle assemblée générale, dont ils disaient avoir reçu du Roi l'autorisation « en termes généraux et non exprès » avoue d'Aubigné... « ayans trouvé par les plaintes de tous costez occasions suffisantes pour oser ceste nouveauté¹ ».

L'effervescence était particulièrement vive dans le Poitou : il y eut à Thouars le 2 mars 1594 un conciliabule de gouverneurs des places de la région (y compris l'Anjou, la Touraine et le Maine) pour se donner entre eux l'assurance d'un mutuel secours, non seulement contre les Ligueurs de Bretagne, mais contre le danger possible d'un « retranchement » de leurs garnisons par le gouvernement royal. D'Aubigné, comme gouverneur de Maillezais, ne dut pas manquer de venir à cette réunion. Il y en aura d'autres dans la suite, de même nature, où nous constaterons sa présence certaine. Celle-ci semble avoir été présidée par Duplessis, ce qui était un gage de modération et de sagesse². On y fixa les dates de convocation des assemblées provinciales³ pour l'élection des députés à la prochaine Assemblée générale.

Puis, à la fin de mars, ce fut le synode de Fontenay qui n'aurait dû s'occuper que de questions religieuses, mais qui toucha, par la force des choses et des circonstances, à la politique. Le Roi s'en émut et demanda des explications à Duplessis :

« M. du Plessis, je trouve bien estrange l'assemblée qui a esté faicte à Fontenay, en laquelle il ne s'est pas seulement traicté du faict de la religion simplement, mais de plusieurs aultres choses contre mon service. Vous sçavès bien que

prescrira le rétablissement du culte catholique dans les villes du diocèse où il avait été interrompu (Niort, Châtellerauld, Fontenay-le-Comte, etc.), mais interdira la célébration du culte réformé, même dans les faubourgs de Poitiers.

1. *Histoire universelle*, t. IX, p. 85.

2. Voir le compte rendu de cette réunion de Thouars dans les *Mémoires de Duplessis-Mornay* (t. VI, p. 14 et 15), et les commentaires qu'il en fait dans ses lettres, du 4 mars, à M. de Calignon, p. 18, et du 8 mars, à M. Rotan, p. 21. — C'est sans doute à la suite et en conséquence des résolutions qui y furent prises que La Boulaye, Aubigné et J. de Constant sommèrent le trésorier principal du Poitou, Bonaventure Billard, d'avoir à payer leurs garnisons. Il s'exécuta et l'accord fut signé le 6 mars 1594. (Cf. Benjamin FILLON, *Recherches historiques et archéologiques sur Fontenay*, t. I, p. 230.)

3. Aux 1^{re} et 15 juin.

je sçais assés la différence qu'il y a entre synode et assemblée. Tenès la main que telles choses ne se facent plus, et me mandés ce qui s'est passé en ceste là, où il s'est trouvé non seulement des ministres, mais des gens de justice et d'espée ; et quelques ungs ont esté depputez que je cognoy pour brouillons...¹. »

Duplessis dut reconnaître qu'à cet étrange synode étaient venus « les principaux de la province » — ce qui lui enlevait son caractère d'assemblée religieuse — mais il plaida les circonstances atténuantes en faveur de ses coreligionnaires, et ne cacha pas leur mécontentement grandissant :

« Mais bien supplierai-je très humblement Votre Majesté de prendre en bonne part que je lui die que le refus qui se faict partout de vérifier vostre edict, et la rigueur que tiennent vos courts de parlement contre ceulx de la religion presque partout, aigrit fort les esprits de plusieurs ; mesmes [surtout] quand ils voyent que ceulx de la Ligue sont receus alaignement aux plus grandes charges, et qu'ils sont si indignement exclus des plus petites². »

Parmi « les principaux de la province » qui s'étaient joints aux pasteurs au synode de Fontenay, et l'avaient transformé en assemblée politique, je serais bien étonné que ne se soit pas trouvé d'Aubigné, si voisin de Fontenay. Duplessis dit qu'on y fit élection de députés à la Générale ; ce n'était pas l'affaire d'un synode.

C'est à Sainte-Foy sur Dordogne, au mois de juin 1594, que délibéra cette nouvelle Assemblée générale, au moment où Henri IV assiégeait Laon. Son importance est capitale. C'est elle, en effet, qui refit au Parti une constitution solide, en rétablissant avec des perfectionnements l'ancienne organisation antérieure à Henri IV³. D'Aubigné vint à Sainte-Foy. Il y laisse entrevoir sa pré-

1. La lettre se trouve dans les *Mémoires de Duplessis-Mornay*, t. VI, p. 41, reproduite dans les *Lettres-Missives d'Henri IV*, t. IV, p. 129, datée du 30 mars.

2. Cf. *Ibid.*, DUPLESSIS, t. VI, p. 41-43. Réponse au Roi du 4 avril.

Si l'on veut avoir une idée plus précise des griefs des Protestants à ce moment, il faut se reporter au Mémoire — sans doute rédigé par Duplessis — qui sera présenté peu après, au nom de sa province, à l'Assemblée générale de Sainte-Foy (cf. t. VI, p. 66-72). Nulle part, y est-il exposé, les Réformés ne bénéficiaient réellement de ce qui leur a été promis à Mantes — à cause de l'hostilité des Parlements qui les écartent des charges, et leur déniaient la justice, ou par suite des traités que concluent pour leur reddition les villes ligueuses, et qui excluent le culte réformé parfois de tout un bailliage (Exemples de Meaux, Lyon, Orléans, Bourges, Troyes, Abbeville, etc.). Et partout ce sont des vexations et des iniquités : à Paris on les oblige à saluer les images catholiques ; à Bordeaux, on exhume les cadavres des leurs. Les officiers de finances refusent le paiement des assignations pour le traitement des pasteurs, etc., etc.

3. Et qui était le résultat des Constitutions de Milhau (1573), de Nîmes (1573) et de la Rochelle (1588).

sence dans l'*Histoire*, par un de ces procédés discrets qui lui sont habituels. C'est de lui qu'il s'agit quand il parle d'« un de la compagnie » qui intervint pour faire enterrer — avec le secret demandé d'ailleurs par son auteur — un projet de redressement du Parti, émanant « d'un des plus vieux, renommez et expérimentez capitaines qui fussent parmi eux, général d'une province¹... »

Ce projet contenait pourtant en germe une institution qui sera réalisée plus tard, après l'Édit de Nantes, celle de la Députation générale et permanente des Églises auprès du Roi. Mais il proposait aussi des moyens plus équivoques, comme l'achat de Gabrielle d'Estrées. Surtout, je crois, la raison du rejet, c'est qu'on ne voulut pas se contenter d'une représentation et d'une action plus ou moins dissimulées à la Cour ; on tenait à montrer ouvertement la reconstitution et la force du Parti. Finalement on prit comme base de discussion « le plus petit » des trois mémoires, ou rapports, présentés sur la question. — Est-ce le moins long, ou celui qui venait du « plus petit personnage », et dans ce cas ne serait-ce pas à lui-même que d'Aubigné ferait allusion ?

Après « trois semaines de débats » on aboutit à mettre sur pieds le *Règlement de Sainte-Foy*, qu'Aubigné nous détaille tout au long². Il refaisait vraiment du Parti réformé un État dans l'État. Cet État huguenot reposait sur le système fédératif et représentatif. Il avait ses divisions territoriales, dix circonscriptions englobant chacune plusieurs provinces de la monarchie ; ses assemblées électives, une par province protestante, et au-dessus, les dominant, l'Assemblée Générale, véritables États généraux du Parti ; enfin ses conseils permanents de gouvernement : Conseil provincial qui administrait la province, Permanence de la générale pour remplacer le Protecteur, qu'on n'osa pas nommer au lieu du Roi. L'Assemblée Générale pouvait y suppléer, car, en dehors de ses sessions, elle n'était jamais absente, en droit ni même en fait, le mandat des députés étant valable pour un an, et leur renouvellement s'opérant par moitié tous les six mois³.

L'État protestant avait encore son budget, alimenté en partie par les contri-

1. *Histoire universelle*, t. IX, p. 85.

2. *Histoire universelle*, t. IX, p. 87 à 99 (Chap. xii du livre XIV dans l'édition Ruble).

3. Pour la première fois, l'Assemblée devait désigner — ou tirer au sort faute d'entente — la portion qui ne resterait que six mois, et celle qui ferait un an (art. 6). Cf. *Histoire universelle*, t. IX, p. 88-89.

butions volontaires ou forcées des Religionnaires, en partie aux dépens des finances publiques. C'est au gouvernement royal, en effet, qu'incombait l'entretien des garnisons des places de sûreté, et, faute de paiement, on n'hésitait pas à prendre l'argent où il était, dans les caisses des receveurs. C'était là, il faut l'avouer, une mesure révolutionnaire, mais elle avait pour excuse un intérêt vital, et la tradition d'une pratique antérieure que l'ancien Roi de Navarre connaissait mieux que personne. D'autres articles du Règlement, relatifs aux places, sentaient aussi la rébellion éventuelle : avec des formes, on annonçait la résistance, active ou passive, à toute tentative pour substituer un gouverneur catholique à un gouverneur protestant, ou pour « retrancher » en quoi que ce soit les garnisons. Ces garnisons formaient l'armée du Parti, ou le noyau d'une armée ; et il ne manquait plus à l'État huguenot restauré, pour être complet, que ses juridictions particulières. L'Assemblée ne les rétablit pas d'office, mais décida, dans un des articles secrets ajoutés au Règlement, que le Roi serait requis de créer des chambres mi-parties dans tous les Parlements suspects d'hostilité et de partialité, c'est-à-dire tous, sauf celui de Grenoble.

D'Aubigné pouvait dire à bon droit que désormais les Réformés s'étaient remis « en leur distinction ¹ ». Je ne sais si ce fut « à grand regret » comme il le prétend, en rejetant toute la responsabilité de ce séparatisme sur l'abjuration du Roi ; mais en tout cas, d'un cœur léger ou non, « le pas de cette première assemblée estant franchi » comme il dit encore ², ils ne pouvaient plus reculer et devaient aller jusqu'au bout de leurs revendications, s'ils ne voulaient pas faire l'aveu et la montre de leur impuissance. Ainsi ils avaient créé une situation grave, et pour eux-mêmes et pour le Roi.

Les *délégués* que l'Assemblée lui envoya pour porter ses demandes eurent enfin audience à *Saint-Germain*, en novembre 1594, après une assez longue attente — qui n'était pas de fort bon augure. C'était bien l'impression de Duplessis, qui était venu avec eux à la Cour pour traiter en même temps d'autres affaires :

« Autant que j'en puis juger, on les assurera de faire effectuer ce qui leur fut

1. Cf. *Histoire universelle*. t. IX, p. 288.

2. *Histoire universelle*, t. IX, p. 99.

accordé à Mantes ; et si c'est promptement et sérieusement, ce sera quelque chose bien que fort esloigné des demandes ¹. »

Le Roi, en effet, qui voyait les villes ligueuses se soumettre de gré ou de force les unes après les autres ², qui venait de faire son accommodement avec le duc de Guise (22 octobre), et allait signer la paix avec le duc de Lorraine (16 novembre), n'était pas disposé, au moment où son pouvoir s'affermissait d'un côté, à le laisser diminuer de l'autre. Il ne concéda donc rien de plus qu'à la précédente Assemblée, c'est-à-dire le régime antérieur à la rupture de 1585, le régime sous lequel les Églises avaient vécu en paix pendant plusieurs années. Duplessis admettait que ce serait là une condition tolérable si les Réformés en jouissaient véritablement. Mais jusqu'à présent les « articles de Mantes » étaient demeurés lettre morte, les Parlements et officiers royaux n'en tenant pas compte. Le Roi, qui était de bonne foi dans ses concessions, voulut mettre fin à cette situation irritante ; et ce fut là le progrès réalisé. Par sa *Déclaration de Saint-Germain* (novembre 1594) il leur donna une consécration solennelle, et fit des Édits de tolérance une loi d'État, que le Parlement de Paris dut enregistrer, malgré sa résistance, en février 1595 : l'opposition avait été vive surtout contre l'article 19, qui accordait aux Réformés l'admission à toutes les charges au même titre que les Catholiques — question de boutique et non de principe, on le voit, sur laquelle se butait le Parlement ³.

Entre temps, un accident avait ému profondément tout le pays, et montré la nécessité d'une réconciliation des bons citoyens autour du trône sauveur ; ce fut l'alerte causée par l'*attentat de Châtel* (27 décembre 1594). On ne manqua pas naturellement dans le Parti d'y voir un avertissement de Dieu au Roi infidèle, pour rappeler vers lui son cœur, et l'on sait, ou l'on verra avec quelle franchise et même quelle brutalité de langage d'Aubigné traduira ce sentiment, quand il se retrouvera en présence du Roi, un an plus tard, au siège de la Fère ; mais Duplessis, sous une forme

1. Cf. *Mémoires de Mornay*, t. VI, p. 101, lettre du 5 novembre 1594 M. de La Fontaine. Voir aussi les lettres précédentes au même, du 4 et du 16 octobre, t. VI, p. 94 et 95.

2. Capitulation de Laon le 2 août 1594, reddition de Beauvais le 22. En Bretagne, le maréchal d'Aumont emporte le fort de Crozon édifié par les Espagnols pour surveiller Brest ; Saint-Malo se soumet (octobre).

3. Celui de Rouen ne céda que deux ans plus tard, quand Henri IV vint tenir dans la ville l'assemblée des Notables. Il vérifia enfin l'Édit le 4 février 1597.

plus atténuée, pense et dit la même chose. Et comment s'en étonner? Pour des Huguenots convaincus le doigt de Dieu était trop manifeste en cette affaire :

« Sire, écrit-il dès la nouvelle de l'attentat, le 1^{er} janvier 1595, nous ne pouvons encore r'asseoir, ni de l'apprehension de la blessure de Votre Majesté, ni de la joie, en ce qu'il a plu à Dieu la mesurer en ses miséricordes... »

Et après avoir déclaré que les Réformés mettent leur salut dans celui du Roi, il ajoute :

« Ma fidélité peut dire encore ung mot, sire : Dieu veult estre escouté quand il parle ; il veult que nous le sentions aussi quand il nous frappe, les grands principalement, que nul ne peut chastier que lui. Je m'asseure donc que Votre Majesté fera profict de cette affliction, non pour vous garder de pareils attentats, il sera vostre garde ; mais pour ressentir sa main sur le péché, pour n'en attirer la pesanteur, abusant de sa patience ; ains la destourner en vous convertissant à lui, en vous divertissant de tout ce qui provoque son ire ¹. »

Est-ce une vraie conversion — à rebours de celle de Saint-Denis — que Duplessis attendait de l'effet produit sur l'âme du Prince par le « châtiment céleste » ? C'est peu probable, car c'eût été de la naïveté. Mais il escomptait peut-être que, pour se faire pardonner l'abjuration, Henri IV témoignerait désormais à ses anciens coreligionnaires une bienveillance plus active. C'était un peu spéculer sur la crainte de « l'ire de Dieu ». Mais dans cette mesure le calcul demeure assez innocent.

Les Assemblées protestantes se succédaient presque sans interruption. *Après Sainte-Foy, ce fut Saumur*. Les convocations avaient été faites pour le 1^{er} décembre 1594 ; mais la venue des députés fut lente, et on ne la pressa pas, tant qu'on n'avait pas de réponse définitive aux demandes de Sainte-Foy. Quand la Déclaration de Saint-Germain eut enfin été enregistrée au Parlement de Paris (février 1595), l'*Assemblée de Saumur s'ouvrit, le 22 février*, dans la place, mais non sous l'inspiration de Duplessis. Il n'en faisait pas partie, et communiquait avec elle, au besoin, par l'entremise du Sr de Pierrefitte, lieutenant pour le Roi en la ville de Saumur. Est-ce la raison pour laquelle elle montra des dispositions peu conciliantes ? En tout cas *d'Aubigné* n'y a pas de responsabilité car lui non plus *n'y fut pas dé-*

1. *Mémoires de Mornay*, t. VI, p. 142-143.

légué. Le procès-verbal de l'Assemblée¹ donne les noms de tous les députés par province, au début à propos de la vérification des pouvoirs, et à la fin (23 mars) pour l'approbation et la signature du compte rendu. D'Aubigné n'y figure pas. Il aurait pu y être admis, il est vrai, à titre honorifique, en vertu du Règlement de Sainte-Foy, comme La Trémoille, qui passa par Saumur à ce moment et fut prié de siéger. Mais c'était un personnage plus important que d'Aubigné. Nous savons du reste qu'ils étaient fort liés ensemble et également intransigeants. Son influence dut donc s'exercer dans le sens qu'aurait souhaité d'Aubigné. Et le fait est que l'Assemblée garda une attitude assez cassante à l'égard du pouvoir royal. Elle refusa de se contenter de l'Édit de 1577 et des réponses faites aux Cahiers de Mantes. Elle décida donc de les représenter purement et simplement, en y ajoutant les griefs survenus depuis. En attendant, elle prenait des mesures pour que rien ne fût changé à la situation de fait des Églises, sous prétexte d'en revenir à l'Édit de 1577 : avec des formes elle décidait en somme de résister si l'on voulait supprimer certains lieux d'exercice, ou certaines garnisons, dans les endroits non prévus par les Édits de pacification antérieurs. Il était clair qu'Henri IV ne viendrait pas facilement à bout de l'obstination résolue de ses anciens coreligionnaires.

D'Aubigné me paraît bien marquer, à propos de l'envoi en Cour des deux députés (La Noue président de l'Assemblée et La Primaudaye) pour porter les Cahiers, l'opposition essentielle des points de vue entre le Roi et les Protestants :

« Dès lors, dit-il, on députa vers le roi pour demander le changement de trespas en paix et remonstrer que, durant les services notables des réformez, qui portoyent, par toutes les parts du royaume, les plus grands fardeaux de la guerre, il n'estoit pas raisonnable que, sous le règne d'Henri IV, on leur refusast la paix et les mesmes conditions accordées neuf fois par les rois, leurs persécuteurs². »

La paix, c'est un nouvel Édit. Le sens du mot est précisé par le rapprochement avec les neuf paix, c'est-à-dire les neuf Édits de pacification antérieurs. Mais ce n'était pas aux mêmes conditions que les Réformés voulaient l'obtenir, quoi qu'en dise d'Aubigné avec une certaine équivoque. La vérité est qu'ils voulaient mieux, et qu'ils ne comprenaient pas que leur ancien chef, monté sur le trône, ne

1. Cf. Bibliothèque Mazarine, ms. in-folio 2607, en tête.

2. *Histoire universelle*, t. IX, p. 274-275.

leur accordât pas plus que ses prédécesseurs. Mais lui, au contraire, se jugeait très généreux en leur concédant le même statut dont ils s'étaient contentés sous un Roi hostile, et qui devenait presque à ses yeux un luxe de précautions sous un Prince bienveillant. Là gisait le malentendu. On n'était pas d'accord sur les principes, sur la base même d'un règlement.

Et assez maladroitement les Réformés avaient l'air — ce n'était pas qu'une apparence, on le verra bientôt lors du siège d'Amiens — de marchander désormais leur dévouement, et d'y mettre pour condition l'obtention de ce nouvel Édit qu'ils réclamaient :

« Ils entroyent en une juste crainte, remarque d'Aubigné, que, travaillans pour ceux qui leur refusoyent la paix et qui chérissoyent le tiltre d'ennemi, ils les éprouvassent tels bientôt par effects ¹. »

En bon français, cela veut dire qu'ils ne tenaient pas à contribuer davantage au rétablissement de l'ordre et de la paix dans le royaume, tant qu'ils n'auraient pas l'assurance — et des garanties — que leurs ennemis (les Catholiques) ne retourneraient pas cet ordre contre eux. Mais ils oubliaient trop qu'à ce moment le Roi faisait plus la guerre à l'Espagne ² qu'aux derniers Ligueurs, et que leur patriotisme leur eût fait un devoir de ne pas chicaner leur concours. Cette attitude leur sera sévèrement et justement reprochée.

Remarquons d'ailleurs qu'en protestant contre le régime de la trêve (de Plessis-lès-Tours) d'Aubigné feint d'ignorer l'Édit de Mantes (du 4 juillet 1591) — confirmé depuis à plusieurs reprises — qui y a mis fin et a rendu force de loi aux Édits de tolérance d'Henri III. Mais tant que cette loi n'est pas appliquée, ou pas complètement, il veut la considérer comme inexistante. Est-ce tout à fait de bonne foi ?

C'est à Lyon, où il séjourna du 24 août au 23 septembre 1595, qu'Henri IV reçut les députés de l'Assemblée de Saumur, MM. de La Noue et de La Primaudaye, porteurs des Cahiers de plaintes et de requêtes. Il venait de soumettre la Bourgogne et d'arrêter les Espagnols en Franche-Comté par le brillant combat

1. *Histoire*, t. IX, p. 275.

2. Déclaration de guerre à l'Espagne du 17 janvier 1595.

de Fontaine Française (5 juin 1595); mais la situation sur la frontière du nord lui causait de graves préoccupations. Bouillon, après une offensive hardie dans le Luxembourg, avait été refoulé par le comte de Fuentes, le nouveau gouverneur des Pays-Bas ¹. Le Catelet était tombé en juin, Doullens en juillet, après la défaite d'une armée de secours. Cambrai était assiégé depuis le 13 août ². Henri IV ne pensait qu'à faire la guerre, et il estima sans doute au moins inopportunes, dans les circonstances présentes, les exigences de l'Assemblée de Saumur. Il refusa même d'examiner la question d'un nouvel Édit, et s'en tint à ses premières propositions.

Ce qui dut aggraver pour les Réformés la rudesse de ce refus, c'est le contraste qu'elle faisait avec l'humilité de son attitude à Rome. Le mois de septembre, où leurs demandes étaient rebutées à Lyon, est précisément celui où le Pape Clément VIII accordait enfin l'absolution aux envoyés extraordinaires du Roi (d'Ossat et du Perron) prosternés à ses pieds et soumis, pour la satisfaction de l'orgueil pontifical, à un simulacre de pénitence ³.

Dans le Poitou, on avait un motif de plus d'exaspération : c'était l'*odieux massacre de la Châtaigneraie* ⁴ exécuté par les Ligueurs de Rochefort-sur-Loire ⁵ — de vrais bandits — sur des gens désarmés, réunis pour un prêche :

« Ceux-la mesmes, rapporte d'Aubigné, [les hommes de Rochefort] l'année d'après en août [le 13 août 1595], vindrent mettre en pièces une assemblée des réformez communians à la Cène, au village de la Tardière, près de la Chastaignerais, et laissèrent sur la place grande quantité de personnes de tous aages et sexes, comme il paroist par leur confession aux articles par eux présentez et obtenus ⁶. »

1. Le successeur de l'archiduc Ernest, mort le 21 février 1595.

2. Siège du Catelet du 19 au 25 juin, de Doullens du 15 au 31 juillet. La défaite de l'armée de secours est du 24 juillet : Vilars-Brancas, l'ancien gouverneur ligueur de Rouen, y fut tué. Le siège de Cambrai devait durer jusqu'en octobre.

3. Le 17 septembre 1595. Cf. dans les *Tragiques*, quelques vers sur l'absolution et l'humiliation de la Couronne devant la Tiare, livre I (*Misères*), Réaume, t. IV, p. 65 :

On void sans qu'on s'estonne,
La pantoufle crotter les lis de la couronne.

Livre II (*les Feux*), Réaume, t. IV, p. 232 :

Ce qu'on devoit à Dieu fut pour le Dieu de Rome.

Voir aussi *Confession de Sancy*, livre I, chap. 1 : *De l'Autorité de l'Église et de son Chef*.

4. Vendée, à 22 km. nord de Fontenay-le-Comte.

5. Rochefort-sur-Loire, en réalité sur le Louet, arrondissement d'Angers (Maine-et-Loire).

6. *Histoire universelle*, t. IX, p. 38. Les « articles obtenus », ce sont les « lettres d'abolition » qui furent

Deux cents personnes, d'après Duplessis, furent tuées « hommes, femmes, sexagénaires, jusques aulx enfants qu'on portoit au baptesme¹ ».

Cet acte barbare eut un retentissement considérable². L'assemblée provinciale de Fontenay (septembre) où la Province voisine (d'Anjou, Maine et Touraine) avait été invitée à se faire représenter, résolut d'en poursuivre la vengeance par tous les moyens de droit et au besoin par la force³.

Le fait était d'autant plus révoltant qu'on était à la veille d'une trêve entre le Poitou (la Châtaigneraie est dans le Bas-Poitou) et la Ligue de Bretagne, dont relevaient les Ligueurs de Rochefort-sur-Loire. Elle fut conclue⁴ le 16 septembre 1595. N'ayant plus ce point d'appui au dehors, les restes de la Ligue en Poitou allaient cesser d'être redoutables. Ce n'étaient plus déjà, depuis la réduction de Poitiers (4 juillet 1594) que des membres épars, sans tête. On pouvait espérer que désormais ils se tiendraient en repos.

Ainsi d'Aubigné n'aurait plus l'occasion de courir à quelque combat proche de sa résidence. Allait-il donc raccrocher définitivement son épée ? On était en guerre avec l'Espagne ; sa place n'eût-elle pas été à l'armée, auprès du Roi ? Mais il y avait entre eux l'abjuration, un abîme ! D'Aubigné, de son côté, l'avait creusé

finalement accordées aux deux frères Saint-Offange, gouverneurs de Rochefort, en 1598 (mars) au moment de la paix de Mercœur, de qui ils dépendaient. Voir encore sur cette amnistie scandaleuse, d'AUBIGNÉ, t. IX, p. 272, et DE THOU, t. XIII, p. 201.

1. Détails donnés dans une lettre du 4 septembre à M. de Loménie, secrétaire d'Etat. Cf. *Mémoires de Mornay*, t. VI, p. 328.

2. Il en parut peu après une relation, intitulée : *Discours véritable du massacre plus qu'inhumainement exercé le treiziesme jour d'Aoust 1595 sur l'Eglise réformée de la Chastaigneraye en Poictou, composée pour la pluspart des habitants dudict lieu et d'autres paroisses circonvoisines, laquelle de longtemps a accoustumé s'assembler à la Brossardière* (Nom du temple). Imprimé nouvellement, 1595, petit in-8°. On y trouve la liste des victimes, tous de petites gens. Cf. Benjamin FILLON, *Recherches sur Fontenay*, 1846, p. 231-232.

3. Voir les lettres de Duplessis à M. de Loménie. Outre celle du 4 septembre déjà citée, celles des 16 et 27 septembre, t. VI, p. 353 et 358 ; et aussi les Instructions remises par lui aux délégués de sa province qui se rendirent à Fontenay, MM. de Chouppe et de Clairville (en date du 15 septembre, t. VI, p. 350).

4. Pour trois mois seulement, renouvelables, entre Malicorne, gouverneur royal du Poitou, et Mercœur, gouverneur ligueur de Bretagne (Cf. LEDAIN, *Étude sur les Maires de Poitiers* dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, t. XX de la 2^e série 1897). Les négociations avaient été conduites, au nom du Roi, par Duplessis avec la Reine douairière Louise, veuve d'Henri III, qui était la sœur de Mercœur. Celui-ci ne voulait pas de trêve générale, mais des accords particuliers avec les provinces limitrophes, et facilement révocables. Il y a de nombreuses lettres, au tome VI des *Mémoires de Mornay*, concernant ces laborieuses négociations. Mais on se reportera surtout au résumé d'ensemble qu'il en fait dans un *Manifeste* préparé pour l'entrée en campagne contre Mercœur, au début de 1598 (t. VI, p. 385 à 430).

par son attitude et son action dans le Parti réformé. Henri IV s'en irritait comme d'une hostilité personnelle. Et il y avait bien quelque chose de cela en apparence. Mais en fait il suffit que d'Aubigné fût atteint par le malheur pour qu'une détente s'opérât en lui, et qu'il eût un retour vers le compagnon de sa jeunesse. La mort prématurée de sa femme, Suzanne de Lezay, qui le laissa inconsolable ¹, le rapprocha du Roi ; et peu après ² nous le trouvons auprès de lui, à *la Fère*, dont Henri IV était venu faire le siège après son expédition de Franche-Comté, pour endiguer l'invasion de Fuentés. Le maître ne l'attendait pas du tout ; il était même fort irrité contre lui à cause de l'opposition qu'il lui faisait parmi ses coreligionnaires. Mais d'Aubigné ne se laissa pas arrêter par ce qu'on lui rapportait de sa grande colère. Le péril, s'il y en avait, à aller se mettre entre ses mains n'était pas fait pour l'effrayer ; et puis, dans son chagrin, il faisait encore meilleur marché de sa vie qu'auparavant. Voici comment il nous raconte cette démarche hardie :

« Ce qui le fit aller à ce siège fut qu'ayant travaillé en quelque Assemblée aux choses que vous verrez ci-après, ses collègues disoyent que sa fermeté n'estoit que pour désespoir de n'avoir jamais la bonne grâce du Roy, ni s'oser présenter devant luy, et pour ce que le Roy avoit juré en pleine table de le faire mourir ; luy, pour lever ceste opinion, a fait six voyages dont celui-ci en estoit un. Estant donc arrivé au logis de la Duchesse de Beaufort où l'on attendoit le Roy, deux Gentilshommes de marque le prièrent affectionnement de remonter à cheval pour la fureur où le Roy estoit contre luy ; et de fait, il entendit quelques Gentilshommes disputants si on le mettroit entre les mains d'un Capitaine des gardes, ou du prevost de l'hostel. Luy se mit au soir entre les flambeaux qui attendoyent le Roy : et comme le carrosse para au perron de la maison, il ouït la voix du Roy disant : *Voilà Monsieur Monseigneur d'Aubigné!* Quoy que ceste Seigneurie ne luy fust pas de bon goust, il s'avança

1. Nous parlerons de cet événement au chapitre suivant.

2. Il dit dans ses *Mémoires* : « *Aubigné arriva pour le siège de la Fère à Chauny, portant le deuil de sa femme morte quelques mois auparavant, et pour laquelle il fut trois ans ne passant guères nuit sans pleurer...* » Édit. Réaume, t. I, p. 68. La tournure qu'il emploie : « *Il arriva pour le siège* » semble indiquer qu'il y était dès le début. Or le siège de la Fère commença en novembre 1595 et dura six mois, jusqu'au 22 mai 1596. Nous voyons par une lettre d'Henri IV au connétable de Montmorency qu'il passa à Chauny, le 6 novembre, se rendant à la Fère où était déjà l'armée (*Lettres-Missives*, t. IV, p. 440). Il se peut que ce soit à ce moment que d'Aubigné l'ait rejoint. Il est vrai que dans le *Sancy* (Réaume, t. II, p. 352), c'est à *Sentis* qu'il place la rencontre.

à la descente : le Roy luy mit la jouë contre la sienne, luy commanda d'aider à sa maistresse, la fit démasquer pour le saluer, et on oyait dire aux compagnons : *Est-ce là le Prévost de l'hostel ?* Le Roy donc ayant desfendu d'estre suivi fit entrer Aubigné seul avec sa maistresse et sa sœur Juliette ; il le fit promener entre la Duchesse et luy, plus de deux heures ; ce fut là où se dit un mot qui a tant couru : car comme le Roy monstroît sa lèvre percée au flambeau ¹, il souffrit, et ne print point en mauvaise part ces paroles : *Sire, vous n'avez encore renoncé Dieu que des lèvres, il s'est contenté de les percer ; mais quand vous le renoncerez du cœur, il vous percera le cœur.* La Duchesse s'écria : *O les belles paroles, mais mal employées ! Ouy, Madame, dit le tiers, pour ce qu'elles ne serviront de rien* ². »

La glace ayant été ainsi rompue — un peu brutalement — ni le Roi ni la Duchesse n'auraient tenu rigueur à d'Aubigné de sa rude franchise. Au contraire, et il fut même question de lui confier l'éducation du petit César de Vendôme, né l'année précédente (1594) « lequel il [le Roi] fit apporter nud pour le mettre sur les bras d'Aubigné qui le devoit à trois ans emmener en Xaintonge pour le nourrir, et appuyer entre les Huguenots ; et pour ce que ce desseing s'en alla au vent, nous y envoyons aussi les discours ³ ».

D'Aubigné resta-t-il à la Fère pendant toute la durée du siège (novembre 1595 à mai 1596) ? C'est possible sans être certain. Les Protestants y étaient représentés par les corps de La Trémoille et de Bouillon. On les accuse d'avoir abandonné la partie avant qu'elle ne fût achevée, et d'avoir lâché le Roi sous les murs de la Fère à cause du refus qu'il opposa aux demandes de l'Assemblée de Loudun, portées par Vulson. Mais l'Assemblée de Loudun, dont nous parlerons, ne s'ou-

1. Par le coup de couteau de Châtel (27 décembre 1594).

2. *Mémoires*, édit. Réaume, t. I, p. 68-69. Déjà dans un quatrain — que je crois antérieur — d'Aubigné avait menacé le Roi du « couteau de vendanges » du Seigneur (cf. éd. Réaume, t. IV, p. 360, la XVIII^e des *Pièces Épiagrammatiques*). Quant à l'avertissement de la Fère, il y attacha une valeur prophétique, quand il se fut réalisé par l'assassinat du Roi. Aussi l'a-t-il rappelé un peu partout : dans l'*Histoire* (éd. Ruble, t. IX, p. 104 et 464), dans la *Confession de Sancy* (Réaume, t. II, p. 352), dans la *Préface des Tragiques* (Réaume, t. IV, p. 24-25), dans le *Discours par Stances avec l'esprit du feu Roy Henri quatriesme* (Réaume, t. IV, p. 314). — Il aurait également fait à la Fère une prédiction à la Duchesse. Voir le *sonnet XXII des Épiagrammatiques* (Réaume, t. IV, p. 340) et la note qu'y met d'Aubigné.

3. Cf. *Mémoires*, t. I, p. 69.

4. Cf. POIRSON, *Histoire du règne de Henri IV*, Paris, Colas, 1856, t. I, p. 319. et DE THOU, t. XIII,

vrit que le 1^{er} avril 1596. M. Vulson, son délégué, ne vint à la Fère qu'en mai. La prétendue défection des Protestants coïnciderait donc avec la fin du siège.

Il ne s'y était rien passé de bien mémorable au point de vue militaire, sinon dans l'art du génie. C'était un blocus. On attendait les effets de la famine. Les Espagnols réussirent une fois à ravitailler la place (nuit du 13 au 14 mars, après un échec dans la nuit du 16 au 17 février). Pour hâter la disette et la capitulation, les ingénieurs du Roi s'étaient avisés d'un moyen... détourné. C'était d'inonder les magasins de vivres, situés dans la ville basse. « Or, raconte d'Aubigné, n'ayant point délibéré [le Roi] de forcer la ville par batterie ni par assauts, et puis ayant basti deux grands forts, un à chaque porte, son principal dessein fut d'une nouvelle invention que lui fournit Beringhen : ce fut d'arrêter la rivière au-dessous de la ville, par *une chaussée* qui baïssast les terriers d'une part et d'autre, avec telle force qu'elle pust renvoyer toute l'eau submerger la ville. Ce fut une entreprise qui ne sentoît ni un roi ni un royaume abatu de tant d'incommoditez. Ce qui s'y fit encore de plus ingénieux et de mesme inventeur, fut *un pont d'espines* liées ensemble, sur lequel *nous passions* l'Oise à cheval fort aisément et mesmes l'artillerie ¹ ».

Ce *nous passions*, qui indique un fait habituel, confirme que d'Aubigné demeura au moins un certain temps à l'armée assiégeante.

Quant à la fameuse chaussée, sur laquelle on fondait tant d'espairs, et dont il est souvent question dans les lettres d'Henri IV ², elle donna des mécomptes, quoi qu'en dise d'Aubigné, qui lui attribue en partie la reddition de la place ³, et

p. 8 et 9, qui notent bien le mécontentement des Réformés et leur sécession, mais sans préciser que Bouillon et La Trémoille soient partis avant la reddition de la Fère (16-22 mai). Il est question dans la correspondance de Duplessis, au début de mai (t. VI de ses *Mémoires*, p. 472, 473, 475, 476), de troupes licenciées par M. de La Trémoille ; mais rien ne dit qu'il s'agisse de soldats protestants, ni qu'ils venaient de la Fère. Quant à Bouillon, il avait accompagné Henri IV au secours de Calais en avril, d'où il passa en Angleterre pour y négocier au nom du Roi une alliance avec Élisabeth. C'était donc une mission de *donfiance*, qui fut suivie d'une autre en Hollande, au mois de septembre. Cf. *Lettres-Missives*, t. IV, p. 576 ; *Mémoires de Duplessis*, t. VI, p. 471 et 486, et DE THOU, t. XII, p. 649 à 671.

1. Cf. *Histoire universelle*, t. IX, p. 100.

2. Lettres du 29 novembre 1595 au Connétable (t. IV des *Lettres-Missives*, p. 469) — du 17 janvier à Biron (t. IV, p. 486), — du 27 janvier au Connétable (p. 491), — du 15 et du 26 février au même (p. 505-506) — du 6 mars à M. de La Force (p. 515).

3. Cf. *Histoire universelle*, t. IX, p. 105.

elle causa autant d'inondation dans le camp des lansquenets royaux que dans la ville basse ¹.

D'Aubigné allait repartir quand il fut retenu par une grave maladie du Roi, qui l'appela en consultation... non médicale, mais religieuse! Il voulait mettre sa conscience en repos sur la question de l'abjuration. Étrange idée de s'adresser à d'Aubigné pour le rassurer! Il connaissait l'intransigeance de ses principes et de sa foi, et le dur propos, à l'abordée, sur l'attentat de Châtel aurait dû lui suffire. Aussi peut-on se demander s'il n'a pas simplement cherché l'occasion d'une discussion *in extremis* — j'entends avant de le congédier, et non de prendre congé lui-même de ce monde. Car on ne voit pas, dans sa correspondance officielle, qu'il ait été si malade, à aucun moment, pendant le siège de la Fère. Il se donna au contraire beaucoup de mouvement, et fut souvent en route. De courtes et légères indispositions, c'est tout ce qu'on constate ².

D'Aubigné doit donc exagérer la gravité — même passagère — de son état, et dramatiser la scène. Il est vraisemblable que cela se passa vers la fin du siège, au retour de l'expédition inutile que le Roi avait faite dans le Nord pour essayer de sauver Calais, où la ville avait été surprise par les Espagnols, mais où la citadelle résista quelques jours. La fatigue du voyage, la déception de l'échec, la tristesse de perdre de cette façon une place de cette importance, purent bien déterminer chez lui une dépression physique et morale. Ce n'est qu'une hypothèse, mais il est permis de la faire ³.

1. Cf. DE THOU, t. XII, p. 630.

2. Fin janvier 1596, il souffre d'un « dévoyement d'estomac » (Lettre du 31 janvier au Connétable, *Lettres-Missives*, t. IV, p. 492) — fin février, d'un coup d'éperon « bien grand et en un lieu bien fâcheux » qui le retient un jour ou deux au lit (Lettres des 25 et 26 février au même, p. 505-506). Cela ne l'empêcha pas d'aller quelques jours après à Compiègne et à Noyon. Mais, au retour, il ne se trouve pas bien (Lettre du 4 mars au même, t. IV, p. 512). A aucun de ces moments, d'ailleurs, il ne se trouve au camp de Travecy, où se serait passé le fait raconté par d'Aubigné.

3. Henri IV quitta la Fère le 15 avril et y revint au début de mai. Il avait été averti le 13 de l'attaque de Calais, commencée le 9 (surprise des voies d'accès : le pont fortifié de Nieulet, du côté de la terre, la tour de Risban du côté de la mer, par l'avant-garde espagnole, que commandait l'ancien ligueur Rosne). Jusque-là il ne s'était douté de rien, ayant été complètement trompé, ou s'étant trompé sur les intentions de l'archiduc Ernest, nouveau gouverneur des Pays-Bas, dont il croyait les préparatifs destinés au secours de la Fère. Il eut beau faire diligence quand il fut désabusé, payer de sa personne, demander de l'aide à Élisabeth — qui la marchandait — il était trop tard. Cf. sur ce triste événement DE THOU, t. XII, p. 631-637, et *Lettres-Missives* du 16 au 25 avril, adressées au Connétable laissé devant la Fère, ou en Angleterre (t. IV, p. 570-576). La ville capitula le 17 avril, la citadelle fut emportée d'assaut le 24.

Est-ce en raison de ces circonstances, que d'Aubigné usa de quelques ménagements pour ne pas accabler le Roi, qui l'était déjà assez ? Il fut moins brutal qu'à son arrivée. Il essaya même d'esquiver la consultation ; mais le maître insistant, il s'exécuta en y mettant des formes, des formes théologiques.

Voici comment il rapporte la chose, moitié dans l'*Histoire*, moitié dans ses *Mémoires* :

« Le roi fut attaqué à Traveci d'une grande maladie, de laquelle pensant mourir, il fit appeller un de ses anciens serviteurs, qu'il estimoit capable de répondre à une difficile question. Après plusieurs larmes et longues prières à Dieu, il le conjura de lui dire sur son âme et comme devant Dieu si son changement de religion estoit péché contre le Saint-Esprit. Le gentilhomme, s'excusant d'une matière si difficile sur la profession des armes, s'offrit à chercher un ministre et le mener vers le roi ; ce que ce prince ayant refusé, il lui mit devant les yeux les quatre degrez de ce péché, afin que lui-mesmes print droit sur toutes ses actions¹. »

Ces quatre degres ou « marques » étaient : « La première sur la cognoissance du mal en le commettant ; la seconde, d'avoir tendu une main à l'Esprit d'erreur, et de l'autre repoussé celui de vérité. La troisieme marque estoit d'estre sans pénitence, laquelle n'estoit véritable, si elle n'avoit la haine parfaite du péché, et de nous mesmes à cause luy ; la quatriesme et dernière estoit quand la confiance en la miséricorde de Dieu estoit perduë par ces moyens. Le Roy fut renvoyé à la cognoissance de soy-mesme pour vider la question. Après un discours de quatre heures, et s'estre mis six fois en prières, ce dialogue fut séparé, et le Roy se trouvant mieux le lendemain ne voulut plus l'ouïr parler². »

Alors d'Aubigné n'avait plus de raison de s'attarder davantage, et il rentra en Poitou.

1. *Histoire universelle*, t. IX, p. 104.

2. *Mémoires*, édit. Réaume, t. I, p. 69-70.

§ 2. — La Phase décisive de la Crise protestante et son dénouement. — Les Assemblées permanentes jusqu'à l'Édit de Nantes (1^{er} avril 1596-11 juin 1598). — Le rôle de d'Aubigné.

Nous avons vu qu'Henri IV avait reçu à la Fère, en mai 1596, en revenant de sa pénible expédition au secours de Calais, l'envoyé de l'*Assemblée protestante de Loudun*, M. Vulson. Cette Assemblée, *ouverte le 1^{er} avril 1596*, était la première d'une série, qui va durer sans interruption jusqu'à l'Édit de Nantes. Cette permanence, c'est le signe de la gravité de la crise, et de la résolution bien arrêtée du Parti d'arracher enfin au nouveau Roi un statut solide.

D'Aubigné nous apprend dans ses *Mémoires* qu'il participa très activement aux travaux de toutes ces assemblées :

« Depuis, à la grande Assemblée qui dura près de deux ans, à Vandosme, à Saumur, à Loudun et à Chastelleraut, Aubigné toujours choisi entre les trois ou quatre, qui s'affrontoyent sur le tapis aux députés du Roy, fit plusieurs traits qui envenimèrent l'esprit de son Maistre, et plus encor toute la Cour contre luy... Enfin toutes les aigreurs et duretez de l'Assemblée luy furent imputées, et pour cela fut appelé le *Bouc du Désert*, pource que tous deschargeoyent leur haine sur luy¹. »

Il exagère, je crois, un peu l'importance de son rôle et de ses responsabilités. Son influence en tout cas, ne put s'exercer que d'une façon intermittente, car il ne fit à l'Assemblée que de courtes apparitions, quand elle se renforçait de grands personnages, de délégués de la Noblesse, dans les moments graves, pour augmenter son prestige et prendre avec eux de sérieuses décisions. Jamais il n'y siégea comme membre ordinaire, astreint à l'assuidité, ce qui eut été incompatible avec ses fonctions de gouverneur de place.

Est-ce pour cela qu'il n'a pas gardé un souvenir très précis de l'ordre dans lequel se succédèrent les quatre stations de l'Assemblée ? Mais il aurait pu facile-

1. Cf. *Mémoires*, t. I, éd. Réaume, p. 70-71. Dans le *Lévitique*, le *Bouc du Désert* est un bouc émissaire que l'on chassait dans le désert après l'avoir chargé des malédictions que l'on voulait détourner de dessus le peuple.

ment le vérifier. Il le brouille aussi bien, mais différemment, dans l'*Histoire* que dans les *Mémoires*¹. C'est à Loudun qu'elle commença, pour se transporter ensuite à Vendôme, Saumur et Châtellerault.

La session de Loudun dura du 1^{er} avril au 18 octobre 1596. Son effort principal, finalement couronné de succès, se porta sur la question de principe qu'avait déjà soulevée l'Assemblée précédente : celle de la concession d'un nouvel Edit à débattre, alors que le Roi voulait lier d'avance les Protestants dans les clauses de l'Edit de 1577. C'était l'objet du voyage de Vulson à la Fère de lui porter cette requête, mais Vulson était mal tombé « car ce fut au temps que la ville de Calais fut prinze et forcée par les Espagnols, que S. M. estoit encore incertaine de celle de la Fère au siège de laquelle elle avoit consommé sept à huict mois² ».

Bref, Henri IV jugea inopportune et déplacée cette insistance à faire prévaloir des intérêts de parti quand le pays était engagé dans une guerre; il écouta non sans impatience le représentant de l'Assemblée, et il le renvoya les mains vides... du moins de satisfactions, car il lui remit quelque chose de positif, un ordre de dissolution, enveloppé de quelques bonnes paroles palliatives. Quand Vulson, à son retour à Loudun (24 mai), y annonça ce résultat de son voyage, ce fut un *tolle* de protestations. Et l'on décida de ne pas obéir, et de se préparer à la résistance.

« Au lieu de s'en retourner chacun chez soi, écrivait Duplessis-Mornay au Roi, ils délibèrent plus oultre de ce qu'ils ont à faire³. »

Et, en effet, les résolutions prises à ce moment résonnent encore, même dans la sécheresse du procès-verbal conservé, comme un branle-bas de combat⁴. On alerte les Églises et la noblesse. Partout les positions occupées par le Parti devront être maintenues; si le culte réformé était supprimé quelque part, on userait ailleurs de représailles contre la messe. Tous les gouverneurs sont solidaires dans la défense de leurs places, si le gouvernement royal veut toucher à l'une d'elles. Et

1. Dans l'*Histoire*, t. IX, p. 276, il met Châtellerault à la fois en tête et en queue, si bien que l'Assemblée aurait inauguré et terminé ses séances au même endroit; ce qui est faux.

2. Cf. Bibliothèque Mazarine. *Actes des Assemblées politiques des Réformés*, ms. in-folio 2607 (*Pièces annexes*) dans les Instructions qui seront remises le 19 juillet à MM. de Vic et Calignon envoyés par le Roi à l'Assemblée.

3. Lettre du 2 juin, *Mémoires de Mornay*, t. VI, p. 488 à 490.

4. Voir les *Actes de l'Assemblée* (le procès-verbal des séances) au ms. in-folio 2605, Bibliothèque Mazarine.

ce qui montre bien l'état d'esprit de l'Assemblée, c'est la question militaire qui paraît dominer alors dans ses préoccupations. Elle prend l'initiative de convoquer à Thouars pour le 15 juin, une réunion des principaux de la noblesse et des gouverneurs de places de toutes les provinces limitrophes, afin qu'ils avisent ensemble aux mesures à prendre. Après quoi, ils sont invités à venir soumettre leurs propositions à Loudun. Ils y arrivent le 18 et, parmi eux, je relève sur le compte rendu de la séance de ce jour le nom de *M. d'Aubigny, gouverneur de Maillezais*, à côté de ceux de Claude de La Trémoille, prince de Talmont, pair de France, Duplessis-Mornay, gouverneur de Saumur, de Parabère, lieutenant pour S. M. en Poitou, gouverneur de Niort, M. de Chouppes, gouverneur de Loudun et pays Loudunois, de La Tabarière, gouverneur de Fontenay, M. Constant, gouverneur de Marans, la plupart voisins et amis de d'Aubigné. On les met au courant des délibérations antérieures de l'Assemblée auxquelles ils donnent leur approbation, et eux-mêmes font part des moyens qu'ils ont envisagés pour assurer la garde des places : installation de nouvelles garnisons, renforcement des anciennes — celle de d'Aubigné par exemple est portée de cinquante à soixante hommes, ce qui n'est pas, avouons-le, un gros effectif. Enfin, si cela est utile, on devra généraliser le procédé exceptionnel et illégal de la saisie des deniers royaux pour subvenir à l'entretien de ces garnisons. Toutes ces suggestions furent adoptées par l'Assemblée, qui prononça, *le 20 juin, un vrai serment de conjuration*, où s'associèrent les voix des membres ordinaires et celles des assistants temporaires venus de Thouars.

Voici les passages essentiels de cet engagement solennel :

« Nous soubz signez promettons et jurons garder inviolablement l'union des Églises de France faicte à Mantes l'an mil cinq cens nonante trois, et en conséquence d'icelle nous soubmettre à toutes les résolutions des assemblées générales et notamment de celle tenue à Loudun en la présente année, observer les règlements y dressez pour l'ordre de nostre conservation, pour laquelle parvenir nous protestons de maintenir de tout nostre pouvoir ce que nous avons de liberté de conscience, ne permettant point que l'exercice de la religion soit osté d'aucun lieu où il est maintenant, ny la messe receue es lieux où elle n'est point de présent, de garder nos seuretez, ne relascher aucunes des places que nous tenons, saisir les deniers pour les paymentz des garnisons selon qu'il a esté desjà ordonné par la dicte

assemblée, employer vies et biens pour la deffence de celui ou ceux qui seront recherchez pour cet effect, garder fidellement les places pour la manutention des Églises, n'en transporter aucunes pour quelque cause que ce soit ez mains d'un autre sans le consentement et expresse permission du conseil de la Province¹. . . . »

Bref, si l'on ne se mettait pas encore en état de rébellion ouverte, on se mettait du moins en état de défense... et d'une manière qui ressemblait fort à une provocation. Duplessis tirait la morale de cette manifestation dans une lettre à M. de Bouillon : « Ces gens rebutés de la court sont résoleus de chercher les remèdes en eulx-mesmes, sont auctorisés à ceste fin, et par des actions qui ne les y semblent pas mener tout droict, se trouveront avoir passé le Rubicon fort gaiment². »

En attendant, les gouverneurs rentrèrent chez eux pour veiller sur leurs places. Si d'Aubigné revint à Loudun, ce ne fut qu'en passant. On ne trouve plus trace de son nom dans le procès-verbal. Il est possible cependant qu'il ait assisté à la réception des *envoyés du Roi*, M.M. de Vic et de Calignon, le 22 juillet, car la façon dont il rapporte l'impression produite sur l'Assemblée par le discours de M. de Vic a tout l'air de n'être pas un simple écho de séance qui lui serait parvenu, mais fait l'effet d'un témoignage personnel : « Vic fit une harangue à l'ouverture, admirée par les réformez pour une excellente construction de belles paroles, qui mesnageoyent les promesses et menaces, l'espoir et les craintes, d'un artifice rompareil³. »

Notons ici le contraste piquant entre la satisfaction du connaisseur, qui a goûté l'art du bon orateur, et le mécontentement du partisan, grondant à cette séduction, et se refusant à s'y laisser prendre.

C'est Duplessis qui avait obtenu du Roi qu'il fît ce pas en avant vers ses anciens coreligionnaires, et leur adressât quelque négociateur pour éviter la rupture⁴. M. de Calignon, protestant, avait été adjoint à M. de Vic pour rendre sa

1. Bibliothèque Mazarine, Ms. 2605, à la date du 20 juin 1596.

2. Lettre du 19 juin. Cf. *Mémoires de Mornay*, t. VI, p. 504.

3. *Histoire universelle*, t. IX, p. 276.

4. Cf. *Mémoires de Mornay*, lettre au Roi du 11 mai, t. VI, p. 473; du 2 juin, t. VI, p. 488 et sq. — Réponses d'abord par le secrétaire d'État M. de Loménie, 9 juin, t. VI, p. 491, puis par le Roi en personne le 13, p. 493. — Duplessis vient annoncer la nouvelle à Loudun le 19, et rend compte de son voyage à M. de Loménie et au Roi le jour même, t. VI, p. 502 et sq.

mission plus agréable à l'Assemblée. En fait, c'est plutôt le contraire qui se produisit. Celle-ci, très ombrageuse, n'admettait guère que des Réformés se prêtassent à ce rôle d'intermédiaires et de conciliateurs entre la Cour et elle : leur devoir était d'épouser sa cause absolument. Aussi fit-elle des remontrances à M. de Calignon. La conversation s'engageait assez mal.

MM. de Vic et de Calignon n'avaient charge d'offrir que l'Édit de 1577 comme base de discussion¹, avec quelque élargissement sur certains points. Mais il eût fallu se battre sur chaque article. Les Réformés refusèrent de s'engager dans cette chicane. Nous savons qu'ils considéraient l'Édit de 1577 comme insuffisant en soi, et d'ailleurs annihilé en partie par les restrictions successives qu'y avaient apportées les traités particuliers conclus avec les Ligueurs. Mieux valait donc débayer le terrain de cet obstacle, et aborder franchement la construction d'un nouvel Édit. C'est la thèse que deux de leurs délégués MM. de Rieux et de La Motte, allèrent soutenir en Cour quand Vic et Calignon y retournèrent².

Ils réussirent à convaincre le Roi et son Conseil, et il fut convenu, au moins tacitement, qu'on traiterait sur de nouvelles bases. N'est-ce pas le sens de la lettre du Roi à Duplessis, du 15 septembre 1596, l'informant du retour prochain de MM. de Vic et de Calignon à Loudun, « pour rendre capable la dicte assemblée de mes intentions, et faire qu'ils m'envoyent d'autres depputez *avec charge plus ample*, affin qu'il soit pris une bonne et ferme résolution en leurs affaires, et pourveu à leur contentement le plus tost qu'il sera possible³ ».

Voilà un empressement de bon augure, semble-t-il. Même sans prendre à la lettre une formule diplomatique, on conviendra qu'elle ne révèle pas chez Henri IV le parti pris dont l'accuse d'Aubigné, de faire passer la paix des Huguenots après toutes les autres :

« Il protestoit en secret de sa bonne volonté, et, en parlant à ceux qu'on lui

1. Cf. leurs Instructions datées du 19 juillet dans les *Actes des Assemblées politiques des Réformés*. Bibliothèque Mazarine, ms. 2607, p. 77 à 97.

2. Cf. DUPLESSIS-MORNAY, t. VII, p. 288 dans le *Brief Discours par lequel chacun peut estre éclairci des justes procédures de ceulx de la religion réformée*. Ce mémoire justificatif fut écrit après le rejet des nouvelles propositions de Schomberg et de de Thou à l'Assemblée de Saumur (fin mars 1597). Il reprend l'histoire de la Réforme depuis ses origines (t. VII, p. 257 à 298).

3. Cf. *Lettres-Missives*, t. IV, p. 643.

envoyait, usoit du terme de *Nos Églises*, Et, comme telles négociations commençèrent dès un an après son changement, tant que son affermissement fut douteux, il mettoit ses craintes pour excuses. Mais, estant affermi et perdant peu à peu le goust des réformez, il coucha de sa force pour menaces, et commença pourtant à traiter, assurant les catholiques que la paix des réformez seroit la dernière de toutes¹. »

Ce n'est pas là une simple insinuation qui lui échappe en passant. D'Aubigné affirme et répète la chose à plusieurs reprises².

Il reconnaît que le Roi « désiroit *en effet* la pacification » et qu'il fut heureux d'être aidé par Mayenne, après sa réconciliation, pour la faire agréer des Catholiques. Notons cet hommage rendu au chef de la Ligue³. Mais il s'était engagé à ne traiter avec les Huguenots qu'en dernier lieu, et il fut fidèle à ce serment. — C'est là une étrange histoire, qui nous laisse sceptiques. Sans doute c'est un fait que l'Édit de Nantes ne fut signé qu'après le rétablissement complet de la paix intérieure, et à la veille du traité de Vervins (donc *avant*) conclu avec l'Espagne le 2 mai 1598 ; mais il y a peut-être à ce retard une explication plus naturelle que celle imaginée par d'Aubigné. Lui-même en rapporte une autre, qui était la version officielle et à laquelle, bien entendu, il n'ajoute pas foi ; elle est pourtant vraisemblable : « Ce qui fut expliqué bien plus magnifiquement ; car on dit aux députez que le roi, premier que signer, avoit voulu voir tout paisible, pour faire paroistre à un chascun qu'il n'y avoit eu nulle force ni contrainte en sa volonté, et que ce qu'il en avoit accordé n'estoit qu'avec la raison, estant roi paisible et absolu⁴... »

Les Protestants eux-mêmes avaient intérêt à ce que leurs adversaires ne pus-

1. *Histoire universelle*, t. IX, p. 275.

2. Ainsi, t. IX, p. 280 : « et la paix des réformez estant condamnée de marcher après la dernière des liguez [celle de Mercœur]... » ; — p. 288 : « Et lors on travailla à leur paix, condamnée à estre la dernière » ; — p. 292 : « Et n'y voulut toucher [signer l'Édit] qu'après avoir touché à la main du duc de Mercœur, au pont de Sez, suivant le serment qu'il avoit fait auparavant » ; même page, plus bas : « Et fut, selon la promesse, la paix des réformés postposée à tous le traitez honteux... » (avec les chefs ligueurs).

3. « Le chef de la Ligue, ayant fait la sienne [sa paix, édit de Follembray 24 janvier 1596] fut un des plus équitables conseillers pour l'avancement des traitez ; ce fut lui qui, dans le conseil, s'opposa à ceux qui traittoient indignement la réputation des réformez, qui blasma le refus de la paix à ceux ausquels il attribuoit la ruine de son parti. Le roi ne fut pas marri d'avoir un auteur de telles qualitez pour la pacification qu'en effect il désiroit. » *Histoire universelle*, t. IX, p. 275.

4. *Histoire universelle*, t. IX, p. 292.

sent les accuser d'avoir profité des difficultés du moment pour imposer des conditions inacceptables, qui dès lors auraient toujours été contestées. Le précédent de l'Édit de Beaulieu (1576) toujours regretté par eux, si favorable — trop favorable pour être durable — et dicté par la force à Henri III, aurait dû les avertir et les faire réfléchir. En fait, ils n'useront que trop, pour obtenir l'Édit de Nantes à leur convenance, de la pression que leur permettront les circonstances et la guerre étrangère. Et ils auraient pu l'avoir plus tôt, s'ils avaient un peu modéré leurs exigences.

Les deux grosses pierres d'achoppement de la négociation étaient la question des *juridictions spéciales* qui devaient les mettre à l'abri des partialités de la justice ordinaire, et celle des *places de sûreté*. Ils réclamaient dans tous les Parlements des *chambres mi-parties*, telles que les avait accordées l'Édit de Beaulieu ¹, c'est-à-dire des chambres où les conseillers protestants seraient en même nombre que les catholiques, institution qui leur aurait procuré, avec des garanties de bonne justice, des charges à occuper. Le gouvernement royal y opposait — sauf peut-être pour le Midi — le moyen terme des *chambres de l'Édit*, c'est-à-dire de l'Édit de 1577, où pourraient entrer des conseillers protestants, s'il y en avait en exercice dans les Parlements intéressés, mais sans nécessité formelle, ni proportion de nombre déterminé ².

Quant aux places de sûreté, ils prétendaient conserver toutes celles qu'ils détenaient, « plus de deux cents » avoue d'Aubigné, et « près de quatre mille hommes es garnisons ³ », alors que l'Édit de 1577 (et même le traité de Beaulieu de 1576 qui était encore plus avantageux) ne leur en concédait que huit. Il avait été convenu lors de la trêve de Plessis-lès-Tours, que, dans le délai d'un an, elles devraient être réduites au chiffre d'une par bailliage ou sénéchaussée. Cela n'avait pas été effectué. Aussi les receveurs royaux mettaient-ils une mauvaise volonté, inspirée

1. Accordées seulement et non instituées. Car la guerre avait repris avant que l'Édit ait pu être exécuté.

2. Cf. les Instructions déjà mentionnées du 19 juillet à MM. de Vic et Calignon. Bib. Mazarine, ms. 2607, p. 77 et 79. Le Roi offrait des *chambres de l'Édit* aux Parlements de Rouen et de Dijon, comme il en existait une à Paris, une chambre *spéciale* pour la Guyenne à Bordeaux formée de conseillers parisiens, car le Parlement local était justement suspect aux Réformés; enfin une chambre *mi-partie* à Grenoble, comme il en existait déjà une à Castres pour le Languedoc.

3. *Histoire universelle*, t. IX, p. 283.

d'en haut, à acquitter les assignations délivrées pour l'entretien des garnisons. Pas d'argent, pas de Suisse, dit le proverbe. C'était le moyen, pensait-on, d'obliger les Protestants à les diminuer. Mais eux, au lieu de s'y résigner, avaient eu recours, comme nous l'avons vu, à la réquisition des deniers royaux dans les caisses des officiers des finances. L'Assemblée de Saumur de 1595 avait déjà pratiqué ce genre d'opération. Celle de Loudun en généralisa l'emploi. Nécessité n'a point de loi, dit-on, et je veux bien que l'excuse soit valable ici. Mais tout de même on serait plus disposé à l'admettre, si le Parti s'était montré moins intransigeant dans cette question des places, et avait consenti, comme le Roi le demandait, à rendre celles qui n'avaient pas d'intérêt militaire, et qui ne servaient qu'à procurer des postes de gouverneurs à des particuliers, en grevant inutilement ses finances et en éparpillant ses soldats ¹.

C'est seulement le 11 octobre 1596 que MM. de Vic et de Calignon revinrent à Loudun, munis de nouvelles instructions du Roi ². Elles avaient surtout pour objet d'inviter l'Assemblée à lui envoyer des délégués à Rouen, où il allait tenir une réunion de Notables, et où il pourrait en même temps discuter avec les députés protestants les bases d'un nouvel Édit. L'Assemblée désigna son président La Noue, et cinq autres : MM. de Chouppes, baron de Fons, La Motte, Texier et Brunier, en spécifiant qu'ils ne concluraient rien de définitif sans lui en référer. Puis, le 18 octobre, elle clôtura sa session en s'ajournant pour le 10 novembre, à Vendôme, conformément au désir du Roi, qui préférait, pour la facilité des négociations, la voir se rapprocher.

La session de Vendôme s'ouvrit un peu en retard sur les prévisions, le 23 novembre 1596. Les hommes d'épée, qui ne pouvaient s'absenter longtemps de leurs places, n'y arrivèrent qu'en janvier : La Trémoille, Duplessis et Constant le 25, d'Aubigné le 27. C'était le moment où les débats allaient reprendre de l'intérêt et de l'importance, par le retour de la délégation de Rouen et des commissaires royaux. La députation protestante revint la première, et fit son rapport à l'Assemblée le 16 janvier. Elle ne cacha pas qu'elle avait reçu du Roi un accueil assez frais, le trouvant prévenu contre les Réformés par leurs ennemis, et persuadé

1. Cf. Les Instructions du 19 juillet à Vic et à Calignon, *loc. cit.*

2. Elles sont à la suite des précédentes, au Vol. ms. 2607 de la Bib. Mazarine, p. 99-107.

« qu'il y avait en leur poursuite plus de faction que de religion ¹ ». Aussi ne rapportait-elle pas grand profit de son voyage. L'Assemblée partagea sans doute cette opinion après l'examen des réponses faites à son Cahier de requêtes, car une fois les commissaires arrivés elle écouta assez impatiemment M. de Vic (le lundi 3 février) se féliciter et la féliciter de la bienveillance qu'avait montrée le Roi, et M. Vulson répliqua assez brutalement en son nom (le 4 février) : « Nous ne pouvons nous contenter desdictes réponses ny sur le poinct de la Religion, ny de la justice, ny des seuretez... les oppressions qui nous sont ordinairement faictes nous contraindront de chercher quelque soulagement en nous-mesmes, sy Messieurs du Conseil n'y pourvoient ². »

Cela sent la menace et l'ultimatum. MM. de Vic et de Calignon s'en plaignirent (5 février) et déclarèrent que s'obstiner à faire des demandes impossibles — et, qui plus est, injustes — c'était empêcher tout accord. Ce langage déplut à l'Assemblée, qui se jugea offensée. C'était elle pourtant qui avait commencé à hausser le ton de la discussion jusqu'à ce diapason. Non sans solennité, elle chargea trois de ses membres — comme dans les affaires d'honneur — d'aller trouver les commissaires et d'avoir avec eux une explication. C'étaient les sieurs d'Aubigné, de Rieux et de La Motte. Il faut croire que d'Aubigné, contrairement à son caractère, ne se montra pas en cette circonstance trop pointilleux, car tout finit par s'arranger ³. Il fut convenu (6 février) qu'on remettrait aux députés du Roi un *Mémoire* précisant les points sur lesquels les réponses paraissaient insuffisantes, et indiquant en même temps les dernières concessions que les Réformés pouvaient faire. La rédaction de ce *Mémoire* fut confiée à MM. Duplessis et de La Motte. Duplessis écrira plus tard qu'on y avait fait preuve du plus grand esprit de conciliation :

« Tellement que, pour l'exercice de la religion, on s'accommodoit par restrictions à tout ce qui se pouvoit à la paix publique; et moderoit-on l'entretienement du ministère [des pasteurs] à une somme qui n'eust pas fourni au quart. Et pour la justice, au lieu d'une chambre mi-partie en chacung parlement, on se contentoit

1. Extrait d'un mémoire adressé par l'Assemblée de Saumur (la suivante) aux provinces, en mars 1597, et où les choses sont reprises de loin. Cf. Bibl. Mazarine, ms. 2607, p. 189 et sq.

2. *Actes de l'Assemblée*, Bibl. Mazarine, ms. 2605, à la date du 4 fév. 1597.

3. Sur ces incidents voir *Actes de l'Assemblée*, Bibl. Mazarine, Ms. 2605 aux dates indiquées.

d'une seule pour quatre ; et, pour les garnisons, chacun pour sa province avoit regardé en conscience et en honneur ce qui estoit purement nécessaire sans y espargner personne ¹. »

Évidemment c'était un progrès de ne réclamer qu'une chambre mi-partie pour quatre Parlements — les quatre Parlements du Nord : Paris, Rouen, Rennes, Dijon. Mais c'était à Poitiers, qui faisait partie du ressort de Paris, qu'on voulait installer cette juridiction spéciale, et il était à craindre qu'elle ne fit bientôt l'office d'un Parlement au petit pied pour l'Ouest protestant, et qu'elle ne s'affranchît peu à peu de toute attache avec le Parlement de Paris. Ce serait autant de perdu pour le prestige et les revenus de celui-ci, car le Poitou était sa meilleure province en matière de procès. Il n'y avait donc pas à penser qu'il consentirait à cette *demi-nutio capitis* et enregistrerait un Édit la préparant. Du reste, les Instructions avec lesquelles MM. de Vic et de Calignon étaient revenus de Rouen ² nous montrent que le Roi n'était pas prêt à accepter cette solution de la question judiciaire. Il ne voulait absolument pas de chambre mi-partie dans le Nord, où l'opinion publique y était hostile, et y aurait vu le symbole et comme la consécration de la division nationale ; il n'en offrait de nouvelles que dans le Midi, en Guyenne et en Dauphiné, s'ajoutant à celle qui existait déjà dans le Languedoc.

Pour les garnisons, afin de contraindre les Réformés à opérer eux-mêmes des réductions, il proposait de leur allouer une somme forfaitaire de 150.000 écus par an, qui eût compris en même temps le fonds d'entretien des pasteurs.

Les observations de l'Assemblée sur ces diverses propositions, consignées dans le *Mémoire* qu'avait rédigé Duplessis, partirent pour Paris le 7 février, accompagnées d'une lettre des deux commissaires royaux ³. Ils annonçaient qu'en attendant les décisions de S. M. et pendant que les pourparlers chômeraient, ils iraient conférer à Tours avec MM. le président de Thou ⁴ et Schomberg — qui s'y trouvaient pour le traité de Bretagne (avec Mercœur, le chef ligueur) ; et ils expri-

1. *Mémoires de Duplessis-Mornay*, t. VII, p. 292-293 dans le *Brief Discours* apologétique de la Réforme française, publié en mars 1597, et que j'ai déjà signalé.

2. Elles sont datées de Rouen 18 janvier 1597 et se trouvent au t. ms. 2607 de la Bibl. Mazarine, p. 111 et sq.

3. Cf. *Actes de l'Assemblée* dans le vol. ms. 2607 (celui des pièces annexes), p. 125 et sq. Bibl. Mazarine.

4. L'Historien.

maient l'avis que les deux négociations étaient liées en fait et dépendaient l'une de l'autre, Ligueurs et Protestants cherchant également à profiter des embarras du Roi, et réglant, sans se concerter, leur intransigeance sur celle du partenaire voisin ; si bien qu'il y aurait intérêt pour les deux députations royales à agir de concert et à se fondre en une seule. Et, avec une abnégation méritoire, ils offraient de s'effacer devant MM. de Thou et de Schomberg et de leur servir d'assistants.

Aussitôt après leur visite à Tours, Schomberg fit part à Henri IV de ses impressions (13 février) et lui suggéra divers moyens et compromis pour parvenir à une entente avec les Huguenots, qui lui paraissait indispensable : « Il est très grand besoin de finir bientôt ceste assemblée, et tâcher d'envoyer ces esprits malades chez eux avec quelque contentement. »

Il était convaincu qu'avec quelque habileté il était possible de venir à bout des difficultés qui restaient à résoudre, car si la noblesse avait surtout à cœur le maintien des garnisons, la bourgeoisie protestante recherchait avant tout l'accès aux offices publics, et son hostilité contre les Parlements venait moins de la façon dont ils rendaient la justice — ou l'injustice — aux Religionnaires, que de leur refus de les admettre aux charges dont ils étaient régulièrement pourvus. Il y avait donc là des intérêts en éveil qu'on pouvait adroitement ménager¹.

Le procès-verbal de l'Assemblée de Vendôme est clos le 7 février. On devait se transporter le 17 à Saumur, pour les commodités de MM. de Thou et de Schomberg. *On voit donc que d'Aubigné a fait un très court séjour à cette Assemblée,* il est vrai au moment décisif des résolutions importantes.

Il ne parut même pas à Saumur où la session fut d'ailleurs brève (5 mars 2 mai 1597) et où les négociations ne firent aucun progrès, à cause d'un événement malheureux qui absorba complètement l'esprit du Roi pendant quelque temps, et lui rendit plus importunes les réclamations d'une portion de ses sujets au moment où il avait à faire face à un péril extérieur. La ville d'Amiens fut en effet surprise par les Espagnols, le 11 mars 1597. à 8 heures du matin, avec tous

1. La lettre de Schomberg du 13 février, accompagnée d'un Mémoire spécial sur les chambres de Justice, est à la suite de la lettre de MM. de Vic et de Calignon du 7 février, au vol. ms. 2607 des *Pièces annexes* (Bibl. Mazarine), p. 133 à 152. Il proposait, au lieu d'une chambre mi-partie pour les Parlements du Nord, comme le demandaient les Réformés, la création de six offices de conseillers protestants au Grand Conseil, ou bien, au besoin, au sein même du Parlement de Paris.

les approvisionnements qu'on y avait accumulés pour la campagne de printemps. C'était la ligne de la Somme aux mains de l'ennemi, la route de Paris ouverte, un vrai désastre. Cette mauvaise nouvelle éclata à Paris comme un coup de tonnerre, la veille de la mi-carême (12 mars), au milieu des fêtes données pour le baptême d'un fils du connétable de Montmorency. La consternation fut générale. « Ce coup est du ciel, dit le Roi. Ces pauvres gens, pour avoir refusé une petite garnison que je leur ai voulu bailler, se sont perdus. » La population avait, en effet, prétendu se garder elle-même. Elle s'était bien gardée ! Et maintenant il fallait réparer les conséquences de sa présomption et de sa négligence. « C'est assez fait le Roy de France ; il est temps de faire le Roy de Navarre !¹ » Et le jour même il monta à cheval avec les siens et se porta vers la Somme, en assurant sur son chemin les places qui couvraient la capitale : Pontoise, Beauvais, Montdidier. Mais, faute d'être assisté suffisamment par le pays divisé contre lui-même, il mettra six mois à reprendre Amiens. Les Protestants en particulier pouvaient faire leur *mea culpa*. D'Aubigné a essayé de les justifier dans un éloquent plaidoyer : nous verrons la valeur de ses arguments.

A son départ (12 mars), Henri IV avait dépêché à Saumur un courrier exprès, M. de Montglas², pour informer l'Assemblée de l'accident survenu à Amiens, et lui demander, dans ces graves circonstances, de faire un sacrifice à la concorde nationale, et de se contenter de ce qu'il avait cru pouvoir accorder sans trop heurter l'opinion catholique. Ses dernières conditions étaient formulées dans les Instructions adressées à ses commissaires, le 4 mars — avant la prise d'Amiens. Il s'en tenait en somme à ses propositions antérieures, malgré le peu de succès qu'elles avaient eu à Vendôme, et il ne concédait quelque chose de plus que pour les chambres de justice ; car il envisageait l'établissement à Tours d'une chambre spéciale du Parlement de Paris, réservée aux Protestants du Poitou et de Saintonge³.

Avant même le retour de son courrier, qui devait lui rapporter la réponse de l'Assemblée, mais sur l'avis qu'il avait reçu des résistances rencontrées par ses

1. Cf. L'ESTOILE, t. VII, p. 83-84.

2. La lettre dont il était porteur est au vol. ms. 2607 (Mazarine), p. 237-241.

3. Ces Instructions se trouvent au même vol. ms. 2607, p. 155 et sq..

commissaires, *Henri IV* écrivait à l'un d'eux, M. de Schomberg, le 31 mars, une lettre émouvante, destinée évidemment à être communiquée aux Protestants dans ses passages essentiels :

« J'ay l'esprit si occupé de la guerre, disait-il, et d'ennuy, voyant devant moy ma perte, que je n'ay entendement pour penser ny vaquer à aultre chose. Je vous renvoyeray donc à la cognoissance de ceux de mon dict conseil, et suffira vous dire que si mes bons subjects et serviteurs ne s'unissent pour me venir assister et servir en ceste occasion, je prévoy que je succomberay sous le faict d'icelle. Car je ne me porte pas bien de ma personne, et suis assailly de tant de nécessitez et de faix que je ne sçay quasy plus à quel saint me vouer, pour sortir de ce malheureux passage; et si ceux de la dicte Religion continuent à demander chose que je ne leur puisse accorder sans diviser mes subjects plus que devant, ils augmenteront tellement ma peine et ma douleur, que je m'assure qu'à la fin ils y auront regret. Car ils m'accableront d'ennuy, et m'osteront tout moyen de remédier au mal qui nous consomme. J'en ay voulu escrire mon advis à mon cousin le sr de la Trimouille, et aux srs du Plessis, de la Noue et Parabère, par les lettres que je vous envoie pour leur faire tenir ¹. »

On veut croire que si ces cris de détresse étaient parvenus assez tôt à Saumur, ils auraient touché l'Assemblée, et auraient pu modifier ses dispositions. Mais déjà elle avait coupé les ponts avec les commissaires royaux en déclarant (29 mars) que leurs offres étaient « totalement esloignées des choses absolument nécessaires aux Églises... qu'il n'y a aucune apparence ny moien de s'en contenter ² », et d'autre part elle avait remis à M. de Montglas (25 mars) sa réponse sur le fait d'Amiens ³. Cette réponse, il faut l'avouer, a quelque chose de choquant par le contraste entre les beaux sentiments affichés — participation au malheur public, félicitations au Roi pour sa constance, vœux pour le succès de ses armes — et la conclusion où tout cela aboutit, qui est un refus catégorique de rien retrancher des demandes faites. La raison donnée de ce refus, c'est que, pour faire service

1. Cf. *Lettres-Missives*, t. IV, p. 726.

2. Cf. *Procès-verbal de l'Assemblée*, dans le vol. 2605 (Mazarine), à la date du 29 mars.

3. Elle est au volume ms. 2607 (des *Pièces annexes*) à la suite de la lettre du Roi du 12 mars à laquelle elle réplique p. 241-255.

au Roi, il faut d'abord que les Protestants subsistent ; or ils ne peuvent subsister s'ils n'obtiennent pas toutes garanties qu'ils réclament. C'est facile à dire, mais la France aussi avait besoin de subsister ; et elle avait même quelque droit de passer avant eux. Au fond il semble bien que, tout en déplorant la perte d'Amiens, ils aient eu — certains d'entre eux au moins — l'arrière-pensée de tirer parti de la situation et, en marchandant leur concours, de se le faire payer par l'octroi de toutes leurs requêtes. On ne peut s'expliquer autrement l'attitude de l'Assemblée pendant toute la durée du siège d'Amiens. Nous verrons que cette attitude ne fut pas approuvée unanimement au sein même du Parti.

Pour éviter la rupture après le rejet de ses propositions par l'Assemblée, la délégation royale avait dépêché M. de Vic à Paris, où il devait conférer avec le Roi et son Conseil. L'Assemblée, de son côté, renvoya dans leurs provinces quelques-uns de ses membres pour les mettre au courant de l'état des négociations, et les prier de lui prêter assistance dans la dernière phase, en la renforçant des principaux seigneurs de la Religion, de représentants des corps de ville et « autres signalez » personnages. Elle les convoquait pour le 5 juin suivant à *Châtellerault* (Délibération du 1^{er} avril) ¹. *D'Aubigné y sera député par le Poitou, et c'est la période où il prendra la part la plus active aux discussions.*

L'Assemblée de Saumur se prolongea jusqu'au 2 mai, attendant le retour de M. de Vic. Le 20 avril elle vit arriver avant lui le sieur de Montglas, qui lui apportait une nouvelle lettre royale, réplique à sa réponse du 25 mars. Cette réplique ² est un chef-d'œuvre d'habileté, presque d'ironie. Impossible de donner, avec plus de ménagements et de franchise tout à la fois, une leçon de patriotisme à des gens imbus d'intérêts particuliers, et de faire mieux ressortir la contradiction entre les assurances de dévouement qu'ils prodiguent et leurs exigences inacceptables dans un temps où il faudrait d'abord venir au secours de l'État.

Après cela il n'y avait guère à se faire illusion sur ce que rapporterait M. de Vic. Il revint le 30 avril, et l'on jugea ses concessions dérisoires. Il offrait cependant pour les garnisons et l'entretien des pasteurs une somme sensiblement supérieure à celle dont il avait été question jusque-là : 200.000 écus en tout, au lieu de

1. Cf. *Procès-verbal de l'Assemblée à cette date*, ms. 2605 (Mazarine).

2. Elle se trouve au vol. ms. 2607, p. 256-263.

150.000 (soit 160.000 pour les garnisons et 40.000 pour les pasteurs). De plus, il proposait d'une façon ferme une chambre de l'Édit à Tours, pour les ressorts des Parlements de Paris et de Rouen, comme le Roi le suggérait dans ses Instructions du 4 mars précédent. Mais tout cela parut insuffisant. Le siège de l'Assemblée était fait. Elle se retrancha derrière le mandat qu'elle avait des provinces, et qui ne lui permettait pas de diminuer ses demandes ; elle argua de la nécessité de les consulter ; et, ayant pourvu à l'entretien des garnisons par les moyens extraordinaires et illégaux, qui étaient devenus une pratique régulière, elle résolut de suspendre les pourparlers et de clore sa session en informant le Roi des motifs de sa décision. La lettre datée du 1^{er} mai — c'est Duplessis qui l'avait rédigée ¹ — rejetait toute la responsabilité de cette rupture provisoire sur l'intransigeance du Conseil du Roi :

« Estimons néanmoins, disait-on, estre de nostre fidélité et sincérité de dire à vostre majesté que nous ne pouvons imaginer ni en quoi peult consister ceste si grande difficulté qui se trouve en nos demandes, ni en quoi justement nous puissons apporter plus de facilité à son contentement ; quand vostre majesté n'a point à contenter en nous aucunes prétentions particulières, d'avarice ni d'ambition, ruyneuses à vostre estat et périlleuses à vostre personne ; mais ung zèle de religion qui ne peult procéder que de bonne conscience... ung desir aussi de bonne égale justice. »

La déception, l'irritation de voir échouer l'intervention de MM. de Schomberg et de Thou, en quiles Réformés avaient mis tant d'espoir, se traduisent ici diplomatiquement, avec atténuation, et sous la forme d'un étonnement attristé. Mais d'Aubigné, qui n'est pas tenu aux mêmes ménagements quand il écrit son *Histoire*, ne nous cache pas que cet échec et l'interruption des pourparlers provoquèrent dans ce milieu éminemment excitable d'une assemblée huguenote, surtout aussi longue et où les passions avaient eu le temps de fermenter, de véritables fureurs, et firent

1. Elle se trouve au vol. ms. 2607, p. 263-268, et figure dans les *Mémoires de Duplessis-Mornay*, t. VII, p. 189-191. C'est le moment aussi où il fut chargé de « dresser un *Brief Discours* de ce qui s'est passé en la poursuite de noz affaires générales pour le faire imprimer ». J'ai déjà plusieurs fois mentionné ce *Brief Discours* qui expose « les justes procédures de ceulx de la Religion Réformée » depuis l'origine de la Réforme. Pièce capitale et du plus haut intérêt, qui se trouve, comme j'ai dit, au t. VII de ses *Mémoires*, p. 257-298.

même naître dans quelques cervelles particulièrement échauffées des projets fous. D'Aubigné d'ailleurs, qui n'est pas coutumier de tant de sagesse, n'hésite pas à les condamner. Ce qui prouve qu'ils n'étaient que le fait d'une minorité. Mais c'était un symptôme.

« Et puis, raconte-t-il, quand Amiens fust pris, il n'y eut pas faute de gens, irritez du refus de la paix [c'est-à-dire de l'Édit tel qu'ils le réclamaient], qui conseillèrent de trier les armes des réformez d'avec ceux qui la refusoyent. Quelques-uns furent d'avis de se loger à Tours et d'y faire avancer trois mille cinq cens hommes de pied qui s'avoüoyent à la Trimouille. Ceux-là alléguoyent qu'une requête envoyée d'une si bonne ville trouveroit que le daté est efficaceux. Mais le plus de voix et les plus saines réduisirent les autres à la patience, et falut aller poursuivre et achever le traité à Chastelleraut, où le duc de Bouillon se rendit, demeurans les gens de pied que nous avons spécifiés dans le Poictou ¹. »

C'est-à-dire que, s'ils ne tentèrent pas de se saisir de Tours, la première capitale d'Henri IV à son avènement, ce qui eût été le poignarder dans le dos pendant qu'il se battait contre l'Espagnol, ils n'allèrent pas non plus l'assister à Amiens. Il y avait des Réformés qui souffraient dans leur cœur de Français de cette situation, et qui auraient voulu presser les négociations et l'entente, pour aller secourir le Roi et mettre leur conscience en repos. C'est le point de vue de Duplessis, au moment où l'Assemblée rouvre ses séances dans sa *dernière station*, à *Châtelleraut*, le 16 juin 1597.

De nouveau Henri IV avait recours à lui, en termes touchants, pour amener ses coreligionnaires à un esprit de conciliation :

« Mons^r du Plessis, J'estime qu'en nulle autre saison ny en meilleure occasion, vous ne me sçauries faire paroistre ce que je me suis toujours promis de vous, qu'en celle qui se présente maintenant en l'assemblée de ceux de la Religion. Encor que vous n'ignorés point en quels termes sont mes affaires, sy est-ce que j'ay commandé à m^r de Schomberg, que vous cognoissés, de les vous représenter au vray, et vous dire ce que je désire de vous... Souvenés vous que c'est à ce coup qu'il aut mettre une fin à tout cela, affin que je vive en repos, et que je n'aye

1. *Histoire universelle*, t. IX, p. 279-280.

plus à songer que aux anciens ennemys de cest estat¹. » (Lettre du 23 juin.)

Duplessis arriva à l'Assemblée le 27 juin, en même temps que le maréchal de Bouillon. D'Aubigné devait y être déjà, car les gouverneurs de l'Ouest, et parmi eux ses voisins, Parabère, Constant, etc., s'y présentèrent sous la conduite de La Trémoille, le 22 juin. On se rappelle que l'Assemblée avait invité les provinces à déléguer à sa dernière session, qu'elle prévoyait devoir être la plus importante, des députés extraordinaires de la noblesse et des villes.

C'est le gouverneur de Marans; Constant, qui fut envoyé au Roi, le 19 juillet², pour lui faire part des appréhensions que causaient aux Protestants les nouvelles concernant une paix prochaine avec l'Espagne. C'était un peu trop découvrir le bout de l'oreille, et montrer qu'on spéculait sur l'état de guerre pour obtenir des conditions meilleures.

Le calcul sembla se vérifier lorsque *M. de Schomberg, le premier commissaire, vint faire des propositions nouvelles*. L'Assemblée avait nommé (24 juillet), pour entrer en conférence avec lui, les ducs de Bouillon et de La Trémoille, MM. de Parabère, de La Noue et d'Aubigné. On voit que notre personnage était là en bonne compagnie, et cela prouve l'estime dans laquelle il était tenu dans le Parti et le rang honorable qu'il y occupait. Les conditions offertes par Schomberg étaient libérales; elles dépassaient même sur certains points les instructions du Roi³. Des facilités étaient accordées pour l'exercice du culte aux villes qui ne devaient pas avoir de temple local. Il n'était plus question d'une chambre de justice spéciale établie à Tours, mais des conseillers protestants seraient nommés à la chambre de l'Édit du Parlement de Paris : on ne discutait plus que sur la proportion. Le fonds d'entretien des pasteurs était augmenté, celui des garnisons aussi (porté à 180.000), et Schomberg s'avancait jusqu'à promettre — c'est là qu'il paraît être allé plus loin qu'il n'y était autorisé — que le Parti pourrait conserver toutes ses places pendant huit ans, et proposer au Roi le choix des gouverneurs en cas de vacances. S'il faisait

1. Cf. *Lettres-Missives*, t. IV, p. 790. Rapportée aussi dans les *Mémoires de Duplessis-Mornay*, t. VII, p. 219.

2. Il emportait une lettre datée du 17 qui se trouve avec ses Instructions au tome ms. 2607, p. 274-282. La réponse du Roi est à la suite p. 285-289, datée du camp d'Amiens, 4 août et rapportée par Constant à Châtellerault le 12.

3. Ces Instructions datées du 19 juillet sont au vol. ms. 2607, p. 295-301.

tant de concessions, c'est qu'il était convaincu de la nécessité de mettre fin au plus tôt, pour éviter le pire, à cette scission des Protestants en pleine guerre étrangère. C'est ce qui ressort nettement de sa lettre pressante — et assez alarmiste — du 28 juillet, qu'il expédiait à Amiens par M. de Montmartin :

« Et d'autant que le dict sieur de Montmartin a assisté à toutes les communications et conférences que j'ay eues avec les depputez de l'Assemblée, et en particulier avec MM. de Bouillon, de la Trimouille, de Clermont, de Mongommery, Duplessis, de Parabère, de la Noue, d'*Aubigny*, de la Mothe, et que sans doute il représentera le tout fort fidèlement à V. M., je ne veux l'importuner par un long discours de redite. J'adjousteray seulement ce mot, Sire, vous suppliant très humblement de m'en excuser, qu'il faut vuider cest affaire, rompre l'Assemblée, tirer MM. de Bouillon et de la Trimouille près de vous promptement et à quelque prix que ce puisse estre, car la moindre longueur ou accroche fera un mouvement en vostre Estat, que tous vos bons serviteurs, qui aiment vostre personne et vostre service, en auront regret toute leur vie ¹... »

Mais malgré ces avertissements et ces vives instances, le Roi ne confirma pas toutes les concessions de Schomberg, et la discussion reprit à l'arrivée des autres commissaires, de Thou, de Vic et Calignon (15 août). Ce ne fut pas la même délégation qui entra en rapports avec eux : on désigna cette fois Duplessis, de La Caze, de Robar et Desfontaines. Mais la première, dont faisait partie d'Aubigné, fut encore appelée à intervenir à cause de contestations qui s'élevèrent sur la teneur même des articles convenus avec Schomberg. A l'Assemblée, les esprits étaient assez montés, en voyant remis en question des points qu'on croyait fixés. C'est à ce moment que se place *un incident relaté par d'Aubigné dans ses Mémoires*, et qui le mit aux prises avec un futur renégat, le président de la chambre mi-partie du Languedoc (à Castres) Mr de Fresne-Canaye, lequel se rendant à Paris s'arrêta quelques jours à Châtellerault. D'après le procès-verbal de l'Assemblée il y prêta serment le 25 août, et repartit le 9 septembre ². C'est donc dans l'intervalle qu'il eut cette altercation avec d'Aubigné ; et même, comme il s'agissait des places de

1. Cf. le texte complet de la lettre, ms. 2607, p. 219-223.

2. Bibliothèque Mazarine, ms 2605, *Actes de l'Assemblée*.

sûreté, ce dut être avant le 30 août, jour où le débat fut clos sur ce sujet¹ par la constatation du désaccord subsistant avec les commissaires royaux. Voici comment d'Aubigné raconte la dispute :

« Le Président Canaye, autrement le Fresne, en passant pour s'aller révolter, et étant admis par le Duc de Bouillon, autres fois Viconte de Turaine, en la place des grands, cestui-ci voulant emporter plus de gloire que les grands hommes d'Etat qui traictoient à Chastelleraut, fit des grandes propositions à l'exaltation de la puissance souveraine et au rabais du Parti ; sur quoy Aubigné voyant que six, qui oppinoient avant luy, avoyent grandement rabaissé leur ton, il prit le sien plus haut que de coustume. Le Fresne-Canaye se leva au milieu de son discours, s'escriant : *Est-ce ainsi qu'on traicte le service du Roy ?* Celuy qui parloit repart, disant : *Qui estes-vous, qui nous voulez enseigner que c'est du service du Roy, lequel nous avons eu en main avant que vous fussiez escolier ? Espérez-vous parvenir pour faire chocquer le service du Roy et de Dieu l'un contre l'autre ? Apprenez à ne rompre point les voix, et à vous taire quand il faut.* Ils vinrent à de grandes aigreurs ; et comme le Fresne s'écria : *Où sommes-nous ?* L'autre répondit : *Ubi mures ferrum rodunt.* — Cela releva les advis de l'Assemblée bien à propos, étant lors question des seuretés². »

Et voici la morale de l'incident :

« Ce Président mal respecté fit mal les affaires d'Aubigné près du Roy ; et comme le Duc de Bouillon voulut remonstrer qu'il falloit révéler un tel magistrat : *Ouy*, dit Aubigné, *qui s'en va révolter* ; ce que l'autre fit dans trois mois³. » Révolter, c'est-à-dire abjurer le protestantisme. Mais en fait, ce ne fut pas si rapide que cela, et pour s'attribuer le mérite d'avoir été trop bon prophète, d'Aubigné donne là — sans faire attention aux dates — une précision qui eût été une erreur. C'est seulement en effet le 10 avril 1601 que le président Le Fresne-Canaye, pour obtenir l'ambassade de Venise, abjura le protestantisme dans l'Église des Capucins de Paris⁴. — Mais je ne dis pas que sa foi n'était pas déjà chancelante au moment de

1. Bibliothèque Mazarine, ms. 2605.

2. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 70-71).

3. *Ibidem*, p. 71.

4. Cf. L'ESTOILE, t. VII, p. 287-288. On trouve des détails sur sa conversion dans les *Éphémérides* de son ami Casaubon (cf. HAUSER, *Sources de l'Histoire de France*, t. IV, p. 37, art. 2588).

l'Assemblée de Châtellerault et que d'Aubigné n'avait pas raison de la soupçonner. Il est vrai qu'on lui était facilement suspect et il voyait des traîtres un peu partout. Qui se montrait disposé aux accommodements devait être, ou pouvait bien être acheté. Compromis, pour lui, signifiait compromission. Il prétend que le Roi en « quittant sa part du parti, ne l'avoit pas quitté des intelligences qu'il s'estoit réservées dedans ¹ », et que par ses agents il y accomplissait habilement une œuvre de démoralisation contagieuse ².

C'est bien possible, mais il n'y paraissait guère encore à l'attitude de l'Assemblée, qui demeurait aussi ferme dans ses revendications sans se laisser influencer par la considération de la situation militaire. Et c'est ce qu'on pouvait lui reprocher. Henri IV, par politique, usait de ménagements dans sa correspondance avec elle, afin de ne pas la heurter; mais quand il s'adressait à des tiers, il s'exprimait avec amertume sur son compte: « Si je ne tenois les ligueurs et huguenots en bride par ma conduite et la crainte de mes armes, écrivait-il le 11 août à son ambassadeur à Rome, le duc de Piney-Luxembourg, ils éclateroient et feroient plus de mal que devant, fomentez de dehors à diverses fins, et tous deux sous prétexte de religion... *Ils sont encore assemblez à Chastellerault, et n'en reçoivent aucune assistance en ce siège d'Amiens, au grand retardement d'iceluy et à mon très grand regret* ³. »

On n'entrevoyait guère, en effet, la fin de ce débat interminable qui se trainait comme si les événements n'eussent pas été pressants. De nouveau les négociations étaient suspendues avec les commissaires royaux, dont les propositions, inférieures à celles de Schomberg, furent jugées inacceptables (9 septembre) et l'Assemblée en référa directement au Roi, à qui elle députa MM. de Clairville, et de La Motte (16 septembre), en même temps qu'elle faisait appel à l'intervention diplomatique de l'Angleterre et de la Hollande ⁴. M. de Clairville était chargé de traiter spécialement la question des places de sûreté, qui devaient faire l'objet d'un brevet secret, à part de l'Édit officiel.

1. *Histoire*, t. IX, p. 293.

2. *Ibid.* et au-dessus, p. 281-282.

3. *Lettres-Missives*, t. IV, p. 825-826.

4. Mission de Saint-Germain en Angleterre, et de La Forest aux Pays-Bas (départ le 20 août, retour en octobre). Les pièces relatives à ces Ambassades sont au vol. ms 2607, p. 310-341.

Les demandes qu'il venait soumettre à ce sujet¹ ne tendaient à rien de moins qu'à obtenir du Roi une véritable délégation de souveraineté sur ces places au profit des Protestants, car il n'eût plus été le maître de désigner les gouverneurs, ni de changer quoi que ce soit à la répartition des garnisons, arrêtée au début. Il n'aurait plus guère conservé que le droit de payer, c'est-à-dire l'obligation, et avec sanction en cas de manquement : il était prié, en effet, de souscrire par avance à la saisie des deniers dans les caisses des receveurs, s'ils mettaient de la mauvaise volonté à les délivrer. Au bout de huit ans les places feraient retour au Roi, mais il y laisserait les mêmes gouverneurs protestants, en vertu du principe d'égalité dans l'admission aux charges, qui avait été maintes fois proclamé et que devait sanctionner l'Édit. L'Assemblée oubliait un peu trop un autre principe de droit public, c'est que donner (ou rendre) et retenir ne vaut. En somme, elle proposait de restituer les places à l'échéance... tout en les gardant.

Malheureusement pour elle, ces prétentions exorbitantes se produisaient à un mauvais moment. Quand M. de Clairville arriva auprès du Roi, c'était devant un vainqueur qu'il se présentait. *Amiens était repris*. La garnison espagnole avait capitulé le 19 septembre et remis la ville le 25.

Dès lors *Henri IV n'ayant plus besoin des forces huguenotes, qui l'avaient boudé pendant le siège, n'aura plus les mêmes raisons de presser l'accord, ni de se montrer si accommodant*. Les rôles, désormais, sont renversés. C'est lui maintenant qui tient le bon bout. Les Protestants avaient eu le tort de laisser passer l'heure favorable pour traiter. Ils auront beau s'opiniâtrer encore dans leurs exigences, ils n'obtiendront plus grand'chose, et le peu qui s'ajoutera aux concessions déjà faites ne compensera pas le dommage moral qui résultera pour eux de leur abstention au siège d'Amiens.

J'ai dit que d'Aubigné avait écrit pour leur défense un éloquent plaidoyer. Voyons ses arguments pendant que l'Assemblée chôme — ou presque — en attendant le retour de ses délégués en Cour et des commissaires royaux. Durant cet intermède les gouverneurs de places, comme d'Aubigné, étaient retournés chez eux. Ils ne furent rappelés qu'à la fin de décembre, au moment où les négociations allaient reprendre.

1. Ses Instructions sont au vol. ms. 2607, p. 341-358.

Le chapitre de l'Histoire où il a justifié ses coreligionnaires des reproches qu'on leur adressait pour Amiens est intitulé : « Invectives contre les Réformez et leurs réponses¹. » En réalité d'Aubigné y élargit le débat, mais aussi il le déplace, car c'est de toute leur conduite passée qu'il prétend les justifier en même temps, depuis l'époque où ils ont commencé à se défendre contre les persécutions et les massacres². Cette apologie est belle, et l'ardente conviction qui l'anime fait impression autant que la valeur des arguments. On croit entendre la voix, l'accent même de l'avocat de la Cause, dont la passion, d'ailleurs contenue, palpite encore dans ces paroles qui ne sont pas mortes. Prestige admirable de l'éloquence au service d'une foi ! Mais ce n'est pas le lieu d'examiner ici, ni de discuter le plaidoyer dans son ensemble, et nous nous bornerons à la question posée, c'est-à-dire à ce qui concerne la participation ou l'abstention des Réformés au siège d'Amiens.

Reconnaissons que d'Aubigné n'atténue pas au moins le grief qu'on leur faisait :

« Il y avoit moins de réformez au siège d'Amiens qu'aux autres armées du passé. Sur quoi on leur reprochoit la désertion de leur roi en une occasion pressante comme celle-là, et on disoit que, si le salut commun de la France ne les esmouvoit à prester leurs mains pour chasser l'estranger, que la personne du roi, leur bon et heureux chef d'autrefois, qui les avoit relevez d'un ruineux estat, leur devoit faire jetter en arrière tous empeschemens pour le secourir à son besoin, et qu'il n'estoit pas temps de remuer les partialitez du royaume quand il estoit attaqué par le dehors³. »

C'est alors que pour expliquer ces « partialitez » il remonte loin dans le passé, et montre par quelle suite d'iniquités, de cruautés et de violations des engagements pris on a obligé les Protestants à constituer un Parti armé et à traiter avec la Royauté comme avec une puissance étrangère, en exigeant des garanties de plus en plus rigoureuses.

1. C'est le chapitre II du dernier livre (livre XV dans l'édition Ruble, t. IX, p. 283 et sq.).

2. Comme dans le « *Brief Discours* » de Duplessis, — pas si bref que cela ! — (t. VII des *Mémoires de Duplessis-Mornay*, p. 257 à 298). Mais d'Aubigné n'entre pas dans le détail historique des événements, comme le fait Duplessis.

3. *Histoire universelle*, t. IX, p. 283.

Fort bien, dira-t-on, à l'égard des princes persécuteurs et déloyaux. Mais tout n'était-il pas changé avec l'avènement de leur Protecteur au trône de France ? Sans doute, répond-il, et ils ont commencé par lui faire confiance comme ils devaient, et par détruire leur organisation de parti.

« Le Roi Henri quatriesme, parvenu à la couronne, fit voir aux réformez qu'estant leur roi et de leur profession, il ne faloit avec lui traité ni composition, mais confondre toutes les distinctions passées en l'Estat de la royauté, ce qui fut incontinent accepté, les chambres de justice cassées et l'ordre ancien partout restabli¹. »

Mais après l'abjuration du Roi « mené par force à son changement » il n'était plus possible de s'en remettre à lui seul du soin de protéger ses anciens coreligionnaires. Car qui les assurait que ceux qui avaient triomphé de sa conscience n'essayeraient pas de pousser leur victoire et de l'entraîner à la persécution ou à la guerre contre les « Hérétiques » ? Il leur fallut donc « se remettre en leur distinction à leur grand regret », c'est-à-dire se reformer en parti et demander une nouvelle loi d'État.

La thèse, jusque-là, reste forte; mais le principe une fois admis d'un nouvel Édit, il ne s'ensuit pas que toutes les exigences formulées étaient légitimes, ni que pour les faire prévaloir, les Huguenots avaient le droit d'exercer une pression sur le gouvernement royal en marchandant ou refusant leur service militaire contre l'ennemi du dehors. D'Aubigné le sent bien, aussi conteste-t-il qu'ils n'aient pas contribué pour une part suffisante aux forces qui assiégeaient Amiens :

« Et encor, objecte-t-il, ceux qui les accusent de n'avoir pas fourni au siège d'Amiens selon leur proportion sont mauvais arithméticiens ou ne se souviennent pas de s'estre vantez tant de fois qu'il y a mille catholiques en France contre un réformé. A ce compte, il n'eust falu que quinze des réformez en l'armée de quinze mille qui y estoyent; mais il y en avoit plus de quinze cents des plus grands seigneurs du parti, et la besongne la plus difficile fut faite par le régiment de Navarre, duquel moururent plus de trois cents de ceux qu'on accuse et celui qui les commandoit². »

1. *Histoire*, t. IX, p. 288.

2. *Histoire universelle*, t. IX, p. 289.

Admettons ces chiffres et ces assurances honorables. Il n'en est pas moins vrai que des contingents protestants du Poitou et du Limousin demeurèrent inutilisés, et que leurs chefs La Trémoille et Bouillon se dispensèrent, sur l'ordre de l'Assemblée, de rejoindre le Roi à qui ils eussent apporté un précieux renfort. De combien le siège en eût-il été abrégé ?

Mais les Réformés tenaient-ils vraiment à l'abrégé, et à hâter ainsi la défaite de l'Espagne et la fin de la guerre ? Il est permis, sans les calomnier, de se poser la question, et même d'y répondre par la négative, puisque l'on a l'aveu de d'Aubigné :

« Ceux qui traittoient cette paix, déclare-t-il, [il s'agit de l'Édit qu'on négociait], ne pouvoient travailler à haster celle d'Espagne et celle de tous leurs ennemis mortels, et poursuivre, comme ils avoyent fait, l'union de leurs esgorgeurs aux despens de leur gorge, refusez d'avoir part à la tranquillité, sans trahir les biens et les vies que tant de familles affligées avoyent commises entre leurs mains ¹. »

Le mobile auquel obéissaient ses coreligionnaires, et le calcul que faisait l'Assemblée, s'évaluent ici un peu ingénuement. Au fond ils avaient peur du rétablissement de la paix extérieure et intérieure, tant qu'ils n'avaient pas conclu leur Édit, parce qu'ils craignaient qu'elle se fit à leurs dépens, et que le Roi, redevenu puissant, ne fût moins libéral avec eux. Et cela est humain, et sans doute n'avaient-ils pas tout à fait tort. Mais alors ils jouaient un jeu dangereux en s'obstinant à vouloir trop obtenir au risque de se laisser devancer par cette paix d'Espagne qu'ils redoutaient.

Ceci était leur affaire après tout — affaire de tactique — mais ce qui nous importe, c'est l'aveu de d'Aubigné qui subsiste. Décidément il a beau les défendre éloquemment, il plaide coupables en fin de compte. Leur intérêt était à ce moment contraire à celui du pays : voilà ce qui ressort de ses justifications pour le fait particulier d'Amiens.

M. de Clairville revint à Châtellerault le 20 décembre, précédant d'un mois les commissaires royaux. Lui, rapportait les réponses relatives aux places de sûreté, eux, celles qui concernaient les autres parties du Cahier de requêtes. L'Assemblée s'était recomplétée pour recevoir ces communications.

1. *Histoire universelle.*

Le Roi lui écrivait, par l'intermédiaire de Clairville (6 décembre) : « Nous nous sommes efforcés de vous donner tout le contentement qui nous a été possible ¹. » Il visait là spécialement les places de sûreté, et quand on prend connaissance de ses décisions sur ce sujet capital ², on juge qu'il dit vrai et qu'il avait accordé tout ce qui était compatible avec ses droits souverains, et même peut-être un peu plus. Il ratifiait l'offre de Schomberg de laisser en garde à ses sujets réformés pendant huit ans *toutes* les villes qu'ils occupaient effectivement, sauf celles qui appartenaient au domaine royal ou à des particuliers — un petit nombre. Il consentait à prendre l'avis de quelques personnages notables du Parti pour dresser l'état des garnisons. Quant à la nomination des gouverneurs, s'il entendait se la réserver, il admettait qu'elle ne deviendrait définitive qu'après une sorte de ratification des Églises. C'était reconnaître qu'elles avaient là leur mot à dire, puisqu'il s'agissait de leur sécurité. Ceux qu'il désignerait devraient, avant de prendre possession de leur poste, rapporter une attestation du colloque local certifiant « qu'ils étaient de la Religion et hommes de bien ». Le premier point était une question de fait, mais le second était une affaire d'appréciation, et la formule était assez vague — ou large — pour permettre d'écarter des gouverneurs qui n'auraient pas inspiré confiance. Enfin, au terme des huit ans, il ne voulait pas s'engager à conserver tous les gouverneurs protestants en charge — ce qui eût été une sorte de prolongation de l'occupation — mais il promettait de ne pas les changer dans les villes où il maintiendrait des garnisons.

Toutes ces concessions, qui allaient loin, parurent encore insuffisantes, et avant même l'arrivée des commissaires royaux l'Assemblée avait déjà fait repartir pour Paris deux autres de ses membres MM. de Courtomer et de Cazes pour réitérer intégralement les demandes de Clairville (Délibération du 14 janvier 1598) ³.

Ce n'était pas le moyen d'avancer les choses. Le Roi n'était pas seul à s'irriter de ces longueurs et de ces difficultés. *Des protestations s'élevaient dans certaines provinces contre l'intransigeance de l'Assemblée.* Le Bas-Languedoc se signalait

1. Cf. ms. 2607, p. 290-291.

2. On peut les lire dans le vol. ms. 2607, en marge des Instructions qu'avait emportées Clairville, p. 361-370.

3. Les Instructions remises à MM. de Courtomer et de Cazes sont au vol. ms. 2607, p. 370 et sq.

par ses critiques. Il fallut lui envoyer M. de Saint-Germain (24 janvier) pour lui donner des explications ¹. Il fut assez mal reçu, et l'Assemblée s'en plaigna amèrement au Synode national de Montpellier, où elle dépêchera le pasteur Chamier avec un Mémoire justificatif qui est un véritable *plaidoyer pro domo* ².

Jusque dans son sein, il y avait une opposition, des gens modérés qui appréciaient les intentions conciliantes du Roi, et trouvaient qu'on y répondait mal. Ils étaient en correspondance secrète avec ses commissaires restés à Saumur ³. C'est de leur groupe également qu'émanait un *Mémoire confidentiel* qui lui fut adressé au début de janvier pour lui suggérer divers compromis sur les points où le désaccord subsistait ⁴. Ainsi il savait que l'esprit d'entente faisait des progrès, et il put prescrire à ses commissaires un langage ferme à leur arrivée à Châtellerault (fin janvier) pour venir à bout des récalcitrants.

D'Aubigné évidemment était du nombre. On s'en douterait sans qu'il le dise, mais il a pris soin de nous le faire savoir d'une façon certaine, en rapportant, à la gloire d'un intransigeant comme lui, *un incident* qu'il situe assez vaguement ou inexactement dans le temps ⁵, mais qui ne peut se placer qu'au moment précis où nous sommes, car toutes les circonstances qu'il indique concordent avec l'état des affaires, tel que nous venons de l'exposer. L'anecdote met en scène son ami La Trémoille en posture d'incorruptible devant des propositions tentatrices des commissaires royaux. Que d'Aubigné ait un peu arrangé les choses, ou non, il se dégage de l'ensemble du récit une impression de beauté et de grandeur morale, vraiment admirables :

« Je veux laisser à la mémoire une marque de fidèle partisan en la personne du duc de Thouars autrement de la Trimouille, choisi avec le Plessis, le ministre

1. Voir au vol. ms. 2607, p. 400 à 442, les pièces relatives à la mission de Saint-Germain.

2. Les Instructions de Chamier datées du 22 avril sont au même vol. p. 460 à 481.

3. Voir une lettre de MM. de Thou et Calignon au secrétaire d'État de Fresnes, datée du 11 janvier au vol. ms 2607, p. 551 et sq., en particulier la p. 553 et la réponse du secrétaire le 19 janvier (qui par une inadvertance du copiste est reproduite avant).

4. Ce mémoire se trouve dans le même volume ms. 2607, p. 516-523. Le Roi répond aux suggestions qu'il contient dans une lettre du 17 janvier, p. 528-535, et, en la transmettant le 19, M. de Fresnes déclare que le Roi n'ira pas plus loin dans ses concessions.

5. Il a l'air de dire que la chose se passa à la session de Saumur qui précéda celle de Châtellerault. Mais d'autre part, dans le morceau que nous allons citer, le président de Thou spécifie qu'on négocie depuis 2 ans, ce qui nous met bien à la fin du débat et de la grande Assemblée.

Chamier et moi, pour contester sur le tapis les matières qui n'eussent peu, sans trop de confusion, estre digérées par le corps de l'assemblée, qui estoit lors de soixante-dix testes et quelques fois de quatre-vingts. Le comte de Chomberg et le président de Thou, estans arrivez les premiers, en attendant les autres deux, prièrent La Trimouille de faire un tour d'allée avec eux et le président prenant la parole, dit ainsi :

« Vous avez trop de jugement pour ne connoistre bien que, au point où les affaires sont et aux choses que nous vous avons concédées, que ce que vous pouvez désirer ne soit à son plus haut degré, et, si on ne recule plustost de vos demandes que d'avancer à vostre faveur, tenez-nous pour gens sans honneur. Donnez quelque foi aux personnes qui vous affirment cela. M. de Chomberg est luthérien et pas trop esloigné d'un bon huguenot. Pour moi vous connoissez mon âme, et vous pouvez avoir seu comment il y a deux cents ans que les pupiles de la Trimouille ont eu ceux de Thou pour curateurs. Ne recevez point ce que nous voulons jetter en vostre sein comme d'ennemis. Le roi a seu que vous aviez envoyé quérir vostre cousin, le duc de Bouillon, pour la confection de la paix, et que, par déférence et bon naturel, vous lui quittiez le fruit de vostre labeur de deux ans. Nous ne voulons point vous céler que le roi ne soit irrité contre l'un et l'autre ; mais il y met quelque différence, pour laquelle il choisit de vous savoir le gré de ce qui se passe ; et encor souvenez-vous que vos concessions diminueront sous la gestion de ceux que vous cherchez. Arrestons les affaires en l'assiette où elles sont, et voici l'offre que nous avons à vous faire : c'est que vous choisissiez, entre vos confidens, dix mestres de camp et deux mareschaux de camp. Le roi donnera aux premiers mille escus à chacun, aux autres trois mille escus de pension, payables par vos mains, et à vous le reste de cent mille francs, à quoi se monte l'impôt de Charante, qui se paye sous votre chasteau de Taillebourg. Et afin que vous n'ayez à courtiser personne, on vous donnera un acquit patent de l'impôt pour trente ans. En voyant la grandeur de l'offre, voyez-en la facilité et la seureté, et dites qu'outre ce qui vous touche, ce coup est plus avantageux pour vostre parti que dix bonnes places de seureté.

« La response fut :

« Messieurs, je vous excuse, qui venez de travailler pour esteindre la Ligue,

et, ayans trouvé un parti enflé d'intérêt particuliers, ne l'avez plustost piqué au lieu plus sensible que vous l'avez réduit à néant. Pour vous monstrier qu'il n'y a rien de tel parmi nous, quand vous me donneriez la moitié du royaume, refusans à ces pauvres gens, qui sont à la salle, ce qui leur est nécessaire pour servir Dieu librement et seurement, vous n'auriez rien avancé; mais donnez-leur ces choses justes et nécessaires, et que le roi me face pendre à la porte de l'assemblée, vous aurez achevé et nul ne s'esmouvra.

« Le président, comme nous allions à la séance, me fit ce conte, en demandant si nous avions beaucoup de tels huguenots.

« Telle estoit lors l'affection partisane¹. »

D'Aubigné dit le mot juste « affection partisane », c'est-à-dire conviction sincère, mais passion étroite qui fermait les yeux aux considérations d'intérêt général et d'ordre public. Voilà ce qui explique aussi bien l'attitude de l'Assemblée pendant le siège d'Amiens que son entêtement final à vouloir obtenir du gouvernement royal des abandons impossibles. Mais il allait bien falloir céder. *Le Roi approchait en armes. Il allait réduire les Ligueurs de Bretagne.* On ne saurait croire, nous apprend d'Aubigné, l'appréhension qui s'empara alors des Réformés, dans la crainte que « par un caprice, il ne portast à l'improviste sa personne à Chastelleraut² ». C'est la preuve qu'on n'y avait pas la conscience très tranquille. On dut regretter de ne pas avoir conclu plus tôt, quand on pouvait le faire depuis assez longtemps déjà à des conditions garantissant pleinement la vie des Églises.

Le 20 février, MM. de Cazes et de Courtomer étaient de retour à l'Assemblée. Ils ne rapportaient qu'un grain de mil, la prolongation du délai précédemment prévu³ pour le maintien d'une assemblée réduite après l'Édit, afin d'en surveiller l'exécution. Au lieu de durer seulement jusqu'à la vérification par le Parlement de Paris, elle pourrait subsister jusqu'à l'établissement de la chambre mi-partie de Guyenne⁴.

1. *Histoire universelle*, t. IX, p. 277-279.

2. *Ibid.*, t. IX, p. 280.

3. Par les réponses de Clairville.

4. Henri IV en informait Duplessis dès le 9 février, mais confidentiellement. La promesse serait tenue secrète, cf. ms. 2607, p. 558-560 (Bibliothèque Mazarine).

Et ce fut tout. Le 22 février, d'Arthenay près Orléans, Henri IV écrivait à ses commissaires, non pas de rompre formellement si l'Assemblée faisait encore des difficultés, mais de revenir le trouver, après l'avoir invitée à lui envoyer des plénipotentiaires munis de pleins pouvoirs :

« Car je commence à reconnoistre que plus je m'esforce de les contenter pour leur faire paroistre que je les affectionne et ay soing d'eux, il y en a qui les desgoutent de moy, et leur font trouver mauvais ce que je fais pour eux, abusant de ma bonté et facilité contre leur devoir et le bien général de ceux de ladicte relligion. Lesquels je m'asseure le leur reprocheront un jour¹... »

L'Assemblée s'inclina. Duplessis, Bouillon et La Trémoille, mandés par le Roi, se rendirent au-devant de lui à Tours pour rompre la glace (début de mars). Il leur fit bon visage, même aux deux ducs, malgré leur absence au siège d'Amiens. Plus bas, à Saumur, il trouva les plénipotentiaires de l'Assemblée, Constant, La Motte, de Cazes et Chamier. Il les entraîna « derrière son char triomphant » d'abord à Angers, où Mercœur vint faire sa soumission (18-30 mars), puis à *Nantes*, où fut signé l'Édit (en plusieurs parties, les unes publiques, les autres secrètes, avril 1598).

D'Aubigné prétend qu'au dernier moment « les choses concédées et arrêtées furent repassées et diminuées par l'autorité du roi... lors se voyant sans ennemis² » — car la paix avec l'Espagne aussi était toute proche³. Il fait beaucoup de bruit, semble-t-il, pour rien ou pour peu de chose. S'il y eut des modifications aux conventions, ce fut plus tard pour faire agréer l'Édit par le Parlement de Paris. Au reste, sa partialité éclate dans la raison qu'il donne de son acceptation par les Catholiques :

« La paix [religieuse] fut mieux receüe des peuples qu'on n'eust estimé ; mais sur tout pour l'opinion que les plus avisez tenoyent qu'elle estoit avantageuse aux catholiques et ruineuse aux réformez⁴... »

Impossible d'être plus injuste et de travestir davantage la réalité. Tous les

1. Lettre à MM. de Thou et de Calignon, conseillers du Roy en son Conseil d'État, ms. 2607, p. 561-564.

2. *Histoire universelle*, t. IX, p. 280-281.

3. Paix de Vervins, 2 mai 1598.

4. *Histoire universelle*, t. IX, p. 294.

Huguenots, heureusement, n'étaient pas du même avis. L'Assemblée elle-même, malgré ses déceptions finales, appréciait tout autrement le résultat dans le *Mémoire* dont j'ai déjà parlé pour le *Synode national de Montpellier*, où elle délégua le ministre Chamier : « *Ce traité a été terminé par la conclusion finale d'un Édit par lequel, encor qu'il ne soit pourveu entièrement à toutes les nécessitez des Églises, tant y a qu'il semble suffisant pour les mettre en quelque sureté* » (22 avril).

Et le 5 juin, avant de se séparer (le 11), elle désignait deux de ses membres M.M. de Cazes et du Coudray pour aller porter au Roi l'expression de sa reconnaissance, et poursuivre auprès de lui et de son Conseil l'exécution de toutes les choses promises. Je ne retiens que le préambule des Instructions qui leur furent remises :

« Ils [les députés] reçoivent de sa seule bonté et bonne affection envers eux avec très humbles remerciemens la loy qu'il a pleu leur donner en temps sy opportun, sous laquelle ils puissent servir à Dieu en toute liberté, assseurer leurs vies et rendre à S. M. le très humble service qu'ils luy doibvent. Ils ont toujours compté sur la bonté et piété du Roi comme le meilleur refuge après Dieu. *Et lui savent d'autant plus de gré de l'affection qu'il leur a montrée qu'il estoit plus absorbé et pressé par les grandes affaires de l'Estat* ¹... »

Ils auraient peut-être pu y songer un peu plus tôt. Mieux vaut tard que jamais. J'en dirai autant des excuses qu'ils présentaient pour l'importunité et les procédés dont ils avaient usé envers le Roi, mettant tout cela sur le compte de « la malice du temps » et des résistances de leurs adversaires qu'ils avaient dû faire fléchir par ces moyens.

Même après les quelques retranchements que l'Édit dut subir sur certains points pour passer au Parlement de Paris (25 février 1599) — d'Aubigné lui-même reconnaît l'énergie et la loyauté que le Roi déploya dans cette lutte pour l'enregistrement² — tout l'essentiel était maintenu, et c'est ce que Duplessis fait valoir dans une lettre du 9 mars 1599, adressée à la représentation réduite (1 dé

1. Cf. vol. ms 2607, in fine, p. 578 et sq.

2. Cf. *Histoire universelle*, t. IX, p. 293-294.

puté par province) qui avait été autorisée à subsister pour veiller à l'exécution des clauses de l'Édit¹ :

« Messieurs, j'ai différé de vous escrire pendant les contentions qui ont esté sur la vérification de nostre edict... Vous y remarquerez du changement en quelques articles, peu toutesfois en nombre, et eust esté grandement à désirer qu'il n'y eust point esté touché... mais vous jugerez, Messieurs, s'il a pas esté plus expédient de l'avoir tel, que de ne l'avoir point, mesmes puisqu'il y a pareu de la bonne affection du roy, et qu'on ne pourra dire désormais que cest edict n'ait passé avec meure délibération, et grande cognoissance de cause, pour tenir, d'ici en avant, lieu de loi juste et nécessaire, et non plus de transaction violente pour terminer ung trouble d'estat². »

Voilà le langage de la raison.

En fait, les Assemblées postérieures se plaindront plutôt d'infractions à l'Édit vérifié³ que des quelques suppressions ou modifications d'articles qui y avaient été opérées. Ce sont là des ombres au tableau, qui ne doivent pas cacher la perspective d'ensemble, ni la grandeur de l'œuvre accomplie. Désormais le Protestantisme acquerrait vraiment droit de cité, et, en attendant que la tolérance fût passée dans les

1. Cette assemblée réduite séjourna à Châtellerault jusqu'au 25 octobre 1599, et fut remplacée par une autre, également restreinte, qui siégea à Saumur du 24 novembre 1599 au 31 mai 1601. Toutes deux réclamèrent le rétablissement intégral de l'Édit, comme c'était leur rôle, mais en vain.

2. Cf. *Mémoires de Mornay*, t. IX, p. 246-247.

La seule modification qui diminuât vraiment les garanties accordées aux Protestants par l'Édit primitif portait sur la constitution de la chambre spéciale de justice établie pour eux au Parlement de Paris. Alors qu'elle devait comprendre 6 conseillers protestants (contre 10 catholiques, plus le président), on nomma bien 6 conseillers protestants, mais ils furent répartis dans toutes les chambres du Parlement, et ne siégèrent dans la chambre de l'Édit qu'à leur tour de roulement. Leur influence était ainsi diluée au lieu d'être globale. Cela était d'autant plus regrettable que cette chambre avait une juridiction très étendue et embrassait les ressorts de trois Parlements, Paris, Rouen, Rennes. Le Midi était mieux partagé et avait des chambres mi-parties pour les Parlements de Bordeaux, Toulouse et Grenoble. Les Réformés de Provence relevaient de Grenoble, les ressortissants du Parlement de Dijon avaient le choix entre Grenoble et Paris.

Un autre point fut sensible aux Réformés parmi les changements apportés au texte primitif — mais ici c'était plus une affaire d'amour-propre ou de commodité qu'autre chose. Ce fut le privilège accordé aux villes d'évêchés et d'archevêchés d'être dispensées du second lieu d'exercice officiel, qui devait être institué dans chaque bailliage, en dehors et en plus des endroits où il y avait possession de fait (par la célébration habituelle du culte au moment de l'Édit de Poitiers de 1577).

3. Chicheté dans la collation des charges et offices à des Réformés, chicheté encore — mais peut-être était-ce faute de pécune — et irrégularité dans le paiement de l'indemnité octroyée aux pasteurs, ou du fonds des garnisons.

mœurs, il jouissait d'une protection assurée et de garanties stables ¹. On peut déplorer, au point de vue de l'unité nationale, qu'il ait fallu accorder un régime spécial à une portion de la collectivité française. Mais c'était une nécessité, au moins provisoire, au sortir des guerres civiles, et tant que les passions religieuses gardaient encore leur acuité.

D'Aubigné se serait honoré en applaudissant, comme beaucoup de ses coreligionnaires — comme la plupart sans doute — à ce changement de leur condition. Mais parce qu'on n'avait pas obtenu tout ce qu'on demandait, il ne veut voir que le manque à gagner. Est-ce équitable ? Passe encore qu'à la fin d'après débats il ait fait comme les plaideurs malheureux, qui ont vingt-quatre heures pour maudire leurs juges. Mais que plusieurs années après, quand il rédigea son *Histoire*, il n'ait pas été capable de s'élever à une impartialité relative, voilà ce qui est inadmissible.

Il a une excuse, c'est tout son passé. Soldat de la Cause depuis sa jeunesse, il avait combattu pour son Dieu, le Dieu des Huguenots, avec une ferveur biblique. Dans les épreuves il n'avait jamais désespéré ; quand le Parti était abattu, il contribua à son relèvement. Il s'attribuait le mérite de lui avoir donné un chef en arrachant le Roi de Navarre aux délices de la Cour des Valois ; et, depuis lors, il s'était consacré à son service, malgré les différends passagers, avec un dévouement absolu où le cœur avait sa part, mais où l'intérêt de la Religion dominait. Ensemble ils avaient lutté pour le salut et l'affermissement des Églises. Et voici que, tout à coup, les desseins de la Providence s'éclairant avaient porté ce prince au trône de France sur les épaules de ses Huguenots. Comment n'aurait-il pas cru que l'avènement d'Henri IV, c'était l'avènement et le triomphe du Protestantisme en France ?

Plus ses espoirs et ses rêves étaient montés haut, plus sa déception avait été cruelle en voyant l'abjuration du Roi. Par sa faute, la victoire escomptée, la vic-

1. Voir dans le *Bulletin de la Société d'Histoire du Protestantisme français*, tome XLVII (1898) « Quelques jugements sur l'Édit de Nantes, rassemblés par H. Dannrenther ». Ce sont des opinions de Catholiques et de Protestants, depuis le lendemain de l'Édit jusqu'aux temps modernes. Les plus intéressantes sont celles de SAINT-SIMON, dans son *Parallèle des Trois Rois*, Henri IV, Louis XIII et Louis XIV (Paris, Hachette, 1880, p. 121-123) — de POINSON, dans son *Histoire du Règne de Henri IV* — et de DESCLOZEUX, dans son ouvrage sur *Gabrielle d'Estrées* (Paris, Champion, 1889) : il y retrace, dans un raccourci très net, toute la genèse historique de l'Édit, en remontant à l'origine des guerres de Religion.

toire à laquelle on touchait, échappait. Au lieu d'être à l'honneur, après tant d'épreuves, les Églises ne seraient encore que tolérées ; au lieu des récompenses méritées par les serviteurs de la veille, ils n'auraient que les miettes du festin royal, et verraient les profits réels passer aux ralliés de la douzième heure. Tout cela le révoltait. Avec cet état d'esprit, il ne pouvait pas être juste pour l'Édit octroyé aux Huguenots. Il attendait tout pour eux ; on leur donnait quelque chose, c'était peu. Désormais, quelque bienveillance que le Roi pût témoigner à ses anciens coreligionnaires, d'Aubigné ne considérerait que ce qu'il leur avait fait perdre par son reniement ¹.

C'est donc en mécontent qu'il rentra dans sa forteresse de Maillezais, pour y ronger son frein et remâcher ses griefs contre le Roi, contre les modérés du Parti aussi, qui, par faiblesse ou pour faire leur cour, avaient prêché la conciliation et poussé aux concessions. Il y rentrait affublé de l'épithète de « *Bouc du désert* » qu'ils lui avaient donnée, et dont il se faisait gloire. L'heure de la retraite avait sonné pour lui. Il avait quarante-six ans. Selon toute probabilité humaine, cette retraite était définitive, je veux dire celle du soldat de la Cause. Car on ne pouvait prévoir la fin prématurée d'Henri IV, et, tant qu'il vivrait, la paix intérieure semblait désormais assurée. Ne plus se battre ! D'Aubigné devait s'y résigner difficilement, et cette perspective pouvait bien être pour quelque chose aussi dans sa mauvaise humeur. Mais il n'était pas homme à se consumer dans les regrets et dans l'inaction. A une activité politique et militaire va succéder une activité littéraire. Ne pouvant plus batailler par l'épée il va batailler par la plume. Une seconde période de sa vie commence, qui sera aussi féconde en œuvres de l'esprit que la première est riche en actions d'éclat.

1. C'est dans la *Confession de Sancy* que s'expriment le plus crûment ses sentiments sur l'Édit de Nantes. Cf. mon chap. xi, § 4.

CHAPITRE XI

LE FOYER ET LE CABINET DE TRAVAIL D'AGRIPPA D'AUBIGNÉ

§ 1. — Le Foyer et le veuvage d'Agrippa d'Aubigné.

Il nous faut revenir un peu en arrière pour considérer Agrippa d'Aubigné chez lui.

Maillezais était sa résidence officielle, puisqu'il avait été nommé gouverneur de la place dont il s'était emparé le 1^{er} janvier 1589. Mais la maison familiale était à Mursay, dans la propriété de sa femme. Quant aux domaines qu'il possédait personnellement, son petit héritage maternel des Landes-Guinemer dans le Blaisois et les terres nobles du Chaillou et de la Petite-Faye dans le Poitou, qu'il avait acquises au moment de son mariage ¹ pour faire meilleure figure auprès de la famille de sa riche fiancée, il se bornait sans doute à les affermer et à en toucher les revenus, car nous ne voyons pas qu'il y ait jamais séjourné après son mariage. Il semble qu'il passait de préférence l'été à Mursay et l'hiver à Maillezais, à en juger du moins par les suscriptions des lettres conservées, assez rares pour la période française ².

Le séjour du château de Mursay, situé à 8 kilomètres au nord de Niort ³, dans une boucle de la Sèvre et dans un fond, devait être en effet surtout agréable pendant la belle saison, avec la fraîcheur de son parc que bordait la rivière. Quand d'Aubigné s'y installa avec sa femme, en 1583, l'habitation était assez délabrée

1. Cf. mon chapitre vi, § 2, t. I, p. 296 et note 4.

2. Voir édition Réaume, t. I, recueil des *Lettres de sources diverses*, *passim*.

3. Dans la commune d'Échiré (Deux-Sèvres)

et le domaine écorné. Il fallait réparer et reconstituer, car la conquête de Maillezais était encore assez éloignée, et, pour le moment, c'était un établissement fixe, et pour toute l'année, qu'il faisait là.

Les Vivonne, ancêtres maternels de Suzanne de Lezay, étaient propriétaires de Mursay depuis près d'un siècle (le contrat d'acquisition est du 1^{er} mars 1494). D'où vient qu'ils avaient ainsi laissé périliter la maison ? D'Aubigné nous l'apprend par un passage d'une jolie lettre à un frère d'armes, le sieur de Constant, gouverneur de Marans, à qui il adressait avec une vive franchise — *qui bene amat bene castigat* — d'amicales remontrances sur son train vraiment trop seigneurial pour un simple gentilhomme. Il lui reprochait en particulier ses dispendieux équipages de chasse, et c'est à ce propos qu'il lui rappelait l'exemple des maisons nobles de Mursay et de Surimeau à demi-ruinées par un pareil luxe. Surimeau était l'autre propriété de Suzanne, qu'elle tenait de son père¹. Le même défaut avait donc existé des deux côtés ; cela prouve qu'il était assez répandu :

« Souvien toy, dit d'Aubigné, en quel estat je les eus, et comme il m'a fallu acheter ce qui venoit de succession. Hors cette vanité d'oiseaux, les Seigneurs de là estoient estimez et braves apointeurs de querelles, mayns enfin ils se sont treuvez oyseaux nyays, et leurs maisons de passage². »

C'est-à-dire qu'elles ont passé à d'autres — du moins une partie du fonds. Son ami veut-il s'exposer à la même mésaventure ?

Quant à lui, il avait des goûts plus modestes. Semblable au seigneur Enay, qu'il a mis en scène dans son *Faeneste* pour donner la réplique et faire la leçon au vaniteux baron, il cherchait moins à *paraître* qu'à s'assurer un bien-être réel et une solide situation de fortune. Comme lui il appelait son château une maison, son écurie une étable, son parc un enclos — à l'ancienne mode. Il n'avait pas d'équipage de chasse, ni de fauconnerie, seulement quelques chiens qui couchaient dans les « paillers » (granges). Et tout son train était à l'avenant³. Mais aussi,

1. Cf. mon chapitre vi, § 2, t. I, p. 196. Surimeau était sur la paroisse de Sainte-Pezenne, entre Niort et Mursay.

2. Cf. édition Réaume, t. I, p. 480. Toute la lettre est un document fort précieux sur les « caractères et mœurs de ce siècle », dans la noblesse au moins. M. Paul Marchegay en a fait une étude particulière dans les *Mémoires de la Société d'Émulation de la Vendée* (cf. 1^{re} série, t. X, p. 177 et 2^e série, t. VI, p. 3).

3. Cf. au début des *Aventures du Baron de Faeneste*, les chapitres i et v du I^{er} livre, où d'Aubigné en fait décrit sa demeure.

grâce à cette simplicité et à sa science de l'économie rurale, il réussit en quelques années à réparer les fautes de ses devanciers ; il rebâtit sa demeure, et récupéra les terres aliénées.

Nous constatons les résultats de sa bonne administration dans un inventaire qui sera établi lors des pourparlers de mariage de sa fille aînée Marie avec le sieur de Caumont d'Ade : « *C'est la déclaration de tout le bien que possèdent le sieur d'Aubigny et ses enfants, avec les conditions* (pièce originale 1613, 4 pages in-folio¹). »

D'Aubigné pourra y faire valoir avec une juste fierté les améliorations qu'il avait apportées aux propriétés de sa femme, et les « acquets » par lesquels il les avait reconstituées dans leur intégrité :

« Le bien antien de ses enfans est confus en la seigneurie de Surimeau de valeur de 800 livres de rente ; et pourtant ne fait qu'un article avec Surimeau acqueté au nom desdits enfans, lequel vaut 3.000 livres de rente ; la maison du seigneur ruinée² ; et pourtant à cause d'un boys de haute futaye, lequel vaudroit 7 à 8.000 escuz vendu, cette maison vaut 90 mil livres.

« Mursey acquis au même nom vaut 1.500 livres de ferme, basti fortement et commodément tout à neuf, à bon marché vaut 45 mil livres.

.

« *Nota* que les maisons de Surimeau et de Mursey avec leur antien domaine sont acquises au nom des enfans, tellement que le père n'y peut prétendre que les payements, acquets nouveaux et améliorations, ce qui se monte à 84 mil livres.³ »

Le château de Mursay restauré avait bon air⁴ avec ses trente mètres de façade orientée au nord, ses quatre tourelles d'angle, son pavillon transversal au comble aigu surmontant le toit, et ses fossés pleins d'eau dont le quadrilatère était marqué aux coins par des tours répondant aux tourelles. Celles-ci étaient reliées sur les

1. C'est le titre sous lequel elle figure dans l'Inventaire de la collection B. Fillon vendue à Paris de 1877 à 1883, au 2^e vol., n° 2588, 2^e (Bibliothèque de la ville de Poitiers, n° du catalogue B. P., 130).

2. Le château de Surimeau a été complètement reconstruit au début du XVIII^e siècle. Il est habité aujourd'hui par M. C. Gouet, maire de Ste-Pezenne.

3. Je n'extrait du document que ce qui concerne Surimeau et Mursay. La pièce entière a été publiée par Ludovic Lalanne en appendice à la fin de son édition des *Mémoires de d'Aubigné* (1854), p. 436. Mais il a négligé la date (1613) qui se trouve sur l'original.

4. Voir la description qu'en fait H. Gelin dans sa brochure sur *Françoise d'Aubigné*, § 5 (Niort, 1899). Mursay appartient aujourd'hui à M. Bluysen, sénateur de l'Inde Française.

côtés du bâtiment (à l'ouest et à l'est) par une galerie ouverte avec balustrade formant balcon. Mais ces galeries servaient surtout de greniers à blé ¹. Ainsi l'utilité passait avant l'agrément. Cela était visible encore aux baies (portes et fenêtres) sans ornement architectural, aux palissades du jardin faites uniquement d'arbres fruitiers et non de buis taillés ². D'Aubigné avait voulu pour lui et les siens une demeure confortable, comme nous dirions aujourd'hui, mais sans faste. Il affirmait ainsi son bon sens pratique, qui s'alliait fort bien chez lui aux vanités un peu gasconnes de sa bravoure.

C'est là que s'écoulèrent les premières années de son ménage, dans la joie d'un bonheur sans nuages, qu'interrompaient souvent — trop souvent — les absences forcées du seigneur du logis, pour le service du Roi de Navarre ou pour faire campagne après la reprise des hostilités en 1585. Cinq enfants étaient venus peupler et égayer encore cet intérieur huguenot tout ensoleillé d'amour et de ferveur religieuse : Agrippa, Constant, Henri, Marie et Louise. Deux des fils moururent jeunes, mais ils existaient encore à la mort de leur mère, comme en témoigne un acte de la terre de Surimeau, mentionné dans le *Dictionnaire des familles du Poitou*, de Beauchet-Filleau ³.

A partir de 1589, la famille, comme je l'ai dit, partagea l'année entre Mursay et Maillezais.

A Maillezais, c'est le marais aux prairies inondées une partie de l'année, où l'on circulait autant en bateau que par les levées de terre. L'assèchement n'avait commencé qu'en 1540 par le drainage de canaux convergeant vers l'embouchure de la Sèvre, et la construction de digues. Région lacustre, paysage mélancolique piqué de hauts peupliers, de trembles aux feuilles blanches, d'obiers chauves réduits aux troncs. La place de d'Aubigné était protégée autant par les eaux que par ses fortifications ; enlacée entre la Sèvre et les deux bras de l'Autize, elle formait une île véritable, et, en effet, il avait le titre de « gouverneur de l'Isle et du château de Maillezais ⁴ ». Il disposait d'une petite garnison de cinquante arquebusiers à pied,

1. Cf. *Faeneste*, édition Réaume, t. II, p. 402-403.

2. *Ibid.*, p. 421.

3. Voir 2^e édition 1891, t. I, à l'article sur les d'Aubigné-Maintenon.

4. Cf. *Carrés d'Hozier*, vol. XL, Bibliothèque Nationale, fonds français n° 30.269, f° 94, 95, 96 et 98, série de pièces.

commandés par un lieutenant et un enseigne. Elle émargeait au budget royal pour une somme de 269 écus $2/3$ par mois, dont 66 écus $2/3$ allaient au gouverneur, 16 écus $2/3$ au lieutenant, 12 à l'enseigne. La solde du sergent était de 6 écus, celle des trois caporaux de 5. Enfin, le tambour et les quarante-cinq soldats touchaient chacun 3 écus $1/3$ ¹.

La garnison occupait le château, où d'Aubigné lui-même était logé, au siège de l'évêché, fortifié de longue date, car la puissante abbaye bénédictine de Maillezais, avant d'être érigée en évêché (en 1317), dominait déjà toute la région. On se souvient qu'Henri IV estima le lieu assez sûr pour y confier à d'Aubigné, pendant quelques semaines, la garde du roi de la Ligue, Charles X². L'évêque titulaire était alors Escoubleau de Sourdis. D'Aubigné installé dans sa maison, sinon dans ses meubles — et encore je n'en jurerais pas — lui portait en outre préjudice d'une façon encore plus sensible en confisquant les droits fiscaux qui devaient lui revenir. Mais celui-ci, malgré ses protestations, était sans doute trop grand seigneur pour être beaucoup touché de cette perte, car il ne semble pas avoir gardé rancune à l'usurpateur. Il ne se vengera qu'en lui envoyant, pour son édification, des ouvrages de controverse religieuse du Jésuite Richeome. Ce sera l'occasion d'une correspondance courtoise entre eux, où la dispute théologique use bien de quelques pointes malicieuses, mais sans méchanceté³.

1. Cf. Bibliothèque Mazarine, ms. 2096, procès-verbal de l'Assemblée protestante de la Rochelle (en nov.-déc. 1588) et pièces annexes, au f° 31. « État de la garnison ordonnée par le Roy de Navarre, premier Prince du sang, premier pair et protecteur des Eglises réformées de France, gouverneur et lieutenant général pour le roy en Guienne, — au fort et Isle de Maillezais. »

2. Voir mon chapitre ix, § 1, t. II, p. 39 à 47.

3. Voir au t. I de l'édition Réaume dans le recueil des *Lettres de piété et de théologie* trois réponses de d'Aubigné à l'évêque de Maillezais, Lettres XIV, XV et XVI, p. 405 à 417. Il dit dans la première, au sujet d'arguments faibles de Richeome, qui les avait cependant comparés pour leur solidité à des bataillons armés : « Vous plaist-il, Monseigneur, que d'un coup de canon je vous mette en fuite toute cette canaille de culs blancs ? » (p. 406). On trouve dans la *Confession de Sancy* (cf. édition Réaume, t. II, p. 341) une dérision des mêmes comparaisons gentilles de Richeome. Et on y voit que les deux ouvrages visés étaient la *Vérité défendue* (1595), et les *Trois Discours sur les Miracles, les Saints et les Images* (1597).

Notons que, quand d'Aubigné se démettra de ses places en faveur de Rohan, avant de s'exiler en Suisse, il réservera les droits fiscaux de l'Evêque, dont il fera ainsi une reconnaissance tardive, et Rohan s'obligera à les acquitter « doresnavant ». (Cf. l'acte de cession du Dognon du 25 mai 1619 reproduit dans mon chap. xii, § 3, p. 66-67 du 3^e vol. d'après la collection de Benjamin Fillon. Au même chap. §, 1, même vol. p. 27-28, nous verrons ce qu'était ce fort du Dognon, édifié à une lieue de Maillezais, et dans quelles circonstances d'Aubigné l'avait construit.)

Outre ces divers avantages, d'Aubigné jouissait encore de pensions que lui avaient bien méritées ses services, et qui finiront par monter à « 4.000 livres sur l'ordinaire et 3.000 sur le petit estat¹ ».

Il y avait donc, réunis à ce foyer, tous les éléments du bonheur et de l'aisance. D'Aubigné, après sa vie aventureuse et dont les agitations n'étaient pas terminées, avait du moins maintenant un refuge et un reposoir où, entre deux missions, entre deux campagnes, il était assuré de trouver des cœurs aimants et des visages souriants qui lui faisaient fête. Suzanne fut la digne compagne du héros huguenot². Elle ne lui avait pas apporté seulement la richesse des biens, mais celle de l'âme qui vaut mieux : une communauté parfaite de sentiments et de foi, une tendresse où il entrait de l'admiration, un dévouement qui n'allait pas seulement au mari, mais au défenseur de la bonne cause. Plus calme d'ailleurs, malgré la même ardeur de convictions, elle savait au besoin, comme un bon génie domestique, tempérer ses violences et le préserver d'imprudences, ainsi qu'il l'avouera lui-même dans les lamentations désespérées que lui arrachera sa mort. C'est là qu'éclatera toute la force de son amour brisé. Tant que dura son bonheur, il en parle peu. Cependant il soulève deux ou trois fois le voile sur cette intimité conjugale dans ses *Mémoires* ou dans ses *Poésies*.

C'est ainsi qu'il la montre discrète « contre l'ordinaire de son sexe », et capable de garder tous les secrets, quand il lui confie l'original de la commission que lui avait donnée le Roi de Navarre pour aller demander à Henri III réparation de l'affront fait en Cour à la Reine Marguerite³.

Deux ans après, la guerre recommençait entre Catholiques et Protestants, imposée à la faiblesse d'Henri III par la pression des Ligueurs. Et désormais les absences du mari devenaient plus fréquentes et plus inquiétantes. Suzanne les acceptait

1. Cf. le « Mémoire de ses pensions » établi en 1618 pour le conseiller d'État Pontchartrain, au moment où il en demandait le rétablissement après une interruption. Édition Réaume, t. II, p. 697-698. Elles lui avaient été « ordonnées à diverses fois », comme il le dit dans ce Mémoire, tant par le Roi de Navarre que par Henri IV. Il n'avait donc pas à se plaindre de son ingratitude. On trouve dans les *Carrés d'Hozier* (vol. XL, f^o 89 et 93) la mention d'un brevet de pension de 800 livres du 6 mars 1580, et un autre de 400 écus du 17 janvier 1592. L'écu valait 3 livres.

2. M. S. Rocheblave a écrit de jolies pages, délicates et pénétrantes, sur le ménage d'Agrippa d'Aubigné. Cf. *Vie d'un héros*, p. 156 à 162.

3. Cf. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 49) et mes articles de la *Revue du XVI^e siècle* en 1913 sous ce titre *Un scandale princier au XVI^e siècle*.

avec courage pour le service de Dieu ; mais si elle s'efforçait de ne pas paraître triste à ces séparations, que d'anxiétés pendant qu'elles se prolongeaient, et comme elle devait chercher sur les petites têtes de ses enfants l'image du père chéri pour lequel elle tremblait ! Nous avons la révélation de ces alarmes dans l'épisode touchant que d'Aubigné rapporte au moment de la déroute d'Angers (oct. 1585), où il avait été impliqué par les fautes du Prince de Condé. On se rappelle que son régiment avait suivi La Boulaye et réussi à repasser la Loire pour se rendre en Poitou, pendant que lui-même restait au nord du fleuve avec l'armée et essayait de la sauver après le départ de Condé. D'où la fatale méprise de sa femme qui, voyant arriver son train chez lui, dans la cour du château de Mursay, le croit mort et tombe évanouie. Quand il revint lui-même de cette malheureuse expédition, averti à temps de ce qui s'était passé, il lui ménagea la joie de son retour par deux billets précurseurs, de peur que l'émotion ne la tuât si elle n'était préparée à son apparition¹.

Voilà des faits qui en disent long sur le fond des cœurs. On ne s'étonne donc pas que Suzanne ait ressenti un peu de jalousie rétrospective à l'égard de celle qui avait inspiré à son mari son premier grand amour. Diane était morte et ne pouvait plus lui porter sérieusement ombrage. Mais son souvenir vivait encore ou se réveillait parfois dans la mémoire d'Agrippa, surtout à ces heures de rêve nocturne où l'on n'exerce plus de contrôle sur les suggestions de l'inconscient. Alors il lui arrivait de prononcer son nom et de soupirer. D'où reproches et protestations de Suzanne. En souffrait-elle réellement ? Je ne crois pas qu'il faille prendre au tragique le sonnet plutôt malicieux que d'Aubigné écrit à ce sujet² :

Susanne m'escoutoit souspirer pour Diane
Et troubla de sanglots ma paisible minuict,
Mes souspirs s'augmentoyent, faisoient un tel bruit
Que fait parmi les pins la rude tramontane.
Mais quoy ! Diane est morte et comment, dit Susanne,
Peut-elle du tombeau plus que moy dans ton lit,
Peut bien son œil esteint plus que le mien qui luit ?
Aimer encore les morts n'est-ce chose profane ?

1. Cf. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 53-54) et mon chapitre VII, § 1, t. I, p. 344.

2. *Poésies diverses, Sonnet XI* (éd. Réaume, t. III, p. 251).

Tire-tu de l'Enfer quelque chose de saint ?
Peut son astre esclaireir alors qu'il est esteint.
Et faire du repos guerre à ta fantaisie ?
Ouy, Susanne, la nuit de Diane est ung jour :
Pourquoy ne peut sa mort me donner de l'amour
Puisque morte elle peut te donner jalousie ?

Si ce souvenir avait été vraiment gênant entre eux, il est probable que d'Aubigné n'en parlerait pas sur ce ton léger. Et le seul fait qu'il avait raconté à sa femme les détails de ce roman de jeunesse prouve assez qu'il ne craignait pas de l'inquiéter, et qu'elle pouvait se reposer sur sa fidèle tendresse, comme il était assuré de la sienne. Les liens vivants de leurs enfants n'avaient fait que la renforcer. Les aînés commençaient déjà à grandir et à laisser voir leur caractère, leurs tendances ; il fallait rectifier, corriger au besoin, orienter cette croissance dans le bon sens comme de jeunes plants qui poussent. A cette tâche commune ils apportaient la même sollicitude, la même attention perspicace, la mère par une présence continue, le père lors de ses séjours ou apparitions chez lui, quand les événements publics lui laissaient quelque répit et loisir. L'instruction marchait de pair avec l'éducation. D'Aubigné avait été un petit savant de bonne heure : on peut penser qu'il était exigeant pour ses enfants. Mais il était trop vivant aussi pour ne pas aimer leur gaieté et tous les ébats de leur âge.

Ainsi passèrent douze années de bien-être familial, bien-être moral et matériel. Et puis brusquement un coup du sort, une calamité terrible frappa ce foyer et y laissa la désolation : l'épouse, la mère disparut prématurément, en 1595, on ignore dans quelles circonstances et par quelle maladie imprévue. Sans doute avait-elle été affaiblie par ses maternités successives. D'Aubigné fut atterré et longtemps inconsolable, malgré le secours de la foi : « Il fut trois ans ne passant guère nuit sans pleurer¹. » Il dévorait ses larmes dans la journée pour ne pas attrister ses enfants. Le chagrin le consuma au point de le rendre malade. On se souvient que c'est pour chercher une diversion à sa peine qu'il se rendit au siège de la Fère, quelques mois après la mort de Suzanne, dit-il dans ses *Mémoires*². J'ai remarqué³

1. Cf. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 68).

2. *Ibid.*

3. Cf. mon chapitre x, § 1, t. II, p. 112. note 2.

que le siège de la Fère dura six mois (de novembre 1595 au 22 mai 1596) et qu'on ne pouvait préciser avec certitude le moment où il y vint, ni le temps qu'il y resta. C'est ce qui fait qu'il est permis d'hésiter entre l'année 1595 et la suivante pour dater la mort de sa femme. Mais je crois qu'il arriva au commencement du siège, et que la mort se place en 1595. Cela paraît s'accorder mieux avec le texte des *Mémoires* : « Aubigné arriva pour le siège de la Fère à Chauny », et aussi avec une indication chronologique qu'on trouve dans une des impressions connues de la *Lettre à Madame sur la Douceur des afflictions*, lettre dont je parlerai au chapitre suivant. A la fin de cet exemplaire, qui appartenait au duc d'Aumale, est ajoutée une paraphrase du psaume 88, en vers mesurés, que d'Aubigné dédie à la Princesse, ayant éprouvé sur lui-même la résonnance de ce psaume dans un cœur douloureux, et son effet apaisant, car il s'en exhale « une tristesse violente, et telle qu'il la sent lui-même, gémissant depuis sept ans sa moitié perdue¹ ». Or, cette impression est datée de 1601. Si donc le compte des années est exact et non approximatif, cela fait bien remonter la mort de Suzanne à 1595².

Quoi qu'il en soit de ce point de détail, il souffrit un dur martyre, et c'est pour lui d'abord qu'il avait écrit cette paraphrase sapphique, comme il le dit dans l'argument de la *Méditation* en prose, qu'il composa sur le même psaume :

« L'auteur accablé d'un deuil desmesuré pour l'amour de Susanne de Lezai sa femme, prit le Pseaume 88 pour en tirer les vers Sapphiques mesurés qui sont dans ce livret, et depuis la présente méditation³. »

Il nous apprend d'autre part dans la *Préface aux vers mesurés*⁴, et par une lettre à M. Certon⁵, dont la matière est la même, seulement plus développée, si bien qu'il apparaît évident que la Préface en a été extraite, il nous apprend, dis-je, que c'est à la suite de discussions sur les vers mesurés avec MM. de La Noue et Rapin⁶ que,

1. Cf. *Bulletin de la Soc. d'Hist. du Protestantisme*, t. XXIV (1875), communication de Ch. Read, et mon chapitre XII, § 1, t. II, p. 292.

2. Les enfants étant mineurs à la mort de leur mère, il fut dressé un inventaire, et d'Hozier l'a eu entre les mains, mais il note que « cet acte est déchiré en son commencement et sa fin, de sorte qu'on n'a pu voir la date. » (*Cabinet d'Hozier*, vol. XVII dans le dossier d'Aubigné, n° 383, *Bibliothèque Nationale*, fonds français 30.398).

3. Cf. Réaume, t. II, p. 190.

4. Cf. Réaume, t. III, p. 271.

5. La X^e des *Lettres de poincts de Science* (Réaume, t. I, p. 453).

6. Rapin était le voisin de d'Aubigné à Maillezais. Il était de Fontenay-le-Comte, où il s'était retiré

piqué par leur défi, il se résolut à s'y essayer sur le psaume 88, puis sur le psaume troisième. Le premier des deux fut même chanté, avec musique de Claudin le Jeune, dans une soirée donnée en son honneur par le sieur Payot, et « où il mena M. de la Noue, arrivant de Hollande ». Il s'agit d'Odet de La Noue ; son père, le célèbre *Bras-de-Fer*, était mort en 1592, trois ans avant Suzanne de Lezay. Odet était poète et musicien à ses heures¹. Sa tante (du côté maternel) Louise de Coligny était la veuve de Guillaume le Taciturne : c'est elle sans doute qu'il était allé voir en Hollande.

A quel moment situer son retour et le concert chez le sieur Payot ? Très vraisemblablement lors d'un des voyages que d'Aubigné fit à Paris en 1600². C'est ce qui explique la dédicace et l'envoi de cette poésie métrique à Madame. D'Aubigné ne lui en ferait pas hommage si ce n'était pas une nouveauté assez récente. Entre les deux séjours, l'un au début de l'année, en hiver, pendant la visite du duc de Savoie à Henri IV, l'autre en mai, peu après la fameuse conférence théologique de Fontainebleau, j'opterais pour le premier car il y avait du feu chez le sieur Payot :

« Il me souvient qu'estant ouillez³ de la grande quantité de pièces et de la longueur du consert, nous nous retirasmes *auprez du feu*. Le Président Lescalopier, et quelques Conseillers qui estoient venus passer l'aprez-soupée, pensants à leur retraite oüyrent commencer une pièce de nos Saphiques, ils recoururent à la table comme à une nouvelle douceur⁴. »

Ainsi donc en 1600, et même après, car la *Méditation* en prose est postérieure à la paraphrase métrique, le chagrin de d'Aubigné était encore si profond qu'il se représentait sous la figure du malheureux qui, dans le psaume 88, clame son désespoir et invoque la pitié du Seigneur.

Il y a quelques strophes touchantes dans la version poétique :

en 1599 dans son joli châtel de Terre-Neuve, après s'être démis au profit de son fils de sa charge de Grand Prévôt de la Connétablie de France.

1. Et pas plus d'accord avec d'Aubigné sur la musique que sur les vers mesurés. Il lui reprochait d'aimer le gros bruit. Voir une plaisante lettre que d'Aubigné lui écrit sur ce sujet, au lendemain d'une visite qu'il était allé lui faire à sa propriété de Montreuil-Bonnin, près Poitiers (Réaume, t. I, p. 465).

2. Cf. mon chapitre XII, § I, t. II, p. 269 et sq.

3. Comblés, saturés (se dit des tonneaux remplis jusqu'à l'œil, jusqu'à la bonde) :

4. A. M. Certon (Réaume, t. I, p. 455).

Sauveur éternel, nuit et jour devant toi,
 Mes soupirs s'en vont relevés de leur foi.
 Sus, soupirs, montez de ce creux et bas lieu
 Jusques à mon Dieu.

.

Quand le jour s'enfuit, le serain brunissant,
 Quand la nuit s'en va, le matin renaissant,
 Au silence obscur, à l'esclair des hauts jours
 J'invoque toujours.

.

Pour jamais as-tu ravi d'entre mes bras
 Ma moitié, mon tout, et ma compagne ? hélas !
 Las ! Ce dur penser de regrets va tranchant
 Mon cœur et mon chant ¹.

Mais c'est dans la *Méditation* en prose que l'époux désolé s'est fait une application vraiment dramatique de la plainte biblique :

« Tu sçais, Seigneur, quels orages ont passé sur ma teste dès mon enfance...². »

Et il rappelle ses épreuves, ses luttes, ses périls pour la Religion, stations d'un chemin de croix qui aboutit à ce calvaire, la mise au tombeau de Suzanne ; et c'est alors qu'éclate le cri déchirant, qui fait encore frissonner le lecteur si longtemps après :

« Tu as descoché sur moi de tes punitions la plus destructive et irréparable à jamais. Tu ne m'as point blessé aux extrémités et membres qui retranchés laissent le reste traîner quelque misérable vie, mais tu m'as scié par la moitié de moi-même ; tu as fendu mon cœur en deux, et dissipé mes entrailles en arrachant de mon sein ma fidèle, très aimée, et très chère moitié, laquelle, comme génie de mon âme, me tenoit fidèle compagnie à tes louanges, m'exhortoit au bien, me retiroit du mal, arrestoit mes violences, consolait mes afflictions, tenoit la bride à mes pensées desréglées, et donnoit l'esperon aux désirs de m'employer à la cause de la vérité.

« Nous allions unis à ta maison, et de la nostre, voire de la chambre et du lit faisons un temple à ton honneur.

1. Réaume, t. III, p. 276-278.

2. Réaume, t. II, p. 199.

« Depuis je marche exanimé comme un phantosme, ou un spectre parmi les vivans¹. »

Dans le recueil des *Œuvres meslées* (de prose et de vers)², où d'Aubigné rapprochera plus tard ces deux traductions libres du psaume 88, il y adjoindra une poésie en vers ordinaires, intitulée *Larmes pour Susanne de Lezai*³, où il compare sa blessure à celle d'un arbre auquel on a coupé une branche au printemps, lors de la montée de la sève, et ainsi elle s'écoule par cette plaie jusqu'à ce qu'il en meure. Ou encore son cœur, consumé par le chagrin, est semblable à une souche où le feu brûle intérieurement : quand on le voit paraître au dehors

C'est lors qu'elle est demi en cendre.

De même il s'efforce de renfermer en lui son affliction, mais il a des moments de défaillance où elle lui échappe sous les regards de ses enfants.

Ils étaient maintenant sa seule consolation, et seul aussi il en avait la charge morale. Il lui fallait joindre à la ferme autorité du père la tendresse vigilante de la mère absente. Il sut concilier ces devoirs et se faire adorer tout en imposant le respect⁴. On n'avait pas encore une fausse sentimentalité, et l'on savait que l'enfance a parfois besoin de sentir et de subir une force supérieure qui la soumette au bien. D'Aubigné aimait mieux faire appel à l'affection qu'à la contrainte, au raisonnement qu'à la démonstration manuelle, mais il ne reculait pas devant cette extrémité quand cela était nécessaire. Et alors les bosquets de Mursay lui prêtaient leur concours, et lui fournissaient les baguettes pour la correction. Mais les enfants se vengèrent d'amusante façon. C'est à Madame, dans la *Lettre sur la Douceur des afflictions*, que d'Aubigné raconte en souriant ce trait :

« Il faut donc oster du sein de Dieu les causes de son yre, non les moyens de punir, et ne faire *comme je voyais ces jours* mes petits enfans bien empêchez à depoupler ma basse court de verveines, incurieux d'aracher les ofances, mais cuidants en vain faire périr les moyens de chastimens⁵. »

1. Réaume, t. II, p. 201-202.

2. Voir sur ce recueil et sa composition mon chapitre xiv, § 3, p. 161 et sq. du 3^e vol. et mon *Appendice bibliographique*, 2^e section, B, article X, p. 197 à 199 du même vol. III.

3. Cf. Réaume, t. III, p. 278.

4. Comme en témoignent les « brouillons enfantins » de Bessinges, cf. S. ROCHEBLAVE, *Agrippa d'Aubigné*, dans la petite collection des Grands Écrivains français, chez Hachette, p. 35-36.

5. Cf. Réaume, t. I, p. 548.

Avouons que ce père, même dans ses justes colères, n'était pas bien terrible, puisque ses enfants avaient l'audace de dévaster un parterre pour le priver de verges. Et sans doute n'en usait-il que pour les plus jeunes — il dit lui-même « mes petits enfans ». Or en 1600, au moment de cet incident (la *Lettre à Madame* a été écrite en 1600, comme nous le verrons ¹, et publiée seulement l'année suivante), les aînés devaient déjà être adolescents; mais les plus jeunes étaient... les fillettes! Fi! la cruelle pénitence pour des demoiselles! Heureusement qu'il leur fera réparation, en leur dédiant — plus tard — un *Abrégé de Logique*, montrant ainsi qu'il estimait leur raison autant que celle des garçons; et, en le leur envoyant, il leur écrira :

« Je ne blâme pas votre désir d'apprendre avec vos frères ². »

Il ne pouvait les admettre à cette science un peu épineuse qu'à l'âge où leur esprit était déjà formé. Retenons donc qu'à cette époque leurs frères, et non pas seulement Constant, le seul qui survécut finalement, étaient encore de ce monde; ce qui prolonge leur existence sensiblement au delà du terme provisoire que nous avons marqué plus haut, d'après l'indication d'un aveu de la terre de Surimeau, daté de 1597.

En fait, d'Aubigné éleva ses cinq enfants, et c'est une petite école qui se tint chez lui pendant des années. Il se procura à prix d'or, au besoin en les enlevant aux meilleures maisons par l'appât de gages doublés (*hamis auctis*) ³, les précepteurs les plus réputés; et c'est à l'un d'eux, M. Tompson ⁴, qu'il écrivit une lettre bien intéressante ⁵, après la visite d'une Académie protestante — probablement celle de

1. Voir mon chapitre XII, § 1, t. II, p. 291-292.

2. Cf. Réaume, t. I, p. 446.

3. Cf. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 109) et lettre ultérieure de reproches à Constant, qui ne s'est pas montré digne de cette « nourriture exquise », t. I, p. 297.

4. Est-ce le même que le George Thompson — un prédicant écossais — qui fut le précepteur du fils de La Boulaye à Fontenay-le-Comte (cf. FILLON et ROCHEBRUNE, *Poitou et Vendée*, publié à Niort, Clouzeau, 1877) et par la suite pasteur à la Châtaigneraie? Si oui, c'était un ardent protagoniste de la Réforme, un personnage combattif — qu'on ne s'étonnerait pas que d'Aubigné eût choisi — car ce George Thompson livra des combats homériques aux Jésuites et autres ordres religieux, qui tentaient de reconquérir Fontenay après l'Édit de Nantes, et il écrivit, pour soutenir que le Pape était l'Antéchrist, un pamphlet intitulé, *la Chasse de la Beste romaine*, la Rochelle, 1611 (Cf. Benjamin FILLON, *Recherches sur Fontenay*, publié à Fontenay, chez Nairière-Fontaine, en 1846).

5. Cf. Réaume, t. I, p. 420 à 422, la 2^e des *Lettres de Poincts de Science*.

Saumur¹, pour lui faire part de ses impressions et en tirer quelques avertissements et conseils dont celui-ci pourra faire son profit dans l'instruction de ses élèves.

L'enseignement qui est donné dans cette Académie, observe d'Aubigné, a des parties excellentes, mais aussi des lacunes et des insuffisances. Pour la grammaire, la physique, « les Morales », la théologie, c'est parfait. Les jeunes pasteurs qui sortiront de là sauront interpréter les Écritures, et veiller aux bonnes mœurs. Mais ils ne seront pas assez armés pour la discussion, et en ce temps de controverses religieuses, c'est un point capital. Chaque fidèle doit être capable de défendre sa foi contre les attaques et les argumentations spécieuses des adversaires, à plus forte raison les pasteurs qui ont charge d'âmes. La dialectique est trop négligée ou dédaignée dans cette Académie. On n'y apprend pas à démêler les sophismes, à se dégager des habiles *distinguos* et à asséner l'argument décisif. On n'y apprend pas en un mot « l'art de la dispute », qui est l'escrime du croyant :

« Je vous prie que nostre jeunesse soit instruite à se deffendre plus qu'à enseigner les autres en un siècle où nos adversaires ne pechent point faulte de cognoissances, mais deffendent leur gloire et leurs richesses par l'acier de la suptilité². »

La dialectique doit donc être avant tout la servante de la vérité, c'est-à-dire de la vérité huguenote qui, comme telle, ne peut être démontrée fausse, et doit toujours triompher si l'on sait employer les facultés de raisonnement que Dieu nous a données. Cette intrépidité de conviction, comme cette subordination de l'instruction à la religion ne sont pas faites pour étonner de la part de d'Aubigné. Ce qui surprend davantage c'est sa confiance absolue dans les règles et les exercices de la *Logique formelle* pour mettre la raison en état de remplir son office. Le syllogisme avec ses diverses figures répond à tous les besoins ; et hors de lui pas de salut, c'est-à-dire pas de démonstration ou de réfutation possibles. Il y a évidemment un reste d'esprit scolastique dans cette superstition de la méthode syllogistique.

1. Fondée le 12 octobre 1606, cf. *Mémoires de Duplessis-Mornay*, t. X, p. 186 (dans une lettre à M. de Bouillon). Voir aussi les détails qu'il donne sur son organisation au synode national de la Rochelle en lui demandant des fonds (même tome, p. 200 et 201, lettres du 22 février et du 25 mars 1607).

2. *Loc. cit.* (Réaume, t. I, p. 422).

La logique qui nous fournit des armes pour la dialectique, et par suite pour la bonne cause, est donc la science des sciences. C'est pourquoi d'Aubigné s'inquiète quand il voit ses fils broncher dans le maniement des *propositions*, et la place du terme moyen. Il y rêve à cheval et leur fabrique un vers latin supplémentaire¹ à ajouter aux huit autres où la Renaissance avait condensé les règles du syllogisme. C'est pourquoi encore il veut dresser ses filles, comme leurs frères, à cet art de raisonner mis en formules, car les femmes ont besoin elles aussi d'avoir la tête solide pour être les gardiennes de la foi domestique. Mais il prend soin dans son « *Abrégé de Logique en François* » que M. de Bouillon a nommé « la Logique des filles² », de ne pas les effrayer par des termes d'École, et il leur présente cette science un peu rébarbative, devenue plus revêche encore sous l'accoutrement du Moyen Age, d'une façon plus plaisante et plus familière, en ne se servant que des mots du langage courant.

En leur adressant son petit traité, il leur donne son avis sur l'instruction et la culture des femmes, à propos d'une question qu'elles lui avaient posée sur *les Femmes doctes de ce siècle*. La lettre³ est charmante, pleine de renseignements précis, d'idées et de bon sens. C'est d'abord un répertoire de toutes les femmes supérieures de son époque, non seulement en France, mais à l'étranger, car son enquête s'étend loin, et il paraît notamment très au courant des choses d'Italie. On sait qu'il lisait l'italien comme les langues anciennes, comme l'hébreu. Il fait un éloge hyperbolique de la reine Élisabeth d'Angleterre, pour qui il professait un véritable culte, en reconnaissance de la protection accordée partout au Protestantisme. Pour montrer combien elle était savante, il rapporte « qu'elle répondit en un jour à huit Ambassadeurs aux langues qui leurs estoyent les plus propres ». Si elle parlait toutes ces langues comme le français, ce n'était pas si merveilleux, notons-le en passant, car ses lettres à Henri IV sont écrites dans un style amphigourique et prétentieux, qui approche souvent du galimatias.

Mais ce qui nous intéresse davantage dans son catalogue des *Femmes Doctes* de son temps, c'est ce qui concerne la France. Princesses, comme la première

1. Cf. Réaume, t. I, p. 419, la 1^{re} des *Lettres de Poincts de Science*.

2. Réaume, t. I, p. 445.

3. Cf. Réaume, t. I, p. 445 à 450.

Marguerite de Navarre, sœur de François I^{er}, la « Marguerite des Marguerites », car ce fut la plus remarquable des trois princesses de Valois qui portèrent ce prénom au xvi^e siècle ; — grandes dames comme la duchesse de Rohan, un « miroir de vertu », et sa fille Anne, ou la maréchale de Retz, parente de Suzanne de Lezay ¹, et qui faisait l'admiration de l'Académie d'Henri III en disputant avec Madame de Lignerolles ; — bourgeoises de Paris, comme la « dame de Gournay, célébrée par Michel Montagne », ou les sœurs Morelles ; — illustrations provinciales, comme « Loyse Labbé, Lyonnaise, la Sapho de son temps » ou les dames des Roches à Poitiers, etc., etc., il les passe toutes en revue, et par un souvenir, un trait ou un mot, caractérise leur mérite, pour terminer par deux personnes qui lui furent plus chères : *Loyse Sarrasin*, qu'il connut tout enfant à Genève et à qui il dut de faire des progrès en grec, « la merveille de sa maison » dans une famille très cultivée ; et enfin sa mère, *Catherine de l'Etang* « vostre grand'mère, laquelle son fils qui en escrit n'a jamais veuë (et c'est ce qui m'a donné le nom d'Agrippa), mais ouy bien ses livres dans lesquels j'ay estudié, ayant gardé précieusement un Sainet-Bazile grec commenté de sa main ² ».

Quelle leçon peuvent tirer ses filles de ces exemples illustres ? C'est ici que sa sagesse et son expérience de la vie se montrent sous un jour tout à fait aimable. C'est bien le grand-père de Madame de Maintenon que l'on entend ; elle a hérité de son bon sens et s'est inspirée de ses idées dans son Institut de Saint-Cyr :

« Je viens à vous dire mon advis de l'utilité que peuvent recevoir les femmes par l'excellence d'un tel savoir : c'est que je l'ay veu presque toujours inutile aux Damoiselles de moyenne condition, comme vous, car les moins heureuses en ont plustot abusé qu'usé ; les autres ont trouvé ce labeur inutile, essayants ce que l'on dit communément, que quand le rossignol a des petits qu'il ne chante plus. Je dirai encor qu'une eslevation d'esprit desmesurée hausse le cœur aussy, de quoy j'ay veu arriver deux maux, le mespris du ménage et de la pauvreté, celui d'un mary qui n'en sait pas tant, et de la dissension. Je conclus ainsy, que je ne voudrois aucunement inciter au labeur des lettres autres que les Princesses qui sont

1. « L'honneur de vostre parenté », dit d'Aubigné à ses filles, t. I, p. 447. A rapprocher des *Mémoires*, t. I, p. 48.

2. Cf. t. I, p. 449.

par leur condition obligées au soin, à la cognoissance, à la suffisance, aux gestions et auctoritez des hommes, et c'est là où le savoir peut réussir comme à la Royné Élizabet. Voilà ce que vostre curiosité à voulu exiger de vostre père ¹. »

D'Aubigné ne refuse donc pas la culture aux femmes : « je ne blâme pas votre désir d'apprendre avec vos frères ² », mais il craint l'orgueil et le pédantisme des « Femmes savantes », et, sauf pour les personnes de très haut rang, il estime qu'une instruction modeste s'accommode mieux avec les devoirs d'une bonne mère de famille. Molière pensera de même.

Mais n'exagérons rien. S'il aurait eu horreur de faire de ses filles des aïeules d'Armande, il leur laissa goûter le fruit de la science à la même table que leurs frères, et son rigorisme huguenot, tout de même assez libéral, leur permit de s'abreuver avec eux aux sources du Parnasse païen. Les uns et les autres firent donc leurs humanités.

Nous voyons par exemple qu'on leur « a leu la Theogenie d'Hésiode ³ » — on ne doutait pas encore de son authenticité — dans une traduction, semble-t-il, mais même ainsi ce n'en est pas moins une étude sévère et qui suppose une instruction classique assez poussée. L'œuvre d'ailleurs, commentée par le maître, avait de quoi parler à leur imagination, en déroulant devant elle de belles histoires sur l'origine des choses, toute une cosmogonie dramatique, dans laquelle les forces de la Nature divinisées se livraient des combats tumultueux, d'où devait sortir pourtant peu à peu notre monde civilisé.

Mais ici le père, le croyant, intervient au milieu de la leçon pour la compléter. Il leur rappelle que la vérité est dans les récits de la Genèse, et non dans les inventions de la « délicateuse ignorance des Anciens ⁴ ». Et, pour les défendre contre le charme de ces fictions et les rendre inoffensives, voire même utiles, il leur montre un sens caché sous ces légendes, et leur apprend à les interpréter par des symboles :

« Mes enfans, leur écrit-il, il m'est souvenu de l'attention que vous me pres-

1. Réaume, t. I, p. 449-450.

2. *Ibid.*, p. 446.

3. Cf. Réaume, t. II, p. 226, *l'Hercule chrestien*.

4. *Ibid.*

tastes la dernière fois que je vous ai vus, et elle me tesmoigna le plaisir que vous preniez aux explications mystiques de la Mythologie ancienne ¹. »

Aussi a-t-il songé à leur renouveler ce plaisir — et le profit qu'il en attend — et il a composé pour eux un opuscule intitulé *l'Hercule chrestien* ², où ils verront une fois de plus, sur un exemple approprié, comment on peut tirer un suc bienfaisant des fables païennes. Il s'ingénie, en effet, avec beaucoup de subtilité, à faire apparaître dans les douze travaux d'Hercule de simples illustrations de préceptes moraux. Je veux croire que les enfants ont accepté comme paroles d'Évangile toutes les interprétations paternelles ; mais s'il en est d'assez admissibles, d'autres nous paraissent bien arbitraires ou embarrassées. Le Mythe ne se prête pas toujours aisément à ces travestissements, et l'on aperçoit trop la main du transformateur. Si c'est là un jeu innocent, il faut avouer qu'il est assez vain. Il y a quelque chose d'un peu puéril dans cette conversion systématique des légendes antiques en contes édifians pour petits ou grands enfants.

Mais on sait assez que d'Aubigné n'est pas l'inventeur du procédé, et que le Moyen Age, avec son goût pour l'allégorie et la « Moralité », a largement pratiqué cette exégèse sur les fables et les œuvres de l'Antiquité. Si la chose surprend un peu plus au xvi^e siècle, c'est que l'Humanisme a passé par là, qui a renoncé à christianiser rétrospectivement la pensée de la Grèce et de Rome, et a essayé au contraire de se faire une âme antique pour les comprendre. La Réforme a résisté à ce courant, redoutant pour la foi la séduction de l'art, et ne voulant pas tomber dans l'erreur qu'elle reprochait à ce sujet au Catholicisme romain. D'Aubigné, quoique humaniste lui-même à sa façon, et poète par surcroît, demeure fidèle, là comme en tout, à l'esprit de la Réforme.

Et nous voyons que toute sa pédagogie en est profondément imprégnée. Qu'il s'agisse de Logique ou d'Humanités, deux ordres d'études bien différents, nous constatons chez lui les mêmes préoccupations confessionnelles et la même orientation religieuse donnée à l'enseignement. C'est évidemment un point de vue particulier, et celui de Rabelais et Montaigne éducateurs est plus large — encore que Montaigne ait un souci presque exclusif de la leçon morale, ce qui n'est pas une

1. Réaume, t. II, p. 226.

2. Cf. Réaume, t. II, p. 226 à 231.

tendance très différente — mais reconnaissons en tout cas que d'Aubigné avec ses idées ne pouvait pas concevoir l'éducation autrement que comme une auxiliaire de la Foi. Et, tout compte fait, telle qu'elle fut donnée à ses enfants, elle apparaît peut-être un peu étroite, mais substantielle et susceptible de former des esprits, sinon très ouverts, du moins solides, droits, et richement ornés pour leur agrément et celui des autres.

Du moins il le semble, quoiqu'elle n'ait pas eu ce résultat sur son aîné Constant¹, qui en laissa précisément échapper tout l'essentiel, ce qui en faisait l'âme, l'inspiration religieuse, pour n'en retenir que l'accessoire, l'ornement. Mais à qui la faute ? Le bon grain ne peut germer sur une terre ingrate. D'Aubigné avait le droit de se rendre cette justice qu'il avait tout mis en œuvre pour le marquer profondément comme les autres du sceau de Dieu.

§ II. — Le Cabinet de travail et l'élaboration des principales œuvres. — « Le pesant chariot » de l'Histoire.

S'il avait composé pour l'éducation de ses enfants quelques petits traités, ce n'étaient à vrai dire que des hors-d'œuvre, des divertissements au milieu de son labeur d'écrivain qui était énorme. Car sa retraite fut singulièrement féconde, et j'imagine que la majeure partie de son temps se passait dans son cabinet de travail. Produire était maintenant sa façon d'agir.

La grande œuvre qui l'occupa principalement pendant des années fut son *Histoire universelle*, titre un peu ambitieux, qui annonce la prétention de ne pas borner sa vue à l'horizon de la France, mais de l'étendre à tous les pays avec lesquels nos affaires avaient été plus ou moins liées. Il a trainé, comme il dit, le « pezant chariot de l'Histoire² » à travers toute l'Europe, et même au delà. « L'universalité » était d'ailleurs une tendance assez commune aux historiens de cette époque, et la preuve de la conception élevée qu'ils se faisaient de leurs devoirs. C'était aussi le point de vue auquel se plaçait de Thou, qui écrivait l'His-

1. Il n'était pas d'abord l'aîné, mais il le devint par la disparition du frère qui le précédait.

2. Cf. *Appendice* ajouté après la mort d'Henri IV, au t. IX de l'édition Ruble, p. 456.

toire générale de son temps. Ainsi encore Palma Cayet dans ses *Chronologies novenaire* (1589 à 1598) et *septenaire* (1598 à 1604), rédigées sous forme annalistique à la gloire d'Henri IV, ne se limitait pas aux actes de ce Prince, ni même aux répercussions lointaines de sa politique, mais élargissait son cadre jusqu'aux confins du monde.

L'*Histoire* de d'Aubigné embrasse la période de 1553 à 1602, un demi-siècle, si troublé, si rempli d'événements et de bouleversements, « temps calamiteux, dit-il lui-même, plein d'ambitieux desseins, de fidélitez et infidélitez remarquables, de prudences et témérités, de succez heureux ou malheureux, de vertus relevées et d'infâmes laschetez, de mutations tant inespérées qu'aisément vous tirerez de ces narrations le vrai fruit de toute l'histoire, qui est de connoistre en la folie et foiblesse des hommes le jugement et la force de Dieu¹ ».

Ne croirait-on pas entendre du Bossuet ? C'est sa pensée, sinon son style ; c'est la même philosophie de l'histoire : elle met en lumière la puissance de Dieu, dont les hommes, avec leurs agitations et leurs passions, ne sont que les instruments. Mais pour Bossuet le dessein providentiel a été l'avènement et le triomphe du Christianisme catholique ; pour d'Aubigné, le Catholicisme n'a été qu'une déviation. La vraie Église est l'Église protestante, c'est elle qui se relie au Christianisme primitif, et la main de Dieu est visible dans le salut presque miraculeux du Protestantisme, contre lequel ont conspiré tant de forces hostiles. C'est la conclusion qui devra ressortir de son œuvre, encore qu'il se défende d'intervenir pour solliciter le jugement du lecteur. Les faits parleront assez d'eux-mêmes. Il suffit qu'ils soient connus dans leur vérité, et que les Réformés ne commettent pas la faute des premiers chrétiens, qui se sont laissé calomnier par leurs adversaires :

« Il est bien besoin que la postérité sache de nos nouvelles par nous-mêmes, et qu'elle ne sente pas les deffauls, desquels nous pouvons accuser en cette partie l'Église primitive... Enfin on saura de nos nouvelles par un enfant de la maison, tesmoin par les yeux de toutes les choses plus notables, et admis au Conseil des plus secrettes². »

1. *Préface de l'Histoire universelle*, éd. Ruble, t. I, p. 10.

2. Lettre (de l'an 1616) à M. Goulart, ministre à Genève, en le mettant au courant de ses travaux littéraires, passés et présents. Lettre précieuse à tous égards. Cf. Réaume, t. I, p. 472 et sq.

Voilà le langage qu'il tient à un coreligionnaire quand il approche du terme de son travail, et voilà quelle avait été dès le début sa préoccupation capitale. C'est une déposition sous serment qu'il vient faire auprès de la Postérité. Il avait fait, vu, connu assez de choses pour avoir le droit d'apporter son témoignage en faveur de la vérité.

Rappelons-nous sa carrière héroïque. Depuis la 3^e guerre il a dépensé sans compter son courage, sa peine et son sang. Il s'est battu partout, il s'est signalé partout, dans les attaques comme dans la défense des places, dans les petites comme dans les grandes batailles. Il a l'auréole de Casteljalous (1577) et de Montaigu (1580), deux noms, deux places qu'il a rendues redoutables à tous les voisins. Il était à Jarnac (13 mars 1569) et à la Roche-Abeille (25 juin), il peut revendiquer un peu de la victoire de Coutras (20 octobre 1587), car il avait assisté le Roi de Navarre dans le placement des corps et les dispositions prises le matin même. Quand Henri III, tyrannisé par la Ligue, a appelé à son secours son beau-frère de Navarre, d'Aubigné l'a accompagné à Tours pour barrer la route aux troupes de Mayenne. Il a pris part à la marche sur Paris, qui se serait terminée par un triomphe et par l'entrée dans la capitale, sans le drame de Saint-Cloud et l'assassinat d'Henri III. Et, après l'avènement d'Henri IV, si le soin de veiller sur le cardinal de Bourbon, le faux roi de la Ligue, confié à sa garde, l'a empêché de se trouver à Arques, s'il n'est pas certain qu'il ait paru à Ivry (14 mars 1590), il est venu au siège de Paris (depuis juillet 1590), comme l'année suivante il a rallié la cornette blanche de la cavalerie royale au siège de Rouen (novembre 1591 à mai 1592) et l'a suivie dans toutes les opérations contre le duc de Parme.

Ce sont là des états de services qui comptent. Après l'abjuration sans doute, il y a un malentendu, presque un fossé entre le maître et lui, et il se tient plus à l'écart, mais il a tout de même franchi ce fossé pour venir le rejoindre au siège de la Fère (novembre 1595 à mai 1596).

Qui donc aurait plus d'autorité, plus de compétence que lui pour écrire l'histoire militaire de toutes ces guerres ?

Et il n'est pas qu'un soldat ; il a mis la main aux affaires ; il dit vrai, il a été « admis au conseil des plus secrettes ». Il a joué un rôle, le premier peut-être, dans l'évasion de son maître de la Cour des Valois (4 février 1576), ce lieu de perdition où

s'endormait, où sommeillait au moins la conscience huguenote du Béarnais. Il a rempli ensuite pour lui bien des missions délicates ou périlleuses : dans les provinces au nord de la Loire après la paix de Beaulieu (6 mai 1576) pour observer les préparatifs ligueurs ; aux États de Blois (décembre 1576) ; en Languedoc (avril-mai 1577), pour démasquer Montmorency-Damville, le chef du Tiers-Parti, en train de traiter avec la Cour et de trahir ses alliés protestants. Plus tard, lors de l'affaire de la Reine Marguerite, c'est la démarche comminatoire auprès de Henri III (19 octobre 1583). Puis lorsque la faiblesse de ce souverain est près de ployer sous l'impérieuse volonté des Guises et de renier ses Édits de tolérance, c'est l'importante délibération de Guitres (fin mai 1585) pour décider si l'on doit devancer l'attaque et prendre l'offensive, tout au moins s'y préparer. Dans toutes les circonstances graves, on le voit ainsi aux côtés de son maître, donnant des avis résolus et précieux. A la mort de Henri III, dans ce moment critique de la transmission des pouvoirs où se jouait la destinée du Roi de Navarre — et de la France — il ne le quitte pas d'une heure ni d'un pas, et il fortifie sa résistance aux sommations des catholiques-ultra. S'il n'a pu l'empêcher dans la suite de faire le « saut périlleux », et si sa démarche *in extremis* à Dreux (juin 1593), à la veille de l'abjuration, s'est heurtée à une résolution arrêtée — et d'ailleurs sage — il pouvait du moins se rendre cette justice qu'il avait rempli son devoir jusqu'au bout envers la Cause et envers son Roi.

Dès lors il a estimé que les Églises ne devaient plus chercher leur protection qu'en elles-mêmes, au besoin contre leur ancien Protecteur, et il s'est consacré tout entier au redressement du Parti qui s'était laissé aller depuis l'avènement d'Henri IV à une fausse sécurité. Nous avons constaté ses initiatives, son activité, sa fermeté dans les diverses Assemblées protestantes qui ont travaillé à cette reconstitution, et dont les efforts successifs ont abouti à l'Édit de Nantes.

Aussi peut-on dire qu'il a, autant que quiconque, contribué à faire l'histoire du Parti avant de l'écrire. Comment, sachant manier aussi bien la plume que l'épée, ne serait-il pas tenté maintenant de la raconter ? D'autant qu'il avait encore cet avantage d'avoir pu observer de près à la Cour des Valois (d'août 1573 à février 1576) les principaux personnages du parti adverse, d'y avoir démêlé les intrigues et sondé les caractères. Il a même été mené deux fois à la guerre, malgré

lui, dans les rangs catholiques : en Normandie contre Mongommery (printemps de 1574), en Champagne contre l'avant-garde des reîtres de Condé (bataille de Dormans, 10 octobre 1575). Il a été témoin de la mort de Charles IX (30 mai 1574), de l'exécution de Mongommery (26 juin 1574); il était du voyage de la Cour dans le Midi au-devant d'Henri III à son retour de Pologne, il y a connu l'effroi de Catherine de Médicis à la mort du cardinal de Lorraine (26 décembre 1574).

Que de souvenirs, et je ne rappelle que l'essentiel, que d'événements auxquels il a été mêlé, comme acteur ou comme spectateur, et dont le récit pourra prendre place avec la valeur de Mémoires au milieu de son *Histoire universelle* !

Il semble que le projet de cette *Histoire* remontait assez loin. Peut-être est-ce Henri IV, et bien avant son avènement, qui en avait eu la première idée. Car il jugeait honorable d'avoir son historiographe. D'Aubigné nous rapporte à ce sujet une anecdote piquante :

« Je demande à mon lecteur la patience d'un petit conte, avec promesse que, hors la préface, il n'aura plus de moi ces privautés. C'est qu'en l'an 1577 le Roi, ayant pris entre la forest de Thouvoye et le Parc¹ un grand cerf qui, au lieu d'une des branches de sa teste, avoit son endoiller² retroussé en la meulle³ en forme d'un vase, à l'autre ramure on pouvoit dire qu'il portoit dix-huict mal semé⁴, il s'eschauffa longtemps à louer cette teste, à la considérer bien brunie, bien perlée, et à délibérer de l'envoyer jusques en Gascogne. Et puis, en retournant au Parc pour faire la curée, il me disoit que cette rencontre devoit estre en son histoire; et, me conviant à l'écrire, je lui respondis trop fièrement (comme non content des actions passées): Sire, commencez de faire et je commencerai d'escire⁵. »

Il est certain qu'en 1577 le Roi de Navarre, échappé depuis un an seulement de la Cour des Valois, commençait à peine de « faire » à la tête du Parti protestant, et d'Aubigné avait le droit de lui demander de fournir plus ample matière à son *Histoire*, s'il désirait la lui voir entreprendre.

1. La forêt de Touvois (Loire-Inférieure) au sud du département entre Touvois et Légé. Le Parc désigne sans doute le Parc-Soubise, propriété des Rohans (commune de Mouchamps, canton des Herbiers, Vendée).

2. Andouiller, petite corne qui tient au bois du cerf.

3. C'est la racine dure et raboteuse du bois.

4. Dix-huit andouillers répartis en nombre inégal de chaque côté de la ramure.

5. Préface au 1^{er} t., éd. Ruble, t. I, p. 9 et 10.

Au reste, les propos échangés ce jour-là n'étaient sans doute que paroles en l'air — autant en emporte le vent — car d'Aubigné ne paraît plus y avoir songé pendant longtemps. Ne dit-il pas, à la fin de sa relation de la bataille d'Arques, à laquelle il n'avait pu assister :

« L'effect d'Arques peut avoir esté déduict autrement, mais je n'ai peu rien changer au rapport de ce grand roi, lequel, quelques jours après mon arrivée en son armée, me conduisit par la main en tous les endroits remarquables pour les combats, *bien que lors il n'y eust aucune délibération d'escrire ceste histoire*¹. »

Ce n'est pas, je pense, qu'il estimât que le Roi n'avait pas encore assez fait, mais tant que la paix n'était pas rétablie, où aurait-il trouvé le calme et les loisirs nécessaires pour un ouvrage d'aussi longue haleine ? Après l'Édit de Nantes le moment lui sembla venu. La guerre était terminée au dedans comme au dehors contre la Ligue et contre l'Espagne, la question religieuse était réglée tant bien que mal — plutôt mal que bien à ses yeux — mais enfin les Églises, si elles n'avaient plus leur Protecteur, avaient leur statut légal. Le nouveau régime avait des chances de durer longtemps. On pouvait donc regarder en arrière et considérer le chemin parcouru pour arriver à ce terme. Il se mit courageusement à la tâche avec l'approbation du Roi, que certains adversaires, redoutant sans doute son esprit de parti, avaient essayé de lui faire refuser. Mais il eut l'appui d'un prince de l'Église, qui montra en cette circonstance son libéralisme, et l'estime dans laquelle il tenait le caractère et les mérites d'Aubigné. On lit, en effet, ceci dans *l'Avis de l'Imprimeur au Lecteur*, écrit en 1616 :

« *Il y a quinze ans* que le roi Henri le Grand fut induit par un jésuite de défendre à M. d'Aubigné le travail de l'histoire. M. le cardinal du Perron au contraire poussa sa Majesté à permettre et puis à commander expressément la poursuite de ce labeur, en usant de ces termes : qu'il ne connoissoit aucun autre qui pust fournir aux parties nécessaires pour un tel ouvrage, si bien que le roi en vint à promettre une somme raisonnable pour faire un voyage aux lieux esloignez, voir les places desquelles le sit a contribué aux succez des sièges et combats, afin de

1. Éd. Ruble, t. VIII, p. 165. Je m'étonne donc que M. Rocheblave fasse remonter à 1589 la première ébauche du plan. Voir son *Agrippa d'Aubigné* dans la petite collection des Grands Écrivains français, chez Hachette, p. 112.

mettre le plan au lieu des descriptions faites inutilement, et qui ne représentent point comme l'optique ¹. »

Quinze ans auparavant, cela nous reporte à 1601, et je pense établir au chapitre suivant ² que d'Aubigné vint à Paris cette année-là. Il est donc bien probable que cette discussion sur son *Histoire* eut lieu en sa présence dans le cabinet du Roi.

C'est dommage — pas seulement pour lui — qu'il n'ait pas pu emporter de suite une première gratification, comme gage de la promesse faite. Car après, Henri l'oublia. Il n'était jamais très pressé de s'exécuter quand il s'agissait de financer. Et cependant c'était une heureuse idée de vouloir éclairer le récit des opérations de guerre par des plans du terrain et des places. On en regrette bien souvent l'absence en lisant d'Aubigné. En tout cas cette velléité du Roi montre que c'était surtout en militaire qu'il regardait l'œuvre de son vieux compagnon d'armes. Il savait que personne n'était mieux capable d'expliquer et de retracer toute cette suite de combats des deux partis. C'est le soldat, bien plus que l'ancien protestant, qui donna son assentiment à l'*Histoire universelle*.

Peut-être aussi espérait-il, en accordant à cette œuvre sa haute protection, garder sur elle un contrôle. En quoi il se faisait des illusions ; mais ce qui peut le faire supposer, c'est qu'il avait offert à d'Aubigné, pour sa gouverne, communication des *Mémoires* de Villeroy, encore manuscrits ³. La proposition n'eut pas de suite, et cette fois ce ne fut pas la faute du Roi, c'est d'Aubigné qui se déroba, pour un motif d'ailleurs louable, pour ne pas aliéner son indépendance :

« Je ne puis vous celer que le roi Henri le Grand m'avoit promis les excellents et laborieux escripts de Monsieur de Villeroy, à la charge de prendre loi de ses corrections, lesquelles je voulus essayer sur quelques pièces où j'avois le moins usé de mes libertez. Mais, ayant trouvé que cet esprit n'approuvoit rien, qui n'eust pour

1. Cf. éd. Ruble, t. I, p. 18. Le premier volume de l'*Histoire universelle* (l'édition Princeps en comprenait trois) ne fut achevé d'imprimer que le 31 mars 1618, ainsi qu'il en est fait mention à la fin, mais il porte en titre la date de 1616 qui est celle du début de l'impression, et c'est bien à cette date que l'*Avis de l'Imprimeur* avait été rédigé, comme en témoigne une addition insérée dans la 2^e édition (de 1626) au passage où se trouve le décompte des services militaires de d'Aubigné « soldat 54 ans, capitaine 50, mestre de camp 44 et mareschal de camp 32 années ». L'édition de 1626 ajoute et précise entre parenthèses : « à compter de l'an MDCXVI, date de la première impression. » Cf. édition Ruble, t. I, p. 19.

2. Voir mon chapitre XII, § I, t. II, p. 298 à 301.

3. Nicolas de Neufville, seigneur de Villeroy, longtemps secrétaire d'État sous plusieurs règnes. Ses *Mémoires*, qui vont de 1567 à 1604, ont paru pour la première fois à Paris en 1622

but les louanges de la cour, le blâme de ceux qui n'en dépendoyent et faisoit crime de l'æquanimité, je quittai le profit pour la charge, lequel, pour le service des hommes, eût détruit celui de la vérité, aimant mieux estre manque en quelques poincts qu'à estre esclave en tous ¹. »

A défaut des *Mémoires de Villeroy*, il disposait d'autres secours, la période qu'il allait traiter ayant déjà donné lieu à de nombreuses publications historiques, de source protestante ou catholique, auxquelles de nouvelles vinrent s'ajouter au cours de son travail. Sans parler des relations de faits particuliers ou des biographies individuelles, je citerai seulement, du côté catholique : les ouvrages de deux historiographes royaux, DU HAILLAN (*Estat et succès des affaires de France*, Paris, 1570) et PIERRE MATTHIEU (*Histoire des derniers troubles de France sous Henri III et Henri IV*, [en fait, de la paix de Beaulieu de 1576 au 16 janvier 1589] parue à Lyon en 1594 ; *Histoire de France et des choses mémorables advenues aux provinces étrangères durant sept années de paix du règne de Henri IV*, [c'est-à-dire de 1598 à 1605], éditée à Paris en 1605 ; *Histoire des guerres entre les deux maisons de France et d'Autriche*, de 1515 à 1598, publiée en 1599) ; — puis les *Mémoires de MONLUC* (guerres civiles de 1561 à 1576) dont la première édition fut donnée à Bordeaux en 1592 ; — les *Chronologies* de PALMA CAYET que j'ai déjà mentionnées (*Septenaire*, Paris, 1607, du début de 1598 à la fin de 1604 ; *Novenaire*, Paris, 1608, de 1589 à 1598), glorifications de la politique d'Henri IV, mais très informées. Elles suscitèrent d'autres panégyriques de ce Prince : les *Décades de Henry le Grand*, par LEGRAIN, Paris, 1614 ; l'*Histoire des faicts et de la vie de Henry le Grand*, par PELEUS, Paris, 1613-1614. — La Ligue aussi avait son apologiste, la Ligue française, non espagnolisante : c'est Boterius Rodolphus, c'est-à-dire RAOUL BOUTRAY ou Botrays, avocat au Grand Conseil, qui se fait son défenseur et la représente comme royaliste dans ses 16 livres *De Rebus in Gallia et pene toto orbe gestis* (de 1594 à février 1610), édités en 1610. — Je n'oublie pas la grande *Histoire* de DE THOU, qui commença à paraître en 1604, et dont nous reparlerons tout à l'heure.

Du côté protestant, il y avait, outre le *Martyrologe* de CRESPIN (5 éditions du vivant de l'auteur, entre 1554 et 1570) et l'*Histoire ecclésiastique des Églises*

1. Addition à l'édition de 1626 dans l'*Attache aux deux premiers tomes*. Cf., éd. Ruble, t. VI, p. 373-374.

réformées au Royaume de France, par TH. DE BÈZE (1521 à 1563, publiée en 1580) qui ont un caractère religieux, — en fait d'œuvres proprement historiques : le *Petit Traité des Guerres civiles* advenues en France sous les Roys François II et Charles IX (1564); — les *Commentaires* de LA PLACE (de l'Estat de la religion et république sous les Rois Henry et François seconds et Charles neufviesme, 1565); — l'*Estat de l'Eglise* de JEAN HAYNAULT, qui remonte aux apôtres, mais contient un recueil des troubles advenus en France sous François II et Charles IX (édition de 1564, celle de 1582 pousse le récit jusqu'en 1581); — l'*Histoire de l'Estat de France sous le règne de François II*, par RÉGNIER DE LA PLANCHE, secrétaire et avocat des Montmorency (1576); — les *Commentaires latins* de JEAN DE SERRES, le frère d'Olivier : « De statu religionis et reipublicae in regno Galliae » (de 1557 à mai 1576, paix de Beaulieu), parus par tranches, entre 1571 et 1580. Les 4 premières parties (jusqu'à la mort de Charles IX) furent rassemblées dans l'édition de 1577. Celle de Leyde, en 1580, donna l'ensemble (avec la 5^e partie). Toute la publication avait été anonyme, mais l'auteur était connu, et Henri IV le nomma historiographe de France, en 1596. Il écrivit aussi un *Inventaire général de l'Histoire de France*, qu'il laissa inachevé et arrêté à 1422, mais qui fut continué après sa mort et d'après ses notes, d'abord jusqu'en 1598 (Paris, 1600), puis jusqu'en 1606 (Paris, 1608). Considéré par ses coreligionnaires comme trop libéral, malgré sa foi fervente, et parce qu'il s'était efforcé de rapprocher les communions chrétiennes, il avait dû se rétracter au colloque de Saint-Paul-trois-Châteaux (1594) et il fut frappé d'une excommunication posthume par le Synode de Montpellier de 1598. — Une mésaventure analogue arriva à LA POPELINIÈRE, non pour sa *Vraie et entière histoire des derniers troubles* (Cologne, 1571), mais pour son *Histoire de France depuis l'an 1550* (éditée à la Rochelle en 1581) où il eut le tort de faire profession d'impartialité. Mal lui en prit, car un pasteur de la Rochelle, Odet de Nort, le poursuivit de sa haine, et le fit condamner par un synode réuni dans cette ville le 9 juillet 1581. En dépit de ses protestations et de l'offre de se soumettre à un autre tribunal, La Popelinière ne put faire rapporter la sentence, et finalement se soumit à la censure (12 février 1585) par respect de la discipline des Églises ¹. — CHAPPUYS a uti-

1. Sur toute cette affaire, voir une note circonstanciée à l'appendice du t. I de l'*Histoire universelle*, de D'AUBIGNÉ, éd. Ruble, p. 371 à 376.

lisé la Popelinière dans son *Histoire des règnes de Henri III et Henri IV* (jusqu'à la paix de Vervins), Paris, 1600. — Anonyme, l'*Histoire des Cinq Rois* (de Henri II à Henri IV)¹ n'est pas un simple extrait de de Serres, comme on l'a dit, mais un amalgame de de Serres, La Noue, Montluc, etc... 1^{re} édition 1595 (jusqu'en 1589), 2^e édition 1598 (jusqu'en 1597). — *Les Discours politiques et militaires de LA NOUE*, en effet, s'ils offrent surtout un tableau de l'état politique, des mœurs publiques (en particulier dans la noblesse) et de l'armée, avec un programme de réformes, doivent cependant figurer dans notre liste, au moins pour le xxvi^e et dernier Discours, le seul qui présente un récit suivi d'histoire (de l'Édit de janvier 1562 à la paix de Saint-Germain de 1570). Ils avaient été édités à Bâle en 1587 et à la Rochelle en 1590. — Quant à l'*Éphéméride de l'Expédition des Allemands en France en 1587* par MICHEL DE LA HUGUERIE, ancien secrétaire de Condé, qui rejetait l'insuccès sur le Roi de Navarre, il n'avait pas été publié, mais, remis au Palatin Casimir dont c'était la justification, il avait été divulgué à la foire de Francfort en 1588, et d'Aubigné pouvait donc le connaître.

Ajoutons enfin des collections de documents, qui avaient vu le jour isolément mais qui étaient rassemblés pour la propagande protestante : les *Mémoires dits de Condé* (beaucoup de pièces n'émanent pas de lui et n'ont pas même de rapport avec sa vie ; elles s'échelonnent de 1560 à 1565, et les recueils avaient achevé de paraître en 1567). — Puis les deux précieuses compilations de Simon Goulart, le célèbre pasteur genevois : *Mémoires de l'Estat de France sous Charles IX* (éd. de 1576 en deux tirages, dont l'un renferme les *Mémoires* anonymes de la 3^e guerre civile parus à Genève en 1576 et attribués à tort à Jean de Serres) ; et *Mémoires de la Ligue* (période de 1576 à 1598), six volumes édités en plusieurs fois, entre 1587 et 1599.

On voit — et je ne cite pas tout² — que les moyens d'information ne manquaient pas à d'Aubigné, de valeur inégale et d'esprit différent. Mais cette diversité même lui permettait d'entendre tous les sons de cloche, s'il voulait les écouter. Comment, dans quelle mesure a-t-il utilisé les récits des autres pour composer les

1. Titre exact : *Recueil des choses mémorables avenues en France sous les règnes de...* contenant infinies merveilles de nostre siècle.

2. Pour plus amples renseignements sur cette bibliographie, voir les volumes si documentés de M. HAUSER dans le recueil des *Sources de l'Histoire de France*, chez Picard (t. III et IV de la deuxième partie, xvi^e siècle).

siens ? Les a-t-il tous lus ? En a-t-il négligé ou dédaigné un bon nombre ? C'est poser la question des sources de son *Histoire universelle*. Elle est trop importante pour être traitée ici superficiellement. Elle demanderait une étude spéciale et poussée dans le détail¹.

Dans sa *Préface*, où il apprécie les historiens de son temps², il semble jeter par dessus bord la plupart d'entre eux, ou « pour n'avoir rien vu en soldats » ou pour leur partialité et servilité ; ou enfin parce qu'ils se perdent dans les menus faits et ne font pas ressortir les choses essentielles. Quelques noms cependant surnagent qu'il excepte de cette condamnation en bloc, du Haillan, La Popelinière, de Thou, Jean de Serres. Encore ne parle-t-il de ce dernier que par prétérition, pour son *Inventaire général*, qui n'allait pas, en effet, ou qu'il n'a pas conduit lui-même jusqu'aux guerres de Religion. Mais d'Aubigné a-t-il ignoré ses *Commentaires*, ou respecte-t-il leur anonymat ? On s'étonne qu'il ne nomme pas au moins Monluc, ni La Noue dont il s'est beaucoup servi, ni Palma Cayet. Il est vrai que celui-là était un transfuge, qui, après avoir été pasteur et ministre de Catherine de Bourbon (Madame, sœur d'Henri IV) avait passé au Catholicisme et s'était même fait ordonner prêtre. Sans doute il ne veut plus le connaître³.

Il n'y a vraiment que deux historiens à qui il rende hommage, La Popelinière et de Thou, l'un catholique l'autre protestant. Il met le second très au-dessus du premier, car s'il estime le talent et le zèle de La Popelinière, il n'estime pas son caractère et l'accuse formellement de concussion, tout en trouvant injuste la plupart des critiques qui ont été faites à son livre au Synode de la Rochelle. Quant à de Thou il en a tracé un portrait admirable. On lui a cherché des défauts, dit-il, réels sans doute, mais qui donc est parfait ? Ce sont « petits poreaux peu apparens en une face digne de tant d'amour et d'honneur », respectable pour l'immen-

1. Cf. ce qu'en dit sommairement M. Hauser dans l'ouvrage cité, t. III, art. 1480 et t. IV, art. 2013. On trouve dans les notes de l'éd. Ruble les éléments de cette étude, des renvois aux sources, mais insuffisants. Je signale que dans l'*Inventaire* de la bibliothèque de d'Aubigné fait après son décès figurent avec l'*Histoire* de DE THOU, « les Histoires de DU HAILLAN » et « l'Histoire générale des troubles sous Henry III, Henry IV et Louis XIII » (sans doute l'*Histoire* de PIERRE MATTHIEU). Il a utilisé les *Décades* de LEGRAIN, dont il rapporte les appréciations sur l'Edit de Nantes, (cf. t. IX de l'éd. Ruble, p. 289 à 292). Au même endroit (p. 293) il renvoie à une pièce des *Mémoires de la Ligue*, qu'il a beaucoup pratiqués, ainsi que les *Mémoires de l'Estat de France* sous Charles IX.

2. Édition Ruble, t. I, p. 1 à 8.

3. Voir dans l'*Histoire* ce qu'il dit de son parjure et de sa conversion. (Éd. Ruble, t. IX, p. 79.)

sité du labeur accompli, pour la solidité et la majesté de l'œuvre, pour la saine impartialité enfin.

Il avait eu occasion de le défendre dans le cabinet du Roi contre les attaques des Jésuites — prodromes de la condamnation à Rome — probablement lors de son passage à Paris en 1607 ; j'ai raconté cet incident dans mon chapitre XII¹. Plus tard, en écrivant au pasteur Goulart pour lui rendre compte de ses travaux, dans la lettre de 1616 dont j'ai déjà cité des fragments, il ne cachait pas qu'il avait grandement profité de l'histoire de de Thou : « Nous n'avions rien, dit-il, qui sentist d'universel que l'ouvrage de de Thou, puissant bastion de nostre justice en ce qui est du faict... De cet auteur excellent, bien que j'eusse achevé avant luy j'ay tiré beaucoup de choses, comme estant plus tardif à l'impression². »

Tout ce qui a paru de l'*Histoire de de Thou* de son vivant, c'est-à-dire les 80 premiers livres, comprenant quarante années (de 1544 à 1584) avait été publié de 1604 à 1609. Le reste est posthume (1620) et n'a pu être utilisé par d'Aubigné que pour la seconde édition (Genève, 1626). L'aide que de Thou lui a fournie pour la première (Maillé, 1616-1620) ne s'est donc appliquée qu'aux deux premiers volumes (sur trois), le second étant clos par l'Edit de juillet de 1585, qui marque le début de la dernière guerre de Religion. Si l'on prend à la lettre ce que d'Aubigné dit à M. Goulart, il avait achevé ses deux premiers volumes avant la publication de de Thou, et c'est seulement le retard qu'il mit à les imprimer qui lui a permis de tirer parti de celle-ci pour des remaniements et des additions.

Assertion un peu osée peut-être, quoiqu'elle ne soit pas positivement en contradiction avec une indication qu'on trouve dans une lettre ultérieure à un secrétaire d'État, M. de Seaux. Là il n'est plus question des deux premiers volumes, mais de l'ensemble de l'œuvre. Il faut donc compter le temps consacré au 3^e tome. Le tout aurait été terminé en 1612. La lettre est écrite pendant l'impression du 3^e tome ; d'Aubigné se dit arrêté par l'insuffisance de renseignements sur l'Orient (pour la période de 1575 à 1590), et il demande à M. de Seaux le secours de Mémoires officiels pour refondre les chapitres qui en traitent : « *Ce n'est pas, ajoute-t-il, que mon Histoire ne soit achevée il y a six ans, et desjà à demi imprimée*³. »

1. Au § 4, t. II, p. 347 à 349.

2. Cf. éd. Réaume, t. I, p. 474.

3. Éd. Réaume, t. I, p. 471. Cette lettre (la XVI^e des *Lettres de poincts de Science*) n'est pas datée,

Nous verrons, dans un chapitre suivant¹, les circonstances de la publication, et les raisons qui avaient empêché pendant si longtemps d'Aubigné de se mettre à imprimer. L'une d'elles était certainement ce scrupule de documentation exacte que nous constatons ici, et qui lui fit rechercher des informations de tous les côtés. Il ne se contenta pas, en effet, des livres imprimés. Il voulut de l'inédit, il frappa à toutes les portes pour l'obtenir. La lettre à M. Goulart contient une requête à ce sujet pour la Seigneurie de Genève. Mais c'est surtout à ses coreligionnaires de France qu'il fit appel. C'était une heureuse coutume des Églises protestantes, encouragée et même prescrite par les synodes², de constituer dans chaque province quelque fonds d'archives sur les événements importants qui s'étaient passés dans la région. *Une décision du Synode de Gap* (octobre 1603) les invita à « *rechercher les mémoires des actes plus mémorables advenus depuis cinquante ans, et les faire tenir à M. d'Aubigny en Poictou, lequel escrit l'histoire de nostre temps* »³.

Cette assistance officielle et le libellé même de cette ordonnance attestent l'importance qu'on attachait à son travail. Il faut croire cependant que l'intervention du synode ne fut pas suffisante pour faire affluer sur sa table une abondante moisson de documents⁴, car il se décida à dépêcher des collecteurs à ses frais dans toutes les directions. « Il n'y a province en France où nous n'ayons fait voyager », dit-il, et souvent, il l'avoue, sans résultat⁵. C'est que ses messagers n'étaient pas toujours les bienvenus. Maintenant que le Roi était retourné au catholicisme et favorisait les conversions, les familles protestantes dont les pères ou les membres s'étaient signalés dans les guerres de Religion, ne tenaient pas toujours à ce qu'on rappelât

mais elle est certainement contemporaine d'une autre lettre à un autre secrétaire d'État, M. de Loménie, qui, elle, est datée de 1618, et qui a même objet et même matière. (Cf. la XIV^e des *Lettres de poincts de Science*, éd. Réaume, II, p. 466.)

1. Dans mon chapitre xiii, § 4.

2. Cf. *Bulletin de la Société d'Histoire du Protestantisme français*, t. I (1852), p. 323-324, *l'Oeuvre historique prescrite par les disciplines et les synodes nationaux*.

3. Registre manuscrit du 17^e Synode. Bibliothèque Nationale, Fonds français, n° 10616, f° 163, sous le n° 31 des Faits particuliers.

4. On retrouve de ces mémoires dans les papiers de Bessinges d'après le *Bulletin du Protestantisme*, t. II, p. 88. Encore faudrait-il pouvoir faire le départ de ce qui provenait de la première collecte, et de ce qui lui fut adressé seulement lors de la révision de son *Histoire* pour la 2^e édition.

5. *Histoire*, éd. Ruble, t. VI, p. 373-374, dans *l'Attache aux 2 premiers tomes*; le passage est aussi dans l'édition Princeps, avec quelques variantes.

ce passé, ni à attirer sur elles l'attention, et peut-être la défaveur du nouveau régime. Et d'Aubigné, pris de colère contre ces prudences timides, où il ne voyait que lâcheté, ramassait, pour le leur lancer, le trait vengeur de Juvénal¹ contre les nobles décadents de son époque :

« Vous diriez, en ce siècle dégénéré, que la brillante vertu de nos devanciers nous donne mauvais lustre, que la gloire du père rend le fils honteux, et que, de peur d'estre obligez aux excellents traicts et parfaictes beautez de nos ayeuls, nous en voulons supprimer la mémoire et jetter au feu les tableaux². »

Mais, malgré ses instances et ses remontrances réitérées³, il resta jusqu'au bout des négligeants et des récalcitrants qui firent la sourde oreille.

§ III. — Les étapes de la composition des « Tragiques ».

Les *Tragiques* tardaient à paraître comme l'*Histoire*, bien qu'ils fussent antérieurs. Le manuscrit gisait au fond d'un coffre ou d'une armoire, même dessous, en « paperasses crotées » nous confie l'Imprimeur dans l'*Avis aux lecteurs*, sans doute en exagérant un peu.

Le poème commencé dès 1577, dans l'immobilisation imposée par la blessure de Casteljaloux (en juin), avait été continué pendant les années suivantes, surtout, avons nous dit — ou supposé, dans la solitude des Landes-Guinemer, durant la brouille avec le Roi de Navarre qui suivit la paix de Bergerac (octobre 1577 à octobre 1579). Hypothèse non seulement vraisemblable, mais confirmée, et même suggérée par un décompte de temps qui se trouve dans l'*Avis de l'Imprimeur*⁴.

1. Dans la *Satire VIII* :

Incipit ipsorum contra stare parentum pudendis
Nobilitas, claramque facem praeferre.

2. *Attache aux 2 premiers tomes*, édit. Ruble, t. VI, p. 374 (même texte en 1618 dans la 1^{re} édition, avec une légère variante).

3. Elles sont renouvelées, après l'*Attache aux 2 premiers tomes*, dans la *Préface* du t. III et dans l'*Appendice* ajouté après la mort d'Henri IV — cela en vue d'une seconde édition. Et quand cette édition parut (1626) elles furent maintenues en prévision d'éditions ultérieures : « Donnez à mon entreprise, qui sera la vostre, la recherche de ce qui aura manqué en mes premiers discours, et les éditions qui se feront est fait : en vostre faveur avec plus de soin et de commodité..., etc. » (Cf. éd. Ruble, t. VI, p. 375.)

4. Voir mon chapitre v ci-dessus, § 2, t. I, p. 226. Il compte 36 ans en 1616 depuis que le poème est fait : cela reporte à 1580.

Évidemment, il ne s'agit pas, ni dans ce passage, ni dans notre intention, de fixer un terme rigoureux à la durée de la composition, ni même à la première période de la composition, c'est-à-dire à la première rédaction. Il y a seulement une limite extrême, indiquée dans un autre endroit de l'*Avis*, en deçà de laquelle, plus près ou plus loin, se placerait ce terme. C'est l'avènement d'Henri IV. Cela résulte d'une anecdote curieuse, que rapporte l'Imprimeur :

« La liberté de ses autres escrits, dit-il de d'Aubigné, a faict dire à ses ennemis qu'il affectoit plus le gouvernement aristocratique que monarchique, de quoy il fut accusé envers le Roy Henry quatriesme, estant lors Roi de Navarre. *Ce Prince qui avait desjà leu tous les Tragiques plusieurs fois*, les voulut faire lire encore pour justifier ces accusations, et n'y aiant rien trouvé que supportable, pourtant pour en estre plus satisfait, appella un jour nostre autheur en présence des sieurs du Fay et du Pin, lesquels discourroient avec luy sur les diversitez des Estats..., etc. ¹. »

Ainsi, en 1589, peut-être longtemps avant, les *Tragiques* auraient été achevés, au moins dans leur forme première. L'*Histoire universelle* nous apprend d'autre part qu'ils furent divulgués au moment des États généraux de la Ligue (janvier à octobre 1593) et qu'ils contribuèrent avec d'autres écrits protestants ou « politiques » (ceux du Parti moyen) à retourner l'opinion publique ².

Tous ces renseignements fournis par d'Aubigné — son imprimeur et lui, c'est tout un — sont en somme, on le voit, concordants, et placent la composition de son poème dans la décade qui s'étend entre la vingt-cinquième et la trente-cinquième année de son âge. Au reste, il a toujours donné les *Tragiques* comme une œuvre de jeunesse, et quand il sollicitera un privilège pour l'impression de son *Histoire*, il écrira à un secrétaire d'État : « On a voulu penser que j'ignorasse le devoir de l'Histoire, et que je ne me peusse chastier des violences et libertez, où les jeunes ans et la fureur des vers m'ont emporté autrefois... ³. »

Voilà qui est net, et en présence de toutes ces déclarations, on n'a le droit de s'inscrire en faux contre elles, ou de les rectifier, que dans la mesure où cela paraît commandé par la matière même du poème. Je ne m'arrête pas à la considération

1. Cf. édition Réaume, t. IV, p. 10.

2. Cf. *Histoire universelle*, éd. Ruble, t. VIII, p. 327.

3. Cf. édition Réaume, t. I, p. 467. Lettre à M. de Loménie en 1618, la XIV^e des *Lettres de points de science*.

de la valeur littéraire respective des différents chants. C'est affaire de goût et d'appréciation individuelle. Il n'y a rien à tirer de cette comparaison pour le sujet qui nous occupe. LENIENT et DES FRANCS jugent les derniers chants très inférieurs aux premiers, et, pour cette raison, estiment qu'ils n'appartiennent pas à la même époque. Ce ne serait plus guère que rhétorique déclamatoire pour suppléer à une inspiration refroidie. Lenient condamne ainsi les livres 5, 6, 7 (*Fers, Vengeances, Jugement*). Des Francs, plus sévère encore, met dans le même sac au rebut le 4^e (*Feux*)¹. On peut différer d'avis avec eux.

Plus sérieuse est l'opinion des éditeurs modernes des *Tragiques*, qui se fondent sur le contenu même des chants pour contester les dires de d'Aubigné. Ludovic LALANNE écrit dans la notice de son édition de 1857², pages v et vi.

« J'admets très bien que les deux premiers livres, *Misères et les Princes*, et même une partie du troisième, la *Chambre dorée*, c'est-à-dire plus de trois mille vers, aient pu être écrits en peu d'années et au milieu des camps ; mais il en est tout autrement des livres suivants (les *Feux*, les *Fers, Vengeances*), où sont rapportées une foule de particularités historiques qui ont nécessité d'assez grandes recherches et de nombreuses lectures : ils n'ont pu être composés que dans le silence du cabinet et durant les loisirs que laissa au poète la pacification générale du royaume après le traité de Vervins, en 1598.

« Ce qui me confirme dans cette opinion, c'est que vers cette époque il commença l'*Histoire universelle*, qu'il suit souvent pas à pas dans son poème, où l'on trouve du reste d'assez fréquentes allusions à des événements bien postérieurs à l'assassinat de Henri III, comme la mort du maréchal de Raiz (1601) et d'Élisabeth d'Angleterre (1603), l'Escalade de Genève (1602), etc., etc... »

READ, l'éditeur de 1872, pense de même. Tout ce qu'aurait pu lire Henri IV quand il était encore Roi de Navarre se bornerait aux deux ou trois premiers livres, et c'est aussi ce qui aurait couru en manuscrit à Paris pendant les États généraux de la Ligue. Le reste aurait été fait ou terminé seulement sous le règne de

1. Cf. LENIENT, *la Satire en France au XVI^e siècle*, 1866, Paris, Hachette, p. 345-346 et L.-B. DES FRANCS, *Études sur Agrippa d'Aubigné*, conférence donnée à Tarbes, le 19 mai 1863, Tarbes, Th. Telmon, 1868, 8°.

2. Chez P. Jannet, Bibliothèque Elzévirienne, in-16.

Henri IV, ou même plus tard, comme le prouvent les allusions à des faits contemporains ¹.

Cette opinion des éditeurs, surtout les arguments de Lalanne, ont été repris par M. Ch. Bost dans ses intéressantes *Notes sur Agrippa d'Aubigné* ² :

« Si les vers héroïques d'Agrippa d'Aubigné, dit-il, ont été pour la plupart *avortés au milieu des armées*, le nombre est certainement considérable de ceux qui datent de sa retraite à Maillé. Deux livres, *les Feux* et *les Fers*, dans leur presque totalité, ont été, nous en sommes persuadé, écrits dans un cabinet d'études où le *Martyrologe de Crespin* et le manuscrit de l'*Histoire universelle* étaient grands ouverts ³. »

Les trois premiers livres étant donc mis à part comme primitifs, on peut encore se demander s'ils ont été faits dans cet ordre. POIRSON, l'historien de Henri IV, ne le croit pas ⁴. Le premier... ne serait pas le premier chronologiquement. Il n'aurait été écrit qu'en 1590 ou 1591, car il y est question du coup de force ligueur contre le Parlement de Paris (le 16 janvier 1589) en représailles de l'assassinat des Guises à Blois ⁵, — de la mort de Henri III (août 1589) ⁶, — puis du siège de Paris de 1590, dont l'épouvantable famine (août) est évoquée dans l'épisode dramatique de la mère dévorant son enfant. C'est ce qui aurait produit le plus d'effet lors de la publication de 1593, car il y aurait eu une véritable publication à cette date, un tirage imprimé : sans quoi l'action sur le public n'aurait pas été aussi forte... que Poirson la suppose.

Mais cette hypothèse, ou cette affirmation, est formellement contredite par l'*Avis de l'Imprimeur*, qui témoigne assez clairement que jamais il n'y avait eu d'édition avant 1616, et que d'Aubigné avait résisté jusque-là à toutes les instances de ses coreligionnaires pour le décider à publier son poème.

Quant aux chants II et III, ils seraient, d'après Poirson, antérieurs au pre-

1. Cf. Ch. READ, *les Tragiques*, t. I, p. 187 (aux notes) dans la réimpression de Flammarion (2 vol. in-18).

2. Parues dans le *Bulletin de la Société d'Histoire du Protestantisme français* de sept.-oct. 1910, puis en tirage à part, à l'Agence générale de la Société, 54, rue des Saints-Pères, 1910.

3. Page 19 du tirage à part.

4. Cf. Son *Histoire du règne de Henri IV*, Louis Colas, 1856, au t. II (en 2 vol.), p. 612 et sq. (en particulier 612 à 615).

5. En fait, c'est dans le livre III (*Chambre dorée*), cf. ci-dessous, p. 199.

6. C'est dans le second livre (*Princes*), cf. Réaume, t. IV, p. 100.

mier : leurs violentes diatribes contre les Valois (*Princes*) et le Parlement de Paris (*Chambre dorée*) ne s'expliqueraient pas après la réconciliation des deux Rois à Tours (en 1589) — où siégeait, ce que l'on ne doit pas oublier, la portion fidèle du Parlement parisien. Autre argument : il est bien probable, ou même certain, que ce sont les attaques du livre II contre la royauté des Valois qui firent accuser d'Aubigné de républicanisme, et l'obligèrent à soutenir ses convictions monarchiques devant le Roi de Navarre (anecdote rapportée ci-dessus).

Admettons-le ; mais la vraisemblance de ces inductions concernant les deuxième et troisième livres n'implique pas la vérité de la contre-partie, c'est-à-dire de la conséquence que Poirson en tire sur l'antériorité de ces deux livres par rapport au premier. S'il suffisait de rencontrer dans un chant un écho d'événements postérieurs à 1589 pour en rejeter la composition entière après cette date, on pourrait sans doute appliquer ce raisonnement à tous. N'y a-t-il pas des allusions tardives aussi dans le 2^e et le 3^e ? C'est à voir. Et dans les suivants ? Lalanne et Read nous en avertissent. Mais le tout est de savoir dans quelles proportions.

Il apparaît donc utile pour vérifier l'exactitude relative des affirmations de d'Aubigné, et la valeur des contestations qu'on y a opposées, de regarder les choses d'un peu près. Ce procès, comme tous les procès, ne peut être jugé que sur pièces. Ouvrons le dossier, et parcourons sommairement le contenu des différents livres.

La matière du premier (*Misères*), quoi qu'en dise Poirson, ne me semble pas du tout révéler une composition postérieure aux chants 2 et 3. Je remarque d'abord trois vers qui la datent. D'Aubigné vient de fulminer contre Catherine de Médicis et le cardinal de Lorraine, son acolyte, tous deux boute-feux du pays, tous deux responsables de ses calamités, des massacres et des ruines, et il conclut :

Par eux est perpétré le monstrueux carnage,
Qui de quinze ans entiers aiant faict les moissons
De François, glene encor le reste en cent façons¹.

Quinze ans de guerres civiles et d'exterminations : or elles ont commencé en 1562. Ceci est donc écrit en 1577 ou à peu près, puisqu'il dit que cela continue. Et voilà qui est pleinement d'accord avec la déclaration de l'*Avís*.

Qu'y a-t-il, en effet, dans l'ensemble du chant ? Une peinture *générale* des

1. Edition Réaume, t. IV, p. 60.

misères de la France déchirée, meurtrie par ces luttes fratricides, et presque agonisante — par la faute des Rois, qui n'ont pas su faire leur devoir de Rois et qui ont traité en ennemis une partie de leurs sujets; par la faute de la nouvelle Jézabel surtout, de Catherine et de son inspirateur le Cardinal; enfin, si l'on veut remonter aux responsabilités suprêmes, par la faute de la Papauté et de ses agents ténébreux et criminels, les Jésuites.

Or la plupart de ces développements, en particulier ceux qui nous dépeignent la grande pitié des campagnes de France et les souffrances des pauvres paysans (au milieu desquels, remarquons-le, d'Aubigné vivait aux Landes), ces paysans si maltraités par les deux partis, peuvent parfaitement avoir été écrits après les premières guerres, où il s'était passé assez d'horreurs, surtout dans la troisième (1568 à 1570). Et, en effet, d'Aubigné y fait des allusions précises, et en rappelle des épisodes tragiques : l'extermination des paysans périgourdiens par les reîtres protestants, dont il fut témoin en repassant peu après par là, à son retour du Fronsadois¹, le carnage de la bataille de Moncontour².

Quant aux invectives contre Catherine et le Cardinal³, elles ne contiennent à peu près rien qui ne puisse appartenir à la rédaction primitive. La mort du Cardinal à Avignon, qui aurait été marquée par certains prodiges confirmant son essence diabolique⁴, remontait au 26 décembre 1574; et, pour Catherine, le ton et la nature des accusations (en particulier de sorcellerie criminelle) supposent simplement que le morceau a été écrit après — et d'après — *le Discours merveilleux de la vie, actions et déportements de Catherine de Médicis*, pamphlet anonyme⁵ publié en 1575 — date qui cadre parfaitement avec notre hypothèse. Seul le passage sur la mort de Catherine (5 janvier 1589) a été ajouté après coup⁶, mais encore il a pu l'être avant l'avènement d'Henri IV.

1. Cf. édition Réaume, t. IV, p. 40-42. A rapprocher du récit de l'*Histoire universelle*, t. III, p. 80 (juillet ou août 1569). Coligny renouvela d'ailleurs ces tueries en traversant le Périgord dans sa retraite après la bataille de Moncontour, en octobre (cf. *Histoire universelle*, t. III, p. 131 et note 3 — et *Journal du chanoine Syruelth*, publié dans le tome XIII des *Archives de la Gironde*, p. 267-268).

2. Cf. Réaume, t. IV, p. 43.

3. Cf. Réaume, t. IV, p. 50 à 60.

4. Cf. *Histoire universelle*, t. IV, p. 298 à 301.

5. L'attribution à Henri Estienne n'est pas certaine, cf. HAUSER, *les Sources de l'Histoire de France*, t. III, art. 2240.

6. Cf. Réaume, t. IV, p. 53. A rapprocher de l'*Histoire universelle*, t. VII, p. 395 à 397.

Il y a d'autre part, à la charge de Henri III, une assez longue déclamation contre la manie du duel, qu'il aurait encouragée, et qui, complétant le mal de la guerre meurtrière, décimait la noblesse française¹. L'exemple, en effet, venait de haut, des querelles des mignons du Roi avec les gentilshommes de Monsieur (son frère François) ou des Guises, en 1578². Et voilà donc encore un développement que la chronologie rapporte aux premiers temps de la composition.

Somme toute, ce qui est addition postérieure à l'avènement d'Henri IV, pour prendre le point extrême que fixe l'*Avis aux Lecteurs*, se réduit à peu de chose : l'épisode de la mère affamée dévorant son enfant pendant le siège de Paris (juillet ou août 1590)³ ; — l'invocation prémonitoire à Henri de Navarre, futur Roi de France :

Quand le sceptre des lis joindra le Navarrois,
Souvien toy de quel œil, de quelle vigilance
Tu cours remédier aux malheurs de la France⁴.

Encore les expressions employées paraissent-elles annoncer, non l'avènement d'Henri IV, mais la réconciliation des deux Rois à Tours (avril 1589), prélude de la marche sur Paris où Henri III allait trouver la mort ; — la diatribe contre la Papauté foulant aux pieds la dignité royale :

Ainsy l'orgueil de Rome est à ce point levé
Que d'un prestre, tout Roi, tout Empereur bravé
Est marchepied fangeux : on void, sans qu'on s'estonne,
La pantoufle crotter les lis de la couronne⁵.

Ce qu'n'a guère pu être écrit qu'après les cérémonies de l'absolution d'Henri IV par Clément VIII, à Rome (17 septembre 1595), qui avaient été jugées humiliantes

1. Cf. Réaume, t. IV, p. 60 à 64.

2. Cf. *Journal de L'Estoile*, éd. Brunet-Champollion, t. I, p. 231-232 (1^{er} février 1578), p. 243-244 (27 avril) p. 259-260 (1^{er} juillet).

3. Cf. Réaume, t. IV, p. 44-46. Dans l'*Histoire universelle* (t. VIII, p. 197), d'Aubigné parle seulement de la chasse donnée aux enfants dans les rues. L'Estoile rapporte le fait et l'attribue aux Lansquenets (t. V, p. 52). Dans le Supplément (t. V, p. 281), il cite le cas d'une grand-mère qui aurait salé deux petits-enfants morts et s'en serait nourrie avec sa servante.

4. Ed. Réaume, t. IV, p. 47.

5. T. IV, p. 65.

par les Protestants¹. — Enfin l'apostrophe aux Jésuites et le réquisitoire contre leurs menées et crimes politiques, dans toute l'Europe, font allusion à une série de faits qui s'échelonnent sur une assez longue période (de 1578 à 1594.) Il est probable que d'Aubigné a composé ce morceau seulement après l'attentat de Châtel (27 décembre 1594) qui amena le bannissement de l'ordre².

Le second livre (*Princes*) est surtout dirigé contre les Valois. Il n'y a que peu de passages qui visent Henri IV, comme nous allons le constater.

S'il date des premiers temps de la composition, nous devons y retrouver l'écho de la colère de d'Aubigné contre *François de Valois*, le triste héros de la guerre de 1577, où il s'était retourné contre les Huguenots, ses alliés de l'année précédente. Et, en effet, le passage qui le concerne³ est un des plus âpres de cette satire virulente qui remplit tout le second livre. On y voit se dérouler en quelques vers tous les épisodes de ses palinodies successives : les querelles de ses gentilshommes avec les mignons d'Henri III, sa fuite de la Cour (15 septembre 1575), son amitié feinte pour les Protestants avec qui il fait la campagne de 1576, et quand il a obtenu au traité de Beaulieu tout ce qu'il voulait, il jette le masque, se fait

Valet de ses haineux, bourreau de ses amis.

C'est la guerre cruelle de 1577, la prise de la Charité (30 avril), le sac d'Issouire (12 juin et jours suivants) et, entre les deux, les orgies de Plessis-lès-Tours et de Chenonceaux que lui offre la Cour pour fêter sa victoire, et où, d'une voix enrouée, dans les hoquets de l'ivresse, il avoue qu'il n'a hanté les Huguenots que pour les mieux tromper.

Le portrait se complète par la peinture de ses perfidies nouvelles à l'égard des Flamands, qui l'avaient appelé pour être leur chef et seigneur dans leur révolte contre l'Espagne. Mais cette liaison qui dure, avec des intermittences, de 1578 à

1. Peut-être même fut-ce écrit plus tard encore. On retrouve la même image de la pantoufle pontificale croissant les fleurs de lis dans le *Discours par stances avec l'esprit du feu Roi Henri IV*, comme avertissement et remontrance à son fils (Réaume, t. IV, p. 313) et dans le *Traité des Devoirs des Roys et des subjects*, également à l'adresse de Louis XIII (t. II, p. 68).

2. Cf. Réaume, t. IV, p. 66 et les notes de notre petite édition du livre I^{er} : *Misères* (par H. Bourgin, L. Foulet, A. Garnier, Cl. E. Maître et A. Vacher) chez Collin, aux p. 119 et 120.

3. Cf. Réaume, t. IV, p. 96-98.

1583, aboutit à la Furie d'Anvers (17 janvier 1583) où le Prince félon essaya sans succès de noyer dans le sang et d'étouffer leurs libertés naissantes :

Le trahy fut vainqueur et le traistre pervers
Demeure fugitif, banni de son Anvers.

Il n'est guère douteux que ce second morceau sur les expéditions de François aux Pays-Bas¹ ait été composé plus tardivement que le précédent, et peut-être seulement après la mort du duc d'Anjou à Château-Thierry (10 juin 1584) où il alla cacher sa honte et mourir de consommation et de désespoir².

Henri III tient, comme il convient, la première place dans ce chant, où toute la lignée des Valois est stigmatisée ; il y est dépeint tout le long de son règne — même dès son éphémère royauté de Pologne :

Ha ! Sarmatez rasez... etc³

mais surtout dans la période où il scandalisa le plus les honnêtes gens par sa mollesse efféminée et un équivoque mélange de voluptés raffinées et de dévotions théâtrales — c'est-à-dire dans le temps de paix relative (coupée seulement par la courte guerre de 1580) qui va du traité de Bergerac (septembre 1577) à la reprise des hostilités contre les Protestants sur les injonctions de la Ligue (juillet 1585). *Henri III* profita pour ses plaisirs de cette longue accalmie, comme d'Aubigné l'employa — mieux — à écrire le grand Poème, commencé d'abord dans la solitude des Landes-Guinemer, puis poursuivi dans le Poitou, avant et après son mariage.

Le Journal de L'Estoile peut servir de commentaire presque continu aux allusions et tableaux que d'Aubigné accumule pour représenter les deux faces du caractère bizarre et malsain d'*Henri III*⁴. C'est après la paix de Beaulieu (du 6 mai 1576) que L'Estoile note l'avènement des mignons (en juillet) :

1. Cf. Réaume, t. IV, p. 98.

2. Voir un sonnet sur sa mort dans les *Sonnets épigrammatiques*, Réaume, t. IV, p. 337 (Sonnet xvi).

3. Cf. Réaume, t. IV, p. 92-93.

4. On pourrait consulter aussi l'*Isle des Hermaphrodites nouvellement découverte*, satire des mœurs et de la politique des mignons qui fut écrite sous *Henri IV* (entre 1598 et 1605, publiée sans lieu ni date, vers 1605). Il y eut une réponse par Petit de Bertigny, l'*Anti-Hermaphrodite*, Paris, 1606 (cf. HAUSER, *les Sources de l'Histoire de France*, xvi^e siècle, t. III, art. 1452, et t. IV, art. 2646).

« Le nom de *Mignons* commença en ce temps à trotter par la bouche du peuple, auquel ils estoient fort odieux, tant pour leurs façons de faire qui estoient badines et hautaines, que pour leurs fards et accoutrements effeminés et impudiques, mais surtout pour les dons immenses et libéralités que leur faisoit le Roy, que le peuple avoit opinion estre la cause de leur ruine, encores que la vérité fust que telles libéralités ne pouvans subsister en leur espargne un seul moment, estoient aussitost transmises au peuple qu'est l'eau par un conduit¹. »

Et il décrit de façon amusante leur mise et leurs manieres :

« Ces beaux Mignons portoient leurs cheveux longuets, frisés et refrisés par artifices, remontans par-dessus leurs petis bonnets de velours, comme font les putains du bordeau, et leurs fraises de chemises de toiles d'atour empezées et longues de demi-pied, de façon qu'à voir leur teste dessus leur fraize, il sembloit que ce fust le chef Saint-Jean dans un plat. Le reste de leurs abhillemens faits de mesme : leurs exercices estoient de jouer, blasphémer, sauter, danser, volter, quereller et pail-larder, et suivre le Roy partout et en toutes compagnies ; ne faire, ne dire rieu que pour lui plaire ; peu soucieux, en effect, de Dieu et de la vertu, se contentans d'estre en la bonne grâce de leur maistre, qu'ils craignoient et honnoroient plus que Dieu². »

D'Aubigné, dans son *Histoire*, signale un peu plus tard le changement de mœurs du Roi, vers le temps du traité de Bergerac qui termine la guerre suivante :

« Entre les occasions qui pressèrent le roi et son conseil de parfaire la paix, il y en eut deux principales ; la première fut un changement notable qui paroissoit en la personne du roi comme se dépouillant tout à coup de toutes affections de desseins martiaux pour se plonger en une vie tranquille ; ce qui étoit attribué par quelques-uns au désir des voluptez, par les autres à un grand excès de dévotions³. »

Et voilà aussi les deux thèmes — « exquisés » voluptés, dévotions hypocrites — qui se mêlent ou alternent dans les invectives des *Tragiques* contre Henri III.

1. L'ESTOILE, éd. Brunet-Champollion, t. I, p. 142.

2. L'ESTOILE, t. I, p. 143. Ailleurs il les représente encore « fraisés et frizés avec les crestes levées, les ratepennades en leurs testes, un maintien fardé, avec l'ostentation de mesmes, pignés, diaprés et pulvérisés de pouldres violettes et senteurs odoriférantes, qui aromatizoient les rues, places et maisons où ils fréquentoient » (t. I, p. 219-220 à la date du 20 octobre 1577).

3. *Histoire universelle*, t. V, p. 341. Voir tout le chapitre, p. 341 à 350.

Voici son portrait en « Sardanapale » accoutré et fardé comme une femme¹.

Voici ses amours étranges² et les mystères d'Ollainville, la propriété de campagne (près d'Arpajon) qu'il avait achetée en juillet 1576 pour échapper de temps à autres au cérémonial et au contrôle de la Cour³. Puis ce sont ses « aigres plaintes », son désespoir excessif à la mort de ses beaux favoris, Maugiron, Caylus, Saint-Mesgrin, victimes des querelles de Cour, tués en duel ou par guet-apens en 1578⁴.

Et en regard, nous voyons le contraste de ses bigoteries affectées, par lesquelles il essayait de calmer les alarmes de sa conscience :

Si⁵, depuis quelque temps, les plus subtils esprits
A desguiser le mal ont finement appris
A noz Princes fardez la trompeuse manière
De revestir le Diable en Ange de lumière⁶...

Et plus loin .

Quand j'oy qu'un Roy transy, effraïé du tonnerre⁷.

Un rien lui fait peur, en effet : pour un songe, où il a rêvé que les bêtes de sa ménagerie s'échappaient de leur cage et le mettaient en pièces, il les a toutes fait tuer le lendemain⁸.

Et alors ce sont les meâ culpâ ostentatoires :

Les ordres inventez⁹, les chants, les hurlements
Des fols capuchonnez, les nouveaux régiments

1. Cf. Réaume, t. IV, p. 94.

2. *Ibidem*, p. 95-96.

3. Cf. L'ESTOILE, t. I, p. 141. En fait il l'avait acquise pour la Reine sa femme, qui y faisait aussi des séjours. Mais il y allait parfois seul avec ses mignons (cf. L'ESTOILE, t. I, p. 219, 20 oct. 1577; t. II, p. 4, 21 mars 1581) et l'on en jasait (*Ibid.*, t. II, p. 53 dans un pasquil de décembre 1581).

4. Cf. L'ESTOILE, t. I, p. 243-244. Le duel est du 27 avril. Maugiron fut tué sur le terrain. Quélus (ou Caylus), blessé de 19 coups d'épée languit pendant 33 jours et expira le 29 mai 1578. Le Roi coupa des boucles de leurs blonds cheveux, leur retira lui-même les pendants d'oreille qu'il leur avait donnés, et baisa les deux cadavres. Voir dans Sancy (éd. Réaume, t. II, p. 283) comment la malignité de d'Aubigné travestit ces baisers mortuaires. Saint-Mesgrin fut assassiné au sortir du Louvre le 21 juillet suivant. Tous trois furent inhumés dans un mausolée de l'église Saint-Paul (cf. L'ESTOILE, t. I, p. 259-260).

5. Si (*sic*) = ainsi.

6. Cf. Réaume, t. IV, p. 99-100.

7. *Ibid.*, p. 102.

8. Cf. Réaume, t. IV, p. 80. Voir L'ESTOILE, t. II, p. 99 à la date du 21 janvier 1583.

9. Fondation des Pénitents blancs de l'Association Notre-Dame et procession inaugurale en mars 1583 (cf. L'ESTOILE, t. II, p. 109 à 113), des Hiéronymites en août (*ibid.*, p. 146) chez qui le Roi va souvent faire retraite, des Feuillants du faubourg Saint-Honoré en juillet 1587 (cf. L'ESTOILE, t. III, p. 55-56).

Qui, en processions sottement desguisées
 Aux villes et aux champs vont semer de risées
 L'austérité des vœux et des fraternitez ¹.

Ce sont les fameuses processions des Pénitents blancs, où le Roi et ses favoris paraissaient au premier rang, pour la mortification de leurs péchés, sous l'œil amusé des badauds.

Mais il y a pires raffinements, tout un accessoire de précautions bénites pour accompagner et sanctifier les voluptés damnables : chapelets, eau lustrale, cierges, messes réparatrices, reliques de saint François ². Ici nous n'avons plus la confirmation de L'Estoile, mais celle de la *Confession de Sancy* — qui a moins d'autorité — et l'analogie de ce dernier couplet avec le chapitre de *Sancy* (le 7^e de la 1^{re} partie intitulé : *Des Reliques et dévotions du feu Roy*) ³, dont il semble être un résumé, peut faire croire qu'ils ont été écrits en même temps, c'est-à-dire comme nous verrons, après l'Édit de Nantes.

Sans doute est-elle aussi assez tardive la prétendue prédiction du meurtre d'Henri III par la main d'un cafard comme lui :

Aigle né dans le haut des plus superbes aires ⁴.
 etc.

que d'Aubigné déclare, dans l'*Avis de l'Imprimeur* ⁵ être une véritable prophétie. Mais elle n'est vraisemblablement qu'une « apophétie » comme il appelle lui-même spirituellement les fausses ⁶, introduites après coup dans son poème.

Après les princes, les princesses, et leur lubricité de Messalines, leurs prostitutions éhontées, leurs avortements ⁷. Ici une allusion à un fait précis ⁸, l'accouchement clandestin de la *Reine Marguerite*, qui aurait eu lieu à la fin de son séjour en Cour (du 28 avril 1582 au 8 août 1583) et qui serait à l'origine du *Scandale*

1. Réaume, t. IV, p. 99.

2. Cf. Réaume, t. IV, p. 102.

3. Cf. Réaume, t. II, p. 278 à 287.

4. Cf. Réaume, t. IV, p. 100.

5. Cf. Réaume, t. IV, p. 9.

6. *Ibid.*

7. D'Aubigné exagère sans doute; cependant sur les débauches des dames de la Cour, L'Estoile, s'il ne se porte pas garant, rapporte des pasquils populaires édifiants : (cf. t. II, p. 38 à 53, fin 1581 et t. III, p. 95 à 100, fin 1587); et, même dans son *Journal*, des faits notoires (t. I, p. 224-225, octobre 1577).

8. Cf. Réaume, t. IV, p. 101.

princier dont j'ai conté les péripéties ¹. C'est un des griefs qu'Henri III aurait invoqués contre elle dans la scène qu'il lui fit au bal de la Cour du 7 août 1583.

D'*Henri IV* il est peu question, je l'ai dit, dans ce chant qui attaque surtout la Royauté des Valois. Au reste aurait-il donné son approbation ou son absolution aux *Tragiques*, comme le rapporte l'*Avis de l'Imprimeur* ² quand il les relut « estant lors [encore] roi de Navarre » pour mieux juger des convictions politiques de l'auteur, s'il avait senti que le livre des *Princes* faisait le procès de toute espèce de monarchie, même de la sienne, actuelle ou éventuelle ? Cependant certains traits peuvent l'atteindre plus ou moins directement, qui se trouvaient dans la première rédaction ou qui auraient été ajoutés plus tard.

Et d'abord songeons que lui-même a séjourné à la Cour des Valois pendant plusieurs années après son mariage avec Marguerite (du 18 août 1572 au 3 février 1576). Réchappé de la Saint-Barthélemy, il s'est adonné à la joie de vivre. Il était jeune, il aimait le plaisir, il a pris sa part des désordres et des folies dont il voyait le spectacle. Il me paraît y avoir dans un passage du second chant une allusion claire à un scandale auquel il fut mêlé, et qui fit du bruit au moment de la venue des ambassadeurs polonais. C'était encore sous Charles IX.

Notons en passant que ce Roi n'a pas les honneurs de longs développements dans ce chant, mais il y est flagellé en quelques vers à l'emporte-pièce. D'abord au début, dans la longue déclamation contre les flatteurs des princes — que d'Aubigné ne veut pas imiter — lieu commun qui est ponctué de quelques particularités propres au temps. C'est ainsi qu'est cloué au pilori le prédicateur qui a eu le front de faire en chaire le panégyrique funèbre de Charles IX et l'éloge de la Saint-Barthélemy (Arnaud Sorbin de Sainte-Foy, à Notre-Dame, le 12 juillet 1574 et à Saint-Denis le lendemain) ³. Ailleurs ⁴ d'Aubigné trace lui-même le portrait de ce

1. Dans la *Revue du XVI^e siècle*, t. I, 1913.

2. Cf. Réaume, t. IV, p. 10.

3. Cf. Réaume, t. IV, p. 75. (Voir aussi Sancy, Réaume, t. II, p. 360-361.) Ce panégyrique fut aussitôt publié, accompagné d'une élogie en vers, sous le titre : *Oraison funèbre du très haull Charles IX propugneur de la foy... à Notre-Dame en Paris, 12 juillet*, Paris, 1574, 8°. Riposte dans les *Mémoires de Charles IX*, éd. de 1578, t. III, f° 370. Sorbin développa peu après son oraison dans une *Histoire contenant un abrégé de la vie, mœurs et vertus du débonnaire Charles IX*, vraiment piteux propugneur de la foy catholique... Règne à bon droit dit le règne des merveilles, Paris, 1574, 8° (cf. HAUSER, *Sources de l'Histoire de France*, t. III, art. 1438 et 2234).

4. Cf. Réaume, t. IV, p. 93-94. A rapprocher de l'*Histoire*, éd. Ruble, t. III, p. 298.

prince, et il en fait un brutal qui n'aimait que les exercices violents, le carnage de la chasse, signe et prodrome de la cruauté qu'il montra ensuite à l'égard des hommes.

Donc, à la fin de son règne, les ambassadeurs de Pologne étaient venus offrir la couronne à Henri de Valois. Ce fut l'occasion de fêtes magnifiques qui durèrent du 19 août au 12 septembre 1573, et auxquelles d'Aubigné assista ¹. Il n'en rappelle qu'un détail et un souvenir, ici, dans l'invocation aux « Sarmates razez ². » Mais il les a décrites dans son *Histoire* ³. Or il y raconte aussi une soirée dont l'écho revint aux Polonais et leur fit une triste impression. Car leur futur roi, avec le Roi de France en personne, celui de Navarre et autres seigneurs de la Cour, étaient allés collationner chez le prévôt de Paris, Nantouillet; et, pour le punir de n'avoir pas accepté la honte d'épouser la maîtresse du Roi de Pologne, Renée des Rieux, la belle Châteauneuf, que celui-ci laissait en France, ils s'étaient conduits chez lui comme des goujats, cassant tout, pillant la vaisselle et les coffres d'argent. Encore n'étaient-ce là que jeux innocents comparativement à la scène de maison close, par où avait débuté cette soirée de débauche, scène impossible à décrire décemment à moins de parler latin et que d'Aubigné a écartée de l'*Histoire* ⁴. Observons que les deux Henri revenaient du siège de la Rochelle, consécutif à la Saint-Barthélemy, où la paix avait été hâtée (juin 1573) par la nécessité d'aller recevoir les Polonais. Et dès lors il semble que tous ces rapprochements éclairent — d'une sinistre lueur — les turpitudes reprochées « aux Roys » dans la page 91 du chant II, et qu'en particulier le contraste souligné à la fin, entre la guerre qu'on vient de faire à des sujets et la crapule où l'on se plonge, précise l'allusion :

En autant de malheurs qu'un peuple misérable
Traîne une triste vie en un temps lamentable,
En autant de plaisirs les Roys voluptueux,
Yvres d'ire et de sang, nagent luxurieux
Sur le sein des putains...

1. Voir mon chapitre iv, § 1, t. 1, p. 142 à 145.

2. Cf. Réaume, t. IV, p. 92-93.

3. Au t. IV de l'édition Ruble, p. 176 et sq.

4. Le *Journal de L'Estoile* (supplément, t. XII, p. 384-385), la raconte en français, mais aussi cela ne peut-il être reproduit.

Si le Roi de Navarre a laissé passer ces vers, c'est sans doute que ces souvenirs ne le gênaient pas beaucoup. Il n'était pas farouche sur le chapitre des mœurs, et puis, il devait se dire qu'après tout il n'était pas responsable de celles d'une Cour où on le contraignait à vivre, et où il cherchait à s'étourdir pour oublier sa situation.

Mais je doute qu'il aurait aussi bien supporté l'ardent réquisitoire contre l'ingratitude des Rois envers leurs bons serviteurs, qui tombait si à plein sur lui, s'il avait pu le lire le jour de l'épreuve à laquelle il soumit d'Aubigné sur sa foi monarchique. Ce passage¹ ne devait pas être écrit. Certes, il a une portée générale et peut s'appliquer aussi à Henri III qui subissait si facilement la pression du plus fort, et se laissait arracher des avantages par les Guises, payant ainsi ses adversaires pour les désarmer, comme Henri IV le fera plus tard pour les Ligueurs. Mais Henri III n'abandonnait pas pour cela ses favoris. Aussi je ne vois qu'un alibi prudent dans ces deux vers, qui ne conviennent évidemment qu'à lui :

Noz Princes ignorants tournent leurs lousches vuës
Courants à leurs plaisirs eshontez par les ruës².

Mais tout le reste rappelle trop un chapitre — si amer contre Henri IV — de la *Confession de Sancy*, le chapitre v de la première partie *De la Justification des Œuvres et Œuvres de superérogation*³, pour que l'application ne soit pas la même, et très probablement aussi l'époque de la composition. On retrouve ici, dans *les Tragiques* les invalides de la guerre, « les bras de fer et les jambes de bois », qui viennent attendre dans la basse-cour du Louvre quelque grain de faveur ou de millet, et qui voient tous les dons, toutes les récompenses aller à ceux qui ont su se faire craindre et acheter. Et d'Aubigné fait la leçon au maître ingrat qui a considéré qu'il n'avait pas besoin de se gêner pour les vieux serviteurs — ses fidèles huguenots — que ceux-là étaient acquis une fois pour toutes. Remontrance qu'il adressa bien souvent à Henri IV. Mais comment se méprendre surtout sur la signification et la destination de ces vers ?

1. Cf. Réaume, t. IV, p. 89-90.

2. Réaume, t. IV, p. 89.

3. Cf. Réaume, t. II, p. 260 à 269.

Quiconque sert un Dieu dont l'amour et la crainte
Soit bride à la jeunesse, et la tienne contrainte,

Se polluant moins libre au plaisir de son maistre,
Il n'est plus agréable, et tel ne sçauroit estre.
Nos Rois qui ont appris à machiavelizer,
Au temps et à l'Estat leurs âmes desguiser,
Ploient la piété au joug de leur service,
Gardent religion pour âme [arme ?] de police ¹.

On ne pouvait guère dire cela du dévôt Henri III. Mais en revanche, après l'abjuration, la sincérité religieuse d'Henri IV devait paraître suspecte à d'Aubigné. Et peut-être même avant, puisqu'elle ne servit jamais de bride à ses plaisirs. D'où leurs dissentiments de jeunesse ² qu'il nous rappelle ici, parce qu'il ne voulait pas aider aux amours du Roi de Navarre.

Je ne crois donc pas qu'il y ait à hésiter sur l'application du morceau. Il vise bien, et tout particulièrement Henri IV, et il a dû être composé après l'Edit de Nantes, en même temps que le chapitre correspondant de la *Confession de Sancy*.

La fin du livre, et le conte en forme d'allégorie qui nous montre un jeune noble de province débarquant à la Cour avec son honnêteté et ses illusions, et se voyant en rêve, la première nuit, en proie aux sollicitations opposées de la Fortune et de la Vertu — ce conte édifiant, didactique, a pu être écrit à n'importe quel moment, mais un passage nous indique que ce fut avant l'avènement d'Henri IV. La vertu dit, en effet, au jeune homme en manière de conclusion :

Puisque ton cœur Royal veut s'asservir aux Roys
Va suivre les labeurs du *Prince Navarrois* ³.

Et dans la première partie du récit nous avons une confirmation et une précision de plus sur l'époque, je veux dire dans la description de la Cour et du spectacle qui s'offre au jeune héros de l'aventure. Il remarque tout de suite l'affluence des

1. Réaume, t. IV, p. 90.

2. Cf. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 28-31).

3. Réaume, t. I, p. 114.

courtisans autour de deux grands personnages, un « Duc » et « un autre ¹, » qui ne peuvent être que les deux beaux-frères d'Henri III, d'Epemon et Joyeuse, devenus ducs et pairs depuis leur mariage avec les sœurs de la Reine, et qui, de ce jour, ne cessèrent de recevoir les faveurs les plus considérables. Or ces mariages avaient eu lieu en septembre et novembre 1581, et avaient été l'occasion de réjouissances et de prodigalités indéfinies².

Ce morceau appartient donc à la première période de la rédaction, ou au moins aux années suivantes ; mais d'Aubigné y a fait plus tard des additions en mêlant quelques « apophéties » aux exemples que la Fortune donne au jeune homme ³ pour lui prouver qu'il y a du péril à suivre la Vertu et qu'elle paye mal ses adeptes : elle cite Coligny et les victimes de la Saint-Barthélemy, mais aussi le prince de Parme (mort le 2 décembre 1592), le comte d'Essex, favori d'Élisabeth d'Angleterre, disgracié et décapité en 1601, pour complot, mais surtout par dépit amoureux ; et enfin — toujours le même reproche — les serviteurs d'Henri IV, si mal récompensés :

..... je voy cette monnoye
En France avoir son cours ; je voy lances, escus,
Cœurs et noms des vainceurs sous les pieds des vaincus :
O de trop de mérite impiteuse mémoire ⁴ !

Ainsi nous pouvons constater que, même dans ce livre, consacré presque exclusivement aux Valois, il y a eu des retouches et des compléments apportés sous Henri IV. Cela suffirait déjà à prouver que le manuscrit des *Tragiques* ne gisait pas aussi abandonné par l'auteur que le prétend l'*Avs* initial, et qu'il le revoyait de temps à autre.

La Chambre dorée est un réquisitoire contre les mauvais juges, cités par d'Aubigné devant le tribunal de Dieu pour répondre des sentences iniques qu'ils ont rendues contre les Protestants. Ce chant vise donc surtout la période de persécution par autorité de justice, avant les guerres civiles. C'est dire qu'il peut avoir été

1. Réaume, t. I, p. 105.

2. Cf. L'ESTOILE, t. II, p. 21 à 27, 32 à 34 et 36.

3. Cf. Réaume, t. IV, p. 107-108.

4. *Ibid.*, p. 108.

composé de bonne heure, au moins dans ses parties essentielles. Le meilleur commentaire historique qu'on en pourrait donner serait de le rapprocher d'un chapitre de l'*Histoire universelle*, le 10^e du second livre (2^e livre du t. I dans les éditions originales), intitulé *De plusieurs martyrs jusques à l'an 1560*¹, auquel il faudrait ajouter divers passages des chapitres suivants² sur l'affaire Anne du Bourg et les recherches rigoureuses faites contre les Réformés à l'avènement de François II, qui fut aussi l'avènement des Guises.

La fameuse séance de la Mercuriale (15 juin 1589) où Anne du Bourg et quelques conseillers hardis affrontèrent le courroux d'Henri II en défendant les Protestants pendant que la majorité du Parlement s'inclinait docilement devant les remontrances royales, et se montrait prête à toutes les répressions, cette séance est évoquée dans un couplet cinglant qui soufflette rudement les timorés :

Mais encor pour mieux voir entière la boutique
Où de vie et de bien l'Injustice trafique,
L'occasion s'offrit que Henry second Roy
En la Mercuriale ordonna pour sa loy
Le feu pour peine deuë aux âmes plus constantes.
Là parurent en corps et en robes sanglantes
Ceux qui furent jadis Juges et Sénateurs,
Puis du plaisir des Rois lasches exécuteurs :
De là se peut la Cour, en se faisant esgalle
A Mercure macgreau, dire Mercuriale.
Ce jour noz Sénateurs, à leur maistre vendus,
Luy prestèrent serment en esclaves tondus³.

C'est la fin du premier développement après l'introduction du chant, dans laquelle la Justice, la Piété et la Paix, maltraitées sur la terre, étaient venues implorer Dieu dans le ciel. Ce premier développement est dirigé contre le Parlement de Paris. De là le titre du livre : *La Chambre dorée*, c'est la grande chambre du Parlement, au Palais de Justice. La description que d'Aubigné fait de ce Palais et de ses hôtes a un caractère oratoire et allégorique. Rien ne date donc particulièrement ce tableau, où paraissent toutes les passions, tous les vices qui agitent l'âme des juges, et qui

1. Éd. Ruble, t. I, p. 202 à 228.

2. Les chapitres XII, XIII, XV et XVI du même livre.

3. Réaume, t. IV, p. 132.

sont de tous les temps — disons, si l'on veut, de toutes les époques troublées.

Notons cependant le passage sur la « Formalité » — un des mieux venus — cette chicane procédurière avec laquelle on étrangle le bon droit. Il contient les noms de quelques magistrats, qui font une honorable exception, et ne se laissent pas prendre à ces artifices, les « doctes Harlais, de Thou, Gillot, Thurin », et d'Aubigné pensait poursuivre l'énumération, car, après Thurin, il avait laissé un blanc de trois vers et demi, dans la première édition². N'a-t-il plus trouvé personne d'autre à mettre sur ce palmarès ? En tout cas, même ces quatre noms ont dû venir assez tardivement se placer là, sans doute seulement après l'attentat commis sur le Parlement par les Seize, le 16 janvier 1589, en représailles de l'assassinat des Guises à Blois. Ce jour-là le Premier Président Achille de Harlay, successeur dans cette charge de son beau-père Christophe de Thou, fut emprisonné à la Bastille avec quelques conseillers qui voulurent courageusement partager son sort³. Gillot fut de ceux-là. Cette épreuve les avait rendus populaires dans le camp royaliste. Quant à Thurin, il fut un des conseillers de la chambre de l'Édit (pour les causes protestantes), au Parlement de Paris, après l'Édit de Nantes. Son catholicisme était donc modéré, à ce point même qu'il finit par abjurer et par se convertir au protestantisme quand il eut pris sa retraite (décembre 1608)⁴. C'étaient là des titres à la sympathie de d'Aubigné. Je ne prétends pas conclure de ces remarques que le morceau entier sur la Formalité constitue une pièce rapportée après coup, mais il devait s'arrêter primitivement avant cette citation de magistrats intègres. Ce qui suit est amené par elle, et oppose à leur droiture la faiblesse de certains collègues, qui contresignent, à contre cœur sans doute, les pièces de la procédure, mais s'y résignent tout de même.

Après ces invectives contre le Parlement de Paris, changement de tableau et de pays. D'Aubigné nous transporte brusquement en Espagne. C'est qu'il n'y a

1. Cf. Réaume, t. IV, p. 131.

2. Cf. READ, *Tragiques*, t. I, de la réimpression de Flammarion, p. 198, note sur le vers 164.

3. Cf. *Journal de L'Estoile*, t. III, p. 235-237, et d'Aubigné, *Hist.*, t. VIII, p. 36 et 148.

4. Sur Thurin, voir également L'ESTOILE, t. VII, p. 259, t. VIII, p. 28 (il fait partie de la commission d'enquête dans le procès Biron lors de la conspiration du Maréchal en 1602), t. VIII, p. 301, t. IX, p. 188.

pas de distance pour Dieu, que la plainte des opprimés a fait lever de son trône de gloire pour aller se rendre compte de ce qui se passait sur la terre :

Le Tout-Puissant plana sur le haut de la nuë
Longtemps, jettant le feu et l'ire de saveuë
Sur la terre, et voicy.....¹

Le premier objet qui s'est offert à lui, le premier monument d'iniquité, ce fut le Palais dit de Justice de Paris. De là, il porta ses regards ailleurs, et son attention fut attirée par le spectacle d'un autodafé à Madrid. Ce sont les méfaits de l'Inquisition espagnole sous Philippe II qui occupent donc la scène maintenant². Cette peinture dramatique est-elle primitive comme la précédente, ou a-t-elle été ajoutée ultérieurement ? Je le croirais plutôt, car, observons-le, elle vient s'introduire d'une façon assez inattendue entre deux parties du chant consacrées toutes deux au Parlement de Paris, et qui en formaient sans doute au début la matière principale ou même unique, comme semble l'indiquer le titre. Du reste il y a dans l'introduction du chant une allusion claire à la mort de Philippe II, qui prouve que d'Aubigné a fait des retouches et des additions à ce livre jusqu'à ce moment, et même plus tard encore, comme nous le verrons. Il parle des légions d'anges qui entourent le Seigneur, prêts à partir au moindre signe pour remplir des missions soit de charité, soit de châtiment, et il en détaille quelques-unes :

Quelqu'autre va trouver un Monarque en haut lieu,
Bardé de mille fers, et au nom du grand Dieu,
Assuré, l'espouvante : eslevé, l'extermine,
Le fait vif dévorer à la salle vermine³.

Ce sont les poux qui seraient sortis des abcès du Roi en sa dernière maladie (été de 1598)⁴. D'Aubigné et les Protestants y virent le signe de la malédiction céleste.

1. Réaume, t. IV, p. 122.

2. Cf. Réaume, t. IV, p. 133-136.

3. Cf. Réaume, t. IV, p. 118.

4. Cf. *Histoire universelle*, t. IX, p. 414 et 419. Le fait est également rappelé dans la Lettre au Roi Louis XIII écrite par trois gentilshommes. Cf. éd. Réaume t. I, p. 509-510. Philippe II mourut le 13 septembre 1598.

Il est bien possible — même probable — que cet événement l'ait incité à représenter par une addition au chant III les crimes que Philippe II commençait ainsi à payer, ayant mis le bras séculier au service de la sombre justice du prétendu Saint-Office.

Nous sommes ensuite ramenés au Palais de Justice de Paris, dans la Grand' Chambre, pour y contempler la fresque décorative de la voûte, mais une fresque imaginaire ou fantastiquement agrandie et complétée par l'imagination de l'auteur, car les traits se sont effacés et

Ne se descouvrent plus qu'aux esprits advisez ¹.

Si les conseillers du Parlement avaient su les apercevoir et les déchiffrer, ils y auraient vu leur condamnation et la revanche de leurs victimes. Cette peinture était l'œuvre d'un prophète ancien qui leur avait proposé cette leçon figurée comme un avertissement perpétuel. Le sujet était le triomphe de Thémis, qui s'avancait sur un char symbolique, escortée par tous les justes de l'ancien Testament, de la Grèce, de Rome, du moyen âge et des temps modernes. Quant aux mauvais juges, ils étaient entraînés comme des captifs dans ce cortège, et obligés de rendre hommage et de faire toutes les réparations aux innocents qu'ils avaient persécutés. D'Aubigné ne signale nominativement parmi les martyrs protestants que Cavagnes et Briquemaut, gentilshommes ignominieusement suppliciés à Paris, le 29 octobre 1572, peu après la Saint-Barthélemy ², Mongommery, le meurtrier involontaire d'Henri II pour lequel on connaît ses sentiments d'admiration et à l'exécution de qui il avait assisté, le 26 juin 1574 ³, enfin

Le très vaillant Montbrun, puni de sa vaillance ⁴.

et de la terreur qu'il avait inspirée aux catholiques du Dauphiné (mis à mort le 12 août 1575) ⁵. Toutes dates qui confirment l'impression donnée par le début du

1. Réaume, t. IV, p. 137.

2. Cf. *Histoire universelle*, t. III, p. 367 et DE THOU, t. VI, p. 459-461.

3. Cf. *Histoire universelle*, t. IV, p. 263-265 et mon chapitre IV, § 1, t. I, p. 159-160. Voir aussi sur son exécution L'ESTOILE, t. I, p. 10-12.

4. Réaume, t. IV, p. 142.

5. Cf. *Histoire universelle*, t. IV, p. 282 et DE THOU, t. VII, p. 270-271.

chant que la satire du Parlement de Paris, c'est-à-dire le corps principal du livre, appartient à la période primitive de la composition, celle de la retraite aux Landes-Guinemer. Sans doute d'Aubigné met encore dans la suite de *Thémis* le Premier Président Brisson et les conseillers Larcher et Tardif, pendus par les Seize le 15 novembre 1591, en haine de leur modération¹. Maintenant c'est eux qui tiennent en laisse les curés ligueurs, excitateurs et véritables responsables de leurs meurtres. Mais ce quatrain² a bien pu être ajouté postérieurement dans un développement rédigé.

Ce qui est venu en tous cas le couronner plus tard, c'est un magnifique éloge de la Reine Élisabeth, écrit après sa mort (1603) et rattaché à ce qui précède par un lien et une transition assez artificielle. Le char de *Thémis* écrase sur son chemin les monstres de la chicane et les survivants s'enfuient épouvantés. Ils ne pourront pas, dit d'Aubigné, se réfugier dans des pays de justice, comme la Suisse ou l'Angleterre. Et c'est le prétexte de ce panégyrique, ou de cette oraison funèbre de la Reine, qui avait été la protectrice — assez peu libérale, avouons-le — des Réformés français. Mais ils ne lui en gardaient pas moins une profonde reconnaissance. D'Aubigné lui prête toutes les vertus, tous les mérites de l'esprit, chante sa victoire sur l'Armada (1588), l'empire qu'elle sut prendre sur les mers par les expéditions hardies de ses grands marins (Drake, Hawkins, Frobisher, Davis, Gilbert, W. Raleigh), et enfin annonce la fin de son règne glorieux par une formule un peu sibylline, mais qui ne prétend pas être prophétique, puisqu'il parle de son successeur, qui occupait alors le trône :

Puis il faut qu'en splendeur neuf lustres te maintiennent,
Et qu'après septante ans (à quoy noz jours reviennent)
Debora d'Israel, Cherub sur les pervers,
Fléau des Tyrans, flambeau luisant sur l'Univers

1. Cf. *L'ESTOILE*, t. V, p. 118 et sq.

2.

Puis un nœud entre deux, d'un pas triste et tardif,
Suivaient Brisson le docte, et Larcher et Tardif.
Ils tirent leurs meurtriers bein fraisez d'un chevaistre
Boucher et Pragenat, et le sanglant Incestre.

(*Réaume*, t. IV, p. 143).

Pour régner bien plus haut, tout achevé, tu quitte
Dans les sçavantes mains d'un successeur d'eslitte
Ton état, au dehors et dedans appuyé,
Le cœur soullé de vivre, et non pas ennuyé¹.

La fin du livre est une dernière apostrophe en style biblique, en quatrains isolés comme des versets, et comme les coups de fouet d'une malédiction répétée, à l'adresse des « conseillers des grandes compagnies » qui ne veulent pas entendre la voix de leur conscience, ni de Dieu.

Souvenons-nous qu'en 1577, quand d'Aubigné commença ses *Tragiques*, dans l'irritation de la paix de Bergerac, qui avait diminué les avantages obtenus l'année précédente à Beaulieu, un des griefs principaux des Protestants contre le nouveau traité était précisément qu'il avait retiré la concession des *chambres mi-parties*, introduites dans les divers Parlements pour juger les affaires protestantes, et qu'il les avait remplacées presque partout par des *chambres dites de l'Édit*, où la proportion des conseillers protestants n'était plus déterminée. Il est donc assez vraisemblable qu'un des objectifs de d'Aubigné, en écrivant le chant III, était de justifier la réclamation de ses coreligionnaires et de montrer la nécessité de juridictions spéciales leur offrant les garanties qu'ils ne pouvaient trouver dans les Parlements.

Les Feux. — Je disais que le meilleur commentaire de la *Chambre dorée*, devait être cherché dans un chapitre de l'*Histoire universelle*, celui qui fait l'inventaire, d'après le *Martyrologe de Crespin* (lu d'ailleurs très hâtivement et résumé un peu à la diable), des victimes protestantes de la Justice catholique — non seulement en France, mais dans toute l'Europe — jusqu'en 1560, le chapitre x du second livre (2^e livre du t. I dans les éditions originales)², complété par les pages sur Anne du Bourg dans les chapitres suivants. Mais, à vrai dire, on trouve ce commentaire dans les *Tragiques* mêmes, dans le livre des *Feux*, qui fait suite à la *Chambre dorée* et où sont décrits les supplices des malheureux — des bien-

1. Réaume, t. IV, p. 146. Debora prophétesse qui gouverna les Juifs pendant 40 ans au xiv^e siècle av. J.-C. Elle fut victorieuse des Chananéens. (Cf. le cantique de victoire de Debora dans *les Juges*, ch. v.) Cherub ou chérubin, mot hébreu signifiant ange. Élisabeth a régné 45 ans (9 lustres) et vécu « septante ans ».

2. T. I, de l'édition Ruble, p. 202 à 228.

heureux, dirait d'Aubigné — morts pour leur foi. Ils ne paraissent pas tous, comme dans l'interminable défilé de l'*Histoire*, d'ailleurs si impressionnant, car, dans un poème, il était bien obligé de faire un choix. Son quatrième chant est un catalogue de martyres, un catalogue illustré, où sont représentées seulement les stations les plus émouvantes du chemin de croix protestant :

Je ne fay qu'un indice à un plus gros ouvrage¹.

C'est la mise en œuvre poétique du répertoire que fournit l'*Histoire universelle* dans le chapitre mentionné, du moins pour la première partie du chant jusqu'à l'endroit :

Tels furent de ce siècle en Syon les agneaux
Armez de la prière, et non point des couteaux².

La seconde partie apporte du nouveau, des martyres postérieurs à 1560. Quand je dis mise en œuvre, je ne veux pas dire extrait, ce qui laisserait supposer que le quatrième livre des *Tragiques* a été composé après le chapitre correspondant de l'*Histoire*. En réalité il a été fait avant, bien avant, et d'Aubigné le déclare formellement, en spécifiant qu'il était jeune alors :

..... ma jeune ardeur
A de ce haut dessein espoinçonné mon cœur,
Pour au siècle donner les boutons de ces choses
Et l'envoyer ailleurs en amasser les roses.
Que si Dieu prend à gré ces prémices, je veux,
Quand mes fruicts seront meurs, lui payer d'autres vœux
Me livrer aux travaux de la pesante histoire,
Et en prose coucher les hauts faits de sa gloire³.

En 1577, quand il commença ses *Tragiques*, il n'avait, en effet, que vingt-cinq ans. Notons qu'il disposait dès ce moment du *Martyrologe de Crespin*, dont la 1^{re} édition est de 1554, et la dernière, imprimée du vivant de l'auteur, de 1570. Un 12^e chapitre sera ajouté dans l'édition posthume de 1598 par le pasteur Simon

1. Réaume, t. IV, p. 167.

2. Réaume, t. IV, p. 170.

3. Ed. Réaume, t. IV, p. 150.

Goulart, de Genève, pour l'époque postérieure à la Saint-Barthélemy. L'objection de MM. Lalanne et Bost, que les livres des *Feux* et des *Fers* (Lalanne ajoute *Vengeances*) nécessitaient une documentation que d'Aubigné ne pouvait acquérir dans le temps des guerres civiles, ne porte donc pas ici.

Toutes les morts exemplaires de la première partie sont, en effet, relevées dans Crespin, sauf quelques épisodes populaires français que d'Aubigné insère au milieu de ce martyrologe officiel : ainsi le tourment du pauvre laboureur, enfermé treize mois dans un cachot si bas qu'il était obligé de rester assis et de courber la tête jusqu'aux genoux¹; ou celui du paumier d'Avignon, suspendu dans une cage au haut d'une tour de la ville et exposé à toutes les intempéries². Ceux-là conservent l'anonymat des humbles, mais ils participent aux mérites de tous leurs compagnons qui brillent dans ce livre d'or, où nous voyons successivement en scène et à l'honneur : les Hussites, les Vaudois, les victimes de la Réforme en Angleterre, l'héroïque Anne Askève (1546), l'infortunée Jeanne Grey (1554), un autre Anglais encore, Gardiner, qui alla chercher la palme au Portugal, en 1552; puis c'est le cortège glorieux des Français, Venot, dont le supplice sert de spectacle à l'entrée du Roi Henri II à Paris en 1549, les quatorze de Meaux (1546), les cinq Écoliers de Lyon (1552), l'admirable et plus qu'humaine demoiselle de Graveron (1558), des femmes enterrées vives, le célèbre Anne du Bourg, dont la défaillance momentanée disparaît « à la voix d'une caille », comme dit singulièrement d'Aubigné, c'est-à-dire sous les remontrances d'une dame de la Caille (1559). Enfin un Italien ferme la marche, Montalchine, dont le Pape voulait étouffer la voix par une exécution secrète et qui trouva le moyen, sous prétexte de faire une confession de ses erreurs, d'être produit en public et d'adresser un discours au peuple, où se balançaient les raisons des deux Doctrines, jusqu'à la conclusion nettement protestante (1553).

Voilà, en résumé, la matière de la première partie du livre. Toutes les dates, on le voit, sont antérieures à 1560. Il est si bien donné comme la suite, et donc l'illustration du précédent, que la même fiction s'y poursuit : le lien de tous ces

1. Cf. Réaume, t. IV, p. 159.

2. Cf. Réaume, t. IV, p. 161.

tableaux, c'est qu'ils passent les uns après les autres sous les yeux de Dieu, qui continue à contempler les épreuves de son Église :

Dieu vid en mesme temps (car le prompt changement
De cent ans, de cent lieux, ne luy est qu'un moment)
Deux rares cruautés, deux constances nouvelles
..... etc. ¹.

Après une échappée ouverte sur l'Amérique, où la colonie calviniste installée par Villegagnon à l'embouchure de Rio-de-Janeiro (en 1555) avait été détruite, Dieu se retourne à nouveau vers notre vieux continent,

Mais l'œil du Tout-Puissant fut enfin ramené
Aux spectacles d'Europe..... ².

Jusqu'à la fin du chant il en sera de même. D'Aubigné paraîtra oublier par moments ce spectateur céleste, mais ce ne sera qu'une apparence. Il le tient toujours au moins dans la coulisse, et c'est lui qui aura le dernier mot et qui prononcera la conclusion du livre-anathème jeté aux malfaisants.

La seconde partie nous offre quelques scènes du calvaire huguenot, entre 1560 et 1600. Elles sont en petit nombre, mais largement traitées. D'Aubigné s'y attarde avec complaisance, car il juge plus méritoire encore le sacrifice de ces derniers martyrs, quand leurs coreligionnaires se défendaient les armes à la main, et que la résistance était le mot d'ordre général :

On ne veut plus mourir pour les saints témoignages ³.

Ce n'est pas que moins de Protestants aient été tués pour leur religion pendant cette période, au contraire : il y a eu la Saint-Barthélemy, il y a eu les guerres. Mais, selon la doctrine constante, d'Aubigné réserve le titre de martyrs à ceux qui meurent « purement pour la foi » et qui, jusqu'au bout, ont eu « le choix de la vie ou de la mort ⁴ ».

Il en est, parmi ce groupe final qui lui tenaient au cœur par des liens ou des

1. Réaume, t. IV, p. 153.

2. *Ibid.*, p. 159.

3. Réaume, t. IV, p. 171.

4. *Histoire universelle*, t. I, p. 227.

souvenirs personnels, et il mit à les célébrer une piété particulière. C'est le cas de Richard de Gastines, qui avait été son condisciple chez Béroald à Paris en 1562, et qui devait avoir dix-sept à dix-huit ans quand il donna un si rare exemple de force morale¹. Il avait été arrêté avec son père, Philippe de Gastines, riche commerçant de la rue Saint-Denis, et son oncle, Nicolas Croquet, pour avoir fait la Cène chez eux pendant la 3^e guerre. En prison, où ils avaient retrouvé d'autres captifs, il ne cessa d'édifier tout le monde par ses saints discours et ses exhortations dignes d'un Docteur plus que d'un adolescent. Son courage ne se démentit pas devant la mort (30 juin 1569). Il pleura sur celle de son père, non sur la sienne. On avait érigé une croix commémorative de cette exécution sur l'emplacement de la maison rasée de Philippe de Gastines. Elle donna lieu, après la paix de la 3^e guerre, à l'affaire de la Croix de Gastines, les Huguenots en exigeant la disparition, conformément à une clause générale d'abolition contenue dans le traité².

Après l'héroïsme d'un jeune homme, celui d'une fillette, dont d'Aubigné cache le nom dans les *Tragiques*, mais il le découvre dans l'*Histoire*³. C'était une fille du ministre Sarpon, qui fut victime avec sa sœur, après la Saint-Barthélemy, de la cruauté de ses parents catholiques. Le récit de sa lamentable aventure, et de sa mort à l'hôpital, qu'elle accueillit comme une délivrance, est un des plus touchants du livre⁴.

Ces deux morceaux ont pu être composés, comme les précédents, aux Landes-Guinemer (1577 à 1579). Il n'en est pas de même de ce qui suit. L'épisode relatif à Bernard Palissy et à deux sœurs parisiennes qui se trouvaient à la Bastille en même temps que lui⁵ nous conduit à l'époque des Barricades (mai 1588).

Ce fut lors que l'on vit les Lions embrazer
Et chasser, barriquez, leur Nabucadnezer⁶.

Cela se passe, en fait, un peu avant, puisque Henri III est encore à Paris et rend visite aux prisonniers. Il s'excuse auprès du vieux potier d'être contraint de

1. Cf. Réaume, t. IV, p. 170 à 178.

2. Cf. *Histoire*, t. III, p. 277 à 279, et DE THOU, t. VI, p. 272-273 (décembre 1571).

3. Cf. *Histoire universelle*, t. III, p. 336.

4. Cf. Réaume, t. IV, p. 178 à 181.

5. Cf. Réaume, t. IV, p. 185 à 187.

6. Pour Nabuchodonosor, surnom donné à Henri III.

l'abandonner à ses ennemis, s'il ne se résout pas à abjurer. Et celui-ci répond simplement — la simplicité de la grandeur d'âme — qu'il mourra sans regrets dans un temps où un roi peut dire : je suis contraint.

Or vous et tous ceux-là qui vous ont peu contraindre
Ne me contraindrez pas, car je ne sçay pas craindre,
Puis que je sçay mourir.....

Cette entrevue, que d'Aubigné a racontée aussi dans son *Histoire*¹ et dans *Sancy*², a été contestée à cause du détail scandaleux dont il l'agrémente — et que seule l'*Histoire* tait, ce qui tend à prouver que peut-être il n'était pas si sûr du bruit qui courait à ce sujet. On disait donc que le Roi avait offert leur grâce aux deux sœurs si elles consentaient à lui accorder chacune une nuit :

On vous offrit la vie aux despens de l'honneur,
Mais vostre honneur marcha sous celui du Seigneur
Au triomphe immortel, quand du Tyran la peine
Plustot que son amour vous fit choisir la haine.

Et la *Confession de Sancy* précise que c'est par le comte de Maulevrier qu'il avait fait porter cette proposition aux prisonnières, la veille de sa visite. Cette histoire a donné lieu à une polémique dans le *Bulletin de la Société du Protestantisme français* entre M. Audiat, qui la contestait dans son livre sur *Bernard Palissy*³, et le pasteur Th. Coquerel fils, défenseur de la véracité de d'Aubigné⁴. L'un des arguments de M. Audiat, c'est qu'Henri III n'aurait pu voir les deux sœurs en question auprès de Palissy, parce qu'elles ne se trouvaient pas comme lui à la Bastille, mais à la Conciergerie, à la prison du Châtelet. Il ne doute pas, en effet, qu'il ne s'agisse des filles du procureur Foucaud, « les Foucaudes » comme on les appela, qui furent pendues et brûlées en place de Grève peu après les Barricades, le 28 juin 1583, ayant gardé jusqu'au bout une constance admirable. Et elles avaient

1. T. VIII, de l'édition Ruble p. 151,

2. Ed. Réaume, t. II, p. 351.

3. Étude sur sa vie et ses travaux, 1 vol. in-12, 1868, Paris, Didier.

4. Cf. *Bulletin de la Société d'Histoire du Protestantisme français*, t. XVII (1868) p. 434 à 444, p. 495 à 505, p. 614-615; et au t. XVIII (1869), p. 40 à 60.

effectivement été détenues au Petit Châtelet¹. L'objection n'est pas péremptoire, car cette identification des deux sœurs des *Tragiques* avec les Foucaudes n'est qu'une hypothèse. Avant M. Coquerel, M. Fred. Chavannes en avait fait une autre, en communiquant au *Bulletin du Protestantisme* la *Lettre à Madame sur la Douceur des Afflictions*, qui n'était pas encore connue par les manuscrits de Bessinges². S'appuyant sur un passage de la lettre où d'Aubigné citait, avec quelques variantes, les vers des *Tragiques* relatifs aux deux compagnes de Bernard Palissy, il trouvait dans les quelques lignes, par lesquelles cette citation est introduite, la révélation que c'étaient les sœurs cadettes de la demoiselle de Graveron, une des héroïnes de la première partie du chant³. D'Aubigné vient de dire à Madame que la beauté de l'âme et son héroïsme transfigurent les visages mêmes, et il en donne comme exemple cette trinité merveilleuse : « Tout Paris en est tesmoin que telles beautez non accoustumées parurent au visage de la Damoiselle de Graveron et de ses deux sœurs, qui furent couronnées du martire au temps des Barriades⁴. »

Ce texte serait décisif s'il ne renfermait vraisemblablement une faute de copie. Je crois, avec M. Lalanne⁵, qu'il faut lire « ces deux sœurs », confusion facile sous la plume d'un scribe, et à la dictée, entre le démonstratif et le possessif, puisque le son est le même. Il n'y a, en effet, dans les *Tragiques*, aucune parenté indiquée entre la demoiselle de Graveron et les deux sœurs des Barricades. Leurs martyres sont séparés par un intervalle de trente ans (1558 à 1588), et vraiment l'écart d'âge serait bien grand pour des sœurs, car les cadettes (ou prétendues telles) devaient être encore jeunes en 1588 : sinon le marché que leur offre Henri III ne s'expliquerait pas, quelque sadisme qu'on suppose à ce prince.

Alors, si ce ne sont pas les sœurs de la demoiselle de Graveron, qui sont-elles ? On croit communément que c'étaient les « Foucaudes », Radegonde et Claude Foucaud, sans s'arrêter à l'objection de M. Audiat. Mais il me semble que le récit de l'*Histoire universelle* résout tous les doutes et écarte, avec les Foucaudes, la

1. Cf. L'ESTOILE, Ed. Champollion, t. III, p. 120 et 166; et dans le *Bulletin du Protestantisme* le récit de leur procès et de leur martyre au t. XXXV (1885) p. 406 à 410.

2. Cf. *Bulletin du Protestantisme*, t. IV (1855), p. 561 et sq.

3. Cf. Réaume, t. IV, p. 163-164.

4. Cf. le passage dans l'édition Réaume, d'après le ms. de Bessinges, t. I, p. 549.

5. Voir son édition des *Tragiques*, p. 203, note 3.

difficulté. Là d'Aubigné les nomme les deux sœurs, qui parurent le jour du supplice « *parées d'angélique beauté* ». C'étaient les filles de Sureau¹ :

« Il estoit venu à la mort de ces deux que le peuple *les trouvant belles* et un vieillard tout blanc ayant monté sur une boutique pour s'écrier : Elles vont devant Dieu ! le peuple, au lieu de sauter au colet de cet homme, répondit quelques gémissemens². »

Certes, il ne dit pas formellement, en rappelant ce souvenir dans une page consacrée à Bernard Palissy, que c'étaient les mêmes qui avaient été ses compagnes de captivité à la Bastille. Mais cela va de soi, pour peu qu'on rapproche ce passage de celui des *Tragiques*.

Ainsi il n'y a plus de contradiction avec des faits établis. Et, au contraire, M. N. Weiss a apporté, sinon la preuve formelle de l'entrevue d'Henri III et de Palissy à la Bastille, au moins une présomption qu'elle a pu avoir lieu à l'époque où d'Aubigné la situe. En effet, la découverte de pièces judiciaires provenant de la Conciergerie du Palais permet d'affirmer que Palissy était bien enfermé à la Bastille au moment des Barricades, pour avoir refusé de se conformer à l'Édit de juillet 1585 et à l'ordonnance d'octobre suivant, en abjurant ou en s'exilant³. On a aussi un texte de L'Estoile, demeuré inédit jusqu'en 1900⁴ — et qui ne figure donc pas dans son *Journal* imprimé — rapportant une conversation entre Palissy et son geôlier, le gouverneur de la Bastille Bussy-Leclerc, en juin 1589, et précisant qu'à cette date il était « prisonnier depuis environ un an ». Il le demeura jusqu'à sa mort. On n'osa pas exécuter contre ce vieillard la sentence capitale prononcée par le Bailli de Saint-Germain « et l'âge de quatre vingt dix ans qu'il avoit en fit l'office à la Bastille », nous dit d'Aubigné⁵. L'Estoile ne lui donne que 80 ans quand il y succomba en décembre 1590 « de misère, nécessité et mauvais traitement⁶ ».

1. Est-ce le pasteur Hugues Sureau, dit du Rosier, qui renia sa religion au moment de la Saint-Barthélemy pour sauver sa vie, et s'employa ensuite à obtenir l'abjuration de Condé ? (Cf. *Histoire universelle*, t. III, p. 359-360.)

2. Cf. *Histoire universelle*, t. VIII, p. 151.

3. Cf. *Bulletin du Protestantisme français*, t. LXI, septembre-octobre 1912, p. 389 et sq.

4. C'est M. Omont qui l'a fait connaître et l'a publié dans les *Mémoires pour la société de l'Histoire de Paris et de l'Île de France*. Le *Bulletin du Protestantisme* l'avait reproduit en oct. 1901 et M. N. Weiss en fait état dans son article de 1912 (note précédente).

5. *Histoire universelle*, t. III, p. 151.

6. Éd. Champollion, t. V, p. 67.

On peut penser, avec d'Aubigné, que l'âge y fut aussi pour quelque chose. La constance de ce « bonhomme » et ses épreuves n'en font pas moins un martyr de la Religion, qui méritait de prendre place dans le cortège glorieux du quatrième chant des *Tragiques*.

Il se termine — ce chant et ce cortège — par « les martyrs romains¹ ». Ce sont trois Anglais qui étaient venus provoquer la Papauté jusque sur son siège, puis un vieillard italien, témoin de leur supplice, et dont le courage en fut raffermi; enfin le fameux « petit Capucin », mis à mort pour avoir prêché publiquement contre l'Antéchrist. Toute cette dernière moisson d'héroïsme avait été rapportée à d'Aubigné par un évadé de la Cour pontificale, Gaspard Baronius, le neveu du Cardinal, dont l'histoire, peut-être un peu mêlée de légende, est une des plus curieuses qu'il ait racontées². J'en parlerai plus loin³, et je crois pouvoir établir que c'est en 1601 qu'il vit Baronius à Paris, dans une assemblée protestante tenue chez le duc de Bouillon, et où le fugitif était venu soulager sa conscience... en trahissant la Cour de Rome. Car il avait été un des juges du « petit Capucin » et il était poursuivi par le remords. Ce ne serait donc pas avant 1601 que d'Aubigné aurait ajouté ce couronnement au martyrologe protestant exalté dans le livre des *Feux*.

Et voici la conclusion : tous ces prodiges d'héroïsme, à tous les âges, dans les deux sexes, dans toutes les conditions, sont les marques certaines de l'élection providentielle. Le miracle des premiers chrétiens persécutés s'est renouvelé. Dieu est avec l'Église souffrante. Le clergé catholique, qui jouit à cette heure de tous les avantages du monde, qui a l'argent, les honneurs, la puissance, et qui s'en sert pour le mal, ne peut pas se dire l'Église triomphante : ses mœurs le condamnent.

D'Aubigné nous montre le Seigneur, avant de se retirer dans le ciel, méditant sur ce contraste, et sur le point, dans son indignation, de bouleverser à nouveau la terre comme au déluge

Pour faire encor un coup, en une arche reclose,
L'eslection des siens...⁴

1. Cf. Réaume, t. IV, p. 181 à 185.

2. Dans les *Mémoires*, éd. Réaume, t. I, p. 91, le *Traité sur les guerres civiles*, t. II, p. 113 et sq. et *l'Histoire universelle*, éd. Ruble, t. IX, p. 199-200.

3. Dans mon chapitre xiv, § 1^{er}, p. 113-115 du 3^e volume.

4. Cf. éd. Réaume, t. IV, p. 190.

mais il hésite, car il faut bien que les destins s'accomplissent et que la période des *Fers* succède à celle des *Feux*. Il abandonne donc la terre à son sort et rentre dans le calme de son paradis.

Le cinquième livre, *Fers*, est celui des *Tableaux célestes* où sont reproduits, sur la voûte du Ciel, les luttes soutenues ici-bas par les Huguenots. Ils donnèrent lieu à une controverse littéraire, Rapin blâmant le procédé dont il ne voyait pas l'équivalent dans le merveilleux païen : Sainte-Marthe, au contraire, avec d'autres, approuvant fort « l'invention » :

« Vous vous esgayez dans le Ciel pour les affaires du Ciel mesme; j'y ai pris tel goust que je crains votre modestie; au lieu donc de vous descourager, si vous aviez quelque chose de plus haut que le Ciel, vous y devriez loger ce qui est tout céleste¹. »

On ne se douterait évidemment pas, en lisant ce passage de *l'Avis aux Lecteurs*, que cette imagination n'était pas une simple fiction poétique, mais le résultat d'une vision. Nous en avons parlé au moment de la Saint-Barthélemy². Rappelons-nous les circonstances. D'Aubigné, réfugié à Talcy pendant plusieurs mois, est blessé par un inconnu au cours de l'hiver, dans une hôtellerie de la Beauce, et a tout juste le temps de revenir au château pour mourir entre les bras de Diane. Le fait est que sept heures durant il resta sans connaissance; déjà on avait ramené sur lui le suaire, mais son âme ne s'était pas envolée, elle avait été seulement ravie en extase au céleste séjour, et ce sont tous les souvenirs de ce voyage mystique qu'il aurait rapportés dans le cinquième chant des *Tragiques*³. Il y dit, en effet :

Parmy ces apres temps, l'esprit ayant laissé
Aux assassins mon corps en divers lieux percé,
Par l'Ange consolant mes amères blessures,
Bien qu'impur fut mené dans les régions pures.
Sept heures lui parut le céleste pourpris
Pour voir les beaux secrets et tableaux que j'escris.

Il ajoute, il est vrai :

1. Éd. Réaume, t. IV, p. 8.

2. Cf. mon chapitre III, § 3, t. I, p. 134.

3. Cf. CH. BOST, *Notes sur Agrippa d'Aubigné* dans le *Bulletin de la Société d'Histoire du Protestantisme français* (septembre-octobre 1910), § 3, *La vision d'où sont sortis les Tragiques* (p. 451 et sq. du t. 59).

Soit qu'un songe au matin m'ait donné ces images,
Soit qu'en la pasmoison l'esprit fit ces voyages,
Ne t'enquiers (mon lecteur) comment il vid et fit,
Mais donne gloire à Dieu en faisant ton profit;
Et cependant qu'en luy extaticq je me pasme,
Tourne à bien les chaleurs de mon entousiasme¹.

Faisons-lui donc confiance, comme il le demande, et ne cherchons pas trop à approfondir ces songes étranges que l'*Avis de l'Imprimeur* nous autoriserait à interpréter d'une façon toute naturelle.

Quoi qu'il en soit, la conséquence de cette donnée semblerait être que la période des *Fers*, c'est-à-dire des armes, évoquée dans ce livre, devrait s'arrêter à la Saint-Barthélemy, puisque c'est dans l'hiver suivant que d'Aubigné eut cet accident et cet évanouissement pendant lequel toutes les scènes de la tragédie huguenote ont repassé dans son esprit. Et en effet, ce sont bien les dix premières années des guerres de Religion (de 1562 à 1572 ou 73) qui forment la matière principale du chant, mais il y a ajouté des faits postérieurs et, à vrai dire, la fiction même le comportait. Car, pour l'Éternité divine, tous les temps sont également présents, aussi bien le passé et l'avenir, et ainsi l'histoire entière du Protestantisme, depuis ses origines avec les Albigeois jusqu'à son triomphe hypothétique, pouvait se lire dans le ciel, soit sur les fresques peintes par les anges au fur et à mesure qu'ils revenaient d'assister aux événements sur la terre, soit sur les signes tracés par les constellations et où les initiés seuls déchiffraient l'avenir. L'ange qui guide d'Aubigné lui en révélera une partie. Cela lui permettra des anticipations au delà de la Saint-Barthélemy, d'ailleurs réalisées évidemment au moment où il écrit, sauf quelques prophéties finales plus ou moins obscures.

Il se suppose, lorsqu'il gisait inanimé, tourné vers le midi; et, les cieux étant mobiles suivant la conception astronomique des Anciens, la série des tableaux se déroulait devant lui de gauche à droite, c'est-à-dire de l'est à l'ouest.

Doncques, le front tourné vers le Midi ardent,
Paroissoient du Zénith, penchant vers l'Occident

1. Éd. Réaume, t. IV, p. 227.

Les spectacles passez qui tournoient sur la droicte.
Ce qui est audevant est cela qui s'exploicte¹.

C'est-à-dire le présent. Et les temps futurs apparaissent à l'Orient, comme il sied, à ceux du moins qui ont des yeux pour voir :

A la gauche du Ciel, au lieu de ces tableaux,
Esblouissent les yeux les astres clairs et beaux,
Infinis millions de brillantes estoilles
Que les vapeurs d'en bas n'offusquent de leurs voiles.
En lignes, poincts et ronds, parfaits ou imparfaits
Font ce que nous lisons après dans les effects².

Le panorama étant ainsi distribué, voyons quelles scènes il a placées dans chaque partie. Je m'en tiens, bien entendu, à celles qui figurent dans la première édition (de 1616). Il y aura pas mal d'additions dans l'édition sans lieu ni date. Ce livre est évidemment un de ceux qui ont été le plus retouchés par l'auteur. Les épisodes nouveaux ne feront d'ailleurs que grossir la partie qui était déjà de beaucoup la plus considérable, celle qui embrasse les trois premières guerres et la Saint-Barthélemy.

Sur le passé ancien, fort peu de chose, et ce n'est même pas mis à part au début, mais mentionné plus tard, comme par parenthèse ou acquit de conscience, pour prouver qu'au ciel on tient et on garde registre de toutes les actions des hommes : ainsi seront rappelées les épreuves des Albigeois (xiii^e siècle), des Hussites de Bohême (début du xv^e), des Vaudois de Mérindol et Cabrières (1546) et de ceux de la vallée d'Angrognon (1550-1561), tous faits dont il a déjà été question plus ou moins dans le livre précédent — et ce peut être une raison de ne pas insister.

Mais voici le passé récent et le présent, voici la lutte des Religionnaires de France depuis 1562. Le tableau de la Conjuration d'Amboise⁴ ne sera ajouté que dans l'édition de 1623 — mais nous voyons défiler sur l'écran céleste la bataille de

1. Cf. éd. Réaume, t. IV, p. 227-228.

2. Éd. Réaume, t. IV, p. 228-229.

3. Cf. éd. Réaume, t. IV, p. 212-213.

4. Cf. *Ibid.*, t. IV, p. 202.

Dreux (19 décembre 1562) et ses vicissitudes indécises¹, l'assassinat de François de Guise (18 février 1563), qui met fin à la première guerre²; ensuite les péripéties de la seconde, l'alerte donnée à Paris par le camp de Condé à ses portes, la bataille incertaine de Saint-Denis (10 novembre 1567) où périt le chef de l'armée catholique, le connétable de Montmorency³. La troisième nous offre Jarnac (13 mars 1569) et la glorieuse mort de Condé, dont d'Aubigné fut témoin, puis le désastre de Moncontour⁴,

Du sanglant Moncontour la sanglante bataille⁵

D'Aubigné constate que, dans les grandes rencontres, la fortune des armes ne fut pas au début favorable aux Huguenots, sans doute parce que Dieu voulait leur montrer que toute force vient de lui et non des hommes. Au contraire, dans des occasions où leur infériorité numérique était marquée, ils eurent des succès inespérés, gages de sa protection⁶. Ainsi, en Béarn, avec Mongomery (délivrance de Navarrens et d'Orthez, août 1569)⁷, au combat de Luçon, si inégal (14 juin 1570) :

Lusson, tu y es peint avec la troupe heureuse
Qui dès le point du jour chante victorieuse :
Tes cinq cent renfermez dans l'estroit de ce lieu
Paroissent à genoux, levans les mains à Dieu.
Ils en rompent cinq mil choisis par excellence
Soubs les deux drapeaux blancs de Piedmont et de France⁸.

Ainsi encore dans la fameuse victoire remportée par Montbrun sur les Suisses, à Châtillon-en-Diois (Drôme), le 13 juin 1575,

1. Cf. Réaume, t. IV, p. 203 et *Histoire universelle*, éd. Ruble, t. II, p. 108-121.

2. Cf. Réaume, t. IV, p. 203 et *Histoire universelle*, t. II, p. 141-148.

3. Cf. Réaume, t. IV, p. 204 et *Histoire*, t. II, p. 229 à 252.

4. Entre les deux l'édition de 1623 insérera la revanche momentanée de Coligny à Saint-Yrieix (ou la Rocheaubeille, 25 juin), où d'Aubigné se trouva comme à Jarnac, mais il n'assista pas à Moncontour.

5. Cf. éd. Réaume, t. IV, p. 204 et *Histoire universelle*, t. III, p. 119 et sq.

6. Le 1^{er} exemple donné dans l'édition sans lieu ni date sera celui des réfugiés de ou à Montargis, que la bonne duchesse Renée de France dut, sur l'ordre formel de Charles IX, renvoyer en rase campagne. et qui, au moment d'être massacrés, furent sauvés par une intervention inattendue (septembre 1569). Cf. éd. Réaume, t. IV, p. 205-207 et *Histoire universelle*, t. III, p. 86 à 90. Mais l'épisode ne se trouvait pas dans l'édition de 1616.

7. Cf. éd. Réaume, t. IV, p. 207 et *Histoire*, t. III, p. 92 à 98.

8. Éd. Réaume, t. IV, p. 207. Cf. *Histoire universelle*, t. III, p. 187 à 196.

Montbrun, qui n'a reçu du temps et de l'histoire
Que Caesar et François, compagnons de victoire ¹.

Bel éloge et « mot historique ». C'est un souvenir personnel que d'Aubigné nous rapporte, l'hommage qu'il entendit dans la bouche d'un des capitaines battus, rencontré par lui deux jours après :

« Nous venons de la bataille de M. de Montbrun. Jules Caesar, le roi François et lui ont deffaict nostre nation². »

Ce dernier exemple sort, non pas du sujet, mais de l'époque où d'Aubigné nous avait situés tout d'abord. Il dépasse sensiblement la troisième guerre. Après quoi, retour en arrière jusqu'à la première : le combat de Saint-Gilles (22 septembre 1562) est signalé, comme les précédents, à cause de la disproportion des forces :

La fleur de l'Italie ayant quitté Saint Gille,
Là trois cents et les eaux en font périr six mille ³.

Désordre voulu ou non, ces zigzags ont du moins ici l'avantage, en nous ramenant au point de départ, de fournir une transition à un nouveau développement, qui reprend les choses au commencement et nous montre une seconde suite de tableaux : après la série des combats, c'est la succession des massacres, depuis Vassy jusqu'à la Saint-Barthélemy :

Nous avons employé jusques ici noz carmes
Pour donner gloire à Dieu pour le succez des armes
.
D'un autre part, au Ciel, en spectacles nouveaux
Luisoient les cruautez, vives en leurs tableaux ⁴.

Vassy (1^{er} mars 1562) donne le signal⁵ — ou presque — de ces cruautés catholiques, et c'est une contagion de fureurs qui se répand partout, avant que

1. Réaume, t. IV, p. 207.

2. *Histoire universelle*, t. IV, p. 280. — Voir plus haut mon chap. iv, § 2, t. I, p. 170-171.

3. Réaume, t. IV, p. 207 et *Histoire universelle*, t. II, p. 68.

4. Réaume, t. IV, p. 208.

5. Cf. Réaume, t. IV, p. 208 et *Histoire*, t. II, p. 6-7.

n'éclate la guerre, ou pendant les hostilités. Nous voyons dépeints¹ les crimes de Sens (12 avril 1562), d'Agen, de Cahors (avant Vassy celui-là, 16 novembre 1561), de Tours (15 juillet 1562) et autres lieux. Ce sont les mêmes détails, les mêmes scènes, les mêmes horreurs qui sont retracés dans l'*Histoire universelle*² d'une façon plus brève. D'Aubigné n'y donne que le sommaire de ce qu'il développe ici dans les *Tragiques*.

Puis nous passons à la troisième guerre, la plus cruelle, et, des deux parts, ce qu'il se dispense naturellement de remarquer. C'est la tuerie des Protestants d'Orléans, réfugiés à la tour de Martinville et à la « maison des quatre coins » où l'on mit le feu : les mères jetant les enfants par-dessus les créneaux pour les sauver des flammes, et les soldats catholiques les recevant au bout de leurs piques (21 août 1569)³; à Fréjus, c'est l'assassinat du comte de Cypierre, fils cadet du comte de Tende et des trente gentilshommes qui l'accompagnaient (30 juin 1568)⁴.

Dès lors, comme à la fin du premier développement, l'ordre des temps se brouille et nous revenons en arrière à la première guerre avec les sauteries de Mâcon, où un gouverneur sadique, Saint-Point, divertissait ses convives en faisant précipiter des Huguenots dans la Saône⁵ — au delà même, à l'assassinat du seigneur de Mouvens par la populace de Draguignan (fin 1559)⁶, et, toujours plus haut, nous remontons au passé ancien : c'est la courte digression que j'ai déjà détachée au début de cette analyse. Cette page (édition Réaume, t. IV, p. 212) est donc un peu pêle-mêle, comme les tableaux décrochés d'une galerie de musée. Mais l'amiral de Coligny qui, au moment où d'Aubigné fait son ascension mystique, est dans le ciel, au nombre des élus, intervient fort opportunément pour ramener ses compagnons, et nous avec eux, dans le bon chemin de la chronologie, devant les peintures de la Saint-Barthélemy.

1. Cf. Réaume, t. IV, p. 209-211.

2. Cf. *Histoire universelle*, t. II, p. 7-8 et 24.

3. Cf. Réaume, t. IV, p. 211 et *Histoire*, t. III, p. 85-86.

4. Cf. Réaume, t. IV, p. 212 et *Histoire universelle*, t. III, p. 3-4.

5. Cf. Réaume, t. IV, p. 212 et *Histoire*, t. II, p. 49 et 73. C'est une des excuses — ou justifications — que le baron des Adrets — protestant — donnait pour ses propres cruautés : représailles légitimes (*Histoire*, t. II, p. 73).

6. Cf. Réaume, t. IV, p. 212 et *Histoire*, t. I, p. 288.

Lui-même les commente, en commençant par un *med culpa* pour l'excès de confiance qu'il eut envers Charles IX¹. Ce n'est pas exprimé aussi nettement, mais le rapprochement avec l'*Histoire* précise l'intention².

Le premier tableau représenté, c'est l'arrivée des deux Princes de Navarre et de Conde à Paris, en deuil de la Reine Jeanne d'Albret, morte le 9 juin précédent — empoisonnée disaient les Protestants³ — et tout aussitôt les fêtes de leurs mariages, simplement esquissées ici⁴, amplement décrites dans l'*Histoire*⁵.

Il en est de même de toutes les scènes qui suivent, et qui nous font voir les épisodes dramatiques de la Saint-Barthélemy, à Paris et en province. Elles ont toutes l'air — je ne parle pas des morceaux d'ensemble, des descriptions d'un caractère général — elles ont l'air d'être extraites des récits de l'*Histoire*. Il y manque le prologue, l'attentat du 18 août contre Coligny⁶, et même son assassinat⁷ à la première sonnerie du tocsin le 24. Mais voici le peuple mutilant son cadavre, la tête coupée pour être envoyée à Rome⁸ — légende d'ailleurs — voici le meurtre dans le Louvre même, et jusque dans les chambres des princesses⁹. Et bientôt, la Seine souillée de sang, charriant les corps qu'on poussait par la Vallée de Misère sur le pont aux Meuniers pour les jeter dans l'eau¹⁰. L'un d'eux, une femme, reste accrochée par les cheveux à une des chevilles du pont, et c'est son mari, précipité deux jours plus tard, qui l'entraîne enfin¹¹.

Quelques victimes de marque: la demoiselle d'Yverni, «docte et aumosnière», qui essayait de se sauver déguisée en religieuse, et qui est trahie par ses mules de velours cramoisi¹²; trois têtes chenues qui rougissent «leur perruque siblanche»,

1.

Venez voir comme Dieu chastia son Église
Quand sur nous, non sur luy, la force fut assise .. etc.,

Réaume, t. IV, p. 213.

2. Cf. *Histoire universelle*, t. III, p. 290 et 296 à 300.3. Cf. *Histoire*, t. III, p. 290-291.

4. Cf. Réaume, t. IV, p. 214.

5. Cf. *Histoire*, t. III, p. 300-303.6. *Ibid.*, p. 305-313.7. *Ibid.*, p. 315-318.8. Cf. éd. Réaume, t. IV, p. 216 et *Histoire universelle*, t. III, p. 313.9. *Ibid.*, p. 217 et *Histoire universelle*, t. III, p. 325.10. *Ibid.*, p. 213 et *Histoire universelle*, t. III, p. 325.11. *Ibid.*, p. 219 et *Histoire universelle*, t. III, p. 337.12. *Ibid.*, p. 213 et *Histoire universelle*, t. III, p. 329-330.

Pierre Ramus excellent docteur, Chappes avocat au Parlement, et Brion le précepteur du petit prince de Conti, que l'enfant essayait vainement de protéger¹.

Au Louvre, après le premier émoi, les dames en toilette de nuit, « mi-coëffées », vont regarder le spectacle aux fenêtres et sur les terrasses, plaisantant sur les infirmités que révèlent les nudités découvertes : un gentilhomme surtout les intéresse, contre qui sa femme, la dame de Soubise, plaidait en nullité de mariage pour impuissance².

Et, au milieu de ces bacchantes et de leurs mignons, on aperçoit Charles IX, nouveau Néron,

Giboyant aux passans trop tardifs à noyer³.

Il menace le Roi de Navarre et Condé s'ils ne veulent pas se convertir⁴, mais, sa fureur tombée, viennent les épouvantes nocturnes et les agitations du remords. Il réveille tous les siens pour leur faire entendre des bruits imaginaires dans l'air, des éclats de voix « criantes, gémissantes et hurlantes⁵ ». C'est par le Roi de Navarre lui-même que d'Aubigné a connu ces détails :

Toy, Prince prisonnier, tesmoing de ces merveilles,
Tu as de tels discours enseigné noz oreilles;
On a veu à la table, en public, tes cheveux
Hérissier en contant tels accidents affreux.
Si un jour oublieux tu en perds la mémoire,
Dieu s'en souviendra bien à ta honte, à sa gloire⁶.

Ces vers ont dû être écrits, non seulement après l'abjuration (juillet 1593), mais après la mort de Henri IV, qui, selon le point de vue de d'Aubigné, en aurait été le châtiment. Il est vrai que, dans l'*Avís aux lecteurs*, il laisse entendre le contraire, et que « les endroits qui dénotent la mort d'Henry quatriesme » seraient

1. Cf. Réaume, t. IV, p. 219 et *Histoire universelle*, t. III, p. 323, 329 et 330.

2. *Ibid.*, p. 219-220 et *Histoire universelle*, t. III, p. 322. (Voir aussi L'ESTROLE, éd. Brunet-Champollion, *Appendice* au t. XII, p. 378). C'était Catherine de Parthenay, qui épousa en secondes noces René de Rohan et fut la mère du fameux duc Henri de Rohan.

3. Cf. Réaume, t. IV, p. 220 et *Histoire*, t. III, p. 333.

4. Cf. Réaume, t. IV, p. 221 et *Histoire*, t. III, p. 325-326.

5. Cf. Réaume, t. IV, p. 222 et *Histoire universelle*, t. III, p. 356-357.

6. Réaume t. IV, p. 222.

de vraies prédictions¹. Du même ordre, par conséquent, que son mot fameux après l'attentat de Châtel (27 décembre 1594), quand il vit le Roi au siège de la Fère : « Sire, vous n'avez encore renoncé Dieu que des lèvres, il s'est contenté de les percer ; mais quand vous le renoncerez de cœur, il vous percera le cœur². »

Tournons maintenant les yeux vers la province. Elle aussi apporte les feuillets d'un album sanglant, où paraissent toutes les cités qui ont rivalisé de barbarie avec la capitale : Meaux, Orléans et les villes de la Loire, Lyon qui empoisonne par les cadavres le cours du Rhône et condamne au supplice de la soif les villes en aval ; Toulouse, « la Royne des cruelles » ; Bordeaux, qui résista d'abord, puis se laissa entraîner, ce que ne fit pas Bayonne, éternellement anoblée par la belle réponse du vicomte d'Orthe à l'ordre de Charles IX. La Seine ne fut pas épargnée : « Troyes d'un bout, Rouen de l'autre » la déshonorèrent. Là, comme partout, on attira les Protestants dans les prisons sous prétexte de les mettre à l'abri, en fait pour les avoir sous la main et les assommer plus facilement. Toutes ces illustrations des cruautés de la province qui emplissent deux pages des *Tragiques*³ sont un résumé d'un chapitre de l'*Histoire*, où d'Aubigné entre dans des détails beaucoup plus circonstanciés⁴. Ici, il se contente presque d'indiquer le sujet du tableau et de l'expliquer par une courte légende.

Enfin il a groupé à part, ce qu'il ne faisait pas dans l'*Histoire*, les « rescapés », ceux qui échappèrent miraculeusement à la mort : à Bourges, un vieillard, qui s'était caché et n'avait pas répondu à l'appel de son nom, au sortir de la prison, et cependant le compte s'y trouva, un catholique lui ayant été substitué sans qu'on sût comment, c'était un prêtre condamné pour dettes⁵ ; à Paris, le jeune Caumont la Force, laissé pour mort sous les cadavres de son père et de son frère⁶ ; Merlin, le ministre de l'Amiral, qui, par les toits, avait gagné un grenier à foin où il resta

1. Cf. Réaume, t. IV, p. 9.

2. Cf. *Mémoires*, éd. Réaume, t. I, p. 68-69. Le mot est encore rapporté dans la *Confession de Sancy*, t. II, p. 352, dans la *Préface des Tragiques*, t. IV, p. 24, dans le *Discours par Stances avec l'esprit du feu Roy Henry Quatriesme*, t. IV, p. 314, enfin à deux reprises dans l'*Histoire universelle*, t. IX, p. 104 et 464.

3. Cf. Réaume, t. IV, p. 223-225. Il revient en outre sur Lyon, p. 228, et sur le refus du bourreau de la garnison d'exécuter les tueries ordonnées, si bien que ce sont des bourgeois qui s'en chargent.

4. C'est le chapitre v du livre VI dans l'édition Ruble, t. III, p. 342 à 355.

5. Cf. éd. Réaume, t. IV, p. 225-226 et *Histoire universelle*, t. III, p. 345-346.

6. *Ibid.*, p. 226, et *Histoire universelle*, t. III, p. 323-324.

blotti plusieurs jours et serait mort de faim sans la ponte d'une poule¹; Resnier (Jean de la Tour, s^r de Regnières), sauvé par son propre ennemi qui le fit sortir de Paris².

C'est à ce point du développement que d'Aubigné se cite lui-même en exemple pour sa guérison inespérée après l'affaire de la Beauce, qui lui valut, pendant sa pâmoison, toutes ces contemplations extraordinaires : à la fois revue du passé, spectacle du présent, et révélation de l'avenir. L'ange, en effet, lui découvre un peu le futur avant de se séparer de lui :

Vois-tu ce rang si beau de luisants caractères,
C'est le cours merveilleux des succez de tes frères³.

Et il lui explique le sens de quelques-uns. Cela va constituer la 3^e partie. Ici les sièges de la Rochelle et de Sancerre, et leur heureuse issue, malgré la famine de Sancerre, providentiellement délivrée par l'arrivée des « Sarmates razés » (des ambassadeurs polonais), qui hâte la paix (19 août 1573)⁴; là, la comète annonciatrice de la mort de Charles IX (nov. 1572)⁵. Puis à grands traits, l'histoire des années suivantes : le rassemblement des forces du Parti, dans le Midi, et la résistance à Henri III à son retour de Pologne, l'union des *Mécontents* catholiques et des Huguenots sous l'égide d'un prince bientôt félon, François de Valois, qui trahira, en 1577, ses alliés protestants, comme il ira trahir peu après les Flamands (la Furie d'Anvers, 17 juin 1583). Sa sœur Marguerite, aussi perfide que lui, est allée exercer ses maléfices auprès du Roi de Navarre, son mari :

Le venin de la Cour préparé s'achemine
Pour mener à Sanson Dalila Philistine⁶.

Allusion au voyage de la Reine-mère dans le Midi (1578-1579) pour

1. Cf. Réaume, t. IV, p. 227 et *Histoire universelle*, t. III, p. 337-338.

2. *Ibid.*, p. 227 et *Histoire universelle*, t. III, p. 338-339.

3. Éd. Réaume, t. IV, p. 229.

4. La Rochelle aussi eut son prodige : une invasion inaccoutumée de coquillages dans le port pour la ravitailler. Mais cette « petite merveille » était omise dans l'édition de 1616 et n'a été exaltée que dans la 2^e. (Cf. Réaume, t. IV, p. 230.) Elle est racontée dans l'*Histoire*. Voir pour les sièges de la Rochelle et Sancerre, le t. IV de l'édition Ruble, p. 1 à 35 et p. 175 (la Rochelle); p. 36 à 46 et 180-181 (Sancerre).

5. Cf. Réaume, t. IV, p. 230. (Voir aussi L'ESTOILE, *Appendice* au t. XII, p. 383.)

6. Réaume, t. IV, p. 231. Tous les faits qui précèdent sont aussi dans cette page.

ramener sa fille à son gendre, et régler les difficultés de la dernière paix¹.

Ailleurs ce sont des événements d'Espagne, de Portugal et même d'Afrique : la bataille des Trois Rois au Maroc (4 août 1578), où périt le Roi de Portugal, don Sébastien, laissant ainsi son royaume à la merci de Philippe II, qui réunit sous son sceptre toute la péninsule ibérique (1580)². Mais la révolte de ses sujets des Pays-Bas vengera les opprimés, et ce prince mourra dévoré par les poux (été de 1598)³.

En attendant, il continue à faire le mal et suscite en France la huitième guerre de Religion, la plus longue. L'ange interprétant toujours les figures des astres, annonce : Coutras, grande victoire protestante (20 octobre 1587)

Voy deux camps, dont l'un prie et soupire en s'armant,
L'autre présomptueux menace en blasphémant⁴,

la journée des Barrières (12 mai 1588), où l'hypocrite renard est chassé de sa tanière, mais les chasseurs payent bientôt à leur tour (assassinat des Guises à Blois, 23 et 24 décembre 1588). Saint-Cloud répond à Blois : Henri III est frappé par un moine (1^{er} août 1589)

Au mois, jour et logis, à la chambre et au lieu
Où à mort il jugea la famille de Dieu⁵.

L'aurore du nouveau règne est chargée de nuages, mais les éclairs des victoires d'Arques et d'Ivry l'illuminent. Paris est assiégé, souffre de la faim (mai à septembre 1590).

Mais Henri IV ne sait pas reconnaître ces bénédictions du ciel, et c'est l'ingrate abjuration (25 juillet 1593) et l'absolution pontificale (17 septembre 1595).

Ce qu'on devoit à Dieu fut pour le Dieu de Rome⁶.

1. Voir mon chapitre v, § 2, t. I, p. 227 à 238.

2. Cf. Réaume, t. IV p. 231, et *Histoire* (Ruble), livre VIII, ch. xxiii et xxiv, livre IX, ch. ix et xx (aux t. V et VI).

3. Cf. Réaume, t. IV, p. 231-232 et *Histoire*, t. IX, p. 414 et 419.

4. Réaume, t. IV, p. 232; cf. *Histoire*, t. VII, p. 147-148.

5. Réaume, *Ibid.*; cf. *Histoire*, t. IX, p. 78. Cette prétendue coïncidence n'est d'ailleurs qu'une légende. Voir le t. VIII de l'*Histoire universelle* à la p. 78 la note 2 de Ruble.

6. Éd. Réaume, t. IV, p. 232.

A partir de là, les allusions deviennent plus rapides et plus décousues. L'ange est sans doute pressé de finir et d'Aubigné aussi. On entrevoit : les menées ténébreuses des Jésuites troublant tous les pays d'Europe, Suède, Russie, Pologne, Autriche — il en a été déjà question au premier livre¹ — puis la campagne d'Henri IV en Savoie (1600), qui aboutit aux acquisitions du traité de Lyon (17 janvier 1601), la fameuse nuit de l'*Escalade* où Genève repoussa l'assaut du Savoyard (nuit du 11 au 12 décembre 1602)², les espérances ou les illusions que le Protestantisme fonda sur Venise pendant plusieurs années à cause des différends de la République avec Rome et de l'interdit lancé sur elle par le pape Paul V en 1606 :

Venise voit du jour une aube sans soleil³.

Enfin, dans le lointain, la pompe funèbre de Henri IV, dont l'ange détourne les regards de d'Aubigné⁴.

Les dernières prédictions ont une allure un peu apocalyptique, qui est une convenance du genre. Il ne faut pas que des prophéties soient trop claires : *Deus absconditus*, et l'avenir aussi. Même les allusions à des faits réels sont ici enveloppées ; et, d'autre part, le fantastique, l'imaginaire s'y mêlent. Le passage a d'ailleurs été remanié plusieurs fois de manière à adapter les apophéties, comme disait d'Aubigné, c'est-à-dire les prédictions faites après coup, aux événements nouveaux qui étaient survenus. Nous avons ainsi trois étapes du texte, celle de 1616, celle de l'édition sans lieu ni date, et celle du manuscrit de Bessinges, qui semble bien offrir une rédaction postérieure⁵ à celle de l'édition sans lieu ni date (1623).

1. Cf. Réaume t. IV, p. 66.

2. Cf. *Histoire universelle*, t. IX, p. 372 et sq.

3. Éd. Réaume, t. IV, p. 233. On trouve d'abondants détails sur cette affaire dans les *Mémoires de du Plessis-Mornay*, qui tint quelques-uns des fils de l'intrigue ourdie pour essayer de détacher Venise du Catholicisme en profitant de ses querelles avec la Papauté dans la défense de ses droits souverains contre les empiétements ecclésiastiques. Les tomes X et XI (de l'édition de 1824) sont remplis de documents à ce sujet. L'ambassadeur d'Angleterre à Venise s'employait à cette œuvre pie. Duplessis essayait de son côté de ménager une alliance entre Venise, les Provinces-Unies et les Princes protestants d'Allemagne. Sur le rôle de l'ambassadeur de France à Venise, le Fresne-Canaye (ambassadeur de 1601 à 1607), voir le récit de ses ambassades publié en 1645 (cf. HAUSER, *les Sources de l'Histoire de France*, t. IV, art. 2707).

4. Cf. éd. Réaume, t. IV, p. 233.

5. Cf. éd. Réaume, t. IV, p. 233, et Read., t. II (Flammarion), p. 107.

Voici la première forme du morceau, celle de l'édition princeps, la seule que nous ayons à considérer pour le moment :

Tu verrois bien encor après un tour de sphère
 Un double deuil forcé, le filz de l'adultère,
 Berceau, tombeau captifs, gouster tout et vomir,
 Albion désireux, non puissant de dormir,
 Révolte en Occident, au plus loin de la terre,
 Les François impuissans et de paix et de guerre,
 Les Bataves pipez, Ottoman combattu,
 Les Allemans par eux contraincts à la vertu.
 Voy de Jérusalem la nation remize,
 L'Antechrist abatu, en triomphe l'Église.
 Hola ! car le grand Juge en son throsne est assis
 Sitost que l'Aère jointc à nos mille trois six¹

Le fils de l'adultère, c'est le fils de Marie Stuart, qui devint Roi d'Angleterre sous le nom de Jacques I^{er}, à la mort d'Élisabeth, en 1603. Les ennemis de Marie Stuart, les Protestants, l'accusèrent après le meurtre de Rizzio dans lequel avait trempé son mari Darnley, d'avoir été la maîtresse de cet Italien. Darnley, à son tour, fut assassiné un an après (février 1567) et Marie Stuart, tombée bientôt aux mains d'Élisabeth, montera sur l'échafaud à Fotheringay, le 8 février 1587. Voilà le « double deuil forcé » de Jacques, celui de ses parents ; son berceau a été « captif » comme le « tombeau » de sa mère. Il a donc « goûté », dans son enfance et son adolescence, l'amertume de toutes ces épreuves. Mais que signifie la fin du vers : « gouster tout et vomir » ? Vomir quoi ? Je suppose que d'Aubigné veut faire entendre par là le reniement de ses parents — qu'il ne songe pas du reste à lui reprocher, au contraire. Pour Darnley passe encore ! sa paternité était contestée ; mais la mère ? C'est un fait, en tout cas, que Jacques se désintéressa de son sort, quand il eut l'âge de comprendre et désolidarisa sa cause de celle de la prisonnière. Les catholiques anglais n'avaient pas la même indifférence : d'où des complots pour sa libération. C'est ce que nous rappelle le vers :

Albion désireux, non puissant de dormir.

1. Ed. Princeps « Au Désert, par le B. D. D. » MDCXVI, 4*, page 216 (un exemplaire à la réserve à la Bibliothèque Nationale sous la cote Ye 625).

A moins qu'il ne s'agisse des conspirations contre Jacques I^{er} lui-même (Conspiration des Poudres, 1605).

Qu'est-ce que cette révolte en Occident, au plus loin de la terre ? Est-ce cela aussi qui empêcherait Albion de dormir ? Ce « plus loin de la terre » paraît être l'Amérique. Mais la colonie anglaise y commençait à peine sur la côte nord de l'Atlantique (fondation des compagnies de Londres et de Plymouth en 1606). L'installation française au Canada était encore plus embryonnaire. Seuls les Espagnols possédaient vraiment un empire en Amérique (centre et sud) et, loin de périliter sous le règne de Philippe II, il s'était agrandi (après 1580), de tous les domaines du Portugal (Brésil). Le vers de d'Aubigné ne répond donc à aucune réalité, prochaine au moins. C'est un de ces pronostics hasardeux, un de ces vers mystérieux qu'il a risqués dans ce paragraphe — il en insérera davantage dans les remaniements ultérieurs — pour lui donner un caractère sibyllin.

Y a-t-il quelque chose d'analogue dans le vague des vers suivants : « Les François impuissans et de paix et de guerre ? » Quand ? Dans quelles circonstances ? Ce n'est pas précisé. Mais, comme il nous a déjà fait envisager la triste mort de Henri IV, je pense qu'il vise maintenant les troubles de la Régence qui lui ont toujours semblé de simples « farces ».

« Les Bataves pipez », ce n'est pas non plus très lumineux. Par qui ? Comment ? Sans doute par la Trêve de douze ans (9 avril 1609), négociée entre la Hollande et l'Espagne sous l'égide de Henri IV, et qu'il condamne, parce qu'il condamne toujours par principe tout accommodement protestant avec des puissances catholiques, n'y voyant jamais que duperie, et, de la part de coreligionnaires, désertion de la Cause commune, c'est-à-dire des intérêts généraux du Protestantisme européen.

Quant à l'« Ottoman combattu » et contraignant par cette lutte les Allemands à la vertu, c'est-à-dire à faire un effort de vaillance et de constance, c'est l'empire turc en guerre avec l'Autriche pendant treize ans (de 1593 au 11 novembre 1606). La bataille la plus mémorable est celle de Keresztes, sur la Theiss, qui dura trois jours (octobre 1596) et qui, d'abord gagnée par les Allemands et les Hongrois, fut ensuite regagnée par les Turcs.

Et l'Ange termine sur la bonne nouvelle de l'Évangile huguenot, l'annonce de

la fin prochaine du règne de l'Antéchrist, c'est-à-dire du Pontife romain, par le triomphe général de la vraie Église (réformée). La date fixée pour cette échéance messianique (1666) résultait de la combinaison du chiffre qui désigne l'Antechrist dans l'Apocalypse (666) et de celui de l'an mil auquel on avait attaché une signification fatidique, — puisqu'on avait attendu à ce moment la fin du monde. L'Estoile enregistre dans son *Journal*, à la date du 23 juin 1609, l'acquisition d'un petit livre, « une bagatelle » comme il l'appelle, qui était un « Advertissement à tous Chrétiens sur le grand et espouvantable advènement de l'Antechrist et fin du monde, en l'an 1666 ¹ ». C'est peut-être ce livret qui a donné l'idée à d'Aubigné de répliquer par la conviction protestante que cette date ne marquerait pas l'avènement de l'Antechrist, apparu depuis longtemps — depuis qu'il y a une Papauté — mais sa disparition, et non pas la fin du monde, mais celle du monde romain, du monde de Satan.

On le voit, tous les événements visés dans ce morceau, ceux du moins qui se réfèrent à des faits réels et qu'on peut déterminer, appartiennent à une époque assez tardive. Il porte donc sa date et il n'a pas dû être écrit beaucoup d'années avant la publication de la première édition des *Tragiques*. Peut-être en est-il de même des deux pages qui le précèdent (éd. Réaume, t. IV, p. 231-232) et qui déroulent hâtivement les événements entre la mort de Charles IX et celle de Henri IV : sorte de post-scriptum ajouté au corps principal du développement sur les trois premières guerres et la Saint-Barthélemy.

Mais, ce corps principal lui-même, à quelle époque supposer sa composition, et faut-il la rejeter, comme MM. Lalanne et Bost, dans la période de retraite définitive — ou presque — après l'Édit de Nantes ?

Les faits historiques qui y servent de thèmes au poète sont cependant antérieurs à la première retraite — toute provisoire celle-là — qu'il fit dans sa maison maternelle, aux Landes-Guinemer, après la sixième guerre (de 1577 à 1579). Il n'y aurait donc pas d'impossibilité théorique à ce que ce chant, dans sa majeure partie, ait été composé aussi à ce moment. Mais, reconnaissons-le, il y a quelques raisons d'en douter, et la correspondance presque constante qui existe, et que nous avons

1. *Mémoires-Journaux de Pierre de L'Estoile*, Éd. Brunet-Champollion, t. IX, p. 274.

relevée, entre les tableaux des *Fers* et les récits de l'*Histoire universelle*, soit que le poème abrège, soit qu'il amplifie, semble bien justifier l'opinion de M. Lalanne, reprise par M. Bost dans ses *Notes sur Agrippa d'Aubigné*, que ce livre a été écrit à côté des manuscrits de l'*Histoire*, grands ouverts sur la table.

On pourrait supposer, il est vrai, que d'Aubigné a simplement puisé dans les deux cas, et à des époques différentes, aux mêmes sources d'information, d'où viendraient les ressemblances, sans qu'il y ait simultanéité dans la rédaction. Reportons-nous aux listes que nous avons données des ouvrages ou recueils historiques, qui étaient à sa disposition quand il entreprit son *Histoire universelle*, et nous constaterons qu'un bon nombre étaient déjà parus, en 1577, de ceux qui auraient pu lui servir aux Landes-Guinemer pour peindre « la grande galerie » du cinquième chant, c'est-à-dire les tableaux de la première guerre, et la Saint-Barthélemy avec ses suites (la Rochelle et Sancerre).

Ce sont : le *Petit Traité* (anonyme) *des guerres civiles advenues en France sous François II et Charles IX* (1564), — les *Commentaires*, de la Place (1565), — l'*Estat de l'Église*, de Jean Haynault, avec les troubles advenus en France sous François II et Charles IX (1564), — le *François II*, de Régnier de la Planche (1576), — les *Mémoires de Condé* (publiés de 1562 à 1567). Voilà pour le début des troubles. La 3^e guerre il l'a surtout racontée, dans son *Histoire* (V^e livre), — j'entends pour ce qu'il n'avait pas vu ou fait par lui-même — d'après les *Mémoires* (anonymes) *de la 3^e guerre civile et des derniers troubles de France*. Or ils avaient été édités à Genève en 1571. La même année avait paru la *Vraie et entière histoire des derniers troubles*, de la Popelinière. Quant aux massacres de la Saint-Barthélemy, il en a lu les descriptions, et c'est de là principalement qu'il les tire (aussi bien pour son *Histoire* que pour les *Tragiques*) dans la compilation de Simon Goulart, les *Mémoires de l'Estat de France sous Charles IX* (1576). Tous les détails qu'il donne sur la province notamment viennent de là. Ce recueil lui a servi aussi pour ses récits des sièges de la Rochelle et de Sancerre. — N'oublions pas, enfin, les *Commentaires latins*, de Jean de Serres qui embrassent, précisément, toute la période constituant la matière principale des *Fers* : d'Aubigné pouvait avoir sur sa table, aux Landes, l'édition de 1577, où étaient rassemblées les 4 premières parties, publiées d'abord séparément, et qui allaient de 1557 à mai 1574 (mort de Charles IX).

A ces histoires (continues ou fragmentaires, personnelles ou composites) de périodes plus ou moins étendues, il faudrait ajouter les relations plus circonscrites qui paraissaient au fur et à mesure des événements marquants (massacres de Vassy ou d'autres lieux, bataille de Dreux, meurtre de François de Guise, entrevue de Bayonne, bataille de Saint-Denis et mort du connétable, Jarnac, Moncontour, Saint-Barthélemy, etc.); ou les écrits polémiques que ces événements suscitaient, véritable journalisme historique, dont d'Aubigné s'est naturellement plus inspiré dans *les Tragiques* que dans *l'Histoire universelle*. La Saint-Barthélemy à elle seule, et on ne s'en étonnera pas, a donné lieu à une vraie bibliothèque contemporaine des faits. Je ne puis me dispenser de citer le *De furoribus Gallicis* (1573) et le *Réveille-matin des Français* (1573-1574), pamphlets huguenots dont le retentissement fut énorme, et qui ont consacré la version protestante de la Saint-Barthélemy. Il y eut une réponse au *Réveille-matin* par Sorbin de Sainte-Foy, le panégyriste funèbre de Charles IX¹.

Ce ne sont donc pas les moyens d'information — plus ou moins sûrs — qui auraient manqué à d'Aubigné pour peindre la sombre saison des *Fers*, s'il avait voulu le faire dès les premiers temps de la composition des *Tragiques*. Et comme on retrouverait à la base la même documentation dans *l'Histoire* (seulement accrue par les publications nouvelles), les analogies des deux versions, la poétique et l'historique, résultant de cette communauté d'origine, n'impliqueraient pas qu'elles sont contemporaines. Il se serait passé pour ce chant la même chose que pour le précédent (*les Feux*) avec le *Martyrologe de Crespin*, qui l'a inspiré, et dont *l'Histoire* offre aussi un extrait. Nous n'avons pas cru pour cela, avec MM. Lalanne et Bost, qu'il a été fait en même temps que le chapitre de *l'Histoire* où Crespin est mis si largement à contribution.

On ne peut cependant point raisonner tout à fait de la même façon pour les *Fers* que pour *les Feux*. Le catalogue des Martyrs dans *l'Histoire* n'est guère qu'un registre de décès; çà et là une inscription, comme sur une pierre tombale, précise les circonstances de la mort héroïque. Pour faire son quatrième chant, *Feux*, d'Au-

1. Pour toute cette production au jour le jour, qui est comme la monnaie de *l'Histoire*, fausse monnaie quand il s'agit de pamphlets voir HAUSER, *les Sources de l'Histoire de France*, xvi^e siècle, t. III, 2^e section (détails), p. 165 et sq.

bigné a choisi dans ce cimetière protestant ; il a cueilli quelques fleurs funèbres seulement, et les a entourées des ornements de la poésie, afin de nous donner à respirer une bonne odeur de sainteté. Il y a là un travail de sélection et de vraie création poétique qui n'avait pas besoin d'attendre l'*Histoire*. Au contraire dans les *Fers* nous n'avons souvent que des passages versifiés de l'*Histoire*. Non seulement les épisodes, mais leurs détails, leur présentation sont identiques. Il est donc assez naturel de penser que les deux œuvres ont été en cet endroit menées de front.

Avec cette réserve néanmoins que certaines parties du chant doivent être primitives. Car il serait étrange que d'Aubigné, entreprenant son poème en pleine lutte, en pleine période de guerre, laissât précisément ces guerres de côté dans ses indignations lyriques contre le parti adverse. Et la Saint-Barthélemy, si récente encore, comment n'aurait-elle pas été, si je puis dire, dès le début, un des pôles de son inspiration ? Je crois donc que tout de suite il aura au moins esquissé la peinture qu'il en fait dans les *Fers*. Il s'y rencontre précisément quelques développements de caractère plus général, où je serais tenté de voir cette première esquisse : ainsi le tableau initial, tableau d'ensemble des matines parisiennes, le premier auquel Coligny convie l'assemblée céleste :

Venez voir comme Dieu chastia son Église
Quand sur nous, non sur luy, la force fut assize.

Cela va jusqu'aux noyades en Seine, c'est-à-dire de la page 213 à la page 217 (Ed. Réaume, t. IV). Ainsi encore tout le couplet d'invectives contre Charles IX, comparé à Sardanapale et à Néron, pour le plaisir qu'il prend à jouir des horreurs dont il est l'auteur (p. 220 et 221).

Même si tout le détail des faits, toutes les circonstances précises de la Saint-Barthélemy, ou des guerres et massacres antérieurs, n'avaient été peints que plus tard, quand d'Aubigné rédigea l'*Histoire* — ce qui n'est rien moins que certain — il resterait encore avec les passages que nous venons de mettre à part, avec le récit de sa vision (p. 227 à 229) d'où serait sorti le dessein de ce livre, sinon de tout le poème comme on le prétend avec quelque exagération, enfin avec le prologue et l'épilogue, — le prologue qui justifie l'épreuve des guerres, imposée aux Huguenots par le défi que Satan lance à la durée de leur constance, l'épilogue, sorte de mixture

de merveilleux chrétien et païen, où l'Océan ensanglanté accueille dans son ample sein les reliques des suppliciés — il resterait, dis-je, de quoi constituer l'ébauche de ce chant, celle qui daterait de la première époque.

Vengeances, c'est un cri de vengeance contre les ennemis de la Religion réformée. C'est du moins un avertissement solennel qui leur est donné, en leur rappelant que le Seigneur n'est pas manchot, et qu'il a toujours frappé ceux qui se sont levés contre sa loi, ou qui ont persécuté son Église. Ainsi ce chant résonne encore comme un chant de guerre. Il est construit en trois parties. Le plan est indiqué dès le début :

Ainsy les visions qui seront icy peintes
Seront exemples vrais de noz histoires saintes,
Le roole des Tyrans de l'Ancien Testament,
Leur cruauté sans fin, leur infini tourment.
Nous verrons déchirer d'une couleur plus vive
Ceux qui ont déchiré l'Église primitive.
Nous donnerons à Dieu la gloire de noz ans
Où il n'a pas encore espargné les Tyrans ¹.

Donc trois périodes, où nous voyons se déployer les châtimens célestes contre les puissans malfaisans : le temps de l'Ancien Testament avec les vengeances du Jehovah biblique — et Dieu sait s'il en a exercé !

Voicy l'Église encore en son enfance tendre ².
. etc.

Cela comprend 9 pages du livre dans l'édition Réaume (de la page 243 à la page 252).

Puis viennent les premiers siècles de l'Église chrétienne et les persécutions des empereurs romains avec leurs punitions :

Mon vol impétueux d'un chaud désir s'eslongne
A la seconde Église, et l'outrageuse main
Que dès lors fit sortir le grand siège Romain.
Sortez, persécuteurs de l'Église première,
Et marchez, enchaînez au pied de la bannière
De l'Agneau triomphant.....³. etc.

1. Éd. Réaume, t. IV, p. 242.

2. Éd. Réaume, t. IV, p. 243.

3. *Ibid.*, p. 252.

Leur défilé dure pendant 7 pages (p. 252 à 259).

Enfin, d'un bond, d'Aubigné passe à son époque, « au siècle qui court » comme il dit :

Nous verrons cy après les effects moins sanglants,
Mais des coups bien plus lourds et bien plus violents,
En ce troisieme rang d'ennemis de l'Église ¹.

Moins sanglants, parce que les morts des coupables seront surtout signalées ici par des maladies étranges, ou des égarements de l'esprit en proie aux remords et aux démons, et, d'une façon générale, par une convenance qui ne peut être fortuite, à force d'être répétée, entre le genre de mort et la faute commise ². La Réforme a eu ses martyrs, comme l'Église primitive, marque claire de son élection, et Dieu a renouvelé pour elle le gage de son alliance par les expiations des bourreaux.

Voilà le dessein d'ensemble du sixième chant.

Pour composer la première partie, il suffisait d'avoir une Bible sous la main. Tout protestant était d'ailleurs tout imprégné du livre sacré, d'Aubigné plus que quiconque. Il s'en était nourri tout jeune à l'école de son père. Et les souvenirs, les exemples, affluaient d'eux-mêmes sous sa plume ; du reste il déclare expressément, au début du chant, qu'il est jeune, et il s'excuse de remplir, malgré son âge, une mission analogue à celle de Jonas, et de venir lancer sur les Ninives modernes les malédictions de l'Éternel. Aussi lui demande-t-il de réparer son insuffisance par une assistance spéciale :

Or je suis un enfant sans aage et sans raison,
Où ma raison se sent de la neuve prison ;
Le mal bourgeoine en moi, en moi fleurit le vice,
Un printemps de péché, espineux de malice :
Change moy, refay moy, exerce ta pitié,
Rend moy mort en ce monde, oste la mauvaistié
Qui possède à son gré ma jeunesse première
Lors je songeray songe et verray ta lumière ³.

1. Éd. Réaume, t. IV, p. 259.

2. Cf. *Ibid.*, t. IV, p. 271, le commentaire que d'Aubigné fait de ces étranges coïncidences.

3. Éd. Réaume, t. IV, p. 240.

Et la confession de ses erreurs reprend un peu plus loin¹, dans un passage qui rappelle beaucoup, du moins pour le sentiment qui l'anime, l'*Élégie autobiographique* (la V^e des *Poésies diverses*)² écrite en 1577, au moment de sa retraite aux Landes, et que nous avons commentée en son lieu³. Dans les deux endroits il avoue ses péchés de jeunesse, l'oubli de Dieu au milieu des camps, ses repentirs vite étouffés et la résurrection tardive de sa conscience dans l'épreuve d'une grande maladie. Mais maintenant il enveloppe ses confidences dans le mythe de Jonas, jeté au fond de l'abîme des mers et sauvé par la baleine légendaire ; et ce vêtement biblique le préserve des franchises parfois un peu crues de l'élegie⁴.

Mais le fond, la matière est la même, sinon le moule où elle est coulée. Aussi suis-je convaincu que les deux morceaux datent de la même époque ; ce rapprochement suffit, je pense, à confirmer et à préciser l'âge que d'Aubigné se donne en commençant ce chant.

Quant à la deuxième et à la troisième partie, on en trouve le sommaire dans un chapitre de l'*Histoire universelle*, qui est fait d'une courte analyse d'un ouvrage contemporain. Ce chapitre débute ainsi :

« Il courut un livre qui s'appeloit *Dan*, c'est-à-dire jugement, dans lequel, après une grande liste de Néron, Domitian, Adrian, Sévère, Herminian, Valerian, Aurélian, Dioclétian, Maximin, Julian, Commode, Valentinian, Zénon l'Isaurique, Honorique, Constant, Arrius et autres, desquels il remarquoit les inhumanitez et les morts horribles, avec une analogie notable de leur vie et de leur mort, après, dis-je, ceste liste, il en produisoit une de ceux qui, en ce temps, s'estoient monstrez plus ardents à l'extinction des réformés, observants la mesme proportion de leur façon de vivre et de leur manière de mourir. Là marchoit Arondel, évesque de Cantorbie⁵... »

1.

Encoore faut-il. Seigneur, ô Seigneur qui donnas
Un courage sans peur à la peur de Jonas,
etc.

t. IV, p. 242, jusqu'à la fin du §, p. 243 :

Pour changer le grand Dieu qui n'a de changement.

2. Cf. éd. Réaume, t. III, p. 219 et sq.

3. Voir mon chapitre v, § 2, t. I, p. 222-224.

4. Comparer notamment avec la page 221 du tome III.

5. Cf. *Histoire universelle*, éd. Ruble, t. I, p. 228-229.

C'est le premier du cortège des modernes, qui ne dépasse pas ici l'année 1560 ; il s'allongera dans *les Tragiques* de plusieurs témoins postérieurs, qui viendront attester à leurs dépens les rigueurs de la vengeance divine.

Mais pour la seconde période, celle du Nouveau Testament et du martyrologe chrétien sous les empereurs romains, d'Aubigné s'est borné à reprendre la liste de ces empereurs dans l'ordre même où elle est ici dressée, en les faisant seulement précéder de trois rois Juifs, les trois Hérodes, et pour tous il apporte les motifs de la sentence de condamnation, et la preuve de l'appropriation de leur mort à leur vie. Je ne pense pas, du reste, que l'Histoire tout court (je ne parle pas de son *Histoire universelle*) ratifierait tous ses jugements, qui me paraissent fondés parfois sur des connaissances ou des traditions douteuses. S'il y a, en effet, parmi les empereurs qu'il met ici au pilori, des tyrans authentiques et des persécuteurs avérés des chrétiens, il y a aussi de grands hommes, qu'on s'étonne de voir réprouver sans réserve ni merci. Passe encore pour Dioclétien, qui inaugura l'ère dite des martyrs, une tache sur sa gloire. Mais Adrien, Septime-Sévère, Aurélien, méritent-ils ces violentes fulminations ?

Laissons cela. Il est probable que d'Aubigné reproduit simplement en vers les jugements — et leurs considérants — qui lui étaient dictés par le mystérieux livre de *Dan*. Quel est-il ? M. Lalanne dit ne l'avoir pas retrouvé sous ce titre et propose¹ deux identifications possibles : *la Sentence redoutable et arrêt rigoureux du jugement de Dieu à l'encontre de l'impiété des Tyrans*. Lyon, 1564 — anonyme — et un traité de Chassanion, *Histoires mémorables des grands et merveilleux jugements de Dieu*, 1586, in-8. Ces recueils apologétiques étaient donc à la mode, chaque parti tirant à lui et interprétant à sa façon les leçons de l'Histoire.

Remarquons que, si la première identification était la bonne, d'Aubigné aurait été muni d'un choix d'exemples dès son séjour aux Landes (de 1577 à 1579) pour continuer l'illustration des vengeances célestes après l'Ancien Testament. S'en est-il servi à ce moment ou seulement plus tard, quand il a rédigé le chapitre de l'*Histoire* correspondant ? On ne peut évidemment rien affirmer. La question se

1. Cf. son édition des *Tragiques* de 1857 (chez P. Jannet), p. 278, note 3.

pose comme pour le *Martyrologe de Crespin* à propos du livre des *Feux*. Ce qui inclinerait à y répondre de la même façon, c'est-à-dire par l'hypothèse de l'emploi d'une source commune à deux époques différentes. Ne nous fait-il pas entendre, à la fin du chant comme au début, qu'il écrit pendant les troubies des guerres et non pas après le rétablissement de la paix ? Il vient de peindre la mort du chancelier Olivier († 1560), à qui le cardinal de Lorraine rendit visite *in extremis*¹ et qui aurait été saisi en le voyant d'une horreur frénétique : « O Cardinal maudit, tu nous fais tous damner². » Et son corps, en ce disant, était secoué de convulsions extraordinaires. C'est une première édition des prodiges qui accompagnèrent la mort du Cardinal lui-même, quatorze ans après (à Avignon, le 26 décembre 1574). D'Aubigné leur a donné accès dans son *Histoire*³, en racontant le voyage de la Cour dans le Midi, et il les a déjà décrits au premier chant des *Tragiques*⁴; il va en reprendre ici la description plus dramatique encore — ou plus dramatisée — et il l'introduit par ces vers de transition entre les deux complices, le Chancelier et le Cardinal. Après avoir montré les sursauts convulsifs du Chancelier, cette force, dit-il,

Cette force inconnüe et ces bonds violents
Eurent mesme moteur que ces grands mouvements
Que sent encore la France, ou que ceux qui parurent
Quand dans ce Cardinal tous les Diables moururent⁵.

Représenterait-il la France ainsi agitée après la pacification de l'Édit de Nantes et du traité de Vervins ? La formule manquerait de justesse et de justice.

Je ne veux pas prétendre pour cela qu'aucune partie du chant n'a pu être composée après cette date. J'en aurais le démenti par certains des cas de morts expiatoires qu'il met en lumière et qui sont postérieurs. Ainsi il évoque à deux reprises⁶ les poux de Philippe II, « petits soldats de Dieu », comme il les appelle plaisam-

1. Cf. DE THOU, *Histoire*, t. III, p. 497. Il dit simplement que le chancelier se retourna en gémissant pour ne pas le regarder.

2. Cf. éd. Réaume, t. IV, p. 269. Dans le chapitre de l'*Histoire*, c'est le dernier exemple donné. (Éd. Ruble, t. I, p. 230.)

3. Éd. Ruble, t. IV, p. 298-301.

4. Éd. Réaume, t. IV, p. 59.

5. Éd. Réaume, t. IV, p. 269.

6. Aux p. 254 et 264.

ment, émules des légions de vers qui assaillirent Hérode Agrippa, le petit-fils de l'auteur du massacre des Innocents¹. Philippe II disparut, assez misérablement il est vrai, de la scène du monde, le 13 septembre 1598. — Voici encore un autre agent de la colère divine, exécuteur de ses hautes œuvres, c'est le cancer dévorateur du maréchal de Retz, un des cinq conseillers responsables de la Saint-Barthélemy. Or il n'était mort qu'en 1602. D'Aubigné avait été particulièrement renseigné sur son affreuse maladie par la maréchale, une parente de Suzanne de Lezay, et il s'excuse de publier des secrets de famille pour rendre gloire à Dieu :

Excellente Duchesse, icy la vérité
A forcé les liens de la proximité%.

Observons que sa thèse devait recevoir de la Saint-Barthélemy — ou plutôt de ses suites — des confirmations éclatantes. Sinon elle en aurait été singulièrement affaiblie. Aussi, c'est sur ce point surtout qu'il a complété les listes du *Dan*. Outre les exemples du cardinal de Lorraine et du maréchal de Retz, nous avons celui de Tavannes (le maréchal Gaspard de Saulx-Tavannes), un des cinq comme Retz, rongé par le remords comme l'autre par son cancer³. Nous voyons Cosseins, un des meurtriers de Coligny, tué peu après au siège de la Rochelle, et faisant avant de mourir son *mea culpa*⁴ (18 avril 1573). Charles IX périt étouffé par le sang qu'il a versé († 30 mai 1574)⁵. Son frère François, le duc d'Anjou, paiera de la même façon la Furie d'Anvers († 10 juin 1584)⁶.

Toute cette lignée des Valois est du reste maudite depuis Henri II. Lui a été atteint à l'œil (1559); son fils aîné, François II, à l'oreille (1560), et il y a des

1. Cf. éd. Réaume, t. IV, p. 253-254.

2. Cf. Réaume, t. IV, p. 268. Il ajoute dans l'édition de 1623 :

Dans mon sein allié tu as versé tes plaintes
Du malheur domestique, qui ne seront estintes
Non plus que la clameur qui donna gloire à Dieu,
Lorsque le condamné publia par adveu
Qu'en luy, cinquiesme autheur de l'inique journée
La vengeance de Dieu s'en alloit terminée.

Il était, en effet, le dernier survivant des « cinq ».

3. Cf. éd. Réaume, t. IV, p. 267-268.

4. *Ibid.*, p. 267 et *Histoire*, éd. Ruble, t. IV, p. 21.

5. *Ibid.*, p. 263.

6. *Ibid.*

raisons, comme pour la blessure d'Antoine de Navarre (le père d'Henri IV) à l'épaule, au siège de Rouen (octobre 1563). Ce ne sont certes pas ces « vers rapportés » qui les éclaireissent, ils ont plutôt l'air d'un rébus :

Je suis importuné de dire comme Dieu
Aux Rois, aux Ducs, aux chefs de leur camp au millieu
Rendit, exerça, fit droit, vengeance et merveille,
Crevant, poussant, frappant l'œil, l'espaule et l'oreille¹.

On a l'explication, dans une Lettre de remontrances au Roi Louis XIII, composée en 1621, et dont nous aurons occasion de parler plus tard². Sous le couvert de « trois gentilshommes vieillis au service du Roi Henri le Grand », d'Aubigné lui fait la leçon et il le menace des pires conséquences, s'il ne suit pas au moins les traditions de tolérance religieuse de son père. Le plus grand péril viendra du ciel, et c'est le thème des *Vengeances* qui est repris ici en raccourci. Dieu frappe les princes qui tyrannisent les consciences. Pour le prouver, il remonte jusqu'à François I^{er} :

« François mourut dans le préparatif d'une grande persécution. Henri, son fils, fut tué par les yeux qu'il préparoit à voir les embrasements; Antoyne de Navarre, qui avoit presté l'espaule au support des fidèles, fut tué par elle, si tost qu'il l'eut soustraite à un si honorable fardeau; François second, pour avoir presté l'oreille aux sanglants conseils et l'avoir fermée aux gémissements des affligez³... »

Ainsi se vérifie l'adage que l'on est toujours puni par où l'on a péché. Mais il faut avouer que d'Aubigné dépense bien de l'ingéniosité à découvrir ces coïncidences, et demande à son lecteur beaucoup de complaisance pour les accepter. Elles tournent presque ici au jeu de mots.

En revanche on est surpris que, ni dans cette lettre, ni dans *Vengeances*, il ne cite le cas de Henri III, cependant plus probant. Sans doute est-ce pour ne pas répéter les vers des *Fers* qui nous montrent Henri III assassiné :

1. Cf. Réaume, t. IV, p. 266.

2. Au chapitre XIV, § 1, p. 96 à 100 du 3^e volume.

3. Éd. Réaume, t. I, p. 509.

Au mois, jour et logis, à la chambre et au lieu
Ou à mort il jugea la famille de Dieu¹

c'est-à-dire où, dans le conseil secret, il emporta les décisions de la Saint-Barthélemy.

On voit que cette idée du châtiment céleste, intervenant dès ce monde-ci, tenait à cœur à d'Aubigné, et qu'il l'a soutenue bien des fois. C'est pourquoi, de ce que l'on retrouve, dans un chapitre de l'*Histoire*, une esquisse d'ailleurs réduite et tronquée (pour les exemples modernes) du livre de *Vengeances*, il ne paraît pas s'en suivre que les deux ont été écrits en même temps.

Le Dernier chant (*Jugement*) paraît, dans l'ensemble, assez tardif. Le début est une imprécation virulente contre les Protestants défaillants² qui ont pris prétexte ou exemple de l'abjuration du Roi pour lâcher à leur tour la bonne cause. Ils se sont laissés séduire par les faux biens du monde, par l'appât de l'or et des honneurs, ou simplement intimider par la crainte d'une disgrâce. Mais ils ont fait un mauvais calcul : pour un profit temporaire, ils ont renoncé au salut éternel. Dieu saura trier le bon grain de l'ivraie. Il a suffi à Gédéon de trois cents braves pour délivrer Israël du joug des Madianites³. La force de l'Église ne se mesure pas au nombre, mais à la qualité.

On retrouve les mêmes idées, le même réconfort apporté aux fidèles qui faisaient à leur religion le sacrifice d'avantages certains, dans une *Méditation en prose sur le psaume 73*, que d'Aubigné dédia à ses compagnons d'armes. L'argument qui la précède précise l'intention et les circonstances :

« Quelques Seigneurs de Gascogne, après de grands services faits au Roy Henri IV, se voyans appauvris et privés des honneurs qu'ils estimoyent (non à tort) avoir esté mérités par les vertus; entre ceux-là le Vicomte de Gourdon, que l'Histoire nous fait cognoistre, ayant pris un regret, qui lui dura jusques à la

1. Cf. éd. Réaume, t. IV, p. 232.

2. De la page 273 dans l'édition Réaume (tome IV) à la page 279 jusqu'à :

Or cependant voicy que promet seurement
Comme petits pourtraicts du futur Jugement
L'Éternel aux meschants.

Mais il y a dans ce texte des additions de 1623 (2^e édition) même un long développement de 58 vers.

3. Cf. *Juges*, chap. VI, VII et VIII.

mort, de ne pouvoir estre honoré d'un collier¹, nostre auteur fit présent à ses amis de cette pièce, qu'il estima propre à leur consolation². »

Cet état d'esprit se comprend : amertume des dévouements mal reconnus, jalousie à l'égard des Ligueurs de la veille, qui étaient les bénéficiaires du jour et qui récoltaient ce que les autres avaient semé, en un mot sentiment d'une injustice. D'Aubigné l'éprouvait comme eux, lui qui s'est tant plaint de l'ingratitude royale. Mais ce n'était pas une raison pour qu'il excusât les hommes de peu de foi qui préféreraient abandonner le vrai Dieu plutôt que de porter un peu de sa croix. Les convertis lui inspirent colère et mépris. Il les raille avec sarcasme dans la *Confession de Sancy*. Ici il s'indigne.

Et il s'en prend tout particulièrement aux fils des grandes familles protestantes — une petite minorité je veux croire — qui, en reniant leur religion, semblaient renier leurs pères :

Je vous en veux à vous, apostats dégénères
Qui léchez le sang frais tout fumant de vos pères
Sur les pieds des tueurs....., etc.³.

Un Charles de Coligny, par exemple, fils cadet de l'Amiral, qui ne voulait sans doute pas mourir de mélancolie comme son frère aîné⁴, faute de jouir des faveurs du Roi; d'Aubigné ne le nomme pas, mais il est de ceux qui sont visés. Il ne désigne expressément que le petit-fils du héros de Jarnac, ce Louis I^{er} de Bourbon, qui y avait fait si belle charge et si belle mort⁵, et qui eût mérité déjà le qualificatif de Grand Condé. Il est vrai que l'enfant n'était qu'à demi responsable de son apostasie, ayant été élevé par une mère suspecte, Charlotte de La Trémoille, qui fut même accusée d'avoir empoisonné son mari⁶, et ayant été appelé

1. De l'ordre militaire de Saint-Michel. Celui du Saint-Esprit fondé par Henri III était beaucoup plus fermé.

2. Cf. éd. Réaume, t. II, p. 153.

3. Éd. Réaume, t. IV, p. 276.

4. Cf. *Journal de L'Estoile*, éd. Brunet-Champollion, t. V, p. 148-149 (année 1591).

5. Cf. *Histoire universelle*; t. III, p. 51-52.

6. La légitimité de l'enfant avait été contestée, une instruction judiciaire ouverte. Pendant sept ans Charlotte fut détenue; finalement, l'affaire fut étouffée pour raison d'État. On ne saura jamais si le Grand Condé était de la lignée des Bourbons : Cf. J. LOISELEUR, *la Mort du second Prince de Condé* (5 mars 1588). *Revue historique*, t. I (1876), p. 410 à 437.

tout jeune à la Cour par Henri IV (vers le moment de l'édit de Nantes ¹) pour être instruit dans le catholicisme. D'Aubigné reconnaît cette circonstance atténuante :

Vray est que les Tyrans avec inique soing
 Vous mirent à leurs pieds, en rejetant au loing
 La véritable voix de tous clients fidelles.
 Avec art vous privant de leurs seures nouvelles.
 Ils vous ont empesché d'apprendre que Louys
 Et comment il mourut pour Christ et son païs ;
 Ils vous ont desrobé de voz ayeuls la gloire,
 Imbu vostre berceau de fables pour histoire,
 Choisi, pour vous former en moines et cagots
 Ou des galands sans Dieu, on des pédans bigots ².

Sans doute, mais ce n'est pas une excuse suffisante; la voix du sang aurait dû parler plus haut que ces cafards, et réveiller, l'heure venue, la conscience huguenote qu'ils avaient ensorcelée. Scanderbeg (1414-1467) avait été prisonnier des Turcs pendant sa jeunesse, et nourri de leur religion et de leurs enseignements. Cela ne l'empêcha pas, une fois libéré, de redevenir le chevalier du Christianisme et de faire à l'Islam une guerre sans merci :

Le Ciel n'est plus si riche à noz nativitez,
 Il ne nous départ plus de générositez,
 Ou bien nous trouverions de ces engeances hautes,
 Si les maîtres du siècle y faisoient moins de fautes ³.

Hélas ! d'Aubigné ne se doutait pas, en montrant tant de sévérité à l'égard des enfants renégats du Protestantisme, que sa rigueur impitoyable retomberait un jour sur son propre fils.

Après avoir exécuté comme il convenait dans ce prélude — peut-être un morceau rapporté ? — les nouveaux convertis, il ne profère plus de menaces, dans la suite du chant, que contre les Catholiques. C'est eux qui doivent trembler dans l'attente du Jugement dernier. C'est pour eux qu'il essayera d'en faire un tableau

1. Cf. *Histoire universelle*, t. IX, p. 295.

2. Éd. Réaume, t. IV, p. 278.

3. Éd. Réaume, t. IV, p. 279.

effrayant. Certaines parties du développement semblent animées de haines encore si fraîches, qu'elles ont sans doute été écrites au milieu même de la lutte. Mais il faut tenir compte aussi des nécessités du genre, et du caractère apocalyptique que devait prendre l'annonce de ces châtiments et de ces cataclysmes. Même avant que sonne l'heure fatidique, il y aura des expiations terrestres et proches. Ainsi, à l'évocation des massacres sur tous les points de la France, dans toutes les « cités sanglantes » imitatrices de la capitale (p. 280 de Réaume), répond, sous forme d'apophétie et comme un événement non encore réalisé (p. 281), la vision du siège de Paris (de 1590) mêlée de souvenirs bibliques du siège de Jérusalem (par Titus, en 70 après Jésus-Christ) pour en rehausser l'horreur. Puis c'est une prophétie moins certaine, parce qu'elle prétend vraiment prédire l'avenir, ce qui est toujours risqué. D'Aubigné aperçoit donc (p. 282) une horde sauvage, sorte d'invasion des Huns, submergeant la France; et les villes, comme des îlots de la Méduse, décimées par la famine, jusqu'à ce qu'elles tombent aux mains des Barbares et que les survivants, réduits en esclavage, soient vendus sur les marchés. On dirait qu'il se repaît avec satisfaction de ces abominations imaginées. Pense-t-il donc que les Protestants y auraient échappé? Mais l'idée de la vengeance a pour lui des délices : son Dieu est bien Jéhovah.

C'est pourquoi il attache tant d'importance au dogme de la résurrection des morts. Il faut que les hommes, au jour du jugement, souffrent dans leur chair, instrument du péché. Cette conviction est une pièce essentielle dans sa théologie, et toute la partie centrale du septième livre (de la page 283 à la page 292) est consacrée à cette question de la résurrection des corps. Pour la prouver il fait appel à des arguments pris un peu partout, au paganisme comme au christianisme, aux croyances populaires comme à la philosophie, aux légendes comme aux faits. C'est un fait que certains terrains conservent les corps (p. 289), mais c'est une légende que tous les ans (le 25 mars) auprès du Caire on verrait s'agiter, dans les sables du désert, les membres grouillants des enterrés. Cette légende était rapportée dans le *Thrésor d'histoires admirables* de Simon Goulart, au chapitre des apparitions merveilleuses ¹.

Le fonds de l'argumentation de d'Aubigné, c'est une conception mystico-

1. T. I. f° 42.

physique de la Nature, un système du monde qui, par la combinaison des mêmes causes créatrices, reproduirait les mêmes existences. Mais seul l'homme aurait le privilège de renaître, pas l'animal. Ces théories paraissent surtout s'inspirer du fameux *Hermès trismégiste*, si célèbre au xvi^e siècle sous le titre de *Divinus Poemander* ou *Pimander*.

Vous appelez divins les deux où je veux prendre
Ces axiomes vrais : oyez chanter Pymandre,
Apprenez dessous luy les secrets qu'il apprend
De Mercure, par vous nommez trois fois très grand ¹.

Ce traité « hermétique » avait été traduit du grec en latin par Marcile Ficin en 1491, et bientôt après en français (éditions de 1557 et 1574).

Les idées et les raisonnements que d'Aubigné développe en vers sur la résurrection des corps, il les a résumés et clarifiés dans une *Méditation en prose sur le psaume 16* (dans un passage de cette méditation²) qu'il fit à l'occasion d'un deuil :

« L'auteur s'étant trouvé à la mort d'un ami, homme de grand mérite et probité, et ayant pris les fleurs du Pseaume 16 pour matière de sa consolation, la mit depuis en ordre pour en faire présent à ses amis ³. »

Quel est cet ami dont la disparition l'avait tant troublé, qu'il avait besoin de se redire les raisons de croire qu'il le reverrait un jour ? Ne serait-ce pas Claude de La Trémolle, décédé prématurément, le 25 octobre 1604, à trente-huit ans, qu'il aimait, admirait, et à qui il fut fidèle dans la vie et dans la mort en dépit d'Henri IV⁴ ? Si oui, comme je le crois, cela fixerait le moment où il dut écrire à la fois sa méditation et sa traduction, ou plutôt son amplification en vers.

Le tableau final⁵, qui représente la Résurrection et le Jugement dernier, n'est

1. Réaume, t. IV, p. 287.

2. Cf. éd. Réaume, t. II, p. 218 depuis « Mais le plus utile apprentissage du corps, c'est celui que le sépulchre n'est pas la fin... » jusqu'au bas de la page 220.

3. Cf. éd. Réaume, t. II, p. 204.

4. Voir mon chapitre XII, § 3, t. II, p. 315 à 320.

5. Depuis 1^{re} page 292 dans Réaume :

Mais quoy ! c'est trop chanté, il faut tourner les yeux,
Esblouis de rayons dans le chemin des Cieux.

jusqu'à la fin du livre.

pas daté. C'est une scène d'Apocalypse que d'Aubigné a pu composer à n'importe quelle époque. Cependant, parmi les réprouvés qui se tiennent à la gauche du tribunal de Dieu, et qui sont destinés à l'Enfer, le personnage le plus en vue a une physionomie et des attributs assez caractérisés pour qu'on reconnaisse son temps : c'est l'Antechrist, c'est-à-dire, pour les Protestants, le Pontife romain. Le portrait que d'Aubigné trace de lui, et le réquisitoire dont il est l'objet, rappellent de trop près, parfois presque mot pour mot, la déclaration votée par le Synode de Gap (en octobre 1603) pour qu'il y ait là une simple coïncidence. Je relève en particulier ces vers :

L'aisné fils de Satan se souviendra, maudit,
De son throsne eslevé d'avoir autrefois dit :
« La gent qui ne me sert, ains contre moy conteste,
Pourrira de famine et de guerre et de peste.
Rois et Roynes viendront au siège où je me siedo,
Le front en bas, lescher la poudre sous mes pieds.
Mon règne est à jamais, ma puissance éternelle;
Pour monarque me sert l'Église universelle;
Je maintiens le Papat tout puissant en ce lieu,
Où, si Dieu je ne suis, pour le moins Vice-Dieu ¹.

Ne font-ils pas écho à la déclaration que voici :

« Et puisque l'Évêque de Rome, s'étant dressé une monarchie dans la chrétienté en s'attribuant une domination sur toutes les Églises et les Pasteurs, s'est élevé jusqu'à se faire comme Dieu, à vouloir être adoré, à se vanter d'avoir toute puissance au ciel et en terre, à disposer de toutes choses ecclésiastiques, à décider des articles de foi, à autoriser et interpréter à son plaisir les Écritures, à faire trafic des âmes, à dispenser des vœux et des sermens, à ordonner de nouveaux services à Dieu, et, pour le regard de la Police, à fouler aux pieds l'autorité légitime des magistrats, en ôtant, donnant et changeant les royaumes, nous croyons et maintenons que c'est proprement l'Antéchrist et le fils de perdition prédit dans la parole de Dieu sous l'emblème de la paillarde vêtue d'écarlate, assise sur les sept montagnes de la grande cité, qui avoit son règne sur les rois de la terre, et nous nous

1. Éd. Réaume, t. IV, p. 297.

attendons que le Seigneur, le déconfisant par l'esprit de sa bouche, le détruise finalement par la clarté de son avènement, comme il a promis et déjà commencé de faire. »

D'Aubigné a insisté sur cette assimilation de la Papauté à la Grande Paillarde de l'Apocalypse ¹, et il a ramassé en une gerbe vénéneuse toutes les calomnies qui traînaient contre le siège romain, notamment cette légende que Sixte-Quint (Pape de 1585 à 1590) aurait autorisé par une bulle expresse la pratique de la sodomie en été. Duplessis-Mornay lui-même a accueilli cette absurdité dans son *Mystère d'Iniquité* (ou Histoire de la Papauté), paru en 1607. A cette date la question de l'Antéchrist était toujours ouverte, et était reprise au Synode la Rochelle (de mars 1607), Henri IV s'étant opposé à l'insertion de la déclaration de Gap dans la profession de foi officielle des Églises réformées ².

C'est très vraisemblablement au cours de cette polémique théologique que d'Aubigné a buriné ce passage sur l'Antéchrist. Sans doute il a pu l'introduire dans une description déjà ébauchée ou achevée du Jugement dernier. Cependant, comme elle est très inspirée de l'Apocalypse, et que dès lors la « Bête romaine » devait y tenir une place capitale, il est aussi raisonnable de supposer que toutes les parties de ce tableau final, qui s'équilibrent et s'harmonisent, ont été construites en même temps.

En résumé, et comme conclusion de cette enquête, nous dirons :

Le livre des *Misères* peint les souffrances de la France durant les troubles des premières guerres civiles (de 1561 à 1577) et il s'attaque surtout à la tyrannie de Catherine de Médicis sous les règnes des deux premiers Valois. Presque tout entier il peut avoir été composé dans le séjour aux Landes, qui suit la 5^e guerre. En tout cas il ne contient, en fait d'épisodes ou d'allusions tardives, que les passages sur : la mort de Catherine (Réaume, t. IV, p. 53), la réconciliation des deux Henri au Plessis-lès-Tours (p. 47), la famine pendant le siège de Paris de 1590 (p. 44 à 46), l'absolution d'Henri IV à Rome (17 septembre 1595) et les menées politiques des Jésuites, sur lesquelles l'attentat de Châtel (27 décembre 1594) venait d'attirer l'attention (p. 65-66).

1. Cf. le chapitre xvii de l'Apocalypse.

2. Voir mon chapitre xii, § 4, t. II, p. 335.

Le second livre : *Princes*, a pour centre la Cour de Henri III et particulièrement les années de paix entre le traité de Bergerac (septembre 1577) et la rupture des Édits de tolérance (juillet 1585), années où les vices des Valois (Henri, François, Marguerite) purent se donner librement carrière. Les deux guerres de 1576 et de 1577 ne sont rappelées que pour stigmatiser la conduite qu'y tint François. Seul semble avoir été inséré ou remanié plus tard le passage sur l'ingratitude des Rois (t. IV, p. 89-90), qui atteint Henri IV autant qu'Henri III. Quant à l'allégorie finale (le jeune noble provincial débarquant à Paris et hésitant, comme Hercule, entre la Fortune et la Vertu) elle est de la première époque ; mais quelques traits y ont été ajoutés dans la suite.

La Chambre dorée aussi, dans sa plus grande partie, est primitive. Cette satire du Parlement de Paris rassemble les griefs que les Protestants avaient contre la Justice catholique, et qui, aux traités de Beaulieu (mai 1576) et de Bergerac (septembre 1577), leur avaient fait réclamer des juridictions spéciales. Mais le second traité, précisément, les avait moins bien partagés à cet égard — comme à beaucoup d'autres — que le premier. Le tableau a été complété plus tard par l'hommage rendu aux magistrats intègres et impartiaux, victimes pour cela même des colères ligueuses (emprisonnement du Président Harlay et de plusieurs conseillers le 16 janvier 1589, Réaume, t. IV, p. 131 ; meurtre du Président Brisson et des conseillers Larcher et Tardif le 15 novembre 1591, t. IV, p. 143). Enfin des développements nouveaux ont été introduits après la mort de Philippe II (septembre 1598), contre le tribunal de l'Inquisition espagnole (t. IV, p. 133-136) et, après la mort d'Élisabeth (1603), pour opposer au tyran « très catholique » une grande reine protestante (t. IV, p. 145-146).

Les Feux, consacrés aux martyrs protestants, aux « purs martyrs » qui sont comme l'or de la conscience huguenote, sont un chant de jeunesse, quoi qu'on en ait dit, et comme d'Aubigné le déclare formellement dans un passage. Les seules additions postérieures sont celles qui concernent la détention de Bernard Palissy à la Bastille dans le temps des Barricades (t. IV, p. 185-187) et les martyrs anglais de Rome, dont d'Aubigné n'eut connaissance qu'en 1601, à Paris (p. 181-185).

Quant aux *Fers*, tableaux de batailles et de massacres, bien que la plus grande part des sujets soit prise dans les trois premières guerres et la Saint-Barthélemy,

nous avons dit les raisons pour lesquelles, à notre sens, ils avaient dû être composés en même temps que les récits de l'*Histoire* correspondants, nous ralliant ainsi à l'opinion de MM. Lalanne et Bost. Et comme la fin du chant conduit les événements jusqu'à la mort de Henri IV, il est très possible que tout le livre ait été écrit seulement après cette date.

Au contraire, *Vengeances* est de la première époque. D'Aubigné le dit expressément, et rien, dans la matière du chant, ne s'oppose à cette déclaration. Le temps a simplement apporté quelques confirmations nouvelles à sa thèse, et qu'il a donc ajoutées, le cas de Philippe II († 1598) et celui du maréchal de Retz († 1602).

Enfin *Jugement* n'est pas seulement le dernier chant du poème, mais très vraisemblablement le dernier qu'il ait composé. Il semble avoir été fait presque tout entier après 1600, et plutôt même dans les dernières années du règne de Henri IV.

D'Aubigné exagère donc en disant qu'Henri IV avait déjà lu *tous les Tragiques* plusieurs fois, quand il n'était encore que Roi de Navarre, mais il est bien vrai que la majeure partie du poème était antérieure à son avènement. Il n'empêche que le manuscrit ne gisait pas abandonné autant que l'Imprimeur le prétend, et que d'Aubigné le reprenait souvent, même au milieu de ses travaux historiques, pour le remanier, l'enrichir et le compléter.

§ IV. — La question du Sancy.

Quand il passait de l'*Histoire* aux *Tragiques*, c'était, à peine une diversion, pas une détente en tout cas, car il y fallait prendre un ton et des sentiments plus violents. Mais il avait dans son cabinet de travail même des heures de délassement véritable avec le *Sancy* et le *Faeneste*. Le joyeux Baron, il est vrai, n'y fit sonner qu'assez tard les grelots de sa marotte. D'Aubigné ne lui donna accueil et ne raconta ses aventures qu'après l'apparition des *Tragiques* et pendant l'impression de l'*Histoire*. Mais *Sancy* lui tint plus tôt compagnie.

La Confession de Sancy n'a pas été publiée du vivant de l'auteur, par crainte du scandale sans doute. Elle n'a vu le jour qu'au XVIII^e siècle. L'érudit Le Duchat qui l'annota alors, fait cette remarque à propos d'un passage où il est spécifié que

dix-huit ans se sont écoulés depuis qu'a paru le traité de Duplessis-Mornay sur *l'Institution de l'Eucharistie* (en juillet 1598).

« Il est bien sûr que *La Confession de Sancy*, qu'on peut dire avoir été commencée aussitôt après que cet homme se fût fait catholique, sçavoir vers le printemps 1597, fut augmentée et poursuivie par l'auteur pendant plus de vingt ans : cela paraît non seulement de cet endroit-ci¹, mais aussi de ce qu'ailleurs on y cite le quatrième livre du *Baron de Faeneste*, qui constamment n'a paru qu'après l'année 1619. »

Il n'a même paru qu'en 1630.

M. Samuel Rocheblave va plus loin que Le Duchat, et croit que *La Confession de Sancy* a surtout été écrite à Genève : l'air de la cité de Calvin l'imprégnerait visiblement².

Contre cette opinion extrême qui recule la composition du *Sancy* jusqu'aux dernières années de la vie de d'Aubigné, aussi bien que contre l'opinion plus atténuée de Le Duchat, M. Pierre Villey s'est inscrit en faux, et, dans un brillant article de la *Revue d'Histoire littéraire de la France*³, il a soutenu une thèse tout opposée. Selon lui, le célèbre pamphlet aurait jailli de la verve de d'Aubigné dans un temps très circonscrit, et qu'on peut déterminer au moyen des indications chronologiques tirées des propos de Sancy ou de ses interlocuteurs, au moyen aussi des allusions continuelles aux événements, aux hommes, aux publications contemporaines. Il s'est donc attaché à préciser ce moment, ou cette courte période de la composition ; et il s'efforce de démontrer, par une argumentation savante et habile, qu'elle doit se placer au début de l'année 1599, voire même exactement au mois de mars, du moins pour la majeure partie de l'œuvre. Seuls deux chapitres feraient exception : le premier du 2^e livre relatif à la conversion d'un gentilhomme normand, *Sainte-Marie-du-Mont*, que L'Estoile mentionne à la date du 31 mars 1600⁴ ; et le huitième

1. C'est au chapitre vi de la 2^e partie : *Examen de quelques livres de ce temps*. Sancy déclare : « J'ay veu les responses que l'on a faictes au livre du Plessis. C'est grand dommage que Monsieur le Convertisseur, [du Perron] n'a eu loisir d'y travailler, comme il commança, il y a environ dix huit ans. » Ed. Réaume, t. II, p. 340.

2. Voir son étude sur *Agrippa d'Aubigné* dans la petite collection des Grands Écrivains français chez Hachette (1910) p. 167 et sq. Il est moins affirmatif dans la *Vie d'un héros* (Hachette, 1912). A Genève, dit-il, d'Aubigné « écrivait ou retouchait la venimeuse *Confession de Sancy* », p. 231.

3. Numéro de janvier-juin 1915, p. 160 et sq.

4. P. 215 du t. VII dans l'édition Brunet-Champollion.

du même livre sur les *Martyrs à la Romaine*. Ces deux-là, d'après les allusions qui y sont contenues, devraient être rapportés à la fin de 1603 ou au commencement de 1604.

Sans doute, il y a dans le reste du *Sancy* aussi des allusions à des choses postérieures à mars 1599, mais ce seraient des additions ultérieures. Sans doute encore, il y a entre le *Sancy* et le *Faeneste*, où tout le monde s'accorde à voir l'époque de la Régence de Marie de Médicis, un échange fréquent d'anecdotes et de plaisanteries ; mais cela ne prouve pas qu'ils aient été faits simultanément. D'Aubigné puisait dans le même fonds de bonnes histoires pour alimenter ses deux pamphlets, voilà tout. Il est même telle de ces histoires, comme celle de Marthe Brossier, la démoniaque, qui est racontée dans *Sancy* avec des erreurs qu'on ne retrouve pas dans le *Faeneste*¹. C'est donc que, dans l'intervalle, d'Aubigné avait été mieux renseigné.

Mais voici une objection plus sérieuse. Il y a dans *Sancy* des renvois directs au *Faeneste*, ce qui semble indiquer que celui-ci était déjà écrit. Ainsi au chapitre v de la 1^{re} partie, où le Vert-Galant est assez mal accommodé — ou trop bien : on ne prête qu'aux riches — de toute une collection d'aventures amoureuses et de scandales de jeunesse, rassemblés dans le testament d'un serviteur désabusé : « Il contoît aussi, dit Sancy, l'histoire de Marroquin, et l'aventure de Brillebault, telle qu'elle est descrite au second livre de *Faeneste*². » Ailleurs, dans le dialogue de Mathu-

1. Comparer le récit de *Sancy*, 1^{re} partie, chap. vi, *Des Miracles et voyages*, éd. Réaume, t. II, p. 271-273, avec celui beaucoup plus court du *Faeneste*, liv. II, chap. v : *De Marthe la démoniaque et autres miracles*, Réaume, t. II, p. 437. — On constate que dans *Sancy* d'Aubigné divise l'affaire de Marthe Brossier en deux, et rapporte à une autre démoniaque l'examen qui fut fait d'elle par l'évêque d'Angers, Charles Miron (fils du médecin de Henri III, Marc Miron). C'est une bévue qu'il aurait pu éviter même dès 1599, car cette année-là avait paru le *Discours véritable sur le fait de Marthe Brossier de Romorantin, prétendue démoniaque*, d'après lequel ont été écrits les comptes rendus de P. Matthieu (*Histoire de 7 années de paix du règne de Henri IV*, Paris, 1605), de Palma Cayet (*Chronologie septenaire, de 1598 à 1604*, Paris, 1607), et de de Thou dans son livre CXIII (qui n'a paru que dans l'édition de Genève de 1620, et que d'Aubigné n'avait donc pu lire avant la publication du 2^e livre de *Faeneste* 1617, contrairement à ce que croit M. Villey). Quant aux fantaisies du *Sancy* sur les diables qui possédaient Marthe, Belzebuth et Astarot, et où il voit des « traces évidentes » de versions orales inexactes, à défaut de relations écrites non encore connues de d'Aubigné, j'y verrais tout simplement pour mon compte des inventions de son imagination comique. A la fin de mars 1599, après les expériences d'Angers, Marthe Brossier vint à Paris, où sa présence fit beaucoup de bruit, passionna l'opinion publique, et mit en branle les Facultés de Médecine et de Théologie, le Parlement, la Police et le Gouvernement (cf. L'ESTOILE, t. VII, p. 182-184).

2. Réaume, t. II, p. 266. Rapprocher du *Faeneste*, liv. II, chap. xiii, *Aventure sur Brillbault et sur le mot : où est l'honneur ?* (Réaume, t. II, p. 473).

rine (folle de Cour) et de du Perron le jeune (frère de l'Évêque), qui se disputent le mérite d'avoir, par des procédés différents, converti Sainte-Marie-du-Mont, celle-ci se vante de lui avoir appris la science du monde, et notamment à « parler des couleurs selon la nouveauté et comme elles sont déduites dans ce meschant *Faeneste*¹ ». Enfin, parmi les « Martyrs à la Romaine » — les faux martyrs — il y en a un sur lequel Sancy ne s'attarde pas parce que cela ferait double emploi : « Vous avez un notable martyr en M. Saint-Baumier, duquel ce meschant *Faeneste* nous a desrobé l'histoire². »

Comment s'expliquent ces références au *Faeneste*, si le *Sancy* est antérieur ? Par des remaniements opérés dans et sur la rédaction primitive, et M. Villey présente cette hypothèse ingénieuse :

« Il suffit que le manuscrit du *Sancy* [tel que nous l'avons, s'entend, mais il n'est peut-être pas inutile de l'ajouter] ait été établi postérieurement à la publication du *Faeneste* pour que ces trois renvois s'expliquent, quelle que soit d'ailleurs la date de composition de l'œuvre. Il se pourrait fort bien que, dans une première rédaction du *Sancy*, l'histoire de Baumier ait été racontée tout au long, tout aussi bien que celle de Marocain ; que, plus tard, écrivant le *Faeneste*, d'Aubigné y ait transporté ces histoires, comme il y a transporté les histoires de Marthe Brossier et du philosophe Gervais³ ; que, revenant ensuite au *Sancy* pour établir un manuscrit destiné à l'impression, il y ait supprimé les contes qui, ayant pris place ailleurs, n'avaient plus lieu d'être conservés. Ainsi s'expliquerait l'expression, en toute autre hypothèse, assez surprenante : « duquel ce meschant *Faeneste* nous a *desrobé* l'histoire. » Elle dit le regret de l'auteur de biffer un bon conte. »

Tout l'article est déduit et conduit avec cette subtile maîtrise. J'admire trop l'érudition et la dialectique de M. Villey pour ne pas être impressionné par elles. Et cependant, oserai-je l'avouer ? Elles ne m'ont pas cette fois tout à fait convaincu. Bien que je me rapproche beaucoup plus de son opinion que de celle de M. Roche-

1. I^{er} chap. de la 2^e partie, Réaume, t. II, p. 310. Voir *Faeneste*, liv. I, chap. II, « Moyens de paresure... etc. » Réaume, t. II, p. 390-391.

2. Éd. Réaume, t. II, p. 365, chap. VIII de la 2^e partie. Voir *Faeneste*, liv. III, chap. VII : *la Procession de Baumier*. Réaume, t. II, p. 397.

3. Qui ramenait tous les débats de religion à des questions de mots, donc de grammaire. Voir Réaume, t. II, p. 324 (*Sancy*) et p. 548-549 (*Faeneste*).

blave, qui n'est pas défendable, je ne crois pas que l'on puisse limiter aussi étroitement qu'il le fait le temps de la composition du *Sancy*. Certes, ce pamphlet représente l'état d'esprit de d'Aubigné après l'Édit de Nantes, qui ne lui plaisait pas, nous le savons, et dans lequel il voyait le résultat de trahisons ou de défaillances. Mais tout ne se réduit pas à cette actualité. Même en laissant de côté pour l'instant les deux chapitres que M. Villey met à part, le reste ne forme pas un bloc compact d'une seule venue. A la lumière, ou sous le scalpel de l'Histoire, il est possible de désagréger ce bloc et d'y faire apparaître les couches successives dont il est constitué.

Je distingue d'abord *un premier ordre de faits, qui a excité la colère de d'Aubigné*, et qui tient une grande place dans le *Sancy*, ce sont les intrigues ourdies autour de la conversion du Roi en vue d'un «*appointement*» des deux Religions. Des Protestants infidèles y avaient trempé, et même six ministres. Il s'agissait d'organiser des conférences théologiques contradictoires, où les pasteurs auraient mis de la complaisance à se faire battre par les docteurs catholiques. D'Aubigné est revenu sur ce sujet dans trois chapitres de son *Histoire universelle*¹. Il y cite, pour les clouer au pilori, les noms des pasteurs qui avaient accepté de jouer un rôle dans cette comédie : Morlas, Rotan, de Serres, Cayet et de Vaux. Ils avaient des complices laïcs parmi leurs coreligionnaires : Salettes, «*gentil et subtil esprit, plus privé au cabinet qu'eux*²», le baron de Salignac (Jean de Gontaut-Biron, marié à la petite-fille du chancelier de l'Hôpital), et le frère de celle-ci, Michel Hurault de l'Hôpital, sieur du Fay ; Jean de Sponde et son frère Henri, qui deviendra évêque de Pamiers. Nous retrouverons tous ces personnages dans *la Confession de Sancy*. Déjà Rotan et Morlas, dans des discussions privées avec du Perron devant le Roi, «*donnoient lieu à cet esprit monstrueux en savoir ; si bien que cette éloquence facile et merveilleusement agréable s'estoit insinuée en la bonne grâce du Roi dès le siège de Rouen*³ ». Notons en passant le cas que d'Aubigné faisait du talent de du Perron. Mais le danger fut bien plus grave l'année

1. Chap. xxiv du liv. XIII, dans l'édition Ruble, t. VIII, p. 333-335 ; chap. xi du liv. XIV, t. IX, p. 78 et sq. ; et chap. i du livre XV, *in fine*, même tome, p. 282.

2. Éd. Ruble, t. VIII, p. 335.

3. *Ibid.*

suivante, lorsque l'abjuration fut résolue et qu'il était question de la faire précéder d'une controverse religieuse dont elle aurait été le dénouement arrêté d'avance. Ce projet, nous l'avons vu¹, n'eut pas de suite, mais il en subsista tout de même quelque chose. Et quand les Réformés furent autorisés à tenir une assemblée politique à Mantes, après l'abjuration (du 8 novembre 1593 au 23 janvier 1594)², il y eut une controverse théologique truquée, la *ruse de Mantes*, comme d'Aubigné l'appelle³. C'est Rotan qui devait en cette circonstance servir de compère à du Perron et se faire l'avocat du Diable. Il brigua donc à l'Assemblée l'honneur de soutenir ce débat. Mais le cœur lui manqua au dernier moment : « Or avoit-il promis de faire une prévarication subtile, de laquelle estant sur le poinct, il avint que quelque gloire ou quelque crainte le fit tellement chanceler qu'il aima mieux feindre une maladie. Fut mis en sa place le ministre Béraud, de Montauban⁴. » Celui-là n'était pas du complot et il se défendit bien. C'est pourquoi, après une « dispute aiguë d'une part et d'autre », les ecclésiastiques préférèrent rompre le contact.

Mais d'Aubigné ne pardonna pas aux Protestants qui avaient monté cette mauvaise pièce, et il s'acharne sur eux dans son *Sancy*. M. Villey s'étonne un peu de l'importance qu'il a ainsi donnée à des personnages de second plan, en particulier à des pasteurs dont la notoriété fut si passagère. C'est bien là le fait d'un pamphlet d'actualité, dit-il. Quelques années après, le public ne se serait plus souvenu d'eux. Peut-être, mais ce n'est pas certain. Ce n'étaient pas menus incidents auxquels ils avaient été mêlés. L'enjeu de cette affaire, nous venons de le montrer, était considérable. Il ne s'agissait de rien de moins que d'étouffer en douceur la Religion réformée après avoir étouffé la conscience royale ! Et puis ces ministres n'étaient pas si petites gens. C'étaient « les six plus huppez⁵ » du Parti. Quelques-uns d'entre eux ne sont pas encore oubliés, aujourd'hui. Le pasteur Cayet n'est autre que l'historien Palma Cayet, le fameux auteur des *Chronologies novenaire et septenaire* du règne de Henri IV. Il avait été ministre de Madame, Catherine de Bourbon ; mais elle le fit déposer comme suspect, peu après la réunion de Mantes,

1. Ci-dessus, au chap. ix, § 3, t. II, p. 78-79, et au chap. x, § 1, t. II, p. 98-99.

2. Voir mon chap. x, § 1, t. II, p. 100.

3. *Ibidem* et *Histoire universelle*, t. IX, p. 282.

4. *Histoire*, t. IX, p. 84.

5. Cf. *Sancy*, éd. Réaume, t. II, p. 332.

et il abjura effectivement, le 9 novembre 1595. Henri IV le nomma professeur de langues orientales au Collège Royal (Collège de France). Mais il avait espéré une abbaye, qui ne lui fut pas donnée, et il dut se contenter d'être pensionnaire à l'abbaye de Saint-Martin. Déchéance de ses rêves, dont d'Aubigné se moquera. Il se fit ordonner prêtre en 1600¹. Jean de Serres aussi est connu. C'est le frère d'Olivier, dont le *Théâtre d'agriculture et mesnage des champs* est une des plus jolies œuvres de ce temps. Lui-même fut historien, comme Cayet, et même historiographe de France, à partir de 1596, après le succès de ses *Commentaires* en latin.

Voilà donc les acteurs — avec les laïcs que j'ai nommés — du premier acte que d'Aubigné met en scène dans son *Sancy*, ou plutôt en plusieurs scènes, car ils y reparaissent souvent, pour être abattus derechef, comme dans un jeu de massacre où les figures se relèvent. Dès la dédicace² de sa *Confession*, que Sancy adresse par reconnaissance à son convertisseur, ils sont introduits — quelques représentants au moins de la troupe — autour de du Perron, leur chef d'orchestre : Jean de Sponde, qui avait publié en 1593 une justification de sa conversion, *Déclaration des principaux motifs qui induisirent le sr de Sponde... à s'unir à l'Église C. A. et R.*³, et qui était mort deux ans après, victime d'un sot mariage ; P. Cayet, Morlas, et un autre dont je n'ai pas parlé, mais qui est assez souvent malmené en leur compagnie, Florimond de Raymond, conseiller au Parlement de Bordeaux, redevenu catholique dès 1566, auteur d'un *Anti-Christ* (1597), où il réplique à la thèse huguenote sur l'Antéchrist romain. Et, à la fin de la dédicace, qui est comme le vestibule de l'œuvre, se dresse, en haut-relief significatif, l'évocation de la conférence de Mantes, avec ce « pauvre ministre de Montauban » (Béraud) que raille Sancy pour avoir été l'adversaire loyal de du Perron.

Pénétrons à l'intérieur : au chapitre ix de la 1^{re} partie, *Des diverses manières de pescher les hommes*, nous voyons le grand Convertisseur effectuant des pêches merveilleuses avec l'aide de Morlas, qui, une fois pris dans le filet, aide à prendre les autres. On les séduit par des promesses illusoires : « Tesmoing le pauvre de

1. Sur la conversion de Cayet, et ses « campagnes » d'Apologétique catholique, après cela, cf. J. PANNIER, *L'Église réformée de Paris sous Henri IV*, Paris, Champion, 1911, p. 52 à 66.

2. Cf. Réaume, t. II, p. 235-238.

3. Cf. HAUSER, *Sources de l'Histoire de France*, xvi^e siècle, t. IV, art. 3072.

Sponde, duquel l'appast a esté pour un autre, et qui ayant sacrifié son âme pour l'Église, a tellement esté pippé, qu'il a veu avant que mourir ses enfans aux portes, sa femme au bordeau, et sa personne à l'hospital; tesmoin le pauvre Cahier, qui a abbayé après l'Abbaye promise et n'en void que l'image¹. » Le baron de Salignac a été encore plus facile à saisir comme un poisson sur le sec, car il était à sec... d'argent. Et le Convertisseur a continué sa « pescherie par prescherie » dans les sermons de Saint-Merry, « là où il prend les grenouilles en dormant », c'est-à-dire en endormant son auditoire. L'Estoile enregistre dans son *Journal*² le succès de ces conférences de Saint-Merry qui eurent lieu tous les dimanches après Pâques de l'année 1597.

La 2^e partie du *Sancy* nous présente encore les ministres compromis dans la machination de Mantes, et tous les artisans diaboliques de la conversion du Roi, au chapitre iv (*Apologétique pour ma longue demeure entre les Hérétiques*) et au dernier chapitre (le ix^e, *Corollaire*). Les sophismes que les corrompus chuchotaient aux oreilles du Roi, ou dans d'autres favorablement prévenues, et que rapporte l'*Histoire universelle*, se retrouvent identiques au chapitre iv, relevés seulement d'une pointe plus sensible d'ironie. Qu'on en juge :

Dans l'*Histoire* : « Premièrement, que l'Église romaine estoit l'Église, et puis la plus ancienne, et de là l'Église sans queue, et de plus est l'Église de Christ en quelque manière et respect; que donc on pouvoit bien faire en elle son salut. Ils suivoient que les premiers avoyent eu tort de faire section au lieu de correction³. »

Et dans le *Sancy* : « Il [Rotan] avoit posé pour question parmy les Synodes, si l'Église Romaine n'estoit pas l'Église de Christ ἀπλῶς, pour le moins κατὰ τι, si l'on ne pouvoit pas y faire son salut. Et voilà la bresche par où le Roy et d'autres se sont rendus⁴. »

Enfin, dans le *Corollaire*, de même qu'à la fin d'une revue tous les acteurs sont rassemblés, ils défilent tous une dernière fois, les faux frères, qui se sont faits, au dire de d'Aubigné, les complices de du Perron. Mais c'est un cortège funèbre, car presque tous sont morts prématurément, payant ainsi de leur vie, après des

1. Réaume, t. II, p. 300.

2. Au t. VII de l'édition Brunet-Champollion, p. 97.

3. Éd. Ruble, t. VIII, p. 334.

4. Éd. Réaume, t. II, p. 332.

infortunes et des remords, la faute commise à la face de l'Éternel : de Vaux, en rentrant de Mantes à Milhau sa paroisse, où il annonça lui-même à ses parents et amis sa mort prochaine, dont le récit est aussi dramatique dans le *Sancy*¹ que dans l'*Histoire*² ; Morlas et de Sponde en 1595 ; Salettes, du Fay, Rotan († 28 avril 1598), Jean de Serres († 31 mai 1598) ; ces deux derniers frappés du châtimement céleste à la veille du Synode de Montpellier, où ils allaient consommer leur apostasie. Sancy ne laisse pas d'être troublé par toutes ces disparitions. Mais du Perron le rassure, et lui fait observer qu'eux d'eux, et Cayet, et le baron de Salignac sont encore de ce monde : « La raison en est facile : ceux qui sont morts ont voulu laisser vivre leur conscience et elle les a tuez³. » C'est la conclusion et la leçon sérieuse de la *Confession de Sancy*, où il y a tant de choses qui ne le sont pas.

On a remarqué le titre du chapitre iv du 2^e livre, *Apologétique pour ma longue demeure entre les Hérétiques*. Ce chapitre n'évoque pas seulement la ruse de Mantes, où Sancy n'eut pas de part. Mais il joua un rôle néfaste dans d'autres circonstances, et qu'il nous révèle ici. Nous arrivons ainsi au *second ordre de faits qui sont surtout visés dans ce pamphlet*, c'est à savoir *tout ce qui concerne l'Édit de Nantes*. D'Aubigné est persuadé que les conditions auraient pu en être meilleures si les Assemblées avaient tenu bon, et n'avaient pas sacrifié, par faiblesse ou corruption, les intérêts de la Cause. Certains estimeront, au contraire, qu'elles les avaient défendus avec obstination et âpreté, parfois même au détriment de la France, comme lors de l'occupation d'Amiens par les Espagnols, où elles résistèrent, nous l'avons vu, aux appels les plus pathétiques du Roi pour que le Parti renonçât à sa sécession et lui apportât une assistance efficace au siège et dans la reprise de cette ville, qui était la clef de voûte de la ligne de la Somme. Mais d'Aubigné, plus irréductible que les plus intransigeants, trouvait qu'on n'avait pas encore assez résisté, et il attribue pour beaucoup cette défaillance à l'or répandu par Sancy. M. Rocheblave se demande, après bien d'autres, pourquoi, parmi tant de nouveaux convertis, il l'a choisi comme tête de Turc, et quel grief personnel il pouvait avoir contre ce bon serviteur de la monarchie, toujours fidèle

1. Réaume, t. II, p. 367.

2. Éd. Ruble, t. IX, p. 282.

3. Réaume, t. II, p. 370.

en dépit de la Ligue, qui était allé sans argent recruter des Suisses à Henri III, qui les avait ralliés au panache d'Henri IV à son avènement, colonel général de ce corps d'élite, plusieurs fois chargé d'ambassades importantes en Angleterre et en Allemagne, finalement contrôleur des finances à la mort de François d'O (octobre 1594)? Et il suppose que c'est peut-être en cette qualité qu'il s'était fait de d'Aubigné un ennemi : « Est-ce lui qui, surintendant aux finances, fit rogner les pensions du huguenot¹ ? » Hypothèse invraisemblable. Il y avait beau temps que Sancy n'avait plus l'administration des finances quand les pensions de d'Aubigné furent suspendues, sous la Régence. Sa conversion ne lui avait pas servi à grand'chose, en effet. Un an après il tombait dans une demi-disgrâce. C'est en mai 1597 que L'Estoile relate dans son *Journal* l'abjuration de Sancy :

« En ce mois, Sanssi abjura la Religion, de laquelle il avoit toujours fait profession; et fust sa conversion publique et solennelle faite en la chapelle des Jésuites, en la rue Saint-Autoine, à Paris, où M. le Légat lui donna l'absolution, après avoir enduré, dudit Légat, pour pénitence de son hérésie, quelques coups de houssine. Et pource qu'il pleuroit fort (ou, selon les autres, en faisoit le semblant), le Légat dit tout haut : Voyez-vous ce pauvre gentilhomme qui pleure son erreur et a le cœur si gros qu'il ne peut parler? — Le Roy, l'ayant entendu, s'en moqua, et dit qu'il ne falloit plus à Sanssi que le turban². »

Et au mois de juin de l'année suivante, il note :

« En ce mois, le Roy mist entre les mains de M. de Rosni, qui estoit de la Religion, l'entière administration et maniement de ses finances, et en osta Sanssi, bien que converti et nouveau Catholique. En quoi, sans nous arrester aux discours de la Cour, qui sont vains pour la pluspart, nous faut regarder à Dieu, qui se rid des grands conseils et desseins des hommes, et les tourne ordinairement tout au contraire de ce qu'ils avoient projeté³. »

Malgré ce qu'insinue L'Estoile, Sancy n'avait pas à attendre grand'chose d'un changement de religion : il avait déjà tout. Il veut dire évidemment qu'il comptait

1. Ouvrage cité, *Agrippa d'Aubigné* dans la petite collection des Grands Ecrivains, chez Hachette, p. 169.

2. L'ESTOILE, t. VII, p. 95.

3. *Ibidem.*, p. 123.

là-dessus pour conserver son poste. Mettons qu'il ait fait ce calcul, Sa conversion n'avait rien de plus scandaleux que beaucoup d'autres. Pourquoi donc d'Aubigné lui en veut-il tant ? La raison est bien simple. C'est qu'il tenait les cordons de la bourse royale au moment des Assemblées qui négocièrent l'édit de Nantes, et qu'il pouvait l'ouvrir à bon escient pour arroser les récalcitrants et les rendre plus ductiles aux volontés d'en haut. C'est pour exercer plus librement, et sans éveiller les défiances des Protestants honnêtes, cette action dissolvante et démoralisante, qu'il aurait prolongé sa « demeure entre les Hérétiques », semant l'argent aux bons endroits, ailleurs les conseils opportunistes que ses agents se chargeaient d'appuyer. Il en entretenait partout, dans les provinces comme à l'Assemblée. C'est ce que d'Aubigné lui fait avouer cyniquement dans le chapitre v de la 2^e partie, qui donne vraiment la clef du *Sancy* : « Tant y a que j'ay fait du pis que j'ay peu¹. » Et ce ne sont pas là calomnies ni exagérations voulues de pamphlétaire ; la preuve que d'Aubigné y croit, c'est qu'il a répété ces accusations dans son *Histoire*². Il nous y montre Sancy achetant « par les finances » les concours dont il avait besoin, et les émissaires de la Cour opérant dans les provinces pour gagner des adhésions et attirer à Paris les ministres « qui preschoyent et sentoient le viel huguenot » ; et, une fois là, « peu se sauvoyent sans estre vaincus d'honestetez et d'utilitez ».

L'effet de toute cette campagne, savamment conduite, ce fut d'amener la grande Assemblée à rabattre de ses exigences les plus nécessaires à la vie des Églises, et à accepter un Édit qui compromettait leur avenir. D'Aubigné nous dit, dans l'*Histoire*, que cette paix religieuse « fut mieux receüe des peuples qu'on n'eust estimé ; mais surtout pour l'opinion que les plus avisez tenoyent qu'elle estoit avantageuse aux catholiques et ruineuse aux réformez³ ». Sancy ne pense pas autrement et, avec ironie, il avertit les Huguenots, avertissement évidemment rétrospectif : « Quand ce sera à vous à obtenir une loy, vous l'aurez si pauvre et avec tant de peines, que vous m'advouërez qu'il la faloit impétrer par œuvres, non par foy et fidélité⁴. » C'est dans le chapitre *De la Justification des œuvres et œu*

1. Réaume, t. II, p. 333, voir toute la page.

2. Éd. Ruble, t. VIII, p. 335 et t. IX, p. 281.

3. *Histoire universelle*, éd. Ruble, t. IX, p. 294.

4. Éd. Réaume, t. II, p. 262.

ores de superérogation, le v^e de la 1^{re} partie, où est comparé le sort des Huguenots dévoués depuis toujours avec celui des Ligueurs ralliés de la onzième heure. C'est un des plus mordants de l'opuscule. Toute l'amertume des services mal récompensés, tout le fiel de la jalousie contre les rivaux qui se font acheter leur soumission (très cher, comme en témoigne le compte établi pour l'Assemblée des-Notables de Rouen, 5 novembre 1596-19 janvier 1597) et qui sont les heureux bénéficiaires de l'avènement d'Henri IV, se déverse ici. L'ingratitude de ce prince y est mise à nu avec une rigueur qui devient pénible pour le lecteur à force de sarcasmes : ingratitude envers ses soldats, ingratitude envers ses maîtresses¹. Là se trouvent rappelées toutes ses fredaines soi-disant galantes, et l'envers, les des sous de ces fredaines qui finissent par donner la nausée. L'une d'elles, l'histoire de Marroquin, est mentionnée, nous l'avons déjà signalé, avec un renvoi au *Faeneste* pour les détails. M. Villey suppose qu'elle était d'abord racontée tout au long dans le *Sancy*, mais que d'Aubigné, l'ayant utilisée plus tard dans le *Faeneste*, l'a supprimée en faisant la révision de son premier manuscrit. Je crois plutôt qu'elle n'y avait jamais figuré, parce qu'elle y eût détonné. Elle est comique, et le tour du chapitre de *Sancy* ne l'est pas.

Pas plus que celui du v^e de la 2^e partie qui fait pendant au v^e de la 1^{re}. Il est intitulé : *Des misères des Huguenots*. Le sujet est donc le même, mais cette fois ce n'est pas seulement le procès d'Henri IV qu'institue d'Aubigné, c'est celui du Parti qui, par faiblesse, par aveuglement, divisions, s'est laissé désarmer, amoindrir, jouer. C'est dans la bouche de *Sancy* qu'il met ce réquisitoire, par lequel cet apostat se justifie de l'abandon d'une cause qui savait si mal se défendre. Tous les ressentiments de d'Aubigné contre le Roi, contre les Grands du Parti et contre les Assemblées qui auraient manqué d'énergie, éclatent ici. Et toute son injustice à l'égard de l'édit de Nantes, dont il ne veut pas voir les avantages, mais seulement le manque à gagner :

« Jugeant bien, dit *Sancy*, que celui qui a les mains liées de la crainte de

1. Notons que cette ingratitude, cette dureté de cœur sont formellement démenties par les preuves nombreuses et irréfutables que M. de Lagrèze a tirées des Archives de la Chambre des Comptes de Navarre, et qui témoignent, au contraire, de la bonté, de la générosité d'Henri IV envers ses serviteurs et ses soldats, ou leurs familles (*Henri IV, Vie privée*, Paris, Didot, p. 289 à 293).

Dieu, et le front bas du respect de son Prince, sa paix ne sera jamais paix, *sed pactio servitutis*, mais accord de servitude¹. »

Telle est la sentence que d'Aubigné rend contre l'Édit. C'est bien le fond de sa pensée. Il l'exprime dans son *Histoire* avec un peu plus de réserve, mais elle apparaît assez clairement, non seulement dans le passage que nous avons cité, mais dans les pages qui précèdent, où il rapporte et tire à lui les appréciations simplement impartiales d'un catholique modéré, Legrain (dans ses *Décades du Roy Henry le Grand*, Paris, 1614)².

A plus forte raison condamne-t-il l'*Édit vérifié*, qui n'était pas tout à fait identique à celui signé à Nantes, l'opposition du Clergé et des Parlementaires ayant imposé certains retranchements³. Sancy dit, dans le même chapitre : « Quant à l'honneur, ceux qui auront à se faire recevoir en la Cour [du Parlement] après l'Édit receu, m'en diront des nouvelles. Et cela soit secret entre nous⁴. »

Donc, au moment où il parle, l'Édit n'est pas encore vérifié au Parlement de Paris (25 février 1599), ou il vient seulement de l'être. Mais Sancy, qui est dans le secret des Dieux et des coulisses, sait ou prétend savoir que les droits théoriques, reconnus aux Protestants, d'accession à toutes les charges publiques, et même à des postes de conseillers au Parlement de Paris (six répartis dans toutes les Chambres, au lieu d'être réunis dans la Chambre spéciale de l'Édit comme le portait le texte primitif de Nantes), se heurteront dans la pratique à la mauvaise volonté du Parlement.

Les Huguenots sont donc assurés d'être réduits à la portion congrue, et, pendant que Sancy, converti par intérêt, chante un *alleluia* au Soleil levant, c'est-à-dire à la grandeur d'Henri IV, à laquelle semble conspirer toute la situation européenne (livre II, chapitre III : *Des causes qui me poussèrent à ma seconde réformation qui fut la troisieme conversion*), eux, qui n'ont pas voulu fouler aux pieds leur conscience, qui ne savent pas flatter (livre II, chapitre VII, *De l'Impudence des Huguenots*), qui n'encensent pas la « Sainte qui règne » (livre I,

1. Éd. Réaume, t. II, p. 339.

2. Cf. *Histoire universelle*, éd. Ruble, t. IX, p. 289 à 294.

3. Voir mon chapitre X, §. 2, t. II, p. 146 et 147 (avec la note 2).

4. Éd. Réaume, t. II, p. 337.

chapitre III : *De l'Intercession des Saints et des Saintes*), qui ne caressent pas « les petites images de la Cour » (*Ibidem*, c'est-à-dire les enfants de Gabrielle d'Estrées), se morfondront loin de la faveur, et apprendront avec colère peut-être, mais non sans ironie, les ascensions rapides des courtisans, les changements de fortune extraordinaires :

« La Varenne n'a commencé que cet hyver à apprendre à lire, et à mesme temps a fait la paix d'Espagne¹. » (2 mai 1598.)

C'était un ancien cuisinier de Madame. Comment ne pas croire après cela à *la Transubstantiation*? (livre I, chapitre x). Dieu a-t-il moins de puissance que le Roi pour transformer la nature des choses et des gens?

Voilà donc deux groupes de chapitres : sur la « ruse de Mantes » d'une part, sur l'Édit de Nantes d'autre part et la situation faite aux Protestants, qu'on peut considérer comme du même temps et de la même venue. Car les suites de Mantes pour les coupables, c'est-à-dire les morts prématurées, s'échelonnent de 1595 à 1598. Et les conséquences de leur trahison continuèrent à se faire sentir, selon d'Aubigné, à la Grande Assemblée. Ainsi ces chapitres, dans leur ensemble, doivent ou peuvent être à peu près de l'époque que suppose M. Villey, mais rien n'autorise à limiter à un mois, ou à quelques mois, le champ, la durée de leur composition. Parce que le troisième du premier Livre s'en prend à « la Sainte qui règne » et plaisante « les petites images de la Cour », les enfants naturels du Roi, nous sera-t-il interdit de dépasser la date du 10 avril 1599, où Gabrielle d'Estrées mourut subitement? Pour ce chapitre sans doute, mais pour les autres? Rien ne prouve qu'elle continue à y régner. Elle a certainement disparu au moment où est écrit le III^e chapitre de la 2^e partie : *Des Causes qui me poussèrent à ma seconde réformation qui fut la troisieme conversion*. Celui-là nous conduit jusqu'à Marie de Médicis, sans parler d'elle d'ailleurs, mais il y est question de la guerre de Savoie (1600) et de l'acquisition de la Bresse (par le traité de Paris du 17 janvier 1601).

Et si nous sortons de ces deux séries de chapitres pour examiner les autres, qui feraient aussi partie, selon M. Villey, de la masse primitive, le 1^{er} du I^{er} livre

1. Réaume, t. II, p. 255.

ne nous apparaitra-t-il pas comme pouvant être antérieur à tout le reste, s'il est infiniment probable que cette dérision *De l'autorité de l'Église et de son chef*, devant laquelle s'inclinent et s'humilient les souverains, a été inspirée à d'Aubigné par les cérémonies de l'absolution d'Henri IV à Rome (17 septembre 1595)? Le iv^e de la 1^{re} partie (*Du Purgatoire*) a peut-être suivi d'assez près. Le Purgatoire c'est le *Tiers Parti*, qui nous en offre une image terrestre. Assimilation plaisante. D'Aubigné n'a jamais cru au danger du Tiers-Parti¹. Les derniers fidèles du comte de Soissons, qui lui composent une petite cour transie à Nogent-le-Roi, y sèchent de jalousie dans l'attente et l'éloignement du paradis de la vraie Cour. Le chapitre est très dur pour ce prince que d'Aubigné accuse de lâcheté. Il a « tourné le cul à la mangeoire à Coutras », il « s'est mutiné à toutes les apparences de bataille », allusion à son évasion du siège de Rouen (1592) pour essayer d'aller brusquer son mariage avec Catherine de Bourbon en Béarn, à son lâchage de l'armée à la veille du combat de Fontaine-Française (5 juin 1595). Mais d'Aubigné ne tient pas compte des circonstances atténuantes, de son amour pour la Princesse et de son dépit de se la voir refuser. Et, comme le Comte ne vint pas non plus au siège d'Amiens, malgré l'invitation pressante du Roi, il n'est sans doute pas fâché de montrer, après les attaques dont le Parti protestant a été l'objet pour sa demi-abstention à ce siège², qu'un bon catholique comme Soissons n'a pas été moins défaillant, et que chez lui c'était une habitude. Si c'est l'intention du chapitre, il est permis de croire qu'il n'a pas été écrit longtemps après le siège.

En revanche, le ii^e du second livre sur *la Réunion des Religions* serait plutôt tardif. Il peut, certes, s'appliquer à la conférence truquée de Mantes, rappelée d'un mot au début; mais il est vraisemblable qu'il vise encore et davantage un projet de réunion qui fut plus sérieux, et qui est très postérieur. Nous aurons occasion d'en reparler, car d'Aubigné, lors d'un séjour à Paris, à la fin de 1607 et au début de 1608 — motivé peut-être par cette affaire même — interviendra au milieu de toutes ces combinaisons louches pour les faire échouer³. Ici il ne précise pas les circonstances, et ne traite que le fond de la question — comiquement d'ailleurs —

1. Cf. *Histoire universelle*, t. VIII, p. 331 et sq. *Du Tiers-Parti et changement du Roi*.

2. Cf. *Histoire universelle*, t. IX, p. 283 et sq.

3. Voir mon chapitre XII, § 4, t. II, p. 337 à 347.

en exposant d'une façon fantaisiste les bases sur lesquelles aurait pu se faire l'entente : par un compromis, où le souci du bien-être et de l'agrément de tous aurait dicté les concessions réciproques : « C'eust esté une brave religion, qui eust rejeté les incommoditez des deux », les jeûnes et le carême catholiques, comme la nudité du culte protestant, et la médiocrité de vie des pasteurs. On les eût vus désormais se prélasser en carrosse comme des évêques et mener des équipages de chaise. La charité chrétienne ne commande-t-elle pas quelque souplesse et complaisance pour ramener les égarés au bercail ? L'Église catholique n'a pas procédé autrement à l'égard des païens. Toutes ses fêtes ne sont que des fêtes païennes transformées et rebaptisées. Il y a là une part de vérité, mais bientôt noyée dans des fictions plaisantes : les rapports de Saint-Foutin, un joyeux saint, avec le Priape antique, les paradoxes du grammairien-philosophe de Magné, M^e Gervais¹, le libéralisme du curé des Eschillais (bourg de Saintonge) qui célébrait les cérémonies à la mode romaine ou à la mode huguenote, selon les préférences de ses ouailles².

Chapitre de *théologie bouffonne*, comme l'on voit. Il fait partie d'une *série nouvelle*, c'est-à-dire que je mettrai à part, où la satire religieuse, quoique souvent mêlée de politique, n'est pas d'une actualité assez déterminée pour qu'on puisse assigner une date à la composition. Je classerais dans cette catégorie, au premier livre d'abord, les chapitres II, VI, VII et VIII. Le second (*Des traditions*) se moque de la légende dorée (des Saints) ajoutée à l'Écriture Sainte. On y trouverait de quoi autoriser ou excuser toutes les faiblesses humaines. D'Aubigné est particulièrement irrévérencieux pour la mémoire de saint François d'Assise. Les couvents franciscains avaient-ils une réputation plus mauvaise que les autres au xvi^e siècle ? A l'en croire, ils auraient eu bien besoin de la Bulle d'indulgence — en faveur de la sodomie — que le cardinal de Sourdis avait soi-disant rapportée de Rome à son retour du Grand Jubilé (de 1600). Voilà une allusion qui nous mène plus loin que le terme fixé par M. Villey. — Le sixième (*Des miracles et voyages*) est celui qui contient l'histoire de Marthe Brossier. Fausses démoniaques comme elle, qu'on promène de ville en ville, le surnaturel ambulant, ou lieux de pèlerinage comme

1. Cf. ci-dessus, p. 248, note 3.

2. Son histoire est aussi racontée dans *Faeneste*, au livre IV, éd. Réaume, t. II, p. 588.

N.-D.-des Ardilliers¹ (près de Saumur), le surnaturel à domicile fixe, autant de supercheries pour exploiter la crédulité des bonnes gens. Mais moyens très légitimes, selon Sancy, *ad pias fraudes*. Il faut seulement apporter à leur emploi quelque prudence. Il est question, au commencement du chapitre, de Fervacques « de bonne mémoire ». Formule funèbre. Donc il est mort. Or il mourut en 1613. M. Villey estime que c'est là une addition ultérieure ? C'est possible. — Le septième (*Des reliques et dévotion du feu Roi*) étale le scandale des mœurs de Henri III, mélange malsain de bigoterie et de débauche. Toutes ces histoires, vraies ou fausses, sont du rétrospectif au moment où d'Aubigné écrit le *Sancy*. Mais deux indications, que relève M. Villey, permettent de situer approximativement la composition de ce chapitre ; l'une est un pronostic sur la rentrée probable du duc de Joyeuse au couvent, « là où l'on dit qu'il retournera quelque jour² ». C'est très vraisemblablement une « apophétie » et cette seconde retraite de Joyeuse, qui fit sensation, doit être alors un fait accompli. Henri de Joyeuse, le frère d'Anne, qui fut tué à Coutras, prit le froc des Capucins à la suite de ce deuil et de la mort de sa femme. Il le quitta en 1592, avec l'autorisation du Pape, pour se mettre à la tête des Ligueurs du Languedoc. Henri IV le nomma gouverneur de cette province quand il fit sa soumission. Mais, le 8 mars 1599, il dit de nouveau adieu au monde et rede-vint frère Ange³. La seconde indication est peut-être un peu plus précise : « On a ouï parler comment le feu du ciel embrasa, *il y a environ vingt ans*, les Cordeliers de Paris⁴. » Le feu sur Sodome ; il se passait, disait-on, d'étranges choses chez les Cordeliers. L'Estoile relate cet incendie à la date du 19 novembre 1580⁵. Sancy est donc censé parler *environ* vers 1600. Le huitième (*Des vœux*) est de la même inspiration que le précédent. C'est une dérision de la vie monastique et des prétendues mortifications des Religieux. C'est le thème de la conversation et de la discussion entre deux solides convives de Sancy : maître Maurice Poncet, curé de Saint-Pierre-des-Arcis, à Paris, souvent nommé dans le *Journal de L'Estoile* pour

1. Voir une pièce épigrammatique sur les miracles des Ardilliers, Réaume, t. IV, p. 372 (la xxxviii^e).

2. Réaume, t. II, p. 284.

3. Cf. L'ESTOILE, éd. Brunet-Champollion, t. VII, p. 180.

4. Éd. Réaume, t. II, p. 284-285.

5. Cf. L'ESTOILE, t. I, p. 373. Voir aussi l'*Histoire universelle*, t. V, p. 350.

ses propos d'une rude franchise, et un autre « diseur de vérités » aux plus grands, huguenot celui-là, Renardièrre de Bretagne¹. Leur contestation est semée d'anecdotes et de souvenirs... qui sont parfois posthumes pour maître Poncet. Il était mort, en effet, le 23 novembre 1586², ce qui ne l'empêche pas de parler de la procession que firent les Capucins, de Paris à Chartres, après les Barricades (mai 1588), pour amadouer Henri III. Là, frère Ange « portait une croix qui pesoit comme tous les Diables » et se faisait fouetter par ses compagnons pour simuler la Passion³. A la fin du chapitre, quand le curé s'est retiré furieux en claquant la porte, Renardièrre raconte à Sancy une dernière histoire croustillante sur l'abbesse de Saintes (Françoise de La Rochefoucauld, † 1607), qui s'entendait trop bien avec son évêque (Nicolas Cornu, † 1617). Fervacques lui rend visite et la trouve, en effet, très accueillante. Or, il a été présenté à l'Abbesse sous le titre « Monsieur le nouveau Duc et Pair ». Il ne le devint qu'en décembre 1611 et l'Abbesse était morte en 1607. On voit quelles fantaisies et incohérences chronologiques renferme ce chapitre, qui paraît d'ailleurs écrit longtemps après la discussion rapportée — ce qui expliquerait les confusions de temps. Dans une sorte de parenthèse sur Renardièrre, Sancy parle, en effet, d'Henri IV comme étant défunt. « Et pour ce que tout le monde n'a pas connu Renardièrre, c'estoit un diseur de vérités au *feu Roy*, qui, désirant être desfrayé parmi ses Mareschaux de camp, leur dit un jour..., etc.⁴ ». Anecdote racontée avec plus et d'autres détails sur Renardièrre dans *Faeneste*⁵, et de façon à ce qu'il ne subsiste pas de doute que c'est bien d'Henri IV qu'il s'agit ici.

Au second livre, nous avons à citer deux chapitres de polémique religieuse générale, le sixième et le huitième. Le vi^e (*Examen de quelques livres de ce temps*) est un de ceux qui ont été étudiés le plus minutieusement par M. Villey pour la confirmation de sa thèse. Sancy y exhibe son érudition neuve en matière théologique, et d'Aubigné passe ainsi en revue, pour les critiquer, la plupart des ouvrages d'apologétique catholique qui étaient alors à la mode, entre autres les

1. Dont il est parlé aussi dans *Faeneste*. Cf. Réaume, t. II, p. 586-587.

2. Cf. *Journal de L'Estoile*, t. II, p. 360.

3. Cf. *Histoire universelle*, t. VII, p. 218. La procession était partie de Paris le 17 mai. Cf. L'ESTOILE, t. III, p. 152.

4. Cf. Réaume, t. II, p. 291.

5. Cf. Réaume, t. II, p. 586-587.

répliques au traité de Duplessis-Mornay sur l'*Institution de l'Eucharistie* (juillet 1598), et les défenses de l'ordre des Jésuites contre la condamnation et l'arrêté d'expulsion qui les avait frappés (en décembre 1594). Il raille le style fleuri du Père Richeome¹ (dans *la Vérité défendue*, 1595, et dans les *Trois discours sur les miracles, les saints et les images*, 1597) et se moque en particulier de ses comparaisons belliqueuses d'arguments soi-disant invincibles avec des bataillons solidement armés. De loin cela fait peut-être de l'effet, mais de près ce ne sont que des « croquants recouverts de morions dorés ». On retrouve les mêmes plaisanteries sur ce « style jésuite » dans une lettre de d'Aubigné à l'évêque de Maillezais². Les autres livres « examinés » sont également antérieurs à 1599, du moins ceux que j'ai pu contrôler, et nous sommes donc en deçà du terme marqué par M. Villey. Mais il y a le début du chapitre qui est tout de même un peu gênant pour la thèse :

« J'ay veu, dit Sancy, les responses que l'on a faites au livre du Plessis. C'est grand dommage que Monsieur le Convertisseur n'a eu loisir d'y travailler, comme il y commença *il y a environ dix-huict ans* ; mais lors il avoit sur les bras tant d'affaires d'Estat, tant d'autorité à soustenir, une si grande famille à conduire, qu'il n'a encore rien paru de lui³. »

Dix-huit ans *environ* depuis l'apparition du traité de l'Eucharistie, cela nous mène à 1616 ou 1617. Or, précisément en 1617, Coeffeteau publiait à Évreux « l'Examen du livre du sieur du Plessis contre la messe, *composé il y a environ dix-huit ans* par Messire J. Davy... maintenant Cardinal du Perron ». Le rapprochement du titre et du texte de Sancy ne permet guère de douter qu'au moment où il écrivait ce passage, d'Aubigné connaissait la publication de Coeffeteau. Passage évidemment ajouté après coup, dit M. Villey. Je le crois volontiers, sans en être tout à fait sûr.

Enfin le huitième et dernier chapitre (*Des Martyrs à la romaine*) est un des deux que M. Villey a séparés de l'ensemble comme appartenant à une autre époque, postérieure. C'est une réplique au *Martyrologe de Crespin*, le martyrologe comique

1. Il l'a raillé aussi en vers, cf. Réaume, t. IV, p. 373, la *xxxix^e* des *Pièces épigrammatiques*.

2. Cf. Réaume, t. I, p. 405, la *xiv^e* des *Lettres de piété ou de théologie*.

3. Réaume, t. II, p. 340.

après le tragique, car il n'y a là que de faux martyrs, morts non pour la religion, mais pour des crimes publics, et que seul le fanatisme a pu transformer en héros : régicides, comme frères Jacques Clément († 1589) ou Pierre Châtel († 1594); conspirateurs comme Guise († 1588), Biron († 1602) ou les catholiques anglais; ou simples assassins, comme les massacreurs de la Saint-Barthélemy et les noyeurs du Pont-aux-Meuniers, qui s'écroula dans la suite avec toutes les maisons qu'il portait, — le doigt de Dieu! (22 décembre 1596)¹. N'a-t-on pas eu l'audace de faire de Charles IX une victime des Protestants (Oraison funèbre de Sorbin de Sainte-Foy, 12 juillet 1574), et de décerner la palme aussi à Marie Stuart : « Malheureuse religion, disait un hérétique à Sancy, qui n'a point de Martyre ni plus chaste que celle-là, ni plus pure qu'une parricide². » Il est vrai que Sancy, pour grossir la liste, y ajoute tous ceux qui sont tombés en combattant les Protestants dans les guerres de Religion. Et ce seraient peut-être les plus authentiques. Mais encore ne remplissent-ils pas les conditions du martyre véritable, le sacrifice volontaire pour la foi seule, le libre choix de la vie et de la mort. D'Aubigné exclut également les Catholiques anglais, « les prêtres de séminaire » élevés dans les collèges jésuites de Reims ou de Rome, et qui allèrent soulever l'Irlande contre Élisabeth (1579 à 1582), ou préparer la Conspiration des poudres contre Jacques I^{er} (septembre 1605). Complots politiques, juge-t-il. Il ne veut pas reconnaître que les Catholiques anglais persécutés étaient dans la même situation que les Réformés en France, et comme eux en état de légitime défense. Il y a là un parti pris trop manifeste.

M. Villey recule la composition de ce chapitre jusqu'à la fin de 1603 ou au début de 1604, parce que plusieurs des morts de ces prétendus martyrs avoisinent cette date. Mais pourquoi s'arrêter à ce terme, alors que le Père Garnet est nommé, qui était le chef secret du clergé papiste en Angleterre au moment de la Conspiration des poudres, et qui fut exécuté en 1606 ?

Tous ces chapitres de controverse religieuse, qui sapent par le ridicule les institutions et les coutumes, les croyances et les superstitions catholiques, sem-

1. Cf. *Journal de L'Estoile*, t. VII, p. 77-78.

2. Éd. Réaume, t. II, p. 361. D'Aubigné a dit la même chose en vers d'une façon plus crue, cf. Réaume, t. IV, p. 36.

blent donc s'échelonner pour leur composition sur un espace de temps sensiblement plus long que ne l'admet M. Villey, peut-être sur plusieurs années. La satire y est beaucoup moins âpre que dans les chapitres relatifs à la « ruse de Mantes » ou à l'Édit de Nantes. D'Aubigné plaisante plus qu'il ne s'irrite. Ce sont ses *Γελοία* au même titre que le *Faeneste*, ses divertissements, qu'il composait au fur et à mesure de ses loisirs, et quand il éprouvait le besoin de se détendre de son labeur sérieux ¹.

Quant au *chapitre sur la conversion de Sainte-Marie-du-Mont* (le 1^{er} du second livre) il ne tranche pas autant sur le reste que M. Villey veut bien le dire. C'est toujours de la théologie burlesque. La farce est seulement plus chargée. Puis il s'agit d'un cas particulier, et non d'un thème général. Du Perron le jeune, le frère de l'évêque, son assistant dans toutes les conférences religieuses, le portefolio qui fournissait à point nommé les citations, discute avec Mathurine, folle de Cour, sur leur part et leur mérite respectifs dans la conversion de Sainte-Marie, qui est un fait accompli, et dans celle d'un de ses compagnons, Vignolles, qui est en train de s'effectuer. Du Perron rencontre précisément Mathurine à la porte de Vignolles (ou de Mme de Montluc ² — c'est tout un — qu'il allait bientôt épouser en 1604), et c'est l'occasion d'une prise de bees bien conditionnée entre le compère et la commère, où les injures alternent avec les raisons, sans rancune d'ailleurs, car tous deux rient des sophismes qu'ils servent à leurs prosélytes, « leurs pores d'élite » comme dit Mathurine.

Or ces prosélytes intéressaient, ou avaient intéressé tout spécialement d'Aubigné. Nous verrons, en effet ³, qu'il tint tête à du Perron (l'évêque) dans un débat public, qui eut lieu quinze jours après la fameuse Conférence de Fontainebleau (4 mai 1600) où Duplessis-Mornay s'était laissé trop facilement vaincre. L'enjeu

1. Cf. la *Préface* aux deux premiers livres du *Faeneste* (1617). « Un esprit lassé de discours graves et tragiques s'est voulu récréer à la description de ce siècle... » (Réaume, t. II, p. 379). Les discours graves ce sont ceux de l'*Histoire* et les tragiques ceux du poème. D'autre part, dans la *Préface* à l'édition complète du *Faeneste* en 1630, l'Imprimeur en présentant le 4^e livre (nouveau) dira qu'il l'avait dérobé à l'auteur, qui l'avait condamné au feu, et il ajoutera : « J'espère mettre la main sur quelques autres livres qu'il nomme τὰ γελοία, de plus haut goust que ceux-cy ; si j'en puis venir à bout, j'en ferai part au public. » (Réaume, t. II, p. 377.) D'Aubigné mourra avant d'avoir laissé échapper le *Sancy*.

2. La veuve de Charles de Montluc, petit-fils du Maréchal.

3. Cf. mon chapitre XII, § 1, t. II, p. 280 à 287.

de ce débat, c'était la conversion de dix jeunes gentilshommes, sur lesquels du Perron avait mis la main, et dont la foi huguenote chancelait. Parmi eux précisément Sainte-Marie-du-Mont et Vignolles. D'Aubigné connaissait ce dernier depuis son enfance. Il l'avait eu sous ses ordres comme page, en qualité de Premier Écuyer¹. Dans une lettre à un coreligionnaire il prétend les avoir raffermis au moins pour quatre ans « au bout desquelz Sainte-Marie, Vignoles et Loménie se laissèrent aller pour divers interestz² ».

Nous sommes donc au moment où ils « se laissent aller ». Et, en effet, M. Willey date ce chapitre environ de l'automne 1603, d'après certaines allusions qu'il contient aux faits et aux personnages du temps³, ce qui correspond à peu près au délai indiqué par d'Aubigné. Vignolles, dont l'instruction se fait chez Mme de Montluc, est sur le point de céder⁴. Mais Sainte-Marie ? Depuis combien de temps est-il converti ? Nous devons supposer que c'est tout récent. Or c'est de l'histoire ancienne, et le chapitre, en ce qui le concerne, serait d'une actualité un peu... défraîchie. L'Estoile, en effet, relate dans son *Journal* l'abjuration de Sainte-Marie à la date du 31 mars 1600 :

« Le dernier jour dudit mois, qui estoit le Vendredi oré, ung seigneur signalé de Normandie, qu'on appelloit Sainte-Marie-du-Mont, aiant abjuré la Religion prétendue, de laquelle il avoit toujours fait ouverte et signalée profession, et s'estant

1. Cf. *Mémoires*, éd. Réaume, t. I, p. 94.

2. Éd. Réaume, t. I, p. 382. Il y a deux lettres à M. de Montausier sur la controverse avec du Perron, la 2^e étant une réponse à une demande de renseignements complémentaires. *Ibid.*, p. 373 à 386.

3. Procès Biron de 1602, et conflit qui s'en suivit entre Henri IV et le duc de Bouillon. — Nous sommes d'ailleurs sous le règne de la « marquise » (de Verneuil) qui a succédé à Gabrielle d'Estrées, et qui demeure maîtresse en titre malgré le mariage du Roi. Marie de Médicis est mise en scène également avec la marquise de Guercheville, sa dame d'honneur, que L'Estoile nomme parmi celles qui assistèrent aux noces à Lyon (7 décembre 1600, cf. t. VII, p. 218-249). — M. Willey a, en outre, découvert un rapprochement très intéressant entre un passage du chapitre sur le converti Duret (Réaume, t. II, p. 315-316) et le *Pasquil des Comédiens*, qui courut à Paris à la fin de septembre 1603 (cf. L'ESTOILE, t. VIII, p. 104) et dont Duret, d'après ce passage de *Sancy*, serait l'auteur.

4. Il n'eut d'ailleurs pas à s'en repentir. Ce Bertrand de Vignolles de la Hyre, seigneur de Coulonges, eut une belle fortune militaire. Il devint maréchal dans l'armée du Roi (maréchal de camp, grade équivalent à celui de général de brigade) et il était très en faveur. Nous le retrouverons plus tard. C'est lui qui sera chargé de s'entremettre dans la querelle de d'Épernon et des Rochellois en 1616-1617 (voir mon chapitre xiii, § 2, t. III, p. 41-42). Lui aussi qui, après ce conflit où d'Aubigné avait été mêlé, viendra inspecter ses places pour faire un rapport à la Cour sur leur force (cf. même chapitre, § 3, p. 55). Vignolles a laissé des *Mémoires* sur la guerre protestante de 1621-1622, qui suivit la réunion du Béarn à la Couronne de France.

fait Catholique, pour ung témoignage public de sa conversion et pour pénitence et détestation de son hérésie (ainsi que il disoit), s'en alloit se fouettant par toutes les rues et églises de Paris : ce que les uns admiroient, les autres le louoient, et beaucoup s'en moquoient¹. »

M. Villey s'étonne un peu que d'Aubigné ait attendu si longtemps pour s'en moquer à son tour dans le *Sancy*. Remarquons que si la date de L'Estoile est exacte, Sainte-Marie aurait déserté avant même la conférence de Fontainebleau, et d'Aubigné n'aurait pas eu à disputer cette âme, quinze jours après, au grand Convertisseur, bien loin qu'elle ait tenu bon encore pendant quatre ans. Qui se trompe, de L'Estoile ou de lui ? J'admets qu'à distance — ses deux lettres à de M. de Montausier sur sa dispute avec du Perron paraissent assez tardives — il ait pu commettre une erreur sur la durée de la résistance de Sainte-Marie-du-Mont. Mais que, pour un événement aussi important dans sa vie que cette dispute publique, ses souvenirs se soient brouillés au point d'avoir confondu les personnes, et mis Sainte-Marie sur le banc des néophytes de du Perron, dont la conversion était encore en suspens, si elle était déjà réalisée, voilà ce qui n'est guère vraisemblable. Et c'est peut-être le cas de se rappeler que le *Journal de Henri IV* dans L'Estoile, n'est pas un diaire rédigé au jour le jour, sauf pour les dernières années du règne². Lui aussi peut donc avoir fait une erreur de date, et alors le chapitre de *Sancy* reprendrait sa pleine actualité.

Quel que soit le moment de la conversion de Sainte-Marie, j'aime à croire qu'il s'était laissé convaincre par des arguments plus sérieux que ceux de l'Apologétique de mascarade, dont le dialogue de du Perron et de Mathurine nous offre des spécimens : paradoxes énormes, démonstration par l'absurde ou par simples jeux de mots, c'est le fond de la « Mathéologie » (de μάταιος, vain) du jeune du Perron, si ce n'est pas toute « la Troulogie » de Mathurine, qui ajoute à cette dialectique foraine des artifices propres à son sexe.

Mais il y a un passage d'un ton différent, plus nuancé, et qui semble un morceau rapporté plus tard. Il y est question du maréchal d'Ancre, Concini, qui n'ob-

1. *Journal de L'Estoile*, édition Brunet-Champollion, t. VII, p. 215. A la page 224 il donne une autre date, 11 avril. Sainte-Marie mourra en nov. 1607, cf. *L'Estoile*, t. IX, p. 30.

2. Cf. HAUSER, *Sources de l'Histoire de France*, xvi^e siècle, t. IV, article 2585.

tint ce titre qu'en 1613. M. Villey a relevé ce détail, mais n'y voit qu'une addition isolée. Pourquoi aurait-elle été plaquée là, où elle ferait disparate au milieu d'une autre époque ? Mais en réalité il n'y a pas disparate. Le nom ou la personne de Concini apparaît à la fin d'un long développement¹ qui nous peint les mœurs de la Régence, et qui, je le répète, est traité plus délicatement que le reste. Du Perron et Mathurine viennent d'échanger des aménités, c'est-à-dire des injures et des obscénités, quand soudain chacun expose sa méthode et ses thèmes d'instruction, plus profane que religieuse. Du Perron apprend à ses disciples la science du monde, de la courtisanerie, de la politique ; Mathurine l'art de suivre la mode dans le costume, « les contenance », le beau langage, qui a déjà les affectations de la préciosité. Et ce qui achève de dater le morceau, c'est un renvoi au *Faeneste*, qui n'est pas non plus une glose ajoutée : « Et là dessus, dit Mathurine, parler des couleurs selon la nouveauté et comme elles sont déduites dans ce meschant *Faeneste*². »

Quant au *Faeneste*, nous ne nous y arrêterons pas pour le moment. Il n'a été composé que dans les dernières années du séjour de d'Aubigné en France, de 1617 à 1619 — j'entends les 3 premières parties, la 4^e est de l'époque genevoise. Et la genèse de l'œuvre se rattache à des événements de la région saintongeaise, dont nous aurons à parler. Ce que nous avons à dire sur le *Faeneste* trouvera donc naturellement sa place à cet endroit³.

1. Il commence au haut de la page 309 dans l'édition Réaume, t. II : « Perron. Penses-tu que je ne lui aye rien appris que cela ?... » et va jusqu'à la reprise de l'altercation (p. 311) : « Allez, morbieu, vous estes une maquerelle pour tout potage... »

2. Ed. Réaume, t. II, p. 310. Voir dans *Faeneste* le chapitre II du premier livre : *Moyens de parestre, deffense des bolles et des roses, pennaches et perruques* » (t. II, p. 386 et sq.) où le beau langage avec ses exclamations et ses exagérations affectées n'est pas non plus oublié.

3. Cf. mon chapitre XIII, § 2, p. 49 à 52 du 3^e volume.

CHAPITE XII

DE L'ÉDIT DE NANTES A LA MORT D'HENRI IV (1598-1610).

§ 1. — Les voyages de d'Aubigné à Paris, en 1600 et 1601. — La visite du Duc de Savoie à la Cour de France. — D'Aubigné controversiste : la revanche de la Conférence de Fontainebleau (mai 1600). — La lettre à Madame sur la douceur des afflictions.

D'Aubigné est devenu un provincial. Mais si tout le retient maintenant en Poitou, le gouvernement de sa place et de sa famille, ses intérêts et ses travaux, sans compter ses griefs contre le Roi et son dépit de le savoir entouré d'une cour nouvelle, il lui arrivait cependant, par intervalles, de reparaitre dans ce milieu parisien, appelé par quelque affaire ou simplement par le besoin irrésistible de se retrouver auprès du Prince, qu'il pouvait bien blâmer, mais qu'il ne pouvait pas cesser d'aimer. Et les souvenirs du passé, bons ou mauvais, étaient remués entre eux comme les tisons d'un foyer mal éteint ; la flamme de l'affection jaillissait encore, toute leur jeunesse leur remontait aux lèvres et au cœur, la gaieté revenait, et les anecdotes piquantes, et les plaisanteries risquées. D'Aubigné avait un moment l'illusion que rien n'était changé entre le Maître et lui, qu'il avait repris sa charge d'écuyer ordinaire, que la vie d'autrefois recommençait. Il se mêlait de nouveau aux divertissements de cour, au commerce agréable des gens du monde, il faisait briller les grâces et les

pointes de son esprit. Griserie passagère... Bientôt une ombre passait sur cette joie et détruisait le charme : un incident de conversation, quelques regards hostiles, un froissement d'amour-propre, une morsure de jalousie devant les favoris du jour, tout cela le ramenait à la réalité. Peu de visages amis maintenant parmi les courtisans ; il sentait chez la plupart plus de curiosité que de sympathie à l'égard de ce revenant qui représentait un état d'esprit démodé, une fidélité désuète à des convictions devenues impolitiques. Les sceptiques auraient volontiers souri de sa constance, si sa valeur trop connue ne leur en avait imposé. Quant aux autres, les catholiques zélés, ils le regardaient un peu comme un suppôt de Satan. Et cette fois c'est lui qui avait envie de sourire... mais mélancoliquement. Car, de ces catholiques, le Roi était le prisonnier, corps et âme. Trop de choses désormais le séparaient de lui, et trop de gens. Après les premières satisfactions et effusions de la rencontre, leurs propos, par une pente inévitable, tombaient précisément sur les sujets qui les divisaient, soit que quelque circonstance les y invitât, soit qu'ils cédassent tous deux à une obsession intérieure : le Prince à une sorte de remords persistant et au désir de se justifier, d'Aubigné à la nécessité de sa nature et à l'obligation de sa conscience, qui lui commandaient également de renouveler des reproches pourtant inutiles. Sur ce terrain les mots pénibles étaient difficiles à éviter, l'un parlait le langage de la raison d'État, l'autre prétendait faire entendre la voix de Dieu ; les sentiments s'opposaient comme les arguments, le désaccord s'affirmait toujours aussi grand, et l'heure venait où, pour ne pas l'aggraver encore, il valait mieux en rester là, se quitter et reprendre chacun sa route différente. D'Aubigné s'en retournait dans le Poitou, se disant qu'il n'avait plus rien à faire auprès du Maître, heureux tout de même de l'avoir revu, et sentant bien au fond de lui-même qu'il reviendrait.

Il a fait, en effet, plusieurs séjours à Paris entre l'Édit de Nantes et la mort d'Henri IV. Ceux qui peuvent être déterminés d'une façon exacte, par ses indications précises ou divers indices, je les raconterai dans ce chapitre ; mais il est possible qu'il y ait fait des voyages plus rapides dont je n'ai pas relevé la trace. C'est même probable.

Nous le trouvons auprès d'Henri IV, à deux reprises au cours de l'année 1600 : lors de la visite du Duc de Savoie, et quelque temps après, au lendemain de la fa-

meuse conférence théologique de Fontainebleau (4 mai 1600), où du Plessis-Mornay avait fait une piètre figure en face de l'évêque d'Évreux, le futur cardinal du Perron ¹.

Charles-Emmanuel I^{er}, Duc de Savoie ², était en conflit avec la Maison de France, depuis 1588, ayant profité des troubles du royaume pour s'emparer du marquisat de Saluces, terre française au delà des monts. Henri III, mortellement offensé, avait digéré cet affront à cause des divisions religieuses de ses sujets. Le nouveau Roi, en attendant d'être plus solidement établi sur le trône, s'était borné à maintenir la protestation et les droits de la Couronne. A la paix de Vervins (2 mai 1598) on décida de recourir à l'arbitrage du Pape Clément VIII. Mais la Papauté se déroba, ne tenant pas à se mêler au différend. Alors le Duc de Savoie résolut de venir plaider lui-même sa cause à Paris, et surtout y intriguer pour chercher des appuis à ses prétentions. Il arriva à Fontainebleau, où se trouvait la Cour, le 17 décembre 1599, et la suivit à Paris le 21. Son séjour devait se prolonger jusqu'au premier mars 1600 ³.

D'Aubigné en fut le témoin, et il nous en a laissé un récit fort intéressant, non pas seulement des dehors brillants de la réception, sur lesquels nous renseigne L'Estoile ⁴, mais encore des particularités secrètes, et du jeu mené habilement par les deux adversaires — avec trop peu de scrupules vraiment chez le Duc — pour tâcher de gagner la partie diplomatique engagée.

Les honneurs et divertissements offerts au Prince étaient pour Henri IV des obligations d'hospitalité, mais d'Aubigné y démêle encore avec raison l'arrière-pensée d'éblouir et d'étonner son hôte par le spectacle de sa grandeur, afin de l'amener tout doucement à s'incliner et à rendre sans lutte le marquisat.

« Il fait donc recevoir honorablement le duc... par tous les corps de ville de Paris, le mène à Fontainebleau, le fait festiner par tous les princes, le mène à la chasse, lui donne le plaisir des ballets, du concert de la musique des deux nations, comme ayant esté l'Italie espuisée des plus experts en cest art, lui fait voir l'excellence de son parlement, lui fait ouïr les plus diserts orateurs sur un procez

1. Évêque d'Évreux depuis 1591, cardinal en 1604.

2. De 1580 à 1630.

3. Dates fournies par le *Journal de L'Estoile*, t. VII, p. 198 et 212.

Cf. L'ESTOILE, t. VII, p. 204-207, janvier 1600.

choisi à propos et dans un siège honorable dressé pour lui en la chambre dorée¹ ».

Mais d'Aubigné ajoute : « Plusieurs ont escrit au long ce plaidoyer. J'ayme mieux dire qu'il lui fit voir son arcenal dès lors en excellent estat par les diligences du grand maistre Rosni, d'ici en avant duc de Suilli, sans oublier ni diminuer les millions d'or, qui dès lors, par l'espargne du mesme, faisoient un fonds à la Bastille, chose inouïe de longtems entre les princes françois.² »

Le Duc répondait à cet étalage de puissance et de magnificence en faisant « jonchée d'or à la Cour » où il dépensait « quatre cents mille escus en présents, qui eussent fait du mal, remarque d'Aubigné, s'il en eust obligé vingt mestres de camp et cent capitaines françois³ ».

Rien ne dit qu'il n'y ait pas songé ; car, si l'on en croit L'Estoile, il voulut même gratifier la garde royale d'un mois de paie. Henri IV pressenti à ce sujet lui répondit « qu'il fist ce qu'il lui plairoit, mais qu'il n'y avoit pas ung d'eux, qu'il ne fist pendre en sa présence, s'il lui estoit advenu d'avoir pris ung sol de Son Altesse⁴ ».

Le Duc eut même l'audace d'essayer jusque sur le Roi le pouvoir de l'argent. Je ne parle pas des « étrennes précieuses » échangées à l'occasion du nouvel an, Henri IV lui remettant son portrait enrichi de diamants « afin qu'en l'absence il n'oubliait à qui il avoit à faire », et le Savoyard faisant présent au Roi « d'un excellent vase de cristal, que les courtisans accommodèrent à la fragilité de ses promesses⁵ », — c'étaient là amabilités réciproques et naturelles, les « petits cadeaux qui entretiennent l'amitié » ; mais il se permettait de perdre volontairement au jeu pour faire gagner le Roi, et cela sans se cacher de ceux qui suivaient la partie, D'Aubigné nous rapporte à ce sujet une petite scène qui se passa sous ses yeux, et dont il fut scandalisé :

« Un soir, jouant à la prime au cabinet de Fontainebleau, le roi ayant cinquante

1. L'Estoile précise que cette visite au Parlement de Paris eut lieu le 17 janvier, que le procès était celui d'un boulanger accusé d'avoir brûlé dans son four un jeune garçon, pour avoir son argent, et qu'il fut défendu par deux avocats très réputés, M^{re} André-Anne Robert et Antoine Arnaud, l'avocat général Loys Servin requérant contre lui. T. VII, p. 204.

2. *Histoire universelle*, t. IX, p. 309-310.

3. *Ibidem*, p. 310.

4. L'ESTOILE, t. VII, p. 206.

5. D'AUBIGNÉ, *Histoire*, t. IX, p. 311.

cinq, fist sa reste, qui estoit de quatre mille pistoles. Il la tint [le Duc] et ayant veu le jeu du Roi, monstra le sien au duc de Guise *et à moi*, qui estoit un fredon de quatre cinq. Et aussi tost, comme ayant perdu, il les mesla, de quoi nous prîmes hardiesse de supplier le roi qu'il ne jouast plus avec lui ; et de fait il s'en abstint¹. »

Ces prodigalités calculées, où il mettait autant d'ingéniosité que de libéralité, faisant par exemple rechercher partout « des trompes de chasse » et les payant au poids de l'or aux gentilshommes à qui il les demandait², et toutes sortes de complaisances qui « passoyent la bienséance, ce que les uns attribuoyent à son naturel, les autres à l'espérance de faire ses affaires par là³ », tout cela pouvait passer, en effet, pour manières de grand seigneur et paraître assez innocent, puisque c'était fait ouvertement.

Mais derrière cette mise en scène fastueuse, il y avait, au dire de d'Aubigné, toute une machination de corruption, qui aurait étendu ses manœuvres et non sans succès jusqu'au Conseil du Roi. Le Duc était informé par des fuites de tout ce qui s'y traitait, et de mystérieuses complicités y favorisaient ses desseins, si bien que Rosny finit par conseiller au Roi de le reconduire à la frontière avec une forte escorte militaire « pour lui rendre honneur », et là, lui demander « s'il aimoit mieux tenir les choses proposées ou obliger les François à les aller quérir⁴ ».

Or, deux jours après, le Duc dit à l'oreille de Sully : « Je vous remercie de votre escorte. »

Sa police, on le voit, était bien faite. Elle avait été recrutée par son agent principal, La Fin le Noële, un aventurier de basse volée, habitué à toutes les sales besognes. Il s'abouchait avec les indicateurs, et leur « portoit paroles et présens » dans les « églises et autres lieux communs et publics⁵ ».

Parmi le gibier pris dans les filets dorés du Savoyard, il y avait une pièce de choix, un Maréchal de France, — du moins d'Aubigné prétend que c'est à ce moment que remonte l'origine de la conspiration de *Biron* et que « c'estoit pour en

1. *Histoire*, t. IX, p. 310. Un fredon de 4 cinq était un jeu magnifique, puisqu'il suffit à la prime, pour avoir fredon, de trois cartes de couleurs différentes et de même valeur sur les 4 dont on dispose.

2. *Histoire*, t. IX, p. 310.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*, p. 314.

5. *Histoire*, t. IX, p. 312-313.

jetter les fondemens par delà toutes autres occasions que le duc avoit fait le voyage¹ ».

C'est La Fin qui fut l'entremetteur, et qui excita l'ambition démesurée de Biron en faisant jouer le ressort essentiel de son caractère, l'orgueil. « Il estoit devenu principal en familiarité avec ce valeureux mareschal, dans l'esprit duquel il versa premièrement des louanges extraordinaires de ses mérites, secondement les ingrátitudes du roi, nommant ainsi ce qui manquoit à des désirs et demandes extravagantes². »

Ce jugement de d'Aubigné est à retenir, car il n'était pas porté, on le sait, à excuser la prétendue ingrátitude d'Henri IV à l'égard des serviteurs de la première heure. Il faut donc que Biron ait deux fois tort pour qu'il le condamne, malgré la sympathie qu'il éprouve pour sa vaillance. Et, en effet, la baronnie de Biron venait d'être érigée en duché-pairie au mois de juin 1598³. Comment donc le Maréchal pouvait-il se plaindre d'être mal récompensé de ses éminents services ?

La Fin fut le démon tentateur qui lui souffla la folie des grandeurs, et, quand le Savoyard lui eut promis sa fille en mariage, s'il se donnait « tout entier à lui », il perdit tout à fait la raison, et se jeta comme un égaré dans la trahison. « Alors tous les mescontens du royaume prestèrent l'oreille à une nouvelle conjuration⁴. »

Voilà quel fut le succès des intrigues criminelles du Duc de Savoie. Le résultat officiel de son voyage, ce fut le *traité de Paris*, du 27 février 1600, qui lui laissait un délai de trois mois pour choisir entre deux solutions : la restitution de Saluces ou la cession de la Bresse et de quelques vallées des Alpes. Il était bien résolu à traîner les choses en longueur et comptait que la révolte de Biron et l'appui éventuel de l'Espagne le dispenseraient de s'exécuter. Il faudra une guerre pour l'y contraíndre.

C'est deux mois après le départ du Duc de Savoie qu'eut lieu la *Conférence de Fontainebleau* (4 mai 1600). D'Aubigné, qui était retourné en Poitou, revint à Paris quinze jours après la conférence. On ne parlait que de cela et le Roi se fit un malin plaisir, pensant le vexer, de l'en entretenir dès son arrivée :

1. *Histoire*, IX, p. 312.

2. *Ibid.*, p. 313.

3. *Ibid.*, p. 311, note de Ruble.

4. *Histoire universelle*, t. IX, p. 314.

« Quinze jours¹ aprez la dispute de Fontainebleau, écrit-il à un coreligionnaire, M. de Montausier, j'arrivay à la cour et vis, avant avoir eu loisir de prendre mon repas, passer devant la porte de la Biche où j'estois logé, le Roy accompagné de vingt Seigneurs ou Gentilshommes, qui entroit dans celle de l'Abbaye Saint-Germain. Je creus devoir prendre cette occasion pour faire la révérence à S. M. que je trouvoy bien empeschée à faire son accord avec la Princesse de Conty² pour des paroles dites gaillardement. Aucun n'estoit entré dedans la chambre de la Princesse que Messieurs d'Épernon et le Grand [Bellegarde, le grand écuyer]. Ayant avancé un coin d'œuil à l'huys qu'ils avoyent laissé ouvert, le Roy ne m'ayant veu que le front, sort promptement de la ruelle du liet et court à moy, et quant [et aussi] les deus qui le suivoyent, pour déployer une grande exsultation sur la victoire de l'Évesque... »

A quoi d'Aubigné riposte par un trait piquant :

« Me tournant vers M. le Grand qui chantoit la victoire de la vérité comme l'on la crioit au Palais, je luy dis : *Vous souvient-il point qu'au premier voyage de M. de Joyeuse en Poictou*³, *on crioit en mesme lieu* : ENTIÈRE DÉFAITE DES HUGUENOTS ET LA PRISE DES BASTILLES DE LA ROCHELLE PAR M. DE LAVERDIN ! *Je pensois qu'il n'y eust que les Parisiens qui fissent esclatter de telles joyes. — Comment, dit le Grand, voudriez-vous dire qu'il y a aussy peu de vérité en l'une de ces affaires qu'en l'autre ? — Là-dessus, le Duc d'Épernon renchérit : Voudriez-vous entreprendre la dispute que Duplecis a quittée. — Je payai tous les deus d'un ouy*⁴. »

1. Même intervalle indiqué dans les *Mémoires* (t. I, p. 73) et dans l'*Histoire*, t. IX, p. 319 ; il est donc sûr de la date.

2. La première princesse de Conti, Jeanne de Bonnetable, dame de Lucé et de Coesmes, veuve de Louis de Montafier. Elle mourra le 27 décembre 1601 et le prince de Conti se remariera en 1605 avec la fille d'Henri de Guise, Louise-Marguerite de Lorraine.

3. Il s'agit de la première offensive de Joyeuse, au printemps de 1587, pour refouler le Roi de Navarre jusque dans la Rochelle. Mais cette expédition se termina par une retraite assez désastreuse. Il est vrai que Joyeuse reprit l'offensive à l'automne, seulement ce fut pour aller se faire battre et tuer à Coutras (20 octobre 1587).

4. T. I de l'édition Réaume, p. 373-374. Ce récit de son arrivée à Paris en mai 1600 est le début d'une longue lettre (373-382) à un gentilhomme protestant de Touraine, M. de Montausier, qui lui avait demandé des renseignements rétrospectifs sur sa dispute avec du Perron, et sur celle de Duplessis. Elle n'a pu être écrite avant 1604 ou 1605, car, à la fin de la lettre (p. 381), d'Aubigné parle de son traité *De dissidiis Patrum* qu'il apporta, selon sa promesse, à du Perron *fait lors cardinal*, à son premier retour à Paris. Or, du Perron reçut le chapeau en 1604. Et nous verrons que d'Aubigné revint, en effet, à Paris cette année-là après la mort de La Trémoille. — M. de Montausier lui ayant demandé un complément d'information, d'Aubigné lui adressa une seconde lettre plus courte (t. I, p. 383-386).

Pour comprendre l'intervention de d'Aubigné et le rôle de vengeur de la Cause qu'il va s'attribuer en cette circonstance, il est utile de se rappeler dans quelles conditions s'était tenue la conférence de Fontainebleau. Non que je veuille la raconter par le menu après d'autres¹ : ce serait long et inutile. Voici seulement ce qu'il importe de savoir :

La conférence de Fontainebleau eut pour origine la publication par Duplessis-Mornay, en juillet 1598, d'un livre qui fit grand bruit : le *Traité de l'Institution de l'Eucharistie*. Ainsi que son titre l'indique, cet ouvrage traitait spécialement du sacrifice de la messe, qui est le fondement même de la religion catholique, et il prétendait établir par des textes autorisés, sacrés ou profanes, que les premiers chrétiens ne la célébraient pas, et que la croyance à la présence réelle dans l'Eucharistie était un dogme relativement récent. Subsidiairement, Duplessis s'attaquait aux autres points de doctrine ou de pratique qui divisaient Catholiques et Protestants, et, par une argumentation analogue, il contestait que le culte de la croix et des images, l'invocation de la Vierge et des Saints, la croyance au Purgatoire fussent des articles du *Credo* primitif de l'Eglise.

On conçoit que le livre ait fait sensation. Toutes ces questions étaient capitales pour le Catholicisme. S'il était démontré qu'il reposait sur l'erreur pour tout ce qui le séparait du Protestantisme, comment pouvait-il se maintenir ? L'œuvre de Duplessis fut donc discutée avec passion. Pendant que les Réformés l'exaltaient, les Catholiques — prêtres et religieux en tête — fulminaient contre elle², et avec d'autant plus d'indignation qu'il avait commis la maladresse d'assimiler le Pape à l'Antéchrist annoncé par les Écritures.

Bref, comme on arguait de faux ou de contre-sens les textes invoqués, et qu'en particulier du Perron, l'évêque d'Évreux, le « Grand Convertisseur », s'était vanté d'y relever cinq cents erreurs, Duplessis s'offrit lui-même³ à faire vérifier les

1. Notamment l'abbé Féret dans son apologie du cardinal du Perron (*le Cardinal du Perron*, Paris. Didier, 1877). On peut entendre l'autre son de cloche, la cloche protestante, dans l'*Essai historique de J.-A. LALOT, sur la Conférence tenue à Fontainebleau entre Duplessis-Mornay et Duperron, le 4 mai 1600*. Paris, Fischbacher, 1889, in-8°.

2. Écrits de Bulanger, de Dupuy (Official de Bazas), de Fronto-le-Duc, de du Perron. Cf. L'ESTOILE, *Supplément* (de 1736) au *Journal de Henri IV*, t. VII de l'édition Brunet-Champollion, p. 365.

3. Pas tout à fait spontanément, mais à l'instigation pressante d'un coreligionnaire, Sainte-Marie du Mont dont nous avons parlé à propos de la *Confession de Sancy* (cf. mon chapitre XI, § 4 ci-dessus, . 246 et 266-267). Il était venu le trouver le lundi 13 mars 1600, et il le revit le lendemain à un dîner

passages incriminés par des commissaires que le Roi désignerait. Mais il ne s'attendait certes pas qu'Henri IV, dans son zèle de nouveau converti et pour se faire bien venir à Rome, donnât un tel éclat à cette affaire, et transformât l'examen demandé par lui en une controverse publique et solennelle, devant une très nombreuse et très brillante assistance. Il arriva donc à Fontainebleau, où devait se tenir la conférence, très mal préparé et mal équipé pour la discussion, n'ayant même pas apporté ses livres pour faire les recherches nécessaires. — Négligence invraisemblable et impardonnable, est-on tenté de dire ; mais on ne l'avait pas informé de la procédure adoptée, dont tous les détails avaient été réglés entre le chancelier Bellièvre et du Perron, ni du choix des commissaires, ni même de la date fixée. Il dut travailler toute la nuit avant la conférence sur des livres que lui prêta du Perron, qui les lui réclama dès le matin. Il se présenta ainsi à la séance, qui s'ouvrit à une heure, dans des conditions d'infériorité manifeste, à cause de la fatigue de l'insomnie, et parce qu'il n'avait pas eu le temps d'étudier sérieusement les points sur lesquels devait porter le débat de la première journée, dont la liste ne lui avait été communiquée qu'après minuit.

Toutes ces circonstances ressortent de l'exposé même de l'abbé Féret, qui est pourtant une apologie sans réserve de du Perron et de son succès. Elles lui paraissent naturelles. On peut ne pas être de son avis, et, sans aller jusqu'à croire à un coup monté contre Duplessis, comme il en fut persuadé, et comme beaucoup de ses coreligionnaires le pensèrent, il est permis de considérer qu'on se préoccupait fort peu de maintenir les chances égales entre les deux adversaires, et que le hasard seul ou un simple malentendu ne suffirent pas à expliquer ce concours de circonstances fâcheuses.

En tout cas elles expliquent et atténuent la défaite de Duplessis qui ne semble pas douteuse. Les commissaires, deux catholiques et deux protestants¹, lui auraient donné tort sur presque tous les points. C'est là une question de fait pour laquelle on peut s'en rapporter aux *Actes de la Conférence*, relation officielle écrite (déjeuner) chez la princesse d'Orange. Il prétendait ne songer qu'aux intérêts et à la défense de la religion réformée, mais en fait il était près de la quitter et ne cherchait que des prétextes honorables pour le faire (cf. L'ESTOILE, *Ibid.*, et *Vie de Duplessis*, par Mme DE MORTAY, sa femme, au t. I de l'édition des *Mémoires de Duplessis-Mornay*, de 1824, p. 362 et 363).

1. Du côté catholique le président de Thou et l'avocat au Parlement Pithou, du côté protestant Fresne-Canaye, président de la chambre de l'Édit à Castres, et Casaubon, le fils de l'Helléniste.

par du Perron, mais authentifiée par le visa royal, après examen et approbation par les membres du Conseil qui y avaient assisté. Du Perron la composa pour répondre au *Discours véritable* de Duplessis, qu'il avait précédée. Elle était d'ailleurs accompagnée, dans la première édition, d'une *Réfutation du faux discours véritable*¹. Il faudrait, si l'on voulait juger équitablement les faits, confronter les deux comptes rendus, alors que l'abbé Férét accepte comme paroles d'Évangile tout ce que dit du Perron².

Mais il n'en reste pas moins acquis que du Plessis fut battu, et bien battu. Rosny (Sully), un coreligionnaire et un parent (car il avait épousé une nièce des Duplessis³), ne cache pas dans ses *Mémoires* l'impression pénible et même désastreuse que produisit la faiblesse ou l'embarras des justifications de Duplessis :

« Il se défendit si faiblement qu'il faisoit rire les uns, mettoit les autres en colère et faisoit pitié aux autres⁴. »

La discussion prouva que la documentation de Duplessis avait été hâtive, qu'il avait lu trop vite ou accepté d'autres mains, sans contrôle suffisant, certains des textes au moins dont il avait fait état dans son *Traité de l'Eucharistie*. Mais il ne faut pas exagérer la portée de sa défaite. On ne sait ce qu'auraient réservé les journées suivantes, s'il n'avait pas abandonné la partie le lendemain à cause d'une indisposition, sinon diplomatique, du moins plus morale peut-être que physique après son échec mortifiant de la veille.

« En somme, comme il l'écrit à Madame le 18 juin [et ces chiffres sont confirmés par l'abbé Férét], de cinq mille passages allégués en ce livre accusé de faux, on en a choisi cinq cents, de cinq cents trié soixante, et de ces soixante examiné neuf⁵. »

1. Ce *Discours véritable de la Conférence tenue à Fontainebleau* fut rédigé par Duplessis en 4 jours dès son retour à Saumur, et publié à Paris, la Rochelle, Sedan et Montauban (1600). Quant aux *Actes* ils furent revêtus de l'attestation royale le 22 décembre 1600 et parurent à Evreux en 1601 avec la *Réfutation* à Duplessis. La polémique continua : Duplessis annonça une réplique à la *Réfutation* dans son *Advertissement à MM. de l'Eglise romaine sur l'Écrit publié par l'Évêque d'Evreux*, Saumur, 1601, et cette réplique vint l'année suivante en 1 gros volume in-4 de 767 pages, intitulé *Response au livre publié par le Sr Evêque d'Evreux*, Saumur, 1602.

2. *Le Supplément au Journal de L'Estoile* (de 1736) que j'ai déjà cité donne une relation de la conférence qui paraît faite impartialement. Éd. Brunet-Champollion, t. VII, p. 370 à 375 et p. 377.

3. Cf. *Mémoires* de Mme de Mornay sur la vie de son mari, t. I des *Mémoires de Duplessis-Mornay*, dans l'édition de 1821, p. 433.

4. *OEconomies royales*, chap. xcvi.

5. Cf. *Mémoires*, t. IX, p. 374.

Duplessis, en effet, avait préparé les réponses seulement sur les soixante passages controversés qui devaient faire la matière de la première journée. Il n'avait pas eu le temps d'aller plus loin. A la conférence, comme on le voit, on s'arrêta encore bien en deçà.

Neuf citations ou références sur cinq mille ! C'est un faible résidu. Et l'on ne doit pas penser que du Perron avait choisi pour ce premier engagement les passages sur lesquels il était le moins sûr de lui. Il n'aurait peut-être pas eu si bon marché de Duplessis par la suite. Il n'y avait donc pas lieu encore de crier victoire. En tout cas il n'y avait pas de quoi entonner cet hosannah triomphal qu'Henri IV chante, dans une lettre à d'Épernon, à la gloire de la Religion catholique et pour la confusion de son vieux serviteur huguenot :

« Mon amy, Le diocèse d'Évreux a gagné celui de Saumur ; et la douceur dont on y a procédé oste l'occasion à quelque huguenot que ce soit de dire que rien y ayt eu force que la vérité. Ce porteur y estoit, qui vous contera comme j'y ay faict merveilles. Certes c'est un des grands coups pour l'Église de Dieu qui se soit faict il y a longtemps. Suivant ces erres, nous ramenerons plus de separez de l'Église en un an, que par une aultre voye en cinquante. Il a ouy le discours d'un chacun, qui seroit trop long à discourir par escript ; il vous dira la façon que je veulx que mes serviteurs tiennent pour tirer fruit de cest œuvre. Bonsoir, mon amy ; saichant le plaisir que vous en aurès, vous estes le seul à qui je l'ay mandé. De Fontainebleau, ce v^e may 1600¹. »

Cette allégresse est vraiment un peu cruelle². Et elle fut publiée partout, car la lettre fut divulguée et répercutée à tous les échos.

1. *Lettres-Missives*, t. V, p. 230-231.

2. Voir les réflexions amères de Mme de Mornay sur cette lettre. Son récit de la Conférence et de ses suites (t. I, p. 361 et sq.) fait ressortir la partialité du Roi. S'étant converti au catholicisme par politique, il cherchait à refaire peu à peu l'unité religieuse de la nation, et il s'irritait contre ceux qui comme Duplessis, donnaient l'exemple d'une fidélité huguenote inébranlable. Le *Traité de l'Eucharistie* contrariait donc fort ses desseins. Après cette affaire, Duplessis tomba en assez longue disgrâce, et Henri IV lui en voulut en particulier de ne pas s'avouer vaincu et de s'obstiner à avoir raison dans la relation (*le Discours véritable*) qu'il publia de la Conférence, où, pour se justifier, il critiquait la procédé, mettant donc en cause inévitablement le Roi lui-même. Duplessis de son côté souffrit beaucoup d'une attitude qu'il considérait comme une grande ingratitude. Toute sa correspondance pendant cette période en témoigne : Cf. notamment lettres du 15 mai 1600 au secrétaire d'Etat M. de Loménie, t. IX, p. 370 ; du 12 juin à M. de Bouillon, p. 373 ; du 18 juin à Madame, p. 374 ; du 24 juillet à M. de Loménie, p. 377 ;

Aussi d'Aubigné, qui n'a pas l'habitude de mâcher ses mots, ne cache pas au Roi ce qu'il pense de son vilain procédé envers Duplessis, lorsqu'il le voit, dans la rencontre à l'abbaye de Saint-Germain, si exultant de la victoire de l'Évêque. Ce n'est pas dans ses allégations et déductions que M. Duplessis a pêché, lui dit-il, mais sa faute a été « *de s'estre persuadé tant de services et de mérites envers V. M. que vous présideriez en cet affaire favorablement pour luy, et que vous seriez plus ferme à le soutenir contre le Pape que vous n'avez esté pour vostre âme et pour votre salut. Il vit donc tout à la fois les marques de vostre défaveur et, par elle, la diminution de luy et d'une famille trop aymée. Voilà sa faulte et la cause de ceste vaine exsultation*¹. »

Cette courageuse franchise est tout à fait sympathique, et d'Aubigné a d'autant plus de mérite à prendre chaleureusement la défense de Duplessis qu'il n'avait pas pour lui une sympathie très vive, blâmant en général ses vues trop modérées et trop conciliantes.

Henri IV, piqué de la leçon, se retourna vers ses deux compagnons, Bellegarde et d'Épernon, et leur dit : « *Aubigné fait le résolu, mais il aura sa part au gasteau*² ! » Au mauvais gâteau s'entend, qui lui fera faire la grimace. Et il s'agit, en effet, de le soumettre à la même épreuve que Duplessis, et de le placer à son tour en face du glorieux vainqueur pour lui préparer la même mésaventure. Et c'est ainsi qu'un petit complot fut organisé contre d'Aubigné pour lui rendre impossible la dérobade. Comment ne pas répondre à la courtoisie de du Perron l'invitant à « dîner » chez lui avec dix de ses coreligionnaires protestants ? Comment surtout ne pas essayer de sauver ceux-ci dont la foi chancelait sous les habiletés du convertisseur ? Il pouvait d'autant moins leur refuser son assistance, que la plupart étaient un peu ses enfants spirituels, ayant été pages sous ses ordres à la Cour, quelques-uns même ayant fait leur « apprentissage des armes et leur premier coup d'essay de la guerre » sous son commandement. Pourtant il ne dissimule pas qu'il

du 2 septembre au même, p. 383 ; du 8 octobre à M. de Buzenval, p. 388. La préparation (à partir de 1601) d'une 2^e édition du *Traité de l'Eucharistie* ne fut pas faite pour lui ramener le Roi. Il la fit vérifier par les pasteurs et professeurs de Genève, et ne la soumit qu'après ce contrôle au Synode national de Gap (oct. 1603) qui en requit la publication. Elle parut fin avril 1604.

1. Réaume, t. I, p. 375, 1^{re} lettre à M. de Montausier, déjà citée.

2. *ibid.*

avait une grande appréhension d'affronter un adversaire aussi redoutable, et qui disposait de toutes les trompettes de la renommée, alors qu'on bâillonnait la bouche des Huguenots en arrêtant l'impression de leurs écrits. Il hésitait donc, quand l'occasion, l'attrait d'un bon repas le décidèrent. Du moins, il veut nous faire croire que cela y fut pour quelque chose. Ce n'est évidemment qu'une boutade d'homme d'esprit. Mais, sous sa plume, la petite scène de la tentation a bien du charme :

« La faim, raconte-t-il, non pas le double traistre¹, m'advertit un matin aux Tuilleries que ce jour l'Evesque d'Évreux faisoit un grand festin, auquel se devoient trouver dix prozelites, desquels il devoit triompher en ce jour-là : que on disoit partout que j'y avois esté convié, et que le Roy disoit que je payois d'excuses pour ne m'y trouver pas. En mesme temps je seus que le Roy avoit envoyé à mon logis un neveu de la Valière, pour me sommer de tenir ce que j'avois promis en l'Abaye Sainct-Germain. Certes, tout transporté de cela, un juste despit me fournit de résolution, et ne me promenay gueres parmy les alées des Tuileries pour me montrer que, m'estant aproché à une tourbe de gens qui oyoyent une dispute à la mode du temps, je ne visse l'Esvesque qui avoit mis au pied Berticheres [un des dix prosélytes] sur le poinet de la Justification. Cette foule me fait place ; je pris la parole pour luy, et l'Évesque, aprez quelque légère velitation [escarmouche], me teint ce propos : *Monsieur, j'ai envoyé à vostre logis plusieurs fois pour vous convier à prendre vostre dîner au mien, où se doivent trouver dix personnes de marque, la pluspart nourrys de vostre main en la maison du Roy. Ceux-là sont obligez de parole qu'en leur montrant quelques poincts que je leur ay promis, ils me donneront le gantelet, et gloire et resjouissance à l'Eglise. Je vous convie encor devant cette compagnée à vous y trouver, aultrement il y va du vostre et de la bonne opinion que le Roy et un chascun a de vous.*

« Ma response fut : *Monsieur, vous me menez au combat avec telles nécessitez que je ne puis plus, comme je ne veus, me vanter de gayeté de cœur : aussy en ayme-je mieux la résolution que la gayeté : je suis vostre homme quand il vous plaira.* Nous entrons en son carroce, duquel il prit la portière ; je vous puis jurer

1. Jeu de mots un peu facile sur *La Fin*, l'aventurier qui entraîna le maréchal de Biron à sa perte en le poussant à trahir le Roi, puis en le trahissant à son tour auprès du Roi.

que je vis par la rue Saint-Honoré plusieurs personnes à genoux devant luy¹. »

Le repas fut somptueux, les vins capiteux, la conversation de l'Évêque infiniment brillante. D'Aubigné, qui ne se defend pas de l'avoir admiré, lui donnait la réplique de son mieux, avec une verve caustique à son habitude. Comme on servait « un grand bassin plein de viandes exquisés, bordé comme de tourelles de patez faits de blanes de chapon », il lui demanda « si ce plat estoit la couronne murale pour avoir deffendu les murs de Babel². » Et du Perron de riposter : « *Et vous, ne cherchez-vous point de couronne ? — J'ay vraiment, répond d'Aubigné, celle que tout fidèle doit espérer, et pour le present la civile, pour la garde de ces dix citoyens que vous nous voulez ravir*³. »

Enfin, quand on fut bien réconforté, on entra en lice. La salle du festin fut convertie en salle de conférence, l'Évêque allant prendre place au bout de la table, « vers la cheminée », d'Aubigné à sa gauche, les dix prosélytes à sa droite, sur « deux grands bancs tapissez ».

Mais, ce qui ne laissait pas d'être impressionnant, ce fut l'affluence soudaine « d'environ 400 personnes, docteurs de la Sorbonne, Jésuites, de plusieurs sortes de moines et, parmi eux, plusieurs surtanes de damas et de satin, qui estoient à mon advis de la cour de Parlement. Aussy tost entrèrent trois crocheteurs qui deschargèrent les livres qu'ils portoyent sur deux tables vides à nostre main gauche, et le jeune du Perron mit sur table un gros manuscrit, et puis se teint debout derrière son frère⁴ ».

En vérité cette assemblée de robes, ces gros volumes qui semblaient prêts à écraser l'hérétique, tous ces préparatifs rappelaient singulièrement la conférence de Fontainebleau. D'Aubigné n'avait qu'à se bien tenir ! Mais voici qui était plus rassurant : la réunion conservait un caractère privé ; pas de juges officiels, pas de sentence à attendre, et le Roi s'était abstenu. Sans doute le mauvais effet produit sur les Réformés par sa partialité trop ouvertement affichée à Fontainebleau l'avait averti et rendu prudent : il restait dans la coulisse.

1. Réaume, t. I, p. 376-377, 1^{re} lettre à M. de Montausier.

2. Dénomination satirique de Rome, capitale du catholicisme « universel ».

3. 1^{re} lettre à Montausier, p. 377.

4. *Ibid.*, t. I, p. 378.

Du Perron ouvrit la séance par un éloge hyperbolique de d'Aubigné, si bien que celui-ci le tira par la manche : « Monsieur, c'est trop pour un Exesque ! »

Quand il eut terminé, d'Aubigné se recueillit un instant, pria Dieu de l'assister, et « tournant le visage vers cette grande multitude », après quelques précautions oratoires pour excuser sa témérité d'oser discuter de matières religieuses, malgré son incompetence de soldat, avec un prélat si savant et si réputé, il entra sans plus tarder dans le vif du débat, avec une franchise un peu brutale, à sa mode coutumière.

L'enjeu, c'était l'âme de dix gentilshommes, du moins si leurs doutes et leurs hésitations étaient sincères. Car s'ils n'étaient venus que pour « apporter une cérémonie à leur résolu changement, comme quelques-uns ont fait » — allusion claire à l'abjuration du Roi — la controverse qui allait s'engager n'avait pas de raison d'être. C'est à Dieu alors qu'ils auraient des comptes à rendre. Cela dit, et en supposant leur sincérité, l'affaire était assez grave pour qu'on ne s'amusât pas aux beaux discours (où excellait du Perron, s'entend) et d'Aubigné proposa de chercher seulement « à extraire le suc de la vérité par les règles de logique pressantes ».

Il paraît, en effet, avoir eu une confiance absolue, et un peu scolastique, dans les raisonnements mis en forme de syllogismes, et le peu qu'il rapporte¹ d'une dispute qui dura cinq heures, ce sont deux applications de cette logique formelle.

La question débattue était celle de la *Justification*, si importante, puisqu'elle joua un rôle décisif à l'origine de la Réforme allemande. La justification par les œuvres pouvait-elle s'ajouter à la justification par la foi ? C'était la thèse catholique, et du Perron prétendait l'appuyer sur la tradition constante des Pères de l'Église. D'Aubigné rejetait leur témoignage, en soutenant qu'ils n'étaient pas d'accord ni avec eux-mêmes, ni entre eux, ni avec l'Écriture. Et voici le moule syllogistique dans lequel il coulait son argumentation :

1. Dans les deux lettres à M. de Montausier déjà citées, aux pages 380-381 et 384-385. Il avait dû en écrire une relation complète « déposée entre les mains du Roi », et destinée à l'impression. Cf. *Histoire*, t. IX, p. 319. Elle ne subsiste pas, soit qu'elle n'ait pas paru, soit que l'édition ait été détruite comme il arriva à plusieurs de ses écrits « polémiques ». (Cf. ce qu'il dit à ce sujet dans sa 2^e lettre à Montausier, Réaume, t. I, p. 383.)

Majeure : *Nullus judex falsus est judex,*

Mineure : *Atqui patres sunt falsi,*

Conclusion : *Ergo patres non sunt judices.*

Notons qu'il jouait un peu sur le sens du mot *falsus*, qui, dans la formule de droit canon invoquée, devait désigner non pas un juge qui fait erreur, mais un juge de mauvaise foi.

Sous cette réserve il est certain que le raisonnement pouvait porter contre la tradition dont se réclamait le Catholicisme, à la condition que les contradictions des Pères fussent prouvées ; car dans ce cas il n'y aurait plus eu de tradition, et les Protestants avaient donc raison de se reporter au texte même de l'Écriture, et de chercher à l'interpréter avec leurs propres lumières.

Ainsi la mineure restait à démontrer, ce qui nécessitait une longue et minutieuse étude des Pères de l'Église. D'Aubigné évidemment ne fit que l'effleurer à la conférence, se réservant de la reprendre dans un traité qui fut le *De Dissidiis Patrum*¹.

Autre syllogisme hérissé de grec, dans lequel il enferma du Perron comme dans un système de tranchées. Celui-ci, à un moment de la discussion, ayant « voulu échapper à l'autorité de *l'Église visible* selon leur bonne coutume », c'est-à-dire chercher un échappatoire et un refuge de ce côté — sans doute en affirmant le droit de l'Église établie par Dieu sur la terre d'interpréter la parole de Dieu — d'Aubigné nia que l'Église catholique pût se dire visible par le fait même qu'elle se dit catholique, c'est-à-dire universelle, car l'universel ne peut être embrassé par nos regards. Et ce raisonnement a bien l'air d'un jeu de mots sur τὸ καθ' ὅλου et καθ' ἑκέρου ; mais il l'étaya de prétendues confirmations contenues dans l'exposé même de du Perron, ce qui était le comble de l'art du logicien, à savoir de former la démonstration *ex concessis ab adversario*. Il paraît que l'Évêque, se voyant pris dans une impasse, manifesta un cruel embarras.

« Cet esprit violent se trouva tellement entravé qu'il luy sortit du front autant

1. Apporté par d'Aubigné à du Perron, comme je l'ai dit dans une note précédente, selon la promesse qu'il lui en avait faite, à son plus prochain retour à Paris, ce qui fut en 1604, après la mort de La Trémoille. (Cf. Réaume, t. I, p. 74 et p. 381-382 à rapprocher).

Le *De dissidiis Patrum* est perdu (Cf. notice bibliographique de Legouez, Réaume, t. V, p. 210), peut-être supprimé par la Censure ?

d'eau qu'en contiendrait une quoque d'œuf, et cette rosée tombant sur le Chrisostome que j'ay dict, je mis les mains au devant pour la destourner ; il se prit à moy, disant que je me moquois, et que c'estoit son naturel. J'atteste le Dieu vivant que je pensois que ce fust eau tombant du plancher... »

Le bon apôtre ! nous pouvons l'en croire. Comment avouerait-il son geste irrévérencieux ? Il fallut, pour remettre du Perron d'aplomb, lui apporter « deux grands verres de vin trez fort, comme nous l'avions trouvé à disner, desquels il en engoufra un, et advancea la main pour l'autre, que par honte il retira, et cela n'a esté ny ne sera crié au Palais ¹ ».

D'Aubigné a peut-être poussé un peu à la charge cet incident. C'est un satirique, qui manie volontiers le crayon du caricaturiste. Mais est-ce une raison suffisante pour révoquer en doute tout son récit, comme le fait l'abbé Féret², dont l'admiration pour le cardinal du Perron ne saurait admettre aucune ombre à sa réputation ? A l'en croire, ce brillant tournoi théologique, dont d'Aubigné est si fier, et où il voit la revanche de Fontainebleau, n'aurait jamais eu lieu que dans son imagination. Imagination singulièrement fertile alors, car il entre, on l'a vu, dans des détails précis, abondants, suggestifs, qui donnent l'impression complète de la réalité. Portée à ce degré, la gasconnade devient du grand art et confine au génie ! Mais ce serait le génie de la mystification à l'égard du correspondant de d'Aubigné, M. de Montausier.

A moins de supposer que celui-ci ne soit un correspondant imaginaire, et que d'Aubigné ait fabriqué sa réponse³ comme les lettres qu'il lui adresse ? Ces documents, retrouvés dans les papiers de Bessinges, seraient donc des faux, destinés à authentifier un jour auprès de la postérité les brèves mentions des *Mémoires* ⁴ et de l'*Histoire universelle* ? Tout cela serait bien machiavélique.

L'*Histoire* a paru de son vivant. On sait le respect qu'il y professe pour la vérité ; mais quand bien même il n'en aurait pas eu tellement le scrupule, se serait-il exposé à un démenti en rappelant que la conférence de Fontainebleau eut un épilogue ?

1. Cf. Réaume, t. I, p. 384-385.

2. *Op. cit.*, le Cardinal du Perron, Paris, Didier, 1877, p. 216 à 219 (longue note).

3. Cf. Réaume, t. I, p. 382-383.

4. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 73).

« Cette mesme dispute relevée à quinze jours de là par un gentilhomme contre le mesme évesque, dont les extraits, qui en furent déposez entre les mains du roi, se pourront voir imprimez ¹. »

C'est presque un témoignage officiel qu'il apporte là. On ne publie guère d'assertions de ce genre, quand elles sont inexactes. De même, et en considérant la correspondance avec M. de Montausier comme réelle, — car il n'y a vraiment aucun motif pour la juger suspecte, et l'abbé Férét la récuse sans fournir la moindre preuve de sa fausseté, — ne paraît-il pas évident que d'Aubigné ne commettrait pas l'imprudencce, s'il contait un roman, de citer des garants et d'inviter M. de Montausier à se renseigner auprès d'eux ? C'est pourtant ce qu'il fait. Il nomme plusieurs des dix gentilhommes huguenots, « prozélytes » de du Perron, comme il les appelle, pour l'instruction de qui avait été organisée cette conférence contradictoire : « Vignoles, Sainete-Marie, Bertichère, Chambret, Lomenie ² » et il termine sa première lettre par cette déclaration catégorique :

« Je vous prie de faire enqueste de ce que j'esis et vous prouverez [trouverez ?] qu'aucun des dix ne quitta sa religion de quatre ans, au bout desquelz Sainete-Marie, Vignoles et Loménie se laissèrent aller pour divers intérestz, mais les deux derniers ne laisseront pas de donner tesmoignage à la verité ³. »

Est-ce là le langage d'un homme qui ne serait pas sûr de son fait ? Et M. de Montausier lui répond, après l'avoir remercié de la peine qu'il avait prise en lui écrivant si longuement :

« *J'ai veu trois de vos clients* : entre ceux-là M. de Chambray m'a parlé de je ne say quelle pluye qui tomba du front de ce convertisseur. Il m'a aussy diét que quelque temps aprez vostre dispute, sur une nouvelle de sa mort vous aviez pris la poste à Blois pour vous trouver à son chevet de liet avec un dessein que j'ai trouvé grandement à mon goust. Je vous prie de donner encore un mot à vos enfants ⁴ sur l'un et l'autre de ces deux poincts ⁵. »

1. *Histoire*, t. IX, p. 319.

2. Réaume, t. I, p. 377. Loménie est vraisemblablement le futur secrétaire d'État (1606), Antoine de Loménie, seigneur de la Ville-aux-Clercs.

3. *Ibid.*, p. 382.

4. L'expression semble désigner ceux des dix gentilhommes huguenots qui avaient été « nourris des mains de d'Aubigné en la maison du Roi » lorsqu'ils étaient pages.

5. Réaume, t. I, p. 382-383.

Ce sera le sujet de la deuxième lettre de d'Aubigné. M. de Montausier avait donc fait l'enquête à laquelle d'Aubigné l'avait convié auprès des intéressés, et elle avait pleinement confirmé son récit, et y avait même ajouté des détails inédits sur lesquels il s'était tu par discrétion.

L'abbé Férét prétendra-t-il que les dix prosélytes aussi sont imaginaires ? Mais ceux que cite d'Aubigné sont des noms connus. L'un d'eux, Sainte-Marie, avait déjà été l'occasion ou le prétexte de la conférence de Fontainebleau. C'est lui qui avait engagé Duplessis, « pour son honneur, » à relever les démentis que du Perron donnait à ses citations et interprétations des Pères¹.

L'Estoile mentionne son abjuration qui fit sensation. Il est vrai qu'il la date du 31 mars 1600², avant même la conférence de Fontainebleau, à plus forte raison avant la controverse entre d'Aubigné et du Perron qui la suivit. Mais j'ai déjà fait observer³, à propos du chapitre de la *Confession de Sancy* consacré à Sainte-Marie-du-Mont, que le *Journal de L'Estoile*, dans cette partie, n'était pas un diaire rédigé au jour le jour. Il a donc pu, en relatant des événements passés, commettre une erreur de date. D'Aubigné, de son côté, écrivant avec ses souvenirs, a peut-être exagéré la durée de la résistance de Sainte-Marie-du-Mont.

Mais, en somme, il n'y a aucune raison de supposer qu'il a inventé de toutes pièces cette histoire de dispute publique avec du Perron. Seulement il n'est pas interdit de penser qu'il a un peu brodé sur la réalité vraie, de façon à la rendre plus brillante pour lui-même et à mettre le futur cardinal en posture plus ridicule.

Ce succès remporté sur du Perron mit d'Aubigné en goût de controverse théologique. Dans le même temps une autre occasion s'en offrait, qui était aussi un devoir. Puisque le Roi mettait son appui manifeste dans la balance des convertisseurs, il fallait ouvertement combattre cette influence partout où c'était possible. Or il y avait une âme au sort de laquelle les Églises s'intéressaient tout particulièrement, c'était celle de Catherine de Bourbon, sœur unique du Roi, devenue duchesse de Bar par son mariage avec l'héritier de la Maison de Lorraine.

Étrange destinée que celle de cette princesse, qui avait les vertus héroïques

1. Le jour du dîner chez la Princesse d'Orange. Voir ci-dessus p. 276 note 3.

2. Cf. *Journal de L'Estoile*, éd. Brunet-Champollion, t. VII, p. 215.

3. Cf. Mon chapitre XI, § 4. Même tome ci-dessus, p. 267.

de Jeanne d'Albret, quelque chose de la verve du Béarnais, un réel charme physique, bien qu'elle fût un peu boiteuse, des dons agréables, musicienne, chanteuse, rimeuse, et qui, avec tous ces mérites, ne recueillit guère, dans l'ombre de la gloire de son frère, que des tristesses et des larmes.

Elle avait toujours été sacrifiée à la raison d'État. Toute jeune, dans les années qui suivirent la Saint-Barthélemy et où elle demeura quasi prisonnière, comme son frère, à la Cour de France, elle était déjà l'objet de combinaisons matrimoniales. On dit qu'Henri III, à son retour de Pologne, désira l'épouser ; plus tard il fut question du duc d'Alençon. C'étaient les mêmes calculs qui avaient présidé à l'union de Marguerite de Valois avec le Roi de Navarre pour rattacher à la Maison de France cette branche dissidente des Bourbons protestants. L'évasion de 1576, préparée par d'Aubigné, dérangerait tous ces beaux projets. Catherine rejoignit son frère dans le Midi, après la paix de Beaulieu. Et pendant plus de vingt ans il la destina, ou la réserva — indéfiniment — à un brillant mariage politique. Elle eut la satisfaction d'orgueil d'être « pourchassée », comme dit d'Aubigné¹, par tous les princes de la Chrétienté, et faillit devenir Reine d'Espagne ou d'Écosse ; mais ces hautes fortunes ne touchaient pas son cœur. Elle n'aima jamais que son cousin, le comte de Soissons, et c'était précisément le mari que son frère ne voulait pas lui donner. Il ne se souciait pas d'offrir à l'ambition de ce Bourbon médiocre et envieux, d'ailleurs catholique et candidat possible du Tiers-Parti, la perspective de la succession de Navarre, si lui-même mourait sans enfants, et qui sait ? peut-être, du trône de France. Mais les deux amoureux s'obstinaient dans leur rêve, et conspiraient pour le réaliser. Soissons s'était échappé du siège de Rouen en 1592, et avait couru en Béarn pour conclure le mariage. Il s'était heurté à l'opposition formelle du Conseil souverain, dont le Président, Pierre de Mesme, seigneur de Ravignan, avait reçu du Roi ce billet laconique et suffisamment éloquent :

« Mous^r de Ravignan. J'ay receu du desplaisir de la façon que le voyage de mon cousin le comte de Soissons s'est entrepris. Je ne vous en diray aultre chose, sinon que, s'il se passe rien où vous consentiés ou assistiés contre ma volonté, vostre teste m'en respondra². »

1. Cf. *Histoire universelle*, t. IX, p. 302.

2. *Lettres-Missives*, t. III, p. 588 (vers le 25 mars 1592).

Une émeute populaire, fomentée par le Conseil, obligea le comte de Soissons à déguerpir. Ainsi finit ce roman, d'une façon tragi-comique. Catherine en souffrit, et son humeur s'en ressentit. Ce m'est « une affliction insupportable, confiait Henri IV au duc de Caumont La Force, son gouverneur en Béarn. C'est pourquoy je me depesche le plus qu'il m'est possible de la marier » (18 juin 1598)¹. Il était temps qu'il se dépêchât, car elle avait atteint la quarantaine. A ce moment, le mariage de Lorraine était décidé, mariage de raison s'il en fut. Le malheur est qu'il n'était pas si raisonnable, et que cette union mal assortie renfermait peu d'éléments de bonheur, ou de simple paix domestique. Catherine entra dans une famille ultracatholique, alors qu'elle était bien résolue à demeurer inébranlablement fidèle au Protestantisme : « Avec la grâce de Dieu, écrivait-elle à Bèze, je ne changeray jamais. » Et elle tint parole. Les tentatives pour la convertir avant la cérémonie religieuse n'eurent aucun succès², et comme le Pape refusa les dispenses nécessaires, ce fut son demi-frère — frère naturel — Charles de Bourbon, archevêque de Rouen, qui prit sur lui de donner la bénédiction nuptiale dans le cabinet du Roi, à Saint-Germain, le dimanche 31 janvier 1599. Aussitôt après, le prélat « conduisit le nouveau marié à la messe, comme aussi fust la nouvelle mariée conduite au presche par M. de Bouillon et autres seigneurs et gentilshommes de la Religion en grand nombre³ ». Voilà une séparation qui paraît être de mauvais augure : « Rien de plus froid que ces nocces », écrivait Duplessis à sa femme⁴. Les deux époux, en effet, s'étaient mis la main dans la main pour gravir un rude calvaire. Car tous deux furent à plaindre. Il n'y avait pas seulement entre eux une différence de religion, mais un différend profond, absolu, déchirant. Le duc de Bar était un galant homme, qui avait pour sa femme tous les égards possibles, mais il était d'une dévotion bigote, et tremblait de peur sous l'excommunication pontificale : « J'ay de durs combats à soubtenir, avoue Catherine à Duplessis, non pour

1. *Lettres-Missives*, t. IV, p. 1010.

2. Cf. D'AUBIGNÉ, *Histoire*, t. IX, p. 301-302 et *Journal de L'Estoile* (Supplément de 1736), t. VII, p. 347. Voir aussi J. PANNIER, *L'Église réformée de Paris sous Henri IV*, p. 71-72.

3. L'ESTOILE, t. VII, p. 174. D'Aubigné fait erreur et place cette cérémonie au Louvre, *Histoire*, t. IX, p. 302. Duplessis qui y assista confirme L'Estoile (lettres du 29 janvier, avant de partir pour Saint-Germain, t. IX de ses *Mémoires*, p. 218, et du 3 février, à son retour, p. 223).

4. DUPLESSIS-MORNAY, *Mémoires*, t. IX, p. 223.

estre forcée en ma religion, mais pour voir les peines auxquelles on met monsieur mon mari, pour ne pouvoir obtenir du pape l'absolution de m'avoir espousée étant sa parente. Cela l'afflige si fort que je ressens sa douleur, et n'y puis apporter remède que la plaincte. La douleur de quoi il me traite me fait souhaiter qu'il n'y allast que de ma vie pour l'oster de la créance où on le met qu'il est damné. On lui a défendu de faire ses pasques. Tout cela le rend extremement affligé, mais non pas m'aimant moins; et me diet sa peine avec tant d'amoureuses paroles, qu'à toute heure j'ai les yeux pleins de larmes, mais pourtant bien résolue de vivre et mourir en la crainte de Dieu. Je vous escriis librement comme à mon ami; je vous pryé que cela ne passe pas oultre¹. »

A la cour de Lorraine, sa religion faisait scandale, et on l'obligeait à la pratiquer discrètement. A Bar-le-Duc elle avait la permission de faire célébrer le culte chez elle, mais pas à Nancy, et elle devait se rendre pour le prêche au château de la Malgrange, hors la ville. On s'efforçait d'ailleurs de la convertir. Le 13 novembre 1599, au palais ducal, à Nancy, elle subit une manière d'instruction en présence des princes lorrains, son beau-père, son mari, son beau-frère le Cardinal, en écoutant une controverse théologique entre deux docteurs catholiques, le jésuite Commelet et le capucin Esprit — et deux ministres protestants, les pasteurs Couët et La Touche. Elle en sortit, comme elle le mandait à Duplessis, ayant « plus appris encores à estre Huguenotte que jésuite. Voilà comme ce qu'ils ont fait, pensant me gagner, a réussi tout au contraire² ».

Le Pape lui-même (Clément VIII) lui écrivait paternellement, et l'adjurait de revenir de ses erreurs, pour le salut de son âme et la dignité de son mariage, qui ne saurait être légitimé avant³.

Elle restait sourde à ces appels. Alors de guerre lasse et en désespoir de cause, le duc de Bar se décida à partir pour Rome en pénitent et à aller solliciter

1. DUPLESSIS, t. IX, p. 298-299 (novembre 1599).

2. DUPLESSIS, t. IX, p. 269. Cette conférence donna lieu à diverses publications de part et d'autre, du côté protestant comme du côté catholique. Cf. *Bulletin du Protestantisme français*, t. XV (1866), p. 19 et sq. étude du pasteur Coquerel fils sur l'Eglise de Madame; et t. LVII (1908), p. 303-309, rapport du baron de Schickler à la 53^e assemblée de la Société d'Histoire du Protestantisme français, tenue à Nancy le 12 mai 1908. J'ai puisé beaucoup de renseignements intéressants dans ces deux exposés.

3. L'ESROILE, t. VII, p. 215-222, insère dans son *Journal* une de ces Lettres Pontificales, datée du 26 janvier 1600.

son absolution. Il quitta Nancy dans les premiers mois de 1600 et n'y revint qu'à la fin de l'année ¹.

La situation de Catherine, restée seule au milieu d'une famille hostile, était encore plus pénible. Sa foi la soutenait, et la sympathie de toutes les Églises qu'elle savait en communion avec elle. Elle était en correspondance avec Théodore de Bèze, dont les lettres la réconfortaient. Le 24 septembre 1600, elle lui écrit tristement : « La trop longue absence de monsieur mon mary me cause un ennui presque insupportable. En ceste affliction, j'ay recours à Dieu qui me fournit de la constance pour la supporter, non pas toutesfois sans beaucoup de ressentiment de ma trop juste douleur... »

Aussi, quand le duc de Bar fut enfin rentré, elle poussa un cri d'allégresse (15 décembre 1600) :

« J'ay tant importuné mon Dieu de mes prières qu'enfin il m'a ramené monsieur mon mary sain et gaillard, dont je le loue et le remercie de tout mon cœur. Monsieur mon mary me promet tout bon traitement, et m'assure fort en sa parole, car il est prince de très bonne foy². »

Le Pape, en effet, après s'être fait beaucoup prier, l'avait autorisé à remplir ses devoirs envers sa femme, sans vouloir encore régulariser son mariage, car, depuis qu'il était excommunié, il n'osait plus avoir de rapports avec elle³. Il allait donc y avoir pour le ménage une période d'accalmie.

D'Aubigné ignorait cela quand il composa la *Lettre à Madame sur la Douceur des Afflictions*. Elle a été écrite au plus fort de l'épreuve de Catherine, c'est-à-dire pendant l'absence de son mari, au cours de l'année 1600. Voici, en effet, ce qu'on y lit presque au début :

« Nous avons sceu, Madame, comment Mousseigneur le Duc vostre mary, estant allé vers le Pape pour faire lever l'excommunication foudroyée sur luy, a receu pour sa peine ce qui se trouve ordinairement en ce siège d'impiété, c'est à

1. Il rentra en décembre, comme nous allons le voir. Or la chronique messine du protestant Jehan de Morey (publiée dans le *Bulletin du Protestantisme* en 1856, t. V, p. 283 et sq.) note que son absence fut de 8 à 9 mois, ce qui fixe approximativement l'époque de son départ.

2. A Th. de Bèze comme la lettre précédente. La correspondance de Catherine avec Bèze a été publiée dans le *Bulletin de l'Histoire du Protestantisme français* en 1853, t. II, p. 140 à 165.

3. Cf. DE THOU, *Histoire*, t. XIII, p. 458.

sçavoir aultant d'orgueil, comme on a recongneu en luy d'humilité, et des menaces aussy hautaines qu'ont esté infimes ses submissions¹. »

Il croit donc alors au résultat purement négatif de ce voyage à Canossa. Mais quand la lettre fut publiée, il était fixé, comme en témoigne un petit avant-propos de l'Imprimeur au lecteur, qui figure sur un des rares exemplaires conservés, celui que possédait le duc d'Aumale dans sa bibliothèque d'Orleanshouse à Twickenham. Cet exemplaire porte une date, 1601, avec la mention « nouvellement imprimé », tandis que celui de M. Frédéric Chavannes, le premier qui ait fait connaître aux modernes (en 1855) la belle lettre de d'Aubigné, n'était pas daté². Voici l'avant-propos :

« Un de nos familiers, qui est près de Madame, nous ayant envoyé en ceste ville la copie de ceste épistre consolatoire, nous avons esté en perplexité pour luy refuser ou donner la lumière : estans premièrement retenus de ce que les afflictions de son Altesse estoient changées par la grâce de Dieu en un meilleur estat, d'ailleurs aussi de la crainte d'offenser l'auteur de ce traicté, Mais enfin, ces doutes ont esté vaincus de deux plus fortes considérations. La première que telles consolations vouées particulièrement à son Altesse sont très utiles à grande quantité de familles et de personnes travaillées de semblables oppressions. D'ailleurs l'auteur nous doit permettre de donner au public les fruits de la vérité, pour lesquels le vray soleil esclaire; tel peut estre y mettra les dents pour y mordre, de qui le palais y goustera la vérité en la mordant³. »

La publication se serait donc faite à l'insu de l'auteur. Cela m'a tout l'air d'un

1. Éd. Réaume, t. I, p. 533.

2. Voir la communication et la publication de M. Chavannes dans le t. IV du *Bulletin de la Société d'Histoire du Protestantisme français*, p. 561 et sq. (tirage à part chez Aubry, 1856, 8°, 32 pages) et au t. XXVI (1875) ce que dit M. Read de l'exemplaire de Twickenham. Dans l'intervalle avait eu lieu l'exploration des mss. de Bessinges, qui avait confirmé le pressentiment de M. Chavannes que l'opuscule anonyme édité par lui était bien de d'Aubigné. Le texte de Bessinges, donné au t. I de l'édition Réaume et Caussade, p. 531 à 551, est conforme à celui de M. Chavannes. L'exemplaire de Twickenham contient de nombreuses variantes et ajoute à la fin une paraphrase du psaume 88, en vers mesurés, que d'Aubigné dédie à Madame : « Comme vous pouvez le voir à la fin du *Traicté des doulces afflictions à Madame* », écrira-t-il plus tard à M. Certon (éd. Réaume, t. I, p. 455). Voilà une déclaration qui authentifie tout particulièrement l'exemplaire de Twickenham. Il représente une autre édition de la Lettre à Madame que l'opuscule de M. Chavannes, tout au moins un autre tirage. — Sur l'application que d'Aubigné s'était faite à lui-même dans son veuvage du psaume 88 avant de la faire à Madame, cf. ci-dessus mon chapitre XI, § 1, t. II, p. 158 à 161.

3. Cité par Read, *loc. cit.*

premier larcin de Prométhée. On sait que c'est la fiction sous laquelle d'Aubigné donna sa première édition anonyme des *Tragiques*, en 1616.

Quoi qu'il en soit, il résume bien ici la double intention et la double destination de sa lettre : lettre de consolation pour Madame, lettre d'édification à l'usage de tous les Religionnaires. D'Aubigné était lié à Madame par une ancienne et confiante amitié ; il voulut, au moment où elle était malheureuse, et où les Églises compatissaient à son sort, joindre sa voix à leurs prières, et lui dire sa respectueuse sympathie, son admiration aussi pour le bel exemple de fidélité huguenote qu'elle donnait. Mais, en même temps, et afin de soutenir cette fidélité contre les pièges de l'Esprit malin, il lui fournit des arguments pour répondre à toutes les objections et justifier sa foi. Ainsi la lettre personnelle devient une Épître apologétique qui intéresse l'ensemble des Réformés. C'est ce qui décida sans doute d'Aubigné à la publier en 1601, malgré ce qu'elle avait d'intime, et malgré l'amélioration qui s'était produite dans la condition de la Princesse. Mais, pour excuser ce semblant d'inopportunité, il imagina la fable d'une fuite du manuscrit.

Le début et la fin de la lettre s'adressent seulement à Madame. D'Aubigné cherche à exalter son âme en lui représentant ses épreuves comme un signe d'élection providentielle. Bienheureux ceux qui souffrent pour leur foi et qui sont appelés à porter la croix de Jésus-Christ ! Ils participeront à sa gloire après avoir été associés à lui dans la douleur. Cette vocation au malheur est une vocation au salut. Il n'y a rien de particulièrement protestant dans cette théorie de la « bonne souffrance ». C'est une idée chrétienne. Mais d'Aubigné l'expose avec une conviction qui prend une forme mystique. Cette prédestination de certaines âmes se reconnaît au dehors, la beauté morale rayonne sur les visages, elle les transfigure et les embellit. Il en cite des exemples tirés du martyrologe huguenot, et qu'il avait déjà mis en vers pour ses *Tragiques*.

Madame pouvait entendre cette haute et sévère leçon. Mais elle dut être touchée encore davantage par la délicate et profonde affection qui émane de tant de passages. D'Aubigné laisse parler ses souvenirs pour lui montrer qu'il n'a rien oublié de leurs aimables relations d'antan, et que nul ami n'est mieux capable de comprendre sa peine et de la partager. Quel charme dans cette évocation de la jeune fille, chantant, en sa chambre de Pau, un air triste qu'elle avait composé sur

des paroles de d'Aubigné ! Elle avait alors une grâce mélancolique, qui seyait bien à sa beauté¹. Mais comment surtout n'aurait-elle pas été remuée par ce tableau rétrospectif de la vie agréable qu'ils menaient en Guyenne, quand tant de dévouemens se pressaient autour du frère prodigue qui, maintenant, les a quittés ? « Vous avez vu, Madame, combien doux estoit l'exil du Roy et de vous, en cette Guyenne, que nos courtizans estiment une solitude. Vous souvient-il de la douce vye que nous y vivions ? Premièrement nous servions Dieu en paix, et faisons esclater ses louanges non estouffées... Et encore, pour ce qui est des contentemens de cette vye, souvenez-vous, Madame, qu'il ne vous a rien manqué de ce qui est nécessaire à la vraie splendeur des Princes. Le Roy se voyant suivy, et qui mieux vaut, tendrement aimé d'une Noblesse liée à ses piedz des vrais liens de la Religion. Ceux qui brûloyent de mesmes désirs que les siens, estoient brulans à l'exécution de ses commandemens... Mais n'oubliez pas encore nos franchises délectations, nos honestez sans admertumes ny soupçons ; il vous en souvient, et les avez peut-estre conféréz avecq vostre condition présante². »

Comme on sent que lui se souvient ! C'est la mémoire du cœur. Il n'en sera jamais chassé le Prince qui lui inspire cette page, après et malgré l'abjuration !

La peinture des Églises berçant de leurs cantiques et de leurs prières l'âme endolorie de Madame, comme on endort un enfant en chantant, a quelque chose de touchant aussi, quoique peut-être d'un peu mièvre. Mais c'est le sentiment seul qui nous intéresse ici :

« C'est en ces pleurs que reluisent en vous des beautez surnaturelles ; ceste affliction esmeut l'Église de Dieu à vous endormir dans son giron, à vous serrer en son sein, à donner des baizers chauds à vos larmes tendres, et à faire ce que font les mères débonnaires à leurs chers enfans qu'elles menaçoient naguères en l'esclat de leurs félicitéz. Ces caresses sont les prières que toutes les Églises de

1. Cet incident nous rappelle un joli endroit des *Mémoires de Turenne*, qui paraît avoir éprouvé pour Catherine, à cette époque, un sentiment assez tendre : « Madame et moy parlions souvent ensemble, de façon qu'elle commença de prendre de la confiance en moy, qui l'honorais fort, ayant cette princesse de fort belles qualités, estant jeune et agréable, chantant des mieux, jouant fort joliment du luth, faisant quelques rimes, de sorte que luy rendant l'honneur que je lui devois, elle me disoit familièrement ses conceptions et moy les miennes... » (*Mémoires de Turenne*, p. p. la Société de l'Histoire de France, p. 118-119).

2. T. I de l'édition Réaume, p. 546-547.

l'Europe présentent à Dieu, comme encens de bonne odeur : votre nom par leurs bouches résonne dans le Ciel¹. »

Le corps de la lettre, je l'ai dit, a un tout autre caractère. Il est fait pour tous les fidèles. C'est une confession de foi huguenote, polémique autant que dogmatique. Le *Credo* du Protestantisme n'y est pas seulement formulé, il est défendu contre toutes les objections et les attaques de l'adversaire. Si l'appareil de l'argumentation est parfois un peu scolastique, le fond est solide. D'Aubigné connaît bien la matière de sa religion ; il a réfléchi à toutes les questions ; rien ne l'embarrasse, il a réponse et riposte à tout. Il apporte dans cette discussion la subtilité d'un théologien de profession et la fougue d'un soldat : c'est de la dialectique guerrière. Et ainsi il passe en revue tous les points controversés entre Catholiques et Protestants : l'autorité des Écritures seules, ou aussi de la tradition ? — la conformité avec le christianisme primitif dans les croyances et dans les institutions ; l'admission ou le rejet d'intermédiaires entre Dieu et nous, dans le ciel et sur la terre ; d'où le culte des Saints et des images, la Papauté et la hiérarchie ecclésiastique, la messe et la transubstantiation, la confession, le rachat des âmes du Purgatoire, et, en général, la justification par les œuvres ou par la foi ?

Je suis persuadé que Catherine ne sut pas mauvais gré à d'Aubigné d'avoir étalé publiquement ses misères morales pour l'instruction de ses coreligionnaires. Elle dut même l'en remercier. M. Read croit avoir retrouvé sa réponse dans les manuscrits de Bessinges². Il l'a publiée, en 1875, dans le *Bulletin de la Société d'Histoire du Protestantisme français*³. La voici :

« Monsieur d'Aubigné, vous avez satisfait à trois devoirs ou offices tout à la fois, d'un chrestien, d'un amy, d'un serviteur, et fourny à tout en perfection. D'un chrestien, en ce que vos entrailles, esmeuës des douleurs des enfans de l'Eglise, ont monstré que vous estiez membre de ce corps pour lequel J.-C. est mort. D'un

1. T. I de l'éd. Réaume, p. 532-533.

2. Dans le vol. 3 des mss. (cf. *Notice bibliographique de Legouez*, au t. V de l'éd. Réaume, p. 196).

D'Aubigné avait certainement conservé la réponse de Madame à sa *Lettre sur la Douceur des Afflictions* puisqu'il se proposait de la publier : cf. l'Avis de l'Imprimeur aux lecteurs dans l'édition anonyme des *Tragiques* de 1616 : « Je vis dans les quatrains de Mathieu jusque à trois vers de suite desrobez dans le *Traité des douceurs de l'affliction*, qui estoit une lettre escrite promptement à Madame, de laquelle je vous promets la response au recueil que j'espère faire. » (Éd. Réaume, t. IV, p. 5.)

3. T. XXIV, p. 28.

amy, en ce que vous n'avez pas craint la hayne des puissances qui dominant aujourd'huy pour m'instruire à mespriser ce que les lasches et ignorans adorent, en me faisant part de vostre entendement et de vostre cœur. Mais le soin continuel que vous avez monstré des choses esloignées est d'un vray et fidelle serviteur : je dis, de telle sorte de serviteurs que les princes bien advisés en font leurs maistres une fois le jour. Je n'ay que faire de vous exhorter à la continuation de tous ces bons offices. Cela ne peut venir en doute qu'à ceux qui ne vous ont pas cognu, ou qui malicieusement voudroient oublier les preuves de vostre magnanimité. Or, pour ce que tous les gens de bien de notre confession sont fort regardés en me visitant, et que vos pas n'y seront pas indifférens, je vous donne adresse à deux de mes femmes, afin que vous envoyiez vers elles prendre l'heure à propos. L'une est la Mothe, l'autre ma More, laquelle vous nommastes, au Mont de Marsan, Mélayne, et on l'appelle Mélanie. Je voudrais qu'il y eust autant de François aussi blancs en piété comme cette nègre. A Dieu jusques à vostre veue, qu'avec vostre prospérité désire.

« Vostre meilleure et plus affect^{ée} année amye,

« CATHERINE ».

Il est certain que les remerciements conviennent bien à l'objet et au contenu de la lettre de d'Aubigné. Il est bien vrai qu'il lui avait fait part « de son entendement et de son cœur » pour lui apprendre à « mespriser ce que les lasches et ignorans adorent », c'est-à-dire les puissances de ce monde, ou, en un mot, le Catholicisme. Mais faisons attention à la fin de la réponse; les circonstances qu'elle révèle ne sont pas celles de l'année 1600, quand Catherine se morfondait en Lorraine pendant l'absence de son mari, et que d'Aubigné lui écrivait sa lettre du fond du Poitou, et vraisemblablement la lui envoyait :

« Et moy, qui ay toute ma vye aymé les tristesses, comme vous savez, Madame je sens mon cœur compatizer *de deux cens lieues* aux peines qui vous font bien heureuse : ayez agréable de ma bouche des louanges, de ma plume cet escrit¹. ».

Quand Madame répond, ils ne sont plus à deux cents lieues l'un de l'autre : sinon l'inviterait-elle à venir la voir et lui indiquerait-elle, comme si sa visite était

1. T. I de l'éd. Réaume, p. 532.

prochaine, imminente, le mot de passe ou les moyens de parvenir jusqu'à elle sans être remarqué ?

L'hypothèse qui se présente tout naturellement à l'esprit, c'est que Madame était à Paris quand elle écrivit cette lettre, et d'Aubigné aussi. La rencontre alors était possible. C'est pourquoi elle prend ses précautions contre les indiscretions, car elle se sent surveillée.

Or, la duchesse de Bar fit un séjour de plusieurs mois à la Cour de France en 1601, de juillet à décembre¹, et, pendant ce temps, elle eut à subir le plus rude assaut et le plus tenace qui ait été livré à sa foi huguenote. L'Estoile note que, le 13 août, arrivèrent à Saint-Germain les évêques d'Embrun, d'Évreux (du Perron) et de Clermont avec le capucin frère Ange (un Joyeuse), pour l'entreprendre sur sa conversion :

« Mais, nonobstant tout ce qu'ils y emploierent, elle demeura ferme et leur déclara, par généreuses réparties, qu'ils perdoient leur temps et qu'elle estoit aussi bien, ou mieux qu'eux, assurée de son salut en la profession de la Religion qu'elle faisoit, en laquelle, comme estant la vraie, elle estoit bien résolue de vivre et de mourir². »

Cette opiniâtreté irrita le Roi, excédé des plaintes du beau-père et du mari. Il malmena Catherine assez rudement, en propos d'une crudité toute béarnaise, auxquels elle répondait du même ton. Il lui disait que, tant que son mariage ne serait pas légitimé, « on ne la tiendrait que pour la garse d'un duc de Bar » ; à quoi elle répliqua que « le meilleur estoit que, de cette garse là, il se trouveroit qu'il en avoit esté le macquereau³ ». On voit que les mots ne lui faisaient pas peur. Mais voici qui est plus féminin. Comme il la menaçait d'une répudiation de la part de son mari si elle s'obstinait, elle repartit en souriant « qu'elle s'assuroit tant de sa bienveillance et bonne amitié que, quand son mari la lairroit, il [son frère] ne la déloisseroit point pour cela⁴ ». Et il eut beau jurer son Ventre-Saint-Gris qu'il le ferait, elle savait bien qu'il n'en ferait rien.

1. Elle arriva le 11 juillet (Cf. L'ESTOILE, t. VII, p. 305) et repartit le 17 décembre. *Ibid.*, p. 322.

2. L'ESTOILE, t. VII, p. 309.

3. L'ESTOILE, t. VII, p. 319-320.

4. *Ibid.*, p. 319.

L'attaque brusquée n'avait pas réussi, ni la manière forte. On revint à des moyens plus doux, et on lui proposa de nouveau une conférence contradictoire qu'elle accepta. Son beau-père, le Duc de Lorraine, avait écrit à du Perron de venir la trouver à Fontainebleau où était la Cour. L'Évêque y eut un premier entretien avec elle, le 7 octobre, sur la question de la messe. Elle le pria de rédiger ce qu'il lui avait dit, afin qu'elle pût soumettre la thèse catholique à ses ministres. Ceux-ci y répondirent le 17. Une conférence devait avoir lieu à Saint-Germain le mois suivant. Mais les pasteurs désignés ne parurent pas : ils ne voulaient discuter que par notes écrites. Madame repartit en Lorraine avant qu'on ait pu se mettre d'accord sur la procédure¹.

Au moment où elle montait en carrosse (17 décembre), du Perron, prenant congé d'elle, lui présenta un livre d'apologétique qu'il lui avait promis, et qu'elle mit dans son manchon². Simple politesse de sa part. L'Évêque, cependant, la croyait ébranlée; il écrivait peu après au cardinal Aldobrandini que Madame était « en assez bon chemin³ ». Il se faisait des illusions.

D'Aubigné fut-il pour quelque chose dans l'échec de cette dernière grande tentative de conversion de Madame? Certainement, et de toutes façons, il eut une action par sa *Lettre sur la Douceur des Afflictions*, qui n'avait pu que l'affermir dans sa Religion et la préparer au combat qu'elle allait avoir à soutenir. Mais fit-il plus, et, au fort même de la lutte, vint-il appuyer sa résistance? Je n'ai pas de preuves décisives d'un voyage de d'Aubigné à Paris en 1601, mais divers indices concordants qui fournissent une présomption assez forte.

M. Legouez, dans sa *Notice* de l'édition Réaume, rapporte un fait que malheureusement il ne date pas, sans doute parce que le document d'où il le tire — sans indiquer sa référence — ne précise pas la date. Catherine, pressée par le Roi de se prêter à un débat contradictoire entre controvertistes des deux religions, y aurait consenti à cette condition qu'elle « lui laisse le choys des douze, horsmis de trois qu'elle a voulu nommer », et ces trois personnes, en qui elle avait toute con-

1. Cf. l'abbé FÉRET, *Du Perron*, chap. III, p. 216 à 236 (éd. citée, Didier, 1877), et, pour entendre l'autre son de cloche, *Chronique Messine* du protestant Jehan de Morey, dans le *Bulletin du Protestantisme*, t. V (1856), p. 283 à 292. Voir aussi J. PANNIER, *L'Église réformée de Paris sous Henri IV*, p. 79-80.

2. Cf. L'ESTOILE, t. VII, p. 322.

3. Abbé FÉRET, *loc. cit.*, p. 234.

fiance, étaient M. de Courde, son pasteur et d'Aubigné. Elle craignait seulement que celui-ci « ne fraude son espérance, par la profession qu'il fait d'un autre métier, et par les haines qu'il a desjà acquises¹. »

A quelle époque cela se passe-t-il ? Rien n'interdit de supposer que c'est pendant le séjour de Madame à Paris, en 1601, quand elle était en butte à tant d'instances pour se laisser instruire. Quoiqu'à vrai dire il soit un peu surprenant, je l'avoue, après la *Lettre sur la Douceur des Afflictions*, qu'elle paraisse douter de d'Aubigné et de son acceptation si elle lui demande de l'assister en cette circonstance. C'était bien mal le juger. Mais elle était témoin de tant de défaillances, et se sentait par instants tellement abandonnée, qu'elle est excusable si elle a péché en pensée contre l'amitié. Souvenons-nous de ses plaintes à Bouillon. Au mois d'octobre 1601, lorsque la Cour était à Fontainebleau et que du Perron la préparait à la conférence projetée de Saint-Germain, le duc de Bouillon eut un jour la cruauté de lui dire que, si elle avait envie de les quitter, il n'était pas besoin de conférence, « laquelle ne pouvoit estre que préjudiciable à leurs Églises. Madame, avec les larmes aux yeux, répliqua que jamais ceste volonté ne lui estoit tombée au cœur ; mais bien avoit-elle à se plaindre d'eux, qu'estant poursuivie de tout le monde, elle n'estoit assistée de personne, et qu'un seul ne parloit pour elle² ».

Que, dans cet état d'esprit et cette amertume, elle ait eu par moments l'injustice de généraliser et de ne plus s'attendre à personne, ce n'est pas impossible. Mais aussi cela expliquerait l'effusion de sa gratitude pour d'Aubigné dans la lettre qu'a publiée M. Read ; il y entrerait à la fois de la reconnaissance et du repentir pour avoir douté de lui. La lettre serait écrite aussi bien en remerciement du *Traité des Douces Afflictions* que de l'assistance donnée sans réserve, à Paris, contre les convertisseurs. Interprétée avec cette double signification, la réponse de Madame me paraît s'éclaircir complètement.

M. Legouez croit, comme M. Read, d'une façon un peu plus dubitative peut-être, que c'est bien une réponse à la *Lettre sur la Douceur des Afflictions*, mais ce n'en serait qu'un fragment — ce qui a lieu d'étonner, à vrai dire, car elle semble bien, telle qu'elle est reproduite par Read, être entière — et il y en aurait un autre

1. Éd. Réaume, t. V, p. 113.

2. L'ESTOILE, t. VII, p. 318.

dans les manuscrits de Bessinges — je n'ai pu vérifier la chose — où Catherine remercierait d'Aubigné du bel éloge qu'il lui avait décerné, en disant « que la loy salique n'avoit pas partagé la constance en sa maison », c'est-à-dire l'avoit donnée aux femmes et refusée aux hommes. Allusion à un passage de l'*Histoire universelle*, remarque M. Legouez¹.

Mais Catherine mourut bien avant² que l'*Histoire* n'ait paru. D'Aubigné n'était qu'au début de la rédaction en 1601. Si donc ce fragment de la lettre existe à Bessinges, je l'expliquerais autrement. Rapportons d'abord le passage de l'*Histoire* en question. Il y figure sous l'année 1601 :

« Le roi... faisoit travailler à une seconde et dernière conférence pour faire que Madame changeast de religion ; à quoi il employa un soin merveilleux, des grandes promesses et des menaces sur la fin... [Elle] n'eut rien pour parer à tout cela que les pleurs et la fermeté. Enfin elle se fit laisser en paix, mais elle acquit la colère du roi pour avoir dit à ceux qui la pressoyent par l'exemple du frère, que cet exemple lui estoit loi en tout ce qui ne touchoit point l'honneur de Dieu, qu'elle savoit les bornes de l'obeissance et qu'enfin la loi salique n'avoit pas fait les partages de la constance en leur maison, touchant en passant l'exemple d'Antoine de Bourbon et de Jeanne d'Albret³. »

Ici le mot est mis dans la bouche de Catherine comme une inspiration personnelle. Si, dans une de ses lettres, elle l'attribue à d'Aubigné et l'en remercie, que faut-il conclure de cette apparente contradiction, sinon que c'est lui-même qui le lui avait suggéré, en la félicitant de sa constance religieuse et en faisant ce rapprochement entre les hommes et les femmes de sa famille ? Mais alors, ne devient-il pas très vraisemblable que c'est dans le temps même où elle se débattait à Paris contre les convertisseurs qu'il lui souffla cette fière réplique ?

Autre confirmation de sa présence. Je la trouve dans l'étrange histoire de Baronius (Brocardo Baronio, le neveu du Cardinal), échappé de Rome avec des secrets importants, et qui vint les communiquer à Paris « à une assemblée de doctes [protestants] que le duc de Bouillon y entretenoit pour défendre la créance

1. Éd. Réaume, t. V, p. 112-113 et notes.

2. Le 13 février 1604.

3. *Histoire universelle*, t. IX, p. 362.

de Madame¹ ». Ce ne peut être qu'à ce moment. Or, d'Aubigné est un des commissaires choisis par cette assemblée pour prendre connaissance des *Mémoires* emportés par Baronius².

Enfin j'invoquerai encore, à l'appui de mon hypothèse d'un voyage de d'Aubigné à Paris en 1601, l'anecdote rapportée dans l'*Avis de l'Imprimeur au lecteur*, en tête du premier volume de l'*Histoire* — et que j'ai déjà citée au chapitre précédent³. C'est la discussion qui aurait eu lieu dans le cabinet du Roi, à propos des travaux historiques de d'Aubigné, entre un jésuite et du Perron, le premier demandant au souverain d'interdire l'œuvre, le second au contraire de la favoriser et de l'aider de sa bourse, témoignage d'estime et de libéralisme, qui est tout à l'honneur du Cardinal et de d'Aubigné. Or l'Imprimeur déclare que ceci s'était passé quinze ans auparavant⁴. L'*Avis* étant daté de 1616, cela nous reporterait donc à 1601, si le chiffre de 15 ans est exact et non approximatif. Et comme manifestement, d'après le récit, d'Aubigné était présent à la discussion, c'est donc qu'en 1601 il était bien à Paris. Je ne donne pas cette preuve pour péremptoire, bien qu'elle soit mathématique, je veux dire qu'elle résulte d'une simple opération d'arithmétique ; mais, telle qu'elle, elle s'ajoute aux autres confirmations.

En résumé, d'Aubigné serait venu deux fois à Paris en 1600, et une fois en 1601, trois voyages rapprochés, ce qui nous montre que, malgré ses griefs religieux — et quelques autres — contre le Roi, il ne pouvait rester longtemps sans le voir ; et sans doute, du moins je veux le croire, était-ce réciproque. Au reste, quelques mois avant ce troisième voyage de 1601, d'Aubigné avait eu l'occasion, comme nous l'allons voir, d'éprouver lui-même la fidélité de ses sentiments envers son maître, et de lui rendre à son insu un signalé service. Si le Roi, comme il est probable, en fut informé peu après, je gage qu'il lui fit bon visage à son arrivée. Peut-être moins au départ, j'en conviens, quand d'Aubigné eut contrecarré ses efforts pour ramener sa sœur au catholicisme.

1. *Histoire*, t. IX p. 199-201.

2. Cf. *Mémoires*, éd. Réaume, t. II, p. 91-92. Voir aussi ci-dessous mon chapitre xiv, § 1, *in fine*.

3. Même tome, p. 173-174.

4. Cf. *Histoire universelle*, t. I, p. 18. éd. Ruble.

§ 2. — La Conspiration de Biron et le loyalisme huguenot. — Comment d'Aubigné dans un conciliabule mystérieux (février 1601) fait repousser les propositions de Biron.

Il est probable que l'Édit de Nantes, quoi qu'en pense d'Aubigné, avait donné une satisfaction suffisante à l'ensemble du Parti, car dans les années qui suivirent il ne bougea pas, malgré les tentations que purent lui offrir la guerre de Savoie et la conspiration du maréchal de Biron.

Ces deux ordres de faits sont liés d'ailleurs. Ce qui incita le Duc de Savoie à ne pas tenir les engagements pris ¹ lors de son voyage à Paris, « ce fust l'intelligence avec le mareschal de Biron, de qui il estimoit l'armée entre ses mains ² » — et d'autre part Biron, qui fut obligé de faire son devoir pendant la guerre, sans doute parce que la conspiration n'était pas encore mûre, ne pardonna pas à Henri IV — le Roi se défiait-il déjà de lui ? — de ne pas lui avoir donné le commandement supérieur, et de l'avoir relégué sur un théâtre d'opérations secondaire, dans la Bresse, où il eut en outre la mortification d'échouer devant la citadelle de Bourg ³. La vraie campagne fut conduite avec un plein succès par le maréchal de Lesdiguières dans les vallées de la Tarentaise et de la Maurienne ⁴.

Biron avait essayé de s'approprier le gouvernement de Bourg, avant de l'avoir pris — la peau de l'ours. Le Roi avait refusé. De dépit, de colère ⁵, il aurait tenté

1. Traité de Paris du 27 février 1600.

2. D'AUBIGNÉ, *Histoire universelle*, t. IX, p. 325.

3. Il était entré sans coup férir dans la ville le 13 août 1600, deux jours après la déclaration de guerre, mais la citadelle résista jusqu'à la paix, et même au delà, et ne se rendit qu'en mars 1601 sur un ordre formel du Duc de Savoie (cf. DE THOU, t. XIII, p. 519, 538, 572, et D'AUBIGNÉ, *Histoire*, t. IX, p. 344).

4. Le plus beau fait d'armes fut la prise du fort de Montmélian, que sa situation avantageuse semblait rendre inexpugnable. Mais « Suilli, grand maistre, montra du jugement » en trouvant un emplacement convenable pour la batterie, ce qui n'était pas commode (D'AUBIGNÉ, *Histoire*, t. IX, p. 330). Montmélian capitula le 16 octobre 1600, à terme de 30 jours, pour laisser le temps du secours qui ne vint pas (cf. DE THOU, t. XIII, p. 533, et *Lettres-Missives d'Henri IV*, t. V, p. 325, au Connétable, 19 octobre ; p. 328, au maréchal d'Ornano, 20 octobre ; p. 339, au grand prieur de Lucinge, gouverneur de la place, 3 novembre).

5. Biron tenait beaucoup du caractère de son père, le vieux maréchal, tué à Épernay après le siège de Rouen. Celui-ci avait été le loyal serviteur d'Henri IV, depuis son avènement, mais on se rappelle

de se venger en l'attirant sous le feu de l'ennemi — averti — lors d'une visite au camp devant Sainte-Catherine, que Biron assiégeait en même temps que Bourg¹. Tant que dura la guerre (août à décembre 1600), Duplessis-Mornay, malgré le ressentiment de la conférence de Fontainebleau, prêchait la sagesse à ses coreligionnaires, pour ne pas donner prise aux soupçons : « J'estime que plus que jamais nous devons estre modérés en nos actions...². » — « Ceux-là sont ou malins ou mal advertis qui font croire au roy que les huguenots brouillent, et particulièrement font mal interpréter tous mes pas et toutes mes syllabes...³. » — « Le passé doit estre garant de l'advenir, et si on m'a donné subject de passer par dessus le respect humain, la craincte de Dieu m'est une borne qu'avec son aide je n'oultrepasserai point...⁴. »

On peut l'en croire. Le passé, en effet — son passé — était garant de l'avenir, sa fidélité était à l'épreuve même de l'ingratitude royale. Seulement il faut noter, c'est une nuance, que ce n'est pas son loyalisme seul et son patriotisme qui lui dictaient ces conseils et cette attitude. Quand il invitait son parti à se tenir tranquille pendant la guerre, il songeait au moins autant aux intérêts de la religion protestante qu'à ceux du pays. La guerre étrangère lui paraissait une diversion salutaire aux passions et aux divisions intérieures, et donc une sauvegarde pour les Réformés contre un retour offensif du fanatisme catholique.

« Cest exercice-là nous consolidera tant mieux au dedans⁵. » — « Je tiens que nous avons à en louer Dieu ; car les malignes humeurs auront où s'esvaporer⁶. »

qu'il avait été constamment en conflit avec lui autrefois dans le gouvernement de Guyenne. Il avait « de grandes parties », la science militaire, la libéralité, mais autant de besoins que de générosité, d'où une ambition difficile à rassasier, et où il entraît encore plus d'orgueil que d'intérêt, un orgueil qui, en cas de déceptions, s'exaspérait jusqu'à la menace. Le fils avait surtout hérité des défauts du père, sur lequel on a une bien curieuse lettre de d'Aubigné à Sainte-Marthe, remplie d'anecdotes symptomatiques. Cf. Réaume, t. I, p. 186-190.

1. Cf. DE THOU, t. XIII, p. 529. D'Aubigné ne mentionne rien de suspect à cette occasion (*Histoire*, t. IX, p. 331). Le voyage d'inspection d'Henri IV à Sainte-Catherine et dans le Fossigny se place entre le 3 et le 8 octobre. Voir sa lettre du 3 octobre 1600 au Connétable, en partant de son quartier général de Chambéry, *Lettres-Missives*, t. V, p. 317-318. Il y rentra le 8.

2. A M. de Guaschon en septembre. *Mémoires de Mornay*, t. IX, p. 380.

3. A M. de Calignon, le 2 septembre. *Ibid.*, p. 383.

4. A M. de Loménie, secrétaire d'État, 2 septembre. *Ibid.*, p. 384.

5. A M. de Loménie, en juillet, avant même que la guerre ne fût déclarée. *Ibid.*, p. 377.

6. Dans la lettre à M. de Guaschon, en septembre, citée plus haut, t. IX, p. 380.

Entre deux maux il faut choisir le moindre. Il préférait la guerre étrangère à la guerre civile. Et on le comprendrait si ce danger avait été vraiment à redouter. Mais il ne l'était plus depuis l'Édit de Nantes, et tant qu'Henri IV vivrait, à moins que les Huguenots ne prissent eux-mêmes l'initiative de rompre le pacte. Il y avait donc dans le calcul qu'on faisait un certain égoïsme de parti, qui trouvait bon d'acheter un complément de sécurité au prix d'un mal général. C'est là un sentiment un peu déplaisant.

Et quand les négociations de paix furent engagées grâce à l'intervention pontificale, Duplessis le regretta ; et, dans l'espoir qu'elles échoueraient, il recommanda aux siens un redoublement de prudence, pour ne pas hâter cette paix en alarmant le Roi par la crainte du « dedans »¹.

La paix fut cependant conclue, le 17 janvier 1601, par un troc raisonnable de nos droits sur Saluces contre des territoires plus à notre portée, les possessions savoyardes sur la rive droite du Rhône. Mais, si l'on en croit d'Aubigné, il n'y eut pas que les Huguenots qui déplorèrent la précipitation de ce traité : « Tous les capitaines de la France » le regardaient « à contre-cœur », car on avait coupé les ailes à la Victoire, au moment où son essor faisait lever dans les esprits les souvenirs et les rêves des guerres d'Italie.²

Cette déception de l'armée pouvait être exploitée par Biron, bien qu'il ne partageât pas du tout les sentiments des « François qui n'avoient rien d'Espagne³ ». La preuve c'est que quinze jours après la paix, le 31 janvier 1601, il consommait sa trahison par la convention de Somo qui en fixait le prix, et le liait définitivement à l'Espagne et à la Savoie⁴. Dès lors, ayant franchi le « pas du diable » et jeté sa conscience au vent, il ne songea plus qu'aux moyens de réussir.

C'eût été un coup de maître, et un précieux atout dans son vilain jeu, d'obtenir l'adhésion des Réformés, qui représentaient une force organisée, et dont on avait

1. Recommandations faites en particulier à propos d'un conflit qui s'était élevé dans certaines villes du Midi, où les Catholiques se plaignaient d'être écartés des mairies par une interprétation abusive d'un article de l'Édit de Nantes : « La véhémence qu'on y apporterait, écrit Duplessis à Bouillon, le 4 janvier 1601, donnerait subject de hâter la paix estrangère, au lieu que le repos public semble requérir que la partie se lie » (c'est-à-dire que les hostilités reprennent). Cf. *Mémoires de Mornay*, t. IX, p. 401.

2. Cf. *Histoire universelle*, t. IX, p. 343.

3. *Ibid.*

4. Somo est en Italie, sur le Pô.

assez éprouvé la valeur guerrière. Mais comment les associer à tous les éléments troubles, qui entraient dans cette étrange conjuration, où prédominaient les Ligueurs mal repentis, et que soudoyaient même les puissances catholiques ? Il l'essaya pourtant, comptant sans doute sur les ambitions déçues qui existent dans tous les partis, quand un ordre de choses régulier est rétabli après une longue tourmente ; surtout pensant que, depuis la conversion du Roi, les Protestants devaient être en défiance contre lui, et n'avaient pas intérêt à le voir devenir trop puissant. Pour sonder leurs dispositions il s'adressa au duc de Bouillon, qui eut le tort de ne pas rejeter immédiatement ses propositions, et de les soumettre, comme si elles méritaient examen, à une sorte de conseil des Dix, réuni discrètement par lui en février 1601 dans un des châteaux de sa vicomté de Turenne. Les assistants étaient « ou personnes autorisées en son parti ou autres envoyez des plus grands ». D'Aubigné était du nombre, et en écrivant son *Histoire*, longtemps après l'événement, il crut pouvoir révéler cette « négociation qui n'a point, dit-il, esté découverte jusques ici ¹ ».

Nous allons voir que son intervention fut décisive, du moins à ce qu'il raconte. Elle reste anonyme dans l'*Histoire*, mais il en revendique justement l'honneur dans ses *Mémoires* :

« Vous avez à la fin du 13^e chapitre du tome 3^e ² un discours notable sous tître d'un Gouverneur de place, estimé violent partisan. C'est Aubigné qui monstra par là comment sa violence aux affaires des Réformez ne le faisoit point consentir aux iniques moyens ³. »

L'attitude de Bouillon, qui parla le premier, avait été beaucoup moins nette. Il se défendit d'ailleurs de vouloir formuler une opinion avant les autres, par cour-

1. Cf. D'AUBIGNÉ, *Histoire*, t. IX, p. 354. M. Mariéjols conteste la date de février 1601 (*Histoire de France*, de LAVISSE, t. VI, vol. II, p. 40), mais pour des raisons qui ne me paraissent pas péremptoires, et le texte de d'Aubigné est formel : la tentative de Biron auprès des Protestants est faite *un mois après* la paix de Savoie, cf. *Histoire*, t. IX, p. 360. Le Roi fut-il renseigné ? Sa police était bien faite, cf. *OEconomies royales* (collection Michaud et Poujoulat, t. I des *Mémoires de Sully*, p. 381-383 et 394-396) : il questionna Bouillon peu de temps avant l'arrestation de Biron.

2. La référence est incomplète, il manque l'indication du livre : c'est le V^e du tome III dans les éditions publiées par d'Aubigné, qui devient le livre XV dans l'édition Ruble, où les livres forment une série unique.

3. Éd. Réaume, t. I, p. 74.

toisie, afin de ne pas les influencer, mais elle perçait dans la façon dont il représentait et fit valoir les raisons et les offres des conspirateurs.

Quelle force et par conséquent quelles espérances dans ce nouveau parti ! Biron annonce « qu'il ne parle point de la part d'une association foible, mais de princes souverains, de ceux du sang de France et autres qui y tiennent cette qualité d'officiers de la couronne, gouverneurs de provinces, lieutenans de roi, et encore de la part de plusieurs cours de parlement, communautéz et villes principales du royaume, si bien qu'on ne doit point avoir honte de périr en cette conjonction¹. »

Ses affiliés, dit-il, connaissent et comprennent les ressentiments des Huguenots, mal payés de leurs services « auxquels tous d'un accord ils donnent la louange d'avoir sauvé l'Etat² ». C'était les toucher au point sensible que de proclamer cette ingratitude de la Royauté envers eux. Mais qu'était-ce que cette déception à côté de ce qu'on leur révèle ! Le Roi les trahit — car c'est trahison après l'Édit de Nantes — le Roi les a livrés à l'ennemi :

« Lors de la paix de Savoye... en un conseil où ont esté admis les ambassadeurs de l'empereur et du roi d'Espagne, il s'est fait une conjuration, signée du roi et de tous les susdits, avec quelques princes et officiers de la couronne de France, par laquelle ils ont fait association en forme de croisade, pour, à terme nommé, exterminer partout les réformez³ ».

Le Duc de Savoie a entre les mains les engagements authentiques de cette nouvelle Saint-Barthélemy ; il ne refuserait pas de les communiquer.

Voilà de quoi chasser les scrupules, et justifier le soulèvement préventif, auquel Biron propose comme appât la moitié de la France, au sud de la Loire, où les Réformés seront laissés maîtres, sans compter des villes d'otages dans l'autre partie, pour leur garantir qu'on ne traitera pas sans eux.

D'Aubigné convié à donner le premier son avis sur ces propositions, bien que l'âge ne le désignât pas — et cela prouve l'autorité dont il jouissait — riposta par un discours véhément, solidement construit en trois points⁴, où il repoussa avec

1. *Histoire*, t. IX, p. 355.

2. *Ibid.*

3. *Histoire universelle*, t. IX, p. 355-356.

4. *Ibid.*, p. 357 à 361.

indignation au nom du Parti le déshonneur qu'on leur offrait avec tous les royaumes de la terre. Il montra d'ailleurs que ce ne serait qu'un marché de dupes.

Qui parle à nous, se demande-t-il, qui sommes-nous et que nous dit-on ? La réponse à cette triple question dicte la conduite à suivre.

Ceux qui témoignent aujourd'hui tant d'intérêt à la Cause protestante ont été les « violents sollicitateurs de notre ruine qui, maintenant, ne trouvant pas leur compte, s'y veulent opposer par une charité, de laquelle ils ne sauroient dire la cause, ni nous la deviner. » Comment se fier à eux ? Comment croire à la sincérité de Biron qui hier « sentait l'athéiste », et, maintenant, parce qu'il a partie liée avec les puissances catholiques et la Papauté, fait le cagot et se traîne au pied des croix rencontrées sur la route :

« De cet eschantillon, jugez la pièce pour un concert d'ennemis de notre liberté, d'infidèles à la patrie, et d'ingrats au roi. »

Monstrueuse alliance que celle qu'on leur propose avec des gens dont tout les sépare, qui ne poursuivent que de vils intérêts humains, alors que les Réformés ont tout sacrifié à un idéal moral et religieux. Ce serait contaminer le Parti que de le commettre avec eux.

Et que leur demande-t-on ? De troubler le royaume « par précaution du trouble » et d'attirer sur eux « les malédictions des peuples... l'opprobre de tous les Français... avec l'horreur des nostres mesmes... qui ne consentiront pas à la nouveauté ».

Retenons cet avertissement. D'Aubigné sait et reconnaît que ses coreligionnaires ne marcheraient pas, si on les appelait à la révolte. C'est donc que dans l'ensemble ils sont satisfaits de la situation présente, c'est-à-dire du régime de l'Édit.

Il y a bien, il est vrai, cette histoire de conjuration des souverains catholiques, avec laquelle on peut essayer de les alarmer. Mais d'Aubigné, si défiant d'ordinaire en ces matières, n'a pas l'air d'y croire ou d'y attacher grande importance : « Il n'y a rien de nouveau en cette conjuration que la personne du roi, laquelle nul de nous ne croit estre menée en cet affaire avec gayeté, mais traînée à contre-cœur. » Même si c'était vrai, il plaiderait donc les circonstances atténuantes. Ce calme et cette modération étonnent de sa part, mais on sent qu'à cette heure grave il fait effort sur lui-même pour juger avec équité ou avec indulgence la con-

duite religieuse du Roi. Car la même excuse, remarquons-le, vaut pour expliquer son abjuration, et, s'il ne le dit pas formellement, il le laisse entendre.

En fait, il a confiance en lui ; il est assuré qu'il ne les sacrifierait pas. Si ce n'était par un reste d'amitié, ce serait du moins par politique, afin de les maintenir comme contre-poids du « Grand Parti », c'est-à-dire du Catholicisme ultramontain et espagnol : « Il est sensible à la jalousie de son Estat, lequel il void en pièces, comme il l'a bien sçeu dire, quand le respect des huguenots ne fera plus distraction des desseins du grand parti ; il n'a point encores monsté d'avoir perdu cette opinion. »

Il est regrettable qu'une argumentation si droite, si nette, aboutisse à une conclusion qui l'est beaucoup moins, et que d'Aubigné, après ce vigoureux réquisitoire contre les traîtres, préconise à leur égard une conduite assez équivoque. Je sais bien que ce ne serait qu'une tactique, mais elle eût été dangereuse, et pour le Parti qui risquait de s'y compromettre, et pour la France qu'elle laissait exposée à une surprise. Que recommande-t-il, en effet ? Non pas, comme on s'y attendrait, de rejeter l'offre avec mépris, et de signifier à Biron que les Huguenots ne voulaient avoir rien de commun avec de mauvais Français, mais au contraire il conseille de conserver le contact et de ne pas rompre les pourparlers, afin d'être au courant de ce qui se trame et de pouvoir s'y opposer au bon moment, au besoin en le révélant au Roi. — Pourquoi pas tout de suite ? Et n'y a-t-il pas à craindre de laisser aller les choses trop loin, et d'avertir trop tard ? Si encore il n'obéissait qu'à un scrupule — discutable, mais honorable — en hésitant à dénoncer, sans nécessité absolue, des gens qui se sont fiés à eux, on comprendrait. Mais, en fait, il y a une autre raison à l'expectative qu'il désire qu'on garde, une raison moins avouable, dont il ne se cache d'ailleurs pas avec des coreligionnaires : c'est que l'entreprise de Biron, si criminelle qu'elle soit, a l'avantage de diviser les Catholiques ; alors il y a intérêt à ne pas l'arrêter trop tôt, et donc à laisser espérer un concours éventuel des Protestants. Ce ne sera qu'un appât trompeur, bien entendu, mais il produira le résultat cherché :

« Je sais bien que la division entre ceux qui nous veulent détruire est un présent du ciel pour nous garantir ; mais recevons les justes effects qui s'en produiront, sans nous polluer dans les choses iniques et pleines de danger. Je dis donc que nous devons laisser échapper les impatiences de ces meschans à leur honte,

sans la nostre, mesnageans leur espérance sans nostre crime, par la longueur qui se trouve à donner un pli nouveau à notre grand corps et l'instruire de choses à quoi il ne peut estre si tost préparé ; le tout sans promesse absolue ni par parole ni par escrit. »

Voilà du machiavélisme assez compliqué ; et cette façon de se laver les mains d'un crime que, dans l'ombre, on aura fait mine d'encourager, tant qu'il s'en tiendra à la préparation — où sera la limite exacte ? — cette attitude où d'Aubigné voit sans doute le fin du fin de l'habileté politique, ne saurait nous plaire autant qu'à lui-même. Ces subtilités et ces artifices choquent plus de sa part que d'un autre, tant ils jurent avec son caractère. Il se flatte de pouvoir par ce moyen « observer la foi aux choses et aux personnes », c'est-à-dire concilier tous les devoirs : envers le Roi et la France, envers les Églises, envers les traîtres mêmes qu'il ne voudrait pas trahir. Il s'abuse. Il y avait là des intérêts trop opposés pour être ménagés tous ensemble ; et, dans un conflit de devoirs, il faut savoir choisir. En réalité il a choisi, et le corps du discours en témoigne. Il a bien vu où était le devoir essentiel. C'est dans la manière de le remplir qu'il peut se tromper. Mais il reste, et c'est l'important, que, sans hésiter, il a repoussé du pied l'alliance avec ceux qui conspirent contre le Roi, et que sa fidélité a éclaté comme un cri du cœur. Cela rachète bien des injustices, notamment dans l'appréciation de l'Édit de Nantes. A vrai dire son grand grief contre le Roi, c'est l'abjuration ; mais l'indignation qu'il en a éprouvée ne s'est jamais traduite qu'en paroles. Quand il s'agira de passer aux actes, toujours il reculera ; c'est son honneur et c'est son absolution.

Après son beau discours au conseil des Dix, « la compagnie, nous dit-il, n'eut qu'une voix à l'approbation de ce que dessus, et le seigneur, qui l'avoit convoquée, ajouta que tout ce qui venoit d'estre allégué estoit son sentiment, mais que l'usage méritoit leur conseil, bien joyeux de le voir ainsi approuvé ¹ ».

Bouillon sauvait au moins la face adroitement, et, n'ayant pas rencontré chez ses partenaires les dispositions qu'il espérait, il changeait de visage sans hésiter.

C'est d'Aubigné qui voyait juste, en effet, en déclarant que les Protestants refuseraient de se laisser entraîner dans cette aventure. Leur abstention confirma son pronostic. Le Parti, dans son ensemble, demeura indemne de toute contagion. C'est

1. *Histoire universelle*, t. IX, p. 361.

la meilleure preuve qu'il avait retrouvé la santé morale, et que le régime de l'Édit, si honni par d'Aubigné, lui était bon.

Certes, on avait encore des sujets de plaintes, soit contre le gouvernement central, soit contre les autorités locales, les Parlements en particulier, pour des infractions à l'Édit¹ ; mais les réclamations suivaient leur cours normal, et parvenaient au Roi par les Cahiers de requêtes périodiques. La difficulté était de maintenir cette soupape de sûreté après la suppression des assemblées politiques qui jusqu'alors avaient eu la charge de rédiger les Cahiers. L'Édit de Nantes ne les autorisant plus², il fallait trouver une autre forme de représentation du Parti, et un autre organe de transmission des griefs et demandes. L'institution des Députés généraux en Cour, véritables ambassadeurs permanents des Églises auprès du Roi, répondit à ce besoin. Ce fut le compromis adopté au moment de la disparition de la dernière survivance de la Grande Assemblée qui avait débattu l'Édit de Nantes. On se rappelle³ qu'elle avait été autorisée à laisser derrière elle, pour en surveiller l'exécution, une réduction d'assemblée qui devait durer jusqu'à l'établissement de la chambre mi-partie de Guyenne. Les candidats proposés pour être juges en cette chambre furent agréés par le Roi en septembre 1600. Six mois après la petite assemblée (de Saumur) subsistait encore par un instinct de conservation peut-être naturel, mais qui à la longue devenait gênant pour le gouvernement, car les Catholiques protestaient. Henri IV la somma de se dissoudre (27 mars 1600). Elle eut beau faire appel aux provinces, aux Grands du Parti, au Synode national de Jargeau (avril), force lui fut de se résigner à mourir (31 mai 1601). Mais avec une compensation et une consolation : le Roi avait consenti à la convocation d'une dernière Assemblée pour élire les premiers Députés généraux, et fixer leur mode de nomination ultérieur, à défaut d'Assemblées pour les désigner⁴.

1. En dehors des protestations renouvelées contre les modifications introduites par l'Édit vérifié, les plaintes qui reviennent le plus souvent concernent : l'irrégularité du paiement des ministres, du fonds d'entretien des garnisons toujours réduit au-dessous du chiffre promis, — l'admissibilité aux charges publiques, qui reste trop souvent théorique et lettre morte, — les retards apportés à l'établissement des juridictions exceptionnelles, des cimetières et collèges protestants, — les tracasseries locales pour gêner l'exercice du culte, etc.

2. Interdites par l'article 83. Cf. Texte de l'Édit dans ARQUEZ, *Assemblées politiques des Réformés*, p. 482.

3. Cf. mon chapitre x ci-dessus, § 2, t. II, p. 144, 146 et 147 (avec la note 1).

4. Cf. ARQUEZ, *Assemblées politiques des Réformés*, p. 183-187.

C'est à Sainte-Foy, en octobre 1601 (du 16 au 29), que se réunit cette Assemblée qui devait être la dernière. Il y en aura d'autres. Mais enfin on n'en pouvait être assuré, et la mission de celle-là était assez mélancolique, puisqu'elle consistait à régler les funérailles des assemblées politiques et à transmettre leur succession. Saint-Germain et Desbordes-Mercier furent les premiers exécuteurs testamentaires, je veux dire les premiers Députés généraux présentés au choix du Roi et agréés. Mais pour l'avenir, la procédure adoptée, ou plutôt l'absence de procédure fixe pour la nomination des Députés généraux, montre bien qu'on gardait l'espoir de la résurrection des Assemblées : on ne voulut pas se lier à un moyen qui eût permis de se passer d'elles. Il fut donc décidé — vaguement — qu'ils seraient désignés soit par des Assemblées, soit par des Synodes nationaux, soit autrement ¹.

Au fond, on n'avait en vue que l'élection par des Assemblées ; et, comme il n'y en eut pas de permises en 1603, ni en 1604, le Synode national de Gap (1603) préféra accepter le maintien en fonctions des mêmes Députés généraux — ils n'étaient régulièrement nommés que pour un an. C'est donc Saint-Germain et Desbordes-Mercier qui présentèrent les Cahiers pendant trois années, ceux de l'Assemblée de Sainte-Foy d'abord, ceux des provinces ensuite. Henri IV y répondit avec bonté et accorda tout ce qu'il put, sauf la révision des modifications apportées à l'Édit vérifié, qu'il estimait de peu d'importance ². Mais à part cela, l'application de l'Édit s'améliorait de jour en jour, les infractions étaient corrigées, les résistances brisées. Ainsi se faisait peu à peu l'accommodation du petit État protestant, reconnu par l'Édit de Nantes, au grand État dont il faisait partie.

Somme toute, dans l'ensemble, si on néglige les cas épars d'intolérance et les déceptions individuelles, les Réformés étaient satisfaits de leur sort et jamais ils ne s'étaient sentis si bien protégés. Duplessis en fait l'aveu dans une lettre du 26 mars 1604 à M. de La Fontaine, pasteur français résidant en Angleterre : « Nos Églises, par la grâce de Dieu, et sous le bénéfice des édicts du roy,

1. Cf. ANQUEZ, *op. cit.*, p. 208. Article 1^{er} du Règlement de la Députation générale.

Ce règlement se trouve tout au long dans le volume mss. 2.608 de la Bibliothèque Mazarine, au procès-verbal de l'Assemblée de Sainte-Foy.

2. Cf. ANQUEZ, *op. cit.*, p. 212-213.

jouissent d'une condition qu'elles n'ont point envie de changer. L'Évangile est presché librement, non sans progrès ; la justice nous est départie ; nous avons des lieux où nous mettre à l'abri contre l'orage ; s'il survient quelque contravention, on oit nos plainctes ; souvent on les répare. On pourroit désirer en plusieurs lieux que nos exercices feussent ou plus proches ou plus commodes ; que nous eussions plus de part aux honneurs et aux charges ; et peult-estre ne seroit-il pas ni inutile au roy, ni indeu à nos services. Mais ce sont choses à souhaiter, et non à exiger ; complainctes de chrestiens trop douillets ou purement d'hommes. Brouiller le monde tant soit peu pour cela, il n'y a veine qui y tende ¹. »

Ce témoignage est d'autant plus précieux, qu'à l'époque où Duplessis le rend, il ne saurait être suspect de complaisance pour le Roi, contre qui au contraire il est assez aigri par sa disgrâce injustifiée depuis la conférence de Fontainebleau. En outre, il existe à ce moment dans le Parti une cause de mécontentement qui pourrait rendre moins sensibles les avantages dont on jouit, c'est la poursuite intentée au duc de Bouillon pour participation au complot de Biron. On sait que Biron, arrêté le 14 juin 1602 ² sur la dénonciation d'un complice, La Fin, et jugé pour haute trahison par le Parlement de Paris, fut condamné à mort et exécuté le 31 juillet.

L'accusation portée contre Bouillon ne paraît pas si invraisemblable quand on a vu le rôle assez louche joué par lui dans le conciliabule mystérieux que raconte d'Aubigné. Mais ceux qui y avaient assisté avaient bien gardé le secret ; aussi personne dans le Parti ne croyait à sa culpabilité, et on ne doutait pas qu'il ne fût victime d'une machination catholique pour le perdre. Henri IV avait-il des preuves formelles contre lui ? Au début sans doute des soupçons seulement, mais assez sérieux pour le sommer de venir se justifier ³. Dans la suite l'enquête aurait révélé des charges graves, une correspondance coupable avec le Roi d'Espagne ⁴.

1. DUPLESSIS-MORNAY, *Mémoires*, t. IX, p. 539-540.

2. En même temps que le comte d'Auvergne (fils de Charles IX) qui sera relâché le 2 octobre suivant. Voir dans les *Pièces épigrammatiques* (éd. Réaume, t. IV, p. 374) un quatrain au comte d'Auvergne et un à Biron faits à ce moment (les pièces XLII et XLIII).

3. Voir la réponse que fera Henri IV, le 18 mars 1603, à l'Électeur Palatin, beau-frère de Bouillon, chez qui il s'était réfugié à Heidelberg, et qui était intervenu en sa faveur, *Lettres-Missives*, t. VI, p. 53.

4. Le Roi le fera certifier à Duplessis par son envoyé Hespérien, en mars 1605 (cf. dans les *Mémoires de Mornay*, t. X, p. 64-69, le compte rendu de la mission d'Hespérien à M. de Sillery, en particulier la page 69.)

Quoi qu'il en soit, et qu'il se défiât de la justice du Roi ou qu'il ne se sentit pas la conscience bien nette, il se dispensa d'obéir à son injonction et d'aller le trouver. Redoutait-il le sort du maréchal de Biron ? Mais d'où lui serait venue cette appréhension s'il n'avait rien eu à se reprocher ? Une lettre qu'il écrira beaucoup plus tard à Duplessis, quand il croira à l'imminence d'un arrangement à l'amiable, ne donne pas l'impression qu'il était si sûr de son innocence ¹.

On s'expliquerait alors ses échappatoires. Il réclamait et n'acceptait qu'une juridiction, celle de la chambre mi-partie de Castres. Duplessis, invité par le Roi à s'entremettre pour le faire céder, appuya au contraire sa prétention à être jugé à Castres comme conforme à l'Édit de Nantes ². Point de vue très discutable. Les tribunaux spéciaux avaient été institués pour garantir aux Huguenots le droit commun, et non pour juger des crimes contre la sûreté de l'Etat. Duplessis, il est vrai, invoquait aussi des considérations d'opportunité politique, arguant qu'il ne fallait laisser aux Réformés aucun doute sur l'équité de la sentence qui serait rendue. Le Roi passa outre à cet avis, et fit défense à la chambre de Castres de s'occuper de cette affaire qui revenait de droit au Parlement de Paris, dont Bouillon était justiciable comme duc et pair. Privilège redoutable en la circonstance. Il prit peur. D'où sa fuite en Allemagne, à Heidelberg, chez son beau-frère l'Électeur Palatin (janvier 1603). Celui-ci écrivit au Roi pour plaider sa cause (8 février). D'autres manifestations de solidarité protestante se produisirent en sa faveur : une députation des Princes allemands (avril), une autre des Cantons suisses. Le Synode de Gap, qui se tint du 1^{er} au 23 octobre 1603, trouva un moyen original de protester contre le procès fait à Bouillon : ce fut de rendre une sentence contre le Pape, et d'insérer dans la Confession de foi imprimée des Églises réformées un article proclamant à la face de l'univers que le Pontife romain était l'Antéchrist annoncé par les Écritures. Duplessis a beau prendre la défense du Synode ³ ; ce

1. Cf. *Mémoires de Mornay*, t. X, p. 130-133. C'est au moment (en 1605) où l'entremise adroite du Landgrave de Hesse, Maurice le Savant, lui avait obtenu un sauf-conduit pour aller présenter sa défense au Roi, et la promesse qu'il n'aurait que lui pour auditeur et juge : des difficultés ultérieures empêchèrent cet arrangement d'aboutir.

2. Cf. dans les *Mémoires de Mornay* la demande du Roi, t. IX, p. 487-488 (et t. X, p. 68) et la réponse de Duplessis, t. IX, p. 488-490.

3. Voir ses arguments dans ses lettres aux Députés généraux MM. Desbordes-Mercier et Saint-Germain, du 29 décembre 1603, t. IX, p. 522-523, et dans un plaidoyer en forme qui suit, p. 524-527.

n'en était pas moins un défi maladroit — et puéril — jeté au Catholicisme, dans le temps même où Henri IV s'employait avec tant de persévérance à assurer la pacification religieuse.

Toute cette agitation était un peu artificielle, et ne pénétra pas dans les couches profondes du Parti, attaché à la paix de l'Edit, et tenant à la conserver. On s'en apercevra lorsque le Roi se décidera à des mesures de rigueur. Il ne rencontrera aucune résistance, et Bouillon sera proprement lâché par ses coreligionnaires. Une Assemblée réformée, autorisée en 1605 — et dont nous reparlerons — refusera de s'engager dans cette aventure. D'Aubigné, qui n'a pas pardonné au Duc de s'être montré trop accommodant avec la Cour lors de la Grande Assemblée, prendra ce jour-là sa revanche :

« Le duc de Bouillon, ayant envoyé à ceste assemblée pour lui prattiquer quelque résolution contre les menaces de la cour, eut pour réponse que, par la paix de Chastelleraut, il avoit énervé toutes les vigueurs du parti, fermé les voyes à telles délibérations, comme *on* lui avoit prédit quand il faisoit le mal ¹. »

Ce *on* c'est d'Aubigné, et on croirait que c'est lui qui a dicté la réponse. Il est sûr en tout cas qu'en la rapportant il y met son accent personnel.

Dès lors ce sera la débâcle pour Bouillon : en 1605 (octobre), l'occupation de sa vicomté de Turenne, en 1606 (avril) l'expédition royale contre Sedan, d'où Henri IV le ramènera à Paris, soi-disant réconcilié, mais faisant une triste figure dans le cortège du triomphateur :

« Le vendredi 28^e de ce mois (avril 1606), rapporte L'Estoile dans son *Journal*, le Roi, revenant de son voyage de Sedan, rentra à Paris par la porte Saint-Antoine, accompagné de plusieurs princes et seigneurs, et entre autres de M. le mareschal de Bouillon, qui estoit vestu tout simplement d'un habillement tanné, monté sur un simple cheval sans aucune parade, et portoit un visage fort triste. A l'arrivée de Sa Majesté, furent tirées de l'Arsenal force canonnades ; et estoit près de lui M. de Rosni, qui l'entretenoit et lui monstroit les belles dames ². »

On comprend que Bouillon se soit senti mal à l'aise sous les regards ironiques

1. *Histoire universelle*, t. IX, p. 304. Par un invraisemblable lapsus chronologique d'Aubigné met cet incident et cette assemblée sous l'année 1599.

2. L'ESTOILE, t. VIII, p. 216-217.

des belles dames et des Parisiens. Mais si son amour-propre put en souffrir, la vengeance au fond n'était pas bien terrible, puisque deux ans après le Roi devait retirer la garnison mise à Sedan. Il n'avait donc voulu que donner une leçon à Bouillon et un avertissement aux grands. En sa personne, c'est leur tête à tous qu'il courbait sous le joug de l'autorité royale restaurée. Mais il avait fait tomber celle de Biron pour avoir vraiment médité le crime de Judas. La différence de traitement prouve la différence de culpabilité. Si la fidélité de Bouillon chancela, ce ne fut sans doute qu'une velléité passagère, et non suivie d'effet. Et son cas resta isolé. Sa défaillance ne retombe pas sur le Parti.

§ 3. — Pro Christo et Rege: d'Aubigné entend ne trahir ni l'un ni l'autre. — Une explication avec Henri IV à ce sujet après la mort de La Trémoille (fin 1604 ou début 1605). — Son rôle à l'Assemblée générale de Châtellerault (26 juillet au 9 août 1605).

En contribuant à empêcher le Parti de tremper dans la vilaine affaire Biron, d'Aubigné avait montré qu'il gardait fidélité au Roi malgré l'abjuration. Tout en le condamnant, et en l'appelant au Tribunal de Dieu, il lui restait dévoué — par devoir et par affection. Il rendait à César ce qui appartient à César, et il le rendait de bon cœur et de bonne grâce. Mais le service de Dieu primait celui du Roi. C'est dire que jamais il ne consentirait à lui sacrifier les intérêts de la Religion, tels qu'il les comprenait, ni la défense de ses coreligionnaires. Henri IV le savait. Il connaissait assez son caractère pour ne pas se faire d'illusions à cet égard, et si jamais il en avait eu, la conduite de d'Aubigné aux Assemblées les aurait dissipées. Il n'avait aucun espoir de le rallier. Il lui en voulait sans doute de cette fermeté inébranlable. Il lui en voulait surtout au moment où elle le gênait tant en fortifiant la résistance des autres; mais il ne pouvait s'empêcher d'admirer au fond, tout en la raillant comme un ridicule,

cette grande roideur des vertus des vieux âges
dont d'Aubigné était l'image.

Car il avait reconnu que c'était un mérite rare, même dans les milieux pro-

testants, où il avait trop souvent jeté avec succès l'appât des faveurs et des libéralités. Ceux qui mordaient à l'hameçon lui plaisaient peut-être davantage, mais il avait de l'estime pour les autres ; et il le laissa bien voir à d'Aubigné dans une circonstance mémorable, quoiqu'il essayât de lui donner le change par un ton de reproche qu'il ne put conserver jusqu'au bout.

C'était au moment de la mort de La Trémoille, qu'il n'aimait pas, le seul peut-être de ces Huguenots intraitables à qui il ne pardonna pas de lui avoir tenu tête. C'est que La Trémoille jouissait dans le Parti d'un prestige incomparable, par la grandeur de sa maison, et plus encore, par sa grandeur d'âme : deux noblesses qui se faisaient valoir l'une l'autre. On se rappelle son rôle aux Assemblées qui débattirent l'Édit de Nantes, et comment il accueillit à Saumur, en 1597, le marché que lui proposaient les commissaires royaux, Schomberg et de Thou¹. D'Aubigné qui a transmis à la postérité ce beau trait, à la gloire de son ami, l'avouait pour suzerain d'élection, parce qu'il voyait briller sur son blason l'honneur huguenot dans toute sa pureté². Aussi sa disgrâce lui fut une raison de plus d'afficher davantage ce vasselage volontaire. Il y avait entre eux une sorte de pacte à la vie, à la mort. Et ce n'était pas là une formule ; qu'on en juge par cette anecdote :

« Ceux qui tenoient bon pour le Parti, courants sans cesse grande risque de leur vie, et ayants serment de mourir ensemble, le Roy ayant faict démarcher quelques forces pour investir le Duc dans Thouars, il escrivit à Aubigné : *Mon ami, je vous convie suivant nos jurements à venir mourir avec vostre très fidèle.* La responce fut : *Monsieur, vostre lestre sera bien obeye, quoy que je la blasme d'une chose, c'est d'avoir allégué nos promesses qui doivent estre trop présentes pour les ramentevoir*³. »

Ne semble-t-il pas que l'esprit et les coutumes de l'ancienne chevalerie revie-

1. Cf. ci-dessus t. II, p. 142-144.

2. Voir avec quelle émotion, et quelle piété pour la mémoire du père, il écrit au fils de La Trémoille, qui avait exprimé le désir de le rencontrer en octobre 1616. « Monseigneur, vostre commandement accomplit un de mes plus grands désirs et me fait espérer une chose dont je me suis vanté à tous mes amis et en toutes occurrances, c'est de donner avant mourir une bonne journée à l'aquit de ce que je doibz à feu M. de la Trimouille, auquel je ne voy nul pareil en mérites... » (collection des ducs de la Trémoille). Cf. Réaume, t. I, p. 563.

3. Mémoires de d'AUBIGNÉ, éd. Réaume, t. I, p. 77.

vent dans l'union de ces deux hommes si bien assortis, de même valeur morale, et prêts, par l'estime et l'admiration mutuelles, à se dévouer totalement l'un pour l'autre ?

Claude de La Trémoille était sensiblement plus jeune que d'Aubigné¹. Mais il mourut prématurément à trente-huit ans, le 25 octobre 1604, à son château de Thouars, après une courte maladie², entouré des siens et de « quelques ungs de ses plus affectionnés³ » qui avaient eu le temps d'accourir à son chevet. Je veux croire que d'Aubigné était du nombre⁴, mais Duplessis-Mornay, qui avait été mandé un des premiers par le malade dont il devait être l'exécuteur testamentaire⁵, ne nomme expressément que La Noue et le Député général Saint-Germain Monroy. En tout cas d'Aubigné s'associa du fond du cœur au deuil de la famille, et se mit à l'entière disposition de la veuve⁶. Mais bientôt il se sentit si désespéré par la perte d'un tel ami, *animæ dimidium suæ*, qu'il eut un moment de dépression, et comme si désormais il était sans défense, « ne voyant plus personne à cause des corruptions et pensions, à qui il pust se conjoindre pour deffendre sa vie en cas d'oppression », il songea à quitter la France, et déjà il avait fait ses préparatifs de départ et commencé d'embarquer ses « bahuts » (coffres de voyage) sur un bateau « traversier », quand arriva fort opportunément un courrier royal apportant des lettres, où « avec les familiaritez du temps passé » Henri le pria de venir en qualité de « Doyen des Esquiers » enseigner à deux de ses jeunes successeurs les joutes, tournois et combats de barrière⁷.

1. Il était né en 1566 et avait donc 14 ans de moins.

2. Cf. DUPLESSIS-MORNAY, t. X, p. 14 (à l'Électrice Palatine, sœur de Mme de La Trémoille), et t. X, p. 28 (à M. de Bourron).

3. Même lettre à M. de Bourron, p. 27.

4. Si, comme je l'ai supposé dans mon chapitre XI, § 3, ci-dessus, même tome, p. 241, la *Méditation en prose sur le Psaume 16* lui a bien été inspirée par la mort de La Trémoille, l'argument qui la précède confirmerait qu'il était présent à cette mort. (Cf. éd. Réaume, t. II, p. 204.)

5. En même temps que l'Électeur Palatin et le duc de Bouillon ; mais comme ceux-ci étaient hors de France, c'est Duplessis qui, muni de leur procuration, devait assumer toute la tâche, et tout le mécontentement du Roi qu'il ait accepté cette tâche. Cf. deux lettres à M. de Saint-Germain du 31 décembre 1604, et du 2 janvier 1605. *Mémoires de Mornay*, t. X, p. 49 et 50. — Voir aussi deux lettres de justification au Roi à ce propos, des 1^{re} et 15 décembre 1604, et une réponse assez sèche d'Henri IV, le 17 décembre. *Ibid.*, t. X, p. 42, 44 et 45.

6. Cf. une lettre de d'Aubigné au secrétaire de la Duchesse, le 24 novembre 1604 (Réaume, t. I, p. 561).

7. *Mémoires*, éd. Réaume, t. I, p. 74-75. On lit, d'autre part, dans les *Mémoires de Bassompierre* (éd. du

C'était la reprise de la vie de Cour, brillante, dont les Valois avaient donné le spectacle et laissé le regret. La paix enfin conquise après tant d'épreuves ramenait les plaisirs d'autrefois. Ces exercices chevaleresques en particulier, images d'une guerre archaïque, simples jeux belliqueux, annonçaient par leur retour la fin de la vraie guerre qui comme une tempête avait secoué et désolé le pays. On comprend qu'Henri IV, pour marquer l'avènement de cette ère nouvelle, ait voulu faire revivre avec éclat ces passes d'armes élégantes et hardies, où s'était complue naguère et signalée son activité prisonnière pendant son séjour forcé à la Cour des Valois. D'Aubigné, qui était déjà lié alors à sa fortune et son premier écuyer, n'y excellait pas moins. En s'adressant à lui pour les restaurer dans leur ordonnance traditionnelle, il ne rendait pas seulement hommage à sa maîtrise, mais il témoignait que ces souvenirs de jeunesse lui restaient chers, et c'était une manière de renouveler leur affection en la retrempeant à sa source première. D'Aubigné le comprit ainsi. Touché et flatté à la fois de cet appel, il s'empressa de décharger son « traversier » et de changer la direction de son voyage. C'est ainsi qu'il passa deux mois en Cour à la fin de 1604 ou au début de 1605¹.

Le Roi, tout en lui faisant bon visage, évita longtemps le tête-à-tête et les sujets délicats, sans doute pour ne pas le heurter, et pour le remettre en confiance avant de lui dire ce qu'il avait sur le cœur. Mais enfin vint l'heure de l'explication, qui, engagée par Henri sur le mode ironique afin de dissimuler son émotion, prit, dès la première réplique de d'Aubigné, un accent de gravité où l'on sent des deux côtés résonner le fond des âmes. Voici le récit sans apprêt, et qui n'en est que plus impressionnant, que d'Aubigné nous a laissé de cette intime conversation :

marquis de Chanterac pour la *Société d'Histoire de France*, t. I, p. 161), que « le dimanche 27 février 1605 se fit le combat à la barrière, le seul qui se soit fait du règne du feu Roi ni de celui de son fils ». C'est sans doute pour la préparation de cette fête que d'Aubigné fut appelé.

1. Il n'avait pas encore quitté le Poitou à la fin de novembre 1604 et il n'en était même pas encore question (cf. la lettre déjà citée au secrétaire de la duchesse de La Trémoille, Réaume, t. I, p. 561). Je relève, d'autre part, dans le récit des *Mémoires* un détail assez surprenant. Outre des lettres du Roi pour le mander à la Cour, d'Aubigné en aurait reçu « d'autres du duc de Bouillon, lors auprès de S. M. et encore du sieur de La Varenne, confirmatives de sa bienvenue à la Cour ». (Éd. Réaume, t. I, p. 74.) Pour Bouillon la chose est impossible, et il ne peut y avoir là qu'une confusion de souvenirs. Compromis comme on l'a vu dans l'affaire Biron, il était alors réfugié, et pour longtemps encore, à Heidelberg chez son beau-frère l'Électeur Palatin.

Il y avait déjà deux mois qu'il était en Cour « sans que le Roy ouvrist la bouche du passé ; mais un jour que Monsieur le Premier [écuyer] de Liancourt fit que l'Esquier qui estoit en quartier présenta sa place au Doyen des Esquiers [d'Aubigné] il l'accepta, et en entrant dans le bois, le Roy lui tint ce discours : *Je ne vous ay point encore parlé de vos Assemblées, où vous avez failli à tout gaster, car vous estiez bon, et je corrompois tous vos plus grands, si bien que j'en ay fait un mon espion et vostre traistre pour six cents escus. Combien de fois, en voyant que vous ne suiviez pas mes volontez, ay-je dit :*

*O que si ma gent
Eust ma vois ouïe !
Et puis, j'eusse en moins de rien
Peu vaincre et deffaire, et cæt.*

Mais quoy, pauvres gens, vous estiez peu qui travailliez aux affaires, et le reste à leurs bources, et à gagner mes bonnes grâces à vos despens. Je puis me vanter qu'un homme des meilleures maisons de France ne m'a cousté à corrompre que cinq cents escus.

« Après plusieurs tels propos, d'Aubigné respondit ainsi : *Sire, je suis tombé en election, que j'ay fuyie quand les autres la practiquoyent. On a tiré le serment de moy qui eschet en tel cas ; je ne sçay que c'est de l'oublier, ni de l'explicquer ; seulement je sçay que tous nos plus apparents, hormis Monsieur de la Trimouille, vendoyent leur peine à vostre Majesté, comme estant là pour ses affaires : je mentirois si je vous en disois autant ; j'y estois pour les Esglises de Dieu, avec autant plus de juste passion qu'elles estoient plus abaissées et plus affaiblies, vous ayant perdu pour protecteur. Dieu miséricordieux ne veille pas laisser d'estre le vostre : Sire, j'ayme mieux quitter vostre Royaume et la vie que de gagner vos bonnes grâces en trahissant mes frères et compagnons. La replicque du Roy fut estrange : *Cognoissez-vous (dit-il), le President Janin ?* Sur la négative, il poursuivit : *C'est celuy sur la cervelle duquel toutes les affaires de la Ligue se reposoyent ; voilà les mesmes raisons desquelles il me paya ; je veux que vous le cognoissiez, je me fieray mieux en vous et en luy, qu'en ceux qui ont esté doubles,**

« A ce discours j'en veux joindre un autre qui se fit au despart ; après une grande ambrassade, Aubigné congédié retourna au Roi, et luy dit : *Sire, en regardant vostre visage, il me donne les anciennes hardiesses suivant lesquelles j'ose demander à mon Maistre ce que l'ami demande à l'ami ; defaites trois boutons de vostre estomac, et me dites pourquoy voys m'avez peu hayr ?* Le Roy ayant pasli, comme il faisoit à tout ce qu'il prononçoit d'affection, dit : *Vous avez trop aimé la Trimouille.* Responce, *Sire, ceste amitié s'est faicte à votre service.* Demande, *Ouy, mais quand je l'ay hay vous n'avez pas laissé de l'aimer.* Responce, *Sire, j'ay esté nourri aux pieds de vostre Majesté attaquée de tant d'ennemis et d'accidents, qu'elle a eu besoin de serviteurs amateurs des affligez, et qui n'abandonnassent pas vostre service, mais redoublassent leur affection au prix que vous estiez accablé par une puissance supérieure ; supportez de nous cest apprentissage de vertu.* Il n'y eut autre responce que l'ambrassade d'à Dieu¹. »

Le bel épisode et l'admirable profession de foi dans la bouche de d'Aubigné ! Principes et sentiments, tout y a la même valeur. L'honnêteté foncière et la générosité de sa nature s'y expriment tout entières : manquer à son serment, manquer aux malheureux, sont des lâchetés qui lui font également horreur. Il n'achèterait à ce prix ni la faveur du Roi, ni encore moins la vie. — Et d'ailleurs y aurait-il gagné vraiment la faveur du Prince ? Des faveurs tout au plus, ce n'est pas la même chose ; mais il aurait perdu son amitié profonde le jour où il aurait démenti son beau et grand caractère. N'est-ce pas ce qui ressort du propos d'Henri sur le Président Jeannin, qu'il met à part dans son estime avec d'Aubigné, très au-dessus de tous les autres ? Et plus significatifs encore que cet aveu sont les paroles muettes, les silences expressifs, les attitudes, les regards, tout ce que d'Aubigné nous fait deviner, tout ce qui rend la scène si émouvante, et qui semble avoir tenu tant de place, ce jour-là, dans le langage du Roi. En vérité d'Aubigné pouvait s'en retourner satisfait. Il avait senti encore une fois le cœur de son maître battre à l'unisson du sien.

Au moment de son voyage en Cour, une nouvelle Assemblée générale protestante était autorisée en principe — par brevet royal du 28 octobre 1604 — à l'effet de remplacer les premiers Députés généraux dont le mandat était depuis longtemps

1. *Mémoires*, t. I de l'éd. Réaume, p. 75-76.

arrivé à son terme. C'est celle à laquelle Bouillon devait s'adresser inutilement. Est-ce en prévision de cette Assemblée qu'Henri IV jugea opportun de catéchiser d'Aubigné, et de lui remontrer l'inutilité de son opposition dans les précédentes, afin de le désarmer cette fois ? Il se pourrait, et il n'est pas interdit de penser qu'en provoquant cette explication, il ne cédait pas seulement à un mouvement d'affection qui le ramenait vers un ami, mais qu'il avait une arrière-pensée. Dans ce cas, il en fut pour ses frais de diplomatie.

Cette *Assemblée de Châtelleraut* eut une naissance assez laborieuse. Le Roi répugnait à l'accorder, pour ne pas renouveler le précédent de Sainte-Foy (octobre 1601) et ne pas régulariser ainsi le système d'élection des Députés généraux par des assemblées politiques contraires à l'Édit de Nantes. Les Réformés, en revanche, voyaient là une occasion périodique de tourner l'interdiction, et tenaient donc beaucoup à consacrer, par une seconde dérogation, la tolérance des assemblées. De là l'insistance qu'ils mettaient à la demander. Ils avaient un autre motif plus important encore peut-être : le délai de concession des places de sûreté, qui leur avaient été laissées pour huit ans par l'Édit de Nantes, approchait de sa fin. Il y avait doute d'ailleurs sur l'époque de l'échéance, parce qu'il y en avait sur le point de départ : fallait-il compter les huit années depuis la signature de l'Édit, ou seulement à partir de l'enregistrement au Parlement de Paris, ou même plus tard encore, dans les autres Parlements ? L'écart pouvait être de deux ans, suivant la façon dont on calculerait. Si l'on faisait courir le délai depuis la signature, il expirait en 1606. Qu'allait-il advenir ? Les Protestants estimaient que l'hostilité dont ils étaient l'objet n'avait guère diminué, et qu'ils avaient autant besoin de ces garanties qu'en 1598. Tout leur effort tendait donc à obtenir une prolongation. C'était leur objectif essentiel en sollicitant l'Assemblée, encore qu'ils ne l'avouassent pas¹.

Le Roi ne l'ignorait pas, et il était au fond assez disposé à leur donner cette satisfaction, mais pas d'emblée, afin de garder un moyen d'action et de pression sur

1. Cf. DUPLESSIS-MORNAY, *Mémoires*, t. IX, p. 557 à 561, lettre du 24 août 1604, avant l'octroi de l'Assemblée, au Député général Saint-Germain ; t. X, p. 94 à 99, Mémoire aux Églises, en juin 1605, en vue des assemblées provinciales qui vont avoir à élire les Députés à la Générale et à les munir d'instructions ; t. X, p. 104 à 110, Mémoire daté du 22 juillet 1605, adressé directement à l'Assemblée qui va s'ouvrir le 25, et lui fournissant tous les arguments à faire valoir pour justifier la prorogation des places de sûreté.

les délibérations de l'Assemblée. C'est peut-être parce qu'il avait cette arme en mains que finalement il autorisa la convocation. Et ainsi se dessinait un compromis, ou un marché possible : la prorogation des places contre le consentement de l'Assemblée à une procédure d'élection des Députés généraux, qui n'impliquât pas la nécessité d'assemblées périodiques.

Aussi, pour souligner le caractère exceptionnel de celle-ci, il avait imposé certaines conditions, contre lesquelles les Députés généraux et après eux les représentations provinciales, soufflées par Duplessis, avaient vainement protesté¹ : limitation de l'ordre du jour, qui ne devait pas comporter d'autre question que celle de la Députation générale ; contrôle des débats par un représentant de la Couronne, protestant de qualité qui, à ce titre, aurait voix délibérative conformément au Règlement de Sainte-Foy (de 1594), etc. Cette dernière exigence surtout, par la défiance qu'elle manifestait, parut humiliante et insupportable. D'autant qu'on craignait, si on s'y soumettait, d'être obligé de décerner la présidence à ce personnage². La crainte s'accrut quand on sut que ce serait Hosny, le gouverneur du Poitou (depuis 1603).

« L'assemblée, pour éviter cela, changea la coutume et l'article [de Sainte-Foy], eslisant un président avant l'examen des lettres d'envois et pouvoirs. Et là-dessus envoyèrent au duc de Suilli la pluspart de l'assemblée, et par un gentilhomme de la maison du roi prièrent le duc de les laisser en leur liberté ; ce que lui receut doucement. Mais Parabère répliqua à un Pui Michel, portant la défense en termes plus durs, que sa qualité lui donnoit séance par l'article de Sainte Foy. Le Provençal respondit : Nous avons cassé l'article en vostre considération³. »

Cadet de Puimichel était, en effet, député de Provence. Quant au gentilhomme de la maison du Roi, ce titre recouvre d'Aubigné lui-même. Il donne dans ses

1. Cf. ANQUEZ, *Assemblées politiques des Réformés*, p. 212 à 216, et DUPLESSIS, t. X, p. 51 à 57, *Advis pour estre envoyé aux Églises sur le mémoire des points proposés par S. M.* Ce mémoire, contenant les conditions du Roi et les remontrances qu'y avaient faites les Députés généraux, avait été envoyé par ceux-ci aux provinces, avec prière de l'examiner et de formuler leurs observations.

2. Cf. à ce sujet une conversation de Duplessis le 8 mars avec un envoyé du roi Hespérien, *Mémoires de Mornay*, t. X, p. 64-69 ; et une lettre de Duplessis à M. Rivet, pasteur à Thouars, du 22 mai 1605, t. X, p. 91-92.

3. D'AUBIGNÉ, *Histoire*, t. IX, p. 303. J'ai déjà noté à propos de Bouillon que d'Aubigné, par une confusion extraordinaire, mettait cette Assemblée de 1605 sous l'année 1599.

Mémoires des détails et des précisions sur la démarche dont il fut chargé auprès de Sully, ou plutôt Rosny, car il n'était pas encore duc de Sully :

« De là à deux ans se fit une Assemblée à Chastelleraut, à laquelle fut envoyé le Duc de Sully. M. de la Nouë et Aubigné furent en leur absence députés à Saint-Maixent [c'est-à-dire élus à Saint-Maixent ou députés par Saint-Maixent]. Ce fut pourquoy ce dernier estant arrivé à Chastelleraut pour s'excuser sur l'élection non accoustumée, et sur ce que la hayne de sa personne nuirait aux affaires qu'on luy mettoit en mains, comme il estoit sorti, cependant qu'on adviseroit là-dessus, au lieu d'accorder sa demande, quelques excuses qu'il peust apporter, on [lui] donna la commission d'aller advertir le Duc de Sully (qui prétendoit de présider) à ce que il s'abstint de l'Assemblée, sinon aux occasions selon lesquelles il voudroit parler de la part du Roy¹. »

D'après le procès-verbal de l'Assemblée² d'Aubigné fit, en effet, partie, ainsi que Puimichel, de la délégation choisie pour aller « gratifier » le marquis de Rosny, c'est-à-dire lui porter les hommages de la compagnie. Mais rien n'indique dans le procès-verbal qu'il y ait eu le moindre incident à la réception. Rosny expliqua les raisons de sa venue et demanda qu'on lui soumit le plus tôt possible les requêtes qu'on avait à présenter.

D'autre part, il n'est guère possible que Puimichel ait répliqué à Parabère invoquant, pour avoir droit de séance, un article de Sainte-Foy : « Nous avons cassé l'article en votre considération. » Car il aurait anticipé sur les événements. L'Assemblée s'ouvrit le 26 juillet, c'est le jour même que fut faite auprès de Rosny cette démarche de courtoisie³; et c'est seulement deux jours après, le 28, que fut votée une modification du Règlement de Sainte-Foy (revu déjà à Chastelleraut en 1597), pour retirer aux personnages de qualité le privilège d'assister aux séances avec voix délibérative sans être régulièrement députés aux assemblées : « A esté aussi arrêté que nul n'y pourra présider qui ne soit député et eslat à la pluralité des voix et suffrages⁴. »

1. Éd. Réaume, t. I, p. 77.

2. Mazarine, vol. ms. 7608, Actes de l'Assemblée de Chastelleraut.

3. Qu'avait conseillée du Plessis. Voir dans ses *Mémoires*, t. X, p. 95-96, son mémoire de juin 1605 aux Églises pour la préparation de l'Assemblée.

4. Procès-verbal (Mazarine, vol. cité) à la date du 28 juillet.

Que ceci visât spécialement Rosny, on ne saurait dire ni oui ni non ; c'est à demi vrai et à demi faux. Il ne s'agissait plus de l'écarter de la présidence puisque la question était réglée, et que l'élection du bureau avait eu lieu dès le jour de l'ouverture, le 26. C'est le baron de La Caze, député de la Saintonge, Aunis et Angoumois, qui avait été nommé président. Mais il est bien évident que c'est l'alerte causée par la candidature possible de Rosny qui avait déterminé cette réaction. Je ne dis pas, en effet, que tout soit faux dans le récit de d'Aubigné. Il y avait bien eu quelque chose, mais dans la coulisse et avant le lever du rideau, c'est-à-dire avant l'ouverture de l'Assemblée. Rosny sentant ou pressentant une résistance, avait de lui-même décliné toute candidature, ce qui rendait inutile la signification brutale dont d'Aubigné se targue dans ses *Mémoires*, plus encore que dans l'*Histoire*, d'avoir été l'huissier.

La correspondance officielle, que Rosny entretenait avec le Roi et ses ministres pendant son séjour à Châtellerault, ne laisse pas de doutes, en effet, ni sur le désir qu'aurait eu Henri IV de lui voir au moins offrir la présidence, par déférence, quitte pour lui à la refuser, ni sur l'opposition que Rosny fit à cette idée :

« Quant à la prière que V. M. désiroit qui me fust faite de vouloir présider en l'assemblée, je ne nieray point que je n'ay esté celuy seul qui a empesché qu'il n'en s'en fist seulement la propositon, et ce, pour deux causes et raisons si pressantes que vous les trouverez telles, lorsque je les représenteray à V. M.¹ ».

Dira-t-on que les raisins étaient trop verts, et qu'il repoussait ce qu'il n'aurait pu obtenir ? C'est bien possible. Le futur duc de Sully était assez vaniteux et susceptible ; mais, quel qu'ait été le mobile, en renonçant de lui-même, il s'épargna l'affront d'un refus. Je ne crois donc pas que la scène que d'Aubigné raconte, et où lui et Puimichel tiennent un rôle avantageux, ait pu être jouée telle qu'il la rapporte, autrement qu'en imagination. Il a arrangé et embelli les choses. Nous le verrons dramatiser de même façon le dernier acte de l'Assemblée.

1. Réponse à une lettre du Roi du 27 juillet. Cf. *OEconomies Royales* (collection Michaud et Poujoulat au t. II des *Mémoires de Sully*, p. 58, col. 2). Il tenait le même langage au secrétaire d'État Villeroy, qui lui avait écrit, le 28 juillet, que le Roi se plaignait du manque d'égards des députés dans cette affaire : « Quant au mal contentement qu'il a pris de ce que ceux de l'Assemblée ne m'ont pas offert de présider en icelle, c'est moy seul qui les ay empeschez, non seulement de le faire, mais aussi de mettre ce point en proposition ny délibération... » (Lettre du 8 août. *Ibid.*, p. 240).

Dans l'intervalle, il y fit de bon travail, car *il fut de presque toutes les commissions — de rédaction ou de négociation*. Le procès-verbal nous le montre sans cesse sur la brèche. Le 26, après l'entrevue avec Rosny, il est désigné avec quelques autres pour mettre sur pied les demandes à présenter au commissaire royal, notamment pour la prolongation des places. Il fait partie de la délégation qui va les porter. Le lendemain, c'est Rosny qui vient à l'Assemblée et y prononce une harangue « d'une grande demi-heure, » pleine de bonne humeur, mais qui ne dut pas être trop du goût des députés, car il y déprécia la valeur des places de sûreté, parmi lesquelles il y avait tant de « bicoques » indéfendables, et se moqua agréablement de certains gouverneurs, comme Duplessis, qui étendait démesurément les fortifications de Saumur, sans se rendre compte qu'il y faudrait huit mille hommes pour les défendre, si jamais il prenait fantaisie au Roy de s'y attaquer. Le jour où il entrerait en campagne pour reconquérir ses villes, elles ne feraient pas long feu et peut-être verrait-on même le plus fort des généraux protestants, Lesdiguières, « tourner jacquette » (ou casaque) et faire sa composition plutôt que de risquer la partie ¹.

Tout cela, arguments et saillies, pour conclure que la meilleure sauvegarde des Huguenots était encore la bienveillance du Roi, et qu'il fallait donc lui complaire en se conformant à son désir pour la nomination des Députés généraux, c'est-à-dire en lui proposant six noms entre lesquels il choisirait, au lieu de lui désigner d'office, et par conséquent de lui imposer les deux titulaires. C'était bien peu de chose, semble-t-il, que cette satisfaction réclamée par l'autorité royale, et c'était beaucoup moins que l'exigence première formulée dans les conditions mises à l'autorisation d'une Assemblée². Que demandait alors le Roi? Qu'on adoptât un mode de nomination qui permit de se passer d'Assemblées générales, au moins pendant un assez long temps. Et pour cela il proposait deux solutions : ou bien que l'élection fût confiée à tour de rôle aux provinces protestantes, ou bien que l'Assemblée lui fournit un lot de candidats, parmi lesquels il pourrait puiser pendant plusieurs années³. Maintenant il renonçait ou paraissait renoncer à trancher la question pour

1. Mazarine, vol. ms. 7608, Actes de l'Assemblée de Châtellerault, 27 juillet.

2. Conditions exposées dans le mémoire envoyé aux provinces par les Députés généraux en exercice et qui avait donné lieu aux remontrances dont j'ai parlé ci-dessus.

3. Cf. ANQUEZ, *op. cit.*, p. 214-215.

l'avenir, il laissait le côté ce terrain trop brûlant, et il se bornait à vouloir régler la situation présente, c'est-à-dire le remplacement actuel des Députés généraux par un protocole qui ménagerait sa dignité. Prétention bien modeste, dont la modération aurait déjà pu être accueillie par l'Assemblée comme une victoire. Et cependant elle protesta encore, pas seulement pour la forme ou par habitude, mais parce que ce bloc enfantine de six candidats ne lui disait rien qui vaille. Elle craignait que ce ne fût un moyen détourné de revenir au programme primitif, et que le Roi, après avoir choisi sur la liste les deux personnages qui lui agréeraient le mieux, n'eût l'idée d'utiliser les restants pour les renouvellements ultérieurs. Aussi après en avoir délibéré le 28 juillet, le lendemain de l'audition de Rosny, elle lui envoya une députation pour lui faire part de ses objections. D'Aubigné en était¹. Mais il trouva son maître. Rosny joua habilement, pour faire céder l'Assemblée, de l'appât de la prolongation des places; et elle accepta donc de faire ce qu'on lui demandait, mais en stipulant que les quatre candidats qui resteraient sur le carreau, une fois que le Roi aurait fait son choix, ne conserveraient aucun mandat des Églises pour remplacer éventuellement les deux autres. Et d'Aubigné fut encore un de ceux qui portèrent au commissaire royal cette résolution².

Celui-ci revint à l'Assemblée le 30, pour presser l'élection, « avec promesse que la diète nomination fût faite, il avoit en mains de quoy donner contentement aux diètes Eglises ». Toujours la prorogation des places qu'il faisait miroiter; mais ce n'était pas le miroir à alouettes; il avait réellement le pouvoir et l'intention de leur faire ce cadeau. Seulement, donnant donnant; c'était clair et l'on comprit. Le vote eut lieu le 1^{er} août, les résultats en furent communiqués à Rosny par une délégation dont faisait à nouveau partie d'Aubigné³, et qui lui présenta en même temps une motion de l'Assemblée, suppliant le Roi, puisque la charge des Députés généraux n'était que pour une année, d'accorder dès maintenant qu'une nouvelle Assemblée se tiendrait au terme de leur mandat, pour nommer leurs successeurs.

Rosny refusa de transmettre cette supplique avec les noms des six candidats, et

1. Procès-verbal de la journée du 28 juillet, ms. 2608.

2. *Ibid.*, journée du 28.

3. *Ibid.*, journée du 30.

4. *Ibid.*, journée du 1^{er} août.

déclara qu'elle devait être insérée dans les Cahiers des Églises, et que ce serait l'affaire des Députés généraux de l'appuyer avec les autres requêtes. Ainsi la question était réservée, il évitait d'engager le Roi en aucune façon à ce sujet ; et il faut croire que la procédure qu'il indiquait était, en effet, la seule régulière — ce qui montre l'avantage qu'il y avait pour le Roi à se faire représenter par un protestant au courant du mécanisme de l'organisation huguenote — car l'Assemblée après une vaine insistance, finalement, s'inclina¹. Et elle se rendait si bien compte qu'il y avait peu de chances d'obtenir une nouvelle Assemblée si rapprochée que, prévoyant le cas, elle donnait alors mission au prochain Synode national « de pourvoir au changement des deputez² ».

Cette question de la Députation générale, réglée, au moins provisoirement, celle des places de sûreté passait au premier plan. Il s'agissait de recevoir le prix de la bonne volonté — relative — dont on venait de faire preuve. Sully l'avait annoncé, promis à plusieurs reprises ; maintenant il fallait payer. S'il allait se dérober ? D'Aubigné prétend qu'il y songea, et que c'est lui qui l'en empêcha. Une commission avait été nommée par l'Assemblée, le 2 août, « pour faire entendre à M. de Rosny les très humbles recommandations que les Églises ont à faire à S. M. en ce qui concerne la seureté et les places qu'il luy a pleu leur donner en garde ». Elle comprenait les sieurs de Jarnac et Courtaumer, de Maraval, *Daubini* (Daubigny ou Daubigné), de Mirande, de la Devèze, du Cros³. Elle n'avait pas seulement la charge de soutenir la demande de prorogation, mais d'exposer les besoins et les situations particulières des diverses places. Une de ces situations était, paraît-il, si compliquée que l'Assemblée y avait perdu son latin, et que sans doute la commission en fit autant, car d'Aubigné fut prié de la débrouiller seul, et puis de faire son rapport. Il le bâtit en quelques heures, et il fut unanimement approuvé. Il semble encore tout fier de cette prouesse, quand il raconte *sa Vie à ses enfants* :

« La compagnie ayant esté trois jours à desmesler un afaire pour Oranges, tellement implicite que les intérêts du Roy, du prince d'Oranges, des Esglises de Dauphiné et du Languedoc, du Mareschal des Diguières, de la ville d'Oranges à

1. Procès-verbal de la journée du 1^{er} août.

2. Procès-verbal de la journée du 2 août.

3. *Ibid.*

part, du Sieur de Morges, du Sieur de Blacons, et d'autres Seigneurs notables du pays se chocquoient; la compagnie, ne voyant chemin de desmesler ces contrariétés, quelqu'un proposa qu'on commandast à un seul d'en faire la résolution, et qu'il seroit plus aisé de corriger sur l'escrit que sur les paroles qui s'en alloient en l'air. Aubigné choisy pour cela demanda trois jours de terme, et dès lors sortant de l'Assemblée, prit du papier, et sur la mesmoire fresche esbaucha sa besogne, et puis ayant considéré qu'après y avoir pensé plus long temps, qu'elle ne lairroit pas d'estre bien controllée et litturée, il rentre dans la compagnie, blasmé de n'aller pas travailler à sa besogne. Il la leur mit sur la table, et dans demie heure rappelé, après la censure, trouva qu'on luy avoit troublé une silabe seulement, et a tous jours estimé cest escrit le plus heureux de tous les siens¹. »

Le 7 août, Rosny vint apporter à l'Assemblée le brevet royal nommant La Noue et Ducros Députés généraux, ainsi que le brevet de prorogation des places de sûreté pour quatre ans. Cette prorogation devant compter depuis la fin des huit années précédemment accordées par l'Édit de Nantes, il expliqua, pour dissiper tout malentendu, que ce premier délai n'avait commencé à courir que du jour où l'Édit avait été enregistré par *tous* les Parlements, et non pas seulement au Parlement de Paris. C'est le Parlement de Rennes qui l'avait vérifié le dernier, en août 1600. Les huit années n'expireraient donc qu'en août 1608, si bien que, à l'époque où l'on était, la conservation des places par les Protestants était encore assurée pour sept ans. Interprétation très libérale, et dont l'Assemblée se montra satisfaite, mais qu'elle aurait voulu voir consacrée par un engagement écrit. Sully déclara que la parole du Roi pouvait suffire. Néanmoins l'Assemblée, en prononçant sa clôture, le 9 août, remit au Député général Ducros, entre autres pièces, le brevet des places, pour être emporté à Paris et « refformé » suivant ses désirs par la précision de temps qu'elle demandait.

1. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 78). Il y a des allusions à cette affaire d'Orange dans le procès-verbal de l'Assemblée (Mazarine ms. 2608). Mais on trouve surtout des précisions dans la correspondance échangée entre Rosny et les secrétaires d'État pendant sa mission à Châtellerault, notamment dans une lettre que lui adresse Villeroy — après la clôture de l'Assemblée — le 12 août. Blacons, gouverneur d'Orange pour le Roi, était en révolte ouverte contre Lesdiguières, le gouverneur de la province. La situation se compliquait des droits des Princes d'Orange (de Hollande) sur le pays, et des intrigues qui en résultaient. La ville d'Orange était le refuge des Protestants de la région. C'est pourquoi les Églises s'intéressaient vivement à cette affaire, craignant que si Blacons était dépossédé, il ne fût remplacé par un gouverneur catholique.

Voilà ce que nous apprend le procès-verbal¹, et on ne se douterait pas à le lire, qu'il y avait eu des incidents de la dernière heure. Or, si l'on en croit d'Aubigné, ils avaient été assez sérieux et la situation un moment fort tendue.

Voici d'abord le version des *Mémoires* :

« A la fin de ceste Assemblée, le Duc de Sully luy ayant fait commandement, de par le Roy, de se desjoindre, par les menées d'Aubigné qui seroyent longues à déduire, le Duc de Sully fut contraint de partir luy mesme, ayant laissé à l'Assemblée le brevet des places qu'il nioit avoir, et puis refusoit l'ayant monstré². »

Dans l'*Histoire* il y a plus de détails, mais l'action personnelle de d'Aubigné y est plus dissimulée :

« Durant ceste assemblée se prattiquèrent plusieurs ruses d'un costé et quelque fermeté de l'autre. Sur la fin, le duc leur fit un rude et absolu commandement de se séparer dans le lendemain midi sans les consentements [pour les places] desquels il avoit le pouvoir en sa pochette, voulant, ainsi qu'on dit, rapporter du pain au logis. Il adjousta au commandement menaces d'employer l'autorité et les forces du roi. Mais, sur le soir, quelques-uns de l'assemblée ayant catéchisé Préau, gouverneur du lieu, Boisguérin, le prévost de Poictou et autres desquels le duc se faisoit fort, ceux-là ayants donné promesse d'obéir à l'assemblée, le duc, voyant tout affermi contre ses menaces et quelques résolutions qui le faschoyent, demanda audience au matin et là satisfit à quelques particuliers qu'il avoit offensez. Et pour conclusion tira de sa pochette les brevets du roi pour la confection des choses demandées et continuation des places de seureté³. »

Sully étant venu pour la dernière fois à l'Assemblée le 7 août, comme nous venons de le voir, et y ayant apporté les brevets royaux, c'est donc la veille au soir 6 août qu'aurait eu lieu ce branle-bas de combat.

Il n'y a aucune allusion à ces difficultés extrêmes — dans les deux sens du mot — chez Sully. N'en aurait-il rien dit au Roi? C'est bien invraisemblable. Tout paraît au contraire, d'après ses comptes-rendus, s'être passé en douceur, et finalement en congratulations réciproques. Où est la vérité?

1 Ms. 2608 (Mazarine), séance du 7 août et fin de l'Assemblée.

2. *Mémoires*, éd. Réaume, t. I, p. 77-78.

3. *Histoire universelle*, t. IX, p. 304.

D'Aubigné l'accuse de duplicité, et d'avoir essayé d'escamoter au dernier moment le brevet relatif aux places, après l'avoir laissé entrevoir pour obtenir de l'Assemblée qu'elle déférât au désir du Roi dans la question de l'élection des Députés généraux. Il l'avait dans sa pochette, dit-il, et il voulait l'y garder. Il faut s'entendre. Ce que Rosny avait en poche, trois semaines mêmes avant l'ouverture de l'Assemblée, c'était un brevet, daté du 4 juillet, qui prolongeait l'occupation seulement pour trois ans¹. Ce n'est pas celui-là qu'il remit à l'Assemblée le 7 août, mais un autre, postérieur d'un mois (daté du 4 août) et qui était plus avantageux, accordant quatre ans au lieu de trois. Si dans les jours précédents Sully donna l'impression de tergiverser et de temporiser, c'est qu'il l'attendait. Naturellement le Roi aurait préféré qu'il se servît du premier, et lui avait écrit de faire tout son possible pour amener l'Assemblée à se contenter de trois ans². Sully passa outre. Les Protestants n'eurent donc pas à se plaindre de lui en cette circonstance.

Je ne vois, en confrontant *les Économies Royales* et le procès-verbal de l'Assemblée, qu'un point où le marquis de Rosny usa peut-être de quelque rouerie ; c'est à propos de la fixation du terme final des huit premières années de garde des places. Il fut verbalement très catégorique dans le sens que j'ai indiqué plus haut, mais quand on lui demanda une confirmation écrite du Roi pour éviter toute contestation ultérieure, il déclara qu'il n'était pas en mesure de la donner. Or, il l'avait dans sa pochette, comme dit d'Aubigné, et l'avait reçue en même temps que le second brevet de prorogation du 4 août. Les voici tous deux, tels qu'ils sont reproduits dans les *Mémoires* de Sully³ :

« Aujourd'hui, quatriesme jour d'aoust 1605, le Roy estant à Saint-Germain-en-Laye, désirant favorablement traiter ses sujets de la religion prétendue réformée et leur donner toute occasion de continuer en l'affection et l'obéyssance qu'ils doivent à S. M., elle leur a, pour bonnes occasions importantes au bien de son service et à la tranquillité de son royaume, ac-

1. Voir les secondes Instructions qu'il emportait (*Économies Royales*, collection Michaud et Poujoulat, t. II des *Mémoires de Sully*, p. 44, col. 2, et p. 45, col. 1 et 2). Elles sont datées du 4 juillet et contresignées de Neufville (Villeroy). Elles ont un caractère plus confidentiel que les premières, datées de la veille et contresignées FORGER (*Ibid.*, p. 43 et 44, col. 1). ANQUEZ (*Assemblées politiques des Réformés*, p. 217-218) donne une analyse exacte des unes et des autres.

2. Cf. Lettre du Roi du 4 août, *Économies Royales* (Michaud et Poujoulat), t. II, p. 65, col. 1, reproduite dans les *Lettres-Missives d'Henri IV*, t. VI, p. 496.

3. Michaud et Poujoulat, t. II des *Mémoires de Sully*, p. 67, col. 1 et 2.

cordé la prolongation de la garde des villes, places et chasteaux qui leur avoient esté délaissés pour seureté, par brevet de S. M. du dernier avril 1598, et ce pour le terme de quatre ans, à compter du jour de l'expiration des huict ans portez par le dit brevet et sous le mesme entretenement et autres clauses et conditions contenues en icelui. En tesmoin de quoy sa dite Majesté a commandé le présent brevet en estre expédié, qu'elle a voulu pour ce signer de sa main et fait contresigner par moy, conseiller en ses conseils d'Etat et secrétaire de ses commandemens. »

HENRY,

et plus bas : FORGET.

Voilà pour la prorogation, et voici pour le décompte des années :

« Aujourd'huy, quatriesme jour d'aoust 1605, le Roy estant à Saint-Germain-en-Laye, ayant, par autre brevet de ce mesme jour, accordé à ses sujets faisans profession de la religion prétendue réformée la prolongation de la garde des villes, places et chasteaux, qui leur avoient esté délaissés pour seureté par brevet de sa dite Majesté du avril 1598, et ce pour le terme de quatre ans à compter du jour de l'expiration des huict ans portez par le dit brevet (de 1598), a déclaré les dits huict ans n'avoir eu cours que de la publication de l'Édit de Nantes faite en tous ses Parlemens, ayant commandé le dit brevet leur estre expédié, etc... »

FORGET.

Pourquoi Sully ne délivra-t-il pas celui-ci avec l'autre ? Mystère. Sans doute il le jugeait inutile, et il était choqué de la défiance de l'Assemblée après les explications très nettes qu'il avait fournies sur ce point, et qui, enregistrées au procès-verbal, engageaient la parole du Roi. Il se peut qu'il y ait eu des mots entre lui et d'Aubigné à ce propos ou à d'autres. Ce qui me donne à croire qu'ils s'étaient heurtés au cours de cette Assemblée, ce n'est pas seulement la partialité de la relation de d'Aubigné, mais c'est, en contre-partie, un fragment de la correspondance de Sully avec Villeroy. Dans une lettre du 3 août, répondant à des nouvelles envoyées par Rosny le 29 juillet, Villeroy écrivait :

« S. M. n'a pas esté fort contente de la consultation et délibération de ces sept provinces que vous m'avez escrit s'estre assemblées, pour envoyer demander advis à *Monsieur du Plessis* sur l'offre de la nomination de six pour estre députez généraux, afin que S. M. en élise deux, et m'a commandé vous escrire qu'elle s'assure que *les Sieurs Constans et Aubigny* auront esté de ce conseil et de vous prier de lui en mander la vérité ¹. »

1. *Œconomies Royales*, Michaud et Poujoulat, t. II, p. 61, col. 1.

Et Rosny réplique à ce sujet le 8 août :

« Quant au sieur du Plessis, ce n'est pas un homme fort à craindre, toute sa plus grande puissance ne consistant qu'en écritures, qui seront bien faibles lorsque les armes en diront; et me ris quand vous m'alléguez des Constans et Aubigné et autres semblables gens, qui n'ont force ny vertu que celle qu'ils tiennent du cas que le Roy fait d'eux ¹. »

Cette affectation de dédain excessif à l'égard d'un homme qui avait les services et la valeur de d'Aubigné a de quoi nous surprendre, même dans la bouche de l'orgueilleux Sully; elle ne peut être provoquée que par un mouvement de mauvaise humeur, qui tient évidemment à la résistance que lui avait opposée d'Aubigné. Il faut donc bien qu'il y ait quelque chose de vrai dans le récit que fait celui-ci de son action à l'Assemblée. Même en admettant qu'il exagère, et cela ressort assez de tout ce que nous avons exposé, elle suffit à irriter Sully, et, sans doute par contre-coup, le Roi. Est-ce pour cela que d'Aubigné resta ensuite pendant plus de deux ans sans retourner à la Cour?

§ 4. — Les deux dernières apparitions de d'Aubigné à la Cour d'Henri IV. — Il y arrive à la fin de 1607, au moment où s'agitaient des projets de rapprochement entre les deux Religions : il contribue à leur échec. — Le dernier voyage quelques mois avant la mort d'Henri IV.

Si l'on s'en rapporte au texte des *Mémoires* publié par Lalanne en 1854, d'après le manuscrit de la bibliothèque du Louvre qui fut détruit dans l'incendie de 1871, et qui avait appartenu à Mme de Maintenon ² — aussi bien qu'au texte de l'édition Réaume et de Caussade, provenant des manuscrits de Bessinges, ces deux voyages que nous distinguons n'en feraient qu'un. Depuis l'explication qu'il avait eue avec Henri IV à la fin de 1604, après la mort de La Trémoille, sur leur rôle à tous deux dans les Assemblées protestantes qui négocièrent l'Édit de Nantes, d'Au-

1. *OEconomies Royales*, p. 63, col. 1.

2. Cf. LALANNE, *Mémoires d'Agrippa d'Aubigné*, publiés pour la première fois d'après le ms. de la Bibliothèque du Louvre, 1854, chez Charpentier, notice, p. xi; et, dans l'édition Réaume, notice bibliographique de Legouez, au t. V, p. 197.

bigné ne serait plus revenu à Paris « que trois mois avant la mort du Roy ¹ ». C'est alors qu'il fut mis dans la confiance du Grand Dessein, dans lequel il réclama sa part comme vice-amiral de Saintonge et de Poitou, en proposant de conduire une expédition en Espagne; et, à peine était-il rentré chez lui pour « y travailler », que « dans deux mois après, arriva l'effroyable nouvelle ² ».

Cette précision dans ses souvenirs, liés à des événements aussi mémorables, qui sont dans son esprit comme des points de repère éclairés d'un jour tragique, ne permet pas de penser qu'il puisse se tromper. Mais s'il n'est pas douteux qu'il ait revu le Roi peu avant son assassinat, il n'est pas moins certain que le récit du dernier voyage, tel qu'il nous est donné dans le texte actuel des *Mémoires*, contient des circonstances qui se rapportent à un autre temps. D'Aubigné aurait été mêlé, pendant son séjour à Paris, à des discussions provoquées par un projet de réunion des deux Religions, et aurait eu avec le cardinal du Perron une entrevue à ce sujet; et tout cela n'est pas invention, comme nous allons le voir, mais n'a pu se passer que deux ans plus tôt, quand cette question était à l'ordre du jour. Nous avons, en effet, dans un Journal contemporain, la confirmation de sa présence à Paris à la fin de 1607 et au début de 1608, au moment où cette affaire occupait et passionnait les esprits. Avait-il donc oublié ce voyage, et comment a-t-il pu le confondre et le fondre avec le suivant?

La chose est étrange, bien qu'elle ne soit pas absolument impossible. Mais n'y aurait-il pas une hypothèse plus simple et plus vraisemblable, qui serait d'admettre une faute de copie dans les *Mémoires*: « Trois mois avant la mort du Roy... » est-il dit; lisons trois ans :

« Trois ans avant la mort du Roy, Aubigné arrivé à Paris alla descendre chez Monsieur du Moulin, où il trouva Messieurs Chamier et Durant, et quatre autres pasteurs jusques à sept. Ceux-cy luy dirent qu'il estoit venu en un temps où on avoit la teste bien rompuë pour l'accord des Religions ³. »

Dès lors la date est exacte, ou à peu près. Si l'intervalle de trois ans n'y est pas rigoureusement, c'est bien dans la troisième année avant la mort du Roi,

1. Cf. *Mémoires*, t. I de l'éd. Réaume, p. 78.

2. *Ibid.*, p. 83.

3. *Mémoires*, t. I de l'éd. Réaume, p. 78.

en 1607, que d'Aubigné arriva fort opportunément à Paris pour se concerter avec les pasteurs et faire échouer l'intrigue des partisans de la réunion, c'est-à-dire, à son sens, de l'absorption du Protestantisme dans le Catholicisme. Nous verrons comment la fin du récit ¹ peut, dans ce cas, se détacher parfaitement du reste, et s'appliquer, sans rien changer au texte, à un voyage postérieur qui serait celui de 1609-1610.

Remarquons que cette légère correction du texte a été faite dans les éditions du XVIII^e siècle, celles données par Le Duchat en 1729 et 1731, où les *Mémoires* parurent pour la première fois avec une réédition des *Avantures du Baron de Fueneste*. Bien que ces éditions soient inexactes et fautives sur beaucoup de points, et très inférieures à celles de Lalanne et de Réaume, il me paraît évident que, pour ce passage, ce sont elles qui ont raison contre les suivantes, puisque, moyennant ce changement d'un mot, elles mettent le texte d'accord avec les faits réels. Rien ne dit d'ailleurs qu'elles fassent une correction. Elles peuvent reproduire tout simplement un manuscrit qui donnait ici une autre leçon que celle des manuscrits du Louvre et de Bessinges ².

C'est par un *Journal contemporain*, ai-je dit, que nous savons avec certitude la venue de d'Aubigné à Paris, à la fin de 1607, au moment où tout le monde parlait de la réunion des deux Religions. Ce Journal est une *relation de voyage faite par le pasteur Daniel Chamier*, de Montélimar, qui avait été envoyé à Paris par les Églises du Dauphiné pour les affaires de la province ³. Il venait bien aussi pour les siennes, comme on s'en rend compte en le lisant. Car il n'ignorait pas l'irritation du Roi contre lui, et il sentait le besoin de se justifier du rôle qu'il avait

1. Depuis : « Le Roy en peu de temps changea bien d'opinion, et reprit d'Aubigné en telle grâce..., etc. », p. 82.

2. Le manuscrit de Bessinges n'est pas autographe. Il a été seulement revisé par d'Aubigné, comme l'attestent des corrections de sa propre main (cf. *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, 1874, t. XXIII, p. 326 à 330, compte rendu bibliographique du 1^{er} vol. de l'éd. Réaume). Une erreur du copiste a donc très bien pu lui échapper en relisant.

3. Il venait surtout soutenir la requête des Réformés de Montélimar pour le transfert dans leur ville du collège de Die, en s'appuyant sur des lettres patentes de 1593, qui accordaient un collège à leur ville, mais qui étaient restées lettres mortes à cause de la résistance du Parlement de Grenoble et de l'opposition des Protestants de Die. Conflit de villes et d'églises, comme on le voit. Le Parlement de Paris débouta Montélimar de sa demande. Chamier s'en plaignit amèrement au chancelier M. de Bullion, qui eut beau jeu à lui répondre : Prenez-vous en à vos coreligionnaires ; ils n'ont qu'à se mettre d'accord entre eux avant de solliciter quelque chose.

joué dans les Synodes et les Assemblées précédentes ¹, où il s'était signalé parmi les plus intransigeants et les plus fanatiques. Il eut la gloire, par exemple, de présider le fameux Synode de Gap (octobre 1603), qui arbora comme étendard l'article sur l'Antéchrist, et l'aurait, sans l'interdiction du Roi ², fait insérer dans la Confession de foi imprimée du Parti.

La question fut d'ailleurs reprise au Synode de la Rochelle, qui venait de se tenir en mars 1607, et auquel Chamier assistait. C'était une maladresse que condamnait Duplessis-Mornay :

« Et à la vérité, Messieurs, nous estant libre d'en dire ce que nous en sentons, et en nos presches et en nos livres, je ne sçais quelle utilité nous peult revenir de rechercher quelque chose plus oultre ³... »

Il avait raison ; mais allez donc faire entendre la voix de la sagesse à des gens qu'entraîne la passion ! Ce Synode mené par les violents, qu'on appela « les fous du Synode », souleva un autre conflit beaucoup plus grave avec l'autorité royale, à propos de la présentation des candidats à la Députation générale, dont l'Assemblée de Châtellerault (1605) l'avait chargé. En autorisant sa convocation ⁴, le Roi lui avait prescrit de proposer six noms, parmi lesquels il ferait son choix, comme cela s'était pratiqué à Châtellerault. Mais malgré ce précédent, ou justement à cause de ce précédent, le Synode résista pour ne pas consacrer par une seconde application une procédure jugée humiliante. On comprend que les Protes-

1. Depuis 1596 où il avait été délégué par le Dauphiné au Synode national de Saumur, et à l'Assemblée de Loudun, la 1^{re} de la série qui forme la Grande Assemblée. Il suivit celle-ci dans ses déplacements successifs et prit une part active à la discussion de l'Édit de Nantes. C'est lui qui, avec son collègue Brunier, fut chargé d'en porter le texte au Synode de Montpellier, en juin 1598. Il fut secrétaire du Synode de Jargeau qui intervint inutilement pour prolonger l'existence du « reliquat » de Saumur, après la Grande Assemblée (avril 1601). Nous le retrouvons à l'Assemblée de Sainte-Foy (octobre 1600) qui institua la Députation générale, et à l'Assemblée de Châtellerault (1605) où il fit, comme d'Aubigné, une vive opposition à Sully. Entre temps il avait présidé le Synode de Gap (octobre 1603) dont nous parlons, et, au début de cette année 1607, il avait été au nombre des « fous » de la Rochelle, dont il va être également question.

2. J'ai reproduit la déclaration du Synode du Gap sur l'Antéchrist dans mon précédent chapitre XI, § 3, p. 242 du tome II.

3. DUPLESSIS, *Mémoires*, t. X, p. 199, lettre du 24 mars à Messieurs du synode national des Églises de France. Le Synode chargea finalement un pasteur de Blois, M. Loignis, de traiter à fond la question de l'Antéchrist et de présenter son mémoire au prochain synode qui devait se tenir en mai 1609 à Saint-Maixent (cf. *Mémoires de Mornay*, t. X, p. 539).

4. Par brevet du 29 décembre 1606. Cf. ANQUEZ, *Assemblées politiques des Réformés*, p. 221.

tants auraient préféré élire directement leurs deux représentants, mais on comprend aussi que le Roi n'ait pas voulu se laisser imposer des « résidents » qui n'auraient pas eu son agrément. Duplessis, qui partageait la répugnance de ses coreligionnaires pour ce mode de nomination, invoquait « la disette de personnes capables ¹ », qui ne permettait guère d'en trouver tant à la fois. Il est évident que ce n'est pas la vraie raison ; le Parti n'était pas si pauvre en hommes. Mais, en dehors de l'objection de principe que j'indiquais plus haut et commune à tous les Réformés, il avait un motif personnel de voir d'un mauvais œil cette élection à deux degrés : son gendre, M. Villarnould, était candidat, et il lui déplaisait qu'on fût contraint de lui susciter des concurrents. Il évita donc de s'interposer auprès du Synode pour l'amener à composition, et celui-ci, livré aux suggestions des fortes têtes, fit un coup d'audace : il ne désigna que deux personnes, Villarnould et Mirande. Ainsi le Roi n'avait plus le choix ; c'était à la fois une rébellion contre sa volonté et une atteinte à sa dignité. Comment avait-on pu croire qu'il s'inclinerait ? Il arriva ce qui devait arriver : il refusa de ratifier l'élection, et maintint en fonctions les Députés généraux sortants, MM. de La Noue et Ducros. C'est à eux qu'incomba le soin d'arranger les choses ; ils négocièrent pendant l'été un compromis en vertu duquel une Assemblée serait autorisée pour procéder à leur remplacement, à charge de se soumettre aux exigences du Roi, et de présenter six noms ².

Telle était la situation lors du voyage de Chamier et de d'Aubigné à Paris. Elle était encore assez tendue, comme on le voit, et l'on s'étonne un peu que ce soit précisément à ce moment que certains aient songé à la possibilité de réconcilier ces deux frères ennemis, le Catholicisme et le Protestantisme. Mais, après tout, on peut dire aussi que les récentes manifestations de « l'esprit de guerre » devaient inciter les bonnes volontés, de part et d'autre, à faire œuvre d'apaisement, et à rechercher un terrain d'entente.

1. Lettre du 23 janvier 1607 à M. Rivet avant la réunion du Synode. *Mémoires*, t. X, p. 196.

2. Cf. ANQUEZ, *Assemblées politiques des Réformés*, p. 222, et DUPLESSIS-MORNAY, *Mémoires*, t. X, p. 204, lettre du 7 juin à M. Rivet : « Le Roi a accordé l'Assemblée à M. de la Noue » ; t. X, p. 207, lettre de condoléances du synode provincial du Poitou le 7 juillet 1607 à MM. de Villarnould et Mirande. — Cette Assemblée sera l'Assemblée de Jargeau (octobre 1608). Son siège ni sa date n'étaient encore fixés en mai 1608 : cf. lettre de Duplessis à M. Rivet du 16 mai, t. X, p. 227.

Quoi qu'il en soit, au reste, des chances de réussite que pouvaient offrir ces projets, il est certain qu'ils existaient, qu'ils fermentaient dans beaucoup de têtes, et qu'ils ont donné lieu à diverses publications pour ou contre au cours des années 1607 et 1608. On trouve des précisions à ce sujet dans un article de M. le pasteur Ath. Coquerel fils, publié dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français* en 1867 ¹.

Les incidents auxquels d'Aubigné fut mêlé n'étaient donc pas isolés, et il n'en a pas grossi l'importance par vanité comme il lui arrive quelquefois. Ils se rattachent à un ensemble de circonstances sur lesquelles nous sommes renseignés par ailleurs, mais que nous connaîtrions beaucoup moins bien sans lui et sans le *Journal de Chamier*.

Ce Journal, resté inédit jusqu'au xix^e siècle et communiqué (en copie) par un descendant, a été publié dans le *Bulletin de la Société d'Histoire du Protestantisme français*, en 1853, par Read ² et réédité par lui en 1858 dans son volume

1. C'est le 5^e chap. (II^e partie) d'une étude générale sur l'*Église Réformée de Paris sous le régime de l'Édit de Nantes*. Les quatre premiers chapitres ont paru dans le t. XV. Le 5^e, qui nous intéresse ici, se trouve avec le 6^e dans le t. XVI. M. le pasteur Coquerel est sévère pour ces projets, où il voit un plan machiavélique d'Henri IV contre le Protestantisme. Je retiens seulement les renseignements bibliographiques qu'il donne : en 1607, le Père Gontier publia la *Vraie Procédure pour terminer le différend de la Religion*. Un catholique moins suspect, Ribier, conseiller en la Cour, fit imprimer sur le même sujet un *Discours au Roy*. Du côté protestant Jean Hotman, conseiller du Roi, le fils de l'auteur célèbre du *Franco-Gallia*, fit réimprimer (en 1607) le petit livre de Mélanchton *De Pace Ecclesiarum*, au grand scandale des pasteurs de Charenton, qui non seulement en interdirent la lecture à leurs ouailles, mais dirent qu'il le fallait brûler. Autre promoteur de la réconciliation du même côté : Louis Turquet de Mayerne, ancien de l'Église de Lyon (*Avis sur le Synode*, c'est-à-dire Concile national, que le Roy vouldroit convoquer, 1608) et le fils du ministre Perrot, de Genève. — Ajoutons à cette bibliographie du pasteur Coquerel deux réponses catholiques au *Discours au Roy* de Ribier, mentionnées au t. IV (xvi^e siècle) des *Sources de l'Histoire de France* de Hauser, articles 3234 et 3235, l'une anonyme, l'autre de De Grieux, toutes deux s. l. 1607, 8^e.

Les résistances étaient d'ailleurs aussi grandes dans les deux camps. Sauf les évêques de Cour, comme du Perron, tout le Clergé catholique était hostile à ces tentatives, la Sorbonne en tête : tandis qu'elle approuva, en 1607, la brochure publiée par Amboise, maître des Requêtes, sous le titre *De l'impossibilité et Impertinence du Concile*, elle mit à l'index l'année suivante le livre de M. de Joviac, gouverneur de Rochemore, intitulé *L'Heureuse conversion des Huguenots*, dans lequel le texte latin de la messe était traduit en français. L'Estoile, qui est sympathique à ces tentatives de rapprochement, est sceptique sur leur résultat, justement à cause des partis pris qui s'opposent ; il ne croit pas non plus que le Roi y mette assez de persévérance : Cf. t. VIII, p. 341-342 (à propos de Jean Hotman ou Villiers-Hottoman, et de sa réédition du *De Pace Ecclesiarum*) et p. 354 (à propos du livret d'Amboise : *De l'Impertinence du Concile*), sept. et oct. 1607. — Voir encore sur ces tentatives l'ouvrage du pasteur PANNIER, *L'Eglise réformée de Paris sous Henri IV*, p. 498 à 504.

2. 1^{re} série, t. II, p. 252 et 430.

sur Daniel Chamier ¹. En dehors de l'intérêt local qu'il peut offrir pour les Églises du Dauphiné, c'est surtout un document précieux par ce qu'il nous apprend sur les tentatives d'accord des deux Religions à cette époque, et la part qu'y prenait le Roi. Chamier qui avait trouvé la Cour à Fontainebleau, le 8 novembre 1607, et l'avait suivie à Paris à la fin du mois, note le jour de sa première rencontre avec d'Aubigné : ce fut le dimanche 2 décembre, à Charenton, chez le pasteur du Moulin — le jour même de l'arrivée de d'Aubigné, comme nous allons le voir — et il marque la date de son départ, 15 janvier 1608. Cela fait donc un séjour de six semaines. Chamier, lui, ne repartit que le 16 mars.

Quant au récit des *Mémoires* ², il est fondé aussi sur pièce authentique et contemporaine des événements, non pas un journal de voyage comme pour Chamier, mais une lettre que d'Aubigné écrivit peu après son retour en Saintonge ³, et dont il avait conservé copie. Il en a fait passer toute la matière dans ses *Mémoires*, et c'est une garantie d'exactitude, puisqu'il ne raconte pas cet épisode de sa vie d'après des souvenirs anciens, mais en se reportant à un compte rendu presque immédiat. Dans l'ensemble, la concordance est parfaite entre les deux versions, à part une légère divergence chronologique ⁴, à part surtout l'épilogue dont il ne parle pas dans la lettre, je veux dire la menace de la Bastille, pour avoir fait manquer par son intervention malencontreuse la combinaison manigancée, d'où devait sortir miraculeusement la fin du schisme protestant. Pour le reste, les différences sont sans importance : quelques détails omis ou ajoutés d'un côté ou de l'autre ⁵, et plutôt encore une différence de forme que de fond. Les *Mémoires*

1. Avec une biographie anglaise de Chamier, texte et traduction par le pasteur John Quick, Paris, 1858, 8°, Agence centrale de la *Société de l'Histoire du Protestantisme*.

2. T. I de l'éd. Réaume, p. 78-82.

3. Le début l'indique, bien qu'elle ne soit pas datée : « Monsieur, à mon dernier voyage à Paris..., etc. » Éd. Réaume, t. I, p. 386. C'est la sixième des *Lettres de Piété et de Théologie* (I, p. 386-389).

4. D'après les *Mémoires*, c'est le jour même de son entretien avec les ministres à Charenton (2 décembre) que d'Aubigné se serait rendu au Louvre et de là chez du Perron, cf. Réaume, t. I, p. 79. D'après la lettre (t. I, p. 387), c'est le lendemain, ce qui est plus vraisemblable, car autrement la première journée eût été bien chargée.

5. Ainsi les plaisanteries de l'adieu à du Perron (t. I, p. 388) ne sont pas reproduites dans les *Mémoires*. Par contre, ils précisent une circonstance piquante que la lettre laisse dans l'ombre, c'est la rapidité avec laquelle le Roi est mis au courant, par un message du Cardinal, de ce qui vient de se passer entre d'Aubigné et lui, avant même que d'Aubigné n'ait eut le temps de retourner au Louvre (t. I, p. 81).

abrègent les préliminaires avant l'entrevue avec du Perron, et la narration ainsi resserrée est peut-être plus vive. En revanche, ils délayent les propos échangés, et les ralentissent parfois, en substituant le discours indirect au dialogue animé de la lettre.

De l'amalgame des deux récits, voici la substance qu'on peut tirer, et l'essentiel de ce que rapporte d'Aubigné sur son voyage en 1607 :

Donc, un beau ou un vilain jour de décembre 1607 — plutôt vilain, car la première partie du mois fut pluvieuse ¹ — d'Aubigné, qui avait fait le voyage à cheval, arrivait au faubourg Saint-Germain, et, laissant ses gens « establer les chevaux », sans prendre le temps de souffler, il se rendait à Charenton chez du Moulin. Il y avait là bonne compagnie de pasteurs, MM. Chamier, Durant, Chambaran, le ministre de Beaugency et deux autres. Nous savons par Chamier que c'était le dimanche 2 décembre. Cette nombreuse réunion n'était pas due seulement au hasard ; c'était un conciliabule de défense contre un complot qui menaçait les Églises. Et l'on met d'Aubigné au courant : Il n'était bruit, à la Cour comme à la ville, que d'un rapprochement entre Catholiques et Protestants. Du Perron, le Grand Convertisseur, ne se contentant plus de ramener quelques brebis égarées, jugeait le moment venu de faire rentrer au bercail tout le troupeau. Quelques pasteurs corrompus lui donnaient l'espérance du succès. Le Roi s'enthousiasmait pour ce vaste dessein. L'Église Catholique se préparait à ouvrir les bras à l'enfant prodigue... pour mieux l'étouffer, pensaient les pasteurs. Ils étaient convaincus, en effet, que la Religion réformée seule ferait les frais de la conciliation, et qu'il n'y avait à attendre de l'infailibilité romaine aucune concession sérieuse. Cette défiance seule suffisait à rendre mort-né le projet. Mais il s'agissait de le faire avorter habilement, doucement, sans contrecarrer trop ouvertement le Roi.

D'Aubigné devient « songe-creux », mais après avoir « pourpensé » l'affaire quelques instants, il avait son plan fait qu'il proposa à l'assistance : c'était d'offrir de ramener l'Église chrétienne aux croyances et institutions des quatre premiers siècles ; il était bien sûr de mettre par là ses adversaires dans l'embarras. On disputa pendant deux heures ; et, après mûr examen, sa proposition fut adoptée. Sur ce, il se retira, bien muni d'instructions.

1. Cf. *Journal de L'Estoile*, t. IX, p. 34, à la date du 17 décembre.

Le lendemain (3 décembre) à une heure de l'après-midi il se présentait au Louvre, et trouvait le Roi en son cabinet, entouré « de cinq ou six Princes, deux Cardinaux et autant de Jésuites », dont le P. Cotton son confesseur. Le premier mot du Roi, après le bon accueil, fut pour lui commander d'aller voir du Perron qui avait une communication à lui faire. D'Aubigné obéit, et rencontre le Cardinal qui, déjà prévenu, s'était fait porter assez loin au-devant de lui. « Caresses, baisements de joues et serremments de mains », tout le chapelet de ses « courtoisies excessives » y passe. Après ces démonstrations d'amitié, on rentre et la conversation sérieuse commence. Malgré l'opposition de leurs caractères et de leurs croyances, le subtil convertisseur et le farouche huguenot entretenaient, nous le savons, des relations familières, et même enjouées à l'ordinaire. Mais cette fois du Perron fait le pleureur et gémît sur les misères de la Chrétienté divisée. C'était un exorde par insinuation — ou par lamentation — pour introduire la question : l'heure n'était-elle pas venue de mettre un terme à ces maux et de réconcilier les frères ennemis ? D'Aubigné fait le récalcitrant d'abord, s'excusant pour n'entrer pas en ce propos sur son insuffisance, et sa condition qui n'était pas « consistoriale ». Puis enfin, l'autre insistant, après s'être bien fait prier, il se décide à faire une ouverture :

« Ouy Monsieur, je la feray et vous ne l'accepterez pas. Réglons nous, vous et nous, aux doctrines, lithurgies et cérémonies observées par Christ et par ses Apôtres et par toutes les constitutions establies en l'Eglise jusques à l'entrée du cinquiesme siècle ¹. »

Mais jamais les vôtres ne consentiront à cela, s'exclame du Perron. — Si fait ! j'y engage ma vie et mon honneur. — Et quel ordre voudriez-vous donc suivre pour redresser ce qui se trouvera avoir été altéré ? — Chaque parti, à tour de rôle, signalera à l'autre un point à réformer. — Eh ! bien, si nous vous demandons de remettre les croix en l'honneur où elles étaient à cette époque ? — Nous le ferons « pour le bien de la paix », mais à condition que vous nous concédiez notre premier article, qui est de rétablir « l'autorité de l'Evesque de Rome, toute telle qu'elle estoit dans la fin du quatriesme siècle ². »

1. Cf. Réaume, t. I, p. 387.

2. *Ibid.*, p. 388.

Le mot était lâché. C'est là où d'Aubigné attendait du Perron. Le Cardinal devint pensif : Donnez-nous 40 ans de plus, conclut-il. — « *Vous en demandez plus de cinquante* repartit d'Aubigné avec malice, *je voy bien que c'est le Concile de Calcédoine ; mettez nous sur le tapis, et ayant concédé la thèse générale nous accorderons ce que vous demandez, là et non pas icy* ¹, » et nous ajouterons même « *deux cents ans pour vos espingles* ². » Du Perron parut ébranlé : « Si cela ne se fait à Romme il le fault faire à Paris » dit-il ³.

Après quelques autres discours, on se sépara, non sans railleries familières ; et d'Aubigné menaça plaisamment le Cardinal, qui avait tenu des propos assez hardis pour un évêque, d'écrire au Pape ce qu'il avait « en ce jour-là oüy dire sous un bonnet d'escarlatta ⁴ ».

Il retourna au Louvre en s'arrêtant un moment chez le président Langlois. Cela suffit pour que le Roi fût déjà informé avant son arrivée, par un message du Cardinal, de la tournure de la conversation. Aussitôt il l'interrogea, lui fit raconter l'entretien, puis brusquement : Pourquoi avez vous dit au Cardinal qu'on pourrait lui accorder 40 ans de plus sur le tapis d'une conférence, et non avant ? Aubigné hésita, mais le Roi le pressant : « *Sire, répondit-il, c'est un petit stratagème du mestier ; mais puisque Votre Majesté me le fait dire par autorité, c'est que sur le terme de 400, en demander 50 d'alongement, estoit confesser que les quatre premiers siècles estoyent pour nous, et par la nuissance, pureté et vraye antiquité, l'Ésglise estre de nostre party* ⁵. »

Gros scandale. Les cardinaux et Jésuites présents se récrièrent. Père Cotton « prit par la main le comte de Soissons pour le divertir ⁶ » comme si sa foi courait hasard à écouter de tels propos ; et le Roi mécontent « tourna l'eschine ⁷ » au mécréant, qui venait de proférer cet audacieux blasphème. Aubigné riait sous cape d'avoir jeté ce pavé dans la trame pieusement ourdie pour étouffer en douceur le

1. *Mémoires*, t. I, p. 80.

2. *Ibid.*

3. Dans la lettre, t. I, p. 388.

4. *Ibidem.*

5. *Ibid.*, p. 389.

6. *Ibid.*, p. 389.

7. *Mémoires*, t. I, p. 81.

Protestantisme, « car ce coup rompit entièrement et fit taire dans la Cour les discours d'accommodement ¹ ».

Il était très content de lui, mais le Roi l'était moins. « Ce brouillon » était venu tout gâter. Il fut conseillé de le mettre à la Bastille, et il n'en était pas éloigné : « On trouverait assez de quoy luy faire son procès ² », disait-il à Sully. Un soir Mme de Châtillon ³ avertit d'Aubigné de filer dans la nuit, sinon il était perdu. Il se mit en prière, et écouta l'inspiration qui lui vint.

« De bon matin [il] va trouver le Roy, luy fait un petit discours de ses services, et luy demande une pension, ce qu'il n'avoit jamais fait. Le Roy bien aise de voir en ceste ame quelque chose de mercenaire, l'embrasse et le lui accorde ; et le lendemain le compagnon estant allé à l'Arsenal, le Duc de Sully le convia, et le mena voir la Bastille, luy jurant qu'il n'y avoit plus de danger, mais depuis un jour seulement. Au sortir de la Cène, le Dimanche d'après, Madame de Châtillon bien émerveillée d'un si estrange remède, donna à disner à Monsieur du Moulin, à Aubigné et à Mademoiselle de Ruvigny, femme de celui qui commandoit à la Bastille. Ceste-cy oyant à table un propos qui luy plaisoit, entre ces deux regardant fixement le second, se mit à pleurer, et pressée de la cause de ses larmes, dit qu'elle avoit par deux fois accommodé une chambre, et la dernière attendu à minuit le condamné ⁴ ».

Aubigné courut-il un si grand danger ? Les larmes de Mme de Ruvigny le feraient croire. Mais cette visite à la Bastille du prisonnier manqué, ce n'est plus que de la tragi-comédie. On a peut-être voulu seulement lui faire peur, et le dénouement le donne à penser. La vue de la chambre qu'on lui destinait pour cellule put lui suggérer quelques réflexions salutaires, et l'engager à mettre une sourdine à ses incartades.

1. T. I, p. 389.

2. *Mémoires*, t. I, p. 81.

3. Probablement Marguerite d'Ailly de Péquigny, qui avait épousé en 1581 François de Coligny, sgrde Châtillon, fils aîné de l'Amiral, mort à 30 ans en 1591. Marguerite d'Ailly était une femme héroïque, qui avait su défendre en 1590, en l'absence de son mari, le château de Châtillon, contre le capitaine Solart, gouverneur de Montargis pour la Ligue. — Une autre dame de Chatillon vivait encore en 1607, Elisabeth de Hauteville, veuve du frère aîné de l'Amiral, Odet de Chatillon, cardinal. Elle plaida devant le Parlement, de 1602 à 1606, pour la succession de son mari. Elle ne mourut qu'en 1611, à 91 ans.

4. *Mémoires*, t. I, p. 82.

Il semble d'ailleurs qu'il exagère ou s'exagère les conséquences de son entrevue avec du Perron, et la rapidité du succès de sa tactique. L'effet ne fut pas aussi immédiat qu'il le prétend. Quoi qu'il en dise, on continua à parler d'un accommodement et l'affaire ne fut pas si vite abandonnée. Le Journal de Chamier le prouve, où il en est question à plusieurs reprises, non seulement pendant la suite du séjour de d'Aubigné, mais encore après son départ.

A la date du 12 janvier 1608, Chamier relate ceci :

« Je vis aussi *M. d'Aire*, qu'il me dit que le Roy lui avoit parlé de moy, en ce qui concernoit les garnisons ¹. Il me dit aussi que on parloit d'une conférence plus que jamais : que le Roy même lui en avoit parlé et qu'il avoit dit au Roy que c'étoit un dessein grand, beau et digne d'un Roy tel que luy : mais qu'il falloit y procéder sans finesse ; car les voyes de renard, outre qu'elles estoient indignes d'un tel Roy, ne feroient qu'aigrir les affaires. Et le Roy repondant qu'il falloit bien commencer par quelque bout, il répliqua que des mains si grandes que les siennes lèveroient toute la pierre ; (que ?) ² on parloit de remettre l'Église en l'état qu'elle étoit aux quatre premiers siècles. A quoy il répondit que nous y consentirions, pourvu que ceux de l'autre partie signassent les premiers : car, encore qu'il y pût avoir quelque intérêt pour nous, tant y a que le leur y étoit si grand, qu'il n'y avoit pas apparence qu'il y pussent être amenés.

« Que le Cardinal du Perron lui en avoit aussi parlé, et qu'en luy disant que le Pape n'y consentiroit jamais à cause de son autorité, le Cardinal répondit en lui serrant les doigts, que, si la Cour de Rome ne le vouloit pas, on le feroit par deça contre son gré.

1. C'étoit un des griefs d'Henri IV contre Chamier, qui avait insisté auprès du maréchal de Lesdiguières pour qu'on retirât des garnisons du Dauphiné tous les soldats catholiques.

2. Ce « que » est malencontreux, et le texte est altéré, tout au moins équivoque, car cela a l'air d'une continuation de la réplique de *M. d'Aire*. Alors la suite « à quoy il répondit que nous y consentirions... » ne s'expliquerait plus : elle suppose évidemment un changement d'interlocuteur avant. C'est donc le Roi qui a dû dire qu'on parlait de remettre l'Église dans la situation du *iv^e* siècle, et l'autre a répondu..., etc. Pour garder le texte tel quel, il faudrait rattacher ce « que » qui nous gêne à la construction initiale : « il me dit aussi que on parloit d'une conférence plus que jamais ». Il reprendrait plus loin : (il me dit) qu'on parloit de remettre l'Église... mais alors le passage est mal ponctué, il faut mettre un point après «... que les siennes lèveroient toute la pierre », et passer à la ligne, comme dans les alinéas suivants : « que le Cardinal du Perron lui en avoit aussi parlé... que de toutes chose il falloit... »

« Que de toutes ces choses, il falloit faire son profit et se tenir prêts pour n'être pas surpris ¹. »

Il est fort intéressant ce compte rendu. L'intérêt en est même plus grand encore qu'il n'apparaît à première vue. M. d'Aire, c'est l'évêque d'Aire², Philippe de Cospéan, consacré en cette qualité le 18 février 1607, plus tard évêque de Nantes³. Son langage ne laisse pas d'être assez curieux pour un évêque. Ce prélat parle comme un protestant ; j'oserais dire qu'il sent le fagot. Il vient faire des confidences à Chamier, et tout ce qu'il lui rapporte montre que devant le Roi c'est le point de vue protestant qu'il a opposé au point de vue catholique, comme s'il était le porte-parole des Réformés. Il s'associe si bien à la thèse huguenote que, en s'adressant à Chamier, il dit *nous* : « J'ai répondu que *nous* y consentirions pourvu que ceux de l'autre partie signassent les premiers. »

L'« autre partie » c'est l'Église catholique, et il doute fort qu'elle accepte de revenir aux institutions du iv^e siècle, parce que ce serait la ruine de l'autorité pontificale. M. d'Aire, en cette circonstance, n'est pas du côté catholique. Évidemment cet évêque n'est pas ultramontain. Mais que dire de sa recommandation finale à Chamier, « que de toutes ces choses il falloit faire *son* profit et se tenir prêts pour n'être pas surpris » ? N'est-ce pas épouser complètement la cause protestante ?

La conclusion s'impose : il y a erreur sur la personne. Ce ne peut être un catholique qui parle, encore moins un évêque. Il démentirait son caractère sacerdotal et renierait sa foi : ce serait le reniement de saint Pierre. Et voit-on un courtisan prudent comme était Philippe de Cospéan exhorter le Roi à éviter les « voyes de renard », semblant insinuer ainsi qu'il était naturellement enclin à cette finesse trompeuse ? Qu'un d'Aubigné, qui se permettait tout, et qui avait habitué le Roi à tout entendre, use d'une telle audace, à la bonne heure, ou passe encore ! Mais un autre ?

Au fait, s'il y a erreur sur l'identité du personnage, et s'il faut le dépouiller de ses ornements épiscopaux, pourquoi, après cette transformation, ne serait-ce

1. READ, *D. Chamier*, p. 44-45.

2. Aire-sur-la-Lys, arrondissement de Saint-Omer, Pas-de-Calais.

3. En 1622. Il devait prononcer l'oraison funèbre d'Henri IV. Cf. HAUSER, *es Sources de l'Histoire de France*, xvi^e siècle, t. IV, p. 216, art. 3262.

pas la figure de d'Aubigné qui apparaîtrait ? Supposons que ce soit lui qui ait causé avec le Roi de l'affaire, aurait-il tenu un autre langage ? La position qu'il prendrait ici, et qu'il prête aux Protestants dans le débat institué, n'est-elle pas précisément celle que nous l'avons vu adopter dans son entretien avec du Perron ? Et ici aussi il est question d'une conversation avec du Perron ; et, sur le point de l'autorité du Pape, les propos échangés sont justement ceux rapportés par d'Aubigné. Or, le dernier mot de du Perron n'est pas de ceux qu'un cardinal répète à toute heure ni à tout venant : « Si cela ne se fait à Romme, il le faut faire à Paris ».

A mon sens il n'y a pas de doute. Le *Journal de Chamier* présente ici une faute de copie, et ce n'est pas *M. d'Aire* qu'il faut lire mais *M. d'Aubigné*. Peut-être y avait-il sur l'original une simple initiale, *M. d'A...* ? Cet original autographe rédigé par Chamier a disparu, et le manuscrit communiqué par les héritiers du nom à la Bibliothèque de l'Histoire du Protestantisme n'est qu'une copie assez fautive¹, que M. Read a été obligé de corriger en plusieurs endroits, mais où il a pu laisser échapper quelques erreurs. Celle que je signale est du nombre.

Mais si c'est bien, comme j'en suis persuadé, avec d'Aubigné que le pasteur Chamier s'est entretenu ainsi le 12 janvier 1608, il en résulte qu'il n'avait pas de son propre aveu écrasé du premier coup « l'Infâme », ce sinistre complot contre la Religion réformée, autant qu'il s'en targue dans les *Mémoires*² et dans sa lettre à un coreligionnaire à son retour en Saintonge³. C'est que ceux qui avaient conçu ce dessein, dont les Huguenots s'effrayaient tant — bien à tort, semble-t-il — tenaient à leur idée. Ce n'était pas seulement du Perron, qui aurait pu n'y voir que le couronnement triomphal de ses brillants succès de convertisseur. Mais le Roi, dont toute la politique intérieure, forgée dans la rude expérience des guerres civiles, n'avait d'autre but que le rétablissement de la paix et de l'ordre, pour la grandeur et la prospérité de la France, le Roi sentait bien que cette paix du Royaume ne serait vraiment assurée que par la concorde des âmes. C'est pourquoi il appelait de tous

1. Cf. Introduction de Read (p. 13) à son vol. sur *Daniel Chamier* (1858), où il réédite le *Journal* qui avait déjà paru en 1853 dans le *Bulletin de la Société d'Histoire du Protestantisme*.

2. Réaume, t. I, p. 81.

3. A la page 389 du même tome. C'est sans doute à ce retour aussi qu'il écrit le chapitre de *Sancy* (II du second livre) sur la *Réunion des religions*, où il tourne ce projet en ridicule. Cf. éd. Réaume, t. II, p. 319 et sq.

ses vœux la fin des divisions religieuses. Il la désirait tant qu'il se faisait des illusions sur la possibilité de ramener les dissidents au Catholicisme par le moyen d'une conférence et de concessions réciproques. Évidemment c'était l'espérance d'un grand Français, qui n'était pas un grand croyant. Mais comment n'être pas ému en l'entendant tenir ce propos à Chamier, dans la dernière audience qu'il lui accorda le 12 mars, à Chantilly :

« Me dit qu'il voudrait avoir perdu un bras et pouvoir réunir tous ses sujets en une même croyance » :

Et il ajouta « qu'il avait envie d'assembler un *Concile* pour cet effet ¹ ».

On voit que, loin d'être rentré dans le néant sous l'assaut de d'Aubigné, le projet d'entente prenait corps et forme, au contraire, deux mois après son départ. Chamier assura Henri IV du concours dévoué des Protestants pour la réussite de cette entreprise généreuse. Mais ce n'était guère là qu'une formule de politesse, et une adhésion du bout des lèvres. Deux jours après, le 14 mars, en prenant congé du Chancelier à Paris, il faisait déjà des réserves et laissait voir clairement que ce « bloc enfariné » ne lui disait rien qui vaille : « Il falloit que S. M. prît garde à lever tout soupçon et à montrer qu'elle y procède sincèrement, ôtant toutes les craintes que nous pourrions avoir d'être surpris », et le seul moyen à ses yeux de dissiper ces appréhensions serait d'agir en dehors de Rome². Comme si la chose était possible pour les Catholiques ! La condition étant inacceptable n'équivalait-elle pas à une fin de non-recevoir ? C'était bien l'idée de derrière la tête des chefs du Parti de rendre irréalisable l'intention du Roi, car ils étaient assurés que s'ils prêtaient les mains à cette tentative, on les mènerait plus loin qu'ils ne voudraient. Sans s'y opposer catégoriquement, ils devaient donc s'arranger pour la faire échouer. Nous en avons l'aveu dans le *Journal de Chamier*, et cet aveu est fait par le plus grand personnage du Parti, le maréchal de *Bouillon*, au souper de qui il se trouva, pour l'adieu, ce même jour du 14 mars. Le Maréchal lui parla de diverses choses, et notamment du projet de Concile :

« Son avis est de regarder aux moyens d'empêcher ce concile en toutes façons, étant certain qu'il ne peut être tenu qu'avec tromperie, que toutefois il ne

1. READ, *Chamier*, p. 59.

2. READ, *Chamier*, p. 61-62.

faut pas le refuser ouvertement et directement, mais indirectement, en demandant des conditions justes et égales, auxquelles on ne condescendra jamais ¹... »

Quelles conditions ? C'est vague. S'il vise l'exclusion de toute ingérence étrangère, c'est-à-dire de la Cour de Rome, pour pouvoir traiter à égalité avec les Catholiques, comme deux Églises nationales indépendantes, il y avait des chances évidemment pour qu'on n'y consentit pas. En tout cas la tactique est claire : soulever des difficultés, gagner du temps et... se dérober.

L'affaire n'aboutit pas, et elle ne pouvait pas aboutir ; mais si d'Aubigné y fut pour quelque chose, la part qu'il se taille dans ce qu'il considère comme un grand succès semble excessive. Étant donné l'état d'esprit dominant dans le Parti, et les méfiances qu'inspirait toute offre de rapprochement religieux venant des Catholiques ou du Roi converti, il y a tout lieu de penser que, même sans l'intervention de d'Aubigné, les conciliateurs en auraient été pour leurs frais.

Mais il n'est pas impossible, d'autre part, puisque nous ignorons la cause exacte de sa venue à Paris, qu'il y ait été appelé par les ministres précisément pour cette affaire, parce qu'on le savait homme de ressource et ne craignant pas d'affronter les puissants, sans s'inquiéter de déplaire. La hâte avec laquelle il courut chez du Moulin dès son arrivée, au débotté ou même sans se débotté, donne bien à croire qu'il était attendu, et autorise l'hypothèse que nous faisons. Dans ce cas ce serait un bel hommage qu'on aurait rendu à son caractère et à son habileté, en le faisant venir de si loin pour rompre le coup qui se préparait ; et on comprendrait alors qu'il se montrât justement fier d'y avoir réussi, même si le mérite n'en revient pas à lui seul.

C'est peut-être à ce voyage aussi qu'il faut rapporter *une anecdote racontée dans la Préface du premier tome de son Histoire universelle*, et qui met également en pleine lumière sa droiture d'esprit et sa franchise courageuse. C'est à *propos de l'historien de Thou*, pour qui il professait admiration et reconnaissance ; car, bien que catholique, il le jugeait impartial, et ne cachait pas qu'il lui était très redevable et avait « tiré beaucoup de chose de cet auteur excellent ² » pour sa propre *Histoire*. Or, justement à cause de son libéralisme et de son équité entre

1. READ, *Chamier*, p. 62.

2. Cf. lettre au ministre Goulart à Genève en 1616. Réaume, t. I, p. 474.

les partis, de Thou était très attaqué dans les milieux bien pensants. D'Aubigné profita un jour de l'occasion qui s'offrit de le défendre devant le Roi, et de répondre aux critiques malveillantes par un magnifique éloge. Il n'en voyait qu'une de fondée, à savoir la longueur des harangues que de Thou prête trop généreusement, et sans garantie d'authenticité, aux divers acteurs des événements : « Il a souffert, ajoute-t-il, d'autres répréhensions plus aigres et plus injustes par les grands, que les Jésuites animoyent contre lui. Tout cela sont petits poreaux peu apparens en une face digne de tant d'amour et d'honneur, et n'empeschent point qu'il ne faille laisser ici à la mémoire ce qu'il m'a fallu soustenir dans le cabinet du roi, plein de princes, cardinaux et Jésuites, qui lui dressoyent un inique procès ; c'est que la France n'a jamais produit un esprit puissant comme cetui-là, pour opposer aux étrangers, et surtout aux Allemans, nos reprochans qu'il sort bien des François quelque chose subtile et délicate, mais jamais d'œuvre où il paroisse force pour supporter un labeur, équanimité pour estre pareil à soi-mesme, ni un puissant et solide jugement. Toutes ces choses sont tellement accomplies en cet auteur sans pareil, que nous requérons maintenant en eux ce qu'eux austrefois en nous ¹. »

Tout ce qui a paru de l'*Histoire* de de Thou, de son vivant, c'est-à-dire 80 livres sur 137, comprenant la période de 1544 à 1584, fut publié entre 1604 et 1609. Il se peut donc que ce soit après cette date, c'est-à-dire seulement au voyage suivant, que d'Aubigné se soit fait si vaillamment son champion dans le cabinet du Roi. J'incline cependant à croire que cela se passa plutôt en 1607, au fort de la campagne menée contre de Thou, et dans la phase critique de l'instance engagée à Rome pour la condamnation de son ouvrage. Il y était défendu par les cardinaux français Joyeuse, d'Ossat et du Perron, représentants du Roi, et lui-même adressait ses justifications à son parent, le protonotaire Christophe Dupuy, dans des lettres dont on a conservé vingt-quatre, écrites de 1604 à 1607. C'est en 1607 qu'avait été déposé le rapport défavorable du premier censeur, Antoine Caracciolo ; on attendait celui du second censeur, le cardinal Bellarmin. « La question de Thou » était donc tout à fait à l'ordre du jour, et on s'expliquerait fort bien l'intervention de d'Aubigné à ce moment. Quoi qu'il en soit, dans cet hommage à la vérité, et ce

1. *Histoire universelle*, t. I, p. 6-7 (éd. Ruble).

témoignage de gratitude offert à son maître en Histoire, il apparaît très sympathique, et c'est un fleuron de plus à ajouter à ses belles ou bonnes actions.

Après l'alerte de la Bastille, et la réconciliation *in extremis* avec le Roi, d'Aubigné reprit, le 15 janvier 1608, le chemin du Poitou. L'hiver était devenu très rigoureux, « la gelée si grande et si aspre » — depuis le nouvel an — « que, de mémoire d'homme, il ne s'en estoit point veu de semblable », et que plusieurs personnes furent « trouvées mortes de froid par les champs ¹ ». Frimas sur la campagne, frimas dans son cœur. Il devait se faire certaines réflexions mélancoliques. Malgré la satisfaction d'avoir déjoué une machination dangereuse pour la Religion, et le plaisir qu'il avait pris sans doute par vieille habitude à livrer ce nouveau combat, il ne pouvait pas, maintenant qu'il s'éloignait et se remémorait son séjour, ne pas faire de comparaisons attristées avec le passé, et ne pas éprouver d'amertume en songeant à l'hostilité qu'il avait rencontrée dans une Cour où les serviteurs de la veille, comme lui, auraient dû être à l'honneur. En fait, ils n'étaient plus que gênants, et on le leur faisait sentir. La vue des Huguenots fidèles ne pouvait qu'être désagréable au Roi, comme un reproche vivant. Ils s'apercevaient que leur place n'était plus là, au milieu de tous les Catholiques qui avaient désormais la faveur du maître, et qui les regardaient de travers. Leurs costumes, comme leurs idées, étaient démodés. Ils n'avaient plus qu'à vivre dans la retraite, vieux « *emeriti* » tout chevronnés d'ans et de services, et qui avaient cessé de plaire.

Qu'ils fussent des irréductibles comme d'Aubigné, ou des esprits conciliants comme Duplessis, ils étaient tous logés à la même enseigne, c'est-à-dire hors de la Cour, et relégués dans la même disgrâce, pour n'avoir pas voulu renier leur religion. Sans doute le Roi par moments avait des retours, des repentirs, mais passagers, fugitifs, et, après l'émotion du souvenir, il était repris par le présent, les influences et les idées nouvelles auxquelles il avait adhéré. Il n'était donc pas possible de faire fond sur ces réminiscences du cœur, et le plus sage, pour les Huguenots de vieille roche, était de se tenir à l'écart, non par bouderie, mais par dignité ou simple bon sens.

Quelques jours après le départ de d'Aubigné, Duplessis répondant à une invi-

1. Cf. *Journal de L'Estoile*, t. IX, p. 42.

tation que lui avait adressée le Chancelier, de venir à Paris pour les affaires des domaines de Navarre et de Béarn dont il était le trésorier, s'excusait auprès de M. de Loménie, secrétaire d'État, de ne pas faire le voyage, en invoquant son état de santé, mais il ajoutait :

« Ayant à estre inutile, il m'est plus séant ici que là ; j'oserois presque dire plus convenable au service du roy mesmes », et, parlant à un ami, il ne craignait pas de s'épancher, et d'avouer toute sa pensée : « C'est la vérité que la saison que je servois ne ressemble pas à celle qui distribue les salaires ; et y a plus, je ressens bien que j'ai laissé passer la récolte¹ ».

En réalité, installé dans sa place de Saumur, comme d'Aubigné l'était à Maillezais, gratifié de pensions, il avait tout de même été payé ; mais il n'était plus le conseiller écouté et vénéré qu'il avait été pendant longtemps. Dans la situation qui leur était faite, les anciens compagnons du Béarnais souffraient plus dans leur affection que dans leurs intérêts, en se voyant supplantés par les serviteurs de la onzième heure : mais à cela il leur fallait bien se résigner.

Et j'imagine que d'Aubigné se résignait assez facilement quand il revoyait la lumière de son foyer, et retrouvait le labeur de son cabinet de travail, où s'édifiait la grande œuvre de son *Histoire universelle*. Ne pouvant plus agir, ou guère, il revivait en la racontant l'épopée huguenote. Le sourire de ses filles le reposait et le dédommageait de toutes les ingratitude. Par elles il ne recevait que de la joie, mais son fils Constant lui donnait déjà de graves soucis². Ce « misérable », démentant sa naissance et son « exquise éducation », s'était déjà débauché à Sedan et en Hollande « par les livrongneries et les jeux » ; et peu après son retour, il profita d'une absence du père pour épouser, à la Rochelle, une veuve fort belle, dit-on, mais sans fortune ni vertu : mariage malheureux qui devait être rompu d'une façon tragique. Le contrat est du 3 septembre 1608³. Cette première femme de Constant d'Aubigné, qui ne fut pas la mère de Madame Maintenon, s'appelait Anne Marchant, et était veuve de Jean Courault, seigneur et baron de Chastellaillon⁴.

1. Lettre du 18 janvier à M. de Loménie, t. X des *Mémoires du Mornay*, p. 221.

Cf. *Mémoires*, t. I de l'édition de Réaume, p. 109-110.

3. Reçu par Du Puis, notaire à la Rochelle, cf. Carrés d'Hozier, vol. XL, f. 94 (B^e Nat., fonds fr., n^o 30269).

4. Cf. Une note de HENRI CLOUZOT la concernant dans le *Bulletin de la Société d'Histoire du Protestantisme*.

En octobre se tint l'*Assemblée protestante de Jargeau* (du 1^{er} au 16) à laquelle d'Aubigné n'assista pas. Elle avait pour objet de régler le conflit avec le Roi, imprudemment ouvert par le Synode de la Rochelle (mars 1607), à propos de la désignation des nouveaux Députés généraux. Elle consentit à proposer six candidats et le choix d'Henri IV se porta sur les deux élus du Synode de la Rochelle MM. de Villarnould, gendre de Duplessis, et Mirande : preuve qu'il n'avait contre eux aucune prévention, et qu'en maintenant le principe de la présentation d'une liste, il voulait seulement conserver intacts les droits et le prestige de son autorité, à laquelle devait rester le dernier mot.

Dès lors, et après ses réponses favorables au Cahier des Requêtes de l'Assemblée, il ne devait plus y avoir de heurt, jusqu'à la fin du Règne, entre le Parti et lui. La plupart des réclamations justifiées avaient reçu satisfaction, les institutions protestantes fonctionnaient normalement, et les Églises jouissaient d'une autonomie et de garanties raisonnables, avec leurs tribunaux spéciaux, leurs places de sûreté, leurs diverses représentations. Si individuellement certains religieux avaient des motifs de mécontentement, en comparant leur condition à celle de catholiques mieux pourvus, sans avoir les mêmes mérites ni les mêmes titres à la reconnaissance royale, dans l'ensemble on ne se trouvait pas malheureux, et on éprouvait un sentiment de bien-être et de sécurité qu'on n'avait jamais connu auparavant de la même façon. D'Aubigné était peut-être trop partial et trop entêté pour l'avouer, mais nous avons entendu le témoignage de Duplessis-Mornay en 1604 ; il le renouvelle en 1609, après une plus longue expérience du régime instauré par l'Édit de Nantes, et quand bien des difficultés ont été encore aplanies. Son attestation a donc encore plus de portée à cette date. Et elle est donnée en toute sincérité, puisque c'est une confidence à un coreligionnaire, le même M. de La Fontaine, ce pasteur français établi en Angleterre, à qui il envoyait déjà les nouvelles de 1604 :

« Pour nous, lui écrit-il le 5 février 1609, nous vivons assés doucement sous

tisme français, t. LIII (1904) p. 495-497 : Anne Marchant avait trois filles du premier lit. Ce mariage irrita d'autant plus Agrippa qu'il fut suivi d'une demande de reddition de comptes par Constant pour la succession de sa mère. Le règlement n'intervint qu'après l'établissement de ses deux sœurs. Surimeau lui fut attribué en titre (baron de Surimeau). Mais il n'eut qu'une portion de l'usufruit de cette terre. D'Ade et sa femme (Marie d'Aubigné) l'occupèrent et s'y maintinrent.

le bénéfice des édicts de Sa Majesté, et nos Églises se fortifient plustost qu'elles ne croissent, non que plusieurs ne s'esmeuvent, mesmes s'esbrauslent pour venir à Christ ; mais c'est à Dieu vraiment de les tirer, et ne se vérifia jamais plus clairement¹. »

Rien ne peut mieux justifier la politique religieuse d'Henri IV, et montrer son succès, que cette déposition favorable d'un des meilleurs membres du Parti et, à vrai dire, de sa plus haute autorité morale.

D'ailleurs, à la fin du règne, Henri IV, en dehors de sa bienveillance originelle pour les Protestants, et de son esprit de tolérance, a un motif de plus pour les ménager et s'efforcer de les rendre satisfaits : c'est qu'il se prépare à jouer une grosse partie au dehors, et à jeter les forces et les ressources de la France reconstituée sur l'échiquier européen, pour contre-balancer la puissance exorbitante des héritiers de Charles-Quint, ceux d'Espagne et ceux d'Autriche, unis sous l'égide de la Papauté. Il a donc besoin plus que jamais de concorde à l'intérieur ; et, comme ses alliés naturels contre cette Trinité catholique sont les États protestants, son intérêt se trouve d'accord avec ses sentiments pour lui commander d'éviter tout conflit inutile avec les Églises de France, qui pourrait lui aliéner les Protestants étrangers.

Dès 1606, Duplessis-Mornay prévoyait une nouvelle guerre avec l'Espagne, et il estimait qu'il vaudrait mieux la prévenir que l'attendre :

« Je dis maintenant, écrivait-il le 13 octobre à M. de Bouillon, que, puisque nous ne faisons par nos procédures que thésauriser la haine de l'Espagnol, et esquiver à une guerre qu'enfin nous ne pouvons éviter, il est de la prudence de Sa Majesté de primer plustost que de temporiser ; de l'entreprendre en la santé que Dieu lui donne, et en la ferme auctorité qu'il s'est acquise, et avec les alliés qui l'y convient, plustost que de la remettre à ung age plus incommode, et la laisser peult estre en héritage très onéreux à Monseigneur le Dauphin². »

Mais la nécessité de restaurer d'abord et de pacifier complètement l'État, puis de s'assurer par un lent et patient travail diplomatique les concours indispensables, fit retarder encore l'entreprise. A cet égard, le rétablissement de la paix entre l'Espagne et les Provinces-Unies fut une déception : Henri IV avait essayé

1. Cf. DUPLESSIS, *Mémoires*, t. X, p. 280.

2. Cf. DUPLESSIS, t. X, p. 185-186.

de l'éviter et de soutenir le parti de la guerre en Hollande, en offrant une assistance plus déterminée, et même sa souveraineté si l'on voulait l'accepter. Mais sa proposition inquiéta plus qu'elle ne tenta, et elle hâta plutôt la négociation de la paix. Quand il vit qu'il ne pouvait pas l'empêcher, il y contribua loyalement, et aida la Hollande à obtenir aux meilleures conditions *la Trêve de douze ans*, conclue le 9 avril 1609. Ainsi gardait-il la nouvelle République, sinon sous son patronage, au moins sous son influence.

En Allemagne, *la constitution de l'Union Évangélique* (4 mai 1608), qui groupa les Protestants divisés, mais apeurés par la réaction catholique, était un événement favorable pour les desseins du Roi de France, qui s'employa à accroître la cohérence des associés et à les faire entrer dans l'orbite de sa politique.

C'est sur ces entrefaites que s'ouvrit, le 25 mars 1609, *la succession de Clèves*, qui était susceptible de mettre le feu aux poudres, en opposant sur ce petit théâtre, par la diversité des prétendants et les appuis dont ils disposaient, toutes les forces antagonistes de l'Europe, catholiques et protestantes.

Pendant toute l'année 1609 et l'hiver suivant, ce fut un beau remue-ménage diplomatique, préparatoire à l'action militaire que chacun sentait inévitable. Les Protestants français avaient leur diplomatie secrète en marge de la diplomatie royale, mais loin de la contrecarrer en cette occurrence, elle tendait au même but, et s'efforçait d'amener à une alliance les Provinces-Unies, les Princes protestants d'Allemagne et la République de Venise, sur laquelle nos Réformés fondaient des espoirs excessifs. Parce qu'elle avait été en conflit avec la Papauté pour une question de juridiction sur les clercs, ils y croyaient les esprits mûrs pour un schisme, et voyaient déjà la Réforme installée dans la cité des Doges. Tout le tome X des *Mémoires de Duplessis-Mornay* est rempli de ces illusions, et de tractations qui aboutirent seulement à un échange d'ambassades entre la Hollande, les Princes d'Allemagne et Venise.

Ainsi peu à peu, et non sans hésitation peut-être de part et d'autre, on s'acheminait à une conflagration générale. Dans ces circonstances, le Roi se souvenait de ses anciens compagnons d'armes, et avait le désir bien naturel de rallier autour du trône les dévouements épars et sans doute un peu refroidis. D'Aubigné profita de ces positions.

Nous avons vu qu'à son départ de Paris, au début de 1608, il avait laissé le Roi assez irrité contre lui, puisque même peu s'en était fallu qu'on ne le jetât en prison pour être venu faire le frondeur et le brouilleur de cartes au milieu d'un arrangement qu'on croyait en bonne voie. Le récit des *Mémoires* continue ainsi, raccordant ce voyage en Cour avec le suivant — qui précéda de peu la mort du Roi — mais l'en distinguant aussi, semble-t-il, suffisamment, sans qu'il soit besoin, ainsi que je l'ai dit plus haut, de faire aucune modification dans le texte :

« Le Roy en peu de temps changea bien d'opinion, et reprit Aubigné en telle grâce, qu'il délibéra de l'envoyer en Allemagne comme Ambassadeur général, avec charge aux agents particuliers de luy rapporter deux fois l'an toutes leurs négociations ; et puis ce desseing changea, lorsque ce Prince eut pris le sien grand, qu'il luy communiqua tout du long ¹... »

Remarquons que ce revirement à l'égard de d'Aubigné et l'intention de l'employer en Allemagne, puis l'abandon du projet, tout cela suppose du temps et l'intervention de circonstances qui agissent peu à peu sur l'esprit du Roi, et modifient ses sentiments et ses vues. Dans notre hypothèse, avec un intervalle de deux ans entre les deux derniers voyages, ces changements successifs s'expliquent fort bien. Au contraire, ils seraient peu naturels et feraient l'effet de caprices s'ils se produisaient en quelques jours, après la bourrasque où d'Aubigné faillit trouver un abri à la Bastille.

Au reste, de même que le Journal de Chamier certifie sa présence à Paris à la fin de 1607, nous avons *une pièce qui date à coup sûr le dernier voyage*, c'est une lettre où d'Aubigné raconte une dispute théologique avec le jésuite Cotton sur la question de la Transsubstantiation ². C'était « un matin que le Roy entretenoit le Prince d'Anhalt au bout de la première gallerie ». Pour distraire la noblesse pendant ce temps le maréchal de Fervaques était venu prendre d'Aubigné par la main et l'avait mené « à une grande fenestre de l'autre bout », où se trouvait nombreuse compagnie, et là, malicieusement ou imprudemment, il avait excité les deux adversaires à la bataille.

Cette controverse a donc lieu, sinon en présence du Prince d'Anhalt, qui est

1. *Mémoires*, éd. Réaume, t. I, p. 82.

2. Cf. éd. Réaume, t. I, p. 390-395, la VII^e des *Lettres de Piété et de Théologie*.

occupé avec le Roi et ne l'entend point, du moins pendant son séjour à Paris. Or nous sommes fixés par ailleurs sur l'époque et l'objet de la mission qu'il vint remplir au nom des Princes protestants d'Allemagne pour concerter leur action avec celle d'Henri IV dans l'affaire de la succession de Clèves. Le Prince d'Anhalt arriva à Paris le mercredi 16 décembre 1609. C'est ce qu'annonce à Duplessis M. Marbault, dans une lettre du samedi 19 : « M. le prince Christian d'Anhalt est ici de mercredi, revenant des nocces du duc de Wurtemberg ; il eut hier son audience ¹. »

La première s'entend, car il dut y avoir plusieurs conférences, la négociation étant délicate, et le Roi ne voulant pas s'engager sans être assuré du concours de l'Angleterre et des Provinces-Unies, ni sans une promesse d'assistance mutuelle entre les Princes confédérés et lui, pour le cas où le royaume serait attaqué par l'Espagne ².

Le 26 décembre, M. Marbault récrit à Duplessis et l'informe que le Prince est reparti avec un accord de principe sur l'effort militaire à fournir de chaque côté ³.

Avant de rentrer en Allemagne, il se rendait à la Haye, pour connaître les intentions de la Hollande, et savoir quelle contribution elle était prête à apporter à l'entreprise ⁴.

C'est donc entre le 18 décembre, jour où il fut reçu pour la première fois par le Roi, et le 25 décembre au plus tard, puisque le 26 il n'était plus à Paris, que dut se passer la petite scène du Louvre, où d'Aubigné et le P. Cotton amusèrent la galerie par leur débat théologique, pendant qu'on s'était écarté pour laisser le Souverain seul avec le Prince.

Naturellement, c'est d'Aubigné qui a la victoire dans le compte rendu qu'il

1. Cf. *Mém. de Mornay*, t. X, p. 470.

2. Cf. lettre de M. d'Aersens, ambassadeur des Provinces-Unies en France à Duplessis du 2 janvier 1610, *Mémoires de Mornay*, t. X, p. 493-494. Il lui apprend que M. de Boissise vient de partir pour Hall, où va se réunir l'Union évangélique, afin d'obtenir cet engagement réciproque que consacra le traité de Hall du 11 février 1610.

3. Cf. *Mémoires de Mornay*, t. X, p. 485. C'est le prince d'Anhalt qui commandera les Allemands. Henri IV lèvera 6.000 Suisses, dont M. de Rohan sera le colonel, et rappellera ses deux régiments de Hollande. Somme toute, comme le note M. d'Aersens dans la lettre citée plus haut du 2 janvier, le Roi fera autant à lui seul que les Princes confédérés ensemble (*Mémoires de Mornay*, t. X, p. 493). Duplessis le confirme dans ses lettres à M. Asselineau à Venise, du 1^{er} janvier (t. X, p. 492) et du 16 (t. X, p. 506).

4. Cf. la lettre de M. d'Aersens du 2 janvier (*Mém. Mornay*, t. X, p. 493-494) et celle de M. Marbault à Duplessis du même jour (*Ibid.*, p. 497) où il dit que M. d'Aersens est très vexé que le Prince aille ainsi traiter à la Haye en dehors de lui.

fait à un correspondant, et même, si on l'en croit, l'assistance lui était favorable et s'égayait de l'embarras du P. Cotton, esquivant la discussion sur la question essentielle de la vérité et de l'antiquité des deux croyances, pour se réfugier dans de subtiles chicanes sur l'interprétation d'un texte de Théodoret, et finalement se dérober tout à fait :

« Sur la contenance effrayée du Sieur Cotton, une grand' barbe s'escria d'un peu en arrière : *Monsieur, on vous attend où vous savez : il y va de vostre promesse*. Quelques gentilhommes le voulurent faire taire, mais ce fâcheux redoubla : *Monsieur, il y va de vostre promesse*. — Et Cotton pria de remettre la partie, pour ce qu'il estoit engagé de parole : et là dessus, quitta la Compagnie sans dire à Dieu à personne ¹. »

C'est tout de même « un rude homme » observe le maréchal de Fervaques. Oui, réplique d'Aubigné, il en est « aux rudiments ² ».

Le séjour s'annonçait bien. D'Aubigné repétait ses maladresses du précédent voyage. Après du Perron, le P. Cotton : il continuait à souffler sur les lumières du Catholicisme. Qu'allait dire le Roi de cette nouvelle irrévérence ? Ma foi ! il ne paraît pas qu'il s'en soit courroucé : peut-être même en rit-il, comme la noblesse qui en avait été témoin ³. Nous savons qu'il n'était pas alors en disposition de chercher querelle à des Huguenots, bien au contraire. Il avait en tête des affaires trop sérieuses, et le mot d'ordre était la conciliation et l'union. Aussi laissa-t-il de côté les différends, pour faire part à d'Aubigné, avec la confiance d'antan, de ses préoccupations et de ses projets concernant la politique extérieure. C'est ainsi qu'il l'aurait mis au courant de ce que l'on appelle *le Grand Dessein*, « contre les remontrances qu'Aubigné faisait que telles pièces ne se devoient commettre qu'à ceux qui en portoyent le fardeau. Or pource que lors il estoit Vice Admiral de Xaintonge et de Poitou, il ne voulut point demeurer oizeux en un si grand mouvement ; il pressa le Roy de vouloir jeter une branche de ses desseings vers l'Espagne, et donnant de tous costez sur les ongles à son ennemi, luy envoyer une

1. Éd. Réaume, t. I, p. 394.

2. *Ibid.*, p. 395.

3. C'est peut-être pour cela que d'Aubigné se risqua à faire un quatrain (adressé au Roi) sur le P. Cotton, qui est malicieux, mais un peu grossier. (Cf. éd. Réaume, t. IV, p. 361, la *xx*^e des *Pièces épigrammatiques*.)

flèche vers le cœur ; et quand le Roy rejettant telle ouverture eut allégué le vieil proverbe : *Qui va foible en Espagne y est battu, et qui y va fort, il meurt de faim*, Aubigné luy ouvrit un marché auquel il obligeoit un million d'or vaillant, pour faire deux flottes qui rendroyent, par le circuit d'Espagne, dans les magasins du Roy¹ les vivres au prix qu'ils estoyent lors à Paris. Il adjoignit à son parti d'Escures ; et cela fut arrêté après que le Duc de Sully eust fort traversé l'affaire au commencement². »

Ainsi d'Aubigné s'attribue l'initiative d'une extension du Grand Dessein, qui était pourtant déjà assez vaste, et il aurait réussi à y convertir le Roi. Jusque-là il n'était question que d'élaguer le Grand Arbre de la Maison d'Autriche, qui couvrait d'ombre l'Europe, de le découronner en enlevant l'Empire d'Allemagne aux Habsbourgs, et de couper les rejets poussés en tous sens par la branche Espagnole, pour qu'elle ne dépassât plus les Pyrénées, et laissât respirer l'Italie et les Flandres. Maintenant, avec le projet de d'Aubigné, c'est au cœur même, en Espagne, qu'on devait aller la frapper de la cognée, et il se chargerait, comme amiral du Poitou et de Saintonge, de ravitailler par mer l'expédition.

La même affirmation se retrouve dans l'*Histoire*, avec quelques indications plus précises sur les moyens d'exécution :

« Tel estoit au commencement le grand dessein³, se contentant le roi de réduire l'Espagnol aux frontières des Pyrénées et de la mer. Mais deux choses firent penser plus avant ; l'une, l'offre de l'archiduc⁴... Et, de mesme temps, quelques riches marchans des costes de Guyenne, *ameutez par un vis-amiral du pays*⁵, s'offrirent à nourrir l'armée qui conquerrait l'Espagne, rendans à leurs périls et despens les vivres, par toutes les villes et forts maritimes qu'on dresseroit, au prix qu'ils estoyent lors à Paris. Cela faisoit chercher vers la coste du Languedoc des offres de mesme commodité et doubler la doze de la despense

1. C'est-à-dire de l'armée du Roi en campagne, en Espagne.

2. *Mémoires*, t. I. de l'édition de Réaume, p. 82-83.

3. D'Aubigné a exposé en détail le plan royal, dont je viens seulement d'esquisser les grandes lignes. Cf. *Histoire universelle*, t. IX, p. 465-467.

4. Cet archiduc proposait, paraît-il, à Henri IV de l'aider à « mettre la couronne impériale sur sa tête ». Cela semble bien chimérique.

5. D'Aubigné lui-même.

pour jeter deux armées en Espagne, de chacune vingt-cinq mille hommes ; l'une, pour commencer à Saint-Sébastien, et l'autre à Parpignan, et se joindre, par les bords de la mer, où les conquêtes leur permettoient ¹. »

D'Aubigné a donc connu le Grand Dessein, il a reçu les confidences d'Henri IV, son témoignage s'accorde avec l'exposé de Sully ², au moins dans une certaine mesure, c'est-à-dire sur le but à atteindre, l'abaissement de la Maison d'Autriche-Espagne, et les moyens d'y parvenir par un remaniement territorial de l'Europe, qu'imposerait la coalition de tous les pays opprimés ou menacés par la monarchie bicéphale. Ce qui manque chez lui, c'est ce qu'on a le plus critiqué dans les combinaisons de Sully, à savoir ce programme de reconstitution fédérative de l'Europe, organisée en une véritable « Société des Nations », et placée sous la tutelle de conseils supérieurs, avec un Conseil Suprême au sommet. Débarrassé de cette utopie, qui n'est peut-être après tout qu'une anticipation prématurée sur l'avenir, le Grand Dessein réduit aux proportions, déjà larges avouons-le, que lui donne d'Aubigné, apparaît moins chimérique.

Sans vouloir entrer ici dans les controverses qu'il a suscitées ³, ni discuter sa réalité (dans l'esprit d'Henri IV) ou ses possibilités de réalisation, observons seulement qu'à le supposer sérieux, il ouvrait à la politique française des horizons sans doute lointains, peut-être même inaccessibles, mais l'orientait du moins dans le sens où elle allait s'engager avec Richelieu, et continuer, en déviant un peu, avec Louis XIV. Pourquoi Henri IV et Sully n'auraient-ils pas été capables de la même clairvoyance que leurs successeurs ? En tout cas, si le témoignage de Sully est un peu suspect, parce qu'il a pu être tenté, pour rabaisser le mérite de Richelieu, de prêter à Henri IV des projets plus grandioses ou même imaginaires,

1. *Appendice à l'Histoire universelle*, t. IX, p. 467-469.

2. Auquel on attribue la paternité du Grand Dessein, et dont il ne faut pas aller chercher le projet seulement dans les *OEconomies Royales* où il paraît avoir été délayé et amplifié par ses secrétaires, mais dans un autographe retrouvé par le marquis de Vogüé au château de Peseau (appartenant à la famille d'un secrétaire de Sully) et publié par lui en 1884 dans les *Notices et Documents de la Société de l'Histoire de France* à l'occasion de son cinquantième anniversaire. Cf. à ce sujet un article de N. Weiss sur le Grand Dessein d'Henri IV dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, 1921, t. LXX, p. 118-120.

3. Cf. Ch. PFISTER, les *OEconomies royales de Sully et le Grand Dessein* de Henri IV, *Revue historique*, année 1894 : t. LIV, p. 300 à 324 ; t. LV, p. 67 à 82 et 289 à 302 ; t. LVI, p. 34 à 39 et 304 à 309.

d'Aubigné n'apportait pas dans la question le même intérêt d'amour-propre ; et il nous semble que toute discussion ou opinion sur le Grand Dessein doit tenir compte de ce qu'il en rapporte.

Une fois fixé sur le rôle qu'il allait avoir à jouer, d'Aubigné regagna le Bas-Poitou pour faire ses préparatifs « et dans deux mois après, arriva l'effroyable nouvelle » de la mort du Roi, assassiné le 14 mai 1640. Si l'intervalle indiqué est bien exact, il serait donc resté à Paris près de trois mois, de la mi-décembre 1609 à la première quinzaine de mars 1610.

§ 5. — La mort du Roi.

A l'en croire, d'Aubigné aurait eu le pressentiment de la fin prochaine d'Henri IV. Au moment de son départ, le Roi lui tint un propos qui lui parut le signe de cet égarement fatal, où les croyants de tous les temps ont vu l'annonce du châtimement céleste prêt à frapper les puissants :

« *Aubigné, lui dit-il, ne vous y trompés plus, je tiens ma vie temporelle et spirituelle entre les mains du Saint Père, véritablement vicaire de Dieu.* »

Quel blasphème pour un Huguenot ! L'abjuration pouvait peut-être encore trouver grâce devant l'Éternel, si elle n'était qu'un acte politique, laissant subsister dans le secret de l'âme la vraie foi ; mais ce reniement définitif, cette abjuration intérieure, c'était le crime inexpiable. Dès lors, il n'y avait plus d'espoir et « il s'en revint tenant non seulement ce grand desseing pour vain, mais encore la vie de ce pauvre Prince condamnée de Dieu ; ainsi en parla-t-il à ses confidents ¹ ».

Étranges certitudes du fanatisme ! Mais il y a mieux ; c'est l'intrépidité d'assurance avec laquelle il affirme, dès la première nouvelle, que le Roi n'a pu être frappé qu'au cœur :

« Il la reçut au licet, et le premier bruit estant que le coup estoit dans la gorge, il dit devant plusieurs qui estoient acourus en sa chambre avec le messager,

1. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 83).

que ce n'estoit point à la gorge, mais au cœur, estant assuré de n'avoir point menty¹. »

Le terrible homme qui, dans l'émotion d'un pareil moment, ne sent pas se détendre un peu sa passion religieuse, au contraire ! D'où lui venait cette conviction ? C'est que ne devait pas être démentie la prédiction qu'il avait faite naguère, au siège de la Fère, en présence de Gabrielle d'Estrées. On se rappelle la rude leçon qu'il tira alors de l'attentat de Châtel, et son mot cruel au Roi, qui lui montrait sa lèvre coupée : « *Sire, vous n'avez encore renoncé Dieu que des lèvres, il s'est contenté de les percer; mais, quand vous le renoncerez du cœur, il vous percera le cœur*². »

Il est probable que, lorsqu'il proféra cette menace, elle n'avait pour lui-même d'autre portée que celle d'un avertissement, destiné à réveiller par une crainte salutaire la foi chancelante au cœur du Roi. Mais ensuite, confirmée par l'événement, elle prit à ses yeux une valeur prophétique, et il ne douta plus qu'il n'eût été le porte-parole de Dieu. Aussi s'en fait-il une sorte de gloire douloureuse, et est-il revenu souvent sur ce sujet, en vers comme en prose³.

Bien des légendes, remarque-t-il, ont couru après la catastrophe; la superstition et la magie s'en sont mêlées; on a répandu beaucoup de prédictions après coup. Mais la sienne était assez connue, et le Roi lui-même la « ramentevoit » souvent, ainsi qu'un autre avertissement antérieur, « comme lui ayans donné quelque frisson » tous les deux⁴.

Cette première cloche d'alarme, nous l'avons déjà entendue⁵, mais comment ne pas en rappeler le son ici ? C'est la harangue que fit au Roi de Navarre, au moment où il « prenait congé du Poitou⁶ », le juge de Moncontour, ce vieillard

1. *Mémoires*.

2. *Mémoires*, t. I, p. 69. — Cf. ci-dessus p. 113 de mon tome II.

3. Cf. *Histoire universelle*, t. IX, p. 104 et 464; *Confession de Sancy*, éd. Réaume, t. II, p. 352; *Préface des Tragiques* (Réaume, t. IV, p. 24-25); *Discours par stances avec l'esprit du feu Roy Henry Quatriscure*. *Ibid.*, p. 314. D'Aubigné avait eu aussi chez lui pendant plusieurs mois un muet extra-lucide, qui s'exprimait par signes, et qui dès 1606 avait prédit l'assassinat du Roi et toutes les circonstances. Cf. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 93) et *Lettres de Points de Science*, t. I, p. 426-427.

4. *Histoire*, Appendice, t. IX, 461.

5. Cf. ci-dessus, même tome, p. 10.

6. Je ne vois qu'une époque qui réponde bien à la mention de d'Aubigné que le Roi prenait alors « congé » du Poitou. Cela paraît signifier qu'il le quittait définitivement, ce qui expliquerait les conseils

sévère — presque sinistre — dont l'aspect singulier apprêtait à rire aux courtisans, mais qui figea de suite la moquerie sur leurs lèvres par l'autorité de sa parole, et la véhémence biblique de ses remontrances. C'était l'accent d'un prophète juif s'adressant à un roi d'Israël.

D'Aubigné évidemment a refait son discours, ¹ en lui laissant d'ailleurs une forme fruste pour plus de vraisemblance ; mais on y reconnaît sa façon, et on y entend l'écho du premier livre des *Tragiques* sur les *misères* des paysans foulés par les gens de guerre ; néanmoins le fond doit être authentique, puisqu'il l'affirme, et cette scène semble avoir fait une forte impression sur lui comme sur l'esprit du Roi.

Ce n'était plus la voix d'un juge de campagne qu'on écoutait, mais celle du Grand Juge de la terre, faisant comparaître les Rois à son Tribunal et leur rappelant qu'ils sont dans sa main, qu'ils ne peuvent se dire ses représentants ici-bas que s'ils offrent l'image de sa justice et de sa clémence. Le voisinage et le souvenir de Moncontour fournissent un terrible exemple à l'appui de cette rude leçon : là la terre s'est engraisnée du sang de dix-mille gentilshommes, « la plus généreuse noblesse de France », pour les punir d'avoir mis leurs armes au service de l'iniquité et de la cruauté. C'est le commencement du châtement qui se continuera après la mort ; Dieu frappe ici et dans l'autre vie :

« Cependant peu de ces grands vont la gorge sèche au tombeau, pource que le grand justicier dès ce monde exerce jugement.² »

Voilà la parole fatidique, qui fit trembler Henri IV et qu'il n'oublia jamais, « et nous répétoit souvent ce terme, témoigne d'Aubigné, où il est parlé que les grands vont rarement la gorge sèche au tombeau³ ».

et les remontrances du juge de Moncontour, avant de le laisser partir pour courir sur un autre théâtre une plus haute fortune. On est ainsi amené à penser que c'est au moment où il venait de signer la trêve de Plessis-lès-Tours (3 avril 1589) et se rendait à l'appel d'Henri III à Tours pour combattre la Ligue. Mais les bandes de Mayenne ravageant ses domaines du Vendômois, il résolut de passer par le Nord de la Loire, pour les en chasser. Les *Lettres-Missives* nous le montrent encore à la Rochelle le 5 avril, le 15 il était à Thouars, et le 19 à Saumur où ses troupes allaient traverser la Loire. Or, Moncontour est tout près de Thouars, et s'était trouvé à peu près sur son chemin. Je croirais volontiers que c'est le 14 avril qu'il y fut harangué par le juge du lieu, la veille du jour où il fit étape à Thouars.

1. Cf. *Histoire universelle*, t. IX, p. 461 et sq.

2. *Histoire*, t. IX, p. 463.

3. *Ibid.*, p. 464.

C'est dans l'*Appendice à l'Histoire universelle* que d'Aubigné a rapporté cette anecdote et l'*Appendice* fut écrit sous la Régence. L'*Histoire* s'arrêtait, on le sait, à 1602; il avait renoncé à la poursuivre plus loin. Mais, après la catastrophe qui terminait si tragiquement la carrière merveilleuse du Roi Henri, comment aurait-il pu laisser sans conclusion une œuvre où il tenait la première place? Il voulut donc « poser un chapiteau » au monument, comme il dit, c'est-à-dire ajouter une oraison funèbre digne du Grand Roi dont il avait raconté les exploits. Et, en quelques pages émues, écrites avec une encre « pâlie par ses larmes », il retraça la destinée providentielle de ce Prince parti de peu et porté, à travers les périls et les vicissitudes les plus étonnantes, jusqu'au trône chancelant qu'il avait mission de raffermir. De fait, après quelques années de règne, il avait rétabli partout le respect de sa puissance, en France comme à l'étranger, et ramené dans le royaume la tranquillité avec la prospérité. Le panégyrique est sans réserve, ou presque. Il fallait cette mort dramatique pour arracher à d'Aubigné ces éloges magnifiques, qui sont comme un long cri d'admiration, et faire taire ses griefs et sa critique¹.

A ses lauriers, le Roi a mêlé l'olivier de la paix pour s'en tresser un diadème :

« Sous ces chapeaux d'oliviers, les lions et les ours de la France enchaînez et emmuselez, les renards et les belettes seules troublaient, mais en cachettes et en ténèbres, le profond repos du laboureur, du marchand et du noble. Ces petites gales de l'Estat n'en altéroient comme point la générale santé. Ceux qui avoyent accoustumé de demander les récompenses, comme les exigeans, ne les demandoient plus comme debtes, mais comme bienfaits. Au lieu de dire *j'ai obligé le roi*, les plus hardis ne mettoient en jeu que leur devoir acquité. Et, quant aux grands du royaume, le plus proche du premier en marchait si loin qu'il n'avoit garde de

1. Il est regrettable qu'il n'ait pas observé la même décence dans le *Discours par stances avec l'esprit du feu roi Henry quatriesme* (cf. Réaume, t. IV, p. 313 à 325) qui dut être composé dans le même temps, et dont il a transcrit quelques strophes dans son *Appendice*. Malgré de belles louanges au début, le ton général est celui d'une âpre satire contre l'ingratitude du Roi à l'égard des Protestants et du Dieu qui l'avait comblé de ses grâces. Il s'est remis entre les mains des infidèles : là est la vraie cause de sa perte. Ce n'est pas cette opinion qui choque, mais un certain ton d'animosité, qui n'est peut-être après tout que l'expression de sa douleur et de ses regrets. Il en veut surtout à Henri IV d'avoir éloigné les dévouements éprouvés, qui l'avaient si longtemps protégé, et qui auraient su le défendre contre le couteau de Ravaillac.

lui escorcher les talons. Les estrangers demandoyent leurs debtes par supplications, non par menaces, et le chapeau bas qu'ils avoyent enfoncé autrefois. Le roi voyoit autour de son lit et de sa table une florissante multitude d'enfans, bien que différens de conditions, tous obligez à son appui. Et, chose inouïe aux rois de France, il avoit sous la clef du duc de Suilli cent canons de batterie, les armes de quarante mille hommes, poudres et boulets pour deux cent mille coups en son arcenal, mais en son thrésor vingt-deux millions; ces richesses comparées aux pauvretes souffertes et ces douceurs aux amertumes du passé. Pour l'excellence de cela, toutes ces armes ne faisoient que parer la Majesté royale, elle lors n'estant armée que de ses loix. Or, cependant que sa mémoire emplit l'Europe par les oreilles, il n'a pas laissé les yeux sans actions, ayant en dix ans de paix, surmonté les bastimens et les labeurs des dix rois qui ayent de suite le plus travaillé pour s'éterniser en pierre et se faire voir à leurs successeurs¹. »

Cet hommage suprême semble se dresser au terme de l'œuvre comme un mausolée superbe, ou mieux un Arc Triomphal, auquel on accède par toutes les avenues de l'*Histoire*, marquées des trophées de Henri le Grand. Car « ses félicitez... tenoyent, hors l'esgard à Dieu, hommagement de sa vertu² ».

Mais il est temps, précisément, d'avoir « égard » au rôle de Dieu, car finalement c'est à lui qu'un croyant doit rapporter toute gloire humaine et tout événement important. Le dénouement imprévu de cette grandeur suffirait à rappeler sa source, et sa fragilité dès que Dieu l'abandonne. C'est sur cette pensée que d'Aubigné veut clore son *Histoire*; et c'est, dit-il, la conclusion, non seulement de la sienne, « mais de toutes celles qui ont esté escrites et s'escriront jamais³ ». C'est la philosophie de Bossuet dans son *Discours sur l'Histoire universelle* et dans ses *Oraisons funèbres*, c'est le thème de l'Ecclésiaste « *vanitas vanitatum* », c'est l'idée de tous ceux qui s'inclinent devant une Providence supérieure. Malgré son cœur déchiré par la plus grande épreuve qui pouvait l'atteindre, et avec lui toute la France, d'Aubigné n'a pas un moment de révolte ni de doute. Il se met à genoux et renouvelle un acte de foi et de soumission. Il invite les Français à pleurer avec lui

1. *Histoire universelle*, t. IX, p. 457-458.

2. *Ibid.*, p. 455.

3. *Ibid.*, p. 475.

leur bon et grand Roi, mais à lever comme lui leurs yeux pleins de larmes vers le ciel pour apercevoir le contraste « des splendeurs qui passent aux éternelles, des royaumes caduques au permanent, et enfin de ce qui paroist estre, vivre et régner, à ce qui seul est, vit et règne véritablement ¹ ».

1. *Ibidem.*

TABLE DES MATIÈRES

DU DEUXIÈME VOLUME

CHAPITRE VIII

LES PROTESTANTS AU SECOURS DE LA ROYAUTÉ L'ASSASSINAT D'HENRI III ET L'AVÈNEMENT D'HENRI IV

- § 1^{er}. Les opérations victorieuses du Roi de Navarre. — D'Aubigné gouverneur de Maillezais (1^{er} janvier 1589). — La marche sur Tours et la réconciliation des deux Rois (avril 1589). — La marche sur Paris (juin-juillet). 1
- § 2. L'armée des deux Rois devant Paris et le premier régicide (1^{er} août 1589). — Une prouesse singulière d'Agrippa d'Aubigné qui fait l'admiration du Roi blessé. — Le rôle important qu'il s'attribue dans l'avènement d'Henri IV 49

CHAPITRE IX

DE L'AVÈNEMENT A L'ABJURATION (25 JUILLET 1593)

- § 1^{er}. La détention du roi de la Ligue à Maillezais (6 septembre-15 octobre 1589), Arques (septembre 1589), Ivry (14 mars 1590). — D'Aubigné au siège de Paris (été de 1590) 37
- § 2. La petite guerre en Bas-Poitou (1590). — Les Édits de Mantes (4 juillet 1591). — D'Aubigné au siège de Rouen (novembre 1591 à mai 1592) 59
- § 3. La guerre en Poitou (1592-1593). — Une suprême tentative d'Agrippa d'Aubigné pour empêcher l'abjuration du Roi (juin 1593). — La nécessité et les effets de l'abjuration 73

CHAPITRE X

DE L'ABJURATION (25 JUILLET 1593) A L'ÉDIT DE NANTES (AVRIL 1598). LA FIN DES GUERRES ET LA RETRAITE D'AGRIPPA D'AUBIGNÉ

- § 1^{er}. La réaction du Parti réformé après l'abjuration, et la part qui en revient à d'Aubigné. — Le malheur le rapproche du Roi; il va le trouver, après la mort de sa femme, au siège de la Fère (novembre 1595-mai 1596) 95

§ 2.	La Phase décisive de la crise protestante et son dénouement. — Les Assemblées permanentes jusqu'à l'Édit de Nantes (1 ^{er} avril 1596-11 juin 1598). — Le rôle de d'Aubigné	417
------	--	-----

CHAPITRE XI

LE FOYER ET LE CABINET DE TRAVAIL D'AGRIPPA D'AUBIGNÉ

§ 1 ^{er} .	Le Foyer et le veuvage d'Agrippa d'Aubigné	450
§ 2.	Le Cabinet de travail et l'élaboration des principales œuvres. — « Le pesant chariot » de l'Histoire	468
§ 3.	Les étapes de la composition des <i>Tragiques</i>	481
§ 4.	<i>La question du Sancy</i>	245

CHAPITRE XII

DE L'ÉDIT DE NANTES A LA MORT D'HENRI IV (1598-1610)

§ 1 ^{er} .	Les voyages de d'Aubigné à Paris, en 1600 et 1601. — La visite du Duc de Savoie à la Cour de France. — D'Aubigné controversiste : la revanche de la Conférence de Fontainebleau (mai 1600). — La lettre à Madame sur la Douceur des afflictions	268
§ 2.	La Conspiration de Biron et le loyalisme huguenot. — Comment d'Aubigné dans un conciliabule mystérieux (février 1601) fait repousser les propositions de Biron	302
§ 3.	Pro Christo et Rege : d'Aubigné entend ne trahir ni l'un ni l'autre. — Une explication avec Henri IV à ce sujet après la mort de La Trémoille (fin 1604 ou début 1605). — Son rôle à l'Assemblée générale de Châtelleraut (26 juillet au 9 août 1605)	315
§ 4.	Les deux dernières apparitions de d'Aubigné à la Cour d'Henri IV. — Il y arrive à la fin de 1607, au moment où s'agitaient des projets de rapprochement entre les deux Religions : il contribue à leur échec. — Le dernier voyage, quelques mois avant la mort d'Henri IV	332
§ 5.	La mort du Roi	359

6303.28. — TOURS. IMPRIMERIE ARRAULT ET C^{ie}.

Agrippa d'Aubigné

et le Parti Protestant



Agrippa d'Aubigné

et le Parti Protestant

Contribution à l'Histoire de la Réforme en France

TOME TROISIÈME

*Thèse pour le doctorat ès lettres
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris*

PAR

ARMAND GARNIER

AGRÉGÉ DE L'UNIVERSITÉ, PROFESSEUR AU LYCÉE HENRY IV

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE



PARIS

LIBRAIRIE FISCHBACHER

(Société Anonyme)

33, RUE DE SEINE, 33

—
1928

AGRIPPA D'AUBIGNÉ ET LE PARTI PROTESTANT

TROISIÈME VOLUME

CHAPITRE XIII

D'AUBIGNÉ SOUS LA RÉGENCE ET SOUS LOUIS XIII DIX ANNÉES D'AGITATIONS POLITIQUES (1610-1620).

§ 1. — Le Parti essaye de profiter et d'abuser de la minorité du Roi. — D'Aubigné à l'Assemblée de Saumur (1614). Le Caducée ou l'Ange de la Paix. — L'affaire de l'Assemblée de Cercle de la Rochelle (1612). — Pendant cette alerte d'Aubigné acquiert, près de Maillezais, le Dognon, et y bâtit un château fort. — Il marie ses filles.

Le premier mouvement dans tout le pays, après la consternation provoquée par l'assassinat d'Henri IV, fut de se grouper autour du jeune Roi, et de sa mère qui avait la charge redoutable de veiller sur son trône. Les dissidences, les calculs intéressés ne viendront que plus tard. Mais on céda d'abord à des sentiments généreux : fidélité à la mémoire du grand monarque disparu, pitié pour l'orphelin, dévouement chevaleresque envers une femme et une mère malheureuse. Un instant toutes les âmes communiquèrent dans les mêmes nobles pensées. Il s'y ajoutait, chez les Protestants, un attendrissement particulier pour le fils de l'homme qui avait tenu tant de place parmi eux, leur Protecteur dont ils avaient si longtemps protégé la vie.

Dans une assemblée de ville, tenue à Saumur le 19 mai 1610, Duplessis-Mornay qui était gouverneur de la place, faisait appel à la concorde :

« Qu'on ne parle plus entre nous de huguenot ni de papiste ; ces mots sont deffendeus par nos edicts. Qu'en feussent aussi bien les animosités esteintes en nos cœurs ! Quand il n'y auroit point d'édict au monde, si nous sommes François, si nous aimons notre patrie, si nos familles, si nous mesmes, ils doibvent désormais estre effacés en nos âmes ¹. »

Et après avoir donné l'exemple du serment qu'il demanda à tous de prêter au nouveau Roi et à la Régente, il déclara solennellement qu'il serait impitoyable pour qui chercherait à profiter des circonstances et à troubler l'ordre :

« Je suis doux, à la vérité, de mon naturel, mais je sçaurai estre rude où il sera besoning, et pour le service de mes maistres. Plus on se propose de foiblesse au bas âge de nostre roy pour en abuser et plus apporterai-je de roideur et de vertu pour le faire obéir ². »

Son gendre, M. de Villarnould, était Député général en Cour depuis l'Assemblée de Jargeau, en 1608. En cette qualité et sans doute sur son conseil, il sollicita et il obtint de la Reine la confirmation officielle de l'Édit de Nantes (22 mai), et quand elle lui en remit les brevets, il lui annonça qu'une députation des Églises viendrait lui apporter les assurances de leur soumission ³. Ce furent les assemblées provinciales qui nommèrent ces délégués ; d'Aubigné fut choisi par celle du Poitou, bien qu'il s'y fût singularisé en protestant seul contre la façon dont la Reine-Mère avait été déclarée Régente, maintenant que « telle élection n'appartenoit point au Parlement de Paris, mais aux États ⁴ ». Il avait eu cependant quelques jours auparavant une entrevue avec Duplessis, qui avait désiré voir les personnages de marque de la province voisine pour concerter leur action ⁵. Mais d'Aubigné n'était pas de ceux

1. DUPLESSIS-MORNAY, *Mémoires*, t. XI, p. 31.

2. *Ibid.*, p. 32.

3. Lettre à Duplessis du 24 mai, *Mémoires de Mornay*, t. XI, p. 50.

4. D'AUBIGNÉ, *Mémoires*, t. I de l'éd. Réaume, p. 83.

5. Cf. Lettre de Duplessis du 26 mai à M. Constant, gouverneur de Marans : « Je tiens à obligation le désir que M. de Parabère vous a tesmoigné de me faire l'honneur de me voir... mais je vous semonde et M. d'Aubigny d'estre de la partie, qui aultrement ne seroit pas pleine harmonie ; car du concert que nous y prendrons despendra beaucoup. » *Mémoires de Mornay*, t. XI, p. 54.

qui se laissent aisément discipliner. On le vit bien encore à Paris, où il donna à ses collègues l'exemple d'une fierté un peu frondeuse :

« Estant à Paris, raconte-t-il, les desputez de divers endroits s'attendirent ¹ jusques à ce qu'estants de neuf provinces, ils résolurent ensemble de se faire présenter par le Sieur de Villarnoux lors député général. La dispute fut grande pour leur entrée et façon de parler : enfin tous s'accordèrent d'Aubigné comme du plus vieux et plus expérimenté, pour leur servir de miroir en ceste action. Le conseil du Roy fut scandalisé de ce que pas un ne s'agenouilla, ni au commencement ni à la fin de la harangue, que Rivet eut ambition de faire, et la fit en tremblant, et mal à propos. Au sortir M. de Villeroy s'attaqua à Aubigné, demandant pourquoy il n'avoit fleschi le genouil. La response fut qu'il n'y avoit en leur troupe que Nobles ou Ecclesiastiques, qui ne devoient au Roy que la révérence, et non pas l'agenouillement ². »

Ecclesiastiques, c'est-à-dire pasteurs. C'était une des prétentions des Réformés de leur faire octroyer les mêmes prérogatives, et par exemple les mêmes dispenses d'impôts qu'au clergé catholique.

Malgré cet incident, la Régente, qui cherchait à amadouer tout le monde au début, manda de nouveau d'Aubigné, quatre mois après : « Sur un billet qu'il en eut, contre l'avis de ses amis, il y alla en poste, et fut deux heures enfermé avec la Roïne, la porte gardée par la Duchesse de Mercure ; elle feignoit vouloir prendre instruction de luy sur certain point, mais en effet c'estoit pour le rendre infidelle ou soupçonné à son party ³. »

C'est bien possible, étant données les offres qu'elle lui fera faire à l'*Assemblée de Saumur*. Cette Assemblée, qui avait pour mission le renouvellement des Députés généraux, fut accordée, par brevet du 14 octobre 1610, pour le mois de mai suivant.

1. Duplessis aurait même souhaité que ceux des provinces voisines s'entendissent pour partir ensemble. Cf. lettre du 3 juin à son gendre, « mais puisque chacun court à la desbandade, il se fault accommoder à l'humeur », t. XI, p. 60.

2. *Mémoires, d'Aubigné*, éd. Réaume, t. I, p. 83-84.

3. *Ibid.*, p. 84. Mais d'Aubigné avait provoqué lui-même cette consultation en écrivant à la Reine une curieuse lettre, dont la copie (un peu mutilée) a été retrouvée par M. Plattard, dans les manuscrits de Bessinges, et publiée par lui dans la *Revue du XVI^e siècle* (t. XI, 1924, p. 79 à 90). Avec une rustique franchise, « en homme de village », il lui donnait son avis sur les affaires de l'État, et sur la façon de gouverner en appuyant son autorité sur un Conseil et sur les États généraux.

Or c'est à la fin de l'année que d'Aubigné a dû revenir à Paris, car il annonce son prochain voyage à un ami ¹, dans une lettre du 23 novembre 1610. Il est donc assez vraisemblable que c'est en vue de cette Assemblée, et pour essayer de désarmer d'avance son opposition, que Marie de Médicis avait désiré s'entretenir en particulier avec lui.

Il importe de connaître un peu en détail l'histoire de cette Assemblée, non seulement parce que d'Aubigné y a joué un rôle de premier plan, mais parce qu'elle lui a inspiré un de ses écrits politiques, *le Caducée ou l'Ange de la Paix*.

Il fut élu député pour le Poitou en même temps que M. de Parabère, lieutenant gouverneur du Roi en Bas-Poitou, les sieurs de Verat, de Saint-Germain, Clémenteau pasteur de l'Eglise de Poitiers, Rivet pasteur de l'Eglise de Tours, Desfontaines et de La Milletière. Il y avait en tout soixante-seize membres, car la plupart des grands personnages du Parti avaient été requis, vu la gravité des circonstances, de prendre part à cette Assemblée avec ou sans mandat régulier d'une province. Elle s'ouvrit le 27 mai 1611 à Saumur, la ville de Duplessis. Il y eut des compétitions pour la présidence. Le maréchal de Bouillon y prétendait, mais il avait changé depuis qu'Henri IV était allé lui donner une leçon à Sedan. Maintenant il paraissait trop inféodé à la Cour; le marquis de Cœuvres était venu lui faire certaines propositions et promesses au nom de la Reine-Mère, s'il s'employait à contenir ses coreligionnaires, et il avait prêté une oreille complaisante à ces suggestions. On avait même mis des fonds à sa disposition pour faciliter sa tâche ². Son rival était le duc de Rohan, jeune, ardent, ambitieux; c'était le gendre de Sully, qui était aigri contre la Cour par sa disgrâce, et qui avait dû donner sa démission de surintendant des Finances (26 janvier 1611). L'une ou l'autre élection aurait eu une signification trop accusée; la majorité adopta un moyen terme et un homme intermédiaire, Duplessis-Mornay (27 mai). Excellent choix en principe, car nul ne méritait mieux ce beau titre de « modérateur » par lequel on désignait le président d'une assemblée protestante; mais celle de Saumur démentit vite cette manifestation de sagesse inaugurale.

1. M. de Candal, cf. Réaume, t. I, p. 570.

2. Cf. *Mémoires du Maréchal d'Estrées* (marquis de Cœuvres, frère de Gabrielle d'Estrées), édités par Paul Bonnefon pour la Société d'Histoire de France (1910), p. 44-45.

Ses actes, en effet, constituent une tentative très nette pour profiter de la faiblesse d'une Régence, et en tirer pour le Parti des avantages nouveaux qu'Henri IV avait refusés. Mais elle se heurta à une résistance plus résolue qu'elle ne l'avait supposé. Et la Cour, par réaction, riposta en s'efforçant de dissocier l'union des Églises, et de séparer le bon grain de l'ivraie, c'est-à-dire les éléments modérés des autres. Elle ne réussit que trop bien dans ce travail de division au sein de l'Assemblée. Malgré les essais de replâtrage final, les fissures du Parti avaient été visibles à tous les yeux ; et ainsi il sortit de là, non pas fortifié et grandi comme il l'avait escompté, mais affaibli et moralement diminué.

Dès le début, l'opposition des points de vue ou, si l'on veut, le malentendu entre l'Assemblée et le gouvernement royal était clairement apparu. Celui-ci s'en tenait aux termes du brevet de concession du 14 octobre 1610, qui avait autorisé l'Assemblée, uniquement pour remplacer les Députés généraux par la présentation de six candidats, comme cela s'était fait à Châtellerault (1605) et à Jargeau (1608). Il était spécifié que les deux choisis par le Roi exerceraient leur charge pendant trois ans. Le mandat de l'Assemblée s'arrêtait là. Tout au plus pourrait-elle présenter un Cahier de requêtes, qui serait soutenu, après sa séparation, par les Députés généraux. Ces requêtes devraient demeurer dans les bornes de l'Édit de Nantes, loi fondamentale et inviolable de l'État. Voilà le terrain sur lequel se placèrent, conformément à leurs instructions ¹, les commissaires royaux envoyés à l'Assemblée, MM. de Boissize et de Bullion — celui-ci protestant — qui y furent reçus pour la première fois le 7 juin. Le discours prononcé à cette occasion ² par M. de Boissize ne manque pas de souffle oratoire, et l'hommage qu'il rend à l'Édit de Nantes a de la grandeur :

« Nous pouvons justement ce me semble associer aux victoires et trophées de nostre grand Roy ceste salutaire loy, fruit gratieux de sa haute sagesse et tesmoignage singulier du soing et de l'amour qu'il a portés à ses subjectz, comme autres-fois entre les honneurs funèbres que le sénat de Rome décerna à l'Empereur Auguste,

1. Ces Instructions datées du 28 mai 1611 se trouvent au vol. m. 2608 de la Bibliothèque Mazarine, aux *Pièces Annexes*, à la suite du *Procès-verbal* de l'Assemblée.

2. Ce discours, résumé dans le *Procès-verbal*, est reproduit textuellement dans les *Pièces Annexes*.

il ordonna qu'avec les noms des nations qu'il avoit vaincues, les tiltres des loix par luy faictes et publiées fussent portés en triomphe. »

Les Réformés furent certainement sensibles à cette éloquence qui consacrait par une belle image le monument où se trouvait la Charte de leurs droits. Mais je doute qu'ils aient applaudi quand M. de Boissize ajouta qu'on ne pouvait faire aucune retouche à l'édifice sans risquer de le faire tomber en ruines. Là ils n'étaient pas d'accord. Et leur plan précisément, en sollicitant une assemblée après la mort d'Henri IV, était de consolider l'œuvre par quelques contreforts et de la parachever. Hommage à l'Édit de Nantes, fort bien ! Mais quel Édit ? Ce qu'ils réclamaient, c'était l'Édit primitif sans les retranchements qu'il avait dû subir pour passer au Parlement de Paris. Et, dès le 10 juin, on fit porter aux commissaires royaux par une délégation, dont faisait partie *d'Aubigné*, une requête en ce sens ¹. Encore n'était-ce là qu'un minimum. L'Assemblée voulait plus et autre chose que le simple retour au premier Édit de Nantes, sous le prétexte — évidemment exact — que la disparition d'Henri IV créait une situation nouvelle, et diminuait la sécurité des Églises. C'est ce que Duplessis avait laissé entendre aux commissaires dans ses conversations particulières avec eux, à leur arrivée, avant même leur audition à l'Assemblée. Les Réformés, avait-il dit, « ne demandoient rien davantage sinon quelques seuretez un peu plus grandes que le temps présent leur faisoit désirer ». Propos vague, mais d'autant plus inquiétant, et qui avait fait dresser l'oreille aux commissaires ².

Qu'y avait-il là-dessous ? Ils furent bientôt éclairés. Le 7 juin, le jour même

1. Parmi les Cahiers dressés par l'Assemblée il y en aura un spécialement consacré au rétablissement de l'Édit dans sa forme première. Il permet de se rendre compte des modifications qui avaient été apportées. Ce petit Cahier particulier figure aux *Pièces Annexes* dans le ms. 2608 de la Bibliothèque Mazarine. Je relève principalement dans les changements dont on se plaint : des restrictions aux lieux d'exercice primitivement alloués, par l'exigence que le culte y ait été « établi » en 1596 et 1597, et non plus seulement « célébré par plusieurs et diverses fois » (belle matière à chicane que ce mot « établi ») aussi par l'exemption accordée aux villes d'archevêchés et d'évêchés ; — une réduction des garanties judiciaires, particulièrement au Parlement de Paris, où la chambre de l'Édit a été constituée tout autrement qu'il n'avait été convenu, et d'une façon générale par l'exception introduite en faveur des ecclésiastiques dispensés de la juridiction de ces chambres d'Édit, même quand ils sont les inspireurs ou les exécuteurs d'attentats contre les Réformés ; — le retrait du droit d'utiliser les cimetières catholiques jusqu'à ce qu'ils aient été pourvus de lieux de sépulture spéciaux, etc.

2. Cf. leur compte rendu à la Reine-Mère après leur audition à l'Assemblée le 7 juin, ms. 2608 aux *Pièces Annexes*.

où ils avaient comparu devant elle, l'Assemblée votait une résolution disant qu'on supplierait Sa Majesté de permettre que la désignation des gouverneurs de places fût faite directement par les provinces — ce à quoi jamais Henri IV n'avait voulu consentir — et d'autre part, dans le petit Cahier spécial, relatif aux places de sûreté, un article ajouté au dernier moment¹ en demandera de nouvelles pour les provinces qui en étaient dépourvues, parce que la population huguenote y était peu nombreuse. Voilà donc des points très importants où l'on outrepassait même le premier Édit de Nantes.

Enfin, pour la question de la Députation générale, à laquelle, d'après le programme de la Cour, devait se borner presque exclusivement la tâche de l'Assemblée, celle-ci n'admettait pas la procédure du brevet de concession. Dès le 8 juin, elle décidait qu'elle ne désignerait que deux personnes au lieu de six, c'est-à-dire qu'elle supprimait le choix du Roi et imposait la carte forcée. Toujours le même conflit qui réapparaissait à chaque renouvellement des Députés généraux. Et chaque fois il avait fallu céder ; alors à quoi bon s'entêter ? C'est qu'à ce moment on se croyait en mesure de faire triompher — et définitivement — l'élection directe à laquelle on tenait tant... De même on repoussait le mandat de trois ans² — moyen d'espacer davantage les assemblées — et on voulait le réduire à deux ans comme pour les nominations antérieures. Mais en réalité ce terme avait toujours été dépassé, et l'innovation apparente du Brevet sur ce point ne faisait que régulariser une situation de fait. Jamais depuis l'institution des Députés généraux, et encore que le règlement établi à leur sujet par l'Assemblée de Sainte-Foy en 1601 ait fixé la durée de leur charge à un an, jamais ils n'étaient restés moins de trois ans en exercice. La décision de l'Assemblée de Sainte-Foy était unilatérale et ne liait pas la Royauté.

Ainsi les positions étaient nettement prises de part et d'autre, et les divergences n'étaient que trop manifestes. Les commissaires royaux rendirent compte à

1. Les Cahiers furent définitivement arrêtés le 27 juin. Voici la teneur de cet article : « Supplieront aussy sa Majesté de pourvoir à la seureté de ceux de la Religion qui sont ez provinces de Bretagne, Normandie, Isle-de-France, Picardie, Champagne, Brie, Bourgogne, Forez, Beaujollois, Lyonnois, Vivaretz et Auvergne, en leur accordant quelques villes dans les dites provinces pour la seureté de leurs vies et biens. » *Procès-verbal* de la séance du 27, ms. 2608, Bibl. Mazarine.

2. Même séance du 8 juin. Cf. *Procès-verbal* à ce jour, ms. 2608, Bibl. Maz.

la Reine de leurs premières démarches et impressions, et demandèrent des instructions complémentaires. En les attendant on peut croire qu'ils ne perdirent pas leur temps, et qu'ils pratiquèrent des sondages dans divers milieux de l'Assemblée, et dans les... consciences. D'Aubigné nous dit, en effet, dans ses *Mémoires* :

« Nous voilà à l'Assemblée de Saumur, à l'ouverture de laquelle Monsieur de Boissise ayant fait de grandes promesses à Aubigny eut pour responce : *J'auray de la Royne ce que j'en désire, c'est qu'elle me tiendra pour bon Chrétien et bon François*. Depuis on despescha exprès la Varenne pour luy, qui le courtisa d'une façon desmesurée ; si bien qu'un des corrompus luy disant devant M. de Bouillon : *Qu'est allé faire La Varenne en vostre logis, douze fois depuis hier matin ?* la responce fut : *Ce qu'il fit au vostre dès la première et n'a sçeu faire au mien en douze fois*¹. »

Les 14, 17 et 18 juin les commissaires revinrent à l'Assemblée et firent, au sujet de l'Édit, des déclarations catégoriques. La Régente entendait le respecter et l'appliquer scrupuleusement, mais n'en connaissait pas d'autre que l'Édit enregistré, qui seul avait force de loi. Entre temps ils avaient reçu communication du Cahier général arrêté par un comité de rédaction où siégeait d'Aubigné². Ils le rapportaient après en avoir pris connaissance — pour pouvoir renseigner la Reine sur son contenu — mais ils refusaient de le discuter, la chose étant du ressort du Conseil du Roi. Ils pallièrent ce refus par quelques bonnes paroles, en affirmant qu'ils appuieraient toutes les demandes justes, ce qui à vrai dire ne les engageait pas beaucoup.

Sur ce, l'Assemblée, voyant là une sorte d'invite à entrer directement en rapports avec le Conseil, décida d'envoyer une députation à Paris avec les Cahiers (20 juin). Cette députation partit le 28, emportant quatre Cahiers³. Elle fut bien

1. *Mémoires*, éd. Réaume, t. I, p. 84-85. Plus loin (p. 86) il précise qu'on lui offrait d'augmenter de 5.000 fr. ses pensions, qui étaient de 7.000. Ailleurs (*Lettres familières*, Réaume, t. I, p. 352), il dit qu'on lui proposait de les doubler.

2. Cf. *Procès-verbal* des séances du 30 mai, 8 juin et 14 juin, ms. 2608, Bibl. Maz. Ce Cahier figure dans les *Mémoires de Duplessis*, t. XI, p. 231 à 246.

3. Le Cahier général — un Cahier de demandes et plaintes particulières — le petit Cahier relatif aux modifications de l'Édit, suivi d'un mémoire réclamant dans certains endroits des lieux d'exercice plus rapprochés des villes, enfin le Cahier spécial des places de sûreté. Cf. ms. 2608, séances des 20, 22, 27 et 28 juin et, aux *Pièces annexes*, les lettres (pour le Roi et la Reine) et les Instructions qu'emportait la députation.

reçue, et même la Reine consentit à examiner les requêtes, quoique la nomination des candidats à la Députation générale ne fût pas encore faite comme elle l'avait expressément et à plusieurs reprises exigé. C'est donc elle qui fit la première concession, mais elle en limita l'effet, comme nous l'allons voir. Cet examen des Cahiers par le Conseil retint les délégués à Paris pendant cinq semaines.

Durant ce temps, l'Assemblée régla toutes sortes d'affaires particulières et surtout revisa l'organisation politique du Parti, en adoptant *un nouveau Règlement général*, qu'une commission de choix fut chargée d'élaborer. Les plus grands noms y figurent et d'Aubigné parmi eux, ce qui nous montre une fois de plus quel rang honorable il avait acquis. Elle se composait, en effet, des ducs de Bouillon, de Rohan, de Sully, de Soubize, et de MM. Duplessis, de Saint-Germain, *Daubigny*, de Montbrun et de Fontenay. Elle commença ses travaux le 20 juillet et ne devait les terminer que le 20 août, à la veille presque de la séparation de l'Assemblée ¹.

Ce Règlement créa *une institution toute nouvelle, l'Assemblée de cercle*. Jusque-là il n'y avait eu que des assemblées provinciales ou générales. Le Cercle était un rouage intermédiaire, une assemblée régionale, embrassant trois ou quatre provinces, qui serait plus facile à réunir qu'une générale, et moins coûteuse, car elle existerait toujours en puissance, étant constituée par des délégués des Conseils provinciaux, permanents eux, à la condition du moins qu'ils subsistassent et continuassent à être tolérés malgré et contrairement à l'Édit de Nantes. Là était le point litigieux. Le Cercle était fait pour soutenir une province menacée ou lésée dans ses droits ; si l'affaire prenait une tournure intéressant l'ensemble des Églises, il avait pouvoir de convoquer une Assemblée générale. Instrument de défense rapide et souple, comme on le voit, mais dangereux par les facilités mêmes qu'il offrait à l'agitation, et par ses répercussions possibles.

Cependant les députés qui étaient allés traiter avec le Conseil du Roi étaient revenus (7 août), mais sans rapporter les réponses aux Cahiers. Elles étaient prêtes pourtant, mais il leur avait été signifié (le 23 juillet) qu'elles ne leur seraient pas remises tant que l'Assemblée n'aurait pas proposé les six noms pour la Députation générale. Ils avaient insisté sans succès. On leur avait seulement appris officieu-

1. Cf. *Procès-verbal* de l'Assemblée aux dates des 20 et 30 juillet, 1^{er} et 29 août, ms. 2008. Bibl. Mazarine.

sement que la garde des places de sûreté était prolongée de cinq ans, et le fonds d'entretien des pasteurs accru¹.

Le commissaire protestant, M. de Bullion, suivit de près le retour des députés. Il se présenta à l'Assemblée le 15 août, pour confirmer et justifier la décision de la Reine, sur laquelle elle ne reviendrait pas. Elle avait déjà montré beaucoup de bienveillance et transgressé l'ordre établi par Henri IV, en consentant à faire examiner les Cahiers d'avance, car depuis l'Édit de Nantes il n'y avait jamais été répondu avant la séparation des Assemblées, mais après, par l'entremise des Députés généraux².

La thèse de la Cour était inattaquable, tous les précédents lui donnaient raison. L'Assemblée tenta une dernière démarche, par une requête datée du 18 août et que M. de Bullion fut prié de transmettre. Là elle abandonne les chicanes procédurières et ne soutient plus, contrairement à la vérité, que les choses s'étaient toujours passées comme elle le demandait cette fois ; mais elle fait valoir des considérations d'opportunité, où se révèlent enfin franchement les arrière-pensées, légitimes et respectables d'ailleurs, qui inspiraient les députés, comme elles avaient inspiré les électeurs :

« Toutes les provinces d'un commun sentiment de leur mal [après l'assassinat d'Henri IV] ont recherché dans la dite assemblée, composée par eux pour cet effet de toute autre sorte que les précédentes, non simplement la nomination de leurs députés généraux, mais le salutaire remède aux justes appréhensions qu'ilz avoient des conséquences de la mort de ce grand Roy, duquel le seul respect et la seule parole les pouvoit garantir³. »

Ces « salutaires remèdes », c'étaient des garanties supplémentaires, les « quelques seuretez un peu plus grandes » dont Duplessis avait parlé dès le début, c'est-à-dire une sorte d'avenant à l'Édit de Nantes, que l'Assemblée aurait négocié avec le gouvernement de la Régence. Voilà quelle avait été son ambition, dont il avait fallu rabattre peu à peu devant la résistance rencontrée. Mais les obstinés ne renonçaient pas à l'espoir d'amorcer, par la discussion des réponses aux Cahiers,

1. Cf. *Procès-verbal* de l'Assemblée à la date du 26 juillet et du 7 août, ms. 2608.

2. Cf. *Procès-verbal* de la séance du 15 août, et aux *Pièces Annexes* la harangue intégrale de Bullion.

3. Cf. *Procès-verbal* des séances du 16, 17 et 18 août, et aux *Pièces Annexes* (ms. 2608) le texte des remontrances envoyées à Paris le 18 août.

un traité complémentaire. La Reine déjoua ce calcul par ses répliques tranchantes aux remontrances du 18 août ¹. Dans sa lettre à l'Assemblée, datée du 27, elle démontrait aisément que dans le conflit soulevé, le bon droit était du côté de la Cour ; et, découvrant les vraies raisons qui se cachaient sous les prétextes invoqués pour reculer sans cesse la nomination des candidats à la Députation générale, elle disait aux auteurs de ces difficultés : Votre but est clair, ce n'est pas seulement une victoire d'amour-propre que vous recherchez en voulant nous « abstraire de recevoir la loi de vous sur une telle formalité, qui n'a onques été contestée et moins opiniastree aux assemblées précédantes » ; ce que vous prétendez au fond, c'est « de nous engager, ayant communication desdictes réponses [aux cahiers] devant [avant] ladicte nomination, à des négociations et traictes qui soient autorisez de ladicte assemblée, pour donner prétexte à la prolongation d'icelle ».

Or de ce débat elle ne voulait à aucun prix, craignant avant tout d'être entraînée à des modifications de l'Édit de Nantes, ce qui eût été la porte ouverte à des prétentions toujours plus grandes : il fallait une barrière inamovible. Elle était préoccupée aussi d'apaiser l'opinion catholique, qui commençait à s'alarmer et à s'irriter de la durée de cette Assemblée, convoquée soi-disant seulement pour procéder au remplacement des Députés généraux.

La Reine renouvelait donc impérativement l'ordre de faire l'élection, et si l'Assemblée ne se soumettait pas, elle lui défendait de continuer à siéger. Dans ce cas « nous vous commandons au nom du Roy et au mien de vous séparer et retirer dès à présent et sans dilation en vos provinces, et nous révoquons par la présente la permission qui vous a esté donnée de faire et continuer ladicte assemblée et déclarons nulles toutes les délibérations et résolutions que vous prendrez en icelle après la présante signification. »

Mais, ajoutait-elle, car elle faisait une réserve en faveur de ceux qui seraient disposés à la docilité, et c'est ici qu'apparaît au grand jour et que s'achève la tentative de scission que la Cour poursuivait en sourdine au sein de l'Assemblée, depuis son ouverture :

1. Répliques article par article, puis lettre à Duplessis, lettre à l'Assemblée, et enfin lettre d'envoi de toutes ces pièces à M. de Bullion. Le tout daté du 27 août, figure aux pièces annexes du vol. 2608.

« Mais d'autant que nous sommes bien informez et acertenez que tous les deputez, desquels la dicte assemblée est composée, ne conviennent et approuvent l'obstination et désobéissance ny les fins des autheurs de ce refus, nous enjoignons de la part du Roy, mon diet sieur et filz, aux deputez des provinces qui voudront oboir à la présante ordonnance de procedder entre eux à ladicte nomination des dietz six deputez, de recevoir des mains dudiet sieur de Bullion lediet cahier, et après se séparer... »

Cette réponse de la Reine fut communiquée officiellement par Bullion à l'Assemblée, le 3 septembre. Il en avait donné connaissance d'avance à Duplessis en lui remettant une lettre personnelle que Marie de Médicis lui adressait, et où elle le mettait en cause comme président. Duplessis avait eu ainsi le temps de se concerter avec ses collègues pour parer le coup attendu. Le danger était réel. Une partie des députés, gagnés par le maréchal de Bouillon, n'aurait pas hésité à se prêter à la manœuvre de la Cour. Afin d'éviter un schisme des Églises, Duplessis fut d'avis de céder ; mais on comprend que cette solution opportuniste de la capitulation de la majorité, pour ne pas laisser usurper ses droits par la minorité, n'ait pas été du goût de tout le monde, et que les intransigeants, les *Fermes* comme d'Aubigné les appellera dans le *Caducée*, en aient gardé une singulière amertume contre les *Prudents*. Nous verrons cela. L'opinion de Duplessis prévalut, et, aussitôt après la communication de Bullion, il put l'assurer de l'obéissance de l'Assemblée, sans doute à la grande surprise du commissaire du Roi¹.

Le lendemain dimanche, jour du Seigneur, fut employé à une œuvre pie, à une tentative pour refaire, avant le vote, l'union parmi les membres de l'Assemblée. Huit commissaires « pour la réconciliation des différends » avaient été nommés à cet effet. Mais leurs efforts n'aboutirent pas ; l'aigreur de la lutte et des discordes était encore trop vive. D'Aubigné resta fâché plusieurs années avec le duc de Bouillon.

« Là, nous dit-il, il perdit l'amitié de M. de Bouillon, qu'il avoit acquise et conservée depuis trente ans en bonnes occasions. Ce fut pour ce qu'il l'empescha de présider et s'opposa à luy en toutes les propositions curieuses qui le perdirent

1. Cf. *Procès-verbal* de la séance du 3 septembre, ms. 2608.

de réputation : surtout, sur ce que le dit Seigneur Duc ayant fait une longue harangue pour faire que le Party se dessaisist de toutes assurances pour se remettre en la disposition de la Royne et de son conseil. Pour cest effect, après une longue et affectée louange de la saison du martire, il oyt un autre discours tout contraire au sien, duquel la fin fut telle : *Ouy, le martire ne se peut eslever par asses de louanges ; bien heureux sans mesure qui l'endure pour Christ ; se préparer au martire est le faict d'un vrai Chrestien, mais y engager ou y mener les autres, c'est de traistre et d'un bourreau*¹. »

L'élection des six candidats eut lieu le lundi 5. En les désignant on spécifia que la soumission au commandement formel du Roi n'impliquait pas d'adhésion pour l'avenir à la procédure adoptée cette fois, afin de réserver pour les Assemblées ultérieures la liberté de revendiquer à nouveau la nomination directe des Députés généraux, et de ne la faire qu'après les réponses aux Cahiers².

Dès que Bullion fut en possession des résultats du vote, il délivra à l'Assemblée, comme il l'avait promis, le Cahier « répondu » et le brevet de prolongation des places pour 5 ans à dater du 1^{er} janvier suivant.

Après quoi, l'Assemblée attendit le choix de la Régente en réglant quelques affaires de la dernière heure. L'une d'elles concerne d'Aubigné. Nous lisons, en effet, dans le procès-verbal à la date du 9 septembre :

« Sur ce que le *sieur Daubigny* a faict représenter que durant le temps de ceste assemblée il a faict réparer les murailles de Maillezais, requérant d'estre remboursé des frais qu'il y a faictz et où [dans le cas où] on le voudroit inquiéter pour lesdites réparations qui estoient totalement nécessaires, il soit maintenu [soutenu] par le général [l'ensemble] des Églizes, la Compagnie a résolu de prendre sa déffence où [dans le cas où] il seroit mis en peine pour ce regard, de le faire rambourser quand les moyens s'en pourront trouver, suivant l'estimation de la besoigne qui sera faicte par la province de Poytou³. »

C'est sans doute pour surveiller ces travaux que d'Aubigné s'était absenté du 20 juin au 1^{er} juillet, comme le note le procès-verbal. Ainsi il s'est trouvé tout

1. *Mémoires*, éd. Réaume, t. I, p. 85.

2. *Procès-verbal* du 5 septembre, ms. 2608.

3. *Procès-verbal* de la séance du 9 septembre, ms. 2608.

juste que ses remparts ont eu besoin de réparations urgentes pendant que se tenait l'Assemblée de Saumur. Mais simple coïncidence ! Le bon apôtre ! Si c'était aussi simple et aussi naturel, il ne craindrait pas d'être inquiété à ce sujet par le gouvernement royal. La vérité, qui se laisse aisément deviner, c'est qu'il croyait à une rupture ; il y travaillait peut-être autant qu'à ses murailles, et il prenait ses précautions en prévision d'une guerre, il se mettait d'avance en état de défense.

L'Assemblée tint sa dernière séance le 12 septembre. Ce jour-là M. de Bullion apporta le brevet de nomination de MM. de Rouvray et de La Milletière comme Députés généraux. Ils prêtèrent serment et la session fut close.

La dispersion des députés fut le signal d'une effervescence dans les provinces ; les passions et les discordes de Saumur s'y répandirent comme autant de boute-feux. Partout se tinrent des assemblées locales pour écouter le rapport des députés et prendre connaissance des réponses au Cahier général. D'Aubigné nous apprend ce qui se passa à celle de Thouars, à laquelle il assista :

« A l'Assemblée Sinodale de Touars qui estoit pour la reddition de compte de Saumur, les fermes y receurent quelques atteintes. Là on veit du milieu de deux cents personnes assemblées le Ministre de Parabelle, nommé La Forcade, se lever debout huit ou dix fois pour interrompre les voix en s'escriant : *Messieurs, gardons-nous bien d'offencer la Royne !* Là on voulut grabeler les Gouverneurs qui mettoient leur garnison en la bourse : quelques jeunes ministres dirent, *Ils sont pourvoyants et pacifiques*. On voulut toucher à ceux qui aux despens du Party prenoient des pensions : un autre Ministre disoit

Principibus placuisse viris non ultima laus est.

« Sur ceste nouvelle farce Aubigné prit congé de la Compagnie, prenant occasion de son aage, disant qu'il estoit quitte des Assemblées publiques estant devenues telles que des femmes publiques¹. »

Cependant dans la plupart de ces assemblées provinciales la conduite du duc de Bouillon, le promoteur des ralliements au gouvernement, c'est-à-dire des défections à la Cause, fut sévèrement jugée. Duplessis, qui avait été le chef de la majorité contre lui, avait recommandé aux provinces de dresser des remontrances — sur les

1. *Mémoires*, éd. Réaume, t. I, p. 85-86.

réponses au Cahier — à peu près uniformes, et de s'entendre pour les faire porter en Cour par une délégation commune. Le procédé n'était pas très régulier, car c'était un empiétement sur les attributions des Députés généraux¹, seuls qualifiés maintenant pour servir d'intermédiaires entre les Églises et le pouvoir royal. Aussi Marie de Médicis hésitait-elle à recevoir les délégués. Bouillon, irrité de la campagne menée contre lui, l'engageait à leur fermer sa porte. Pour ne pas jeter de l'huile sur le feu, elle leur donna audience le 19 janvier 1612, mais ce fut simplement pour les inviter à remettre leurs doléances entre les mains des Députés généraux et à se retirer. Ils obéirent, et trois mois après, le 24 avril 1612, elle publia une déclaration amnistiant les assemblées — illégales — qui venaient d'avoir lieu, mais interdisant à l'avenir toute réunion politique.

Mais alors les Conseils provinciaux eux-mêmes, chevilles ouvrières du Parti, étaient condamnés ou menacés ? Car il n'en était pas question dans l'Édit de Nantes, et si l'on s'en tenait à la lettre, on pourrait les impliquer dans l'interdiction générale qu'il faisait des assemblées politiques : les y assimilerait-on ? L'inquiétude s'empara des Églises, le *Synode national de Privas* s'en fit l'interprète et protesta, le 2 juin 1612, contre la déclaration du 24 avril. C'était se mêler de politique à son tour et sortir de son rôle religieux.

Il le remplissait au contraire fidèlement lorsqu'il s'efforçait de ramener la concorde parmi les frères ennemis. Leur désunion n'était pas seulement une offense à la charité chrétienne, elle affaiblissait le Parti et offrait à ses adversaires la tentation d'abuser de ses divisions. On l'avait bien vu à Saumur. Jamais l'Assemblée n'aurait été traitée avec cette rudesse, si elle avait présenté aux attaques une masse compacte. Il fallait donc faire à l'intérêt des Églises le sacrifice des offenses d'amour-propre et des inimitiés. C'était aux Grands à donner l'exemple. C'est pourquoi le Synode nomma « cinq commissaires pour la réconciliation des chefs » à qui ils devraient présenter un formulaire d'union à signer. Aucun ne s'y refusa, et Duplessis fit le premier pas vers Bouillon en lui adressant une lettre déferente dont le Duc lui sut gré².

1. Duplessis s'en excuse en quelque façon auprès d'eux dans sa lettre du 2 décembre 1611. Cf. *Mémoires de Mornay*, t. XI, p. 354 et sq.

2. Cf. *Mémoires de Mornay*, t. XI, p. 464, lettre du 19 septembre 1612. Bouillon le fit remercier par

Le Synode se sépara le 4 juillet. C'est à ce moment que d'Aubigné composa son opuscule *le Caducée ou l'Ange de la Paix*, qui est un écho de tous les événements que nous venons de raconter. Je sais bien que M. Rocheblave, dans sa *Vie d'un Héros*¹, y voit une œuvre de la vieillesse de d'Aubigné, écrite un an avant sa mort en 1629, et qui serait une sorte de *med culpâ*, un désaveu de la violence en matière de religion, le testament final d'une âme enfin apaisée. M. P. Villey, dans une note insérée aux *Mélanges Lanson*², a heureusement remis les choses au point, et expliqué que cette erreur d'interprétation avait pour premier auteur responsable l'annotateur de l'édition Réaume, qui a mal daté une allusion relative à un emprisonnement des Dames et Damoiselles de Rohan³. Il ne s'agit pas de leur emprisonnement au château de Niort, d'octobre 1628 à juin 1629, entre la prise de la Rochelle (par Richelieu) et la paix de grâce d'Alais, mais d'un incident antérieur et beaucoup moins grave, sur lequel nous renseignent *les Mémoires de Rohan et de Pontchartrain*⁴. Au printemps de 1612, Rohan, gouverneur en titre de Saint-Jean-d'Angély, ayant pris sur lui de faire procéder à l'élection du nouveau maire, malgré la défense de la Cour, un de ses gentilshommes et son secrétaire, qui se trouvaient alors à Paris, furent mis à la Bastille, et sa mère, sa femme et ses sœurs gardées à vue dans leur logis. C'est la nouvelle de leur libération qu'apporte un des interlocuteurs du dialogue, en même temps que celle « d'un pardon que la Rayne vouloit faire publier pour les Assemblées tenuës depuis la Générale⁵. » On reconnaît là aisément la Déclaration du 24 avril 1612.

Ce n'est pas seulement cette erreur chronologique qui est cause de celle que l'on commet, quand on voit dans *le Caducée* une palinodie. Elle vient surtout de ce qu'on confond avec d'Aubigné le narrateur qui y parle à la première personne, et qui se fait l'apôtre de la modération. Mais ce conciliateur n'est ni d'Aubigné, ni un anonyme quelconque, qui pourrait être son porte-parole; *c'est un pasteur*. Per-

Mme de La Trémoille, *ibid.*, p. 544. Voir encore sur la mission des commissaires une lettre de M. Duplessis à M. Diodaty, t. XI, p. 459 et à l'Église de Montauban, t. XI, p. 461.

1. Hachette, 1912, p. 231.

2. Hachette, 1912, p. 154 à 161.

3. Cf. éd. Réaume, t. II, p. 188 et notes de Legouez au t. V, p. 274-275.

4. Cf. *Mémoires de Rohan* dans la collection Michaud et Poujoulat, t. V de la deuxième série, p. 500, col. 1; et *Mémoires de Pontchartrain* (même tome de la collection, p. 318, col. 2 et 319 col. 1).

5. Réaume, t. II, p. 88.

sonne ne paraît s'en être avisé, pas même M. P. Villey dans sa courte mais substantielle note. Il n'y a cependant aucune équivoque possible. Le début est un exorde de sermon, sur un texte de l'Écriture sainte ; la fin est une exhortation évangélique, semée d'images bibliques, et qui se termine par une formule traditionnelle d'invocation au Seigneur. Mais voici des preuves plus convaincantes encore. Après avoir déploré la discorde des enfants de Dieu, l'auteur du récit annonce qu'il a entrepris une tâche épineuse, qui est de les réconcilier :

« Je veux donc fâcher et les uns et les autres pour aider aux deux, sans autres récompenses que de faire paix moy-mesme à ma conscience, laquelle me piquant de mon devoir et de *ma profession*, depuis quelque mois m'a tiré du lit avant l'aube du jour, pour courir à la visitation des divisez¹. »

Est-ce la profession et le devoir d'un soldat, ou d'un pasteur, de travailler ainsi, au nom de la charité chrétienne, à rapprocher les cœurs des fidèles ?

Plus loin un des personnages mis en scène dit à son adversaire :

« Si vous voulez avouer vérité devant *Monsieur que voiez, qui annonce la vérité*². »

De qui peut-on dire cela, si ce n'est d'un ministre du Saint Évangile ?

Enfin, après sa dernière visite, qui fut au duc de Rohan, à Saint-Jean-d'Angely, notre missionnaire pacifique déclare, en conclusion de l'entretien, où le Duc a tenu un langage irréprochable : « Quoy que j'eusse desseing pour parler tousjours pour les absans, *comme doit tout Ministre de réconciliation*, ce que je pus répliquer fut de prier Dieu qu'un propos tant saint fust confirmé³. »

Nous avons donc affaire à un « ministre de la réconciliation », non pas un des commissaires officiels nommés à cet effet par le Synode de Privas, puisque c'est seulement en rentrant chez lui, après sa tournée pastorale, qu'il a des nouvelles du Synode et de ses résolutions⁴ ; mais c'est un conciliateur bienveillant qui, spontanément, à titre officieux, et par « devoir de sa profession » avait assumé d'avance la même tâche de rétablir la paix dans le troupeau. Il tiendra donc, du commence-

1. Éd. Réaume, t. II, p. 74.

2. *Ibid.*, p. 92.

3. *Ibid.*, p. 107.

4. Cf. Réaume, t. II, p. 137 « Je ne fus pas plutost à ma maison que je trouve un des frères reve-nans du National... etc. »

ment à la fin, le rôle et le langage qui conviennent à sa vocation, et il n'y a pas de raison d'attribuer à d'Aubigné les sentiments modérés de cet arbitre, qu'il place dans la seconde phase du récit sous le nom de *Modeste*, entre le *Ferme* et le *Prudent*. Ainsi tombe la contradiction apparente, qui embarrassait encore un peu M. Villey, entre la sympathie évidente que d'Aubigné éprouve pour les opinions des Fermes — où l'on retrouve toutes les siennes — et l'adhésion qu'il semble d'autre part donner à l'œuvre conciliatrice du *Modeste* en ayant l'air de se confondre avec lui.

En réalité, *le Caducée* est un pamphlet dirigé contre le duc de Bouillon et sa séquelle à l'Assemblée de Saumur. Mais, pour le rendre plus original et plus piquant, d'Aubigné l'a conçu sous la forme dramatique, comme une action à plusieurs personnages, et une suite de scènes reliées entre elles par la présence et l'intervention continue du Bon Pasteur — qui n'a que ce point de commun, je me hâte de le dire, avec le compère de nos revues très profanes.

Dans la première partie, il s'en va avec sa houlette successivement chez deux gentilshommes de marque, qui représentent les deux tendances opposées que l'on a vues se heurter à l'Assemblée de Saumur : la politique opportuniste prête à tous les compromis avec la Cour, et la politique intransigeante de résistance à outrance. Nous avons ainsi la thèse et l'antithèse, traitées avec un égal sérieux ; et c'est là qu'on peut louer d'Aubigné d'un effort réel d'impartialité, pour avoir essayé, quand il fait parler le premier protagoniste, de comprendre et de ne pas dénaturer les raisons de ses adversaires. La fin seulement du plaidoyer tourne au comique, par une plaisante et escobaresque justification de la corruption dont on accusait les adhérents de Bouillon.

« J'acheveray en protestant devant Dieu et ses Anges que je n'ay receu aucun argent *contant* à Saulmur, ni promesses en *condition* de trahir mon party, choses que je puis en bonne conscience acertener pour ceux qui ont esté de mesme opinion avec moy. Que si depuis la Rayne a voulu uzer de sa bënëficeñce envers ses fidèles serviteurs et sujets, je dis et maintiens à qui voudra qu'on peult justement recevoir des biens de la main de son Prince, et qui plus est, que le refus est marque d'une mauvaise conscience, un signe de ne se vouloir pas obliger de fidélité à qui on l'est desja par nature, ce que les loix du Royaume nous enseignent quand elles

defendent de recevoir présent de la main des Estrangers : et puis il sembleroit que nostre Religion, comme celle des Cordeliers, fist vœu de pauvreté¹. »

Ce premier avocat des Prudents — nous en verrons paraître un second tout à l'heure — est « un Seigneur de beaucoup d'otorité et d'expérience qui a assisté avec charge à tout ce qui s'est passé à Saumur et qui a eu autorité aux Assemblées Provinciales de devant et d'après² ». Ce signalement ne s'applique guère au duc de Bouillon, qui n'avait pas de mandat régulier de député à Saumur, et qui, après, ne fut pas précisément en crédit aux Assemblées provinciales. Puis il n'habitait pas dans cette région de l'Ouest protestant, où toute l'histoire semble se dérouler. Mais si ce n'est lui, c'est donc son frère, ou bien quelqu'un des siens. L'autre Seigneur chez qui se rend le Pasteur deux jours après, pour entendre l'autre son de cloche, est « un Gentilhomme de Xaintonge, lequel depuis vingt ans a tousjours esté employé aux Assemblées publiques, et notemment aux premières et dernières de Chasteleraud, Vendosme et Saumur, lesquels'y est porté sans reproches en Gentilhomme qui n'a rien à espérer par la guerre, si ce n'est de troubler ses grandes et exquisés commoditez, les plaisirs de ses exelans jardinages. Son humeur conspire avec ses affaires au désir du repos, quoy que ce soit une âme ferme et entière en ce qui est du service de Dieu³ ». Ceci est peut-être plus vrai que son humeur pacifique ; car cette fois l'identité du personnage se révèle assez clairement, et ce sont là les états de services politiques de d'Aubigné, tels que nous les connaissons. J'accorde que d'autres pourraient en invoquer de pareils ou d'analogues, j'accorde aussi que Maillezais et Mursay, ses résidences habituelles, ne sont pas en Saintonge, mais en Poitou. Provinces limitrophes ; et puisque tous les acteurs de cette petite pièce demeurent anonymes sauf le dernier (le duc de Rohan) il fallait bien que d'Aubigné conservât un demi-masque, comme les autres, et déroutât un peu son lecteur par un alibi... qui n'est pas éloigné. Et puis n'oublions pas qu'il était originaire de Saintonge, étant natif de Pons. Enfin, comment douter que ce soit lui qui prenne la parole à ce moment, quand il défend le Protestantisme combatif par les mêmes raisons, les mêmes justifications qu'il n'a cessé de donner dans tous ses

1. Éd. Réaume, t. II, p. 77.

2. Réaume, t. II, p. 74.

3. *Ibid.*, p. 77-78.

écrits, quand en particulier il résume ici presque entièrement un chapitre de l'*Histoire universelle*, intitulé « *Invectives contre les réformez et leurs responses* »^{1 2}

Si c'est bien lui qui entre en scène, nous ne nous étonnerons pas que le reste de l'action — sauf l'épilogue — se passe maintenant dans sa maison. En effet, après son entretien particulier avec le Pasteur, survient, à l'heure du dîner (déjeuner), un cousin à lui, mais qui n'est pas du même bord ; c'est un *Prudent* comme le « Seigneur d'autorité » du début. Et alors s'engage autour de la table, pour se poursuivre après le repas dans le cabinet de travail, une discussion très sérieuse et très vive entre les deux parents, qui risquerait de se terminer en dispute et en brouille, si le Pasteur, comme l'arbitre d'un duel, ne s'interposait de temps en temps pour les calmer. Il est très possible — dirai-je probable ? — que ces circonstances ne soient pas imaginaires, et que le canevas de l'opuscule de d'Aubigné lui ait été suggéré par un incident domestique de ce genre. Considéré sous cet aspect, *le Caducée* prend un attrait particulier, un intérêt documentaire, qui en fait quelque chose de très vivant et de très suggestif. Il nous fait pénétrer dans un intérieur huguenot, au moment où le Parti était divisé contre lui-même, et nous montre comment les luttes du dehors y retentissaient, jetant la discorde jusque dans les familles. Nous avons connu cela.

Cette discussion chez le Gentilhomme de Saintonge — ou chez d'Aubigné, c'est tout un — est une reprise des mêmes questions, des mêmes arguments exposés de part et d'autre dans les professions de foi et justification séparées. Mais le dialogue appelle des développements plus abondants, par le jeu naturel des objections et des répliques. On ne peut donc pas dire que ces deux parties fassent double emploi : l'une est comme l'introduction de l'autre. Nous ne suivrons pas au reste dans le détail, ni dans ses deux phases, cette controverse autour de l'Assemblée de Saumur. Il nous suffira d'en dégager l'essentiel pour marquer les tendances divergentes qui se partageaient alors les esprits parmi les Réformés, et qui allaient s'accroître. Nous constaterons que dans cette querelle, liée à des circonstances depuis longtemps disparues, sont impliqués des problèmes de politique et de morale dont l'intérêt est de tous les temps.

1. *Histoire universelle*, t. IX, p. 283 et sq. (édition Ruble).

Le fond de la thèse des *Prudents*, c'est que l'attitude prise par les intransigeants menait tout droit à la guerre, contrairement à la volonté des Églises, contrairement à l'intérêt évident du Parti. Et cette conséquence, si elle n'était peut-être pas aperçue d'eux tous, était acceptée, souhaitée même par des brouillons, par des éléments turbulents où dominaient les ministres du Midi. Les pays de « delà Loire », c'est-à-dire au sud, étaient moins exposés au danger en cas d'hostilités, à cause de leur éloignement et de l'importance numérique des agglomérations protestantes. Mais les pays de « deçà », au nord de la Loire, où les Églises n'étaient que des îlots isolés, allait-on de gaieté de cœur les jeter dans la tourmente et les livrer de nouveau à toutes les horreurs de la guerre ? Et pourquoi ? L'enjeu valait-il le risque ? En fait, l'Édit de Nantes assurait aux Réformés la liberté religieuse et des conditions d'existence à peu près normales. Sacrifieraient-ils cette sécurité suffisante pour essayer d'obtenir un peu plus par « quelques articles vains », c'est-à-dire les articles de l'Édit primitif, supprimés dans l'Édit vérifié, et dont on demandait le rétablissement ; ou encore pour une satisfaction d'amour-propre dans l'élection des Députés généraux, car « il faut considérer que le différant n'estoit que sur une formalité, assavoir de nommer devant ou après ¹ », c'est-à-dire avant ou après les réponses au Cahier ? Était-ce la peine de se battre pour si peu, et de s'aliéner la Royauté en abusant de la faiblesse momentanée d'une minorité ? Cette provocation se retournerait fatalement contre eux. Rendons donc à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu.

A quoi *le Ferme* riposte : Nous ne voulions pas plus de la guerre que vous ; elle nous fait autant horreur. Mais toute la question est de savoir si c'est par votre tactique ou par la nôtre qu'elle sera le mieux évitée, par des concessions qui encouragent l'adversaire, ou par l'énergie et la résistance résolue, qui lui inspirent une crainte salutaire. Entre ennemis, et la haine n'est pas morte entre Catholiques et Protestants, il n'y a qu'un *modus vivendi*, c'est la crainte mutuelle « *mutuâ formidine*. » C'est en nous faisant respecter que nous nous ferons accepter, ou tolérer. La faiblesse n'engendre que le mépris. C'est elle qui appellerait sur nous la persécution et la guerre. Le droit de César, fort bien, mais étouffera-t-il le droit de Dieu ?

1. Réaume, t. II, p. 76.

Notre organisation politique, « l'ordre du Parti », est sa meilleur sauvegarde ; n'y laissons pas toucher. Nous l'avons payé assez cher par notre sang et nos épreuves.

Ainsi posée, la question pouvait évidemment comporter des solutions différentes et également « probables », comme diront les Jésuites, selon les esprits. Remarquons que c'est autant affaire de tempérament que de principes. Mais ce n'est là en somme que de la théorie ; il faut voir comment on en faisait l'application. Et, considérée à ce point de vue, la thèse de d'Aubigné paraît singulièrement faible.

Certes, il y a de beaux passages, notamment celui qui est extrait de l'*Histoire universelle*, pour établir que l'organisation politique des Réformés, si elle est une atteinte à la souveraineté royale, si on a pu l'accuser de constituer un État dans l'État, a été imposée par des circonstances dont ils ne sont pas responsables, mais dont ils ont été les victimes. C'est après « les brulemens et massacres sans ordre de justice » de tant de milliers d'innocents qu'ils se sont décidés à s'armer, fondés sur l'autorité des livres saints, sur des consultations de juristes éminents, et sur l'initiative et approbation de princes du sang et de pairs de France. Les armes ont formé le Parti. Le Parti a été reconnu par la Royauté, qui a traité avec lui d'égal à égal, suivant le droit des gens. De là sont venus les Édits de tolérance. On s'est contenté au début, comme assurance, de la parole du Roi, mais les perfidies de la Saint-Barthélemy ont rendu indispensables les places d'otages, et les violations ultérieures des Édits nécessitèrent des garanties supplémentaires¹.

Toute cette argumentation est solide, mais en fait, dans le cas de l'Assemblée de Saumur, elle tombe à faux, elle déplace la question. L'« ordre huguenot » n'était pas en cause, n'était pas menacé à ce moment. Les *Fermes* ne luttaient pas pour le maintenir, mais pour le modifier à leur profit. Ils demandaient à la Régence plus que ce qu'Henri IV leur avait accordé par l'Édit de Nantes. Je n'en veux pour preuve que leur prétention à désigner eux-mêmes les gouverneurs des places de sûreté et les officiers de leurs garnisons. C'eût été de la part de la Royauté une aliénation de souveraineté. Henri IV s'y était formellement refusé. Pourquoi revenaient-ils à la charge sinon parce qu'ils espéraient arracher à une femme et à un enfant un privilège inconciliable avec l'unité territoriale du royaume ?

1. Cf. Réaume, t. II, p. 84-86.

Le *Prudent* dit fort bien : Quand nous prêchons la soumission loyale au pouvoir royal, c'est dans les limites et les conditions fixées par notre Édît. Ce n'est pas trahison envers nos frères ; nous n'avons aucune envie de nous laisser dépouiller des droits qui nous ont été concédés :

« Quant à l'humilité que nous vous avons tant recommandée, ce n'est pas à dire qu'elle fust du tout en se désarmant et desgarnissant des moïens de subsister, mais que vos seuretez ne brident point l'otoritté du Prince, que les missions aux places vacantes ne dépendent que du Souverain, lequel sçaura bien y pourveoir de personnes capables mieux que ne feroient vos Ministres. Pour moy je déteste l'opinion de ceux qui en ont voulu attribuer la nomination à autre que au Roy¹ ».

Le *Ferme* proteste qu'il ne s'agit pas de cela, que tout ce qu'ils désiraient c'était que les Églises eussent « quelque suffrage à l'élection de leurs gardiens... C'est une faulceté que pas un de nous en ait demandé la pure nomination, mais bien quelque chose d'aprochant à la formalité qui se pratique pour nos Députez généraux² ».

La présentation de candidats ? Mais comment d'Aubigné l'entend-il ? Car il y là une équivoque, et pour se réclamer du procédé d'élection des Députés généraux, il eût fallu que l'accord fût établi sur ce procédé. Or, précisément, l'Assemblée de Saumur avait chicané jusqu'au dernier moment sur la présentation, pour ne pas avoir à proposer plusieurs noms au choix du Roi, et pour réduire sa part à l'homologation de celui qu'elle aurait fait. Si c'est ainsi que d'Aubigné comprend la désignation des gouverneurs de places, quelle différence y aurait-il eu avec « la pure nomination », c'est-à-dire la nomination directe, par les Églises ? Dans ce cas, en effet, on aurait pu parler de « formalité », mais c'est la ratification — forcée — du Roi qui en eût été une.

Tout aussi fictive est sa façon de concilier les devoirs des députés envers leurs mandataires, et leur obéissance au pouvoir royal. L'élection des candidats à la Députation générale fut, on l'a vu, la grosse pierre d'achoppement de l'Assemblée, non pas seulement à cause de sa résistance à proposer plusieurs noms, mais surtout parce qu'elle ne voulait pas faire cette élection avant d'avoir eu des réponses

1. Réaume, t. II, p. 95.

2. *Ibid.*, p. 98.

satisfaisantes aux requêtes des Cahiers. Nous étions liés par nos instructions déclare d'Aubigné, nous avons prêté serment — et *les Prudents* ont trahi leur serment — mais nous n'étions pas pour cela en révolte contre l'autorité royale : « Notre obéissance à la Rayne avoit esté concertée par nos Provinces, les moyens d'y obéir cherchés et prescriptz par la plupart d'iceles, qui nous avoyent donné loy de n'en passer à la nomination qu'après le contentement receu ¹. »

Voilà le sophisme ; une obéissance ainsi conditionnée n'est plus de l'obéissance. Les provinces leur avaient prescrit de transgresser l'ordre établi par Henri IV, et ils avaient promis ; ils avaient donc promis de désobéir à la Reine si elle s'en tenait à cet ordre, comme c'était son droit strict. N'est-ce pas avouer qu'ils faisaient passer l'autorité du Parti avant celle du Roi ? N'est-ce pas de l'anarchie ?

C'est pour cela qu'on leur reprochait de former un État dans l'État ; c'est pour cela que *les Prudents* s'écartaient des *Fermes*, menés par des pasteurs à tendances républicaines, qui rêvaient, disait-on, d'instaurer en France un régime fédératif analogue à celui de la Suisse et des Pays-Bas, avec des régions catholiques et d'autres protestantes :

« Les Ministres vouloyent ampietter l'otoritté, effacer parmi nous les degrez, et cornoient la guerre pour ruyner l'Estat, nous réduire à la forme des Souisses et Pays-Bas. Ayant veu cela pour chose nouvele, les gens de bonne maison eurent juste occasion de s'y opposer ². »

L'accusation revient à plusieurs reprises dans la bouche du *Prudent*. Il faut croire qu'elle avait quelque chose de fondé ou de plausible, car d'Aubigné s'est attaché à la réfuter longuement, et à affirmer le loyalisme monarchique des pasteurs ³.

En tout cas c'est un fait que *le Caducée* met en lumière, et ce n'est pas un des côtés les moins curieux de cet opuscule, qu'il existait dans le Parti une certaine opposition entre les gentilshommes et les pasteurs, et d'une façon plus générale, entre la classe aristocratique et la classe bourgeoise. Qu'on y voie ou non le com-

1. Réaume, t. II, p. 91.

2. Réaume, t. II, p. 93.

3. *Ibid.*, p. 96-97.

mencement de l'esprit démocratique en France, sous l'influence des idées de la Réforme, la chose vaut la peine d'être signalée.

Pourquoi d'Aubigné n'a-t-il pas publié ce libelle, qui avait un intérêt manifeste d'actualité ? Il n'est pas très difficile de le supposer. C'était une critique mordante et blessante des actes et de la politique de Bouillon, le chef des *Prudents*, et le ministre de la corruption officielle ; car il ne s'agit pas là seulement d'un procès de tendance ou d'opinions, ce qui n'aurait rien de diffamant. Mais d'Aubigné croit et dit que la plupart des modérés ont obéi à des mobiles intéressés. Et pour qu'on ne se méprenne pas sur le sens de l'œuvre, et qu'elle apparaisse bien ce qu'elle est, c'est-à-dire *un pamphlet*, il a renouvelé, dans la deuxième partie, le procédé comique que nous avons relevé dans la première, et terminé la discussion chez le Seigneur de Saintonge par l'aveu que fait le *Prudent* des faveurs dont lui et ses compagnons ont été gratifiés. Aveu où le cynisme et les « *distinguo* » de subtile casuistique se mêlent d'une façon amusante. On croirait entendre l'un des bons Pères des *Provinciales* :

« Nous ne pouvons, ny ne voulons nier que la Rayne n'ait fait du bien à plusieurs personnes d'honneur qui l'ont bien mérité par leurs services... » Lui par exemple : « Mais je jure devant Dieu et ses Anges que ce n'a point esté par conventions que je deusse dire ou faire cela, ce que je croy le mesme des autres...¹. » Ils ne se sont donc point vendus, et la Reine payait des services antérieurs, auxquels, dans leur pensée, ils appliquaient ces récompenses. Ainsi ils sont innocents par « la direction de l'intention ». Plus loin nous rencontrons « la restriction mentale » pour excuser l'inobservance des serments faits « à la face des Églises ». Mentalement, en les prononçant, ils avaient fait une réserve, en cas d'opposition du gouvernement royal. C'est ce que le Prudent appelle « le sens mental » donné à une promesse. Oui, traduit *le Ferme*, « le sens menteur² ».

D'Aubigné, comme on le voit, a préféré dans *le Caducée* stigmatiser les corrompus par le persiflage que par l'indignation³. Mais les coups n'en portent pas

1. Réaume, t. II, p. 99.

2. Réaume, t. II, 104.

3. C'est le contraire dans une *Réponse en vers à un des Faux Frères de Saumur*, qui fait partie des *Pièces épigrammatiques*. Réaume, t. IV, p. 349 et sq.

moins, et l'on comprend qu'une fois réconcilié avec Bouillon (fin 1615) il ait gardé son manuscrit dans ses tiroirs.

Les événements allaient bientôt fournir des justifications aux *Prudents* et mettre en évidence l'imprudence et le danger de la politique des *Fermes*. Nous avons vu que l'innovation essentielle du Règlement général élaboré à Saumur était la création des Assemblées de cercle, émanation des Conseils provinciaux d'une région — ces conseils dont la légitimité était contestée, et que le *Ferme* dans le *Caducée* reproche au *Prudent* de renier après avoir voté et juré le Règlement de Saumur¹. Sans Conseils, pas d'Assemblées de cercle. Or le premier usage qui fut fait de l'institution nouvelle ne put que fortifier les préventions de la Cour contre elle, et par ricochet contre les Conseils provinciaux, d'où elle sortait. Les *Fermes* auraient voulu démontrer qu'elle était un instrument d'agitation et de guerre civile qu'ils n'auraient pas agi autrement. C'est Rohan qui est le principal responsable de la faute commise. Il entraîna le Conseil de Saintonge à convoquer la première Assemblée de cercle uniquement pour servir ses intérêts particuliers, pour défendre sa cause, et une assez mauvaise cause. Gouverneur de Saint-Jean-d'Angély, plutôt nominal comme nous l'avons dit plus haut, il avait, de sa propre autorité, remplacé le lieutenant du Roi dans la place (La Rochebeaucourt) dont il se défiait, par un homme à lui (Hautefontaine) ; et, comme le gouvernement montrait les dents, il avait provoqué la réunion de l'Assemblée de cercle de la Rochelle pour le 29 septembre 1612. Elle fut interdite, il passa outre à l'interdiction, et l'Assemblée s'ouvrit le 20 novembre. D'où conflit aigu, qu'envenimèrent des violences de la populace de la Rochelle et du lieutenant de Rohan à Saint-Jean. Heureusement pour le Parti, un modéré, Duplessis-Mornay, s'entremet et réussit à faire accepter par la Cour un compromis, qui ménageait l'orgueil du duc de Rohan². Il fut néanmoins difficile de l'amener à y consentir, et si la municipalité et la haute bourgeoisie de la Rochelle, inquiètes de l'atmosphère d'émeute qui les entourait, n'avaient appuyé l'action de Duplessis, la guerre pouvait sortir de cet incident, une guerre désastreuse et pour le Parti et pour Rohan lui-même, car Duplessis ne lui cachait pas qu'il serait peu suivi, et que le vœu commun des Églises était pour

1. Cf. Réaume, t. II, p. 103.

2. La Rochebeaucourt devait rentrer quelques jours à Saint-Jean, et en serait ensuite retiré.

la paix ¹. Rohan s'en rendit compte et céda en maugréant, et en gardant rancune à Duplessis de son intervention. Le 14 janvier 1613 il présida lui-même la séance de clôture ². Peu après, la Reine, pour calmer les esprits, fit savoir aux provinces par les Députés généraux, que les Conseils provinciaux continueraient à être tolérés « pourveu qu'elles en usent modestement comme sous le feu Roi ³ ». Les pasteurs reçurent aussi quelques satisfactions particulières, l'exemption des tailles au même titre que les ecclésiastiques catholiques, et la dispense de qualifier eux-mêmes leur religion de *prétendue réformée* dans les actes officiels ⁴. Rohan se targua de ces résultats dont tout le mérite revenait à Duplessis.

Pendant ce conflit quelle avait été l'attitude de d'Aubigné, et de quel côté s'était-il rangé? Il était de cœur avec Rohan, et se préparait à la guerre, comme au temps de l'Assemblée de Saumur, où il avait réparé les fortifications de Maillezais. Cette fois, complétant son système de défense, il eut l'idée de jeter un bastion avancé jusqu'à la Sèvre, à une lieue de Maillezais, en bâtissant sur un roc en plein marais, à 1.400 pas de la terre ferme, le *fort du Dognon* ⁵. De là il dominerait le cours de la rivière et pourrait prélever des redevances sur les bateaux transporteurs de grains, pour assurer l'entretien de sa garnison, si on voulait la réduire par la famine en ne la payant pas ou mal. Il acheta donc l'emplacement et commença de suite les travaux ⁶. Dès qu'on en fut informé à Paris on s'en alarma :

« Parabelle [ou Parabère, lieutenant général du Roi en Bas-Poitou] eut commission de l'aller visiter; Aubigné s'y trouva et le traitta. L'année d'après, Parabelle

1. Cf. l'Instruction qu'il remet à M. Bouchereau, envoyé par lui à Rohan le 22 décembre 1612, t. XI de ses *Mémoires*, p. 513-517.

2. Cf. lettre de Bouchereau à Duplessis de ce jour, *Mémoires de Mornay*, t. XII, p. 29-33.

3. Cf. lettre de Duplessis à M^{re} de Rohan du 16 février 1613, t. XII, p. 81.

4. Cf. *Mémoires de Duplessis* pour le corps de ville de la Rochelle du 22 décembre 1612, t. XI, p. 519. Il est vrai que l'opposition du Parlement et de la Cour des aides retarda l'application de ces mesures libérales.

5. On critiquait le choix de l'emplacement. Il répondit par un quatrain qui est aux *Pièces épigrammatiques* (éd. Réaume, t. IV, p. 375, le n° XLVII).

6. Renseignements tirés d'une lettre postérieure, adressée par le Sr de Hautefontaine au Conseil de Genève le 22 juillet 1619, quand d'Aubigné eut cédé le Dognon à Rohan, et que celui-ci y eut installé Hautefontaine comme son lieutenant. Cf. HEYER, *d'Aubigné à Genève*, p. 15. — M. H. Clouzot, dans ses *Notes de B. Fillon pour servir à l'histoire de l'Imprimerie en Bas-Poitou* (Niort 1895, brochure de 66 p.) fait remonter l'acquisition du Dognon à 1609. Je ne sais sur quel document il s'appuie. En tout cas il est très certain, d'après le récit des *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 86-87), que d'Aubigné n'y bâtit le fort que plus tard.

ayant même commission pour visiter des vacheries qui se faisoient au Dognon, il convia le bastisseur à se trouver à la visite; l'autre répondit que la besogne ne valoit pas la peine, et que le Commissaire cherchast qui luy donnast à disner. Ceste eslevation ¹ aprit à ce Commissaire le mespris de l'affaire, et [à] répondre à la Cour que ce n'estoit rien; mais un matin arrivèrent à la place trente massons, cinquante ouvriers, des tentes de toile, trois colouvries et un magasin. Cela mit l'alarme au camp, fit envoyer et escrire; et lors n'y eut de responce que des résolutions à toutes extrémités ². »

Il y a cependant une lettre de d'Aubigné à la Reine, datée de Maillezais, 19 mars 1613, où il exprime des sentiments de fidélité et de reconnaissance³. Lui avait-elle fait payer quelque arriéré de pension? C'est bien possible. En tout cas cette lettre témoigne que la situation ne fut pas toujours aussi tendue entre lui et le gouvernement royal pendant cette année 1613. Marie de Médicis avait d'ailleurs à ce moment intérêt à ménager les Protestants, car elle se débattait au milieu des intrigues et des ambitions de grands seigneurs, qui formaient à la Cour deux groupes rivaux, cherchant à se supplanter et à confisquer le pouvoir alternativement. Avec moins d'habileté que sa devancière, Catherine de Médicis, elle pratiquait le même jeu de bascule entre eux, pour essayer de rester la maitresse. A la tête d'un de ces partis se trouvait Condé. Il n'y avait ni d'un côté ni de l'autre une idée politique, rien que des égoïsmes et des appétits. Les Réformés ne l'ignoraient pas. Aussi refusèrent-ils de marcher et de se compromettre avec Condé lorsqu'il quitta la Cour, en février 1614, et lança son premier Manifeste, grandiloquent et hypocrite, où il se posait comme le redresseur de tous les abus, et en particulier des finances publiques que son avidité et celle des siens avaient contribué à piller. Il sollicita le concours de Rohan qui rassembla et consulta ses amis. La réponse négative de d'Aubigné lui donna à réfléchir. Finalement « ceste première esmeutte s'esvanouit en accord [le traité de Sainte-Menehould du 15 mai 1614] et oubliance pour tous, hormis pour d'Aubigné, qui pour tout remède fortifia ses deux places, et mit la dernière en estat de prester le collet⁴ ».

1. Au sens latin du mot, action de rabaisser.

2. *Mémoires*, éd. Réaume, t. I, p. 86-87.

3. Réaume, t. II, p. 687-688.

4. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 87).

Se jugeait-il vraiment menacé ? Il n'y avait pas de raison puisqu'il n'avait pas bougé. Je crois bien que c'est un prétexte pour justifier la continuation de ses fortifications.

A la fin de 1613 il avait marié sa fille aînée Marie avec Josué de Caumont d'Ade. La cadette, Louise, avait épousé en 1610 Benjamin de Valois, seigneur de Villette. Je rapporterai ici l'intitulé de leur contrat de mariage. Voici celui de Louise :

Contract de mariage de Benjamin de Valois, Écuyer, Sr de Villette, Écuyer de la petite Écurie du Roi, et fils de Messire Louis de Valois, Sgⁿ de Fontaine Villette, et de Dame Catherine Bourdin, avec Damoiselle Louise d'Aubigné, fille de Messire Théodore Agrippa d'Aubigné, gouverneur pour le Roi de Maillezaïs, et son vice-amiral en Guienne, et de defuncte Dame Suzanne de Lezai, et assistée de Constans d'Aubigné son frère, Écuyer, sieur de Surimeau, et de Dame Anne Marchant sa femme, et de D^{elle} Marie d'Aubigné sa sœur.

Suivent les conditions et les apports. Ce contrat est daté du 22 octobre 1610, reçu par Mathion, notaire à Maillezaïs ¹.

C'est au moment où se négociait le mariage de Marie trois ans après, et pour fixer les droits des enfants dans la succession de leur mère, Suzanne de Lezay, que fut dressé l'inventaire des biens de d'Aubigné que j'ai utilisé au chapitre XI. Après l'exposé de la situation, le père proposait divers modes de règlement de la dot de sa fille, qui se montait comme celle de Louise à 30.000 livres ².

Le contrat de Marie fut signé au château de Maillezaïs, le 5 décembre 1613, et reçu par Houstet et Mathion, notaires du lieu. L'intitulé est ainsi libellé :

Contract de mariage de Josué de Caumont, Sr de d'Adou, fils de haut et puissant Messire Pierre de Caumont, chevalier, baron de la Harge, gouverneur pour le Roi de la ville du Mont-de-Marsan, et de dame Roquette de Marsan sa veuve, et assisté de Macé de Caumont son frère, Sr de Saudaine, de Messire Jacques de Caumont Sr baron

1. Cabinet d'Hozier, vol. XVII, Bibl. Nationale, Fonds Français n° 30898.

2. Cf. Ludovic Lalanne, documents à la suite des *Mémoires* dans l'édition de 1854 (Charpentier), p. 436-438. La pièce originale faisait partie, comme je l'ai dit, de la collection de Benjamin Fillon. Elle est datée (1613). Lalanne n'a pas reproduit la date et il a eu tort, car, s'il y avait fait attention, cela lui eût épargné l'erreur de mettre le mariage de Marie en 1614. Il se trompe également pour celui de Louise, qu'il retarde de trois ans et place en 1613 (p. 436, note 1). Il prétend établir (?) ces dates d'après des papiers de famille qu'il avait sous les yeux.

de la Harge, gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roi et commandant pour S. M. dans la ville et château de Tartas, et de Théophile de Caumont Sr de Talans, avec D^{lle} Marie d'Aubigné, fille de Messire Téodore Agrippa d'Aubigné, Sr de Surimeau, de Mursai et des Landes-Guinemer, gouverneur pour le Roi des Isles et du Château de Maillezais, et son vice-amiral en Guienne, et de Dame Suzanne de Lezai, et assistée de Constant d'Aubigné son frère, Écuyer, Sr de Surimeau, Écuyer de la Petite Écurie du Roi, et capitaine de la citadelle du Château de Maillezais¹.

§ II. — La majorité fictive du Roi. — Les Protestants, inquiétés par certains incidents des États généraux de 1614, par le renversement des alliances extérieures, et par les mariages espagnols, tiennent des Assemblées à Grenoble, Nîmes, la Rochelle (1615-1616). — Ils trempent dans la seconde révolte des Princes contre la Reine (1615) : D'Aubigné en est. — Le traité de Loudun (1616). — La querelle de d'Épernon, gouverneur d'Aunis et de Saintonge, avec la Rochelle et comment d'Aubigné s'en mêle (septembre 1616 à mars 1617). — L'écho de cette querelle dans les Aventures du Baron de Faeneste (3 premières parties publiées de 1617 à 1619).

Après le règlement de l'affaire de Saint-Jean-d'Angély, qui avait donné de la peine et du souci à Duplessis-Mornay, il avait essayé d'en tirer la leçon et de tracer tout un programme de conduite pour la Parti, où se marquent sa sagesse et son expérience. C'est aux « ministres de la réconciliation », anciennement nommés par le Synode de Privas, qu'il s'était adressé pour faire connaître ses vues, en les priant, s'ils y adhéraient, d'user de leur crédit pour les répandre². Sa grande préoccupation était l'opinion que les Réformés donneraient d'eux au jeune Roi pendant ces années d'enfance où les impressions sont si vives, et la crainte qu'ils ne se préparassent un règne hostile en lui inspirant, par une agitation incessante, des défiances incurables. Or sa majorité approchait, sa majorité légale au moins

1. Cabinet d'Hozier, vol. XVII. Bibl. Nationale, Fonds Français, n° 30898.

2. Lettre du 23 janvier 1613 à MM. les députés de la réconciliation. *Mémoires de Mornay*, t. XII, p. 46 à 54.

(13 ans) et d'abord fictive, mais qui serait le prélude de la majorité réelle et du gouvernement personnel. Quel maître trouveraient-ils alors devant eux et comment disposé ? Il n'était que trop soumis à des influences qui leur étaient défavorables : y ajouter des griefs justifiés contre eux, ce serait faire le jeu de leurs ennemis. Le mieux serait donc de s'en tenir pour le moment aux avantages déjà acquis sans trop insister sur les demandes repoussées, et d'attendre, pour en faire de nouvelles instances, que les circonstances s'y prêtassent : « Par là nous nous préparerons à avoir nostre roy propice et favorable, lorsqu'il viendra en majorité, temps qui (si nous n'y prenons garde) nous aura attrappé premier que nous y ayons pensé ; quand il nous trouvera bien unis ensemble au bien de son état, nous entretenans bien avec nos concitoyens de religion contraire, et surtout ayans tesmoignage de la royne de l'avoir fidellement servie pendant sa minorité. Peult estre mesme que entre ci et là aura-t-elle eu subject de l'esprouver en quelque occasion importante ; tellement que par là il attendra de nous les mesmes services que le feu roy son père, partant nous départira mesme protection¹. »

Il est permis de supposer que ces idées et ces conseils de Duplessis furent pour quelque chose dans l'abstention des Réformés lors de la première rebellion de Condé, au printemps de 1614, comme aussi dans les démonstrations de loyalisme qu'ils prodiguèrent au jeune Roi lorsqu'il vint peu après, pendant l'été, visiter ses provinces de l'Ouest et se faire voir à ses peuples. Un protestant, qui accompagnait la Cour dans son voyage quasi triomphal, écrivait de Nantes, le 15 août 1614, à la duchesse de La Trémoille :

« Leurs Majestés... sont fort satisfaittes de la réception qu'ils ont eue ès villes huguenottes, et de la fidellité et obéissance qu'on y a faict paroistre, assavoir à Chastellerault, à Loudun et à Saumur, esquelx lieux la première action a esté de sortir les garnisons des villes et chasteaux, et laisser tout ouvert sans aucune garde. Tous les gouverneurs des places de Poitou, tant de l'une que de l'autre opinion, se trouvèrent à Poitiers, et M. de Rohan de surplus...². »

Il est bien probable que d'Aubigné n'a pas manqué à ce rassemblement et qu'il y

1. DUPLESSIS-MORNAY, *Mémoires*, loc. cit., p. 52-53.

2. MARCHEGAY, *Notices et pièces historiques sur l'Anjou, l'Aunis et la Saintonge*, 2^e vol. (1872) des Documents historiques sur les Provinces de l'Ouest.

a suivi Rohan, son chef de file. Un billet de lui au secrétaire d'État Pontchartrain, daté de Maillezais, 17 juillet 1614, et où il dit qu'il est aux ordres de la Reine, me paraît se rapporter à ces événements ¹. On serait curieux de savoir quels sentiments remua dans son cœur l'enfant-Roi, l'enfant du Prince à qui il avait prodigué tant de dévouement... mêlé d'autant de remontrances. Cette âme lui était fermée, qu'il aurait tant aimé à façonner à sa guise. Quels regrets et quelle amertume renouvelée contre l'abjuration du père, qui avait écarté tous les anciens serviteurs !

À son retour à Paris, Louis XIII se rendit au Parlement, le 2 octobre, pour y déclarer sa majorité, à la veille de l'ouverture des *États généraux de 1614*, les derniers avant ceux de 1789. Ce qui s'y passa causa aux Huguenots certaines inquiétudes. La lutte entre l'esprit gallican et l'esprit ultramontain, qui s'engagea autour de l'article liminaire du Cahier du Tiers proclamant l'indépendance absolue de la Couronne de France à l'égard du Saint-Siège ², et ensuite à propos de la réception du Concile de Trente, ne tourna pas à l'avantage des Gallicans, et mit en lumière l'influence prépondérante de Rome dans les conseils du Gouvernement. D'autre part, le renversement des alliances extérieures, l'intimité des Cours de France et d'Espagne, les projets de mariage entre les deux familles royales — Louis XIII devant épouser l'ainée des infantes, et sa sœur l'héritier du trône d'Espagne — tout ce bouleversement de la politique d'Henri IV, qui risquait de nous aliéner les puissances protestantes, alarmait assez justement les Églises, et pouvait leur faire craindre, à plus ou moins brève échéance, une reprise de persécution. Il faut tenir compte de ces raisons qui sont des circonstances atténuantes de la faute que commirent les Réformés en participant à *la seconde révolte de Condé*. Elles ne suffisent pas à les excuser. C'était provoquer eux-mêmes le danger et l'hostilité qu'ils redoutaient, et compromettre la cause de la Religion dans une aventure politique où elle n'avait que faire. Ils auraient bien dû se souvenir des avertissements de Duplessis-Mornay. Reconnaissons à leur décharge que ce ne fut pas tout le Parti qui se laissa entraîner.

1. Cf. édit. Réaume, t. II, p. 688.

2. Voir sur ce sujet une pièce de vers satirique de d'Aubigné, la X^e des *Pièces épigrammatiques*, édition Réaume, t. IV, p. 355 et sq. « *Sur les États tenus à Paris en l'an seize [erreur, 1614-1615], où l'Écclésiastique et la Noblesse furent gaignez à confesser que le Pape pouvoit déposer les Roys et leur estoit supérieur au temporel comme au spirituel* ».

Ils avaient demandé une Assemblée générale pour le renouvellement de leurs Députés généraux. Fixée d'abord au mois d'octobre 1614, elle fut reculée de près d'un an et ne s'ouvrit qu'en juillet 1615, à Grenoble. D'Aubigné n'y assista pas. A peine avait-elle eu le temps de rédiger ses Cahiers et de les envoyer à Paris (au début d'août), qu'elle était sollicitée par des envoyés de Condé, qui lui faisait part de son *Manifeste du 9 août* et l'invitait à se joindre à lui. Il y a dans ce manifeste plus d'accent et d'apparence de sincérité que dans celui de l'année précédente. La protestation contre les mariages espagnols imminents, le souci affecté des intérêts de la Religion réformée — il avait été élevé dans le catholicisme après la conversion d'Henri IV — n'étaient sans doute que des habiletés pour se faire des alliés. Mais quand il s'élevait contre la domination d'une coterie étrangère, ce n'était plus prétexte. Ce qui discréditait le gouvernement de Marie de Médicis plus que ses erreurs, pardonnables au milieu des difficultés d'une régence, c'est qu'il n'avait pas figure française, et la noblesse se sentait humiliée d'être obligée de plier sous un Concini et une Galigai. Certes il entraînait de la jalousie dans son indignation, mais aussi le froissement du sentiment national, que Marie de Médicis, restée trop italienne et d'ailleurs manquant de finesse, n'avait pas essayé de comprendre ni de ménager.

Quand la Cour partit de Paris, le 17 août, pour aller dans le Midi faire l'échange des princesses, Condé essaya d'inquiéter sa marche, et le Roi, en passant à Poitiers, le déclara criminel de lèse-majesté ainsi que ses complices (10 septembre).

Les Réformés n'étaient pas encore décidés à franchir le Rubicon. L'Assemblée de Grenoble attendait les réponses à ses Cahiers. Elles ne lui parvinrent qu'à Nîmes, où elle s'était transportée au début d'octobre pour échapper à la tutelle de Lesdiguières, gouverneur du Dauphiné, un coreligionnaire pourtant, mais trop modéré à son gré, un « Prudent ». Ces réponses ne la satisfirent pas. Aussi fut-elle plus disposée à prêter l'oreille aux propositions de Condé, et aux instances de Rohan et de Soubise — les deux frères — qui déjà s'étaient mis en campagne dans l'Ouest protestant. Après quatre jours de délibérations, les partisans de l'action l'emportèrent, et l'Assemblée de Nîmes vota son adhésion au mouvement (15 octobre). Elle dépêcha à Condé trois de ses membres qui conclurent avec lui la convention de Sanzay¹ (27 novembre).

1. Sansais ? à l'Ouest de Niort.

Mais le mot d'ordre envoyé aux provinces pour se soulever et prêter assistance à Rohan et Soubise ne fut pas suivi partout. Seuls le Languedoc, la Guyenne et le Poitou s'y conformèrent, et encore avec des défections et des résistances¹. Sully, gouverneur du Poitou, avait promis au Roi et à la Reine, lors de leur passage à Poitiers, qu'il maintiendrait la province dans le devoir. Il savait pouvoir compter sur la plupart des gouverneurs de places. Pour s'assurer de leur fidélité il les réunit dans une conférence à Fontenay-le-Comte en Octobre² (1615). D'Aubigné n'y vint pas. Alors Sully alla le relancer jusqu'à Maillezaïs, essayant à la fois de le gagner et de l'intimider en lui disant « que tous les grands de Poictou maintiendroyent bien leurs promesses. Il eut pour responce qu'il avoit oublié en ceste Assemblée un grand homme qui en diroit son advis le lendemain : Il vouloit dire la premier tambour du régiment qu'il dressoit pour son fils, et qui le lendemain matin batit aux champs. Le jour même le sieur d'Ade avec la garnison de Maillezaïs prit Moureille par petard... M. de Soubize fit son amas et marcha au devant du Prince de Condé avec sept régiments faisant plus de cinq mille homme³. »

D'Aubigné avait accepté la charge de *maréchal de camp dans l'armée de Condé*, mais sur l'ordre exprès de l'Assemblée de Nîmes, ne voulant pas recevoir cet honneur de la main seule du Prince, afin qu'il fût bien entendu qu'il était en cette circonstance le soldat des Églises et non d'une faction⁴.

Et cependant c'en était bien une, car il n'y avait pas de motifs suffisants pour cette levée de boucliers, ni du côté protestant, ni du côté des Grands. Lesdiguères offrait au Roi six mille hommes pour réprimer la révolte de ses coreligionnaires⁵. En novembre, Bouillon, sans doute pour se faire pardonner sa conduite équivoque à l'Assemblée de Saumur, avait rejoint Rohan et Soubise. Ce fut l'occasion de sa réconciliation avec d'Aubigné : « Un matin le Duc de Bouillon marchant pour le siège de Luzignan rencontra Aubigné allant à la mesme besogne comme Mareschal de camp; là s'appointèrent les différends de Saumur⁶. »

1. Cf. ANQUEZ, *Assemblées politiques des Réformés*, p. 277.

2. Cf. B. FILLON, *Recherches historiques et archéologiques sur Fontenay* (1846) p. 260-261.

3. AUBIGNÉ, *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 87-88).

4. Cf. *Ibid.*, et début de la lettre sur la paix (prochaine) de Loudun (Réaume, t. I, p. 277).

5. Cf. ANQUEZ, *op. cit.*, p. 277.

6. *Mémoires*, éd. Réaume, t. I, p. 88.

Mais l'élan, la conviction manquaient — et pour cause. Les opérations furent molles ; d'Aubigné en convient : « Il n'y eut rien en ceste guerre qui vaille la peine d'estre escript ; seulement à la fin Aubigné contre la volonté du Prince de Condé fittant qu'on assiégea Tonay-Charante, où s'estant bruslé la moitié du corps par un accident, ils se fist porter aux tranchées¹. »

L'âge décidément ne l'avait pas refroidi. Mais ils n'étaient plus nombreux dans le Parti ceux de son espèce. Quant à Condé, s'il ne voulait pas de l'expédition de Tonay-Charante, c'est sans doute parce qu'il se préparait déjà à abandonner le jeu. L'opposition aux mariages espagnols avait été la raison invoquée par lui pour justifier sa prise d'armes. Or elle n'avait rien empêché. Louis XIII avait épousé Anne d'Autriche à Bordeaux, le 28 novembre 1615. Il fallait bien, pensait-il, s'incliner devant le fait accompli en se faisant acheter son consentement le plus cher possible. Il était donc tout prêt à traiter et à répondre aux avances de la Reine-mère, qui, contente d'être parvenue à ses fins, ne désirait plus que la paix. Sully rouvrit à Fontenay-le-Comte la conférence interrompue, et c'est là que commencèrent les pourparlers préliminaires, qui se poursuivirent ensuite, lorsque l'affaire fut mûre, au congrès de Loudun.

Nous avons *une relation des conférences de Fontenay* faite par un gentil-homme protestant, M. du Sou, qui accompagnait Villeroy, un des commissaires royaux². Les autres étaient le maréchal de Brissac, le duc de Nevers, le baron de Thianges. Du côté adverse il y avait Condé en personne, assisté des représentants des Églises. Le compte rendu est adressé en février 1616 au président Jeannin, le vieux et habile ministre d'Henri IV. Il est fait en un français parfois alambiqué, mais si la forme est médiocre, les idées sont claires, et les sentiments honnêtes et sympathiques.

Du Sou est à la fois bon royaliste et bon protestant, et il cherche à concilier son dévouement au Roi et aux Églises. Il défend donc ses frères dans la mesure du possible, en plaidant coupables sans doute, mais en les excusant de son mieux et en essayant de faire comprendre leurs griefs et leurs mobiles. Certains faits les ont

1. *Mémoires*, éd. Réaume, t. I, p. 88.

2. Elle se trouve au tome LXXIII des Mss. de Dom Fonteneau à la Bibliothèque de Poitiers. Elle faisait partie des papiers de Duplessis-Mornay, dont le tome est rempli.

inquiétés, où ils ont vu les symptômes d'une réaction catholique dangereuse pour eux : ainsi la condamnation en Sorbonne du gallicanisme en la personne du syndic de la Faculté de Théologie, Richer (1612); le rejet aux États généraux de 1614 du fameux article du Tiers, qui déniait à la Papauté tout droit sur la Couronne ; les manœuvres du Clergé pour faire publier en France et homologuer les dispositions du Concile de Trente. A ces causes d'irritation sont venues s'ajouter les blessures d'amour-propre, les intérêts lésés par les inégalités trop criantes dans la distribution des charges et des offices entre catholiques et protestants. De là une jalousie qui est mauvaise conseillère. Mais il serait facile de calmer et de guérir tous ces ressentiments, si l'on y mettait quelque habileté et bonne volonté ; car, au fond, ils sont sujets fidèles. Telle est la conclusion de du Sou, un peu trop indulgente peut-être et optimiste, mais pas si fausse après tout, puisque la majorité des Églises s'était tenue à l'écart de cette rébellion.

On convint à Fontenay d'une suspension d'armes, et la négociation officielle de la paix fut portée à Loudun (21 février), où Condé vint avec un brillant état-major de seigneurs et de princesses. Les mandataires du Roi étaient le maréchal de Brissac, Villeroy, de Thou, de Vic et Pontchartrain. L'Assemblée de Nîmes, transférée à la Rochelle (1^{er} mars), députa au Congrès de Loudun MM. de Rouvray, de Berteville, Champeaux, Desbordes et Nouaille ¹. Les grands personnages du Parti y assistèrent ou s'y firent représenter. C'est ainsi que d'Aubigné avait procuration de MM. de Rohan, Soubise, de Candale ², de Loudrière, de Paradaillan ³. On voit quelle confiance il inspirait. Mais il ne resta pas jusqu'au bout. Sa blessure de Tonnay-Charente le faisait souffrir, puis il fut choqué par la tournure que prirent les débats, et bientôt, dégoûté des marchandages dont il était le témoin, il quitta cette « foire publique d'une générale lascheté et de particulières infidélitez ⁴ ». Le mot est dur, surtout celui de lâcheté, qui étonne un peu quand on constate avec quelle âpreté toutes les parties défendirent leurs intérêts ; mais il

1. Cf. ANQUEZ, *Assemblées politiques des Réformés*, p. 277 et sq.

2. Un fils de d'Epéron, qui s'était fait protestant.

3. Cf. (Réaume, t. I, p. 347).

4. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 88). Voir aussi un *sizain épigrammatique sur la Paix de Loudun* (Réaume, t. IV, p. 376, pièce n° XLIX) reproduite dans *Faeneste* (t. II, p. 477).

l'explique dans une lettre à un seigneur protestant¹, qui lui avait exprimé sa surprise d'un départ aussi brusque :

« Vous demandez pourquoy je vous ai quitté à Loudun, mesmes [surtout] ayant procuration de Messeigneurs de Rohan pour signer ou débattre pour eux. Je vous pourrois donner en excuse la blessure qui me tient au liect depuis deux mois, ou que mon mestier est de mener une armée, et non pas à la congédier ; et quant à la procuration de Messeigneurs de Rohan, j'aurois bien tost faict de dire qu'ils y sont en personne ; mais pour vous respondre avec ma nayveté acoustumée, une parole m'a chassé de vostre conseil, à savoir de demander pardon au Roy, bien que nous n'ayons pas failly... »

Voilà donc ce qui l'a indigné, l'obligation de solliciter ou d'accepter une amnistie humiliante ; car c'est renier la Cause de Dieu, et reconnaître que sa défense n'est pas légitime. Il ne se demande pas si la Religion était réellement menacée, et si la situation exigeait des remèdes aussi extrêmes qu'une révolte contre le souverain. Une assemblée régulièrement élue par les Églises a lancé l'appel aux armes, cela lui suffit ; la guerre était juste, et c'est une honte de la désavouer. Jamais les Huguenots ne l'ont fait dans les traités antérieurs :

« De là est venu qu'en toutes les paix bien faictes on a constamment demandé et emporté cette clause : *Advoüant tout ce qui a esté faict et géré par eux avoir esté pour nostre exprez service et bien du Royaume...* »

Et, précisant sa doctrine des rapports de la Religion et de l'État, il écrit cette page éloquente et fière pour la justification des armes protestantes, que dis-je ? à la gloire de ces armes, bénies par Dieu et illustrées par leurs services au Grand Roi :

« Les paix et les abolitions n'ont rien de pareil ; et c'est pourquoy le premier est ceelé en cire jaune, comme qui marqueroit d'or les contrats honoraires faicts avec le Souverain ; mais on aplique aux pardons et lettres honteuses la cire verte, comme symbole de la folie du repentant, ou de l'esperance de mieux.

1. C'est la 49^e des *Lettres et Mémoires d'Etat* (Réaume, t. I, p. 277 et sq.). L'éditeur suppose que le destinataire est Condé. Le début suffit à écarter cette fausse attribution : « Monseigneur, quand je refusay les lettres de Mareschal de camp, que *M. le Prince* m'avoit envoyez chez moi, quoy que ce me fust honneur, jusques à ce que l'Assemblée de Nîmes m'eust commandé de les accepter... »

« Et quand la demande du pardon seroit tolérable en de légères pretentions d'Estat, cela ne peust estre suporté en la deffense de religion, si elle est bonne : si fausse, comme le pardon l'advoüeroit, certes il la faudroit quitter en demandant pardon ; et, sur les allegations de la contraincte et de la nécessité, nos pères nous ont appris par les harangues qu'ils ont faites sur les buschers qu'il n'y a point de contrainte à qui sait mourir. Nous nous sentons en nos consciences, non la plus splendide noblesse du Royaume, mais la plus pure en nos actions, et envers nostre Dieu et envers nostre Roy : et hormis le petit nombre de Catholiques qui n'a point trempé à la Ligue, nous tenons justement le reste pour rémissionnaires, si rémission peut estre faicte à ceux qui ont conjuré contre leur Roy au profit des Estrangers, sans pouvoir mettre en prétexte la persécution de leur foy, n'y ayant nulles justes armes contre les Roys que la querelle du Roy des Roys. Combien sont loin de là ceux qui se peuvent dire en vérité avoir sauvé la Couronne, ou au moins la teste qui la devoit porter ¹. »

On ne peut s'empêcher d'admirer cette certitude intrépide de son bon droit, et cette haute conception de l'honneur huguenot ; mais elle fait bon marché de celui du Roi, et la prétention de lui faire avouer comme étant « pour son service et bien du Royaume » les rébellions contre son autorité, n'était pas « légère prétention d'Estat », pour reprendre le mot de d'Aubigné. Les paix conclues avec les Ligueurs comportaient peut-être aussi cette clause, mais elle n'en est pas moins dérisoire, et lui, qui met à part leurs factions et les condamne si sévèrement, ne songe pas que celle des Princes, à laquelle les Réformés venaient de s'allier, ne valait guère mieux, et n'avait pas la même excuse de la passion religieuse. Ou bien croit-il qu'elle s'était sanctifiée par son union avec « la Cause de Dieu » ? A moins qu'au contraire elle n'ait entaché celle-ci ?

A part cette question « d'abolition », à laquelle il est naturel que d'Aubigné attache de l'importance, *les conditions de la paix* avaient de quoi satisfaire les Protestants. Certes ils n'obtinrent pas tout ce qu'ils avaient demandé, et ils en voulurent à Condé, largement pourvu, d'avoir précipité la conclusion (3 mai 1616). Mais la discussion avait tout de même duré trois mois, et si on avait laissé faire

1. Ed. Réaume, t. I, p. 279.

l'Assemblée de la Rochelle, elle aurait été capable, au dernier moment, de faire rebondir la guerre ¹. Finalement le Roi lui accorda de nommer directement pour cette fois les deux Députés généraux, la dispensant de la formalité (présentation de plusieurs candidats) contre laquelle s'était butée l'Assemblée de Saumur. La restitution des places de sûreté était de nouveau prorogée de six ans, le fonds des garnisons accru, ainsi que celui des pasteurs. Les réponses aux Cahiers avaient été revues et améliorées. Enfin les chefs protestants reçurent divers avantages et indemnités pour frais de guerre, des sommes modestes d'ailleurs à côté de celles qui furent distribuées à leurs alliés catholiques. Condé, à lui seul, toucha 1.500.000 livres : la voilà bien la foire de Loudun !

D'Aubigné seul se retira les mains et la bourse vides. Pourquoi aussi était-il parti trop tôt ? Les absents ont toujours tort et l'on n'est jamais si bien servi que par soi-même. Dans la lettre qu'il écrivit peu après à Rohan² (en août 1616) pour le féliciter de succéder à son beau-père Sully dans le gouvernement du Poitou (25 juin) — c'était un des articles particuliers du traité — il se plaint amèrement d'avoir été sacrifié. « Je suis un exemple notable de l'ingratitude du Prince », dit-il. Comme maréchal de camp de Condé, en effet, il avait levé 5.000 hommes, pourvu à d'autres dépenses, bref avancé 16.000 écus, et quand il avait présenté ses comptes à la rectification des commissaires du Prince, ceux-ci, après les avoir reconnus exacts, lui avaient demandé un pot de vin de huit cents livres pour les approuver et les contre-signer. « Mon juste courroux et mon injuste pauvreté m'ont ensemble empêché de cela », conclut-il mélancoliquement ; et il laisse entendre que, s'il n'est secouru, il pourrait bien « prendre conseil de la nécessité » et prêter l'oreille aux offres d'achat que déjà on lui faisait pour le Dognon. D'autant que depuis la guerre le paiement de ses pensions était suspendu³.

Il y avait de quoi être aigri ; il gardait surtout rancune à Condé, et il applaudit à son arrestation (1^{er} septembre 1616) quand celui-ci, grisé par son succès momentané, se fut rendu insupportable au gouvernement royal, remanié d'ailleurs après

1. Cf. ANQUEZ, *Assemblées politiques des Réformés*, p. 282-287.

2. Cf. édit. Réaume, t. I, p. 345-349.

3. Cf. Mémoire sur ses pensions adressé au secrétaire d'Etat Ponchartrain en 1618. Réaume, t. II, p. 697-698.

la paix de Loudun, et passé en des mains plus énergiques que celle des ministres barbons d'Henri IV. D'Aubigné, qui aime à faire le prophète, prétend lui avoir annoncé ce dénouement quand ils s'étaient quittés :

« Le Prince de Condé dans les conseils appeloit Aubigné son père ; luy ayant faict banqueroute comme à tout honneur, luy cria par une fenestre : *A Dieu en Dognon !* La response fut : *A Dieu à la Bastille¹ » !*

Mais la réalisation de la prophétie fit moins de plaisir aux Rochellois qu'à d'Aubigné. Du moins affectèrent-ils d'être émus par l'arrestation de leur allié de la veille, et d'y voir une menace indirecte contre eux-mêmes, le commencement d'une revanche que cherchait la Cour. Alors par précaution ils occupèrent Rochefort, à l'embouchure de la Charente. D'Épernon, le gouverneur de la province (Aunis-Saintonge-Angoumois) se jugea provoqué et les somma de retirer leurs hommes : ils refusèrent. Les choses étant ainsi engagées, et l'honneur, ou la « réputation » comme dit d'Aubigné, se trouvant intéressés dans le conflit, il sembloit bien difficile d'éviter un recours aux armes. Aussi d'Aubigné proposa-t-il aux Rochellois un plan de campagne qui reposait sur l'organisation d'un camp retranché dans l'île de Rochefort, suivant l'expérience qu'il avait faite naguère des avantages qu'offrait cette position, lorsqu'après la déroute d'Angers (en 1585) il avait rallié là les forces dispersées, avant de les mener de nouveau à la guerre².

Cependant d'Épernon, piqué dans son orgueil de grand seigneur par l'affront que lui faisaient ces bourgeois, s'était juré de s'en venger et de les humilier. Il rassembla 7.000 hommes, mit garnison dans Tonnay-Charente, aux portes de Rochefort, et à Surgères sur le chemin de la Rochelle. De quel côté, sur laquelle des deux villes allait-il diriger son attaque ? Les Rochellois jouissaient de certains privilèges d'autonomie, ils ne dépendaient pas absolument du gouverneur ; aussi se réclamèrent-ils de leurs droits auprès du Roi, en même temps qu'ils convoquaient une Assemblée de cercle pour les soutenir (fixée au 16 novembre 1616). L'incendie allait-il donc se rallumer dans ce pays de l'Ouest protestant où le feu couvait toujours ? Le gouvernement royal n'avait pas besoin de cette complication, ayant

1. *Mémoires*, édit. Réaume, t. I, p. 88.

2. Cf. lettre à un membre du corps de ville de la Rochelle, édit. Réaume, t. I, p. 285-287. La lettre est du mois même de « la prise de M. le Prince » (c'est-à-dire de son arrestation) donc de septembre 1616.

déjà à faire face à une nouvelle révolte des Grands, Nevers, Vendôme, Bouillon, Mayenne, qui prenaient fait et cause pour Condé. Aussi sut-il mauvais gré à d'Épernon de son initiative, et s'entremisit-il entre lui et les Rochellois, en envoyant sur place des arbitres pour régler le litige, d'abord M. de Boissize, ensuite Vignolles. La Rochelle consentait à remettre Rochefort à un exempt du Roi, à la condition que d'Épernon licenciât ses troupes et évacuât Surgères; mais, lui, opposa à cet arrangement tous les moyens dilatoires possibles et une mauvaise volonté systématique. Et pendant ce temps la Rochelle, vivant en alerte continuelle, avait prié ses amis de se tenir prêts à la défendre. D'Aubigné rassembla et congédia des soldats à trois reprises, selon les vicissitudes de la négociation et les avis qu'il recevait. Il y eut dans ces alternatives d'ordres et de contre-ordres des incidents d'opéra-comique, comme le jour où, surpris par l'arrivée inopinée de l'ennemi alors qu'il n'avait plus qu'une poignée d'hommes sous la main, il le tint en respect par une montre illusoire, ses cavaliers passant devant un village, puis se dérobant au trot par derrière pour venir rejoindre la queue du défilé et le prolonger indéfiniment¹. Admettons que le pays se prêtait à cet artifice et offrait des rideaux bien disposés pour cacher la manœuvre du metteur en scène.

On était en décembre, le marais était gelé. C'est ce qui avait permis à d'Épernon d'avancer brusquement sans rencontrer l'obstacle des eaux et des canaux. Mais voici un coup de théâtre: cessez le feu! On apprend qu'un accord est intervenu. Vignolles avait arraché l'adhésion de d'Épernon (début de janvier 1617). Il restait à exécuter.

En attendant, c'était toujours une suspension d'armes, mais elle faillit être employée par d'Aubigné d'une façon peu banale, en se battant en duel avec... d'Épernon lui-même. Les deux gentilshommes de celui-ci, en effet, qui lui avaient apporté la nouvelle de la trêve, lui portèrent en même temps un cartel de leur maître... ou presque. Le Duc, en grande colère contre lui, avait dit devant nombreuse assistance que « s'il ne le pouvoit avoir autrement, il le convieroit à venir voir en un pré une des bonnes espées de France ». D'Aubigné commença par sourire en haussant les épaules, mais les autres insistant et répétant le propos, il fut

1. Cf. *Mémoires*, édit. Réaume, t. I, p. 89-90.

bien obligé de le prendre au sérieux et de le relever. Il le fit avec une dignité fière, un peu trop avantageuse peut-être, mais qui n'en a pas moins belle allure et qui fait d'ici l'effet du grand salut d'escrime avant le combat :

« Je ne suis pas si mal nourri que je n'aye appris les avantages des Ducs et Pairs, ce que nous leur devons, et le privilège qu'ils ont pour ne se battre point ; je scay encore le respect que je doy au Colonel de France, sous lequel je commande des gens de pied, mais si un excès de colère ou de valeur avoit poussé Monsieur d'Espèron à me commander absolument d'aller voir ceste bonne espée dans un pré, certes il seroit obéy. Il m'en a autresfois monstré une, sur les gardes de laquelle il y avoit pour vingt mille escus de diamants : s'il luy plaisoit y porter celle-là, je la tiendrois encor pour meilleure. »

Et l'un des gentilshommes objectant que la qualité de d'Épernon ne permettait guère cette rencontre, d'Aubigné piqué riposta par ce trait mordant, et même blessant cette fois :

« Monsieur, nous sommes en France, où les Princes qui sont nés en la peau de leur grandeur s'escorchent quand ils la dépouillent ; mais sachez qu'on se peut desvestir de ses meubles et acquets : le Duc d'Épernon n'a rien qui ne soit de telle nature pour se rendre impareil à moy¹. »

Tout se passa en paroles, les choses en restèrent là, mais ce ne fut pas la faute de d'Aubigné. D'Épernon avait la tête ailleurs et était plus préoccupé d'esquiver les conditions du compromis que Vignolles lui avait imposé. Il retardait notamment l'évacuation et le démantèlement de Surgères, si bien que l'Assemblée de cercle de la Rochelle, sous la pression populaire, fut contrainte d'en appeler à une Assemblée générale (convoquée pour le 14 avril 1617). C'était une mesure maladroite, disproportionnée avec sa cause, et susceptible de refaire l'union de la Cour avec d'Épernon contre les Rochellois et leurs adhérents. Duplessis déplorait la tournure que prenaient les choses, sans pouvoir ou oser les arrêter. Ce fut un bonheur pour les Protestants, au moment où ils ranimaient ainsi un conflit près de s'éteindre, que la chute de Concini (24 avril 1617) leur ait procuré un moyen

1. Cf. *Mémoires*, éd. Réaume, t. I, p. 90-91. Toutes les répliques de d'Aubigné ont d'ailleurs été arrangées et amplifiées pour ce récit. On en trouve la matière première, et sans doute la forme originale, dans une lettre familière, où elles sont plus brèves et plus simples. Cf. Réaume, t. I, p. 352-353.

honorable de se tirer de là, et d'offrir à l'avènement réel de Louis XIII, enfin libéré de la tutelle étrangère, l'hommage de leur soumission, comme l'apportaient de leur côté les Princes rebelles, et déjà presque à moitié battus¹.

C'est pendant ce conflit entre la Rochelle et d'Épernon que d'Aubigné comença à écrire *les Aventures du Baron de Faeneste* dont les deux premières parties ont été publiées en 1617. Aussi sont-elles remplies d'allusions à ces événements locaux, et de quolibets à l'adresse de d'Épernon, ce foudre de guerre, dont les foudres avaient fait long feu. Le persiflage vient d'Enay, non de Faeneste, qui au contraire est l'homme-lige de « Monsieur le Duc » et professe pour lui une admiration émerveillée : « C'est le vrave des vraves, et le baillant des baillants² », comme il dit dans sa prononciation gasconne, où les « v » remplacent les « b » et réciproquement. Il se pourrait bien qu'originellement Faeneste ne soit que la caricature de d'Épernon, qui lui aussi était de Gascogne ou des confins, étant né aux environs de Toulouse.

On sait que dans ce dialogue fantaisiste, mais plein de suc, d'Aubigné met en scène deux personnages qui s'opposent de tous points, mais qui n'en ont pas moins grand plaisir à se trouver ensemble, Enay et Faeneste. Un tiers interviendra dans la 4^e partie, composée beaucoup plus tard, à Genève. Je néglige les comparses, c'est-à-dire les valets. Enay est un gentilhomme protestant, sage et spirituel, qui ne s'attache en toutes choses qu'aux réalités substantielles. Son nom, en grec, signifie « être », comme celui de Faeneste signifie « paraître ». Celui-là, en effet, ne s'attache qu'aux apparences, et leur sacrifie tout, mais ces apparences sont fictives, si bien qu'en somme, de toutes ses aventures il ne lui reste aucun bien, ni matériel ni moral, rien que de jolis contes à produire, où il joue le plus souvent un personnage ridicule, mais toujours rehaussé d'une hablerie gasconne, qui lui permet de piquer sur chacune de ses actions un panache avantageux.

Tenons-nous-en pour l'instant aux deux premières parties. Lorsque Faeneste rencontre Enay, il arrive « de la guerre d'Aunix », il vient de Surgères, qui était occupé par les troupes de d'Épernon ; il a changé de chevaux à Niort, et il s'était

1. Pour tout le conflit avec la Rochelle et d'Épernon voir ANQUEZ, *Assemblées politiques des Réformés*, p. 291-298.

2. Réaume, t. II, p. 392.

« égaré à quelque lieue de là », se trouvant « enfermé d'un parc et d'une rivière », lorsque Enay, le seigneur de céans, survient fort à propos pour le tirer d'embarras et le mener chez lui ¹.

M. Legouez² croit reconnaître dans ces détails le site de Maillezais, au confluent de la Sèvre et de l'Autize. Mais non, Maillezais n'est pas à une lieue de Niort, et si la place est entourée de l'eau du marais, les rivières elles-mêmes sont assez loin. En revanche, c'est tout à fait la situation de Mursay qui est indiquée là, Mursay établi à quelques kilomètres au nord de Niort, et dans une boucle de la Sèvre. Au reste n'est-ce pas sa silhouette qui apparaît dans cette exclamation de Faeneste : « Bous ne l'appellerez pas un chasteau, un dongeon de huict tours abec sa platte fourme, fossez de quarante pieds, et une vasse cour vien flanquée, trois ponts levedis ! » Peu après il remarquera les galeries qui reliaient les tourelles d'angles, sur les côtés de la maison, et il sera scandalisé de les voir encombrées de blé comme un vulgaire grenier ³.

C'est donc au château de Mursay, chez d'Aubigné, que se déroulent les divers actes de ce roman dialogué. Enay et lui ne font qu'un. Il le laisse entendre assez clairement dans sa *Préface*, où il trace en quelques mots le portrait des deux interlocuteurs, et qualifie Enay d'« homme consommé aux lettres, aux expériences de la Cour et de la guerre ⁴ ». N'est-ce pas se désigner ? Et si l'on pouvait conserver un doute, le chapitre XII du premier livre le dissiperait.

A propos des merveilleuses inventions d'un certain capitaine Du Lignoux « le grand preneur de villes », dont Faeneste rapporte en s'extasiant les ruses enfantines, Enay renchérit et raconte une entreprise mirifique qu'il avait projetée avec ce capitaine pour s'emparer de Limoges. Du Lignoux serait allé se faire prendre et... pendre dans la ville, afin d'attirer la population à son exécution et de faciliter ainsi l'irruption soudaine de ses compagnons... juste à temps pour le délivrer, avant que la corde ne serrât le cou. Évidemment il y avait un risque de retard ! Ce beau projet n'est que la déformation ridicule, et adaptée au comique du *Faeneste*,

1. Cf. l'argument en tête du 1^{er} livre (Réaume, t. II, p. 381) et le début du chapitre I.

2. Cf. le tome V de l'édition Réaume, p. 307, aux notes.

3. Cf. le chapitre V du 1^{er} livre, Réaume, t. II, p. 400-402. Se reporter pour le château de Mursay à mon chapitre XI, § 1, au tome II, p. 150 à 153.

4. Ed. Réaume, t. II, p. 380.

d'une entreprise réelle sur Limoges, où d'Aubigné avait couru de sérieux dangers, en s'exposant dans des entrevues hasardeuses pour démasquer un traître de la ville, qui cherchait à attirer dans un guet-apens deux gentilshommes de la région (septembre-octobre 1579)¹. L'incident le plus dramatique avait eu lieu à l'hôtellerie de la Porte de la Reine, hors les murs, que nous retrouvons ici dans le récit d'Enay. Il l'appelle une « grange² » voilà tout, parce qu'il aime les formules modestes, mais il est évident que c'est la même chose. C'est là qu'il devait se cacher avec ses hommes en attendant le moment d'entrer. L'imprudente témérité du capitaine Du Lignoux rappelle, sous une forme humoristique, celle des deux gentilshommes de la Marche qui tombèrent dans le piège malgré les avertissements de d'Aubigné, et y laissèrent la vie.

Enfin voici une dernière confirmation de l'identité d'Enay avec d'Aubigné. A la fin du second livre, la conversation s'est suffisamment prolongée sur toutes sortes de sujets, et les interlocuteurs ont fait une assez grande dépense de souvenirs et d'esprit pour avoir bien gagné leur lit. Le Baron est donc conduit à sa chambre, mais alors il apprend par son valet, Cherbonnière, le nom et la qualité de son hôte. Je ne me demanderai pas s'il est très vraisemblable qu'il n'en ait rien su plus tôt. Toujours est-il qu'il tombe de son haut... et de là dans la chambre d'Enay, à qui il veut aller faire tout de suite un compliment bien tourné : « Comment, Monsur, bous ne me disiez pas qui bous estes. Tout lou monde bous connoist : bous avez de si vonnes places, tant fait de serbices ; on bous a osté bos bieilles et nouvelles pensions, bos garnisons n'ont esté paiees il y a dux ans, on bous pille, bous qui sauriez vien piller les autres, et bous ne boulez pas que nous parlions del'Estat³ ! »

Qui ne reconnaîtrait d'Aubigné à cette peinture de ses conditions présentes et passées ? Faeneste s'étonne qu'étant victime du gouvernement de la Régence, il se montre si réservé dans ses appréciations sur lui. Il est certain qu'Enay a mis jusque-là une discrétion affectée à ne pas parler des maîtres du jour. Témoin ce bout de dialogue :

1. Cf. *Histoire universelle*, t. V, p. 371 à 380 et mon chapitre v, § 2, p. 239 à 242 du 1^{er} volume.

2. « La grange au-dessous de la porte de la Reine, qui n'est qu'à deux cents pas de la muraille » (Réaume, t. II, p. 418).

3. Réaume, t. II, p. 479.

« F. — Je troube que Monsur de Themines est parbenu à la Marechaussée par un vrabe moyen et vien noubeau.

(C'est lui qui avait arrêté le Prince de Condé le 1^{er} septembre 1616. Il était le frère de Richelieu.)

E. — C'est de quoi je ne sais rien que m'en taire.

F. — Ils disent pourtant que toute la France est entre les mains de Barbin et Mangot : ils disent que ce sont d'avilles hommes, et vien fidèles à la Rene et à Madame la Mareschale.

E. — Nous n'en connoissons ni les noms ni les conditions.

F. — Bous estes par trop discrets, bous autres, nous ne sommes pas si reteneus¹. »

Barbin et Mangot étaient, en effet, les créatures de la Reine et de Concini (le maréchal d'Ancre). C'est eux qui avaient remplacé, après la paix de Loudun (3 mai 1616), les ministres barbons d'Henri IV, à qui on reprochait leur faiblesse. Barbin était contrôleur des finances, Mangot garde des sceaux. Ils s'étaient adjoint Richelieu, comme sous-secrétaire d'État à la guerre, pour réprimer la révolte des Princes qui avaient pris le parti de Condé après son arrestation. Ce trio était énergique et en imposait sans doute. C'est pourquoi Enay ne veut pas parler politique. Son attitude est d'accord avec celle que d'Aubigné adoptait dans une lettre au Roi Louis XIII, écrite en février 1617, après la signature de la trêve entre les Rochellois et d'Epernon, lorsque lui-même put désarmer. Il profita d'une occasion, un voyage de son gendre, M. de Villette, à Paris, pour y faire porter des protestations de fidélité : « Ce me seroit un grand reboulement de bonheur s'il plaisoit à Vostre Majesté ouïr de Monsieur de Villette chose que je puis maintenir à toutes sortes de preuves, c'est que despuis la paix de Loudun, je me suis privé de toutes compaignees et que ceux qui m'ont rêcherché chez moy ne se peuvent vanter que j'aye favorisé, ny de parole ny d'effect, aucun partisan, ne respirant que le service de Vostre Majesté et le repos de ma dernière vieillesse soubz ses bonnes graces². »

1. Réaume, t. II. p. 420.

2. Ed. Réaume, t. II, p. 689.

On est un peu surpris de ces affirmations quand on connaît son rôle dans l'affaire d'Epernon, et qu'on l'a vu épouser avec tant de vivacité la querelle des Rochellois. Mais sans doute il considérerait qu'en agissant ainsi il n'avait pas fait mauvais service au Roi, au contraire, puisque c'était d'Epernon qui résistait à l'arbitrage de ses envoyés.

Aussi avec lui il ne se gêne pas, il prend sa revanche de la retenue qu'il est obligé de garder envers le gouvernement. Il n'y aurait peut-être pas dans les récits de Faeneste tant d'histoires de duels manqués, qui aboutissent tous à de « braves » reculades, si d'Aubigné ne voulait atteindre par ces dérisions l'orgueilleux Duc, qui lui avait lancé un défi, et l'avait jugé ensuite trop petit compagnon pour croiser le fer avec lui. Mais ce sont là attaques indirectes. « La guerre d'Aunis » au contraire est matière à railleries ouvertes et constamment renouvelées : « Oy da, dit Faeneste : si bous eussiez bu Monsur, l'autre yor, quand il fit son entrée *debant* la Rouchelle¹ ! » Pas *dedans*, il y a une légère différence. Ce mot plaisant fait songer à celui des *Mémoires* : « Ce Duc vint en ce temps faire la piafe de la Rochelle² ». Expédition pour la montre, grand déploiement de forces sans résultats... et sans bataille, c'est tout à fait le genre de campagnes qui convient à la valeur de Faeneste. Aussi, dans sa satisfaction, considère-t-il la partie comme déjà gagnée, et la Rochelle comme... presque prise :

« Vous tenez donc la Rochelle pour rendue ? » lui dit Enay. — « Non, pas du tout, répond-il ; mais je ne bous donne terme que de Pasques, pour boir que Monsur y a vonne part, et de vons serviteurs, et entr'autres³... »

Et ainsi se précise le moment exact où ce dialogue est censé avoir lieu. Pendant la trêve, signée en janvier 1617, puisque Faeneste déclare avoir vu cette guerre d'Aunis « du commencement jusques la fin⁴ ». Donc, les opérations sont arrêtées, mais Faeneste espère encore que la Rochelle se soumettra, et par conséquent nous sommes dans la période d'attente entre la suspension d'armes de janvier et le règlement final du conflit amené par la chute de Concini (24 avril 1617).

1. Réaume, t. II, p. 389.

2. Ed. Réaume, t. I, p. 89.

3. Réaume, t. II, p. 392. Voir d'autres plaisanteries du même ordre sur la « victoire » de d'Epernon, t. II, p. 404, 449, 461.

4. Réaume, t. II, p. 405.

Je n'affirme pas pour cela que les deux premiers livres aient été écrits pendant le premier trimestre 1617, mais comme ils ont paru cette année même, ce ne fut certes pas beaucoup après, et même j'incline à croire qu'ils ont été réellement composés avant le meurtre de Concini et le renversement du ministère Barbin-Mangot-Richelieu qui en fut la conséquence; sinon on ne s'expliquerait guère les menagements de d'Aubigné envers ce régime, alors que dans le 3^e livre, paru seulement en 1619, il ne le ménagera plus du tout.

La publication des deux premiers livres soulève *un petit problème bibliographique*. Dans toutes les éditions connues de 1617, ils sont donnés ensemble, mais avec un titre qui suppose une édition antérieure du 1^{er} livre seul : « *Les Aventures du Baron de Faeneste, première partie, reveüe, corrigée et augmentée par l'auteur. Plus a esté adjousté la seconde partie...¹.* »

Et l'*Avis aux Lecteurs* qui, dans ces éditions, précédait le second livre, semble bien confirmer que le premier avait déjà vu le jour auparavant :

« Messieurs, vous avez fait si bonne chère au baron de Faeneste, qu'il a netoyé sa robbe, s'est adimanché pour retourner à vous, et vous mène avec soy le cadet, aussi folastre que luy, horsmis qu'il luy échappe quelque traict de Théologie moderne. Ne laissez pas de le voir : il n'enfonce point et s'arreste guères sur ces mattieres, car il ne prend rien à cœur. Ce que vous en pouvés attendre, c'est qu'il est du siècle, et qu'aux traicts de son visage, vous vous ressouviendrés de quelques-uns de vostre cognoissance. »

Personne n'a encore mis la main sur ce tirage à part du 1^{er} livre, mais cela ne veut pas dire qu'il n'a pas existé, et alors, s'il y avait eu, comme il serait vraisemblable dans ce cas, un certain intervalle entre cette édition primitive du livre I et les suivantes de 1617, où le second livre lui est adjoint, ce serait une raison de plus de penser que la composition du 1^{er} remonte au début de l'année, et précisément au moment où d'Aubigné situe — historiquement — cet entretien d'Enay et de Faeneste.

L'*Avis aux lecteurs* en tête du second livre caractérise bien sa nouveauté par

1. Voir la liste de ces éditions (5 en tout) dans l'*Essai de bibliographie d'Agrippa d'Aubigné*, par AD. VAN BEVER, *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, n° de mai-juin 1905, p. 235-236; et dans mon Appendice bibliographique, 2^e section, B, article VIII, ci-dessous, p. 194-195.

rapport au premier. Choses de guerre et choses de Cour, affaires d'honneur et affaires de cœur du Baron, voilà en gros les objets de la conversation au premier livre. Ils ne sont pas absents du second. Mais les « matières de théologie » s'y ajoutent, en effet, légèrement traitées comme on nous l'annonce, c'est-à-dire plus par des plaisanteries que par des arguments sérieux. On en rencontre cependant quelquefois sous ces plaisanteries mêmes. Ainsi dans le III^e chapitre sur le Baptême (et autres sacrements). Celui sur Cayer¹ (Palma-Cayet) est également intéressant, non pas tant par les sentiments que d'Aubigné manifeste contre cet apostat — nous les connaissons déjà par le *Sancy* — mais parce que, l'accusant d'alchimie, de magie, de sorcellerie, il est amené à exposer, par la bouche d'Enay, son opinion sur ces questions ; et la distinction qu'il fait entre la fausse et la vraie sorcellerie témoigne encore de beaucoup de crédulité. On trouve les mêmes idées exprimées, et on fait la même constatation dans une série de Lettres sur les sciences et les choses occultes, qu'il adressa à M. de la Rivière, premier médecin du Roi².

Le 3^e Livre, comme je l'ai dit, n'a été publié qu'en 1619, mais d'Aubigné y conserve les mêmes circonstances historiques que dans les deux premiers. Nous sommes encore sous le règne de Concini et de ses créatures. Seulement ce n'est plus qu'une fiction, car il est clair que si ce Livre avait été fait dans le même temps que les deux autres, son apparition n'aurait pas été retardée deux ans. J'observe cependant qu'il est annoncé dans plusieurs des éditions de 1617 : « *Plus a été adjousté la seconde partie, avec promesse de la troisieme.* » Peut-être donc était-il déjà commencé et d'Aubigné se sera tenu, pour le continuer, à la donnée historique initiale. Cela lui permettait d'attaquer le régime déchu de Concini, sans crainte de déplaire à celui qui l'avait remplacé, et d'épancher contre l'Italien les mépris qu'il avait dû rentrer naguère. Je ne veux pas dire que la satire politique domine dans ce livre ; non, il est farci de contes rabelaisiens et populaires, mais les « matières d'État » y ont leur place, surtout dans la dernière partie.

Le chapitre xx intitulé « *De Coyons de mille livres, des espions* » est particulièrement mordant. Ce sont deux métiers que Faeneste ambitionne. Les premiers sont les gardes du corps du Maréchal, grassement nourris et payés, les seconds les

1. Le XII^e.

2. Cf. édit. Réaume, t. I, p. 422 à 445.

délateurs qu'il entretenait partout pour connaître ceux qui lui faisaient de l'opposition, ou qui simplement le critiquaient dans le privé :

« Bous ne bouiez, rapporte Faeneste, par les rues de Paris que poutances plantées pour çus qui ozent oubrir la vouche contre Monsur ou Madame¹. »

Détail exact, authentique. Une sorte de terreur planait, un réseau d'espionnage où chacun risquait d'être pris — aussi bien en province qu'à Paris. D'Aubigné devait se sentir surveillé de près. C'est ce qui explique sa prudence dans les deux premiers livres, mais maintenant il peut parler, et il laisse Enay exposer, dans un passage très curieux, et qui doit faire allusion à un fait concernant d'Aubigné lui-même, comment s'y prenaient les agents de Concini :

«... Ce métier veut une grande dilligence, dextérité, invention, impudence, et avec tout cela il n'est point sans danger : car quand l'espion n'a rien de vrai à produire, il faut qu'il entretienne sa boutique de faussetés, et ne faut que la preuve d'une pour gaster tout de l'une ou de l'autre part. Je vous dirai comment se gouverne un Sénat de telles gens que nous avons en ce pays, composé de quelques Catholiques ruinez qui se veulent relever par les choses extrêmes, d'Huguenots revoltez tout à plat, et d'autres qui prennent terme pour l'estre. Premièrement ils emplissent leurs lettres des pas et des paroles des plus gens de bien du pays, en détournant toutes choses de leur droit sens. Ils vont disner avec un Gentilhomme qui leur en donne de bon cœur : ils le mettent à propos du mauvais Gouvernement d'aujourd'hui. Si c'est quelqu'un qui ait charge, ils demandent combien de quartiers il a perdu depuis trois ans, lui font voir au profit de qui va ce larcin, et que les choses iroint ci après de mal en pis ; allèguent les pensions nouvelles des personnes les plus indignes qu'ils peuvent choisir ; de là ils viennent sur les comparaisons du temps du feu Roi, et qu'on estoit bien payé sous l'administration de M. de Sulli. Si là-dessus ils peuvent aigrir quelque cœur par ses interests, et faire eschapper de la bouche chose qui sente le mescontentement, voilà de quoi mériter l'entretien ; s'ils rencontrent, comme il leur avient tous les jours, des gens qui par probité, par patience, ou par connoissance des galands, leur respondent en bons et loyaux François et serviteurs du Roi, lors ils se contentent d'escrire ainsi : *J'ay veu un*

1. Réaume, t. II, p. 541.

tel à qui j'ay tasté le poux, où j'ai trouvé quelque inégalité ou altération pour le servive du Roi ; mais je l'ai remis en tel estat qu'on ne doit rien craindre de ce costé là¹. »

L'argent — corruption, concussion — était, comme l'espionnage, un moyen de gouvernement. Faeneste fait voir à Enay ce quatrain « dangerus » :

On demande à quoi sont utiles
Conchine et force autres encor :
Philippes en eust pris des villes,
Ce sont des asnes chargez d'or².

Et d'Aubigné nous raconte une étrange histoire d'un *Comte de Lorme* (chapitres xvii et xviii) prétendu émissaire d'un syndicat de pirates de haute mer, qui était venu offrir à la Cour de France la conquête du Pérou avec ses trésors, si on consentait à leur donner des lettres d'abolition pour tous leurs crimes passés. Ce seigneur exotique semait à pleines mains, sinon l'or et les bijoux, du moins les promesses. Il aurait acheté Concini et sa bande, et fait des dupes nombreuses en Saintonge. Ce conte fantastique a-t-il un fonds de réalité, ou vient-il tout droit du pays de l'Eldorado ou des *Mille et Une nuits* ? Je serais surpris que d'Aubigné ait tout imaginé.

Même le récit final, l'*Histoire de Calopse* (chapitres xxi, xxii, xxiii, xxiv), qui est un pastiche de celle de *Don Quichotte*, n'est pas purement imaginaire. Les grotesques aventures de ce réformateur de l'État, qui est devenu « hypocondriaque » autant dire fol, à force de voir les choses aller de mal en pis depuis la mort d'Henri IV, mettent en scène, lui compris, des châtelains du pays de l'Ouest que d'Aubigné connaissait bien, et sans doute assez familièrement pour être assuré qu'ils ne s'offenseraient pas de paraître dans cette mascarade. L'hypocondrie de Calopse est d'ailleurs comme la parodie de la mauvaise humeur de d'Aubigné en présence des fautes et des tares du gouvernement de la Régence. Mais lui n'en devient pas malade, et préfère encore en rire plutôt que d'en pleurer. Faeneste tire

1. Réaume, t. II, p. 541-542.

2. Réaume, t. II, p. 545. Voir aussi un quatrain épigrammatique fait après sa mort. Réaume, t. IV, p. 371 (pièce XXXIV).

la conclusion, la leçon du recit que vient de faire Enay : « J'entens bien : bous boulez dire que nous abons force medecins de l'Estat aussi propres à cela comme un crucifix à jouer d'un estiflet¹. »

§ III. — Le gouvernement personnel de Louis XIII et l'opposition contre le favori Albert de Luynes. — Le conflit avec les Protestants à propos des affaires de Béarn : les Assemblées de la Rochelle (1619) et de Loudun (1619-1620). — D'Aubigné est contraint par le manque d'argent, les intrigues contre ses places, et la trahison de son propre fils, à les céder au duc de Rohan (actes du 29 avril et du 25 mai 1619).

M. de Villette à qui d'Aubigné avait confié, au mois de février 1617, une lettre pour le Roi, dont nous avons cité plus haut un passage, ne lui rapporta pas de bien bonnes nouvelles ; il n'était pas question encore de rétablir ses pensions. Aussi ne voyait-il plus le moyen de soutenir son train de dépenses : et, faisant ses doléances à Rohan, il lui écrivait au retour de son gendre :

« Il est nécessaire ou que je quitte ma maison en la vendant à quelqu'un qui aye les reins plus forts que moy pour la garder, ou que je ceehe ma sûreté dans une Venise, ou que je sois assisté par qui que ce soit. M. de Villette m'a apporté un mauvais présent d'espérance en me declarant la perte de deux années passées, qui sont plus de 14.000 livres pour moy². Ce seroit de quoy désespérer un homme qui ne se consoleroit point en Dieu, maintenant que j'ai donne mon bien à mes enfants, et en ay vendu une partie³. »

On voit déjà poindre le projet de retraite à Genève, mais il ne s'y résoudra que lorsqu'il sera convaincu de l'impossibilité de desarmer l'hostilité de la Cour contre lui. Auparavant il passera par une phase d'espérances.

1. Réaume, t. II, p. 558.

2. Ses pensions étaient de 7.000 livres, 4.000 sur « l'ordinaire » et 3.000 sur « le petit Etat ». Cf. *Mémoire à Pontchartrain* en 1618 déjà cité, éd. Réaume, t. II, p. 697-698.

3. Ed. Réaume, t. I, p. 338. C'est à l'occasion du mariage de ses filles qu'il avait partagé à ses enfants les biens de leur mère. Il annonçait déjà sa résolution de faire ce partage peu après le mariage de Louise dès le 25 décembre 1610. Cf. ed. Réaume, t. I, p. 571, lettre à un homme d'affaires, M. de la Pierre Blanche. L'inventaire établi au moment du mariage de Marie en décembre 1613 (cf. LALANNE, *Mémoires de d'Aubigné*, éd. 1854, p. 436) était fait pour cela.

Le renversement de Concini et son remplacement par Luynes avaient éveillé une allégresse presque générale. On s'imaginait que tout allait changer, que l'heure de la réconciliation entre les partis avait sonné, qu'un gouvernement vraiment national s'installait au pouvoir pour reprendre les traditions du Grand Roi. Les Réformés en particulier considéraient le rappel des anciens ministres d'Henri IV comme le gage d'un retour aux alliances protestantes garantes de leur sécurité. Ils furent bien vite déçus. En fait Luynes continua et accentua, au dedans comme au dehors, la politique de réaction catholique du gouvernement de la Régence. Il était donc fatal qu'il entrât en conflit avec eux. Le choc se produisit à propos des affaires de Béarn.

Ce petit pays n'était pas encore fondu dans l'unité nationale. Réuni en fait à la France depuis qu'Henri de Béarn était devenu Henri IV, il n'en conservait pas moins sa constitution particulière, et défendait jalousement son indépendance. La situation religieuse y était inverse de ce qu'elle était dans le reste du royaume. Les Protestants y avaient la majorité et entendaient imposer aux Catholiques un régime d'exception, contre-partie de celui que subissaient les Réformés en France. Jeanne d'Albret avait même purement et simplement supprimé le culte catholique et confisqué tous les biens ecclésiastiques au profit des Eglises protestantes (1569). Un article de l'Édit de Nantes (l'article 3) prescrivait le rétablissement de la messe dans tous les lieux où elle avait été célébrée précédemment et la restitution des biens religieux à leurs légitimes possesseurs ; mais cet article ne fut pas appliqué en Béarn ; du moins fut-il très mitigé par l'Edit de Fontainebleau (1599) qui n'accorda au catholicisme qu'une tolérance limitée à certains lieux, et un petit budget du culte pris sur la cassette royale. Les Assemblées du clergé de France ne cessaient de réclamer le droit commun pour la religion catholique en Béarn, et il faut avouer que les Protestants Béarnais fournissaient des arguments contre eux, en se faisant représenter à toutes les Assemblées politiques des Réformés français¹. Comment dès lors, n'auraient-ils pas été soumis aux mêmes lois ?

Ce fut un des premiers actes de Luynes de régler la question religieuse en Béarn à la satisfaction des Catholiques et de leur faire rendre, par l'arrêt royal

1. Depuis l'Assemblée de Saumur de 1611.

du 25 juin 1617, la liberté complète du culte et tous les biens d'Église. Les Protestants devaient être dédommagés sur les revenus du domaine royal. Solution équitable, mais que l'esprit de parti leur fit considérer comme une violation de leurs droits, devenus naturellement imprescriptibles. Les droits antérieurs des Catholiques, et leurs possessions de fait avant Jeanne d'Albret n'existaient plus, et avaient été définitivement annulés par les ordonnances de la Reine. L'Histoire recommençait là. Aussi les États de Béarn refusèrent-ils d'exécuter l'arrêt de restitution. Une Assemblée de cercle, convoquée à Orthez, fit appel à la solidarité des Églises de France, et se transforma bientôt en Assemblée générale (1618). Puis, pour agir sur l'opinion d'un point moins excentrique, elle se transporta au véritable poste de commandement du Parti, à la Rochelle (début de 1619). Mais là, contrairement à ce qu'on pouvait attendre, et sans doute grâce à l'intervention d'éléments plus pondérés, qui ne tenaient pas à se laisser entraîner dans une guerre, elle devait se montrer sage et modérée.

D'Aubigné se tint à l'écart de cette agitation. Une fois n'est pas coutume. Et d'ailleurs c'était maintenant la ligne de conduite qu'il avait adoptée, comme il en donnait l'assurance à Louis XIII, dans sa lettre de février 1617. Il avait une raison de plus de se tenir tranquille : des griefs contre son propre Parti, du moins contre les Rochellois, qui avaient fait preuve d'une singulière ingratitude après l'appui qu'il leur avait prêté dans leur querelle avec d'Epernon. Ne s'avisèrent-ils pas, quelques mois plus tard, de solliciter à la Cour « par homme expréz » le rasement du Dognon et de Maillezais « s'il se pouvoit » ? La réserve pour Maillezais se comprend : c'était une place de sûreté et elle ne pouvait être démantelée sans le consentement des Églises, tandis que le Dognon était la propriété particulière de d'Aubigné. Ce qui se comprend moins, c'est cette hostilité soudaine à l'égard d'un voisin qui avait pris fait et cause pour eux contre un plus puissant, au risque de s'exposer à des représailles, et en obérant davantage ses finances déjà malades par les levées supplémentaires de soldats qu'il avait été obligé de faire. Villeroy se gaussait du mauvais procédé dans une lettre qu'il écrivait à d'Aubigné, trois semaines avant sa mort (qui est du 12 novembre 1617) :

« Que diriez-vous de vos amis, pour lesquels vous avez perdu huit mille francs de pension, refusé augmentation de cinq mille, perdu encore la bonne grace

du Roy, et vous mesmes tant de fois? Ils nous demandent importunément qu'on vous rase vostre maison sur vos oreilles. Je ne change rien aux termes de vos amis; si c'estoit à vous à faire response à une telle demande, quelle seroit-elle? J'en demande vostre advis.

« La response fut : *Monsieur, s'il vous plaist que je sois vostre commis pour la response à la requeste des Rochellois, elle sera en ces termes : Soit fait comme il est requis aux despens de qui le requiert*¹. »

Sorte de défi lancé aux Rochellois : s'ils veulent détruire ses fortifications, qu'ils y viennent ! Nous avons peut-être là, dans la confiance qu'elles lui inspi- raient, l'explication de leur étrange démarche. Le voisinage de ces bonnes places les effrayait. Qu'arriverait-il si elles tombaient en d'autres mains ? Elles pourraient être une menace constante à leurs portes. Or, ils n'ignoraient pas que d'Aubigné avait des vellétés de s'en défaire, faute de ressources suffisantes ; il en avait déjà manifesté l'intention aux deux Assemblées (de Cercle et Générale)² qu'avait motivées le conflit avec d'Epernon³. De quoi demain serait-il fait ? A qui écherraient-elles ? Préoccupation et précaution égoïstes, car en attendant elles étaient utiles au Parti.

Durant l'année 1618, c'est avec la Cour que d'Aubigné en négocia la cession. A la suite de la requête des Rochellois, on désira en haut lieu être fixé sur leur valeur militaire. Vignolles, le même qui s'était entremis dans l'affaire d'Epernon, Bertrand de Vignolles de la Hyre, seigneur de Coulonges, fut chargé d'aller les inspecter. Il était en bons termes avec d'Aubigné « comme ayant esté nourry chez le Roy sous luy », c'est-à-dire ayant été page sous sa direction — les pages relevaient des écuyers. On se souvient qu'il était au nombre des dix prosélytes de du Perron, que d'Aubigné avait disputés à l'Évêque dans la fameuse conférence de mai 1600. Le rapport qu'il fit après son inspection était bien de nature à inquiéter le Gouvernement et à lui faire désirer de recouvrer ces places, dont il disait « que Maillezais cousteroit tousjours bien un bon siège royal, et le Dognon plus à estre assiégé que la Rochelle à estre prise. Voilà sur quoy, ajoute d'Aubigné, on

1. Cf. *Mémoires*, éd. Réaume, t. I, p. 94; et même tome, p. 363, lettre à M. de La Tour.

2. Assemblée de cercle du 16 novembre 1616, Assemblée générale du 15 avril 1617.

3. Cf. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 93-94).

despescha des Mestres de requestes pour traiter. M. de Montelon en eut la première charge¹, et au desfault de luy la Vacherie. Il feroit bon voir toutes les ruses par lesquelles ce traicté fut protelé [trainé en longueur] environ deux ans, sur la fin desquels le Duc d'Epemon, par le moyen du Marquis de Bresé, fit offrir jusques à deux cents mille francs contant². »

On a conservé quelques pièces de cette négociation retrouvées dans un manuscrit de la Bibliothèque Nationale, et que M. Réaume a publiées en appendice à la fin de son tome II³. Ce sont des lettres de d'Aubigné au secrétaire d'État Pontchartrain ou à ses agents; il y en a même une adressée directement au Roi. A la fin du dossier figure le *Mémoire* sur ses pensions que j'ai déjà cité⁴. On ne peut entrevoir dans ces documents, qui émanent tous de lui, les ruses de la Cour, dont il parle dans ses *Mémoires*, et qui n'étaient sans doute que des moyens dilatoires pour le lasser et l'amener à composition par son besoin d'argent. En revanche, ce qu'on y aperçoit clairement, c'est son état d'esprit à lui et ses arrière-pensées personnelles. Or l'impression qui s'en dégage, c'est que, tout en traitant pour la cession de ses places, il ne perdait pas l'espoir de les garder, en regagnant à la faveur de ces pourparlers la confiance du Roi, et en obtenant le rétablissement de ses pensions et le paiement de l'arriéré dû sur la solde de ses garnisons. Il ne cesse, en effet, de plaider sa cause, de rappeler ses services exceptionnels à Henri IV, de justifier ou d'excuser sa conduite sous la Régence et depuis. Qu'a-t-on à lui reprocher, sinon sa participation au soulèvement qui a abouti à la paix de Loudun ? Mais il était lié par son serment, et ce n'est pas de gaieté de cœur qu'il s'est « engagé à un misérable parti, bien qu'il le reconnût pour tel⁵ ». Après cela, il a observé une réserve dont on devrait lui savoir gré. Son malheur, c'est qu'on le juge toujours sur son ancienne réputation, qui est comme une tunique de Nessus : « J'en suis demouré là que l'extrême violence de ma jeunesse ne peut faire estimer qu'un autre aage

1. Cf. Réaume, t. I, p. 500, deux billets de d'Aubigné où l'on voit apparaître cette intervention de M. de Montelon; l'un lui est adressé.

2. *Mémoires*, éd. Réaume, t. I, p. 95.

3. P. 690 à 698.

4. Il contient un passage interpolé qui ferait croire qu'il a été rédigé après le combat des Ponts-de-Cé (août 1620). Mais il est daté de 1618, comme les lettres, et le décompte que fait d'Aubigné de l'arriéré qui lui est dû ne laisse pas de doutes que c'est bien la date exacte.

5. Cf. lettre à Pontchartrain du 23 août 1618. (Réaume, t. II, p. 690).

m'aye donné d'autres mœurs¹. » Ah ! si le Roi voulait faire l'épreuve de sa fidélité ! Il n'aurait pas de meilleur serviteur ni plus dévoué. Mais il faut « que Sa Majesté prene confiance de moy² ». S'il n'a pas ce bonheur, s'il ne peut rentrer en grâce auprès de son souverain, alors il préfère se retirer tout à fait et aller terminer ses jours à l'étranger « entre les plus fidèles voisins et serviteurs de la Couronne avecq lettre de faveur et un escu de pantion, afin d'estre plus obligé³ » à son devoir, et de pouvoir continuer à se dire gentilhomme ordinaire du Roi. Proposition émouvante de la part de ce grand vieillard, qui avait à son actif tant de glorieux mérites. Mais, sans doute, il la fait pour toucher le cœur du jeune Roi et il aurait été bien fâché qu'on le prit au mot.

Il semble qu'on ait songé un moment à le laisser à Maillezais — place de sûreté — mais en rasant le Dognon, pour donner une demi-satisfaction aux appréhensions des Rochellois. Il proteste contre cette idée, car le Roi se privera ainsi d'une excellente forteresse⁴ à laquelle l'art et la nature ont contribué, et ce n'est pas seulement son œuvre qu'il défend, mais son honneur, qui ne saurait s'accommoder d'un compromis où se marque une défiance persistante :

« Je vous assureray que si je ne puis obtenir entière confiance nécessaire à la bonne grâce de mon Roy, et que partant il ne luy plaise pas se servir de moy tout entier, il n'y a partie qui ne se traysne jusques aux piedz de l'autel pour sacrifier le tout à qui je doy tout⁵. »

On ne peut s'empêcher d'être ému en lisant cette correspondance. On y sent à chaque ligne combien d'Aubigné souffrait de sa disgrâce. Jamais, en somme, il ne s'est consolé, malgré son caractère d'opposant, d'être relégué loin du trône, après avoir vécu si longtemps dans l'intimité et pour ainsi dire au chevet d'Henri le Grand. Et cette constatation que nous sommes amenés à faire ici, pièces en mains,

1. Cf., lettre à Pontchartrain du 23 août 1618.

2. *Ibid.*, p. 691.

3. Même lettre du 23 août, t. II, p. 692. Rétrospectivement il revient sur cette offre avec des détails dans deux lettres écrites plus tard, de Suisse, au chancelier de Sillery (éd. Réaume, t. I, p. 202) et à M. de Loménie (I, p. 307).

4. « La meilleure de France » de l'avis d'un contemporain qui s'y connaissait, M. de Hautefontaine dans la lettre au Conseil de Genève du 22 juillet 1619, que j'ai déjà citée. (Cf. HEYER, *D'Aubigné à Genève*, p. 15).

5. Lettre à Pontchartrain du 15 septembre 1618 (Réaume, t. II, p. 694).

ouvre un jour sur le fond de son âme, qui le rend tout à fait sympathique. Dans ce traité qu'il débattait avec la Cour, il n'y avait pas qu'une question d'intérêt en jeu, son cœur était engagé dans l'affaire. Cet homme cuirassé, et qui semble fait seulement pour la lutte, avait en réalité autant besoin d'aimer et de se dévouer que de se battre, et, parce qu'il ne pouvait plus se dévouer à son Prince, comme il l'aurait voulu, il avait perdu une partie de sa raison d'être et de vivre.

Une autre cause de tristesse affligeait sa vieillesse, une plus grande cruauté du sort, car il avait là moins de responsabilité, c'est *la conduite de son fils Constant*, qui n'avait fait qu'empirer depuis son malheureux mariage. Il avait cependant essayé de lui faire une situation honorable en le nommant « capitaine de la ville et citadelle de Maillezais ». On le voit figurer sous ce titre, dès 1613, comme témoin au contrat de mariage de sa sœur Marie¹.

« En quoy j'ay péché, lui dira d'Aubigné plus tard, en vous donnant compagnee entretenuë sur l'estat du Roy, avant que porter hauts de chausses². »

Lorsque survint la seconde révolte du Prince de Condé, à laquelle les Protestants s'associèrent (1615-1616), il lui fit attribuer et lui recruta un régiment³ afin de flatter son amour-propre et de le retenir dans le Parti, car déjà il sentait sa fidélité chanceler. Mais rien n'avait prise sur ce caractère léger et sans boussole, « rien ne pouvait satisfaire à l'insolence d'un esprit perdu⁴ ». Aussi, à peine la paix de Loudun signée (mai 1616), Constant échappa à la contrainte paternelle pour aller chercher fortune à Paris et y faire valoir ses talents. Il était intelligent, cultivé, séduisant, aucun scrupule moral ne l'arrêtait; c'étaient de bonnes conditions pour réussir dans le monde, mais il aimait trop le plaisir et cela gâta tout :

« Il se jetta à la Cour, où il perdit au jeu vingt fois ce qu'il avoit vaillant : et à cela ne trouva remède que de renoncer sa religion⁵. »

Les Jésuites⁶ l'avaient persuadé que c'était le seul moyen de parvenir et

1. Cf. ci-dessus fin du § 1, p. 30.

2. Réaume, t. I, p. 297.

3. Cf. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 88 et 110).

4. *Ibid.*, p. 110.

5. *Ibid.*

6. Ou plutôt un Jésuite le P. Arnou, et un Feuillant, le P. Du May. D'Aubigné avec ces deux noms fait un jeu de mots inquiétant. Cf. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 110), lettre à Mlle de Rohan, t. I, p. 399, et un quatrain au t. IV, p. 347.

d'obtenir des faveurs. C'est sans doute en 1618 qu'il faut placer cette première trahison de Constant, car il y a une lettre de d'Aubigné — sans date, mais qui paraît bien contemporaine de ses négociations avec la Cour pour la remise de ses places — où il mentionne la douloureuse nouvelle sans vouloir encore y croire :

« J'ay veu, écrivait-il, des Courtisans gens de crédit, de qui j'ay appris les intentions de la Cour sur tels affaires que le mien : on ne m'offre point de perte de ce costé là, mais plus de commoditez qu'il n'en fault à un homme de mon aage, en quoy je cognois quelque chose des délibérations générales ; c'est à moy à en parler sobrement et me garder bien de convertir mes conjectures en nouvelles. J'en ay reçu une de la révolte [abjuration] de mon fils, qui est venuë de M. Duplessis à Marans : je ne le puis croire absolument ; quand il plaira à Dieu me donner ce coup de baston, la longue prévoyance a pris de long temps sa part à la douleur : sa famille ne pouvoit demeurer en celle de Dieu, ny telle puanteur parmy les encens de l'Église¹. »

Allusion aux désordres de son ménage, où la femme prenait les mêmes libertés que le mari. Et tout cela devait mal finir.

Constant avait-il vraiment et solennellement abjuré ? C'est très douteux et d'Aubigné reconnaît lui-même que les prétendus témoins de cette conversion sont suspects et récusables². On racontait qu'il avait fait ses Pâques entre les mains du Nonce, et « ouy » quantité des messes en la chapelle de Mme de Sourdis, sa maîtresse — des messes noires alors ? Que ne racontait-on pas ? Il aurait reçu un bref du Pape lui permettant néanmoins de « frecquanter les presches et participer à la Cène de la Religion prétendue Réformée³ ». Étrange dispense et singulière histoire. Ce qui est vraisemblable, c'est que Constant, incrédule, type déjà achevé du parfait libertin, affectait, avec une cynique forfanterie, d'assister indifféremment à la messe ou au prêche. Aussi put-il jurer ses grands dieux (il en avait de rechange, en effet) qu'il était calomnié, quand son père lui fit part des mauvais bruits qui couraient sur son compte et le somma de rentrer :

« Et là dessus vinct en Poictou pour empougner les places de son père, qui,

1. Ed. Réaume, t. I, p. 339-340.

2. Cf. éd. Réaume, t. I, p. 342.

3. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 110).

pour le mieux retirer, luy donna sa Lieutenance dans Maillezais; et luy s'estant retiré au Dognon luy en laissa l'entière administration¹. »

Auparavant Constant n'était que capitaine dans la garnison de Maillezais. Maintenant il faisait l'office de commandant de place et remplissait les fonctions de gouverneur en l'absence de son père. Il pouvait chanter : la pénitence est douce ! D'Aubigné ne s'était pas contenté d'ouvrir sa porte au fils prodigue — faut-il dire repentant ? — il lui avait remis les clefs de la maison. Tant d'indulgence étonne de sa part. Cet homme si énergique était-il un père faible ? Cela arrive. Mais non, je ne crois pas : il saura se montrer rigoureux et inflexible quand le moment sera venu. Mais tant qu'il gardait un espoir de ramener l'égaré dans le droit chemin, il ne voulait pas avoir à se reprocher de n'avoir pas tout fait pour cela. C'est une expérience qu'il tentait. En lui laissant toute l'autorité et toute la responsabilité à Maillezais, il pensait lui donner, ou lui rendre le sentiment de sa dignité et du devoir. Illusions paternelles ! — Peut-être, mais qui aurait le courage de lui jeter la pierre ? L'épreuve, hélas ! fut concluante. Constant n'usa de ses pouvoirs que pour le mal.

« Maillezais fut bien tost un berland, un bourdeau, et une boutique de faux monnoyeurs; et le galant se vante à la Cour qu'il n'avoit plus de soldats qui ne fussent pour luy contre son père. Lequel adverti de toutes ces choses par les Églises du pais, et plus particulièrement par une dame de la Cour, met des petars et quelques échelles dans un batteau, et arrivé dans les derrières de Maillezais, s'avance seul, travesti, pour gagner la porte de la citadelle : à quoy la sentinelle voulant faire refus, il luy sauta au colet avec un poignarg, se fit maistre et chassa ceux qu'il estimoit infidelles. Ce meschant deslogé se retire à Niort, à l'ombre du Baron de Navailles, révolté comme luy². »

En cette compagnie il ne s'améliora pas. C'est peu après son expulsion de Maillezais, à moins que ce ne soit un peu avant, mais la première hypothèse est plus probable, qu'il se rendit coupable d'un crime et tua sa femme (6 février 1619). Il est vrai qu'elle ne valait guère mieux que lui. Anne de Rohan parle de ce fait-

1. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 110).

2. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 110-111). Voir aussi même tome *Lettres d'affaires personnelles*, p. 341.

divers sur un ton léger, dans une lettre à la duchesse de La Trémouille, du 23 février 1619 :

« La belle-fille de M. d'Aubigny a fait un voyage dans l'autre monde par le moyen de son mary qui l'a tuée, l'ayant trouvée avec le fils d'un avocat qu'il tua de trente coups de poignard, et la femme de sept, après l'avoir fait prier Dieu. On dit qu'il est allé à Paris pour avoir sa grace ; mais avant, son père, avec qui il estoit fort mal, luy manda force bonnes paroles¹. »

De quelle nature ? Pas de réconfort, je suppose, mais des paroles bonnes par leur utilité ou leur intention morale. Il dut profiter de cette circonstance dramatique pour essayer de réveiller sa conscience et de lui faire faire un retour sur lui-même et sur toutes ses fautes. Attitude de père, si l'on veut, mais de justicier tout autant. C'est ainsi qu'il apparaît, à quelque temps de là, dans une entrevue que Constant avait sollicitée en présence d'un pasteur :

« Après lui avoir reproché la ruine de tant de pauvres familles qu'il a affrontées, le déshonneur de plusieurs, celui de la sienne mesme, *par le sang de laquelle* il a montré que les vanitez desgénèrent en cruautez et les erreurs en horreurs, aprez ces choses je lui fis trois questions, etc...². »

C'est un acte d'accusation en règle — et mérité — que d'Aubigné dresse contre son fils.

Cette entrevue ne pouvait aboutir à un rapprochement. Fondé sur quoi ? Quels gages d'amendement apportait le coupable ? La caution d'un pasteur n'était pas une garantie suffisante. Celui-ci n'avait pu refuser son assistance au pécheur repent, ou qui se disait tel. Mais le père savait la valeur de ces belles promesses et de ces protestations verbales ; elles ne lui coûtaient rien. Constant les renouvela par lettres, qui étaient jetées au feu sans être lues. Alors il fit écrire l'adresse par une main étrangère. A la faveur de cet incognito la lettre fut ouverte, et le père se décida à en prendre connaissance et à y répondre. Cette réponse figure dans le recueil des *Lettres personnelles*³, c'est la septième. Elle est dure, mais pathétique par la

1. Cité par l'annotateur de l'éd. Réaume, t. V, p. 240.

2. Ed. Réaume, t. I, *Lettres d'affaires personnelles*, p. 341. Voir aussi le rappel de cette entrevue dans une autre lettre p. 298 : « Le dernier propos que j'ay eu avec vous, qui est en présence d'un serviteur de Dieu, fut en ces termes... etc. ».

3. Cf. t. I de l'éd. Réaume, p. 296-299.

douleur qui se mêle à la véhémence des reproches, et qui les anime au moins autant que l'indignation. Il rappelle à son fils son excellente « nourriture plus digne du seigneur que du pauvre gentilhomme », son instruction par les meilleurs maîtres arrachés aux plus grandes maisons à force d'argent, puis les grades prématurés, les bontés sans cesse renouvelées jusqu'à son apostasie, — non pour lui reprocher tous ces bienfaits, il passerait sur l'ingratitude — mais ce qu'il ne peut admettre, c'est la dérision de tant de soins, et des principes moraux et religieux qu'il s'était efforcé de lui inculquer. Constant a renié tout cet enseignement familial en reniant le Dieu qu'on lui avait appris à prier : et, avec une gravité solennelle, le père lui déclare :

« N'espérez pas que je puisse toucher à la main qui sert les idoles et faict la guerre à Dieu, que la langue puante de blasphèmes me puisse accoiser de paroles, et que les genoux qui ont ployé devant les profanes autels me puissent fléchir en fléchissant devant moy¹. »

Cette contrition qu'affecte l'habile faconde de son fils n'est qu'une hypocrisie damnable s'il n'y a pas changement de vie. Aussi retient-il à peine « à la barrière de ses lèvres la sentence de malédiction ». Il l'arrête pour jeter finalement un cri paternel et terminer sur le souvenir de la mère, que Constant avait invoqué, mais qu'il retourne contre lui pour sa condamnation :

« Surimeau, tenez pour certain... qu'il n'y a règle médiocre en ma douleur ny en ma juste colère, quand le Diable a mis les ongles dans mes entrailles pour triompher du fils que Dieu m'avoit donné ! Et bien heureuse la mère tant aymée que vous alleguez, d'estre morte plus doucement que par les regrets de son parricide enfant. Enfin vous demandez que je vous ouvre pour vous jeter à mes pieds ; et je vous dis que ma porte ne vous peut recevoir, que vous n'ayez brizé ou franchy les portes d'Enfer². »

Constant ne brisa pas les portes d'Enfer. Cette conversion morale que son père lui demandait était au-dessus de ses forces. Il était bien capable de s'en donner l'air, mais c'est tout. Quand il vit qu'il ne réussirait pas à l'abuser, il cessa

1. Ed. Réaume, t. I, p. 297.

2. *Ibid.*, p. 298-299.

de jouer la comédie du repentir et se mit à conspirer contre lui pour surprendre ses places. Il est possible qu'il ait été d'accord avec la Cour pour cela. S'il arrivait à s'emparer de Maillezaïs ou du Dognon, cela rendrait le père plus accommodant pour l'indemnité qu'il en devait recevoir. En tout cas on laissa, à Paris, tomber les pourparlers qui se poursuivaient depuis des mois pour leur rachat. Alors d'Aubigné ne ferma plus l'oreille aux propositions qui lui venaient d'ailleurs. Les circonstances amenèrent d'Epernon, comme il le dit dans ses *Mémoires*, à lui faire une offre magnifique; allait-il se laisser tenter?

C'est au moment où celui-ci se faisait le chevalier servant de Marie de Médicis brouillée avec la Cour. Il pouvait croire qu'il allait avoir à soutenir une guerre pour elle. Les forteresses de d'Aubigné lui auraient été, dans ce cas, fort utiles pour faire échec au Roi.

Cette rupture de la mère et du fils était l'œuvre ou le fait de Luynes. Reléguée à Blois après la chute de Concini, humiliée, offensée de toutes les façons, elle avait fini par se révolter contre les mauvais procédés du nouveau favori, et s'était enfuie dans la nuit du 22 février 1619, pour rejoindre d'Epernon à Angoulême. Était-ce une nouvelle guerre civile qui s'allumait? En fait, ce ne fut qu'un feu de paille. Luynes bénéficiait encore de l'impopularité de Concini, et de la satisfaction générale que sa disparition avait causée. L'opposition n'avait pas eu le temps de se reformer contre lui, de s'organiser surtout, malgré les fautes ou les maladroites déjà commises. Personne, en dehors de d'Epernon, ne bougea en faveur de la Reine-mère. Même l'Assemblée protestante, qui siégeait alors à la Rochelle pour les affaires de Béarn, ne chercha pas à profiter des circonstances et montra, au contraire, comme je l'ai dit plus haut, des dispositions conciliantes¹. Elle se sépara le 22 avril, avec l'espoir d'un compromis dont les Églises de Béarn pourraient se contenter. Elle avait bien fait de ne pas spéculer sur un soulèvement sérieux, et de s'abstenir. Car le traité qui allait réconcilier — officiellement du moins, sinon sincèrement — la Reine-mère et son fils était proche (30 avril 1619) et l'Assemblée ne l'ignorait d'ailleurs pas, ce qui avait contribué à l'assagir.

C'est la veille (29 avril) que d'Aubigné avait conclu un *accord particulier*

1. Cf. ANQUEZ, *Assemblées politiques des Réformés*, p. 314-315.

avec Rohan pour la cession de son gouvernement de Maillezais et de son château fort du Dognon. Les négociations avec la Cour n'ayant pas abouti, ses pensions n'avaient pas été rétablies, on ne lui payait même pas la solde de ses garnisons; aussi ne pouvait-il plus suffire à ses dépenses, malgré l'impôt qu'il percevait sur les bateaux qui passaient à Maillezais, au pied du Dognon¹. Force lui était donc de se défaire d'une charge trop lourde pour ses épaules. D'Épernon lui proposa deux cent mille francs comptant pour ses places, une vraie fortune ! Mais il ne se laissa pas éblouir. Non pas tant, je crois, que l'excès même de l'offre lui ait fait « soubçonner la main d'où elle venait pour n'estre pas fidelle au service du Roy », ainsi qu'il l'écrivit à Pontchartrain le 29 avril en lui annonçant son accord avec Rohan² — ce n'est là qu'un prétexte honorable à l'usage du gouvernement royal — mais en réalité, la vraie raison de son refus, c'est qu'il voulait conserver ses places à son Parti et les remettre en mains sûres, s'il ne pouvait en demeurer lui-même le gardien. Et l'on voit que la raison était aussi honorable que le prétexte. Même dans ses pourparlers avec la Cour, c'est en faveur de Rohan qu'il prévoyait la démission de son gouvernement.

Et c'est ce qu'il réalisa de sa propre autorité (quitte à obtenir, après, la ratification royale, c'est l'objet de la lettre à Pontchartrain), par *la convention signée au Dognon, le 29 avril 1619*. Elle concerne seulement le gouvernement de Maillezais. Benjamin Fillon, qui possédait la pièce originale, l'a publiée parmi les *Documents pour servir à l'histoire du Bas-Poitou et de la Vendée*³. Les conditions de la vente du Dognon furent aussi arrêtées en principe ce jour-là, mais l'acte ne fut passé qu'un mois après, dans une nouvelle réunion qui eut lieu au village de Souil, près Fontenay, et à laquelle assistèrent, outre d'Aubigné et Rohan, d'autres personnages importants du Parti. Ce rassemblement a paru suspect à B. Fillon, et il ne doute pas qu'on y ait conspiré contre la sûreté de l'État, non pas seulement

1. Ce péage provoquait des réclamations. Cf. une lettre de d'Aubigné à la municipalité de Niort pour répondre à ses plaintes (éd. Réaume, t. I, p. 573). Il s'excuse d'avoir été obligé de rétablir un impôt qui existait « au temps des troubles », mais il n'avait pas d'autre moyen de « répondre au Roy de la place de Maillezais », c'est-à-dire d'entretenir ses soldats. Voilà dix-huit mois que la somme qui lui est allouée sur l'état des garnisons ne lui est pas payée.

2. Cf. éd. Réaume, t. I, p. 581-582.

3. A Fontenay-le-Comte chez Robuchon, 1847.

dans le secret de ce village, mais même autour de la table du festin qui, le lendemain à Fontenay-le-Comte, fut offert au duc de Rohan comme gouverneur de la province. Ce qui le confirme dans cette hypothèse — à moins que ce n'en soit la seule raison — c'est que d'Aubigné, en cédant ses places, aurait consenti à Rohan un prêt de 48.000 livres en or. Trésor de guerre évidemment ! Je me demande où d'Aubigné aurait trouvé pareille somme, et en or encore ! alors qu'il était si gêné. Il vendait par nécessité. En général, ce n'est pas le vendeur qui débourse, mais l'acquéreur. Et, en effet, quand on examine sans parti pris les conditions du marché dans les documents même publiés par B. Fillon, elles apparaissent fort innocentes, et d'ailleurs conformes en gros à ce que dit d'Aubigné dans ses *Mémoires*, à savoir « qu'il déposa ses places entre les mains de M. de Rohan pour cent mille [francs], moitié contant, *moitié à venir*¹ ». La moitié du paiement différée, le voilà le prêt suspect de 48.000 livres. C'est presque exactement la moitié. Comme il arrive fréquemment dans les ventes foncières, l'acquéreur ne pouvant verser tout le prix en une fois reconnaissait au vendeur une créance privilégiée pour ce qui restait dû. Cette créance productive d'intérêts à environ 6 0/0 (trois mille francs de rente) devait être amortie en trois ans. En fait Rohan y mettra un peu plus de temps².

Le renseignement succinct des *Mémoires* est donc exact, et confirmé par pièces authentiques que lui-même éclaire, mais il est incomplet. *Le prix de cent mille livres ne s'appliquait qu'à Maillezais. Pour le Dognon d'Aubigné était dédommagé autrement.* Rohan lui cédait de son côté une de ses propriétés de Bretagne.

L'acte d'échange que reproduit aussi B. Fillon me paraît être ce qu'il y a de plus intéressant dans son article, car il nous fournit des précisions sur le château du Dognon et toutes les dépendances et terres que d'Aubigné y avait peu à peu annexées. On constate qu'il n'avait pas cessé d'arrondir ce domaine — preuve, par parenthèse, qu'il n'était peut-être pas aussi dépourvu d'argent qu'il le dit. C'était sa création, sa dernière pensée, — surtout depuis qu'il avait eu l'idée de laisser

1. Ed. Réaume, t. I, p. 95.

2. D'après B. Fillon c'est en 1624, le 11 novembre que d'Aubigné fut remboursé, entre les mains d'un fondé de pouvoir, par Marguerite de Béthune, femme de Rohan. Cependant on voit par une lettre de d'Aubigné à M. de Villette du 21 juin 1626, que tout n'était pas encore terminé à ce moment. Cf. éd. Réaume, t. I, p. 566.

Maillezais à son fils. Aussi en avait-il fait quelque chose de tout à fait seigneurial.

Voici l'Acte d'échange :

Sachent tous, qu'en droict, en la cour du seel aux contractz, à Fontenay-le-Comte, pour le roy nostre sire, ont esté présens et personnellement establiz très hault et très puissant prince Henry, duc de Rohan, pair de France, prince de Léon, comte de Porhouet, seigneur de Blain, etc, conseiller du Roy en tous ses conseils, capitaine de cent hommes d'armes de ses ordonnances, gouverneur et commandant général pour S. M. du pays du hault et bas Poictou, Chastellerauldois et Loudunois, estant de présent en ce lieu de Souil, paroisse de St-Pierre-le-Vieil de Maillezay d'une part; et messire Théodore Agrippa d'Aubigné, chevalier, seigneur des Landes, demourant au chasteau de Maillezay, estant de présent au dict lieu de Souil d'autre part.

Entre lesquelles parties, de leur bon gré et vollonté, a été faict l'eschange et permutation de lieux qui ensuit : savoir est que ledict seigneur duc de Rohan a cédé, délaissé, transporté et promis garantis de tous troubles et empeschemens envers tous, audict sieur d'Aubigné et ès siens, audict titre d'eschange, à perpétuité pour lui et les siens, la terre et seigneurie du Port d'O, paroisse de Blain en Bretagne, et toutes ses appartenances et despendances, tout ainsi qu'audict jour en jouit ledict seigneur duc, sans rien en retrancher ne retenir, à tenir noblement à foy et hommage de ladicte terre et seigneurie de Blain.

Et en retour, rescompense et contre échange, ledict sieur d'Aubigné a aussi cédé, délaissé et transporté audict seigneur duc et ès siens, à perpétuité, la maison et forteresse du Doignon, avecq toutes ses appartenances et despendances de cour, jardin, préclotures, fossés, viviers et le moulin à vent, illecq pris hors le fossé, et les terres où il est basté; item certaines terres acquises par le Sr d'Aubigné des nommés Rocher, Jehan de Lisle et Grezais; item deux terres qui sont entre le Donjon et Millée, par le Srd'Aubigné acquises de Brenuzeau et Jehan Petit; item une autre terre acquise de Lucas Mingot et Dutin; item une aultre terre, acquise par ledict sieur, de Giraud et de Jehan Hardy, appelée Grimon, avecq le droit de passer au bourg de Doix; item les terres de Louet qui commencent en Rondouze, avecq celle qui fut à Fourneau, qu'il avoit acquises de Bonnet et de Peltereau; item l'isle de Millé, avecq la maison et jardin, terre labourable, bois et prairies : toutes les choses et domaines ci-dessus scis en la paroisse de Notre-Dame de Maillé, en l'isle de Maillezay; item la maison scise au bourg de Maillé, appartenant audict Sr d'Aubigné, avecq les appartenances de cour, jardin, granges, estables; le pré marais d'Andremont, avecq les terres et pescheries de Camon, scises en ladicte isle de Maillezay; et généralement tous les autres domaines et héri-

tages qui appartiennent audict Sr d'Aubigné en ladicte isle de Maillezay et les environs, sans rien en excepter ne retenir, dont ledict Sr duc de Rohan s'est contenté sans aultres plus particulières désignations et commentaires; déclarant ledict Sr d'Aubigné que lesdicts domaines sont un fief du Sr Evesque de Maillezay, et y subietz à certains cens et rentes foncières et féodaux que ledict Sr d'Aubigné n'a sceu pour le présent exprimer, et lesquels ledict Sr duc sera tenu doresnavant payer et acquiter; et ne sera ledict Sr d'Aubigné tenu d'auculnes garanties envers ledict seigneur duc de Rohan, si n'est de ses faits et coulpes, et assure que lesdicts lieux lui appartiennent et ne les avoir hypothéqués. Et ledict Sr a délivré et baillé audict seigneur duc tous les tiltres, contractz et aultres renseignements regardant lesdicts lieux..., etc. (suit l'élection de domicile et de juridiction en cas de contestations).

Faict et passé audict lieu de Souil, paroisse susdicte, en la maison de sire Anthoine Joubert, le vingt-cinquième jour de may mil six centz dix-neuf avant midy.

HENRI DE ROHAN
Charrien.

d'AUBIGNÉ.
Robert.

Il avait été entendu que d'Aubigné resterait à Maillezais comme lieutenant de Rohan, et que Hautefontaine serait mis au Dognon en même qualité, ce sieur de Hautefontaine dont l'installation à St-Jean-d'Angely en 1612 avait été, on se le rappelle, la cause d'un grave conflit entre Rohan et la Cour, et l'occasion de l'Assemblée de cercle de la Rochelle. C'était l'homme de confiance de Rohan, dont il avait été le gouverneur en son enfance, en même temps que de son frère Soubise. Il était né à Genève, d'une famille rouennaise, émigrée après la Saint-Barthélemy, et conservait des relations avec sa ville natale. Aussi appuya-t-il une requête que d'Aubigné adressa au Petit Conseil, en juillet 1619, pour obtenir des mémoires sur Genève qu'il comptait utiliser dans le 3^e tome de son *Histoire*, et c'est par l'intermédiaire de Hautefontaine qu'il les reçut. La correspondance échangée à ce propos¹ nous apprend que d'Aubigné continua à résider à Maillezais jusqu'à la fin de 1619, mais fut contraint à ce moment d'en partir. Nous lisons, en effet, dans la lettre de remerciements que Hautefontaine adressa aux Seigneurs du Conseil, le 8 décembre 1619, à la suite de leur envoi :

1. Lettre de d'Aubigné au Petit Conseil du 20 juillet 1619, lettre de Hautefontaine le 22, envoyée par même courrier; réponses du Conseil le 6 octobre en expédiant les mémoires demandés; lettre de remerciements de Hautefontaine du 8 décembre. Cf. HEYER, *D'Aubigné à Genève*, p. 13 à 20. Nous reviendrons sur cette correspondance à propos de l'*Histoire universelle*.

« Ce m'est beaucoup de regret qu'il quitte Maillezais pour se retirer à Saint-Jean d'Angely, et qu'ainsi nostre voisinage d'une lieue soit esloigné, et il fait paroistre s'en fascher autant que moy. Mais *ayant vendu le Dognon à Monseigneur le duc de Rohan*, comme je vous ay escrit ci-devant, *le gouvernement de Maillezais estoit compris au marché à la charge que le dit Sr d'Aubigné y demeureroit lieutenant de Monseigneur, ce que le Conseil n'a pas voulu ratifier*, ni expédier d'autres lettres¹ qu'à condition que le dit sieur d'Aubigné sortiroit, et que Monseigneur y mettroit qui il luy plairoit, pourveu que ce ne fust point moy. Ainsi Monsieur de la Cressonnière, fort brave gentilhomme, a esté nommé et prendra possession de Maillezais dans peu de jours...². »

Pendant les quelques mois où d'Aubigné se maintint à Maillezais après la cession, il eut à faire face à des attaques de son fils, qui organisait maintenant de vraies expéditions contre ses places. Constant avait, il est vrai, l'excuse qu'elles n'appartenaient plus à son père, mais celui-ci n'en était-il pas garant à l'acquéreur, absolument pour Maillezais dont il conservait la garde, et même un peu pour le Dognon au moins contre un attentat venant de son propre fils ? Il nous raconte dans ses *Mémoires* une de ces entreprises, et comment, malade et fiévreux, il lui fallut monter à cheval pour aller attendre la troupe de Constant à un carrefour de chemins, qui menaient soit au Dognon soit à Maillezais. Heureusement il fut bientôt relevé de sa faction par M. d'Ade son gendre, qui, informé, accourut au galop et le supplia d'aller se remettre au lit :

« Et luy, ayant pris la leçon du père, à deux heures de là trouva son beau frère marchant à l'entreprise du Dognon, deux fois plus fort que luy, le charge, et prend seize prisonniers mis entre les mains de Monsieur de Rohan, lors Gouverneur de la province, qui ne put jamais en obtenir justice³. »

Bien que d'Aubigné ne le spécifie pas, Constant fut au nombre des prisonniers. Son équipée est du 6 septembre 1619 ; nous le trouvons peu après incarcéré à la Rochelle⁴, et faisant solliciter son père par un intermédiaire, qui paraît être

1. De nomination pour Rohan.

2. HEYER, p. 19-20.

3. Cf. Réaume, t. I, p. 111.

4. A la Tour de la Chaîne. Rohan fit ouvrir une instruction judiciaire et réclamait un châtiment exemplaire. Mais « les gens du Roi » mirent tout en œuvre pour sauver le précieux prisonnier, ce qui

encore un pasteur comme la première fois. D'Aubigné répond par un réquisitoire sévère contre son fils, surtout contre son irrégion, et refuse d'intervenir en sa faveur, et de venir le voir, à moins qu'il ne soit résolu à des aveux complets :

« Je vous supplie de dire à M. le Maire (duquel nous n'oyons que des louanges extraordinaires) que le fait du Dognon n'est qu'un jeu au prix des autres projects qui sont maintenant estouffez, parce que Dieu a rompu leur premier dessein, que si Surimeau veust déposer en mon sein les vrayes particularitéz de ce qu'il a escrit, et qu'il sait bien que je say, quelque incommode que je soye, je me feray porter à la Rochelle pour le bien de la ville à qui j'ay tout voué¹. »

Absorbé par ses soucis personnels, d'Aubigné n'eut pas de part aux actes de l'*Assemblée de Loudun* (25 septembre 1619-18 avril 1620) ni à ses démêlés avec la Cour. Cette Assemblée fut une réédition de celle de Saumur (1611) par le renouvellement des mêmes difficultés sur les mêmes questions de procédure, qui impliquaient des questions de principe. Avertie par ce précédent, elle aurait dû cependant s'attendre à la résistance qu'elle rencontra, d'autant plus forte avec un Roi majeur. Elle avait été autorisée pour le remplacement des Députés généraux, et elle prétendait comme sa devancière les élire directement, au lieu de proposer une liste de candidats; elle voulait en outre différer l'élection jusqu'à ce qu'elle eût obtenu des réponses satisfaisantes à ses Cahiers de requêtes.

Or, la règle adoptée par le gouvernement royal depuis l'Édit de Nantes, qui, rappelons-nous-le, interdisait les assemblées politiques, était de ne les tolérer qu'espacées et courtes, et par conséquent de ne pas accepter de débat avec elles sur leurs Cahiers. En réalité on leur faisait toujours connaître officieusement, avant leur séparation, ce qui était accordé sur les points principaux. Mais le détail des réponses n'était communiqué qu'ultérieurement aux Députés généraux, et c'est par leur intermédiaire aussi que les Églises pouvaient, après cela, présenter leurs observations ou remontrances. Il y avait d'autant moins de chances pour que Louis XIII

prouve la complicité de la Cour. L'affaire fut déferée au Prévôt royal de la maréchaussée en Poitou, puis au Présidial d'Angers, où Constant fut conduit. Finalement, à la veille du jugement, elle fut évoquée par le Parlement de Paris. Il ne sortit de prison qu'en juillet 1620 — sans condamnation. Rohan indigné écrivit une lettre de protestation. Cf. *France protestante*, 2^e édition, notice de H. Bordier sur les d'Aubigné, t. I, p. 518-519.

1. Ed. Réaume, t. I, p. 343.

se départit cette fois de ces règles que, parmi les demandes essentielles de l'Assemblée, certaines concernaient les Églises de Béarn, et qu'il n'admettait pas son intervention dans cette affaire.

Il refusa donc de recevoir et d'examiner à part un Avant-Cahier, puis un Cahier subsidiaire, enfin le Cahier dit général mais qui ne l'était pas encore. Autant de sollicitations à une discussion où l'Assemblée voulait l'engager, car elle revint à la charge par cinq députations successives auprès de lui. On ne sait ce qu'il faut le plus admirer ou de cet entêtement digne d'une meilleure cause, ou de la patience du Roi, qui ne se décida qu'après plusieurs mois (fin février) à user du moyen que sa mère avait employé pour faire céder l'Assemblée de Saumur, c'est-à-dire à inviter la minorité à désigner les candidats pour la Députation générale, si la majorité continuait son obstruction. Ce moyen réussit du reste comme la première fois, et l'Assemblée s'inclina, après avoir reçu, il est vrai, des promesses et des assurances. Ce qu'il y avait de plus certain et de plus important était une nouvelle concession des places de sûreté pour cinq ans, à compter du 1^{er} janvier 1620. Mais le litige de Béarn restait ouvert, et le Roi avait simplement déclaré qu'il entendrait avant sept mois les représentations des députés de Béarn sur l'Édit de restitution des biens ecclésiastiques. Cela ne signifiait pas qu'il leur donnerait satisfaction. Là était le point noir pour l'avenir, d'autant que l'Assemblée avait eu l'imprudence, avant de se séparer, de voter une résolution qui risquait d'entraîner le Parti dans une voie dangereuse — et illégale. — Elle convenait, en effet, de se rassembler à nouveau (les mêmes députés ou leurs remplaçants) sur la convocation de la province de la Rochelle, et sans attendre une autorisation, si toutes les promesses n'avaient pas été exécutées dans le délai de six mois. Mais il serait toujours facile d'invoquer des manquements de détail, et en fait cette résolution cachait une arrière-pensée, qui était de demeurer constamment en alerte pour soutenir la résistance des Églises de Béarn en cas de besoin. Solidarité honorable sans doute, mais dont l'annonce ou la menace, si elle ne réussissait pas à intimider le gouvernement royal, pouvait au contraire précipiter son action et mener tout droit à la guerre.

§ IV. — Les circonstances de la publication des *Tragiques* (1616) et de l'*Histoire Universelle* (1619-1620). — La prise d'armes de la Reine-mère et de la noblesse contre Luynes : la débâcle des Ponts-de-Cé (7 août 1620). — L'armée royale envahit le Poitou : d'Aubigné s'enfuit à Genève.

Les seuls rapports qu'eut d'Aubigné avec l'Assemblée de Loudun, ce fut à propos de la condamnation de son *Histoire universelle* à Paris.

Le 9 mars 1620 il écrivait à « Messieurs de l'Assemblée de Loudun » :

« Ayant seu la sentence du Chastelet contre mon livre, j'en fis savoir ce que dicta mon premier déplaisir à Messieurs les Secrétaires de vostre saincte Assemblée : j'apris par leur response que je devois en écrire à vostre Corps... »

C'est ce qu'il fait, mais pour retirer en somme la requête qu'impliquait sa première démarche, et mettre la compagnie à l'aise en lui laissant entendre, d'une façon un peu alambiquée, qu'il comprendra très bien qu'elle s'abstienne d'intervenir en sa faveur, si elle ne voit pas dans cette affaire un intérêt général, mais un cas particulier ¹.

Elle ne dut pas être fâchée de n'avoir pas à s'en occuper, elle avait assez de ses difficultés avec la Cour qui étaient dans la phase aiguë ².

Il ne sera pas inutile de tirer au clair cette question de la publication de l'*Histoire universelle* et de sa condamnation, car il y a des points obscurs ou douteux : les trois volumes ont-ils paru séparément aux dates qu'il portent : 1616, 1618 et 1620 ? La condamnation intervint-elle au cours de la publication, ou à la fin, après le troisième tome ? Même sur le lieu d'impression tout le monde n'est pas d'accord, malgré l'indication qu'on trouve sur chacun des trois volumes : « A Maillé, par Jean Moussat, imprimeur ordinaire du dit sieur. » Il semble tout naturel de supposer qu'il s'agit de Maillé proche du Dognon, et où d'Aubigné avait un péage ; certains cependant ont situé ce Maillé ailleurs. Voyons si l'on peut résoudre ces petits problèmes.

M. Legouez, dans sa Notice bibliographique de l'édition Réaume, paraît croire

1. Ed. Réaume, t. I, p. 371-372.

2. Cf. ANQUEZ, *Assemblées politiques des Réformés*, p. 323-324.

que les deux premiers volumes « imprimés à Maillé (Saint-Jean-d'Angely) » parurent successivement à la date marquée sur la première page, 1616 et 1618. Quant au troisième, d'Aubigné, dit-il, « s'étant vu refuser le privilège, le fit néanmoins paraître à la fin de 1619; mais une sentence du Lieutenant civil, en date du 2 janvier 1620, le suspendit immédiatement, et l'œuvre tout entière fut condamnée à être brûlée à Paris par la main du bourreau, en l'Université, devant le Collège Royal ¹ ».

Voilà qui est net. Les trois volumes auraient été publiés séparément, la condamnation serait tombée sur l'ensemble de l'œuvre déjà tout entière éditée. Mais relevons de suite une erreur : il y a impossibilité à ce que le premier volume, daté de 1616, ait paru cette année-là; car c'est seulement la date du commencement de l'impression. Il porte, en effet, à la fin, après les tables, la mention : « Achevé d'imprimer le dernier jour de mars MDCXVIII ».

D'autre part, sur quoi se fonde M. Legouez pour traduire Maillé par Saint-Jean-d'Angely, malgré l'éloignement des deux villes ? Ou veut-il dire qu'il y eut deux lieux successifs d'impression, Maillé d'abord, puis Saint-Jean ? Cela serait plus juste, mais il faudrait le dire clairement. On lit, en effet, dans les *Mémoires*, qu'après avoir vendu ses places à Rohan, d'Aubigné « fit sa retraite à Saint-Jean-d'Angeli, où s'estant meublé il acheva l'impression de ses *Histoires*, tout à ses despens, tint à grand honneur de les voir condamnées et brûlées au Collège Royal à Paris ² ».

Mais il a bien soin de préciser, on le voit, que l'impression fut seulement terminée là. Nous avons vu, en effet, qu'il ne quitta définitivement Maillezais pour aller s'installer à Saint-Jean-d'Angely qu'en décembre 1619, peut-être même au mois de janvier suivant³. Les deux premiers tomes au moins étaient déjà imprimés. Quant au troisième, s'il avait paru à la fin de 1619, comme le suppose Legouez, lui aussi aurait été complètement imprimé à Maillé. Mais, en fait, il porte la date de 1620, ce qui s'accorde avec le renseignement donné par d'Aubigné sur le lieu

1. Cf. Ed. Réaume, t. V, p. 203.

2. Ed. Réaume, t. I, p. 95.

3. Cf. lettre de Hautefontaine au Petit Conseil de Genève, datée du 8 décembre 1619. Cf. HEYER, *D'Aubigné à Genève*, p. 19-20.

final de l'impression. Pourquoi l'hypothèse arbitraire de M. Legouez qu'il aurait été antidaté? C'est qu'autrement ce ne serait pas ce troisième volume qui serait visé par la sentence du Châtelet — puisqu'elle fut rendue dès le 2 janvier 1620. Or, la Préface mise en tête de ce tome ¹ proteste contre le refus d'un privilège par « Messieurs du Conseil ». Il semble donc à première vue assez naturel de penser que d'Aubigné passa outre, et que c'est ce qui détermina la condamnation.

Ce n'est pas ainsi que M. Rocheblave se représente les choses, et voici sa version : « [D'Aubigné] prit son parti d'imprimer chez lui dans sa maison de Maillé, en quelque sorte clandestinement. Le premier volume porte la date de 1616. Le second, paru avec le premier en 1618, se vit refuser le privilège. Tous deux furent brûlés dans la cour du Collège Royal, en exécution de la sentence du Châtelet, en 1620, l'année où parut le troisième et dernier ². »

Trois points à retenir : l'impression de l'*Histoire* se serait faite clandestinement dans la maison même de d'Aubigné, à Maillé ; les deux premiers volumes auraient paru *ensemble* en 1618, sans privilège, et c'est eux qui auraient été frappés par la condamnation du 2 janvier 1620, et non le troisième tome. Et, en effet, cela semble évident, si la date qu'il porte n'est pas fausse. Mais d'autre part on est un peu étonné, si les deux premiers ont été publiés en 1618, qu'il ait fallu tant de temps à l'appareil judiciaire pour se mettre en mouvement contre un ouvrage estimé dangereux ? La police risquait d'arriver, comme les carabiniers d'opérette, pour saisir une édition déjà épuisée.

Quant au lieu d'impression, qu'était-ce que cette maison de d'Aubigné à Maillé ? Nous la connaissons ; elle figure parmi les propriétés annexes du Dognon, dans l'acte d'échange de ce domaine cédé à Rohan. Rappelons l'article qui la concerne : « item la maison scise au bourg de Maillé, appartenant audiet sieur d'Aubigné, avecq les appartenances de cour, jardin, granges, estables ³ ». Mais est-ce bien là qu'il avait monté son imprimerie, avec du matériel acheté à la Rochelle, ainsi que

1. Cf. *Histoire universelle*, éd. Ruble, t. VII, p. 1 et sq. Il y a très peu de variantes pour cette Préface entre l'édition princeps et celle de 1626 reproduite par Ruble.

2. SAMUEL ROCHEBLAVE, *Agrippa d'Aubigné*, dans la petite collection des Grands Ecrivains français, chez Hachette, 1910, p. 113.

3. Cf. ci-dessus même chapitre, § 3, p. 66.

le précise Charles Read dans son édition des *Tragiques* ¹ ? B. Fillon qui a publié l'acte d'échange, et qui connaît donc mieux que personne l'existence de la maison de Maillé, suppose que les presses se trouvaient dans le fort même du Dognon. Au contraire, M. Henri Clouzot, une autorité en la matière, les mettrait plutôt à Maillezais, dans les dépendances du château ². Mais voici que la *Revue de Saintonge et d'Aunis*, qui ne doit plus non plus manquer de compétence régionale, transporte Maillé à Saint-Jean-d'Angely, ou presque, et rejoint ainsi l'opinion de Legouez ³. Il s'agirait non pas du Maillé qui est l'avant-port de Maillezais sur la Sèvre, mais du château de Maillé, situé près de Saint-Jean (commune de Coivert), et qui appartenait à un ami de d'Aubigné, Louis Richard, seigneur de la Garde aux Valets-Malicorne et Maillé. Ce qui aurait décidé d'Aubigné à installer là son imprimerie, c'est la proximité avec Saint-Jean d'où il pouvait surveiller le travail. L'argument vaut pour l'époque où il fut retiré à Saint-Jean, après avoir quitté Maillezais ; mais avant ?

Maintenant que nous avons indiqué les principaux points controversés, les questions qui se posent, nous allons essayer de les élucider. Je crois qu'on peut arriver à une certitude.

Reprenons les choses d'un peu plus haut.

L'*Histoire* était à peu près terminée dès 1612, d'après une déclaration de d'Aubigné au secrétaire d'État, M. de Seaux ⁴. Mais il lui manquait des renseignements sur l'Orient, et ce fut une cause de retard pour l'impression. D'autre part il n'avait recueilli qu'une moisson insuffisante dans les archives privées des familles protestantes dont les pères avaient joué un rôle, et il espérait toujours qu'en insistant, il finirait par vaincre leur indifférence ou leur peur de se compromettre aux yeux du pouvoir catholique ⁵. Tout cela explique dans une certaine mesure qu'il ait

1. Au t. II, p. 226 (Notes bibliographiques) dans l'édition en 2 vol. in-18 de la Librairie des Bibliophiles réimprimée par Flammarion, s. d.

2. Cf. *Notes de Benjamin Fillon pour servir à l'histoire de l'imprimerie en Bas-Poitou*, publiées par HENRI CLOUZOT, Niort, 1895, brochure de 66 pages. A la p. 53 l'*Imprimerie à Maillé* (de la p. 53 à la p. 64). Jean Moussat serait venu de Niort avec ses presses par la Sèvre Niortaise. C'était, en effet, un imprimeur niortais, et il figure dans un autre opuscule de M. Clouzot : *Notes pour servir à l'histoire de l'imprimerie à Niort, et dans les Deux-Sèvres*, Niort 1891, III-163 p. (Sur Jean Moussat, p. 40 et 59).

3. Cf. numéro de la *Revue* du 1^{er} mars 1891, p. 119.

4. Voir mon chapitre XI, § 2, à la page 179 du 2^e volume.

5. Cf. même chapitre, même paragraphe, p. 180-181.

attendu longtemps avant de commencer l'impression. Mais la raison principale, la vraie, c'est qu'il ne jugeait pas les circonstances favorables sous la Régence pour la publication de son *Histoire*. Dans la situation incertaine où se trouvait le Parti après la mort d'Henri IV, ce n'était guère le moment de ranimer, avec le souvenir des guerres de Religion, des passions mal éteintes et des polémiques rétrospectives. Il avait beau se féliciter d'observer dans tout le cours de son récit une constante modération¹, il ne pouvait se flatter de l'espoir qu'elle serait appréciée par les Catholiques.

Les *Tragiques* aussi demeuraient inédits depuis bien plus longtemps, et si le manuscrit ne dormait pas sous la poussière, au fond d'un coffre ou d'une armoire comme il le prétend, du moins il le gardait par devers lui. Lui-même reconnaît que les violences de ce poème risquaient de choquer maintenant presque autant les *Prudents* de son Parti que ses adversaires de l'Eglise romaine². Il ne fallut rien de moins que l'excitation de la guerre du Prince de Condé, à laquelle il participa, et son indignation contre le traité de Loudun (mai 1616), pour le décider à lancer ses vers vengeurs, évocateurs des temps héroïques, comme un défi ou un soufflet, à la face des ennemis du Protestantisme, et même de ses pâles défenseurs dégénérés.

Cette première édition des *Tragiques* fut forcément anonyme pour éviter des difficultés avec la Justice. D'où le subterfuge imaginé dans l'*Avis aux Lecteurs* d'un « larcin de Prométhée » fait par l'imprimeur, qui aurait dérobé le manuscrit de l'auteur. Cette ruse ne pouvait lui garder l'incognito, car bien des gens avaient lu naguère des feuillets ou des parties de son poème. Mais elle permit au gouvernement royal de ne pas l'inquiéter, ce qu'on estima sans doute préférable au lendemain de la paix.

Dans le titre de cette édition princeps, l'anonymat porte un masque énigmatique, à savoir quatre initiales majuscules qui ont longtemps intrigué les lecteurs, et dont M. Read a ingénieusement déchiffré la signification³ :

1. Voir notamment la lettre à M. Goulart ministre à Genève (1616) dont je citerai plus loin un passage (éd. Réaume, t. I, p. 472), la lettre à M. de Seaux de 1618 (celle où il dit qu'il a terminé depuis 6 ans, t. I, p. 470), la lettre à M. de Loménie, un collègue de M. de Seaux, du même moment (t. I, p. 466), enfin plus tard la lettre au P. Fulgence de Venise (t. I, p. 311).

2. Cf. l'*Avis de l'Imprimeur aux lecteurs* en tête des *Tragiques* (Réaume, t. IV, p. 3 et sq.).

3. Cf. l'*Avant-Propos* de son édition des *Tragiques*, librairie des Bibliophiles, édit. in-18, t. I, p. ix-x.

« *Les Tragiques donnez au public par le larcin de Prométhée. Au Désert par L.B.D.D. — MDCXVI.* »

C'est-à-dire par le Bouc du Désert, surnom que lui avait valu, nous nous le rappelons, aux Assemblées qui négocièrent l'Edit de Nantes, son attitude intransigeante, la Cour le rendant responsable de l'esprit d'opposition des députés, et le chargeant, comme le bouc de l'Ecriture, de tous les péchés d'Israël¹.

Quant au lieu d'impression indiqué par la même image, « Au Désert », c'est évidemment sa résidence, l'isolement de sa disgrâce, et il n'est pas douteux que cette édition des *Tragiques* fut préparée chez lui, comme son *Histoire universelle*, qu'il commençait à imprimer en 1616, donc également à Maillé.

Et nous voici revenus après un détour à l'une des questions que nous avons laissées en suspens : que veut dire exactement la mention qui figure sur les tomes de l'*Histoire* : « Imprimé à Maille ». Où était son imprimerie ?

Il y a un texte décisif. C'est bien dans sa maison de Maillé, sur la Sèvre, au pied du Dognon que ses presses étaient installées, et que travaillait son imprimeur ordinaire, Jean Moussat. Et ce texte éclaire bien d'autres points, comme nous allons voir. C'est la lettre que le sieur de Hautefontaine écrivit, le 22 juillet 1619, au Petit Conseil de Genève pour appuyer une requête de d'Aubigné, qui demandait à la Seigneurie de bien vouloir lui faire parvenir des mémoires sur les « actions publiques » de la ville « depuis l'an mil cinq cens octante et cinq jusques à la fin du siècle passé », c'est-à-dire pour la période qu'embrasse son troisième tome, « et s'il vous plaist, promptement, disait-il, ce qui touche les cinq premières années, pour ce que je suis pressé par mon imprimeur² ».

En transmettant cette requête, datée du 20, voici comment s'exprimait le sieur de Hautefontaine. Je ne donne que le début de sa lettre qui seul nous importe ici :

« Messseigneurs, le zèle que j'ay à vostre service passe de vostre seureté à vostre reputation, et me faict désirer que Monsieur d'Aubigné (duquel la vertu est admīree mesme par ses ennemis) mette dans son *Histoire universelle* ce que vous jugerés

1. Cf. *Mémoires*, éd. Réaume, t. I, p. 71.

2. Cf. HEYER, d'Aubigné à Genève, p. 13.

à propos pour le bien de vostre République. *J'en ay leu les deux premiers volumes par sa particulière faveur, pour ce que les ayant faict imprimer à grands frais dans sa maison de Maillé, il ne les veut pas laisser aller que par la vente d'une bonne partie de ses exemplaires, qui se fera bientôt.* Il commence par la naissance du feu roy en 1553, et ce qui reste prest à mettre sous la presse commence à 1585 et va jusques à 1600, intervalle qui comprend tant de belles choses passées en votre estat, que je juge fort à propos que vous lui envoyiez des mémoires, et le priez de les employer en un si bel œuvre ¹. »

J'ai souligné le passage le plus important. Personne n'était mieux placé que le sieur de Hautefontaine pour être renseigné et nous renseigner sur l'état des travaux de d'Aubigné à cette époque, et sur ses intentions. Représentant de Rohan au Dognon, quand d'Aubigné l'eut cédé, il était son voisin tant que celui-ci demeura à Maillezais, et il devait avoir avec lui des relations fréquentes et presque quotidiennes ². Nous pouvons donc nous en rapporter à son témoignage. Ce qu'il nous apprend c'est qu'en juillet 1619 les deux premiers volumes, quoiqu'imprimés, n'étaient pas encore sortis. Seuls quelques rares initiés avaient été admis à en prendre connaissance. Et M. Rocheblave fait donc erreur en plaçant leur publication en 1618. Mais elle dut suivre de près la lettre de Hautefontaine, on voit qu'il l'annonce comme prochaine ; et puis il fallut le temps à l'opinion publique de s'émouvoir, et à la Justice de se mettre en branle pour que la condamnation pût intervenir le 2 janvier 1620. Car ce sont bien les deux premiers volumes qui sont visés par la sentence du Châtelet, ainsi que je vais le prouver. Sur ce point M. Rocheblave a tout à fait raison.

Ce qui a trompé Legouez, c'est que d'Aubigné lui-même crée une équivoque

1. Cf. HEYER, *Ibid.*, p. 14. Le Petit Conseil, très flatté de la demande, s'empessa d'y satisfaire, et envoya à d'Aubigné des mémoires pour la période indiquée. Il y ajouta une relation imprimée de l'*Escalade* « *Vray discours de la miraculeuse délivrance envoyée de Dieu à la ville de Genève le 12^e jour de décembre 1602* » (tentative manquée du Duc de Savoie pour s'emparer de la ville par surprise, dans la nuit du 11 au 12 décembre), en exprimant l'espoir qu'il pourrait l'utiliser malgré le terme de 1600 qu'il s'était assigné (cf. dans HEYER, p. 17 et sq. les réponses du Petit Conseil à d'Aubigné et à Hautefontaine, datées du 6 octobre 1619). Effectivement d'Aubigné, pour faire honneur à Genève, prolongea son *Histoire* jusque-là, et il a raconté l'Escalade dans un des derniers chapitres de son troisième tome (cf. éd. Ruble, t. IX, p. 373 et sq.). Il composa aussi un *Hymne en vers sur la merveilleuse délivrance de Genève* (cf. éd. Réaume, t. III, p. 309).

2. Cf. ci-dessus, même chapitre, mon § 3 p. 67-68.

dans la *Préface de la 3^e partie*, et donne à croire que les deux premières avaient pu paraître sans rencontrer d'opposition :

« En vous donnant mon troisieme tome, il me semble, judicieux lecteurs, que vous faites deus demandes : l'une pourquoi j'ai demeuré un an sans faire travailler ; l'autre comment, ayant publié les deux premières parties, la troisieme est refusée d'un privilège par Messieurs du Conseil ¹. »

Et il répond à ces deux questions.

Sans doute il ne dit pas expressément que les deux premiers volumes avaient paru avec privilège, mais n'est ce pas le laisser entendre que de se plaindre du refus seulement pour le troisième ? Là est l'équivoque. Heureusement d'autres textes de d'Aubigné permettent de la dissiper, et nous révèlent qu'il avait longtemps sollicité en vain un privilège pour les deux premières parties, et que c'est faute de pouvoir l'obtenir qu'il se décida, en désespoir de cause, à s'en passer, et à publier à ses risques et périls.

Dès 1616, dans la lettre « à M. Goulard, ministre à Genève » (pasteur), où il le mettait au courant de ses « petits labeurs » comme il dit modestement, il se plaignait avec amertume de l'interdit qu'on prétendait jeter sur son œuvre historique, malgré l'effort méritoire d'impartialité qu'il avait fait ; et il se préoccupait de transporter l'impression à l'étranger au cas où on aurait voulu l'inquiéter et l'empêcher de continuer :

« J'ay donc deux choses à vous requérir sans aultre conjurations que vostre bonté esprouvée : la première est d'un mémoire exprez des merveilleux succez que Dieu a donné à vostre ville et ez environs, entre mes pièces les plus rares ² ; à l'autre demande il y a plus de difficulté : c'est qu'ayant esté refusé d'un privilège par la hayne seule de ma personne, quoyque je sois moins violent à descrire les iniquitez de nos eunemis que n'ont esté les Papistes historiens, quoyque je ne me présente point juge en aucun endroit, et que pour eschantillon de ma modestie ³

1. Ed. Ruble, t. VII, p. 1.

2. On voit qu'il n'avait pas attendu le 3^e tome pour essayer de se procurer des mémoires genevois. Mais cette première recherche, par l'intermédiaire d'amis particuliers, lui rapporta un maigre butin. C'est pourquoi il préféra ensuite s'adresser à Dieu qu'à ses Saints, c'est-à-dire directement au Petit Conseil. (Cf. ce qu'il dit de ses tentatives antérieures dans sa Requête du 20 juillet 1619, HEYER, *op. cit.*, p. 13.)

3. C'est-à-dire modération.

j'ay décrit la Sainet-Barthelemi sans avoir usé du mot de cruauté, ils disent que je fais parler les choses, et que je me sers des livrets qu'ils ont escrits (les uns contre les autres) pour descouvrir leur honte par eux-mesmes. Et là-dessus me vouloyent asservir à prendre les corrections de M. du Vair. Je ne l'ay pas récusé pour sa doctrine, mais pour avoir estimé que la teste qui peut attendre un chapeau ne peut entendre au bonnet de ma liberté. En un mot ils n'ont pas trouvé en moy un homme à menacer, mais qui aymeroit mieux se mettre au feu que son livre. Je vous requiers recours et conseil, au cas qu'il me falust envoyer mon imprimeur et son correcteur achever hors de France, que vous veilliez me marquer un logis, où à la requeste des Jésuites on ne puisse envoyer quérir mon équipage. Je ne mets point mon coussinet sur vostre ville trop nécessaire et trop liée d'affaires pour porter cette envie, seulement je vous prie jeter vos yeux sur vos voisins, et voir quelle caution vous m'y pourriez donner. Le Prince d'Anhalt m'a faict l'honneur de m'offrir ses portes, mais je voudrois bien n'envoyer point mon trésor si loin ¹. »

Cette lettre n'est pas seulement datée par son millésime — qui aurait pu être mal lu ou mal reproduit — elle l'est encore par la mention de l'apparition toute récente de ses *Tragiques* ². Il ne saurait donc subsister aucun doute. Ainsi, à peine d'Aubigné avait-il commencé l'impression de son *Histoire*, que déjà il avait fait des démarches à Paris pour l'obtention d'un privilège. Quoi qu'en dise M. Rocheblave, il ne cachait pas le travail qui s'exécutait chez lui puisqu'au contraire il chercha à le faire autoriser. Il n'admettait pas, en effet, l'idée d'une édition plus ou moins clandestine comme celle des *Tragiques*. L'*Histoire universelle* était maintenant pour lui sa grande œuvre — il la mettait fort au-dessus des *Tragiques* — œuvre lentement édifiée et fièrement dédiée à la Postérité. Sur le fronton du monument achevé il voulait pouvoir écrire le nom de l'architecte. Mais c'était livrer sa tête aux foudres royales s'il n'avait pas reçu permission de faire cette publication, qui touchait à tant d'intérêts politiques. Aussi s'obstina-t-il à la demander, en essayant de présenter son livre sous un jour innocent.

1. Ed. Réaume, t. I, p. 475-476.

2. *Ibid.*, p. 473.

On ne s'étonne pas qu'il ait été rebuté en 1616. A ce moment il n'était pas en odeur de sainteté à la Cour, et il avait été assez maltraité, nous l'avons vu, à la paix de Loudun. Son refus d'accepter le contrôle du chancelier du Vair n'arrangeait ni n'avancait les choses. Mais son imprimerie fut-elle vraiment menacée d'une descente de police ? Je l'ignore. En tout cas une éclaircie sembla se produire en 1618.

C'est l'année où il négociait avec le gouvernement royal pour la remise de Maillezais et la vente du Dognon. On avait quelque intérêt à le ménager. On lui faisait espérer le rétablissement de ses pensions. Il jugea l'occasion bonne pour reparler de l'autre affaire qui lui tenait à cœur, et, pendant qu'il correspondait avec Pontchartrain au sujet de ses places, il s'adressait à deux autres secrétaires d'Etat, MM. de Loménie et de Seaux, pour tâcher de les intéresser à la publication de son *Histoire*. J'ai déjà noté qu'il leur écrivit au cours de l'impression du second volume pour leur demander des mémoires sur l'Orient ¹. Mais ce n'était là qu'une entrée en matière, et il en venait vite à la question du privilège qu'on lui refusait par prévention, sans vouloir vérifier si son livre méritait d'être ainsi mis à l'index. Comme dans la lettre à M. Goulart, il affirme qu'il s'est imposé une réserve digne d'un véritable historien, et qu'il a gardé dans tout son récit une parfaite « aequanimité » :

« On a voulu penser que j'ignorasse le devoir de l'Histoire, et que je ne me pusse chastier des violences et libertez où les jeunes ans et la fureur des vers m'ont emporté autrefois. Ce n'est pas que j'aye rien à excuser en mes premiers escripts, mais un autre temps demandant d'autres meurs, et autre dessein autre stile, je me dois montrer pareil à cela ². »

Remarquons en passant cet aveu — sinon désaveu — des exagérations des *Tragiques*. Il réclamait donc des examinateurs impartiaux, persuadé qu'ils lui rendraient justice, et que le Roi lui-même, s'il pouvait le lire, applaudirait à son dessein qui ne tendait qu'à la glorification d'Henri IV.

Car c'est le sens général qu'il donnait maintenant à son *Histoire*, le forçant

1. Cf. éd. Réaume, t. I, p. 466, et 470 et mon chapitre XI, § 2, p. 179 (et note 3) du 2^e volume.

2. Ed. Réaume, t. I, p. 467.

peut-être un peu, je ne dis pas le faussant, pour les besoins de la cause. *La Préface du premier tome* est caractéristique à cet égard ¹. C'est une apothéose d'Henri IV. Comme il a été l'inspirateur de l'œuvre, l'ayant commandée, il en devient le centre et le sujet essentiel. Il est vrai que d'Aubigné met sur lui le signe céleste. S'il est si grand et si sa destinée est merveilleuse, c'est que Dieu l'a conduit par la main.

Mais quand d'Aubigné s'adresse à des coreligionnaires, il découvre l'autre objet de son *Histoire* et l'intention première, qui au fond n'avait pas changé, et qui y resta prédominante, je veux dire la défense et l'apologie de la Cause protestante. Dans le même temps où il rédigeait sa *Préface*, il écrivait au pasteur Goulart ces lignes que j'ai déjà relevées dans un précédent chapitre ² : « Il est bien besoin que la postérité sache de nos nouvelles par nous-mêmes » — c'est sa mission à lui — « enfin on [en] saura par un enfant de la maison, tesmoin par les yeux de toutes les choses plus notables, et admis au Conseil des plus secrettes ³ ».

Les deux objets à vrai dire ne s'opposent pas, puisque toute la première moitié de la carrière d'Henri IV se confond avec l'histoire du Parti huguenot. Mais précisément Louis XIII ni son entourage ne tenaient à ce qu'on rappelât le passé protestant du Grand Roi. D'Aubigné faisait donc fausse route en essayant d'intéresser sa piété filiale au monument qu'il avait élevé à la gloire du Protecteur de la Cause. Louis XIII repoussait cet hommage et ces « trop véritables louanges » comme plus compromettantes qu'utiles pour la mémoire de son père. D'Aubigné aurait pu le prévoir. Il n'en éprouva pas moins une déception amère, qui se traduit éloquentement dans la *Préface au troisième tome*. Il rend les Jésuites responsables de cet état d'esprit du jeune Roi — et il faut bien le dire, de la plupart des Catholiques :

« Voici ce qui les blesse : c'est la perpétuelle justice et faveur du ciel, qui paroist aux gestes pleins de merveilles d'Henri le Grand, soit en la querelle des Valois ou des Lorrains. soit en celle de la religion. En nul de ces poincts je n'ai

1. Cf. *Histoire universelle*, éd. Ruble, t. I, p. 8 à 16, toute la 2^e partie de la Préface.

2. Cf. ci-dessus mon chapitre XI, § 2, p. 169 du second volume.

3. Ed. Réaume, t. I, p. 475-475 dans la même lettre de 1616 où il proteste contre le refus du privilège.

peu, ni deu, ni voulu devenir lasche et infidelle par circonspections ; car, si je laissois tomber indiscrettement ¹ le grand roi que Dieu m'avoit donné pour maistre, et qui, pour la présente action, a confié son honneur entre mes mains, si, dis-je, je le laissois tomber en réputation de tyran, quel supplice n'auroye-je mérité ? Or seroit-il tyran et parricide de sa patrie s'il avoit fait verser tant de sang pour causes légères ou honteuses, et qui ne doivent esclatter par l'univers ; et nostre roi régnant à présent auroit à cacher son extraction. Au contraire, l'Europe n'a rien de si splendide ; il est du plus haut tige du monde ; son berceau s'est joué dans les triomphes honorables pour causes justes qui cerchent la lumière et la vérité ². »

Sans doute ce passage aurait été modifié — ou supprimé — avec bien d'autres, si d'Aubigné avait dû se soumettre à un contrôle pour gagner le privilège. C'est pourquoi il ne faut pas regretter que les négociations qu'il avait engagées à ce sujet, ou que des amis dévoués conduisaient pour lui à Paris, n'aient pas abouti. Au début de 1619 il put croire à la réussite. Des commissaires avaient été désignés pour aller examiner son livre, ils s'étaient mis en route ; mais quand ils eurent passé la Loire, ils tombèrent au milieu des mouvements de troupes provoqués par le coup de tête de la Reine-Mère qui s'était enfuie de Blois (nuit du 22 au 23 février) pour venir se mettre sous la protection du duc d'Épernon à Angoulême. Effrayés, ils rebroussèrent chemin ; et bien que cette agitation ait été vite calmée par le traité d'Angoulême (30 avril 1619) ils ne revinrent pas. Ainsi s'évanouit l'espoir que d'Aubigné avait eu un instant de faire paraître son *Histoire* avec privilège, c'est-à-dire sous le sceau d'une approbation officielle. Il dit un mot, dans sa *Préface au troisième tome*, de cette mésaventure ³ ; mais on trouve surtout des détails rétrospectifs dans une lettre écrite plus tard, de Suisse, au chancelier de Sillery, lorsque d'Aubigné songeait à rééditer son *Histoire*, et voulait tâter le terrain pour savoir si cette fois il aurait des chances d'obtenir le visa royal, en acceptant de faire des corrections. C'est ainsi qu'il est amené, pour s'excuser d'avoir publié la première édition sans autorisation, à rappeler les circonstances atténuantes — qui l'y avaient en quelque sorte obligé :

1. « Discrettement » dans l'édition de 1620, ce qui paraît préférable.

2. Ed. Ruble, t. VII, p. 4 et 5.

3. Cf. Ed. Ruble, t. VII, p. 2-3.

« Il m'est arrivé en mon séjour des champs d'avoir, par le commandement du grand Roy que j'ay servy, escrit l'*Histoire*, de laquelle il est le principal personnage, et moy fidelle tesmoing, et de prez. Le fardeau de ceste entreprise a redoublé sur la fin de mon labeur, pour la peine qu'il y a, en ne servant que la vérité, à se garder des haynes fraisches et des intérêts encores en fleur : et puis il m'a esté trop difficile, de l'acul de mon village¹, pouvoir bien discerner toutes les circonspections de la Cour. Ce fut pourquoy ayant demandé des Commissaires, j'acceptay volontiers M. d'Aire, depuis Évêque de Nantes, et M. d'Aillé pour correcteurs aux choses de leur cognoissance. Ce fut lors des mouvements de la Royne, que les deus, s'estans acheminez vers l'isle Bouchard, prindrent frayeur des troupes qui s'amassoient [et] m'envoyèrent leurs excuses par un Carme dechaussé, nommé Tiragueau, lequel aussy avoit mesnagé cest affaire dès le commencement. Mes imprimeurs que j'avois faict venir de loin avec grand'despanse, le papier, les presses aprestées, et plus que tout cela la conscience trez assurée de n'avoir point franchy les barrières du devoir, me firent achever mon ouvrage, aussy tost attaqué à la sollicitation des Jésuites, et condamné par la brieve sentence du Lieutenant civil². »

Évidemment si les commissaires avaient pu venir jusqu'à lui, c'est surtout sur le troisième tome que se serait exercée leur censure, puisque seul il était encore en manuscrit, alors que les deux autres étaient déjà imprimés. Mais ils n'étaient pas encore sortis (nous le savons par la lettre de Hautefontaine au Petit Conseil de Genève en juillet suivant) ; il est donc bien certain que ces messieurs les auraient aussi regardés. C'est même vraisemblablement en prévision de leur visite que d'Aubigné les avait retenus si longtemps. Après leur voyage manqué, il n'avait plus les mêmes raisons d'attendre indéfiniment, et ils durent paraître dans le second semestre de 1619³. C'est leur publication qui provoqua la sentence du Châtelet du

1. Il y a dans le texte imprimé « de l'acul de mon visage » ce qui n'a pas de sens. D'Aubigné veut dire : « de la retraite, de l'éloignement de mon village... ».

2. Ed. Réaume, t. I, p. 201.

3. Et assez tard dans ce semestre, puisque le 20 janvier 1620 Jean Besly, l'avocat du Roi à Fontenay-le-Comte, les expédiait à son correspondant littéraire, Pierre du Puy, comme une nouveauté toute récente. Voici sa lettre d'envoi, datée de ce jour, et qu'a publiée M. HENRI CLOUZOT dans ses *Notes de B. Fillon pour servir à l'histoire de l'imprimerie en Bas-Poitou*, déjà mentionnées : « Vous aurez par ce messenger l'*Histoire* du sieur d'Aubigné, si longtemps et si impatiemment attendue, mais assez tost publiée pourvu qu'elle responde à l'espérance qu'on en avoit conceüe. Vous verrez en la préface de quelle sorte

2 janvier 1620 ; le synchronisme des deux faits ne permet pas d'en douter ; et au surplus la date du 3^e tome (1620) est trop tardive pour qu'il ait pu être impliqué dans cette condamnation, encore moins en être la cause déterminante. A y regarder de près nous allons d'ailleurs trouver dans *le texte même de l'arrêt* une indication qui confirme notre conclusion. Le voici :

« Sur la plainte à nous faicte par le Procureur du Roi qu'il se vend de nouveau un livre intitulé *l'Histoire universelle* du sieur d'Aubigné dédiée à la postérité, imprimée à Maillé par Jean Moussat soy disant imprimeur dudit Daubigné, 1616, remplie de plusieurs impostures et calomnies contre l'honneur des Rois, Reines, Princes et autres personnes qualifiées, requérant estre sur ce pourveu : nous, faisans droit sur ladite plainte, après que ledit livre a esté veu, lu et examiné en la Chambre du Conseil et ouy sur ce le Procureur du Roi en ses conclusions, avons par délibération dudit Conseil déclaré ledit livre meschant, pernicieux, et remply d'abominables et calomnieuses impostures contre l'honneur deub à la mémoire des deffunts Rois, Reines, Princes et aulres qui ont tenu les premières charges du Royaume. Et comme tel sera bruslé en la place et devant le Collège Royal en l'Université de Paris par l'exécuteur de la haute justice; deffenses à toute personne d'avoir ledit livre, vendre ny l'achepter à peine de 400 livres parisis d'amende, et de punition exemplaire; enjoint à tous libraires et imprimeurs qui ont des exemplaires dudit livre les apporter dans 3 jours au greffe de la Cour de céans pour estre supprimés; et qu'à cet effet, à la diligence du Procureur du Roi, la présente sentence sera signifiée aux syndics des libraires et imprimeurs de cette ville de Paris, qui seront tenus de leur notifier, à ce qu'ils n'en prétendent cause d'ignorance, sur les peines que dessus; et que ledit Daubigné autheur dudit livre et ledit Moussat imprimeur seront pris au corps et amenez ez prison du Chastelet pour répondre aux conclusions dudit Procureur du Roy; seront adjournez à trois briefts jours, et criez à son de trompe.

Rapporté et exécuté le jedy 2^e jour de janvier 1620.

MUSNIER ¹.

Remarquons le titre de l'ouvrage condamné : « un livre intitulé l'Histoire Universelle du Sr d'Aubigné, dédiée à la postérité, imprimée à Maillé par Jean Moussat, soy-disant-imprimeur du dit Daubigné, 1616 ».

et de quel esprit il juge M. le président de Thou. *A chacun son putit sent bon. Il fait travailler sur le troisième tome, et ay appris qu'il ne souffrira pas aisément d'être relié avec les deux premiers ».*

1. Bibliothèque Nationale ms. Dupuy vol. 658 (Lettres et mémoires depuis le Roi François I^{er} jusques au Roi Louis XIII), f^o 240, année 1620.

C'est le titre exact du tome I qui, achevé d'imprimer seulement le 31 mars 1618, l'année même de l'impression du second, n'a pas dû pour les raisons exposées ci-dessus paraître avant lui. Comme ils étaient ensemble, on a pris le titre du 1^{er} volume. Le second était intitulé *Les Histoires du Sr d'Aubigné*. Le troisième revient au titre du 1^{er} : *Histoire universelle du Sr d'Aubigné*, mais ne porte pas plus que le second la mention « *dédiée à la postérité* ». Au reste si le titre avait été relevé sur lui, il n'y aurait pas la date de 1616. Donc les deux premiers volumes ont été certainement visés par la sentence du Châtelet, et dès lors, il n'est pas besoin, pour l'expliquer, de donner un coup de pouce à la chronologie comme le fait M. Legouez, et de substituer la date de 1619 à celle de 1620 qui figure sur le 3^e tome, afin d'en faire l'objet de la condamnation. Je ne veux pas dire bien entendu que celui-ci aurait trouvé grâce davantage devant les juges, s'il leur avait été soumis.

Leur arrêt est d'une sévérité excessive. L'*Histoire universelle* ne méritait pas d'être traitée comme un pamphlet. Elle ne l'est pas dans les intentions de son auteur, elle ne l'est pas en fait. D'Aubigné, en signalant lui même, dans la lettre au secrétaire d'État Loménie que nous avons citée plus haut, la différence de ton et d'inspiration qu'elle offre avec *les Tragiques*, fournit les éléments ou les considérants d'un jugement équitable qui résulterait de la comparaison des deux œuvres. Ce n'est pas le lieu d'instituer ici cette comparaison. Mais ceci dit contre la sentence, nous devons ajouter que la conjonction des deux publications dans la même période leur donnait à toutes deux la même signification claire. Elles devaient apparaître, au moment où elles se produisaient, ce qu'elles étaient réellement, des manifestes du vieil esprit huguenot contre la réaction catholique, et des stimulants pour la résistance protestante. Il n'est pas impossible qu'en proposant à ses coreligionnaires l'exemple de l'héroïsme de leurs pères, et en le faisant revivre sous leurs yeux, dans son poème comme dans son récit historique, d'Aubigné ait contribué pour beaucoup à leur rendre des dispositions belliqueuses et à les rejeter dans la guerre civile à propos des affaires de Béarn. S'il s'est senti quelque responsabilité elle aura pu lui peser d'autant plus qu'il n'aura pas la consolation de prendre part à la lutte avec eux. Il aura été obligé de fuir de France avant.

Lorsque l'Assemblée de Loudun, cédant à une sorte d'ultimatum du Roi, se soumit et se sépara (18 avril 1620) on était à la veille d'un *soulèvement des Grands*

contre Luynes. C'est sans doute pourquoi celui-ci, qui le prévoyait, avait hâte de disperser le foyer d'incendie que pouvait être, dans les circonstances présentes, une assemblée protestante. L'âme de la rébellion était la Reine-mère, son ennemie mortelle, et cette fois elle n'avait pas pour alliés que le duc d'Épernon, comme l'année précédente. Presque toute la haute noblesse prenait parti contre le favori, dont l'ambition insatiable et la tyrannie hautaine avaient fini par tourner tout le monde contre lui. S'il était moins aventurier que Concini, il avait la même avidité de parvenu. Ses frères, sa famille, et les quelques compagnons qu'il avait attachés à sa fortune, s'étaient jetés comme une bande affamée sur les places et sur les honneurs. Il n'en restait plus pour ceux qui n'étaient pas de « la faveur » comme dit d'Aubigné. On comprend leur irritation qui, chez les Grands, n'était pas faite seulement de jalousie, mais de dignité blessée.

Le mouvement avait une ampleur qui en faisait, en apparence, quelque chose de très sérieux. Plusieurs armées nombreuses avaient été mises sur pied, mais il y avait trop de chefs et par conséquent trop de rivalités pour qu'il y eût beaucoup de cohésion dans les desseins et dans les opérations. Le *Parti protestant*, dans l'attente des promesses faites à l'Assemblée de Loudun, *eut la sagesse de ne pas se mêler à cette révolte* où il ne voyait que querelles de Cour. *Seul Rohan, se laissa entraîner avec son frère Soubise* — par rancune contre Luynes, qui l'avait obligé à se démettre de son gouvernement du Poitou. *Il tint conseil à Saint-Maixent avec quelques amis, dont d'Aubigné*, sous prétexte de décider s'il se devait engager dans cette guerre. En réalité sa résolution était prise, et la délibération porta sur un plan grandiose, qui consistait à marcher sur Paris avec toutes les forces réunies de la coalition, 60.000 hommes ! D'Aubigné, consulté par Rohan sur les moyens et les chances de réussite, parce qu'il avait l'expérience de deux premiers sièges de Paris, sous Henri III et Henri IV, lui remontra ce qu'il y avait de chimérique dans ce projet, avec un ramas de troupes aussi disparates, et le pria « de regarder à la confusion qui dissiperait ce grand party dès son entrée ¹ ».

Il était bon prophète. Peu après, c'était la débacle des Ponts-de-Cé (7 août 1620).

1. Ed. Réaume, *Mémoires*, t. I, p. 96. Voir aussi dans *Faeneste* (liv. IV, chap. II, éd. Réaume, t. II, p. 562) une peinture caricaturale de cette armée et de sa déroute.

Et c'est le moment qu'il choisit, lui, pour rejoindre Rohan, par fidélité chevaleresque, alors que la partie était déjà perdue. Mais c'est qu'en le quittant, à Saint-Maixent, il lui avait dit : « *Je vous ay protesté n'estre point du parti de la Royne, mais je seray du party de Rohan à vostre extrémité, et vous me trouverez bien à propos*¹ ».

Et il tint parole. Au premier appel il accourut. Il est vrai que les circonstances l'y forcèrent presque. Saint-Jean-d'Angély, où il résidait, s'était mutiné contre les officiers de Rohan à la nouvelle de la défaite des Ponts-de-Cé et les avait chassés. Lui-même, compromis par son amitié avec le Duc, dut se sauver². Le plus simple était de courir même fortune, puisqu'en s'abstenant le résultat était le même.

« Aubigné trouva les deux frères, et la Nouë avec eux, avec deux régiments qui faisoient quinze ou seize cents hommes et quelque cent chevaux en tout. Tout cela n'ayant où se retirer que Saint-Maixent et s'acheminant vers le Bas Poitou, sans avoir lieu préparé pour résister deux jours, il prit par la main ces desvoyez et leur tourna la teste à un desseing assuré, que luy qui s'estoit avancé, exécutoit la nuit, dont le soir auparavant arriva la paix faicte avec la Royne mère, et ceux de son party qui s'en voudroyent servir³. »

C'était le traité d'Angers (10 août 1620).

Je ne sais si d'Aubigné aurait bien voulu s'en servir, mais il lui eût été sans doute difficile de se réclamer d'un parti auquel il avait refusé d'adhérer. Ce qui est sûr c'est qu'il fut traité en factieux et en proscrit dès que l'armée Royale eut franchi la Loire et envahi le Poitou. Louis XIII, exploitant sa facile victoire, se portait rapidement vers le Midi pour aller régler sur place, et d'autorité, l'irritante question de Béarn. Les villes protestantes de l'Ouest étaient prêtes à lui ouvrir leurs portes, et à renier toute complicité avec les rebelles. D'Aubigné ne savait où se réfugier. Un mandat d'arrêt avait été lancé contre lui. Même les maisons de ses amis ou de ses enfants n'osaient l'héberger, et tremblaient de l'avoir couché une nuit⁴. Il ne vit plus qu'une chance de salut, c'est de s'échapper et de gagner la Suisse, où il s'était déjà préparé la possibilité d'un asile. Les Registres du Petit

1. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 96).

2. *Ibid.*, et même tome, p. 208. Lettre écrite de Suisse à Mme de Rohan en 1621.

3. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 96-97).

4. Cf. lettre à Mme de Rohan, déjà citée, Réaume, t. I, p. 208.

Conseil de Genève nous apprennent, en effet, que, dès le mois de juin, le pasteur Goulart avait pressenti de sa part la Seigneurie sur l'accueil qui lui serait fait au cas où il viendrait se retirer dans la ville, en y apportant « tous ses moyens ». On lui avait répondu qu'il serait le très bien venu et reçu honorablement¹.

Il partit donc de nuit avec douze ou quinze hommes bien montés et bien armés, et « usant de la bonne science qu'il avoit des chemins » il réussit à passer au travers des corps de garde de trois régiments, sans répondre au « qui vive ? ». Le lendemain il poursuivit sa route sans encombre, et sortit enfin des quartiers de l'armée royale². Harambure l'accompagnait en cette première journée³, Harambure le fidèle compagnon de sa jeunesse, à qui il avait fait perdre malheureusement un œil dans l'attaque nocturne de Niort (nuit du 27 au 28 décembre 1588)⁴, et qui s'en était revanché en lui sauvant la vie à la chaussée d'Aumale (5 février 1592)⁵. Quand il le crut tiré du danger il s'en retourna, mais d'Aubigné n'était pas au bout de ses peines ni de ses alertes.

Tout son voyage fut une odyssee mouvementée. Son signalement avait été envoyé partout, notamment au passage des rivières. Le marquis de Cypières, chargé de l'arrêter, le suivait de près, avec son portrait pour aider à la reconnaissance. Il manqua d'être trahi plusieurs fois par ses guides ; il fut toujours sauvé par des chances inespérées ou des complicités spontanées de coreligionnaires. Grâce à eux, une sorte de protection invisible et mystérieuse l'enveloppait et le conduisait. C'est ainsi qu'il franchit 140 lieues, et traversa la France par Châteauroux, Bourges, la Côte-d'Or, où le pasteur de Saint-Léonard le détourna un moment de sa route pour le rendre témoin d'un miracle au village de Conforgien ; de là il passa par Mâcon, puis le pays de Gex où une dernière aventure faillit le faire échouer au port ; il s'en tira encore, et le 1^{er} septembre 1620 il arrivait enfin à Genève, pour y « prendre le chevet de sa vieillesse et de sa mort⁶ ».

1. Cf. HEYER, *D'Aubigné à Genève*, p. 20.

2. Cf. Réaume, t. I, p. 97, 209 et 353.

3. Voir la lettre de remerciements que d'Aubigné lui adressa de Suisse (Réaume, t. I, p. 362).

4. Cf. *Histoire universelle*, t. VIII, p. 6 et *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 65).

5. Cf. *Histoire*, t. VIII, p. 260-261 et *Mémoires*, t. I, p. 67.

6. Cf. le récit des *Mémoires* sur toute cette odyssee, Réaume, t. I, p. 97-98 et quelques détails complémentaires dans la lettre à Mme de Rohan, déjà signalée (Réaume, t. I, p. 209).

CHAPITRE XIV

§ 1^{er}. — L'établissement de d'Aubigné à Genève et les services qu'il rend à la Cause, pendant que se déroule en France la guerre civile de 1621-1622. — Deux Lettres-pamphlets contre Luynes, l'une adressée au Roi, l'autre aux Princes et Grands du Royaume. — Le Traité sur les Guerres civiles. — Le Traité sur le Devoir mutuel des Rois et des sujets.

Il y fut reçu, dit-il « avec plus de courtoisie et d'honneur que n'en charchoit un réfugié ». On lui prodigua, en effet, toutes les marques d'estime : place de choix au temple, ordinairement réservée aux Princes et Ambassadeurs ¹, festin public « auquel la Seigneurie entière et quelques estrangers furent conviés. A ce festin y eut de fort grands maspans (massepains), portant les armoiries du nouveau venu ». On lui fit voir « tous les magasins et secrets », passer en revue la milice. Et bientôt on fera appel à son expérience militaire pour parfaire les moyens de défense de la ville ².

Il fut d'abord l'hôte des sieurs de Pellissari et de Tournes. Son fils naturel Nathan, qui l'avait suivi à Genève, s'éprit de Claire de Pellissari, et l'épousera en 1621 (6 juillet) ³.

1. Cette distinction provoqua même des jalousies, et un conflit de préséance avec le comte allemand de Hanault : cf. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 106), et HEYER, *Notice sur d'Aubigné à Genève* (1870) p. 29. (L'incident fut porté devant le Petit Conseil le 28 juin 1623.)

2. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 98-99).

3. D'Aubigné lui constituera une dot de 14.000 florins. Cf. HEYER, p. 55 et note 1.

Il loua ensuite une maison appartenant au syndic Jean Sarrasin (elle lui venait de sa seconde femme)¹. D'Aubigné se retrouvait en pays de connaissance dans cette famille Sarrasin. Son propriétaire était le petit-fils du Sarrasin chez qui il avait été mis en pension à Genève dans son enfance. L'aïeul était mort, mais sa fille Louise qui avait contribué à donner à Agrippa le goût du grec par émulation et reproches agissant sur un jeune cœur amoureux², vivait encore, vénérable grand-mère entourée d'une nombreuse postérité. D'Aubigné pouvait remuer avec elle la cendre des souvenirs.

La Seigneurie ne voulut même pas le laisser régler le prix de son loyer. Elle le prit à sa charge³. Et de même elle lui facilita l'acquisition d'une maison de campagne. Quand elle sut qu'il avait envie d'acheter *le château du Crest* (près du village de Jussy, à 10 km. de Genève) elle engagea l'ancien syndic Jean Favre, qui avait aussi des vues sur ce domaine, à y renoncer⁴. D'Aubigné en devint propriétaire pour la somme de 40.000 florins, par contrat du 12 janvier 1621⁵. Il fut dispensé d'acquitter les droits du fisc sur cette mutation⁶, et dans la suite on l'exempta de l'impôt sur la vente de ses vins⁷.

Pendant que d'Aubigné trouvait à Genève ce havre de grâce et s'y refaisait un abri sûr, la tempête secouait les Églises de France et de Béarn. On peut se douter de l'anxiété avec laquelle il suivait de loin les événements. Pour la première fois il était condamné à rester simple spectateur des épreuves de ses frères. Malgré ses griefs contre les Rochellois ingrats, ou son mépris pour les défaillances trop nombreuses dans le Parti, ce dut lui être une vraie torture morale de ne pouvoir soutenir le bon combat avec ceux qui restaient fidèles à la Cause. Du moins s'efforça-t-il de les servir à distance dans la mesure où il le pouvait. Il eut même un instant

1. Cette maison était située rue du Vieux-Collège. La Princesse de Portugal, sœur de Maurice de Nassau, l'achètera en 1626, voir *Mémoires*, Réaume, t. I, p. 99 et HEYER, *Notice* p. 34.

2. Voir sur elle le joli passage de la *Lettre à ses filles touchant les femmes doctes de ce siècle*. Ed. Réaume, t. I, p. 448-449.

3. Délibération du Petit Conseil en date du 6 mars 1622. Cf. HEYER, *Notice*, p. 21 et note 2.

4. Séance du 20 décembre 1620, cf. HEYER, p. 21 et note 1.

5. Ce contrat figurait dans les papiers inventoriés après son décès (1^{re} partie de l'Inventaire n° 19 aux Archives de Genève, Hôtel de Ville, mai 1630, D 254). Le florin pouvait valoir à cette époque à Genève environ 1 fr. 50.

6. Délibération du 22 juin 1621. Cf. HEYER, p. 21, note 3.

7. *Ibid.*, p. 22, note 1.

— nous le verrons — l'idée de rentrer en France. Si cette velléité ne fut pas suivie d'effet, ce ne fut pas sa faute.

La conséquence de la défaite des Princes aux Ponts-de-Cé (7 août 1620) ce fut l'*expédition de Béarn*. Louis XIII ayant la route libre devant lui, voulait en finir avec la résistance de ce petit pays qui frondait l'autorité royale, dans la pensée qu'elle était trop loin pour pouvoir jamais s'appesantir sur lui. Même quand le Roi était déjà à Bordeaux, les États de Béarn et le Conseil souverain refusaient encore d'enregistrer l'Édit de restitution des biens ecclésiastiques. « Il faut aller à eux » dit-il à Luynes ; et il se mit en route pour le Béarn le 10 octobre. Trois jours après, à son arrivée à Grenade, la première ville du pays, on lui apportait la vérification de l'Édit faite précipitamment à l'annonce de son approche. Mais c'était trop tard pour qu'il consentit à s'arrêter. Il poursuivit sa route, entra à Pau le 15 octobre, rétablit le catholicisme dans tous ses droits, et prononça la réunion du Béarn et de la Navarre à la couronne. La milice locale fut dissoute et remplacée par des garnisons royales dans les principales villes ; des modifications furent apportées à l'organisation judiciaire et administrative. Bref ces deux provinces entrèrent dans la grande famille française, et si leurs libertés ne furent pas détruites, leur autonomie était désormais brisée. Non seulement les Catholiques applaudirent à ce coup de force, mais tous les patriotes en voyant se fermer une porte à demi-ouverte sur l'Espagne. Louis XIII fut acclamé à son retour à Paris (7 novembre 1620).

Mais le lendemain (8 novembre) l'Empereur Ferdinand II écrasait à la *bataille de la Montagne blanche* la rébellion protestante des Bohémiens. Son trône un moment chancelant sur deux de ses assises, la Bohême et la Hongrie, était consolidé, grâce à l'abstention et même à la complicité de la France. Tel était le résultat de nos luttes intérieures. Louis XIII s'était laissé facilement convaincre qu'il ne devait pas soutenir des sujets révoltés contre leur Prince, et Luynes avait paralysé l'Union Évangélique d'Allemagne par le traité d'Ulm (3 juillet 1620) qui l'empêcha d'intervenir. C'était cependant la guerre de Trente ans qui commençait. Allions-nous pour des considérations religieuses renier la politique traditionnelle de la France, et faire le jeu de la Maison d'Autriche contre ses adversaires naturels, les Protestants d'Allemagne ?

La question se posait aussi dans *la Valteline*, où les Protestants avaient été massacrés (9 juillet 1620) et où l'Espagne avait fait entrer ses troupes du Milanais, sous prétexte de protéger les Catholiques contre les représailles des Grisons. Ici encore notre intérêt évident était de prendre parti pour les Protestants, et de ne pas laisser cette voie de communication internationale à la disposition de l'Espagne, qui, de là, pouvait donner la main à l'Autriche par le Tyrol ou faire passer ses soldats d'Italie vers les Flandres. Mais cette politique de résistance aux deux grandes monarchies habsbourgeoises, la politique d'Henri IV, celle bientôt de Richelieu, il est douteux que Luynes ait eu assez d'envergure d'esprit pour la concevoir, et de hardiesse pour la pratiquer¹.

En tout cas elle supposait une France unie. Il dépendait donc beaucoup de la sagesse des Réformés qu'elle pût être tentée. A ce point de vue le conflit de Béarn était déplorable. Sans doute il aurait mieux valu que Louis XIII eût la même prudence que son père, et ne le soulevât pas, mais la faute du Parti n'en est pas moins grande d'en avoir pris prétexte pour rallumer, à un moment si inopportun, une guerre civile de deux années, alors qu'aucun intérêt vital pour les Églises n'était impliqué dans cette querelle.

L'excuse des Réformés, c'est qu'il ne marchèrent pas tous, tant s'en faut. La guerre ne fut le fait que d'une minorité. A la nouvelle de « l'attentat de Béarn », la Rochelle, usant du droit que lui avait conféré l'Assemblée de Loudun au cas où les promesses de la Cour seraient violées, convoqua de nouveau les députés des Églises. Louis XIII, informé, interdit la réunion par la Déclaration de Grenade (22 octobre 1620). Ils passèrent outre, et furent exacts au rendez-vous à *la Rochelle, où s'ouvrit, le 25 décembre, cette Assemblée fatale au Parti et à la France*. Presque tous les grands Seigneurs protestants la désapprouvaient et cherchèrent à la persuader de se dissoudre. Même Rohan, qui, une fois engagé, la soutiendra jusqu'au bout et sera son généralissime, joignait au début ses instances à celles des autres chefs pour qu'elle s'inclinât devant l'interdiction royale. Rien n'y

1. Cf. G. HANOTAUX, *La Crise européenne de 1621 : I Le Problème protestant en Europe, les Affaires de la Valteline, Revue des Deux Mondes*, 1^{er} janvier 1902, p. 5 à 44. — II. *Luynes et le Parti protestant, Revue des Deux Mondes*, 1^{er} février 1902, p. 481 à 507. — Articles reproduits avec quelques additions et variantes au tome II (2^e partie) de son *Histoire du Cardinal de Richelieu* (Paris, Firmin-Didot, 1893-1903), p. 357 à 405 et 407 à 443.

fit. Dominée par les fanatiques, intimidée par une agitation révolutionnaire du peuple de la Rochelle, elle n'osa pas accomplir un acte de raison ¹. Les Cahiers qu'elle fit présenter au Roi par les Députés généraux (mars 1621) contenaient des requêtes impossibles à satisfaire, car on ne lui demandait rien de moins que de s'infliger à lui-même un démenti humiliant, en rapportant toutes les mesures prises en Béarn, et en retirant toutes les garnisons qu'il avait mises dans le pays et sur le chemin de son voyage, en Poitou et en Guyenne. Louis XIII avait un haut sentiment de son honneur et de sa dignité; il ne vit qu'insolences dans ces exigences, et faction dans cette assemblée illégale. Aussi se prépara-t il à la réduire par la force. Elle, de son côté, mettait les places en état de défense, se procurait des fonds et organisait le Parti pour la guerre, en votant (avril-mai) un *nouveau Règlement Général* des milices et des finances, qui faisait de la France protestante, divisée en huit départements militaires, une sorte de République fédérative sur le modèle des Provinces-Unies de Hollande. Jamais encore, même aux plus mauvais jours du xvi^e siècle, le séparatisme huguenot n'avait essayé de se constituer d'une façon plus audacieuse et plus minutieuse à la fois ². Il ne sert à rien de dire, à la décharge de l'Assemblée, que cette république n'exista que sur le papier. D'abord, c'est inexact : partout où elle put imposer sa loi, le Règlement fut appliqué; et s'il y eut des résistances, même dans les provinces qui n'échappaient pas à son action, jamais l'insuccès d'une tentative criminelle n'a été une excuse. Il n'a pas dépendu des factieux de la Rochelle que par eux ne fût consommé le déchirement de la patrie.

C'est donc par le recours aux armes — par le jugement de Dieu, comme on pensait au moyen âge — qu'allait se régler le conflit. D'Aubigné s'étonne et s'indigne de la facilité avec laquelle les places protestantes se rendirent au Roi dès qu'il se mit en campagne, au printemps de 1621. « Guerre d'argent », dit-il ³. Mais pourquoi cette débâcle? Les caractères étaient-ils à ce point dégénérés et la foi morte? Pourquoi l'appel de l'Assemblée ne fut-il entendu que dans le Midi et l'Ouest? Pourquoi, même dans ces régions, y eut-il tant de défections? sinon parce

1. Cf. ANQUEZ, *Assemblées politiques des Réformés*, p. 334 à 337.

2. *Ibid.*, p. 340 à 350.

3. Cf. le *Supplément inédit à l'Histoire universelle de d'Aubigné*, publié chez Champion par J. PLATTARD, 1925, p. 75.

que la conviction manquait, cette confiance dans la bonté de la Cause protestante, qui avait soutenu naguère les soldats de la Religion et fait des miracles au siècle passé ? Voilà ce que d'Aubigné n'aperçoit pas. Il constate les défaillances et les divisions du Parti, il les déplore, elles le révoltent, mais il ne remonte pas aux causes, il n'en voit pas la vraie raison.

C'est qu'il n'admet pas qu'on discute avec sa conscience quand les Églises sont menacées. Lui ne se considérait pas comme libéré envers elles, ni par son âge, ni par l'ingratitude des Rochellois, ni par l'exil. Aussi avait-il fait proposer à son successeur dans Maillezais, M. de La Cressonnière, de venir se charger de la défense de la place, avec promesse de la lui rendre, sous caution de dix mille écus, à la fin de la guerre, s'il réussissait à la sauver. C'est M. d'Ade, son gendre, qu'il avait prié de faire cette démarche, repoussant d'avance toutes les objections de la sollicitude filiale, toutes les raisons de la raison que le cœur ni l'honneur ne voulaient pas connaître en cette circonstance. La lettre a belle allure :

« Mon brave fils, vos suasions sont fondées sur choses vrayes, et bien esprouvées par moy. Je voy bien l'immense fardeau qui va tomber sur nos amis, et leur paucité, foiblesse, pauvreté, désunion, et apparente consternation. Je le renvie d'autant de laschetez et d'infidelitez notables qu'il y a de places. J'ay encore à dire que l'Assemblée m'a débouté en toutes mes réquisitions, sollicitée et gourmandée par les Rochelois, et c'est pourquoy, quand on me demande mon advis sur leur permanence¹, je m'excuse comme estant offensé. Vous avez encore une puissante raison sur moy, et que je suis en pleine mission qui se donnoit à soixante ans, puisque que j'en ay soixante-dix ou plus. Je voy comme vous, qui savez combien mes blessures m'incommodent à cheval, que mon labeur sera sans mesure pour aller crever sous un autre labeur, que mon péril continuel ne servira qu'à chercher un péril mortel, qu'à ce labeur il n'y a point de guain, qu'à ce danger il n'y a point d'honneur qui sont la monnoye de tous les deux : mais les Huguenots n'ont point de loy *si quid fortifer*, se font porter aux combats s'ils n'y peuvent aller... et le salaire est en Dieu... J'attens vostre response avec l'ardeur et impatience de vingt ans² ».

1. C'est-à-dire sur la continuation de l'Assemblée malgré l'interdiction du Roi.

2. Cf. Réaume, t. I, p. 319-320.

Le sieur de La Cressonnière repoussa l'offre. Les Rochellois le traitaient mieux que d'Aubigné. Ils lui avaient envoyé de l'argent et des munitions. Aussi se faisait-il fort de soutenir un siège avec honneur. Mais le Roi n'était pas encore à Thouars, que déjà il avait quitté sa place en abandonnant l'artillerie ¹.

Louis XIII avait franchi la Loire à Saumur, qu'il avait repris à Duplessis, en qui il ne se fiait qu'à moitié, malgré tant de preuves de loyalisme de ce vieux serviteur de son père. D'Aubigné, qui le jugeait faible ², semble noter avec une sorte de malin plaisir l'empressement que mirent les soldats de la garde à aider au déménagement de son cabinet « ou estoient ses livres, qui furent deschirez par les rues, brûlez ou foulez par les fanges ³ ». Le Roi lui avait laissé espérer, peut être promis, qu'il lui rendrait son gouvernement après la guerre, mais Duplessis ne se faisait sans doute pas beaucoup d'illusions et il écrivait avec amertume à Mme de La Trémoille (20 mai) : « Ce sont les fruits de notre assemblée qui perdra Jérusalem, comme jadis les prétendus zélateurs ⁴. »

Rien ne fit mine de résister jusqu'à Saint-Jean-d'Angély où s'était jeté Soubise avec des renforts, et où il se défendit pendant un mois (juin). Là fut tué l'ancien voisin de d'Aubigné au Dognon (après la cession de ses places à Roban), son valeureux ami Hautefontaine, « d'une mousquetade qui le frappa au front et toute la garnison au cœur. Cest homme (ajoute d'Aubigné, en manière d'oraison funèbre lapidaire et militaire), en tout ce qui est louable, n'avoit rien de médiocre que la naissance ⁵ ».

La capitulation accordée à ces braves fut faite « à vies, armes et bagues sauvez ⁶ », mais avec engagement de ne pas reprendre les armes contre le Roi. Soubise ne tiendra pas sa promesse.

De là, Louis XIII se dirigea vers la Guyenne en recueillant partout des soumissions (juillet). A l'approche du souverain, les villes, comme frappées de stupeur

1. Cf. *Supplément inédit à l'Histoire universelle*, p. 37.

2. Voir ses appréciations dans une lettre à M. de Chatillon du dernier mai 1621. Il ne pardonne pas à Duplessis d'avoir livré si facilement Saumur par affectation de loyalisme quand même, car cela a donné le branle à tout le reste. (Réaume, t. I, p. 211-212.)

3. *Supplément inédit à l'Histoire*, p. 35.

4. Cf. *Suite des Lettres et Mémoires de messire Philippe de Mornay*, seigneur du Plessy-Marly, etc. [de janvier 1618 au 31 oct. 1623] à la page 663. Amsterdam, chez Louys Elzévir MDCLI.

5. *Supplément inédit à l'Histoire*, p. 52.

6. *Ibid.*, p. 54. Bagues, c'est-à-dire bagages.

ou de respect, ouvraient leurs portes; d'autres se rendaient à ses lieutenants, jusque dans le Quercy, jusque dans les Landes. Elles tombaient les unes après les autres, les forteresses du Parti, comme les pièces d'un échiquier, dans une dégringolade ininterrompue et que rien ne semblait devoir arrêter : sur la Dordogne, Castillon, Sainte-Foy, Bergerac ; sur la Garonne ou dans le voisinage, Monflanquin, Montségur, Tonneins, Montheurt, Puymirol, Casteljaloux, Nérac, Lectoure, l'Isle-Jourdain etc... Les gouverneurs invoquaient pour s'excuser la fidélité due au Roi et la faiblesse de leurs murailles, mais en fait ils « aimoient mieux vendre avec profit que défendre avec péril¹ ». Seul Clairac essaya de tenir tête (23 juillet-4 août) et le paya par quelques exécutions :

« Dedans la ville furent pendus pour leur vigueur La Fargue, procureur en la Chambre de Nérac, son fils, ministre, qui avoit résisté à son compagnon, et le consul Denys avec ses habits consulaires². »

En outre, deux cents personnes, soldats étrangers ou habitants, qui voulaient quitter la ville par bateaux, comme la capitulation le leur permettait, se noyèrent — ou peut-être furent noyées perfidement.

Tout cela n'intimida pas Montauban, où vint enfin se heurter contre des murailles solides et des courages fermes la marche triomphale des Roiaux. *Montauban résista victorieusement pendant près de trois mois* (17 août-13 novembre 1621) à toute l'armée royale, et sauva pendant cette campagne l'honneur militaire du Parti. Les prédications du ministre Chamier insufflèrent à tous une âme héroïque ; la population, y compris les femmes, se fit guerrière comme les soldats ; ce fut vraiment la Cité sainte, la Jérusalem inexpugnable.

C'est pendant le siège de Montauban que d'Aubigné semble avoir écrit et peut-être publié *deux pamphlets contre Luynes, sous la forme de Lettres, adressées l'une à Louis XIII « par trois gentilshommes vieillis au service du Roi Henri le Grand », l'autre à « Messeigneurs les Princes et Grands du Royaume »*. Elles figurent toutes deux dans les *manuscrits de Bessinges*³, mais en outre on a retrouvé *une édition rarissime de la Lettre au Roi*, qui a donc paru, en une

1. D'AUBIGNÉ, *Supplément inédit à l'Histoire*, p. 81.

2. *Ibidem*, p. 86.

3. Cf. éd. Réaume, t. I, p. 501 à 511 et 511 à 516.

plaquette (sans lieu ni date) de 19 pages in-8°, avec certaines retouches du texte (par rapport au manuscrit) et d'assez nombreuses additions ¹.

Avec une extrême virulence, d'Aubigné dénonce l'ambition insatiable du triumvirat qui gouverne pour le malheur du pays, le trio des trois frères, Luynes, Brantès, Cadenet, ces petits gentilshommes qui autrefois « n'avoient qu'un cheval » et qui maintenant se pavanent dans leurs titres de Ducs et Pairs, dans leurs dignités toutes neuves de Connétable et de Maréchaux de France, après avoir « sans peine passé tant de degrés », véritables champignons poussés en une nuit. Il fait honte aux Seigneurs, dans la Lettre ouverte qu'il leur adresse, de leur lâcheté sur laquelle est édiflée la fortune de ces parvenus ; il stigmatise leurs discordes, leurs « mutuelles infidélités » qui les ont annihilés devant eux. Aussi ne leur reste-t-il plus d'autre ressource que de s'abaisser chaque jour davantage dans la servitude et, comme il dit, de « se bien ranger au montoir », pour porter la grandeur des insolents favoris. Avec une ironie sarcastique il prétend leur montrer la voie à suivre pour arriver au terme de l'humiliation et de l'infamie. Il ne faut voir dans ces violences excessives que l'expression de sa souffrance devant la débâcle protestante. Il en rend les Grands responsables parce qu'ils ont laissé faire ou prêté leur concours à Luynes. Exécuteurs de ses haines et de ses vengeances, ils en sont réduits à l'office de valets de bourreau.

1. Voir la reproduction de la plaquette dans le *Bulletin du Protestantisme*, t. XLVI (1897), p. 530 à 542. Mais M. N. Weiss commet une erreur quand il voit dans la Lettre au Roi des allusions aux événements de la période de 1621 à 1630, et une attaque de la politique de Richelieu, dont Louis XIII se ferait le docile instrument. La lettre est dirigée contre la tyrannie de Luynes et de ses frères, et écrite avant la mort de Luynes (14 décembre 1621). L'énumération des villes qui ont abrité et protégé le père (Henri IV) et que le fils maintenant maltraite, énumération qui se trouve dans la plaquette et pas dans le texte de Bessinges, précise nettement l'époque de la composition, car ce sont toutes villes qui durent céder à l'armée royale au cours des expéditions de 1620 — pour le rétablissement du Catholicisme en Béarn — et de 1621 pour reprimer la révolte huguenote du Midi, qui en avait été la conséquence : « Tout cela sera vérifié en prononçant les noms de la Rochelle, Saint-Jean-d'Angelis, maintenant le bourg Saint-Louis, Bergerac, Sainte-Foy, Nérac, Navarrin et Montauban », Montauban, devant lequel Luynes devait échouer. Mais il y a mieux. A la fin de la lettre, pour faire peur à Louis XIII, d'Aubigné lui rappelle les souverains que Dieu a déjà frappés comme persécuteurs de son Eglise, en Angleterre, en Espagne, en France : « Quia dévoré vostre voisin chef de l'Inquisition (Philippe II) et en ceste année son fils suivant son train, année qui n'est pas encore finie et qui a enlevé pour sa part sept souverains ? » (Réaume, t. I, p. 510). Philippe III était mort le 31 mai 1621. Cette date de 1621 est d'ailleurs formulée en toutes lettres dans la variante que la plaquette offre de ce passage : « Mais je ne veux entretenir le Roi que d'exemples royaux. Philippe, chef de l'Inquisition, ne cacha pas les poux qui le mangèrent, et comme il dit à son fils : *Mirays esto Re nel cuerpo d'un Re*, il nous dit aussi : *Mirays esto reyes* ! Son fils suivant son train est le septième des souverains qu'a emportés l'an 1621. »

La Lettre à Louis XIII garde un peu plus de mesure. Dans l'ensemble cependant elle offre aussi de singulières exagérations, par exemple lorsque, pour lui faire peur, elle montre Luynes tellement grisé par son élévation inespérée, qu'il songerait à gravir le dernier échelon et à s'asseoir lui-même sur le trône : « Dieu vous garde, Sire, de ces bons serviteurs de Roy qui sont muguets du Royaume et servent la Royauté comme les gaulands font leurs maistresses, pour monter dessus. Et vous souvienne que c'est chose plus insolente de monter de Fauconnier au Conestable que du Conestable au Roy¹. »

Ce qui a plus de portée, c'est sa véhémence protestation contre l'ingratitude de Louis XIII à l'égard des Huguenots, les dévoués serviteurs de son père, les fidèles soutiens de la Royauté, qui l'ont sauvée à l'heure critique où Henri III était submergé par le flot montant de la révolte ligueuse. On les vit alors accourir à Tours, à l'appel du Roi de Navarre, et faire au souverain un rempart de leurs corps « pour autoriser les mains qui ne s'estoyent pas encore lavées de leur sang² ».

Acte d'abnégation, qui leur a valu plus tard un témoignage honorable de Mayenne. C'était peu avant la mort d'Henri IV, lorsqu'il se disposait à confier la Régence à Marie de Médicis pendant l'expédition de Clèves-Juliers. « Lors le Roi tint ce propos, où nous estions plus de deux cents auditeurs : Madame la Régente à venir, sçachez de Monsieur du Mayne qui sont vos vrais amis et sans soupçon. Le Duc ayant prononcé que c'estoyent les Huguenots, la Reine en prit de l'estonnement ; elle est par la grâce de Dieu pleine de vie pour avouer ceste vérité³ ».

Et pour récompense le Roi d'à présent leur inflige la persécution ; il s'acharne tout particulièrement contre les villes qui ont servi d'asile à son père pendant sa proscription. Ce sont elles qui ont été « choisies par la France pour estre pillées, démantelées, déshonorées et affamées ». Celles-là seules ont échappé à ce misérable sort, qui se sont armées de courage et défendues victorieusement contre leurs ingrats :

1. Ed. Réaume, t. I, p. 504-505.

2. *Ibid.*, p. 506.

3. Anecdote rapportée dans la *plaquette* imprimée, et qui ne se trouve pas dans le *manuscrit de Bessinges*. Elle se place immédiatement après les mots « qui ne s'estoyent pas encore lavées de leur sang ».

« Tout cela sera vérifié en prononçant les noms de la Rochelle, Saint-Jean-d'Angelis, maintenant le bourg Saint-Louis, Bergerac, Sainte-Foy, Nérac, Navarins et Montauban¹. »

Mais que le Roi prenne garde. On pousse au désespoir les plus vaillants hommes de France, ceux qui ont fait la preuve de leur valeur et de leur vertu dans tant d'occasions, ceux qu'on n'a pu réduire même après la saignée de la Saint-Barthélemy, quand trente mille des leurs avaient été massacrés, et qu'il ne leur restait d'autres places de refuge que Sancerre et la Rochelle. Cette leçon du passé doit servir d'avertissement, et aussi l'exemple des peuples que la tyrannie a jetés dans la rébellion, et par elle menés à l'indépendance, « les Grisons, les Suisses, et tant de villes impériales d'Allemagne », et ces Flandres, qui ont supporté tant « d'actes tyranniques avant secoüer de leur pensée et puis de dessus leurs testes le nom royal² ».

Cela est déjà assez hardi, mais ce n'est pas encore la suprême menace que d'Aubigné suspend sur la tête du Roi : « Le troisième péril est du Ciel, Sire », et, interprétant l'histoire à sa façon, voyant des intentions providentielles dans la mort de tous les persécuteurs de l'Église de Dieu, dans la nature même du mal ou le coup dont ils furent frappés, il essaie de l'effrayer et de contre-balancer l'effet des terreurs que les Jésuites, paraît-il, lui inspiraient par une étrange mise en scène. D'Aubigné ne se porte pas garant de la chose, mais sans doute il y croit puisqu'il a ajouté cette curieuse révélation dans la plaquette imprimée :

« C'est un bruit de votre royaume que les Jésuites ne pouvant pas confiner Votre Majesté en la Chambre des méditations, pour ce que trop de gens à leur gré veulent voir la face de leur Roi, ils ont trouvé une invention de vous monstrent tous les jours à l'heure de l'oratoire, dans un miroir, un tableau de réflexion où paroist Henri le Grand dans le feu du Purgatoire grièvement tourmenté. Quelques-uns de vos serviteurs cognoissent quand vous sortez d'un tel spectacle à la pasleur de vostre visage et au trouble de vos yeux. On adjoute que vostre piété

1. C'est le passage que j'ai cité ci-dessus dans la note 1 de la page 97 et qui a été ajouté dans la plaquette au texte de Bessinges après la phrase : « Les fascinateurs de vostre entendement et de vostre courage ne jettent pas seulement leur sort sur les personnes, mais sur les villes aussi... » (Réaume, t. I, p. 501).

2. Ed. Réaume, t. I, p. 506.

demande par quels moyens on peut soulager le père en ses tourmens, et on vous instruit que c'est en détruisant le reste des Huguenots.

« Sire, le feu du Purgatoire est feint et fabuleux, mais le feu éternel des Enfers ne l'est pas ; il est allumé de sang pour les rois, et ceux qui vous conseillent d'esteindre le feu avec du sang vous mettent de l'huile en main pour jeter dessus. Dieu vous face la grâce de voir et d'appréhender en la parole de Dieu, et non pas en un miroir de bateleurs, ce redoutable feu préparé aux perfides et aux meurtriers humains. »

C'est aussi l'exemple d'Henri IV que d'Aubigné invoque pour terminer sa lettre dans la rédaction imprimée, où la péroration un peu courte du manuscrit s'amplifie en un large et pathétique finale. Cette invocation est faite naturellement juste à contre-sens de l'exhibition des Jésuites. Le Roi défunt n'y est plus représenté expiant ses prétendues fautes envers Dieu, mais au contraire ce sont ses mérites, c'est sa politique prudente, et ce sont ses obligations envers les Huguenots que d'Aubigné propose à l'imitation ou à la méditation de son fils. Il y a là une transposition d'un morceau qui se trouve à la fin de la *Préface au tome III de l'Histoire*, et où il s'élevait avec indignation contre cette entreprise sacrilège des Jésuites pour aliéner le cœur de Louis de la mémoire de son père, et de la reconnaissance due à ceux qui l'avaient si bien assisté et défendu en ses épreuves¹.

Sans doute il a raison, et, pendant qu'on le lit, on ne peut s'empêcher de subir l'émotion communicative des sentiments qui l'animent, mais quand on réfléchit après, à tête reposée et refroidie, on se dit que cette ingratitude qu'il reproche à Louis XIII — je ne parle pas de son impiété filiale qui serait sans excuse si elle était vraie, mais de son hostilité contre les Protestants — c'est eux en grande partie qui en étaient responsables. Depuis la mort d'Henri IV, ils n'avaient pas cessé de donner au jeune Roi des impressions fâcheuses par leurs agitations continuelles et leur opposition systématique. Et maintenant ils se plaignaient qu'il eût perdu le souvenir des services rendus au père. Mais n'était-ce pas eux qui s'étaient employés à les lui faire oublier ? Que n'avaient-ils écouté les sages con-

1. Ed. Ruble, t. VII, p. 4 à 6.

seils d'un Duplessis qui les avertissait du danger, à l'approche de la majorité du Roi ?

Quoi qu'il en soit de cette question de responsabilité, le fait était là : Louis XIII leur était devenu hostile. Par leur faute — ou celle de leurs ennemis — il avait grandi dans la méfiance et dans l'irritation contre eux. Et dès lors, en présence de cette situation, deux attitudes étaient possibles : ou changer de méthode, et essayer de le regagner en faisant montre d'une sagesse tardive, ou lui en imposer par la puissance apparente du Parti. C'est la solution de d'Aubigné, c'est le retour aux pratiques du siècle précédent. On peut penser qu'il retarde, et que, sous un régime consolidé par le règne réparateur d'Henri IV, et de nouveau raffermi après les turbulences passagères d'une régence, la modération et la conciliation eussent mieux valu. En tout cas qui veut la fin veut les moyens. Pour se faire craindre il faut disposer d'une force réelle. Les Protestants en donnèrent peut-être un temps l'illusion, même à eux, par leurs agitations ; mais à l'épreuve des faits on aperçut la faiblesse intime qu'elles recouvraient, née des divisions du Parti, des défections ouvertes ou secrètes, et, même chez les fidèles, d'une certaine tiédeur généralisée, soit que la Religion fût en baisse, soit plutôt qu'on ne la sentît plus si dangereusement menacée.

Aussi, effrayée de cette faiblesse qui se révélait, l'Assemblée de la Rochelle cherchait des secours à l'étranger. Mais elle trouva « au dehors du royaume toute communion des sentimens esteinte ¹ » entre les Protestants. *Elle s'était adressée à d'Aubigné pour être son intermédiaire et son représentant auprès des Suisses et des Allemands.* Il raconte, en effet ², qu'il reçut secrètement à Genève la visite d'un des députés, le Sr d'Avias, déguisé en « gueux » ou en paysan pour ne pas attirer l'attention et ne pas compromettre la ville aux yeux de la France. Il lui apportait des Instructions et des Lettres de créance munies du nouveau cachet volant « où estoit empreinte la religion et autour : PRO CHRISTO ET REGE ». Il y en avait pour Genève, pour les quatre cantons protestants, pour les villes hanséatiques, pour les Princes allemands, d'autres avec la suscription en blanc, à sa libre disposition, « tout cela aux fins d'autorizer leur Procureur ». On a retrouvé

1. *Supplément inédit de l'Histoire universelle*, p. 57.

2. Cf. *Mémoires*, éd. Réaume, t. I, p. 99-100, et *Supplément inédit*, p. 57.

de ces commissions dans ses papiers après sa mort¹. D'Aubigné, malgré ses griefs contre les Rochellois ou les Assemblées, ne songea pas à refuser cette charge honorable. Il avertit le Petit Conseil de la présence du mystérieux personnage, et demanda à communiquer l'affaire à deux des membres seulement pour qu'elle ne fût pas ébruitée : on lui imposa quatre confidents².

Le syndic Sarrazin, dont d'Aubigné était alors le locataire, lui signala que le comte de Mansfeld venait de lui écrire « pour lui demander un maistre ». Ce grand chef de bandes se trouvait, en effet, en disponibilité après s'être battu pour les Bohémiens. Il avait sauvé une partie de son armée par une habile retraite. Cela tombait bien. A quelque chose malheur est bon. Le salut pouvait venir aux Huguenots français de la défaite de leurs coreligionnaires de Bohême. D'Aubigné entra en pourparlers avec lui en même temps qu'avec les deux ducs de Weimar³.

« Après plusieurs voyages d'une part et d'autre, et grandes despences sur la bourse du procureur, les trois furent obligez a amener douze mille hommes de pied, six mille chevaux, douze pièces d'artillerie, moitié de batterie, pons et atelages nécessaires, jusques à la rivière de Saune, pour y joindre trois régimens de

1. Cf. HEYER, *D'Aubigné à Genève*, p. 50.

2. Il paraît y avoir sur les *Registres du Petit Conseil* des traces de cette communication. Cf. HEYER, *op. cit.*, p. 27 à la date du 20 juin 1621 : « MM. les Syndics Larchevesque et Pictet ont rapporté que, suyvant l'arrest du jour d'hier, ils allèrent voir M. d'Aubigné en son logis, là où il leur parla de quelques affaires qui concernent son particulier, ausquelles il dit ne vouloir procéder que par l'advis et conseil de quelques seigneurs de céans, ne désirant pas que la chose soit esventée en si grande Compagnie, d'aültant que estant divulguée elle luy porteroit un grand préjudice et dommage; et partant il supplie Messeigneurs de commettre quelques uns de leur corps avec lesquels il puisse communiquer et conférer familièrement de tous ses affaires pour en avoir leur avis, sans qu'ils soyent tenus d'en faire rapport au Conseil. Arresté de luy dire qu'il pourra conférer avec MM. les quatre syndics de tout ce que bon luy semblera, puisque c'est à eux que tous advis et autres choses importantes doyvent estre rapportées suivant nos Edicts et la constitution de nostre Estat. »

A rapprocher de ce passage des *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 100) : « Aubigné avoit demandé aux Vingt Cinq eslection de deux, ausquels il pust commettre quelque secret, mais ces deux voulans ~~dire~~ tout au gros il fut contraint de les fortifier des deux principaux. »

Il est possible aussi que la note du 20 juillet, des *Registres du Conseil* (HEYER, p. 28) se rapporte à la même affaire : « M. le Syndic Roset rapporte qu'un certain personnage est logé à la Tour d'Arve qui est venu parler à M. d'Aubigné, et que non seulement le pontenier mais aussi le dit sieur en a donné advis. Arresté qu'on dissimule ce fait. » Etait-ce M. d'Avias? D'Aubigné reçut les Instructions et les pièces de l'Assemblée faites en double par deux voies différentes « la première par l'ordinaire de Paris », la seconde par le Sr d'Avias. Cf. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 100) et *Supplément inédit*, p. 57. Il pu y avoir un intervalle d'un mois entre les deux réceptions.

3. Cf. Réaume, t. I, p. 355-356 un fragment de lettre au duc de Weimar.

chacun deux milles hommes, tels que les pourroit amasser Aubigné; lequel, tant que les forces seroient jointes, serviroit de Mareschal de Camp général... Toutes ces choses agréées d'une part et d'autre, et Mansfeld avancé jusques en l'Alsace, Aubigné qui attendoit deux cents mille livres par lettres de change de la Rochelle fut adverti que quelque gentil esprit de la Rochelle avoit proposé que ce grand affaire seroit mieux entre les mains de Monsieur le Duc de Bouillon : ce qui fut suivi gaillardement. Le Comte tourna donc vers Sedan, et en arriva ce que vous apprendrés en l'*Histoire*, le premier marchand demourant en croupe avec cinq cens pistoles de despence ¹. »

On conçoit le dépit de d'Aubigné. Mais il fut beau joueur et ne le montra pas trop. Dans des conjonctures aussi graves, les intérêts du Protestantisme passaient pour lui avant toute considération personnelle. En avisant Mansfeld qu'il s'effaçait devant Bouillon, il laisse bien voir quelque amertume, mais il ne l'en prie pas moins de ne pas l'oublier, s'il a quelque emploi à lui donner dans son armée :

Au Comte Mansfeld :

« Monsieur, j'avois eslougné vóstre attente jusqu'à la fin de Novembre, et pour user de vótre bienveillance sans en abuser, sentant la misère, l'irrésolution et mauvaise espérance de vos requérans, j'avois en toutes mes lettres (ce que je vous prie marquer sans l'oublier) excepté et mis clause expresse, afin que mon traité ne fist perdre à vótre Excellence les honorables et utiles occasions que maintenant elle prend par les cheveux... J'ai eu nouvelles que les difficultez de passer en ce lieu, et le choix d'un plus digne et plus puissant négociateur avoit faict tourner les affaires vers les Ardenes, et qu'avec deux Seigneurs de marque on y avoit envoyé une somme notable. Certes ce négoce accabloit mes espauls, et ne sera qu'un jeu au Seigneur que vous savez. Ayant veu le train que cela prend... j'ay creu me devoir entièrement décharger envers vous, hormis de tout service particulier, priant vótre Excellence que si elle passe dans le pays d'Alsasse, et qu'elle m'estime encore capable de donner un coup d'espée auprez d'elle, il luy plaise mettre les mains sur moy ²... »

1. *Mémoires* (Réaume, t. 1, p. 100-101).

2. Réaume, t. I, p. 213-214.

La diversion du comte Mansfeld en faveur des Protestants français ne se produira que l'année suivante, au mois d'août, sans succès d'ailleurs ; il ne réussira pas à déboucher des Ardennes.

Montauban avait pu se passer de ce secours. Brillamment défendue par un officier de fortune, Saint-André de Montbrun, que Rohan avait mis à la tête de la garnison, par le gouverneur élu du pays, le comte d'Orval fils de Sully, par le duc de La Force et les siens, la vaillante ville tint bon contre tous les assauts, et usa peu à peu les forces ennemies. *Le gendre de d'Aubigné, Caumont d'Ade, remplissait l'office de sergent de bataille ;* mais sa conduite ne fut pas nette jusqu'au bout, et d'Aubigné, dans sa relation du siège¹, apparaît très préoccupé de le justifier. Il n'y réussit pas complètement.

L'armée royale avait paru devant la place le 17 août. Le bombardement commença le 1^{er} septembre. Tout le commencement du mois fut occupé par les assauts furieux que le duc du Maine livra dans son secteur, assauts meurtriers et qui décimèrent la noblesse. Les Montalbanaises elles-mêmes avaient fait le coup de feu sur les remparts ou lapidé les assaillants. Le 16 septembre, « le duc du Maine, menant le duc de Guise nouvellement arrivé, et le comte de Schomberg à ses promenoirs (c'est ainsi qu'il nommait son travail), reçut une mousquetade dans l'œil gauche, sur la soirée, dont il mourut sans parler². »

Son frère, le marquis de Villars, avait été tué quelques jours auparavant dans l'explosion d'une poudrière. Quand on apprit leur mort à Paris, une émeute éclata contre les Protestants : le temple de Charenton fut brûlé, il y eut quelques victimes.

L'échec de ces attaques avait incliné Luynes à tenter quelques pourparlers ; mais la ville ne voulait pas entendre parler de traiter en dehors de l'Assemblée de la Rochelle, ni de Rohan le généralissime, qui était le gouverneur protestant du Haut-Languedoc et avait son quartier à Castres. Deux envoyés de Montauban furent autorisés à aller le trouver, le gendre de d'Aubigné et le sieur de Nouaillan. Bien qu'ils fussent étroitement surveillés par un représentant de Luynes, qui leur

1. Cf. *Supplément inédit à l'Histoire universelle*, chap. xv à xx inclus, p. 93 à 159.

2. D'AUBIGNÉ, *Supplément inédit*, p. 117.

avait été adjoint, d'Ade vit Rohan en secret, et convint avec lui des voies et moyens pour introduire un secours dans la place à travers les lignes royales que sa mission lui avait permis de reconnaître. Ce secours fut confié à Beaufort, qui fit un détour pour venir par Saint-Antonin¹. Mais, faute de bons guides, il fut obligé une première fois de rétrograder. Il repartit de Saint-Antonin le 27 septembre, et à la première halte, le chef harangua ses soldats pour raffermir leur résolution par ces belles paroles :

« Compagnons, dès que nous serons montez hors ce valon, nous marchons dans le danger, parmi des ennemis avertis ; ne refusons point nos courages à Dieu, il se rendra de la partie à la délivrance des églises et du pays, à un effet que les siècles magnifieront. En sauvant Montauban, nous sauvons la paix. Voyez quels peuples nous béniront d'avoir été instrument de leur repos. L'entreprise est périlleuse ; c'est ce qui la fait belle. En tout cas, alons sacrifier nos vies au relèvement de la foi publique et de nos libertez². »

Beaufort comptait passer à la faveur de la nuit, mais il fut trahi. L'alarme avait été donnée dans les quartiers royaux, des feux s'allumaient au haut des clochers et sur les lieux élevés. Sa marche était harcelée par des estradiots. Finalement, il tomba aux mains de l'ennemi avec une partie de sa troupe ; une moitié seulement réussit à atteindre Montauban :

« Or donc, à la vue des flambeaux et au son des tocsains, se jettèrent à la contrescarpe six cens trente hommes de conte fait, avec neuf drapeaux et quelque vingtaine de blessez³. »

Ce n'en était pas moins un demi-succès que l'entrée de ce secours dans la ville assiégée, de quoi reconforter les défenseurs et décourager les Royalistes. Aussi Luynes, furieux, rendit d'Ade responsable. Il l'aurait empêché de revenir à Montauban, malgré le passe-port qui lui avait été délivré :

« Seulement, vous diray-je, rapporte d'Aubigné [évidemment d'après le récit de son gendre]⁴, que Dade, pensant rentrer dans la ville, fut mené au cabinet du Roi, où ne se trouva que Sa Majesté, le Conestable et le Grand Prévost. Là, après

1. Sur l'Aveyron, Tarn-et-Garonne.

2. *Supplément inédit*, p. 129-130.

3. *Supplément inédit*, p. 132.

4. D'Ade se rendit à Genève en 1622 : cf. ci-dessous, p. 126.

toutes les promesses repoussées, le Conestable dit qu'il ne lui falloit point espérer rentrer dans Montauban. Sur la foi du Roi alléguée par lui on répliqua que le sauf-conduit estoit pour ceux de Montauban et qu'il estoit d'ailleurs et d'une autre qualité. Comme il se vouloit escrier davantage, le Conestable dit : Vous avez abusé du passeport, car vous aves mesnagé et dirigé le secours, lui avez fait prendre le chemin que vous aviez reconnu en alant ; le duc de Rohan a tout fait par vostre avis. Il y va de la teste. — Dadde a confessé qu'il n'avoit jamais esté catéchisé d'un Roi, d'un Conestable et d'un Grand Prévost et qu'il s'estonna, pensant avoir fait assez de refuser le service du Roi qu'on lui offroit à bon conte et de prendre sa maison pour prison. C'est cela qui lui empescha le retour et non les mescontentemens ¹. »

Ce qui surprend dans cette version, c'est qu'elle est contredite par d'Aubigné lui-même, qui, un peu plus haut dans sa relation, avait noté le retour de d'Ade à Montauban ². Il en était donc reparti depuis ? Et, en effet, c'est bien ainsi que les choses se sont passées. *Un Journal du siège rédigé par un ministre protestant* nous le confirme ³. Mais alors nous devons supposer, pour tenir compte de l'excuse qu'il donna à d'Aubigné, que ce ne fut pas volontairement qu'il en repartit, mais en vertu d'un engagement pris. Il aurait été dès ce moment prisonnier sur parole. Tout cela aurait eu besoin d'être précisé et éclairci davantage, car il subsiste un doute, quelque chose de suspect ou d'équivoque dans la conduite de d'Ade, puisqu'il fut accusé d'avoir renseigné le grand maître de l'artillerie royale sur les effets du tir, et de lui avoir conseillé de concentrer ses batteries à un certain endroit. D'Aubigné ne nie pas le fait, mais il l'explique... à sa façon. D'Ade aurait trompé les Royaux et indiqué justement un emplacement d'où le bombardement n'était pas efficace. Le malheur est que les assiégés ne furent pas de cet avis ⁴.

1. *Supplément inédit*, p. 134.

2. *Ibid.*, p. 119.

3. Le Journal du pasteur Henry Jolly, publié en 1623, à Leyde sous le titre *Histoire particulière des plus mémorables choses qui se sont passées au siège de Montauban*. D'Aubigné s'en est beaucoup servi. Notamment la harangue de Beaufort rapportée ci-dessus lui est empruntée.

4 Cf. *Supplément inédit*, p. 141-142 et la note de la page 142. M. Plattard cite ce passage de l'*Histoire particulière* : « Schomberg, comme intendant extraordinaire de l'artillerie, print enfin garde (adverti au dire des assiégés par Dade, qui avoit quitté la ville depuis son retour de Castres) que les canonniers perdoient leurs coups contre Ville-Bourbon... et qu'une batterie assise au-delà de Tescou nous nuirait plus... ».

En octobre, une entrevue entre le duc de Rohan et Luynes, au château de Reyniès, à une lieue de Montauban, n'aboutit pas, le Connétable offrant à Rohan, son parent, « la carte blanche pour son particulier », c'est-à-dire tous les avantages qu'il voudroit, s'il consentait à traiter pour lui seul, et celui-ci refusant généreusement d'abandonner l'Assemblée. Luynes lui représentait que le Parti n'avait à compter sur aucun concours étranger ou intérieur, et le menaçait, s'il s'entêtait, de la confiscation de ses biens : « Il vous faut résoudre à une perte ignominieuse et assurée, ou à relever votre maison plus qu'elle ne fust jamais. » Et Rohan ripostait que toujours dans le passé les Huguenots avaient commencé par se faire battre, mais qu'ensuite « l'inquiétude de l'esprit françois, le mécontentement de ceux qui ne gouvernoient pas et les secours estrangers les ont toujours remis ». C'était reconnaître que la religion n'était pas le seul mobile de ceux qui avaient soutenu contre la Royauté les guerres antérieures. On s'en doute, mais l'aveu a son prix dans la bouche d'un grand chef protestant¹. Croyait-il sincèrement que cette fois encore un revirement pouvait se produire dans la situation, et que le Parti, qui était divisé contre lui-même, attirerait des alliés ? En tout cas, il disait vrai en faisant observer à Luynes que sa haute fortune reposait sur des bases fragiles, et qu'à poursuivre un triomphe trop complet, il risquait de tout compromettre :

« Je considère bien le péril auquel je me trouve. Mais je vous prie de regarder le vostre : vous estes haï universellement, parce que vous possédez seul ce qu'un chacun désire². »

Voilà de la psychologie politique. Rohan avait raison. Aussi quand après un mois de nouveaux combats, où la lutte continua avec autant d'acharnement — c'est le moment où le ministre Chamier fut tué d'un coup de canon³ — l'armée royale, épuisée par ses pertes et par la maladie (une forme de peste), se résigna à lever

1. D'Aubigné reproduit les propos échangés (*Supplément à l'Histoire*, p. 125-139) d'après les *Mémoires de Rohan* dont il avait eu connaissance en manuscrit.

2. *Supplément inédit*, p. 137.

3. Le 16 octobre, jour d'assaut général, qui échoua, comme il l'avait prédit dans son sermon de la veille en rappelant la promesse faite par le Prophète à Jérusalem qu'assiégeaient les Assyriens : « Non, non ! ils n'y entreront pas, ils s'en retourneront par le chemin qu'ils sont venus ». Il aurait annoncé aussi sa mort à ses amis : cf. *Supplément inédit*, p. 147 et note 1.

le siège¹, la déception et le regret de tant d'efforts et de sacrifices inutiles éclatèrent en imprécations contre l'impéritie du connétable improvisé. Il eut beau se défendre dans des apologies qui renvoyaient à d'autres la responsabilité de l'échec², il n'eût sans doute pas évité la disgrâce, s'il n'avait eu la chance — relative — de succomber au bon moment devant la petite place de Montheurt (14 décembre 1621).

D'Aubigné qui, comme historien, se pique d'être juste envers les ennemis du Protestantisme, lui a consacré quelques lignes d'oraison funèbre :

« Si quelqu'un dit que Luynes se passeroit bien d'un éloge. (que nous donnons ordinairement aux testes les plus eslevées), le Connestable pourtant en veut un : nous disons donc qu'ayant pris pied aux grâces du Roi par une vile humilité, puis fait son progrez par des plaisirs serviles, il s'affermir dans l'eslevation, se fit homme d'affaires dans les affaires, et forgeron en forgeant³. »

Sa disparition pouvait aider au rétablissement de la paix. Les Réformés le considéraient comme le boute-feu de cette guerre, et lui rendaient la haine dont ils le croyaient animé à leur égard. Il leur serait plus facile maintenant, semble-t-il, de faire acte de soumission au Roi. L'ambassadeur d'Angleterre s'entremettait pour y amener l'Assemblée. Louis XIII était rentré à Paris en triomphateur (28 janvier 1622), salué par les acclamations de la population, et il était allé à Notre-Dame célébrer par un *Te Deum* ses victoires sur les hérétiques. L'écho de ces fêtes parvint jusqu'en Suisse :

« Vous pouvez savoir d'ailleurs, écrit d'Aubigné à deux notables de Berne, l'entrée du Roy à Paris, la grande despence des Parisiens, où l'on remarqua particulièrement des mandilles en broderie de diamans estimez jusques à six ou sept mille escus... »

On parle de paix, dit-il, les avis sont partagés à la Cour. En attendant les Protestants améliorent leur position :

1. Par échelons, du 6 au 13 novembre 1621.

2. Cf. *Supplément*, p. 155 et sq., chap. xx, *Reproches mutuels du lèvement du siège*.

3. *Supplément inédit*, p. 172. Il y a dans les poésies satiriques de d'Aubigné un sonnet épigrammatique, où il menaçait Luynes (peut-être après coup) de cette fin prématurée : « Adieu à un chef de guerre qui alloit au siège de Montauban. » (Ed. Réaume, t. IV, p. 341, le XXIII^e des *Sonnets épigrammatiques*). Voir aussi même tome, à la page 386, un quatrain (*Tombeau*) sur sa mort.

« La Rochelle continuë à se fortifier en mer, toutes les villes de haute et basse Guyenne et Languedoc en terre ; ils se vantent maintenant qu'ils ont trente Montaubans ; et M. de Rohan a dict du premier, qu'au lieu de quinze mille hommes, qu'il en falloit 50.000 pour le rassiéger¹. »

Le Parti avait perdu une centaine de places pendant la dernière campagne. Traiter dans ces conditions et sur cette base lui paraissait désastreux. C'est pourquoi il essayait de profiter de l'accalmie hivernale pour faire quelques opérations de détail fructueuses. En Guyenne plusieurs places furent reconquises. En Poitou surtout Soubise remporta des succès marqués. Il avait occupé l'île d'Oléron (novembre) et pris Royan (décembre). Il installa un poste fortifié dans l'île déserte d'Argenton, au milieu de l'estuaire de la Gironde, pour prélever des redevances sur les bateaux (janvier 1622). Il préparait une expédition contre les Sables-d'Olonne. Mais, dans le Languedoc, Rohan était paralysé par les divisions locales, par sa querelle avec Châtillon devenu suspect au Parti, par le conflit entre l'Assemblée de cercle de Montpellier et les provinces mêmes d'où elle émanait. Aussi était-il assez disposé à entrer en conversation avec Lesdiguières (le gouverneur de Dauphiné) qui était encore protestant, quoiqu'ayant abandonné la Cause, et qui cherchait à réconcilier le Roi avec ses sujets réformés. L'Assemblée de la Rochelle consultée autorisait Rohan à négocier ou l'arrêtait, suivant les vicissitudes de la situation militaire, et les espérances qu'elle en concevait. Après les succès de Soubise elle se montra beaucoup plus récalcitrante, et, dans l'entrevue que Rohan eut avec Lesdiguières à Laval Notre-Dame (près d'Alais, le 25 mars 1622), il formula des exigences inadmissibles².

Cependant à la Cour deux opinions adverses se disputaient l'influence du Roi, celle des partisans de la paix avec les Réformés, celle des irréductibles qui voulaient mener la guerre jusqu'au bout et en finir avec les rébellions protestantes. Condé, venu à la faveur depuis la mort de Luynes, était pour cette solution énergique et radicale, et quand on lui représentait les nécessités de la politique étrangère, et tout ce que nous faisait perdre au dehors cette lutte intestine, il savait

1. Cf. Ed. Réaume, t. I, p. 220-221.

2. Cf. ANQUEZ, *Assemblées politiques des Réformés*, p. 367-371.

bien répondre que précisément la France ne retrouverait sa liberté d'action extérieure qu'après avoir mâté le Parti. Mais dans le Conseil il n'avait pas la majorité. La plupart des ministres opinaient pour la conciliation, soutenus par la Reine-Mère, à qui Richelieu ouvrait les yeux sur les événements européens. Pourvu que l'autorité du Roi fût sauve, et qu'il ne rendit pas les places prises, elle était d'avis qu'il se montrât généreux.

Il est certain qu'il y avait un intérêt urgent pour la France à ne pas rester longtemps absente des affaires du continent. Sa carence laissait le champ libre aux entreprises de domination des deux grandes puissances catholiques, ses rivales, l'Autriche et l'Espagne. L'Empereur Ferdinand avait chassé de ses États et déposé l'Électeur Palatin Frédéric V, gendre du Roi d'Angleterre, que les Bohémiens avaient voulu lui opposer. Dans la Valteline l'Espagne se moquait de nous, et, malgré les engagements pris¹, non seulement elle n'évacuait pas la vallée, mais même elle imposait par traité² aux Grisons d'y renoncer et de reconnaître son occupation. Le nouveau Roi, Philippe IV (qui avait succédé à son père le 31 mai 1621), s'annonçait comme un prince belliqueux et voulait reconquérir la Hollande. A l'expiration de la Trêve de douze ans, à laquelle avait présidé Henri IV, il recommençait la guerre. Ainsi les circonstances étaient pressantes. Il était grand temps que la France se manifestât et rendit confiance aux petites nations, qui étaient habituées à voir en elle une protectrice contre la tyrannie de la double monarchie habsbourgeoise.

Les Réformés que n'aveuglait pas l'esprit de parti n'étaient pas fermés à ces considérations. Non seulement Lesdiguières, mais Bouillon, mais Sully, Duplessis et bien d'autres déploraient cette malheureuse guerre et s'employaient à y mettre fin. Et d'Aubigné ? Que pensait-il de la situation, comment la jugeait-il à ce moment critique, où elle pouvait évoluer dans un sens ou dans l'autre, soit vers la paix, soit vers une reprise au printemps et un redoublement des hostilités fratricides ?

Il a écrit pendant cette période d'incertitude un opuscule intitulé « Traité sur les Guerres Civiles » qui était destiné à la publicité, mais que la pression de ses

1. Traité de Madrid du 25 avril 1621.

2. Traité de Milan du 29 janvier 1622.

amis lui a fait jeter « dans un fond de coffre » afin de ne pas exciter davantage les passions¹. C'est assez dire quelle en était l'inspiration. Mais c'est dire aussi que ce manifeste étouffé a été connu de plusieurs, et qu'il a pu avoir une influence sur l'attitude des intransigeants de la Rochelle. Au reste, même sans cela, il ne serait pas resté lettre morte, car les idées que d'Aubigné y expose ont passé en actes dans sa correspondance politique, dans les efforts qu'il déploya — avec l'autorité officielle dont l'avait investi l'Assemblée — pour rallier les forces de tout le Protestantisme européen contre le péril commun d'une réaction catholique universelle. Partout il jette le cri d'alarme, partout il fait entendre comme le tocsin des Églises protestantes. Les raisons et les justifications de cette croisade, qu'il prêche dans ses lettres avec des arguments appropriés à chaque pays et à leurs conditions diverses², on les trouve rassemblées et coordonnées dans le *Traité sur les Guerres Civiles*, qui, malgré son titre, n'a rien de théorique, et qui offrait au contraire, à l'époque où il fut composé, un très vif intérêt d'actualité. C'était en particulier une approbation sans réserves de la guerre qu'avait provoquée l'Assemblée de la Rochelle, et un encouragement à la poursuivre sans défaillance. Pour quels motifs ? En voici l'exposé très sommairement résumé.

La thèse de ceux des Réformés qui se faisaient les avocats de la paix, c'est que cette guerre n'était pas nécessaire, qu'elle n'avait été voulue ni par la Cour, ni par la nation catholique, et que le Parti s'était jeté lui-même dans cette tourmente par la faute de quelques meneurs, en épousant intempestivement la querelle des Églises béarnaises. Mensonges ! proclame d'Aubigné, affirmations perfides qui ne tendent qu'à démoraliser les Protestants en les faisant douter d'eux-mêmes et de la bonté de leur cause. La vérité selon lui, la vérité absolue, c'est qu'ils

1. Cf. Réaume, t. II, p. 3 et sq.

2. Cf. notamment : Lettre à M. d'Arsens ambassadeur des Provinces-Unies à Paris (1621) pour solliciter le secours de la Hollande en faveur des Réformés français, t. I, p. 131 ; aux Seigneurs de Berne en 1622 (début de l'année, t. I, p. 217 et juillet t. I, p. 226) ; à M. de Lutzelman, magistrat de Bâle, en 1622 également, t. I, p. 145 et 222. On peut rapprocher ces lettres aux villes suisses de la pièce épigrammatique assez virulente *Aux dégénérés suisses*, t. IV, p. 362. Voir encore un passage du *Mémoire aux Seigneurs de Genève sur les fortifications de leur ville* : « Le throne d'Hespagne ayant changé de personne a retardé quelques accidents, mais non pas desmordu ce que les prescheurs appellent le grand desseing. » (t. I, p. 585). Le Grand Dessein, c'est-à-dire l'établissement de l'absolutisme catholique et la destruction de toute liberté politique et religieuse.

font une guerre de légitime défense, et qu'il y va du salut même de la Religion dont l'existence est en jeu. Leur immixtion dans les affaires du Béarn, qu'on leur reproche tant, n'est qu'un prétexte invoqué contre eux pour les abattre ; à défaut de celui-là on en aurait trouvé un autre. La guerre actuelle n'est, en effet, qu'un épisode d'une vaste entreprise contre toutes les libertés religieuses ou politiques, qui a son centre à Rome et qui est dirigée par trois tyrans, le Pape, le Roi d'Espagne, l'Empereur. La monarchie française s'est inféodée à cette trinité diabolique ; il s'agit de savoir si le pays se soumettra sans résistance.

Les preuves de cette ténébreuse conspiration ? D'Aubigné en a plein son sac, et il les apporte avec une assurance parfaite. Il y croit dur comme fer, et il ne doute pas qu'elles ne paraissent décisives aux autres comme à lui-même.

Les faits connus ne sont-ils pas déjà assez édifiants ? Et il rappelle¹, les tristes incidents de Saumur (1611), tout ce travail d'intrigues et de corruption accompli par la Cour, autour et dans le sein de l'Assemblée, pour la diviser contre elle-même et décomposer le Parti. Là est la genèse du mal, là s'est exercé le premier effort de désorganisation, qui a été inlassablement poursuivi depuis. Les discordes des chefs, les défections soudoyées, la propagande insidieuse des « faux pasteurs », les suspicions généralisées, et ces appellations nouvelles de « Fermes » et de « Prudents » qui marquent la séparation en deux camps de frères devenus ennemis, toute cette désagrégation morale est sortie des mauvais germes de Saumur.

Objectera-t-on que la Cour a seulement profité des circonstances, des fautes du Parti, des défaillances individuelles, sans plan préconçu ? D'Aubigné ne l'admet pas. Toutes ces conséquences ont été voulues, préméditées par l'action patiente d'une malfaisance consciente. L'affaire de Béarn en est une nouvelle démonstration. Elle fut montée pour provoquer et exaspérer les Huguenots. — Donc il ne fallait pas tomber dans le piège ? — D'Aubigné n'entendrait pas. Il aurait d'ailleurs une réponse². La Réforme est partout solidaire. Laisser sacrifier le voisin n'est pas seulement une lâcheté, c'est une maladresse, car c'est s'exposer soi-même à être plus tard frappé sans plus de secours. Puis, à regarder au fond

1. Cf. le chap. II, éd. Réaume, t. II, p. 5 et sq.

2. Cf. son chap. V, éd. Réaume, t. II, p. 20 et sq.

des choses, la question de Béarn, quoi qu'on en dise, était réellement vitale pour les Églises de France. Le Béarn et la Navarre protestante étaient une sorte de rempart contre la contagion et les menées du Catholicisme espagnol¹. C'est pour-quoi Rome voulait faire sauter cette barrière. Car si l'on remonte à la source de toutes ces machinations, c'est toujours à Rome qu'on aboutit et à ses noirs agents, les Jésuites.

De cela d'Aubigné est sûr ; il le sait de science certaine, il a vu des documents authentiques et irréfutables, qui lui ont révélé tout le complot ourdi contre la Réforme et la liberté à travers le monde. Et c'est ici qu'intervient *la curieuse histoire de Gaspard Baronius*, le neveu du Cardinal, fugitif de la Cour pontificale par remords d'avoir condamné au martyre « le petit Capucin » de Rome², et qui, emportant des mémoires de la congrégation de la Propagande, les aurait communiqués à une assemblée de « doctes protestants » tenue au logis de M. de Bouillon. La compagnie désigna d'Aubigné et un pasteur pour en prendre connaissance. C'est là qu'il se fit savant en secrets d'État³. Étrange aventure, qui ressemble fort à un roman, et qui pourrait nous laisser sceptiques s'il ne l'avait racontée plusieurs fois, lui faisant même les honneurs de *l'Histoire universelle*⁴. Là il fournit une indication qui permet de fixer, ou du moins de supposer avec beaucoup de vraisemblance l'époque de cette communication. L'assemblée réunie chez Bouillon avait pour objet de « défendre la créance de Madame ». C'est donc très probablement au moment où sa foi subit le plus rude assaut, lors du séjour qu'elle fit à Paris avec sa belle-famille de Lorraine, en 1601 (du 13 juillet au 17 décembre), quand tout fut mis en œuvre pour la convertir. Bouillon fut le témoin de ses angoisses, et, pour d'Aubigné, j'ai expliqué précédemment⁵ les raisons qui me faisaient croire qu'il se trouvait aussi à Paris, et qu'il assista Madame dans cette épreuve.

Quoi qu'il en soit de cette question de date, elle n'a ici qu'un intérêt secondaire ; ce qui importe, c'est le contenu des mémoires que Baronius montra à d'Au-

1. Voir au chap. iv, la p. 15 (Réaume, t. II).

2. Le Capucin Le Maigre. Cf. *Tragiques*, éd. Réaume, t. IV, p. 184-185, et mon chap. xi § 3 (la partie concernant les *Fenx*) p. 211 du 2^e volume.

3. Cf. le chap. iv du *Traité sur les Guerres civiles* (Réaume, t. II, p. 13 et sq.)

4. Cf. *Histoire universelle*, éd. Ruble, t. IX, p. 199-200. Voir aussi *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 91-92).

5. Cf. mon chap. xii, § 1, p. 297 à 301 du 2^e volume.

bigné. Or il prétend y avoir lu tout l'avenir prochain, prémédité par la Cour de Rome : la conspiration du Duc de Savoie contre Henri IV « où trempa depuis le dernier mareschal de Biron » (1602), l'affaire de la Valteline et des Grisons, le coup de force contre les Églises de Béarn, l'arme forgée pour miner le Protestantisme hollandais au moyen de l'hérésie arminienne, etc., etc.

Toutes ces prévisions ne concernaient que l'Occident. Baronius n'avait pas les mémoires des autres régions. Si les événements y étaient annoncés avec la même sûreté, le Pape aurait été vraiment en droit de se dire le représentant de Dieu sur la terre, ayant comme lui la puissance par la prescience.

Sans suspecter la bonne foi de d'Aubigné, ni la véracité de son récit qui invoque ou cite d'autres témoignages que le sien, il est permis de se demander si ce Baronius n'était pas un imposteur, et si ses documents n'étaient pas falsifiés. Il exerçait une vengeance contre la Papauté ; il a pu lui prêter des desseins imaginaires. — Mais ils se seraient réalisés ? — Qui sait si d'Aubigné n'a pas été dupe d'une sorte de mirage rétrospectif, et s'il n'a pas interprété après coup, suivant la leçon des faits, de très vagues projets ? Lui-même nous dit que, pour ce qui a trait à la Savoie, il y avait « quelques obscuritez ¹. » Et sans doute aussi pour le reste. Les croyants comme lui, habitués au sens enveloppé des prophéties bibliques, sont assez portés, sans même s'en rendre compte, à solliciter un texte pour lui faire dire ce qu'ils veulent. A plus forte raison est-ce facile quand on ne l'a plus sous les yeux, et qu'on n'en a gardé qu'un souvenir plus ou moins précis.

Certes la lutte contre la Réforme devait être une des préoccupations constantes de la Cour de Rome. Mais de là à avoir arrêté plusieurs années d'avance tout un programme d'action, avec ses diverses étapes, il y a une distance. Tant de choses inattendues pouvaient déranger les combinaisons les mieux ordonnées, qu'une telle prévoyance à longue échéance eût été à peine raisonnable.

D'Aubigné est bien obligé de reconnaître que l'inconnu joua, en effet, un rôle et que le « Grand desseing » de Rome dut s'y accommoder :

« A la vérité nous le trouvons traversé de deux choses, l'une des mouvements du Prince de Condé et de la Royne, et par cela quelques choses retardées en France ;

1. Cf. *Histoire*, t. IX, p. 201.

nous en trouvons d'autres avancées en Allemagne par l'élection de Bohême¹. »

Ici des retards, là des avances. Ailleurs l'événement n'a pas été du tout conforme au pronostic. Par exemple les Cantons protestants de la Suisse devaient, d'après Baronius, être partagés entre le Duc de Savoie et les cantons catholiques. Rien de tel ne s'est produit, et la Savoie a fait une politique opposée, s'alliant à la France et à Venise pour arracher à l'Espagne la Valtaline et la rendre aux Grisons².

Décidément le Vicaire du Christ n'était pas l'égal de Dieu. Mais a-t-il vraiment songé à tant de bouleversements ? Et si les révélations de Baronius n'avaient pas la précision ni la portée que d'Aubigné leur attribue à distance, qu'en restera-t-il pour appuyer sa thèse de la guerre défensive, faite légitimement par le Parti pour prévenir une destruction concertée entre ses ennemis ? Sa démonstration repose sur une base fragile, et réclame de nous un acte de foi, que nous sommes en droit de lui refuser. Mais alors l'affaire de Béarn, soustraite à cette optique spéciale qui règne dans le *Traité sur les Guerres civiles*, ne nous apparaîtra plus reliée à un ensemble de machinations romaines contre le Protestantisme européen ; elle ne sera plus qu'un différend local, d'ailleurs ancien, et subitement aggravé par des fautes et des maladroites réciproques, un différend auquel les Réformés français auraient pu ne pas se mêler, en tout cas qui ne justifiait pas de leur part un recours aux armes. Et l'Assemblée de la Rochelle demeurera avec la lourde responsabilité d'avoir rompu sans raisons suffisantes le pacte de l'Édit de Nantes, et paralysé la politique étrangère de la monarchie, au moment où se posaient au dehors des questions de première importance.

D'Aubigné a composé vers la même époque que le Traité sur les Guerres civiles un autre opuscule politique, en apparence plus théorique, le traité sur le « Devoir mutuel des Roys et des subjects »³. Il y établit sur l'autorité des livres saints, des juriconsultes anciens, des lois de l'État français, enfin sur l'histoire même du Parti réformé⁴, le droit des sujets à se révolter contre le Prince qui abuse de

1. *Traité sur les Guerres civiles*, chap. ix, p. 14 du t. II (Réaume).

2. Traité de Paris, 7 février 1623.

3. Cf. Ed. Réaume, t. II, p. 35 à 69.

4. C'est l'occasion pour lui de reprendre presque mot pour mot (au chap. v, p. 57 à 60) un passage

son pouvoir, surtout en matière religieuse, et qui exerce une tyrannie sur les consciences. C'est bien la thèse du *Traité sur les Guerres civiles*, mais présentée d'une façon plus générale, et qui ne semble pas d'abord viser spécialement la situation du Protestantisme pendant la crise française et européenne de 1621-1622. En fait, c'est bien elle que d'Aubigné a en vue. *Le Traité sur le Devoir mutuel des Roys et des subjects fonde le droit*, le *Traité sur les Guerres civiles en fait l'application* à des circonstances particulières, à un cas donné. Voilà toute la différence des deux ouvrages. Le second nous fournit un exemple, une illustration de la doctrine politique exposée dans le premier; mais, dans celui-là même, peut-on se tromper sur les intentions et les arrière-pensées de l'auteur, quand on lit des phrases comme celle-ci, pour peindre la triste condition des Huguenots, ayant sur leurs têtes, ainsi qu'il le dit, la pesante domination de l'Injustice ?

« Et s'il faut regarder au dernier degré de ce qui est sur nous, nous y verrons un Roy pour lequel nous fleschissons tous les jours les genoux devant Dieu, et pour la vie duquel nous ferions jonchée des nostres de bon cœur : nous voyons ce Prince fasciné par les empoisonneurs des aames¹, courant et rugissant comme un lion à la mort et à la ruine de ceux en qui il trouvoit fidélité. Et encor pour rendre plus insupportable le fardeau de ceste domination, nous voyons sur les espauls et sur la perruque de nostre Prince, né Souverain, les pieds infâmes et puants de l'Antechrist qui enfange de sa pantoufle les fleurs de lys et fait son marchepied du diadème françois². »

L'allusion n'est-elle pas assez claire à la situation de 1621-1622, et à ce projet d'extermination des hérétiques qu'il prête à Louis XIII, sous l'influence de la secte satanique des Jésuites, et de la Cour de Rome ?

Le fait est que le jeune Roi s'élança de nouveau « comme un lion » à l'attaque des rebelles au printemps de 1622. D'Aubigné dut y voir une confirmation de ses sombres prévisions. Les députés que Rohan avait envoyés à Paris pour traiter,

de l'*Histoire universelle*, où il défendait ses coreligionnaires contre les reproches qu'on leur adressait pour leur abstention au siège d'Amiens en 1598. (Cf. éd. Ruble, t. IX, p. 283 à 287.)

1. Formule à rapprocher d'un passage de la lettre-pamphlet au Roy Louis XIII en 1621 : « Les fascinateurs de vostre entendement et de vostre courage... » Cf. Réaume, t. I, p. 501.

2. Chap. VII du traité, éd. Réaume, t. II, p. 67-68.

après son entrevue de Laval avec Lesdiguières, ne purent même pas avoir audience du Roi avant son départ et furent obligés de courir après lui en campagne :

« Tout cela, dit d'Aubigné, [c'est-à-dire la députation] va à la Cour, où ils furent assez bien reçus, jusques à Pasques fleuries, que les solliciteurs de la guerre desrobèrent le Roi de Paris, le faisant sortir par le derrière des Tuileries et, le conduisant à Orléans. sous prétexte d'y faire ses dévotions, lui firent prendre le chemin de Nantes ¹. »

D'Aubigné accuse les solliciteurs de la guerre dans le camp catholique, c'est-à-dire Condé, Schomberg ², le cardinal de Retz, etc. Mais s'il était juste, il en verrait aussi dans son parti, et il pourrait s'accuser lui-même. Toute son influence s'était exercée, nous venons de le constater, dans le sens d'une résistance à outrance, et d'autre part il n'avait pas cessé de jeter le soupçon sur l'intervention de Lesdiguières. Car il avait été informé un des premiers par des avis secrets, venus de Grenoble ³, que la Cour offrait au vieux Maréchal, s'il consentait à se convertir, la dignité de Connétable de France. Depuis, il se méfiait de lui, et il avait vu d'un mauvais œil ses pourparlers avec Rohan ⁴. La reprise des hostilités avait donc de quoi le satisfaire en un certain sens.

En réalité l'offensive de Louis XIII ne fit que répondre à celle du frère de Rohan, M. de Soubise, dans le Poitou, et à la mauvaise volonté que l'Assemblée de la Rochelle apportait aux négociations de paix, en raison même des succès de Soubise pendant l'hiver. Elle dut amèrement le regretter ensuite, car cette campagne de 1622 fut une répétition de celle de l'année précédente. Rien ne tint d'abord contre l'armée royale.

Soubise fut le premier mis hors de combat, s'étant laissé surprendre par l'irruption soudaine des troupes catholiques dans une île du Marais vendéen, au nord de

1. *Supplément inédit à l'Histoire*, p. 239.

2. Henri de Schomberg, le fils de l'ancien colonel général des Allemands sous Henri III et Henri IV (Gaspard de Schomberg), était alors surintendant des finances et grand maître de l'artillerie et le véritable chef du ministère.

3. Cf. HEYER, *D'Aubigné à Genève*, p. 22. On trouve trace sur les *Registres du Conseil* de cette communication dont d'Aubigné lui avait fait part, en lui demandant son avis sur diverses questions pour lesquelles il était consulté par ses coreligionnaires de France.

4. Cf. deux lettres de d'Aubigné à Bouillon, au début de 1622, où se manifeste cette défiance contre Lesdiguières, éd. Réaume, t. I, p. 199 et 224.

Saint-Gilles-sur-Vie. Ce fut un sauve-qui-peut. La cavalerie se tira d'affaire, mais les gens de pied n'ayant pu fuir sur des bateaux, que la marée ne fut pas assez forte pour renflouer, furent dispersés, assommés par les paysans, ou faits prisonniers et envoyés aux galères. Mauvais augure que cette déroute de Rié (16-17 avril 1622), et la suite ne le démentit pas. La chute de Royan, qui se rendit à d'Épernon (7 au 11 mai), en fut la première conséquence. Soubise s'embarqua pour l'Angleterre, d'où il espérait ramener du secours.

Pendant ce temps, Louis XIII descendait en Guyenne, et recueillait partout sur son passage des soumissions faciles. Quelques villes cependant mirent un peu de lustre sur les armes huguenotes. Tonneins avait fait, en mars et avril, une belle résistance au duc d'Elbeuf, et le maréchal de camp de ce prince, Vignolles, rend cet hommage à ses défenseurs : « *Ceux-ci se sont trouvez de la race de ces vieux huguenots, qui autrefois ont si bien défendu leurs places*¹. » Mais La Force, qui leur avait donné son fils pour chef, et qui, de Clairac, avait tout fait pour les aider, n'en remit pas moins au Roi, peu après, ses places de Sainte-Foy et de Monflanquin « pour un estat de maréchal et deux cents mille escus, emmenant avec soi ses enfants, sans prendre congé ni donner avis à l'Assemblée² » (24 mai). Triste exemple qui fut imité. Condé, qui entraînait le Roi, voulait frapper les villes de stupeur et de terreur. A Nègrepelisse, qu'il fut contraint d'emporter d'assaut, il se conduisit en bourreau :

« Tout ce qui se trouva d'hommes, de femmes, de filles et d'enfans fut esgorgé ; quelques femmes, aiant passé la rivière avec leurs enfants au cou, furent violées, puis assommées, des enfants mis au bout des piques. Ceux qui se sauvèrent dans le château capitulèrent et furent tous pendus³. »

La ville fut brûlée le lendemain avec six à sept cents morts (8-12 juin).

Le Roi entra dans le Languedoc. Il séjourna en juillet à Béziers, enlevant une à une les petites places de la région, pour isoler Montpellier et en préparer le siège.

C'est pendant ce mois de juillet que Lesdiguières abjura le Protestantisme à Grenoble :

« Ceste mutation, dit d'Aubigné avec une sévérité qui se contient un peu par

1. *Supplément inédit à l'Histoire universelle*, p. 216.

2. *Ibid.*, p. 240.

3. *Ibid.*, p. 247.

respect pour un grand homme de guerre, fut longtemps de dure digestion à ce vieux capitaine ; mais enfin les remontrances de ses vieux serviteurs, les tressauts de la conscience, l'esgard du parti où il avoit pris son avancement, la charité¹ de ses amis, la considération d'une constante vieillesse, et la difficulté de porter honneur à ce qu'il avoit eu en horreur, tout cela fut vaincu par les habiles sollicitations de trois ou quatre émissaires, par celles de sa femme prises aux heures favorables, par l'esclat de Connestable et l'utilité du taillon, et, plus que tout cela, par la terreur qu'il avoit prise de la ruine apparente de son parti². »

Du moins lui épargna-t-il le coup de pied de l'âne. Il refusa, comme Henri IV, la parade d'une dispute théologique, d'où la Religion protestante aurait pu sortir vaincue. Les cérémonies de l'abjuration commencèrent le 24 juillet et durèrent quatre jours. Dès la première journée, au retour de la messe, le maréchal de Créquy, son gendre, lui présenta de la part du Roi ses lettres de nomination à la dignité de Connétable, que la mort de Luynes avait laissée vacante, et le gouverneur de Lyon Alincourt, fils de Villeroy, lui apporta les insignes de l'Ordre du Saint-Esprit.

Malgré ces récompenses, il n'avait pas obéi à des motifs vils en se convertissant ; il avait seulement voulu témoigner qu'il mettait désormais la Patrie au-dessus du Parti, et qu'il ne pouvait rester associé à une cause où la Religion servait de prétexte à des rébellions de moins en moins justifiées, qui empêchaient la France de jouer au dehors un rôle digne d'elle. Mais il demeurait dévoué à ses anciens coreligionnaires, et il allait employer auprès du Roi son autorité accrue pour leur ménager, malgré leurs erreurs, une paix honorable.

D'Aubigné repoussait ces services d'un infidèle. Il écrivait aux magistrats de Berne :

« M. le Conestable dict à ses familiers que sa révolte n'est pas cognoissance de religion, mais au bien des Églises pour lesquelles il se damne. Nous devons estre préparez à ce langage, commencé par un Prince [Henri IV] qui nous a dict les mesmes choses avec plus d'apparence, et aussy peu de raison et moins de succez. Ce qui empesche la paix en France, c'est que la crainte mutuelle par laquelle elle subsistoit est maintenant tournée à mespris, et ce grand Capitaine, pour nous

1. C'est-à-dire l'affection.

2. *Supplément inédit*, p. 226-227.

rendre plus considérables, achève de nous accabler : voilà en quelles mains on a conseillé et on conseillera encore aux oprimez et à ceux qu'on veust oprimer, d'avoir recours ¹. »

On comprend son amertume, et on ne s'étonne pas de son point de vue : à savoir que les Réformés n'auraient jamais d'autres garanties que leur force. C'est l'opinion qu'il a toujours professée. Elle était peut-être fondée naguère ; mais elle était maintenant bien contestable, et l'on est en droit de penser au contraire qu'ils se seraient davantage imposés à l'estime de leurs adversaires, si, comme ils pouvaient donner l'exemple des vertus morales, ils avaient donné aussi celui de la sagesse politique. En tout cas si le Parti prétendait faire reposer son salut sur sa puissance, et la crainte qu'elle inspirerait, il faut avouer qu'il avait mal réussi à la démontrer depuis deux ans. Il avait surtout fait éclater ses divisions et sa faiblesse. A la Rochelle même, centre d'impulsion de la guerre, la discorde régnait entre l'Assemblée et le Corps de ville, qui se disputaient les revenus de la Cause ou le commandement sur les mers, ou bien même se querellaient pour des questions de personnes ². Dans le Bas-Languedoc, Châtillon, dépossédé de son gouvernement, continuait à créer toutes les difficultés possibles à Rohan. Comment, dans ces conditions, le désarroi et le découragement n'auraient-ils pas gagné de proche en proche ?

Rohan n'avait pu faire entrer que quinze cents hommes à *Montpellier*, qui fut investi par l'armée royale le 31 août. Elle attendait de puissants renforts. Il semblait que le sort de la ville — et du Parti — fût réglé d'avance, car c'était le dernier réduit de la défense huguenote. S'il était pris, il ne restait plus qu'à capituler. Mais quand tout paraissait perdu, tout fut sauvé par l'héroïsme de cette place. *Le miracle de Mautauban se renouvela*. On se battit furieusement pendant tout le mois de septembre. Des deux côtés on sentait le prix de l'enjeu. L'armée royale voulait en finir vite, à cause de l'avance de la saison, et ne pas faire un siège en règle ; elle multipliait les assauts coûteux contre les bastions principaux ; les assiégés ripostaient par des sorties et bouleversaient les ouvrages de chemi-

1. Ed. Réaume, t. I, p. 227.

2. Cf. ANQUEZ, *Assemblées politiques des Réformés*, p. 374 à 381.

nement. Le 9 septembre, Rohan essaya de s'approcher de la place avec des renforts ; l'armée lui barra la route¹. La redoute du bastion de Calonges fut emportée, le 13, dans un assaut de nuit, où donnèrent quatre mille hommes de pied, deux cents gentilshommes ou capitaines armés en tête et deux cents salades pour parer à une sortie². Mais malgré plusieurs jours de préparation d'artillerie, l'assaut lancé le dimanche 2 octobre à 4 heures contre le bastion des Tuileries échoua, bien qu'ayant été « rafraichi » trois fois³. Sur ces entrefaites le connétable Lesdiguières arriva à l'armée. Son gendre, le maréchal de Créqui, achevait pendant ce temps de conclure la paix avec Rohan. Elle fut arrêtée le 9 octobre et signée le 19. Elle était aussi avantageuse pour les Réformés qu'elle pouvait l'être après leurs revers et dans les circonstances présentes. Quoi qu'en pense d'Aubigné, la médiation de Lesdiguières leur avait été utile. L'Édit de Nantes était rétabli et confirmé dans tous ses articles et parties annexes, la révolte amnistiée, les biens et les honneurs des particuliers restitués. Mais les assemblées politiques demeuraient formellement et expressément interdites — sauf autorisation du Roi — et la force militaire du Parti se trouvait très diminuée. Les places qui lui avaient été prises ne lui furent pas rendues ; il en perdait pour le moins 80 ; et, dans celles qu'il conservait, les fortifications devaient être réduites. Seules la Rochelle et Montauban eurent le privilège de conserver les leurs intactes. Montpellier se vit épargner l'humiliation d'une garnison royale. Ainsi étaient mises à l'honneur les trois villes qui s'étaient signalées par leur vaillance, qui avaient été comme les piliers de la résistance protestante. Il y avait dans la faveur que leur accordait le Souverain, dans l'hommage qu'il leur rendait, un geste élégant et bien français.

L'Assemblée de la Rochelle se résigna à accepter ces conditions et se sépara le 13 novembre 1622. Elle pouvait se rendre cette justice qu'elle avait fait beaucoup de mal au Parti, et préparé les voies aux mesures définitivement répressives de Richelieu.

1. Cf. *Supplément inédit à l'Histoire*, p. 273.

2. *Ibid.*, p. 273.

3. *Ibid.*, p. 274 à 277.

§ II. — La fin de la carrière militaire d'Agrippa d'Aubigné. — L'officier du Génie : les fortifications de Genève, Berne et Bâle. — Il est sur le point d'entrer au service de Venise quand la République s'allie à la France et à la Savoie contre l'Espagne (1623-1624). — La Cour de France oppose son veto : les démêlés de d'Aubigné avec l'ambassadeur de France en Suisse. — Nouvel espoir à l'avènement de Richelieu : d'Aubigné offre ses services au Connétable de Lesdiguières en Italie, ou pour une diversion en Franche-Comté. Echec du projet (1625).

Si d'Aubigné avait été obligé de contempler de loin les périls et les épreuves de ses frères de France, jamais il n'aurait été tenté de dire avec le poète :

Suave, mari magno turbantibus aequora ventis,
E terra magnum alterius spectare laborem¹.

Non seulement parce que ce sentiment lui eût paru vilain et horrible à l'égard de ses coreligionnaires, mais parce qu'en fait il ne se sentait pas à Genève complètement à l'abri de cette tourmente. Nous savons qu'il considérait les événements de France comme un épisode de l'entreprise générale de Rome contre le Protestantisme européen. Or la cité de Calvin, qui était en quelque sorte le cœur de la Réforme française, se croyait particulièrement visée et menacée. De tous temps, elle avait redouté son puissant voisin, le Duc de Savoie, et, maintenant plus que jamais, elle était persuadée qu'il se ferait un devoir de conscience de servir le Grand Dessein catholique romain... en satisfaisant sa propre ambition. Elle s'attendait donc à un siège. Ce n'est pas d'Aubigné qui put la rassurer. On se rappelle qu'il prétendait avoir lu naguère dans les papiers de Baronius qu'un des articles du programme était le partage des cantons suisses protestants entre le Duc de Savoie et les cantons catholiques². M. Heyer, qui a compulsé tous les registres du Petit

1. LUCRÈCE, *De Natura Rerum*, lib. II, vers 1-2.

2. Toute sa correspondance à cette époque est remplie de ces appréhensions du danger qui menaçait Genève : cf. éd. Réaume, t. I, en 1621 à M. de Rohan p. 198 ; à M. de Mayerne, médecin de Jacques I^{er}, p. 206-207 ; au duc de Bouillon, au moment du siège de Montauban, p. 135-136 : il a peur que le Duc de Savoie ne profite de l'occasion qui retient le Roi pour brusquer les choses de son côté. — En 1622 au même

Conseil, en retire et donne cette impression que *Genève vécut alors dans de continues alarmes*, et même ajoutons-le, en forçant un peu sa pensée, mais non la vérité, dans une sorte de fièvre obsidionale :

« Les années 1620, 1621, 1622, dit-il dans sa *Notice sur d'Aubigné*¹, furent une époque de sérieuses inquiétudes pour Genève. De fréquents avis, venus de tous côtés, faisaient craindre de nouvelles tentatives de la part du duc de Savoie, Charles-Emmanuel, qu'on disait invité par le pape à rétablir la messe dans nos murs. Fortifier la ville, s'assurer le secours des alliés, se procurer de l'argent pour se mettre en état de soutenir un siège, telles étaient les principales préoccupations de nos magistrats, qui étaient excités par le peuple à prendre de grandes mesures et à examiner si, ne pouvant rien espérer pour le moment du côté de la France, on ne devait pas s'adresser à Venise et aux Provinces-Unies des Pays-Bas pour en obtenir de l'argent. *Ayant à leur disposition un homme dont le zèle pour le parti réformé n'était pas douteux, un militaire expérimenté qui avait donné de nombreuses preuves de sa valeur, et qui, malgré son âge avancé, était encore plein de feu, ils mirent à profit ses connaissances et son activité.* »

On constitua, le 4 septembre 1621, un *Conseil de Guerre* de sept têtes seulement, quatre membres du Petit Conseil et trois du Conseil des LX, et d'Aubigné fut invité à prendre part à ses délibérations². Il aurait voulu que le secret en fût gardé absolument, au moins pour les questions les plus importantes. Cela amena dans la suite certaines difficultés avec le Petit Conseil³. Mais tant que le danger subsista, les séances furent régulières. Il y jouissait d'une autorité particulière, surtout pour tout ce qui concernait *les fortifications de la ville*.

On le pria de les examiner, et de faire un rapport sur leur état et les travaux à exécuter. D'un coup d'œil exercé il aperçut tout de suite les points faibles : c'est-à-dire au versant sud-est, du côté des boulevards Saint-Antoine et du Pin, et

duc de Bouillon (début de l'année), t. I, p. 224-225; à M. de Mayerae, I, p. 217; au gouvernement de Berne peu après son retour de Berne, I, p. 227; à M. de Courtaumer aux Pays-Bas, I, p. 365; à M. Chauve à Sommières, I, p. 372-373; à Mme de Rohan, I, p. 401 : il lui avoue que les inquiétudes lui font passer les nuits sans sommeil.

1. *D'Aubigné à Genève*, p. 23. Il renvoie particulièrement au vol. 120 des *Registres*, f^os 143, 201, 203, 204.

2. Cf. HEYER, p. 57.

3. Cf. D'AUBIGNÉ, *Mémoires*, éd. Réaume, t. I, p. 99.

à la pointe nord au faubourg Saint-Gervais, situé au delà du Rhône — un quartier vital puisque c'était celui des moulins. Partout ailleurs les défenses lui paraissaient suffisantes, surtout dans les endroits où elles étaient complétées par des remparts naturels, le Lac, le Rhône ou la montagne (à l'ouest, du côté de Plain-Palais)¹. Il proposa donc les moyens de renforcer les deux points faibles.

Pour le premier, au versant sud-est, il avait trouvé « devers Saint Victor deux cornes merveilleusement bien placées par M. de Béthune, mais faictes à la haste et à l'espargne »². C'était un ouvrage « selon l'art et fort joly, mais il avoit appris à n'aymer rien de joly contre un Prince qui menace de 40 canons »³. Le Conseil ayant adopté ses vues, il fit reprendre et consolider ces deux cornes pendant l'été de 1621⁴ ; en outre, comme elles faisaient deux saillants trop avancés par rapport au flanc de courtine de la place, il avait l'intention de les relier par une « pièce de conjonction » dont l'établissement était d'ailleurs moins urgent et aurait pu être effectué même « à la vue des ennemis ». La Seigneurie ne voulut pas attendre en raison même des protestations du propriétaire du terrain sur lequel la pièce devait être tracée ; et, pour lui donner une leçon de patriotisme, elle la fit exécuter de suite. Ce propriétaire s'appelait Michel Roset. C'était « le fils d'un des meilleurs syndics qu'eust eu Genève ». Furieux d'avoir été dépossédé, il rendra d'Aubigné responsable de sa mésaventure, malgré la prudence que celui-ci avait apportée dans cette affaire, et il le poursuivra désormais de sa haine⁵.

Les projets de d'Aubigné, de ce côté de la ville, ne s'arrêtaient pas là : il voyait grand, et avait l'idée d'englober dans le système des fortifications le coteau de Champs, ou de Champel, en profitant du « présent que la nature offrait », c'est-à-dire d'une excellente position. Dans sa pensée, il ne s'agissait pas seulement d'édifier à cet endroit un ouvrage avancé, destiné à arrêter l'ennemi à distance, mais

1. Voir une lettre de d'Aubigné à M. Turretini, neveu de Renée Burlamachi, qui deviendra la deuxième Mme d'Aubigné, éd. Réaume, t. I, p. 139 et sq. Turretini était alors en Hollande, où Genève l'avait envoyé en ambassade auprès du Prince d'Orange. — Voir aussi le grand *Mémoire politico-militaire* adressé par d'Aubigné, vraisemblablement en 1621, *Aux magnifiques et très honorés Seigneurs de Genève*, et reproduit dans l'édition Réaume, t. I, p. 583 et sq. d'après un manuscrit de la Bibliothèque de Leyde.

2. Cf. *Mémoires*, t. I, p. 107.

3. Dans la lettre à M. Turretini.

4. *Ibid.* et *Notice d'Heyer*, p. 23-24.

5. Cf. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 107), et la lettre à M. Turretini.

de couvrir un camp retranché installé dans l'intervalle, et où l'on pourrait parquer les troupes étrangères, les approvisionnements, le bétail, etc.¹. J'ignore quelle suite fut donnée à cette suggestion.

Quant au versant opposé, au nord de la ville, sa défense principale devait reposer sur le monticule de Saint-Jean, qui dominait le quartier de Saint-Gervais. Mais les plans que d'Aubigné établit pour le fortifier rencontrèrent d'abord la résistance des intérêts particuliers — ceux des propriétaires du terrain, alarmés par ce qui s'était passé à Saint-Victor. Sur ces entrefaites, d'Aubigné s'absenta et alla à Berne (en novembre 1621), où il était aussi appelé comme conseiller militaire — nous parlerons tout à l'heure de ce voyage, qui sera suivi d'un second. — A son retour à Genève il trouva les esprits mieux disposés. Le Petit Conseil, qui avait longtemps hésité, s'était enfin décidé à commencer les travaux à Saint-Jean² « sur les continuels avertissements qu'ils ont eu que toutes choses se préparent à leur extrême péril. Le peuple, d'un commun accord, se saigne à l'exécution, et comme on leur a présenté deus desseins, un moindre à l'espargne et un plus grand à plus de vigueur, ils ont voulu avoir le plus grand, si bien qu'ils prennent plus de pays que n'en contient Sainct-Gervais. Nous craignons bien que cela haste les ennemis, mais nous espérons en peu de jours avoir faict de quoy les arrester, et parachever le reste à leur veuë³ ».

Mais quand d'Aubigné fut reparti pour Berne — au printemps de 1622 — le Petit Conseil subit d'autres influences, et se laissa persuader de modifier son projet de fortification de Saint-Jean. Le Prince d'Orange, consulté⁴, avait envoyé à Genève un de ses ingénieurs, M. du Motet, qui se concerta avec un collaborateur de d'Aubigné, M. Féraut, un réfugié français comme lui⁵, et tous deux, en son absence, revisèrent les premiers plans pour réduire la dépense. Le Petit Conseil l'en informa par une lettre un peu gênée, du reste pleine de déférence, en lui soumettant les modifications proposées, et lui demandant son avis⁶. Il répondit avec la même courtoisie,

1. Cette proposition est l'objet principal du *Mémoire aux magnifiques et très honorés Seigneurs de Genève* que j'ai cité dans une note précédente.

2. En février et mars 1622. Cf. HEYER, *Notice*, p. 24 et notes.

3. Lettre à deux magistrats bernois MM. de Graffenried et de Spietz (Réaume, t. I. p. 148-149).

4. Par M. Turretini.

5. Qui fut nommé peu après ingénieur en titre de la ville avec les appointements d'un pasteur : cf. HEYER, *Notice*, p. 24-25.

6. Heyer transcrit cette lettre dans sa *Notice*, p. 25-26, d'après les *Registres du Conseil*.

s'en remettant au jugement de « Messieurs du conseil ». Mention est faite de cette réponse, et de sa substance, sur les *Registres*, à la date du 10 avril 1622, mais le texte n'en est pas reproduit¹. Je croirais volontiers qu'il nous est conservé dans une lettre à M. Sarrasin, qui aurait donc servi d'intermédiaire en cette circonstance. Cette lettre, qui figure dans les papiers de Bessinges, et que donne l'édition Réaume², débute, en effet, ainsi :

« Monsieur [en] l'incertitude en laquelle sont mes trez honorez Seigneurs pour la construction du fort de Saint-Jean, un de leurs serviteurs, auquel ils ont commandé d'en mettre son advis par escrit, dict ce qui s'ensuit. Premièrement, fault cognoistre les difficultez qui ont retardé cest affaire jusques icy. Elles sont la despense, le degast des possessions, la surcharge de la garde, et l'avantage que les ennemys prendroyent de ceste piece, l'ayant mise entre leurs mains. »

Et il reprend un par un chacun de ces points, s'arrêtant surtout au dernier qu'il estime sans doute l'objection la plus sérieuse. Elle était cependant plus précieuse que solide. Les gens timorés invoquaient la situation excentrique de Saint-Jean — au delà du Rhône — pour prétendre que sa défense serait malaisée, qu'on risquait de travailler pour l'ennemi et de lui construire une forteresse dont il pourrait s'emparer par surprise. On peut en dire autant de tous les ouvrages avancés ;

Il n'y a qu'à faire bonne garde. Toute la question était de savoir si l'on voulait ou non protéger le quartier de Saint-Gervais, le quartier des moulins. Si oui, il fallait bien fortifier le mont Saint-Jean. Mais évidemment le plan de d'Aubigné n'était pas *ne varietur*, et il était permis de discuter.

Il ne semble pas qu'une décision définitive ait été prise jusqu'à son retour. En l'attendant, on dut travailler, comme le Petit Conseil le lui avait écrit, « aux lieux qui se rencontroient en l'un et l'autre dessein », le sien, et celui de ses deux concurrents, MM. du Motet et Féraut. Puis, quand il fut revenu, le Petit Conseil les réunit tous les trois sur le terrain même pour arriver à une entente. M. d'Âde, le gendre de d'Aubigné, qui se trouvait alors à Genève, assistait à cette conférence³. L'accord fut sans doute facile à réaliser, puisqu'il y avait moins rivalité

1. *Registres du Conseil*, p. 26, note 2.

2. T. I, p. 143-145.

3. Cf. HEYER, *D'Aubigné à Genève*, p. 26.

qu'émulation des deux côtés à faire pour le mieux dans l'intérêt de la ville.

Disons maintenant quelques mots des voyages de d'Aubigné à Berne — et même jusqu'à Bâle. Car, de partout en Suisse, on avait recours à lui et à son expérience des choses de la guerre. *M. Heyer confond les deux voyages à Berne en un seul*¹, qui durerait de novembre 1621 à juin 1622. Cette hypothèse est contraire au récit des *Mémoires*² et contredite aussi par l'existence de nombreuses lettres que d'Aubigné écrivit manifestement de Genève au début de 1622. Nous en citerons plusieurs.

C'est bien en novembre 1621 qu'il se rendit pour la première fois à Berne, en consultation militaire, mais il en revint presque aussitôt, n'y ayant demeuré que onze jours. Il avait hésité à partir, bien qu'on lui eût dépêché le fils du premier avoyer pour requérir sa visite « sur le pinct que Frankendal estoit assiégé³ ». Des amis de Genève lui représentaient l'inutilité, presque le « ridicule d'essayer à réveiller ces ours endormy⁴ », l'ours bernois. Il résolut d'y aller voir, étant d'ailleurs chargé par la République d'une mission officielle auprès du gouvernement de Berne⁵. Il « fut reçu avec festin partout, canonnades et autres honneurs desquels il blasma l'insolence⁶ ».

Il y a dans la correspondance de d'Aubigné une longue lettre⁷ où il raconte ce premier voyage avec des détails circonstanciés et même plaisants. On y voit que deux partis s'opposaient dans la ville, et que d'Aubigné n'avait pas été appelé par

1. Cf. HEYER, *D'Aubigné à Genève*, p. 25-26. D'Aubigné annonce son départ (le premier départ) au Petit Conseil par lettre du 20 novembre 1621 (HEYER, p. 25, note 2) et d'autre part les Registres mentionnent (*Ibid.*, p. 28) qu'il eut audience le 2 juillet 1622 pour rendre compte de son voyage (mais c'est du second qu'il s'agit cette fois).

2. Cf. éd. Réaume, t. I, p. 101.

3. *Ibid.*

4. Cf. lettre à M. de Mayerné (Réaume, t. I, p. 214), et voir aussi, sur l'apathie des bourgeois de Berne et leur répugnance à tout effort militaire, une lettre de d'Aubigné au baron de Spietz, t. I, p. 204-205.

5. Mission à la fois diplomatique et militaire. Voir dans Heyer, p. 57 une lettre que lui écrit le Petit Conseil en novembre 1621. Il devait essayer de reconnaître s'il n'y avait pas quelque malentendu entre les deux Etats alliés dont les relations semblaient s'être refroidies, et en même temps tâcher d'obtenir que les Bernois fassent un magasin de blés et de munitions à Genève, et y entretiennent quelques soldats bien exercés, dans l'intérêt commun. Une lettre de d'Aubigné au Petit Conseil datée de Modon (Moudon-sur-Broye, canton de Vaud) 26 novembre 1621 doit se rapporter à cette affaire, cf. Réaume, t. I, p. 554-555.

6. Cf. *Mémoires*, t. I, p. 101.

7. A. M. de Mayerne, t. I, p. 214-217.

tout le monde. Les « pacifistes » qui ne voulaient pas secouer leur torpeur ni leur tranquillité égoïste, qui redoutaient en s'armant de paraître provoquer l'Empereur et de s'attirer des affaires, trouvaient des appuis jusque dans le gouvernement. C'est ainsi que certains des « principaux », l'avoyer Saguer en tête, allèrent « se promener aux champs » pendant la présence de d'Aubigné, pour marquer leur désapprobation, et ne revinrent de la campagne que « deux jours après son partement ». Mais cela n'empêcha pas le plein succès de son voyage :

« Les Seigneurs de la ville choisirent six des principaus pour entrer, eux et moy ensemble, en *Conseil secret*, par onze jours, au bout desquels les ayants quittez, et l'Advoyer estant revenu fort contraire à tout ce que nous avons faict, les Abayes (?) ayants eu communication de mes mémoires traduits en Alman, la convocation générale se fit, et les Seigneurs escrivirent icy, que de mémoire d'homme ne s'estoit veu un tel consentement que celui avec lequel ils ont juré les résolutions que nous avons trassées, lesquelles estans suivies, ils doivent mettre sur pied une armée de 12.000 hommes, et tenir prest une milice de deux fois autant¹. »

La création de cette armée fut la principale affaire traitée à ce moment : mais on décida aussi en principe de fortifier la ville, malgré la répugnance de beaucoup de citoyens, et le préjugé bien établi que sa situation ne s'y prêtait pas, et qu'elle était d'ailleurs assez loin des frontières du canton pour n'en avoir pas besoin². Aubigné découvrit « contre l'avis de tous les grands capitaines qui l'avoient veu³ » et soutint qu'au contraire c'était « une assiette merveilleusement avantageuse, et qui se peut (pour la moitié des despenses de Genève) rendre beaucoup meilleure que la Rochelle, si vous laissez à part l'avantage de la mer⁴ ».

Il étonna beaucoup de monde, et après son départ les discussions reprirent. Les opposants se fortifièrent d'une consultation du duc de Bouillon, et, vu l'autorité du personnage, d'Aubigné se mit en frais de solides arguments pour y répondre :

« M. le duc de Bouillon, écrit-il à MM. de Graffrier et de Spietz, confirme mes

1. *Loc. cit.* p. 215.

2. Cf. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 102).

3. *Ibid.* p. 101.

4. A. M. de Mayerne, t. I, p. 216.

avis en tout, hormis quelque différence en deux poinets. Le premier est que la despence et le labeur qui s'employeront à la fortification de Berne seroyent plus utilement tournez à quelques frontières. Mon escript fera foy que j'ay commencé par là, et dis encor qu'il faudroit prendre ce dessein sans laisser cestuy cy ; mais plusieurs raisons appuyent le choix que vous faites pour le commencement... Il ne fault pas imaginer vostre territoire comme un rond, ou un quarré, au centre duquel la capitale soit posée ; mais elle est tellement au cœur, qu'elle est prez de vos costés gauches, et de ses remparts estend sa veuë sur le pays ennemi. J'adjousteray à cela, outre la bienséance et la réputation, la nécessaire garde de vostre arsenal et de ce qui le faict mouvoir ; et certes M. le Duc ayant veu ce que j'ay veu en dirait autant. Donc... en la liberté que vous m'avez donnée, nous demourerons, s'il vous plaist, fixes au premier project, sauf à délibérer pour les coins de vostre patrie ce que vostre prudence avisera au premier temps commode¹ ».

Dans le même temps — au début de 1622 — il combat la tendance qu'il sentait chez les Bernois, et qui tenait à leur indolence paresseuse, à vouloir reporter surtout sur des troupes mercenaires le fardeau de la défense du pays. On n'est jamais si bien défendu que par soi-même, leur dit-il : « Employez donc vos biens pour vos biens et vos vies pour vos vies². » La présence des troupes étrangères peut même être un danger à l'occasion ; ayant la force elles peuvent être tentées d'en abuser. « Il n'est arrivé que trop souvent aux Républiques d'avoir faict leurs maistres de leurs puissants secourants³. » Un appoint de forces étrangères, il est prêt à le procurer à « leurs continuelles sollicitations », confie-t-il à M. de Mayerne, mais à la condition qu'ils s'aident eux-mêmes⁴.

Il avait été convenu qu'il retournerait à Berne pour présider à l'exécution des mesures arrêtées ; mais l'hiver rigoureux (début de 1622) retarda son voyage⁵. Il avait scrupule aussi de s'éloigner de Genève à un moment critique où elle semblait menacée⁶. Enfin il attendait que l'invitation lui fût confirmée, prêt à

1. Cf. Réaume, t. I, p. 137-138. Lettre du début de 1622.

2. Cf. lettre aux très honorez Seigneurs de Berne, 1622. (Réaume, t. I, p. 217-220).

3. *Ibid.*

4. Lettre à M. de Mayerne, t. I, p. 215.

5. Cf. Réaume, t. I, p. 218, aux Seigneurs de Berne.

6 *Ibid.*, et t. I, p. 224, à M. de Bouillon.

répondre au « commandement » de la Seigneurie ¹, mais ne voulant pas le presser. En quoi il se montrait bon diplomate en évitant de heurter l'opposition que certains faisaient à ses propositions. N'allait-on pas jusqu'à dire, sur le vain propos d'un ingénieur, qu'il faudrait plus de vingt ans pour exécuter son programme de travaux ?

« On ne peut mieux répondre à telles villonneries, objecte-t-il, sinon que de montrer les effets au lieu des parolles, et faire voir nostre [à Genève] besougne de cinq mois, qui a un tiers plus d'estenduë que ce que nous prétendons devoir estre fait à Berne ². »

Au printemps de 1622, probablement au mois de mars, le gouvernement de Berne le rappela enfin. Tenant à battre le fer pendant qu'il était chaud, il s'empressa de répondre qu'il allait partir. Juste le temps de mettre en train la fortification de Saint-Jean, que la Seigneurie de Genève se décidait à entreprendre, et il irait donner aux Bernois « quelques moix ». « Cela me recule d'une semaine pour vous aller servir ³ ».

C'est-à-dire qu'il ne prenait pas le temps de souffler. On est tenté d'oublier en voyant cette activité, ce zèle infatigable pour la défense du Protestantisme, que ce vieillard a 70 ans ! Et malgré l'âge, l'exil, les déceptions, il conserve l'ardeur d'un jeune homme et d'un néophyte. Comment ne pas être saisi d'admiration et de respect ?

Il repartit pour Berne au printemps de 1622, sans doute en mars. En tout cas il était absent de Genève en avril, puisque le Petit Conseil lui écrit à ce moment, nous l'avons vu, pour lui faire part des modifications proposées par MM. du Motet et Férault à son plan pour Saint-Jean.

Il resta à Berne jusqu'en juin ⁴. Il a conté dans les *Mémoires* ⁵ les incidents les plus saillants de son séjour. Toutes les résistances n'étaient pas vaincues. Il y avait dans le peuple quelque émotion parce qu'on disait qu'il était venu « violer

1. T. I, p. 148 à MM. de Graffenried et de Spietz.

2. *Ibid.*, p. 150.

3. Cf. Réaume, t. I, p. 291, aux Seigneurs de Berne.

4. C'est au retour de ce second voyage qu'il rendit compte au Petit Conseil dans la séance de 2 juillet 1622 de ce qu'il avait fait. Cf. HEYER, *D'Aubigné à Genève*, p. 28. — Voir aussi dans les *Archiv des histor. Vercins des Kantons Bern*, t. VIII, 1875, p. 374 à 380, le compte rendu d'une conférence de M. STÜRLER sur les anciennes fortifications de Berne.

5. Réaume, t. I, p. 102-103.

leurs coutumes ». Des « yvrougnes » menaçaient de « jeter les Français dans l'Aar ». Mais les gens les plus éclairés le soutenaient résolument ; les ministres (pasteurs) employaient leur influence à amener un revirement ; finalement ils le brusquèrent en profitant d'une occasion favorable pour engager toute la cité dans une sorte de vœu national, qui mit le début des travaux sous l'invocation de Dieu. D'Aubigné joua sa partie dans cette cérémonie presque improvisée avec une aisance, un art de la mise en scène, qui impressionnèrent l'assistance, mais qui ne sauraient nous étonner de sa part.

« Le principal [ministre] ayant accompagné la Seigneurie pour aller visiter le dessein, sur quelque esmossion de vollontez, demanda de rendre grâces à Dieu sur le champ, de la bonne et salutaire délibération, et en ce disant et mettant le genouil à terre, la Seigneurie et la grand foulle qui les avoit suivis de mesme, et par là engagés. Presque toute la ville se trouva le lendemain au mesme lieu, où le Ministre ayant faict une exhortation, après un chant de psaume et une grande prière, Aubigné fit avancer ses picquets ; avec une profonde révérence en présente un à Monsieur Manuel, premier Advoyer, qui voulant céder ce premier ouvrage à l'inventeur, qui le refusa, il fallut tenir conseil sur ces courtoisies : et lors contraint à le poser, à accepter cet honneur, il jetta son chapeau à terre, y mit un genou, et dit tout haut en donnant le premier coup de maillet : *Soit à la gloire de Dieu, à la conservation de son Église, et pour arrester les ennemis des Souisses confédérés*. Ainsi le premier Advoyer et tous les Seigneurs de suite plantèrent les picquets de la fortification, que aucune de l'Europe ne surpasse en avantage naturel. Sous couleur de venir à ce travail, les Bernois firent voir les forces de tous leurs Bailliages, estimées jusques à quarante huit mille homme¹. »

D'Aubigné visita toutes les villes du canton, reconnut les endroits propres à l'installation de campements. On lui offrit la capitainerie générale, c'est-à-dire le commandement en chef des troupes. Il le refusa parce qu'il ne savait pas l'allemand, mais il désigna trois personnes au choix du Conseil, qui se fixa sur l'un de ses candidats, le comte de La Suze. Celui-ci avait eu en France des aventures qui le signalaient à l'estime d'un État protestant². Mais Berne ne voulait le nom-

1. *Mémoires, loc. cit.*

2. Louis de Champagne, comte de La Suze, marié à Charlotte de La Rochefoucauld, s'était fort com-

mer qu'avec l'assentiment du gouvernement français, et il fut assez difficile de l'obtenir. Grâce à l'intervention de Lesdiguières la négociation aboutit heureusement, et le Comte fut même autorisé à faire des levées en Dauphiné².

*C'est pendant son séjour à Berne que d'Aubigné poussa une pointe jusqu'à Bâle*³, où l'on se préoccupait de renforcer la défense de la ville. Le Conseil lui avait envoyé M. de Lutzmann pour le chercher et le conduire. Il fut reçu avec beaucoup d'honneur et de témoignages d'amitié⁴; mais il n'y resta que peu de temps⁵, soit qu'il n'y trouvât pas des dispositions assez résolues, soit qu'il eût hâte de retourner à Berne. Après avoir examiné les lieux et la situation, il laissa son fils naturel, M. de La Fosse, tracer le détail du plan qu'il avait conçu; on lui en référait au besoin. En répondant aux questions posées, il ne cachait pas son impatience de la lenteur de ces études préliminaires et de la lésinerie que les Bâlois semblaient vouloir apporter dans une affaire si importante. Avec sa rude franchise il les morigénait comme il avait fait pour les Bernois, et accusait leur « léthargie », leur aveuglement devant le péril qui les menaçait plus encore que les autres Protestants suisses, puisque leur ville était comme le boulevard du pays⁶. Ainsi la fatalité des circonstances ou de son caractère lui imposait toujours ce rôle ingrat de Cassandre,

promis dans la révolte huguenote. Il avait pris part en 1621 à la défense de Saint-Jean-d'Angely, Clairac et Montauban. Puis, l'hiver suivant, ne voyant rien à faire dans les provinces au Nord et à l'Est de la Loire, où l'Assemblée de la Rochelle l'avait dépêché avec commission de lieutenant général, il s'était rendu à Genève — où il dut voir d'Aubigné — avant d'essayer de rejoindre en Dauphiné Montbrun, qui, en l'absence de Lesdiguières parti pour l'armée royale, soulevait les Protestants. Le comte de La Suze, trahi par son guide, tomba dans un guet-apens et fut emprisonné à Grenoble. Le président du Parlement, d'Expilly, avec qui d'Aubigné entretenait de bonnes relations épistolaires, et Lesdiguières, à son retour, arrêtaient le procès (cf. D'AUBIGNÉ, *Supplément inédit à l'Histoire universelle*, p. 219-221). Mais, pendant l'été de 1622, le Comte se fit de nouveau arrêter à Lyon pour sa correspondance avec Mansfeld, qui allait tenter sa diversion du côté de Sedan, en faveur des Réformés français. C'est le moment où Berne le demandait pour la Capitainerie.

1. Il y a plusieurs lettres de d'Aubigné relatives à cette négociation, ou bien dans lesquelles il en est question. Cf. Réaume, t. I, p. 138 à MM. de Graffenried et de Spietz; p. 225 au gouvernement de Berne; p. 289 au comte de La Suze, à la veille de sa libération; p. 360 et 518, au même après sa libération.

2. Cf. HEYER, *Notice*, p. 26 et lettre au comte de La Suze (Réaume, t. I, p. 290-291).

3. Il en exprime sa gratitude au début d'une lettre ultérieure à M. de Lutzmann (Réaume, t. I, p. 145).

4. Du 1^{er} au 25 mai 1622. Cf. ROCHEBLAVE, *Vie d'un héros*, p. 219. Il est probable, ajoute-t-il, qu'il faut rapporter à ce séjour le portrait de Sarbruck, qui a tous les caractères d'un hommage officiel.

5. Voir par exemple la très intéressante lettre à M. de Lutzmann mentionnée dans une note précédente. Réaume, t. I, p. 145 et sq.

qui lui avait fait tant d'ennemis en France. Il se rendait compte de son importunité : « Excusez-moi si je suis un peu criard sur les dangers ¹ », mais il s'en faisait un devoir.

Ce n'est qu'après plus d'un an de délibérations et de discussions qu'on adoptera enfin un programme de travaux conforme à ses vues. « Assez tost, si assez bien », écrit-il, en septembre 1623, à M. Lutzelmann². Encore n'en réalisera-t-on finalement qu'une faible partie :

« De vint deux bastions qui leur furent trassez par le Sieur de la Fosse, ils se contentèrent d'en faire quatre, lessant leur ville en l'imperfection où elle est ³. »

A Bâle, d'Aubigné avait appris par un habitant de la ville (M. de Lisle), qui venait de dîner à Soleure avec l'ambassadeur de France, que celui-ci se plaignait véhémentement des « mauvais propos » que le réfugié semait, paraît-il, à Genève, contre la Cour de France⁴. D'Aubigné proteste naturellement. Cependant, quand on connaît ses dispositions et sa verve caustique, l'accusation n'a rien d'in vraisemblable. Cet ambassadeur était Robert Miron, l'ancien président du Tiers aux Etats généraux de 1614. Soit qu'il obéit aux instructions de son gouvernement, ou tout simplement pour faire du zèle, il poursuivait d'Aubigné de son hostilité et ne manquait pas une occasion de chercher à lui créer des difficultés avec la République. C'est dans le malheur qu'on connaît ses amis : la fidélité avec laquelle la ville soutint son hôte en cette circonstance et dans d'autres, car Miron devait revenir à la charge, fut pour lui une précieuse consolation. A son retour de Berne, en rendant compte au Petit Conseil de son voyage (2 juillet 1622), il l'avait mis au courant de la conversation que lui avait rapportée M. de Lisle, et il avait demandé qu'on fit une enquête auprès des « personnes d'honneur et de qualité avec lesquelles il converse ordinairement, pour sçavoir si elles lui ont ouy dire chose aucune au préjudice de l'honneur du Roy, et s'il a pas toujours parlé avec respect des testes

1. Même lettre, p. 147.

2. Réaume, t. I, p. 228.

3. Cf. *Mémoires*, t. I, p. 103. — On trouvera quelques détails complémentaires sur le voyage de d'Aubigné à Bâle, et sur son rôle comme ingénieur-conseil de la ville, dans une étude (Mélanges, *Mittheilungen*) du professeur A. HEUSLER, consacrée à Bâle pendant la guerre de Trente ans et faite d'après les registres du Conseil, au § 4 : *Die Fortifikations arbeiten*, p. 219 et sq. (parue dans les *Beiträge zur Vaterländischen Geschichte*, 8^e vol. Bâle, 1866).

4. Cf. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 104).

couronnées. Item, qu'il leur plaise faire informer contre ceux qui pourroyent avoir donné tel advis, comme aussi contre ceux qui font courir le bruit qu'il est cause que beaucoup de personnes ont été chassées de la ville, et qu'on a surchargé le peuple de gabelles et impôts¹. » Pour payer les dépenses des fortifications. Ces travaux coûtaient cher. Il n'est pas étonnant qu'ils aient provoqué quelques murmures parmi ceux qui songeaient plus à leur bourse qu'à l'intérêt public, sans compter les propriétaires des terrains, évincés de leurs possessions. Bref d'Aubigné s'était fait des ennemis en troublant les égoïsmes dans leur tranquillité. Lui étranger, il devait faire à ces gens-là l'effet d'un intrus qui venait se mêler de ce qui ne le regardait pas. C'est sur ce mécontentement que spéculait l'ambassadeur. Mais il en fut pour ses frais de machiavélisme. Le Petit Conseil s'élevait au-dessus de ces mesquineries. Tout en octroyant à d'Aubigné sa requête, il lui déclara « qu'on estoit asseuré de sa bonne volonté et de son affection... qu'il pouvait demeurer en toute seureté en ceste ville sans aucune crainte ni appréhension d'estre abandonnée de la Seigneurie² ».

L'enquête prescrite se prolongea pendant six mois³. Autant dire qu'on enterra l'affaire.

Cependant, à la fin de 1622, quand la paix fut rétablie en France avec les Huguenots, un certain changement se marqua dans la politique extérieure du royaume, qui put donner quelques espoirs à d'Aubigné. Libre de préoccupations intérieures, Louis XIII désirait maintenant de son gouvernement une action plus énergique au dehors, pour faire lâcher prise à l'Espagne dans la Valteline et à l'Empereur dans le Palatinat. En effet, les faiblesses de notre diplomatie, obligée de temporiser, avaient encouragé l'audace et facilité les succès de nos adversaires. Les champions que l'Electeur Palatin, et surtout sa femme, fille de Jacques I^{er}, avaient trouvés pour défendre leur cause, Christian de Brunswick et Ernest de Mansfeld, s'étaient fait battre par les Bavares. L'Empereur se préparait à transférer sur la tête de Maximilien de Bavière, en récompense de son assistance, la

1. HEYER, *Notice*, p. 28.

2. HEYER, *Notice*, p. 29.

3. Voir des détails à ce sujet dans une lettre écrite par d'Aubigné en 1624 au secrétaire d'Etat M. de Loménie, éd. Réaume, t. I, p. 307-308.

dignité électorale du Palatin. Ce serait une voix de plus dans le Collège pour les Catholiques. De son côté Philippe IV, sans refuser positivement d'évacuer la Valteline, déclarait ne pouvoir le faire avant d'avoir garanti la sécurité des catholiques de la vallée contre les représailles possibles des Grisons protestants, et, en attendant que des mesures fussent prises à cet effet d'un commun accord par les puissances catholiques, il proposait de remettre les forts entre les mains d'un séquestre. Mais depuis des mois on discutait sur le choix de ce séquestre sans pouvoir s'entendre.

Las de ces lenteurs, Louis XIII, après la paix de Montpellier, s'achemina à Avignon où il avait donné rendez-vous au Duc de Savoie et à l'ambassadeur de Venise (19 novembre 1622). Cette conférence politique fut reprise à Lyon quelques jours après, en décembre, avec le Prince de Piémont, son beau-frère, et la Princesse, sa sœur Christine. On y jeta les bases d'un traité entre la France, la Savoie et Venise, pour parvenir à la restitution de la Valteline par tous les moyens, au besoin par la force. C'est à Paris que ce traité fut signé, le 7 février suivant.

Jusque-là, et même après, d'Aubigné demeura un peu sceptique sur l'aboutissement de ce projet de coalition et sur un changement effectif de la politique française, dont les Protestants pussent se féliciter. Cependant il avait eu la tentation d'aller saluer le Roi à son passage à Lyon, comme il l'écrit à M. de Rohan (au début de 1623) :

« J'eusse désiré faire la révérence au Roy, et avoir l'honneur de vostre abouchement sans l'érésipèle que vous me vistes à Loudun, et qui ne me manque pas à la fin des automnes¹. »

Il ajoute, il est vrai, dans une autre lettre un second motif d'abstention, qui aurait sans doute suffi à le retenir, c'est la crainte d'être mal accueilli, sachant « le mauvais estat où le Jésuite Arnou et mon misérable fils m'ont réduit à la Cour² ».

Dans ces deux lettres — et dans d'autres — il entretient le duc de Rohan, à mots

1. Ed. Réaume, t. I, p. 265.

2. *Ibid.*, t. I, p. 292.

plus ou moins couverts, du recrutement de soldats protestants en France pour le service de Venise :

« C'est trop parlé de moy ; j'ai à vous dire sur la nouvelle que je receus hier de Venise, de quelque espoir qu'ils ont de vous avoir pour Général, que le fait de la Valteline ne se doit pas commencer par l'envoy d'une armée entre ces montagnes, mais par quelqu'autre moyen plus facile, plus utile et plus honorable, que j'ay étudié en deux ans et en trois mois de promenade par ces frontières¹. »

Son avis à lui serait de faire couler les hommes par petits paquets, et il s'offrait à leur ménager le passage, grâce à ses relations en Suisse.

Il y avait déjà un certain temps que Venise s'était adressée à lui pour se procurer des contingents français, même avant qu'il ne fût question d'un traité d'alliance avec la France. Menacée par de puissants voisins, l'Espagne (dans le Milanais) et Rome, la Sérénissime République devait naturellement chercher des secours au dehors. Dès l'époque de son second voyage à Berne d'Aubigné avait été pressenti « par un vieillard italien de la part de Messieurs de Venise ». On lui demandait à la fois son concours militaire personnel dans les Grisons³ et son entremise pour lever en France de « bonnes et gaillardes forces », qui iraient « travailler en Allemagne sur la bourse de la Sérénissime Seigneurie⁴ ». Mais il fallait pour cela que la paix eût libéré les soldats huguenots de France. Alors les négociations purent devenir actives, et c'est l'ambassadeur vénitien en Suisse, Cavassa, qui les conduisit directement avec d'Aubigné. Il y a dans les papiers de Bessinges des copies d'une série de lettres adressées par d'Aubigné à M. Cavassa et relatives à cette affaire⁵.

Il s'échauffait pour ce beau projet, espérant bientôt décrocher sa petite épée. Au commencement de 1623 il écrivait à M. de Brederode, ambassadeur des Provinces-Unies :

« J'ay desjà depesché en Dauphiné, Bourgogne, Languedoc et Gascogne..

1. Ed. Réaume, t. I, p. 292.

2. Cf. Son compte rendu au Petit Conseil à son retour de Berne, HEYER, *Notice*, p. 28.

3. *Ibid.*

4. Cf. Réaume, t. I, p. 249 dans une lettre à M. de Bréderode.

5. Voir dans le recueil des *Lettres et Mémoires d'Etat* celles qui portent les numéros XXI, XXII et XXIV, XXXI et XXXII. Ed. Réaume, t. I, p. 236, 237, 241, 251 et 252.

Pour moy, je me suis restreinct à beaucoup moindre prix qu'on ne me mettoit de ce costé là, mais promis de donner ma vie et d'espouser la condition qui me pourroit donner une honorable mort sous un maistre qui ait l'entendement de se laisser bien servir¹. »

Il promettait à Rohan d'assurer le passage des recrues « par l'ayde de trois personnes confidentes et d'autorité parmi les Grisons », et il pressait les uns et les autres pour que tous les préparatifs fussent « achevez dez cest hyver, et les forces sur pied pour marcher sur les dernières neges² ».

Son zèle pour la bonne cause suffit à expliquer sa hâte ; mais il y entrait peut-être aussi le désir de n'être pas devancé par le traité qui était en train de se conclure entre la France, la Savoie et Venise (le traité de Paris du 7 février 1623). Une fois la Sérénissime Seigneurie assurée du concours officiel des forces françaises, son rôle à lui, comme procureur officieux dans le recrutement de soldats huguenots, passerait au second plan ; peut-être même Venise serait-elle tentée de renoncer à en enrôler directement ? Soit donc qu'il fût guidé dans cette affaire par un esprit de rivalité, soit qu'une juste défiance l'inspirât à l'égard du gouvernement de Louis XIII — qui, en effet, depuis des années avait paru dominé par des influences catholiques — il ne faisait pas grand fonds sur l'alliance projetée ; et il essayait de persuader Cavassa qu'un revirement de la Cour était possible au dernier moment — dont il croyait même déjà apercevoir les signes, en tout cas il estimait qu'une armée royale, qui recevrait ses ordres de France, et serait plus ou moins paralysée par le respect du Saint-Siège, ne procurerait jamais à Venise les avantages d'une bonne troupe huguenote, toute à son service et à sa dévotion :

« Je dis donc qu'il vault micux avoir 4.000 François qui ayent en horreur les équivoques des Jésuites, que 20.000 qui les aillent interroger sur le point de conscience. »

Au surplus, conclut-il, « jamais Monarque ne fut bon support des Républiques³ ».

1. Ed. Réaume, t. I, p. 249.

2. Cf. lettre à l'ambassadeur Cavassa. Réaume, t. I, p. 237-238.

3. Voir les lettres à Cavassa n° XXII et XXIV. Même idée exprimée dans le *Faeneste* après l'expédition française en Valteline (livre IV, chap. III. Ed. Réaume, t. II, p. 569).

Ce dénigrement préventif d'une alliance avec son propre pays est un peu déplaisant, et on serait tenté de l'accuser de ne pas faire là œuvre de bon Français, si on ne se souvenait pour son excuse qu'il est exilé, et persécuté encore à distance par la Cour de France : mauvaises conditions pour se dépouiller de son esprit invétéré d'opposition. Ajoutons qu'il y avait de bonnes raisons, même pour un protestant moins aigri, de ne pas croire trop vite à une orientation nouvelle de la politique royale. Au fond il n'aurait pas demandé mieux que de pouvoir modifier son opinion sur Louis XIII, et il aurait été heureux de rendre au fils le dévouement qu'il avait naguère prodigué au père. Quand il évoquait le temps de sa faveur sous Henri IV, il avait des soupirs de regret. Malgré tout, l'attitude plus ferme de la France dans la Valteline faisait repousser en lui un regain d'espérance :

« J'ay nouvelles de l'Ambassadeur Cavassa, écrit-il à M. de Rohan... si j'avois auprez de nostre Roy le quart du crédit que le père m'avoit donné, j'espérerois luy faire un des signalez services que pauvre soldat ait jamais faict à Prince : mais Dieu ne permettant pas qu'il y ait oreilles pour nous, j'oseray seulement vous dire que ceste bonne volonté estant convertie en quelque commencement d'action, nous verrions accourir à nostre besongne des multitudes que je n'ose vous dire¹. »

Il se peut qu'il exagère et prenne ses désirs pour des réalités, mais il est certain que les lenteurs — sinon les hésitations — du gouvernement français (le gouvernement des Brûlart alors) n'étaient pas faites pour entraîner les gens. Il avait fallu plusieurs mois, après les entrevues d'Avignon et de Lyon, pour élaborer le fameux traité d'alliance. Combien en faudrait-il encore pour préparer le « commencement d'action » que d'Aubigné appelait de ses vœux ?

Pourtant, la partie serait belle, pense-t-il, si l'Angleterre, comme on l'assure, était résolue à se joindre, au moins en fait, à la coalition, et à s'employer avec les « Teutoniques » à la reconquête du Palatinat². Dès lors la besogne serait toute répartie, et la France « gardant fermement le dessein pris sur les parties de deça » (en Italie), c'est à elle, aux Vénitiens et aux Suisses qu'incomberait la tâche de reprendre la Valteline. Mais cette tâche serait facilitée par la diversion anglaise

1. T. I, de l'édition Réaume, p. 247-248.

2. Voir la lettre n° XXXI à Cavassa, t. I, p. 25.

en Allemagne qui attirerait et fixerait des forces espagnoles. Plan simple et grandiose. D'Aubigné craint seulement que l'entente soit bien difficile à réaliser entre les partenaires, et surtout que la France, par peur de s'engager à fond contre les puissances catholiques, ne se laisse berner par l'Espagne et Rome.

Un ami « qui a eu part aux affaires » lui écrit de France que malheureusement tout s'arrangera en Valteline, aux dépens des Grisons : « Le différent des Grisons se composera tant plus aisément qu'eux sont les moins considérables en leurs affaires, comme en ayant quitté leur espérance et leur part ¹. Les nécessitez que l'Hespagne aura de pacifier la fera contenter de sa commodité, le Pape de l'honneur, et la France d'une apparence ². »

La « commodité » pour l'Espagne, ce sera le droit de passage — sans l'occupation ; « l'honneur » pour le Pape, la protection qu'il aura donnée aux catholiques de la vallée par l'exclusion des soldats des Grisons ; et l'« apparence » dont se contentera la France, ce sera une fiction de libération de la Valteline à l'égard de l'Espagne.

Cet ami ne manquait pas de clairvoyance ou de renseignements, puisqu'en effet toute l'année 1623 se passa sans intervention militaire ; et les négociations conduites à Rome par le commandeur de Sillery, frère du chancelier Brûlart, allaient aboutir à un compromis de ce genre, lorsque les Brûlart furent renversés. Louis XIII, humilié par la faiblesse de leur politique extérieure, se décida brusquement à les renvoyer (janvier-février 1624) et à confier la direction des affaires à un homme plus énergique, La Vieuville. Celui-ci était un précurseur de Richelieu, avec moins de doigté, une manière plus brutale qui ne s'embarrassait pas de ménagements pour éviter de heurter de front le parti ultramontain. L'heure de l'action allait-elle sonner ?

Pas pour d'Aubigné en tout cas. Il était trop tard. Non pas parce qu'il avait une année de plus, mais parce que Louis XIII repoussait ses services, même indirects, même pour le compte de Venise. Il avait opposé son veto auprès de sa nouvelle alliée ; sa rigueur ne désarmait pas. Ainsi tombait le rêve de l'exilé de se

1. Par les traités et les renoncements que l'Espagne et l'Autriche leur avaient déjà imposés (Traité de Milan 29 janvier 1622 ; Traité de Lindau, octobre 1622).

2. Lettre XXXII à Cavassa. Réaume, t. I, p. 252.

battre encore pour la bonne cause, avant de mourir, et cette fois en toute sécurité de conscience, pour la France contre la tyrannie hispano-romaine. Ce lui fut une cruelle déception qu'il relate ainsi dans ses *Mémoires* :

« *L'Ambassadeur Squaramel [il faut lire Cavassa]*¹, *entra en traité de la part de la Sérénissime Seigneurie pour le faire Général des François à leur service : et tout se concluait favorablement quand Myron, Ambassadeur du Roy en Souisse, fit escrire à celuy de Venise qu'il seroyent en l'inimitié du Roy, s'ils se servoyent d'un homme tant hay de sa Majesté.* Les amis eurent beau alléguer, que les causes de la haine des Roys devoient estre aux Republicques cause de charité², la crainte prévalut sur le désir d'accepter la fidélité³. »

Miron fit pis ou mieux. Mis en goût par ce premier succès « il entreprit de desloger Aubigné de Genève ». Les plaintes qu'il avait formulées à son sujet dans une conversation privée, à Soleure, avaient fait long feu, nous l'avons vu. Mais il leur donna une tout autre portée en les renouvelant officiellement, et en transmettant au Petit Conseil (le 9 décembre 1623) une lettre du Roi lui-même, qui déclarait avoir « peu de satisfaction de ce qu'aucuns de nos subjects secouans le joug de nostre obéissance et du respect qu'ils nous doyvent, s'estans retirez parmi vous, s'emportent imprudemment à plusieurs discours licentieux contre nostre autorité et le bien de nostre service; ce que nous avons espéré devoir estre réprimé ».

C'était presque une sommation. A tout le moins c'était un incident diplomatique désagréable. On comprend que le Petit Conseil en ait été ému. Mais pas un instant il ne songea à sacrifier d'Aubigné, qui offrait de se retirer « s'il sçavoit que sa présence préjudiciast en quelque façon au bien de cest Estat ». Il ne s'agissait pas de cela. On cherchait seulement le moyen de concilier les devoirs de l'hospitalité — auxquels on entendait faire pleinement honneur — avec les égards qu'on voulait conserver pour la Cour de France. Finalement c'est d'Aubigné qui suggéra la formule cherchée. Puisque l'accusation du Roi demeurait dans les généralités,

1. Nous avons vu que c'était Cavassa qui avait traité avec lui. La confusion que fait ici d'Aubigné vient sans doute de ce qu'il fut également en rapports plus tard avec le successeur de Cavassa, Squaramel.

2. C'est-à-dire d'affection.

3. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 103-104).

sans nommer personne, on pouvait répondre en termes également généraux : que la République ne tolérerait jamais de menées ni de propos contre lui, et que si elle en avait connaissance — ce qui jusqu'à ce jour ne s'était pas produit — elle en ferait bonne et prompte justice. C'est en ce sens que fut rédigée la réponse à la lettre de Louis XIII (16 décembre 1623)¹.

D'Aubigné qui n'avait pas ployé sous cette bourrasque, et qui avait été bien soutenu par ses amis genevois, en a gardé sans doute quelque fierté, car il a raconté les faits dans ses *Mémoires* en arrangeant un peu et en amplifiant la réponse concertée avec la Seigneurie. Le fond du reste n'est pas sensiblement altéré². S'il en garda de la fierté, il en conserva aussi une reconnaissance émue à la République, à qui il avait fallu un certain courage pour le couvrir en cette circonstance, ou du moins pour ne pas le découvrir. Sa gratitude s'exprime dans une lettre à Madame la douairière de Rohan :

« Je suis icy persécuté de divers hommes, moyens et afflictions : la dernière malice a esté de bailler le choix aux Seigneurs de ceste ville ou de me perdre, ou de les priver des assistances qui leur sont nécessaires. Ils ont respondu en respectueux à Sa Majesté, en amis de l'affligé, en justes et en Souverains. Je me resjouis de l'assistance de Dieu...³. »

Il se réjouissait de l'assistance de Dieu et de celle de la Seigneurie, mais *il souffrait de cette hostilité implacable que lui témoignait le fils d'Henri IV*. S'avouait-il dans son for intérieur qu'il n'avait guère fait ce qu'il fallait pour l'éviter ? Je ne sais, mais ce qu'il y a de certain, c'est qu'elle lui était singulièrement pénible et qu'elle aggravait pour lui la mélancolie de l'âge et de l'exil. Aussi lui arrache-t-elle, peu après l'incident que nous venons de relater, un cri douloureux dans une lettre à Monsieur de Loménie, secrétaire d'État (début de 1624). Il lui rappelle la proposition — touchante et dérisoire — qu'il avait faite naguère, quand il négociait avec la Cour la reddition amiable de ses places, de se retirer à l'étranger, dans le pays qu'on lui désignerait, pourvu qu'il restât inscrit sur les états de la

1. Cf. HEYER, Notice, *D'Aubigné à Genève*, p. 29 et 30 (d'après les *Registres du Conseil*). Cet incident aura encore un écho, 4 ans plus tard, en 1627, dans une conversation tenue à Paris par le secrétaire d'État Herbault avec deux députés Genevois. Cf. *Ibid.*, p. 31.

2. Cf. *Mémoires* (Réaume t. I, p. 104-105).

3. Réaume, t. I, p. 306.

maison du Roi pour un écu de pension, et qu'il pût continuer à se dire domestique de Sa Majesté. Maintenant il est prêt à s'éloigner encore davantage si on le trouve trop près de la France à Genève, mais à la condition que ce soit honorablement, et non sous une accusation infamante qu'on n'ose pas porter en justice où la preuve pourrait être administrée :

« J'ay requis que procez me fust faict et parfaict sans faveur aucune ; mais il ne vient ny partie ny tesmoins, et cependant je demeure criminel en la pensée de mon Roy, ruiné de toutes mes affaires en France, en charge et fardeau à mes amis... Or, voicy ce que je demande au Roy pour les services d'un père, de frère, et dix parents morts à la querelle des Bourbons, de soixante années que j'ay faict lettière de ma vie avec plusieurs playes pour le mesme nom, de ce que Dieu s'est servy de mon adresse pour tirer mon Maistre des prisons ¹, et de mes mains pour le sauver de deux assassinats : qu'il plaise à Sa Majesté (si on désire mon esloignement de ce lieu et ne le causer par aucun crime, comme il seroit grand d'avoir blasphémé de l'oint de Dieu) trouver bon que je m'eslogne de cinq cents lieues, le feray. Mais si on ternit mon nom de quelque accusation, je retournerois du bout de l'Europe en ce lieu où la justice bonne et sévère s'exerce mesme des delitz faitz au loing. J'attendray donc la pure volonté du Roy pour y obéir sans déshonneur ². »

Il n'eut pas de réponse, mais en 1625, après l'avènement de Richelieu au ministère, quand une armée française commandée par le marquis de Cœuvres (Anibal d'Estrées) descendit des Grisons en Valteline et en chassa les troupes pontificales, en même temps que le connétable de Lesdiguières franchissait les Alpes, et, avec le concours du duc de Savoie, allait attaquer Gênes, le port du Milanais espagnol, d'Aubigné eut *une fausse joie*, et crut encore à la possibilité de faire agréer ses services *in extremis*. M. de Bullion, conseiller d'État, qui avait été commissaire de la Reine Régente en 1611, à l'Assemblée de Saumur, accompagnait le Connétable. Il entra en relations avec d'Aubigné, malgré les différends passés — ils étaient du reste réconciliés ³ — et le pria de transmettre les renseignements

1. En 1576 quand il avait fait échapper le Roi de Navarre de la Cour des Valois.

2. Ed. Réaume, t. I, p. 308-309.

3. Depuis 1621 sur l'initiative de M. de Bullion qui lui avait écrit de Grenoble. D'Aubigné en avait fait part au Petit Conseil (séance du 3 février 1621 : cf. HEYER, *Notice*, p. 123, note).

qu'il pourrait avoir sur les dispositions des cantons suisses — catholiques et protestants — surtout les nouvelles relatives aux mouvements des troupes impériales allemandes, dont on redoutait une intervention contre les corps expéditionnaires français de Valteline et d'Italie. Tout en s'acquittant diligemment de sa mission, d'Aubigné ne manqua pas de rappeler qu'il était « homme de siège et sans capitulation » (lettre du 2 avril 1625), et, comme on n'eut pas l'air de repousser ses avances, il insista, affirmant hautement, d'une façon flatteuse pour Lesdiguières, que ce lui « seroit un honneur souhaitable de mourir en bien faisant, non avec, mais sous le plus redouté Capitaine de l'Europe. Je reprendrois joyeusement, ajoutait-il d'un ton alerte qui fait plaisir chez ce vieillard, la petite espée pue j'ay mise au crochet, et forcerois toutes les incommoditez de l'exil, de l'age, et de la pacifique condition que je suis, avec la diligence et la vigueur que se peut. » (Lettre du 18 juillet)¹.

Peu s'en fallut cette fois, semble-t-il, qu'il ne fût exaucé. Un projet prenait corps, audacieux et bien fait par cela même pour le séduire. Il s'agissait d'une diversion en Franche-Comté, point sensible de la puissance espagnole, où l'on pouvait couper ses communications entre l'Italie et les Flandres. Il était question de lui confier pour cette entreprise quatre régiments d'infanterie et une compagnie de gendarmes. M. de Bullion vint se concerter avec lui à Genève. L'affaire était en bon train. Mais finalement la Fortune se joua encore de ses espérances. Les difficultés imprévues auxquelles se heurta, à Gênes et à Savone, l'expédition franco-piémontaise, fit sans doute renoncer à cette extension hardie des opérations. Car il fut nécessaire d'envoyer en Italie d'importants renforts, prélevés sur l'armée qu'on avait préparée en Champagne².

Il fallait que d'Aubigné se résignât désormais. Il ne reprendrait jamais les armes. Au reste il approchait de 75 ans. Il avait bien gagné ses Invalides... à la lettre, car il avait le corps tout cousu de blessures, qui le faisaient souffrir surtout aux changements de saisons. Mais l'esprit et le cœur demeuraient jeunes, et, à

1. Voir la correspondance de d'Aubigné avec M. de Bullion et Lesdiguières au t. I de l'éd. Réaume, les n^{os} XII et XIX des *Missives et Discours militaires*, p. 154 et 177 (au Connétable) — et les n^{os} XXXVII, XL, et XLII des *Lettres et Mémoires d'Etat*, p. 257, 261 et 263 (à M. de Bullion).

2. Cf. sur cette nouvelle déception, *Mémoires*, éd. Réaume, t. I, p. 109.

défaut de l'épée, il devait garder jusqu'au bout à la main sa bonne plume, alerte et acérée... un peu trop même parfois, car elle lui attira encore quelques désagréments. Heureusement une influence féminine s'exerçait sur lui, qui contribuait avec l'âge à l'assagir : il avait retrouvé sur la terre d'exil la douceur tiède d'un nouveau foyer.

§ 3. — Le nouveau foyer d'Agrippa d'Aubigné : son remariage avec Renée Burlamachi (24 avril 1623). — Le retour du fils prodigue. — La mort de sa fille Marie. — Les derniers travaux littéraires d'Agrippa d'Aubigné.

Il était veuf depuis 1595, et, pieusement recueilli dans les souvenirs du passé, jamais il n'avait songé à se remarier, tant qu'il avait été entouré de ses enfants et petits-enfants. Mais à l'étranger, loin des siens, loin de ses amis d'autrefois, il sentait davantage le poids de la solitude. Même son fils naturel, Nathan, qui l'avait accompagné à Genève, n'habitait plus avec lui depuis qu'il avait épousé Claude Pellissari¹. Ce n'était pas sa petite « maison militaire » qui pouvait lui donner l'illusion d'un foyer, ces quatre gentilshommes qui avaient escorté sa fuite de France, et qu'il avait gardés près de lui. Sa situation intéressa de bonnes âmes ; elle toucha « la vefve de Monsieur Balbany, de la maison des Burlamasqui de Luques. Ce mariage fut commencé par la voix du peuple, qui n'avoit rien à souhetter pour une personne grandement aymée, tant pour la probité, charité et bienfaicts envers tous, que pour la race très noble et les biens et commoditez à suffisance de ceste nouvelle vefve² ».

Impossible de faire entendre plus délicatement que le bénéficiaire dans cette union, à tous les points de vue, c'était lui. Renée Burlamachi était née à Montargis, le 25 mars 1568, et avait donc cinquante-cinq ans. Elle était veuve depuis deux ans de César Balbani, dont elle avait eu dix enfants, tous morts en bas âge. C'était une femme de haute vertu, de grande piété, de noble cœur, digne à tous égards de s'unir au glorieux proscrit dont elle acceptait d'adoucir la vieillesse et l'exil³.

1. Cf. HEYER, *D'Aubigné à Genève*, p. 55 et note 1.

2. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 105-106).

3. Cf. HEYER, *Notice*, p. 35-36, et l'ouvrage de Charles Eynard : *Lucques et les Burlamachi* (Paris et Genève, 1848, in-12) où il a raconté la vie de Renée, d'après ses *Mémoires*, qui s'arrêtent à 1601.

Une circonstance imprévue permit à d'Aubigné de faire au dernier moment une épreuve décisive du caractère et de la valeur morale de celle qui allait devenir sa compagne. La veille du contrat il apprit qu'il avait été condamné en France « à avoir la teste tranchée pour avoir revestu quelques bastions [de ses places] des pierres d'une Église ruinée l'an 1562¹ ». C'était sa quatrième condamnation à mort pour crime de ce genre. On pensait le rendre ainsi odieux à Genève, et cette fois faire rompre son mariage. Il alla porter lui-même la nouvelle à Renée Burlamachi pour juger de l'effet produit :

« *Je suis bien heureuse d'avoir part avec vous à la querelle de Dieu, répondit-elle : ce que Dieu a conjoint l'homme ne le séparera point*². »

Ainsi s'accomplit le mariage, le 24 avril 1623. D'Aubigné « congédia et contenta » — par quelque honnête gratification — les quatre gentilshommes qu'il avait conservés jusque-là comme une sorte de garde d'honneur à sa dignité de Maréchal de camp, et il « se réduisit au ménage avec sa femme », allant habiter chez elle, et renonçant au logis Sarrasin, dont la Seigneurie avait fait gracieusement les frais³.

Il semble que dès lors il passait l'été dans sa propriété du Crest, et l'hiver à Genève dans la maison de sa femme. Il avait fait au Crest des travaux de construction et d'aménagement importants, au cours desquels il faillit se rompre le col en escaladant les échafaudages comme un jeune homme⁴. Il n'avait pas seulement en vue la commodité et l'agrément, mais aussi la sécurité, car il était persuadé que ses ennemis de France, étaient très capables de soudoyer quelques bandits

1. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 105). Dans l'*Inventaire des papiers de d'Aubigné* après son décès, figure « une permission des religieux et prestres de Maillezaïs au dict defunt de se servir de la pierre et terre de la ruine de l'église de Maillezaïs, signée Collars, 18 février 1613. » (Cf. HEYER, p. 48 note 1.) Si c'est pour cela qu'il fut incriminé, on voit que c'est une mauvaise querelle qu'on lui chercha, puisqu'il avait pris la précaution de se munir d'une autorisation du clergé catholique. La condamnation fut exécutée en effigie sur la place de Grève à Paris : cf. le quatrain fait là-dessus par M. Foissia au moment du mariage (*Mémoires*, t. I, p. 106), et un autre que cette circonstance inspira également à un jeune et charmant correspondant de d'Aubigné qui venait de passer l'hiver chez lui (cf. *Bulletin du Protestantisme*, t. XXIV, 1875, p. 323-326).

2. *Mémoires*, éd. Réaume, t. I, p. 106.

3. *Ibid.*, p. 99 et 106. La maison de sa femme était située près de la porte du château, à peu près sur l'emplacement du n° 14 actuel de la rue de l'Hôtel-de-Ville. Elle a été démolie en 1840 (cf. HEYER, *Notice*, p. 34.)

4. Cf. *Mémoires*, éd. Réaume, t. I, p. 105.

pour lui faire un mauvais parti. Aussi, en 1624, demanda-t-il au Petit Conseil l'autorisation de fortifier son château. Elle lui fut accordée à condition qu'il n'en abusât pas, et qu'il n'édifiât rien qu'on fût obligé de démolir en cas de guerre pour ne pas offrir une forteresse à l'ennemi. Il répondit qu'il cherchait seulement à se garantir contre les larrons et assassins, et qu'il y aurait « une courtine fermée et un bastiment sur les vieilles murailles avec un cul-de-lampe ¹ ».

Il jouissait du bien-être matériel et moral ; il se sentait entouré d'une douce et calme affection, qui apaisait l'agitation de sa longue vie mouvementée. Les travaux de la campagne, l'administration de son domaine l'intéressaient et l'occupaient. Il y menait un train seigneurial, qui lui permettait de recevoir en châtelain ses amis de Genève. Il les retrouvait à la ville. Tout l'élite de la société était liée avec lui, des magistrats, des pasteurs, les Tronchin, Diodati, Goulart, Turretini, le neveu de Mme d'Aubigné. Les étrangers de marque qui étaient de passage à Genève, ne manquaient pas d'aller visiter l'illustre réfugié, lui portant encore plus de respect que de curiosité, et venaient goûter en sa compagnie et dans sa conversation le charme des souvenirs et les leçons d'une longue expérience. Très hospitalier, il ne se contentait pas de faire bon accueil à ses amis et à ses visiteurs ; il aimait à organiser des réceptions en leur honneur, comme il le fit pour la princesse de Portugal, à qui il offrit un concert avec vers et musique de sa composition ².

D'Aubigné paraît avoir été plus qu'un amateur de musique, et les instruments qui figurent sur l'Inventaire de ses meubles après décès (une grande viole basse, deux moyennes et un violon ³) ont sans doute été touchés par lui. C'est une révélation sur le côté tendre et délicat d'une sensibilité qu'on est plus habitué à voir, dans ses œuvres, tendue et violente.

Y a-t-il rien de plus exquis que ce petit tableau qu'il trace lui-même, dans une

1. Cf. HEYER, *Notice*, p. 34-35 et notes 1 et 2 de la p. 35.

2. Cf. *Ibid.*, p. 38-40, et ROCHEBLAVE, *Vie d'un héros*, p. 228-230. Cette princesse, Emilie de Nassau, femme de don Emmanuel de Portugal, était la sœur de Maurice de Nassau (mort en 1625). Elle venait s'établir à Genève avec ses six filles. C'est elle qui acheta la maison Sarrazin où d'Aubigné avait logé (1626). La pièce de vers, que d'Aubigné composa en son honneur et mit en musique, se trouve au t. III, de l'édition Réaume, p. 307.

3. *Archives du Conseil*, vol. 254, n° 21 à 24 de la 2^e partie (Meubles.)

lettre à Rohan, du charme de son existence nouvelle, où les plaisirs de l'esprit et du cœur se mêlent harmonieusement ?

« C'est avec grand regret que je ne puis vous aboucher, pour des raisons qui ne se peuvent escrire ; mais si les choses vont au bien, nous guérirons bien toutes ces craintes en mettant la main à l'œuvre pour lequel je quitteray, quand il vous plaira, mes livres, mes compagnies exquisés, mes bonnes et grandes musiques, et la plus douce vie que j'aye encor savourée¹. »

Mais survint un trouble-fête : Constant reparut. D'Aubigné ne l'avait pas revu depuis 1619. On se rappelle qu'il avait repoussé durement toutes les tentatives de réconciliation que son fils avait faites auprès de lui, avant son départ de France, par des intermédiaires bien intentionnés, mais plus faciles à abuser que le père. Il avait épuisé toutes les indulgences, et il n'était pas homme à tomber dans la faiblesse. Cependant on peut croire qu'il n'oubliait pas ce dévoyé, que sa pensée allait souvent vers lui, et qu'il priait Dieu de lui faire la grâce de le ramener dans le bon chemin. Les Villette ne le perdaient pas de vue — et pour cause, car Constant avait souvent besoin de secours pécuniaires — et ils tenaient le père au courant de ses faits et gestes. Renée Burlamachi, avec son grand cœur de femme et de mère qui avait perdu tous ses enfants, devait s'employer de son côté à un rapprochement. Bref, Constant crut le moment venu, au début de 1624, et il arriva inopinément à Genève pour solliciter son pardon. Il se disait prêt à toutes les pénitences qu'on lui imposerait pour faire sa paix avec l'Église protestante. D'Aubigné voulut croire à sa sincérité, et avertit la compagnie des pasteurs, qui estima nécessaire « une griefve et sérieuse repentance par laquelle il peust édifier, autant qu'il avait scandalisé par son apostasie et vie desbauchée. Elle députa vers lui quatre pasteurs à qui il promit de reconnaître sa faute de la manière et dans l'endroit qu'on jugeroit à propos. Sur quoi il fut convenu que la réparation de la faute devait se faire là où le scandale avait été donné² », c'est-à-dire à Paris et dans le Poitou. (Délibération du 13 février 1624.)

C'était une façon adroite d'accorder les exigences de la morale avec celles du Petit Conseil, qui ne tenait pas à voir se prolonger le séjour dans la ville du fils

1. Ed. Réaume, t. I, p. 294.

2. Cf. HEYER, *Notice*, p. 37.

d'Aubigné. Trois jours avant, en effet (le 10 février), il avait reçu de France à son sujet un rapport peu édifiant — ou qui l'était trop. Il fallait bien se garder, écrivait-on, du sieur Surimeau, qui avait eu des communications fort étroites avec les Capucins et les Jésuites. Il n'y avait pas longtemps qu'on l'avait vu à Paris en fort petit équipage ; et maintenant il avait de l'argent, de provenance suspecte. Puis il n'avait pas fait le voyage seul. Il était accompagné d'un homme qui passait pour un grand mathématicien. A quelle intention ? — Les mathématiques ne sont assurément pas une science défendue, ni dangereuse en soi, mais je suppose que la Seigneurie craignit d'avoir affaire à un espion, chargé de relever le plan des fortifications. Quoi qu'il en soit, on pria d'Aubigné de congédier son fils le plus tôt possible¹.

Constant repartit donc, et alla faire en Poitou et à Paris toutes les « reconnaissances » et soumissions qui lui avaient été enjointes. Il y ajouta même de son chef, et, pour donner des gages plus éclatants de son changement, il écrivit « en vers et en prose furieusement contre la Papauté ». Les palinodies ne lui coûtaient pas cher, mais elles coûtèrent davantage à son père, qui, pour ne pas le laisser retomber dans ses égarements par manque d'argent, lui en donna et lui fit même une petite pension².

Il croyait l'avoir reconquis. Sa joie éclate dans une lettre d'exhortation à Mme de Rohan (la femme du Duc), qui portait la même croix et voyait un de ses fils séduit par les Jésuites :

« Je vous convie à prendre la mesme résolution que je fis [c'est-à-dire le remède énergique de la rupture] et laquelle, Dieu mercy, m'a succédé ; car ce perdu s'est retrouvé, et mon mort est ressuscité³. »

C'est presque un alleluia. Blâmerons-nous le cœur paternel d'avoir rendu peut-être trop vite sa confiance ? On comprend du moins que les étrangers n'aient pas été si prompts à l'accorder. A trois reprises, pendant cette année 1624, Cons-

1. Cf. HEYER, *Notice*, p. 36-37.

2. Cf. *Mémoires*, éd. Réaume, t. I, p. 112.

3. Ed. Réaume, t. I, p. 399. Ce fils de Rohan devait mourir prématurément et réconcilié avec le protestantisme — d'où d'Aubigné tirera une consolation pour le père. Voir même tome, p. 402, le n° XIII, des *Lettres de Piété et de Théologie*.

tant annonça son intention de revenir à Genève, et chaque fois le Petit Conseil lui fit signifier par le père qu'il devait s'abstenir ¹.

Alors il restait à Paris, lieu de tentation et de perdition pour lui. A tout prix d'Aubigné voulait l'en arracher. Il finit par lui couper les vivres pour l'obliger à en partir. Il lui proposait d'aller servir dans l'armée du Roi de Danemark, qui se préparait à intervenir en Allemagne en faveur du Protestantisme et de l'Électeur Palatin dépossédé. Constant parut d'abord céder, pour avoir de l'argent. Mais le père prenait ses précautions. Il écrivait à son gendre M. de Villette :

« Je le conois bien pour estre ennemi des entreprises rudes, comme il a nommé celle-là ; mais pour luy faire quitter son Paris, par quelques intersses-sions puissantes sur moi qu'il a employées, il n'a seu obtenir de moi le secours d'un teston. Maintenant il promet de franchir la barrière. Je luy escriis que, m'en assurant, je luy feray donner de quoy partir de Paris et aller jusques à Hambourg ; là il recevra de quoy achever son voyage ². »

Quand il connut ces conditions, Constant trouva « l'invention » paternelle encore plus « rude », et il renâcla. Et d'Aubigné gravement lui répliquait que son relèvement ne pouvait se faire sans effort :

« Vos mauvaises actions vous ont rendu soubsonneux aus bons, leur retour vers eux irréconciliable aus meschans ; de là n'y a plus d'emplois ni d'honorable travail. Vos desbauches et dettes vous ont osté l'orillier de la maison, et le repos. La condition où vous estes vous est en horreur. Touttes ces maladies implicites demandent un grand changement d'air et le bain de vos sueurs ³. »

Il ne put décider le pécheur à aller si loin. Constant offrit un moyen terme. Son père désirait le voir soldat, et soldat de la bonne Cause. Il y était tout disposé. Mais à quoi bon aller se perdre dans les brumes du Nord, quand il pouvait se battre en Italie ou en Valteline, avec les armées alliées ? Plusieurs gentilshommes de ses amis, le baron de Semur, M. de Marigny, le marquis de Jouvernet, levaient des compagnies à cheval pour le compte de Venise. Son ambition était d'en faire

1. Séances du Conseil du 24 mars, 28 avril et 14 juillet 1624. Cf. HEYER, *Notice*, p. 37 et notes 3 et 4.

2. Cf. Réaume, t. I, p. 577, où cette lettre est donnée d'après la copie du ms. de Bessinges. L'original (de la main de Renée Burlamachi) se trouve à la Bibliothèque de l'Histoire du Protestantisme, dans la collection P. A. Labouchère, avec un post-scriptum où Renée parle en son nom (Cote 756/1).

3. Ed. Réaume, t. I, p. 484-485.

autant. Ce projet ne déplaisait pas en principe à d'Aubigné, qui lui-même, nous l'avons vu, espérait prendre part à cette campagne. Il consentit donc à causer avec Constant, et, sur sa requête, le Petit Conseil accorda 'un sauf-conduit d'un mois « au sieur de Surimeau » (8 avril 1625) ¹. Ce qui effrayait d'Aubigné c'était la dépense. Il fallait faire des avances dont on ne serait remboursé que plus tard, si on l'était. Constant prétendait avoir des prêteurs, si son père consentait à donner sa caution. Celui-ci hésitait. Cependant il le laissa aller en Gascogne et en Saintonge préparer le recrutement de ses hommes. Le connétable de Lesdiguières l'assistait de sa recommandation, et d'Aubigné l'en remerciait : « Si on luy tient promesse, je mettray l'espaule sous la sienne pour luy aider à la tenir ². » Mais quand il connut le montant exact des sommes promises et les conditions d'engagement que faisait Venise, il jugea « le marché ruineux » et estima que jamais Constant ne s'en tirerait. Aussi refusa-t-il finalement de garantir la levée ³ (début de 1626).

Au reste, le traité de Monçon avec l'Espagne, qui allait régler la question de la Valteline, était proche. Il fallut toute l'habileté politique de Richelieu pour obtenir un demi-succès, malgré la nouvelle révolte protestante qui lui tira dans le dos pendant qu'il faisait face à la coalition ultramontaine. Les prétextes invoqués étaient insignifiants : quelques infractions à la dernière paix, surtout la menace du Fort-Louis construit par les Royalistes pendant la campagne de 1622 et qui inquiétait la Rochelle, ou encore la présence de navires de guerre croisant dans les parages de l'île de Ré. En réalité Soubise profita simplement de l'occasion et des circonstances qui absorbaient ailleurs les préoccupations et les forces du gouvernement français. Au début de 1625 il surprit plusieurs vaisseaux royaux à l'embouchure du Blavet ⁴, puis, maître de la mer, s'empara de l'île d'Oléron. Pendant ce temps, son frère Rohan parcourait le Languedoc en prêchant la guerre sainte, et faisait le prophète avec des versets des Écritures. Heureusement ces deux perpétuels agités ne réussirent à entraîner qu'une minorité. Mais cela suffit à gêner beau-

1. Cf. HEYER, *Notice*, p. 37 et note 5.

2. Lettre du 18 juillet. Cf. Réaume, t. I, p. 316-317.

3. Voir les lettres échangées entre le père et le fils à ce sujet : celle de Constant au t. V de l'éd. Réaume dans une note, p. 247, et la réponse du père au t. I, p. 192, n° XXV du livre des *Missives et Discours militaires*.

4. Morbihan, la rivière qui débouche à Lorient.

coup l'action de Richelieu au dehors. Cette fois d'Aubigné condamnait le mouvement. Il qualifiait Soubise de « pirate de bonne maison », et jugeait cette affaire « fascheuse et intempestive ¹ ». Ce qui prouve qu'à Genève son point de vue s'élargissait tout de même, et qu'il n'était plus réduit à l'horizon borné où s'enfermait l'esprit de parti des Huguenots français. Il embrassait maintenant tous les événements européens et les intérêts généraux du Protestantisme, et il ne pouvait pas ne pas voir qu'en se soulevant à ce moment, les Réformés, qu'ils le voulussent ou non, faisaient le jeu de la Papauté et des puissances ultra-catholiques. Il essayait pourtant encore d'excuser Rohan, pour qui il avait une estime et une affection toutes particulières. Il écrit à un noble personnage :

« J'ay reçu lettres de M. de Rohan qui parlent bien un langage plus pacific que le bruit qu'on lui donne. J'ai résolu de n'entretenir point Vostre Altesse des affaires françaises : car ma conscience ne les pouvant approuver, ny ma condition les condamner, il ne me reste que le taire et attendre le résultat du ciel ². »

Voilà un langage de bon Français. Il est vrai qu'il avait un motif personnel de déplorer la faute de ses coreligionnaires, puisque leur rébellion si inopportune risquait d'arrêter net la guerre extérieure, à laquelle jusqu'au bout il espéra de participer. Le rétablissement de la paix générale, au printemps de 1626, fit évanouir son dernier rêve de soldat ³. Il avait eu au moins ce bon côté d'être une diversion salutaire au deuil qui venait de le frapper.

L'ainée de ses filles, Marie, celle qui avait épousé Caumont d'Ade, était morte dans l'été de 1625, après une longue maladie. Elle laissait quatre enfants, « quatre chainous », écrit d'Aubigné à son gendre ⁴, qui devaient maintenir solidement le lien d'amitié entre eux deux. Mais ce qui ne tarda pas à le relâcher, c'est le remariage rapide de Dadou avec Madeleine Mériaudeau, fille d'un procureur (17 oct. 1625). D'Aubigné en fut peiné. Il songea à prendre avec lui un des orphelins, soit l'ainée

1. Voir éd. Réaume, t. I, dans le livre des *Missives et Discours militaires*, les lettres XVII à l'ambassadeur de Venise et XVIII à M. Durant, colonel au service de Venise, p. 175-176.

2. Ed. Réaume, p. 284-285.

3. Traité de la Rochelle avec les Protestants (5 février 1626). Traité de Monçon avec l'Espagne (élaboré de janvier à mai).

4. Voir la lettre de consolation et d'exhortation chrétienne qu'il lui a adressée le 27 août 1625, éd. Réaume, t. I, p. 318, n° 28 des *Lettres d'affaires personnelles*.

des fillettes, Arthémise, si ses mœurs s'accordaient bien « à la modestie et humilité qu'il faut à Genève » et si le père consentait à la lui laisser marier à son idée, soit un des petits, plus faciles à ployer¹. Il ne semble pas que ce projet ait eu une suite.

Si sa prédilection paternelle allait à « son unique », Mme de Villette, il avait toujours eu une sollicitude particulière pour la situation de sa fille Marie, moins bien mariée et moins fortunée. D'ailleurs il lui devait une compensation, car elle n'avait pas touché complètement sa dot. Aussi c'est à elle, et à ses enfants, qu'il avait attribué d'avance le domaine du Crest, dont il lui avait fait donation régulière — entre vifs — par acte du 2 septembre 1622, s'en réservant seulement l'usufruit². Les Villette n'ignoraient pas cette disposition, mais ils n'en ressentaient pas d'envie. Leurs relations avec d'Aubigné, comme le montrent les correspondances échangées, ont toujours été extrêmement affectueuses. Il les chargeait de petites commissions, de lui choisir des chapeaux³ — à la mode sans doute — de lui commander des pièces de toile du Poitou, sans regarder à la dépense, car c'est un cadeau qu'il veut faire à sa femme⁴. C'était là peu d'embarras. Mais ce qui en causait davantage à M. de Villette, c'était le règlement des affaires que d'Aubigné avait laissées en suspens par son brusque départ de France. M. de Villette faisait rentrer les créances. La liquidation la plus laborieuse fut celle du reliquat de l'indemnité de Rohan pour la cession de Maillezais. Rohan, d'après la convention, devait s'acquitter en trois ans des 50.000 francs restant dus. En 1626 ce n'était pas encore terminé. Le 21 juin, en accusant réception à M. de Villette de lettres de change pour une somme de 16.000 francs, d'Aubigné ne lui cache pas qu'il a été et est encore fort gêné, car il ne pourra rien toucher avant deux mois :

1. Cf. même tome, p. 566, la lettre à M. de Villette, datée du 21 juin 1626.

2. Une expédition de cette donation est mentionnée parmi les papiers inventoriés après le décès de d'Aubigné (1^{re} partie de *l'Inventaire général*, n° 26). En fait les deux demoiselles de Caumont (les deux garçons moururent jeunes) furent dépossédées du Crest, car leur branche était elle-même débitrice envers Constant, sur lequel Dadou avait usurpé la terre de Surimeau. Pour la garder, celui-ci fit vendre le Crest, qui fut acquis par un Micheli (il est resté dans cette famille). Acte passé à Niort le 11 avril 1637 (cf. HEYER, p. 52 et note 3). D'où des difficultés ultérieures avec ses filles, et surtout avec l'un de ses gendres. Je n'entrerai pas dans le détail de cette affaire compliquée, qui donna lieu à toutes sortes de procédures.

3. Ed. Réaume, t. I, p. 576.

4. *Ibid.*, p. 575.

« J'ai honte de vous dire que j'étois à sec, et que j'aurois besoin que vous me fissiés envoyer, par la dernière voye, afin qu'il n'y ait point de longueur, quelque quatre mille livres, ou moins si la doute de l'affaire de Maillezais le veut ainsi ¹. »

C'est que, en fin de compte, le Crest lui revenait assez cher avec les transformations qu'il y avait faites, et l'accroissement qu'il avait donné peu à peu à la propriété par des acquisitions supplémentaires de terrain tout autour : bois, prés, vignes ². Le total de la dépense monta à onze mille écus ³. C'était une somme pour un exilé, qui avait dû, des épaves de sa fortune, se refaire un fonds nouveau. Puis son train de maison exigeait d'assez gros revenus, et il ne voulait pas vivre aux dépens de sa femme. Il lui fallait donc être bon économiste, afin d'équilibrer ses recettes et ses dépenses. M. de Villette cherchait à lui faire rendre la faculté de rentrer en France, au moins d'y venir à sa volonté. Pour cela il fallait obtenir l'annulation des condamnations prononcées contre lui. Mais d'Aubigné déclare tout net qu'il ne dépensera rien pour des frais de procédure :

« J'ay encor un mot à vous dire : vous m'obligerez beaucoup quand vous me pourrez faire donner liberté de me promener en France ; mais pour effacer l'ignominie de l'arrest qui a esté mis sur ma teste quatre fois en ma vie, je tiens ces persécutions à tel honneur que je serois bien marri de dependre un escu pour les abolir, comme aussy mes affaires ne le requièrent pas : car de tout ce que vous avez heureusement et fidèlement fait pour moy, il s'en fault de deux cents livres que mon revenu m'aquite de ce que je suis obligé d'employer tous les ans ⁴. »

Sa grande préoccupation pendant ses dernières années, en dehors de l'administration de son domaine, c'était la réédition de ses principales œuvres et la composition de nouvelles, car son génie resta fécond jusqu'à la fin.

Il dut se mettre d'assez bonne heure à la revision de ses *Tragiques*, dont il ne se dissimulait pas les imperfections de forme ni les négligences, avouées dans l'Avis de l'Imprimeur de la 1^{re} édition, qui en faisait espérer une seconde « où non seule-

1. Ed. Réaume, t. I, p. 566. Un an après il était encore question de « l'affaire de 50.000 livres » et il ne peut guère s'agir que de la dette de Rohan. Cf. Réaume, t. I, p. 574, lettre du 9 juin 1627.

2. Cf. dans l'Inventaire des Papiers le n° 19 relatif aux titres de propriété du Crest et de ses annexes.

3. Cf. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 105).

4. Lettre du 8/18 novembre 1626, éd. Réaume, t. I, p. 568.

ment les deffauts seront remplis, mais quelques annontations esclairciront les lieux plus difficiles ¹ ». Il est regrettable que ce programme n'ait été qu'à demi exécuté. D'Aubigné s'est dispensé des annotations promises, historiques ou autres, qui eussent été souvent bien nécessaires pour l'intelligence du texte. Du moins ce texte l'a-t-il amélioré par des corrections et des additions — environ 400 vers intercalés çà et là dans les 7 livres. Le résultat de ce travail de révision est enregistré dans le manuscrit de Bessinges (vol. VII) où le poème a été recopié tout entier, avec les leçons nouvelles et les additions. Cette copie est de la main d'un secrétaire ; d'Aubigné n'a fait lui-même que quelques rectifications. C'est le manuscrit qu'ont reproduit MM. Read ² (1872) et, peu après, Réaume et de Caussade ³ (1877). Il porte à la première page la mention : « Donné à l'imprimeur le 5 aoust ». Mais il n'a pas dû aller chez l'imprimeur, son état ne permettant pas de supposer qu'il ait passé par les mains des compositeurs. L'explication de cette contradiction apparente a été donnée dans l'Introduction d'une édition critique du premier chant (*Misères*) faite en 1896 par cinq élèves de l'École Normale Supérieure sous la direction de M. Joseph Bédier ⁴. On y a démontré que le manuscrit de Bessinges avait servi à la préparation de la 2^e édition des *Tragiques*, que c'en était la base, mais qu'elle n'avait pas été faite sur lui : les modifications qu'il apporte au texte de 1616 ont été reportées sur un exemplaire de la 1^{re} édition, en marge, en surcharge, ou sur des feuillets intercalés ; et c'est cet exemplaire ainsi corrigé qui a été remis à l'imprimeur, le jour où d'Aubigné en a pris note sur son manuscrit conservé.

Quel était cet imprimeur ? Est-ce à Genève même qu'a été faite cette seconde édition ? On n'a pas de certitude absolue, puisqu'elle parut sans indication de lieu ni de date, sous le titre : « *Les Tragiques* CI-DEVANT DONNEZ AU PUBLIC PAR LE LARCIN DE PROMÉTHÉE, et depuis avouez et enrichis par le sieur d'Aubigné ». La vraisemblance du moins est qu'il s'est adressé à un imprimeur genevois pour pouvoir plus facilement surveiller l'exécution et corriger les épreuves. M. Read va même plus

1. Ed. Réaume, t. IV, p. 5

2. Librairie des Bibliophiles, Paris, Jouaust, 1 vol in-8°.

3. Au t. IV de leur édition.

4. Paris, Colin. Par H. Bourgin, L. Foulet, A. Garnier, Cl.-E. Maître et A. Vacher.

loin¹, et, faisant état d'une annonce de librairie (de 1625) tirée des catalogues de la foire de Francfort, il croit qu'elle se rapporte à cette seconde édition, et qu'elle nous fournit le lieu et la date d'impression : « A Genève, chez les héritiers et vefve de Pierre de la Roviére, 1623. » Le titre n'est cependant pas identique. Il annonce une « augmentation d'une quarte part, remplacement des lacunes de la précédente et plusieurs pièces notables adjoustées ». Aussi s'est-on demandé s'il ne s'agirait pas là d'une troisième édition inconnue. Mais comme personne n'en a jamais vu trace, et qu'il ne s'est retrouvé aucun exemplaire de cette édition fantôme, avec le titre sus-mentionné, l'hypothèse de M. Read, qui la confond avec l'édition sans lieu ni date, a bien des chances d'être vraie : le gonflement du titre ne serait qu'une réclame de catalogue.

Ainsi ce serait trois ans environ après son arrivée à Genève que d'Aubigné aurait donné ce nouveau texte de son grand poème. Cela prouve avec quel soin et quelle patiente lenteur il l'aurait retouché. Il gardait, en effet, une tendresse paternelle pour cette œuvre de jeunesse, jaillie au choc même des événements, toute chaude de ses ferveurs et de ses colères saintes ; et, sans méconnaître les exagérations auxquelles avait pu l'entraîner son indignation, il entendait ne rien renier de cette poésie brûlante, où s'étaient épanchées sa foi et sa passion huguenotes. Là s'étaient inscrits tous les sentiments qui l'avaient agité au cours de la tragédie : c'était l'histoire de son âme. La vraie histoire exige plus de sérénité. Il le savait mieux que personne, et c'est pourquoi, tout en ayant une prédilection pour ce poème, né dans le feu de la bataille et tout imprégné de ses fureurs, il ne prétendait pas lui assigner la même valeur qu'à son *Histoire universelle*, et c'est elle seule qu'il chargeait de déposer sous serment auprès de la Postérité en faveur de ses coreligionnaires.

Aussi l'avait-il reprise, comme ses *Tragiques*, dans les loisirs de la retraite, et il en préparait une seconde édition pour laquelle il comptait bénéficier à Genève de facilités et d'une liberté qu'il n'avait pas eues en France. Mais les choses n'allèrent pas aussi aisément qu'il le pensait. Il usa cependant de diplomatie. Dans l'été de 1622 il offrit à la ville, pour la remercier de l'hospitalité généreuse qu'elle lui

1. Cf. l'*Avant-propos* de son édition, § 5, p. xi à xiv du 1^{er} volume dans la réimpression de Flammarion en deux volumes in-12.

donnait, un exemplaire (assez grossièrement relié il est vrai) de l'édition princeps, en un gros volume in-4° portant sur la couverture les armoiries de Genève, avec l'inscription suivante en lettres dorées : « A la Cité de Dieu, asyle de Piété, Genève la sainte et ses très-honorés et magnifiques Seigneurs, Th. Agr. d'Aubigné receu à bras ouverts en leur sein V. D. [vous dédie] les restes de ses labeurs et de sa vie¹ ». Comment, après une dédicace aussi flatteuse, la Seigneurie aurait-elle pu refuser la réimpression qu'il sollicita peu après ? Elle lui fut donc accordée le 4 septembre 1622, et le privilège fut concédé pour dix ans à son libraire Pierre Aubert. Mais quelques mois après, le Petit Conseil se ravisa. Les ennemis de d'Aubigné avaient agi, et le syndic Aujorrand avait fait observer « qu'il y a de la conséquence d'en permettre l'impression pour les choses qui y sont contenues ». La conséquence, c'était le mécontentement possible ou probable de la Cour de France. La crainte est, dit-on, le commencement de la sagesse. Je ne sais si c'est le mot qui convient ici, car ce n'était guère de la sagesse pour un Corps d'État de se dédire ainsi à quelques mois de distance. Disons que cette crainte fut conseillère de prudence, et que le privilège fut retiré (20 janvier 1623)².

D'Aubigné paraît avoir été assez embarrassé, et c'est sans doute le moment où il sonda le terrain à Venise pour savoir s'il y serait plus heureux. Il s'adressa à un Jésuite, le Père Fulgence, que son libéralisme faisait apprécier dans les milieux protestants, et il le pria de bien vouloir examiner son livre, se déclarant prêt d'avance à se soumettre à sa censure..., mais il s'efforce de la prévenir favorablement par une apologie de son impartialité :

« Vous verrez comment entre les loix que j'ai reçues des meilleurs maistres, j'observe de ne descrire que les pures actions, sans donner ma sentence au lecteur. Je ne luy fais présent que des prémisses, et luy laisse la façon de la conclusion... »

Est-ce sa faute si les faits parlent d'eux-mêmes, comme le lui reproche en particulier le Père Arnou ? Et il conclut en s'en rapportant au jugement de son correspondant :

« Voilà ma demande que je fais d'un si bon cœur, que si vous pouviez me

1. Cf. HEYER, *D'Aubigné à Genève*, p. 42, note 1. Sur la demande du Recteur et du Principal du Collège (*Registres du Conseil*, 27 juillet 1622), ce volume fut mis à la Bibliothèque publique, où il est encore.

2. Cf. HEYER, *Notice*, p. 41 et notes 4 et 5. Voir aussi *Mémoires de d'Aubigné* (Réaume, t. I, p. 107).

donner une voye assurée pour consigner en vos mains mes derniers manuscrits corrigez et augmentez d'une bonne partie, je le ferois très librement. Je n'ose vous parler de donner cette besougne à quelqu'un de vos imprimeurs, car si vous me faisiez sentir que cela se peust, je déposerois entre vos mains le père avec les enfans ¹. »

Je suppose que le Père Fulgence ne fut pas très pressé d'assumer pareille tâche et pareille responsabilité, car plus tard, lorsque la 2^e édition paraîtra, d'Aubigné hésitera à lui envoyer un exemplaire, ne sachant pas s'il serait bien accueilli ². C'est donc que le Jésuite n'avait pas répondu à sa requête.

Il eut alors une autre idée, et puisque Genève redoutait le ressentiment de la Cour de France, il jugea bon d'aller droit à l'obstacle, et de proposer au chancelier de Sillery de désigner lui-même des censeurs. J'ai déjà cité au chapitre précédent³, à propos de la première publication, un passage de la lettre qu'il lui écrivit à ce sujet, parce qu'il y rapportait les circonstances qui avaient empêché naguère les commissaires vérificateurs de venir jusqu'à son imprimerie de Maillé, si bien qu'il avait dû se passer de privilège. Mais il se dit tout disposé maintenant à subir ce contrôle pour la réimpression... Il y met tout de même certaines conditions, et il le limite en réalité à la recherche d'erreurs *de fait*. Ce n'était pas beaucoup s'engager :

« Qu'il vous plaise, suggère-t-il au Chancelier, de jeter l'œil sur quelque ou quelques personnages de probité et de savoir, bien instruits au livre du monde, lesquels ayants veu et reveu mes trois Tomes, y cottent les poincts qui peuvent offenser, comme s'il m'estoit advenu d'avoir reçu quelques mémoires sans trebuchet, et par là d'avoir failly en la question du fait, car je me suis abstenu estroittement de celle du droit : afin de réparer tout en une édition que je veus donner au contentement de moy mesme, et de mes Seigneurs et amis ⁴. »

Il est certain qu'une proposition ainsi formulée n'avait guère de chance d'être acceptée. Ce qu'on reprochait à d'Aubigné c'était l'esprit même de l'œuvre, l'apo-

1. Cf. éd. Réaume, t. I, p. 311-313 la XV^e des *Lettres d'Affaires personnelles*.

2. Cf. lettre à M. Durant, colonel au service de Venise, la XXXI^e du même recueil, t. I, p. 335.

3. Cf. mon chap. XIII, § 4, p. 82-83 ci-dessus (même volume III).

4. Ed. Réaume, t. I, p. 203. Cette lettre au chancelier de Sillery, non datée, est évidemment antérieure au 1^{er} janvier 1624, jour où il fut disgracié.

logie du Parti protestant, et la justification des guerres de Religion. Or, sur ce point, il ne pouvait transiger. Aussi son offre n'eut pas d'écho.

Allait-il être obligé de renoncer à son projet de rééditer *l'Histoire* ? Non, il est avec le ciel des accommodements, et avec les Seigneuries aussi. Tout ce que désirait le Petit Conseil c'était de ne pas se compromettre par une autorisation officielle, mais il était prêt à fermer les yeux, et à tolérer l'impression secrète, pourvu que les apparences fussent sauvegardées, et que le lieu d'origine inscrit sur le volume fût censé être Amsterdam. La librairie française connaissait aussi et pratiquait ces subterfuges, sous l'ancien régime, pour esquiver la censure royale. Nous voyons sur les *Registres du Conseil* de Genève que d'Aubigné eut les honneurs de la séance du 25 août 1624. Quand je dis les honneurs, c'est-à-dire qu'on s'occupa de lui, mais pour le mettre sur la sellette ¹. Le premier syndic, Fabri, révèle qu'il cherche à recruter des hommes pour une entreprise concertée avec le marquis de Baden, et qui consiste à surprendre et pétarder Brissac ou Constance. Un autre syndic, Savyon, ajoute que « *l'Histoire* du dit sieur d'Aubigné s'imprime secrètement et que M. Goulart y tient la main ». Or, on ne fait demander d'explications à d'Aubigné que sur le premier point ; on laisse tomber l'autre, ce qui prouve qu'on ne voulait pas soulever d'affaire à ce sujet.

Bref, le travail se poursuivait sans encombre, mais non sans inquiétude pour d'Aubigné, non pas tant du côté du Petit Conseil, mais par crainte de quelque surprise extérieure, tant que la question de la Valteline ne serait pas réglée. Au début de 1626, il écrivait à son ami le président d'Expilly, du Parlement de Grenoble :

« Monsieur, nous sommes rencontrés de pensée, et cela me donnera meilleure opinion des miennes. Je bandois sur le traict pour vous escrire de mon *Histoire*, et vous rendre un raisonnable conte de ce que j'ai le plus cher. Si nous eussions esté assiégés en cette ville, j'en faisois aprester trois copies, pour en déposer une à un ami secret prez du Roy, l'autre aux Archives des Estats [de Hollande] et la tierce en vostre sein. ... Voilà ce que je voulois et veus faire, si Dieu me donne le temps de l'impression. Je suis à la fin de la correction et augmentation, pour faire dire à mon Imprimeur que son Lecteur verra la différence qu'il y a entre les livres

1. Cf. HEYER, *Notice*, p. 33.

revestus en une bonne ville ou qui sont sortis tout deschirez du *Désert*... J'ay à cette dernière façon reçu force mémoires de plusieurs, que je dois aymer et estimer comme estans amateurs de la bonne renommée ¹. »

La paix se fit (traité de Monçon, 2 mai 1626) et si elle enleva à d'Aubigné d'autres espoirs — guerriers — elle acheva du moins de le rassurer sur le sort de son œuvre ; et c'est dans cette même année que parut, sous la rubrique d'Amsterdam, cette seconde édition augmentée, comme l'annonce le titre, « de notables histoires entières et de plusieurs additions et corrections ».

Les changements, en effet, étaient assez importants et ne portaient pas que sur des détails. La distribution des chapitres a été assez souvent remaniée pour la rendre plus logique et mieux ordonnée ; surtout l'auteur a utilisé les mémoires complémentaires qu'il avait reçus et dont il parle au président d'Expilly. Les familles qui avaient été négligentes pour la première édition, et qui n'avaient pas répondu à ses appels réitérés, avaient tout de même fini par être sensibles à ses remontrances ², et c'est ainsi qu'il a pu ajouter dans la seconde « plusieurs choses considérables ³ ».

Il fit présenter un exemplaire au Roi de la Grande-Bretagne Charles I^{er}, qui venait de succéder à son père, avec une épître dédicatoire, en style fleuri d'hyperboles et d'images ampoulées, dont la Reine Élisabeth avait sans doute laissé le goût à la Cour d'Angleterre. Mais quelques formules heureuses, quelques fières prétentions sur la valeur de son œuvre tranchent au milieu de cette rhétorique pompeuse ; ainsi quand il proteste que son livre est « escrit d'une main que les présents n'ont ny corrompue ny asservie, et qui peut justement escrire sur son frontispice : *Nihil gratiæ datum, nihil offensæ*⁴. »

Voilà une belle devise pour un historien. Il n'a d'ailleurs dépendu que de lui de l'appliquer, puisqu'il ne fut gêné par aucun contrôle, et qu'il conserva sa pleine

1. Cf. éd. Réaume, t. I, p. 336, la XXXII^e des *Lettres d'Affaires personnelles*.

2. Cf. notamment les reproches qui se trouvent dans l'*Attache aux deux premiers tomes* (éd. Ruble, t. VI, p. 374-377), dans la Préface à la troisième partie (t. VII, p. 1-2), enfin dans l'Appendice final ajouté à la mort d'Henri IV (t. IX, p. 476-477).

3. Le mot est de D. Clément dans sa *Bibliothèque curieuse, historique et critique* au t. II p. 194 en note. (Göttingen chez J. G. Schmidt, 9 vol. in-4^e de 1750 à 1760.)

4. Cf. la XXIX^e des *Lettres d'Affaires personnelles*. Réaume, t. I, p. 331-333.

indépendance. C'est un avantage qui compensait largement les risques d'une publication non autorisée, et, somme toute, il devait se féliciter et nous devons nous féliciter qu'il n'ait pas réussi plus que la première fois à obtenir une approbation officielle, et qu'il ait ainsi échappé aux servitudes d'un privilège.

La révision et la réédition de ses œuvres anciennes ne suffisait pas, je l'ai dit, à absorber l'activité littéraire de sa vieillesse. Il en méditait d'autres. Et tout d'abord une suite à son *Histoire*. Parmi les mémoires nouveaux qu'on lui envoyait, en effet, il y en avait qui dépassaient le terme où il s'était arrêté. Les capitaines, aussi bien catholiques que protestants, voyant comme il savait traiter les choses militaires en homme de métier, voulaient tous maintenant que leurs actions fussent mises en honneur par lui. En 1624, dans la lettre au secrétaire d'État Loménie, que j'ai déjà citée¹ et où il se justifiait contre les imputations calomnieuses de l'ambassadeur de France en Suisse, il parle en terminant de ces instances flatteuses dont il était l'objet :

« J'ay encor à vous dire que j'ay reçu de toutes les parts de la France, des deux Professions des principaux Capitaines de l'armée royale, de trez exprez et grands mémoires pour pousser mon *Histoire* jusques au temps présent : je n'y ay pas donné, ny n'y veus donner aucun coup de plume, tant que j'auray de si dangereux interprètes à mes pures et simples narrations². »

Il finit pourtant par céder aux prières plus pressantes de ses coreligionnaires : « Forces amis me condamnent à un quatriesme tome »³, écrit-il au marquis de Courtaumer en Hollande, en lui demandant des documents sur le « Septentrion », et, s'adressant quelque temps après à un personnage anglais pour le même objet, il n'apparaît plus seulement résigné, mais plein d'ardeur pour ce nouveau labeur :

« Je suis exorté et pressé de Princes et des principaux Capitaines de poursuivre jusques à la saison de leurs actions, lesquelles ils veulent bien estre déduictes par mon gros stile qu'ils apellent ferré. D'autres personnes de piété m'animent à la mesme besogne, pour ce seul esgard que nous puissions faire sçavoir de nos nouvelles à la Postérité par nos mains, à ce que [afin que] nostre justice

1. Ci-dessus, p. 141-142 du même volume III.

2. Ed. Réaume, t. I, p. 309.

3. *Ibid.*, t. I, p. 366.

et vertu [ne] soyent estouffées comme il est advenu aux Albigeois, nos prédécesseurs. J'ai reçu toutes ces exortations comme le souffre la mèche, et peut estre ay travaillé à la besongne trop avant pour m'en pouvoir desdire¹. »

C'est surtout après 1626, quand il en eut fini avec la révision de ses trois premiers tomes, qu'il s'attela au quatrième. Il comptait le remplir de cinq livres comme les précédents. Mais, soit fatigue de l'âge, soit dégoût, comme il dit, de l'injustice dont son *Histoire* publiée était l'objet, il n'alla pas jusqu'au bout de la tâche. Dans une lettre écrite vers 1630 il avouait cette défaillance :

« Puisque vous daignez vous enquérir si j'écris, je diray que le mauvais traitement qu'ont reçu mes labeurs me faict reposer, et jetter dans un cabinet un gros amas de mémoires reçeus depuis dix ans bien souvent par les Mareschaux de camp des deux partis. Je garde cela pour quelque bonne plume qui ne soit pas criminelle par le nom de l'auteur². »

Il n'avait rédigé à peu près complètement que le V^e livre contenant le récit de la guerre civile en France, pendant les années 1621 et 1622, à la suite du rétablissement du catholicisme en Béarn. C'est ce *Supplément à l'Histoire universelle* que M. Plattard vient de publier chez Champion avec une savante introduction et des notes fort utiles. Il a retrouvé la plupart des sources dont d'Aubigné s'est servi pour l'élaboration de ces chapitres, et il fait voir ainsi sur un exemple quelle était sa méthode de composition historique.

Ayant renoncé à traîner davantage « le pezant chariot de l'histoire », comme il dit dans sa langue imagée³, d'Aubigné s'adonnait avec plaisir à des travaux moins pénibles. Il racontait sa *Vie à ses enfants*, et ce sont ses *Mémoires*, complément indispensable à son *Histoire*, où il ne s'est donné qu'une place discrète, quoi qu'en aient dit ses ennemis qu'elle était « vrayment sienne pour ce qu'elle était de lui principalement⁴ », c'est-à-dire sur lui. Il composait toute une série d'œuvres d'inspiration religieuse : *la Création*, poème en douze chants, pour rivaliser avec du Bartas — sans succès il faut le reconnaître, et le recueil des *Petites Œuvres Meslées* qui doit son titre, non à un mélange de genres disparates, mais de prose et

1. Ed. Réaume, t. I, p. 492.

2. *Ibid.*, t. I, p. 520, Lettre XXVII des *Lettres diverses*.

3. Cf. *Histoire universelle*, éd. Ruble, t. IX, p. 456 dans le « Corollaire » ajouté après la mort d'Henri IV.

4. Cf. *Avis de l'Imprimeur au lecteur, Histoire universelle*, éd. Ruble, t. I, p. 19.

de vers, coulant de la même source chrétienne. Il y rassemblait des pièces antérieures à la période genevoise, et des fruits nouveaux de ses dix années d'exil. En effet, quand il aura terminé cette anthologie, il dira à Mme de Rohan en lui adressant un exemplaire (en 1630) :

« Mon ouvrage servira d'une plus longue lettre et vous contera quelles pensées ont poussé *depuis dix ans* mes soupirs vers l'Ouest et le Sud. La passion de mon escrit mérite plus que sa doctrine ; surtout je vous demande la lecture des Psaumes 73 et 84 comme inspirés par la compassion des immenses fardeaux de vous et des vôtres¹... »

Allusion aux épreuves finales du Parti réformé sous Richelieu.

Les variations sur les psaumes, en vers et en prose, sont la matière principale des *Petites Œuvres Meslées*. Elles comprennent presque toutes ses poésies en vers mesurés, et la plupart sont des paraphrases de psaumes ou de cantiques². Il y a ajouté quelques pièces en métrique ordinaire, mais de même tonalité grave, qu'il a réunies sous un titre commun « l'*Hyver* du sr d'Aubigné³ », enfin quelques poésies funéraires intitulées *Tombeaux*. La partie prose — plus des deux tiers du recueil — est constituée par six *Méditations sur des Pseaumes* (dont cinq avaient

1. Ed. Réaume, t. I, p. 521. D'Aubigné avait reçu Mme de Rohan (fille de Sully) en 1627, quand elle passa par Genève pour se rendre à Venise. Cf. HEYER, *Notice*, p. 39, mais ici il s'agit vraisemblablement de la mère et non de la femme du Duc.

2. Il avait commencé à s'y exercer, en 1600, sur les psaumes LXXXVIII et III, pour répondre au défi d'Odet de la Noue : Voir la *Préface aux vers mesurés*, éd. Réaume, t. III, p. 271 et mon chap. XI, ci-sus, § 1, p. 158 et 159 du 2^e volume. Ces adaptations métriques des psaumes étaient à la mode et l'on a vu passer dans une vente, en 1852, un volume qui en contient 27 et qui a appartenu précisément à d'Aubigné. Il a pour titre « Psaumes en vers mesurés mis en musique en 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 parties par Claude le Jeune, natif de Valenciennes, compositeur de la Chambre du Roy. » Paris, 1606. Par Pierre Rolland, imprimeur de la musique du Roy, in-4^o de 36 pages. D'Aubigné a résumé ses impressions sur ce recueil dans ce quatrain écrit de sa main

Par ces vers mesurez de Claudin il appert
Que si par un docte art la musique harmonique
Compassa les accords aux pieds de la métrique
Il réussit des deux un très parfait accord.

Cf. *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme*, t. I (1852) p. 107.

3. Quelques poésies profanes égayent çà et là cette sévérité hivernale, et sont de simples satires : du vilain sexe, dans l'*Advis d'une fille aux autres* (transposé plus tard et retourné par d'Aubigné contre Diane dans le *Printemps* : cf. Réaume, t. III, p. 111, *Stance XX*) ; — du courtisan dans le sonnet *Du Paon et du Courtisan* (que Réaume a laissé tomber) ; — du Roi de Navarre dans le sonnet sur le chien *Citron* (introduit dans les *Mémoires* : cf. Réaume, t. I, p. 36) ; — enfin du beau sexe dans l'épigramme *Sur l'inconstance de la femme* : Cf. Réaume, t. IV, p. 345.

déjà été traités en vers) et par l'opuscule de l'*Hercule Chrestien*, composé naguère pour l'instruction de ses enfants¹. MM. Réaume et de Caussade ont maladroitement dissocié cet ensemble dans leur édition, séparant la prose et la poésie², et par conséquent des morceaux qui ont les mêmes psaumes pour thèmes.

La publication des *Petites Œuvres Meslées* soulève un problème bibliographique, et, quoiqu'elle n'ait eu lieu qu'à la fin de la vie de d'Aubigné, j'en parlerai dès maintenant, pour n'avoir pas à revenir sur cet ouvrage. Au reste ce problème intéresse aussi, par voie de conséquence ou de répercussion, la période préparatoire du recueil.

On n'en connaissait, jusqu'à M. Read (1872), qu'une édition portant la date de 1630 (MDCXXX) et ce titre : « PETITES ŒUVRES MESLÉES DU SIEUR D'AUBIGNÉ, le contenu desquelles se void ès pages suivantes la Préface. A Genève, chez Pierre Aubert, Imprimeur ordinaire de la République et Académie. » M. Sayous avait même émis l'avis³ que cette publication était posthume et avait été faite par les exécuteurs testamentaires commis aux livres et manuscrits, le pasteur Tronchin et Nathan d'Aubigné (le fils naturel). Nous ne nous arrêterons pas à cette assertion démentie par la correspondance conservée à Bessinges, et que M. Sayous ignorait. Elle contient, en effet, des lettres d'envoi du volume écrites par d'Aubigné lui-même. Nous en avons déjà cité une à Mme la douairière de Rohan ; il y en a d'autres : à Mme des Loges⁴ (1630), à Monsieur de Rohan (1629). Dans celle-ci il écrit que ses *Méditations* « ne furent achevées d'imprimer que hier au soir. Je ne vous en puis envoyer qu'une copie ; après ceste sepmaine, une adition que on imprime estant faite, vous en aurés davantage, car celles du Psaume (?)⁵ sont faites pour vous et pour vostre famille. Les prisonnières m'ont escrit deux fois depuis leur liberté⁶... ».

1. Voir mon ch. XI, § 1, p. 167 du 2^e volume.

2. La partie poésie est au t. III, p. 275 à 314 (voir la note de la p. 275), la partie prose au t. II, p. 113 à 231.

3. Dans ses *Etudes sur les Ecrivains français de la Réformation*, Paris, Cherbuliez, 1841, au t. II, p. 136.

4. Cf. Ed. Réaume, t. I, p. 522. C'était un bas-bleu, mais pas ridicule. Elle tenait salon comme Mme de Rambouillet. Balzac l'a chantée sous le nom d'Uranie. Une note des manuscrits Conrart qui la concerne dit : « Sa maison était une académie ordinaire. Il n'y a aucun des meilleurs auteurs de ce temps, des plus polis du siècle, avec qui elle n'ait eu un particulier commerce, et de qui elle n'ait reçu mille belles lettres. »

5. Le chiffre est omis, sans doute un de ceux signalés à Mme de Rohan, les psaumes LXXIII ou LXXXIV.

6. Ed. Réaume, t. I, p. 525.

Il s'agit de l'emprisonnement des Dames de Rohan — la mère et la sœur du Duc — à Niort, après la prise de la Rochelle (28 octobre 1628). Elles furent détenues jusqu'au mois de juin de l'année suivante. La lettre est donc écrite dans l'été de 1629, après la paix de grâce d'Alais accordée aux Réformés (28 juin), et entre les deux expéditions de Louis XIII en Italie pour l'affaire de la succession de Mantoue, qui en fait le sujet principal. Ainsi nous voyons que dès ce moment les *Petites Œuvres Meslées* étaient presque achevées d'imprimer. Et, en effet, il y a eu un premier tirage en 1629, avant celui de 1630. C'est M. Read qui l'a révélé¹. Il en a vu un exemplaire à la bibliothèque de Zurich, avec un titre un peu différent de celui de 1630, et ainsi libellé : *Second Recueil des PETITES ŒUVRES du sieur d'Aubigné*. A Genève, chez Pierre Aubert, imprimeur ordinaire de la République et Académie MDCXXIX. Second Recueil(?) Voilà qui est étrange. On ne comprendrait déjà guère cette mention sur le tirage de 1630, qui n'est qu'une réimpression; mais sur le premier tirage? On s'explique en tout cas désormais un article de l'*Inventaire des Livres de d'Aubigné*² après son décès, où figure un *Second Recueil du sieur d'Aubigné*. On s'était demandé ce que cela pouvait bien désigner, puisqu'on ne connaissait qu'un premier et unique recueil d'*Œuvres Meslées*. La découverte de M. Read éclaireit une partie du mystère, mais laisse subsister l'énigme principale. Un second recueil en suppose un premier. D'Aubigné avait donc donné un choix de petites œuvres qui est inconnu, perdu? Ce n'est pas impossible. Il y a, comme je l'ai dit, dans le recueil de 1629-1630 des pièces anciennes³.

1. Cf. *l'Avant-propos* de son édition des *Tragiques*, dans la réimpression de Flammarion 1^{er} volume, p. XII et XIII.

2. A la 3^e partie de l'*Inventaire Général*.

3. Certainement une bonne partie des vers mesurés, notamment les paraphrases métriques sur les psaumes (cinq sur treize) pour lesquels il a écrit ensuite des *Méditations* en prose. La formule même qu'il emploie au début de sa *Préface* (cf. Réaume, t. III, p. 271) « *Ayant trouvé en vers mesurés les Pseaumes qui ont servi de sujet à ces méditations, je ne leur ay pas refusé place en ce recueil...* », cette formule semble bien indiquer que ces versions en vers étaient faites depuis assez longtemps. Ajoutons-y dans les poésies : les *Larmes pour Suzanne de Lezai*, « pour attacher à la fin du Pseaume huictante et huictiesme qui est employé ci-dessus en deux façons » (vers et prose), cf. Réaume, t. III, p. 278; la *Prière de l'Auteur prisonnier de guerre et condamné à mort* (après sa capture à l'Ile d'Oléron en 1586). Réaume, t. III, p. 304; l'*Adieu à M. de la Ravaudière* « partant pour aller sur mer, et demandant la bénédiction de l'auteur », il allait fonder au Brésil une colonie protestante (en 1612), Réaume, t. III, p. 306. — Dans les *Œuvres* en prose nous avons vu que l'*Hercule Chrestien* était ancien. Même parmi les *Méditations en prose sur les Pseaumes*, plus récentes en général, il y en a qui, d'après l'argument placé en tête de chacune, étaient composée savant l'arrivée à Genève, notamment celles sur les psaumes 133, 51 et 88 (Cf. Réaume, t. II, p. 117, 174 et 190).

dont il avait déjà pu composer un florilège, enrichi dans la suite. Il me semble même trouver une confirmation de cette hypothèse dans une lettre qu'il adresse au comte de La Suze — celui qu'il fit élire comme généralissime par les Bernois en 1622.

« Monsieur mon Très-Honoré Fils ¹.

« Vous pouvez dire avec vérité que les cœurs et les esprits des meilleurs de la France ont tenu prison dans la Bastille autant que les Comtes criminelz de leur vertu, et ont trouvé leur liberté en la vostre : en attendant que celle de la vive voix me soit donnée, *je vous envoie un petit recueil de mes exercices*. Je croy que Mme la Comtesse en a reçu la premier qui a passé en France ; je ne vous convie pas à le lire pour y apprendre, mais pour ce que vous y trouverez quelque pièce qui sent la compagnie que mon âme vous a tenuë un temps ²... »

C'est à Lyon que le comte de La Suze avait été embastillé dans l'été de 1622, pour l'empêcher de rejoindre Mansfeld, qui allait tenter une diversion vers Sedan en faveur des Protestants français. Cet emprisonnement tombait mal, juste au moment où Berne, sur la proposition de d'Aubigné, désirait l'avoir pour Général. L'intervention de Lesdiguières hâta sa libération. J'ai parlé de cette affaire à propos du voyage à Berne ³. Il y a plusieurs lettres de d'Aubigné où il est question de cette captivité du comte de La Suze, et il en est de datées ⁴. On ne saurait donc avoir aucun doute ni sur les circonstances ni sur l'époque de celle qui nous occupe. Et elle prouve que, dès 1622, d'Aubigné avait déjà réuni en recueil « ses exercices » pour les envoyer à ses amis. Mais que désigne-t-il par ce terme ? Je serais étonné qu'il ne s'agisse pas d'un premier choix de *Petites Œuvres*, car il emploie la même expression dans une lettre que les allusions aux événements et la durée indiquée de son séjour à Genève (dix ans) datent de 1630 :

« Et cependant je vous donne de mes *exercices* pour employer quelque heure desrobée à vos affaires ⁵... »

1. Il emploie souvent avec lui cette appellation affectueuse. Cf. Réaume, t. I, p. 259, 269, 290 et 360.

2. Même t. p. 518-519.

3. Voir ci-dessus même chapitre, § 2, p. 131 et 132.

4. Cf. Réaume, t. I, p. 225 (au gouvernement de Berne, 1622, la XVI^e des *Lettres et mémoires d'Eslat*), p. 289 (au comté de la Suze, 1622, 1^{re} des *Lettres d'affaires personnelles*), p. 360 (au même, la IX^e des *Lettres familières*, non datée).

5. Ed. Réaume, t. I, p. 520. Lettre XXVII des *Lettres diverses*.

Or, à ce moment-là, de quoi pourrait-il être question, sinon du livret qu'il publiait, de ses *Petites Œuvres Meslées* ?

Quant à la pièce dont le comte de La Suze devra se faire une application particulière, ne serait-ce pas celle que d'Aubigné composa dans une situation analogue à la sienne, la *Prière* qu'il exhala en vers pendant sa captivité à Brouage (1586) quand il était en danger de mort ? Elle figure dans les *Petites Œuvres Meslées*¹. Elle avait pu déjà faire partie d'une anthologie précédemment imprimée, ou simplement copiée à un petit nombre d'exemplaires.

Je sais bien qu'une fois libéré, d'Aubigné écrivit sur sa délivrance « un épigramme » en latin, qui aurait pu trouver aussi un écho dans le cœur du comte de La Suze², et que précisément à Genève c'est un exercice auquel il se complut de ciseler des épigrammes latines, et de compléter la collection qu'il en avait déjà faite. Mais ce n'était guère, ni pour le fond ni pour la forme, un présent à offrir à une femme. Or, la Comtesse avait reçu le même recueil d'*exercices* que son mari. Je suis donc persuadé que c'étaient des œuvres en français.

Quant aux *Épigrammes latins*, il songea aussi à les publier. Il avait toujours aimé ce divertissement érudit, par goût d'humaniste et goût de satirique. Déjà en 1616, lorsque les *Tragiques* parurent anonymes, l'Imprimeur annonçait au public que l'auteur « lui dérobaît » encore d'autres œuvres, notamment *deux livres d'Épigrammes françois* [et] *deux de Latins*, que je vous promets, ajoutait-il, à la première commodité³. »

D'Aubigné fut sur le point de remplir cette promesse de son imprimeur — du moins pour les pièces latines, — et, le 1^{er} juin 1623, il annonçait ce projet à son ami le président d'Expilly, dans une jolie et alerte missive où il évoque la figure de l'Épigramme sous l'aspect d'un jeune guerrier prêt à lancer son trait :

« Monsieur, j'ay voulu interrompre vos labeurs pour vous rendre compte de mon loisir : c'est que je fais transcrire mes épigrammes latins, desquels le langage sent un peu la mèche et la poudre, mais l'agréable malice de leurs subjects me

1. Cf. éd. Réaume, t. III, p. 304.

2. Cf. *Mémoires* (Réaume, t. I, p. 57). Cette épigramme commençant par les mots « Non te caeca latent » est dans le vol. VI des mss. de Bessinges.

3. Cf. Réaume, t. IV, p. 9 dans l'*Avis aux Lecteurs*.

donne courage de les faire voir. J'ay pensé que les élégies et les grandes narrations vouloyent estre parées, comme des mariées, des perles d'une exquise latinité, mais que les épigrammes, pour estre braves, ne vouloyent estre vestus plus délicatement que soldats, comme ils sont, pourveu que leur espée et leur poignard soyent portez comme il fault¹... »

Ce projet de publication n'eut pas de suite. Ses *Épigrammes latins* sont restés dans les cartons de Bessinges, où ils reposent encore inédits (au vol. VI). D'Aubigné a-t-il craint de choquer par certaines pièces le rigorisme genevois ? Je doute que ç'ait été la vraie raison, puisqu'il ne recula pas, quelques années plus tard, devant le scandale qu'il pouvait prévoir, en donnant le 4^e livre de *Faeneste*. Mais ceci nous mène à la veille de sa mort. Nous en reparlerons.

§ 4. — Les tristesses et les consolations finales. — Les fautes et la ruine du Parti protestant français (1627-1629). — La dernière trahison de Constant d'Aubigné. — La politique de Richelieu et l'Affaire de la succession de Mantoue (1629-1630). — Le scandale de la publication du 4^e livre de *Faeneste* et la mort d'Agrippa d'Aubigné (9 mai 1630).

La fin d'Agrippa d'Aubigné fut attristée par les malheurs de ses coreligionnaires de France. Il assista à la ruine du Parti protestant, et il eut la douleur de se dire que son fils Constant, par une nouvelle trahison, y était peut-être pour quelque chose. En quoi d'ailleurs il s'exagérait la portée et les conséquences de ses actes.

C'est l'Angleterre qui entraîna le Parti à commettre sa dernière faute, qu'il paya cher. Elle ne pardonnait pas au gouvernement français de l'avoir jouée par la paix de Monçon avec l'Espagne (2 mai 1626), quand il lui faisait croire que, si elle s'employait à arrêter la révolte huguenote (de 1625), il unirait ses forces avec

1. Ed. Réaume, t. I, p. 367. Le président d'Expilly était amateur de belles et bonnes lettres lui aussi, et même les pratiquait. Il a laissé des *Poèmes* et un *Traité sur l'orthographe française*. L'amitié qui le liait à d'Aubigné s'était formée dans l'estime réciproque de leur esprit et de leur caractère, et elle revêt dans leur correspondance des grâces de coquetterie littéraire. Voir dans le même tome les autres lettres de d'Aubigné au Président, p. 323, 324, 336, 354, 355, 356 et 461. Dans l'*Inventaire* des livres du Cabinet de d'Aubigné, qui fut fait après son décès, on trouve un exemplaire des *Poèmes* du président d'Expilly.

elle pour rétablir le Palatin, beau-frère de Charles I^{er}, dans ses États. Cet espoir avait été pour quelque chose dans le mariage du Roi Charles avec Henriette de France, sœur de Louis XIII. La déconvenue fut d'autant plus grande, et cette alliance matrimoniale, pour d'autres raisons encore, ne fut pas au début un principe d'union entre les deux couronnes, au contraire. La différence de religion entre les époux, l'ostentation du catholicisme d'Henriette et le zèle indiscret qu'elle déploya à faire du prosélytisme choquèrent infiniment ses nouveaux sujets, et mirent son mari dans une position délicate. D'où des difficultés, non seulement dans le ménage, mais avec la Cour de France, qui s'immisça maladroitement dans ces mésintelligences conjugales. L'Espagne jeta de l'huile sur le feu et profita des circonstances pour accentuer davantage le rapprochement avec la France (traité de Madrid du 20 mars 1627). Dès lors l'Angleterre, ulcérée, jura de se venger d'un lâchage qu'elle considérait comme une trahison. Tout naturellement elle chercha des alliés en France, et engagea des négociations avec les chefs protestants. C'est le moment où Constant aurait joué un très vilain rôle et abusé de la confiance de son père pour entrer dans le secret des affaires, et le révéler au gouvernement de Louis XIII.

En février 1627 il était venu à Genève, et avait essayé de convaincre son père qu'il pouvait rendre des services à la Cause et être un agent de liaison avec les Anglais. Le Petit Conseil, averti de sa présence par un syndic, auquel il avait été demander un sauf-conduit, refusa de l'accorder et invita d'Aubigné à renvoyer son fils au plus tôt ¹. On voit qu'en dépit de sa conversion, et de ses démonstrations affectées de repentance, il n'était pas arrivé à se refaire une réputation honorable dans la cité de Calvin. D'Aubigné jugea peut-être la Seigneurie bien sévère, mais il ne dut pas être autrement surpris, car lui-même se défiait :

« Notés que le père soupçonnoit tellement ce meschant esprit, qu'il ne peut obtenir de luy lettres ny au Roy [d'Angleterre], ni au Duc de Bouckingham, mais seulement à quelques amis, avec toutes restrictions ². »

C'était déjà trop de l'accréditer auprès de particuliers, car, avec son entregent et son bagou, il sut user de ces relations pour se pousser jusqu'à la Cour, et réussit à s'y faire agréer comme le représentant autorisé de son père :

1. Cf. HEYER, *Notice*, p. 36 et note 7.

2. *Mémoires*, éd. Réaume, t. I, p. 112.

« C'estoit au temps que, sur les affaires de la Rochelle, le Roy d'Angleterre, pour résoudre la guerre, n'apela que le Duc de Bouckingham, quatre Milhords, le sieur de Saint Blancecard, envoyé de Monsieur de Rohan, et ce malheureux comme despesché de son père : cette Assemblée résolut la guerre, et les plus pressantes particularitez. L'une fut d'envoyer quérir Aubigné ; la commission s'en donnoit au Chevallier Vernon, mais le galand la luy osta, comme fils¹. »

Constant revint donc à Genève pour mettre son père au courant, mais il lui cacha qu'il avait passé par Paris. Celui-ci s'en douta à certaines réticences et obscurités du récit. Cela suffit à lui rendre suspect tout ce que son fils lui rapportait. Aussi prit-il la résolution de ne pas faire le voyage d'Angleterre. Or voici la triste vérité qu'il connut plus tard :

« En venant [à l'aller] il avoit passé à Paris, veu de nuit Monsieur de Schomberg, et au retour luy et le Roy, de nuit aussi, et leur descouvrit les affaires d'Angleterre, en payement d'avoir receu tant d'excès d'honneur. Voilà ce qui a deschiré l'amitié d'entre le père et le fils². »

A quelque temps de là Constant fut arrêté en France et incarcéré à Bordeaux. A premier vue ce fait semble donner un démenti aux accusations de d'Aubigné contre lui. S'il avait été aux gages du gouvernement français, on ne l'aurait sans doute pas payé de cette façon, et si cela avait été simplement pour donner le change, sa détention n'aurait pas duré jusqu'à la mort de Richelieu. Non, on le traita vraiment en criminel d'État. Dans cette même année 1627, Genève envoya deux députés à Paris (l'ancien syndic Sarrasin et Michel Roset fils) pour réclamer l'arriéré de certaines subventions dues à la ville ; le secrétaire d'État Herbaut, qui les reçut, se plaignit que la République tolérât la présence d'un homme comme d'Aubigné, qui conspirait contre le Roi avec l'aide de son fils. On lit, en effet, dans le rapport qu'ils adressèrent au Petit Conseil³ :

« Nous fusmes bien estonnez que tout froidement, et parlant fort bas, il nous va faire un reproche et nous dire : Vous autres Messieurs qui professez d'estre

1. *Mémoires*, éd. Réaume, t. I, p. 112.

2. *Ibid.*, p. 113.

3. Cf. HEYER, *Notice*, p. 31 à 33 d'après le *Portefeuille des Pièces historiques*, Dossier n° 2813, août 1627.

tant affectionnez aux intérêts du Roy, cependant vous recevez en vostre ville ses ennemis, comme d'Aubigny, qui a tant escrit et ne cesse d'écrire et de faire des menées contre le service du Roy ; vous luy faites honneur. Son fils mesme, qui est maintenant à Bourdeaux, n'est-il pas allé en Angleterre communiquer avec les ennemis du Roy après avoir été en vostre ville avec son père ? »

Ils alléguèrent que, depuis les réclamations déjà anciennes de l'ambassadeur Miron, d'Aubigné n'avait pas fait parler de lui, « qu'il n'estoit point bourgeois, et que depuis s'estre marié avec une dame italienne, il avoit vescu fort particulièrement en la ville et aux champs, sans qu'on se fust apperceu d'aucune chose sinistre contre le Roy ».

Mais dans la suite d'Herbaut revint à la charge et la République crut devoir donner l'assurance que d'Aubigné résidait au Crest, qu'il ne venait pas en ville, et qu'on l'avait averti de s'en abstenir. Satisfaction momentanée évidemment, et apparente, accordée aux représentations du secrétaire d'État, et qui n'implique pas un blâme de la Seigneurie à l'adresse de d'Aubigné.

Il paraît résulter de tout ceci que Constant, poursuivi pour intelligences avec l'ennemi, n'avait pas dû aller en Angleterre avec l'intention préméditée de trahir ses coreligionnaires. Évidemment il y a l'entrevue nocturne avec Schomberg à Paris, avant le départ ? Mais est-elle bien réelle, et de qui d'Aubigné tenait-il ses renseignements ? Il a pu être trompé. Je n'y crois pas. Mais la police politique eut vent de son voyage, l'arrêta au retour, et alors, comme il n'était pas un héros, il « mangea le morceau » pour sauver sa tête, et fit des confidences forcées. Voilà ce qui est probable, et si cette version contredit un peu, pour l'honneur de son nom, le récit de d'Aubigné, elle en reçoit tout de même en quelque façon une confirmation indirecte, puisqu'il semble bien attribuer la conduite et les « puantes actions de son proche » plus à une faiblesse de caractère qu'à une perversité criminelle. Ne nous dit-il pas, en effet, qu'il lui avait formellement défendu de passer par Paris, que « c'estoit la clause plus espresse de la continuation d'amitié jurée par serment du fils au père, qui savoit bien que la cervelle de ce misérable n'estoit plus sienné dans le bourdeau¹ ». Ce qu'il craignait donc pour Constant, ce n'était pas le dessein préconçu de faire le mal et de vendre ses frères, mais les tentations de la vie parisienne.

1. *Mémoires*, éd. Réaume, t. I, p. 112.

les occasions trop faciles où pourraient sombrer ses bonnes résolutions, et où s'échapperaient ses secrets.

Au reste les révélations qu'il put faire sur les projets de l'Angleterre et sur son plan d'attaque n'étaient sans doute pas tellement précises, puisque le débarquement de Buckingham dans l'île de Ré (10 juillet 1627) fut une surprise pour le gouvernement royal ; et presque autant, disons-le, pour les Rochellois, ce qui prouve que le concert n'était pas encore bien établi entre les partenaires français et anglais. En fait, cette nouvelle guerre civile fut, comme les précédentes, l'œuvre de Rohan et de son frère Soubise. Leur excuse, c'est que Richelieu était réellement résolu à détruire l'organisation politique et militaire du Parti, estimant l'expérience suffisamment faite du mal qu'elle pouvait produire, et persuadé que, tant qu'elle subsisterait, il n'y aurait ni tranquillité ni sécurité pour le royaume. Soubise arrivait d'Angleterre sur la flotte de Buckingham ; il descendit à terre pour provoquer la Rochelle à la rébellion. Mais la bourgeoisie hésitait et résistait. Il fallut deux mois pour que le peuple lui forçât la main. Dans le Midi, Rohan ne put soulever que le Bas-Languedoc (région du Gard) et les Cévennes. Mais le Haut-Languedoc (Milhau, Castres, Montauban) refusait de faire le jeu des ennemis. L'Angleterre, en effet, se servit du Parti protestant uniquement pour ses desseins particuliers, et, quand elle l'eut bien corrompu et mis dans une situation critique, et bientôt désespérée, elle l'abandonna. Buckingham avait été chassé de l'île de Ré (novembre) et était reparti avec ses bateaux. Richelieu eut dès lors tout loisir de bloquer la Rochelle par terre, et du côté de la mer, par la fameuse digue. Les tentatives que firent l'année suivante deux flottes anglaises (en mai et septembre 1628) pour forcer le blocus maritime, et venir au secours de la place, ne furent pas poussées avec vigueur ni insistance. La Rochelle désespérée, épuisée par la famine et par la maladie, capitula (28 octobre 1628). Le Cardinal et le Roi firent leur entrée dans un cimetière ; la ville était pleine de morts. C'était aussi le cimetière des libertés et privilèges de la Cité. Les conditions imposées furent dures : toutes les franchises communales abolies, les remparts rasés, le catholicisme rétabli dans tous ses monuments et dans tous ses droits. Seul Rohan restait armé dans le Midi.

On se représente aisément les angoisses et la peine de d'Aubigné, suivant de loin ce chemin de croix de ses coreligionnaires de France. Cependant il se montre

très réservé à ce moment dans sa correspondance conservée à Bessinges. Peut-être offre-t-elle des lacunes pour cette période ? Dans les lettres à la famille de Rohan, que nous avons déjà citées, il témoigne une profonde sympathie pour les épreuves du Duc et des siens, mais ne formule pas d'appréciations sur leur conduite. Est-ce parce qu'il avait des doutes sur la légitimité, au moins sur l'opportunité de cette guerre ? Ce qui put lui en donner, en tout cas, c'est l'action énergique menée en Italie par Louis XIII et son ministre, aussitôt après la chute de la Rochelle, dans l'*Affaire de la Succession de Mantoue*, où ils ne craignirent pas d'affronter l'Espagne et l'Empereur. D'Aubigné dut être satisfait de cette intervention, qui rappelait celle d'Henri IV dans la succession de Clèves. On le voit s'intéresser, se passionner même pour les expéditions françaises au delà des monts (en 1629 et 1630). Il tient ses correspondants au courant des nouvelles qu'il reçoit. En février 1629, quand Louis XIII et Monsieur (Gaston d'Orléans) descendent par la Champagne et la Bourgogne, il s'inquiète du rassemblement des troupes espagnoles et impériales dans la Franche-Comté, qui peuvent les menacer de flanc : « Je trouve grandement critique la démarche du Roy sur l'approche de Tilli. » Il se demande ce que va faire le Duc de Savoie et s'il essayera de s'opposer au passage de l'armée royale : « Entre les Capitaines de ce parti-là [savoyard], le bruit est que le Duc n'otroyera point le passage au Roy verbalement, mais oui en effect, laschant le pied comme forcé¹. »

Après le forçement du Pas de Suze (6 mars 1629), il pousse un cri de joie, presque de triomphe : « Quoyque ce soit, le Rubicon est passé... Il y en a de Lion qui osent desja loger le Roy à Turin ; c'est assès qu'il ait passé Suse². »

Tout cela est d'un bon Français qui vibre à l'unisson du sentiment national. Mais il reste fidèle aux idées qu'il défendait lors de la campagne de Valteline : son avis est que les Vénitiens doivent agir de leur côté et ne pas confondre leurs armes avec les françaises. « Une action séparée de lieu, mais conjointe à l'utilité », voilà ce qui lui paraît préférable dans l'intérêt commun, et c'est le point de vue

1. Cf. éd. Réaume, t. I, p. 495-496 la XVI^e des *Lettres diverses*.

2. Ed. Réaume, t. I, p. 528, la XXXV^e des *Lettres diverses*. Voir aussi p. 529 et 539 les lettres XXXVI et XXXVII écrites au même moment.

qu'il essaye de faire prévaloir auprès des représentants de Venise en Suisse¹.

Aussi s'applaudira-t-il, au début de l'année suivante (1630), que ce point de vue ait été adopté, quand il verra les Impériaux assiéger Mantoue, et la France tarder ou hésiter à la secourir. Venise, au moins, ayant gardé l'indépendance et la liberté de ses mouvements, pourra suppléer à notre défaillance :

« Les Vénitiens, écrit-il à son gendre, M. de Villette, le 6 janvier 1630, tenant la congitation des François pour désertion, ont, contre l'estime qu'on faisoit d'eux, couché de leur reste, jetté deux régimans dans Mantouë et sont à la guerre tant qu'elle durera. Nous et nos voisins vivons en sécurité : Dieu veuille que ce soit en seureté ! Ce que nous avons d'Allemagne promet beaucoup²... »

Genève n'était pas très tranquille au milieu de tout ce remue-ménage d'armées à ses « bordures », comme dit d'Aubigné. Elle craignait toujours que le Duc de Savoie, prétendant à une partie de la succession de Mantoue (le Montferrat), ne finit par s'entendre à ses dépens avec la France. N'avait-il pas proposé à Louis XIII, l'année précédente, de lui laisser le passage libre s'il avait permission d'attaquer sa voisine ? Or la ville n'aurait pas tenu un mois, étant « à sec de blé, de sel et autres nécessités », malgré les remontrances et les avertissements de d'Aubigné. Il n'en était pas moins résolu à partager son sort, quoi qu'il arrivât, et, en cas de siège, à y chercher « une honorable mort », sachant bien que, pour lui, il n'y aurait point de « capitulation³ ».

Et cependant le Duc de Savoie essaya de le tenter et de le gagner à sa cause en « luy représentant les torts qu'il avoit receus de la France ». Il lui offrait des montagnes d'or, *montes aureos*, s'il voulait se mettre à son service et l'aider de son expérience militaire. Il s'attira du glorieux proscrit cette réponse indignée : « *Que jamais il ne feroit rien contre son roy et prince naturel*, qu'il estoit homme de quatre vingts ans, et partant ne pouvoit plus agir avec les pieds et les bras, que

1. Cf. les lettres XXXVI et XXXVII que je viens de citer, et aussi la lettre XXXI^e à Rohan (t. I, p. 523-525) écrite pendant l'été de 1629, entre les deux expéditions royales en Italie.

2. La lettre est de la main de Renée Burlamachi, à qui d'Aubigné l'a dictée. Elle n'est pas datée sur la copie que reproduit l'édition Réaume, t. I, p. 578 (la XXIV^e des *Lettres de sources diverses*) mais l'original qui porte la date (de Genève, ce 6 de janvier 1630) se trouve à la Bibliothèque de la Société de l'Histoire du Protestantisme dans la collection T. A. Labouchère, t. n° 756/1. D'Aubigné a ajouté quelques mots de sa main en P. S.

3. Cf. *Mémoires*, éd. Réaume, t. I, p. 113.

néanmoins s'il faut qu'il meure les armes en la main, ce sera pour la défense de cest Estat et République¹. »

La reprise des hostilités françaises contre la Savoie, au printemps, dissipa les alarmes des Genevois. La politique de Louis XIII et de Richelieu était décidément nette et reprenait la tradition d'Henri IV en Italie comme en Allemagne. Car là-bas aussi nous avons vu, par sa lettre aux Villette, que d'Aubigné se félicitait de ce qui se passait : « Ce que nous avons d'Allemagne promet beaucoup. » L'opposition à l'Empereur grandissait dans les États protestants à la suite de l'Édit de restitution (6 mars 1629) qui avait obligé les Luthériens à rendre les biens ecclésiastiques, sécularisés depuis la paix d'Augsbourg (de 1555). Dans le Nord de l'Allemagne, Gustave-Adolphe entra en scène. La France cherchait à profiter de ces circonstances favorables et à prendre la direction du mouvement contre la Maison d'Autriche. Ainsi les perspectives pour le Protestantisme européen devenaient moins sombres. Cela compensa-t-il aux yeux de d'Aubigné le désastre subi par ses coreligionnaires de France ? J'en doute, mais au moins cela put apporter quelque consolation à son chagrin.

Après la chute de la Rochelle, en effet, le Parti, décapité, avait lutté sans espoir. Rohan fut jusqu'au bout l'animateur de la résistance dans le Midi. Mais, entre les deux expéditions d'Italie, Louis XIII était venu mater la révolte et appuyer la répression, cruellement impitoyable d'ailleurs, de Condé. Rohan avait inutilement adressé des appels de secours au Roi d'Angleterre. Alors, dans un acte ultime de désespoir et de folie, il s'était mis à la solde du Roi d'Espagne pour entretenir avec ses subsides la guerre civile en France (9 mai 1629). Les circonstances, heureusement, l'empêchèrent de réaliser cette trahison. La précipitation de la débâcle rendit caduc ce traité d'alliance monstrueux avec la nation ultracatholique. Les Huguenots durent accepter *la paix de grâce d'Alais* (28 juin 1629), qui ne fut pas discutée, mais dictée, et qui, tout en laissant subsister l'Édit de Nantes et la liberté religieuse, détruisit la puissance militaire et l'ordre politique du Parti. Désormais il ne constituerait plus un État dans l'État. Rohan paya sa faute par l'exil. Il se retira d'abord à Venise. Plus tard il viendra lui aussi

1. Propos rapporté au Petit Conseil par le Premier syndic Sarrasin le 10 avril 1630. Cf. HÉTER, *Notice*, p. 43.

demander l'hospitalité à Genève, mais il n'y retrouvera pas son vénéré et fidèle ami.

D'Aubigné ne vit pas, en effet, la fin de la guerre de Mantoue. Il mourut au printemps de 1630, non pas à 80 ans, comme il le dit dans sa fière réplique au Duc de Savoie que nous avons citée, et comme il le répétera dans son testament, mais il en approchait. Il était entré le 8 février dans sa 79^e année. Il avait le corps tout cousu de blessures. Elles le faisaient surtout souffrir aux changements de saison, et il était alors souvent travaillé par un érysipèle à la jambe. Ce fut un des symptômes de sa dernière maladie. Déjà, au commencement de l'hiver, il avait eu une indisposition assez sérieuse, et puis il s'était remis. Dans sa lettre aux Villette du 16 janvier 1630, Renée Burlamachi, qui tenait la plume, écrivait :

« Je vous mandois par ma dernière que Monsieur se trouvoit mal. Vous saurez par ceste-ci sa bonne santé ; par la grasse de Dieu, il est remis à son accoutumée. Il dort fort bien et mange de très bon appétit¹. »

Mais il eut une rechute en avril. M. Rocheblave pense que la « *bourrasque*² » attirée sur sa tête chenue par la publication du 4^e livre de *Faeneste* a pu hâter sa fin. Il remarque³ que l'érysipèle s'est déclaré (14 avril) deux jours après la décision du Petit Conseil (12 avril) de lui adresser des remontrances. Mais il était déjà alité avant, comme nous allons voir.

On ne s'étonne pas que la puritaine Genève ait été scandalisée par la verve licencieuse du 4^e livre de *Faeneste*. Ces facéties risquées, où s'égayait encore et se délassait la gravité d'un vieillard qui n'avait pas perdu le goût de rire, firent aux sévères magistrats de la cité de Calvin l'effet d'une sorte d'attentat à la pudeur publique. Ils s'en prirent d'abord à l'imprimeur Pierre Aubert, et puis à l'auteur. L'impression s'était faite sans permission des « *scolarques* ». Le 29 mars, sur un rapport au Petit Conseil qu'il y avait dans ce livre « plusieurs choses impies et blasphématoires qui scandalisent les gens de bien », l'arrestation de P. Aubert

1. Cf. éd. Réaume, t. I, p. 578.

2. Le mot est de Mme d'Aubigné dans une lettre à M. de Villette datée du 14 avril. Elle y annonçait la maladie, et en P. S. que l'érysipèle venait de se former. Cf. Lalanne, éd. des *Mémoires* (de 1854), p. 451.

3. Cf. SAMUEL ROCHEBLAVE, *Agrippa d'Aubigné* dans la petite collection des Grands Ecrivains français chez Hachette, p. 46, et à la même librairie sa *Vie d'un héros*, p. 233.

était ordonnée. Et le 12 avril, il était condamné à cent écus d'amende, avec injonction de détruire toute l'édition, y compris les exemplaires qu'il avait déjà distribués « tant en la ville que dehors » et qu'il devait rechercher. Quant à d'Aubigné, il sera convoqué devant les scolarques et autres membres de la Seigneurie, et on lui remontrera « le tort qu'il se fait à soy mesme et à ce public » en l'invitant à ne plus faire de semblables écrits, « lesquels ne peuvent qu'apporter du mal à cest État¹ ».

La morale était vengée, mais d'Aubigné ne subit pas cette mercuriale, un peu humiliante à son âge — il est vrai que ce n'était pas la première admonestation qu'on lui adressait pour une raison ou pour une autre, et il ne s'en était pas plus mal porté — cette fois la maladie lui épargna celle-là; et j'imagine que le Petit Conseil, en apprenant bientôt la gravité de son état, dut regretter cette manifestation. Aussi lui prodigua-t-on toutes sortes de marques d'amitié.

On possède un rapport très circonstancié sur sa fin; c'est le récit fait par sa veuve pour la famille restée en France et spécialement pour les Villette. La Beaumelle en avait donné un court fragment, avec des lettres ou passages de lettres de Renée Burlamachi sur la mort de son mari, dans les *Mémoires pour servir à l'histoire de Mme de Maintenon*. Ludovic Lalanne a reproduit tous ces extraits dans son édition des *Mémoires d'Agrippa d'Aubigné*². Mais La Beaumelle est une autorité peu sûre; il ne se contente pas de tronquer les documents qu'il cite, souvent il les arrange à sa façon. Fort heureusement, M. le baron de Schickler, le regretté président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, a eu la bonne fortune de mettre la main, dans une vente, sur l'*original autographe de la relation de Renée Burlamachi*; et M. N. Weiss l'a publiée dans le *Bulletin du Protestantisme* du 15 janvier 1893 (t. XLII). Je ne puis me dispenser de le reproduire à mon tour. On va en voir l'intérêt.

Notons que Mme d'Aubigné date ici en *vieux style*, à la mode genevoise, car les États protestants n'avaient pas accepté la réforme du calendrier Julien faite par le Pape Grégoire XIII (en 1582) pour le mettre d'accord avec le soleil — l'écart était alors de dix jours, depuis il s'est accentué — et ce n'est qu'au XVIII^e siècle qu'ils

1. Cf. HEYER, *Notice*, p. 42-43. L'éclat fait par cette publication du IV^e Livre de *Faeneste* prouve bien qu'il n'avait pas vu le jour avant. La *Préface* de cette édition de 1630 le confirme. L'édition de 1629 signalée par M. Legouez dans sa *Notice bibliographique* (Réaume, t. V, p. 202) est une édition fantôme.

2. Chez Charpentier (1854), p. 450 à 456.

adoptèrent le calendrier Grégorien ; les cantons suisses protestants, en particulier, ne s'y rangèrent qu'en 1701. Aussi toutes les dates tirées par M. Heyer des *Archives de Genève* et données dans sa Notice sont exprimées en vieux style. C'est ce qui me faisait objecter à M. Rocheblave que d'Aubigné était déjà frappé du mal qui devait l'emporter, avant la délibération du Petit Conseil prise contre lui le 12 avril. En effet, il en ressentit les premières atteintes le dimanche 11 avant le jour.

Mme d'Aubigné, dans son récit, dit dimanche 9 ; mais c'est une erreur, une inadvertance. Il n'y eut pas de dimanche 9 au mois d'avril 1630, pas plus dans le calendrier Julien que dans le calendrier Grégorien. C'est 11/21 avril qu'il faut lire. Elle-même, d'ailleurs, corrige l'erreur, en indiquant la correspondance avec le calendrier Grégorien dans la belle lettre qu'elle écrivit à M. de Villette aussitôt après le décès, et que je citerai plus loin : « Mon bon seigneur... tomba malade le dimanche à quatre heures du matin 21 d'avril, selon le stile nouveau ; il rendit l'esprit à six heures le jeudi matin 9 mai, le jour de l'Ascension¹. »

Elle se trompe encore, dans la relation de la maladie, sur le décompte des jours suivants. Elle parle du jeudi 14 du mois. C'est contredire son point de départ. Si le dimanche initial avait été le 9, le jeudi d'après serait tombé le 13. En fait, ce fut le 15 (ancien style). Je rectifierai et préciserai les dates entre crochets.

Ces remarques préliminaires faites, dont je m'excuse, voici ce précieux document, si émouvant dans sa simplicité, qui nous introduit au chevet de d'Aubigné mourant et nous fait assister, jour par jour, presque heure par heure, à ses derniers moments :

Monsieur Daubigni, de très heureuse mémoire, devint malade le dimanche à 4 heures du matin, le 9^e jour [lapsus : 11^e jour] du mois d'avril, stil vieus 1630.

Il s'estoit fort bien porté depuis le commencement de l'année jusques à l'heure mesme que le mal le print, après avoir dormi fort doucement toute la nuit. Il s'esveilla avec des espraintes et envie d'aller à ses affaires, mais il ne pouvoit ; ce mal luy augmenta avec une très grande inquiétude, qui le faisoit lever si souvent que, aussitost qu'il estoit dans le lit, il se relevoit pour aller sur la chese percée ; il fust à l'instant secouru par clistères et le jour même il fust purgé, et soulagé par

1. Cf. Lalanne, *op. cit.*, p. 452.

le demi bain, et nous croyons, et luy aussi, qu'il seroit guéri par ce remède qui luy apaisoit pour quelque temps la douleur.

Il passa le dimanche et lundi en cet estat; le mardi au matin les espraintes l'avoient laissé, et luy vint une glande à la cuisse, et aussitost l'érisipèle à la jambe, de quoy il se resjouyt, pour ce que c'estoit son mal ordinaire, et n'y avoit aucun mauvais accident. Il eut la fièvre et la jambe rouge, mais la rougeur ne luy dura que trois ou quatre jours, et fust sans fièvre; il avoit le pous très bon et ses forces se maintenoient bonnes jusques au 10^e jour de sa maladie [c'est-à-dire jusqu'au 20/30 avril].

Il mangeoit asses pour un malade, ce nestoit pas avecques apétit, mais il prenoit plaisir à ce qu'il demandoit selon son goust. Il recomansa à se plaindre de ses espraintes, et avoit de grandes douleurs de reins et de ventre, de quoy il estoit soulagé par les remèdes que l'on y aporloit. Il print médecine par deux fois, qui firent aussi bonne opération quel'on eut peu souhaiter; il fut saigné avec les sanssues. Cependant le mal continua, et encores que les remèdes fissent l'effet comme on désiroit, c'estoit pour peu de temps, et les espraintes recomancèrent avec maus de cœur et de très grans efforts pour rejeter, en fasson que je crois qu'il s'estoit rompu une veine dans l'estomac, car il crachoit beaucoup de sang.

Il a esté traité par son médecin ordinaire, de qui il s'estoit tousjours bien trouvé; il fut visité par divers médecins ses amis, à qui on a communiqué tout ce que l'on faisoit, autant pour sa nourriture que pour les remèdes. A la fin il se laissa conseiller de prandre un autre médecin, ce qu'il n'avoit voulu permettre, car estant en santé il blasmoit le nombre, et disoit qu'il aimoit mieus un seul et que c'estoit son opinion. M. de la Fosse y a toujours esté¹. Nous apellâmes donc M. Dauphin, qui nous donna espérance de mieus, et tous ensemble conclurent que s'il se fust nourri, selon l'aparance il se fust bien porté, car quant il avoit pris nourriture il sembloit tout remis, et prenoit plaisir d'entretenir ses amis de ses agréables discours.

Le jeudi 14 du mois [lapsus: jeudi 15 ancien style, 25 nouveau] il soupa encores bien d'un restaurant qu'il trouva bon, et print la nuit son lait d'amande comme il avoit accoustumé; mais le vendredi, le voilà en humeur de ne rien prandre tout à fait. Il demeura 24 heures sans rien mestre dans son cors; ni pour prières ni supplications de ses amis, ni pour mes larmes, on ne peut jamais rien obtenir de luy, tellement que nous ne luy en osions plus parler, car il se mettoit en collère. Il fust en inquiétude tout ce jour, qui luy donna le coup, car n'ayant pris nourriture, il perdit ses forces et comança à s'abaisser. La nuit du samedi il print son lait d'amandes, qui nous donna

1. Le fils naturel de d'Aubigné, Nathan, dit La Fosse, avait des aptitudes scientifiques remarquables: il était à la fois mathématicien, ingénieur, chimiste et médecin, ayant été reçu docteur en médecine à Fribourg en Brisgau en 1626. Il put donc soigner son père d'une façon éclairée.

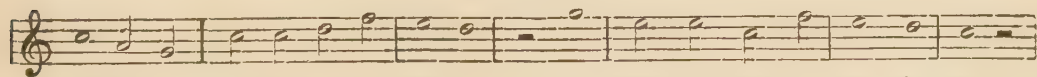
de la joye, mais aussi ce fust le dernier, car il n'en voulut plus prandre, mais il se laissoit persuader de prandre, de fois à autre, quelques cuillerées de restaurant de perdris, de jus de mouton et du sirop de Capandu ; ç'a esté sur la fin sa plus agréable nourriture.

Cependant ses forces estoyent encore bonnes, qui ne nous ostoyent pas du tout l'espérance, car le mercredi au soir qu'il mourut le landemain au matin [c'est-à-dire le mercredi 28 avril/8 mai] il crachoit encores jusques au milieu de la chambre, et chacun disoit que une personne mourante ne pouvoit avoir ceste force. Il eust très bonne conoissance jusques quelques heures avant qu'il mourut ; le mercredi tout le jour il someillioit et s'esveillioit en riant, et, eslevant les mains et les yeux au ciel, il nous a rendu grand tesmoignage de la joye qu'il sentoit, et quand il faisoit ses difficultés de pouvoir prandre nourriture, il disoit : m'amie, laisse moy aller en pais, je veus aller manger du pain céleste.

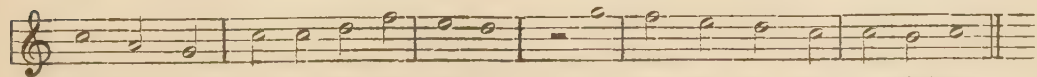
Il a esté servi en tout ce qui m'a esté possible de m'imaginer, ma peine n'a esté rien, car si j'eusse peu donner mon sang et ma vie pour luy, je l'eusse fait et de bon cœur. En ses deus dernières nuits, il fust consolé par deus excellens ministres ses amis ; enfin et jour et nuit il ne luy a esté manqué ni d'assistance ni de consolation, jusques à son dernier soupir, par tous ses bons amis et des plus excellents hommes de la ville ; ce n'eusse seu estre tant que son mérite en requerroit encores davantage, mais je vous prie de croire que, pour le lieu où nous sommes, on a fait tout ce que l'on a peu.

Il est regretté de toutes les gens de bien, il a achevé ses jours en pais, et deus jours devant sa fin, il me dit d'une face joyeuse, et un esprit paisible et constant : La voici l'heureuse journée — que Dieu a faite à plein désir — par nous soit joye demenée — et prenons en elle plaisir.

Ces vers que d'Aubigné chantonna quand il sentit sa fin approcher, c'était une strophe du Psaume CXVIII, dans la version de Clément Marot, musique (ou au moins adaptation) de Loïs Bourgeois :



La voi-ci l'heureu-se jour-né-e Que Dieu a faite à plein dé-sir



Par nous soit jo-ye dé-me-né-e Et pre-nons en el-le plai-sir

Les Huguenots l'avaient entonné au matin de Coutras, au matin de la Victoire. Maintenant, au terme de sa longue existence, si agitée et si riche en œuvres,

il répétait ce verset dans une sorte d'extase, pour rendre grâces à l'Éternel de lui accorder enfin le repos de sa Cité céleste. Sa mort est un dernier acte de foi. Et c'est ainsi qu'il s'endormit dans la réminiscence des luttres soutenues pour la bonne Cause, et l'espérance de la récompense qui l'attendait au sein de Dieu.

Quand sa veuve le vit étendu sur son lit mortuaire, il lui sembla que toute raison de vivre l'abandonnait elle-même, tant elle s'était consacrée entièrement au grand vieillard, dont elle avait eu « l'honneur d'être si chèrement aimée », comme elle le dit à M. de Villette. Il suffirait, pour se rendre compte de l'attachement qui liait les deux époux, de cette relation qu'on vient de lire, et qui ne se présente pourtant que comme une sorte de procès-verbal de la maladie. Le dévouement absolu de Renée pour son mari, sa tendresse inquiète, son respect soumis, apparaissent à toutes les lignes. Mais que dire des lettres intimes qu'elle adressait aux Villette, et où s'épanche sa douleur ? Je n'en citerai qu'une, où jaillit le cri du cœur le plus spontané, immédiatement après la mort. C'est celle dont j'ai déjà invoqué un passage — *in fine* — pour fixer les dates, le premier jour du mal et sa terminaison. Elle débutait par l'annonce du malheur survenu :

« Il faut que je vous dise avec une main tremblante et le cœur plein d'angoisses et d'amertume, que Dieu a retiré à soi notre bon seigneur et votre bon et affectionné père, et à moi aussi père et mari si cher et bien aimé, que je m'estime bien heureuse de l'avoir servi, et malheureuse de ne le servir plus. Hélas ! tout d'un coup il m'a été ravi ; et il me semble impossible de croire que ce coup me soit arrivé. Je ne le verrai donc plus ! Je n'aurai donc plus la consolation de vous voir ici avec votre chère moitié, qui eût vu la sainte union de notre famille désolée ! »

Quel témoignage plus favorable pour d'Aubigné auprès de la postérité que les regrets inconsolables de sa veuve ? Dans la vie domestique on n'inspire de tels sentiments que quand on les mérite. C'est là que se fait la vraie épreuve de la valeur morale d'un homme. On sait quelle union régnait au premier foyer d'Agrippa, mais on n'a pas la déposition de Suzanne de Lezay. Celle de Renée y supplée. Elle parachève d'un hommage familial, comme d'une couronne d'immortelles arrosées de larmes, la gloire de d'Aubigné.

1. Cf. Lalanne, éd. des *Mémoires* (1854), p. 452.

La Seigneurie de Genève lui rendit des honneurs funèbres qui l'honorent elle-même. Une ordonnance du Recteur convia tous les membres de l'Académie à assister aux obsèques. Ce faire-part officiel était libellé en latin :

« Hesterna die horis matutinis obiit vir illustris et generosus, nec minus litterarum quam armorum splendore insignis, D. Theodorus Agrippa Albineus, Christianissimi Galliae Regis olim a sanctioribus consiliis, Maleaci Guberbator, Castorum Praefectus, Legionis Tribunus, variis muneribus terra marique functus, etc. Genevoe, pridie Calendas Maii anno M.D.C.X.X.X.¹. »

Il fut inhumé dans le cloître du temple de Saint-Pierre (ancienne cathédrale), et sur sa tombe l'on mit en épitaphe, suivant sa volonté, la fière inscription qu'il avait rédigée comme une recommandation suprême à ses enfants.

D.O.M.

TESTOR LIBERI

QUAM VOBIS APTUS SUM

SOLO FAVENTE NUMINE

ADVERSIS VENTIS

BONIS ARTIBUS

IRREQUIETUS QUIETEM

EAM COLERE SI DEUM COLITIS

SI PATRISSATIS CONTINGAT

SI SECUS SECUS ACCIDAT,

HAEC PATER ITERUM PATER

PER QUEM NON A QUO VOBIS

VIVERE ET BENE DATUM

STUDIOR. HAEREDIB. MONUMENTO

DEGENERIBUS OPPROBRAMENTO

SCRIPSIT².

1. « Hier matin est trépassé un homme illustre et noble, aussi remarquable par l'éclat des lettres que des armes, le seigneur Théodore Agrippa d'Aubigné, naguère admis dans les conseils les plus augustes du Roi de France très chrétien, gouverneur de Maillezais, Mestre de camp, Maréchal de camp, ayant rempli des charges variées sur terre et sur mer, etc. Genève la veille des Calendes de mai 1630 ».

Je tire le texte latin des Mss. Clairambault (Bibliothèque Nationale, Mss. de l'Ordre du Saint-Esprit, t. LV, n° 1165).

La veille des calendes de mai, c'est-à-dire le dernier jour d'avril ancien style, qui correspond au 10 mai, nouveau style lendemain de la mort. Dans le vol. XVII du cabinet d'Hozier (Bibliothèque Nationale, Fonds français n° 30.898) où cette ordonnance du Recteur est également rapportée, d'Hozier a ajouté à côté de la date indiquée en latin : c'est le 30 avril.

2. « Je prends à témoin, mes enfants, Dieu très bon et très grand : que ce repos que je vous ai

Lorsque l'emplacement du cloître fut vendu au début du XVIII^e siècle en (1721) et le cimetière désaffecté, les pierres sépulcrales furent rentrées dans le temple¹. C'est ainsi que la table de marbre noir, qui portait l'épithaphe de d'Aubigné en lettres d'or surmontées de ses armoiries, se voit aujourd'hui encastrée dans le mur de droite, au bas de l'Église. Du même côté droit, mais dans le transept, se trouve le tombeau de Rohan, le chef valeureux, malheureux, et coupable, des dernières révoltes huguenotes, mortellement blessé en 1638 à la bataille de Rheinfelden, où il servait dans l'armée de Bernard de Saxe-Weimar, et dont le corps fut ramené en grande pompe à Genève. Ce rapprochement, dans la mort et dans l'exil de deux des plus authentiques paladins du Protestantisme français, qui eurent le tort de ne pas savoir reconnaître ni accepter le bienfait de l'Édit de Nantes, ne laisse pas d'offrir un spectacle mélancolique, mais aussi une sévère et haute leçon.

acquis grâce à la seule faveur du Ciel, malgré les vents contraires, par des moyens honnêtes, et au prix de mon propre repos, vous en jouissiez heureusement si vous servez Dieu et suivez les traces de votre père; sinon, qu'il vous en advienne autrement! Voilà ce que votre père, doublement votre père, par qui et non de qui vous avez reçu l'être et le bien-être, a écrit en mémoire perpétuelle pour les héritiers de ses principes de vie, et en opprobre pour ceux qui dégèneront ». Ces principes, qui devaient guider leur conduite, il les leur rappelle plus explicitement dans son testament, à la suite même du texte de son inscription, qu'il demandait qu'on gravât sur son sépulcre. Cf. Lalanne, éd. des *Mémoires* (1854) p. 423-424.

On ajouta seulement au bas de l'admonition, la date du décès :

THEODORUS AGRIPPA ALBINEUS
OCTOGENARIUS OBIT ANNO
CD DC XXX APRIL D.XXIX

Voir aussi une autre épithaphe, aussi fière quoique plus courte, en un quatrain français (éd. Réaume, t. III, p. 314).

1. Voir le *Bulletin du Protestantisme français*, t. IV (1855). p. 74; le livre du pasteur Archinard, *les Edifices religieux de la vieille Genève*, à Genève chez Joël Cherbuliez, 1864; et la *Notice* de HEYER, p. 46-47.

APPENDICE BIBLIOGRAPHIQUE

PREMIÈRE SECTION

La famille d'Aubigné-Maintenon Ses origines, ses titres de noblesse, son ascension.

A. — MANUSCRITS.

Chérin, COLLECTION CHÉRIN, vol. X. (Bibl. Nat., Fonds français, n° 31572). Au dossier 197, notice sur les d'Aubigné.

Clairambault, CABINET CLAIRAMBAULT. (Bibl. Nat., n° 1165, dans les mss. de l'ordre du St-Esprit, t. 55). Dossier relatif à Charles d'Aubigné, le neveu de Mme de Maintenon, pour sa promotion dans l'ordre du St-Esprit, du f° 118 au f° 216.

DOSSIERS BLEUS, vol. 37. (Bibl. Nat., Fonds français, n° 29382). Dossier n° 879, sur les d'Aubigné.

D'Hozier, CABINET D'HOZIER, vol. 17. (Bibl. Nat., Fonds français, n° 30898). Chemise n° 383, relative aux d'Aubigné.

NOUVEAU D'HOZIER, vol. 15. (Bibl. Nat., Fonds français, n° 31.240). Dossier 310, sur les d'Aubigné.

CARRÉS D'HOZIER, vol. 40. (Bibl. Nat., Fonds français, n° 30269). Titres relatifs aux d'Aubigné, du f° 78 au f° 113.

B. — IMPRIMÉS.

CAMILLE BALLU, *De la Noblesse d'Agrippa d'Aubigné et de Mme de Maintenon*. Angers, Germain et Grassin, 1906, in-8°, 39 p. (Extrait de la *Revue d'Anjou*, janv.-fév. 1906).

BEAUCHET-FILLEAU, *Dictionnaire historique et généalogique des Familles du Poitou*, 2^e éd. (Poitiers, Imprimerie Oudin). Au t. I, 1891, *Notice sur les d'Aubigné*.

HONORÉ BONHOMME, *Mme de Maintenon et sa famille*. Lettres et documents inédits publiés sur les manuscrits autographes originaux. Paris, Didier, 1863, in-18, 356 p.

A. DE BOISLISLE, *Le Veuvage de Françoise d'Aubigné*. *Revue des questions historiques*, 1894, t. LVI, p. 48 à 110 (en particulier sur la question de la noblesse, p. 90 à 103).

H. BORDIER, *Le Comte Charles d'Aubigné* (neveu de Mme de Maintenon), dans le *Cabinet historique*, 23^e année, 1877, p. 81 à 97.

DU MÊME, *Notice sur les d'Aubigné dans la France protestante*, 2^e éd., 1^{er} vol., 1877, col. 460 à 550. (Pour la question de la noblesse voir le début sur le père d'Agrippa, col. 461 à 467, et, à la fin de l'article, les préoccupations nobiliaires de Mme de Maintenon, col. 541 à 547).

ROGER DROUAILT, *L'Origine loudunaise des d'Aubigné-Maintenon*. (Extrait du *Bulletin historique et philologique* du Comité des Travaux historiques et scientifiques, 1913). Paris, Imprimerie nationale, 1904, in-8°, 7 p.

ED. FORESTIÉ, *Contrat de mariage entre Constant d'Aubigné et Jeanne de Cardaillac*. (Communication insérée dans le *Bulletin historique et philologique* du Comité des Travaux historiques et scientifiques, 1897). Paris, Imprimerie Nationale, mars 1898, in-8°, pièce.

HENRI GELIN, *Les Tombes de Mursay*. *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, t. XLVII (1898), p. 36 à 43.

DU MÊME, *A propos du décès de Constant d'Aubigné (1647)*. Paris, Librairies-Imprimeries réunies s. d., in-8°, 8 p., fac-similes. (Extrait du *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, octobre 1899).

DU MÊME, *Françoise d'Aubigné*. Étude critique. Niort, aux bureaux du *Mercure Poitevin*, 1899, in-16.

DU MÊME, *Une Famille poitevine d'écrivains illustres : Agrippa d'Aubigné, Mme de Maintenon, Mme de Caylus, le comte de Caylus*. Niort, G. Clouzot, 1905, in-8°, 60 p. (Extrait des *mémoires de la Société historique et scientifique des Deux-Sèvres*).

Laurent Angliviel de LA BEAUMELLE, *Mémoires pour servir à l'histoire de Mme de Maintenon et à celle du siècle passé*, 6 vol. in-12, suivis des *Lettres de Mme de Maintenon*, 9 vol, in-12. Amsterdam, 1755-1756.

THÉOPHILE LAVALLÉE, *La famille d'Aubigné et l'enfance de Mme de Maintenon*, suivi des *mémoires inédits de Languet de Gergy, archevêque de Sens, sur Mme de Maintenon et la Cour de Louis XIV*. Paris, H. Plon. 1863, in-8°, viii-492 p.

DU MÊME, *Édition de la Correspondance générale de Mme de Maintenon*. Paris, Charpentier, 1865-1866. 4 vol. in-12.

DUC de NOAILLES, *Histoire de Mme de Maintenon*, Paris, 1849, in-8°.

H. PATRY, *Notes inédites sur le père d'Agrippa d'Aubigné*. *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, t. LIII (1904), p. 493-494. [M. Patry publie deux arrêts du Parlement de Guyenne le concernant, en date du 30 mai et du 24 juillet 1534. Le premier le dessaisit de son office de Bailli de Pons, en faveur d'un certain Odet de Pont].

SAINT-SIMON, *Mémoires* éditées par A. de Boislisle avec la collaboration de L. Lecestre (à partir du t. XV, 1901) et de J. de Boislille (depuis 1909, t. XXI). Paris, Hachette, dans la collection des *Grands Écrivains de la France*, 38 vol. in-8°, de 1879 à 1926, plus les tables.

L. SANDRET, *Un chapitre inédit de l'histoire de Mme de Maintenon*, dans la *Revue historique nobiliaire et biographique*, année 1875, t. XII (10^e de la nouvelle série), p. 425 à 436. Librairie de la Société des antiquaires de France, 13, quai des Augustins.

DEUXIÈME SECTION

Les œuvres d'Agrippa d'Aubigné.

La bibliographie des œuvres d'Agrippa d'Aubigné a été esquissée par M. CH. LEGOUÉZ au t. V de l'édition Réaume et de Caussade, p. 195 à 212. Surtout, elle a été bien faite par M. AD. VAN BEVER

dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, t. LIV (1905), p. 228 et sq. Ce qui me dispensera d'entrer dans autant de détails, et de décrire ou d'analyser aussi minutieusement qu'il le fait les divers manuscrits ou éditions. En revanche je ferai certaines rectifications ou additions.

A. — MANUSCRITS

Les manuscrits originaux de d'Aubigné sont conservés depuis sa mort dans la famille Tronchin de Genève. M. Merle d'Aubigné, qui les avait vus vers 1840, chez le colonel Henri Tronchin, dans sa terre de Lavigny au-dessus de Rolle, en a donné une première analyse sommaire (lettre du 27 juillet 1863 au *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, t. XII, p. 340-342). En 1855 les manuscrits furent transportés au **château de Bessinges** (commune de Jussy, près de Genève), où ils sont toujours. M. CH. READ qui était allé collationner à Bessinges son manuscrit du *Printemps* (manuscrit Monmerqué) a complété les renseignements de M. Merle d'Aubigné (même tome du Bulletin, p. 465-468).

Les manuscrits forment dix volumes différents de grosseur et de format, cartonnés teinte grisâtre. En tête du volume III se trouve sur une feuille à part la copie autographe du reçu détaillé remis par le pasteur Théodore Tronchin à la veuve d'Agrippa d'Aubigné, le 27 février 1633, lorsque les manuscrits lui furent délivrés en présence de Nathan, dit Lafosse (le fils naturel de d'Aubigné) conformément aux instructions du testament. On constate, dans cet inventaire, qu'il y avait 17 paquets, avec le contenu desquels ont été constitués les 10 volumes de manuscrits, dont la reliure, semblable aux 50 volumes de la collection Court à la bibliothèque de Genève, paraît être de la même époque : xviii^e siècle. C'est donc à ce moment qu'ils auraient été habillés de cette façon.

Je renvoie au *Bulletin du Protestantisme* et aux notices de MM. LEGOUÉZ et AD. VAN BEVER pour la composition de chacun des 10 volumes. Je dirai seulement en gros que dans le 1^{er} se trouvent des remarques sur l'*Histoire*, et l'ébauche d'un 4^e tome (c'est la matière du *Supplément* inédit que M. Plattard vient de publier chez Champion, 1925). Le 2^e renferme les différents recueils de *Lettres*, le 4^e la *Confession de Sancy*, le 5^e les *Mémoires* ou Sa Vie racontée à ses enfants) non autographes, mais avec des corrections de sa main. Dans le 6^e deux opuscules politiques, le *Traité sur les guerres civiles*, le traité *Du devoir mutuel des Roys et des subjects*, et diverses poésies dont l'*Hiver*, et le 1^{er} livre du *Printemps* (l'*Hécatombe à Diane*), plus les poésies latines (*Epigrammata*). Le volume VII contient le manuscrit des *Tragiques* recopié par un secrétaire, mais avec quelques rectifications faites par d'Aubigné lui-même. C'est le manuscrit qui a servi à établir l'édition s. l. ni date (la deuxième) et qui porte la mention « donné à l'Imprimeur le 5 aoust ». Mais en fait il n'a pas été chez l'imprimeur, son état le prouve et cette inscription n'est qu'un memento. Ce qui a été envoyé à l'impression, c'est un exemplaire de l'édition princeps (de 1616) sur lequel avaient été reportées les corrections et additions du manuscrit, ainsi que cela a été démontré dans l'introduction de l'édition du 1^{er} livre des *Tragiques* (*Misères*) faite en 1896, sous la direction de M. Joseph Bédier, par cinq élèves de l'École Normale, H. Bourgin, L. Foulet, etc. (Colin, 1896). — Dans le volume VIII, le *Printemps* est au complet (second exemplaire de l'*Hécatombe*, plus les livres II et III) avec additions et corrections de la main de d'Aubigné. — Le volume IX offre *Le Caducée ou l'Ange de la paix*, et la *Lettre à Madame*, sœur unique du Roi (c'est la *Lettre sur la Douceur des afflictions*), le volume X, *La Création* en 15 chants.

Quant au *manuscrit Monmerqué* que M. Read était allé collationner à Genève en vue de son édition du *Printemps* (sans l'*Hécatombe*, 1874) il l'avait acquis en mars 1861 à la vente de la bibliothèque de M. Monmerqué, membre de l'Institut, qui l'avait acheté chez Royer en 1822. C'est un manuscrit collectif, un recueil de poésies du xvi^e siècle, en belle écriture du temps, de 150 ff. environ (384 pages). Et c'est vraisemblablement un manuscrit familial, ayant appartenu à Mme de Maintenon : à côté des pièces de son grand-père Agrippa, on en voit de son père Constant, et d'autres poètes contemporains, comme M. Certon, à qui d'Aubigné adressa un jour une curieuse lettre sur les vers mesurés (éd. Réaume, t. I, p. 453, la X^e des *Lettres de Poincts de Science*).

A la mort de M. Read le manuscrit Monmerqué a passé à la bibliothèque de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, où il est catalogué sous le n° 816/12.

Un autre manuscrit, provenant de Madame de Maintenon, contenait les *Mémoires*, et était conservé à la Bibliothèque du Louvre, coté F. 325. Il a disparu dans l'incendie de 1871, mais c'est d'après lui que Ludovic Lalanne avait établi son édition des *Mémoires* de 1854. (Paris, Charpentier).

Six autres copies des *Mémoires* subsistent, exécutées pendant les xvii^e et xviii^e siècles, 3 à la Bibl. Nat., 3 à la Bibliothèque de l'Arsenal; tous ont des titres différents :

Mémoires pour servir à l'histoire de la vie de messire Théodore Agrippa d'Aubigné, chevalier seigneur de Surimeau, Murçay, Les Landes, le Crest..., etc. (Bibl. Nat., Mss. fr. n° 5769), ms du xvii^e siècle.

Biographie de Théodore-Agrippa d'Aubigné et d'Antoine de Baissey, bailli de Dijon. Fol. I, « Vie de Théodore-Agrippa d'Aubigné par lui-même » avec dédicace à ses enfants. (Bibl. Nat., Mss. franç., n° 22223), ms. du xvii^e siècle, relié parchemin, Fonds Bouhier.

Histoire secrète de Théodore-Agrippa d'Aubigné dédiée à ses enfants. (Bibl. Nat., Fonds fr., n° 7036 ; Recueil de pièces diverses xvii^e et xviii^e siècles).

La Vie du sieur d'Aubigné, écrite par luy mesme (Bibl. de l'Arsenal, ms. 5422, Recueil de Conrart, t. XIII, pp. 977-1060), ms. du xvii^e siècle.

Mémoire secret d'Agrippa d'Aubigné, ayeul de Mme de Maintenon et autheur de l'*Histoire Universelle*, etc. Imprimé à Amsterdam en 1731. (Bibl. de l'Arsenal, ms. 3850, Recueil). Ms de la fin du xvii^e siècle qui contient le testament d'Agrippa d'Aubigné.

Mémoires de Théodore-Agrippa d'Aubigné. (Bibl. de l'Arsenal, ms. 6894), ms. du xvii^e siècle incomplet.

A Londres, au British Museum, il existe un manuscrit des *Tragiques* (Fonds Harleian, n° 1216, in-4°) que Renée Burlamachi avait envoyé à son frère, conformément au désir de son mari. On lit, en effet, cette note d'elle sur la feuille de garde : « Feu monsieur Dobigni, peu de jours devant sa mort, me commanda de faire tenir ce livre à son très cher et honoré frère, lequel il a prié de garder en tesmoignage de son affection. » Ce manuscrit a été décrit par M. Read dans les notes de son édition des *Tragiques* publiée en 1872, p. 186 du t. I. dans la réimpression de Flammarion. Le texte est à peu près conforme à celui de Bessinges. Après les *Tragiques* viennent : le *Discours par stances avec l'esprit du feu roy Henry quatriesme*, et deux suites d'*Épigrammes* françaises et latines. Il a été acquis par le comte d'Oxford, vers 1715, et sans doute à un nommé Backford, qui avait formé de belles collections. On lit au feuillet de garde : « Backford, n° 6 ».

De *La Confession de Sancy* on connaît 4 copies du xvii^e siècle, 3 à la Bibl. Nat. (Mss. fr. 1922, 13958 et 17460; ce dernier relié aux armes de Seguier ne contient pas que l'œuvre de d'Aubigné) et une à l'Arsenal (t. III de la collection Conrart, ms. 5412).

Enfin à cette liste il faut ajouter la *Lettre aux magnifiques et très honorés Seigneurs de Genève*, p. p. Réaume (t. I, p. 583 et sq.) et qui est tirée d'un manuscrit de la Bibliothèque de Leyde (Fonds latin n° 267), vrai mémoire sous forme de lettre : c'est une consultation que d'Aubigné donne à la Seigneurie sur les dangers que court Genève dans la situation présente de l'Europe (en 1621) et les précautions qu'elle doit prendre pour s'en garantir, notamment pour ses fortifications.

MM. Réaume et de Caussade, en dehors des recueils de *Lettres* conservés à Bessinges, en ont extrait quelques autres encore de diverses collections publiques ou privées (t. I^{er} de leur éd., p. 553 et sq. et appendice dut. II). Deux de ces lettres, la XXIII^e et la XXIV^e « de sources diverses », adressées à M. de Villette, l'une signée de d'Aubigné, l'autre de Renée, qui lui a servi de secrétaire, et que ces éditeurs donnent (t. I, p. 576-579) d'après H. Bonhomme (Madame de Maintenon et sa famille), se trouvent en originaux autographes à la Bibliothèque de la Société de l'Histoire du Protestantisme (collection de P.-A. La Bouchère, t. n° 756/4). On constate que la première même est de la main de Renée, qui ajoute un P.-S. en son nom, de même que d'Aubigné en ajoute un à la seconde signée par sa femme. La première est datée de Genève « ce 1^{er} de juin » (année ?), la seconde de Genève « ce 6^e de janvier 1630 ».

B. — IMPRIMÉS.

Pour l'énumération des éditions de chacune des œuvres qui ont d'abord paru séparément, j'adopte le principe de M. Van Bever, et je rassemblerai toutes les éditions de la même œuvre dans leur succession chronologique, au lieu de constituer, comme M. Legouez, des groupes de publications d'œuvres différentes par siècles — ce qui n'a pas grand intérêt et produit quelque confusion.

En revanche, je me sépare de M. Ad. Van Bever pour la classification des œuvres : il suit l'ordre alphabétique. C'est assez artificiel, et cela ne donne pas une idée de la production de d'Aubigné. Il arrive ainsi que des œuvres de jeunesse sont mentionnées seulement à la fin. Pour la même raison je ne suivrai pas non plus l'ordre de publication, car il y a des œuvres de d'Aubigné qui n'ont pas paru de son vivant. Je les rangerai approximativement dans l'ordre de leur composition.

I. **Vers funèbres** de Th. A. d'Aubigné, gentilhomme Xantongois sur la mort d'Estienne Jodelle, Parisien, prince des Poètes Tragiques. A Paris, par Lucas Breyer, libraire tenant sa boutique au second pillier de la grand salle du Palais, 1574. Avec privilège, in-4°, 6 feuillets.

Ces vers funèbres ont été réimprimés à la suite des éditions des œuvres de Jodelle (1574, in-4° Paris, Nicolas Chesneau et Mamert Patisson; 1597, in-12, Lyon, Benoist Rigaud ; — enfin de nos jours, dans l'édition Marly-Laveaux, *Les œuvres et mélanges poétiques d'Estienne de Jodelle*, sieur du Lymodin. Paris, A. Lemerre, 1876, 2 vol. in-8°.

La plaquette de 1574 a, d'autre part, été reproduite dans l'édition des Œuvres complètes de d'Aubigné de Réaume et Caussade, t. III, p. 317 et sq., pour suppléer à l'absence d'un manuscrit de ces vers à Bessinges.

II. **Le Printemps**. — AGRIPPA D'AUBIGNÉ, LE PRINTEMPS, « poème de ses amours ». *Stances et Odes* publiées pour la première fois d'après un manuscrit de l'auteur ayant appartenu à Mme de Maintenon, avec une notice préliminaire par M. Ch. Read. Paris, Librairie des Bibliophiles (cabinet du Bibliophile, n° XVIII). MDCCC LXXIV, in-12, I à XXX (Notice), plus 147 pages.

C'est l'édition faite d'après le manuscrit Monmerqué dont nous avons parlé. L'*Hécatombe* est

absente ; il n'y a donc là que des pièces appartenant aux livres II (*Stances*) et III (*Odes*) du *Printemps*. M. Ch. Bost, dans ses *Notes sur Agrippa d'Aubigné* (*Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français* de septembre-octobre 1910, et en tirage à part), au § 1^{er} consacré au *Printemps*, prétend qu'il y a dans le manuscrit Monmerqué 15 pièces qui ne se retrouvent plus dans les manuscrits de Bessinges. C'est une erreur. Elle vient de ce qu'il n'est pas toujours facile de reconnaître la correspondance entre les pièces données par Read et celles que fournit l'édition Réaume et de Caussade d'après les manuscrits de Bessinges. L'ordre n'est pas le même. D'autre part, plusieurs des *Stances* de Read figurent parmi les *Odes* dans Réaume. Enfin l'édition Réaume fusionne parfois deux pièces de Read en une seule, si bien que la seconde passe inaperçue si l'on ne regarde que le début. M. Réaume lui-même s'y est trompé, et a reproduit en appendice, dans son tome IV, comme les tenant de M. Read, 4 pièces qui se trouvaient déjà dans son tome III (du *Printemps*). Ce sont les nos IV, V, VI et VII des *Pièces de sources diverses* à la fin du tome IV (le tome des *Tragiques*), p. 393 à 398.

Pour éclaircir la question des rapports entre les deux recueils, je donne ici un tableau de leur correspondance :

Dans Read.		Dans Réaume.	
Stance	I	Stance	II
—	II	—	XI
—	III	—	III (mais écourtée dans Read).
—	IV	—	XIII

Les stances V et VIII sont fusionnées dans Réaume (stance VIII) et il a reproduit une 2^e fois la stance V à l'appendice du t. IV (p. 394, pièce V).

Stance	VI	Stance	XII
—	VII	—	VII
—	IX	—	IV
—	X	—	XV
—	XI	—	XVII
—	XII	—	V
—	XIII	—	VI
—	XIV	—	XIX
—	XV	—	I

La stance XVI est donnée par Réaume à l'appendice du tome IV (p. 400-401) d'après le manuscrit Monmerqué. Celle-là manquait vraiment au tome III.

Stance	XVII	Ode	XXXVIII
—	XVIII	—	XXVIII
—	XIX	—	XXXVII
—	XX		

Stance X, mais cette stance commence par l'ode IX de Read, d'ailleurs tronquée de plusieurs strophes dans Read : la première, par exemple, manque, si bien que Réaume n'a plus reconnu son enfant et a reproduit l'ode de Read une 2^e fois (t. IV, p. 393, pièce IV). Il a redonné également la stance XX de Read t. IV, p. 397, pièce VI).

Dans Read.

- Stance XXI
— XXII

— XXIII

- Stance XXIV
— XXV
— XXVI

Livres des Odes dans Read.

- Ode I
— II
— III
— IV
— V

— VI

— VII

Ode VIII

Ode IX

- Ode X
— XI
— XII

- Ode XIII
— XIV
— XV
— XVI
— XVII

Dans Réaume.

Ode XXXII

Stance XVIII avec 4 vers de dédicace en plus.

Ode VII, mais à la suite se trouve l'ode XII de Read, les deux pièces fusionnées en une seule ; c'est pourquoi Réaume ne s'est pas aperçu qu'il avait déjà donné l'ode XII de Read (t. III, p. 432) et il l'a répétée au t. IV (p. 397, pièce VII).

Ode X

— XV

— XVI

Dans Réaume.

- Ode II
— VI
— XVII
— XXXIX

Portée par Réaume dans les *Poésies diverses* (t. III, p. 259). Il la tire d'ailleurs d'un Recueil publié à Rouen, 1626, in-12, *Le Séjour des muses ou la Chresme des bons vers*.

Reproduite par Réaume à l'appendice du tome IV, p. 398 (la pièce VIII) d'après le manuscrit Monmerqué. Elle manquait à son tome III.

Ode XXIX

Donnée par Réaume à l'appendice du t. IV, p. 391 (la 2^e des *Pièces de sources diverses*), elle est dans les manuscrits de Bessinges, mais elle avait été omise au tome III.

Stance X qui fusionne, comme je l'ai dit, l'ode IX de Read et sa stance XX.

Ode XIII

Ode XIX

Ode VII, qui fusionne, comme je l'ai dit, la stance XXIII de Read avec son ode XII.

Ode VIII

— V

— XXVII

— XXX

— I

Dans Read.		Dans Réaume.	
Ode XVIII		Ode III	
— XIX		— IV	
— XX		— XXXI	
— XXI		— XXXVI	
— XXII		— XIV	

En résumé, il n'y a de nouveau dans Read que la stance XVI et l'ode VI. En revanche, il lui manque les stances IX, XIV, XVI et XX de Réaume, plus la Consolation à Mlle de Saint-Germain (Réaume, t. III, p. 112) et la pièce à Madame de B. (Réaume, t. III, p. 115). Les odes absentes sont encore plus nombreuses : IX, XI, XVIII, XX, XXI, XXII, XXIII, XXIV, XXV, XXVI, XXXIII, XXXIV, XXXV, XL (Vision funèbre de Suzanne), XLI et XLII de Réaume.

III. Le Ballet de Circé. — BALET COMIQUE DE LA ROYNE fait aux nopces de Monsieur le duc de Joyeuse et de Madamoyselle de Vaudemont, sa sœur, par Baltasar de Beaujoyeux, valet de chambre du Roy et de la Royne sa mère. A Paris par Adrian le Roy, Rob. Ballard et Mamert Patisson imprimeurs du Roy M. D. LXXXII. Avec Privilège, in-4 de 8 feuillets prél. ; 75 feuillets chiffrés et 1 feuillet pour l'extrait du Privilège.

Musique notée et figures gravées à l'eau-forte par Jacques Patin, peintre ordinaire du Roy. Ouvrage rarissime. Un exemplaire à la Bibliothèque de l'École Nationale des Beaux-Arts, C II, 57. (*Collection Lesoufaché*).

On remarque qu'il n'est pas question de d'Aubigné dans le titre, et d'après le texte narratif en prose qui sert de liaison aux couplets du poème, les vers sont de l'abbé de la Chesnaye, aumônier du Roi, et la musique du S^r de Beaulieu et de Pierre Salmon. Mais dans son *Histoire* (éd. Ruble, t. VII, p. 118) et dans ses *Mémoires* (éd. Réaume, t. I, p. 23) d'Aubigné revendique formellement la paternité de *Circé*. Il aurait composé ce ballet lors de la venue des ambassadeurs polonais qui apportaient la couronne au duc d'Anjou (Henri III, cf. mon ch. IV, § 1, p. 144-145 du 1^{er} vol.) et peu s'enfallut qu'il ne fût représenté à la fête des Tuileries du 12 septembre 1573. Catherine recula devant la dépense. Henri III n'eut pas les mêmes scrupules, et le monta à grands frais (400.000 écus) pour le mariage de son favori (d'Arques qui devenait duc de Joyeuse) avec la sœur de la Reine (24 septembre 1581. Les fêtes durèrent jusqu'en octobre). Il avait envoyé chercher le livret en Gascogne. Le S^r de Beaujoyeux (un Italien, Baltazarini « le premier violon de la Chrestienté » d'après Brantôme) n'aurait donc été qu'un prête-nom, mais rien ne prouve que l'œuvre de d'Aubigné n'ait pas été retouchée à Paris. (Voir sur le ballet de *Circé* un appendice intéressant au tome VII, de l'*Histoire* de d'Aubigné, éd. Ruble, p. 402-409).

Il a été réimprimé avec quelques suppressions dans le *Recueil de plusieurs excellens ballets de ce temps*, Paris, Toussaint du Bray, 1612, in-8, et, intégralement, dans *Ballets et Mascarades de cour, de Henri III à Louis XIV* (1581-1652) recueillis et publiés d'après les éditions originales, par M. Paul Lacroix, Genève, Gay et fils, 1868-1870, t. I, pp. 1-85, in-12.

IV. Les Tragiques. — L'édition princeps est anonyme : (1616) LES TRAGIQUES DONNEZ AU PUBLIC PAR LE LARCIN DE PROMÉTHÉE. Au Désert par L. B. D. D. MDCXVI, petit in-4, 391 pages (ou plutôt 298, la pagination sautant par erreur de 244 à 343), plus 30 pages liminaires non chiffrées et 5 pages non chiffrées à la fin du volume.

Caractères italiques. Édition imprimée à Maillé comme l'*Histoire universelle* (cf. mon chap. XIII, § 4, p. 75-76 du 3^e vol.).

La seconde édition (s. l. n. d.) porte le nom de l'auteur. Elle a été faite pendant le séjour à Genève et probablement imprimée à Genève même, peut-être en 1623 (cf. mon chap. xiv, § 3, p. 453 à 455 du 3^e vol.) En voici le titre :

LES TRAGIQUES CI DEVANT DONNEZ AU PUBLIC PAR LE LARCIN DE PROMÉTHÉE, et depuis avouez et enrichis par le sieur d'Aubigné [sans lieu ni date], petit in-8, 327 pages plus 32 pages non chiffrées au début, et 7 à la fin. Édition très rare, un exemplaire à l'Arsenal coté 6-720 B. L.

Le manuscrit de Bessinges, dont nous avons parlé, et qui a sa réplique au British Museum, a servi à la préparation de cette édition. Mais c'est elle qui représente le dernier état de la pensée de d'Aubigné.

Éditions modernes :

LES TRAGIQUES, par Théodore-Agrippa d'Aubigné, nouvelle édition, revue et annotée par Ludovic Lalanne. A Paris, chez P. Jannet, libraire, MDCCCLVII, in-16. xvii-351 p. La notice et les notes sont intéressantes. Cette édition est faite d'après l'édition princeps de 1616 et l'édition s. l. n. d. dont les additions sont données entre crochets.

AGRIPPA D'AUBIGNÉ. *Les Tragiques*, édition nouvelle publiée d'après le manuscrit conservé parmi les papiers de l'auteur par Charles Read. Paris, Jouaust, Librairie des Bibliophiles, MDCCCLXXII, in-8, XLVII-360 pages. (Il y a à la suite de l'Avant-propos, un sommaire des 7 livres des *Tragiques*).

La même, Paris, Librairie des Bibliophiles, E. Flammarion, s. d. (1896), 2 volumes in-16 (t. I. 1-200 p. plus 6 pages non chiffrées pour titre et table ; t. II, 230 pages plus 6 pages non chiffrées de même. Les notes sont à la fin de chaque volume). C'est à cette édition en 2 volumes-que je renvoie quand je cite Read.

Read a donc reproduit le manuscrit de Bessinges, mais d'Aubigné y a fait parfois des modifications au dernier moment pour son édition s. l. n. d.

L'édition Réaume et de Caussade (*Oeuvres complètes*, voir ci-après) donne également les *Tragiques*, au tome IV, d'après le manuscrit de Bessinges :

LES TRAGIQUES donnez au public par le larcin de Prométhée. Donné à l'imprimeur le 5 août. Publiés d'après le manuscrit original de la collection Tronchin. Manuscrits d'Aubigné, t. VII.

AGRIPPA D'AUBIGNÉ. LES TRAGIQUES. Livre premier : *Misères*. Texte établi et publié avec une introduction, des variantes et des notes par H. Bourgin, L. Foulet, A. Garnier, Cl.-E. Maître et A. Vacher. Paris, Armand Colin et Cie, 1896, in-12, 132 pages.

AGRIPPA D'AUBIGNÉ. LES TRAGIQUES. Livre premier : *Misères*, avec introduction et commentaire par Georges Meunier, Paris, Delalain frères, s. d. (1896), in-18. Cette édition porte sur le titre : programme de la licence ès lettres.

AGRIPPA D'AUBIGNÉ. LES TRAGIQUES avec une introduction par Robert Schuhmann, Paris, Imprimerie de l'art, 1914, grand 8^o de 255 pages. [Portrait. Introduction. Notice biographique. Édition de vulgarisation, qui ne donne que des extraits des divers chants, avec un bref argument analytique en tête de chacun d'eux, et quelques lignes de raccord aux coupures].

Enfin dans le recueil d'Ad. van Bever : THÉODORE-AGRIPPA D'AUBIGNÉ, *ŒUVRES POÉTIQUES CHOISIES*, publiées sur les éditions originales et les manuscrits, avec une notice biographique, des notes historiques et critiques et des variantes (Paris, E. Sansot et Cie, 1905, in-18, XLV, 231 pages) il y a des extraits des *Tragiques* d'après l'édition s. l. n. d. avec les variantes des manuscrits.

V. **La Confession catholique du sieur de Sancy** n'a paru qu'après la mort de d'Aubigné, dans divers recueils du XVII^e et du XVIII^e siècles, relatifs au règne de Henri III.

1660. RECUEIL DE DIVERSES PIÈCES SERVANT A L'HISTOIRE DE HENRI III, ROY DE FRANCE ET DE POLOGNE, dont les titres se trouvent en la page suivante. A Cologne, chez Pierre du Marteau, 1660 in-42. Ce volume contient : *Le Divorce satyrique* avec les amours de la Reyne Marguerite de Valois sous le nom de D. R. H. Q. M. ; *La Confession de M^r de Sancy* par L. S. D. A. auteur du *Baron de Faeneste*. (La confession commence à la page 309).

Nombreuses RÉIMPRESSIONS DU MÊME : Cologne, 1660, 1662, 1663 et 1666.

LE MÊME, AVEC LES REMARQUES DE JACOB LE DUCHAT, Cologne, 1693, 2 volumes in-42.

LE MÊME, AVEC LES REMARQUES DE JACOB LE DUCHAT, nouvelle édition, 1699, 2 volumes in-42. Notes meilleures.

1720. JOURNAL DES CHOSSES MÉMORABLES ADVENUES DURANT LE RÈGNE DE HENRI III, ROY DE FRANCE ET DE POLOGNE. Édition nouvelle augmentée de plusieurs pièces curieuses, et enrichie de figures et de notes pour éclaircir les endroits les plus difficiles. A Cologne, chez les héritiers de Pierre Marteau. MDCCXX, 2 volumes in-42.

Contient : *Le Divorce satyrique*, etc., *La Confession catholique du sieur de Sancy*, etc. Notes de Le Duchat et additions de Denis Godefroy à la fin du volume.

1714. JOURNAL DE HENRI III, ROY DE FRANCE ET DE POLOGNE, ou mémoires pour servir à l'Histoire de France, par M. Pierre de l'Estoile. Nouvelle édition accompagnée de remarques historiques et de pièces manuscrites les plus curieuses de ce règne. A la Haye, et se trouve à Paris chez la veuve de Pierre Gandouin, quay des Augustins, à la Belle Image. MDCCXLIV, t. V, in-8. L'avis au lecteur se trouve au tome IV avec les variantes d'un manuscrit du temps.

1746. JOURNAL DES CHOSSES MÉMORABLES ADVENUES DURANT LE RÈGNE DE HENRI III ROY DE FRANCE ET DE POLOGNE. Nouvelle édition, augmentée de plusieurs pièces curieuses qui n'ont jamais été imprimées, et enrichie de figures et de notes historiques. A Cologne, chez les héritiers de Pierre Marteau. MDCCXLVI, t. III, in-8.

Dans l'édition *Réaume et de Caussade* la Confession de Sancy se trouve au t. II (1877) : CONFESSION CATHOLIQUE DU SIEUR DE SANCY publiée pour la première fois d'après le manuscrit de la collection Tronchin. (Manuscrits d'Aubigné, t. IV, 2^e partie, f^o 4).

VI. **La Lettre sur la Douceur des Afflictions** fut publiée dans le *Bulletin de la Société du Protestantisme français* (t. IV, 1855, p. 561 et sq.), par F. L. Frédéric Chavannes, d'après un opuscule imprimé (*feuille in-12 sans nom d'auteur, s. l. n. d.*) qui était depuis longtemps en sa possession, et qui appartient aujourd'hui à M. Paul de Félice.

Tirage à part en 1856 à 150 exemplaires sous le titre :

DE LA DOUCEUR DES AFFLICTIONS, opuscule inconnu de Th. Agrippa d'Aubigné, adressé en l'an 1600 à Madame, sœur de Henri IV, auquel on a ajouté le morceau intitulé *l'Hercule chrestien*, tiré de ses *Petites œuvres mêlées*, publié par F.-L. Fréd. Chavannes et Ch. Read, Paris, Aubry, 1856, in-8, 32 pages.

Les inductions de M. Frédéric Chavannes pour l'attribution à d'Aubigné furent confirmées par l'exploration des manuscrits de Bessinges que firent MM. Réaume et de Caussade pour leur édition, où ils donnent la Lettre (t. I, p. 531 et sq.) d'après le manuscrit, volume IX, où elle se trouve sous le titre « Lettre à Madame, sœur unique du Roy ».

En 1875, au tome XXIV du *Bulletin du Protestantisme*, M. Read a révélé l'existence d'un autre exemplaire imprimé (exemplaire original) qui celui-là est daté, de 1601, avec la mention :

nouvellement imprimé (in-8 de 88 pages et 8 feuillets non paginés), et qui offre de nombreuses différences (orthographe, variantes de texte) avec l'opuscule de M. Chavannes. En fait c'est une autre édition. Cet exemplaire appartenait au duc d'Aumale (Bibliothèque d'Orléans-House, à Twickenham) qui avait noté toutes les différences sur un des tirages à part de M. Chavannes, et l'avait renvoyé ainsi corrigé au Bulletin le 29 mars 1853. M. Read, dans cette communication, s'excuse de ne pas avoir publié le texte de Twickenham. « Le vent a soufflé ailleurs » dit-il. C'est regrettable. L'opuscule de 1691 contient un petit *avant-propos* de l'imprimeur au lecteur, qui représente cette publication comme faite en dehors de l'auteur (c'est un premier « larcin de Prométhée ») et qui se termine par une *paraphrase du Psaume 88* en vers mesurés, dédiée par d'Aubigné à Madame pour son réconfort. M. Read pensait avoir retrouvé (dans le vol. III des manuscrits de Bessinges) la *réponse de Madame* à la Lettre sur la Douceur des Afflictions et la donnait dans ce même numéro du *Bulletin du Protestantisme*. Je ne crois pas que ce soit la première réponse. La Lettre de Madame publiée par Read me paraît s'appliquer à des circonstances un peu postérieures et un peu modifiées (cf. mon chap. XII, § 4, p. 295 et sq. du 2^e volume).

VII. *L'Histoire Universelle* a eu deux éditions du vivant de d'Aubigné, la première faite en France, la seconde en Suisse.

Edition princeps en trois tomes ; le premier fut imprimé de 1616 à 1618 :

L'HISTOIRE UNIVERSELLE DU SIEUR D'AUBIGNÉ. Première partie qui s'étend de la paix entre tous les princes chrétiens et de l'an 1550 jusques à la pacification des troisièmes guerres en l'an 1570. Dediée à la posterité. A Maillé, par Jean Moussat, imprimeur ordinaire dudit sieur, MDCXVI, in-folio, 365 pages, plus 14 feuillets non chiffrés pour les tables (achevé d'imprimer le dernier jour de mars MDCXVIII : mention portée à la fin des tables).

La seconde partie est de 1618 :

LES HISTOIRES DU SIEUR D'AUBIGNÉ. TOME SECOND. (Comme le premier tome a eu pour thèse générale la naissance d'un parti qui a esté formé grand et fort, par foibles et petits commencemens, ce second vous fera voir le mesme comme esteint, et quant et quant ressuscité par merveilles, tant plus estranges à qui plus considérera ; c'est ce que nous poursuivons aux cinq livres suivants, pour changer de tome à l'accord des Princes liguez avec le Roi [en juillet 1585], et au déploiement de toutes les forces de France, desquelles la division fera place à la victoire entière d'Henri le Grand et à la paix de l'État. A Maillé, par Jean Moussat, imprimeur ordinaire dudit sieur, MDCVIII, in-folio, 489 pages [y compris l'appendice ou *Attache aux deux premiers tomes*] plus 7 feuillets non chiffrés pour les tables.

Ces deux premiers tomes ont paru ensemble, mais seulement dans le second semestre de 1619 et sans privilège. Ils furent condamnés au feu par sentence du Châtelet de Paris le 2 janvier 1620 : arrêté conservé dans les *manuscrits Dupuy* de la Bibliothèque Nationale, vol. 638 (Lettres et memoires depuis le roi François 1^{er} jusques au roi Louis XIII), f^o 240, année 1620 : je le reproduis dans mon chapitre XIII, § 4 (t. III, p. 84).

Le troisième volume a paru en 1620, malgré cette condamnation des deux premiers, et le décret de prise de corps rendu contre d'Aubigné et son imprimeur, J. Moussat de Maillé :

L'HISTOIRE UNIVERSELLE DU SIEUR D'AUBIGNÉ. TOME TROISIÈME qui de la desroute d'Angers desduit les affaires de France et les estrangères connues jusques à la fin du siècle belliqueux. Et puis par un appendix séparé décrit la desplorable mort d'Henri Le Grand. A Maillé, par Jean Moussat, imprimeur ordinaire dudit sieur. MDCXX, in-folio, 549 pages plus 7 feuillets non chiffrés pour tables.

Il y eut en outre un tirage à part de la Préface (au tome I, pour l'ensemble de l'œuvre, car il y a une préface particulière au tome III) sous le titre :

LETTRÉ DU SIEUR D'AUBIGNE DÉDIÉE A LA POSTÉRITÉ [sur quelques Histoires de France et sur la sienne]. Imprimé à Maillé, juxte la coppie [c'est-à-dire conforme à la copie de l'original]. MDCXX, petit in-8, 16 pages. (Un exemplaire à la Bibl. du Palais de Fontainebleau, et un à la Bibl. Nat. coté La 21/29).

La seconde édition (1626) fut faite à Genève, sous la rubrique d'Amsterdam, pour ménager les susceptibilités ou plutôt les appréhensions du Petit Conseil, qui avait d'abord accordé un privilège (4 septembre 1622), puis le retira par crainte des représentations de la Cour de France. D'Aubigné y gagna au moins de n'être soumis à aucun contrôle, et de pouvoir faire toutes les modifications et augmentations qu'il voulut. Titre :

HISTOIRE UNIVERSELLE DU SIEUR D'AUBIGNÉ comprise en trois tomes. Seconde édition, augmentée de notables histoires entières et de plusieurs additions et corrections faites par le mesme auteur. Dédiée à la Postérité [s. l.] MDCXXVI (et ensuite sous la marque suivante : A Amsterdam, pour les héritiers de Hier. Comelin, MDCXXVI) in-fol. à deux colonnes. — Voir dans Ad. Van Bever le décompte des colonnes et des pages par tome.

Les accroissements provenaient des mémoires nouveaux que d'Aubigné avait reçus des deux partis (protestant et catholique) depuis la 1^{re} édition. Ces mémoires dépassaient souvent le terme chronologique de son *Histoire*, d'où le projet d'une suite, la *préparation d'un 4^e tome*, qui devait être de cinq livres comme les précédents. Il ne rédigea à peu près complètement que le V^e qui fait l'objet et la matière de la publication récente de M. J. Plattard, chez Champion, mentionnée ci-après.

L'attention s'est reportée, en effet, à la fin du XIX^e siècle, sur l'*Histoire* de d'Aubigné. En 1884, un fragment était réédité, le récit de l'Escalade (tentative manquée du duc de Savoie pour surprendre Genève dans la nuit du 11 au 12 décembre 1602) que d'Aubigné avait ajouté au dernier moment (lors de la 1^{re} édition) à son 3^e tome, pour faire plaisir aux Genevois :

AGRIPPA D'AUBIGNÉ. L'ESCALADE, récit tiré de l'*Histoire Universelle* et accompagné de documents nouveaux, par L. Dufour-Vernes et Eugène Ritter, Genève, H. Georg, 1884, in-8, plaq. 30 pages plus 1 plan.

Puis vint la réédition de l'Ensemble (de la 2^e édition de 1626) pour la Société d'Histoire de France :

HISTOIRE UNIVERSELLE par Agrippa d'Aubigné, publiée pour la Société de l'Histoire de France, par le baron Alphonse de Ruble. Paris, librairie Renouard (H. Laurens, successeur), 9 vol. in-8^o de 1886 à 1897. Le 10^e volume, contenant la table des matières, a été « préparé » par M. P. de Vaissière et n'a paru qu'en 1909, avec une courte introduction de M. G. Baguenault de Puchesse, fort sévère, et, disons-le, très injuste à l'égard de d'Aubigné historien.

C'est comme complément à cette édition que M. Plattard a donné une partie du 4^e tome sous ce titre :

SUPPLÉMENT A L'HISTOIRE UNIVERSELLE D'AGRIPPA D'AUBIGNÉ, publié pour la première fois pour la Société de l'Histoire de France, par J. PLATTARD, Paris, Librairie ancienne Edouard Champion, MCMXXV, 1 vol. in-8.

VIII. Les Aventures du Baron de Fæneste. — Les deux premiers livres furent donnés ensemble dans les cinq éditions connues de 1617, mais avec un titre qui laisse supposer que le premier avait déjà paru seul :

LES AVANTURES DU BARON DE FÆNESTE, première partie, reveüe et corrigée, et augmentée par

l'auteur. Plus a esté adjousté la seconde partie ou le Cadet de Gascogne. A Maillé MDCXVII, petit in-8 de 72 pages (Bibl. Nat., Réserve, L^b 36, 1111 : en fait, exemplaire incomplet où la 2^e partie n'est représentée que par le titre).

MÊME TITRE, avec une disposition des lignes un peu différente, petit in-8, 72 pages (Bibl. Nat., Réserve, L^b 36, 1111 B).

MÊME TITRE, petit in-8 de 72 pages (Bibl. Nat., Réserve, L^b 36, 1111 A).

Le titre est complété dans les deux suivantes par l'annonce du 3^e livre : «... Plus a esté adjousté la seconde partie avec promesse de la troisieme ». L'une s. l. MDCXVII, petit in-8 de 72 pages (Bibl. Nat., L^b 36, 1111 C), l'autre à Maillé, par J. M. (Jean Moussat), imprimeur et libraire MDCXVII in-8 de 175 pages. Celle-là est sans doute la dernière de la série ; elle présente quelques passages qui ne sont pas dans les quatre autres et qu'on retrouve dans celle de 1619. Elle est imprimée avec les mêmes caractères que *l'Histoire Universelle*.

Le dernier livre avait-il réellement paru seul avant ces éditions ? C'est très probable, car dans toutes *l'en-tête du 2^e livre* est ainsi libellé : *Les Aventures du Baron de Farneste. Livre second, où l'auteur, en s'acquittant de promesse faite au premier, nous donne espérance du troisieme.*

Et, après cet en-tête, vient un *Avis aux lecteurs*, qui ne permet guère de douter que le premier était déjà connu : « Messieurs, vous avez faict si bonne chere au Baron de Farneste, qu'il a nettoiyé sa robbe, s'est adimanché pour retourner à vous, et vous mène avec soy le cadet, aussi folastre que luy, hors mis qu'il luy est eschappé quelque traict de Théologie moderne. Ne laissez pas de le voir : il n'enfoncé point et s'arreste guères sur ces mattieres, car il ne prend rien à cœur. Ce que vous en pouvés attendre, c'est qu'il est du siècle et qu'aux traicts de son village [visage ?] vous vous ressouviendrés de quelques-uns de vostre cognoissance. »

Cette édition séparée du 1^{er} livre n'a pas été retrouvée. Elle a dû paraître dans le premier trimestre de 1617, le cadre historique de ce livre ne permettant pas de supposer une date plus ancienne (cf. mon chapitre XIII, § 2, p. 43-48 du t. III).

Le 3^e livre a vu le jour en 1619 :

Isolément, avec 2 tirages différents. L'un s. l. 8^o de 56 pages (Bibl. Nat., Réserve, L^b 36, 1112 A). L'autre à Maillé, 8^o, 56 pages (Bibl. Nat., Réserve, L^b 36, 1112), réédité en 1620 (Bibl. Nat., Réserve, L^b 36, 1112 B) et en 1622 (Bibl. nat., Réserve, L^b 36, 1112 C), puis *groupé* avec les 2 autres : *LES AVANTURES DU BARON DE FARNESTE. TROISIEME PARTIE.* Ensemble les première et seconde revues, corrigées et augmentées par l'auteur de plusieurs contes. A Maillé, par J. M., imprimeur ordinaire de l'auteur. MDCXIX, in-8 de 172 pages.

Rédition en 1620, même titre, mais 276 pages (Bibliothèque Mazarine 22388).

Enfin à Genève, d'Aubigné donna une suite et une fin à son Baron de Farneste, *le 4^e livre*, qui s'ajouta au 3 autres dans l'édition de 1630 : *LES AVANTURES DU BARON DE FARNESTE, COMPRISES EN QUATRE PARTIES.* Les trois premières revues, augmentées et distinguées par chapitres. En semble la quatriesme partie nouvellement mise en lumière, le tout par le mesme auteur. Au Désert, Imprimé aux despens de l'auteur. MDCXXX, petit in-8, 308 pages, plus six feuillets (préface et table). (Bibl. Nat., Réserve, L^b 36, 1113). Sur le scandale provoqué à Genève par cette publication, voir mon chap. XIV, § 4, p. 175-176 du 3^e vol.).

Des bibliophiles (Legouez, notamment) signalent une édition antérieure, de 1629, qui serait moins bonne. Je doute fort de son existence, car dans le rapport fait au Petit Conseil de Genève le 29 mars 1630, il est dit que Pierre Aubert « a imprimé ces jours passés un livre intitulé : *le Baron de Farneste*, sans permission de la Seigneurie ni des Seigneurs scholarques, dans

lequel il y a plusieurs choses impies et blasphématoires qui scandalisent les gens de bien... », etc. (Cf. HEYER, *D'Aubigné à Genève*, p. 42-43).

L'édition de 1630 est la seule réellement complète : c'est celle qui a servi à Mérimée pour sa réimpression de 1855.

Il y eut en 1640 une réplique de l'édition de 1630 (*même titre*), mais c'en est plutôt une contrefaçon (2 exemplaires à la Bibliothèque de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, n^{os} 3441 et 4194. Un ex. à la Nationale, L^b 36, 4143 C).

Au XVIII^e siècle, les *Aventures du Baron de Fæneste* furent accompagnées des *notes de Le Duchat* en 1729 et 1731 :

LES AVANTURES DU BARON DE FÆNESTE, par Théodore Agrippa d'Aubigné, édition nouvelle, augmentées de plusieurs Remarques historiques, de l'Histoire secrète de l'auteur écrite par lui-même, et de la bibliothèque de M^e Guillaume, enrichie de Notes par M. X. [Le Duchat]. (Tome premier contenant la Vie de d'Aubigné et les deux premiers livres de Fæneste ; tome second contenant les deux derniers livres de Fæneste et plusieurs pièces curieuses, les 2 tomes en 1 vol. 8^o). A Cologne, chez les héritiers de Pierre Marteau, MDCCXXIX. Frontispice, 26 feuillets non chiffrés pour titres, préfaces, table, etc., et 470 pages.

Le travail de Le Duchat a été gâté par l'imprimeur, qui a mal disposé les notes au fur et à mesure qu'elles arrivaient.

Aussi cette édition a-t-elle été reprise et corrigée en 1731, *même titre*, A Amsterdam, MDCCXXXI, 2 vol. in-12. : T. I Figure en frontispice, 12 feuillets non chiffrés pour Avertissement et Préfaces ; CXCIX p. : (Histoire du sieur d'Aubigné) ; 6 feuillets pour table du même ouvrage ; 434 pages pour les *Aventures de Faeneste*, 1^{re} partie. — T. II : 3 feuillets non chiffrés, 384 pages pour la suite du *Faeneste*, etc. (Un exemplaire à la Bibliothèque Nationale.)

LA MÊME sans frontispice et sans Avertissement. A Amsterdam, MDCCXXXI, 2 vol. in-12 (Bibl. de l'Arsenal, 6148 bis, in-12, Histoire).

Au XIX^e siècle l'édition de Mérimée, et celle de Réaume :

LES AVANTURES DU BARON DE FÆNESTE, par Théodore Agrippa d'Aubigné. Nouvelle édition, revue et annotée par M. Prosper Mérimée, de l'Académie française. A Paris, chez P. Jannet, libraire (Bibliothèque elzévirienne), MDCCCLV, in-16, xx-348 pages.

Excellente édition publiée sur le texte de 1630 et augmentée d'une Préface et de notes intéressantes.

C'est également l'édition de 1630 qui a été réimprimée par MM. Réaume et de Caussade dans leurs *Œuvres complètes d'Agrippa d'Aubigné*, au tome II (1877), p. 375 et sq.

Quant à l'édition de Gaston de Raimès, chez Flammarion, s. d. (1896), in-12, xxxvii-256 p. elle est volontairement tronquée. (Éd. soi-disant populaire dans la nouvelle collection Jannet-Picard.)

IX. La Lettre au Roy Louys XIII, la XXII^e des *Lettres diverses* dans l'édition Réaume et de Caussade (t. I, p. 504 et sq.) où ces recueils de lettres sont publiés d'après les mss. de Bessinges, n'était pas inédite : elle avait paru en *plaquette* au moment où elle fut composée (1621), petit in-8 de 19 pages in-12 s. l. n. d. La Bibliothèque de l'Histoire du Protestantisme en possède un *exemplaire rarissime* remis à M. N. Weiss, par M. A.-L. Herminjard (l'éditeur de la Correspondance des Réformateurs dans les pays de langue française) et il a été reproduit dans le Bulletin t. 46 (1897), p. 530 à 542. Le texte n'est pas tout à fait le même que celui du ms. de Bessinges : il y a des retouches et d'assez nombreuses additions. Le titre est : LETTRE AU ROI PAR TROIS GENTILSHOMMES VIEILLIS AU SERVICE DU ROY HENRI LE GRAND.

La XXIII^e des *Lettres diverses* donnée à la suite dans Réaume (t. I, p. 341 et sq.) à *Messeigneurs les Princes et Grands du Royaume* a été écrite au même moment et dans le même esprit (voir mon chap. XIV, § 4, p. 96 à 100 du 3^e vol.). Peut-être avait-elle aussi été imprimée? On n'en a pas retrouvé d'exemplaire.

X. Les *Petites Œuvres meslées* ont dû avoir plusieurs éditions du vivant de d'Aubigné. L'une est bien connue :

PETITES ŒUVRES MESLÉES DU SIEUR D'AUBIGNÉ. Le contenu desquelles se void ès pages suivantes la préface. A Genève, chez Pierre Aubert, imprimeur ordinaire de la République et Académie, MDCXXX, avec permission et privilège. Petit in-8, 175 pages, plus 8 feuillets non chiffrés pour la Préface et la table (un exemplaire à la Bibliothèque Mazarine, n^o 22793, et deux à la Nationale, D² 4145 et Z 49927).

Mais il y avait eu un premier tirage en 1629 signalé, dans l'Avant-propos de son édition des *Tragiques* (1872), par M. Read qui en avait vu un exemplaire à la Bibliothèque de Zurich, avec ce titre : « *Second Recueil des Petites Œuvres du s^r d'Aubigné* : A Genève chez Pierre Aubert, imprimeur ordinaire de la République et Académie, MDCXXIX. »

L'existence de ce premier tirage est confirmée par une lettre de d'Aubigné à Rohan écrite dans l'été de 1629, et où il annonce que l'impression est presque terminée (cf. éd. Réaume, t. I, p. 525 à la fin de la XXXI^e des *Lettres diverses*).

D'autre part, le titre *Second Recueil* reçoit également une confirmation d'un article de l'Inventaire des livres de d'Aubigné fait après son décès (3^e partie de l'*Inventaire*) où l'on voit figurer un *Second Recueil du sieur d'Aubigné*. Mais un second recueil en suppose un premier, et je crois avoir établi, en effet (cf. mon chap. XIV, § 3, p. 163 à 166 du 3^e vol.) que ce *Premier Recueil des Petites Œuvres* n'est pas une fiction, et que d'Aubigné en avait fait l'envoi, entre autres personnes, au comte de la Suze dans l'été de 1622. (Voir la XXVI^e des *Lettres diverses* au t. I, p. 548 de l'édition Réaume et de Caussade.)

Pour nous en tenir à l'édition connue, j'en indiquerai sommairement la composition, MM. Réaume et de Caussade ayant maladroitement dissocié, comme je l'ai marqué (chap. XIV, même paragraphe, p. 163), cet ensemble bien assorti de prose et de vers, d'une même inspiration religieuse ou morale — sauf de rares dissonances profanes — et d'autant plus inséparable que les *Méditations* en prose sur les psaumes sont des reprises de thèmes déjà traités en vers mesurés. Voici donc la constitution du recueil, avec la référence aux tomes de Réaume, où l'on retrouvera ces morceaux — du moins presque tous :

La Préface aux *Méditations sur les Psaumes*, non paginée (cf. Réaume, t. II, p. 113).

Un quatrain *Aux critiques*, transporté par Réaume au t. III, p. 270, en tête des *Poésies religieuses et vers mesurés*.

Puis la table des œuvres en prose, sous le titre *Indice des Méditations du s^r d'Aubigné* :

P. 2, Méditation sur le Psaume 133. — (Cf. Réaume, t. II, p. 117).

P. 22, Méditation sur le Psaume huitante quatre. — (Réaume, t. II, p. 135).

P. 43, Méditation sur le Psaume septante trois. — (Réaume, t. II, p. 153).

P. 65, Méditation sur le Psaume cinquante un. — (*Ibid.*, p. 174).

P. 83, Méditation sur le Psaume huitante huit. — (*Ibid.*, p. 190).

P. 97, Méditation sur le Psaume seziesme. — (*Ibid.*, p. 204).

P. 149, L'Hercule Chrestien. — (*Ibid.*, p. 226)

Vient ensuite la partie poésie, sous trois rubriques :

1° Vers mesurés.

P. 126, La Préface. — (Cf. Réaume, t. III, p. 271).

P. 129, Prière avant le repas. — (*Ibid.*, p. 275).

Même page, Prière après le repas. — (*Ibid.*, p. 276).

P. 130, Pseaume huictante huit. — (Réaume, t. III, p. 276).

P. 132, Paraphrase sur le Pseaume cent et seize. — (*Ibid.*, p. 280).

P. 134, Pseaume cinquante quatre. — (*Ibid.*, p. 281).

Même page, Pseaume troisieme. — (*Ibid.*, p. 282).

P. 135, Pseaume cent vingt et un. — (*Ibid.*, p. 283).

P. 136, Pseaume cent dixiesme. — (*Ibid.*, p. 283).

P. 137, Pseaume cent vingt et huit. — (*Ibid.*, p. 284).

P. 138, Prière pour le matin tirée du Pseaume cent quarante trois. — (*Ibid.*, p. 285).

P. 139, Pseaume cent huictante quatre (omis par Réaume).

P. 140, Pseaume septante trois. — (Cf. Réaume, t. III, p. 286).

P. 142, Pseaume cinquante un. — (*Ibid.*, p. 288).

P. 144, Pseaume cent trente trois. — (*Ibid.*, p. 289).

P. 145, Cantique de Saint Augustin. — (*Ibid.*, p. 290).

P. 146, Cantique de Siméon. — (*Ibid.*, p. 292).

P. 147, Pseaume seiziesme. — (*Ibid.*, p. 292).

2° L'Hyver du sieur d'Aubigné.

P. 148, Allusion des Ironnelles, qui changent de demeure pour l'hyver, aux désirs lassifs qui s'esloignent pour la vieillesse. — (Cf. Réaume, t. III, p. 297).

P. 149, Prière du matin. — (*Ibid.*, p. 298).

P. 150, Prière du soir. — (*Ibid.*, p. 299).

P. 151, Méditation et prière pour communiquer à la Cène du Seigneur. — (*Ibid.*, p. 300).

P. 152, Prière et confession. — (*Ibid.*, p. 301).

P. 154, Prière de l'auteur, prisonnier de guerre et condamné à mort. — (*Ibid.*, p. 304).

P. 155, Réveil. — (*Ibid.*, p. 305).

P. 157, Advis d'une fille aux autres (satire du sexe fort, transformée et écourtée dans le *Printemps* pour la retourner contre Diane, cf. Réaume, t. III, p. 111, *Stance XX*).

P. 158, Extase. — (Cf. Réaume, t. III, p. 257).

P. 159, Sonnet au Roy Charles IX sur l'imitation de *Dicitur Ægyptus*. — (Cf. Réaume, t. IV, p. 336, le XIV^e des *Sonnets épigrammatiques*, reproduit également dans l'Avis de l'Imprimeur au lecteur de l'*Histoire Universelle*, éd. Ruble, t. I, p. 21).

P. 160, Larmes pour Suzanne de Lezay, espouse de l'auteur. — (Cf. Réaume, t. III, p. 278).

P. 161, Imitation d'un Italien. [Code moral en 74 vers qui avaient déjà été introduits dans le second chant des *Tragiques* lors de la réédition — s. l. n. d., en fait 1623 — et mis dans la bouche de la Vertu faisant la leçon au jeune Provincial débarqué à Paris, pour le disputer à la Fortune ; cf. Réaume, t. IV, p. 111 :

Sois continent, mon fils, et circoncis pour l'estre
Tout superflu de toy..., etc.

jusqu'au haut de la page 113 :

De ces traicts généraux maintenant je m'explique
Et à ton estre à part ma doctrine j'applique].

P. 164, Vers latins que Jules Cesar Scaliger, le soir dont il mourut dicta à son fils Sylvius, traduits par le s^r d'Aubigné en autant de vers françois. — (Cf. Réaume, t. III, p. 256).

P. 165, Quatrains sur le Comète qui parut entre le massacre et la mort du Roi Charles, traduit de Monsieur de Bèze. — (Le XXI^e des *Sonnets épigrammatiques* dans Réaume, t. IV, p. 340).

P. 166, Du Paon et du Courtisan (sonnet que Réaume a laissé tomber).

Même page. Quatrains sur un fort beau chien nommé Citron que l'auteur trouva passant par Agen, qui avait accoustumé de coucher avec sa Majesté, lesquels il lui fit coudre sur le col, en forme de placet, et le chien ne faillit pas dès le soir à s'aller présenter au Roi. — (Ces quatrains forment en réalité un sonnet qui a été inséré dans les *Mémoires*, cf. Réaume, t. I, p. 36.)

P. 167, Estreintes au Roy de Navarre. — (C'est le 4^{er} des *Sonnets épigrammatiques* dans Réaume, t. IV, p. 329, reproduit également dans l'*Histoire Universelle*, éd. Ruble, t. I, p. 22, à la fin de l'Avis de l'imprimeur au lecteur),

P. 168, Sur l'Adieu de Monsieur de la Ravaudière partant pour aller sur mer, et demandant la bénédiction de l'auteur [en 1612]. — (Cf. Réaume, t. III, p. 307).

Même page, De la paix. — (Cf. Réaume, t. III, p. 307).

P. 169, Sur l'Inconstance de la femme. — (Cf. Réaume, t. IV, p. 345).

Même page, Vers chantez en un grand concert de musique, la Princesse de Portugal avec six filles étant retires à Genève et traitée par l'auteur [en 1626. C'était la Princesse Émilie de Nassau, veuve de Dom Emmanuel de Portugal]. — (Cf. Réaume, t. III, p. 307).

P. 171, Hymne sur la merveilleuse délivrance de Genève [la nuit de l'Escalade, 11 au 12 décembre 1602]. — (Cf. Réaume, t. III, p. 309).

3^e Tombeaux.

P. 173, Préparatif à la mort en allégorie maritime. — (Cf. Réaume, t. III, p. 312).

P. 174, Pour mettre à la porte du tombeau basti dans un espron, à la défense duquel il vouloit obliger ses enfants. — (Cf. Réaume, t. III, p. 313).

Même page, Au tombeau de Jodèle. — (*Ibid.*, p. 324).

Même page, Pour une belle fille morte au berceau. — (Cf. Réaume, t. III, p. 313).

P. 174, Tombeau de M. de la Caze, trouvé en sa pochette quand il fut tué, traduit du latin. — (Cf. Réaume, t. III, p. 313).

P. 175, Éloge de Simon Goulart, senlisien. — (*Ibid.*, p. 314).

XI. Les *Mémoires d'Agrippa d'Aubigné* n'ont paru qu'au XVIII^e siècle, d'abord sous le titre d'*Histoire secrète* dans les deux éditions des *Aventures de Fiereste* (1729 et 1731), par Le Duchat, que nous avons signalées ; mais l'éditeur a pris de singulières libertés avec le texte et avec le récit, qu'il a souvent tronqué ou allongé.

Le titre de *Mémoires* apparaît en 1731.

MÉMOIRES DE LA VIE DE THÉODORE AGRIPPA D'AUBIGNÉ, AYEUL DE MAD. DE MAINTENON, ÉCRITS PAR LUI-MÊME : REVUS ET CORRIGÉS par J. Du Mont, avec les Mémoires de Frédéric-Maurice de la Tour, Prince de Sedan (rédigés par Aubertin, son domestique), une Relation de la Cour de France en 1703, par M. Priolo, ambassadeur de Venise, et l'Histoire de Madame de Mucy, par Mlle D. [Valdory]. A Amsterdam, chez Jean-Frédéric Bernard, 1731, 2 vol. in-12. T. I : 6 feuillets préliminaires non chiffrés, 222 pages, T. II : 255 pages. (Bibl. de l'Arsenal, 6182, II, in-12).

Au XIX^e siècle on a d'abord une réimpression du texte défectueux de Le Duchat (1731) sous le titre :

MÉMOIRES DE THÉODORE AGRIPPA D'AUBIGNÉ, choix de chroniques et mémoires de l'Histoire de France avec notices biographiques, par J.-A.-C. Buchon, Paris, Desrez, MDCCXXXVI, et sous un autre titre : Paris, librairie Ch. Delagrave, MDCCCLXXXIV, in-8.

Puis, enfin, la 1^{re} édition sérieuse, celle de Lalanne, en 1854 :

MÉMOIRES DE LA VIE DE THÉODORE-AGRIPPA D'AUBIGNÉ, publiés pour la première fois d'après le manuscrit de la Bibliothèque du Louvre, suivis de fragments de l'*Histoire Universelle* de d'Aubigné, qui se réfèrent à ses *Mémoires* et les complètent, et accompagnés de pièces inédites, par M. Ludovic Lalanne. Paris, Charpentier, 1854, in-12, xii-468 pages.

Parmi les documents inédits : le *Testament d'Agrippa d'Aubigné*, celui de Jacqueline Chayer, mère de Nathan, l'énumération des biens que possédait Agrippa, des généalogies en vers de sa famille, etc. Courte notice biographique, notes assez nombreuses. Tout cela forme un ensemble intéressant. Malheureusement le manuscrit du Louvre, sur lequel est faite cette édition (le ms. coté F. 325 qui a été brûlé dans l'incendie de 1871, et qui aurait appartenu à Mme de Maintenon, voir ci-dessus même section, A, p. 186), n'était encore qu'une transcription incomplète et parfois altérée du manuscrit original.

L'édition Lalanne a été réimprimée en 1889 :

MÉMOIRES D'AGRIPPA D'AUBIGNÉ, publiés avec Préface, notes et tables, par Ludovic Lalanne, MDCCCLXXXIX, in-16, xviii-252 pages, titre et tables non paginés.

MM. Réaume et de Caussade ont donné le titre exact des *Mémoires* au t. I (1873) de leurs *Œuvres complètes d'Agrippa d'Aubigné* :

« SA VIE A SES ENFANTS publiée pour la première fois d'après le manuscrit original de la collection Tronchin. Manuscrits d'Aubigné, t. V. »

L'heure est venue précisément, après avoir passé en revue les éditions des *Œuvres* publiées séparément, de présenter en bloc les 6 tomes de cette édition Réaume.

XII. Œuvres dites complètes et Œuvres choisies :

1873-1892. *ŒUVRES COMPLÈTES DE THÉODORE-AGRIPPA D'AUBIGNÉ* publiées pour la première fois d'après les manuscrits originaux par MM. Eugène Réaume et de Caussade. Accompagnées de Notices biographique, littéraire et bibliographique, de notes et variantes, d'une table des noms propres et d'un glossaire par A. Legouez. Paris, Alphonse Lemerre MDCCCLXIII-MDCCCXCII, 6 vol. in-8°.

Tome I : Introduction. *Sa Vie à ses enfants*. Son testament. Ses lettres.

Tome II : Traité sur les Guerres civiles. Du Devoir mutuel des Rois et des subjects. Le Caducée ou l'Ange de la Paix. Méditations sur les Psaumes. *Confession catholique du sieur de Sancy*. *Les Aventures du Baron de Faneste*. Le Divorce satyrique (non d'après les manuscrits de Bessinges, où il ne se trouve pas, mais d'après les éditions du xvii^e et xviii^e siècles où il accompagne le Sancy, 1660, 1693, 1699 et 1720). Lettres diverses provenant de la collection Clairambault à la Bibliothèque Nationale, ms. n° 4166.

Tome III : *Le Printemps* (Hécatombe à Diane, Stances, Odes). Poésies diverses. Poésies religieuses et vers mesurés. Tombeaux et vers funèbres. Vers funèbres sur la mort d'Étienne Jodelle d'après l'édition de 1574, La Création.

Tome IV : *Les Tragiques*. Discours par stances avec l'esprit du feu Roy Henry quatriesme. Sonnets et pièces épigrammatiques. Tombeaux du style de Saint-Innocent. Appendice : Pièces de sources diverses.

Tome V : Notice biographique et littéraire. Notice bibliographique. Notes et variantes.

Tome VI : Table des noms de personnes. Glossaire. 2 fac-similes des manuscrits de Bessinges.

On voit que l'*Histoire Universelle* a été laissée de côté. L'édition du baron de Ruble, pour la Société de l'Histoire de France, avait, en effet, été entreprise au cours de la publication de MM. Reaume et de Caussade. C'est à leur édition que je me réfère pour toutes les citations, à moins de raisons particulières.

En 1903, M. Ad. Van Bever a donné un choix de poésies de d'Aubigné chez Sansot :

THÉODORE-AGRIPPA D'AUBIGNÉ. ŒUVRES POÉTIQUES CHOISIES, publiées sur les éditions originales et les manuscrits. Avec une notice biographique, des notes historiques et critiques et des variantes par Ad. Van Bever. Portrait d'Agrippa d'Aubigné d'après le tableau du Musée de Bâle. Fac-simile d'un manuscrit provenant de Mme de Maintenon, etc. (*Le Printemps, Les Tragiques, Discours par stances avec l'esprit du feu Roy Henry quatriesme, Meslanges, Pièces inédites*, etc.). Paris, librairie E. Sansot et Cie, 1903, in-18, xlv-231 pages.

XIII. Œuvres attribuées à d'Aubigné. — LE DIVORCE SATYRIQUE OU LES AMOURS DE LA REYNE MARGHERITE, que MM. Reaume et de Caussade ont accueilli, nous venons de le voir, dans leur édition, mais en faisant les plus expresses réserves sur son authenticité. Il a été joint, nous l'avons dit, au Sancy dans les éditions de 1660, 1693, 1699 et 1720.

L'ENFER. Satire dans le goût de Sancy publiée pour la première fois d'après le manuscrit du Recueil de Conrart [tome IV du Recueil in-4° des manuscrits Conrart, conservés à la Bibliothèque de l'Arsenal] avec une notice préliminaire, des éclaircissements et des corrections, par M. Charles Read. Paris, Librairie des Bibliophiles, 1873, in-16 (Tirage : 320 exemplaires sur papier vergé, 15 exemplaires papier de Chine, 15 papier Whatman).

LIBRE DISCOURS SUR L'ESTAT PRESENT DES ÉGLISES RÉFORMÉES EN FRANCE, auquel est premièrement traicté en général des remèdes propres à composer les différens en la Religion à leur naissance, puis en suite de ceux qui sont propres pour esteindre le schisme qui est aujourd'huy entre les François, tant en ce qui concerne la Religion que la Police (s. l.) 1619, in-18, 315 pages.

(Bibl. Nat. : Lb. n° 1264 ; Bibl. de l'Histoire du Protestantisme français, n° 5729). Ce discours est attribué à d'Aubigné dans le *Syllabus aliquot Synodorum*, etc., 1628, in-8°, 37 pages et dans une traduction hollandaise de La Haye, 1632, in-4°. Il n'est certainement pas de lui ; c'est l'œuvre d'un modéré, qui n'a ni ses idées, ni son style — tant s'en faut !

XIV. Je renvoie à M. Ad. Van Bever (n° du Bulletin cité, mai-juin 1903, p. 250 du tome LIV) pour l'énumération des *Recueils collectifs* ou ouvrages dans lesquels sont citées des pièces d'Agrippa d'Aubigné, surtout à la Bibliographie qui vient de paraître de A. Tchermersinc. (Voir post-scriptum à la fin de cet Appendice) :

TROISIÈME SECTION

Documents et Études sur la Vie et l'Œuvre d'Agrippa d'Aubigné.

Je ne mentionne ici que ce qui ne fait pas double emploi avec des renseignements qui ont trouvé leur place naturelle dans d'autres parties de cette bibliographie.

A. — MANUSCRITS.

I. LE LIVRE DE RAISON DE MATTHIEU BEROALD (précepteur de d'Aubigné). Bibl. Nat., vol. 630 de la collection Dupuy, f°s 170 à 182.

II. RÉCIT AUTOGRAPHE DE SA DERNIÈRE MALADIE ET DE SA MORT, FAIT PAR SA VEUVE RENÉE BURLAMACHI pour les Villette. — Lalanne en avait rapporté un court extrait dans son édition des *Mémoires* (1854, chez Charpentier) d'après La Beaumelle (*Mémoires pour servir à l'Histoire de Madame de Maintenon* et à celle du siècle passé). C'est le début et la fin, et encore tronqués et altérés (reproduits dans la *France Protestante*, 2^e édition t. I, p. 49). M. le baron de Schickler, le regretté président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français a eu la bonne fortune de mettre la main dans une vente sur l'original autographe, et M. N. Weiss l'a publié dans le *Bulletin du Protestantisme* du 15 janvier 1893 (t. 42, p. 32-35). Je l'ai reproduit dans mon chapitre XIV, § 4, p. 177 à 179 du 3^e vol. La publication de cette curieuse pièce a donné lieu à deux commentaires ultérieurs de MM. H. Monod et N. W., cf. même tome du Bulletin, p. 111-112.

III. L'ORDONNANCE DU RECTEUR (en latin) conviant tous les membres de l'Académie à assister aux obsèques, que je donne aussi (*Ibidem*), est tirée des *Manuscripts Clairambault* (Bibl. Nat. Manuscrits de l'Ordre du Saint-Esprit, t. 55, n° 1165). Elle se trouve également dans le volume 17 du *Cabinet d'Hozier* (Fonds français, n° 30.898).

IV et V. L'ÉPITAPHE qu'on inscrivit sur la pierre tombale (cf. mon chap. XIV, § 4, p. 181 du 3^e vol.) avait été rédigée par d'Aubigné lui-même et insérée dans son testament. La première édition des *Mémoires* de 1729 (à la suite des *Aventures de Fæneste*) avait rapporté très inexactement cette épitaphe. Quant au TESTAMENT, La Beaumelle en avait donné quelques extraits « et encore tronqués et dénaturés », dit Lalanne (édition des *Mémoires* de 1854 p. 422) dans ses *Mémoires pour servir à l'Histoire de Mme de Maintenon*. Lalanne a eu une copie exacte du testament provenant de la collection Benjamin Fillon et l'a publiée (édition citée des *Mémoires*, p. 421-434). Mais il déclare (dans une note de la page 422) que l'original se trouve encore à Genève. C'est une erreur. Le testament figure bien dans les papiers inventoriés après le décès (cf. l'article suivant) sous le n° 62 de la 1^{re} partie de l'Inventaire : « Le testament et codicile dudit seigneur défunt, le dit testament fait par forme de testament secret et solennel, en date du 24 avril 1630, et le dit codicile reçus et signés par François Dunant, notaire juré de Genève » ; mais Heyer nous apprend dans sa *Notice sur d'Aubigné à Genève* (cf. ci-dessous B. imprimés), p. 48 et 51, que le testament (pas plus que le contrat de mariage avec Renée Burlamachi en date du 8 avril 1623, ni que l'acte de donation du Crest en faveur de Marie d'Aubigné, daté du 2 septembre 1622, qui sont portés aussi sur l'Inventaire des papiers, nos 59 et 26) ne se retrouvent aux Archives de Genève, les volumes des notaires qui devaient les contenir étant égarés depuis longtemps. Seulement on avait évidemment adressé des expéditions aux héritiers en France ; d'où l'existence de copies, comme celle dont a disposé Lalanne. Le testament est transcrit dans les manuscrits Clairambault de la Bibl. Nat. (Ordre du St Esprit n° 1165, du folio 119 au folio 122). C'est là que j'ai pris le texte de l'Építaphe.

VI. L'INVENTAIRE FAIT APRÈS LE DÉCÈS DE D'AUBIGNÉ à son domicile en ville est conservé à Genève, Archives du Conseil, Hôtel de Ville, dossier 1630-1631, n° 254 :

« *Inventaire des biens mobiliers, or, argent, vaisselle d'argent, titres, droits et autres effets délaissés par le trépas du défunt haut et puissant seigneur messire Théodore Agrippa d'Aubigné, vivant gouverneur pour sa Majesté de France des Iles de Maillezais, Seigneur des Landes, du Crest, résidant à Genève...* »

Fait à Genève le 29 mai 1630.

J'en ai pris une copie. Il comprend 4 parties :

4° *Les titres, droits, contrats et autres papiers trouvés dans le cabinet du défunt.* Il y avait là un paquet de 34 lettres à lui adressées, des papiers concernant le règlement d'affaires d'intérêt avec les Rohans, des attestations du curé et des paroissiens de Maillezais et de Maille prouvant qu'il était en bons termes avec eux à son départ, les titres de propriété du Crest et d'autres acquisitions foncières, les 3 actes dont j'ai déjà parlé : donation, contrat de mariage, testament, etc., etc. Citons encore la *commission* que lui avait remise le Roi de Navarre pour aller demander réparation à Henri III de l'affront fait en Cour à la Reine Marguerite (1583, cf. mon chap. vi, § 4, p. 303 à 309 du 1^{er} vol. et surtout mes trois articles parus dans la *Revue du xvi^e siècle* en 1913 sous le titre : *Un Seign-Lite princier au xvi^e siècle*). Le dernier numéro mérite une mention spéciale :

« Item et finalement l'inventaire contenant 16 articles de divers papiers et *mémoires manuscrits* trouvez dans le cabinet dudit défunt, le dit inventaire prins par Messieurs les Scholarmes de ceste cité de Geneve... lesquels papiers et mémoires... ont esté remis dans une liette layette... la clef de laquelle a esté remise aa mesme instant entre les mains de M. le premier Syndic Sarasin, l'un desdits Seigneurs scholarques. »

16 articles, cela ressemble beaucoup aux 17 *paquets de manuscrits* que Mme d'Aubigné remit à Theodore Fronchin le 27 février 1633 et dont il donna récépissé détaillé (reproduit par C. Read dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme*, t. XI, 1863, p. 463 et sq., cf. ci-dessus, 2^e section A. Manuscrits ; début : sur les manuscrits de Bessinges à la p. 165).

2° *Meubles, or, argent monnayé, vaisselle d'argent et autres effets.*

3° *Inventaire des livres trouvés dans le cabinet dudit seigneur d'Aubigné, après le décès.* C'est le catalogue de sa bibliothèque, pièce très précieuse, parfois difficile à déchiffrer. On y voit de nombreux ouvrages de controverse religieuse et politique, des livres d'histoire contemporaine (de Thou, du Haillan, *l'Histoire Générale des Troubles* sous Henri III, Henri IV et Louis XIII — sans doute celle de Pierre Matthieu — les *Mémoires d'Etat*, vraisemblablement de Villeroy, les *Mémoires de Guyenne*, de 1521-1622, *l'Histoire de Montauban*, même période, le *Massacre de la Vallée*), mais d'autres aussi qui témoignent de ses goûts d'humaniste (Démosthène Plaute, César, Tite-Live, Tacite, Valère-Maxime, la Divine comédie). Trois œuvres de lui : *Histoire du sieur d'Aubigné*, *Second Recueil du sieur d'Aubigné*, *Douceur des affligés* (la Lettre à Madame).

4° *Les biens de communauté.*

« Suit l'inventaire des meubles et effets que ladite dame veuve Burlamachi a déclaré ensuite du serment par elle presté... estre de la communion dudit seigneur défunt et d'elle. » Ce n'est guère que du linge de maison.

Il y eut aussi un *inventaire fait au Crest*, sur l'ordre de la Seigneurie, et auquel assistèrent le Procureur général, et le seigneur châtelain de Jussy. Copie de cet inventaire se trouve dans les *Archives du château du Crest*, où je l'ai pris :

« Inventaire de tous les biens meubles et immeubles délaissés par le décès et trépas de noble seigneur Théodore Agrippa d'Aubigné, seigneur du Crest, lesdits meubles trouvés en son château du Crest, et lesdits immeubles existant (emmi ?) le village de Jussy.

... 1^{er} juin 1630.

Du moins pour les meubles, l'inventaire des immeubles (biens fonciers) est daté du lendemain, 2 juin.

La Bibliothèque de l'Histoire du Protestantisme possède une des pièces du règlement de la

succession d'Agrippa d'Aubigné : « *Partage des meubles de M. d'Aubigné et des pierreries.. etc.* », 11 février 1631, signée de Renée Burlamachi et de Nathan (d'Aubigné, le fils naturel).

B. — IMPRIMÉS.

E. AUTRAN, *Notice sur Maillezois dans l'Histoire des villes de France*, p. p. A. Guilbert et une société de savants (1845) au tome IV, p. 402-403.

HIPPOLYTE BABOU, *Notice sur Agrippa d'Aubigné*. Cf. *Les Poètes français*, recueil des chefs-d'œuvre de la poésie française depuis les origines jusqu'à nos jours, etc., publié sous la direction de M. Eugène Crepet. Paris, Gide, 1861, II, in-8.

JOHANN WILHELM BAUM, *Der Huguenott von allem Schrot und Korn, Denkwürdigkeiten Theodor Agrippa d'Aubigné's*, etc. Leipzig, Weidmannsche Buchhandlung, 1854, in-12 (Portrait d'Agrippa d'Aubigné, d'après le tableau du musée de Genève. Lithogr. de J. Hébert).

PIERRE BAYLE, *Dictionnaire historique et critique*, quatrième édition revue, corrigée et augmentée avec la vie de l'auteur, par M. des Maizeaux. Amsterdam, MDCCXXX, 2 vol. in-f°. Au tome I, p. 380, notice sur d'Aubigné.

JOSEPH BÉDIER, *Études critiques*. (Cf. : Le texte des *Tragiques* d'Agrippa d'Aubigné). Paris, A. Colin, 1903, in-18.

H. BORDIER, *Notice sur Agrippa d'Aubigné et sa descendance dans la France Protestante* de MM. Eugène et Émile Haag, 2^e édition publiée sous les auspices de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, et sous la direction de M. Henri Bordier. Paris, Librairie Sandoz et Fischbacher, t. I, 1877, in-8, col. 460 à 550. (Voir à la Bibliothèque de la Société du Protestantisme un exemplaire de la *France Protestante* annoté par M. Bernus).

DU MÊME, *Notice sur Agrippa d'Aubigné*. Cf. *Encyclopédie des sciences religieuses* publiée sous la direction de F. Lichtenberger. Paris, Librairie Sandoz et Fischbacher, t. I, 1877, in-8°, p. 707 à 711.

CH. BOST, *Notes sur Agrippa d'Aubigné*. Extrait du *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français* (septembre-octobre 1910). Paris, Agence générale de la Société, 54, rue des Saints-Pères, 1910. (§ 1 : *Le Printemps*, composition du recueil primitif, date de la Préface. § 2 : *Les Tragiques* et *l'Histoire Universelle*, § 3 : *La Vision d'où sont sortis les Tragiques*).

JACQUES-CHARLES BRUNET, *Manuel du libraire et de l'amateur de livres*. Paris, Librairie Firmin-Didot, 1860, in-8°, t. I, col. 544-547.

PAUL CHABOT, *D'Aubigné, officier de Saint-Michel*, d'après les notices manuscrites de Jean-François-Louis d'Hozier, conservées au Cabinet des Titres de la Bibliothèque Nationale (*Revue de l'Ouest*, 1892).

MAURICE CHEVRIER, *Éloge d'Agrippa d'Aubigné*. Paris, Jouaust et Sigaux, 1835, petit in-8°.

DAVID CLÉMENT, *Bibliothèque curieuse historique et critique, ou Catalogue raisonné des livres difficiles à trouver*. Göttingen, 1750-1760, 9 vol. in-4. Voir au tome II, p. 188 à 198 le catalogue des livres et éditions de d'Aubigné (*Histoire Universelle*, *Petites Œuvres meslées*, *Tragiques*), avec des notes intéressantes.

H. CLOUZOT, *Notes pour servir à l'Histoire de l'Imprimerie à Niort et dans les Deux-Sèvres*. Niort, L. Clouzot, 1891, in-8, III-163 p. Marques de librairie et fac-similés. (Extrait des *Mémoires de la Société de statistique, sciences, lettres et arts des Deux-Sèvres*).

DU MÊME, *Notes de Benjamin Fillon pour servir à l'Histoire de l'Imprimerie en Bas-Poitou*. Niort, L. Clouzot, éditeur 1893, plaquette in-8, de 66 pages, plus la table. A la page 53 (de 53 à 54), *L'Imprimerie à Maillé* (l'imprimerie de d'Aubigné).

DU MÊME, *Notes sur Constant d'Aubigné et sa première femme Anne Marchant*, dans le *Bulletin de la Soc. de l'Hist. du Protest. franç.*, t. LIII (1904), p. 495 à 497.

GASTON DESCHAMPS, *La Jeunesse d'Agrippa d'Aubigné*, *Grande Revue*, 1902, t. II, p. 1 à 24.

L. B. DESFRANCS, *Études sur Agrippa d'Aubigné (xvi^e siècle)*, conférence donnée à Tarbes, le 29 mai 1868. Tarbes, Th. Telmon, 1868, in-8°.

E. DESPOIS, *Agrippa d'Aubigné et ses nouveaux éditeurs*, MM. Lalanne, Mérimée, Read, dans la *Revue politique et littéraire*, 2 août 1873.

L. DESROUSSEAUX, *Communication sur le texte des Tragiques*, dans le *Bulletin de la Société des Humanistes français*, 23 mai 1896.

JULES DOINEL, *Documents du xvi^e siècle, tirés des Archives orléannaises*. Orléans, H. Herluison, 1876, in-8, plaq.

MARC DUFRASSE, *La Vie et les écrits d'Agrippa d'Aubigné*. Bruxelles, Imprimerie, E. Guyot, 1860, in-8. (Extrait de la *Libre Recherche*, revue universelle).

AUGUSTE EXBRAYAT, *Agrippa d'Aubigné patriote*. (Thèse publiquement soutenue devant la faculté de théologie protestante de Montauban en juillet 1888). Montauban, Imprim. administr. et commerciale, J. Granié, 1888, in-8.

CH. EYNARD, *Lucques et les Burlamachi, Souvenirs de la Réforme en Italie*. Paris, A. Cherbuliez, 1848, in-12.

GUSTAVE FABRE, *Discours sur la vie et les œuvres d'Agrippa d'Aubigné*. Paris, Fischbacher, 1885, in-8 (Extrait de la *Vie chrétienne*).

ÉMILE FAGUET, *Le Seizième siècle, études littéraires*. Paris, Lecène et Oudin, 1894, in-18.

LÉON FEUGÈRE, *Étude historique. Agrippa d'Aubigné*. Paris, aux bureaux de la *Revue contemporaine*, 1854, in-8. (Extrait de la *Revue contemp.*, 30 nov. 1854). — *Étude sur les Œuvres d'Agrippa d'Aubigné*. Paris, aux bureaux de la *Revue contemporaine*, 1855, in-8 (Extrait de la *Revue contemp.*, 30 déc. 1854 et 15 janv. 1855). Ces articles ont été reproduits dans l'ouvrage : *Caractères et portraits du xvi^e siècle*. Paris, Didier, 1859, t. II, in-12.

BENJAMIN FILLON, *Documents pour servir à l'histoire du Bas-Poitou et de la Révolution en Vendée*, t. I, Fontenay-le-Comte chez Robuchon, 1847, in-8. (J'en ai tiré les actes de cession des places de d'Aubigné à Rohan, cf. mon chap. XIII, § 3, p. 64 à 67 du t. III.)

FLEURET et PERCEAU, *Les Satires françaises du xvi^e siècle*. Paris, Garnier, 1922, 2 vol. in-8 (anthologie).

VICOMTE DE GAILLON, *Notice historique et littéraire sur Théodore-Agrippa d'Aubigné*, dans le *Bulletin du Bibliophile*, janv.-février 1854, à propos des *Tragiques*.

GÉRUSEZ, *Études historiques et littéraires, Théodore-Agrippa d'Aubigné* (Extrait de la *Revue française*, juillet 1838, in-8. (Réimprimé dans les *Essais de littérature française*. Paris, Garnier 1838, in-12).

GOUJET, *Bibliothèque française ou Histoire de la Littérature française*, etc. Paris, Hippolyte Guérin et P.-G. Le Mercier, 1752, XV, p. 235-244, in-12.

E.-S.-A. GOUT, *Agrippa d'Aubigné théologien*. (Thèse publiquement soutenue devant la Faculté de Théologie protestante de Montauban en juillet 1883). Montauban, Typographie Macabiau, 1883, in-8°.

GEORGES GUIBAL, *Agrippa d'Aubigné*. Une des trois conférences strasbourgeoises faites au profit des victimes de la guerre de France. Strasbourg, Treuttel 1872, in-16, 106 pages. (Les deux autres sont sur : Guillaume le Taciturne, par A. Sabatier, et Abraham Lincoln, par Rod. Reuss).

E. et E. HAAG, *Notice sur Agrippa d'Aubigné dans la 1^{re} édition de La France protestante*, t. I, p. 157-190.

Prof. A. HEUSLER, *Etude sur les fortifications de Bâle (Die Fortifikations arbeiter)* à l'époque de la guerre de Trente ans, où le rôle de d'Aubigné, comme ingénieur-conseil de la ville, est rappelé, et exposé. (C'est la 4^e partie d'une étude d'ensemble sur Bâle à cette époque, faite d'après les registres du conseil, et parue dans les *Beiträge zur Vaterländischen Geschichte*, Basel, 1866, 8^e vol., p. 219 et sq.).

THÉOPHILE HEYER, *Théodore Agrippa d'Aubigné à Genève*. Notice biographique avec pièces et lettres inédites. Genève, Imprim. Ramboz et Cie, 1870, in-8. (Extrait des *Mémoires de la Soc. d'histoire et d'archéologie de Genève*, t. XVII).

Dr. HÖFFER, *Nouvelle biographie générale*, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, publiée par MM. Firmin Didot frères, in-8. Au tome III (1861), col. 576 à 578, se trouve une notice non signée sur d'Aubigné, remplie d'erreurs.

INTERMÉDIAIRE DES CHERCHEURS ET CURIEUX : A propos d'Agrippa d'Aubigné, t. VII, p. 646 ; XVI, p. 577 et 634. — *Aventures de Faeneste* (Note de Le Duchat à rectifier), XI, p. 611, 665 et 694 ; XIII, p. 163. — *D'Aubigné et Mézeray*, VIII, p. 521. — *Agrippa d'Aubigné était-il républicain ?* VIII, p. 520 et 594. — *Un portrait inconnu d'Agrippa d'Aubigné découvert à Bâle*, VII, p. 709. — *Relations de d'Aubigné avec Jeanne d'Albret*, VI, p. 4 et 90. — *Sur un passage incomplet d'une lettre de d'Aubigné*, VII, p. 47 et 98. — *Acte de décès inédit concernant un fils d'Agrippa d'Aubigné*, VI, p. 718 ; VIII, p. 619 et 634. — *Une descendante d'Agrippa d'Aubigné*, IX, p. 31.

FRÉDÉRIC LACHÈVRE, *Bibliographie des Recueils collectifs de poésies*, publiés de 1597 à 1700 Paris, Libr. Henri Leclerc, 1901, t. II, in-4.

L. F. D. D., *les Advis de Charlot à Colin sur le temps présent*, mis en lumière par L. D. F. D. D., plaq. in-12, publiée s. l. n. d., 8 pages. (Pasquil en vers publié pendant la Régence de Marie de Médicis, où se trouve nettement signalée l'attitude politique d'Agrippa d'Aubigné.)

C. LENIENT, *La Satire en France ou la Littérature militante au xvi^e siècle*. Nouvelle édition (3^e) revue et corrigée. Paris, Hachette 1866, 2 vol. in-16. Au tome II, p. 35-45, *Les Tragiques* ; p. 170 à 174, *La Confession de Sancy* ; p. 174-175, *Le Divorce satirique* ; p. 175-179, *Faeneste*.

ALPHONSE LEVRAY, *Coligny, Agrippa d'Aubigné*. Paris, Bonhore, 1877, in-12.

H. C. MAGDOWALL, *Henry of Guise and other portraits (Agrippa d'Aubigné, Catherine of Navarre)*. London, Macmillan, 1898, in-8.

PROSPER MARCHAND, *Dictionnaire historique*, ou Mémoires critiques et littéraires, concernant la vie et les ouvrages de divers personnages distingués particulièrement dans la République des Lettres, t. I, p. 67 à 77. A la Haye, chez Pierre de Hondt, MDCCLVIII, in-fol.

PAUL MARCHÉGAY, *Notes sur une lettre de d'Aubigné*. Les Roches Baritaud (Vendée), 1876, in-8. (Extrait de l'*Annuaire de la Société d'Emulation de la Vendée* pour 1876 : ces notes avaient été lues à la séance générale de la Société, le 9 août 1875) et *Bulletin de la Société de l'Histoire du protestantisme français*, 1877, t. XXVI, p. 133 à 149. — Il s'agit de la lettre à M. C. (le sieur de Constant, gouverneur de Marans) qui se trouve au t. I, p. 478 à 481 de l'édition Réaume et de Caussade.

MERCURE DE FRANCE, septembre 1688, p. 301 à 316 ; avril 1698, p. 216 à 230 ; mai 1703, p. 339 ; janvier 1705, p. 232 ; février 1705, p. 206 ; janvier 1706, p. 272 ; juin 1706, p. 336 ; avril 1710, p. 279 ; mai 1721, p. 160 ; août 1728, p. 1891 ; novembre 1739, p. 2712 ; février 1752, p. 210 ; janvier 1763 (2^e vol.), p. 204 ; juillet 1770 (2^e vol.), p. 213.

MICHAUD, *Biographie Universelle ancienne et moderne* (par une Société de gens de lettres et de savants). Nouvelle édition revue, corrigée et considérablement augmentée. Paris, chez Mme C. Desplaces, 1854 à 1863, grand in-8. Au t. II, 1854, p. 384 et 385, notice sur d'Aubigné (de Weiss). Beaucoup d'erreurs.

MARC MONNIER, *Genève et ses poètes du XVI^e siècle à nos jours*. Paris, 1874, p. 125 à 140, in-8.

DU MÊME, *Agrippa d'Aubigné. Bibliothèque Universelle et Revue suisse*, t. LIII, mai 1875, p. 68 à 103.

HENRI CH. MONOD, *La Jeunesse d'Agrippa d'Aubigné*. Caen, Imprimerie de F. Le Blanc-Hardel, 1884, in-8. Extrait des Mémoires de l'Académie nationale des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Caen.)

DU MÊME, *La Jeunesse d'Agrippa d'Aubigné a-t-elle été débauchée? Bulletin de la Société de l'Hist. du Protest. franç.*, 1892, t. XLI, p. 488 à 496.

HENRI MONOD, *Quelques pages d'Agrippa d'Aubigné*. Lectures faites à l'Assemblée générale de la Société de l'Histoire du Protestantisme français le 28 avril 1910. Paris, Agence générale de la Société, 1910, in-8, 46 pages. Extrait du *Bulletin de la Société de l'Hist. du Protest. franç.*, mai-juin 1910, t. LIX, p. 210 à 223).

L. MOREL, *Grand Dictionnaire historique*. Paris, Libraires associés, 1759, t. I, in-fol., p. 485, col. 1 et 2. De grossières erreurs.

HEINRICH MORE, *Geschichte der neuern französischen Litteratur* (XVI-XIX Jahrhundert). Strassburg, J. Trübner, 1898, in-8, p. 419-420, 473-474.

PAUL MORILLOT, *Discours sur la vie et les œuvres d'Agrippa d'Aubigné*. (Prix d'éloquence décerné par l'Académie française le 20 mars 1884). Paris, Hachette, 1884, in-8.

K. ED. MULLER, *Ueber accentuierend-metrische Verse in der französischen Sprache des XVI-XIX Jahrhunderts*, Bonn, F. Neusser, 1872, in-8. (Quelques passages sur les vers mesurés de d'Aubigné).

N. W. [N. Weiss], *Chronique littéraire*, dans le *Bulletin de la Société de l'Hist. du Protest. franç.*, 1894, t. XLIII, p. 108-109 (A propos d'une étude de MM. Émile Faguet et Trial sur Agrippa d'Aubigné).

NICERON, *Mémoires pour servir à l'histoire des hommes illustres*. Paris, Briasson, 1734, t. XXVIII, in-12, p. 203 à 228.

ALPHONSE PAGES, *Les Grands poètes français. Portraits authentiques. Autographes, fac-simile des éditions originales. Notes et extraits*. Paris, Librairie de l'Écho de la Sorbonne, 1874, in-8. (Portrait d'Agrippa d'Aubigné, gravé par Hebert d'après le tableau de la Bibliothèque de Genève. Fac-simile d'un manuscrit ayant appartenu à Mme de Maintenon).

VALFRIED PALMARIN, *Observations sur l'ingénitif dans Agrippa d'Aubigné*. (Thèse pour le doctorat). Stockholm, Kungl. Boktryckeriet, P. A. Norstedt et Söner, 1905, in-8.

LÉONCE PERSON, *Henri IV et ses deux amis, Agrippa d'Aubigné et Sully*. Versailles, 1886, in-8, pièce. Conférence faite à l'Association philotechnique de Neuilly le 25 juin 1886.

PERGAMENI, *La Satire au XVI^e siècle et les Tragiques d'Agrippa d'Aubigné*. Bruxelles, 1882, in-8.

J. PLATFARD, *Une Lettre inédite d'Agrippa d'Aubigné à Marie de Médicis* [en 1610, après la mort d'Henri IV]. *Revue du XVI^e siècle*, t. XI, p. 79 à 90.

POIRSON, *Histoire du règne de Henri IV*. Paris, Colas, 1856, t. II (pp. 518, 563, 574 et 612), in-8.

A. POSTANSQUEL, *Théodore Agrippa d'Aubigné, sa vie, ses œuvres, et son parti*. (Thèse pour le doctorat). Montpellier, Imprimerie Jean Martel aîné, 1854, in-8.

ERNEST PRAROND, *Les Poètes historiens, Ronsard et d'Aubigné, sous Henri III.* Paris, Thorin, 1873, in-8.

FRANCK PUAUX, *Agrippa d'Aubigné*, notice dans la *Grande Encyclopédie*. Paris, Lamirault, sans date, t. IV, in-8.

CH. READ, *Lettre inédite d'un inconnu à Théodore-Agrippa d'Aubigné, 1623*, publiée dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protest. franç.*, 1873, t. XXIV, p. 323 à 326. [C'est une charmante lettre d'un jeune homme qui venait de passer l'hiver auprès de d'Aubigné — l'hiver précédant le remariage avec Renée Burlamachi — datée du 28 mai 1623 : il y exprime d'une façon ingénue une admiration tendre pour le glorieux vieillard. En P. S. un quatrain sur l'exécution en effigie de d'Aubigné à Paris. Voir mon chap. XIV, § 3, p. 145 (et note 1) du 3^e vol. Cette lettre a été retrouvée dans le vol. III des manuscrits de Bessinges.]

EUGÈNE RÉAUME, *Etude historique et littéraire sur Agrippa d'Aubigné*. Paris, Belin, 1883, in-8. [Cette étude a été en partie reproduite au t. V de l'édition des *Œuvres complètes* de Théodore-Agrippa d'Aubigné. Paris, Alp. Lemerre, 1891].

DU MÊME, *Les Prosateurs français du XVI^e siècle*. Paris, Didier, 1869, in-18, p. 384 à 400.

F. ROBIOU, *Essai sur l'histoire de la littérature et des mœurs pendant la première moitié du XVII^e siècle*. Paris, Douniol, 1858, in-8, t. 1^{er}, *La France de la paix de Vervins à l'avènement de Richelieu*. Au chap. II, § 6 : d'Aubigné, poète, p. 213 à 218 ; chap. III, § 9 : Les Mémoires et l'Histoire (sur d'Aubigné, historien, p. 480 à 484). Même chapitre, § 17, Pamphlets et romans (sur le *Fæneste*, p. 598 à 603).

CH. DE ROCHE, *Une source des Tragiques* (J. Crespin, *Histoire des Martyrs*). Festschrift zur 49. Versammlung deutschen Philologen in Basel im Jahre 1907.

SAMUEL ROCHEBLAVE, *Agrippa d'Aubigné* dans la petite collection des Grands Écrivains français, chez Hachette, 1910, in-16, 203 pages, portrait.

DU MÊME, *La Vie d'un héros, Agrippa d'Aubigné*. Paris, Hachette, 1912, in-16, vi-253 p.

LAZARE SAINÉAN, *les Termes patois chez d'Aubigné*. *Revue du XVI^e siècle*, t. II, 1914, p. 331 à 340.

SAINTE-BEUVE, *Tableau historique et critique de la poésie française et du théâtre français au XVI^e siècle*. Paris, Sautetlet, 1828, in-8. Nouvelle éd., Paris, Charpentier, s. d. (1841), 1 vol. in-12. (Cf. les p. 140 à 145).

DU MÊME, *Agrippa d'Aubigné. Causeries du Lundi*, t. X (articles du 17 et du 24 juillet 1854). Paris, Garnier frères, 1855, in-18.

PAUL DE SAINT-VICTOR, *Hommes et Dieux*. Paris, 1867, in-18.

ARNOLD VON SALIS, *Agrippa d'Aubigné eine Huguenottengestalt*. Heidelberg, Carl Winter, 1885, in-8 ; 2^e éd., *ibid.*, 1892, in-16, xii-128 pages. — Biographie en 5 chapitres. I : *Ex ungue leonem ! 1551-1568*. II : *Die ersten sporen, 1568-1573*. III : *Der stallmeister des Königs von Navarra, 1573-1596*. IV : *Der Gouverneur von Maillezais, 1596-1620*. V : *Der exilirte, 1620-1630*. Notes abondantes à la fin (Anmerkungen). En tête le portrait du musée de Bâle. A la dernière page, un tableau généalogique de la descendance de d'Aubigné, légitime et illégitime ; généalogie d'ailleurs incomplète.

B. SAYOUS, *Etudes littéraires sur les écrivains français de la Réformation*. Paris, Cherbuliez, 1841, t. XII, in-12.

HEINRICH SCHÜTH, *Studien zur Sprache d'Aubigné's* Altona, Peter Meyer, 1883, in-8.

DR KARL SCHWERD, *Vergleich, Metapher und Allegorie in den « Tragiques » des Agrippa d'Au-*

bigné. Leipzig, A. Deichert, 1909, in-8, xvii-414 pages. (Münchener Beiträge zur romanischen und englischen Philologie, 44),

[SCOTT], *The life of Theodore Agrippa d'Aubigné*, containing a succinct account of the most remarkable occurrences during the civil wars of France in the reigns of Charles IX, Henri III, Henri IV and in the minority of Lewis XIII. London, printed for Edward and Charles Dilly, in the Poultry, 1872, in-8.

LÉON STAFFER, *Notice sur le Château de Talcy dans le Bulletin du Protestantisme*, t. XXIII (1874), p. 276 à 278.

EDM. STAFFER, *Le Château de Talcy* (Loir-et-Cher). Paris, Librairie Fischbacher [achevé d'imprimer le 3 décembre 1887], in-18.

A. STORELLI, *Notice historique et chronologique sur le château de Talcy*. Paris, Baschet, 1883, in-8. [Cf. l'article de Henri Longon sur *Cassandre Salviati* que chanta Ronsard, dans la *Revue des questions historiques* de janvier 1902. C'était la tante paternelle de Diane de Talcy, qui inspira à d'Aubigné les poésies du *Printemps*].

STURLER (MORITZ VON), Conférence sur les anciennes fortifications de Berne. Compte rendu dans les *Archiv des historischen Vereins des Kantons Bern*, t. VIII, 1873, p. 374 à 380.

J. TRENEL, *L'Élément biblique dans l'œuvre poétique d'Agrippa d'Aubigné*. Thèse présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris. Paris, Lib. Léopold Cerf, 1904, in-18, vi-124 pages.

DU MÊME, *Le Psaume CX chez Marot et d'Aubigné*, dans les *Mélanges Brunot*, 1904, p. 323 à 329.

L. TRIAL, *Agrippa d'Aubigné dans la Revue de Bordeaux*, 1893. Tirage à part s. l. n. d., in-8.

P. VILLEY, *La Confession de Sancy*, *Revue d'Histoire littéraire de la France*, 22^e année, n^{os} 1-2 (janvier à juin 1915), p. 160 à 216.

DU MÊME, *A propos du Caducée d'Agrippa d'Aubigné*, dans les *Mélanges Lanson*. Paris, 1922, in-8°, p. 154 à 161.

VIOLLET LE DUC, *Catalogue des livres composant la bibliothèque poétique de M. Viollet Le Duc*, avec des notes bibliographiques, biographiques et littéraires sur chacun des ouvrages catalogués, pour servir à l'histoire de la poésie en France. Paris, Hachette, 1843, in-8.

HENRI-LOUIS VIVIEN, *Agrippa d'Aubigné, sa vie et son rôle dans l'histoire du protestantisme français*. Strasbourg, Imprimerie Jean-Henri-Ed. Heitz, 1870, in-8.

WILHEM WINKER, *A. d'Aubigné, der Dichter*. Leipzig, 1906, in-8, 1 à x et 96 pages.

QUATRIÈME SECTION

Documentation historique.

Le Temps de d'Aubigné. — La Lutte des Partis.

Je n'ai pas la prétention, bien entendu, d'indiquer ici toutes les sources d'information possible, ce qui irait à l'infini, mais les sources limitées de mon information personnelle.

A. — MANUSCRITS.

ACTES (ou procès-verbaux) DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES POLITIQUES DES RÉFORMÉS, qui, déposés autrefois dans le Trésor des Chartes de la ville de la Rochelle, sont conservées aujourd'hui en copies à la Bibliothèque nationale, et à la Mazarine.

A la Nationale ces registres in-folios font partie du Fonds Brienne (nos 220 à 226, classés d'autre part sous les nos 7191 à 7197 des nouvelles acquisitions). Le titre est : *Assemblées générales politiques de ceux de la Religion P. R. tenues en France (1572-1625)*.

Tome	I (220)	années 1572-1597	423 feuillets.
—	II (221)	— 1596-1599	337 —
—	III (222)	— 1601-1611	313 —
—	IV (223)	— 1615-1616	302 —
—	V (224)	— 1619-1620	410 —
—	VI (225)	— 1620-1621	373 —
—	VII (226)	— 1620-1625	206 —

Je me suis servi des copies de la *Mazarine* dont l'écriture est plus lisible. Ces volumes proviennent de la Bibliothèque de Saint-Sulpice et avaient appartenu antérieurement à Dominique-Barnabé Turgot, évêque de Séez (1716). Ce sont les :

Ms. 2604. Assemblées générales politiques des Réformés de 1572 à 1597 (Milhau 1572 et 1574, Montauban 1581, Saint-Jean-d'Angély 1582, la Rochelle 1588, Mantes 1593). Nota : l'Assemblée générale de la Rochelle de 1588 se trouve aussi à part dans le manuscrit 2096 avec pièces annexes.

Ms. 2605. Il contient, avec le tome suivant, les *Actes de la Grande Assemblée permanente* (en 4 stations : Loudun, Vendôme, Saumur, Châtellerauld) d'où allait sortir l'Édit de Nantes. Ce tome va du 1^{er} avril 1596 (à Loudun) au 2 février 1598 (en cours de l'Assemblée de la Rochelle).

Ms. 2606. Suite et fin de l'Assemblée de Châtellerauld (du 3 février au 11 juin 1598). A la suite la nouvelle Assemblée de Saumur (24 novembre 1599 au 31 mai 1601).

Ms. 2607. C'est un pot-pourri. Retour en arrière. Procès-verbal de l'Assemblée de Saumur de 1595 (avant la Grande Assemblée permanente). Puis *pièces annexes et documents relatifs à la Grande Assemblée* (Correspondance, Instructions aux commissaires de part et d'autre : commissaires royaux, délégués de l'Assemblée ; réponses aux communications dont ils étaient porteurs, etc.).

Ms. 2608. Continuation des procès-verbaux des Assemblées : de Sainte-Foy (1601), de Châtellerauld (1605), de Jargeau (1608), de Saumur (1611).

Ms. 2609. Assemblée de Loudun (1619-1620).

Ms. 2611. Lettres, mémoires et autres pièces concernant l'Assemblée générale de la Rochelle (1620 à 1622). Ce volume de pièces annexes et de documents à l'appui devrait être classé après les deux suivants qui contiennent le procès-verbal officiel des délibérations de l'Assemblée :

Ms. 2612. Années 1620-1621.

Ms. 2613. Suite et fin de l'Assemblée de la Rochelle.

On a aussi, non les procès-verbaux complets, mais des *ANALYSES DES DÉLIBÉRATIONS DES SYNODES* pendant la même période :

A la Nationale, Fonds Brienne, n° 716 (7187 des nouvelles acquisitions) : *Vingt-quatre synodes tenus par ceux de la R. P. R. de France depuis l'an 1559 jusques en l'an 1623*, 631 feuillets.

A ce tome répond le ms. 2616 de la *Bibl. Mazarine* : « *Analyse des délibérations des Synodes*. Le début manque ». Et pour ce qui subsiste, l'ordre est renversé, la première partie se trouvant en queue. Le volume est, en effet, ainsi constitué :

a) Synode de Montpellier (1598), de Jargeau (1601), de Gap (1603), la Rochelle (1^{er} mars 1617), Saint-Maixent (1609) ;

b) *La discipline des Églises réformées de France*, texte arrêté au Synode de Charenton en 1623 ;

c) *Corps des Synodes nationaux des Églises de ce Royaume*. Analyse des délibérations des Synodes de Paris (1559), Poitiers (1560), Orléans (1562), Lyon (1563), Paris (1565), Angoumois-la Rochelle (1571), Nîmes (1572), Sainte-Foy (1578), Figeac (1579), Vitre (1583), Montauban (1594), Saumur (1596).

[Au sujet de la *discipline des Églises*, dont il est question dans la 2^e partie du volume, notons encore les mss. 2617 et 2618 de la Bibl. *Mazarine* (le 1^{er} datant environ de 1600, le 2^e de 1620). Le premier se retrouve à la Nationale (Fonds Brienne, n^o 218, ou 7189 des nouvelles acquisitions), sous le titre : « La discipline ecclésiastique des Églises réformées de France... corrigée et augmentée de toute la copie envoyée de Paris en l'an 1597, et selon les articles des Synodes de Montauban, Saumur, Montpellier et Jargeau. » 71 feuillets.]

B. AUBERY, SEIGNEUR DU MAURIER, MÉMOIRES INÉDITS. Bibliothèque de la ville de Poitiers, ms. n^o 230 (cf. mon chap. ix, § 1^{er}, t. II, p. 39 et sq., où j'en ai fait état à propos du séjour du Roi de la Ligue, Charles X, à Maillezaïs). M. Ouvré a publié un excellent ouvrage sur les *Mémoires inédits de Aubery du Maurier*, Paris, 1853, 8^o.

MSS. DE DOM FONTENEAU à la Bibliothèque de Poitiers. Au tome 73, relation de la Conférence de Fontenay-le-Comte (février 1626), préliminaire au Congrès de Loudun, pour mettre fin à la guerre civile.

B. — IMPRIMÉS.

ERNEST ALBY, *Catherine de Navarre. Histoire de la Réforme, 1520-1604*, 2 vol. 8^o, Paris, 1850 (avec 38 lettres de Catherine à la fin du tome II).

ANGOULÊME (*Mémoires très particuliers du duc d'*) pour servir à l'histoire des règnes de Henri III et Henri IV, édités par Jacques Bineau, Paris, 1667, in-8^o. Je le cite d'après la réédition de la collection Michaud et Poujoulat (t. XI de la 1^{re} série). C'était le fils naturel de Charles IX et de Marie Touchet. Ses mémoires ne contiennent que le récit de deux événements seulement, l'assassinat de Henri III et la bataille d'Arques.

LÉONCE ANQUEZ, *Histoire des Assemblées politiques des Réformés de France (1573-1622)*, Paris, A. Durand, 1859, 8^o.

ARCÈRE, *Histoire de la Rochelle*, 2 vol. in-4^o. La Rochelle et Paris, 1756-1757.

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA GIRONDE, t. XIII (1871-1872) : nombreux documents sur les troubles et guerres de religion dans l'Ouest et le Sud-Ouest, à partir de 1560. Notamment : n^o CIII, *Journal* (1568 à 1585) de François de Syreuilh, chanoine de Saint-André de Bordeaux, archidiacre de Blaye, p. 244 à 357 (Jarnac, p. 256-261 ; Moncontour, p. 265-266 ; massacres du Périgord par l'armée de Coligny en retraite, p. 267-268 ; la Saint-Barthélemy et les instructions successives envoyées par Charles IX en province, p. 278-295 ; siège de la Rochelle de 1572-1573, p. 307 et sq. *passim* ; négociation et exécution de la paix de Fleix de 1580, et, à cette occasion, visite de la Reine Marguerite et de François de Valois à Bordeaux en janvier et mars 1581, p. 328 et sq. *passim* ; remplacement du maréchal de Biron par le maréchal de Matignon comme gouverneur de Guyenne, p. 338 et sq. *passim*, etc., etc.) ; — n^o CXLI, arrêt du Parlement de Bordeaux du 6 avril 1569 condamnant à mort 379 protestants, p. 399-420 ; — n^o CXLII, arrêt du Parlement de Bordeaux du 5 mai 1569 déclarant contumaces 29 protestants de Blaye, p. 420-422 ; —

n° CXLIII, arrêt du Parlement de Bordeaux du 17 janvier 1570 condamnant à mort 75 protestants de Bordeaux, p. 422-427; — n° CXLIV, arrêt du Parlement de Bordeaux du 1^{er} février 1570 adjugeant à divers particuliers plusieurs biens confisqués sur les protestants, p. 427-429; — n° CXLV, arrêt du Parlement de Bordeaux du 6 mars 1570 condamnant à mort 563 protestants, p. 429-446; — n° CLXVI, 8 juillet 1580, p. 468-469, lettre du maire et des jurats de Blaye au roi Henri III (même jour lettre à la Reine-mère) pour les informer que leur ville a failli être surprise, mais qu'ils se tiennent sur leurs gardes, et ils demandent la confirmation de leurs privilèges (c'est la tentative manquée de d'Aubigné : cf. mon chapitre v, § 3, p. 261-262 du 1^{er} vol.).

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA GIRONDE, t. XIV, Correspondance du maréchal de Biron et du maréchal de Matignon, gouverneurs successifs de la Guyenne, avec la Cour (1560 à 1597).

ARCHIVES HISTORIQUES DU POITOU (Poitiers, Oudin), t. XII (1882) et XIV (1884), *Lettres adressées à Jean et Guy de Daillon, comtes du Lude, gouverneurs du Poitou de 1543 à 1557, et de 1557 à 1585*, publiées par BÉLISAIRE LEDAIN. (Au tome XII, introduction à la publication, p. vi à XLVI; lettres adressées à Jean de Daillon, du 27 avril 1543 au 7 juin 1557, p. 1 à 91; lettres adressées à Guy de Daillon, du 30 août 1557 au 7 août 1574, p. 92 à 396; au tome XIII, suite de la publication, lettres à Guy, de 1575 à 1585, p. 1 à 188.)

L. AUDIAT, *Bernard Palissy*, Paris, Didier, 1868, in-12. [A la suite de cette publication, polémique entre M. Audiat et le pasteur Ath. Coquerel fils à propos de l'entrevue de Henri III et de Bernard Palissy à la Bastille, peu avant les Barricades, M. Audiat ayant contesté la véracité du récit qu'en fait d'Aubigné : cf. *Bulletin de la Société de l'Hist. du Protest. franç.* de 1868, t. XVII, p. 434 à 444, p. 495 à 505, p. 614 à 615, et au tome XVIII, p. 40 à 60.]

COMTE BAGUENAUT DE PUCHESSE, *Une prétendue lettre de Henri III [au Roi de Navarre, en 1580, pour lui dénoncer l'inconduite de sa femme, cf. mon chap. v, § 3, p. 245-246 du 1^{er} volume]*. *Revue des questions historiques*, 1^{er} juillet 1898, t. 64, p. 194 à 214.

DU MÊME, *Les Quarante-Cinq [la garde d'Henri III]*. *Revue du XVI^e siècle*, t. IV, p. 16 à 24.

A. BARBIER, *Un épisode de la Ligue en Châtelleraudais, le Combat de Lisle (6 février 1592)*. *Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 2^e série, t. XVIII, 1895. (Cf. mon chap. ix, § 3, p. 73 du 2^e vol.)

BINET-VALMER, *Un grand Français, Coligny*. Lagny, Impr. E. Grévin, et Paris, Flammarion, 1927, in-12, 259 pages.

F. BONCENNE, *Notes sur la mort et la sépulture du Cardinal de Bourbon*. *Revue de l'Ouest*, 3^e année (oct. 1854 à oct. 1856).

JULES BONNET, *Les Réfugiés de Montargis et l'exode de 1569*. Étude historique dans le *Bulletin de la Société de l'Hist. du Prot. franç.*, t. XXXVIII (1889), p. 169 à 185.

H. BORDIER (Henri-Léonard), *Peinture de la Saint-Barthélemy par un artiste contemporain, comparée avec les documents historiques*. (*Extrait des Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*). Genève, Librairie J. Jullien, Libr. H. Georg.; et Paris, G. Firsichbacher, 1878, in-4^e, 36 pages. [C'est l'étude d'un tableau, représentant la Saint-Barthélemy parisienne, qui se trouve au musée Arland à Lausanne. Peinture sur grand panneau de bois. Œuvre d'un artiste français, Dubois dit Sylvius, originaire d'Amiens, mort à Genève en 1584. M. Bordier s'attache à en montrer l'exactitude relative, au point de vue documentaire, par une comparaison avec le récit de de Thou, qui n'a paru qu'en 1607, longtemps donc après la mort de Sylvius, qui n'a pu s'en inspirer. La concordance est d'autant plus remarquable et rend ce tableau précieux, car la plupart des gravures de la Saint-Barthélemy sont des compositions de fantaisie.]

Du MÊME, *La Saint-Barthélemy et la critique moderne*. Genève, H. Georg, 1879, in-fol., 416 pages, figures, plans, planches en noir et en couleur.

BOUILLON (Henri de la Tour d'Auvergne, duc de), *Mémoires* (connus sous le nom de *Mémoires de Turenne*, de 1551 à 1586), édites pour la Société d'Histoire de France par le comte Baguenault de Puchesse, 1901.

E. BOURLOTON, *Le Roi de la Ligue à Maillezais*. *Revue du Bas-Poitou*, t. IX (1895), p. 113 à 130.

BRANTÔME (Pierre de Bourdeilles, abbé et seigneur de), *Œuvres* (*Vies des hommes illustres et grands capitaines français*, *Vies des dames illustres*, *Vies des dames galantes*, *Anecdotes touchant les duels*, *Rodomontades espagnoles*). Éd. Lalanne, 1864 à 1832 pour la Société d'Histoire de France, 12 vol. in-8 (Librairie Renouard).

VICOMTE DE BRÉMOND D'ARS (propriétaire du château de Saint-Brice), *Les Conférences de Saint-Brice* (en 1586, cf. mon chap. VII, § 2, p. 263 à 265 du 1^{er} volume). *Revue des Questions historiques*, t. XXVI, p. 496 et sq. (1^{er} oct. 1834).

J. DU BREUL (Bénédictin de l'Abbaye de Saint-Germain-des-Prés), *La Vie de Mgr le Cardinal de Bourbon* (le roi de la Ligue). Paris, Chevalier, 1612, in-4^o pièce.

CATHERINE DE BOURBON, *Correspondance avec Théodore de Bèze*. *Bulletin de la Société de l'Histoire du Prot. franç.*, t. II (1853), p. 149 à 155. [Cette correspondance avait commencé le 26 janvier 1598 par l'envoi que lui avait fait Catherine de poésies religieuses]. — Cf. au tome V du *Bulletin*, p. 148 et sq. *Extraits des actes consistoriaux et chroniques de l'Eglise réformée tenue chez Madame*, provenant de la Bibliothèque de Metz [ils vont du 31 mars 1597 à février 1604, mois de la mort de Madame; même tome, p. 283 et sq. Extraits d'une chronique protestante messine, provenant de la Bibliothèque de Metz *Chronique de Jean de Moray*, 1552 à 1699; tout ce qui concerne Madame.

CATHERINE DE MÉDICIS, *Lettres* publiées par le comte de La Ferrière (vol. I à V), et par le comte Baguenault de Puchesse (vol. VI à X) dans la *collection des Documents inédits sur l'Histoire de France*, in-4^o.

P. CAYET (Pierre-Victor de la Palme, dit Palma Cayet), *Chronologie novenaire* (1589 à 1598) et *septenaire* (1598 à 1604) dans la collection Michaud et Poujoulat (t. XII de la 1^{re} série).

Pasteur ATH. COQUEREL fils, *Précis de l'Histoire de l'Eglise réformée de Paris sous l'Édit de Nantes* (inachevé, s'arrête à 1621) en six chapitres publiés dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire du Prot. franç.*, les quatre premiers au tome XV (1866) : 1^{er}, l'Eglise recueillie chez Madame; 2^e, l'Eglise de Nantes; 3^e, l'Eglise à Grigny (1599-1600); 4^e, l'Eglise à Ablon (1599-1605); la suite au tome XVI (1867) : chap. V, Charenton sous Henri IV, et VI, Charenton depuis la mort de Henri IV jusqu'à l'incendie du temple. [C'est au chap. V que sont donnés des renseignements sur les projets de rapprochement des deux Eglises, dans lesquels intervint Aubigné pour les faire échouer. cf. mon chap. XII, § 4, p. 337 et sq. du 2^e vol. M. Coquerel ne voit dans ces tentatives qu'un piège tendu aux Huguenots pour les compromettre. Il n'admet pas, en particulier, la bonne foi d'Henri IV.]

JEAN CRESPIN, *Le Martyrologe protestant*. (Le titre varie suivant les éditions : ou *Le Livre des martyrs*... ou *Actes des martyrs*, ou *Histoire des vrais tesmoins*.) La 1^{re} édition est de 1554 in-8 (sans nom d'auteur, mais avec le nom de Crespin comme imprimeur : il s'était, en effet, établi à Genève en cette qualité). Le recueil s'accrut d'édition en édition. La dernière imprimée du vivant de l'auteur est de 1570 in-f^o. Les suivantes chez son gendre Eust. Vignon : 1582, in-f^o en 10 livres, dont 2 dus à Simon Goulart; 1597, in-f^o en 12 livres; 1608, in-f^o. Enfin, l'édition de 1619, chez P. Aubert, à Genève, in-f^o de 1760 pages. (Voir HUGUET, *Les Sources de l'Histoire de France*, xvi^e siècle, t. II, art. 776.)

H. DANNREUTHER, *Quelques jugements sur l'Édit de Nantes. Bulletin de la Société de l'Histoire du Protest. franç.*, t. XLVII (1898), p. 372 à 386. [Ce sont des opinions de Catholiques et de Protestants depuis le lendemain de l'Édit jusqu'aux temps contemporains. Les plus intéressantes sont celles de SAINT-SIMON, dans son *Parallèle des trois Rois*, Henri IV, Louis XIII et Louis XIV, Paris, Hachette, 1880, p. 121-123; de POIRSON, dans son *Histoire du règne de Henri IV*, et de DESCLOZAUX, dans son ouvrage sur *Gabrielle d'Estrées*, ci-dessous, où il retrace, en un raccourci très substantiel, toute la genèse historique de l'Édit, en remontant à l'origine des guerres de religion.]

DAVID DE LICQUES, *Histoire de Messire Philippe de Mornay*, seigneur de Plessis-Marly, Leyde, B. et A. Elzévir, 1647, in-4°. [Rédigée d'après un manuscrit de Mme Mornay jusqu'à 1603 inclus, et, pour les dix-sept dernières années, d'après les renseignements fournis par Jean Daillé, Jules de Meslay et René Chalopin, secrétaires de Duplessis-Mornay.]

Comte JULES DELABORDE, *Les Protestants à la Cour de Saint-Germain lors du Colloque de Poissy*. Paris, Sandoz et Fischbacher, 1874, in-8°, 35 pages.

DU MÊME, *Gaspard de Coligny, amiral de France*, Paris, Sandoz et Fischbacher, 1879-1882, 3 vol. in-8°.

DU MÊME, *François de Chastillon, comte de Coligny* [le fils de l'Amiral]. Paris, Fischbacher, 1886 in-8°, 501 pages et fac-similé.

DESCLOZAUX, *Gabrielle d'Estrées, marquise de Monceaux, duchesse de Beaufort*. Paris, Champion, 1889, in-8°, VIII-447 pages.

DU MÊME, *Observations critiques sur les Œconomies royales* [de Sully]. *Revue historique*, t. LI (janvier-avril 1893), p. 275 à 285; et t. LII (mai-août, p. 43 à 52, et p. 316 à 322).

Discours véritable du massacre plus qu'inhumainement exercé le treizième jour d'août 1595 sur l'Église réformée de la Chastaigneraie en Poitou... Imprimé nouvellement 1595, petit in-8°. (Cf. B. FILLON, *Recherches sur Fontenay*, 1846, p. 231-232, et mon chap. x, § 4, p. 110-111 du 2^e vol.).

DUPLESSIS-MORNAY, *Mémoires et Correspondance*, publiés par La Fontenelle de Vaudoré et Auguis, en 12 volumes in-8°, Paris, 1324 (chez Treutel et Wûrtz). Le tome I contient les *Mémoires de Madame de Mornay* (Charlotte Arbaleste) sur la vie de son mari. Les *Mémoires* (ou papiers) de Duplessis-Mornay subsistent en manuscrits (copies faites sous ses yeux par ses secrétaires, avec des annotations de sa main) en 11 volumes in-f° à la Bibliothèque de la Sorbonne (manquent les tomes I, II, IV, et tout ce qui est au-dessus de XIV = 1616).

ERNEST DUPUX, *Bernard Palissy, l'homme, l'artiste, le savant, l'écrivain*. Paris, Lecène-Oudin et Cie, 1894. in-18, 334 pages; 2^e édition en 1902.

FAURIN (chaussetier), *Journal sur les guerres de Castres* (de 1599 à 1631). Ed. Ch. Pradel 1878. [Cf. *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protest. franç.*, t. III (1854), p. 623 à 638 : ce journal a été transcrit presque en entier par Jean de Bouffard, sieur de Madiane, avocat en la chambre de l'Édit à Castres, puis capitaine de cent hommes d'armes au service de Rohan, et consul de Castres en 1622, chargé de plusieurs missions honorables et délicates. Très renseigné sur les faits et gestes de Rohan pendant cette période critique pour le Parti, de 1621 à 1629, qu'embrassent ses *Mémoires personnels*.]

Chanoine PIERRE FÉRET, *Le Cardinal du Perron, orateur, controversiste, écrivain*; étude historique et critique. Paris, Didier, 1877, in-8°, xvi-452 pages.

BENJAMIN FILLON, *Recherches historiques et archéologiques sur Fontenay*. Fontenay, Nairière. Fontaine, 1846, in-8°.

Du MÊME, *Documents pour servir à l'Histoire du Bas-Poitou et de la Révolution en Vendée*. Fontenay-le-Comte, chez Robuchon, 1847, in-8°.

B. FILLON et O. DE ROCHEBRUN, *Poitou et Vendée*. Études historiques et artistiques publiées par livraisons, avec de nombreuses illustrations. Fontenay-le-Comte, Robuchon, et Niort, Ave Glonzot, de 1861 à 1863, pour les dix premières livraisons. Les XI^e et XII^e en 1887. Le tout formant 2 vol. in-4° où chaque étude est paginée à part.

FORNERON, *Les Ducs de Guise et leur époque*. Paris, Plon, 1877, 2 vol. in-18 (2 vol. in-16 dans l'édition de 1893).

ALFRED FRANKLIN, *Les Grandes scènes historiques du XVI^e siècle*. Reproduction fac-simile des gravures exécutées au cours des événements par TORTOREL et PÉRISSE. Paris, Fischbacher, 1886, in-f°. Edition faite sous la direction de A. Franklin, qui a rédigé une partie des notices (sur le supplice d'Anne du Bourg, l'entreprise d'Amboise, l'armement au XVI^e s., etc.). Les autres dues à des collaborateurs : E. Bonnafé (le mobilier au XVI^e s.), J. Bonnet, F. Baudry, E. Lechevallier-Chevignard (le costume en France, d'après les gravures de T. et P.), M. Colas, J. Cousin, C. et R. Daresté, Delaborde, G. Ducoudray, Th. Dufour, P. Lacombe (la tactique au XVI^e s.), L. Lalanne, A. Laugel, E. Lavis (Vassy), Ch. Lenient (pamphlets politiques), Aug. et Ch. Mollinier, M. Nicolas, A. Pagès (poètes à la Cour des Valois), A. Rambaud, A. Réville, C. Ruellens (l'assassinat de François de Guise en février 1563), L. Tanon (bataille de Jarnac, 13 mars 1569), J. Tessier, Ch. Waddington (bataille de Saint-Denis, 10 nov. 1577). [Ces planches avaient paru isolément à Genève en 1563-1570, mais étaient numérotées et destinées à former un recueil sous le titre : *Le premier volume contenant quarante tableaux... touchant les guerres, massacres et troubles advenus en France en ces derniers années*, c'est-à-dire de 1559 à 1570. Ce sont des illustrations polémiques, mais d'une inappréciable valeur. Cf. Hauser, *Les Sources de l'Histoire de France*, XVI^e siècle, t. III, art. 1475].

JACQUES GACHES, consul de Castres en 1596 et 1604. *Mémoires*, de 1555 (en réalité 1560) à 1610, publiés par Ch. Pradel. Paris, 1879, in-8. [Récit huguenot assez modéré, très vivant. Cf. mon chap. VII, § 1, p. 317 du 1^{er} vol., la Ligue de 1585, la lettre d'alerte envoyée par Henri III au Roi de Navarre.] Il y a une suite aux *Mémoires* de Gaches, de 1611 à 1620, peut-être faite par son fils (cf. *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protest. franç.*, t. III, 1854, p. 633).

JEHAN DE GAUFRETEAU (cy-devant conseiller au Parlement de Bordeaux, et commissaire aux requêtes du Palais) : *Chronique bordelaise*, publiée par Delpit, Bordeaux (Société des Bibliophiles de Guyenne) 1876-1878, 2 vol. in-8, t. I : 1240 à 1599, t. II : 1600 à 1638. [Il écrit en 1632. Notes éparses, sans ordre ni chronologie. Catholique sans fanatisme.]

H. GELIN, *Le Synode provincial du haut et bas Poitou tenu à Saint-Maixent le 28 avril 1593* [où d'Aubigné prétend avoir redressé le Parti : cf. mon chap. x, § 1, p. 95 à 99 du 2^e vol.]. Article du *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protest. franç.* janv.-fév. 1911, t. LX, p. 48 à 60.

S.-C. GIGON (Stéphane-Claude, sous-intendant militaire), *La Bataille de Jarnac et la Campagne de 1569 en Angoumois*. Angoulême, Imprimerie de G. Chasseignac, 1895, in-8, 155 pages et carte. [Extrait du *Bulletin de la Société histor. et archéol. de la Charente*, 1895. — Compte rendu et discussion dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protest. franç.*, t. II, 1903, p. 143 à 160, par H. PATRY, *La Bataille de Jarnac, la Campagne de 1569 et le rôle de Coligny, d'après des travaux récents*.]

Du MÊME, *La Troisième guerre de religion, Jarnac, Moncontour (1567-1568)*. Paris, H.-Charles Lavauzelle, 1911, in-8, 409 pages, figures, plans et cartes.

GUILLAUME GIRARD, *Histoire de la vie du duc d'Epéron*. Paris, 1563, 3 vol. in-12.

ANTH. DE GUYNANT, *Discours de la maladie et de la mort de Charles, cardinal de Bourbon* [Charles X, le roi de la Ligue] avec le rapport des médecins et chirurgiens. Paris, Rolin-Thierry, 1594, in-8.

GABRIEL HANOTAUX, *La Crise européenne de 1621*. I, Le Problème protestant en Europe, les affaires de la Valteline. *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} janvier 1902, p. 5 à 44. II, Luynes et le Parti protestant. *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} fév. 1902, p. 431 à 507. Articles reproduits avec quelques additions et variantes au tome II (2^e partie) de son *Histoire du cardinal de Richelieu*. (Paris, Firmin-Didot, 1893-1903, in-8), p. 357 à 405 et 407 à 443.

H. HAUSER, *François de La Noue* (1531-1591). Paris, Hachette, 1892, in-8, 337 pages.

DU MÊME, *Les Sources de l'Histoire de France*. xvi^e siècle, t. II, III et IV : II, François I^{er} et Henri II (1515-1559) ; III, Les Guerres de religion (1559-1588) ; IV, Henri IV (1589-1610). Paris, A. Picard, 1909, 1912 et 1916, in-8.

HENRI HELLO, *Catholiques et Protestants au XVI^e siècle. La Saint-Barthélemy*. Paris, Bloud et Barral, 1899, in-16.

HENRI IV, *Recueil de Lettres missives* publié par Berger de Xivrey, dans la collection des *Documents inédits sur l'Histoire de France*, in-4. Les sept premiers tomes ont paru de 1843 à 1858 ; les tomes VIII et IX (suppléments et notice par Guadet, *Henri IV et sa correspondance*, table générale des matières) en 1872 et 1876.

HOTMAN, *Vie de Coligny*. Traduction de la version latine (s. l. 1875) en français, Leyde, 1643, chez B. et A. Elzévir, petit in-12.

PASTEUR H. JOLLY, *Histoire particulière des plus mémorables choses qui se sont passées à Montauban* (siège de 1621). Leyde, 1623.

L.-H. LABANDE, *Correspondance de Montaigne avec le maréchal de Malignon* (1582-1588). Nouvelles lettres inédites. *Revue du XVI^e siècle*, t. IV (1916), p. 1 à 15.

CH. LABITTE, édition de la *Satyre Ménippée*. Paris, 1840, in-18 ; réimprimée en 1880.

H. DE LA FERRIÈRE, *Trois amoureuses au XVI^e siècle* (Françoise de Rohan, Isabelle de Limeuil, la reine Margot). Paris, Calmann-Lévy, 1885, in-12.

DU MÊME, *La Saint-Barthélemy, la veille, le jour, le lendemain*. Paris, 1892, in-8.

LA FORCE (Jacques Nompur de Caumont, duc de), *Mémoires authentiques...* publiés par le marquis de La Grange, Paris, 1543, 4 vol. in-8. Le tome I va de 1572 à 1610, et contient en appendice (à partir de la page 233) les correspondances et documents de la même période. [Voir sur la façon dont a été constituée cette édition mon chap. VII, § 1, t. I, p. 328-329 à propos de la conférence de Guitres, fin mai 1585, à laquelle la Force assista avec d'Aubigné. — Les *Mémoires* de la Force sont une source précieuse surtout pour le règne de Henri IV sur deux points : sur les affaires du Béarn, dont il était gouverneur, et sur le procès de Biron, son beau-frère, qu'il essaya vainement de sauver].

B. DE LAGRÈZE, *Henri IV, Vie Privée*. Paris, Didot, 1885.

J.-A. LALOR, *Essai historique sur la Conférence tenue à Fontainebleau, entre Duplessis-Mornay et Duperron, le 4 mai 1600*. Paris, Fischbacher, 1889, in-8^o.

FRANÇOIS DE LA NOUE (dit Bras de Fer), *Discours politiques et militaires*, on pourrait ajouter « moraux » car les préoccupations du moraliste et du croyant (huguenot) ne sont jamais absentes. Vingt-six discours publiés à Bâle en 1587 par du Fresnoy-Canaye (à Genève, même date. Rééditions : Bâle, 1533 ; la Rochelle, 1590 ; Lyon 1595 ; s. l. 1612). Seul le XXVI^e est un

récit à peu près suivi d'histoire (1^{er} l'Edit de janvier 1562, à la paix de 1570). Aussi est-ce le seul qui ait été réédité dans les collections de Mémoires historiques (Buchon, t. XII; Michaud et Poujoulat, t. IX; Petitot, t. XXIII et XXIV). Mais le 1^{er} et le 2^e fournissent aussi des matériaux à l'histoire en décrivant — comme introduction aux réformes proposées — l'état présent de la France. Les Discours sur la Noblesse (plusieurs) et l'armée (toute une série) sont des documents précieux sur les mœurs du temps.

LA POPELINIÈRE (Lancelot Voisin de), *Histoire de France depuis l'an 1550*. La Rochelle 1581, 1 vol. in-f°. Protestant, il faisait profession d'impartialité, aussi eut-il des difficultés avec les églises : le Synode National de la Rochelle condamna son Histoire, le 9 juillet 1581. D'Aubigné l'accuse formellement de prévarication, tout en rendant hommage à ses mérites (cf. *Préface de l'Histoire Universelle*, éd. Ruble, t. I, p. 3 à 5, et au même tome, p. 374 à 376, un appendice de Ruble sur la condamnation de la Popelinière). Je le cite d'après l'édition de 1582 (s. l.) 3 tomes en 4 volumes.

PH. LAUZUN, *Le Château de Nérac*. Agen, 1896.

DU MÊME, *Itinéraire de Marguerite de Valois en Gascogne (1578-1586)*. Picard, 1902, 8°.

LEDAIN, *Étude sur les maires de Poitiers de 1200 à 1608. Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 2^e série, t. XX (1897), p. 215 à 770. La période qui nous intéresse commence à la page 554.

LEGRAIN, *Décades contenant la vie et les gestes de Henry le Grand, 1559-1610*. Paris, 1614, in-f°.

LE RICHE (Guillaume et Michel, père et fils, avocats du Roi à Saint-Maixent), *Journal*, p. p. La Fontenelle de Vandoré, Saint-Maixent. Reversé, 1846, in-8. [Le Journal de Guillaume va du 7 avril 1534 au 13 février 1547. Celui de Michel, le seul que j'utilise, de mars 1559 à décembre 1586. A la suite un appendice fait par un fils de Michel, qui avait repris la plume le 14 mai 1610, après l'assassinat d'Henri IV, mais ne persévéra pas et s'arrêta le 25 octobre 1611].

PIERRE DE L'ESTOILE, *Mémoires-Journaux*, édition pour la première fois complète et entièrement conforme aux manuscrits originaux, p. p. MM. G. Brunet, A. Champollion, E. Halphen, Paul Lacroix, Charles Read, Tamizey de Larroque et Ed. Tricotel. Paris, Librairie des Bibliophiles, en 11 volumes, 8°, de 1875 à 1883. (Vol. I, II, III : *Journal de Henri IV*. Vol. IV : *Les Belles Figures de la Ligue*. Vol. V à XI : *Journal de Henri IV*). Un 12^e volume contenant une notice sur Pierre de l'Estoile, la table générale alphabétique (il y a une table analytique à la fin de chaque volume) et des appendices, a paru chez A. Lemerre en 1896.

J. LOISELLE, *La Mort du second Prince de Condé* [le fils du héros de Jarnac, le grand-père du Grand Condé, mort le 5 mars 1588, et que sa veuve Charlotte-Catherine de la Trémoille fut accusée d'avoir empoisonné avec la complicité d'un page Belcastel, qui serait le père de l'enfant posthume né le 1^{er} septembre 1588. La question de la légitimité de la descendance des Condés se trouve donc impliquée dans ce procès, judiciaire d'abord, puis historique.] *Revue historique*, t. I (1876), p. 410 à 437.

DU MÊME, *Nouvelles controverses sur la Saint-Barthélemy. Revue historique*, t. XV (1881), p. 83 à 109.

DU MÊME, *Trois énigmes historiques, la Saint-Barthélemy, l'Affaire des poisons et Mme de Montespan, le Masque de fer, devant la critique moderne*. Paris, 1882, in-18.

P. MARCHEGAY, *Documents historiques sur les Provinces de l'Ouest* : 1^{er} vol., 1857, 2^e vol., 1872, intitulé : *Notices et pièces historiques sur l'Anjou, l'Aunis et la Saintonge, la Bretagne et le Poitou*. [Parmi les notices un article — qui avait déjà paru dans deux publications antérieures — sur

le démantèlement des fortifications de la ville et du château de Montaigu, en 1581 — la place d'Aubigné], 3^e vol., 1876.

MARGUERITE DE VALOIS [*la Reine Margot*, première femme d'Henri IV] : *Mémoires*, éd. Guésard pour la Société d'Histoire de France, 1 vol. 8^o, 1842.

J.-H. MARIEJOL, *Tome VI en 2 volumes de l'Histoire de France*, depuis les origines jusqu'à la Révolution, publiée sous la direction d'Ernest Lavisse. (Vol. I : La Réforme et la Ligue, l'Édit de Nantes, 1559 à 1598. Vol. II : Henri IV et Louis XIII, 1598 à 1643.) Paris, Hachette, in-4.

PIERRE MATTHIEU [historiographe de France, catholique bourbonien], *Histoire de France sous les règnes de François I^{er},... Henri IV et Louis XIII*, publiée par son fils J. B. Matthieu, Paris, 1631, 2 vol in-f^o (le tome I s'arrête à 1589).

MÉMOIRES DE L'ÉTAT DE FRANCE SOUS CHARLES LE NEUFVIESME, publiés par Simon Goulart, le pasteur Genevois (connu aussi sous le pseudonyme de Samuel du Lys). Collection de documents choisis, classés et au besoin découpés de façon tendancieuse. Je renvoie à la seconde édition, Meidelbourg, Heinrich Wolf 1578. 3 vol. in-8^o.

MÉMOIRES DE LA LIGUE contenant les événements les plus remarquables depuis 1576 jusqu'à la paix accordée entre le Roi de France et le Roi d'Espagne en 1598. Collection de documents empruntés à tous les partis, faite également par Simon Goulart. Je renvoie à l'édition d'Amsterdam, 1758, 6 vol. in-4^o. [Notamment au tome II, pour l'entreprise d'Angers, cf. mon chap. VII, § 1, vol. I, p. 336 et sq. ; pour les conférences de Sainte-Brice en décembre 1586, cf. mon chap. VII, § 2, même vol. p. 353 et sq. ; pour Coutras, cf. mon chap. VII, § 3 ; pour l'assaut donné par les Ligueurs à d'Epemon dans son château d'Angoulême en août 1588, cf. mon chap. VII, § 4, 1^{er} vol., p. 392 ; pour le siège de Beauvoir-sur-Mer. en octobre, cf. ibidem p. 394 et sq. ; — au tome III pour les manifestes des deux Rois sur la trêve de Plessis-les-Tours, en avril 1589, cf. mon chap. VIII, § 1, p. 7 et 8 du 2^e vol. ; — au tome IV, pour les combats d'Arques de septembre 1589, cf. mon chap. IX, § 1, 2^e vol., p. 38 ; pour la campagne d'hiver qui suit, et la bataille d'Ivry, 14 mars 1590, cf. ibidem, p. 48 à 50 ; pour le siège de Paris de 1590, cf. ibidem, p. 51 et sq.].

CH. MERKI, *La Reine Margot et la fin des Valois*. Paris, Plon, 1905, in-8^o.

DU MÊME, *L'Amiral de Coligny, la Maison de Châtillon et la révolte protestante, 1519-1572*, Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1909, in-8^o, xii-487 pages, portrait. [Hostile à Coligny, cf. compte rendu et discussion par Rod. Reuss dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, janvier-février 1910, t. LIX, p. 76 à 87.]

H. MONOD, *Un document sur la Saint-Barthélemy*, *Revue de Paris*, 15 août 1908, t. IV, p. 770 à 794 ; et *La Version du duc d'Anjou [le futur Henri III] sur la Saint-Barthélemy*, *Revue historique*, juillet-août 1909, t. CI, p. 316 à 326.

NEVERS (Louis de Gonzagues, duc de), *Mémoires*. Ed. de 1665, 2 tomes in-f^o. Compilation de pièces rassemblées au XVII^e siècle par de Gomberville, et qui sont d'inégale valeur et authenticité.

EDWARD W. B. NICHOLSON, *Ordine della solennissima processione fatta dal sommo Pontifice nel l'alma citta di Roma, per la felicissima nova della destruttione della setta ugonotana*. Photograph of this most rare pamphlet printed at Rome in 1572 from the copy in the Bodleian library Oxford, issued with an introductory note. London, 1891, in-8^o pièce.

COMTESSE D'ORMAILLÉ, *Catherine de Bourbon*, Paris, Didier, 1872.

HENRI OUVRE, *Essai sur l'histoire de la Ligue à Poitiers. Mémoires de la Société des antiquaires de l'Ouest*, 1^{re} série, t. XXI (1854), p. 83 à 243.

J. PANNIER, *L'Église réformée de Paris, sous Henri V*. Paris, Champion, 1911, in-8^o de 688 pages.

DU MÊME, *L'Église réformée de Paris sous Louis XIII*. Paris, Champion, 1922, in-8° de 754 pages.

G. PÉLISSIER, *La Vie et les Œuvres de Du Bartas*. Paris, 1883, in-8°.

CH. PFISTER, *Les Œconomies royales de Sully et le Grand Dessein de Henri IV*. *Revue Historique*, année 1894, t. LIV (janvier-avril), p. 309 à 324; t. LV (mai-août), p. 67 à 82 et 289 à 302; t. LVI (septembre-décembre), p. 39 à 48 et 304 à 339.

POIRSON, *Histoire du règne de Henri IV*. Paris, Colas, 1856, 2 tomes en 3 vol. in-8° (le 2^e tome comprenant 2 vol.).

CH. READ, *Daniel Chamier*. Paris, Agence centrale de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, 1858, in-8° de 475 pages, plus les tables. [Daniel Chamier est le pasteur de Montélimar, qui se rencontra avec d'Aubigné à Paris, en décembre 1607 et janvier 1608, au moment où s'agitaient des projets de rapprochement des deux religions, catholique et protestante. Cf. mon chap. XII, § 4, p. 334 et sq. du 2^e vol. M. Read avait déjà publié son *Journal de voyage* dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, t. II, 1853, p. 292 à 320 et 430 à 446. Il le réédite dans ce volume, qui contient en outre une *Biographie anglaise* de Chamier par le pasteur John Quick, texte et traduction, et de nombreux appendices.]

F. ROBIOU, *Essai sur l'Histoire de la littérature et des mœurs pendant la première moitié du XVII^e siècle* [volume déjà cité, 3^e section, B, ci-dessus, p. 208. Au chapitre III, § 12, Les Protestants sous la régence de Marie de Médicis; § 18, L'affaire de Béarn et la guerre qui s'ensuivit].

O. DE ROCHEBRUNE, *Les gentilhommières en Bas-Poitou aux XV^e, XVI^e et XVII^e siècles*. *Revue du Bas-Poitou*, t. IV, 1891, p. 5 à 11 et p. 247 à 258 avec la réimpression du poème de NICOLAS RAPIN: *Les plaisirs du gentilhomme champêtre*. [M. de Rochebrune habitait à Terre-Neuve, la propriété de Nicolas Rapin, près de Fontenay-le-Comte.]

DUC DE ROHAN, *Mémoires*. Collection Michaud et Poujoulat, t. V de la 2^e série.

LELIEUX ROMIER, *La Saint-Barthélemy, les événements de Rome et la préméditation du massacre*. *Revue du XVI^e siècle*, t. I (1913), p. 529 à 560.

DE SAINT-ARNAUD, *Les origines politiques des guerres de religion*. Paris, Perrin, 1913-1914, 2 volumes in-8° raisin.

DU MÊME, *Le Royaume de Catherine de Médicis, la France à la veille des guerres de religion*. Paris, Perrin, 1922, 2 vol. in-8° écu.

DU MÊME, *La Conjuraison d'Anboise, l'aurore sanglante de la liberté de conscience, le règne et la mort de François II*. Paris, Perrin, 1 vol. in-8° écu.

DU MÊME, *Catholiques et Huguenots à la Cour de Charles IX*. Paris, Perrin, 1924, 1 vol. in-8° écu.

COMTE LÉO DE SAINT-PONCY *Histoire de Marguerite de Valois*. Paris, Gaume, 1887, 2 vol. in-18. SAMAZEUILH, *Nérac et Pau*. Agen, 1854.

CH. SANZÉ, *Les Conférences de la Motte-Sainte-Héraye entre Henri de Navarre et Catherine de Médicis* (1582), Paris, Librairie historique des Provinces, éditée par F. Le Chevalier, 1895, 43 pages in-f°.

BARON DE SCHICKLER (président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français), Pages relatives à Madame (Catherine de Bourbon) dans le rapport présenté à la 53^e assemblée générale de la Société, tenue à Nancy le 12 mai 1908. *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, t. LVII (1908), p. 303 à 309.

SORBIN DE SAINTE-FOY, *Oraison funèbre de très haut Charles IX, propugnateur de la foy... à Nostre-Dame en Paris*, 12 juillet..., Paris, 1574, in-8° [Panégyrique stigmatisé par d'Aubigné dans les *Tragiques*, édition Réaume, t. IV, p. 75, et raillé dans le *Sancy*, Réaume, t. II, p. 360 à 361. Cf. mon chap. XI, § 3, p. 193 du 2^e vol.].

SOURDEVAL, *Beauvoir-sur-Mer*. Article de la *Revue de l'Ouest*, 5^e année, septembre 1857, p. 7 et sq. [Il y est question du siège de Beauvoir-sur-Mer, auquel d'Aubigné a pris part en octobre 1588. Cf. mon chap. VII, § 4, p. 397 à 400 du 1^{er} vol.]

SULLY, *Œconomies royales*. Collection Michaud et Poujoulat. 2^e série, 2 vol. [Sur la façon dont ces Mémoires ont été composés, arrangés, puis publiés, cf. HAUSER, *Sources de l'Histoire de France*, xvi^e siècle, t. IV, p. 24 et sq., art. 2574. M. Hauser, même tome, p. 46, émet l'hypothèse d'une sorte de concert, tout au moins de communications, entre d'Aubigné aigri et Sully disgracié, au moment où ils composaient l'un son *Histoire Universelle*, l'autre ses *Mémoires*. Cela me paraît invraisemblable : les deux hommes ont toujours été mal ensemble.]

TAMIZEY DE LARROQUE, *La Lettre du vicomte d'Orthe à Charles IX*. *Revue de Gascogne*, t. XXIII, p. 453 à 457 (1882). [Le texte que donne d'Aubigné, *Histoire Universelle*, édition Ruble, t. III, p. 354, serait apocryphe. Cette question d'authenticité avait donné lieu à une longue controverse dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, cf. t. I (1852) p. 208 à 211 et 488 à 490 ; au tome XI (1852), p. 13 à 25, reproduction d'une dissertation de M. Samazeuilh de Nérac en faveur de l'authenticité, qui avait déjà paru dans le *Messager de Bayonne* du 10 novembre 1859 ; au tome XII (1863), p. 239 à 242, discussion des objections de M. Ed. Fourrier. — M. Tamizey de Larroque, dans l'article mentionné, publie la lettre authentique datée du 31 août 1572, et conservée dans un manuscrit de la Bibliothèque nationale, Fonds français 15555, ff 60.]

JACQUES-AUGUSTE DE THOU, *Histoire Universelle* [depuis 1544 jusqu'en 1607. De Thou n'a publié de son vivant, de 1604 à 1609, que les 80 premiers livres comprenant quarante années, de 1544 à 1584. Le reste est posthume, 1620.] Je renvoie à l'édition de Londres de 1734, en 16 vol. in-4^e, traduction française faite sur l'édition latine.

DOM VAISSETTE et DOM CL. DEVIC, *Histoire générale du Languedoc*. Toulouse, édition Privat, 1872 à 1892, 15 vol. in-4^e.

JOHN VIENOT, *Histoire de la Réforme française des Origines à l'Édit de Nantes*. Paris, Librairie Fischbacher, 1926, 1 vol. in-4.

COMTE DE VILLENEUVE-BARGEMONT, *Notice historique sur la ville de Nérac*. Agen, 1807, in-8^e, 150 pages.

VILLEROY (Nicolas de Neufville, seigneur de), *Mémoires* (de 1567 à 1604). La 1^{re} édition est de 1622 in-4^e. Le meilleur texte est celui de la collection Michaud et Poujoulat, t. XI de la 1^{re} série, 1833. Mais je renvoie dans mon chap. VI, § 3, p. 304, du 1^{er} vol., note 2, à l'édition in-12 d'Amsterdam, 1725, pour un document qui ne se trouve pas dans Michaud et Poujoulat.

N. WEISS, *Les lieux d'assemblée huguenote à Paris avant l'Édit de Nantes (1524-1598)*. Étude publiée dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, t. XLVIII (1899), pp. 138-164.

DU MÊME, *La Prétendue trahison de Coligny* [le Traité de Hampton-Court de septembre 1562]. *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, t. XLIX (1900), p. 37-47. La question reprise en 1904 à propos de la publication par l'abbé Métais d'un document accusateur dans le *Bulletin historique et philologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques* de l'année 1902

(compte rendu paru en 1903, p. 440-448). Riposte de N. Weiss, *Une prétendue ratification du Traité de Hampton-Court*, *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, t. LIII (1904), p. 67-70. Réplique de l'abbé Métais, même tome, p. 186-192.

Du MÊME, *L'Origine et les derniers jours de Bernard Palissy, d'après deux textes inédits*, *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, septembre-octobre 1912, t. LXI, p. 389 et sq. [Ces deux inédits sont deux pièces des registres d'écrou de la Conciergerie du Palais de Justice, qui remontent au milieu du xvi^e siècle.]

Du MÊME, *Les origines historiques de l'idée de la Société des Nations*, *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, t. LXX (1921), p. 118 à 120. [M. Weiss remonte au *Grand Dessein* de Sully, dont les *Œconomies royales* ne fourniraient qu'une amplification et un délayage, mais qui se trouverait sous sa forme authentique dans un document autographe existant au château de Peseau, chez des descendants d'un secrétaire de Sully, et publié par le marquis de Vogüé en 1884 dans les *Notices et Documents de la Société d'Histoire de France*, à l'occasion de son cinquantième anniversaire, p. 387 à 408. Sully aurait repris les idées de Coligny.]

A. W. WHITEHEAD, *Gaspard de Coligny admiral of France*. London, Methuen, 1904, in-8°, ix-387 pages, planches et cartes.

POST-SCRIPTUM POUR LA DEUXIÈME SECTION

Je signale une bibliographie de d'Aubigné qui vient de paraître dans le 1^{er} et le 2^e fascicules d'une publication fort intéressante *Bibliographie d'éditions originales et rares d'auteurs français des xv^e, xvi^e, xvii^e et xviii^e siècles*, par Avenir Tchemerzine, Paris, Plée, 1927). Ce qu'il y a de plus neuf dans l'article consacré à d'Aubigné, c'est un inventaire minutieux des *Recueils collectifs* (publiés entre 1576 et 1627 : *Isabelle*, *La Puce*, *Les Muses françaises ralliées*, *Les Fleurs*, *Le Parnasse*, *Les Muses gaillardes*, *Le Temple d'Apollon*, *Le Cabinet des Muses*, *La Cresme des bons vers*, *Le Séjour des Muses*) où avaient été données des poésies isolées de d'Aubigné. Ce sont d'ailleurs presque toujours les mêmes qui reviennent, et le bulin se réduit à onze pièces, dont six se retrouvent dans l'édition Réaume et de Caussade, et une dans l'Appendice à l'*Histoire Universelle*, ajouté après la mort d'Henri IV. — Je relève dans la bibliographie des grandes œuvres la multiplicité des éditions supposées des *Tragiques*. M. Tchemerzine croit pouvoir dater l'édition s. l. n. d. de 1620, et de Maillé (chez Jean Moussat, comme la première). Il la distingue de l'édition de Genève, qu'il dédouble elle-même en deux : ce sont là hypothèses arbitraires.

INDEX ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE

A

ABBEVILLE (Somme), II, 103, n° 2.

ABIN OU ABAIN (Louis Chasteigner, s^{gr} d'), de la Rochepozay, de Touffou, baron de Preuilly, de Malval, chevalier des Ordres du Roi, conseiller en ses conseils, capitaine de 50 hommes d'armes, gouverneur et lieutenant-général de la haute et basse Marche, II, 88-89.

ACHON (le chevalier d'), capitaine de chevaliers-légers, I, 47, 48, 49, 57.

ADE (Josué de Caumont d') ou *Dadou*, gendre de d'Aubigné : son contrat de mariage (du 5 décembre 1613) avec Marie d'Aubigné, l'aînée des deux filles, III, 29-30 ; assiste d'Aubigné dans la seconde révolte du Prince de Condé contre la Régence (1615), 34 ; contre les attentats de son fils Constant, 68 ; sa conduite équivoque pendant le siège de Montauban en 1621, 104-106 ; va à Genève voir son beau-père en 1622, 126 ; perd sa femme et se remarie, 151-152 et n° 2.

ADRETS (François de Beaumont, baron des), capitaine protestant, I, 115.

AGEN (Lot-et-Garonne), I, 202, 211-213, 228, 334 ; II, 217.

AILLÉ (M^r d'), III, 82-83.

ALAIS (Gard), la paix de grâce d'Alais (28 juin 1629), III, 174.

ALBE (Ferdinand Alvarez de Tolède, duc d'), 1508 † 1582, I, 67-68, 74, 111, 113 n°, 277.

ALBIGEOIS, ancêtres des Protestants au xiii^e siècle, II, 214.

ALBRET (Jeanne d'), la mère d'Henri IV : amène son fils à la Rochelle, I, 75 ; le présente à l'armée, 83 ; sa mort, 119-120 ; les circonstances de cette mort rappelées dans *les Tragiques* (Fers), II, 218 ; elle avait proscrit le catholicisme en Béarn, III, 53.

ALENÇON (Orne), I, 190-191.

ALINCOURT (Charles de Neufville, marquis d'), le fils du secrétaire d'État Villeroy, III, 149.

ALLEMAGNE (Princes protestants d') : alliance avec le Roi de Navarre en 1587, I, 365, 366, 384-385 ; interviennent en faveur de Bouillon, II, 313 et 317, n° 5 ; l'Union Evangélique, 353 ; l'ouverture de la succession de Clèves, 353 ; l'Union paralysée par Luynes, III, 91 ; relations de d'Aubigné avec les Princes allemands, 79, 102-103. — Voir Anhalt, Brunswick, Casimir, Frédéric V, Mansfeld, Ségur-Pardaillan.

AMBOISE (Indre-et-Loire) : la paix d'Amboise après la 1^{re} guerre, I, 20 ; la conjuration

- d'Amboise, 21, 34, 129-130; II, 214; le roi de la Ligue incarcéré au château d'Amboise, II, 41.
- AMIENS (Somme) : la perte d'Amiens en 1597 et sa reprise, II, 127-132, 136, 137, 138-140.
- AMOURS (Gabriel d'), seigneur de Malbert ou Malebert, ministre protestant, aumônier militaire pendant plusieurs années, I, 378.
- ANDELOT (François de Coligny, ^{s^{er}} d'), le frère de l'amiral de Coligny, I, 60, n° 4 et 83.
- ANGE (Frère), cf. Joyeuse (Henri de), comte du Bouchage.
- ANGERS (Maine-et-Loire) : la malheureuse entreprise d'Angers par le Prince de Condé (oct. 1585), I, 336-344, 345, 349; II, 156; Angers repris aux Ligueurs, II, 15, n° 1; Constant d'Aubigné prisonnier à Angers, III, 68 et n° 4; le traité d'Angers du 10 août 1620, 87.
- ANGOULÊME (Charente), I, 78, 392; III, 63 et 82 (le traité d'Angoulême du 30 avril 1619).
- ANGOULÊME (Charles de Valois, comte d'Auvergne, puis duc d'), fils naturel de Charles IX et de Marie Touchet, grand écuyer de France en 1586, II, 37 et n° 3.
- ANGOULÊME (duchesse d'), fille naturelle de Henri II et de Philippe Duc, mariée à Horace Farnèse, duc de Castro en 1552 et à François de Montmorency, fils aîné du Connétable, en 1557; morte à Paris le 11 janvier 1619, II, 5, 6, 7.
- ANHALT (prince d'), Christian d'Anhalt-Bernbourg : son voyage à Paris en décembre 1609 pour l'affaire de Clèves-Juliers, II, 354-355; offre un refuge à d'Aubigné pour l'impression de l'Histoire, III, 79.
- ANTOIGNÉ (Maine-et-Loire), I, 371-372.
- ANTONIO (Dom), prieur de Crato, bâtard de la maison royale de Portugal, qui, après la disparition du roi Dom Sébastien au Maroc, se fait le champion de l'indépendance contre Philippe II, I, 277.
- ANVERS (Belgique) : la furie d'Anvers (17 janvier 1583), II, 189.
- ARAMBURE (Jean d'), baron de Picassary, ^{s^{er}} de Romefort, écuyer du roi de Navarre, ami de d'Aubigné, I, 262, n° 3; II, 1-2, 68; III, 88.
- ARCHIAC (Charente-Inférieure), I, 4, 24, 29, 30, 31, 63, 67, 75, 88.
- ARDILLIERS (Notre-Dame des), Maine-et-Loire, près Saumur, lieu de pèlerinage, II, 260-261.
- ARGENTON, île de l'estuaire de la Gironde, III, 109.
- ARMÉES protestantes : leur condition, I, 382.
- ARNOU (ou Arnould), père jésuite, III, 58 et n° 6, 135, 156.
- ARQUES (Seine-Inférieure) : les combats d'Arques et de Dieppe (septembre 1589), I, 328; II, 37-38, 173, 222.
- ARSENS (François d'), ambassadeur des Provinces-Unies de Hollande à Paris, III, 111, n° 2.
- ARZA (Loys d'), magicien, I, 66, 75.
- ASKAVE (Anne), martyre du protestantisme en Angleterre (1546), II, 205.
- ASNIÈRES (Duc d'), capitaine protestant, I, 76, 88.
- ASSEMBLÉES POLITIQUES DES RÉFORMÉS :
- A Nîmes et Montauban (1573), formulent la charte des revendications du Parti après la Saint-Barthélemy, I, 146-147.
- A Millau : Vote le Règlement de Millau (16 décembre 1573), 148.
- De nouveau à Millau (16 juillet-9 août 1574), 161, 163.
- L'Assemblée de Nîmes, ouverte fin décembre 1574, close le 15 février 1575, a voté le 10 février le nouveau Règlement de Nîmes, complétant celui de Millau, 169-170.
- L'Assemblée de Montpellier, convoquée par Montmorency-Damville, réclame culte libre dans tout le royaume (juillet 1575), 182.

Trois Assemblées rapprochées à Montauban, octobre 1578, mars et avril 1579 après le traité de Nérac (février) et juillet 1579 : cette dernière refuse de rendre les places de sûreté supplémentaires concédées pour 6 mois seulement à Nérac, 227, 228, n° 1 et 249.

Nouvelle Assemblée à Montauban (mai 1581) pour la ratification du traité de Fleix (26 novembre 1580) ; établissement d'un conseil de surveillance pour contrôler l'autorité du Protecteur (Roi de Navarre), 280-281.

L'Assemblée de Montauban de 1584 (août-septembre) obtient prorogation (pour 1 ou 2 ans) des places de sûreté proprement dites, 309, 313.

Assemblée à Montauban en janvier 1586, I, 346, à Sainte-Foy en mars, 348, 354.

L'Assemblée de la Rochelle (novembre-décembre 1588) vote un nouveau Règlement général, qui restera en vigueur jusqu'à l'Édit de Nantes et renforce le conseil de surveillance du Protecteur, 403-408.

L'Assemblée de Mantes (8 novembre 1593-23 janvier 1594), la première du nouveau règne : le Roi ne lui concède que l'Édit de 1577, avec ses compléments de Nérac (1579) et de Fleix (1580), II, 100-101.

L'Assemblée de Sainte-Foy (juin 1594) rétablit et perfectionne par le Règlement de Sainte-Foy l'ancienne organisation du Parti, 103-105.

L'Assemblée de Saumur, ouverte le 22 février 1575, refuse de se contenter de l'Édit de 1577, II, 107-110.

Une assemblée provinciale à Fontenay-le-Comte, à la suite de l'odieux massacre de la Châtaigneraie (13 août 1595), 111. M. Vulson, délégué de l'Assemblée (ci-après) de Loudun, auprès du Roi, au siège de la Fère (mai 1596), 113, 114.

La Grande Assemblée qui va siéger en permanence dans diverses stations jusqu'à l'Édit de Nantes : 1^{re} session à Loudun (1^{er} avril-18 octobre 1596), délégué M. Vulson à la Fère, prononce le serment de conjuration du 20 juin ; MM. de Vic et de Calignon, commissaires royaux à l'Assemblée ; délégation envoyée à Rouen, où Henri IV a réuni les Notables, II, 117-124 ; — 2^e session à Vendôme (23 novembre 1596 au 7 février 1597), retour de la délégation de Rouen, mémoire de contre-propositions de l'Assemblée envoyé à Paris le 7 février, II, 124-127 ; — 3^e session à Saumur (5 mars-2 mai 1597) au moment de la perte d'Amiens, dont le Roi l'informe par M^r de Montglas, faisant appel à la concorde nationale ; l'Assemblée trouvant les concessions insuffisantes interrompt les pourparlers et suspend ses séances, II, 127-132 ; — dernière station à Châtellerault (16 juin 1597 au 11 juin 1598), les concessions de M. de Schomberg premier commissaire royal (juillet) ne sont pas toutes ratifiées par les autres commissaires arrivés ensuite, de Thou, Vic et Colignon ; délégation de l'Assemblée au Roi (septembre), qui, après la reprise d'Amiens (19 septembre) est moins disposé aux concessions ; il en fait cependant pour les places de sûreté ; nouvelle délégation en Cour (janvier 1598) ; une marque de fidèle partisan donnée par la Trémoille, qui refuse des avantages personnels offerts par le président de Thou et Schomberg ; le Roi approche en armes allant réduire les ligueurs de Bretagne et invite l'Assemblée à lui députer des plénipotentiaires munis de pleins pouvoirs ; il les entraîne à Nantes où est signé l'Édit (avril 1598) ; satisfaction de l'Assemblée, séparation le 11 juin, II, 132-137.

De petites assemblées réduites autorisées à subsister après la grande, pour surveiller l'exécution de l'Édit, à Châtellerault jusqu'au 25 octobre 1599, à Saumur du 24 novembre 1599 au 31 mai 1601 : leurs protestations contre les retranchements de l'Édit vérifié (au Parlement de Paris, le 25 février 1599), et contre certaines inexécutions, II, 144, 147, 310.

L'Assemblée de Sainte-Foy (16 au 29 octobre 1601) autorisée pour élire les premiers députés généraux en Cour, fixe le règlement de la Députation générale, et désigne MM. de Saint-Germain et Desbordes-Mercier, 310-311.

L'Assemblée de Châtellerault de 1605 (25 juillet-9 août) convoquée pour leur remplacement : Rosny, gouverneur du Poitou (depuis 1603), délégué du Roi à l'Assemblée, exige présentation de 6 candidats ; le Roi nomme (brevet du 7 août) MM. Ducros et La Noue (Odet de la Noue, le fils de *Bras-de-Fer*) et accorde (brevet du même jour) prorogation des places de sûreté pour 4 ans (qui ne commenceront à courir qu'en août 1608), II, 321 à 332.

L'Assemblée de Jargeau (1^{er} au 16 octobre 1608) propose 6 candidats à la Députation générale, ce que n'avait pas voulu faire le Synode de la Rochelle (en mars 1607) ; désignation de MM. de Villarnould (gendre de Duplessis), et Mirande ; réponses favorables aux cahiers de requêtes, II, 351.

L'Assemblée de Saumur de 1611, accordée pour le remplacement des Députés généraux en exercice, s'ouvre le 27 mai 1611, présidée par Duplessis. Élaboration d'un nouveau Règlement général par une commission spéciale (dont faisait partie d'Aubigné). L'Assemblée prétend élire directement les

deux Députés généraux ; la Régente résiste, l'assemblée se soumet, et présente 6 candidats (5 sept.) : MM. de Rouvray et de la Millaudière nommés ; prorogation des places de sûreté pour 5 ans à dater du 1^{er} janvier suivant, III, 3-14. — Écho des discussions de Saumur dans les assemblées provinciales qui suivent ; cahiers de remontrances concertées envoyés à Paris (19 janv. 1612), 14-15.

L'innovation des *Assemblées de cercle* d'après le Règlement de Saumur : la première convoquée à la Rochelle pour un conflit local (à Saint-d'Angely) entre Rohan et le gouvernement royal (20 nov. 1612-14 janv. 1613) ; Duplessis s'entremet, 26-27.

L'Assemblée de Grenoble (juillet 1615) pour le remplacement des Députés généraux, sollicitée par Condé de se joindre à lui dans sa révolte contre le gouvernement de Concini. Elle se transporte à Nîmes (oct.) et adhère au mouvement. Transférée ensuite à la Rochelle (1^{er} mars 1616) elle envoie des représentants au Congrès de Loudun (21 févr.-3 mai 1616), et obtient élection directe pour cette fois des Députés généraux ainsi que prorogation des places de sûreté pour 6 ans, III, 33 et sq.

Nouvelle Assemblée de cercle à la Rochelle (nov. 1616), la ville étant en conflit avec d'Épernon, gouverneur de la province, 40 et 42.

Assemblée de cercle à Orthez pour appuyer la résistance des États de Béarn à l'arrêt de restitution du 25 juin 1617, qui rétablit le catholicisme en Béarn dans tous ses droits et biens. L'Assemblée se transforme en générale (1618), puis se transporte à la Rochelle (début de 1619), 53-54. — Elle se sépare le 22 avril, sans avoir cherché à pro-

fiter de la querelle de Louis XIII avec sa mère, 63.

L'Assemblée de Loudun (25 sept. 1619-18 avril 1620) fait les mêmes difficultés que celle de Saumur de 1611 pour la présentation de 6 candidats à la Députation générale ; doit s'incliner, obtient nouvelle concession des places de sûreté pour 5 ans à dater du 1^{er} janvier 1620, III, 69-70.

Lettre de d'Aubigné à l'Assemblée de Loudun (9 mars 1620) au sujet de la condamnation de son *Histoire universelle*, 71.

Après le coup de force de Louis XIII en Béarn, la Rochelle convoque une Assemblée générale, malgré l'interdiction du Roi. Elle s'ouvre le 25 décembre 1620, fait présenter au Roi en mars 1621 par les Députés généraux des cahiers de requêtes, qu'il considère comme factieux ; vote un nouveau Règlement des milices et des finances, qui crée une République fédérative sur le modèle des Provinces-Unies, III, 92-93 ; elle cherche des secours à l'étranger et envoie le sieur d'Avias à d'Aubigné, à Genève, 101-104 ; autorise, mais gêne les négociations de Rohan avec Lesdiguières en vue de la paix (entrevue de Laval-Notre-Dame, près d'Alais, 25 mars 1622), 109 ; non consultée par La Force qui rend ses places au Roi, 118 ; en querelle avec le corps de ville de la Rochelle, 120 ; se résigne à la paix de Montpellier (oct. 1622), qui rétablit l'Édit de Nantes, mais ne rend pas les places perdues, et prescrit la démolition des fortifications dans les autres ; l'Assemblée se sépare le 13 novembre, III, 121.

ATRIE (Anna d'Acquaviva, demoiselle d'), comtesse de Châteauvillain, fille d'honneur de la Reine-mère, I, 199, 234.

AUBERT (Pierre), imprimeur-libraire de d'Au-

bigné à Genève, III, 156, 163-164, 175-176.
AUBERVILLIERS (Seine, arrondissement de Saint-Denis), II, 52, n° 3.

AUBIN D'ABEVILLE, juge d'Archiac, curateur d'A. d'Aubigné, I, 4, 24, 26, 31, 63, 67.

AUBIGNÉ (Jean d'), le père d'Agrippa, I, chap. I, § 1, p. 1-31, 32, 33, 34, 35, 36, 50, 52, 53, 55, 56 et 57 (bataille de Dreux), 58-59 (siège d'Orléans), 61-63 (la paix et sa mort).

AUBIGNÉ (Jeanne d'), tante d'Agrippa, I, 24, 25, 26.

AUBIGNÉ (Théodore-Agrippa) : sa naissance et sa famille, I, 1-31 (chap. I, § 1) ; la scène d'Amboise, 34 ; il est mis en pension chez Béroald à Paris, 34-36, 40, 43 ; l'exode à Orléans, où il retrouve son père, 47-53, 57-59 ; la mort du père, 62-63 ; — d'Aubigné orphelin, son curateur l'envoie à Genève dans la famille Sarrasin, 63-66 ; — la fuite à Lyon et le retour en Saintonge, 66-67, où il est témoin des combats de la seconde guerre, 71-72 ; — il s'échappe de chez son curateur au début de la 3^e guerre, et s'engage dans la compagnie d'Asnières, 75-76 ; le baptême du feu, à Angoulême, à Pons, aux escarmouches de Jazeneuil, 77-79 ; il assiste à la bataille de Jarnac (13 mars 1569) et à la mort du 1^{er} Prince de Condé, 81-82 ; il va se battre en Fronsadois, et manque la bataille de Moncontour, 84 ; il devient enseigne de la compagnie d'Asnières et se signale à la défense d'Archiac, au siège de Cognac, de Pons, de Saintes, 88-90 ; — son roman d'amour avec Diane de Talcy, la 1^{re} phase, avant la Saint-Barthélemy, 91-110 (chap. III, § 1) ; — il recrute des soldats pour la guerre de Flandre, 110-113 ; — témoin du mariage de Navarre à Paris (18 août 1572), 114-115 ; — échappe à la Saint-Barthélemy, 110-116 ; ce qu'il en rapporte, sa version des arque-

busades de Charles IX, 116-119; les preuves qu'il donne de la préméditation, 119-121; — la seconde phase du roman d'amour, après la Saint-Barthélemy, 127 et sq. (chap. III, § 3); — il devient écuyer du Roi de Navarre, 139-140; — témoin des fêtes données aux ambassadeurs polonais à Paris (août-septembre 1573), son projet de ballet de *Circé* écarté pour la dépense, 142-143; — introduit Guîtres près de son maître pour ménager son évasion, l'alerte de Saint-Germain (mars 1574), 149-150; — il est envoyé à la guerre de Normandie contre Montgomery, mais s'efforce de sauver le Comte, 151-156; — revenu à Paris, il voit la mort de Charles IX et l'exécution de Montgomery en place de Grève (26 juin 1574), 157-160; — il accompagne la Cour dans le Midi au-devant d'Henri III revenant de Pologne, 162; les détails qu'il donne sur le séjour à Lyon, 162-163, sur celui d'Avignon et sur la mort du cardinal de Lorraine (20 décembre 1574), 166-168; prend part au siège et à l'assaut de Livron en décembre, 168-169; une rencontre avec un capitaine suisse qui revenait « de la bataille de M. de Montbrun », 170-171; — le retour à Paris, la Reine-mère demande s'il a fait ses Pâques, 171; la vie de Cour, un tournoi auquel assiste Diane de Talcy, les galanteries de d'Aubigné, 173-178; — il accompagne le duc de Guise à Dormans, 179-181; — ses querelles avec Fervaques et la réconciliation au moment où se préparait l'évasion du Roi de Navarre, 182-183; — l'évasion (début de février 1576) et la part qu'y prend d'Aubigné, 186-191; — il mène une troupe escarmoucher contre l'armée royale dans l'Orléanais, 192-193; — nouvelles querelles avec Fervaques après la paix de Beaulieu (mai 1576), 197; — une mission

dans les provinces du Nord, 198; retour par Blois au moment des Etats généraux, 198; il compose la harangue qu'y prononce le baron de Mirambeau, 198-200; — entreprise sur Niort, siège de Marmande, et surprise manquée de Saint-Macaire (janvier 1577), 201-202; — une mission en Languedoc pour découvrir « le secret » de Damville, qui négociait avec la Cour et se préparait à lâcher les Huguenots, 206-211; — querelle avec Lavardin, colonel général de l'infanterie protestante, 212-213; — le furieux combat de Castel-Jaloux, 213-214; l'affaire de Castelnau de Mesme et des vingt-deux soldats de Dax, 214-217; — son dépit de la paix de Bergerac (septembre 1577) et la brouille avec le Roi de Navarre, 217-220; — la première rencontre de Suzanne de Lezay, 220-221; — deux années de retraite aux Landes-Guineemer, où il compose la première ébauche des *Tragiques*, 222 et sq.; — une apparition à Nérac pendant les conférences des Protestants avec la Reine-mère, 226-228; les erreurs et l'injustice du compte rendu qu'il en fait, 234-236; de même pour le duel de Turenne avec le baron de Rosan, 237; — l'affaire de Limoges, et le danger qu'il y court amènent sa réconciliation avec son maître, 239-243; — les explications romanesques qu'il donne de la guerre de 1580, dite des Amoureux, 243-245; — ce qu'il dit de l'Assemblée de Montauban (juillet 1579), qui refusa la restitution des places de sûreté supplémentaires, 249; — la prise de Monttaigu (avril 1580) par d'Aubigné et la Boulaye, et les exploits de la garnison dans le pays environnant, 253-261; — l'entreprise manquée de d'Aubigné sur Blaye, 261-262; — il va à Nérac donner une leçon aux poltrons (septembre), 262-263; — le siège de

Montaigu par le Comte du Lude, gouverneur du Poitou et la mort du cadet de d'Aubigné, 265-270; — d'Aubigné à Cadillac après la paix de Fleix, la visite du cabinet de François de Candale, la restitution et le démantèlement de Montaigu, 273-276; — d'Aubigné à Libourne après la reddition de Montaigu; « le chat portugais » que la Reine Marguerite lui jette entre les jambes, l'entrevue qu'il ménage à son maître avec le comte de Vimioso, connétable du Roi nominal de Portugal, Dom Antonio, 276-280; — au début de 1580 il accompagne la Cour de Navarre au-devant de la Reine-mère qui vient chercher sa fille; le séjour à Saint-Maixent et la « frizarde » de Mme de Duras, dame d'honneur de Marguerite, 286-289; — il obtient la main de Suzanne de Lezay, le contrat de mariage (6 juin 1583), 291-296; — les menaces de d'Aubigné à Ségur qui voulait décider le Roi de Navarre à aller rejoindre sa femme à Paris, 301-304; — propos hardis sur la comtesse de Guiche, 304-305; — d'Aubigné chargé d'aller demander raison à Henri III de l'affront fait à la Reine Marguerite à son départ de Paris (août 1583), 307-308; — prend part à la conférence de Guitres (fin mai 1585) pour aviser aux mesures de défense contre la Ligue, le discours qu'il prononce, un curieux conflit d'attribution avec les *Mémoires* de La Force, 318-330; — il s'impatiente de la temporisation du Roi de Navarre, 331-332; — il combat un sinistre projet contre la Reine Marguerite, 333; — d'Aubigné à l'armée du Prince de Condé, la chaude affaire de Saint-Mandé, le début du siège de Brouage, la malheureuse entreprise d'Angers (octobre 1585), 334-343; — le retour à Mursay, où il passe l'hiver, 344; — il est prié de « relever

l'enseigne d'Israël » dans l'Ouest, il ranime la guerre et se fait « roi d'Oléron », 349-354; — le Roi de Navarre vient le visiter dans son île, picoteries, 354-355; — d'Aubigné prisonnier de Saint-Luc à Brouage pendant trois mois, 356-361; — brouillé avec le Roi de Navarre, il se retire à Mursay et étudie les théologiens catholiques, 361-363; — une entrevue avec Joyeuse, commandant de l'armée royale, 370; la poursuite de l'armée de Joyeuse en retraite vers la Loire, 371-372, d'Aubigné arrêté par la maladie, 372; — il accourt à la bataille de Coutras (20 octobre 1587), son récit de la bataille, et son opinion sur le mauvais usage de la victoire, 373 et sq.; — une furieuse escarmouche devant Nérac (février 1588), 387-388; la perte et la reprise de Marans, 388-389; — le Grand Dessein d'A. d'Aubigné et le siège de Beauvoir-sur-Mer (octobre), 392-400; — le Roi de Navarre le consulte sur la promesse de mariage qu'il a faite à la comtesse de Guiche, 400-403; — d'Aubigné à la Rochelle pendant l'Assemblée qui s'ouvre le 14 novembre 1588, la relation partielle et incomplète qu'il en fait, 403-407; — l'entreprise sur Niort, et la nouvelle de l'assassinat du duc de Guise, que d'Aubigné réprouve, 408-411; — la prise de Niort (28 décembre 1588) et de Maillezais (1^{er} janvier 1589), dont d'Aubigné demeure gouverneur, II, 1-3, il sauve l'armée de Châtillon, qui n'a pu délivrer la Garnache, et retrouve son maître malade au château de La Mothe-Frelon, 3-4; il achève l'hiver à Maillezais, 5; — il blâme la réconciliation des deux rois à Tours en avril, 7-8; — l'épisode du juge de Moncontour, 10; — il arrive avec les renforts protestants au milieu du combat de Tours (attaque du faubourg

Saint-Symphorien par Mayenne (8 mai), 9, 43-44; il suit l'armée des deux rois de la Loire jusqu'à Paris, 16-19; — les préparatifs de l'attaque de Paris, un exploit d'Agrippa d'Aubigné, le combat singulier du Pré-aux-Clercs, 4^{or} août 1589 (peu avant l'assassinat d'Henri III), 49-22; — cet exploit rapporté au Roi blessé, 25; — un conseil tenu dans la nuit à Meudon, au quartier du Roi de Navarre, 28; — l'oraison funèbre d'Henri III dans l'*Histoire universelle*, 29; — d'Aubigné accompagne son maître à Saint-Cloud, le 2 août au matin, les manifestations d'hostilité de certains seigneurs catholiques contre le Roi huguenot, l'entretien « de la Garde-Robe » où d'Aubigné le reconforte, 30-33; — la démarche des seigneurs catholiques auprès d'Henri IV, et la déclaration du 4 août; la déception de d'Aubigné, 33-36; — le Roi lui confie pendant quelque temps la garde du roi de la Ligue à Maillezais (6 septembre-15 octobre) et il ne le rejoint à Dieppe en octobre qu'après les combats d'Arques, 37-47; il était peut-être présent à Ivry (14 mars 1590), 48-50; — d'Aubigné au siège de Paris, à partir de juillet (1590), les détails qu'il rapporte sur ce siège et les misères des Parisiens, 51-56; — il accompagne le Roi et Biron, à la reconnaissance de Laguy attaqué par le duc de Parme, 57-58; — va faire la petite guerre en Bas-Poitou avec La Boulaye, 59-60; — en décembre 1590 il est auprès du Roi, à Saint-Denis, 60-61; — il assiste au siège de Rouen, aux affaires de Folleville (29 janvier 1592) et d'Aumale (3 février), à la tête de l'armée de Parme; il ne repart qu'après la levée du siège (20 avril 1592), 63-72; — il retourne faire la petite guerre en Poitou, la prise de Montreuil-Bonnin

(juillet 1592), deux entreprises déjouées contre Maillezais, 73-74; — va trouver le Roi au siège de Dreux, en juin 1593, pour l'empêcher d'abjurer, 74 et sq.; — le retour au siège de Poitiers, 86-89; — son opinion sur le misérable état des affaires du Parti à ce moment, 93-94; son rôle au synode de Saint-Maixent (28 avril 1593), un programme de redressement, 95-98; — la controverse théologique de Mantes au moment de l'Assemblée de Mantes (8 novembre 1593-23 janvier 1594), et les accusations de d'Aubigné contre certains pasteurs prévaricateurs, 100-101; — il prend part à l'Assemblée de Sainte-Foy (juin 1594) qui établit le Règlement de Sainte-Foy, 103-105; — son sentiment sur l'attentat de Châtel, 106; — il approuve les résolutions de l'Assemblée de Saumur (février 1595), 108-109; — sa relation du massacre de la Châtaigneraie (13 août), 110; — il va trouver le Roi au siège de la Fère (novembre 1595-mai 1596), son mot sur l'attentat de Châtel, le Roi lui demande une consultation théologique, 112-116; — sa participation aux Assemblées de l'Édit de Nantes (chap. x, § 2), la réunion des gouverneurs de places à Thouars (15 juin), le serment de conjuration du 20 juin à l'Assemblée de Loudun, 119-120; prétend qu'Henri IV s'était engagé à faire passer la paix des Huguenots après toutes les autres, 121-122; avoue qu'ils détenaient plus de 200 places, 123; — ne vient à l'Assemblée de Vendôme que pour la fin de la session; chargé d'une mission délicate auprès des commissaires royaux, 124-127; — n'assiste pas à la session suivante de Saumur, 127; révèle un projet fou que les déceptions de cette assemblée auraient inspiré à quelques-uns, 131-132; — joue un rôle important à

la dernière session, celle de Châtellerault, 130; fait partie de la commission qui discute avec le commissaire royal Schomberg, 133-134; altercation avec Le Fresne-Canaye, 134-135; d'Aubigné défend ses coreligionnaires pour leur abstention au siège d'Amiens, 137-140; rapporte « une marque de fidèle partisan » donnée par La Trémoille, qui refusa les présents d'Artaxerxès, 142-144; prétend que les choses concédées par le Roi furent diminuées au dernier moment, à la signature de l'Édit, 145; la façon dont il le juge, *ibidem*, l'explication de son sentiment et de son injustice, 148-149; — le foyer d'Agrippa d'Aubigné (chap. xi, § 1); son bonheur domestique, 150-157; le coup terrible de la mort de sa femme et les plaintes qu'il lui a arrachées dans ses adaptations du psaume 88, 157-161; l'éducation de ses enfants, *l'Abrégé de logique, la Lettre à ses filles sur les femmes doctes de ce siècle, l'Hercule Chrestien*, 161-168; — le cabinet de travail, l'élaboration de *l'Histoire universelle* (chap. xi, § 2), 168 et sq.; — les étapes de la composition des *Tragiques* et la matière des sept chants (§ 3), 181 et sq.; — la question du *Sancy* (§ 4), les actualités diverses qui s'y superposent ou s'y amalgament, 245 et sq.; — séjour de d'Aubigné à Paris au début de 1600, il est témoin de la visite du Duc de Savoie à la Cour de France, 209 et sq.; — il revient à Paris quinze jours après la Conférence de Fontainebleau (4 mai 1600) et prend une revanche protestante sur du Perron, 274-276, 280-287; — la *Lettre à Madame sur la Douceur des afflictions*, 291-295; la reconnaissance de Madame, d'Aubigné la rencontre à Paris en 1601, 295-301; — il fait repousser, dans un conseil secret réuni par Bouillon (février 1601), les proposi-

tions de Biron, 305-309; il approuve l'Assemblée de Châtellerault (de 1605), qui refusa de soutenir Bouillon, accusé de complicité avec Biron, 314; — il a une explication avec le Roi sur son rôle aux assemblées et sa fidélité à La Trémoille, peu après la mort de celui-ci, 315-320; — il assiste à l'Assemblée de Châtellerault de 1605, prend une part importante à ses travaux et y fait de l'opposition à Rosny (Sully), gouverneur du Poitou, délégué du Roi, 322-332; — son voyage à Paris à la fin de 1607, 332-334, le conciliabule chez le pasteur du Moulin, à Charenton, sur la question à l'ordre du jour, du rapprochement des deux Religions, 339; l'entrevue de d'Aubigné avec du Perron, 340-341; la colère du Roi contre lui, 341-342; un passage du Journal de Daniel Chamier sur ces incidents, et qui concerne d'Aubigné, 343-345; d'Aubigné défend *l'Histoire* de de Thou dans le cabinet du Roi, 347-348, il rentre en Poitou, 349-350; — revient à Paris en 1610, 354-355; discute théologie avec le P. Cotton, 355-356; reçoit les confidences du Roi sur son *Grand Dessein*, 356-359; — la nouvelle de la mort du Roi, 359; le rappel du mot sur l'attentat de Châtel, 360, et de l'avertissement du juge de Moncontour, 360-361; l'Appendice à *l'Histoire universelle* ajouté après la mort d'Henri IV, 362-364; — d'Aubigné fait partie de la délégation des assemblées provinciales qui va faire acte d'hommage à Marie de Médicis, M. de Villeroy lui reproche la fierté de son attitude, III, 2-3; la Régente essaye de le gagner, 3-4; — il est député par le Poitou à l'Assemblée de Saumur (de 1611), 4; il est de la délégation qui va réclamer aux commissaires royaux l'Édit primitif, sans les retranchements de l'Édit vérifié, 6; il repousse des

avantages personnels que lui offre un des commissaires, 8; il est nommé du comité de rédaction d'un Règlement général, 9; il se fâche avec M. de Bouillon qui a fait le jeu de la Cour, 12-13; il demande à l'Assemblée de lui rembourser les frais qu'il vient de faire pour réparer les murailles de Maillezais, 13-14; — il paraît à l'Assemblée synodale de Thouars qui suit, mais s'en va dégoûté de ce qu'il y voit, 14; — il écrit *le Caducée ou l'ange de la Paix* contre Bouillon et les opportunistes de Saumur, 16-26; — il acquiert le Dognon et y bâtit un fort, 27-28; — il marie ses filles, 29-30; — il voit le jeune Louis XIII venir dans le Poitou, 31-32; — il prend part à la seconde révolte du Prince de Condé (1615) et se réconcilie à cette occasion avec Bouillon, 34-35; — il assiste au Congrès de Loudun (1616) mais le quitte écœuré, 36-38; — se plaint à Rohan d'avoir été sacrifié, 39; il applaudit à l'arrestation de Condé à Paris (13 septembre 1616), 39-40; — il soutient les Rochellois dans leur querelle avec d'Épernon, 41-42; — il écrit à cette occasion les deux premiers livres du *Faeneste* (1617), 43-48, le problème bibliographique soulevé par leur publication, 48; le 3^e livre rédigé un peu plus tard, les attaques contre le régime de Concini, 49-52; — une réponse peu encourageante (au sujet de ses pensions) rapportée de Paris par M. de Villette, à qui il avait confié une lettre pour le Roi en février 1617, 46, 52; — une marque d'ingratitude des Rochellois qui demandent le rasement de ses deux forteresses, 54-55; — il en négocie (sans résultat) la cession (en 1618) avec M. de Pontchartrain, secrétaire d'État, 55-58; — les tristesses que lui cause son fils Constant, 58-63; — d'Épernon lui offre un

prix énorme de ses places, 63; il les cède à Rohan (avril-mai 1619) et reste quelques mois encore à Maillezais, comme lieutenant de Rohan, 63-68; attentats de Constant contre les places cédées, son emprisonnement à la Rochelle, 68-69; — les circonstances de la publication des *Tragiques* et de l'*Histoire universelle*, le lieu d'impression de l'*Histoire*, les dates d'apparition des trois tomes, le refus du privilège et la condamnation des deux premiers volumes à Paris, le 2 janvier 1620, 71-85; — d'Aubigné assiste sans espoir Rohan dans le soulèvement des Grands contre Luynes (en 1620), il est obligé de s'enfuir à Genève, 86-88; — les honneurs qui lui sont rendus, 89-90; — il voudrait venir défendre Maillezais pendant la guerre de 1621, provoquée par le coup de force de Louis XIII en Béarn, 93-95; il écrit, au moment du siège de Montauban, deux lettres-pamphlets contre Luynes, la *Lettre au Roy Louis XIII par trois gentilshommes vieillis au service du Roy Henri le Grand*, et la *Lettre A Messeigneurs les Princes et Grands du Royaume*, 96-100; — l'Assemblée de la Rochelle envoie un messenger à d'Aubigné et des commissions pour négocier en son nom des secours étrangers, 101-102; — les pourparlers de d'Aubigné avec les deux ducs de Weimar et avec le comte Mansfeld, 102-103; — il essaye de justifier la conduite de son gendre d'Ade au siège de Montauban, 104-106; — il donne des nouvelles de Paris à deux Bernois, 108; — il compose pendant l'hiver 1621-22 deux opuscules politiques, le *Traité sur les Guerres civiles* et le *Traité sur les Devoirs mutuels des Roys et des subjects*, l'étrange histoire de Gaspard Baronius, 110-116; — il accuse les « sollicitateurs de la guerre » à la Cour, 117; — son amertume

sur l'abjuration de Lesdiguières (juillet 1622), 118-120; — les alarmes de Genève du côté de la Savoie, et le plan tracé par d'Aubigné pour le renforcement des fortifications, 122-127; — appelé en consultation militaire par Berne, il y fait deux voyages en novembre 1621 et au printemps de 1622, 122-132; il pousse jusqu'à Bâle pour le même objet, 132-133; — les difficultés que cherche à lui créer avec la Seigneurie de Genève l'ambassadeur de France en Suisse, Robert Miron, 133-134; — il a l'idée d'aller saluer le Roi à Lyon lors de l'entrevue avec le Duc de Savoie (décembre 1622), 135; — il est en pourparlers avec Venise qui désirerait l'avoir à son service comme général, et recruter, par son intermédiaire, des soldats protestants en France, 136-138; — Louis XIII s'oppose à l'emploi de d'Aubigné par Venise, 139-140; — une démarche officielle auprès de la Seigneurie contre lui, 140-141; — les justifications de d'Aubigné dans une lettre au secrétaire d'État Loménie, 141-142; ses services sont enfin sur le point d'être utilisés lors de l'expédition franco-piémontaise (de 1625), 142-143; — le second mariage d'Agrippa d'Aubigné avec Renée Burlamachi, la douceur de son nouveau foyer, 144-147; — le retour du fils prodigue, Constant vient à Genève solliciter son pardon, 147-148; d'Aubigné voudrait l'envoyer servir dans l'armée du Roi de Danemark, 149; recule devant la dépense pour lui permettre de lever une compagnie à cheval au compte de Venise, 149-150; — juge sévèrement la rébellion de Soubise en 1625, et l'appelle « un pyrate de bonne maison », 150-151; — perd sa fille Marie (été 1625), 151-152; — ses excellentes relations avec les Villette, 152-153; — l'édition s. l. n. d. des

Tragiques, 153-155; — la seconde édition de l'*Histoire universelle*, malgré le retrait du privilège d'abord accordé par la Seigneurie, 155-160; — un projet de continuation de l'*Histoire universelle*, 160-161; — la rédaction des *Mémoires*, le poème de *la Création*, 161; le recueil des *Petites Œuvres mêlées*, sa constitution, et le problème de bibliographie qu'il soulève, 162-166; — ses *Épigrammes latines*, 166-167; — la dernière révolte des Protestants de France et la dernière trahison de Constant, 167-174; — d'Aubigné prend un intérêt passionné à l'action de Louis XIII en Italie pour l'affaire de la succession de Mantoue, 172-173; il repousse des propositions du Duc de Savoie contre la France, 173; — les espoirs que lui donne la politique extérieure française, et qui le consolent un peu des malheurs du Parti, 174; — la bourrasque du 4^e livre du *Faeneste*, 175-176, la dernière maladie de d'Aubigné, sa mort et ses honneurs funèbres, 175-182.

AUBIGNÉ (N. d'), le cadet d'Agrippa, son demi-frère, né du second mariage de Jean d'Aubigné avec Anne de Limur, I, 267-268.

AUBIGNÉ (Constant d'), fils aîné d'Agrippa : faisait des vers, I, 96-97; son exquise éducation II, 161 et sq., 163; son premier mariage à la Rochelle avec Anne Marchant, veuve du baron de Chastelaillon (contrat du 3 septembre 1608), 350; — les tristesses que Constant cause à son père : ses désordres à Paris après la paix de Loudun (mai 1616), renie sa religion; d'Aubigné lui donne la lieutenance à Maillezais, est obligé de la lui retirer; Constant tue sa femme (6 février 1619), III, 53-63; — cherche à surprendre les places de son père cédées à Rohan, en 1619, fait prisonnier par son beau-frère d'Ade (6 septembre), incarcéré à la Rochelle et à Angers, sort de

prison en juillet 1620, III, 68 et n° 4, 69) ; — d'Aubigné tenu au courant de ses faits et gestes par les Villette, revoit son fils en 1624, qui vient solliciter son pardon à Genève, voudrait qu'il s'engageât dans l'armée du Roi de Danemark ; Constant renâcle, projette de lever une compagnie à cheval pour Venise, ne peut s'entendre avec son père à ce sujet, III, 147-150 ; — la dernière trahison de Constant : sa mission (protestante) en Angleterre en 1627 ; aurait tout révélé au Roi à son retour ; emprisonné à Bordeaux, où il restera jusqu'à la mort de Richelieu, III, 167-171.

AUBIGNÉ [Marie d'), la fille aînée d'Agrippa, voir d'Ade.

AUBIGNÉ (Louise d'), la fille cadette d'Agrippa, voir Villette.

AUBIGNÉ (Nathan d') dit M. de la Fosse, fils naturel d'Agrippa d'Aubigné et de Jaquette Chaier, né en 1600 ou 1601 en Gâtinais, III, 89, 132, 144, 163.

AUBIGNÉ (Charles d'), le comte d'Aubigné, neveu de Mme de Maintenon, I, 6, 12, 13, 23.

AUBIGNÉ DE TIGNY (l'abbé d'), cousin de Mme de Maintenon, I, 8, 9, 10, 11.

AUDIAT (L.), la polémique entre lui et le pasteur Coquerel à propos de l'emprisonnement de Bernard Palissy à la Bastille, II, 208, 209.

AUJORRANT, syndic de Genève, hostile à d'Aubigné, III, 156.

AUMALE (Seine-Inférieure, arrondissement de Neufchâtel), II, 66-68.

AUMALE (Claude II de Lorraine, duc d'), frère de François de Guise, I, 121.

AUMALE (le chevalier d'), Claude de Lorraine, fils du précédent, II, 14.

AUMONT (le maréchal d'), Jean d'Aumont,

comte de Châteauroux, † 1595, II, 15 n° 1, 106 n° 2.

AUNEAU (Eure-et-Loire), où Guise surprend pour la seconde fois les reîtres allemands, le 24 novembre 1587, I, 384.

AUTHION (l'), affluent de la Loire, I, 339, 340.

AUTIZE (l'), rivière dont les deux bras entourent, avec la Sèvre niortaise, l'île de Maillezais, II, 3.

AVIAS (le s^r d'), député de l'Assemblée de la Rochelle, qui vient trouver secrètement d'Aubigné à Genève en 1621, III, 101-102 et n° 2.

AVIGNON (Vaucluse), I, 165-169.

B

BACOU (N.), capitaine aventurier du pays castrais, I, 229.

BALE (Suisse), où d'Aubigné est appelé comme ingénieur-conseil, III, 132-133.

BALLU (Camille), défenseur de la noblesse des d'Aubigné-Maintenon, I, 16, 17, 18 et n° 3, 4 et n° 2, 20, 25, 27, 28, 29.

BAR (Henri de Lorraine, marquis de Pont, duc de), fils aîné du Duc de Lorraine, Charles III, et époux de Catherine de Bourbon, II, 239 et sq.

BARBIN contrôleur des finances après la paix de Loudun (de mai 1616), III 46, 43.

BARONIUS (Gaspard), le neveu du cardinal César Baronius, échappé de la Cour pontificale avec des mémoires secrets de la Propagande, II, 211, 300-301 ; III, 113, 122.

BARRICADES (les), journées d'émeute à Paris, (12-13 mai 1588), I, 389-390 ; II, 207-210, 222 (*Tragiques*, Fers).

BATZ (Maud de), gouverneur d'Eauze (Gers), ami du roi de Navarre, son « faucheur », I, 348 et n° 2.

BAYONNE (Basses-Pyrénées), l'humanité du Vicomte d'Orthe à Bayonne pendant la Saint-Barthélemy, I, 245-247, II, 220 (*Tragiques*, Fers) ; l'entrevue de Bayonne (14 juin-2 juillet 1565), II, 228.

BÉARN : la situation du catholicisme en Béarn, l'arrêt de restitution (25 juin 1617) qui le rétablit dans tous ses droits et biens, la résistance des États appuyée par les Protestants de France (Assemblée de cercle d'Orthez, transformée en générale, 1618, et transférée à la Rochelle au début de 1619), III, 53-54 ; — Louis XIII refuse de discuter avec l'Assemblée de Loudun (25 septembre 1619-18 juillet 1620) la question de Béarn, 70 ; — après sa victoire sur les rebelles aux Ponts-de-Cé, il décide de descendre en Béarn, 87 ; — il entre à Pau (15 octobre 1620), restaure le catholicisme, et prononce la réunion du Béarn et de la Navarre à la Couronne, 91 ; — l'importance, au point de vue protestant, du Béarn (et de la Navarre) comme barrières contre le catholicisme espagnol, 113 ; — le coup de force contre les églises de Béarn aurait été prévu dans les mémoires de Gaspard Baronius, apportés aux Protestants à Paris en 1601, III, 114 ; — la thèse adverse : affaire locale, non machination romaine, 115.

BEAUCHAMPS (M. de), porteur de dépêches du Roi de Navarre, II, 79.

BEAUCHET-FILLEAU, et le Dictionnaire des familles nobles du Poitou, I, 5, 13, 14, 23.

BEAUFORT (Maine-et-Loire), I, 338-339, 340-341.

BEAUFORT (Claude-Gabriel ^{s^{er}} de), III, 103.

BEAUNE-SEMBLANÇAY (Renaud II), archevêque de Bourges, II, 79.

BEAUREGARD (peut-être Jean de Montberon, ^{s^{er}} de), capitaine dauphinois, I, 311.

BEAUVAIS (Oise), II, 106 n° 2.

BEAUVAIS-SUR-MATHA (Charente-Inférieure, n. e. de Thors), I, 350.

BEAUVOIR-LA-NOCLE (Jean de La Fin, ^{s^{er}} de), gentilhomme protestant, frère de La Fin (voyez La Fin), I, 116, 150.

BEAUVOIR-SUR-MER (Vendée), le siège de Beauvoir (4 au 21 octobre 1538) substitué au Grand Dessein d'Agrippa d'Aubigné, I, 392-400.

BÉDIER (Joseph), le texte des *Tragiques*, III, 154.

BELLARMIN (Robert), cardinal jésuite et grand théologien, I, 362 ; II, 54 et n° 3, 55, 348.

BELLEGARDE (Roger de Saint-Lary, maréchal de), † 1579, I, 168, 207, 209, 210.

BELLEGARDE (César de Saint-Lary, ^{s^{er}} de), le fils du Maréchal, I, 377.

BELLECARDE (Roger de Saint-Lary, duc de), le neveu du Maréchal, dit Monsieur le Grand (grand écuyer de France), II, 92, 275.

BELLIÈRE (Pomponne de), 1529 † 1607, surintendant des finances (1573), puis chancelier (1599) : assiste Monsieur (François de Valois) dans la négociation et l'exécution de la paix de Fleix, I, 230 ; — avertit la Reine-mère de l'irritation du ménage de Navarre contre Biron, gouverneur de Guyenne, 283 ; — mention anticipée de sa mission à Mont-de-Marsan, les propos que d'Aubigné lui aurait tenus alors sur la comtesse de Guiche, 303-304 ; — son intervention dans la querelle entre Henri III et le roi de Navarre, après le renvoi de Marguerite (août 1583), son ambassade à Mont-de-Marsan (25 novembre-7 décembre 1583 et milieu de janvier 1584), 308-309 ; — son rôle auprès de l'Assemblée de Montauban (15 août-15 septembre 1584), qui demande la prorogation de la remise des places de sûreté, 311-312 ; — informe Catherine de Médicis, qui négocie à Eprenay avec

les chefs de la Ligue (avril-juin 1585) que Marguerite a quitté son mari, et fait la petite guerre à Agen, 334 n° 1 ; — règle, comme chancelier, avec du Perron, tous les détails de la fameuse Conférence théologique de Fontainebleau (du 4 mai 1600), II, 277.

BELLE-ILE-EN-MER (Morbihan), II, 45.

BÉRAUD OU BÉRAULT (Michel), ministre de Montauban qui joua un rôle important dans les assemblées et les synodes protestants, II, 101.

BERGER DE XIVREY, l'éditeur des *Lettres-Missives* d'Henri IV, II, 39.

BERGERAC (Dordogne) : le traité de Bergerac après la 6^e guerre (1577), I, 205, 206, 217-219 ; — la contre-ligue de Bergerac (novembre 1585), I, 332 ; — une des villes qui se rendent à l'armée royale pendant la guerre de 1621, III, 96.

BÉRINGHEN (M. de), ingénieur du Roi, II, 114.

BERNE (Suisse), où d'Aubigné est appelé comme conseiller militaire, III, 127-132.

BÉROALD (Mathieu), précepteur de d'Aubigné, I, 34-36, 40, 43, 47-51, 57, 63-64.

BERVEVILLE (M. de), représentant de la Rochelle au Congrès de Loudun (21 février-3 mai 1616), III, 36.

BERTICHÈRES (M. de), de la maison de Chaumont, un des prosélytes de du Perron, II, 281 et 286.

BESLY (Jean), avocat du Roi à Fontenay-le-Comte, humaniste, ami de d'Aubigné, III, 83 et n° 3.

BÉTHUNE (Maximilien de), le fils aîné de Sully, marié à Françoise de Créqui, la fille du Maréchal, III, 124.

BÈZE (Théodore de), I, 37-38, 56, 64-65, 286-287 ; II, 175-176, 289 et 291.

BÉZIERS (Hérault), III, 118.

BIRON (Armand de Gontaut, baron de), 1524 † 1592, le 1^{er} maréchal de Biron (en 1577) : son

mot sur Coligny pendant les négociations de la paix « mal assise », I, 87 ; — commande la seconde ligue de l'armée catholique à Dormans, 181 ; — conduit au Roi de Navarre, à Agen, une députation des États généraux de 1576, I, 202-203 ; — signe avec le Roi de Navarre, le 26 mars 1577, une trêve de quinze jours, non renouvelée, 204 ; — occupe Agen, après la paix de 1577, dès que le Roi de Navarre en sort, la discorde règne entre eux, l'un, le Roi, étant gouverneur nominal de Guyenne, l'autre, le Maréchal, en étant le gouverneur effectif, 208 ; — il est, d'après Marguerite, par son conflit permanent avec le Roi de Navarre, la vraie cause de la guerre de 1580, dite des Amoureux, 248 ; — vient, pendant cette guerre, faire l'escarmouche devant Nérac, qui offense fort Marguerite, 262-265 ; — il a nettement le dessus en Guyenne, 272 ; — il s'est rendu également insupportable au Roi et à la Reine de Navarre, remplacé par Malignon comme gouverneur de Guyenne, le 26 novembre 1581, anniversaire de la paix de Fleix, 283 ; — vient au secours d'Angers, attaqué par Condé (octobre 1585), 340 ; — vient mettre le siège devant Marans le 10 juillet 1586, mais la ville défendue victorieusement par le Roi de Navarre, convention du 5 août 1586, I, 355-356 ; — rallie les régiments suisses à Henri IV, lors de son avènement, II, 33 ; — le décide, contrairement à l'avis de la Noue et de Turenne à lever le siège de Paris (fin août 1590), au moment de la venue du duc de Parme en France, 56 ; — laisse prendre Lagny (7 septembre 1590), 57 ; — fait octroyer le gouvernement de Grenoble à Lesdiguières, quoique protestant (décembre 1590), 61 ; — aide le duc de Montpensier à reprendre la Normandie aux Ligueurs, 63 ; — commande

- l'armée assiégeante à Rouen, et joue la difficulté en s'attaquant d'abord au fort Sainte-Catherine, 64.
- BIRON** (Charles de Gontaut, baron puis duc de), fils du précédent, 1562-1602 : amiral (1592) ; et maréchal de France (1594) exécuté en 1602 : seconde son père et le duc de Montpensier dans la reprise de la Normandie aux Ligueurs, II, 63 ; — assiste au siège de Rouen, se signale dans l'attaque du fort Sainte-Catherine, 64 ; — se laisse tenter et gagner par le Duc de Savoie, lors du voyage de ce prince à la Cour de France pour le règlement de l'affaire de Saluces (17 décembre 1599-1^{er} mars 1600), 273-274 ; — les dépits du maréchal de Biron pendant la guerre de Savoie (août à décembre 1600), 302-303 ; — sa trahison consommée après la paix de Savoie (17 janvier 1601) par la convention de Somo, qui le liait à l'Espagne et à la Savoie, 304 ; il essaye de gagner les Protestants par l'intermédiaire de Bouillon, d'Aubigné fait repousser ses propositions, 305 et sq. ; — dénoncé par son complice La Fin, arrêté le 14 juin 1602, condamné par le Parlement pour haute trahison, et exécuté le 31 juillet, 312.
- BLACCONS** (Hector de Forest, s^{gr} de), gouverneur d'Orange, II, 328 et n° 1.
- BLAYE-SUR-GIRONDE** : l'entreprise manquée de d'Aubigné sur Blaye, I, 261-262 et n° 1.
- BOIDULYS**, capitaine de l'armée de Condé, lors de l'entreprise d'Angers (octobre 1585), I, 342.
- BOISGUÉRIN** (Claude du Perrier, s^{gr} de), gouverneur de Loudun en 1589, prévôt de Poitou lors de l'Assemblée de Châtellerault de 1605, II, 329.
- BOISLISLE** (de), I, 5.
- BOIS-ROSÉ**, commandant de la citadelle de Sainte-Catherine pendant le siège de Rouen, II, 64, 69.
- BOISSIZE** (de), conseiller d'État, commissaire royal à l'Assemblée de Saumur de 1611, III, 5 et sq. ; envoyé comme arbitre entre la Rochelle et d'Épernon, 41.
- BONNEVAL** (Eure-et-Loir), défaite ligueuse, II, 15.
- BORDEAUX** (Gironde), I, 273 et n° 4, 279 et n° 1 ; II, 15 n° 1, 103 n° 2, 220 (la Saint-Barthélemy à Bordeaux parmi les tableaux des *Tragiques*).
- BORDIER** (H.), I, 5, 6, 13, 14, 16, 20, 21, 23, 124 (sur Henri III et la Saint-Barthélemy).
- BOSSUET** : la philosophie historique de d'Aubigné et celle de Bossuet, II, 363-364.
- BOST** (Ch.) : sur le roman d'amour d'A. d'Aubigné, I, 94 à 101, 134, 135 ; sur le 4^e et le 5^e chant des *Tragiques* (les Feux et les Fers), II, 184, 205, 212, 226-229.
- BOUCHET** (René Bigot, s^{gr} du), que d'Aubigné appelle Le Bouscher ou Bouschet, gentilhomme de la Marche, I, 239-241.
- BOUGOUIN** (paroisse de Chavagné, entre Niort et Saint-Maixent, Deux-Sèvres) : le château de Bougouin, où habitait Suzanne de Lezay orpheline, chez son oncle et tuteur René de Vivonne, I, 4 et n° 2, 221 et n° 3 ; — les fêtes données par d'Aubigné à Suzanne pendant le séjour de la Cour de Navarre à Saint-Maixent (en mars 1582), 292 ; — comment Tiffardière, ami de d'Aubigné, engage le consentement du châtelain de Bougouin, 293 ; — le contrat signé au château le 6 juin 1583, I, 293-295.
- BOUILLON**. Voir Turenne.
- BOURBON** (Antoine de), Roi de Navarre, le père d'Henri IV, I, 40, 47, 51-52, 53, 93 ; II, 236 (sa mort invoquée comme témoignage des vengeances divines dans le 6^e livre des *Tragiques*).

- BOURBON (le cardinal de), le troisième frère d'Antoine de Navarre, oncle d'Henri IV, le roi de la Ligue : bénit le mariage de son neveu avec Marguerite de Valois, I, 114, 115; — accompagne la Reine-mère dans son voyage pacificateur du Midi (1578-1579), 230, n° 2; — de même aux Conférences de la Mothe-Sainte-Héraye, 289; — le mot que lui dit Henri III au moment de l'Édit de juillet de 1585, 314-315; — la captivité du roi de la Ligue à Maillezais, II, 39 à 47, 154.
- BOURBON (Catherine de), sœur d'Henri IV : mention anticipée de la lettre sur la *Douceur des afflictions*, II, 153-159, la date de la publication, 167; — Catherine de Bourbon et Palma-Cayet, 250; — la lettre que lui écrit Duplessis après la Conférence de Fontainebleau, 273; — les circonstances et les tristesses de son mariage tardif (31 janvier 1599) avec le duc de Bar, les vains efforts pour la convertir, la *Lettre à Madame sur la douceur des afflictions*, la rencontre de d'Aubigné avec Madame à Paris en 1601, II, 287 à 311; III, 113.
- BOURG-EN-BRESSE (Ain), II, 302.
- BOURGES (Cher), I, 197; II, 103 n° 2, 220 (la Saint-Barthélemy à Bourges, *Tragiques*, Fers); III, 88.
- BOURGES. Voir Beaune-Semblançay (archevêque de).
- BOURGOIN ou Bourgoing (Edmond), prieur des Jacobins, confesseur de Jacques Clément, II, 24.
- BOUTRAY (Raoul), Botereius Rodolphus, avocat au grand Conseil, apologiste de la Ligue française, dans son histoire en latin des événements de 1594 à 1610 (*De rebus in gallia et pene toto orbe gestis*), II, 175.
- BRANTÈS frère du connétable de Luynes, et de Cadenet, duc de Chaulnes, visé avec eux dans les deux lettres-pamphlets de d'Aubigné, écrites pendant le siège de Montauban de 1621, III, 97.
- BRANTÔME (Pierre de Bourdeilles, abbé de), I, 118, 164. 233.
- BREDERODE (le comte de), ambassadeur des Provinces-Unies, III, 136-137.
- BRUL (Dom Jacques du), bénédictin qui a laissé un récit de la vie et de la mort du roi de la Ligue, Charles X, II, 40, 43-44, 47 n° 1.
- BRION (Antoine de Fouccauld, s^{er} de), précepteur du petit prince de Conti, victime de la Saint-Barthélemy, II, 218-219 (*Tragiques*, Fers).
- BRIOUX-SUR-BOUTONNE (Deux-Sèvres), I, 335.
- BRIQUEMAULT (François de Beauvais, s^{er} de), gentilhomme protestant supplicié peu après la Saint-Barthélemy, II, 201 (*Tragiques*, Chambre dorée).
- BRISSAC (Charles II de Cossé, comte de), frère du maréchal de Cossé ci-dessous : affronté à Condé, comme gouverneur d'Angers, lors de l'entreprise du Prince contre la ville en 1585, I, 336, 338, 339 et n° 1; — après les Barricades, dont il a été « le héros », nommé par Mayenne, en 1592, gouverneur de Poitiers ligueur, qu'il défend contre Malicorne (juin-juillet 1593), II, 46, 73, 74, 86-88, 90; — commissaire royal aux Conférences de Fontenay (fin 1615), et au Congrès de Loudun qui les suit, III, 35-36.
- BRISSON (Barnabé), s^{er} de Gravelle, conseiller, puis président, et enfin Premier Président au Parlement de Paris : pendu par les Seize avec les conseillers Larcher et Tardif le 15 novembre 1591, II, 70-71; mis à l'honneur dans les *Tragiques* (Chambre dorée), II, 202.
- BROUAGE (Charente-Inférieure), I, 218, 336-338, 351-353, 354; — d'Aubigné, prisonnier de

- Saint-Luc à Brouage, I, 356-357, 358-361.
- BRUÈRES ou Bruyères (des), gentilhomme breton, I, 265.
- BRULART. Voyez Sillery.
- BRUNIER (Laurent), pasteur à Uzès, député aux Assemblées de l'Édit de Nantes, II, 124.
- BRUNSWICK (Christian, duc de Brunswick-Lunebourg), 1559 + 1626. III, 134
- BUCKINGHAM (Georges Villiers, duc de), favori de Jacques 1^{er} et de Charles 1^{er}, III, 168-169, 171.
- BULLION (Claude de), s^{gr} de Bonnelles, maître des requêtes sous Henri IV, employé à diverses négociations; entra au Conseil en 1624, surintendant des finances en 1632, garde des sceaux des ordres de Louis XIII et président à mortier au Parlement de Paris, + 1640; II, 334 n° 3, 346; III, 5 et sq. (commissaire royal à l'Assemblée de Saumur de 1611); 142-143 (accompagne Lesdiguières dans l'expédition franco-piémontaise de 1625, entre en relations avec d'Aubigné).
- BURES (Seine-Inférieure) : l'affaire de Bures (17 février 1592), II, 68-69.
- BURLAMACHI (Renée), fille de Michel Burlamachi et de Claire Calandrini, veuve de César Balbani, seconde femme d'Agrippa d'Aubigné, + 1644 : les circonstances du mariage (24 avril 1623), III, 144-147; ses lettres aux Villette sur la dernière maladie et la mort d'A. d'Aubigné, et la relation qu'elle en écrit pour eux, 175-180.
- BUSSY-D'AMBOISE (Louis de Clermont d'Amboise, s^{gr} de Bussy, dit Bussy d'Amboise), favori d'Henri III, que Marguerite détache de lui, I, 173, 178-179, 230.
- BUTTERIE (de), enseigne de gens de pied, porte-drapeau de la garnison de Montaigne en 1580, I, 260.
- BUZANVAL (Paul Choard de), représentant du Roi de Navarre en Angleterre, I, 399; ambassadeur aux Pays-Bas, II, 100.

C

- CADENET (le s^{gr} de), Honoré d'Albert, duc de Chaulnes, frère cadet du duc de Luynes : visé avec Luynes et son autre frère Brantès dans les deux lettres-pamphlets de d'Aubigné écrits pendant le siège de Montauban de 1621, III, 97.
- CADILLAC (Gironde), I, 273 et n° 4, 274-275, 286.
- CADUCÉE (Le), ou *l'Ange de la Paix*, pamphlet de d'Aubigné, écrit en 1612, dirigé contre Bouillon et les opportunistes de l'Assemblée de Saumur (de 1611), qui étaient gagnés à la Cour, III, 16-26.
- CAETANO (Henri Cajetan), légat du Pape à Paris pendant le siège de 1590, II, 54 et n° 3.
- CAHORS (Lot), I, 256, 263, 272; II, 217 (*Tragiques*, Fers).
- CALAIS (Pas-de-Calais), II, 115 et n° 3.
- CALIGNON (Soffrey de), dit le président de Calignon, chancelier de Navarre, plus tard, membre du Conseil des Finances, commissaire royal aux Assemblées de l'Édit de Nantes, II, 120-124, 125, 129, 134, 145 et n° 1.
- CAMBRAI (Nord), I, 271 et n° 1, 280; II, 110 et n° 2.
- CAMPIAN (Edmond), jésuite et théologien anglais, I, 362.
- CANDALE (M^{sr} de), François de Foix, évêque d'Aire, excellent mathématicien, I, 274-275.
- CANDALE (Henry d'Épernon, duc de), un des fils d'Épernon (la mère, comtesse de Candale), qui s'était fait protestant, III, 36.
- CAPUCIN (Le petit), Le Maigre, martyrisé à Rome, II, 211 (*Tragiques*, Feux), III, 113.

CARACCILOLO (Antoine), un des censeurs rapporteurs dans le procès intenté à Rome à l'*Histoire* de de Thou, II, 348.

CASIMIR (Jean-Casimir de Bavière, duc de Deux-Ponts), fils de Frédéric III de Bavière, électeur palatin, allié des Huguenots de France, I, 71, 186, 192, 194, 220.

CASSANDRE, une des muses de Ronsard, Cassandre Salviati, qui épousa Jean de Peigney, s^{gr} de Pray, dite Mademoiselle de Pray, tante de Diane Salvati, que chanta d'Aubigné, I, 106 et n° 1.

CASTELJALOUX (Lot-et-Garonne, arrondissement de Nérac), I, 213-214 ; II, 181 ; III, 96.

CASTELNAUDARY (Aude), I, 238.

CASTELNAU-DE-MESME (Gironde), I, 214-215.

CASTETS-EN-DORTHE (Gironde), I, 348 et n° 3.

CASTILLON-SUR-DORDOGNE (Gironde), I, 348, n° 3 ; III, 96.

CASTRES (Tarn), I, 317-318 (la Conférence de Castres en mars 1585) ; II, 313 ; III, 104, 171.

CATHERINE DE MÉDICIS : exerce la régence sous Charles IX, essaye du régime de la tolérance, I, 37-38 ; — a fait appel à Condé contre la faction guisarde, 41-42 ; — a une entrevue avec lui près du château de Talcy, où elle est logée, pour tenter d'arrêter la première guerre (juin 1562), 51-52, 93 ; — négocie la paix, après l'assassinat de François de Guise, dans la Conférence de l'Isle-aux-Bœufs à Orléans, 60-62 ; — la fameuse entrevue de Bayonne avec le duc d'Albe (1565), 67-68 ; — la bonne volonté de Catherine dans l'application de l'Édit d'Amboise, qui a terminé la première guerre, 70-71 ; — mais, après la seconde guerre, cherche à s'emparer de Condé et de Coligny, et proscriit le protestantisme, 74, 76 ; — jalouse de l'influence de Coligny sur Charles IX, le conflit aboutit à la Saint-Barthélemy, 110 à 127 ; — reçoit

aux Tuileries les ambassadeurs polonais, qui sont venus offrir la couronne à son fils Henri (le projet de *Circé*), 144-145 ; — sa colère aux demandes des Assemblées de Nîmes et de Montauban, 147 ; — conduit jusqu'en Lorraine Henri partant pour la Pologne, et voit à Blamont Ludovic de Nassau, 147 ; — l'effroi de Saint-Germain (1^{er} mars 1574), 150-151 ; — la conspiration de La Mole et Coconas et la mort de Charles IX, une altercation avec d'Aubigné ; sa vengeance de veuve contre Mongommery, 156-159 ; — va au-devant d'Henri III revenant de Pologne, 161-162 ; d'Avignon engage vainement des négociations avec Montmorency-Damville, 165 ; s'affilie aux Pénitents noirs d'Avignon, 166 ; son trouble à la mort du Cardinal de Lorraine à Avignon (20 décembre 1574), 167-168 ; — s'enquiert si les officiers du Roi de Navarre font leurs Pâques, 171 ; — fait éloigner Bussy favori de Monsieur ; celui-ci furieux s'évade de la Cour ; Catherine court après lui, 179 ; — l'évasion du Roi de Navarre, 187 ; — va négocier avec Monsieur et les chefs protestants la paix de Beaulieu (6 mai 1576), 193 ; — flatte la femme de Montmorency-Damville après la cinquième guerre, et pendant la sixième pour le reconquérir, 205 ; — son voyage pacificateur dans le Midi pour faire appliquer l'Édit de 1577, les Conférences de Nérac, 227-239 ; — sa protestation contre la guerre de 1530 ; sa belle lettre au Roi de Navarre du 21 avril, 253 ; — à propos du démantèlement de Montcaigu, 275 ; — hostile aux projets de son fils François en Flandre, 280 et n° 2 ; — reçoit les instances de Bellièvre pour qu'on débarasse le ménage de Navarre de la présence de Biron en Guyenne, 283 ; — forme le projet d'attirer en Cour le Roi de Navarre, 284-

- 2^{es}; vient chercher sa fille à la Mothe-Sainte-Héraye, 287 à 291, et 297; — comment elle juge la querelle entre Henri III et le Roi de Navarre après le renvoi de Marguerite (août 1583), 306; — une lettre du Roi de Navarre après l'Assemblée de Montauban (15 août-15 septembre 1584) qui a demandé prorogation des places de sûreté, 312; — Catherine négocie à Épernay et à Nemours avec les chefs de la Ligue; elle porte la responsabilité du traité de Nemours (7 juillet 1585), 318-319, 331; — sa colère contre Marguerite, qui a quitté son mari (19 mars 1585), et qui, réfugiée à Agen, capitale de son apanage, fait la petite guerre aux Protestants de la région, 334, n° 1; — — vient en Poitou à la fin de 1586 pour une entrevue avec le Roi de Navarre, l'incident des drapeaux de Maillezais, les Conférences de Saint-Brice, 358-360, 363-368; — son mot sur la bataille de Coutras, 378; — fait proposer trêve au Roi de Navarre en janvier 1588, 387; — son rôle néfaste après les Barricades: ses conseils de faiblesse et d'abdication qui aboutissent à l'Édit d'Union (de juillet 1583), 390; — les invectives contre Catherine dans le premier livre des *Tragiques* (Misères), II, 485-487.
- CAUDEBEC (Seine-Inférieure), II, 72.
- CAVAGNES (Armand de), chancelier de Navarre, gentilhomme protestant supplicié à Paris (avec Briquemant) peu après la Saint-Barthélemy, supplice rappelé dans les *Tragiques* (Chambre dorée), II, 204.
- CAVASSA, ambassadeur vénitien en Suisse, qui négocie avec d'Aubigné, en 1622-1623, pour le faire entrer comme général au service de la République de Venise, III, 136-138.
- CAZES (Jean, baron de), député de la province de Guyenne à l'Assemblée de Châtellerault, la dernière des grandes Assemblées de l'Édit de Nantes, rôle important, II, 141, 144, 145.
- CERTON (Salomon), conseiller secrétaire et notaire de la couronne, poète et musicien, traducteur (en vers) d'Homère, II, 158.
- CHAILLOU (le), entre Melle et la Mothe-Sainte-Héraye (Deux-Sèvres), château acquis par d'Aubigné le 29 mai 1583 (avec la Petite Faye), et apporté par lui en mariage (contrat du 6 juin 1583), I, 294 à 296 (avec note 4); II, 150.
- CHALIGNY (Henri de Lorraine, comte de), frère de la Reine Louise et de Mercœur, II, 69.
- CHALMOT (Jean), s^{er} du Breuil, président des Élus de la Rochelle, II, 96-97.
- CHAMBARAN (M. de), pasteur (soit Samuel, ministre à Beaugency et à Marchenoir, soit Daniel, ministre à Lorges), II, 339.
- CHAMBRAY ou Chambret (de), prosélyte de du Perron, II, 186, sans doute Louis de Pierrebussière, s^{er} de Chambret, Beaumont et Marillac, gouverneur de Figeac, et Cardeval, gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roi.
- CHAMBRES SPÉCIALES (de justice) pour les Huguenots: une par Parlement, accordée par l'Édit de Béaulieu (6 mai 1576), I, 193; — supprimées dans le ressort de quatre Parlements par la paix de Bergerac (septembre 1577), et ailleurs deviennent tri-parties et non plus mi-parties, 219; — aux Conférences de Nérac (février 1579) Catherine accorde que la chambre de Languedoc sera mi-partie, 236; — la question des juridictions spéciales est une des plus difficiles à résoudre dans le débat pour un nouvel Édit, II, 123 et notes 1-2, 125-127, 128, 131; — c'est un des objectifs du 3^e chant des *Tragiques* (Chambre dorée) de justifier la nécessité de chambres spéciales pour don-

ner des garanties de justice aux Protestants persécutés, 203; — Bouillon poursuivi pour complicité avec Biron réclame la juridiction de la chambre mi-partie de Castres, refus du Roi, 343.

CHAMIER (Daniel), le pasteur de Montélimar (1565 † 1624) : député à l'Assemblée de Châtellerault, la dernière des grandes Assemblées de l'Édit de Nantes, rôle important; l'Assemblée le délègue, après la signature de l'Édit, au Synode de Montpellier en juin, II, 142 et n° 2, 143, 145 et 146; — son voyage à Paris à la fin de 1607, et au début de 1608, où il rencontre d'Aubigné, l'irritation du Roi contre lui, ses états de services antérieurs, 333, 334, 335 et n° 1; — son Journal de voyage publié par Read, 337-338; détails sur la réunion chez le pasteur du Moulin à Charenton, le 2 décembre 1607 (un dimanche), à laquelle d'Aubigné assiste, 339; ce que le Journal de Chamier nous apprend sur les projets d'accord des deux Religions, et les méfiances des Protestants à ce sujet, 345-347; — Chamier est l'âme de la résistance de Montauban en 1621, III, 96; — il est tué d'un boulet de canon le 16 octobre 1621, jour d'assaut général de l'armée royale, dont il avait prédit l'échec, comme sa propre mort, 107 et n° 3.

CHAMPEAUX (de), III, 36.

CHAMPIGNY-SUR-VEUDE (Indre-et-Loire, arrondissement de Chinon), résidence du duc de Montpensier, cousin d'Henri IV, I, 287.

CHANVALLON (Jacques de Harlay, s^{er} de), grand écuyer du duc d'Anjou (François de Valois), aimé de Marguerite, I, 273-274, 276, 305.

CHAPPES (Anne de Ferrières, s^{er} de), avocat du Parlement de Paris : sa mort évoquée parmi les victimes de la Saint-Barthélemy (*Tragiques*, Fers), II, 218-219.

CHAPPUYS (Gabriel), historien protestant du xvi^e siècle, II, 177.

CHARENTON (le temple de) : II, 339; III, 104.

CHARITÉ (la) sur-Loire (Nièvre) : I, 90, 211, 383, 384 et n° 2; II, 188 (*Tragiques* : Princes).

CHARLES IX, Roi de France : les espérances que les Protestants fondaient sur lui, au début du règne, I, 39; — Charles IX et Coligny, l'expédition de Flandre, le mariage de Navarre, 113-114; — Charles IX et la Saint-Barthélemy, ses arquebusades ?, la préméditation, 116-118, 120-123, 124-125; — accueille mal les demandes des Assemblées de Nîmes et de Montauban, 146-147; — accompagne son frère partant en Pologne, mais tombe malade en route, 147; — l'effroi de Saint-Germain (1^{er} mars 1574) et le refuge à Vincennes, 149-151; — la conspiration de La Mole et Coconas et la mort du Roi, 155, 157-158; — Charles IX dans les *Tragiques*, II, 193-194, 219, 221, 227, 235.

CHARLES X, le roi de la Ligue (Charles de Bourbon, frère d'Antoine, le père d'Henri IV) 1523 † 1590, II, 33-47, 52 n° 1.

CHARLES 1^{er}, roi d'Angleterre, qui succède à Jacques 1^{er} en 1625, III, 159, 168-169.

CHARTRES (Eure-et-Loir), I, 339-390; II, 62 et n° 2, 63.

CHARTRES (le Vidame de), Jean de Ferrières s^{er} de Maligny, I, 53-54, 116.

CHASTEL (Jean), qui essaya d'assassiner Henri IV (27 décembre 1594), II, 106-107.

CHATEAUDUN (Eure-et-Loir), II, 15-16.

CHATEAUXROUX (Indre), III, 88.

CHATEAUVIEUX (Joachim, comte de), capitaine des gardes du corps, II, 30.

CHATELLERAULT (Vienne) : la duchesse d'Angoulême y accueille le Roi de Navarre, marchant vers Tours (mars 1539), II, 5-6; — siège de plusieurs assemblées huguenotes :

- la dernière station de la grande Assemblée de l'Édit (16 juin 1597 au 11 juin 1598), 132 à 137, 140 à 146; l'assemblée réduite, pour surveiller l'exécution de l'Édit, y séjourne jusqu'au 25 octobre 1599, II, 144, 147 et notes; l'Assemblée de Châtellerault de 1605, où vient Rosny, gouverneur du Poitou, délégué du Roi, II, 321-332.
- CHATILLON (Odet de Coligny, cardinal de) le frère de l'amiral de Coligny, I, 111, 342 n° 3.
- CHATILLON (François de), comte de Coligny, fils de l'Amiral et de Charlotte de Laval, 1557-1591: tient tête à Montmorency-Damville dans le Languedoc, quand celui-ci a lâché les Protestants (21 mai 1577), I, 217-218, 229; — mal soutenu par les Protestants du Bas-Languedoc pendant la guerre de 1580, I, 253; — ne peut sauver la Garnache (Vendée) en janvier 1588, II, 4; — un des capitaines protestants accourus à Tours le 8 mai 1589, le jour de l'attaque du faubourg Saint-Symphorien par Mayenne, 14; — taille en pièces à Bonneval (Eure-et-Loir) les Ligueurs de Picardie, 15; — enlève les faubourgs d'Etampes le 1^{er} juillet 1589, II, 17; — il était à Vaugirard le matin du 1^{er} août 1589, d'Aubigné lui amène son prisonnier après son fameux duel au Pré-aux-Clercs, 22; — sa mort, 238; — sa femme héroïque, Marguerite d'Ailly, 342 et n° 3.
- CHATILLON (Gaspard de Coligny, maréchal de France en 1622), fils du précédent, III, 95, n° 2, 109, 120.
- CHATTES (commandeur de), Aymar de Chattes ou Chastes, chevalier de Malte, puis grand-maitre de l'Ordre de Saint-Lazare, gouverneur de Dieppe, commandant de la flotte de Normandie, I, 350-352.
- CHAVANNES (Frédéric), qui fit connaître le premier (en 1833), la *Lettre à Madame sur la Douceur des afflictions*, II, 209, 292 et n° 2.
- CHAVIGNY (François-le-Roy, s^{er} de), comte de Clinchamps, gouverneur de Chinon, qui détenait le roi de la Ligue avant son transfert à Maillezaïs, II, 39-43.
- CHELLES (Seine-et-Marne), II, 52, n° 3, 57, n° 3.
- CHERBONNIÈRES (de), maître de camp du Roi de Navarre, II, 18.
- CHEVERNY (Philippe Hurault de), chancelier de France, I, 161.
- CHICHÉ (Deux-Sèvres), I, 338.
- CHICOT (Antoine d'Angleretz, dit), bouffon d'Henri IV, II, 69.
- CHINON (Indre-et-Loire), II, 39-43.
- CHIZÉ (Deux-Sèvres), I, 369.
- CHOUPPES (Pierre de), s^{er} d'Availles, gouverneur de Loudun, II, 42, III n° 3, 119, 124.
- CIRCÉ (le ballet de), I, 144, 145 et n° 3, 175, 370.
- CLAIRAC (Lot-et-Garonne), III, 96, 118.
- CLAIRAMBAULT, généalogiste des ordres du Roi, de 1698 à 1740, I, 6 et sq. (tout le 1^{er} § du chap. I), III, 181 et n° 1.
- CLAIRVILLE (de), pasteur de Loudun ou de la Rochelle, II, 111, n° 3, 136-137.
- CLÉMENCEAU (Jacques), pasteur à Poitiers, III, 4.
- CLÉMENT VIII (Hippolyte Aldobrandini), Pape de 1592 à 1605, II, 75 n° 1, 92, 101, 110, 290.
- CLÉMENT (Jacques), frère Jacobin, l'assassin d'Henri III, II, 22-24.
- CLÈRES (Seine-Inférieure, entre Rouen et Neufchâtel), II, 69 et n° 4, 71 et n° 4.
- CLERMONT (de), Georges II de Clermont d'Amboise, marquis de Gallerande, II, 134.
- CLERMONT D'AMBOISE (Jacques de) s^{er} et baron de Bussy, père de Bussy-d'Amboise, I, 288.
- CLERVAUT (M. de), I, 274. (Il faut très probablement lire, dans le passage cité, M. de Cler-

vant, membre du conseil du Roi de Navarre, employé par lui dans toutes sortes de négociations et missions.)

CLÈVES (Westphalie), la succession de Clèves-Juliers, ouverte le 25 mars 1609, ce qui menaçait de mettre le feu aux poudres en Europe, II, 353 et sq.

CLISSON (Loire-Inférieure), I, 394 et 397.

CLOUZOT (Henri), conservateur du musée Galliera, III, 74, 83.

COCONAS (Annibal comte de), gentilhomme piémontais, serviteur du duc d'Alençon François de Valois, I, 157.

COEFFETEAU (Nicolas), prédicateur et controversiste, évêque de Marseille en 1621, II, 263.

CŒUVRES (marquis de), voyez Estrées.

COGNAC (Charente), I, 19 (n° 2), 29 (et n° 2), 30, 35, 89, 90.

COLIGNY (l'amiral de), Gaspard II de Coligny, s^{er} de Châtillon-sur-Loing (1517 † 1572) : donne son approbation préalable à l'Édit de tolérance du 17 janvier 1562, I, 38 ; — prend les armes en 1562, I, 41-43 ; ses entrevues avec la Reine-mère, 51 ; le traité de Hampton-Court avec Élisabeth d'Angleterre (20 septembre 1562), 53-55 ; la bataille de Dreux, 19 décembre 1562, I, 56 ; reconstitue son armée, 57 ; sa responsabilité dans l'assassinat de François de Guise ? 59-60 ; — envoie un agent en Allemagne, I, 67 ; la seconde guerre, le conseil tenu au château de Valençay, chez Condé, 68 ; les excès de l'armée de Condé et de Coligny allant au-devant du duc Casimir en Lorraine, 71 ; — la 3^e guerre, s'échappe ainsi que Condé, au moment où Catherine allait les faire arrêter dans leurs propriétés (août 1568), 74 ; les escarmouches de Jazeneuil (en novembre 1568), contre l'armée de Monsieur (Henri, duc d'Anjou), 79 ; une cruauté de Coligny, le massacre de

la garnison de Saint-Florent (près Saumur), décembre 1568, I, 80 ; la défaite de Jarnac (15 mars 1569), 81-82 ; l'affaire de Laroche-Abeille (25 juin 1569) après la jonction avec les auxiliaires allemands, 83 ; la défaite de Moncontour (3 octobre 1569), 85 ; le circuit de France, où Coligny opère un ralliement offensif, 85-87 ; reste finalement le triomphateur de la 3^e guerre, malgré les revers subis, 90 ; — les prodromes de la Saint-Barthélemy, la rivalité de Coligny et de Catherine, 110-127 ; — sa mémoire réhabilitée après la paix de Beaulieu (6 mai 1576), 194 ; — la mutilation de son cadavre lors de la Saint-Barthélemy figure parmi les tableaux célestes du 5^e livre des *Tragiques* (Fers).

COLIGNY (Charles de), marquis d'Andelot, 6^e fils de l'Amiral, qui renia sa religion pour conquérir les bonnes grâces d'Henri IV, II, 238.

COLIGNY (Louise de), fille de l'Amiral, mariée en 1571 à Charles de Théligny, gentilhomme de Rouergue qui fut tué à la Saint-Barthélemy, remariée le 12 avril 1583 à Guillaume d'Orange, II, 159.

COLOGNE (sur le Rhin), I, 345.

COMMELET (Jacques) ou Commolet, qui essaya de convertir Catherine de Bourbon, duchesse de Bar, II, 290.

CONCINI (Concino), marquis, puis maréchal d'Ancre, III, 33, 42-43, 49-52 (attaques dans le *Faeneste*).

CONDÉ (Louis de Bourbon, 1^{er} Prince de) : « le capitaine muet » de la conjuration d'Amboise, I, 34 ; — se saisit d'Orléans le 2 avril 1562, I, 36 ; sa prise d'armes, 40-43 ; frappe monnaie à Orléans avec des reliques, 46 ; ses entrevues avec la Reine-mère, 51 ; le traité de Hampton-Court avec Élisabeth d'Angleterre (20 septembre 1562), 53-55 ; une

cruauté, 55 ; la bataille de Dreux, où il est fait prisonnier (19 décembre 1562) 56 ; la négociation de la paix d'Orléans, 61-62 ; — la seconde guerre, le conseil tenu à son château de Valençay, 68 ; les « branque-tages » de son armée allant au-devant de Casimir en Lorraine, 71 ; — s'échappe de Bourgogne, au moment où Catherine allait le faire arrêter après la seconde guerre (23 août 1568), 74 ; vient à la Rochelle recevoir Jeanne d'Albret, qui y amène son fils Henri, 75 ; les escarmouches de Jazeneuil (novembre 1568, contre l'armée de Monsieur (Henri, duc d'Anjou), 79 ; la mort de Condé à Jarnac (13 mars 1569), 81-82 ; — la bataille de Jarnac figure parmi les tableaux célestes du 5^e Livre des *Tragiques* (Fers), II, 245 ; la mort héroïque du Prince rappelée dans le 7^e chant (Jugement), pour l'opposer à l'apostasie de son petit-fils, II, 238-239.

CONDÉ (Henri I de Bourbon, second Prince de) : traîné de force au siège de la Rochelle avec son cousin Navarre après la Saint-Barthélemy, I, 141 ; — reconnu pour chef par l'Assemblée de Millau (16 juillet-9 août 1574), pendant qu'il lève des troupes en Allemagne et en Suisse, 164-165, 172 ; son avant-garde amenée par Montmorency-Thoré, bataille de Dormans (10 octobre 1575), 179 ; la crainte qu'a la Cour de sa venue, 182 ; son armée pénètre en France, et commet toutes sortes d'excès, rejoint Monsieur (François de Valois) dans le Bourbonnais, 185-186 ; Condé obligé d'exercer une pression sur Monsieur pour le décider à marcher sur Paris, 192 ; les négociations de la paix de Beaulieu (6 mai 1576) qui lui donne le gouvernement de Péronne, 193-194 ; repoussé par la Ligue picarde, troque Péronne contre Saint-Jean-d'Angely, 196 ; — refuse de recevoir la dépu-

tation des États de Blois en janvier 1577, I, 200 ; — décide difficilement les Rochellois à secourir Brouage assiégé par Mayenne (du 22 juin au 21 août 1577), 248 ; — s'est saisi de la Fère, en Picardie avant la guerre de 1580, I, 172 ; pendant la guerre va négocier en Allemagne, secours du palatin Casimir, blâme la paix prématurée, 272 ; — reçoit le ménage de Navarre à Saint-Jean-d'Angely, en mars 1582, I, 286 ; vient honorer de sa présence les fêtes données par d'Aubigné à Suzanne de Lezay, 292 ; — assiste aux conférences de Guitres (29-30 mai 1585), pour aviser aux mesures de défense contre la Ligue, 320 ; disposé à prendre de suite l'offensive, son caractère 330 et 333 ; — bulles du Pape contre lui et le Roi de Navarre (9 septembre 1585), 332-333 ; — d'Aubigné va se mettre à son service à Saint-Jean-d'Angely, refoulement de l'armée de Mercœur en Bretagne, 334-336 ; commencement du siège de Brouage, 336-338 ; le Prince le quitte pour la malheureuse entreprise d'Angers (octobre 1585), I, 338-342, 345 ; II, 156 ; revenu d'Angleterre au début de 1586, réorganise les forces protestantes de l'Ouest, I, 350 ; amène des renforts de Saintonge au Roi de Navarre pendant la poursuite de l'armée de Joyeuse en retraite (août 1587), 372 ; commande un des escadrons protestants à Coutras, 375 ; veut aller aussitôt après au-devant des armées allemandes, pas suivi, 382-383 ; — sa mort (5 mars 1588), 387-388 ; — les fêtes de son mariage avec Marie de Clèves (10 août 1572), destinées comme le mariage de Navarre à tromper les Protestants avant la Saint-Barthélemy, sont évoquées dans les tableaux célestes du V^e livre des *Tragiques* (Fers).

CONDÉ (Henri II de Bourbon, 3^e Prince de), fils

- posthume de Henri I et de Charlotte-Catherine de la Trémoille (légitimité contestée), élevé dans le catholicisme : particulièrement visé au 7^e chant des *Tragiques* (Jugement) dans l'apostrophe aux enfants dégénérés des grandes familles protestantes, II, 238-239; — sa 1^{re} révolte contre la Régente, III, 28; la 2^e révolte avec l'appui des Protestants, 32, et sq.; — les griefs de d'Aubigné contre Condé, dont il a été le maréchal de camp, et à qui il avait prédit son arrestation (1^{er} septembre 1616), 39-41; — venu à la faveur après la mort de Luynes, partisan d'une action décisive contre les Protestants, 109-110, 117; se conduit en bourreau à Négrepelisse (Tarn-et-Garonne), qu'il a emporté d'assaut (8-12 juillet 1622) 118; — réprime impitoyablement la dernière révolte protestante, dans le Midi (1627-1628), 174.
- CONDÉ (les Mémoires dits de), pièces de provenances diverses, entre 1560 et 1565, publiés en 1567, et qui ont pu être utilisés par d'Aubigné, II, 177, 227.
- CONFORGIEN (Côte d'Or), III, 88.
- CONGI, chevalier du guet à Paris, pendant la Ligue, II, 17.
- CONSTANT (Jacques de), chevalier, s^{er} de Chalié, des Ouches, la Rigaudière et Vauzay, gentilhomme ordinaire de la chambre du Roi Henri IV, gouverneur de Marans, ami de d'Aubigné : un des cinq appelés par le Roi de Navarre à délibérer sur la guerre des Amoureux de 1580, I, 245; — accompagne le Roi de Navarre dans la visite du cabinet de François de Candale, à Cadillac, 274; — participe aux Assemblées de l'Édit de Nantes et y joue rôle important, II, 119, 124, 133, 145; — d'Aubigné lui adresse des remontrances pour son train de maison trop seigneurial, 151; — fait de l'opposition comme d'Aubigné à Sully dans l'Assemblée de Châtellerault de 1605, II, 331-332; — une lettre de Duplessis à Constant, du 26 mai 1610, III, 2, n^o 5.
- CONTI (François de Bourbon, prince de) 1553 † 1614, frère du second Prince de Condé, et cousin-germain d'Henri IV, bourbon catholique : I, 332 et n^o 5, 372; II, 22, 73, 78 et n^o 3, 275.
- COQUEREL (Ath.) fils, pasteur, II, 208-209 (polémique avec M. Audiat, auteur d'un livre sur Bernard Palissy), 337 et n^o 1.
- CORBEIL (Seine-et-Oise), II, 58.
- CORNU (Nicolas), évêque de Saintes († 1617), II, 262.
- CORNUSSON (François de la Vallette, s^{er} de Parisot, baron de), chevalier de Malte, gouverneur et sénéchal de Toulouse, I, 207, 264.
- COSPÉAN, ou COSPEAU (Philippe de), évêque d'Aire (1607), plus tard évêque de Nantes (1622), III, 82-83.
- COSSÉ (le maréchal de) Artus de Cossé, comte de Secondigny, s^{er} de Gonnor, frère du maréchal de Brissac, ci-dessus, I, 157, 198-199.
- COSSEINS (Jean de Monlezun, s^{er} de), mestre de camp du régiment des gardes, un des meurtriers de Coligny, II, 235 (*Tragiques*, Vengeances).
- COTTIN (Jean), précepteur de d'Aubigné, I, 32.
- COTTON (Père), jésuite, confesseur et prédicateur du Roi, II, 340, 354-356.
- COUËT (du Vivier), pasteur de Charenton, dont la sœur Madeleine avait épousé Daniel Durant, s^{er} de Hautefontaine ci-dessous, II, 290.
- COUHÉ-VÉRAC (Vienne), I, 349.
- COULONGES-SUR-L'AUTIZE (Deux-Sèvres), I, 335.
- COURDE (M. de), pasteur de Madame (Catherine de Bourbon), II, 299.
- COURTEAUMER ou Courtomer (Jean-Antoine de Saint-Simon, marquis de), II, 141, 144, 327, 160.

COUTRAS (Gironde), I, 271, 273 et n° 4, 279 et n° 2, 280, 286, 320. — La bataille de Coutras : I, 368, 369, 370, 372, 373 à 379, 381 à 385, 405 ; II, 222 (évoquée dans le 5^e livre des *Tragiques*, Fers) ; III, 179 (le psaume 118 que les Huguenots chantèrent au matin de Coutras revient sur les lèvres de d'Aubigné dans sa dernière maladie).

CRÉATION (La), poème de d'Aubigné en 12 chants, fait en Suisse, III, 161.

CRÉQUI (Charles 1^{er} de), prince de Foix, qui épousa successivement les deux filles de Lesdiguières, Madeleine et Françoise de Bonne, et hérita du titre de duc de Lesdiguières et du gouvernement du Dauphiné, maréchal de France en 1622, III, 119, 121.

CRÉSPIN (Jean), l'auteur du Martyrologe protestant, II, 175, 203-205, 228.

CRESSONNIÈRE (de la) qui remplace d'Aubigné à Maillezais quand celui-ci a cédé ses places à Rohán, III, 68, 94-95.

CREST (le), château de d'Aubigné à 10 kilomètres de Genève, commune de Jussy, III, 90, 145-146, 152 et n° 2, 153.

CROIX-CHAPEAU (Charente-Inférieure), le massacre de Croix-Chapeau, I, 370, 377 ; II, 21.

CROZON (Finistère), II, 106 n° 2.

CYPIERRE (René de Savoie, comte de), fils cadet du comte de Tende, assassiné à Fréjus avec 30 gentilshommes protestants le 30 juin 1565, II, 217 (*Tragiques*, Fers).

D

DARNÉTAL, près Rouen, II, 64 n° 2, 65, 70.

DAUPHIN (le prince), François de Bourbon, duc de Montpensier, voir Montpensier.

DAVID DE LICQUES, auteur d'une Vie de Duplessis-Mornay, II, 39 et n° 3.

DAN (Landes), l'affaire des vingt-deux soldats de Dax, I, 215-216.

DEVOIR MUTUEL DES ROYS ET DES SUBJECTS, traité politique de d'Aubigné écrit pendant l'hiver de 1621-1622, III, 115-116.

DEMOCHARÈS (Antoine de Mouchy, dit), recteur de l'Université de Paris, inquisiteur de la foi, I, 48, 50.

DENYS, consul de Clairac, pendu après la reddition de la ville, qui a voulu tenir tête à l'armée royale (23 juillet-4 août 1621).

DÉPUTÉS GÉNÉRAUX EN COUR, institués pour représenter les Églises en l'absence d'Assemblées : le règlement de la Députation générale fixé par l'Assemblée de Sainte-Foy (16 au 29 octobre 1601), MM. de Saint-Germain et Desbordes-Mercier premiers députés généraux, II, 310-311 ; — leur remplacement par l'Assemblée de Châtellerault de 1605, qui a dû présenter 6 candidats, Ducros et la Noue (Odet de la Noue) désignés, 321-322 ; — le Synode de la Rochelle (de mars 1607) veut faire élection directe, le Roi ne ratifie pas le choix, 335-336 ; — mais il nomme les élus du Synode, MM. de Villarnould (gendre de Duplessis) et Mirande, quand l'Assemblée de Jargeau (1^{er} au 16 octobre 1608) a consenti à présenter 6 candidats, 351 ; — L'Assemblée de Saumur de 1611 (27 mai-12 septembre) fait les mêmes difficultés que le Synode pour la procédure d'élection ; divisée contre elle-même, elle est obligée de se soumettre ; MM. de Rouvray et de la Milletière nommés, III, 3 à 14 ; — L'Assemblée de Grenoble-Nîmes-la Rochelle (1615-1616), convoquée pour renouveler la Députation générale, adhère à la révolte de Condé, et obtient au Congrès de Loudun (21 février-3 mai 1616) de nommer cette fois directement les deux Députés généraux, III, 33 ; — l'Assemblée de Loudun (25 septembre 1619-18 avril 1620) fait comme celle de Saumur de 1611, refuse

- d'abord de présenter 6 candidats, puis s'incline, III, 69-70.
- DESBORDES-MERCIER, un des deux premiers Députés généraux, II, 311 ; III, 36,
- DESFONTAINES (le sr), député aux Assemblées, II, 134 ; III, 4.
- DES FRANCS (L.-B.), son jugement sur les quatre derniers chants des *Tragiques*, II, 183.
- DES LOGES (Madame), un bas-bleu qui tenait salon parisien et à qui d'Aubigné envoie en 1630, le livret de ses *Petites Œuvres Meslées*, III, 163.
- DIEPPE (Seine-Inférieure), II, 33 et n° 4, 47.
- DIODATI, ami de d'Aubigné à Genève, III, 146.
- DE DISSIDIIS PATRUM, traité théologique de d'Aubigné, fait pour sa controverse avec du Perron, et qui est perdu, II, 275 n° 4, et 284 n° 1.
- DOGNON (le), fort construit par d'Aubigné sur la Sèvre, à une lieue de Maillezais, III, 27-28 ; — les Rochellois en demandent le rase-ment, 54-55 ; — d'Aubigné en négocie la cession au gouvernement royal, 56-58 ; — s'y retire en laissant la lieutenance de Maillezais à son fils, 60 ; — d'Épernon lui fait des offres magnifiques pour la cession de ses places, 63-64 ; les cède à Rohan (acte d'échange pour Maillezais du 25 mai 1619), 65-67, 68.
- DOMBES (prince de), voir Montpensier.
- DORMANS (Marne), la bataille (10 octobre 1575), I, 180-181.
- DOUCEUR DES AFFLICTIONS, Lettre à Madame (Catherine de Bourbon) pendant les tribulations de son mariage avec le duc de Bar, II, 158-159, 161-162, 209.
- DOUÉ-LA-FONTAINE (Maine-et-Loire), I, 397.
- DRAGUIGNAN (Var), II, 217.
- DREUX (Eure-et-Loir), la bataille de Dreux (19 décembre 1562), I, 55, 215 (*Tragiques*, Fers), 228 ; — le siège de Dreux (juin-juillet 1593), où d'Aubigné vient trouver Henri IV pour le disputer à la conversion, II, 74 et n° 5, 81, 84.
- DRONNE (la), affluent de l'Isle, la rivière sur laquelle est Coutras, I, 373-374.
- DROUAULT (Roger), I, 25, 26, 27.
- DU BOURG (Anne): conseiller au Parlement de Paris, victime d'Henri II, II, 193 (*Tragiques*, Chambre dorée), 205 (*Tragiques*, Fers).
- DUCROS (Charles), avocat au Parlement de Grenoble, Député général des Églises en Cour, II, 327-323, 336 et n° 2 († 1622 assassiné à Montpellier pour avoir essayé de s'entremettre en faveur de la paix).
- DU FAY (Michel Hurault, sr de Bellesbat et du Fay) petit-fils par sa mère du chancelier de l'Hôpital, gouverneur de Quillebeuf († 1592), II, 182, 249-253.
- DU GUAST (Louis Béranger sr), favori d'Henri III, I, 173.
- DU MAY (le Père), feuillant qui, avec le jésuite Arnou, détacha Constant d'Aubigné du protestantisme, III, 58 et n° 6.
- DU MOTET, ingénieur au service du Prince d'Orange, prêté à Genève, III, 123-126.
- DU MOULIN (Pierre), célèbre pasteur, qui a été chapelain de Madame (Catherine de Bourbon), prédicateur d'Ablon et de Charenton, auteur des *Eaux de Siloé*, etc., mort nonagénaire (1563-1658), II, 333, 339.
- DU PERRON (Jacques Davy), évêque d'Évreux (1591), puis cardinal (1604) : son rôle dans la conversion d'Henri IV, II, 80 ; — controverse théologique avec le ministre Béraud, de Montauban, lors de l'Assemblée de Mantes (8 novembre 1593-23 janvier 1594), 101 ; — envoyé à Rome avec le cardinal d'Os-sat pour l'absolution d'Henri IV, 110 ; — son rôle dans « la ruse de Mantes », projet de conférence théologique truquée, 249-253 ;

- sa réplique tardive au livre de Duplessis-Mornay sur l'*Institution de l'Eucharistie*; 263; la fameuse Conférence de Fontainebleau (4 mai 1600), où avait été examiné ce livre, II, 274-279; la revanche protestante prise par d'Aubigné quinze jours après, I, 265; II, 280-287; — le Roi et le duc de Bar font appel à du Perron pour convertir Madame en 1601, 297-298; — les projets de réunion des deux Religions, une entrevue entre du Perron et d'Aubigné à ce sujet (3 décembre 1607), 337 n° 1, 339-341, 343, 345; — du Perron défend l'*Histoire de de Thou à Rome*, III, 348.
- Du PERRON le jeune, le frère de l'évêque, II, 248 (*Saney*), 282.
- Du PIN (Jacques Lallier, s^r), « secrétaire de la main » de Henri, Roi de Navarre, qui imitait merveilleusement son écriture, membre de son conseil, intendant de ses finances, II, 182.
- DUPLESSIS-MORNAY (Philippe de Mornay, s^{er} du Plessis-Marly, dit) : secrétaire de Coligny, I, 112; — envoyé par le Roi de Navarre en Angleterre au début de 1580 pour demander des secours, 252 n° 2; — visite avec le Roi de Navarre, à Cadillac, le cabinet de François de Candale, évêque d'Aire, en 1581, I, 274; — contribue à empêcher le voyage du Roi de Navarre en Cour en 1582-1583, I, 299-300; — son intervention dans la querelle entre le Roi de Navarre et Henri III, après le renvoi de Marguerite (août 1583), 308; — deux missions à Paris en 1584, pour révéler une conspiration contre la Couronne, 310-311, pour demander prorogation des places de sûreté, 312-313; ce que lui dit Henri III en avril 1584 sur son beau-frère de Navarre, qu'il reconnaît déjà pour son héritier, les conseils de Duplessis au Roi de Navarre en vue de cette éventualité, 316, 317; — sa relation de la campagne d'été de 1587 (préliminaires de Coutras et bataille de Coutras), 372 n° 1 et 374; justifie le Roi de Navarre de ne pas être parti de suite, après la victoire, au-devant de son armée étrangère, 382, 383 et n° 1 et 2; — rédige un mémoire pour Henri III après les Barricades, exposant toutes les raisons qui militent en faveur d'un rapprochement entre le Roi et les Huguenots, 390 n° 3; — substitué à d'Aubigné dans les préparatifs d'exécution de son « Grand Dessein », 393-394; — rédige le discours d'inauguration du Roi de Navarre à l'Assemblée de la Rochelle (16 novembre 1588), 404; est nommé du conseil de surveillance du Protecteur, 406-407; se félicite que l'harmonie ait été finalement rétablie à l'Assemblée, 408; — son jugement sur la disparition et l'assassinat du duc de Guise à Blois, 409 n° 1, 410-411; — achève la négociation de la trêve des deux rois (avril 1589), récompensé par le gouvernement de Saumur, II, 6-7; — négocie le retrait du roi de la Ligue des mains de M. de Chavigny, gouverneur de Chinon, 39-43; — assiste à la bataille d'Ivry (14 mars 1590), son récit de la bataille, 49 n° 4. — sa relation de l'affaire de Bures (17 février 1592) où Henri IV prend sa revanche de l'affaire d'Aumale, 68; — ses commentaires attristés sur les décisions arrêtées au Conseil du Roi à Mantes, les 15-16 mai 1593, pour sa prochaine conversion, 79 n° 1; — une lettre anxieuse d'Henri IV à Duplessis (25 juin 1593) sur les tractations des États généraux de la Ligue avec l'Espagne, 84 n° 4; — le jugement de Duplessis sur l'abjuration, 91; ses appréhensions au sujet des démarches faites à Rome pour l'absolution, un mémoire au Roi pour expliquer les craintes du Parti, 92, 94 n° 2; — obtient d'Henri IV la réunion de la pre-

mière Assemblée protestante du nouveau règne, à Mantes (8 novembre 1593-23 janvier 1594), 99-100 ; — préside le 2 mars 1594 l'assemblée des gouverneurs des places de l'Ouest, tenu à Thouars, 102 et n° 2 ; — défend le synode de Fontenay (fin mars 1594) contre les reproches d'Henri IV, 102-103 ; — son émotion lors de l'attentat de Châtel (27 décembre 1594) et la leçon religieuse qu'il en tire pour le Roi, 106-107 ; — son indignation du massacre de la Châtaigneraie (13 août 1595), 111 ; — négocie trêve entre le Poitou et la Bretagne ligueuse, *ibid.* ; — sa présence et son rôle aux Assemblées de l'Édit de Nantes, 119, 120, 124-126, 129, 132-134 ; il est chargé de rédiger un « Brief Discours » pour démontrer les justes procédures des Protestants depuis l'origine de la Réforme, 131 n° 1 ; il va au-devant du Roi quand il approche pour son expédition de Bretagne, 145 ; — son *Mystère d'Iniquité*, ou Histoire de la Papauté, 243 ; son traité sur l'*Institution de l'Eucharistie* (juillet 1598), dont les citations sont examinées dans la fameuse Conférence de Fontainebleau du 4 mai 1600, II, 246, 263, 274-279 ; — il assiste au mariage de Madame (31 janvier 1599), les confidences qu'elle lui fait dans ses lettres sur ses tribulations, II, 289-290 ; — recommande attitude réservée à des coreligionnaires pendant la guerre de Savoie, 303-304 ; — rend hommage aux bienfaits de l'Édit de Nantes, 311-312 ; — soutient auprès du Roi la prétention de Bouillon (poursuivi pour complicité avec Biron) d'être jugé par la chambre mi-partie de Castres, 313 ; — défend le Synode de Gap (octobre 1603) qui a voté la déclaration sur l'Antéchrist, *ibid.* ; — assiste à la mort de la Trémoille (26 octobre 1604), dont il est l'exécuteur testamentaire,

317 ; — déploie grande activité pour préparer l'Assemblée de Châtellerault de 1605 qui va pourvoir au remplacement des premiers Députés généraux, 321 n° 1 et 322 ; les raileries à son adresse, et les dédains de Rosny, représentant du Roi à cette Assemblée, 325, 332 ; — son attitude à l'égard des « fous du Synode » de la Rochelle (mars 1607), 335-336 ; — sa tristesse de la situation faite désormais aux anciens serviteurs du Roi (Lettre au secrétaire d'Etat Loménie du 18 janvier 1608), 349-350 ; — témoigne à nouveau en faveur du régime de l'Édit de Nantes, 351-352 ; — ses espérances et ses illusions sur l'évolution protestante de Venise, qui est en conflit avec le Pape, 353 ; — M. Marbaut lui donne des nouvelles de Paris au moment du voyage du Prince d'Anhalt, venu pour l'affaire de la succession de Clèves (décembre 1609), 355 ; — son loyalisme envers la Régente après la mort de Henri IV, III, 2-3 ; — préside l'Assemblée de Saumur de 1611, ses rapports avec les commissaires royaux, il contribue à l'élaboration du nouveau Règlement général, sa tactique pour éviter un schisme dans l'Assemblée, 4-14 ; — conseille aux assemblées provinciales qui suivent de concerter leurs remontrances et leur démarche en Cour, 14-15 ; — s'entremet pour accommoder le conflit de Rohan avec le gouvernement royal et mettre fin à la première Assemblée de cercle (à la Rochelle, 20 mars 1612-44 janvier 1613) qui en est résultée, 26-27 ; — donne des conseils de prudence aux Églises en prévision de la majorité prochaine (légale, à 13 ans) du Roi, 30-31 ; — rend sa place de Saumur à Louis XIII au début de la guerre de 1621 (en mai) et le Roi la lui retire, lettre amère de Duplessis à Mme de la Trémoille (20 mai) contre l'Assemblée de la

- Rochelle, qu'il rend responsable, 95 ; — déplore la guerre civile et voudrait y mettre fin pendant l'hiver, 1621-1622, pour que la France eût les mains libres au dehors, 110.
- DUPUY (Christophe), protonotaire apostolique, parent de de Thou, qui défend son Histoire à Rome, II, 348.
- DURANT (Samuel), pasteur à Charenton, frère de Daniel Durant, s^r de Hautefontaine, ci-dessous, II, 333, 339.
- DURANT (Ezéchiel), leur frère à tous deux, colonel au service de Venise, correspondant de d'Aubigné, III, 151 n° 1.
- DURAS (M. de), l'ainé du baron de Rosan, ci-après, qui l'assiste dans son duel avec Turenne, I, 237, 238 et notes.
- DURAS (Jean de Durfort, d'abord baron de Rosan, puis vicomte de), chambellan ordinaire du roi de Navarre : son duel avec Turenne, sur la grève d'Agen, le 17 mars 1579, I, 237-238 ; — sa femme, dame d'honneur de la Reine Marguerite, victime de la « Sfrisata » de Saint-Maixent en mars 1582, I, 288 et 291 ; — le ménage est le mauvais génie de Marguerite, 334.
- Du Sou, gentilhomme protestant, qui a laissé relation des Conférences de Fontenay (fin 1615), préliminaires au Congrès de Loudun, III, 35-36.
- Du Vair (Guillaume), ecclésiastique, magistrat et homme de lettres ; conseiller au Parlement de Paris, puis Premier Président au Parlement de Provence, ambassadeur en Angleterre, garde des Sceaux en 1616, évêque de Lisieux en 1617, III, 79-80.
- E
- ÉDITS de religion : l'Édit du 19 avril 1561, I, 37 ; — l'Édit de juillet 1561, I, 37-39 ; — l'Édit de janvier (17 janvier 1562), I, 38-39, 42 ; — l'Édit d'Amboise (19 mars 1563) qui met fin à la première guerre de religion, I, 61-62 ; les entorses à l'Édit d'Amboise qui auraient amené la seconde guerre, 68-70 ; il est rétabli par la paix de Longjumeau (23 mars 1568), 72 ; — l'Édit de Saint-Maur (septembre 1568), qui proscriit le protestantisme, 76 ; — l'Édit de Saint-Germain (août 1570) à la fin de la troisième guerre, ce qu'il ajoute à l'Édit d'Amboise, I, 90 ; — l'Édit de Boulogne (juillet 1573), qui entérine la paix de la Rochelle, 140 ; — l'Édit de pacification de Beaulieu (6 mai 1576) qui clôt la troisième guerre, 193-195 ; c'est cet édit qui est l'enjeu des États de Blois de 1576, la harangue de Mirambeau aux États, composée par d'Aubigné, en faveur de l'Édit, 198-200 ; l'opinion de Montmorency-Damville sur l'Édit de Beaulieu, 205 ; — l'Édit de Poitiers, qui confirme la paix de Bergerac (17 septembre 1577) après la sixième guerre, il restreint l'Édit de Beaulieu, 217-219 ; — l'Édit de juillet 1585, qui déchire les édits de tolérance antérieurs, 314-315, 326 ; — le Roi de Navarre, après Coutras, ne demande pas autre chose que leur rétablissement, 330 ; — l'Édit d'Union de 1588, faux accord et fausse réconciliation entre Henri III et Guise après les Barricades, maintient la proscription de la religion protestante, 391 ; — les Édits de Mantes du 4 juillet 1591 reviennent au régime de l'Édit de 1577, avec ses compléments de Nérac 1579, et de Fleix 1580, II, 62 ; — la conclusion de l'Édit de Nantes (avril 1598) et les retranchements apportés à l'Édit vérifié (25 février 1599), l'opinion de Duplessis et de d'Aubigné, 145-149 ; — la satire de l'Édit de Nantes dans la *Confession de Sancy*, II, 253-258 ; — le dernier Parlement qui ait enregistré l'Édit, celui de Rennes en 1600, II, 328 ; — l'Édit de Fontai-

bleau (1599) particulier au Béarn, III, 53 ; — la paix de Montpellier (octobre 1622), après deux années de guerre civile, rétablit intégralement l'Édit de Nantes, 124 ; — la paix de grâce d'Alais (28 juin 1629), après la prise de la Rochelle, laisse subsister l'Édit de Nantes pour la liberté religieuse, mais détruit la puissance militaire et l'ordre politique du Parti, 174.

EDMONDS (Thomas), agent de l'ambassadeur d'Angleterre Henry Hunton, II, 66 n° 1.

ELBEUF (Charles de Lorraine, marquis, puis duc d'), † 1605, cousin-germain de Henri de Guise et de Mayenne, II, 90.

ÉLISABETH, Reine d'Angleterre (de 1558 à 1603) : conclut avec Condé et Coligny le traité de Hampton-Court, I, 53-55 ; — reçoit Ségur-Pardaillan, envoyé du Roi de Navarre, 302 n° 1 ; — fait avec les Princes allemands les frais des armées étrangères du Roi de Navarre, 382 ; — envoie des soldats à Henri IV à Dieppe et à Rouen, II, 38 et n° 4, 62-63 ; — s'irrite de sa témérité et de ses imprudences, 66 ; — marchande son secours pour Calais, attaqué par les Espagnols (en avril 1596), 113 n° 4 et 115 n° 3 ; — reçoit en août 1597 un député de l'Assemblée de Châtellerault, 136 et n° 4 ; — l'admiration que d'Aubigné professe pour elle, II, 164, 166, 202 (*Tragiques*, *Chambre dorée*).

ENTRAGUES (François de Balsac, sgr d'), le cadet des trois frères d'Entragues, l'époux de Marie Touchet, maîtresse de Charles IX : leur fille (Catherine-Henriette de Balsac d'Entragues), fut la marquise de Verneuil, maîtresse d'Henri IV, II, 30.

ENTRAGUES (Charles de Balsac, sgr de Clermont-Soubirans), le dernier des trois frères (fils de Guillaume de B. d'E.), II, 30.

EPERNAY (Marne), I, 318-319.

EPERNON (Jean-Louis de Nogaret de la Valette, duc d'), sa châtellenie d'Épernon fut érigée en duché-pairie le 27 novembre 1581 ; colonel général de l'infanterie en 1584, amiral de France en 1587 : sa mission auprès du Roi de Navarre (du 20 juin au 7 août 1584) pour l'engager à se faire catholique après la mort de Monsieur, I, 300-302, 304, 311-312, 316 ; — revient secrètement le trouver à Montauban fin mars 1585, 318 et n° 5 ; — se porte au secours d'Angers, attaqué par Condé (octobre 1585), 340 ; — assiégé par les Ligueurs dans son château d'Angoulême, délivré par les troupes du Roi de Navarre (août 1588), 392 ; — une partie de sa cavalerie, sous les ordres de son beau-frère, le comte de Brienne, se laisse surprendre par Mayenne (avril 1589), II, 11-12 ; — quitte Henri IV après la mort d'Henri III, 35 n° 1 ; — ses beaux jours à la Cour d'Henri III (*Tragiques*, *Princes*), 197 ; — la lettre que lui écrit Henri IV (le 5 mai 1600) pour exalter la victoire de du Perron sur Duplessis à la Conférence de Fontainebleau, 279 ; une rencontre avec d'Aubigné quinze jours après, chez la princesse de Conti, 275, 280 ; — son conflit, comme gouverneur de la province (Aunis-Saintonge-Angoumois) avec la Rochelle en 1616, l'écho de cette querelle dans le *Faeneste*, III, 40 et sq. ; — se fait le chevalier servant de la Reine-mère brouillée avec Louis XIII, 63 ; veut acheter les places de d'Aubigné, 64.

ÉPIGRAMMES LATINES, pièces satiriques de d'Aubigné, restées manuscrites (t. VI des *Mss. de Bessinges*), III, 166-167.

ESNARD (Louis), ministre de Fontenay-le-Comte, II, 95-97.

ESPINAC (Pierre IV d'), archevêque de Lyon, un des prélats de la Ligue, II, 54.

ESPRIT, capucin, qui cherche à convertir Mada-me, à Nancy, II, 290.

ESTE (Anne d'), fille de Renée de France, duchesse de Ferrare, femme de François de Guise, remariée après sa mort à Jacques de Savoie, duc de Nemours, I, 114.

ESTISSAC (Mme d'), parente des Vivonne et de Suzanne de Lezay (le comte d'Estissac était frère de François IV de la Rochefoucauld, ci-dessous), I, 293.

ESTRÉES (Gabrielle d'), fille d'Antoine d'Estrées, marquis de Cœuvres, mariée à Nicolas d'Amerval, s^r de Liancourt et de la Roche-Guyon, depuis duchesse de Beaufort et marquise de Mousseaux, maîtresse d'Henri IV, † 1599 : I, 403 ; II, 80, 112-113, 258 (*Sancy*), 360.

ESTRÉES (François-Annibal d'), marquis de Cœuvres, le frère de Gabrielle d'Estrées, III, 4 et n° 2, 142.

ÉTAMPES (Seine-et-Oise), II, 17-18.

ÉTATS GÉNÉRAUX : les États de Blois de 1576, I, 196, 198-200, 202-203, 204 ; — les États de Blois de 1588, I, 403, 411 ; — les États généraux de la Ligue pour l'élection d'un roi (ouverts le 26 janvier 1593), II, 73-79, 83 n° 3, 84 et n° 4, 85 ; — les États généraux de 1614 (14 octobre 1614-23 février 1615), III, 32.

EXPIILLY (Claude d'), Président du Parlement de Grenoble, humaniste, correspondant et ami de d'Aubigné, III, 158-159.

F

FABRI, syndic de Genève, hostile à d'Aubigné, III, 158.

FAENESTE (*Les Aventures du baron de*), œuvre satirique de d'Aubigné : la résidence du seigneur Enay, dans le *Faeneste*, est une reproduction du château de Mursay, résidence de d'Aubigné, II, 151 ; — les rapports entre le *Sancy* et le *Faeneste*, II, 247-248, 260 n° 2, 262, 265, 268 ; — la composition et la matière des trois premiers livres du *Faeneste* : l'écho de la

querelle de d'Épernon avec la Rochelle (en 1616) dans les deux premiers livres parus ensemble en 1617 ; la satire du gouvernement de Concini dans le troisième, paru seulement après sa chute, en 1619 ; III, 43-52 ; — le scandale de la publication du quatrième livre à Genève, 167, 175-176.

FARINES (La journée des), 20 janvier 1591, II, 62 et n° 3.

FAVAS (Jean de), vicomte de Castets-en-Dorthe, gouverneur de la Réole, une des places de sûreté, I, 232 et notes, 245.

FAVRE (Jean), ancien syndic de Genève, qui s'efface devant d'Aubigné pour lui laisser acquiescer le Crest, III, 90.

FAYE (La petite), paroisse de Saint-Léger, près Melle (Deux-Sèvres), domaine acquis par d'Aubigné, en même temps que le Chaillou, le 29 mai 1593, pour constituer apports en mariage, I, 294-296 (avec la note 4) ; II, 150.

FÉRAUT, réfugié français à Genève, ingénieur, III, 125-126.

FERDINAND II, empereur d'Allemagne (de 1619 à 1637), petit-fils de l'empereur Ferdinand I^{er}, qui était le frère cadet de Charles-Quint : III, 91, 119, 174.

FÈRE (La), (Aisne), I, 272 ; II, 65, 106, 112-115, 157-158, 360.

FÉRET (abbé), II, 277-278, 285-287.

FERVAQUES (Guillaume de Hauteмер s^r de), comte de Grancey, maréchal de France, duc et pair en décembre 1611, † 1613 : d'Aubigné sert sous ses ordres dans la guerre de Normandie, I, 151-159 ; à la bataille de Dormans, 179-189 ; — leurs querelles, 183-184 ; — Fervagues, mis au courant du projet d'évasion du Roi de Navarre, le trahit auprès de Henri I I, 184-188, puis vient se faire pardonner à Alençon, 191 ; — de nouveau en querelle avec d'Aubigné, 197-198, 212-213 ; — Fervagues

- dans le *Sancy*, II, 261-262 ; — provoque dispute théologique entre d'Aubigné et le P. Cotton, 354-356.
- FIGEAC (Lot), I, 228, 240 et n° 1.
- FILLON (Benjamin), III, 63 et sq., 74.
- FLEIX (Dordogne, arrondissement de Bergerac), où fut signée, au château, la paix de Fleix du 23 novembre 1580, I, 270 et n° 5, 271-272.
- FLORIMOND DE RAYMOND, conseiller au Parlement de Bordeaux, II, 251 (*Sancy*).
- FOISSIA (M.), ami de d'Aubigné qui fait un quatrain sur son mariage avec René Burlamachi, coïncidant avec une condamnation à mort à Paris, III, 145 n° 1.
- FOIX (Germain-Gaston de), comte de Gurson et de Foix, marquis de Trans, propriétaire du château de Fleix, au moment des négociations de la paix de 1580, I, 270 n° 5.
- FOIX-CANDALE, cf. Candale.
- FOIX (Paul de), conseiller au Parlement de Paris, archevêque de Toulouse, I, 230 n° 2, 235.
- FOLLEVILLE (Somme, près Montdidier), II, 65-66.
- FONS (baron de), II, 124.
- FONTAINEBLEAU (Seine-et-Marne), I, 297 ; II, 274-279 (la Conférence de Fontainebleau).
- FONTENAY-LE-COMTE (Vendée) : I, 369 ; II, 47 (le roi de la Ligue détenu à Fontenay), 102-103 (Synode), 111 (assemblée provinciale) ; III, 34-36 (les Conférences de 1615, préparatoires au Congrès de Loudun).
- FONTENAY (M. de), député aux Assemblées de l'Édit de Nantes, III, 9.
- FOSSEUSE (Mlle de Montmorency-Fosseux, dite la), maîtresse du Roi de Navarre, I, 244, 280, 285-286.
- FOUCAUDES (les), Radegonde et Claude Foucaud, ou Foucault, filles de Jacques F., procureur au Parlement de Paris, martyres du protestantisme, II, 203-209.
- FOUQUEROLLES (Pierre de), capitaine du Roi de Navarre, I, 368-369, 388.
- FOURNIER, capitaine aventurier, gouverneur de Bruguairolles (Aude), I, 229.
- FRANÇOIS II, Roi de France, I, 34, 37, 41 ; II, 235-236 (*Tragiques*, Vengeances).
- FRÉDÉRIC V, électeur palatin, calviniste, III, 110, 134-135.
- FRÉJUS (Var), II, 217 (*Tragiques*, Fers).
- FRESNE-CANAYE (Philippe Canaye, s^r du Fresne), président de la chambre mi-partie de Languedoc (à Castres), converti au catholicisme en 1601, et ambassadeur à Venise, II, 134-136, 277 n° 1.
- FRIEDELDSHEIM (traité de), du 11 janvier 1587, I, 365.
- FRONSADOIS (le), pays de Fronsac sur la Dordogne (Gironde), I, 84-85.
- FRONTENAC (François de Buade, sⁿ de), gentilhomme tourangeau, écuyer du Roi de Navarre, puis gouverneur de Marans, I, 189, 262 n° 3, 281 n° 1, 354 et n° 2, 409 n° 1.
- FUENTES (Don Pédro-Henriquez d'Azevedo, comte de), gouverneur des Pays-Bas espagnols après l'archiduc Ernest, II, 110 et notes 1 et 2, 112.
- FULGENCE (le Père), jésuite libéral de Venise, III, 156-157.

G

- GADAGNE (Jean-Baptiste), l'abbé de Gadagne, I, 250.
- GAP (Hautes-Alpes) : le Synode de Gap, II, 180, 242-243, 311, 313, 335.
- GARDINER (Guillaume), protestant anglais martyrisé au Portugal (*Tragiques*, Feux), II, 205.
- GARNACHE (la), Vendée, I, 258 et n° 7, 259, 397-398, 408 ; II, 1, 3-4.
- GARNET (Henri), provincial des jésuites en Angleterre, exécuté en 1606, II, 164 (*Sancy*).

- GASTINES (Richard de), ancien condisciple de d'Aubigné chez Béroald, jeune et héroïque martyr de 1569, I, 35 et n° 2 ; II, 207 (*Tragiques*, Feux).
- GAVARET, qui voulait assassiner le Roi de Navarre pendant la guerre de 1580 (juillet), I, 262 et n° 3.
- GELIN (H), II, 97.
- GÉNÉALOGIES en vers de la famille d'Aubigné, I, 17-18.
- GÈNES, objectif de l'expédition franco-piémontaise de 1625, III, 142-143.
- GENÈVE : d'Aubigné enfant y étudie pendant deux ans, I, 64-65 ; — demande au Petit Conseil (en juillet 1619) des mémoires genevois pour son *Histoire*, III, 67 et n° 2 ; — reçoit, entre autres choses, une relation de l'Escalade, 76-77 ; — sa fuite et son odyssee de Saintonge à Genève en 1620, 87-88 ; — Genève fait appel à sa science militaire quand elle craint une attaque de la Savoie, il propose un plan de travaux de fortifications (1621-1622), 122-123 ; — le Petit Conseil ne cède pas à la pression de l'ambassadeur de France, qui voudrait le faire expulser, 133-134 ; — nouvelles alarmes de Genève pendant l'hiver 1629-1630, III, 173 ; — le scandale de la publication du 4^e livre du *Faeneste*, 175-176 ; — les honneurs funèbres que lui rend la Seigneurie, 181.
- GENLIS (Jean de Hangest, s^{er} d'Ivoy, puis de), I, 113, 127.
- GENNES (Maine-et-Loire), passage sur Loire, I, 338.
- GILLOT (Jacques), conseiller à la Grand'-Chambre du Parlement de Paris, qui voulut accompagner le Premier Président Achille de Harley à la Bastille, le 16 janvier 1589, II, 199 (*Tragiques*, Chambre dorée).
- GIVRY (Anne d'Anglure, s^{er} de), mestre de camp de cavalerie, gouverneur de Brie († 1594), II, 33, 67.
- GOBELINS (François et Nicolas), condisciples de d'Aubigné chez Béroald, I, 35-36.
- GONESSE (S.-et-O.), II, 52 n° 3, 58.
- GOULART (Simon), le pasteur genevois, continuateur du *Martyrologe* de Crespin, auteur de compilations historiques (*Mémoires de l'Estat de France sous Charles IX*, *Mémoires de la Ligue*, *Trésor d'histoires admirables*, etc.), correspondant, puis ami de d'Aubigné à Genève : I, 118 (les arquebusades de Charles IX) ; II, 169 et n° 2, 177 et 178 n° 1, 179-180, 204, 227, 240 ; III, 78-79, 80, 81, 88, 146.
- GOURDON (Antoine de), s^{er} de Genevières, vicomte de Gourdon, baron de Puylagarde, gentilhomme du Quercy, † 1616, II, 237-238.
- GOURNAY (Marie le Jars de) 1556-1645, fille adoptive de Montaigne, II, 165.
- GRAFFRIER OU GRAFFENRIED (de), s^{er} de Berne, III, 128-129.
- GRANDRIS (Guillaume de) s^{er} de Grandchamp, I, 259 et n° 3.
- GRAVERON (Philippe de Luns, demoiselle de), martyre protestante suppliciée en 1558, II, 205 (*Tragiques*, Feux), 209.
- GRÉGOIRE XIII, Pape de 1572 à 1585, l'auteur de la réforme du calendrier, III, 176.
- GRÉGOIRE XIV, Pape qui succéda à Sixte-Quint († 1590) et ne régna que dix mois, ardent ligueur, fulmine des bulles d'excommunication contre Henri IV et ses partisans (mars 1591), II, 61 et 62 (avec les notes 1 et 2).
- GRENADÉ-SUR-ADOUR (Landes, arrondissement de Mont-de-Marsan), III, 91, 92.
- GRENOBLE (Isère), II, 61, 105 ; III, 33 (l'Assemblée protestante de 1615).
- GREY (Jane), arrière petite-fille d'Henri VII

d'Angleterre, opposée à Marie Tudor, après la mort d'Edouard VI, décapitée à la Tour de Londres en 1554 à 17 ans, II, 205 (*Tragiques*, Feux).

GUERRES CIVILES (*le Traité sur les*), opusculé politique de d'Aubigné composé pendant l'hiver de 1621-1622, III, 110-115.

GUICHE (Diane d'Andouins, comtesse de), dite la belle Corisande, veuve de Philibert de Gramont, comte de Guiche, gouverneur de Bayonne et sénéchal de Béarn, tué au siège de la Fère en 1580 : devient la maîtresse du Roi de Navarre en 1581, I, 276, 286 ; — propos hardis de d'Aubigné sur elle, tenus à Mont-de-Marsan, 303-304, 305 ; — elle disloque le ménage de Navarre, 333 ; — escapade du Roi de Navarre en Béarn pour la voir, 348 ; — il lui porte les drapeaux de la victoire de Coutras, 381, 387 ; — lui donne des nouvelles du siège de Beauvoir-sur-Mer (octobre 1588), 399-400 ; — consulte d'Aubigné sur un projet de mariage avec elle (novembre 1588), 400-403 ; — la tient au courant de ses progrès militaires en 1589 et 1590, II, 5-6, 18, 48.

GUISE (François de Lorraine, duc de) 1549 † 1563 : mention anticipée de son assassinat, I, 20 ; — la conjuration d'Amboise contre les Guises (François et son frère le cardinal de Lorraine), 34 ; — le Triumvirat catholique, 37 ; — le massacre de Vassy, 40 ; — les acclamations des Parisiens au retour de Guise, 42 ; — le siège d'Orléans et l'assassinat, I, 57, 58, 59, 60 ; II, 215 (*Tragiques*, Fers), 228.

GUISE (Henri de Lorraine, prince de Joinville, puis duc de), le fils du précédent, 1550 † 1588 : dépit de la faveur de Coligny après la 3^e guerre, I, 111 ; — prêt à venger son père, 114, 121 ; — envoyé contre l'avant-garde de

l'armée de Condé, la bataille de Dormans (10 octobre 1575), d'où il rapporte l'épithète glorieuse de *Balafré*, I, 145, 179-181 ; — la familiarité de d'Aubigné avec Guise après cette expédition, à laquelle il a pris part, 181-182 ; — Guise berné par le Roi de Navarre le jour de sa sortie de Paris (3 février 1576), 188-189 ; — il essaye de barrer la route aux confédérés allemands pendant la guerre de 1576, 192 ; — devient le chef de la Ligue, 195-211 ; — sauve ce qu'il peut au massacre d'Issoire (12 juin 1577), 212 ; — conspire, en 1584, avec Philippe II et le Duc de Savoie contre la Couronne, 314-311 ; — impose à Henri III, après la mort du duc d'Anjou (10 juin 1584), la proscription des Réformés (*Traité de Nemours*, 7 juillet 1585), 302, 314-319, 330-332 ; — empêche Catherine de faire des concessions au Roi de Navarre aux Conférences de Saint-Brice, 364-368 ; — est particulièrement visé dans la manifeste du Roi de Navarre du 14 juillet 1587, 371 ; — essaye de barrer la route en Champagne aux auxiliaires protestants étrangers, 373 ; — les bat à Vimory (Loiret, 26 octobre 1587) et à Auneau (Eure-et-Loir, 26 novembre), et les pourchasse jusqu'à la frontière, 384-385 ; sa popularité après ces succès, 386 ; — son triomphe apparent après les Barricades : l'Edit d'Union (juillet 1588) qui prépare sa chute ; — l'assassinat des Guises à Blois (Henri et son frère le cardinal), l'effet produit sur les protestants, la réprobation de d'Aubigné, 408-411 ; l'excommunication papale contre Henri III pour le meurtre d'un Prince de l'Eglise, II, 15 et n° 8, 16 ; — les représailles exercées à Paris, 199 ; — l'assassinat évoqué dans les *Tragiques* (Fers), 222.

GUISE (Charles de Lorraine, duc de), fils d'Henri de Guise le Balafré : II, 68-69. 76, 106 ; III,

104 (sa mort au siège de Montauban, 16 septembre 1621).

GUÏTRES (Gironde), les conférences de Guîtres (fin mai 1585), I, 318 à 330.

GUITRY (Jean de Chaumont, s^{er} de), I, 149-150; II, 28.

GUSTAVE (Adolphe), Roi de Suède de 1611 à 1632, III, 174.

II

HAILLAN (du) Bernard de Girard, s^{er} du Haillan, historiographe de France, II, 175 et 178.

HANAULT (le C^{te} de), III, 89.

HARLAY (Achille de), Premier Président du Parlement de Paris, charge où il succéda à son beau-père Christophe de Thou, II, 199.

HAUTEFONTAINE (Daniel Durant, s^r de), frère du pasteur Samuel Durant, et du colonel Durant ci-dessus, marié à Madeleine Couët du Vivier, sœur du pasteur Couët. Il avait été gouverneur de Rohan et de son frère Soubise enfants. Rohan l'installa comme lieutenant au Dognon, quand d'Aubigné lui eut cédé ses places : III, 26, 27 n^o 6, 67-68, 76-77, 83, 95 (tué en juin 1621 en défendant, avec Soubise, Saint-Jean d'Angély contre l'armée royale).

HAYE-DESCARTES (la), Indre-et-Loire, I, 372, 382.

HAYNAULT (Jean de), ministre de Saumur, historien, II, 176, 227.

HENRI II, Roi de France, II, 233-236 (*Tragiques*, *Vengeances*).

HENRI III (Alexandre, plus tard Henri de Valois), Roi de France, portait le titre de duc d'Anjou jusqu'à son avènement au trône de Pologne : chef (en nom) de la réaction catholique au début de la troisième guerre, I, 76 ; — les escarmouches de Jazeneuil contre

l'armée de Condé (en novembre 1568), 79 ; — la victoire de Jarnac (15 mars 1569) et la lâcheté de l'assassinat de Condé, 81-82 ; — l'affaire de Laroche-Abeille (25 juin 1569), 83 ; — Moncontour (3 octobre 1569) où il se montre plus humain, 85 ; — les fêtes du mariage de Navarre, 115, 121 ; — l'élection au trône de Pologne, 120, 140 ; — sa part dans la Saint-Barthélemy, 123-124, 125-127 (leçon que lui donne le Palatin d'Heidelberg) ; — son retour de Pologne et son séjour à Lyon et à Avignon, 161-169 ; — il épouse Louise de Vaudemont, 170 ; — reçoit une délégation protestante (11 avril 1575), 172 ; — excite l'un contre l'autre le Roi de Navarre et d'Alençon, 173-174 ; — consulte d'Aubigné sur la magie, 175 ; — se venge de Bussy, que Marguerite a fait passer dans le parti de Monsieur, 178 ; — envoie le duc de Guise contre l'avant-garde de l'armée de Condé (bataille de Dormans), 179 ; — fait poursuivre le Roi de Navarre évadé, 187-188 ; — se déclare chef de la Ligue pour capter le mouvement, 196 ; — se réconcilie avec Monsieur après la cinquième guerre (à Ollainville, 4 novembre, 1576), 197 ; — envoie au Roi de Navarre son oncle Montpensier pour lui prêcher la paix (sixième guerre) pendant les États de Blois (janvier 1577), 200 et 203 ; lui accorde courte trêve, mais refuse de la renouveler, 204-205 ; — Henri III et la guerre de 1580, dite des Amoureux, la légende et la vérité, I, 244 à 252 ; — charge Monsieur de traiter avec les Protestants, 270 ; — ses instructions pour le démantèlement de Montaigu, 275 et n^{os} 2 et 5 ; — remplace Biron par Matignon comme gouverneur de Guyenne (26 novembre 1581) pour donner satisfaction au Roi de Navarre, 283 ; — d'accord avec sa mère pour faire venir Marguerite en Cour (au début de 1582) dans

l'espoir d'y attirer le Roi de Navarre, 285 ; montre cependant peu d'empressement à descendre à Blois (en avril) où Catherine aurait voulu faire venir le Roi de Navarre après les Conférences de La Mothe-Sainte-Héraye, 297 ; fait bon accueil à sa sœur et lui commande d'inviter son mari à venir, 297-298 ; renouvelle directement l'invitation, 299 ; — se brouille avec Marguerite, et la renvoie (août 1583), d'où résulte un conflit aigu avec le Roi de Navarre, 305-313 ; — cède à la pression de la Ligue en 1585 et déchire ses Édits de tolérance, 314-317, 319, 330-332 ; — contraint de ne faire aucune concession aux Conférences de Saint-Brice, 365-368 ; — déployé avec son armée le long de la Loire empêche le passage des auxiliaires étrangers du Roi de Navarre, 373, 384 et n° 2 ; — ménagé par Henri de Navarre après Coutras, 380-381 ; — sent le terrain miné sous lui par la Ligue et dépêche au Roi de Navarre le s^r de Sainte-Colombe (février 1588), 386 ; — les Barricades et la fausse réconciliation avec la Ligue, l'Édit d'Union de juillet 1588, 389-391 ; — la tragédie de Blois et l'effet produit sur les Protestants, 408-411 ; — signe avec le Roi de Navarre la trêve de Plessis-lès-Tours (3 avril 1589), II, 5-9 ; l'entrevue de réconciliation des deux rois dans le parc du château de Plessis-lès-Tours (le dimanche 30 avril 1589), 12 ; — l'attaque du faubourg Saint-Symphorien à Tours par les Ligueurs (le 8 mai), 14 ; — l'excommunication pontificale et l'effroi qu'il en éprouve, 15-16 ; la marche sur Paris, 16-20 ; — les circonstances de la mort d'Henri III, 22-23 ; Henri III dans les *Tragiques*, 187 (Miséres), 189-192 (Princes), 221-222 (Fers), 236-237 (*ibid.*) ; — la satire d'Henri III dans le *Sancy*, 261 :

HENRI IV : une anecdote anticipée, I, 2-3 ; — a connu d'Aubigné enfant au château de Pons, 26, 31 ; — amené par sa mère à la Rochelle au début de la troisième guerre, 75 ; — elle le fait proclamer chef par l'armée après la mort de son oncle Condé à Jarnac, 83 ; — le mariage avec Marguerite de Valois, 110, 114-115 ; — d'Aubigné devient écuyer du Roi de Navarre, 139-140 ; — Henri trainé de force au siège de la Rochelle après la Saint-Barthélemy, 140-142 ; — le projet de fuite de la Cour en mars 1574, qui échoue, 149-151 ; — la guerre de Normandie, 151-156 ; — la conspiration de La Môle et Coconas, 156-157 ; — le Roi de Navarre dans le chariot de Catherine de Médicis pour aller au-devant d'Henri III revenant de Pologne, 161-162 ; — témoin de l'agitation de la Reine-mère lors de la mort du cardinal de Lorraine à Avignon, 167-168 ; — ses gentilshommes participent à l'assaut de Livron (20 décembre 1574) qui échoue, 169 ; — intrigues et fêtes de Cour, 173-174 ; — son évasion et sa fortune future prédites par l'enchanteur Lescot, 175 ; — la fuite de Monsieur, 179 ; le Roi de Navarre obligé d'envoyer sa maison combattre à Dormans, 179-181 ; surveillé par Catherine qui craint qu'il n'imité le duc d'Alençon, 182-183 ; — l'évasion (février 1576), 184-191 ; la guerre de 1576 et la paix de Beaulieu (6 mai), qui lui donne le gouvernement de la Guyenne 191-194 ; — s'entend assez mal avec son cousin Condé, 196 ; — abjure le catholicisme dans le temple de Niort en juin 1576, 196 ; — a de la peine à maintenir l'union entre Protestants et Catholiques de son Parti, 197 ; — reconnaît que l'Édit de Beaulieu ne peut être maintenu tel quel, 200 ; — reçoit au siège de Marmande une députation des États de Blois, 201-203 ; — signe avec Biron une trêve

de quinze jours, le 26 mars 1577, 204 ; — charge d'Aubigné d'une mission délicate en Languedoc, pour connaître « le secret » de Montmorency-Damville, 206, 211-213 ; — se brouille avec d'Aubigné, 214-224 ; — la discorde entre le Roi de Navarre et le maréchal de Biron, lieutenant-gouverneur du Roi en Guyenne, 228 ; — la Reine-mère lui ramène sa femme (octobre 1578), 230-231 ; la reçoit avec honneur à Nérac où se tient la Conférence de février 1579, 233 ; prend congé de Catherine à Castelnau-dary (début de mai), 238 ; — se réconcilie avec d'Aubigné 242-243 ; — le Roi de Navarre et la guerre de 1580 dite des Amoureux, la légende et la vérité, 243-254 ; — se saisit de Cahors au début de la guerre (mai), 256 et 263 ; l'escarmouche de Nérac, 263-265 ; ses raisons pour faire la paix de Fleix (26 novembre 1580), 271 ; — la réunion de la Cour de Navarre avec celle de Monsieur après la paix, 273 ; — la visite du cabinet de François de Candale, à Cadillac, 274 ; — sur le démantèlement de Montaigu, 275 ; — l'avènement de la comtesse de Guiche, 276 ; — l'entrevue, ménagée par d'Aubigné, entre le Roi de Navarre et le connétable de Portugal, le comte de Vimioso, 278-279 ; — vient à l'Assemblée de Montauban (de mai 1581) qui ratifie la paix de Fleix, mais non sans récriminer contre « le Protecteur », 280-281 ; — enfin débarrassé de Biron comme gouverneur de Guyenne, qui est remplacé par le maréchal de Matignon, 283 ; — règlement de l'affaire de Périgueux, 284 ; — Marguerite se rend en Cour, à Paris ; il la conduit au-devant de sa mère jusqu'à Saint-Maixent ; les Conférences de la Mothe-Sainte-Héraye (mars 1582), 284-291 ; — pendant le séjour de Saint-Maixent a été honorer de sa présence la cour que d'Aubigné faisait à

Suzanne de Lezay au château de Bougouin, 292 et n° 1 ; — va faire une saison aux Eaux-Chaudes dans les Pyrénées, 297 ; — résiste aux sollicitations de sa femme et d'Henri III pour se rendre en Cour, 298-305 ; — la querelle des Cours de France et de Navarre après le renvoi de Marguerite par Henri III (août 1583), 306-313 ; — attitude d'héritier présomptif après la mort du duc d'Anjou (10 juin 1584), temporisation devant les armements de la Ligue au printemps de 1585 ; les Conférences de Castres (mars) et Guitres (fin mai), 314 à 330 ; — le Roi de Navarre apprend au château de la Force la signature du traité de Nemours (7 juillet 1585), proteste auprès du Roi et de la Reine-mère, 330-331 ; — la formation de la contre-ligue avec les « Catholiques unis » (le parti de Montmorency-Damville), 332 ; — la Cour le ménage pendant l'été de 1585, 333 ; — Marguerite quitte le domicile conjugal et se retire dans son apanage à Agen, 333-334 ; — l'entreprise malheureuse de Condé à Angers donne raison à la temporisation du Roi de Navarre, 345 ; — les manifestes du 1^{er} janvier 1586, 346-347 ; — monte de Guyenne en Saintonge, 347-348 ; — de la Rochelle va visiter par mer d'Aubigné à l'île d'Oléron, e voir l'opération d'embouteillage du port de Brouage, 354-355 ; — défend avec succès Marans contre le maréchal de Biron, 355-356 ; les Conférences de Saint-Brice, 358-368 ; — une nouvelle brouille avec d'Aubigné déposé d'Oléron, 361-363 ; — la campagne de printemps de 1587, et le refoulement de Joyeuse vers la Loire, 368-373 ; — ne peut donner la main à son armée étrangère, 373 ; — la bataille de Coutras (20 octobre 1587) et le mauvais usage de la victoire ? 373-383 ; — la Cour esquisse des gestes de rapproche-

ment, 386-387 ; — la furieuse escarmouche devant Nérac (février 1588), 387 ; — la perte et la reprise de Marans, 388-389 ; — l'offre d'assistance à Henri III après les Barricades, 390 ; — le Grand Dessein d'A. d'Aubigné et le siège de Beauvoir-sur-Mer, 392-400 ; — une consultation avec d'Aubigné sur un projet de mariage avec la comtesse de Guiche (novembre 1588), 400-403 ; — l'Assemblée de la Rochelle (novembre-décembre 1588) impose un conseil de surveillance au Roi de Navarre, 403-408 ; — il apprend la nouvelle de la tragédie de Blois, l'effet produit sur les Protestants, 408-411 ; — opérations d'hiver, une maladie du Roi de Navarre, II, 2-4 ; — son manifeste de Châtellerault (4 mars 1589), 5-6 ; — la trêve de Plessis-lès-Tours (3 avril), 7-8 ; — il va installer Duplessis à Saumur, passage sur Loire concédé, et revient à Tours par le Vendômois, 9-12 ; — l'entrevue de réconciliation avec Henri III au château de Plessis-lès-Tours (30 avril 1589), 12 ; — l'attaque du faubourg Saint-Symphorien par Mayenne (8 mai), 13-14 ; — le Roi de Navarre entraîne Henri III vers Paris, 15-20 ; — il s'établit à Meudon, Henri III à St-Cloud, 20-22 ; — l'assassinat d'Henri III (4^{er} août) et les visites du Roi de Navarre au blessé, 24-28 ; — l'hostilité des seigneurs catholiques contre un roi huguenot, 30-36 ; — il confie à d'Aubigné la garde du roi de la Ligue à Maillezaïs, 38 et sq. ; — sa merveilleuse campagne d'hiver de 1589-1590, 48 ; — Ivry-la-Bataille, 48-51 ; — le siège de Paris et la levée du siège à l'approche du duc de Parme, 51-59 ; — l'octroi du gouvernement de Grenoble à un protestant, Lesdiguières, 61 ; — la journée des Farines (20 janvier 1591), les deux Édits de Mantes (4 juillet), 62-63 ; — la « montre » des auxiliaires étrangers dans la plaine de

Wandy, près Vouziers (19 septembre), 63 ; — Henri IV au siège de Rouen, sa témérité, 64-65 ; — il se jette à la tête de l'armée du duc de Parme qui vient au secours de la place, 65-69 ; — le retour de Parme et la levée du siège (20 avril 1592), 71-72 ; — l'annonce de la prochaine conversion (17 mai 1593) pour parer au danger d'élection par les États généraux de la Ligue, 74-79 ; — la vaine tentative de d'Aubigné pour empêcher l'abjuration, 80-86 ; — l'effet de l'abjuration sur les Ligueurs. 90 et n^{es} 1 et 2 ; — les appréhensions protestantes, 91-94 ; — le Roi n'accorde à l'Assemblée de Mantes (8 novembre 1593-23 janvier 1594) que l'Édit de 1577, 99-100 ; — ses critiques contre le Synode de Fontenay (mars 1594), 102-103 ; — une délégation de l'Assemblée de Sainte-Foy à Saint-Germain ; la déclaration de Saint-Germain (novembre 1594), 105-106 ; — l'attentat de Châtel (27 décembre 1594) et l'émotion dans les milieux protestants, 106-107 ; — une délégation de l'Assemblée de Saumur à Lyon, 109-110 ; — l'absolution pontificale. 92, 101, 110 ; — le siège de la Fère (novembre 1595 à mai 1596) et la perte de Calais (avril), 112-116 ; — Henri IV reçoit à la Fère un député de l'Assemblée de Loudun, M. Valsou, 118 ; — il accepte de discuter un nouvel Édit, 120-124 ; ses concessions jugées insuffisantes, les contre-propositions de l'Assemblée de Vendôme, 124-127 ; — la session de Saumur et la perte d'Amiens, le Roi fait appel au patriotisme des députés, 127-132 ; — les difficultés de l'accord avec l'Assemblée de Châtellerault, 132-144 ; — le Roi s'approche en armes pour son expédition de Bretagne, et invite l'Assemblée à lui envoyer des plénipotentiaires munis de pleins pouvoirs ; il les entraîne à Nantes, où est signé l'Édit

(avril), 144-146 ; — la portée des retranchements qu'il devra consentir pour obtenir l'enregistrement au Parlement (25 février 1599), 147 et n° 2 ; — une anecdote de chasse de 1577 : Henri suggérant à d'Aubigné d'être son historiographe, 172 ; — une anecdote de 1601, une discussion dans le cabinet du Roi sur le projet d'histoire d'A. d'Aubigné, 173-174 ; Henri lui offre communication pour sa gouverne des *Mémoires* de Villeroy, 174 ; — une anecdote relative aux *Tragiques* que le Prince avait déjà lus plusieurs fois étant encore Roi de Navarre, 182 ; — Henri IV dans les *Tragiques*, 187-188, 193-196, 197, 218, 220-222, — la satire d'Henri IV dans le *Sancy*, 256, 259 ; — la visite du Duc de Savoie à la Cour de France pour l'affaire du marquisat de Saluces (17 décembre 1599-1^{er} mars 1600), 271-274 ; — la Conférence de Fontainebleau (4 mai 1600) et l'exultation déplacée du Roi sur la victoire de du Perron, 277-279 ; le piège qu'il tend à d'Aubigné en l'affrontant aussi avec du Perron, 275 et 280-232 ; — Henri IV et sa sœur Catherine de Bourbon, le mariage « de raison » qu'il lui fait faire, 288-289 ; souvenirs de Guyenne, 294 ; s'irrite de la résistance de Madame à toutes les tentatives de conversion, 297-298 ; — l'institution nouvelle des Députés généraux en Cour, 310-311 ; — l'arrestation de Biron (14 juin 1602), son procès par le Parlement de Paris et son exécution (le 31 juillet), 312 ; Bouillon accusé de complicité avec Biron, les sanctions, 312-315 ; — une explication avec d'Aubigné après la mort de La Trémoille († 25 octobre 1604) ; — Henri IV et l'Assemblée de Châtellerault de 1605, exige présentation de 6 candidats pour la Députation générale, accorde prorogation des places de sûreté, 321-332 ; — refuse de nom-

mer les Députés généraux que veut lui imposer le Synode de la Rochelle (de mars 1607), 335-336 ; — les projets de réunion des deux Religions, Henri IV se passionne pour cette affaire, 337-347 ; — l'accord se fait avec l'Assemblée de Jargeau (octobre 1608) pour les nouveaux Députés généraux, 351 ; — politique étrangère et ouverture de la succession de Clèves (25 mars 1609), 353 ; le voyage du Prince d'Anhalt à Paris (décembre 1609) pour concerter avec le Roi l'effort militaire à faire entre alliés, 355 ; — *le Grand Dessein* d'Henri IV, et ce que nous en apprend d'Aubigné, 356-359 ; — les deux avertissements que le Roi avait reçus naguère pour sa vie, du juge de Moncontour, et de d'Aubigné (à la Fère), 360-362 ; — l'Appendice à l'*Histoire universelle* écrit après la mort d'Henri IV 362-364.

HENRIETTE DE FRANCE, fille d'Henri IV, épouse de Charles 1^{er} d'Angleterre, III, 168.

HERBAUT, secrétaire d'État, III, 169-170.

HERBERGEMENT (I'), (Vendée, canton de Rocheservière), I, 258 et n° 5.

HERCULE CHRESTIEN (I'), opusculé composé par d'Aubigné pour l'éducation de ses enfants, II, 167.

HERMÈS TRISMÉGISTE, divinité égyptienne sous le nom de laquelle étaient mis des livres crés, II, 241 (*Tragiques*, Jugement).

HÉSIODE (*la Théogonie* d'), II, 166-167.

HEYER (Théophile), auteur d'une notice sur d'Aubigné à Genève, III, 122-123, 127.

HISTOIRE UNIVERSELLE (I') d'Agrippa d'Aubigné : l'Avis de l'imprimeur au lecteur, l'anonymat de d'Aubigné dans les récits, ses états de services, I, 321 ; mention incidente de l'apparition de l'*Histoire*, 328 ; — la composition de l'*Histoire universelle*, II, 169-181 (chap. XI, § 2) ; — l'*Histoire* nous apprend que

les *Tragiques* avaient été divulgués au moment des États généraux de la Ligue (1593), 182 ; — signale le changement de mœurs d'Henri III après la paix de Bergerac (1577), 190 ; — les détails sur la réception de l'ambassade polonaise à Paris (août-septembre 1573), 194 ; — le chapitre x du second livre (T. I. des éditions originales) : « De plusieurs martyrs jusques à l'an 1560 » est extrait du *Martyrologe* de Crespin, dont d'Aubigné s'est également inspiré dans les *Tragiques* (Chambre dorée et Feux), 198, 203-204 ; — une page de l'*Histoire universelle* consacrée à Bernard Palissy, 208 et 210 ; — s'il y eut simultanéité entre la composition du 5^e livre des *Tragiques* (Fers) et la rédaction des récits de l'*Histoire* correspondants, 227-229 ; — le 6^e livre des *Tragiques* (Vengeances) et son rapport avec un chapitre de l'*Histoire*, 232, 237 ; — les détails sur « la ruse de Mantes », dans l'*Histoire*, 249-253 ; — sur les assauts livrés à la conscience huguenote de Madame, 300 ; — un passage de l'Avis de l'imprimeur au lecteur : discussion dans le cabinet du Roi, en 1601, sur le projet d'Histoire d'Agrippa d'Aubigné, 301 ; — un passage de la Préface au 1^{er} tome, le magnifique éloge de de Thou, 347-349 ; — ce que nous apprend l'*Histoire universelle* sur le *Grand Dessein* d'Henri IV, 357-358 ; — l'Appendice écrit après la mort d'Henri IV, suprême et magnifique hommage, en même temps que leçon de philosophie historique, 362-364 ; — un chapitre de l'*Histoire* trouve son écho dans le *Caducée ou l'Ange de la paix*, III, 20 et 22 ; — la requête de d'Aubigné au Petit Conseil de Genève (juillet 1619), pour recevoir des mémoires à mettre dans son 3^e tome, 67 et n° 2 ; — le lieu d'impression de l'*Histoire universelle*, les époques et les circonstances de la publica-

tion, sans privilège, la condamnation des deux premiers volumes par sentence du Châtelet à Paris (2 janvier 1620), 71-85 ; — la seconde édition de l'*Histoire universelle*, les difficultés que d'Aubigné eut à vaincre pour l'impression, 155-160 ; — la préparation d'une suite à l'*Histoire*, ce qui fut rédigé de ce 4^e tome, 160-161.

HOLLANDE, II, 63, 136 et n° 4, 224-225, 353, 355 ; III, 110, 111 n° 2, 136-137.

HOZIER (d') Charles-René, généalogiste de la maison du Roi, I, 69 et sq. (chap. I, § 1^{er}), 293 n° 3 ; II, 158 n° 2 ; III, 29-30, 181.

HUMIÈRES (Charles d'), marquis d'Ancre, gouverneur de Compiègne, lieutenant-général en Picardie, seigneur catholique tout dévoué au Roi, II, 33.

HUSSITES DE BOHÈME, secte religieuse du xv^e siècle en qui les Protestants voyaient des ancêtres, II, 214.

I

ILE-BOUCHARD (l') (Indre-et-Loire), II, 5.

ILE-JOURDAIN (l') (Vienne), I, 231 ; III, 96.

IMAGES (le culte des), I, 46 et n° 3 ; II, 263.

INQUISITION ESPAGNOLE (l'), II, 200 (*Tragiques*, Chambre dorée).

ISABELLE-CLAIRE-EUGÉNIE, infante d'Espagne, fille de Philippe II et d'Élisabeth de France, prétendante au trône de France, II, 65.

ISLE (l'), rivière qui se jette dans la Dordogne à Libourne, et dans laquelle se jette la Dronne : c'est entre l'Isle et la Dronne qu'eut lieu la bataille de Coutras (20 octobre 1587), I, 373.

ISSOIRE (Puy-de-Dôme), I, 211 ; II, 188.

IVRY (Eure) : la bataille d'Ivry (14 mars 1590), II, 48-51, 222 (*Tragiques*, Fers).

J

- JACQUES I^{er}, Roi d'Angleterre (de 1603 à 1625), II, 224-225 (*Tragiques*, Fers), 264 (*Saney*).
- JAMYN (Amadys), 1540 † 1594, secrétaire et disciple préféré de Ronsard, en pleine vogue au moment du séjour de d'Aubigné à la Cour des Valois, I, 144, 177-178.
- JARGEAU (Loiret), I, 384; II, 16-17; 310 et 335 n° 1 (le Synode de Jargeau); 336 n° 2 et 351 (l'Assemblée de Jargeau d'octobre 1608).
- JARNAC (Charente) : la bataille de Jarnac (13 mars 1569), I, 81-82; II, 245 (*Tragiques*, Fers), 228.
- JARNAC (le s^t de), maison de Chabot, lieutenants de Roi héréditaires en Saintonge, II, 327.
- JAZENEUIL (Vienne) : les escarmouches de Jazeneuil (novembre 1568), I, 79.
- JEANNIN (Pierre), Président du Parlement de Dijon (1579), conseiller de Mayenne, puis d'Henri IV après l'abjuration; Marie de Médicis le nommera contrôleur des finances, II, 319-320; III, 33.
- JOINVILLE (Claude de Lorraine, prince de), fils d'Henri de Guise, II, 90 n° 2.
- JOLLY (Henry), pasteur qui a laissé un journal du siège de Montauban de 1621, III, 106 et n° 3.
- JONZAC (Charente-Inférieure), I, 88.
- JOYEUSE (Anne, baron d'Arques, puis duc de), beau-frère d'Henri III : les fêtes de son mariage avec la sœur de la Reine, Marguerite de Lorraine (24 septembre 1584 et jours suivants), I, 144-145; la représentation du ballet de *Circé*, 145, n° 3; — lieutenant-général du Roi en Languedoc, d'Aubigné a affaire à lui au cours de sa mission (1577) pour surprendre « le secret » de Damville, 207; — le Roi voudrait le nommer (en 1584) gouverneur de Languedoc, à la place de Montmorency-Damville suspect, 311-313; — prend part à la défense d'Angers contre

Condé en octobre 1585, 339; — exploite sanglants en Auvergne et Gévaudan (1586), 369; — ses cruautés pendant la campagne d'été de 1587 en Poitou, 369-370; — le Roi de Navarre pourchasse sa retraite, 371-372; — Joyeuse (avec Mercœur et Henri III) lui barre, sur la Loire, l'accès à ses forces étrangères, 373; — battu et tué à Coutras (20 octobre 1587), 373-379; — le cortège des courtisans autour de Joyeuse, après son mariage, dans les *Tragiques* (Princes).

JOYEUSE (Antoine-Scipion de), chevalier de Malte, grand prieur de Toulouse, duc de Joyeuse après la mort de son aîné, Anne, à Coutras; il se noya lui-même dans le Tarn, le 20 octobre 1592 : I, 387 (escarmouche devant Nérac, en février 1588).

JOYEUSE (François de), cardinal, archevêque de Narbonne, de Toulouse, de Rouen, légat du Pape, le frère des deux précédents, II, 348.

JOYEUSE (Henri de), comte du Bouchage, autre frère, deux fois capucin sous le nom de *Frère Ange*, I, 339; I, 261, 262.

L

LABÉ (Louise Charlin ou Charly, dite Louise), la poétesse lyonnaise, la *Belle Cordière*, 1526-1566, II, 165.

LA BEAUMELLE (Laurent Angliviel de), 1726, † 1773, III, 176.

LA BOUCHERIE (Vendée), petite place à l'ouest de la Roche-sur-Yon, II, 59-60.

LA BOULAYE (Charles-Eschalart, s^{er} de), gouverneur de Fontenay-le-Comte en 1587, puis lieutenant-gouverneur en Bas-Poitou, ami de d'Aubigné : refait connaissance après la guerre et la paix de 1576, I, 197; — d'Aubigné, brouillé avec le Roi de Navarre (octobre 1577), séjourne chez La Boulaye, 220-221 et notes 2 et 3; — il est appelé par lui pour

- l'affaire de Limoges (septembre 1579), 239 ; — il le retrouve à la Cour de Nérac, à la fin de la brouille, 243 ; — ils prennent ensemble Montaignu (en avril 1580) dont La Boulaye devient le gouverneur, I, 255-258, 261, 275 (le démantèlement de Montaignu, mars 1581) ; — veut faire fuir d'Aubigné lors d'une colère du Roi de Navarre pour de méchants propos sur la comtesse de Guiche, 305 ; — prend part à l'expédition d'Angers (octobre 1585), ramène en Poitou, le régiment de d'Aubigné, 341, 344, et II, 156, — surprend la compagnie de gens d'armes de Joyeuse en retraite (août 1587), I, 372 ; — assiste Duplessis dans le transfert du roi de la Ligue à Maillezais, II, 42-43 ; prend le prisonnier à Fontenay, 47 ; — fait la petite guerre avec d'Aubigné en Poitou en 1590, II, 59-60.
- LA BURTHE, gentilhomme protestant, I, 380.
- LA CAZE (M. de), député aux Assemblées de l'Édit de Nantes, II, 134.
- LA CHAPELLE SAINT-MARTIN (Loir-et-Cher, nord-ouest de Mer), I, 342.
- LA CHAIGNERAIE (Vendée, nord de Fontenay), I, 371 ; II, 110-111.
- LA CHASTRE (Claude, baron de), maréchal de la Ligue, puis maréchal de France en 1594, gouverneur du Berry, I, 339 ; II, 41 n° 3, 84, 90 n° 2.
- LA DEVÈZE, député à l'Assemblée de 1605, II, 327.
- LA FARGUE, père et fils, le père procureur en la Chambre de Nérac, le fils pasteur, pendus à Clairac (Lot-et-Garonne) en 1621, III, 96.
- LA FIN (Jacques de), frère de Beauvoir La Nocle ci-dessus, II, 273-274.
- LA FLÈCHE, capitaine d'arquebusiers à cheval, I, 338.
- LA FONTAINE (de), pasteur français résidant en Angleterre, II, 311-312, 351-352.
- LA FORCADE, ministre de Parabère, gouverneur du Bas-Poitou, III, 14.
- LA FORCE (Jacques Nompars de Caumont, duc de), 1559, † 1652, époux de Charlotte de Gontaud, la fille du 1^{er} maréchal de Biron : assiste à la Conférence de Guitres (29-30 mai 1585), un discours contesté, I, 322-329 ; — c'est au château de la Force que le Roi de Navarre apprend la signature du traité de Nemours (du 7 juillet 1585), 330 ; — La Force est à l'armée du Roi de Navarre en 1589, pendant la marche sur Paris, II, 18 et n° 2 ; — s'entretient avec Henri III aux carrières de Vaugirard, la veille de son assassinat, 20 et n° 4 ; — « le conseil de la garde-robe » à Saint-Cloud, le matin du 2 août, 31 ; — son récit d'Arques, 37 et n° 3 ; — le salut miraculeux de Caumont de la Force, à la Saint-Barthélemy, évoqué dans les tableaux du 5^e livre des *Tragiques* (Fers), 220 ; — prend part avec les siens à la défense de Montauban en 1621, III, 104 ; en 1622 à la défense de Tonneins, mais peu après rend ses places (de Sainte-Foy et Monflanquin) au Roi contre un état de maréchal de France (24 mai), 118.
- LA FORCE, le marquis, fils du maréchal, III, 118.
- LA FOREST (Charles de), s^{sr} de Vaudoré, gouverneur de Parthenay en 1591, député aux Assemblées de l'Édit de Nantes, II, 136 et n° 4.
- LA GARDE DU BOIS, premier consul de Limoges en 1579, I, 239.
- LAGNY (Seine-et-Marne), II, 57-58.
- LA GRANGE (marquis de), éditeur des *Mémoires* du maréchal de la Force, I, 322, 323-329.
- LA GUESLE (Jacques de), s^{sr} de Laureau, Chars, Marigny, etc., procureur général au Parlement de Paris, II, 22 et n° 3.

- LA GUIERCHÉ (vicomte de), gouverneur ligueur de Poitiers, I, 287 ; II, 73 et n° 1.
- LA HUGUERTE (Michel de), secrétaire et agent diplomatique au service de divers maîtres, notamment du second Prince de Condé, puis du Duc Charles III de Lorraine (le père du duc de Bar ci-dessus), II, 177.
- LA HUNAUDAYE (Pierre de Tournemine, baron de), lieutenant-gouverneur d'Henri III en Bretagne, I, 266, 267 et n° 2.
- LA LANNE (Ludovic), ancien bibliothécaire de l'Institut, éditeur des *Mémoires* et des *Tragiques* d'A. d'Aubigné, I, 15, 16, 17, 22, 28 ; II, 183, 205, 209, 226-229, 233, 332-334 ; III, 176.
- LA LIMAILLE (Jean-Robert), capitaine protestant, I, 353 note, 354, 356.
- LA MAGDELAINE (s^r de), I, 242-243.
- LA MAGNAN (Anne de Sanzay, comte de), I, 349.
- LA MEAUSSE (N... de Vaisserie, s^{gr} de), gouverneur de Figeac, I, 228, 240 et n° 1.
- LA MILLETIÈRE (s^r de), Député général en Cour, I, 4, 14.
- LA MOLE OU LA MOLLE (Joseph de Boniface, s^{gr} de), gentilhomme provençal favori du duc d'Alençon, I, 150, 156-157.
- LA MOTHE-FÉNELON (Bertrand de Salignac, s^{gr} de), I, 230, n° 2.
- LA MOTHE-SAINT-HÉRAYE (Deux-Sèvres), I, 289-291, 297, 369, 377-378.
- LA MOTTE, capitaine de gens de pied catholique, I, 335.
- LA MOTTE (de), député aux Assemblées de l'Édit de Nantes, II, 121, 124, 125, 136, 145.
- LA MURE (Isère, arrondissement de Grenoble), I, 272.
- LANDES-GUINEMER (les), domaine maternel d'Agrippa d'Aubigné dans le Blaisois, entre Mer et Suèvres (hameau des Landes, sur la commune de Suèvres), I, 2, 19, 29, 52, 64, 91, 92, 101, 104, 136, 138, 222 et sq., 225-226, 239, 242 ; II, 150, 181 et sq.
- LANDREAU (Charles Rouault, s^{gr} de), lieutenant du comte du Lude, gouverneur du Poitou, I, 265 et n° 6.
- LANGLOIS OU L'ANGLAIS (Martin), s^{gr} de Beaurepaire, avocat, maître des requêtes, échevin et prévôt des marchands à Paris avant 1598, II, 341.
- LA NOUE (François de), dit *Bras-de-Fer*, † 1592 : un trait d'humanité rare pendant la troisième guerre (juin 1570), 77, n° 2, 87 ; — occupe et évacue Valenciennes, va s'enfermer dans Mons avec Ludovic de Nassau (mai 1572), 113 ; — La Noue à La Rochelle après la Saint-Barthélemy, 128-129 ; — détourne le Roi de Navarre et le duc d'Alençon de s'enfuir sur la flotte (anglaise) de Mongomery pendant le siège de la Rochelle, 142 ; — d'accord avec le duc d'Alençon pour préparer la prise d'armes de 1574, 147-148, 149 ; — signe suspension d'armes de deux mois à l'avènement de Henri III ; — d'Aubigné le croise en Poitou et le détourne de se rendre aux États de Blois, 201 ; — il l'assiste au siège de Marmande (janvier 1577), 201 ; — il lui révèle au retour de sa mission en Languedoc (1577), les infidèles de la Cour de Navarre, 211 ; — La Noue aurait souhaité diriger l'exécution du « Grand Desein » d'A. d'Aubigné, 393 ; — manque de se noyer au pied de la Tour de Nesle, le 1^{er} novembre 1589, en essayant de traverser la Seine, lors de l'attaque des faubourgs de la rive gauche, II, 48 ; — n'était pas d'avis de lever le siège de Paris lors de la venue du duc de Parme en France (fin août 1590) et avait prédit ce qui se passa, 56-57 ; — les *Discours militaires* de la Noue, 177-178.

LA NOUE (Odet de), le fils de Bras-de-Fer : président de l'Assemblée de Saumur de 1595, délégué au Roi à Lyon avec La Primaudaye, II, 108-110 ; — reçoit lettre du Roi sur la perte d'Amiens pendant l'Assemblée de Saumur de 1597, 129 ; — joue un rôle important à la dernière des grandes Assemblées de l'Édit de Nantes (session de Châtellerauld), 133-134 ; — ses discussions avec d'Aubigné sur les vers mesurés et la musique, 158-159 ; — assiste à la mort de la Trémoille au château de Thouars le 25 octobre 1604, 317 ; — député en même temps que d'Aubigné par Saint-Maixent à l'Assemblée de Châtellerauld de 1605, 323 ; — nommé Député général (avec Ducros) à la fin de cette Assemblée, 328 ; — maintenu en charge quand le Synode de La Rochelle (mars 1607) a refusé de présenter 6 candidats, 336 et n° 2 ; assiste Rohan et Soubise au moment de la débâcle des Ponts-de-Cé (7 août 1620), III, 87.

LAON (Aisne), II, 106 n° 2.

LA PIERRIÈRE, capitaine ligueur, II, 74.

LA PLACE (Pierre de), président de la Cour des Aides, historien protestant, tué à la Saint-Barthélemy, II, 176, 227.

LA POPELINIÈRE (Lancelot Voisin de), noble protestant du Bas-Poitou, soldat et historien, 1540, † 1608 : I, 163 ; II, 176, 178, 227.

LA PRIMAUDAYE (Jacques La Primaudaye La Barrée), d'une des plus grandes familles protestantes de l'Anjou, député à l'Assemblée de Saumur de 1595, II, 108-110.

LARCHER (Claude), conseiller à la Grand'Chambre du Parlement de Paris, voir Brisson.

LARCHEVESQUE (L.), syndic de Genève, III, 102, n° 2.

LA RIVIÈRE (de), médecin du duc de Bouillon et d'Henri IV, III, 49.

LAROCHE-ABEILLE (Haute-Vienne, arrondisse-

ment de Saint-Yriex) : l'affaire de Laroche, Abeille (25 juin 1569), I, 83.

LA ROCHEBEAUCOURT, lieutenant du Roi à Saint-Jean-d'Angély, III, 26.

LA ROCHE-CHALAIS (Dordogne, sur la Dronne), I, 378.

LA ROCHEFOUCAULD (François III, comte de), I, 56, 71, 114-115.

LA ROCHEFOUCAULD (François IV, comte de), prince de Marsillac, fils du précédent, frère du comte d'Estissac ci-dessus, I, 292, 293, 320 ; II, 14.

LA ROCHEFOUCAULD (Françoise de), abbesse de Saintes, † 1607, II, 262.

LA ROVIÈRE (Pierre de), éditeur genevois, III, 155.

LA SALE DU CIRON, capitaine catholique, I, 215.

LASLI (Albert), palatin de Siradie, faisait partie de l'ambassade polonaise qui vint offrir la couronne à Henri de Valois (Henri III), I, 143.

LA SUZE (Louis de Champagne, comte de), va-leureux gentilhomme huguenot, III, 131 et n° 2, 132, 165-166.

LA TABARIÈRE (de), gouverneur de Fontenay, membre des Assemblées de l'Édit de Nantes, II, 119.

LA TAUPANE, capitaine ligueur, II, 74.

LA TOUCHE (Dominique de Losse, dit), pasteur de Saint-Fulgent et de Monchamps (Vendée), I, 255 et 259 ; II, 290.

LA TRÉMOILLE (Claude de), duc de Thouars, prince de Talmont, pair de France, † 1604 : mineur lors de la prise de Montaigne (1580) qui lui appartenait, sa mère (Jeanne de Montmorency) fait de vaines tentatives auprès du Roi de Navarre pour se faire restituer la place, I, 255 n° 4, 260 et n° 1 ; — elle s'efforce d'empêcher le démantèlement de Montaigne après la paix, 275 ; — la Tré-

moille prend part à l'expédition d'Angers avec Condé (octobre 1585), 342; — commande la cavalerie légère protestante à Coutras, 375-376; — accourt à Tours le 8 mai 1589 pour repousser l'attaque de Mayenne au faubourg Saint-Symphorien, II, 14; — mécontent des garanties données aux Catholiques (aux dépens des Protestants) par la Déclaration du 4 août 1589, quitte Henri IV avec la noblesse du Poitou, 36; — revient pour la bataille d'Ivry, 49; — représenté par son chapelain Oyzeau au Synode de Saint-Maixent (28 avril 1593), où l'on concerte dans la coulisse un programme d'action, 96-97; — calmé par Bouillon et Duplessis lors de l'Assemblée de Mantes de 1593, II, 99; — paraît à l'Assemblée de Saumur de 1595, 108; — assiste le Roi au siège de la Fère, 113 et n° 4, 114; — présent à la réunion des gouverneurs de places à Thouars le 15 juin 1596, 119, — paraît à l'Assemblée de Vendôme en janvier 1597, 123; — le Roi lui écrit à l'Assemblée de Saumur au moment de la perte d'Amiens, 129; — un projet fou, 132; — joue un rôle important à l'Assemblée de Châtellerauld, la dernière session de la Grande Assemblée, 133-134; — s'absent sur l'ordre de l'Assemblée de rejoindre le Roi au siège d'Amiens avec les troupes dont il disposait, 140; — le président de Thou et Schomberg lui offrent des avantages personnels qu'il repousse, donnant « une marque de fidèle partisan », 142-144; — va avec Bouillon et Duplessis au-devant du Roi, à Tours, quand il approche en armes pour son expédition de Bretagne, 145; — la *Méditation en prose* sur le Psaume 16, écrite sans doute à la mémoire de la Trémoille, décédé prématurément le 25 octobre 1604, II, 241; — d'Aubigné se justifie auprès du

Roi de sa fidélité à la Trémoille, 316-319; — des lettres adressées à sa veuve, III, 31, 60-61, 95.

LAVAL (Guy-Paul de Coligny, comte de), un des quatre fils d'Andelot, le frère de l'amiral de Coligny, I, 198, 312, 341, 349, 350, 353.

LAVAL-NOTRE-DAME (Gard), près d'Alais, III, 109.

LAVALLIÈRE (s^{er} de), gentilhomme protestant, I, 339; II, 95-97.

LAVARDIN (Loir-et-Cher), I, 341.

LAVARDIN (Jean de Beaumanoir, marquis de), maréchal de France en 1595, catholique, partisan instable du Roi de Navarre; il fut le colonel général de l'infanterie protestante, mais repassa ensuite dans l'armée de Joyeuse, avec qui il combattait à Coutras: I, 184-186, 210-213, 245, 242, 349, 372, 376, 388; II, 66, 68.

LA VARENNE (Guillaume Fouquet, s^{er} de, puis marquis de), avait été cuisinier à la Cour avant d'être anobli. Il devint porte-manteau de Henri IV, contrôleur général des postes et gouverneur de la Flèche, sa ville natale, II, 258.

LAVERDIN, voyez Lavardin.

LA VERGNAYE, commandant du château de Montaignu, I, 260 et n° 4.

LA VIEUVILLE (peut-être Robert de la Vieuville, baron de Rugle), I, 333 n° 2.

LE BASCLE, notable de Saint-Maixent, I, 237.

LECTOURE (Gers), III, 96.

LE DUCHAT (J.), avocat, né à Metz en 1658, mort à Berlin en 1735, philologue estimable qui donna des éditions savamment annotées de la *Satire Ménippée* de Rabelais, des *Aventures du Baron de Faeneste*, de la *Confession de Sancy*, de l'*Apologie pour Hérodote* de Henri Estienne, II, 245-246, 334.

LA FRESNE, capitaine aventurier, I, 338.

LEGOUEZ, le commentateur de l'édition Réaume et de Caussade des Œuvres de d'Aubigné, I, 99; II, 298-300; III, 44, 71-73, 77, 85.

LEGRAIN (Baptiste), maître des requêtes, historien, catholique mais impartial, II, 175 et 178, n° 1, 257.

LE LUDE (Sarthe, sur le Loir), I, 341.

LE MAS (Ballot, de Limoges, dit le capitaine), I, 239-241.

LENIENT (L.), II, 183.

LENONCOURT (Philippe de), évêque de Châlons, d'Auxerre, cardinal en 1586, archevêque de Reims en 1588, † 1591, I, 333 n° 2.

L'ERONNIÈRE (de), maréchal des logis du comte de Tonnerre, II, 21-22.

LESCOT, l'enchanteur, sorte de prestidigitateur, I, 175.

LESDIGUIÈRES (François de Bonnes, duc de), chef des Réformés en Dauphiné, I, 229; — Mayenne vient l'y combattre en 1580, 259; — succès de Lesdiguières pendant la huitième guerre, 345, 385, 392; — il obtient le gouvernement de Grenoble, qu'il a repris aux Ligueurs du Dauphiné, II, 61; — dirige avec succès la guerre de Savoie (août à décembre 1600), 302; — le plus habile des généraux du Parti, 325; — l'affaire d'Orange, le gouverneur Blacons en révolte contre lui, 327 et 328 n° 1; — hostile à la participation des Protestants à la seconde révolte du prince de Condé (1615); offre au Roi 6.000 hommes pour réprimer la révolte de ses coreligionnaires, 33-34; — ses efforts pour ramener la paix, l'entrevue de Laval-Notre-Dame avec Rohan (25 mars 1622), 109-110; — il abjure le protestantisme et obtient la dignité de connétable, 117, 118-120; — commande l'expédition franco-piémontaise en Italie en 1625, 142-143; — avait favorisé la levée que Constant d'Aubigné voulait

faire en 1625 d'une compagnie à cheval pour le service de Venise, 150; — avait fait libérer en 1622 le comte de la Suze, III, 165.

LESTANG (Catherine de), mère d'Agrippa d'Aubigné. Voir le 1^{er} paragraphe du chap. 1^{er}, t. I, 1 à 31, et 33.

L'ESTOILE (Pierre de), 1540 † 1611, acheta une charge de grand Audiençier en la chancellerie de France, relata dans son journal (*Journal de Henri III et de Henri IV*) tous les événements publics et parisiens depuis 1574 jusqu'à sa mort: condisciple de d'Aubigné chez Béroald, I, 35, 47, 48; — son père, Louis de l'Estoile, président de la Chambre des requêtes du Parlement de Paris, 50; — le recueil des *Belles figures de la Ligue*, II, 23 et n° 1; — son opinion sur la complicité des dirigeants de la Ligue avec Jacques Clément, 24 et n° 5; — sur le retard d'Henri IV à venir cueillir à Paris les fruits de la victoire d'Ivry (14 mars 1590), 51; — détails sur le siège de Paris de 1590, 51 et n° 5, 53 et n° 2, 55 et n° 3 et 4; — la folie de la levée du siège (nuit du 29 au 30 août) quand Paris était aux abois, 56; — le *Journal* de l'Estoile confirme le second livre des *Tragiques* (Princes), 189-190; — un texte de l'Estoile (inédit jusqu'en 1900) sur l'emprisonnement de Bernard Palissy à la Bastille, 240; — relation comique de l'abjuration de Sancy, 254; — l'incendie du couvent des Cordeliers, 261; — la conversion de Sainte-Marie-du-Mont, 266-267, 287; — le séjour du Duc de Savoie à la Cour de France (du 17 décembre 1599 au 1^{er} mars 1600), 271-272; — le séjour de Madame à Paris en 1601 (du 13 août au 17 décembre) et les tentatives faites pour la convertir, 297-298; — l'entrée piteuse de Bouillon à Paris (28 avril 1606) après la leçon que le Roi a été lui donner à Sedan, 314.

- LETTRE au Roy Louis XIII par trois gentils-hommes vieillis au service du Roy Henry le Grand**, lettre-pamphlet de d'Aubigné contre Luynes, III, 96 et sq.
- LETTRE « A Messeigneurs les Princes et Grands du Royaume »**, même objectif, *Ibid.*
- LEZAY** (Suzanne de), première femme d'Agrippa d'Aubigné, I, 3 et 4, 220-221, 291 à 296 (le mariage, le contrat et les apports); II, 412 (la mort de Suzanne), 455-461, 235.
- L'HÔPITAL** (Michel de), 1506 † 1573, surintendant des finances en 1554, chancelier de France en 1560, I, 37, 76, 130.
- LIANCOURT** (Charles du Plessis, ^{s^{er}} de), premier écuyer du Roi, dit Monsieur le Grand, II, 319.
- LIBOURNE** (Gironde), I, 276-278.
- LIGNERAC** (François-Robert de), seigneur de Pléaux, Saint-Chamans, Bazanes, Nerestang, gentilhomme de la chambre du Roi, bailli et lieutenant-général de la Haute-Auvergne; il ne fit sa soumission à Henri IV qu'en 1596, I, 334.
- LIGNEROLLES** (Mademoiselle de la Guyonnière, dame de), II, 463.
- LIGUE** (la) : sa constitution après la paix de Beaulieu de 1576, le noyau primitif, la Ligue de Péronne, I, 195-196; les suites, 211; le triomphe, après la disparition du duc d'Anjou (10 juin 1584), par la crainte d'un roi huguenot, le traité de Nemours et la proscription des Réformés, 314-319, 330-332; — Henri III empêché par la Ligue de faire des concessions aux conférences de Saint-Brice, 364-368; — le Roi de Navarre ne fait la guerre qu'à la Ligue, 380; — elle travaille à rendre Henri III impopulaire, 386; les Barri-cades de Paris (12-13 mai 1588) et la réconciliation forcée d'Henri III avec la Ligue par l'Édit d'Union de juillet 1588, 389-392; — le Roi de Navarre tend la main aux Ligueurs repentants (Manifeste de Châtellerault, 4 mars 1589), II, 6; — les violences des Ligueurs parisiens bridées par Mayenne, 11; — la complicité de tous les dirigeants de la Ligue dans l'acte de Jacques Clément, 22-24; — le roi de la Ligue Charles X, et les monnaies frappées à son nom, 40 et n° 2; tentatives pour le faire évader de sa prison de Chinon, 41 et n° 3, 44-46; — le siège de Paris de 1590 et le fanatisme ligueur qui soutient la population, 51-56; — la Ligue en Bas-Poitou et en Bretagne, 59-60; — les crimes de la Ligue parisienne, l'assassinat du Président Brisson et des conseillers Larcher et Tardif (15 novembre 1591), la répression de Mayenne (4 au 10 décembre), 70-71; — la Ligue poitevine, Brissac, gouverneur ligueur de Poitiers, défend la ville contre le gouverneur royal du Poitou Malicorne (juin à août 1593), 73-74; — Malicorne signe une trêve (16 septembre 1595) avec les Ligueurs de Bretagne, 111 et n° 4; — le Roi vient en armes réduire la Ligue de Bretagne, Mercœur fait sa soumission à Angers (18-30 mars 1598), 144-145.
- LIMEUIL** (^{s^{er}} de), qui épousa Diane Salviati après sa rupture avec d'Aubigné; il était parenté de la trop fameuse fille d'honneur de Catherine de Médicis, Isabelle de la Tour, demoiselle de Limeuil : I, 131-132, 174.
- LIMOGES** (Haute-Vienne) : l'affaire de Limoges de septembre 1579, I, 239-241; III, 44-45.
- LIMUR** (Anne de), seconde femme de Jean d'Aubigné, marâtre d'Agrippa d'Aubigné, I, 24, 26, 30-31.
- LISLE** (de), un Bâlois, avec qui d'Aubigné fut en relations, III, 133.
- LIVRON** (Drôme), sur le Rhône, en face de Privas, I, 165, et 168-169.

- LOGIQUE (*Abrégé de*), ouvrage perdu de d'Aubigné, fait pour ses enfants et mis à la portée de ses filles, II, 162, 164.

LOMÉNIE (Antoine de), s^{er} de la Ville-aux-Clercs, secrétaire d'État en 1606, après avoir été ambassadeur à Londres. Fils de Martial de Loménie, greffier du Conseil, qui périt dans la Saint-Barthélemy. Le *Fonds Brienne* provient de lui (340 vol. de pièces historiques qu'il légua à la Bibliothèque royale). Demeure en correspondance fréquente, avec les Protestants, Duplessis, d'Aubigné, etc..., II, 94, 179 n° 3, 286, 350, 352; III, 80, 85, 141-142, 160.

LORRAINE (Maison de), II, 76, 106.

LORRAINE (Charles de Lorraine, cardinal de) le frère de François de Guise, 1524, † 1574, I, 34, 120, 121, 122, 123, 166-168; II, 185-186 (*Tragiques*, Misères), 234.

LOUDRIÈRE (de), III, 36.

LOUDUN (Vienne) : I, 25-27; II, 6, 42-43; 113-114 et 117-124 (l'Assemblée de Loudun, la première session de la Grande Assemblée de l'Édit de Nantes, 1^{er} avril au 18 octobre 1596); III, 36-39 (le Congrès de Loudun, 21 février au 3 mai 1616); 69-70 (l'Assemblée de Loudun de 1619-1620, 25 septembre au 18 avril).

LOUIS XIII, Roi de France de 1610 à 1643 : première mention de la *Lettre au Roy Louis XIII par trois gentilshommes vieillis au service du Roy Henry le Grand*, II, 236; — le voyage du jeune Roi dans ses provinces de l'Ouest, au printemps de 1614, avant la proclamation de sa majorité légale (13 ans); le mariage espagnol (1615), 31-35; — d'Aubigné fait porter une lettre à Louis XIII par son gendre, M. de Villette (février 1617), 46; — brouille du Roi avec sa mère, et traité d'Angoulême (1619), 63; — attitude énergique à l'égard de l'Assemblée de Loudun (25 septembre 1619-18 avril 1620), 69-70; — il ne sait

aucun gré à d'Aubigné de la glorification d'Henri IV dans l'*Histoire universelle*, 81; — triomphe des rebelles aux Ponts-de-Cé (7 août 1620) et envahit le Poitou, 86-87; — descend en Béarn, 91; — interdit l'Assemblée de la Rochelle et se prépare à la réduire par la force, 92-93; — la campagne de 1621 et le siège de Montauban, 95-96, 105-106; — la *Lettre au Roy Louis XII par trois gentilshommes vieillis au service du Roy Henry le Grand*, 93-101; — le retour triomphal à Paris (janvier 1622), 108; — le début brillant de la campagne de 1622, 116-118; le siège de Montpellier et la paix (octobre), 120-121; — la politique étrangère, les entrevues d'Avignon (novembre 1622) et de Lyon (décembre), avec le Duc de Savoie et l'ambassadeur de Venise; le traité d'alliance de Paris (7 février 1623), pour le règlement de l'affaire de la Valteline, 134-135; — changement de ministres, 139; — le Roi oppose son veto à l'emploi de d'Aubigné par Venise, 139-140; — se plaint au Petit Conseil de Genève des « discours licentieux » de d'Aubigné, 140-142; — première mention des expéditions en Italie pour l'affaire de Mantoue, 164; — les révélations de Constant d'Aubigné au Roi, en 1627, 168-169; — l'action énergique en Italie dans l'affaire de la succession de Mantoue : les deux expéditions par delà les monts de 1629 et 1630, 172-174.

LUÇON (Vendée), II, 215 (*Tragiques*, Fers).

LUDE (Guy de Daillon, comte du), gouverneur du Poitou de 1557 à 1558, I, 255 n° 4, 258 n° 2, 260 n° 4, 265 à 270 (le siège de Montagu), 273 n° 2, 275 et n° 2 et 4.

LUTZELMANN (de), magistrat bâlois, III, 132-133.

LUXEMBOURG (François de), duc de Piney-Luxembourg, pair de France, frère du duc de Brienne. Il épousa la veuve d'Anne de

Joyeuse, Marguerite de Lorraine ou de Vaudemont, sœur de la Reine Louise, II, 136.

LUYNES (Charles d'Albert, duc de), connétable de France : fait signer l'arrêt de restitution du 25 juin 1617 pour la restauration du catholicisme en Béarn, I, 58-59 ; — humilie et offense la Reine-mère, qui s'enfuit de Blois (février 1619), 63 ; — provoque le soulèvement des Grands contre lui, qui aboutit à la débâcle des Ponts-de-Cé (7 août 1620), et à l'invasion du Poitou, 86-87 ; — entraîne Louis XIII en Béarn, fait rétablir le catholicisme dans tous ses droits, et proclamer la réunion du Béarn et de la Navarre à la Couronne, 91 ; — paralyse l'Union évangélique allemande, et prépare ainsi la défaite des Bohémiens à la Montagne-Blanche (novembre 1620), 91 ; — deux lettres-pamphlets écrites pour d'Aubigné contre Luynes pendant le siège de Montauban, la *Lettre au Roy Louis XIII par trois gentilshommes vieillis au service du Roy Henry le Grand*, et la lettre *A Messeigneurs les Princes et Grands du Royaume*, 96 et sq. ; — Luynes au siège de Montauban en 1621, autorise d'Ade à aller trouver Rohan à Castres, a lui-même une entrevue avec Rohan en octobre, au château de Reyniès ; lève le siège (13 novembre) et meurt peu après devant la petite place de Montheurt (14 décembre), 104-108.

LYON (Rhône), I, 162-165 ; II, 90 n° 2, 103 n° 2, 109-110, 220 (*Tragiques*, Fers).

M

MACON (Saône-et-Loire), II, 217 ; III, 88.

MAGIE (d'Aubigné et la), I, 66, 175 ; III, 49.

MAILLÉ (Vendée, sur la Sèvre, avant-port de Maillezais), III, 71-77.

MAILLEZAIS (Vendée), la place de d'Aubigné, dont il fut gouverneur du 1^{er} janvier 1589

au 29 avril 1619 : une anecdote anticipée, I, 2-3 ; — Maillezais débattu entre les partis en 1586-1587, l'incident des drapeaux de Maillezais, 358-360, 369-370 ; — d'Aubigné s'empare de Maillezais le 1^{er} janvier 1589 et en demeure gouverneur, II, 2-3 ; — il a la garde du roi de la Ligue pendant quelques semaines, 38-47 ; — entreprises de Brissac contre Maillezais, 74 et n° 3 ; — d'Aubigné dans la retraite après l'Édit de Nantes, sa résidence de Maillezais, 149, 150, 153-154 ; — il en fait réparer les murailles pendant l'Assemblée de Saumur de 1611, III, 13 ; — Sully, gouverneur du Poitou, vient l'y relancer (en 1615) pour l'empêcher de prendre part à la seconde révolte du Prince de Condé, 34 ; — la Rochelle demande le démantèlement de Maillezais et du Dognon, Vignolles vient inspecter ces places, 54-55 ; — d'Aubigné en pourparlers avec le gouvernement royal pour s'en démettre (1618), 56-58 ; — il donne la lieutenance de Maillezais à son fils Constant, et se retire au Dognon ; il est bientôt obligé de la lui reprendre, 60 ; — d'Épernon lui fait des offres magnifiques pour la cession de ses places ; il préfère les céder à Rohan (1619), 63-65 ; — d'Aubigné voudrait revenir (de Genève) défendre Maillezais pendant la guerre 1621, 94-95 ; — une exécution de d'Aubigné en effigie à Paris (1623) pour avoir employé naguère aux bastions de ses places des pierres de l'église (ruinée) de Maillezais, 145 et n° 1 ; — le reliquat de la dette de Rohan pour la cession de Maillezais, la lenteur du règlement auquel s'emploie M. de Villette, 152-153.

MAINE (Henri de Lorraine, duc de Mayenne ou du), grand chambellan de France, gouverneur de Guyenne, le fils de Mayenne ci-dessous, III, 104.

MAINTENON (Françoise d'Aubigné, marquise de), la fille de Constant d'Aubigné, la petite fille d'Agrippa, I, 3 et sq. (tout le premier § du chap. 1), 96 (le ms. Monmerqué), 292 n° 1; II, 165.

MALICORNE (Jean de Chourses, s^{er} de), lieutenant de Roi et gouverneur du Poitou, I, 349, 353-360; II, 1-2, 73-74, 86-89, 111 n° 4.

MANGOT (Claude), Premier Président au Parlement de Bordeaux, puis garde des Sceaux, III, 46, 48.

MANON (Jean d'O, s^{er} de), capitaine de la garde écossaise du Roi, le frère du surintendant des finances François d'O, II, 30, 42.

MANSFELD (Ernest de), 1584 † 1626, III, 102-104, 134, 165.

MANTES (Seine-et-Oise), II, 62-63, 78-79, 80-81 et n° 1, 100-101, 249-253.

MANTOUE (Italie) : l'affaire de la succession de Mantoue, III, 164, 172-174.

MANUEL, premier avoyer de Berne en 1622, III, 131.

MARANS (Charente-Inférieure), I, 355-356, 338-389.

MARVAL ou MARAVAT (de), de la maison de Lupé, député à l'Assemblée de Châtellerault de 1605.

MARBAUT ou MARBAULT (Pierre), s^r de Saint-Laurens, conseiller secrétaire du Roi, avait été secrétaire du Duplessis-Mornay, et, pour défendre sa mémoire, réfuta Sully point par point dans ses *Remarques sur les Mémoires des sages et royales OEconomies d'Estat* (cf. collection Michaud et Poujoulat, t. III, 2^e série), II, 335.

MARCHANT (Anne), première femme de Constant d'Aubigné, veuve de Jean Courault, s^{er} et baron de Chastelaillon, II, 350 et n° 3, III, 60-61.

MARCHENOIR (Loir-et-Cher), I, 92, 136, 342-343.

MARIE DE MÉDICIS, régente après la mort d'Henri IV : confirme solennellement l'Édit de Nantes, III, 2; — les Églises lui envoient une députation d'hommage, elle cherche à gagner d'Aubigné, 3 et n° 3, 4; — sa fermeté à l'égard de l'Assemblée de Saumur de 1611, 3-14; — consent à recevoir une délégation des assemblées provinciales qui ont suivi la générale (de Saumur), mais considère ces assemblées comme illégales, 15; — une lettre de d'Aubigné à la Régente, le 19 mars 1613, III, 28 — les intrigues des grands seigneurs contre la Reine, la première révolte du Prince de Condé (1614), 28; — la faveur du ménage Concini provoque la seconde révolte du Prince de Condé (1615), qui se termine par le Congrès et la paix de Loudun (1616), 33-35; — Marie reléguée à Blois après la chute de Concini, offensée par Luynes, s'enfuit (22 février 1619), et va se mettre sous la protection de d'Epernon, le traité d'Angoulême (30 avril 1619), 63; — nouvelle révolte contre Luynes, le parti de la Reine, et la débâcle des Ponts-de-Cé (7 août 1620), le traité d'Angers (10 août), 86-87; — le témoignage que Mayenne a rendu devant elle en faveur des Protestants, quand Henri IV se préparait à lui confier la régence pendant l'expédition de Clèves-Juliers, 98; — Marie conseille la paix avec les Protestants pendant l'hiver 1621-1622, 110.

MARIE STUART, II, 224 (*Tragiques*, Fers), 264 (*Sancy*).

MARMANDE (Lot-et-Garonne), I, 201-202.

MARSILIÈRE ou MARCILIÈRE (de), secrétaire du Roi de Navarre, I, 245.

MARTIGNÉ-BRIANT (Maine-et-Loire, près de Doué-la-Fontaine), berceau primitif des d'Aubigné, I, 8 n° 3 et 10 n° 1.

MATIGNON (Jacques Goyon de), prince de Mor-

tagne, comte de Thorigny, maréchal de France en 1579, gouverneur de Guyenne en 1581 : commande l'armée royale contre Montgomery pendant la guerre de Normandie (1574), I, 151-159 ; — reprend la Fère au Prince de Condé en 1580, 272 ; — remplace Biron comme lieutenant-gouverneur de Guyenne, 283 ; — assiste aux Conférences de La Mothe-Sainte-Héraye (mars 1582), 289 ; — son rôle dans la querelle entre les cours de France et de Navarre, après le renvoi de Marguerite par Henri III (août 1583) et l'occupation de Mont-de-Marsan par le Roi de Navarre (novembre), 306-309 ; — ménage celui-ci dans l'été de 1585 après l'Édit de proscription du 18 juillet, 333 ; — fait lever le siège de Brouage (octobre), 344 ; — attaque les places de la Garonne au début de 1536, laisse échapper le Roi de Navarre, mais bat Turenne, 348 ; — Henri obligé de précipiter l'attaque à Coutras (20 octobre 1587), pour éviter la jonction de Matignon avec Joyeuse, 374 ; — une furieuse escarmouche devant Nérac, 387.

MATTHIEU (Pierre), 1563, † 1621, historiographe de France, catholique, II, 475 et 478.

MAXIMILIEN I, le Grand Électeur de Bavière, 1573-1651, le chef du Parti catholique en Allemagne pendant la guerre de Trente ans, III, 434-435.

MAYENNE (Charles de Lorraine, duc de), 1554 † 1611, le frère d'Henri de Guise : envoyé contre les Protestants en Poitou par Henri III en 1577, I, 205, 214, 218 ; — nouvelle campagne en Poitou au début de la guerre de 1580, avant d'aller combattre Lesdiguières en Dauphiné, 259 ; — prend à celui-ci La Mure après un siège acharné, 272 ; — empêche Condé de repasser la Loire après l'entrepris d'Angers (octobre 1585), 342 ; —

opérations conjuguées avec Matignon sur la Charente et sur la Garonne, 344, 346, 348 ; — sondé par Henri III pour un accord *in extremis* même après la trêve de Plessis-lès-Tours avec le Roi de Navarre (avril 1589), II, 9 ; — chef de la Ligue depuis la mort de Henri de Guise, opère dans le Vendômois, et vient attaquer Henri III jusqu'à Tours, 41-44 ; — s'il était au courant des projets criminels de Jacques Clément ? 24 ; — n'est pas fâché de la détention du roi de la Ligue, 44 ; — se vante de prendre Henri IV en Normandie, 47 ; — se fait battre par lui à Ivry (14 mars 1590), 50 ; — essaye vainement d'amener des renforts de Flandre aux Parisiens pendant le siège de 1590 (en juin), 52 ; — se joint au duc de Parme qui descend de Flandre (fin août 1590) pour faire lever le siège de Paris, 56 ; — accepte la candidature de l'infante Isabelle-Claire-Eugénie comme Reine de France (janvier 1592), 65 ; — a mâté les Seize de Paris après l'attentat contre le Président Brisson et les conseillers Larcher et Tardif, 70 ; — conseille au duc de Parme qui vient sauver Rouen la feinte d'une retraite, 70 ; — nomme Brissac, « le héros des Barricades », gouverneur ligueur de Poitiers, 73 ; — son rôle aux États généraux de la Ligue, 75-77 ; — fait son accord avec Henri IV (Édit de Folembray, 24 janvier 1596) et favorise ensuite la conclusion de l'Édit de Nantes, 122 et n° 3 ; — prend part à la révolte des Grands contre Marie de Médicis à la suite de l'arrestation de Condé (1616), III, 41-43 ; — a rendu témoignage en faveur des Protestants devant Marie de Médicis peu avant la mort d'Henri IV, 98.

MAYENNE (de), médecin de Jacques I^{er} Roi d'Angleterre, correspondant de d'Aubigné, III, 122 n° 1, 127-128, 129.

- MAZÈRES (Ariège, comté de Foix), I, 250 et n° 3, 251.
- MEAUX (Seine-et-Marne), II, 90, 103 n° 2, 220 (*Tragiques*, Fers).
- MÉDITATIONS SUR LES PSAUMES, œuvre en prose de d'Aubigné : II, 158-161, 237-233, 241.
- MELLE (Deux-Sèvres), I, 349.
- MÉMOIRES DE D'AUBIGNÉ, ou *Sa vie à ses enfants*, I, 2, 3, 15, 29 ; III, 161.
- MENDE (Lozère), I, 272, 282.
- MENDOZA (Inigo de), juriste espagnol, ambassadeur de Philippe II auprès des États généraux de la Ligue, frère de François Hurtado de Mendoza (ou Mendoça), amiral de Castille, II, 76.
- MER (Loir-et-Cher), pays maternel d'Agrippa d'Aubigné, I, 92, 128, 342-343.
- MERCŒUR (Philippe-Emmanuel de Lorraine, duc de), frère de la Reine Louise, femme d'Henri III, gouverneur de Bretagne : vient attaquer Condé en Vendée en 1585, refoulé, I, 335-336 ; — ne peut empêcher le comte de Soissons de franchir la Loire et d'aller rejoindre le Roi de Navarre en Touraine (septembre 1587), mais s'interpose entre celui-ci et ses auxiliaires étrangers, 373 ; — menace Montaigu, et bat en retraite (août 1588), 396 ; — appelle les Espagnols en Bretagne (octobre 1590), II, 59 ; — aux prises avec la Boulaye en Bas-Poitou, 60 ; — signe une trêve avec Malicorne, gouverneur royal du Poitou (septembre 1595), 111 n° 4 ; — MM. de Thou et de Schomberg à Tours pour négocier le traité avec Mercœur (1597), 126-127 ; — vient faire sa soumission à Henri IV à Angers (18-30 mars 1598), 145 ; — la duchesse de Mercœur auprès de Marie de Médicis, III, 3.
- MERCURE (le seigneur des Hayes de Trelon dit), capitaine de cheval-légers albanais, I, 370.
- MERLE (Matthieu de Merle, baron de la Gorce et de Salavas, dit le capitaine Merle), I, 251, 282.
- MERLIN (Jean-Raymond) dit Monroy, pasteur, ministre de l'amiral de Coligny, échappé miraculeusement à la Saint-Barthélemy : II, 220-221 (*Tragiques*, Fers).
- MESLÉES (*Petites œuvres meslées*), recueil de d'Aubigné, mêlé de prose et de poésie, édité à Genève peu avant sa mort, mais renfermant des pièces anciennes, II, 161 : III, 161-166.
- MESURÉS (vers), II, 158-160, 292 n° 2 ; III, 162 et n° 2, 164 n° 3.
- MEUDON (Seine-et-Oise), II, 20.
- MÉZERAY (François Eudes de), le célèbre historien, 1610 † 1683, I, 243 et 245.
- MIGNONS (les), favoris d'Henri III, II, 187 (*Tragiques*, Misères) ; 190-191 (*Tragiques*, Princes).
- MILHAU (Aveyron), I, 148 (l'assemblée de 1573) ; 161 (celle de 1574) ; II, 171.
- MIRAMBEAU (François de Pons, s^{er} de), gouverneur de Brouage, I, 196 et n° 2, 200.
- MIRANDE (de), Député général des Églises en Cour, en 1608, II, 327, 336, 351.
- MIREBEAU (Vienne), I, 80, 349.
- MIRON (Marc), s^{er} de l'Hermitage, premier médecin d'Henri III, I, 124, 319.
- MIRON (Robert), l'ancien président du Tiers aux États généraux de 1614-1615, ambassadeur de Louis XIII en Suisse, III, 133-134, 140, 141, 170.
- MONCEAUX (le château de), château royal au xvi^e siècle, commune de Batignolles-Monceaux, réunie depuis 1860 à Paris (17^e arrondissement), I, 114.
- MONÇON (ou Monzon), ville d'Aragon, province de Huesca, sur la rive gauche de la Cinca : le traité de Monçon, qui mit fin au différend

- de l'Espagne et de la France dans l'affaire de la Valteline (mai 1626), III, 450-451, 459, 467.
- MONCONTOUR (Vienne) : I, 85 (la bataille, 3 octobre 1569) ; II, 9-10 ; 186 (*Tragiques*, Mîsères), 215 (*Tragiques*, Fers).
- MONFLANQUIN (Lot-et-Garonne), III, 96, 118.
- MONGLAS (Robert de Harlay, baron de), I, 373 ; II, 128-130.
- MONGOMMERY (Gabriel de Lorges, comte de), le meurtrier involontaire d'Henri II, un des plus hardis parmi les chefs protestants, exécuté en place de Grève, à Paris, le 26 juin 1574 : I, 116, 139-140, 142, 151-160 ; II, 201 (*Tragiques*, Chambre dorée), 215 (*Tragiques*, Fers).
- MONGOMMERY (Jacques de Lorges), son fils, député à l'Assemblée de Châtellerault, la dernière session de la Grande Assemblée, II, 134.
- MONLUC (Blaise de), 1501 † 1577, d'une branche de la famille des d'Artagnan-Montesquiou, célèbre capitaine, colonel-général de l'infanterie, lieutenant-général en Guyenne, en 1564, maréchal de France en 1513, I, 72, 77, n° 1 ; II, 175 et 178 (ses *Mémoires*).
- MONLUC (Jean de), son frère, évêque de Valence, I, 120, 140, 230 n° 2.
- MONOD (Henri-Charles), I, 52-53, 58-59, 94, 104, 109, 124-125, 134 n° 4, 135, 138-139.
- MONS (Hainaut), I, 110, 113, 128 n° 1.
- MONTAIGU (Vendée), I, 242 ; 256 à 276 et 282 (occupé par La Boulaye et d'Aubigné pendant la guerre de 1580, centre de leurs opérations) ; 396, 408.
- MONTALCHINE (Jean Molle, dit Montalchino), martyr romain du protestantisme, II, 205 (*Tragiques*, Feux).
- MONTARGIS (Loiret), I, 49 ; III, 144.
- MONTAUBAN (Tarn-et-Garonne) : une des villes de sûreté accordées par la paix de Saint-Germain (8 août 1570), I, 90 ; — siège de plusieurs assemblées protestantes, 146-147, 227 et 228 n° 1, 249, 253-254, 280, 309-313, 346 ; — le fameux siège de Montauban de 1621 (du 17 août au 13 novembre), III, 96, 104-108 : — seule ville protestante, avec la Rochelle, autorisée à conserver ses fortifications à la paix de Montpellier (oct. 1622), 121 ; — les hésitations de Montauban lors de la dernière révolte protestante (1627-1628), 171.
- MONTAUPIN (s^{sr} de), cousin des d'Aubigné-Maintenon, I, 23, 24, 25, 26, 29, 31.
- MONTAUSIER (Léon de Sainte-Maure), député à l'Assemblée de cercle de la Rochelle en 1612, et au Synode national de Tonneins en 1614 ; il fut le père de Charles de Montausier, gouverneur du Grand Dauphin : II, 266-267, 275, 283 n° 1, 285-287.
- MONTBAROT, ou Montbarrot (René de Marecq, s^{sr} de), gouverneur de Rennes, II, 15 n° 1.
- MONTBAZON (Indre-et-Loire), II, 5-6.
- MONTBÉLIARD (Doubs), I, 385.
- MONTBRUX (Charles du Puy, s^{sr} de), le valeureux chef protestant du Dauphiné, exécuté le 12 août 1575, I, 165, 170-171, 174 ; II, 201 (*Tragiques*, Chambre dorée), 215-216 (*Tragiques*, Fers).
- MONTBRUN (Jean de), fils du précédent, député à l'Assemblée de Saumur de 1611, aux États généraux de 1614 et à l'Assemblée de Loudun de 1619-1620 ; servit sous les ordres de Rohan en Languedoc, en 1622, comme général de la cavalerie protestante, III, 9.
- MONT-DE-MARSAN (Landes), I, 307-309.
- MONTÉIL DE L'ISLE, capitaine protestant, I, 351.
- MONTÉMARCIAÑO (Hercule Sfondrate, duc de), neveu du Pape Grégoire XIV, envoyé en

- France avec un corps de 9.000 hommes pour assister les Ligueurs, II, 62.
- MONTGUYON (Charente-Inférieure), I, 320.
- MONTHEURT (Lot-et-Garonne), III, 96, 108.
- MONTMARTIN (de), II, 134.
- MONTMORENCY (Anne de), le Connétable, 1497
† 1567 : I, 37, 56; II, 215 (*Tragiques*, Fers).
- MONTMORENCY (François de), 1531 † 1579, maréchal de France, fils aîné du Connétable, I, 157, 160.
- MONTMORENCY (Henri de), comte de Damville, devenu duc de Montmorency à la mort de son frère aîné François, gouverneur du Languedoc en 1563, maréchal de France en 1566, connétable en 1595, † 1614 : anecdote relative au mariage de Henri de Navarre et de Marguerite de Valois, I, 115; — son alliance avec les Protestants (1573-1576), 148, 160-161, 163, 165-166, 169, 172, 182, 194; — regagné par la Cour en 1577, d'Aubigné, dans une mission en Languedoc, avait découvert le secret de la négociation, 197, 203, 205-212; — attaqué par Châtillon (François de Coligny), 217-218; — en correspondance avec le Roi de Navarre, après la paix de 1577, au sujet des attentats contre l'Édit commis en Languedoc par des catholiques ou des protestants, 228 n° 3; — Châtillon, qui est demeuré gouverneur de Montpellier, lui fait de l'opposition, 229; — Damville reçoit magnifiquement la Reine-mère à Toulouse (28 octobre 1578), 231 n° 4; — fait disqualifier les frères Duras par la noblesse de Languedoc, après leur duel-guet-apens contre Turenne, son neveu (1579), 238; — conférences à Mazères (Ariège) avec le Roi de Navarre (décembre 1579), 250 et n°s 2 et 3, 251; — redevient suspect à Henri III, qui voudrait lui retirer le gouvernement du Languedoc pour le donner à son beau-frère Joyeuse, 311-313; — Montmorency assiste aux conférences de Castres (mars 1585) avec les chefs protestants pour aviser aux mesures de défense contre la Ligue, 317-318; — après le triomphe de la Ligue, et le traité de Nemours (18 juillet 1585), forme avec le Roi de Navarre et les Protestants la Contre-Ligue du Bien public, 332; — prié par Catherine de Médicis, en janvier 1588, de proposer une trêve au Roi de Navarre, 387; — Henri IV lui écrit après la levée du siège de Paris (de 1590), II, 58; — le connétable de Montmorency au siège de la Fère, 112 n° 2, 114 n° 2, 115 n° 3; — la nouvelle de la prise d'Amiens par les Espagnols (11 mars 1597) éclate à Paris au milieu des fêtes données pour le baptême d'un fils du Connétable.
- MONTMORENCY-THORÉ (Guillaume de Montmorency, s^{er} de Thoré), 5^e fils du connétable Anne de Montmorency, I, 144, 150, 179-181; II, 15 n° 1.
- MONTPELLIER (Hérault), I, 182; III, 109, 118, 120-121.
- MONTPENSIR (Louis II de Bourbon, duc de), 1513, † 1582, grand-oncle (à la mode de Bretagne) d'Henri IV, cousin-germain de son grand-père, I, 200, 203 et 204 n° 1, 287.
- MONTPENSIER (Catherine de Lorraine, duchesse de), femme du précédent, la reine de la Ligue, la sœur d'Henri de Guise (elle avait 18 ans quand elle épousa, en 1570, le duc de Montpensier, qui en avait 57), II, 23.
- MONTPENSIER (François de Bourbon, duc de), dit le *Prince Dauphin*, né d'un premier mariage de Louis II (avec Catherine de Longwy), † 1592, I, 165, 168, 332 et n° 5; II, 63.
- MONTPENSIER (Henri de Bourbon, prince de Dombes, puis duc de), 1553-1608, fils du précédent, I, 332 et n° 5.

MONTREUIL-BELLAY (Maine-et-Loire), II, 5.
MONTREUIL-BONNIN (Vienne, près Poitiers), II, 73-74.
MONTSÉGUR (Gironde), I, 348 et n° 3; III, 96.
MONTMOREAU (Maine-et-Loire), II, 41, 42 et n° 2.
MOREL (Jean), précepteur d'Agrippa d'Aubigné, I, 32-33.
MORELLES (les deux sœurs), II, 165.
MORLAS (Jean de), fils naturel de Jehan de Sallettes (Président du Parlement de Pau), conseiller d'État, travailla à la conversion d'Henri IV, et se convertit lui-même, décédé prématurément à Mâcon le 27 août 1595, II, 249-253.
MORTAGNE (Vendée), I, 258 et n° 6.
MOUSSAT (Jean), imprimeur de d'Aubigné, III, 71 et 74 n° 2.
MOUVANS ou MAUVANS (Antoine de Richiend, s^{er} de), gentilhomme protestant, tué par la populace de Draguignan (1559), II, 217 (*Tragiques*, Fers). — Son frère, Paul de Mouvans, fut élu chef des Religionnaires de Provence en 1560.
MURSAY (Deux-Sèvres, paroisse d'Échiré, près Niort), château et domaine qui faisait partie de l'apport dotal de Suzanne de Lezay à d'Aubigné : I, 7, 196 et n° 3, 344, 349, 361-363, 372, 388; II, 150-153, 161-162; III, 44.

N

NANTES (Loire-Inférieure), I, 222, 393. — Édit de Nantes, voir Édits de religion.
NASSAU (Guillaume de), prince d'Orange, dit *le Taciturne*, 1533, † 1584 (assassiné par Balthazar Gérard), I, 111, 345.
NASSAU (Maurice de), fils de Guillaume d'Orange, 1567 † 1625, stathouder après son père, grand général, III, 125.
NASSAU (Émilie de), fille de Guillaume d'Orange,

mariée à Dom Emmanuel de Portugal, dite la princesse de Portugal, III, 90 n° 1, 146 et n° 2.
NASSAU (Louise de), quatrième femme de Guillaume d'Orange, voir Coligny (Louise de).
NASSAU (Ludovic de), frère de Guillaume d'Orange, I, 111, 113, 128, 147.
NAVAILLES (baron de), maison d'Andouins, III, 60.
NAVARRÉ (Marguerite de), sœur de François I^{er}, la mère de Jeanne d'Albret, II, 165.
NAVARRÉNS ou NAVARRÉINS (Basses-Pyrénées), II, 215 (*Tragiques*, Fers).
NÉGREPELISSE (Tarn-et-Garonne), III, 118.
NEMOURS (Seine-et-Marne) : le traité de Nemours du 7 juillet 1585, signé par Henri III avec les chefs de la Ligue, et qui va rouvrir les guerres civiles, I, 314, 330-331.
NEMOURS (Charles-Emmanuel de Savoie, duc de), fils de Jacques de Savoie, duc de Nemours († 1585) et d'Anne d'Este, la veuve de François de Guise, donc demi-frère d'Henri de Guise et de Mayenne, gouverneur du Lyonnais et de Paris, † 1595, II, 84.
NÉRAC (Lot-et-Garonne), la résidence du Roi de Navarre (Henri IV) et de Marguerite de Valois, siège des Conférences de 1579, entre Catherine de Médicis et les députés protestants pour l'application et le complément de la paix de 1577 : I, 226-223, 233, 309, 333-334, 348, et n° 3, 337; III, 96.
NEUFVY (François de Melet de Fayolles, s^{er} de), I, 358.
NEVERS (Louis de Gonzague, prince de Mantoue, duc de), 1540 † 1595, troisième fils de Frédéric II, duc de Mantoue; devenu duc de Nevers en 1565, par son mariage avec Henriette de Clèves, héritière du duché, gouverneur de Picardie, Normandie et Champagne : opérations contre le Roi de Navarre

en 1588, I, 392, 397, 408; II, 1; — mission à Rome pour solliciter l'absolution d'Henri IV, II, 92, 101 et n° 2.

NEVERS (Charles I^{er} de Gonzague, duc de Retheinois, puis duc de), 1580-1637, fils du précédent, gouverneur de Champagne et de Brie, pair de France, duc souverain de Mantoue et du Montferrat en 1629 par la mort de son cousin, Vincent de Gonzague, III, 35, 41, 43.

NÎMES (Gard), siège de plusieurs assemblées protestantes, I, 146, 169-170; III, 34.

NIORT (Deux-Sèvres), I, 201, 349, 359-360, 408-409; II, 1-2; III, 64, n° 1.

NOGUIER, capitaine aventurier, I, 229.

NOUAILLAN (Pierre), syndic de Montauban, III, 104.

NOUAILLE, III, 36.

NOYON (Oise), II, 63.

O

O (François, marquis d'), ou Do, s^{gr} de Fresnes et de Maillebois, gouverneur de Caen, de Paris et de l'Île-de-France, lieutenant général de Normandie, surintendant des finances en 1578, † 1594 : II, 30, 33-35, 61, 81-82, 254.

OLÉRON (île d'), Charente-Inférieure, occupée pendant quelques mois par d'Aubigné en 1586, I, 350-356, 361, 405; — par Soubise en 1621, III, 109.

OLIVIER (François), s^{gr} de Leuville, fils d'un Premier Président au Parlement de Paris, chancelier de France en 1545, † 1560, II, 234.

OLLAINVILLE (ou Olinville), près Chastres, sous Montlhéry (Seine-et-Oise), propriété de campagne d'Henri III, achetée en 1576 pour la Reine, sa femme, I, 197, 231; II, 191 (*Tragiques*, Princes).

ORANGE (Vaucluse), I, 45 et n° 1; II, 327-328.

ORANGE, voir Nassau.

ORLÉANS (Loiret), I, 20-21, 36, 43, 46-47, 50-53, 57-63, 92; II, 103, n° 2, 217, 219.

ORLÉANS (Gaston d'), frère de Louis XIII, III, 172.

ORS, village d'Oléron, I, 356.

ORTHE (Adrien d'Aspremont, vicomte d'), I, 216.

ORTHEZ (Basses-Pyrénées), II, 215; III, 54 (Assemblée de cercle).

ORVAL (François de Béthune, comte d'), fils de Sully. Il épousa en 1620 Jacqueline de Caumont, fille du marquis de la Force, III, 104.

OSSAT (Arnaud d'), cardinal, évêque de Bayeux, † 1604, II, 110, 348.

OUCHÈS (les), capitaine protestant, I, 267.

OUZOUER (Loiret, entre Gien et Sully-sur-Loire), I, 343.

OYZEAU ou OISEAU (François), chapelain (ministre) du duc de la Trémouille, II, 96-97.

P

PAGEZY (de), I, 227.

PALISSY (Bernard), II, 207-211 (*Tragiques*, Feux).

PALMA-CAYET (Pierre-Victor de la Palme, dit), l'historien, transfuge du protestantisme (abjuration le 9 novembre 1595), puis professeur de langues orientales au Collège royal, (Collège de France), ordonné prêtre en 1600, † 1610 (mars), II, 26, 67, n° 1, 169, 175, 178, 249-253 (*Sancy*); III, 49 (*Faeneste*).

PANIGAROLE (Francesco Panigarola), 1548-1594, cordelier en 1567, coadjuteur de l'évêque de Ferrare en 1586, évêque d'Asti, venu en France avec le cardinal Caëtano (ci-dessus), pour appuyer la Ligue, I, 362; II, 54 et n° 3, 55.

PAPAUTÉ, règne de l'Antechrist, II, 242-243. — Voir Baronius, Clément VIII, Grégoire XIII, Grégoire XIV, Sixte-Quint.

PARABÈRE, ou PARABELLE (Jean de Beaudéan,

s^{er} de), commandant de la citadelle de Niort, puis gouverneur de la ville, et enfin lieutenant de Roi en Bas-Poitou : prend Niort avec Saint-Gelais et d'Aubigné (nuit du 27-28 décembre 1588), nommé commandant du château, II, 2; — participe aux transferts du roi de la Ligue, Charles X, 42, 47 et n° 1; — amène avec La Trémoille les contingents du Poitou pour la bataille d'Ivry, 49; — assiste, avec d'Aubigné, le gouverneur royaliste du Poitou, Malicorne, dans la prise de Montreuil-Bonnin (Vienne) aux Ligueurs (juillet 1592), 73; — commande un des quartiers de l'armée assiégeante au siège de Poitiers (1593), 88-89; — prend part aux Assemblées de l'Édit de Nantes, 119, 129, 133-134; — accompagne Rosny (gouverneur du Poitou, et délégué du Roi) à l'Assemblée de Châtellerault (de 1605), altercation avec le député Puimichel, 322-323; — concerte avec Duplessis la conduite à tenir à l'égard de la Régente, III, 2, n° 5; — député par le Poitou à l'Assemblée de Saumur de 1611, 4; — chargé par la Cour (en 1612 et 1613) de venir visiter les travaux que d'Aubigné fait au Dognon.

PARC (le), le Parc-Soubise, propriété des Rohan, commune de Monchamps, canton des Herbiers (Vendée), II, 172.

PARIS : l'agitation antiprotestante à Paris, avant et après le massacre de Vassy, I, 39, 40, 43; — les fêtes du mariage d'Henri de Navarre et de Marguerite de Valois (août 1572), 114, 115; — la Saint-Barthélemy à Paris, 116 et sq., et II, 215 (*Tragiques*, Fers); — les fêtes données en l'honneur des ambassadeurs polonais (19 août-12 septembre 1573), 142-146; — l'effroi de Saint-Germain et la rentrée précipitée de la Cour à Paris (mars 1574), 149-151; — l'affaire La Mole-Coconas, 156-157; — l'exécution de Montgomery en place

de Grève (26 juin 1574), 159; — le duc d'Alençon (François de Valois) s'échappe de Paris (15 septembre 1575), 178-179; le Roi de Navarre à son tour (3 février 1576), 186-187; — la Reine Marguerite quitte Paris avec la Reine-mère pour rentrer en Gascogne (août 1578), 230-231; — le retour et le séjour de la Reine Marguerite à Paris (été 1582 à août 1583), son renvoi, 297-299, 305-306; — la consternation de la défaite de Coutras (20 octobre 1587), 378; — la popularité de Guise à Paris et la position difficile d'Henri III, 386; — les Barricades, 389-390; — l'armée des deux rois devant Paris, la fièvre obsidionale qui amène l'assassinat d'Henri III (1^{er} août 1589), II, 19 et sq.; — le siège de Paris de 1590, II, 51-56, 187 (*Tragiques*, Misères), 240 (*Jugement*); — l'alerte de la Journée des Farines (20 janvier 1591), 62; — l'attentat des Seize contre le Premier Président Brisson et les conseillers Larcher et Tardif (15 novembre 1591), la répression par Mayenne (4-10 décembre), 70-71; — Paris ouvre ses portes à Henri IV le 22 mars 1594, 90 n° 2 et 101; — les Réformés parisiens se plaignent qu'on les oblige à saluer les images catholiques. 103 n° 2; — le Parlement de Paris enregistre la Déclaration de Saint-Germain, 106; — la venue du Duc de Savoie à Paris (21 décembre 1599-1^{er} mars 1600), 271-274; le traité de Paris (27 février 1600), 274; — le séjour de Madame (Catherine de Bourbon) à Paris (juillet à décembre 1601), 297-301; — le Journal de voyage de Daniel Chamier à Paris (fin 1607-début 1608) au moment où l'on y agitait des projets de rapprochement des deux Religions, 334 et sq.; — la terreur à Paris sous le régime de Concini, III, 50; — le temple de Charanton brûlé (27 septembre 1621) aux mauvaises nouvelles du siège de Montauban,

104 ; — le retour de Louis XIII à Paris après la guerre de 1621, le *Te Deum* à Notre-Dame (28 janvier 1622), 108 ; — brusque départ du Roi, au printemps, pour la campagne de 1622, 116-117 ; — le traité de Paris du 7 février 1623 avec la Savoie et Venise pour l'affaire de la Valteline, 133-137 ; — Constant d'Aubigné reçu par le Roi et Schomberg à Paris, quand il se rendait en Angleterre pour les affaires du Parti, 169 ; — les propos du secrétaire d'État Herbaut à deux envoyés de Genève à Paris en 1607, 169-170.

PARME (Alexandre Farnèse, duc de), fils d'Octave Farnèse et de Marguerite d'Autriche, gouverneur des Pays-Bas de 1589 à 1592 († 1592) : fait lever le siège de Paris en 1590, II, 55-59 ; — met des garnisons espagnoles à Paris, Meaux et la Fère, 62 ; — pose des conditions à son intervention pour secourir Rouen assiégé, 65 ; — les affaires de Folleville (29 janvier 1592) et d'Aumale (5 février), 66-68 ; — sa feinte reculade sur la Somme, et son retour inopiné qui fait lever le siège de Rouen (20 avril), 71 ; — le camp retranché d'Yvetot, le passage de la Seine et la dérobade (16 mai), 72.

PATRIARCHE (le temple du), à Paris, I, 39-40.

PAYOT (le sr), riche protestant parisien, II, 159.

PAYS-BAS ESPAGNOLS : la politique étrangère de Coligny, projet d'intervention en Flandre pour soutenir les rebelles contre Philippe II, les résistances du parti catholique à la Cour, I, 112-114 ; — l'entreprise du duc d'Alençon (François de Valois) aux Pays-Bas, I, 230, 247, 270-271, 277, 280 ; II, 188-189 (*Tragiques*, Mises), 221 (*Tragiques*, Fers), 235 (*Tragiques*, Vengeances).

PAYS-BAS DE HOLLANDE, voir Hollande.

PELEUS (Julien), avocat au Parlement, historien catholique modéré, apologiste

de la politique d'Henri IV, II, 175.
PÉLISSONNIÈRE (N., s^{gr} de ou de la), capitaine catholique, I, 259-260.

PELLISARI, famille genevoise, amie, puis alliée de d'Aubigné, III, 89.

PELLISSON, gentilhomme du Roi de Navarre, I, 274.

PÉNITENTS (confréries de), I, 166 ; II, 192 (*Tragiques*, Princes).

PÉREGIM, précepteur de d'Aubigné, I, 32.

PÉRIGUEUX (Dordogee), ville de sûreté protestante de 1576 à 1581, I, 282, 283 et 284 (avec les notes 1 et 2).

PÉRONNE (Somme), I, 194-196.

PHILIPPE II, Roi d'Espagne de 1566 à 1598 : occupe le Portugal, I, 276-278 ; — Guise à sa solde (traité de Joinville, 31 décembre 1584), 315 ; — mobilise en sa faveur les Jésuites, 386 ; — débarque des soldats en Bretagne à l'appel de Mercœur (octobre 1590), II, 59 ; — envahit la Provence et le Languedoc, impose aux Ligueurs, après le siège de Paris, des garnisons espagnoles à Paris, Meaux et la Fère, 62 ; — met pour condition au secours de Parme, à Rouen, la reconnaissance de sa fille, Isabelle-Claire-Eugénie, comme Reine de France, 65 ; — compromet par sa maladresse, aux États généraux de la Ligue, la candidature de sa fille, 75-77, 83, n° 3 ; — Henri IV lui déclare la guerre (17 janvier 1595), alternatives de succès et de revers de part et d'autre, 109 n° 2, 110 et n° 2, 112-115 ; — Philippe II dans les *Tragiques*, 200, 222, 225, 234-235.

PHILIPPE III, fils de Philippe II, Roi d'Espagne, de 1598 à 1621, III, 97 n° 1.

PHILIPPE IV, fils de Philippe III, roi d'Espagne de 1621 (31 mai) à 1665, III, 110, 135.

PIBRAC (Guy du Faur), s^{gr} de, 1529 † 1584, conseiller au Parlement de Toulouse, avocat

- général au Parlement de Paris, conseiller d'État en 1570, président à mortier au Parlement de Paris en 1574, I, 230, n° 2, 235.
- PICTET, syndic de Genève en 1624, III, 102 et n° 2.
- PILES (Armand de Clermont, s^{er} de Piles), gentilhomme du Périgord, de la maison de Clermont-Lodève, valeureux capitaine protestant, I, 81, 82-83, 86 ; II, 69-70 (la mort héroïque de ses deux fils au siège de Rouen, le 14 février 1592).
- PINEY-LUXEMBOURG (duc de). Voir LUXEMBOURG.
- PITHIVIERS (Pluviers au xvi^e siècle), Loiret, II, 17.
- PLAISANCE (Philippe Segar, évêque de), cardinal, nonce du Pape Clément VIII à Paris, soutient la Ligue, II, 75 n° 1.
- PLESSIS-LÈS-TOURS (Indre-et-Loire), où fut signée la trêve du 3 avril 1589, et où eut lieu la réconciliation des deux rois (dimanche 30 avril), II, 7-9, 12-13, 62-63.
- POIGNY (Jean d'Angennes, s^{er} de), gentilhomme ordinaire de la chambre du Roi (Henri III) et chambellan du Roi de Navarre, I, 333 n° 2.
- POIRSON, l'historien d'Henri IV, II, 184-185.
- POISSY (Seine-et-Oise), I, 37-39 et 42 (le colloque de Poissy), II, 18.
- POITIERS (Vienne), I, 79-80, 83 ; II, 73-74, 86-89, 90 et n° 1, 101 n° 3, 111.
- POLITIQUES (le parti des), I, 141, 147.
- POLOGNE : l'élection de Pologne et l'ambassade polonaise à Paris (août-septembre 1573) qui vient offrir la couronne à Henri de Valois (Henri III), I, 120, 140 ; II, 189 (*Tragiques*, Princes), 194, 221 (*Tragiques*, Fers).
- POLTROT DE MÉRÉ (Jean de Poltrot, s^{er} de Méré), l'assassin de François de Guise, I, 59-60.
- PONCET (Maurice), curé de Saint-Pierre-des-Arcis à Paris, abbé de Saint-Père de Melun, prédicateur d'une rude franchise, II, 261-262 (*Sancy*).
- PONS (Saintonge, Charente-Inférieure), la ville natale de d'Aubigné, I, 1, 20, 29-31, 78, 89, 91, 261, 348, 350.
- PONS (Autoinette de), dame d'Albret, dont le mari, le s^{er} d'Albret, fut gouverneur d'Henri IV enfant, I, 24-26, 29-31.
- PONTCHARTRAIN (Paul de Phélypeaux, s^{er} de), 1569 † 1624, secrétaire d'État en 1610, a laissé des *Mémoires* avec un *Journal* sur le Congrès de Loudun de 1616, III, 32-36, 56-58, 64.
- PONTOISE (Seine-et-Oise), II, 18.
- PONTS-DE-CÉ (les), Maine-et-Loire : la débâcle des Ponts-de-Cé du 7 août 1621, III, 86-87.
- POPINCOURT (temple de), à Paris, I, 39.
- PORT-SAINT-MARIE, sur la Garonne (Lot-et-Garonne), I, 233 et n°s 1 et 2.
- PORTUGAL, I, 276-278 ; II, 222 (*Tragiques*, Fers).
- POSTEL (Guillaume), médecin et théologien, I, 138-139.
- POUZÀUGES (Vendée), I, 265.
- POUZIN (le), Ardèche, sur le Rhône, près Privas, I, 165.
- PRÉAUX (Hector de), s^{er} de Chastillon, capitaine de gens de pied huguenots, gouverneur de Châtellerault, II, 329.
- PRÉ-AUX-CLERCS (le), près Vaugirard, II, 21-22.
- PRINSAY (Innocent de), que d'Aubigné appelle Prinçay, gentilhomme de la Marche, I, 239-241.
- PRINTEMPS (le), recueil de poésies de jeunesse d'A. d'Aubigné, I, 94-101 (les éléments d'écueil et son histoire, l'opinion de M. Bost), 101-109 (le roman d'amour d'A. d'Aubigné d'après le *Printemps*).
- PRIVAS (Ardèche) : le Synode de Privas (de 1612), III, 15, 30-31.

PROU (le capitaine), protestant, I, 351.

PRUILLÉ-SUR-LUCÉ (Sarthe), I, 341.

PUIMICHEL (Cadet de), gentilhomme de Provence, député à l'Assemblée de Châtellerauld de 1605, II, 322-324.

PUYMIROL (Lot-et-Garonne), arrondissement d'Agen), III, 96.

Q

QUIÉVRAIN (Hainaut, Belgique), I, 113.

R

RAMBOUILLET (Nicolas d'Angennes, s^{er} de), chevalier des Ordres du Roi, capitaine de cent hommes d'armes de ses ordonnances, employé souvent comme négociateur sous les règnes de Charles IX et de Henri III ; sa correspondance pendant les nombreuses missions qu'il remplit, de 1576 à 1582, auprès du Roi de Navarre et du maréchal Damville, a été publiée dans le tome XI de la *Revue rétrospective*, I, 250-251.

RAMUS (Pierre), de son vrai nom La Ramée, 1502 † 1572, philologue et philosophe, professeur au Collège royal (Collège de France) en 1551 (d'éloquence et de philosophie), mais constamment persécuté pour son hétérodoxie aristotélicienne et religieuse, une des victimes de la Saint-Barthélemy, II, 218-219 (*Tragiques*, Fers).

RAPIN (Nicolas), 1540 † 1608, magistrat humaniste, successivement avocat au Parlement de Paris, vice-sénéchal de Fontenay-le-Comte (sa ville natale), lieutenant de robe courte, et grand prévôt de la connétablie, un des principaux auteurs de la *Satire Ménippée*, II, 158-159.

RAVIGNAN (Pierre de Mesme, s^{er} de), président du Conseil souverain de Béarn, I, 252 n° 3 ; II, 288.

RÉ (Ile de), III, 171.

READ (Charles), II, 183-184, 295 et sq., 337-338, 345 ; III, 74, 154-155, 163-164.

RÉAUME (et de Caussade), éditeurs des Œuvres de d'Aubigné (1873 à 1892), II, 332-334 ; III, 154.

RÉGNIER DE LA PLANCHE (Louis), historien, secrétaire et avocat des Montmorency, II, 176, 227.

RENARDIÈRE (La), gentilhomme de Bretagne, II, 262.

RENÉE DE FRANCE, 1510 † 1575, seconde fille de Louis XII et d'Anne de Bretagne, duchesse de Chartres et de Montargis, devenue duchesse de Ferrare par son mariage avec Hercule II de Ferrare en 1528 ; veuve en 1560, elle revint habiter son château de Montargis, où elle protégea les Réformés ; François de Guise avait épousé une de ses filles, Anne d'Este, I, 49-50, 53.

RENNES (Ille-et-Vilaine), II, 15 n° 1, 325.

RÉOLE (la), Gironde, ville de sûreté protestante de 1577 à 1580, I, 232.

RETZ (le maréchal de), 1522 † 1602, Albert de Gondi, comte et baron, puis duc de Retz, un des conseillers de la Saint-Barthélemy, maréchal de France en 1573, gouverneur des Galères de 1579 à 1588, charge en laquelle il eut pour successeur son fils, Philippe-Emmanuel de Gondi (1580 † 1662), le père du fameux cardinal de Retz, de la Fronde, troisième du nom ; il avait épousé en 1565 Claude-Catherine de Clermont-Tonnerre, veuve de Jean, s^{er} d'Annebault et de Retz, parente de Suzanne de Lezay (la femme d'A. d'Aubigné, I, 124, 260 et n° 4, 293 ; II, 45, 165 (la duchesse, une des étoiles de l'Académie d'Henri III), 235 (*Tragiques*, Vengeances).

RETZ (Pierre de Gondi, cardinal de), 1533 † 1616, le frère du Maréchal, évêque de

- Langres en 1565, de Paris en 1570, chancelier et grand aumônier d'Élisabeth d'Autriche (la femme de Charles IX), cardinal en 1587; il se démit de l'évêché de Paris en 1598, en faveur de son neveu Henri, ci-après, II, 54.
- RETZ (Henri de Gondî, second cardinal de), évêque de Paris en 1598, fait cardinal par Paul V en 1618, employé par Louis XIII dans plusieurs ambassades, III, 117.
- RÉUNION DES RELIGIONS, projets qui agitaient les esprits à Paris en 1607-1608, II, 259-260, 337 et n° 1.
- REYNIÉS (Jean de la Tour, s^{gr} de), capitaine protestant, ancien gouverneur de Castres, II, 221. — Le château de Reyniés était à une lieue de Montauban, Rohan et Luynes y eurent une entrevue pendant le siège de 1621, III, 107.
- RICHELIEU, III, 46, 48, 110, 142-143, 171 (le siège de la Rochelle), 172-174 (l'affaire de la succession de Mantoue).
- RICHEOMME (Louis), jésuite, assistant du général de l'Ordre, auteur de plusieurs ouvrages théologiques, II, 154 et n° 3, 263.
- RIEUX (de), II, 121, 125.
- RIVET, pasteur de l'Église de Tours, III, 4.
- ROBAR (de), député à l'Assemblée de Châtellerauld, la dernière session de la grande Assemblée, II, 134.
- ROCHEBLAVE (Samuel), I, 94, 134, 246, 243-249; III, 16, 73, 77, 79.
- ROCHEFORT (Charente-Inférieure), I, 350.
- ROCHEFORT-SUR-LOIRE (Maine-et-Loire), II, 110 et n°s 5 et 6.
- ROCHELLE (la), Charente-Inférieure: Jeanne d'Albret y amène son fils Henri avec 4.000 Gascons au début de la deuxième guerre, 75; — une des villes de sûreté accordées par la paix de Saint-Germain (8 août 1570), 90; — centre de la résistance protestante après la Saint-Barthélemy, 128-129, et II, 221 (*Tragiques*, Fers); — la paix de la Rochelle (juin-juillet 1573) et ses causes, I, 138-141; comparaison avec le sort de Sancerre, qui capitula en août, 146; — La Rochelle demande à Henri III, à son retour de Pologne, plus que la liberté de conscience; autorisée à se concerter avec le Prince de Condé en Allemagne, 163-165; — retour de cette délégation reçue par Henri III le 11 avril 1575; elle présente des demandes exorbitantes, 172; — deux factions à la Rochelle, le maire et la bourgeoisie d'un côté, le peuple et les ministres huguenots de l'autre, 196; Condé se fait recevoir difficilement dans la ville après la paix de Beaulieu (1576), *ibid.*; — la Rochelle, jalouse de Brouage, le secourt à peine contre Mayenne (juin-août 1577), 218; — elle tient bon après le désastre de Condé dans l'entreprise d'Angers (octobre 1585), 348; — d'Aubigné, sollicité de relever l'enseigne d'Israël (début de 1586), reçoit armes et munitions de la Rochelle, 349; — la flotte rochellose aide mal à la conquête d'Oléron (mars 1586), 350; — le Roi de Navarre vient à la Rochelle (juin) et va par mer visiter d'Aubigné à Oléron, et à Brouage voir l'opération d'embouteillage du port, 354-355; — la Rochelle fournit un canon pour la défense de Marans assiégé par Biron (juillet 1586), 355; — d'Aubigné prisonnier de Saint-Luc, autorisé (sur sa foi) à venir à la Rochelle; revient à Brouage malgré danger de mort, 357; — la Rochelle fournit de l'artillerie pour la prise de Talmont-sur-Jarre, 368; — le Roi de Navarre, après la poursuite de l'armée de Joyeuse en retraite (août-septembre 1587) revient à la Rochelle en octobre pour se munir d'artil-

lerie, 373 ; — la ville demeure sa place d'armes pendant la campagne de 1588, 396 ; — elle fournit les canons pour la prise de Beauvoir-sur-Mer (octobre), 399 ; — le Roi de Navarre y revient après le siège, 400 et n° 4 ; — l'Assemblée de la Rochelle de 1588 (14 novembre-17 décembre) et les marques d'opposition au Roi de Navarre ; elle vote le fameux Règlement général de 1588, 368, n° 1, 379, 381, 403-408 ; — l'émotion à la Rochelle lors de la maladie du Roi de Navarre (janvier 1589), II, 3-4 ; — il y achève sa convalescence, et en part pour marcher vers la Loire, 5 ; — y revient un moment après la trêve de Plessis-lès-Tours (du 3 avril 1589), et en repart pour aller prendre possession officielle de Saumur, passage concédé sur la Loire, 9 ; — le Synode de la Rochelle de mars 1607, conduit par « les fous du Synode », 335-336 ; — la première Assemblée de cercle, provoquée par Rohan, se tient à la Rochelle (20 novembre 1612-14 janvier 1613), III, 26-27 ; — l'Assemblée de la Rochelle (1^{er} mars 1616), suite de celle de Grenoble (juillet) et de Nîmes (octobre), envoie des représentants au Congrès de Loudun (21 février-3 mai 1616) qui rétablit la paix, après la seconde révolte du Prince de Condé ; — le conflit de la Rochelle avec d'Épernon, gouverneur de la province, après l'occupation de Rochefort par les Rochellois ; convocation d'une Assemblée de cercle ; d'Aubigné soutient militairement la Rochelle, 40 et sq. ; — l'Assemblée de la Rochelle de 1619 pour l'affaire de Béarn, 54, 63 ; — l'ingratitude des Rochellois envers d'Aubigné, III, 54-55 ; — Constant d'Aubigné incarcéré à la Rochelle en septembre 1619, 68 et n° 4, 69 ; — la nouvelle Assemblée de la Rochelle pour l'affaire de Béarn s'ouvre le 21 décembre 1620, mal-

gré l'interdiction de Louis XIII, 70, 92 ; ses démêlés avec le corps de ville de la Rochelle, 120 ; — à la paix de Montpellier (octobre 1622) la Rochelle reçoit le privilège de garder ses fortifications ; l'Assemblée se sépare le 13 novembre 1622, 121 ; — paix de la Rochelle, le 5 février 1626, après le nouveau soulèvement, limité, des Protestants (Rohan-Soubise), 151 et n° 3 ; — mention anticipée de la prise de la Rochelle par Richelieu, 164 ; la Rochelle s'est laissée entraîner à une dernière révolte par Buckingham et Soubise, venus d'Angleterre sur une flotte anglaise ; blocus, siège et famine, capitulation le 28 octobre 1628, 171.

ROCHEMORTE (Louis Bouchereau, s^{er} de), capitaine protestant, I, 336, 338.

ROCHES (les dames des) de Poitiers, Madeleine Neveu et sa fille Catherine de Fradonnet, muses provinciales qui eurent à Poitiers la même célébrité qu'avait eue à Lyon Louise Labé, II, 165.

ROCHESERVIÈRE (la), petite place près de Montaigu (Vendée), II, 60.

ROHAN (René, vicomte de), fils de Henri I^{er} de Rohan, prince de Léon ; il épouse en 1575 Catherine de Parthenay, dame de Soubise, veuve de Charles de Quellenec, baron de Pons, une des victimes de la Saint-Barthélemy, meurt en 1586 ; un de ceux à qui d'Aubigné va porter un mot d'ordre de ralliement (fin 1576), I, 198 ; — il assiste au déjeuner du 28 mars 1582, préliminaire aux Conférences de La Mothe Sainte-Héraye, chez M^r de Lansac (Louis de Saint-Gelais), 289 ; — prend part à la Conférence de Guitres (29-30 mai 1585) pour aviser aux mesures de défense contre la Ligue ; — accompagne Condé à l'entreprise d'Angers, 340 ; — quitte l'armée le 28 octobre, 342 ; — décide d'Aubi-

gné à relever l'enseigne d'Israël au début de 1586, 349.

ROHAN (Henri de), le fameux duc, fils du précédent, né au château de Blain le 25 août 1579, duc et pair en 1603, épouse en 1605 Marguerite de Béthune, fille de Sully, meurt en exil le 13 avril 1638 : candidat à la présidence de l'Assemblée de Saumur (de 1611) contre Bouillon, tous deux évincés au profit de Duplessis-Mornay, III, 4 ; fait partie de la commission qui élabore le nouveau Règlement de Saumur, 8 ; — fait procéder à l'élection d'un nouveau maire à Saint-Jean-d'Angély, malgré la Cour, mesures de rigueur prises contre sa famille et ses gens à Paris (printemps de 1612), 16 ; — nouveau conflit peu après, parce qu'il a remplacé de sa propre autorité le lieutenant du Roi à Saint-Jean par un homme à lui ; réunit une Assemblée de cercle à la Rochelle (20 novembre 1612 au 14 janvier 1613), Duplessis s'entretient pour accommoder le différend, 26-27 ; — Rohan va saluer le jeune Roi à Poitiers lors de son voyage dans l'Ouest (printemps de 1616), 31 ; — il participe avec son frère Soubise à la seconde révolte du Prince de Condé (été de 1615) contre le gouvernement de Concini et les mariages espagnols, 33-34 ; — ils assistent au Congrès de Loudun pour le règlement de la paix (21 février-3 mai 1616), 36-37 ; — Rohan succède à son beau-père Sully dans le Gouvernement du Poitou (25 juin 1616), 39 ; — d'Aubigné se plaint à lui d'avoir été sacrifié à la paix de Loudun, *ibid.* ; — nouvelles doléances à Rohan en 1617, quand M. de Villette lui a rapporté de mauvaises nouvelles de Paris pour ses pensions interrompues, 52 ; — d'Aubigné cède à Rohan ses places de Maillezais et du Dognon (avril-mai 1619), attaques de Constant d'Aubigné

contre les places cédées et son emprisonnement à la Rochelle (septembre), 64-68 ; — Rohan prend part avec son frère Soubise à la révolte des Grands (et de Marie de Médicis) contre Luynes en 1620, malgré les avertissements prophétiques de d'Aubigné ; la débâcle des Ponts-de-Cé (7 août 1620), 86-87 ; — hostile au début, comme les autres chefs protestants, au maintien de l'Assemblée de la Rochelle ouverte le 25 décembre 1620, malgré l'interdiction de Louis XIII, pour répondre au coup de force royal en Béarn, III, 92 ; — devient néanmoins son généralissime, et gouverneur du Languedoc, introduit un secours dans Montauban assiégé (septembre 1621), 104-106 ; — entrevue avec Luynes en octobre au château de Reyniès près Montauban, 107 ; — dans l'hiver qui suit la levée du siège (en novembre), Rohan paralysé en Languedoc par les querelles locales (notamment par la rivalité de Châtillon) ; entrevue avec Lesdiguières, qui cherche à s'entremettre pour la paix, à Laval-Notre-Dame, près d'Alais le 25 mars 1622, 109 ; — Rohan envoie des députés pour négocier à Paris, Louis XIII part en campagne avant de les recevoir, 116-117 ; — Châtillon, dépossédé par l'Assemblée de son gouvernement du Bas-Languedoc au profit de Rohan, lui crée des difficultés, 120 ; — Rohan essaye vainement d'introduire des renforts à Montpellier, arrête avec le maréchal de Créquy les conditions de la paix de Montpellier (octobre 1622), 120-121 ; — une lettre de d'Aubigné (envoyée de Suisse) à Rohan après l'entrevue de Louis XIII avec le Duc de Savoie à Lyon (en décembre 1622), 135 ; — le tient au courant de ses négociations avec Venise qui désire lever des troupes protestantes en France, 136-138 ; — d'Aubigné lui décrit « la douce

vie » qu'il savoure à son nouveau foyer, 147 ; — nouvelle révolte de Rohan et Soubise, et rétablissement de la paix (de la Rochelle, 5 février 1626), 150-151 ; — le reliquat de la dette de Rohan envers d'Aubigné pour la cession de Maillezaïs, la lenteur du règlement, auquel s'emploie M. de Villette, 152-153 ; — d'Aubigné lui envoie une copie de ses *Méditations sur les Psaumes* (dans les *Petites Œuvres meslées*) qu'on achève d'imprimer, 163 ; — la dernière révolte protestante, Soubise à la Rochelle, Rohan en Languedoc, 171 ; — il y prolonge la résistance après la capitulation de la Rochelle ; Condé, puis le Roi entre les deux expéditions de Mantoue, viennent mâter le Languedoc ; la paix de grâce d'Alais (28 juin 1629), Rohan part en exil, 174-175 ; — mortellement blessé en 1638 à la bataille de Rheinfelden, où il servait dans l'armée de Bernard de Saxe-Weimar ; son corps ramené en grande pompe à Genève ; enterré comme d'Aubigné dans le cloître Saint-Pierre, 182.

ROHAN (Mme de) douairière, Catherine de Parthenay, dame de Soubise, mariée à Charles de Quellenec, baron de Pons (ou du Pont), une des victimes de la Saint-Barthélemy, remariée en 1575 à René, vicomte de Rohan, mère du duc Henri de Rohan, de Soubise, et de trois filles, morte le 26 octobre 1631 : II, 165, 219 ; III, 16, 141, 162.

ROHAN (Mme de) jeune, la femme d'Henri de Rohan, Marguerite de Béthune, fille de Sully, III, 148 et n° 3, 162 n° 1.

ROHAN (Anne de), une des filles de Catherine de Parthenay, sœur du duc Henri, II, 165 ; III, 60-61, 164.

ROQUELAURE (Antoine, baron de), 1560 † 1625 ; un des serviteurs les plus intimes du Roi de Navarre, grand-maître de la garde-robe en

1590, puis gouverneur de la Guyenne ; il était dans le carrosse du Roi, quand il fut assassiné ; Louis XIII le nomma maréchal de France en 1615 : I, 184, 185 et n° 1, 186, 187, 210 ; II, 22.

ROSAN. Voyez Duras.

ROSET, syndic de Genève, et son fils Michel, adversaires de d'Aubigné, III, 102, n° 2, 124, 169-170.

ROSIERS (les), Maine-et-Loire, I, 338.

ROTAN (Jean-Baptiste), originaire des Grisons, pasteur et professeur de théologie à Genève, emmené par Sancy en France, assiste à l'Assemblée de Mantes de 1593, et aux conférences théologiques avec du Perron ; d'Aubigné l'accuse d'avoir prévariqué en cette circonstance ; cependant les Églises lui gardèrent leur confiance et se le disputèrent, pasteur à la Rochelle, puis à Castres (de 1596 à sa mort, 28 avril 1598), II, 101, 249-253 (*Sancy*).

ROUEN (Seine-Inférieure) : II, 63-65, 69-70 et 71-72 (le siège de Rouen, 11 novembre 1591-20 avril 1592) ; 106 n° 3 ; 124-125 (Assemblée des Notables du 4 novembre 1596 au 29 janvier 1597) ; 220 (la Saint-Barthélemy à Rouen *Tragiques*, Fers).

ROUVRAY (de), Député général en Cour en 1611, III, 14, 36.

ROYAN (Charente-Inférieure), III, 109, 118.

RUIGNY (Daniel de Massue, s^{er} de), gouverneur de la Bastille sous Henri I. Vil avait épousé en premières noces Madeleine Pinot, c'est d'elle qu'il s'agit dans le passage, II, 342. Il en eut plusieurs enfants, et, d'un second lit, un fils Henri, qui fit une brillante carrière de soldat sous Louis XIV, et fut Député général des Églises en Cour de 1653 à 1679.

S

- SAGONNE (Jean Babou, comte de), gentilhomme de la Chambre du Roi, chambellan du duc d'Alençon, capitaine et gouverneur de Brest, II, 21.
- SAGUER (Sager en allemand), avoyer de Berne en 1621, III, 128.
- SAINT-ANDRÉ (Jacques d'Albon, s^{sr} de), 1524 † 1562, maréchal de France en 1547; mort assassiné; — un des membres du Triumvirat catholique en 1561, I, 37.
- SAINT-ANDRÉ DE MONTBRUN (Alexandre du Puy, marquis de), 3^e fils de Jean du Puy, s^{sr} de Montbrun, III, 104.
- SAINT-ANTOINE : II, 55-56 (l'abbaye de Saint-Antoine-des-Champs), 53 (le faubourg).
- SAINT-ARNOULT (Loir-et-Cher), I, 342.
- SAINT-BARTHÉLEMY (la), I, 110-127, 315, 328; II, 215-227 (*Tragiques*, Fers), 228.
- SAINT-BAZEILLE (Lot-et-Garonne), I, 348 n° 3.
- SAINT-BRICE (Charente, près Cognac), siège de conférences entre le Roi de Navarre et Catherine de Médicis en décembre 1586, I, 363-365.
- SAINT-CYR (Tanneguy du Bouchet de Puygrefier, s^{sr} de), vaillant capitaine huguenot, I, 24, 36, 50, 85.
- SAINT-DENIS, près Paris, II, 61, 215 (*Tragiques*, Fers, la bataille de Saint-Denis, 10 nov. 1567), 228.
- SAINT-DYÉ (Loir-et-Cher), I, 343.
- SAINT-ÉTIENNE (Gilles de Machecou, s^{sr} de), gentilhomme poitevin, capitaine huguenot, gouverneur de Fontenay-le-Comte et de Tonnay-Charente, I, 258 et 266.
- SAINT-FAL, ou mieux Saint-Phal (Anne de Vaudray, s^{sr} de), capitaine catholique, bailli et gouverneur de Troyes, I, 192.
- SAINT-GELAIS-LANSAC (Louis de Saint-Gelais de Lusignan, s^{sr} de Lansac, ou Lanssac), baron de la Mothe-Sainte-Héraye (1513 † 1589), reprit le nom et les armes de Lusignan après avoir fait ses preuves lors de sa promotion comme chevalier du Saint-Esprit en 1579; carrière militaire et diplomatique, missions en Allemagne et en Italie (à la Cour pontificale, à Sienne, d'où il chassa les Espagnols en 1552, au Concile de Trente), lieutenant de Roi à Bordeaux, secrétaire et surintendant des finances de Catherine de Médicis : I, 230 n° 2, 239-291 (les Conférences de La Mothe-Sainte-Héraye).
- SAINT-GELAIS (Louis de Lusignan, s^{sr} de), de Cherveux, Saint-Jean d'Angles, Chiré, Puy jourdain, la Gilbertière (1550 † 1592), capitaine protestant ami de d'Aubigné, maréchal de camp, gouverneur de Niort puis lieutenant-gouverneur du Poitou, cousin de Saint-Gelais-Lansac, I, 197, 201, 220 et 221 (avec la note 1), 335, 342-343, 349, 354, 408-409; II, 1-2.
- SAINT-GEORGES (Saint-Georges-de-Montaignu, Vendée), I, 258 et n° 4.
- SAINT-GERMAIN (l'abbaye de), II, 48.
- SAINT-GERMAIN (le château de), I, 150; II, 105-106.
- SAINT-GERMAIN (Gabriel de Polignac), d'une famille saintongeaise, s^r de Saint-Germain, de Monroy, et de Comporté, gentilhomme ordinaire de la chambre du Roi, conseiller en ses Conseils d'État et privé; joua un rôle important aux Assemblées protestantes (de Châtellerault qui termine la Grande Assemblée; — de Sainte-Foy, en octobre 1601, qui le nomma Député général; — de Châtellerault en 1605; — de Saumur en 1611), II, 136 et n° 4, 311, 317; III, 4 et 9.
- SAINT-GERMAIN (Mlle de), I, 176.
- SAINT-GILLES (Gard, en face d'Avignon), I, 166;

II, 216 (le combat de Saint-Gilles de 1562, *Tragiques*, Fers).

SAINT-JACQUES (le faubourg), à Paris, II 17.

SAINT-JEAN-D'ANGÉLY (Charente-Inférieure), siège par les Catholiques en 1569, I, 86 ; — d'Aubigné y amasse ses forces pour l'entreprise sur Blaye, en 1580, 261 ; — le Roi de Navarre y passe dix jours chez le Prince de Condé (mars 1582), 286 ; — lieu de rassemblement des troupes de Condé pour l'entreprise d'Angers (octobre 1585), 334-335, 338 ; — Saint-Jean résiste à la débâcle après l'échec de cette expédition, 348 ; — Rohan gouverneur de Saint-Jean, deux conflits avec la Cour en 1612 et 1613, III, 46, 26-27 ; — d'Aubigné se retire à Saint-Jean, après avoir cédé ses places à Rohan en 1619, 68 ; — y achève l'impression de l'*Histoire universelle*, 72-73 ; — soulèvement de Saint-Jean contre les officiers de Rohan après la débâcle des Ponts-de-Cé (7 août 1620), d'Aubigné obligé de s'enfuir, 87 ; — Soubise soutient un siège à Saint-Jean-d'Angély au début de la guerre de 1621, 95.

SAINT-JEAN-DE-MARIGNY (Deux-Sèvres), I, 349.

SAINT-JULIEN (Florent Renard ou Reynard), s^{gr} d'Avançou, de la Frette et de), secrétaire de Lesdiguières, président de la Chambre des comptes de Dauphiné, II, 61.

SAINT-LUC (François d'Espinay, s^{gr} de), mignon d'Henri III (se brouilla avec lui), grand maître de l'artillerie, gouverneur de Brouage, où d'Aubigné fut son prisonnier pendant trois mois, en 1586 : I, 336, 353, 356-361.

SAINT-MACAIRE (Gironde), I, 202.

SAINT-MAIXENT (Deux-Sèvres) : séjour de la Cour de Navarre (mars 1582), quand Marguerite se rend à Paris, I, 287-291 ; — séjour de la Reine-Mère en novembre 1586, avant les Conférences de Saint-Brice, 358-359 ; — pris

et repris par les deux partis en 1587 et 1588, 369, 370 et II, 3 (et note 2) ; — le synode provincial de Saint-Maixent en avril 1593, II, 95-99 ; — Rohan y tient conseil avec quelques amis en 1620 pour participer au soulèvement des Grands contre Luynes, III, 86 ; — songe à s'y enfermer après la débâcle des Ponts-de-Cé, 87.

SAINT-MALO (Ille-et-Vilaine), II, 106 n° 2.

SAINT-MANDÉ (Charente-Inférieure), I, 335.

SAINT-MAUR-LES-FOSSÉS (arrondissement de Sceaux, Seine), une des résidences royales au xvi^e siècle, I, 299.

SAINT-MAUR (Maine-et-Loire), abbaye sur la Loire, I, 338, 341.

SAINT-PAUL-DE-CADAJOUX (Tarn, près Lavaur), où se forme la Contre-Ligue, en réponse au traité de Nemours (du 7 juillet 1585), I, 332.

SAINT-POINT (Guillaume de), capitaine catholique féroce, gouverneur de Mâcon, II, 217 (*Tragiques*, Fers).

SAINT-POMPAIN (François de Liniers, s^{gr} de), gouverneur de Maillezaïs, I, 359, 360 et n° 3.

SAINT-SÉVERIN, le s^r de San Severino, de la maison de Cajasso, famille piémontaise depuis longtemps dévouée à la France, II, 48.

SAINT-SULPICE (Jean Ebrard, s^{gr} de), ancien ambassadeur en Espagne, I, 230 n° 2.

SAINT-SYMPHORIEN (Indre-et-Loire), faubourg de Tours, au nord de la Loire, II, 12-14.

SAINTE-ALDEGONDE (Philippe de Marnix, baron de), 1538-1598, homme d'État, ambassadeur des Provinces-Unies de Hollande, intimement lié avec Calvin et avec le Prince d'Orange, I, 270, 274, 280.

SAINTE-CATHERINE, citadelle qui domine Rouen, sur la rive droite de la Seine, II, 64-65

- SAINTÉ-COLOMBE (François de Montesquiou, s^{er} de), baron de Faget et d'Auriac, gentilhomme de la chambre du Roi (Henri III) et lieutenant de sa compagnie de gendarmes, I, 386.
- SAINTÉ-FOY-LA-GRANDE (Dordogne), siège de plusieurs assemblées protestantes : I, 227, 274, 348 ; II, 103-103 (l'Assemblée de 1594, qui élabore le Règlement de Sainte-Foy), 311 (l'Assemblée d'octobre 1601 qui établit le règlement de la Députation générale), III, 96, 113.
- SAINTÉ-MARIE-DE-MONT (Henri-Robert Auxépales, baron de), gentilhomme protestant, converti au catholicisme le 3^e mars 1600, II, 246, 265-267, 276 n° 3, 286-287.
- SAINTÉ-MARTHE (Scévole de), 1536 † 1623, jurisconsulte et poète (latin et français), II, 90 n° 1, 212.
- SAINTÉ-MÉNEHOULD (Marne) : le traité de Sainte-Ménehould (15 mai 1614), qui met fin à la première révolte du Prince de Condé contre la Régente.
- SAINTES (Charente-Inférieure), I, 75, 87, 373.
- SALETTES (Henri de), fils du Président (du Parlement de Pau), Jehan de Salettes, transfuge du protestantisme, qui deviendra évêque et aumônier d'Henri IV, II, 249-253.
— Voir Morlas.
- SALUCES (Italie) : l'affaire du marquisat de Saluces, II, 271, 274, 302-304.
- SALIGNAC (Jean de Gontaut, baron de), fils aîné du premier maréchal de Biron, frère du second qui fut exécuté en 1602, chambellan du Roi de Navarre, membre de son conseil, gouverneur du Périgord et de la vicomté de Limoges, chargé de mission à l'étranger en 1590, converti au catholicisme en 1596, enfin ambassadeur à Constantinople, où il mourut en 1604 : I, 319 ; II, 249-253.
- SALVIATI (les), famille italienne, qui avait accompagné Catherine de Médicis en France, installée au château de Talcy dans le Blaisois (voir ci-dessous) : I, 92-93, 129-131, 135.
- SALVIATI (Diane) ou Diane de Talcy, fille de Jean Salviati, qui fut aimée d'Agrippa d'Aubigné, et chantée dans le *Printemps* : I, 92-93, 100-109, 129-139, 174-175, 177, 202, 222 ; II, 156-157.
- SANCERRE (Cher) : I, 128-129, 145-146 ; II, 221 (*Tragiques*, Fers).
- SANCY (Nicolas Harlay, s^{er} de), conseiller au Parlement, maître des requêtes, membre du Conseil du Roi, colonel général des Suisses, chargé de plusieurs missions à l'étranger, enfin surintendant des finances avant Sully, converti au catholicisme en mai 1597 : II, 18-19, 33, 253-255.
- SANCY (la *Confession catholique du s^r de*), pamphlet satirique d'Agrippa d'Aubigné contre les conversions intéressées : II, 81, 110 n° 3, 113 n° 2, 192, 195-196, 208, 245-268.
- SANDRET, I, 5-6, 13-14.
- SARPON, pasteur, II, 207 (*Tragiques*, Feux).
- SARRASIN, famille genevoise, dont d'Aubigné fut l'hôte pendant son enfance, puis dans sa vieillesse, au début de son exil à Genève : I, 165 ; II, 165 ; III, 90, 102, 126, 145, 169-170.
- SAUMUR (Maine-et-Loire), passage sur Loire concédé aux Protestants par la trêve de Plessis-lès-Tours (du 3 avril 1589), et dont Duplessis-Mornay fut gouverneur depuis ce moment jusqu'en mai 1621 ; siège de plusieurs assemblées protestantes : I, 191-192, 341 ; II, 8, 101-109 (l'Assemblée de 1595), 127-132 (une des stations de la Grande Assemblée de l'Édit de Nantes), 144, 147, 310 ; III, 3-14 (l'Assemblée de 1611), 95.
- SAUVES (Charlotte de Beaune-Semblançay,

dame de), fille d'honneur de Catherine de Médicis, mariée à Simon de Fizes, baron de Sauves, maîtresse du Roi de Navarre et du duc d'Alençon ; veuve en 1579, elle épousa François de la Trémoille, marquis de Noirmoutiers, I, 156, 173.

SAVOIE (Charles-Emmanuel I^{er}, duc de), Duc régnant de 1580 à 1630, petit-fils de François I^{er} par sa mère, Marguerite de Valois : conspire contre la France en 1584, I, 310-311 ; — cherche à conquérir la Provence (fin 1590), II, 59 ; — les passages des *Tragiques* qui visent le Duc de Savoie, 293 ; — son séjour à la Cour de France (17 décembre 1599 au 1^{er} mars 1600) pour régler le différend de Saluces, il signe le traité de Paris du 27 février, 271-274 ; — ne l'exécute pas, Henri IV vient lui faire la guerre (avril à décembre 1600), traité du 17 janvier 1601, 302-304 ; — conspire avec le second maréchal de Biron contre Henri IV, III, 114 ; — Genève craint une attaque de la Savoie (en 1620, 1621, 1622), 122-123 ; — le Duc s'entend avec Louis XIII et Venise pour chasser l'Espagne de la Valteline, 115, 135 ; — l'expédition franco-piémontaise contre Gènes (1625), 142-143 ; — la Savoie opposée à la France dans l'affaire de la succession de Mantoue, Louis XIII force le pas de Suze (1629), le Duc fait des offres à d'Aubigné, la guerre recommence en 1630, 172-174.

SAYOUS (B.), III, 163.

SAYON, syndic de Genève hostile à d'Aubigné, III, 158.

SAZAY (Deux-Sèvres), I, 369.

SCANDER-BEG (George Castriota, connu sous le nom de), 1414-1467, le héros de l'indépendance albanaise, que les Turs avaient essayé de gagner à l'Islamisme, et qui leur tint tête jusqu'à sa mort, II, 239.

SCHICKLER (baron de), ancien président de la Société de l'Histoire du protestantisme français, III, 176.

SCHOMBERG (Gaspard de), 1540 † 1599, colonel général des Allemands au service du Roi, dès le règne d'Henri III, commissaire royal à la Grande Assemblée de l'Édit de Nantes, II, 126, 127 et n° 1, 129, 131, 133-134, 142-144.

SCHOMBERG (Henri, comte de Nanteuil, puis comte de), fils du précédent, 1575 † 1632, fait une carrière de soldat et d'homme d'État, lieutenant du Roi en Limousin en 1608, chargé de missions à l'Étranger, surintendant des finances en 1619, grand maître de l'artillerie pendant la guerre civile de 1621, chef du ministère la même année, maréchal de France en 1625 : III, 106, 117, 169.

SEAUX (de), secrétaire d'État, II, 179 ; III, 74 et 80.

SÉBASTIEN (Dom), Roi de Portugal à trois ans, en 1557, tué dans une expédition au Maroc, le 4 août 1578, à la bataille d'Alkezar-Kébir, ou bataille des Trois-Rois, I, 277 ; II, 222 (*Tragiques*, Fers). — Voir Vimioso.

SÉGUINIÈRE (la), près de Cholet (Maine-et-Loire), II, 60.

SÉGUR-PARDAILLAN (François de Ségur, s^{er} de Pardaillan), chargé par le Roi de Navarre de nombreuses missions à l'Étranger, surintendant de sa maison, de ses affaires et finances, vrai chef de son Conseil : I, 116, 203, 210, 298, 301-303, 330, 345, 354, 365 ; III, 36.

SELOMMES (Loir-et-Cher), I, 342.

SENLIS (Oise), II, 15 et n° 1.

SENS (Yonne) : le massacre de Sens (du 12 avril 1562), II, 217 (*Tragiques*, Fers).

SERRES (Jean de), le frère d'Olivier, ministre et théologien protestant, libéral, historio-

- graphe de France en 1596 : II, 176, 178, 227, 249-253.
- SILLERY (Nicolas Bruslart de), 1544 † 1624, conseiller, puis président à mortier au Parlement de Paris, chargé de plusieurs missions diplomatiques, garde des sceaux de France et chancelier de Navarre en 1605, chancelier de France en 1607 : I, 333 n° 2 ; III, 82-83, 138-139, 157.
- SILLERY (le commandeur de), frère du précédent, ambassadeur à Rome, III, 139.
- SIXTE-QUINT, Pape de 1585 à 1590, II, 243.
- SOISSONS (Charles de Bourbon, comte de), 1566 † 1612, demi-frère du second Prince de Condé (Henri) et du prince de Conti, cousin-germain d'Henri IV : I, 332 et n° 5, 372-373, 375, 382 ; II, 41, 259, 288-289, 341.
- SORBIN DE SAINTE-FOY (Arnaud Sorbin dit de Sainte-Foy, dont il fut curé), évêque de Nevers en 1578, docteur en théologie, prédicateur de Charles IX, dont il prononça l'oraison funèbre, II, 193 (*Tragiques*, Princes), 228, 229 (*Sancy*).
- SORGES (Maine-et-Loire), I, 340.
- SORLU, ou Sorluz (de), capitaine périgourdin, colonel de gens de pied au service du Roi de Navarre, tué au début de 1587, I, 358.
- SOUBISE (Benjamin de Rohan, s^{er} de), frère du duc Henri de Rohan : fait partie à l'Assemblée de Saumur (1611), de la commission qui élabore le nouveau Règlement général du Parti, III, 9 : — prend part avec son frère Rohan à la seconde révolte de Condé (1615), 33-34 ; — assiste au Congrès de Loudun (1616), 36-37 ; — s'unit avec Rohan aux Grands soulevés contre Luynes en 1620, 86-87 ; — soutient un siège à Saint-Jean-d'Angély, au début de la guerre de 1621 (en juin), capitulation honorable, 93 ; — remporte des succès dans l'Ouest pendant l'hiver suivant, 109 ; — battu au printemps par Louis XIII, dérouté de Rié (16-17 avril 1622), 117-118 ; — se révolte de nouveau et fait « le pirate de bonne maison » en 1626, 150-151 ; — vient sur la flotte anglaise de Buckingham soulever la Rochelle en 1627, 171.
- SOURDIS (François IV d'Escoubleau, cardinal de), archevêque de Bordeaux, II, 260.
- SOURDIS (Henri d'Escoubleau de), évêque de Maillezais, le frère du Cardinal, dépossédé de sa résidence par d'Aubigné, II, 154 et n° 3, 263.
- SOUVRE (Gilles de), marquis de Courtenvaux, qui sera gouverneur des enfants de France (Louis XIII et son frère), II, 25-27.
- SPIEZ (de), seigneur de Berne, III, 123-129.
- SPONDE (Jean et Henri de), deux transfuges du protestantisme (Henri deviendra évêque de Pamiers en 1626), II, 249-253.
- SQUARAMEL, ambassadeur de Venise en Suisse, III, 140.
- STROZZI (Philippe), s^{er} d'Épernay et de Bresuire, colonel général de l'infanterie française en 1580, battu et tué au combat des Açores le 26 juillet 1582, I, 245-246, 251-252.
- STUART (Marie), cf. Marie.
- SUÈVRES (Loir-et-Cher), I, 92 n° 5, 342, 343.
- SUISSES (Cantons), I, 170-171, 382, 384 et n° 3 ; II, 215-216 (*Tragiques*, Fers), 313. — Voir Bâle, Berne, Genève.
- SULLY (Maximilien de Béthune, marquis de Rosny, puis duc de), 1559 ou 1560 † 1641. Il devient duc de Sully en 1606 : un des plus ardents et des plus imprudents à l'escarmouche de Vaugirard, le matin du 1^{er} août 1589, II, 21 ; — les détails qu'il donne dans ses *Mémoires* (*OEconomies Royales*) sur les circonstances de la mort d'Henri III, et de l'avènement d'Henri IV, 24-25, 28-29 ; — son récit d'Arques (septembre 1589), 37 et

n° 3; — assiste à la bataille d'Ivry (14 mars 1590), son récit de la bataille, 49 n° 4; — au siège de Paris de 1590, 53 n° 2; — au siège de Rouen, 63 n° 2, 64 n° 2; — sa relation de l'affaire de Folleville (29 janvier 1592), 66 n° 1; de l'affaire d'Aumale, 68 n° 4; — en juin 1598 le Roi retire les finances à Sancy pour les donner à Rosny, 234; — reconnaît la défaite de Duplessis à la Conférence de Fontainebleau (du 4 mai 1600), 278; — rentre à Paris avec Henri IV après l'expédition de Sedan contre Bouillon (1606), II, 314; — gouverneur du Poitou depuis 1603, il est délégué par le Roi à l'Assemblée de Châtellerault de 1605, 322-332; — fait visiter la Bastille à d'Aubigné, 342; — Sully et le *Grand Dessein*, 358 et n° 2; — travaille à l'Assemblée de Saumur (de 1611) au nouveau Règlement général du Parti, III, 9; — essaye de maintenir le Poitou pendant la seconde révolte du Prince de Condé, réunit les Conférences de Fontenay (en octobre et novembre 1615), préparatoires au Congrès de Loudun, 34-36; — déplore la guerre civile qui a suivi le coup de force du Roi en Béarn, et voudrait y mettre fin pendant l'hiver 1621-1622, 110.

SUREAU (Hugues Sureau du Rosier), ministre protestant, II, 210.

SURESNES (Seine), siège d'une conférence fameuse au moment des États généraux de la Ligue, II, 77-79, 84 n° 4.

SÛRETÉ (places de) : système inauguré après la 3^e guerre par la paix de Saint-Germain (8 août 1570), quatre places accordées, I, 90; — portées à huit par l'Édit de Beaulieu de 1576, 193; — maintenues à ce chiffre par la paix de Bergerac (1577) après la 6^e guerre, 218; — la Réole, une des places de sûreté, saisie par les Catholiques en novembre

1578, pendant le voyage de la Reine-mère dans le Midi, 232; — la question des villes supplémentaires à la Conférence de Nérac (février 1579), 228, 234-236; — le refus des Protestants de les restituer à l'échéance amène la guerre de 1580, 243-255; — rendues à la paix de Fleix (26 novembre 1580), 272 et n° 4; — Périgueux surpris par les Catholiques et échangé contre une autre ville, 282-283; — agitation pour une prolongation des places de sûreté au terme des six ans fixés par le traité de Bergerac en 1577, l'Assemblée de Montauban (15 août-15 septembre 1584) obtient un délai d'un an ou deux, 306, 309-313; — le conciliabule de Thouars (2 mars 1594) entre les gouverneurs des places de l'Ouest, II, 102 et n° 2; — nouvelle réunion des gouverneurs à Thouars le 15 juin 1596 sur la demande de l'Assemblée de Loudun, 119; — la question des places de sûreté (suppression de celles qui sont en surnombre, fixation du fonds d'entretien des garnisons, nomination des gouverneurs) est la grosse pierre d'achoppement des négociations pour un nouvel Édit, au moment de la Grande Assemblée, 123-126, 129-131, 133-137, 140-141, 144; — l'Assemblée de Châtellerault de 1605 obtient prorogation des places pour quatre ans, 321-322; — celle de Saumur de 1611 pour cinq ans, III, 13; — au Congrès de Loudun (1616) nouveau délai de six ans, 39; — l'Assemblée de Loudun de 1619-1620 obtient cinq ans, 69-70; — la paix de Montpellier (octobre 1622) fait démanteler les places protestantes, sauf la Rochelle, Montauban et Montpellier, 121.

SURGÈRES (Charente-Inférieure), III, 40-42.

SURIMEAU, propriété qui faisait partie de l'apport dotal de Suzanne de Lezay à d'Aubi-

gné (avec ses dépendances de l'Herce et de la Berlandière), située entre Niort et Mursay, dans la paroisse de Sainte-Pézenne (Deux-Sèvres), I, 7, 296 et n° 2; II, 151-153.

SYNODES : le synode provincial de Saint-Maixent d'avril 1593, et ce qui se passa dans la coulisse, II, 95-99; — le Synode de Fontenay (mars 1594) transformé en assemblée politique, 102-103; — le Synode national de Montpellier (1598) et ses rapports avec la Grande Assemblée, 142 et n° 2, 146; — le Synode de Jargeau (avril 1600), 310 et 335 n° 1; — le Synode de Gap (octobre 1603) qui arbore l'article sur l'Antechrist, 180, 242-243, 311, 313; il était présidé par Daniel Chamier, 335; — la question de l'Antechrist reprise au Synode de la Rochelle (de mars 1607), conduit par « les fous du synode », 335-336; — le Synode de Privas de 1612 nomme des commissaires pour la réconciliation des chefs après les différends de Saumur, III, 15; — Duplessis écrit à ces commissaires le 23 janvier 1613, 30-31.

T

TAILLEBOURG (Charente-Inférieure), I, 348.

TALCY (château de), dans le Blaisois, à 7 km. de Mer (Loir-et-Cher), où habitait Diane Salvati, la première muse d'Agrippa d'Aubigné, I, 51-52, 92-93, 104, 106, 109, 128 et sq., 135-136, 342-343; II, 156-157, 212 (*Tragiques*, Fers).

TALMONT-SUR-JARRE (Vendée), I, 368-369.

TARDIF (Jean), conseiller au Châtelet, victime des Seize le 15 novembre 1591, en même temps que le Président Brisson et le conseiller Larcher, II, 70-71, 202 (*Tragiques*, Chambre dorée).

TAVANNES (Gaspard de Saulx, s^{er} de), 1509 † 1573, grand homme de guerre, mais pas-

sionné contre les Protestants, mentor du duc d'Anjou (Henri III) aux batailles de Jarnac et de Moncontour, maréchal de France en 1570, II, 235 (*Tragiques*, Vengeances).

TEXIER, député à l'Assemblée de Loudun de 1596, II, 124.

THÉMINES (Pons de Lauzières, marquis de), 1552 † 1627, sénéchal de Quercy, combattit les Ligueurs, arrêta le Prince de Condé le 1^{er} septembre 1616, et reçut le même jour le baton de maréchal de France, gouverneur de Bretagne en 1627, III, 46.

THIANGES (baron de), III, 33.

THORS (Charente-Inférieure), I, 349-350.

THOU (Jacques-Auguste de), 1553 † 1617, l'historien, fils de Christophe de Thou, Premier Président au Parlement de Paris, où lui-même fut président à mortier, nombreuses missions politiques et diplomatiques en France et à l'Étranger, collabora à l'Édit de Nantes : sa relation de la bataille de Coutras, I, 374, 378-379, 383; — connaît l'existence du Grand Dessein d'A. d'Aubigné, 395-396; — son récit de la prise de Niort (nuit du 27 au 28 décembre 1588), II, 2; — détails sur la mort d'Henri III et l'avènement d'Henri IV, 23 n° 2, 29, 35 n° 1; — défend Henri IV pour la levée du siège de Paris (fin août 1590) à l'approche du duc de Parme, 56; — attribue à Mayenne la feinte reculade du duc de Parme, avant la levée du siège de Rouen, 70; — négocie le traité avec Mercœur, 126; — commissaire royal à la Grande Assemblée de l'Édit de Nantes, 127-131, 134, 142-144, 145 et n° 1; — le caractère général de l'*Histoire* de de Thou, 168-169; — le bel hommage que d'Aubigné lui rend dans la Préface de son *Histoire universelle* et dans une lettre à Simon uouart, 178-179; — les de Thou magistrats mis à

- l'honneur dans les *Tragiques* (Chambre dorée), 199; — de Thou commissaire catholique à la Conférence de Fontainebleau (4 mai 1600) pour juger le débat, 277 n° 1; — d'Aubigné défend l'*Histoire* de de Thou dans le cabinet du Roi (1607), II, 347-349; — commissaire royal au Congrès de Loudun (1616), III, 36.
- THOUARS (Deux-Sèvres), I, 191-192; II, 5, 10, 102 et n° 2 (réunion des gouverneurs de places de l'Ouest à Thouars le 2 mars 1594), 149 (nouvelle réunion le 15 juin 1596); III, 14 (l'assemblée synodale de Thouars en 1611).
- THURIN (Philibert de), conseiller à la Grand' Chambre du Parlement de Paris, favorable aux Protestants, et qui se fit lui-même protestant quand il eut cédé sa charge à son fils (décembre 1603), II, 199 (*Tragiques*, Chambre dorée).
- TIERCELIN (Charles-Tiercelin d'Appel-Voisin), gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roi, I, 353.
- TIERS-PARTI (le), II, 80 et n°s 1 et 2, 82 n° 2, 83 et n° 3, 85. — Voir aussi plus haut Politiques.
- TIFARDIÈRE ou Tiffardièrre (Jean Chevalleau, s^{sr} de), capitaine protestant, ami de d'Aubigné, I, 293.
- TIGNONVILLE (Mme de), Marguerite de Selves, femme de Lancelot du Monceau, ancien premier maître d'hôtel de Jeanne d'Albret, elle-même gouvernante de Catherine de Bourbon, I, 197 n° 5.
- TIRAGUEAU, carme déchaussé, III, 83.
- TONNAY-CHARENTE (Charente-Inférieure), I, 370; III, 35-36, 40.
- TONNEINS (Lot-et-Garonne), III, 96.
- TOSCANE (Ferdinand I^{er}, grand duc de), duc régnant de 1587 à 1608, II, 77-78.
- TOULOUSE (Haute-Garonne), I, 207, 230 n° 2, 231; II, 220.
- TOURNES (Jean de), imprimeur de Lyon réfugié à Genève, III, 89.
- TOURS (Indre-et-Loire), II, 132, 145, 217 (*Tragiques*, Fers). — Voir en outre Plessis-lès-Tours et Saint-Symphorien.
- Touvois (la forêt de), que d'Aubigné appelle Thouvoys, Loire-Inférieure, II, 172.
- TRAGIQUES (les), le grand poème d'Agrippa d'Aubigné : sa composition, I, 213, 225-226, 363; II, 181 et sq.; — le lieu d'impression et les circonstances de la publication (édition princeps, 1617), III, 75-76; — le jugement de d'Aubigné sur son œuvre, III, 80; — la réédition de Genève (éd. s. l. n. d.), III, 153-155; — autres références, I, 35 n° 2; II, 110 n° 5, 143 n° 2.
- TRIUMVIRAT : le triumvirat catholique formé le 6 avril 1561, I, 37, 40, 42, 52-53, 60.
- TRONCHIN (Théodore), pasteur à Genève, ami de d'Aubigné, héritier de ses manuscrits et papiers, III, 146.
- TROYES (Aube), II, 103 n° 2, 220.
- TURENNE (Henri de la Tour-d'Auvergne, vicomte de), 1555 † 1623, épousa en 1591 Charlotte de la Marck, qui lui apporta le duché de Bouillon et la principauté de Sedan; maréchal de France en 1592; père du grand maréchal de Turenne, qui naquit d'un second mariage avec Isabelle de Nassau; Turenne était le neveu des Montmorency par sa mère : au siège de la Rochelle, en 1573, est, comme son oncle Montmorency-Thoré, parmi les Catholiques « politiques » qui intriguent avec François de Valois, I, 141; — est du complot formé pour l'évasion du Roi de Navarre et de d'Alençon en février-mars 1574 (l'effroi de Saint-Germain), 150; — prétend que le Roi de Navarre ne

désirait pas voir revenir sa femme en Guyenne après la paix de 1577, 230 n° 2 ; — une alerte donnée au Roi de Navarre, un soir de bal, pendant le voyage de la Reine-mère dans le Midi (novembre 1578), 232 ; — son rôle aux Conférences de Nérac (février 1579), 233 n° 1 et 238 ; — son duel sur la grève d'Agen avec le baron de Rosan, cadet de la maison de Duras, et le guet-apens dont il est victime (17 mars 1579), 237-238 ; — un des cinq appelés par le Roi de Navarre à délibérer sur la guerre de 1580, 245 ; — une version de Mézeray, 245-246 ; — présent à l'Assemblée de Montauban (juillet 1579) qui décide de ne pas rendre à l'échéance les places supplémentaires de sûreté, 249 n° 2 ; — quelques succès en Languedoc (1580), 272 ; — Turenne aux Assemblées de Castres (mars 1585), 317-318, et de Guitres pour aviser aux mesures à prendre contre la Ligue armée, 318, 321-322 et n° 6 ; — défend mal les villes de la Garonne contre Matignon en 1586, 348 ; — prend part aux Conférences de Saint-Brice (décembre 1586) et à leurs suites, 365 ; — rejoint le Roi de Navarre à la Haye-Des-cartes pendant la poursuite de l'armée de Joyeuse, 372 et 382 ; — va recueillir sur la rive nord de la Loire, en septembre 1587, le comte de Soissons, Bourbon catholique, 373 ; — commande la cavalerie de réserve à Coutras, 375-376 ; — envoyé en mission par le Roi de Navarre auprès de Montmorency-Damville (janvier 1588), 387 n° 1 ; — aurait souhaité d'exécuter le « Grand Dessein » d'A. d'Aubigné, 393 ; — se dérobe à une consultation sur le projet de mariage du Roi de Navarre avec la comtesse de Guiche, 400-401 et 403 ; — vient au siège de Paris de 1590, II, 56 ; — mission en Angleterre pour demander secours contre la coalition des puis-

sances catholiques, 62 ; — amène à Henri IV quatorze cents Allemands pour le siège de Rouen (septembre 1591), 63 ; — les reconduit à la frontière après l'échec du siège, 72 ; — calme La Trémoille lors de l'Assemblée de Mantes (8 novembre 1593-23 janvier 1594), 99-100 ; — commande sur la frontière du Nord contre les Espagnols en 1595, brillants débuts suivis de revers, 110 et n° 2 ; — assiste le Roi au siège de la Fère (1595-1596) ; envoyé en mission en Angleterre et en Hollande (septembre 1596), 113 et n° 4, 114 ; — prend part aux travaux de l'Assemblée de Châteaillerault, la dernière des grandes Assemblées de l'Édit de Nantes ; le Roi irrité contre lui, 132-135, 143 ; — va trouver Henri IV à Saumur, quand il approche en armes pour son expédition de Bretagne (mars 1598), 145 ; — assiste au mariage de Madame avec le duc de Bar, le 31 janvier 1599 à Saint-Germain, 289 ; ses relations de jeunesse avec Catherine de Bourbon, la sympathie qu'elle lui inspira alors, 294 n° 1 ; un mot cruel à Madame au mois d'octobre 1604, quand elle subissait un suprême assaut contre sa religion, 299 ; une assemblée de pasteurs chez le duc de Bouillon « pour défendre la créance de Madame », 300-301 et III, 110 ; — un conseil secret chez Bouillon, dans sa vicomté de Turenne (en février 1601) pour examiner les propositions de Biron, II, 305-309 ; — poursuivi pour complicité avec Biron, se réfugie à l'Étranger (1603), le Roi occupe sa vicomté de Turenne (octobre 1605), puis va mettre garnison à Sedan (avril 1606), 312-315 ; — Bouillon est un des exécuteurs testamentaires de la Trémoille, 317 n° 5 ; — hostile aux projets de rapprochement des deux Religions au début de 1608, 346-347 ; — une lettre de

Duplessis à Bouillon (octobre 1606), où il prévoyait nouvelle guerre avec l'Espagne, II, 352 ; — le duc de Bouillon écarté de la présidence à l'Assemblée de 1611, III, 4 ; — son rôle à cette assemblée, 9, 12-13 ; — très critiqué dans les assemblées provinciales qui suivent la générale de Saumur, 14-15 ; — *Le Caducée ou l'Ange de la Paix*, pamphlet écrit par d'Aubigné en 1612 contre Bouillon et les opportunistes de l'Assemblée de Saumur, 18 ; — il se fait pardonner en participant à la seconde révolte du Prince de Condé (1615), réconciliation avec d'Aubigné, 34 ; — prend fait et cause pour Condé arrêté le 1^{er} septembre 1616, 41-43 ; — déplore la guerre civile qui a suivi le coup de force du Roi en Béarn, et voudrait y mettre fin pendant l'hiver 1621-1622, 110 ; — consulté par les Bernois sur les projets de fortifications de d'Aubigné, ses observations et les réponses de d'Aubigné, 128-129.

TURQUIE : II, 225 (*Tragiques*, Fers).

TURRETINI, neveu de Renée Burlamachi, III, 124 n° 1, 146.

U

ULM (Wurtemberg, dans l'ancienne Souabe), III, 91.

USSAC (d'), dit Jurignat, gentilhomme du Périgord, gouverneur de la Réole en 1579, I, 232 et notes.

USSON (Puy-de-Dôme, arrondissement d'Issoire), château d'Auvergne, où Marguerite vient échouer, après son aventure d'Agen, I, 334 n° 1.

USSON (Jean de Rabaine, s^{gr} d'), gouverneur de Pons pendant la guerre de 1580, I, 262.

UZÈS (la douairière d'), Louise de Clermont-Tallart, veuve de François du Bellay, remariée à Antoine de Crussol, qui est créé duc

et pair en 1565 ; amie de Catherine de Médicis, qui l'appelait « sa commère », et de Marguerite de Valois, qui la nommait sa « Sibille », I, 208 et n° 3, 248, 263, 286.

V

VACHONNIÈRES OU LA VACHONNIÈRE, gouverneur de Castel-Jaloux, tué au fameux combat de 1577, I, 213-214.

VALENCIENNES (Nord), I, 113.

VALOIS (César, puis François de), 4^e fils d'Henri II et de Catherine de Médicis, duc d'Alençon, puis duc d'Anjou et « Monsieur » après l'élection d'Henri au trône de Pologne : menées contre son frère Henri, et intrigues avec les Protestants pendant le siège de la Rochelle de 1573, le duc d'Alençon se fait chef des « Politiques », 139-141 ; — a l'idée de s'enfuir sur la flotte anglaise de Mongomery, 142 ; — de nouveau songe à fuir pendant le voyage de la Cour pour conduire jusqu'en Lorraine le nouveau roi de Pologne, 147, et au retour à Paris (en mars 1574), 149-151 ; — emmené par Catherine quasi prisonnier au-devant d'Henri III revenant de Pologne, 162 ; — les gentilshommes de Monsieur prennent part, avec ceux du Roi de Navarre, à l'assaut donné à Livron (26 décembre 1574), 169 ; — les intrigues de Cour au printemps de 1575, Henri III s'emploie à désunir le Roi de Navarre et son frère d'Alençon, 173-174 ; — Monsieur s'évade enfin de la Cour (15 septembre 1575), 179 ; Catherine lui fait signer la trêve de Champigny (21 novembre), 182 ; — les conseils de d'Alençon au Roi de Navarre évadé à son tour, 191 ; — Monsieur et l'armée des Confédérés, il la suit plus qu'il ne la commande, car il négocie déjà avec la Cour, 192 ; — la paix de Beaulieu (6 mai 1576) et les avantages personnels qu'il en retire

(Anjou, Touraine, Berry en apanage, avec un passage sur la Loire, à La Charité), 193-194; — Monsieur tient sa petite cour à Bourges, et va se réconcilier avec Henri III à Orlainville (4 novembre 1576), 197-198; — Henri III lui confie une forte armée contre les Réformés au printemps de 1577, I, 205; prise de la Charité (30 avril) et d'Issoire (12 juin), mis à feu et à sang, 211-212; depuis lors fait régner la terreur autour de lui, 218; — querelles avec les mignons du Roi; arrêté, puis relâché, gagne Angers, son apanage (février 1578), 230; — Henri III reproche à Marguerite sa préférence pour lui, 247 et n° 1; — l'entreprise de Monsieur en Flandre, 247; — pour pouvoir y retourner, négocie la paix de Fleix avec le Roi de Navarre, 270-280; — sa mort (10 juin 1584) qui fait du Roi de Navarre l'héritier présomptif, 300 et 311; — les conséquences de la disparition de François de Valois, 315; — les invectives des *Tragiques* contre lui, II, 188-189 (Princes), 221 (Fers), 235 (Vengeances).

VALOIS (Marguerite de), *la reine Margot* : le mariage avec le Roi de Navarre, I, 110, 114-115, 120; — Marguerite « idée » du poème du ballet de *Circé*, 144; — elle fait échouer un projet de fuite de son mari et du duc d'Alençon, 147; — compose le mémoire justificatif du Roi de Navarre lors de la conspiration de la Mole et Coconas, 157; — elle est du voyage de la Cour dans le Midi quand Henri III revient de Pologne, accident à ses bagages, 165; — Marguerite débauche Bussy, favori du Roi et le fait passer dans le parti de Monsieur, 173; — le récit qu'elle fait dans ses *Mémoires* du guet-apens contre Bussy et de la fuite de Monsieur (15 septembre 1575), 178-179; — propos tenus sur elle par un gen-

tilhomme de la Beauce au Roi de Navarre évadé, 189; — une saison à Spa, elle fait en Flandre de la propagande pour Monsieur, 230; — intrigues de Cour et complicité dans la nouvelle fugue de Monsieur (14 février 1578), 230; — demande à rejoindre son mari, accompagne sa mère dans son voyage pacificateur du Midi, 234; — pleure en se séparant d'elle, le 7 mai 1579, 238; — elle accueille bien d'Aubigné à son retour à Nérac, après les deux années de brouille avec le Roi de Navarre, 243; — son vrai rôle dans la guerre dite des Amoureux (1580), 243-249; — seconde son frère François dans les négociations pour la paix de Fleix et son exécution; l'intrigue portugaise, 270-280; — sa venue à la Cour de France en 1582 et les péripéties de son séjour, le drame final, 285-291, 297-300, 304-309; — la rupture avec son mari et les folies d'Agen, 333, 334 et n° 1; — la satire de Marguerite dans les *Tragiques*, 192-193 (Princes), 221-222 (Fers).

VALTELINE (l'affaire de la) : III, 92, 110, 114-115, 134-135, 138-139, 142-143, 150-151.

VASSY (Haute-Marne) : le massacre de Vassy (1^{er} mars 1562), I, 40 et n° 2, 42-44; II, 216 (*Tragiques*, Fers), 228.

VATABLE (François), savant hébraïsant et helléniste, professeur au Collège Royal, abbé de Bellozane, † 1547, I, 34, 81.

VATEL, poète satirique de la seconde lignée de la Pléiade, I, 177-178.

VAUDEMONT (Louise de), fille de Nicolas de Lorraine, comte de Vaudemont, épouse d'Henri III, I, 170; II, III, n° 4.

VAUDOIS (les), en qui les Protestants voyaient des précurseurs, II, 214 (*Tragiques*, Fers).

VAUGIRARD, arrondissement de Sceaux, annexé à Paris en 1860, aujourd'hui XV^e arrondissement, II, 20-22.

- VAUX (Jean de Montalembert, ^{sgr} de), lieutenant de César de Saint-Lari, ^{sgr} de Bellegarde, le fils du maréchal de Bellegarde, mort en 1579, I, 376 n° 1 et 377.
- VAUX (Gilbert de) ou Devaux, ministre de Milhau (Aveyron) dès 1566, personnage en vue dans le Parti, signa au traité de Bergerac (1577), au traité de Nérac (février 1579), assista à l'Assemblée de la Rochelle (1588); accusé formellement par d'Aubigné d'avoir prévarié aux conférences théologiques avec Du Perron, lors de l'Assemblée de Mantes (8 novembre 1593-23 janvier 1594) mort en 1598, II, 249-253.
- VENDÔME (Loir-et-Cher), siège de la seconde des grandes Assemblées de l'Édit de Nantes, II, 124-127.
- VENDÔME (Charles de Bourbon, cardinal de), 1562 † 1594, fils de Louis I^{er} de Bourbon, prince de Condé. Il deviendra 4^e cardinal de Bourbon à la mort de son oncle, Charles X, le roi de la Ligue (1590), II, 41, n° 4.
- VENDÔME (César de), fils d'Henri IV et de Gabrielle d'Estrées, né en 1594, II, 113; III, 41 (il peut s'agir aussi bien dans ce passage de son cadet, le chevalier de Vendôme).
- VENISE (Italie) : I, 161; II, 223, 355; III, 135-138; 149-150, 156-157, 172-173.
- VÉRAC (Joachim de Saint-Georges, ^{sgr} de), mort en 1607, I, 252 n° 3.
- VÉRAT (de), député par le Poitou à l'Assemblée de Saumur de 1611, III, 4.
- VERGNE (Mlle de la) ou de la Vernay, fille d'honneur de Catherine de Médicis, attachée à la maison de Marguerite de Valois, I, 246.
- VIC (Méry de), conseiller d'État, frère de Dominique de Vic, qui fut gouverneur de Saint-Denis, puis de Calais. Méry de Vic fut commissaire royal aux Assemblées de l'Édit de Nantes et au Congrès de Loudun de 1616, II, 120-125, 129-130, 134; III, 36.
- VIÇOZE (de), secrétaire du Roi de Navarre, qui l'appelle tantôt Bissouse (le vrai nom, semble-t-il), tantôt Viçose, tantôt Vissouse, II, 79-80.
- VIENOT (Joseph), professeur à la Faculté de théologie protestante, président de la Société de l'histoire du Protestantisme français, I, 117, 123-124.
- VIGNOLLES (Bertrand de), de la Hyre, ^{sgr} de Coulonges, qui devint maréchal de camp; il se convertit au catholicisme, mais sans doute pas avant son mariage avec une catholique, Marguerite Balagnier-Montsalez (en 1604), II, 265-266 (*Sancy*), 286; III, 41-42, 45, 118.
- VILLARNOULD ou Villarnoux (Jean de Jaucourt, ^{sgr} de), gentilhomme ordinaire de la chambre du Roi, conseiller d'État, gendre de Duplessis, Député général des Églises en Cour (octobre 1608), II, 336, 351; III, 2-3.
- VILLARS (Emmanuel-Philibert de Prez, marquis de), beau-fils de Mayenne, dont la femme, Henriette de Savoie, fille d'Honorat de Savoie, marquis de Villars, était veuve en premières noces de Melchior de Prez, ^{sgr} de Montpezat, III, 104.
- VILLARS-BRANCAS (André de Brancas, ^{sgr} de Villars), amiral de France en 1594, gouverneur de Normandie, mort en 1595 (tué au siège de Doullens); il avait défendu Rouën contre Henri IV: II, 64-65, 69, 90 n° 2, 110 n° 2.
- VILLEROY (Nicolas de Neufville, ^{sgr} de), 1542 † 1617, envoyé deux fois en mission diplomatique en Espagne par Catherine de Médicis, secrétaire d'État en 1567, destitué en 1588, comme partisan des Guises; entra dans le Conseil de Mayenne; se rallia à

- Henri IV après l'abjuration et recouvra ses charges : assiste Monsieur dans les négociations de la paix de Fleix, I, 280 ; — entrevues avec Duplessis à Paris en 1584, 310-311 ; — en correspondance avec la Reine-mère, 334 n° 1, 359 ; — les *Mémoires* (manuscrits) de Villeroy offerts par Henri IV à d'Aubigné, II, 174-175 ; — Instructions à Rosny, et correspondance avec lui pendant l'Assemblée de Châtellerault de 1605, 324 n° 1, 328 n° 1, 330 n° 1, 331-332 ; — commissaire royal aux Conférences de Fontenay (fin 1615) et au Congrès de Loudun (1616), III, 35-36 ; — une lettre piquante à d'Aubigné en octobre 1617, 54-55.
- VILLETTE (la), ancien bourg du département de la Seine, arrondissement de Saint-Denis, annexé à Paris en 1860 (XIX^e arrondissement), II, 74, 84 n° 4; 90.
- VILLETTE (Benjamin de Valois, sgr de), gendre de d'Aubigné, qui épousa la fille cadette Louise, par contrat du 22 octobre 1610 : III, 29, 46, 52, 147, 152-153, 173, 175-180.
- VILLEY (Pierre), professeur à la Faculté des lettres de Caen, II, 245-268 ; III, 16-18.
- VILLIERS, lieutenant du baron d'Illevaux, le gouverneur de Blaye en 1580, I, 261.
- VIMIOSO (Francisco de Portugal, comte de), connétable de Dom Antonio (voir ci-dessus), le prétendant au trône de Portugal contre Philippe II, I, 277-280.
- VIMORY (Loiret), I, 374.
- VITRY (Louis de l'Hospital, marquis de), gouverneur de Meaux, capitaine des gardes, neveu du maréchal de la Chastre (ci-dessus), II, 84, 90 n° 1.
- VITRY (Louise de l'Hospital, demoiselle de), fille d'honneur de Catherine, elle épousa Jacques (ou Jean) de Simiers, morte en 1608, I, 199.
- VIVANS (Geoffroy de) ou Vivant, sgr de Doysac en Sarladais, 1543 † 1592, capitaine de 50 hommes d'armes des ordonnances, conseiller d'État, gouverneur du Périgord et Limousin, I, 251, 399.
- VIVONNE (les), ancêtres maternels de Suzanne de Lezay, I, 4, 291-293 ; II, 151.
- VOLTAIRE, I, 119.
- VULSON (Pierre), conseiller au Parlement de Grenoble, puis greffier et secrétaire civil, député à l'Assemblée de Saumur de 1611 et aux grandes Assemblées de l'Édit de Nantes, I, 113-114, 117-118, 125.

W

- WANDY (Ardenne), II, 63.
- WEISS (N.), ancien conservateur de la Bibliothèque de la Société de l'Histoire du protestantisme français, II, 210 ; III, 27 n° 1, 176.
- WILLEMS (Roger), général anglais, qui se signala au siège de Rouen, II, 65.

Y

- YOLET (Pierre de Malras, baron de), I, 227.
- YVERNI (demoiselle d'), Madeleine Briçonnet (nièce du Cardinal), veuve de Thibaut de Longueuil, sgr d'Yverni, 218.
- YVETOT (Seine-Inférieure), II, 72.

Vu : Paris, le 30 décembre 1926.

*Pour le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris.*

L'Assesseur,

H. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer :

*Pour le Recteur de l'Académie de Paris.
Le Vice-Président du Conseil de l'Université de Paris,*

FERDINAND BRUNOT.

TABLE DES MATIÈRES

DU TROISIÈME VOLUME

CHAPITRE XIII

D'AUBIGNÉ SOUS LA RÉGENCE ET SOUS LOUIS XIII

DIX ANNÉES D'AGITATIONS POLITIQUES

(1610-1620)

- § 1. Le Parti essaye de profiter et d'abuser de la minorité du Roi. — D'Aubigné à l'Assemblée de Saumur (1611). — *Le Caducée ou l'Ange de la Paix*. — L'affaire de l'Assemblée du Cercle de la Rochelle (1612). — Pendant cette alerte d'Aubigné acquiert, près de Maillezais, le Dognon et y bâtit un château fort. — Il marie ses filles 1
- § 2. La majorité fictive du Roi. — Les Protestants, inquiétés par certains incidents des États généraux de 1614, par le renversement des alliances extérieures, et par les mariages espagnols, tiennent des Assemblées à Grenoble, Nîmes, la Rochelle (1615-1616). — Ils trempent dans la seconde révolte des Princes contre la Reine (1615) : d'Aubigné en est. — Le traité de Loudun (1616). — La querelle de d'Épernon, gouverneur d'Aunis et de Saintonge, avec la Rochelle, et comment d'Aubigné s'en mêle (septembre 1616 à mars 1617). — L'écho de cette querelle dans les *Aventures du Baron de Faeneste* (3 premières parties publiées de 1617 à 1619). 30
- § 3. Le gouvernement personnel de Louis XIII et l'opposition contre le favori Albert de Luynes. — Le conflit avec les Protestants à propos des affaires de Béarn : les Assemblées de la Rochelle (1619) et de Loudun (1619-1620). — D'Aubigné est contraint par le manque d'argent, les intrigues contre ses places, et la trahison de son propre fils, à les céder au duc de Rohan (actes du 29 avril et du 25 mai 1619) 52
- § 4. Les circonstances de la publication des *Tragiques* (1616) et de l'*Histoire universelle* (1619-1620). — La prise d'armes de la Reine-mère et de la noblesse contre Luynes : la débâcle des Ponts-de-Cé (7 août 1620). — L'armée royale envahit le Poitou : d'Aubigné s'enfuit à Genève 71

CHAPITRE XIV

§ 1. L'établissement de d'Aubigné à Genève et les services qu'il rend à la Cause, pendant que se déroule en France la guerre civile de 1621-1622. — Deux lettres-pamphlets contre Luynes, l'une adressée au Roi, l'autre aux Princes et Grands du Royaume. — <i>Le Traité sur les guerres civiles</i> . — <i>Le Traité sur le devoir mutuel des Rois et des sujets</i>	89
§ 2. La fin de la carrière militaire d'Agrippa d'Aubigné. — L'officier du génie : les fortifications de Genève, Berne et Bâle. — Il est sur le point d'entrer au service de Venise quand la République s'allie à la France et à la Savoie contre l'Espagne (1623-1624). — La Cour de France oppose son veto : les démêlés de d'Aubigné avec l'ambassadeur de France en Suisse. — Nouvel espoir à l'avènement de Richelieu : d'Aubigné offre ses services au connétable de Lesdiguières en Italie, ou pour une diversion en Franche-Comté. Echec du projet (1625).	122
§ 3. Le nouveau foyer d'Agrippa d'Aubigné : son remariage avec Renée Burlamachi (24 avril 1623). — Le retour du fils prodigue. — La mort de sa fille Marie. — Les derniers travaux littéraires d'Agrippa d'Aubigné.	144
§ 4. Les tristesses et les consolations finales. — Les fautes et la ruine du Parti protestant français (1627-1629). — La dernière trahison de Constant d'Aubigné. — La politique de Richelieu et l'affaire de la succession de Mantoue (1629-1630). — Le scandale de la publication du 4 ^e livre de <i>Faeneste</i> et la mort d'Agrippa d'Aubigné (9 mai 1630).	167
APPENDICE BIBLIOGRAPHIQUE	183
INDEX ALPHABÉTIQUE	223



